

**Université Paris II- Panthéon-Assas**  
**École doctorale Georges Vedel (ED n°7)**

Thèse de doctorat en science politique  
soutenue le 15 janvier 2018

Thèse de Doctorat / janvier 2018

**Continuité et changement :**  
**l'évolution de la politique universitaire russe de**  
**1917 à 2017**



**Darya LOYOLA-TYUTEREVA**

Sous la direction de Madame Jennifer Merchant, Professeur à  
l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Membres du jury :

**Madame Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE**, Secrétaire perpétuel de  
l'Académie française, Professeur émérite.

**Monsieur Christophe CHARLE**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-  
Sorbonne, *rapporteur*.

**Monsieur Vladimir FILIPPOV**, Recteur à l'Université de l'Amitié des  
peuples, Professeur, *rapporteur*.

**Monsieur François FRISON-ROCHE**, Chargé de recherche au CNRS  
(CERSA).



## ***Avertissement***

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

## **Remerciements**

*Mes remerciements vont tout d'abord à Madame Hélène Carrère d'Encausse, Monsieur Christophe Charle, Monsieur Vladimir Filippov et Monsieur François Frison-Roche pour avoir accepté de lire mon travail et pour les discussions qu'ils ne manqueront pas de susciter lors de la soutenance.*

*Mes remerciements vont ensuite au Professeur Jennifer Merchant, qui a dirigé cette thèse. Un grand merci pour son aide, ses conseils, son encouragement et sa confiance. Elle m'a aidé à m'en voler dans ma recherche pour que je puisse voir plus large et finalement plus claire l'univers des rapports du pouvoir dans lequel vit l'Université. C'était un voyage formidable que nous avons vécu ensemble, j'en suis très reconnaissante.*

*Je remercie mon mari Jimmy et mes enfants Ivan et Eva de leur patience et leur soutien, mais surtout de leur foi et leur présence. Je remercie ma mère Nadejda Metul, à qui je dois tout. En encore tout. Je n'y serais jamais arrivée à parcourir le chemin de ma recherche sans avoir votre amour et votre confiance en moi, ma famille.*

*Je remercie mes enseignants Antonina Andreevna Alankina, Svetlana Stepanovna Kosikhina et Tatiana Alekseevna Shakleina qui ont éveillé ma passion pour chercher les réponses à mes questions. Mon désir d'apprendre et mon parcours intellectuel vous doivent beaucoup.*

*Je remercie Simon Chnol qui j'admire pour ses connaissances, son âme et sa grande humanité.*

*Je remercie mes camarades de l'Université d'Etat d'Amour pour notre fraternité chaleureuse qui est éternelle et réelle malgré les kilomètres qui nous séparent. Vive le groupe 001, nos amis 002 (allemands) et 004 (chinois) !*

*Je remercie mes interviewés qui m'ont accordé leur temps et m'ont confié leurs témoignages précieux.*

*Je remercie mes relecteurs : mon mari Jimmy Loyola, Claire Cottreau et Pauline Ramillion.*

### **Résumé (1700 caractères) :**

*Le présent travail met en lumière la dialectique des relations entre l'État et le système de l'enseignement supérieur en Russie sur une période de cent ans : de 1917 à 2017. S'appuyant sur une multitude des sources hétérogènes véhiculant les raisons et les causes des changements dans la politique publique russe, nous révélons l'évolution du rôle de l'État dans la gouvernance du secteur de l'enseignement supérieur lors de deux époques : soviétique et postsoviétique.*

*L'analyse de cette politique sectorielle est effectuée en lien avec la politique générale de l'État russe afin de mettre en évidence leurs interactions déterminées par le contexte et les grands objectifs de l'État, mais aussi par le poids du passé soviétique, l'héritage institutionnelle et le besoin de se moderniser face au monde qui évolue vite. Nous démontrons que malgré des grands changements apportés par les événements politiques nationaux et des nouvelles tendances mondiales dans l'enseignement supérieur, l'État russe demeure un acteur principal du processus de la détermination de la politique universitaire russe et de la stratégie du développement de ce secteur.*

**Descripteurs :** *enseignement supérieur russe, politique universitaire, Russie, poids du passé soviétique, histoire des universités russes, modèle russe de l'enseignement supérieur, réformes de l'éducation.*

### **Title and Abstract (1700 characters):**

*The present work brings into focus the dialectic relations between the State and the higher education system in Russia from 1917 to 2017. Based on various and heterogeneous sources conveying the reasons and the causes of changes in Russian public policy, this work throws light upon the evolution of the State's role in the governance of higher education sector in Soviet and post-Soviet Russia.*

*The sector-specific policy is analysed together with the general policy of the Russian State in order to reveal their interactions determined by the context and the main goals of the State as well as its past legacy, an institutional inheritance and a constant need for modernisation in the face of a changing and highly competitive world. We argue that despite significant changes brought on by national political events and by international trends in higher education, the State in Russia remains a main actor in establishing higher education policy and strategy for its development.*

**Keywords:** *Russian higher education, academic policy, Russia, Soviet legacy, history of Russian universities, Russian model of higher education, education reforms.*



## **Principales abréviations**

CAC – *Soviet po povycheniou konkourentnosposobnosti vedouchchikh ouniversitetov Rossiïskoï Federatsii sredi vedouchchikh mirovykh nautchno-obrazovatel'nykh tsentrov* / Conseil pour l'amélioration de la compétitivité (CAC) des universités phares de la Fédération de Russie parmi les meilleurs centres mondiaux d'enseignement et de recherche

CAEM - Conseil d'assistance économique mutuelle

EES – Établissement d'enseignement supérieur

EGE – *Ediny gosoudarstvenny ekzamen* / l'Examen d'État unifié

EHESE – *Vyschaia chkola ekonomiki* / École des hautes études en sciences économiques (à Moscou)

Goskomvouz – *Gosoudarstvenny komitet Rossiïskoï Federatsii po vyschemou obrazovaniou* / Comité d'État de l'Enseignement supérieur

MGU – *Moskovski gosoudarstvenny ouniversitet* / Université d'Etat de Moscou

*Narkompros* - *Narodny komissariat prosvechtchenia* / Commissariat du peuple à l'éducation

PCUS – Parti communiste de l'Union soviétique

Rabfac – *rabotchi fakoultet* / « faculté des ouvriers »

RAN – *Rossiïskaia Adademiia Naouk* / Académie des sciences de la Russie

RSFSR - République socialiste fédérative soviétique de Russie

SNK, Sovnarkom - *Soviet narodnykh komissarov* / Conseil des commissaires du peuple

SPbGU – *Sankt-Peterburgskii gosoudarstvenny ouniversitet* / Université d'État de Saint-Pétersbourg

TsK VKP(b) – *Tsentral'ny komitet vsesoyouznoï kommunistitcheskoï partii (bolchevikov)* / Comité central du Parti communiste (des bolcheviks) de l'Union soviétique

VASKhNIL - *Vsesoyuznaia academia selskochoziajstvennykh naouk imeni Lenina* / Académie centrale d'agriculture de l'URSS

## Sommaire

Thèse de Doctorat / janvier 2018	1
<b>Introduction</b>	<b>17</b>
1. La question de l'État en transition	20
1.1. La notion de l'État	21
1.2. L'évolution de l'État russe	22
A. L'État soviétique	22
(a) Le contexte national	22
(b) Le contexte international	25
B. L'État postsoviétique	27
1.3. La problématisation : l'État russe sous le poids soviétique et postsoviétique	33
2. La question de la politique et de l'enseignement supérieur	34
2.1. La notion de l'enseignement supérieur	35
A. Des établissements de l'enseignement supérieur	37
B. L'introduction à l'enseignement supérieur russe	39
2.2. La politique de l'enseignement supérieur	43
A. La définition de la politique	44
B. Les acteurs de la politique universitaire russe	46
3. Les outils d'analyse	49
3.1. La stratégie de recherche	49
3.2. Méthode d'analyse et méthode de recherche	51
3.3. Plan de rédaction	55
<b>Première partie</b>	<b>57</b>
<b><i>La politique universitaire soviétique : évolution du cadre des relations État – universités durant l'époque soviétique</i></b>	<b>57</b>
<b>Chapitre 1</b>	<b>58</b>
<b>La politique universitaire russe après la Révolution de 1917 jusqu'à 1945</b>	<b>58</b>
1. La politique universitaire impériale : leçons pour les bolcheviks	60
1.1. Les rapports entre les pouvoirs publics et l'enseignement supérieur durant la période pré-révolutionnaire	60
1.2. Le poids politique du gouvernement tsariste pour l'enseignement supérieur à l'heure de l'ascension de mouvement révolutionnaire	67
1.3. La participation des étudiants dans la Révolution	74
1.4. Les conclusions tirées par le nouveau pouvoir	76
2. L'État en cours de construction : chantier politique et chantier universitaire	77

2.1. Les changements du contexte politique et économique russe de 1917 à 1945 et la périodisation de la politique universitaire _____	77
2.2. La politique de l'enseignement supérieur de l'État en cours de construction : premiers changements sociaux et organisationnels _____	82
2.3. La « soviétisation » de l'enseignement supérieur : la prise des leviers de la gouvernance et le contrôle idéologique _____	88
2.4. La professionnalisation de l'enseignement supérieur et la technocratisation de la politique universitaire _____	97
3. L'enseignement supérieur soviétique à l'heure des épreuves _____	105
3.1. La radicalisation de la politique envers la communauté universitaire _____	105
3.2. L'épreuve de la guerre pour l'enseignement supérieur : 1941 à 1945 _____	115
Conclusion _____	118
<b>Chapitre 2 _____</b>	<b>121</b>
<b>La politique universitaire de l'URSS de 1945 à 1990 – l'essor et le déclin du rêve soviétique _____</b>	<b>121</b>
1. Les relations État-EES à la fin de l'époque stalinienne : les faiblesses de la gouvernance totalitaire de l'enseignement supérieur _____	125
1.1. La nécessité d'une révision des missions de l'enseignement supérieur : la revalorisation de l'université classique _____	125
1.2. L'impact de la politique de recherche des années 1940-1950 sur l'enseignement en URSS _____	129
1.3. L'échec de l'État dans la formation et l'éducation de l'élite politique _____	137
2. Le Dégel : le début du printemps pour l'enseignement supérieur _____	142
2.1. Les réformes de Khrouchtchev pour la vie politique et la vie universitaire _____	142
2.2. La vie étudiante : l'autogestion des <i>stroyotryads</i> et le souffle de démocratie _____	150
2.3. Le début de la désidéologisation _____	155
2.4. Les contraintes pour le processus de désidéologisation _____	156
3. Le déclin du système soviétique et le secteur de l'enseignement supérieur _____	159
3.1. <i>Zastoï</i> (stagnation) pour l'URSS et des universités soviétiques _____	159
3.2. Les mécanismes du système de l'enseignement supérieur _____	161
3.3. L'accélération vers des grands changements _____	165
3.4. Quelle place pour l'enseignement supérieur dans la <i>perestroïka</i> ? _____	166
Conclusion _____	174
<b>Chapitre 3 _____</b>	<b>175</b>
<b>L'enseignement supérieur soviétique dans le contexte international _____</b>	<b>176</b>
1. L'enseignement supérieur russe dans l'espace européen avant et après la Révolution _	178
1.1. Les origines européennes de l'université russe _____	178

1.2.	L'enseignement supérieur prérévolutionnaire au regard des observateurs étrangers	181
1.3.	La continuité de la référence allemande pour les réformes de l'enseignement supérieur russe après la Révolution	184
1.4.	Les réformes dans les années 1920 – 1930 : spécialisation, diversification et rôle de l'Université	186
2.	Le modèle soviétique de l'enseignement supérieur dans un monde bipolaire	193
2.1.	Les regards croisés par-dessus le rideau de fer	193
2.2.	Le modèle soviétique pour l'Europe de l'Est	195
2.3.	La référence américaine et le processus d'intégration pour l'Europe de l'Ouest	197
2.4.	Les liens internationaux de l'enseignement supérieur soviétique	200
2.5.	Les conséquences de la rivalité américano-russe pour l'enseignement supérieur	205
3.	Les phénomènes communs dans l'enseignement supérieur : massification et politisation	207
3.1.	La massification comme un phénomène universel de l'enseignement supérieur des années 1960-1970	207
3.2.	Le poids financier de la massification et l'évolution des politiques et des modèles	211
3.3.	La politisation de l'enseignement supérieur	222
	Conclusion	230
	<b>Conclusion Partie I</b>	<b>231</b>
	<b><i>Deuxième partie</i></b>	<b>233</b>
	<b><i>De la politique universitaire soviétique à la politique universitaire de la Fédération de la Russie dans les années 1990 – 2000 : changement du contexte, des acteurs et de l'agenda politique</i></b>	<b>233</b>
	<b>Chapitre 4</b>	<b>234</b>
	<b>La politique universitaire russe dans les années 1990 : les enjeux politiques dans le développement de l'enseignement supérieur en Russie après l'éclatement de l'Union soviétique</b>	<b>234</b>
1.	La rupture (à nouveau) avec le passé et les premières transformations dans la vie politique, économique et sociale en Russie postsoviétique	234
1.1.	Les difficultés économiques et la désorientation sociale	234
1.2.	L'instabilité politique	237
1.3.	La perte de confiance du peuple dans la nouvelle élite politique	242
1.4.	Le changement du régime : nouveaux rôles et poids politiques au sein du pouvoir ?	250
2.	L'évolution de la politique universitaire : nouvelles instances, nouvelles législations, nouveaux problèmes	252

2.1.	Les structures de la gouvernance de l'enseignement dans les années 1990 _____	252
2.2.	Le cadre légal pour l'enseignement supérieur dans les années 1990 _____	257
2.3.	L'autonomie sans moyens : les universités postsoviétiques en « mode survie » _	261
3.	Les changements principaux dans le secteur de l'enseignement supérieur au vu des nouvelles orientations politiques _____	269
3.1.	L'apparition du secteur privé dans l'enseignement supérieur _____	269
3.2.	Les changements dans les ressources humaines universitaires _____	274
3.3.	Les premières transformations dans le réseau des EES _____	277
3.4.	Le passé rencontre le présent en attendant l'avenir... _____	280
	Conclusion _____	282
<b>Chapitre 5 _____</b>		<b>284</b>
<b>La politique de l'enseignement supérieur russe dans les années 2000 : modernisation de l'enseignement supérieur dans le contexte de « la démocratie dirigée » _____</b>		<b>284</b>
1.	Le contexte économique et politique en Russie dans les années 2000 _____	285
1.1.	L'évolution de la situation économique et démographique _____	285
1.2.	Changement et continuité dans la vie politique russe dans les années 2000 _____	287
2.	La politique de l'enseignement supérieur en Russie après la transition _____	291
2.1.	Les grandes lignes de la politique russe de l'enseignement supérieur dans les années 2000	291
2.2.	Les centres décisionnels de la politique de l'enseignement supérieur et leur poids politique _____	300
2.3.	La recherche d'un concept pour une politique universitaire adaptée au contexte économique et politique _____	306
3.	Le fondement d'un nouveau chantier universitaire _____	314
3.1.	Les mesures pour corriger les problèmes de l'enseignement supérieur postsoviétiques : instauration d'un examen unique d'entrée à l'université, diminution et optimisation du réseau des EES _____	314
3.2.	L'adaptation du cadre légal aux directions de la réforme _____	318
3.3.	La réforme du système de la recherche _____	321
3.4.	La nouvelle hiérarchie des établissements d'enseignement supérieur _____	325
	Conclusion _____	329
<b>Chapitre 6 _____</b>		<b>331</b>
<b>La Russie et l'Université postsoviétique face au monde et aux tendances internationales dans l'enseignement supérieur des années 1990-2010 _____</b>		<b>332</b>
1.	Les enjeux politiques et économiques des années 1990 et détermination des orientations de la politique russe _____	333

1.1.	La perte de la place géopolitique et la recherche de nouveaux repères dans les années 1990	333
1.2.	La recherche d'un soutien externe et de références pour les réformes dans le secteur de l'enseignement	338
1.3.	Les enjeux de la globalisation	341
1.4.	L'internationalisation de l'enseignement supérieur	345
2.	La position de la Russie sur la scène mondiale, ses choix de références et partenaires étrangers pour le développement de l'enseignement supérieur	353
2.1.	Les opportunités du processus de Bologne	353
2.2.	L'attractivité de l'alliance économique, politique et intellectuelle avec les pays émergents	357
3.	Les enjeux globaux dans le monde de l'enseignement supérieur et l'évolution des politiques universitaires à la fin du XX <sup>e</sup> - début du XXI <sup>e</sup> siècle	360
3.1.	La continuité de la massification et le problème d'accès à l'enseignement supérieur	360
3.2.	L'évolution des stratégies étatiques pour attirer les capitaux privés dans le système de l'enseignement supérieur	363
3.3.	Les problèmes de qualité, de transparence et de gouvernance partagée rencontrés par l'enseignement supérieur	366
3.4.	Les palmarès académiques internationaux et les politiques publiques	369
	Conclusion	376
	<b>Conclusion Partie II</b>	<b>378</b>
	<b>Troisième partie</b>	<b>381</b>
	<b>Les relations entre l'État et les universités dans les années 2010</b>	<b>381</b>
	<b>Chapitre 7</b>	<b>382</b>
	<b>La politique universitaire russe de 2010 à 2017 : les projets d'avenir</b>	<b>382</b>
1.	Le contexte politique, économique et social	382
1.1.	Un visage humain de la démocratie dirigée	382
1.2.	Le facteur géopolitique de la politique russe dans les années 2010	385
1.3.	L'économie et l'industrie russe : la stabilité malgré les changements	387
1.4.	La démographie russe dans les années 2010	389
2.	Les décideurs de la politique de l'enseignement supérieur russe dans les années 2010, leurs objectifs et les orientations principales de la politique	389
2.1.	Le changement de postes et la continuité des décideurs	390
2.2.	Les orientations principales de l'État pour l'enseignement supérieur : le regard vers l'avenir	391

2.3.	Les changements de ministres et d'accents de la politique d'État _____	394
2.4.	Les autres acteurs de la politique de l'enseignement supérieur _____	401
3.	Le nouveau cadre légal et nouveaux mécanismes financiers de la politique de l'enseignement supérieur _____	406
3.1.	La nouvelle rédaction de la loi fondamentale « Sur l'Education » _____	407
3.2.	Le dispositif financier de l'enseignement supérieur russe dans les années 2010 _	410
3.3.	Le soutien sélectif de l'État pour les universités russes _____	416
4.	L'avenir du système universitaire russe : nouvelle gestion, nouvelles exigences et nouvelles ambitions _____	420
4.1.	« L'efficacité » - nouveau principe dans les relations entre l'État et les universités 420	
4.2.	Les projets d'avenir pour l'enseignement supérieur russe : le programme 5-100 _	426
	Conclusion _____	435
	<b>Chapitre 8</b> _____	<b>437</b>
	<b>Les nouvelles missions de l'enseignement supérieur</b> _____	<b>438</b>
1.	La mission de renforcement de la visibilité internationale de l'enseignement supérieur russe 438	
1.1.	La stratégie internationale des EES comme un élément de la stratégie internationale de l'État _____	438
1.2.	La place de la Russie sur la carte géopolitique _____	441
1.3.	Les inspirations internationales de la politique universitaire russe _____	445
2.	La mission de l'éducation patriotique et civique dans le cadre de la politique sociale __	454
2.1.	Le renforcement du patriotisme et du civisme chez les jeunes comme un projet de l'État	454
2.2.	L'idée nationale russe et la politique de la Russie _____	458
2.3.	Le patriotisme et les EES _____	465
3.	La mission d'une productivité scientifique dans le cadre du développement de l'économie de la connaissance _____	466
3.1.	Les objectifs de la politique de l'État pour le renforcement de l'activité scientifique des EES	466
3.2.	Les défis pour la réalisation de la mission donnée _____	471
3.3.	Skolkovo : une nouvelle vitrine de la science russe en cours de construction ____	474
4.	La mission de rapprochement avec les entreprises _____	479
4.1.	Les initiatives de l'État _____	479
4.2.	Un rapprochement à petits pas _____	484
	Conclusion _____	486
	<b>Chapitre 9</b> _____	<b>487</b>

<b>Les relations État-Universités dans la Russie contemporaine</b>	<b>487</b>
1. L'enseignement supérieur et les concepts du « marché »	489
1.1. Le phénomène du « marché » et le défi d'une définition	491
1.2. Les tendances « marchandes » internationales et la politique universitaire russe	500
1.3. La vision économique de l'enseignement supérieur et sa résonance en politique	508
2. Le concept du « marché de l'enseignement supérieur » chez les décideurs de la politique universitaire russe	511
2.1. Le marché qui n'est pas simple, ni singulier	512
2.2. Le triangle « Etat-enseignement supérieur-marché » : le regard d'un politologue	515
2.3. La position de l'Etat face à la progression des relations marchandes dans la gouvernance de l'enseignement supérieur	519
3. L'enseignement supérieur russe et ses « modèles »	521
3.1. Des modèles étrangers et leur attractivité pour les décideurs politiques	522
3.2. Le modèle national de l'enseignement supérieur comme un grand projet de construction pour l'Etat russe	524
3.3. Les étapes de la construction du modèle russe de l'enseignement supérieur	528
4. L'université entrepreneuriale, la vocation utilitaire de l'enseignement supérieur et l'autonomie universitaire	531
4.1. Les modèles de l'université dans l'histoire universitaire	531
4.2. Comment l'université devient-elle entrepreneuriale ?	534
4.3. L'Etat et la « tour d'ivoire » : assiéger ou protéger ? La continuité de cette question éminemment politique	535
Conclusion	538
<b>Conclusion Partie III</b>	<b>539</b>
<b>Conclusion</b>	<b>541</b>
Qu'est-ce que l'État pour l'enseignement supérieur?	541
Qu'est-ce que l'enseignement supérieur pour l'État ?	550
<b>Bibliographie</b>	<b>561</b>
1. Ouvrages généraux de science politique, manuels	561
2. L'Etat, les régimes politiques et économiques, le néo-institutionnalisme historique	562
Ouvrages	562
Articles	564
3. L'histoire de la Russie	565
3.1. La Russie impériale et prérévolutionnaire	565
Ouvrages	565
Articles	566
3.2. La Russie soviétique	567

Ouvrages	567
Articles	570
3.3. La Russie post-soviétique	572
Ouvrages	572
Articles	573
3.4. La Russie dans l'espace international	575
Ouvrages	575
Articles	576
4. L'enseignement supérieur et la recherche	577
4.1. L'évolution de l'enseignement supérieur russe	577
Ouvrages	577
Articles	581
4.2. L'évolution de l'enseignement supérieur européen et mondial	587
Ouvrages	587
Articles	590
5. Les relations entre l'Etat et l'enseignement supérieur : la politique universitaire et scientifique	593
Ouvrages	593
Articles	598
<b>Sources</b>	<b>602</b>
1. Sources primaires	602
1.1. Les textes réglementaires : lois, décrets, arrêtés, chartes, codes, manifestes, oukases	602
1.2. Les discours	615
1.3. Les comptes-rendus et les retranscriptions	616
1.4. Les rapports officiels des pouvoirs publics	617
1.5. Les rapports et études des organisations nationales et internationales	618
1.6. Les recueils statistiques et documentaires	619
2. Sources, suite	621
2.1. Les sondages	621
2.2. Autres documents officiels	622
2.3. Les entretiens des décideurs politiques, universitaires, chercheurs dans les médias	624
2.4. Publications dans les médias	626
3. Ressources électroniques	628
<b>Table des annexes</b>	<b>632</b>
<b>Index alphabétique des matières</b>	<b>643</b>
<b>Index alphabétique de noms</b>	<b>647</b>



## Introduction

---

Imaginons une situation hiérarchique assez courante dans une entreprise : un jeune cadre, peut-être tout récemment diplômé, vient d'être embauché, et il est amené à diriger des personnes qui sont plus âgées, plus expérimentées et plus conservatrices que lui. Le dirigeant, énergétique et ambitieux, annonce de grands changements pour l'entreprise, beaucoup de changements. Il impose de nouvelles règles, il argumente, il fixe de nouveaux objectifs, il insiste, parce qu'il est persuadé de savoir comment faire. De la part de ses employés, il y a bien sûr, une certaine réticence, mais elle est latente, douce et respectueuse, elle est presque silencieuse. Les employés soupirent et continuent à travailler dans les conditions imposées d'en haut. Ils feront de leur mieux pour atteindre les objectifs, aucun doute, parce qu'en vérité, leur vocation dépasse les objectifs. Elle est éternelle, même si les règles d'exercice changent. Et les objectifs, en fait, ne sont pas nouveaux non plus. Il y a toujours une certaine continuité malgré les changements. Par cet exercice d'imagination nous avons tenté de décrire la longue histoire des relations entre l'État et les établissements de l'enseignement supérieur dans un grand pays qui s'appelle la Russie.

La vie politique russe a traversé beaucoup de grands changements au cours des cent dernières années, tout comme la vie des universités russes. La Révolution de 1917 était un point de départ pour la création du modèle actuel de l'enseignement supérieur russe, et c'est la volonté politique qui a déterminé son évolution au cours des années. Durant le XX<sup>e</sup> siècle, l'État soviétique conduisait la politique universitaire à travers des événements politiques nationaux et mondiaux tout en gardant les leviers principaux pour diriger le secteur. En entrant dans le XXI<sup>e</sup> siècle, l'action publique russe a introduit, dans ses paroles et ses actes, un nouveau vecteur des changements : le marché. Cette nouvelle façon d'aborder la politique de l'enseignement supérieur par les pouvoirs publics russes dans les années 2010 a suscité des interrogations concernant l'évolution du rôle de l'État dans la gouvernance du secteur universitaire russe.

Le ministre de l'Éducation et de la Science, Dimitri Livanov (2012-2016), a fait plusieurs déclarations dans les années 2010 qui évoquaient la question du marché. Il a d'abord souligné que les établissements russes d'enseignement supérieur (EES) « devaient devenir les acteurs actifs sur le marché de l'enseignement supérieur au niveau national et international<sup>1</sup> ». Puis, il a encouragé les universités russes de se positionner sur le marché de la formation continue<sup>2</sup>, le marché des technologies et le marché académique international<sup>3</sup>. Ce fonctionnaire de haut niveau qui se trouve au premier rang dans la réalisation de la politique de l'enseignement supérieur de la Russie, met ainsi les EES face à la multitude des marchés. Alors, l'époque durant laquelle la Russie « était un exemple pur du triomphe de l'État vis-à-vis des effets du marché<sup>4</sup> » est-elle terminée? Est-ce que les paroles du gouvernement signifient la reconnaissance de l'arrivée d'un nouvel acteur dans l'espace de la gouvernance de l'enseignement supérieur en Russie réservé auparavant à l'État seul? Les réformes récentes dans l'enseignement supérieure mettent en évidence que derrière les paroles, il y a des actes.

Le cap annoncé par le ministère vers la réorganisation du système de l'enseignement supérieur, le changement du schéma de financement des EES, l'introduction des statuts particuliers pour les universités (universités d'appui, universités de recherche, établissements autonomes<sup>5</sup>) et le lancement des appels d'offres dotés de budgets importants démontrent que les EES sont en concurrence. L'initiative-phare de la politique universitaire des années 2010, le programme 5-100<sup>6</sup>,

---

<sup>1</sup> « Dmitri Livanov a encouragé les établissements russes de l'enseignement supérieur à devenir les acteurs sur le marché de l'enseignement supérieur », publié par *Itartass* le 17.12.2013, disponible sur le site officiel de l'agence d'information : <http://tass.ru/obschestvo/838575>, consulté le 26.09.2017.

<sup>2</sup> « On a proposé aux EES de s'occuper de la formation professionnelle des salariés des entreprises », publié par *RIA Novosti* le 30.10.2014, disponible sur le site officiel de l'agence d'information : <https://ria.ru/society/20141030/1030998954.html>, consulté le 26.09.2017.

<sup>3</sup> L'entretien du ministre de l'Éducation et de la Science Dmitri Livanov et du recteur de l'École de management de Moscou Skolkovo Andreï Volkov à la radio Echo de Moscou (*Ekho Moskvy*) le 3 septembre 2012 disponible sur : <http://echo.msk.ru/programs/beseda/925495-echo/>, consulté le 05.09.2017.

<sup>4</sup> CLARK Burton, *The Higher Education System : Academic Organization in Cross-National Perspective (1983)*, traduite d'anglais en russe par SMIRNOV Artiom, Moscou : l'École des hautes études en sciences économiques (EHSE), 2011, 360 p., p. 180-181.

<sup>5</sup> La loi fédérale n° 273-FZ du 29 décembre 2012 « Sur l'éducation en Fédération de la Russie », La loi fédérale n° 174-FZ du 3 novembre 2006 « Sur les établissements autonomes ».

<sup>6</sup> Le Programme fédéral 5-100 a été lancé en 2013. Il s'agit d'un soutien financier de l'État destiné à un petit groupe des EES russes (21) sélectionnés à la suite de l'appel d'offre pour les aider à se reformer afin d'améliorer leur visibilité internationale et rentrer dans les palmarès internationaux - Times HE, Shanghai JiaoTong ARWU. Le budget total pour 2013-2017 est 60,5 milliards de roubles.

ayant pour objectif d'améliorer la compétitivité mondiale des EES russes, est un exemple de la mise des EES en double concurrence : au niveau national - pour obtenir un soutien supplémentaire de l'État; et au niveau international – pour gagner des points dans les palmarès académiques face aux universités étrangères. Alors, l'État russe, se dirige-t-il « vers un marché international de l'enseignement supérieur ?<sup>7</sup> » Est-ce que ces réformes signifient que la volonté politique actuelle consiste en le retrait de l'État russe de la gouvernance de l'enseignement supérieur pour laisser sa place, au moins en partie, aux forces du marché<sup>8</sup> ? Est-ce que, après une longue histoire d'un État paternaliste, celui-ci est en train de devenir un « État régulateur<sup>9</sup> » ou un État (néo)libéral<sup>10</sup> ?

Il y a une certaine contradiction dans le fait que l'État organise lui-même une concurrence supplémentaire pour les EES. C'est comme s'il crée, dans une certaine mesure, lui-même un marché. Un extrait du programme de la politique sociale de Vladimir Poutine, publié en 2012, lors de la campagne d'élection présidentielle, peut en servir d'exemple. Dans ce programme politique, l'ancien et futur dirigeant du pays applique le terme de marché au secteur de l'enseignement supérieur, en disant : « Nous devons faire le ménage dans le système de l'enseignement supérieur. Il y a beaucoup d'établissements sur le marché qui violent le droit des citoyens à une formation supérieure de qualité<sup>11</sup> ». L'espace, dont la notion est liée à la concurrence libre et à l'autorégulation, est, selon ce message, à diriger par le pouvoir public. Pour résoudre cette « énigme, il y peut avoir une clé<sup>12</sup> ». Pour comprendre ce paradoxe, une analyse historique de la politique universitaire russe est indispensable. Afin de saisir la logique de la politique universitaire russe, il est important de la voir tout au long de la période soviétique, quand le système de l'enseignement supérieur existant a

---

<sup>7</sup> MUSSELIN Christine, « Vers un marché international de l'enseignement supérieur ? », *Critique internationale*, vol. 39, no. 2, 2008, p. 13-24.

<sup>8</sup> Cf. notamment « Politiques publiques en France, l'Europe, le marché, l'État », *Revue française de science politique*, numéro spécial, 42 (2), avril 1992 ;

<sup>9</sup> CHEVALLIER Jacques, « L'état régulateur », *Revue française d'administration publique*, 2004, n° 3 (111), p. 473-482.

<sup>10</sup> WACQUANT Loïc, « La fabrique de l'État néolibéral », *Civilisations*, n° 59 (1), 2010, p. 151-174.

<sup>11</sup> POUTINE Vladimir, « *Stroitel'stvo spravedlivosti. Sotsial'naia politika dlia Rossii* » / « La construction de la justice. La politique sociale pour la Russie », *Komsomol'skaia pravda*, 13.02.2012. Disponible sur le site officiel du quotidien : <https://www.kp.ru/daily/25833/2807793/>, consulté le 2.10.2017.

<sup>12</sup> CHURCHILL Winston, Discours à Londres le 1 octobre 1939, BBC Broadcast : « I cannot forecast to you the action of Russia. It is a riddle wrapped in a mystery inside an enigma; but perhaps there is a key.... »

été fondé, et puis lors de la période postsoviétique, quand le projet politique de la Russie s'est cristallisé. Les théories de néolibéralisme, de marchandisation ou de managérialisme, qui sont les sujets courants pour aborder les rapports des États modernes avec les diverses institutions sociales, ne sont pas suffisantes pour expliquer la politique de l'enseignement supérieur russe et le tandem État-marché de la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Notre démarche est différente : nous expliquerons les particularités des processus politiques contemporaines dans une perspective historico-politique.

Cette thèse a ainsi pour objectif de mettre en lumière le rôle de l'État dans la gouvernance de l'enseignement supérieur en Russie à travers l'étude de l'évolution de la politique universitaire depuis l'installation des bolcheviks aux pouvoirs en 1917 jusqu'à l'année 2017. L'analyse des réformes effectuées au cours de cent ans dans ce secteur de la politique publique nous permet de déterminer la naissance et la transformation de la politique russe universitaire actuelle afin de constater une continuité du rôle de l'État dans un contexte évolutif. Elle nous aidera à tracer la continuité à travers les changements, ainsi qu'à identifier des changements significatifs malgré une continuité politique.

La valeur scientifique de notre travail de recherche se justifie par l'insuffisance des ouvrages scientifiques dans le champ disciplinaire de la science politique sur l'encadrement des systèmes d'enseignement supérieur par les pouvoirs publics en général, et par l'action publique russe envers les EES à l'aune d'une perspective historique en particulier. Il est nécessaire de réfléchir sur le rôle de l'État russe dans le processus de modernisation de l'enseignement supérieur pour avancer notre réflexion sur les pays postcommunistes et leurs voies d'appréhender l'État dans ces rapports sociaux et socio-économiques. Les résultats de notre recherche permettent également de développer et d'élargir les théories sur le rôle de l'État dans le développement du secteur de l'enseignement supérieur dans les conditions du changement du régime politique et d'agenda politique, ainsi que d'analyser la perception de l'enseignement supérieur dans la société civile.

## **1. La question de l'État en transition**

La question de l'État en transition est au cœur de notre recherche : nous traçons le chemin d'un pays qui a vécu plusieurs transitions liées notamment aux changements de régimes politiques ; à chaque fois, l'État a adapté sa politique sectorielle et formé un nouveau cadre pour une politique de l'enseignement supérieur russe. L'analyse de la politique de l'État à travers des changements politiques, économiques et sociaux nécessite tout d'abord quelques précisions de la notion de l'État adoptée pour notre travail. De même, avant de commencer à « raconter l'histoire<sup>13</sup> » de la politique russe en matière de l'enseignement supérieur, il nous semble important de présenter un panorama des changements de l'État. Autrement dit, il s'agit ici de montrer l'État russe « dans tous ces états » : de l'État révolutionnaire à l'État postsoviétique en passant par l'État en guerre, l'État isolé, l'État totalitaire, l'État en dégel, l'État en *perestroïka*, l'État en transition vers une démocratie, l'État émergent, l'État « semi-autoritaire<sup>14</sup> », ainsi que d'autres « états » de l'État russe qui ont continué à définir le cadre de la politique universitaire. Le tour d'horizon des transformations de l'État russe nous permet de s'approcher de la problématique de recherche et de mieux la présenter.

### 1.1. La notion de l'État

En vertu de l'acceptation classique weberienne, nous définissons l'État comme « une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé revendique avec succès pour son propre compte monopole de la violence physique légitime<sup>15</sup> ». Selon Weber, l'État consiste en un rapport de domination de l'homme sur l'homme fondé sur le moyen de la violence légitime. Notre recherche s'appuie sur cette définition : nous voyons l'État comme une institution dominante qui « façonne et transcende<sup>16</sup> » la société pour observer « en quoi la transformation des modes d'action de l'État modifie sa place et son rôle<sup>17</sup> » au cours d'un siècle dans la société russe.

---

<sup>13</sup> MULLER Pierre, *Les politiques publiques*, 10<sup>e</sup> édition, Presses Universitaires de France, 2013, p. 89.

<sup>14</sup> SHEVTSOVA, Lilia, LOMIDZE Svetlana, « La Russie de Vladimir Poutine : un virage vers le passé ? », *Politique étrangère*, vol. Hors-série, n° 5, 2007, p. 75-88.

<sup>15</sup> WEBER Max, *Le Savant et la politique* (1919), Paris : Union Générale d'Éditions, 1963, 186 p., Collection « Le Monde en 10/18 ». Reproduite dans l'édition électronique est disponible sur le site officiel de la bibliothèque numérique « Les classiques des sciences sociales » : [http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant\\_politique/Le\\_savant.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant_politique/Le_savant.html), consulté le 23.09.2017

<sup>16</sup> MULLER Pierre, *op.cit.*, p. 4.

<sup>17</sup> *Ibidem.*

Dans notre travail nous utilisons également les termes suivants : pouvoirs publics, décideur public, décideur politique, action publique et autorité politique. Le sens donné aux termes des pouvoirs publics, ainsi qu'au décideur politique, au décideur public et à l'autorité politique est équivalent à celui de l'État noté *supra*. Nous entendons l'action publique comme « l'ensemble des relations, des pratiques et des représentations qui concourent à la production politiquement légitime de modes de régulation des rapports sociaux<sup>18</sup> ».

Enfin, pour le terme de « gouvernement » nous désignons « l'ensemble des activités tendant à maintenir ou à modifier l'ordre social dans un groupement ou une société politique. Plus précisément, il se rapporte dans les sociétés contemporaines, aux actions engagées par un groupe restreint (les gouvernants) pour diriger et orienter méthodologiquement – de multiples manières – les activités des individus soumis à leur pouvoir<sup>19</sup> ». « L'administration » signifie pour nous une multitude d'organisations au sein desquelles des agents vont mettre en œuvre des stratégies<sup>20</sup>.

## 1.2. L'évolution de l'État russe

Le régime politique détermine le cadre de l'évolution de la politique générale et des politiques sectorielles. La Russie présente un cas captivant compte tenu de deux changements de régime au cours d'un seul siècle : le renversement du tsarisme en 1917 avec l'installation de la dictature du prolétariat, puis la transformation pacifique du régime autoritaire-totalitaire en régime démocratique depuis devenue une démocratie dirigée. Globalement, nous observons ces transformations dans le cadre de deux États : de l'État soviétique (A) et de l'État postsoviétique (B).

### A. L'État soviétique

#### (a) *Le contexte national*

La première période analysée marque une étape dans l'histoire de la Russie quand, après la Révolution de 1917, le système tsariste a été remplacé par une nouvelle force

---

<sup>18</sup> DUBOIS Vincent, « L'action publique », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, p. 311-325, 2009. Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00498038> consulté le 23.09.2017.

<sup>19</sup> LAGROYE Jacques, BASTIEN François, SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*, 6e édition, Paris : Dalloz, 2012, 624 p., « Amphi - Presses de Science Po et Dalloz », Chapitre 6 « Les gouvernants ».

<sup>20</sup> MULLER Pierre, *op. cit.*, p. 36.

politique ; le régime léniniste a été installé pour fonder ensuite un nouveau pays - l'Union soviétique (1922). Pendant cette transition du pouvoir et le flot des événements sanglants, les universités étaient à la fois le sujet de la politique du peuple et l'objet de la politique de l'État. Durant le changement de régime politique, nous étudions l'évolution de la politique universitaire afin de tracer le passage de la politique universitaire tsariste à la politique universitaire soviétique et d'identifier les principes sur lesquels reposent les relations entre l'État et les universités en Russie depuis la formation de son système contemporain d'enseignement supérieur. Nous mettons en lumière l'agenda politique pour l'enseignement supérieur russe de l'installation du régime soviétique jusqu'à la fin de la Grande Guerre patriotique, l'événement la plus marquante au niveau de la vie politique du pays<sup>21</sup>.

En effet, la période entre 1917 et 1945 est marquée par la volonté de l'État de favoriser un nouveau public universitaire sur trois échelles (étudiants, enseignants, administration) qui représenterait les idéaux du communisme, une nouvelle élite intellectuelle qui serait un appui au régime, et non pas un opposant comme dans le passé. Nous montrons dans notre travail la réalisation de l'objectif de l'État à « rougir » les universités à travers le contrôle politique et idéologique, l'intervention dans la vie universitaire par le biais de nouveaux dispositifs implantés (*rabfacs*, cellules de Parti) et la séparation de l'enseignement de la recherche. Durant cette période étudiée, les universités perdaient progressivement, d'une part, leur autonomie, et d'autre part, devenaient une institution sociale qui sera appelée le « modèle soviétique » de l'enseignement supérieur. Ce « modèle » signifiait la rupture avec le « modèle prérévolutionnaire » des universités, or l'analyse de la politique de l'État sur la période étudiée permet de montrer une certaine continuité de la politique

---

<sup>21</sup> Malgré certaines tentatives par des analystes de réévaluer la Grande Guerre patriotique dans les médias en relevant des doutes en efficacité des solutions prises, l'opinion publique russe et les pouvoirs publics démontrent l'impossibilité de réévaluer la signification de cette guerre comme un acte héroïque du peuple russe et l'un des symboles de son identité nationale.

Voir à ce propos :

Sondage de l'opinion publique au sujet de la Grande guerre patriotique réalisée dans la période de 2000 à 2016 par Wtsiom, le Centre sur l'étude de l'opinion publique qui mène des enquêtes depuis 1989) dans la période de 2000-2016, publié à Moscou, 2016. Disponible sur le site officiel du centre : <https://konkurs.wciom.ru/fileadmin/file/konkurs/ts/2016-06-28-vov.pdf>, consulté le 28.08.2017.

Voir plus sur la révision de l'histoire soviétique :

WERTH Nicolas, « À partir de quoi pouvait-on reconstruire ? Les turbulences de l'écriture de l'histoire dans la Russie postsoviétique », Entretien avec Nicolas Werth réalisé le 17 juin 2015 par Gilles Favarel-Garrigues, Brigitte Gaïti, Boris Gobille, *Politix*, 2015/2 (n° 110), p. 111-135. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-politix-2015-2-page-111.htm>, consulté le 25.09.2017.

universitaire de l'Empire russe et des pays des Soviets. L'analyse permet également de mettre en évidence quelques effets significatifs de cette politique (positifs et négatifs) pour comprendre ensuite leur impact sur la politique universitaire russe de la période suivante.

Durant les années 1930, l'encadrement définitif du système universitaire en Russie fut entrepris. Le dirigeant du pays, Joseph Staline, imposa progressivement un pouvoir personnel absolu et transforma l'URSS en un régime totalitaire en s'appuyant sur les forces de la police politique (NKVD) et sur la bureaucratisation croissante du régime. Les effets de la politique universitaire de Staline ont eu pour conséquence un cadre spécifique du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

D'une part, la Russie a acquis un fort potentiel scientifique dans certains domaines de la science - la physique, la mathématique, et d'autres, notamment utiles pour l'application militaire<sup>22</sup>. En outre, la réussite des pouvoirs publics à promouvoir l'idée des études supérieures et la garantie de l'État à l'accessibilité à l'enseignement supérieur tout au long de la vie, ont favorisé le développement de la société sur les plans économique, social et culturel. Cela a créé des déterminants importants pour la politique de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. La volonté de la population d'étudier à l'université, de poursuivre ses efforts pour l'obtention du diplôme quel que soit l'âge, la situation familiale ou le statut d'une personne, est devenue une partie de la culture de la Russie. Cet élément culturel de la valorisation, du respect et de la nécessité du diplôme d'études supérieures est à prendre en compte pour toute analyse de la politique universitaire contemporaine.

D'autre part, l'impact de la politique était destructif pour le développement des domaines scientifiques « non-privilegiés » (sciences humaines et sociales, sciences naturelles) dont l'État ne permettait pas la liberté de la pensée scientifique. L'intervention idéologique dans les nombreux domaines des sciences avec des effets néfastes pour certains (affaire Lyssenko), la propagation du marxisme-léninisme, la séparation de la science et de l'enseignement et le rejet des rapports entre les

---

<sup>22</sup> L'école scientifique russe en physique a aujourd'hui une réputation mondiale, et les travaux de recherche des physiciens russes connaissent un succès international, sauf qu'aujourd'hui, ils s'effectuent dans la plupart des cas au sein de laboratoires étrangers, notamment en Europe et aux États-Unis.

enseignants-chercheurs avec le monde occidental, tous ces facteurs ont façonné un destin particulier pour les universités russes « en dehors du courant international<sup>23</sup> ».

Nous exposons le lien entre le lancement de la déstalinisation par le Secrétaire Général Nikita Khrouchtchev lors du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et la vie universitaire. L'étude de la période des années 1950-1960 nous éclaire sur les premiers vents de libéralisation académique dans la société soviétique avec la diminution de la peur de la répression dans les EES, les activités extrascolaires favorisant l'initiative des étudiants dans les rapports non-formels, et les rapports État-universités dans l'ensemble des changements marquants.

Or, la continuité de la « construction du socialisme » selon les directives de la doctrine soviétique barrait la possibilité de prendre des décisions pragmatiques dans la politique universitaire. Des années 1960 jusqu'aux années 1990, le système de gouvernance État-universités de l'URSS et les priorités (établis dans les années 1950) restaient inchangés. L'appareil bureaucratique s'orientait selon les indicateurs statistiques, prédéterminés par le Parti bolchevique dans les années 1920-1930. La politique universitaire axée sur les supra-missions (*sverkhzadatchi*) n'a pas été soutenue par les ressources nécessaires. La politique devenait de plus en plus déclarative.

L'inadéquation des directives politiques avec les ressources matérielles, techniques et financières ont mené la politique universitaire russe dans une impasse. Dans ce contexte, les universités soviétiques ont été touchées par la crise totale du système socio-politique et économique de l'URSS. La chute de l'Union soviétique a emporté avec elle l'ensemble des valeurs politiques du passé. La nouvelle Russie, engagée dans le mouvement de globalisation, s'est lancée dans une recherche de nouveaux repères. Les idéaux du communisme n'ont pas été réalisés dans la société soviétique, et après l'éclatement de l'Union soviétique, la Russie est rentrée dans une période postsoviétique, qui a réuni les grands changements et l'héritage du passé.

### (b) *Le contexte international*

---

<sup>23</sup> DMITRIEV Alexandre, *Evoloutsia rossiiskogo ouniversiteta pervoi treti XX veka / L'évolution de l'Université russe au premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle*. La conférence de l'historien est publiée le 25 juin 2014 et est disponible sur le site *Postnauka*, l'ONG dédiée à la diffusion des recherches fondamentales : <https://postnauka.ru/video/26601>. Consulté 06.05.2015.

La période entre 1917 et 1945 - entre la fin de la Première Guerre mondiale et la fin de la Seconde Guerre mondiale – fut l'époque du combat international entre les nouveaux régimes politiques et leurs ambitions, et s'est terminé par l'opposition définitive des deux blocs politiques. Cette opposition durera la moitié du siècle et déterminera l'architecture des relations internationales jusqu'aux années 1990.

Quelques analyses placent l'histoire des universités soviétiques dans le contexte de l'histoire mondiale de l'enseignement supérieur, mais elles sont rares<sup>24</sup>. Pourtant, les liens entre le contexte géopolitique et la politique universitaire sont évidents. Nous accordons une attention particulière à la mise en lumière de ces liens tout au long de l'existence de l'URSS. Tout d'abord, nous montrons la mise en valeur par les pouvoirs publics soviétiques de son « modèle » de l'Université soviétique, ouverte à toutes les classes de la société, notamment défavorisées. Au moment de la confrontation mondiale des deux systèmes, déclarée à Fulton en 1946, ce « modèle » sera utilisé comme un argument de plus pour les dirigeants afin de prouver la réussite du régime communiste ; il servira de vitrine du rêve soviétique.

Pendant la guerre froide, l'État contrôlait tous les rapports entre le monde universitaire soviétique et l'Occident, ce qui était dommageable pour l'autonomie des échanges internationaux des universités et surtout pour la liberté du développement de la science et de l'enseignement. Les rapports, avec les universités des pays du bloc soviétique et les étudiants étrangers provenant de ces pays, étaient au contraire positifs. La politique de l'attractivité de l'enseignement supérieur soviétique auprès des nouveaux pays décolonisés d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique Latine ainsi que les pays socialistes de l'Europe de l'Est était une stratégie politique : celle d'assurer la cohésion du camp socialiste et les bonnes relations avec les nouveaux pays indépendants. Nous présentons dans ce travail comment la politique d'attractivité de l'enseignement supérieur était inscrite dans la politique d'attractivité du régime politique et du système socialiste. Fournir la meilleure qualité de formation aux étudiants étrangers était une des tâches importantes des universités pour aider l'État à

---

<sup>24</sup> Deux ouvrages fondamentaux avec une vision large de l'évolution mondiale du monde universitaire qui ont influencé notre travail de recherche sont : RUEGG Walter (éd.), RIDDER-SYMOENS Hilde (éd.), *A History of the University in Europe*, Cambridge University Press, 1992-2010, 4 vol. CHARLÉ Christophe, VERGER Jacques, *Histoire des universités. XII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Presses Universitaires de France, 2012, 352 p.

montrer à l'Occident que le modèle soviétique était plus efficace que le modèle capitaliste. L'Université de l'Amitié des Peuples, fondée à Moscou en 1960, faisait partie de cette entreprise d'attractivité.

Nous illustrons comment le modèle soviétique de l'enseignement supérieur, qui a attiré l'attention internationale dans les années 1950-1960, a perdu de cette attirance à la fin des années 1970. Il devient moins séduisant pour les étudiants et chercheurs étrangers et perd sa place de concurrente face aux universités américaines de recherche et face aux universités européennes interconnectées dans le cadre de la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur.

À l'époque soviétique, dès les années 1920, l'État déterminait ce qu'il fallait apprendre pour chaque spécialiste et chaque profession. L'enseignement supérieur de l'Union soviétique, comme tout le système programmé pour les besoins de l'État, manquait parfois d'espace laissé aux doutes, à l'initiative et à l'innovation. À l'époque post-industrielle, avec le changement des technologies et des formations culturelles, ce système est devenu, dans une certaine manière et face à l'Occident en plein développement économique, obsolète. L'URSS n'a pas assuré la position forte de son Université dans cette nouvelle époque, et l'Université n'a pas assuré l'appui intellectuel et scientifique de l'État soviétique. Au final, le système d'enseignement supérieur ne servait pas de moteur de l'économie, au vu des conditions de politique menée par les dirigeants du pays durant les années 1960-1970.

L'analyse de l'évolution de la politique soviétique de l'enseignement supérieur nous permet de dire qu'au moment où l'enseignement supérieur est devenu dans l'espace mondiale le lieu de l'innovation scientifique, sociale et même politique - puisque s'y préparent les cadres de l'avenir - le système soviétique, dans une certaine mesure était perdant à cause de son régime autoritaire-totalitaire qui modelait étroitement les hiérarchies sociales et les mouvements intellectuels<sup>25</sup>.

### ***B. L'État postsoviétique***

Pour savoir comment la Russie nouvelle, héritière du modèle soviétique de l'Université, désormais dévalorisé sur la scène internationale, répondra aux défis

---

<sup>25</sup> CHARLE Christophe, « La seconde transformation: recherche ou ouverture sociale? (1860-1940) », *Histoire des universités*, Presses Universitaires de France, 2007, p. 120-121.

d'une nouvelle époque, il est nécessaire d'effectuer une analyse de sa politique universitaire durant les années 1990-2000, ce qui nous permet de voir également les premiers pas effectués pour sortir du régime autoritaire-totalitaire<sup>26</sup>. Au cours d'un demi-siècle, l'URSS subordonnait l'enseignement et la recherche à ses objectifs politiques. Les initiatives de l'État vis-à-vis des universités et, notamment, la poursuite des universitaires jugés porteurs d'idées antisocialistes et déclarés ennemis publics, ont significativement restreint le libre développement de la recherche et ont créé un cadre rigide pour l'enseignement. Après l'ouverture du rideau de fer, la Russie a été confrontée à de nombreux défis dans tous les domaines de la société. Les nouvelles problématiques nationales et internationales ont influencé la politique universitaire russe, notamment en termes de quête des priorités et d'un modèle à suivre. Nous nous intéressons donc dans ce travail à l'évolution du contexte dans lequel l'État russe cherche de nouveaux concepts pour la politique de l'enseignement supérieur.

Un facteur important qui a conduit la Russie à prendre un nouveau virage politique était l'arrivée de nouveaux acteurs dans la politique universitaire, c'est-à-dire, de ceux qui ont pris le pouvoir dans l'élaboration et l'exécution de la politique universitaire. Suite aux recommandations de ces acteurs, de nouvelles initiatives ont été effectuées en Russie, signifiant une plus grande ouverture aux tendances internationales et une nouvelle quête pour la reconnaissance internationale. L'analyse de trois aspects de la politique universitaire entre 1990 et 2010 - facteurs d'influence, acteurs et résolutions nous permet d'étudier les nouveaux principes sur lesquelles se reposent les relations actuelles entre les universités et l'État russe.

La faillite économique de l'État suite aux réformes économiques mal-conduites a aussi joué un rôle décisif dans le déroulement de la politique universitaire. Or, nous montrons dans ce travail que la perte des valeurs avait un impact aussi grave que la perte de l'argent sur la vie universitaire du pays. L'État qui insistait auparavant sur l'apprentissage obligatoire du marxisme-léninisme, du matérialisme dialectique et sur

---

<sup>26</sup> TSYGANKOV Andreï, *Sovremennye polititcheskie regimy : strouktoura, tipologia, dinamika / Les régimes politiques contemporains : leurs structures, typologie et dynamique*, Moscou : Interpraks, 1995, p. 152.

d'autres éléments-porteurs de l'idéologie<sup>27</sup> officielle, n'a pas proposé de remède, de moyen pour rompre facilement avec ses valeurs et combler le vide. En 1917, après la Révolution, les bolcheviks ont organisé l'explication aux masses du changement qui venait de se passer et la direction que prenait la Russie. L'installation de codes culturels, comme par exemple des monuments, a aussi joué un rôle. Dans les années 1990 la transition était douloureuse, il s'agissait du rejet de « valeurs civilisationnelles » d'un *homo sovecticus*<sup>28</sup>. Ces processus bouleversent le milieu universitaire, et les pouvoirs publics n'aident pas les universitaires à retrouver l'équilibre nécessaire entre la continuité et le changement. Les nouveaux dirigeants politiques qui pouvaient clarifier sur le présent et l'avenir possible dans les débats publics, étaient eux-mêmes sur la voie de la recherche de repères, non sans changement de chemin et non sans erreurs<sup>29</sup>.

Nous montrerons dans ce travail comment le rôle de l'État change dans la première décennie postsoviétique – les années folles 1990 (*likhie devianostye*) caractérisées par l'instabilité politique, le chaos juridique et l'essor de l'initiative privée. Ces trois aspects étaient influents pour la politique de l'État dans les divers secteurs. Durant ces années, la Russie a retrouvé, après trois quarts de siècle de la période soviétique, un rétablissement de la signification des intérêts des particuliers. Nous montrons comment les contraintes budgétaires de l'État avaient un impact néfaste pour tout le secteur de l'enseignement supérieur : de la dégradation de base matérielle et

---

<sup>27</sup> Par l'idéologie nous entendons « la manière dont les individus, dans une société, conçoivent le sens de leurs pratiques, sens en fonction duquel ils sont constamment incités à orienter leurs actions ». Source : LAGROYE Jacques, BASTIEN François, SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*, 6e édition, Paris : Dalloz, 2012, 624 p., « Amphi - Presses de Science Po et Dalloz », Chapitre 6 « Les gouvernants ».

<sup>28</sup> Le terme *homo sovecticus* est proposé par A. Zinovjev. Pour défendre cette représentation Smolin note qu'un *homo sovecticus* est une personne de la société traditionnelle avec son expérience limitée et sa perception du monde limitée, et cela peut provoquer l'ironie d'une personne venant du monde des systèmes sociaux modernisés. En revanche, l'*homo sovecticus* a des forces et des valeurs morales plus solides que celles des gens des civilisations industrialisées ont déjà perdues.

<sup>29</sup> Le dernier discours de Boris Eltsine en tant que président de la Russie lors de sa démission du 31 décembre 1999 disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=Tp9FS3OdoAQ>, consulté le 25.09.2017. Extrait du discours :

« Je voudrais vous demander pardon. Parce que beaucoup de rêves que nous avons faits ensemble ne se sont pas réalisés. Et parce que ce qui nous paraissait simple s'est révélé cruellement pénible. Je vous demande pardon pour ne pas avoir justifié les espoirs de ceux qui croyaient que d'un seul coup, d'un seul bond, nous pourrions quitter la grisaille, la stagnation, le totalitarisme du passé pour aborder un avenir radieux, prospère et civilisé. Je l'ai cru moi-même. Il semblait que tout serait atteint d'un seul coup. Cela n'a pas été le cas. J'ai parfois été trop naïf. Certains problèmes se sont avérés trop complexes. Nous nous sommes frayé un chemin vers l'avenir qui a été pavé d'erreurs et d'échecs. Durant cette période difficile, de nombreuses personnes ont subi de grands chocs ». Traduction du russe en français faite par MAS Pascal.

technologique des EES au déclin du prestige de la profession académique. Dans ce travail nous montrons pourquoi et comment l'État encourageait les universités à s'adapter aux nouvelles réalités politiques, économiques et sociales.

Est-ce que nous pouvons dire que l'État était libéral dans les années 1990 vis-à-vis de l'enseignement supérieur ? Dans une certaine mesure, oui, nous pouvons le constater. Or, l'État était libéral<sup>30</sup>, non uniquement par une volonté politique, mais aussi par l'absence de volonté politique ; autrement dit, l'État n'avait pas de moyens pour faire autrement et pas de stratégie claire pour l'avenir de l'enseignement supérieur. De nombreux hommes politiques et des représentants de la communauté académique, notamment les recteurs, ont exprimé leur souhait que l'État reprenne la main sur l'enseignement supérieur et fournisse le soutien non seulement au niveau financier, mais également au niveau juridique pour encadrer des nouveaux processus dans le secteur. Svetlana Ivanova, un haut fonctionnaire au ministère de l'Éducation et de la Science (conseillère d'État du premier degré) et directrice de l'Institut de recherche sur la stratégie du développement de l'éducation (centre de recherche sous la tutelle de l'Académie de l'éducation de la Russie) a appelé cette période *vol'nitsa* pour l'enseignement supérieur<sup>31</sup>. *Vol'nitsa* est une forme du mot « liberté » (*volia*) en langue russe avec une connotation légèrement négative signifiant « tout est permis ». Nous expliquons dans ce travail pourquoi *volia* est devenue *vol'nitsa* dans la perception des réformes libérales de l'État des années 1990 par la société russe et par les futurs dirigeants du pays.

En axant sa politique universitaire autour de nouvelles problématiques (capitalisme et démocratie), la Russie cherchait une sortie à la crise tout en espérant retrouver sa place dans l'ordre mondial. La déclaration de Bologne, signée en Europe en 1999, s'est présentée comme une opportunité non seulement pour les EES russes de s'inspirer des pratiques réussies des universités européennes, mais également pour l'État russe de se joindre à l'intégration européenne dans l'espoir de partager les avantages politiques et socio-économiques de ce processus. Il faut aussi souligner que

---

<sup>30</sup> RIVERO Jean, « L'État libéral et la démocratie gouvernée », *Revue française de science politique*, 5<sup>e</sup> année, n° 1, 1955, p. 152-161.

<sup>31</sup> L'entretien de Svetlana Ivanova effectué le 25.12.2015 à Moscou.

l'augmentation du prix mondial du pétrole a permis à la Russie d'envisager une politique de restructuration et de modernisation des universités.

Hélène Carrère d'Encausse note à juste titre qu'au cœur de la politique actuelle de la Russie, nous trouvons un sentiment d'humiliation<sup>32</sup> par rapport à la place de ce pays dans le monde suite à la fin de l'Union soviétique. Nous dédions une place particulière à cet aspect dans notre analyse pour expliquer les virages de la politique universitaire en vue de ce sentiment présent, autant dans la société civile que chez les décideurs politiques.

L'amélioration considérable du contexte économique des années 2000 a permis à l'État d'apporter le soutien nécessaire au secteur de l'enseignement supérieur, et, avec l'arrivée de nouveaux leaders politiques, l'attention au secteur devient plus grande non seulement au niveau des financements, mais au niveau du développement stratégique. Pour comprendre la stratégie, nous analysons des programmes de l'État vis-à-vis des universités qui ont démarré ces dernières années. Il nous semble pertinent d'étudier les objectifs que l'État fixe pour les universités et les moyens qu'il met à leur disposition. A partir de cette analyse, nous mettons en avant les principes majeurs sur lesquels reposent les nouvelles relations entre l'État et les universités pour décrire l'encadrement de la gouvernance actuelle du secteur.

La nouvelle orientation voulue par l'État et les discours tenus démontrent la volonté politique de moderniser les universités selon les critères, adoptés par certains experts dans le « management » universitaire, orientés vers la construction des EES « de niveau mondiale<sup>33</sup> ». Dans le même temps, les universités russes sont appelées à collaborer de plus en plus avec les universités des pays en voie de développement du club de BRICS pour renforcer les liens avec ces acteurs qui représentent, eux, une nouvelle force politique dans les relations internationales actuelles. Cet effort d'affirmer sa position dans cette communauté nous indique que la participation au « club » ne se limite pas aux relations économiques, mais, au contraire, couvre toutes

---

<sup>32</sup> CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, « *L'Europe a délaissé et humilié la Russie* », entretien publié par Challenges.fr le 16.01.2015 disponible sur : [https://www.challenges.fr/tribunes/l-europe-a-delaissé-et-humilie-la-russie\\_93906](https://www.challenges.fr/tribunes/l-europe-a-delaissé-et-humilie-la-russie_93906), consulté le 25.09.2017

<sup>33</sup> ALTBACH Philip G (éd.), SALMI Jamil (éd.), *The Road to Academic Excellence : The Making of World-Class Research Universities. Directions in Development ; Human Development*. Washington DC : World Bank, 2012, 219 p. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/584591468324279676/The-road-to-academic-excellence-the-making-of-world-class-research-universities>, consulté le 25.09.2017.

les sphères importantes dans l'espoir de former une alliance politiquement influente. Le processus de Bologne qui occupait il y a quelques années une place centrale dans la politique universitaire, s'efface dans les années 2010.

Aujourd'hui, l'État demande à l'Université d'être « compétitif » au niveau national et international afin d'attirer les meilleurs étudiants, les meilleurs chercheurs et les investissements des entreprises, ainsi que d'être productive en termes d'innovation et de technologie. Dans les discours des décideurs, nous entendons souvent l'appel aux universités à conquérir le « marché » de l'enseignement supérieur et à construire un modèle « efficace ». Nous étudions dans ce travail l'attachement des décideurs politiques au concept de « marché » de l'enseignement supérieur. Il est nécessaire de comprendre ce qu'ils entendent par « marché », et comment les décideurs inscrivent ce « marché » dans la politique.

La nouvelle approche de la politique universitaire implique la recherche par les universités d'une stratégie et la construction de leur propre modèle économique. Elle implique notamment des relations plus étroites entre les universités et le monde socio-économique, allant jusqu'à la participation des entreprises à la gouvernance universitaire. Dans cette logique, l'État pourrait ensuite donner plus de liberté aux universités, et, même, laisser la société dans son ensemble participer davantage à la politique universitaire.

Les idées néolibérales et les concepts néolibéraux résonnent chez les décideurs publics occidentaux depuis 1970, et la question sur le rôle de l'État moderne revient dans les années 2000 et 2010. De nombreux chercheurs affirment que pour l'Europe l'enseignement supérieur « n'est pas, n'est plus, sous l'emprise unique ou dominante de l'État, des administrations, voire des gouvernements<sup>34</sup> » et s'interrogent depuis les années 2000 sur l'existence et la nature du « marché international de l'enseignement supérieur<sup>35</sup> ». Est-ce que la Russie, entrée dans « la deuxième édition de

---

<sup>34</sup> BEILLEROT Jacky, et SANDRINE Collette, « Les politiques d'éducation et de formation (1989-2002). Première partie », *Carrefours de l'éducation*, vol. 15, n° 1, 2003, p. 160-202, p. 163.

<sup>35</sup> MUSSELIN Christine, « Vers un marché international de l'enseignement supérieur ? », *Critique internationale*, 2/2008 (n° 39), p. 13-24.

l'accumulation initiale du capital<sup>36</sup> » arrive à renverser le poids soviétique dans sa politique universitaire ? S'agit-il du triomphe du néolibéralisme sur le communisme ?

Dans notre analyse, nous montrons pourquoi le décideur politique russe aborde ces thématiques au début de XXI<sup>e</sup> siècle, comment il perçoit ces phénomènes, et puis, comment l'État russe réagit à ces changements et les « digère ». Pour les chercheurs qui hésitent entre l'idée d'une « évolution organique » ou d'un « changement imposé » dans le contexte de « rattrapage » avec l'Occident (qui est un processus commun des pays postcommunistes, notamment ceux qui ont connu l'isolationnisme, selon le sociologue John Brennan<sup>37</sup>) nous souhaitons apporter une réponse au vu du démêlement de l'imbricatio des liens socio-politiques et culturels entre l'État et l'enseignement supérieur en Russie.

### **1.3. La problématisation : l'État russe sous le poids soviétique et postsoviétique**

La période de cent ans étudiée nous permet d'avoir un regard large sur les événements politiques qui accompagnent et perturbent l'histoire des rapports État-EES. Notre travail résume la longue évolution de ces rapports et vise à identifier les changements dans le pilotage par l'action publique de l'enseignement supérieur. La mise en évidence des variables de la politique de l'enseignement supérieur nous permet d'expliquer la politique actuelle russe dans ce secteur et de fournir la clef de compréhension à bien de paradoxes.

Dans le cadre de l'évolution du référentiel global sectoriel nous observons l'arrivée d'un changement significatif : l'État réforme le secteur de l'enseignement supérieur pour qu'il corresponde mieux à la situation actuelle (et évolutive) du marché de travail. Cette réforme d'adaptation de l'enseignement supérieur au marché est organisée et dirigée par « le haut », par l'État. Les pouvoirs publics sont également dans une démarche d'adopter des stratégies ayant pour objectif d'anticiper les

---

<sup>36</sup> SMOLIN Oleg, « Rus', kuda nesech'sia ty ? (Nekotorye sotsialno-filosofskie et politiko-obrazovatel'nye problemy) » / « O, Russie, Russie, où cours-tu ? (Quelques questions socio-philosophiques et politico-éducatives) Partie 4 », *Filosofskie nauki / Les sciences philosophiques*, 2014, n° 2, p. 7-22.

<sup>37</sup> BRENNAN John, « Reform and Transformation Following Regime Change » in BLEIKLIE Ivar (ed.), HENKEL Mary (éd.), *Governing Knowledge, A Study of Continuity and Change, Higher Education in Higher Education*, Springer, 2005, Volume 9, coll. « Higher Education Dynamics », p. 49-65.

évolutions du marché de travail et de bâtir les canaux d'échange et de communication entre les entreprises et les EES.

Pour mettre en lumière les changements de politique publique, nous mettons en avant tout d'abord un changement des objectifs des politiques et des cadres normatifs qui orientent l'action publique ; puis, nous soulignons le changement des outils qui permettent de concrétiser et de mettre en mouvement l'action publique dans le domaine de l'enseignement supérieur ; enfin, nous analysons le changement des cadres institutionnels qui structurent l'action publique dans le domaine de l'enseignement supérieur<sup>38</sup>. A travers les réformes, les décisions, les intérêts des décideurs, les objectifs visés, ainsi qu'à travers les normes (lois, décrets) produits sur la période analysée, nous constatons le rôle de l'État dans l'administration de l'enseignement supérieur russe d'hier et d'aujourd'hui. Cette démarche nous permet également de tracer l'évolution de la perception de l'enseignement supérieur dans la société russe et chez les décideurs politiques.

En vue de la genèse révélée de la politique publique actuelle, nous défendons l'hypothèse suivante : alors qu'il est prévisible que dans le cadre d'une transition politique avec l'installation de l'économie de marché et l'arrivée d'idées néolibérales dans la politique, l'État effectue un certain retrait de la gouvernance de l'enseignement supérieur, alors qu'en Russie ce n'est pas le cas. Contrairement aux attendus, l'État russe, vu son expérience soviétique et postsoviétique, ne se retire pas du secteur. Changeant les règles, mais non pas le paradigme des relations État-EES, l'État russe garde des leviers principaux dans la gouvernance universitaire. La mise en évidence de cette continuité nous permettra de saisir la logique d'un mélange contradictoire « marché-État » dans la politique russe actuelle.

## **2. La question de la politique et de l'enseignement supérieur**

Il nous semble pertinent de commencer par une définition de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Ensuite, il est important de présenter l'ensemble des établissements supérieurs et d'identifier les principaux types des EES qui font partie du secteur. Enfin, il paraît nécessaire de présenter le système de l'enseignement

---

<sup>38</sup> MULLER Pierre, *op. cit.*, p. 62.

supérieur russe dans sa globalité, de faire le point sur la politique universitaire et présenter les acteurs principaux concernés.

## 2.1. La notion de l'enseignement supérieur

Selon le point 1 de l'article 2 de la loi fédérale « Sur l'Éducation » 273-FZ (rédaction de l'année 2013)

« L'éducation (*obrazovanie*) est un processus uni et finalitaire de formation et de l'apprentissage ; c'est un bien commun qui est réalisé dans les intérêts d'un individu, d'une famille, de la société et de l'État ; c'est un ensemble de connaissances, de compétences, de savoir-faire, de valeurs, d'expériences d'un certain volume et d'une certaine complexité acquises ayant pour objectif le développement intellectuel, moral, spirituel, créatif, physique et/ou professionnel, ainsi que répondre aux besoins et aux intérêts d'un individu ».

Cette interprétation de l'éducation, fixée dans une norme juridique russe, nous fournit l'idée nationale de ce qui constitue l'éducation pour la société russe autour de laquelle cette société construit le système des rapports sociaux.

Pour l'enseignement supérieur, nous nous servons également de la définition qui figure dans la même loi fédérale « Sur l'Éducation » 273-FZ, la loi fondamentale pour la régularisation des rapports dans le secteur de l'éducation nationale en Russie<sup>39</sup>. Selon l'article 69 de la loi

« l'enseignement supérieur (*vyschee obrazovanie*) est une part de la formation professionnelle qui a pour objectif de former du personnel de haute qualification pour tous les secteurs principaux d'activités utiles pour la société en fonction des besoins de la société et de l'État, des demandes des individus pour leur développement intellectuel, culturel et moral, ainsi que de l'approfondissement et de l'élargissement des connaissances, d'une qualification pédagogique et scientifique<sup>40</sup> ».

Une autre définition, plus ancienne, peut compléter le tout. Dans la Grande encyclopédie soviétique l'enseignement supérieur est défini comme

« un niveau de formation professionnelle suivant le niveau de l'école secondaire ou de l'enseignement professionnel secondaire. Il comprend un ensemble de connaissances systématisées et des compétences pratiques, qui permettent de réaliser des tâches

---

<sup>39</sup> L'Article 4, paragraphe 1 de la Loi fédérale « Sur l'Éducation » définit les normes principales qui régularisent « les rapports dans la sphère de l'éducation en Russie » : « la Constitution de la Fédération de Russie, cette loi fédérale [Sur l'Éducation], ainsi que d'autres lois fédérales et d'autres textes réglementaires des Sujets de Fédération de Russie ».

<sup>40</sup> Loi fédérale Sur l'Éducation n° 273- FZ (votée le 29 décembre 2012 et entrée en vigueur le 1 septembre 2013).

théoriques et pratiques selon le profil professionnel en utilisant et en développant, avec la créativité, des réalisations de la science, de la culture et la technologie<sup>41</sup> ».

Dans les chapitres du présent travail, nous nous arrêtons souvent pour expliquer les divers éléments qui composent le système russe de l'enseignement supérieur, ainsi que les différents aspects de la gouvernance du système à un moment donné. Notre analyse ne poursuit pas l'objectif de fournir une étude en sociologie des organisations ni de présenter l'architecture de l'organisation et de la gestion interne universitaire. En revanche, il nous paraît nécessaire dans certains cas de fournir quelques explications pour mettre en évidence les changements apportés par la politique en cours qui sont déterminants pour la suite de la politique, ainsi que pour éclairer les spécificités nationales du système russe de l'enseignement supérieur. Ainsi, notre recherche ne fixe pas comme objectif d'étudier en détail l'organisation interne des EES, la sociologie de leur organisation, néanmoins nous accordons l'attention nécessaire à la volonté des pouvoirs publics de modifier l'organisation interne des universités et nous tentons d'expliquer les raisons de ces actions.

Pour le système de l'enseignement supérieur, nous adoptons la définition donnée par le sociologue Simon Marginson. Le système d'enseignement supérieur, selon lui, est une combinaison complexe (1) de flux et de réseaux globaux de paroles et d'idées, de connaissances, de finances, et de relations interinstitutionnelles ; (2) de systèmes nationaux d'enseignement supérieur construits à travers l'histoire, la loi, la politique et le financement ; et (3) d'établissements individuels qui opèrent sur le plan local, national et global. C'est une composition avec une intégration imparfaite qui se caractérise par des dispositifs d'engagement et de communication inégaux et prolifères ; de nombreuses zones d'autonomie et de séparation ; des hiérarchies stables et instables.<sup>42</sup> Cette définition révèle un caractère multidimensionnel et complexe qui interagit avec le pouvoir public à tous les niveaux.

---

<sup>41</sup> « *Vyschee obrazovanie* » / « L'enseignement supérieur » in PROKHOROV Alexandre (éd.) *et alii*, *Bolchaia sovetskaia entsiklopediia / Grande encyclopédie soviétique* [en 30 volumes], 3e édition, 1969-1978. Disponible sur le site officiel de l'encyclopédie : <http://bse.sci-lib.com/article007539.html>, consulté le 05.10.2017.

<sup>42</sup> MARGINSON Simon, « Dynamics of national and global competition in higher education », *Higher Education*, n° 52, Springer, 2006, p.1-39.

Puisque nous partons de l'analyse de la politique sectorielle<sup>43</sup> dans notre travail de recherche, nous utilisons également l'expression *secteur de l'enseignement supérieur* pour cerner l'objet et le champ de la politique analysée. La notion de secteur de l'enseignement supérieur n'est pas égale à celui de système, mais dans les deux cas nous parlons de l'espace à gouverner, à coordonner, à administrer et dans lequel sont formulés des rapports des échanges.

### ***A. Des établissements de l'enseignement supérieur***

L'objet de notre analyse comprend la politique de l'État envers tous les types des établissements de l'enseignement supérieur (pl. *vouzy* ; sing. *vouz*) en Russie pour toutes les périodes analysées. Nous tenons à préciser ici qu'il y a trois types principaux d'EES : université, académie et institut. Selon l'article 9 de la loi fédérale « Sur l'Éducation », l'université est un EES qui

« réalise les programmes de l'enseignement supérieur et post-supérieur sur un spectre large des spécialités ; elle effectue la formation initiale et continue, ainsi que la formation de qualification professionnelle du personnel enseignant et du personnel de recherche ; elle pratique la recherche fondamentale et la recherche appliquée d'un spectre disciplinaire large ; elle est un centre méthodologique et scientifique principal pour ses domaines de recherche ».

Bien que le sociologue Alexandre Dmitriev insiste sur le fait que l'universalité de la notion de l'Université n'existe pas<sup>44</sup>, la définition, donnée par la loi et citée *supra*, nous convient pour démontrer l'évolution du « modèle » russe de ce type d'EES qui est au cœur du système.

L'académie est

« un EES qui réalise les programmes de l'enseignement supérieur et post-supérieur; elle effectue la formation initiale et continue, ainsi que la formation de qualification professionnelle du personnel dans un domaine spécifique de la science ou de la culture ; la pratique de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée pour un domaine disciplinaire spécifique principalement ; elle est un centre méthodologique et scientifique principal dans son domaine de recherche<sup>45</sup> ».

L'institut est

« un EES qui réalise les programmes de l'enseignement supérieur et, dans le cas échéant d'enseignement post-supérieur; elle effectue la formation initiale et continue,

---

<sup>43</sup> MULLER Pierre, « Un schéma d'analyse des politiques sectorielles », *Revue française de science politique*, 1985, Volume 35, Numéro 2, p. 165-189.

<sup>44</sup> DMITRIEV Alexandre, « *Pereizobretenie sovetskogo oouniversiteta* » / « La réinvention de l'université soviétique », *Logos*, 2013, n° 1, p. 41-64.

<sup>45</sup> L'article 9 de la loi fédérale « Sur l'Éducation ».

ainsi que la formation de qualification professionnelle du personnel d'un secteur spécifique d'activité professionnelle ; elle pratique la recherche fondamentale et/ou la recherche appliquée<sup>46</sup> ».

Les écoles professionnelles supérieures ayant une spécialisation précise (agriculture, transport, etc.) sont appelées les instituts.

L'université se distingue alors par le spectre large des domaines disciplinaires d'enseignement et de recherche, ainsi que par sa position dominante d'un centre scientifique et méthodologique pour ces domaines. Même si les différences sont assez formelles entre ces trois dénominations, « l'université » est l'appellation la plus prestigieuse en Russie. Nous analysons dans ce travail le moment dans l'histoire de la politique russe de l'enseignement supérieur, où un grand nombre d'instituts s'attribue l'appellation « université ». Cette période est appelée « l'universitisation<sup>47</sup> » de l'enseignement supérieur russe, et ce processus aura un impact sur la politique universitaire postsoviétique.

L'université est une institution conservatrice, porteuse de traditions pédagogiques et institutionnelles. Elle devient souvent un lieu de débats politiques des futurs présidents. En effet, les dirigeants politiques choisissent habituellement les universités pour des discours importants. « L'Université a une position plus proche de la vie pratique et des besoins de l'État », écrit Wilhelm von Humboldt, « Parce qu'elle prend à sa charge la tâche définie par l'État : la gestion des jeunes; l'académie s'occupe uniquement de la science. De plus, les universités sont liées étroitement aux intérêts de l'État<sup>48</sup> ».

Nous utilisons dans notre travail le terme générique d'université comme équivalent à la dénomination qui comprend l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur. Cette logique s'applique également pour les termes suivants: politiques universitaires (politique envers les EES) et le système universitaire (système de l'enseignement supérieur). Quand il s'agit de l'approche

---

<sup>46</sup> *Ibidem*.

<sup>47</sup> KRASNOJENOVA Galina, *Vyschaia chkola Rossii (problemy sokhrneniia intellektual'nogo potentsiala) / L'école supérieure russe (les problèmes de la préservation du potentiel intellectuel)*, Moscou : Édition Mysl, 1998, 258 p., p.125.

<sup>48</sup> HUMBOLDT von. Wilhelm, «Sur l'organisation interne et externe des établissements scientifiques supérieurs à Berlin», trad. en russe par CHAMKHALOVA Sevrina, *Neprikosnovenny zapas / Réserve intangible*, 2002, n° 2 (22). Disponible sur le site de la bibliothèque électronique des revues *Journal'ny zal* : <http://magazines.russ.ru/nz/2002/22>, consulté le 10.09.2017.

spécifique de l'État vis-à-vis du segment des EES du type université, nous le précisons explicitement dans le texte. L'utilisation d'une forme majuscule pour l'Université nous indique la référence à tout le système universitaire russe.

Une dernière précision sémantique est à souligner, elle concerne le personnel de l'enseignement supérieur. Nous utilisons les termes monde académique, communauté académique (ou communauté universitaire), les universitaires pour l'ensemble des enseignants-chercheurs travaillant au sein des EES, ainsi que l'administration universitaire représentée par le recteur (équivalent au Président de l'Université), vice-recteurs et autres agents publics employés par les EES et impliqués dans leur gestion.

### ***B. L'introduction à l'enseignement supérieur russe***

Le système actuel de l'enseignement supérieur russe a été construit par l'État dans les années 1930 suite à une réforme à grande échelle. Le fondement de l'enseignement supérieur russe a été créé avec l'arrêté du Comité exécutif central<sup>49</sup> et du Conseil des commissaires du peuple (*Sovnarkom*)<sup>50</sup> de l'URSS du 23 juillet 1930<sup>51</sup>, qui a déterminé le processus de réorganisation des universités et des organismes de recherche : la réforme a étroitement lié ces établissements aux branches de l'industrie en les plaçant sous la tutelle des différents Commissariats des peuples (*narkomaty*) – les ministères soviétiques. Nous montrons dans notre analyse les objectifs et les finalités de ces réformes, et l'évolution de la politique en fonction du changement des objectifs. Nous mettons en lumière pourquoi et comment suite à cette politique de transformation du secteur, le nombre total des EES a augmenté par dix : de 65 établissements publics en 1917 (avant la Révolution)<sup>52</sup> à 805 EES en 1970

---

<sup>49</sup> Le Comité exécutif central (*Vsiesoyuzny Tsentralny Iсполnitelny Komitet, VTsIK*) était la plus haute autorité législative et administrative de l'URSS, entre 1922 et 1938. Il exerçait le pouvoir entre les sessions du Congrès panrusse des soviets, dont il était l'organe exécutif.

<sup>50</sup> Le Conseil des commissaires du peuple (*Soviet Narodnykh Kommissarov* ou *Sovnarkom*) est la plus haute autorité gouvernementale sous le régime soviétique. Il remplace le gouvernement provisoire à la suite de la prise de pouvoir par les bolcheviks le 7 novembre (25 octobre) 1917, lors de la révolution d'Octobre. Le Conseil des commissaires du peuple est remplacé en 1946 par le Conseil des ministres de l'URSS.

<sup>51</sup> *Postanovlenie Sovnarkoma o reorganizatsii vuzov, tekhnikumov i rabfakov* / L'arrêté du TsIK et de Sovnarkom du 23 juillet 1930 sur la réorganisation des EES, des écoles professionnelles et des rabfacs disponible sur le site officiel de la bibliothèque électronique des actes législatifs de l'URSS : [www.libussr.ru/doc\\_ussr/ussr\\_3657.htm](http://www.libussr.ru/doc_ussr/ussr_3657.htm). Consulté le 08.06. 2017.

<sup>52</sup> IVANOV Anatoli, *Vyschaia chkola Rossii kontsa XIX – natchala XX veka* / L'enseignement supérieur de la Russie de la fin du XIXe siècle – début du XXe siècle, Moscou, 1991, 392 p., p. 254 disponible sur le site officielle de l'Institut de l'histoire russe de l'Académie des sciences de la Russie, le centre de recherche sur les questions de l'histoire du pays : [www.iriran.ru/sites/default/files/Ivanov\\_High\\_school\\_1991.pdf](http://www.iriran.ru/sites/default/files/Ivanov_High_school_1991.pdf), consulté le 11.08.2017.

en URSS<sup>53</sup>. Nous précisons par notre analyse le cadre structurel et fonctionnel pour la politique universitaire postsoviétique, parce que jusqu'en 2010, le pays vit dans l'héritage de la réforme structurelle des années 1930.

Après plusieurs changements de vecteurs politiques, l'enseignement supérieur russe a évolué vers un système diversifié avec un modèle spécifique de l'université et de la gouvernance centralisée. Selon les données du Comité de l'État de la statistique, en 1990/91 il y avait 514 EES publics et aucun EES privé enregistré. Le nombre total des étudiants était de 2 millions 824 mille 500 personnes, ce qui se traduit par 190 étudiants pour 10 000 personnes de la population totale<sup>54</sup>. Dans les années 1990, suite aux réformes économiques de l'État, le nombre d'EES et des filiales (campus délocalisés) ont connu une croissance significative. C'était le temps du développement du secteur privé de l'enseignement supérieur et de l'apparition d'un grand nombre d'EES privés dans les conditions de l'absence d'un encadrement cohérent de ces EES privés. Ainsi, le réseau des EES russes est devenu quatre fois plus grand que le réseau de l'URSS juste avant sa dissolution. Or, le chiffre de la population n'augmentait pas.

Nous analysons dans ce travail la période de l'apparition de l'enseignement privé et l'évolution du cadre de la gouvernance du secteur pour répondre aux questions suivantes : pourquoi l'État diminue progressivement le soutien financier de l'enseignement supérieur public ? Est-ce qu'il s'agissait de favoriser l'enseignement supérieur privé ? Comment évolue la politique après l'ouverture du « rideau de fer » ? Quels sont les changements significatifs après la sortie du communisme ? Les réponses nous conduisent à l'arrivée d'une nouvelle politique pour une nouvelle époque.

En 2000/2001, un tiers des EES russes étaient privés (358 EES sur 965 EES<sup>55</sup>), et un dixième des étudiants y étudiés (470, 6 mille personnes pour un nombre total de 4 millions 741 mille et 400 étudiants), et pour 10 000 habitants il y avait déjà 324

---

<sup>53</sup> ZINOVIEV Sergueï, PANOV V.G., GORCHENEV A.N., « *Vyschie outchebnye zavedenia* » / « Les établissements d'enseignement supérieur » in PROKHOROV (éd.) Grande encyclopédie soviétique, 3<sup>e</sup> édition, Lettre V, p. 2156-2171.

<sup>54</sup> Recueil des données statistiques *Statistika Rossiïskogo obrazovaniia / La statistique de l'Éducation russe*, publié sur le site de l'agence fédérale l'Institut public de recherche *Informika* :

[http://stat.edu.ru/scri/db.cgi?act=listDB&t=2\\_6\\_1a&ttype=2&Field=All](http://stat.edu.ru/scri/db.cgi?act=listDB&t=2_6_1a&ttype=2&Field=All). Consulté le 12.09.2017.

<sup>55</sup> *Ibidem*.

étudiants<sup>56</sup>. Au début de la décennie suivante, en 2010, le nombre total d'EES était de 1115 (y compris 462 EES privés) avec 7 millions 49 mille 800 étudiants<sup>57</sup>. Selon l'estimation du ministère de l'Éducation et de la Science, la qualité de formation d'un grand nombre des EES ne correspond pas aux besoins de l'État et de l'économie<sup>58</sup>. Cela concerne surtout les EES privés et un nombre significatif d'EES publics. De plus, depuis les années 1990 les EES privés continuent à former les économistes, les juristes et les gestionnaires malgré l'abondance des diplômés de ces filières sur le marché du travail (au niveau fédéral et au niveau régional).

Est-ce que l'État prendra des mesures pour gérer la surproduction des profils non-demandés par le marché de travail ? Saura-t-il résoudre le problème de la baisse de qualité de l'enseignement supérieur russe et le prestige international du modèle soviétique ? Sera-t-il (l'État) un coordinateur de l'enseignement supérieur ou un collaborateur ?

Le nombre des EES et le nombre d'étudiants diminuaient progressivement depuis l'année 2008 et jusqu'en 2017, avec une chute marquante en 2013/2014<sup>59</sup>. Le nombre d'EES en Russie en 2017 (année universitaire 2016/17) est 817<sup>60</sup>. Le nombre d'étudiants est de 4 379 mille de personnes. Est-ce que l'État souhaite réduire le secteur de l'enseignement supérieur ? Pour quelle raison ? Est-ce que c'est un processus centralisé ? S'agit-il d'une nouvelle stratégie pour le secteur ? Sachant que la part des EES publics dans le nombre total des EES a diminué de 61,8 % en 2007/2008 à 59,6% en 2014/2015<sup>61</sup>, pouvons-nous dire que l'enseignement supérieur

---

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> *L'éducation en Russie – 2011. Le bulletin statistique*, Moscou : L'Université d'État de Moscou de l'Ingénierie et de l'Informatique (MGUPI), 2011, 580 p., p. 505.

<sup>58</sup> Voir, par exemple :

Les actes de la présentation du ministre de l'Éducation et de la Science Dmitri Livanov à la réunion du gouvernement de la Fédération de Russie du 21 août 2013 au sujet du soutien des établissements d'enseignement supérieur qui jouent un rôle-clé dans le développement socio-économique des régions. Disponible sur le site officiel du ministère: <http://минобрнауки.рф/пресс-центр/3568>. Consulté le 29.09.2017.

<sup>59</sup> Le dossier *Vyshee obrazovanie v Rossii : logika izmenenii / L'enseignement supérieur en Russie : la logique des changements* publié par l'agence d'information *Interfax*, disponible sur le site officiel de l'agence : <http://edu.interfax.ru/articles/807/>, consulté le 29.09.2017.

<sup>60</sup> Recueil des données statistiques *Obrazovanie v 2016 godu / L'éducation en 2016*, Moscou : Le service fédéral de la statistique de l'État, 2017, disponible sur : [http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat\\_main/rosstat/ru/statistics/population/education/](http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat_main/rosstat/ru/statistics/population/education/), consulté le 29.09.2017.

<sup>61</sup> Recueil des données statistique *Indikatory obrazovania : 2016 / Les indicateurs de l'éducation : 2016*, Moscou : École supérieure des sciences économiques, 2016. Disponible sur : [www.hse.ru/primarydata/io2016](http://www.hse.ru/primarydata/io2016). Consulté le 7/09/2017.

privé devient un acteur égal à l'enseignement supérieur public dans la stratégie de l'État, étant donné la parité quantitative de deux parties du secteur ? Est-ce la volonté de l'État ou un processus imposé par des forces non-étatiques ? Nous proposons les réponses à ces questions suite à l'analyse des normes et des solutions adoptées dans les années 2010.

Au vu des programmes de l'État relatifs au développement de l'enseignement supérieur sur le plan national et international, il nous a paru aussi justifié de nous interroger sur l'évolution de la perception de l'enseignement supérieur chez les décideurs publics. Par exemple, un programme « Le développement du potentiel d'exportation du système russe de l'enseignement supérieur » adopté en 2016<sup>62</sup> nous amène à nous poser quelques questions : que devient l'enseignement supérieur pour l'État ? Une source de revenus sur le plan international ? Un secteur gouverné par le mélange des instances public-privé sur le plan national ?

La nouvelle approche de la politique universitaire incitant activement la recherche par les universités de leur propre stratégie et de leur propre modèle économique nous oblige à poser des questions sur l'arrivée des nouveaux acteurs dans la gouvernance universitaire. Les relations plus étroites des universités avec le monde socio-économique, jusqu'à la participation des entreprises à la gouvernance universitaire, nous forcent à réfléchir sur la place de l'État dans ces rapports public-privé.

La place et le rôle de l'enseignement supérieur dans le monde actuel sont cruciaux : les pouvoirs publics, partout dans le monde, sont préoccupés par le développement du capital humain pour propulser le progrès économique. « La réussite économique résultera de la réussite académique, sans que l'inverse soit nécessairement vrai <sup>63</sup> », résumant Rinne Risto et Koivula Jenni. Si la réussite économique n'est pas la seule déterminante pour la réussite académique russe, quels sont les autres déterminants ? Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les systèmes universitaires se

---

<sup>62</sup> Le passeport du projet prioritaire « *Rasvitie eksportnogo potentsiala rossiiskoi sistemy obrazovaniya* » / « Le développement du potentiel du système éducatif russe pour l'exportation » adopté le 30 mai 2017 est disponible sur le site officiel du gouvernement russe <http://government.ru/news/28013/>. Consulté le 06.11.2017.

<sup>63</sup> RINNE Risto, KOIVULA Jenni, « La place nouvelle de l'université et le choc des valeurs. L'Université entrepreneuriale dans la société européenne du savoir : aperçu sur les publications », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, 3/2005 (n° 17), p. 99-132.

trouvent au carrefour des processus globaux et au cœur des débats concernant leurs avenir, et donc de l'avenir des pays. Or, l'idée que l'enseignement supérieur détermine l'avenir du pays n'est pas nouvelle. Nous montrons cela dans notre analyse de la politique universitaire soviétique et postsoviétique en mettant en évidence les facteurs de son développement au sein de la Russie.

Le philosophe russe Vassili Rozanov, qui a proposé de créer en Russie au début du XX<sup>e</sup> siècle un champ d'analyse de philosophie de l'éducation<sup>64</sup>, a évoqué dans ces ouvrages les liens entre la sphère de l'éducation, de la recherche et des pouvoirs publics<sup>65</sup>. Il est convaincu que ces mondes sont inséparablement liés. Dans les différents pays, il y a des approches diverses dans l'interprétation de ces liens et à la réalisation de la politique universitaire, ainsi que des diverses méthodes de gouvernance des EES (gestion financière, élection des recteurs). Nous étudions le cas de la Russie à travers des changements historiques sur un siècle. Durant cette période nous observons à la fois l'intervention de l'État dans le secteur de l'enseignement supérieur, mais également l'implication de l'enseignement supérieur dans la vie politique du pays. Il semble en effet que la présence du politique dans l'enseignement supérieur crée les enjeux stratégiques dans les rapports État-EES. La Russie présente un cas attirant pour la science politique en ce qui concerne la participation des forces diverses dans ces changements significatifs. Nous accordons une attention particulière à cet aspect pour mieux asseoir notre hypothèse sur les liens entre le politique et l'enseignement supérieur, ainsi que sur la politisation de l'enseignement supérieur en Russie lors des grands changements dans le pays.

## 2.2. La politique de l'enseignement supérieur

L'objet de notre recherche est la politique universitaire russe de 1917 à 2017. Il est nécessaire, après avoir défini ce qu'est l'enseignement supérieur, de fournir la définition adoptée pour le terme de « la politique de l'enseignement supérieur » et le panorama des acteurs de la politique universitaire russe.

---

<sup>64</sup> ROZANOV Vassili, *Soumerki prosvechtchenia / Le crépuscule de l'éducation* (1899), Moscou : Pedagogika, 624 p., p.12.

<sup>65</sup> ROZANOV Vassili, « *Tri glavnykh printsipa obrazovania* » / « Trois principes essentiels de l'éducation », *Soumerki prosvechtchenia / Le crépuscule de l'éducation*, (1899), Moscou : Pedagogika, 624 p.

## A. La définition de la politique

Tout d'abord, nous nous inspirons de la vision de Max Weber pour la définition de la politique, telle qu'elle est écrite dans *Le savant et la politique* : la politique est « un ensemble des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influencer la répartition du pouvoir, soit entre les États, soit entre les divers groupes à l'intérieur d'un même État ».

Pour la politique publique, nous prenons la définition d'Yves Mény et Jean-Claude Thoenig : « une politique publique se présente sous la forme d'un programme d'action gouvernementale dans un secteur de la société ou un espace géographique<sup>66</sup> ». En étudiant ce « flux continu de décisions et des procédures<sup>67</sup> » nous nous tachons de « retrouver le sens<sup>68</sup> » de la politique publique. L'objectif de notre travail réside dans l'analyse qui « contribue à sociologiser notre regard sur l'État, dans la mesure où au lieu de saisir l'État par le haut et globalement, elle va nous permettre de l'observer par le bas et en détail<sup>69</sup> ».

La politique de l'enseignement supérieur est un domaine particulier de la politique publique, et elle comprend un ensemble d'idées théoriques, d'objectifs, de tâches et d'actions avec comme but le développement de l'enseignement supérieur, autrement dit, c'est un ensemble de mesures entreprises ou programmées par l'État, les services publics, les partis politiques et d'autres acteurs encore du processus politique pour l'enseignement supérieur en tant qu'institution sociale. Elle se présente également comme l'activité de l'État ou d'autres acteurs qui peuvent influencer sur le secteur de l'enseignement supérieur.

Dans l'analyse des politiques en matière d'enseignement supérieur, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur la question de l'autonomie universitaire. Il est important de préciser que dans le cadre de ce travail, nous n'évoquons pas directement ce sujet. Nous reconnaissons que le sujet de l'autonomie des universités constitue un sujet brûlant, conjoncturel et important pour les analystes des systèmes universitaires actuels. Il s'agit d'un sujet ayant des dimensions politiques,

---

<sup>66</sup> Cité de MULLER Pierre, *op. cit.*, p. 20, source originale : Yves Mény, J-C. Thoenig, *Politiques publiques*, 1989.

<sup>67</sup> MULLER Pierre, *Les politiques publiques*, 10<sup>e</sup> édition, 2013, PUF, p. 24

<sup>68</sup> *Ibidem*.

<sup>69</sup> MULLER Pierre, *op. cit.*, p. 25

philosophiques et culturelles, et cela mérite d'être un objet principal de recherche. Or, bien que le sujet principal de notre recherche porte sur la politique publique russe en matière d'enseignement supérieur, il convient ici de préciser ce que nous entendons par l'autonomie universitaire en se limitant à la référence donnée. La loi fédérale du 22 août 1996 n° 125-FZ (dans sa rédaction du 3 décembre 2011) « Sur l'enseignement supérieur et postuniversitaire professionnel » définit l'autonomie des établissements de l'enseignement comme la « liberté d'action dans le recrutement et dans la gestion du personnel, ainsi que dans leur travail de l'enseignement, de la recherche, de la gestion financière et administrative et d'autres activités pratiquées en conformité avec la législation en vigueur et avec la charte de l'établissement<sup>70</sup> ».

La gouvernance de l'enseignement supérieur est un ensemble de mesures par lesquels les EES sont gouvernés et administrés<sup>71</sup>. Kezar Adrianna et Peter Eckel définissent la gouvernance comme un macro-niveau de prise de décision<sup>72</sup>. Ainsi, la gouvernance se présente comme une activité qui peut concerner des acteurs divers, étatiques et non-étatiques. Le paradigme de la gouvernance est construit en vue du contexte historique et socio-économique du pays, elle peut être entièrement assurée par l'État, par les forces non-étatiques ou par leur collaboration.

D'après Carnoy, ce sont la position idéologique quant au rôle du secteur public dans l'éducation, la situation économique du pays et l'interprétation de cette situation qui contribuent aux réformes<sup>73</sup>. Effectivement, l'étude des politiques publiques implique l'analyse des divers vecteurs qui les façonnent, et la politique de l'enseignement supérieur peut être modifiée sous l'influence de multiples facteurs. Dans l'analyse de la politique universitaire, il est indispensable de prendre en compte le contexte historique, politique et social dans lequel elle a été élaborée ainsi que la motivation des acteurs-phares de sa construction. Nous souhaitons montrer le rôle des

---

<sup>70</sup> La loi fédérale n° 125-FZ « Sur l'enseignement supérieur et post-supérieur professionnel » du 22 août 1996 (dans sa rédaction 2011). Disponible sur le site officiel du ministère de l'Éducation et de la Science : <http://минобрнауки.рф/документы/885>, consulté le 22.09.2017.

<sup>71</sup> ALTBACH Philip, « Patterns in Higher Education Development » in ALTBACH Philip, BERDAHL Robert, GUMPORT Patricia, *American Higher Education in the Twenty-First Century : Social, Political and Economic Challenges*, 2e édition, Baltimore : The John Hopkins University Press, 2005, 568 p., p. 16-18.

<sup>72</sup> KEZAR Adrianna, ECKEL Peter, « Meeting Today's Governance Challenges », *The Journal of Higher Education*, n° 75 (4), 2004, p. 371-398.

<sup>73</sup> CARNOY Martin, *Mondialisation et réforme de l'éducation : ce que les planificateurs doivent savoir*, Paris, UNESCO/IPE, 1999.

pouvoirs publics placés dans un certain contexte économique et politique en analysant l'interprétation des pouvoirs publics de la situation contextuelle et de la traduction en politique universitaire.

### ***B. Les acteurs de la politique universitaire russe***

Les politiques relèvent de plusieurs instances, institutions, agents et sujets dont nous accordons une attention significative. « Pour comprendre l'émergence d'une politique publique il faudra commencer par identifier ces différents acteurs et comprendre les relations les unissant<sup>74</sup> », écrit Pierre Muller, et c'est de cette façon que nous allons procéder. Cette partie de notre travail - l'identification des acteurs de la politique universitaire - est une démarche à la fois chronologique et anti-chronologique, parce qu'il a fallu au fur et à mesure revenir en arrière pour voir comment tel ou tel acteur de la politique est né et évolue. Nous nous concentrons sur l'ensemble des décideurs de la politique universitaire pour mettre en lumière le rôle et les fonctions des différents acteurs dans la production et la réalisation de la politique universitaire, ainsi que les centres de prise de décision.

Le noyau des acteurs se divise en plusieurs cercles. Le premier cercle est le plus haut échelon du pouvoir – les dirigeants du pays : le Secrétaire général du Parti, le président, le Premier ministre. Ils ordonnent la politique universitaire, ils définissent les axes prioritaires pour les programmes du développement de l'enseignement supérieur, et ils décident si les propositions des ministères sont acceptables d'être mises en œuvre.

Le deuxième cercle est partagé entre le Cabinet et le pouvoir législatif. Les élus du Parlement (*Federal'noe Sobranie*) – de la Chambre haute (*Soviet Federatsii*) et de la Chambre basse (*Douma*) proposent et votent les lois qui déterminent le cadre légal de la politique. Les ministres ont vocation à réaliser ces politiques et à donner suite aux décisions législatives ; or, ils ont plus d'influence sur les décisions des dirigeants du premier cercle parce qu'ils travaillent directement avec eux à travers des bilans et des propositions. Les élus forment des comités spécialisés au sein du Parlement pour élaborer et proposer des lois. Au sein de la Chambre haute il y a le Comité pour l'enseignement supérieur, et au sein de la Douma, il y a le Comité pour l'éducation et

---

<sup>74</sup> MULLER Pierre, *op. cit.*, p. 29.

la science ; ces deux comités sont l'avant-garde de l'activité créative législative pour le secteur.

Le troisième cercle est représenté par le ministère de l'Éducation et de la Science, l'administration principale du domaine concerné. Ce ministère, qui change des appellations au cours de son existence, est analysé largement dans notre travail, surtout à l'époque postsoviétique pour mettre en lumière son rôle réel et son poids politique.

Le quatrième cercle comprend les conseillers des décideurs politiques. Leur capacité d'influence est considérable, mais le degré d'influence dépend sur qui ils conseillent : le président ou un ministre. Les conseillers sont les représentants de l'élite intellectuelle<sup>75</sup> qui participent aux discussions avec les pouvoirs publics responsables de plusieurs domaines : les agences publiques qui travaillent sur les projets stratégiques, les ministères, les réunions de l'association Union des recteurs, et d'autres encore. Parfois, ils agissent également dans les organismes analytiques consultatifs (du type *think tank*). L'activité la plus influente de ces conseillers est leur participation à l'élaboration des projets à la demande du gouvernement, comme par exemple, la Stratégie du développement scientifique et technologique adoptée en 2016. D'autres conseillers sont invités à intervenir dans les ministères. L'influence des experts ayant un accès direct aux canaux de communication avec les politiques du premier échelon est particulièrement élevée. Parmi ces personnes influentes, il est possible de trouver les recteurs des EES.

---

<sup>75</sup> Voir à propos de l'élite intellectuelle et notamment celle impliquée dans la gouvernance de l'enseignement supérieur :  
DURKHEIM Émile, « L'élite intellectuelle et la démocratie », *Revue bleue*, 5<sup>e</sup> série, t.1, 1904, p. 705-706. Reproduite dans l'édition électronique est disponible sur le site officiel de la bibliothèque numérique "Les classiques des sciences sociales" :  
[http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim\\_emile/sc\\_soc\\_et\\_action/texte\\_3\\_11/elite\\_intellectuelle.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/sc_soc_et_action/texte_3_11/elite_intellectuelle.html), consulté le 5.10.2017.  
CHARLE Christophe, « Élités politiques et enseignement supérieur, sociologie historique d'un divorce et d'un échec (1968-2011) », in COLANTONIO Laurent, FAYOLLE Caroline, *Genre et utopie. Avec Michèle Riot-Sarcey*, Presses universitaires de Vincennes, 2014, p. 349-376.  
GAMAN-GOLOUTVINA Oksana, *Elity i obchtchestvo v svranitel'nom izmerenii / Les élites et la société dans une dimension de comparaison*, Moscou : ROSSPEN, 2011, 430 p.  
GAMAN-GOLOUTVINA Oksana, « Rossiïskaia intelligentsia i vlast' » / « L'intelligentsia russe et le pouvoir » in IOUDIN Boris (éd.) et alii, *Tchelovetcheski potentsial Rossii : intellektoual'noe, sotsial'noe, koulturnoe izmerenia / Le potentiel humain de la Russie et ses dimensions : intellectuelle, sociale et culturelle*, Moscou : L'Institut de l'homme de l'Académie des sciences de la Russie, 266 p., p. 94-103.

Les universités peuvent également être les acteurs de la politique universitaire dans le cadre de la démarche collective des recteurs lors d'interaction avec les pouvoirs publics. Il convient d'étudier leur degré de participation dans la politique (dirigeants, professeurs, chercheurs, étudiants) et de déterminer les moyens par lesquels les EES peuvent exprimer leurs positions politiques. Le monde socio-économique peut aussi être un acteur dans certains cas. Les représentants des entreprises sont invités à participer au travail consultatif sur les projets de l'enseignement supérieur. Il convient de préciser leur rôle et tracer l'évolution de leur participation à la politique universitaire dans les années 1990 et les années 2010.

Les organismes spéciaux créés en tant que plateformes de discussion entre l'État et la société civile, avec pour but d'améliorer la transparence et l'expression ouverte des actions du gouvernement, peuvent constituer des moyens de communication, mais également exprimer leur opinions. Deux agences concernent la politique universitaire : la Chambre commune de la Fédération de Russie (*Obhtchestvennaia Palata*) avec sa Commission du développement de l'enseignement supérieur, et le Conseil commun (*Obhtchestvenny soviet*) du ministère de l'Éducation et de la Science. Ces organismes, conçus pour la promotion du dialogue démocratique entre le pouvoir et la société, élaborent leurs propres propositions à l'attention du gouvernement et du ministère de l'Éducation et de la Science. Les autres établissements-acteurs de la politique universitaire (établissements privés, instituts de recherche, entreprises) seront analysés dans notre travail, et leur rôle sur la période donnée sera évoqué.

Nous étudions chaque groupe pour comprendre leur conception et leur interprétation des enjeux politiques et des besoins quant à l'élaboration de la politique universitaire. Cela nous permet de voir plus largement les fondements des nouvelles lignes directrices, et de mettre en évidence le degré d'influence de chaque groupe. Pour toute analyse des acteurs de la politique universitaire, nous prenons en compte qu'un décideur politique, « loin d'affirmer des objectifs fixés une fois pour toutes, n'hésitera pas à modifier ses buts en fonction des résistances qu'il rencontre, à faire des concessions, à multiplier les alliances, quitte à réviser ses ambitions, à jouer avec le temps, à privilégier les procédures au détriment des objectifs et à n'envisager les

solutions qu'en fonction des moyens disponibles<sup>76</sup> ». En effet, selon Machiavel, il est important de savoir non seulement pourquoi « mais pour qui<sup>77</sup> » la politique est élaborée. Nous cherchons à répondre à cette question en analysant le rôle des acteurs et les objectifs de leurs politiques. Nous considérons qu'en se posant la question « pour qui », nous nous rapprochons un peu plus de la réponse du « pourquoi » une telle politique.

### 3. Les outils d'analyse

#### 3.1. La stratégie de recherche

La politique, selon Pierre Rusch, se décline en politiques particulières : politique sociale, politique économique, politique éducative, politique sanitaire, etc., dont elle constitue à la fois la somme et le dénominateur commun<sup>78</sup>. Dans notre travail nous nous inspirons des idées de Pierre Muller pour réaliser une analyse de la politique sectorielle<sup>79</sup>. Nous analysons la politique de l'enseignement supérieur dans son rapport avec le référentiel global de l'État russe dans un contexte évolutif. Il s'agit de tracer l'évolution du référentiel global et du référentiel sectoriel afin de mettre en lumière leur dialectique, les changements et le fil de la continuité.

Notre questionnement principal consiste en la recherche de la causalité de la politique universitaire ; il s'agit donc de « causaliser » la politique publique<sup>80</sup> en matière d'enseignement supérieur. Nous cherchons la réponse à la question « pourquoi » ? Pour quelles raisons une telle politique ? D'où vient cette politique ? Nous avons choisi d'étudier la genèse de cette politique publique qui relève de la science politique, tout en faisant intervenir d'autres disciplines comme l'histoire, la sociologie des groupes d'intérêts ou encore la théorie des organisations.

---

<sup>76</sup> MULLER Pierre, *op. cit.*, p. 34.

<sup>77</sup> Cité par Patrick Boucheron au sujet de Nicolas Machiavel dans l'entretien à France inter le 1 juin 2017. Disponible sur : <https://www.franceinter.fr/emissions/boomerang/boomerang-01-juin-2017>. Consulté le 1.06.2017.

<sup>78</sup> RUSCH Pierre, « Qu'est-ce que c'est le politique », *Annales Médico-psychologiques, Revue psychiatrique*, Volume 172, Issue 1, février 2014, p. 37-40. Disponible sur : <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0003448713003880>, consulté le 23.09.2017.

<sup>79</sup> MULLER Pierre, « Un schéma d'analyse des politiques sectorielles », *Revue française de science politique*, 1985, Volume 35, Numéro 2, p. 165-189. Disponible sur : [http://www.persee.fr/doc/rfsp\\_0035-2950\\_1985\\_num\\_35\\_2\\_396182](http://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1985_num_35_2_396182), consulté le 10.09.2017.

<sup>80</sup> MULLER Pierre, *Les politiques publiques*, 10<sup>e</sup> édition, Presses Universitaires de France, 2013, p. 89.

Or, nous ne pouvons pas se passer non plus de l'analyse du « comment » se réalise la politique et quels en sont les effets<sup>81</sup>. Pour les analyses d'une perspective historique et l'étude de la continuité et du changement, l'observation de la mise en œuvre de la politique publique, ainsi que de ces effets sur une période donnée permettent d'expliquer l'évolution vers la période suivante.

Nous nous interrogeons également, avec l'aide de Machiavel, pour savoir « pour qui » la politique est mise en œuvre. Finalement, la politique universitaire est le produit de « l'assemblage relationnel complexe<sup>82</sup> » : la relation entre les différents dirigeants, la relation entre les dirigeants et les instances, et l'interdépendance entre les différentes instances. Cela nous rappelle également l'idée du philosophe François Wolff, selon laquelle la politique consiste en des stratégies de conquête et d'exercice du pouvoir; c'est l'affaire de stratégies collectives ou de tactiques individuelles, l'empire des « eux » ou le royaume des « je »<sup>83</sup>.

Ainsi, il convient de partir de l'analyse de deux groupes de facteurs qui influencent la politique : les facteurs objectifs, ceux qui lui sont extérieurs, et les facteurs subjectifs. Les facteurs objectifs sont des facteurs politico-sociaux, à savoir des circonstances historiques particulièrement importantes, des « nécessités politiques » (quand il s'agit d'éviter les conséquences graves d'une évolution politique) et des « facteurs idéals (« esprit du temps » - *Zeitgeist*<sup>84</sup>). Les facteurs subjectifs, ceux qui tiennent à la personne, sont des aspects individuels, tels que la culture générale et la formation, l'appartenance à une culture, à un groupe social, le rattachement à une certaine philosophie, par exemple la disposition à accepter « l'esprit du temps » dans ces différentes apparitions et dans son refus ou la disposition à adapter une attitude neutre dans l'argumentation face aux conceptions

---

<sup>81</sup> MULLER Piere, *op.cit*, p. 90.

<sup>82</sup> MIGNOT-GERARD Stéphanie, « Le “Leadership” et le “gouvernement” dans l'analyse des organisations universitaires : deux notions à déconstruire », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, vol. n° 15, no. 2, 2003, p. 147-177.

<sup>83</sup> WOLFF Francis, « La politique divise, le politique ressemble », *Le Monde*, le 11.02.2015. Disponible sur le site : [http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/02/11/la-politique-divise-le-politique-rassemble\\_4574280\\_3232.html#deRhYVOOcAWXijLT.99](http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/02/11/la-politique-divise-le-politique-rassemble_4574280_3232.html#deRhYVOOcAWXijLT.99). Consulté le 1.06.2017.

<sup>84</sup> Selon l'inventeur du terme Johann Gottfried von Herder (*Zeitgeist* traduit en allemand du latin *genius seculi* de Christian Adolf Koltz, interprété par Hegel et puis Heidegger) - le climat intellectuel et culturel, ou paradigme, - un ensemble de conceptions largement partagées à une époque. Source : HERDER von, Johann Gottfried, *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité*, Paris: Ed. Presses-Pocket, 1991.

politiques<sup>85</sup>. Des facteurs objectifs se mêlent aux facteurs subjectifs, et cela résulte à de nouvelles lignes directrices dans la politique universitaire.

### 3.2. Méthode d'analyse et méthode de recherche

Le choix des méthodes d'analyse a une importance cruciale pour un sujet ayant des dimensions multiples : politique, historique, juridique, économique et socio-culturelle. L'emprunt tant à l'histoire (étude des sources primaires) qu'au droit (analyse des normes juridiques) et à la sociologie (enquête qualitative) incarne la nécessité d'un dialogue entre ces différents champs disciplinaires pour le sujet choisi.

Nous nous sommes d'abord inspirés des méthodes traditionnelles de recherche en science politique : a) la méthode historique - pour faire ressortir les régularités de la naissance et du développement des processus politiques et mettre en avant les facteurs d'influence et les spécificités des phénomènes politiques ainsi que leurs rôles dans les circonstances contextuels ; b) la méthode axiologique - pour déterminer l'impact des événements politiques sur la société et notamment sur une communauté académique ; c) la méthode de l'analyse des institutions - pour trouver dans les interactions entre les différentes institutions politiques le reflet de la réalité politique *via* l'étude des groupes contrôlant le pouvoir et le processus politique en général.

Nous avons également utilisé l'analyse comparative (dans la mesure du possible prenant en compte le critère de comparabilité pour des processus analysés). Nous avons appliqué également l'approche systémique : nous avons étudié la vie politique d'une société russe comme un système qui est susceptible d'être influencé, un système vulnérable, mais ainsi capable de se régénérer. L'approche systémique nous a permis de déterminer les missions essentielles de l'État russe, les rapports et les interdépendances dans une situation politique réelle à moment donnée. Il s'agit également de révéler les interdépendances systémiques et influences mutuelles dans les rapports des pouvoirs publics avec le secteur de l'enseignement supérieur.

---

<sup>85</sup>LAMBERT Frédéric, LEFRANC Sandrine, *50 fiches pour comprendre la science politique*, Éditions Bréal, 2007, 223 p., p. 91.

LEGRAND Vincent, *Prise de décision en politique étrangère et géopolitique : le triangle "Jordanie-Palestine-Israël" et la décision jordanienne de désengagement de Cisjordanie (1988)*, Bruxelles : Peter Lang, 2009, p. 23.

PFERSMANN Otto, TIMSIT Gérard, *Raisonnement juridique et interprétation*, Publications de la Sorbonne, 2001, 189 p., p. 51-52.

L'enjeu méthodologique principal de notre travail réside dans la prise en compte de la multitude des sources, mais également de l'expression individuelle des acteurs de la politique universitaire russe. Nous avons donc eu recours à deux types de sources pour cette thèse : des entretiens et des sources documentaires. Nous nous basons essentiellement sur un corpus de documents institutionnels produits par des organismes étatiques, publics ou privés (mémoires). Le premier volet consiste en un corpus de normes (décrets, lois de l'éducation, lois spécifiques sur l'enseignement supérieur, arrêtés gouvernementales, ordres, normes relatives à la mise en place des agences publiques impliquées dans la politique de l'enseignement supérieur, normes relatives aux programmes de l'État en matière de l'enseignement supérieur, directives et circulaires), des débats parlementaires, des rapports de *think tanks* gouvernementaux, des comptes rendus des comités de l'éducation au sein des Chambres du Parlement (Sénat et Douma). Cet ensemble consiste en l'analyse des sources attestant de l'intervention du pouvoir politique dans le domaine de l'enseignement supérieur : un corpus de 35 décrets, 18 lois, 47 arrêtés, 23 oukases datant de 1917 à 2017, complété par des résolutions parlementaires ainsi que des comptes rendus des débats à la Douma, permet d'observer les évolutions de la position du pouvoir législatif.

Une autre partie de cette recherche a consisté en la construction d'un corpus de discours des dirigeants politiques du haut échelon. Des discours des Présidents datant de 1994 à 2017 (vingt-trois messages annuels au Parlement<sup>86</sup>, déclarations officielles, entretiens, etc.) permet de saisir l'évolution de la position du cercle central du pouvoir dans les questions de l'enseignement supérieur. Les archives papier de la presse russe ont été dépouillées, ainsi que des archives électroniques. Des documents officiels des partis ont également été recueillis. L'étude des programmes politiques présentés au cours des campagnes présidentielles, notamment celles de 1996 et celle de 2012, met en évidence les usages électoraux de la politique de l'éducation et politique socio-économique.

---

<sup>86</sup> Les messages présidentielles au Parlement (*Poslanie Prezidenta Federalnomou Sobraniou*) correspondent à un discours annuel depuis 1994 pendant lequel le Président dresse un bilan de l'année passée, évalue la situation en cours et présente son programme pour l'année à venir.

Il est important de souligner que les sources documentaires provenant du ministère de l'Éducation et de la Science représentent une grande partie du corpus documentaire. Nous avons analysé les programmes divers du ministère, l'organisation et les compétences de ce service public, la composition des groupes des experts extérieurs, les notes et documents internes à l'administration, les comptes-rendus, les arrêtés, les circulaires, la presse ministérielle, les bulletins d'information, les discours, les déclarations, les prises de positions et les prises de paroles dans les médias des ministres et des adjoints du ministre. Au total 800 documents ont été collectés.

Les mémoires constituent une partie très riche des témoignages et présentent le point de vu personnel des participants aux événements politiques – des présidents, des ministres, mais également des chercheurs et des journalistes, (Albright, Clinton, Gorbatchev, Obama, Primakov). Ils représentent une partie du corpus relatif à « l'esprit du temps », au vécu dans les divers contextes des politiques publiques.

L'étude des ouvrages des historiens a nécessité la mobilisation d'un nombre considérable de sources aussi bien de second que de premier plan. Les sources sont principalement des articles des revues, des ouvrages de recherche, voire de vulgarisation historique, et des prises de paroles des chercheurs dans les médias (blog personnel, tribunes dans le journal, radio, télévision, conférences ouvertes au public). La littérature scientifique au sujet de l'enseignement supérieur comprend les travaux de politologues, historiens, philosophes, sociologues, économistes publiés en langue russe, français et anglais. La littérature spécialisée (presse professionnelle et associative) relative à la politique de l'enseignement supérieur russe est disponible uniquement en langue russe.

Nous avons également consulté la chronique de l'Université d'État de Moscou (*Letopis' Moskovskogo Ouniversiteta*) pour les différentes périodes analysées. Cela nous a aidé non seulement à retrouver quelques documents importants relatifs à la politique universitaire, mais également à saisir « l'esprit de temps » *via* les réactions vives de la communauté académique aux événements politiques en Russie. Parfois cette chronique était une véritable « photographie » du dialogue entre l'État et les universitaires d'un moment donné dans l'histoire du pays.

Nous avons analysé les matériaux disponibles sur les sites officiels des universités russes, ainsi que l'activité des associations des EES. Nous avons étudié les sites Internet dédiés à la réalisation des programmes gouvernementaux en matière d'enseignement supérieur, comme par exemple le programme 5-100<sup>87</sup> ou le programme *Éducation globale*. L'activité des agences publiques impliquées dans la réalisation de ces programmes, participe d'une façon ou d'une autre, à la diffusion de la nouvelle culture de la gestion académique aux administrations des EES. Nous avons donc analysé des actes de colloques organisés par ces institutions dans le cadre des programmes étudiés.

Nous nous sommes tournés vers une recherche empirique et avons réalisé un certain nombre d'entretiens, dix au total. Quatre entretiens ont été conduits au tout début de notre enquête pour nous aider à cerner la problématique de la thèse. Nous avons interrogé des enseignants-chercheurs spécialistes dans la thématique de l'enseignement supérieur ou impliqués dans la réalisation de la politique des EES qui sont amenés à observer de près l'évolution de l'Université, et notamment de ses relations avec le « marché » de l'enseignement supérieur. Grâce à ces entretiens, nous nous sommes avancés dans la réflexion et nous avons posé d'autres questions qui concernaient désormais la politique publique, le rôle de l'État, la continuité et le changement. Le « marché », la notion qui nous a intéressé au début de ce travail est passé au deuxième plan pour en laisser la place à la politique. Au cours de l'avancement de notre travail, nous avons élaboré à nouveau des questions destinées aux décideurs politiques. Six entretiens non-directifs ont été effectués avec des acteurs politiques russes<sup>88</sup> afin de décoder l'action des décideurs et de hiérarchiser la masse d'informations collectées lors du dépouillement de la presse et des textes divers<sup>89</sup>.

Le choix des décideurs publics s'est fait à partir d'une liste de candidats selon la pertinence et la participation directe à la mise en place et à l'application de la politique étudiée. Les personnes interviewées ont participé à l'élaboration et à la réalisation de la politique de l'enseignement supérieur russe lors de l'époque

---

<sup>87</sup> [www.5-100.ru](http://www.5-100.ru). Consulté le 18.10.2017.

<sup>88</sup> La liste complète des personnes interviewées est présenté en annexe.

<sup>89</sup> MULLER Pierre, *op.cit.*, p. 96-97.

postsoviétique. Nous avons choisi la méthode des questions ouvertes. La comparaison des réponses de ces décideurs nous a permis de cerner les concepts de la politique universitaire. Le recueil des opinions et des convictions a permis de mieux comprendre la façon dont évolue la politique de l'enseignement supérieur dans un contexte de changement.

### 3.3. Plan de rédaction

La thèse est divisée en trois parties, consacrées à l'évolution de la politique universitaire russe de l'époque soviétique (I) ; de la période de 1990 à 2009 (II) et de la période de 2010 à 2017 (III). Cette structure encadre donc la problématique par ordre chronologique : il s'agit en effet de suivre la continuité et d'identifier les changements.

La première partie intitulée « La politique universitaire soviétique : évolution du cadre des relations État-EES durant l'époque soviétique » est consacrée à l'étude de la politique publique de l'URSS en matière d'enseignement supérieur avec la mise en évidence de ces variables et du rôle de l'État. La sortie de l'époque soviétique constitue la deuxième période sur laquelle l'attention est portée.

La deuxième partie intitulée « De la politique universitaire soviétique à la politique universitaire de la Fédération de la Russie dans les années 1990 – 2000 : changement de contexte, d'acteurs et d'agenda politique » est dédiée à deux décennies pendant lesquelles une intense quête identitaire de la société russe et des luttes politiques ont eu lieu. Durant ces décennies, l'échec du projet libéral a ébranlé la confiance de la société dans la pertinence de la voie choisie<sup>90</sup>. Cette période-là posera les jalons des orientations politiques de la nouvelle Russie élaborées par les nouveaux décideurs politiques.

La troisième partie intitulée « Les relations entre l'État et les universités dans les années 2010 » est consacrée à l'étude des représentations du marché chez les décideurs publics. Le terme marché nous a intrigué dès le début de notre démarche

---

<sup>90</sup> GOUDKOV Lev, DOUBIN Boris, « *Posttotalitarny sindrom : upravliaemaia demokratiia i apatiia mass* » / « Le syndrome post totalitaire : “la démocratie dirigée” et l'apathie des masses », in LIPMAN Maria, RIABOV Andreï (ed.), *Pouti rossiïskogo postkommounizma / Les voies du postcommunisme en Russie*, Moscou : Editions R. Elinina, 2007, p. 8-64.

scientifique. Le sens véritable de ce concept n'était pas évident à saisir dans les déclarations des hommes politiques. A la lecture des discours prononcés, c'était évident que la formule simple « demande de l'enseignement supérieur et l'offre de l'enseignement supérieur » ne couvrait pas la complexité des liens entre l'enseignement supérieur et le monde extérieur, notamment dans les relations de l'enseignement supérieur avec l'État et inversement. Il a fallu chercher *via* un sens plus large et des facettes diverses du concept de « marché » pour évaluer de façon objective le rôle de l'État, non seulement comme le macroacteur des différents processus et des rapports marchands qui ont eu lieu dans le secteur de l'enseignement supérieur, mais aussi comme le sujet principal du développement stratégique du système universitaire.

## **Première partie**

### **La politique universitaire soviétique : évolution du cadre des relations État – universités durant l'époque soviétique**

---

Dans cette partie nous voudrions présenter et analyser la politique soviétique de l'enseignement supérieur en vue d'identifier les principes sur lesquels reposent les relations entre l'État et les universités en Russie depuis la formation de son système d'enseignement supérieur. L'étude du contexte dans lequel ces principes ont été fondés nous permettra de mettre en évidence le fondement politique et culturel de la politique universitaire, notamment les forces décisives des virages politiques de ce pays. Cela nous permettra également de tracer la continuité de certains aspects de la politique de l'enseignement supérieur après l'éclatement de l'Union soviétique et le changement du régime politique en Russie.

L'analyse de la politique universitaire à l'époque de la guerre froide, quand l'URSS refusait progressivement les rapports avec le monde occidental, nous aidera ensuite à mettre en évidence l'évolution du système universitaire russe à l'écart du courant international, et notamment en quoi le facteur international a joué un rôle dans la politique de l'enseignement supérieur. Nous verrons enfin avec le poids historique et les particularités dans la gouvernance de l'enseignement supérieur que les EES russes ont rencontré au début de la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle.

## CHAPITRE 1

### LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE RUSSE APRES LA REVOLUTION DE 1917 JUSQU'A 1945

1917, année critique, emblématique, révolutionnaire. L'année d'enthousiasme et d'espoir, ainsi que l'année du sang coulé et des destins bouleversés. C'était l'année d'un grand changement pour la Russie et pour le monde entier. Cent ans après, l'évaluation des changements résultant des événements de 1917 est encore en cours. Si nous sommes d'accord avec les politologues qui considèrent que l'histoire politique et sociale de l'URSS est celle d'une véritable civilisation<sup>91</sup>, nous pourrions dire que l'un des événements les plus marquants du XX<sup>e</sup> siècle est l'émergence, l'épanouissement et la mort de la civilisation soviétique. Le début de cette page d'histoire s'ouvre avec enthousiasme : la Russie, aux yeux du nouveau pouvoir devient le premier pays qui a franchi la ligne et se dirige désormais vers la construction d'une nouvelle société, basée sur les idéaux d'égalité, d'équité, de fraternité, d'altruisme. Or, ces fondations de l'utopie soviétique n'ont pas été réalisées dans la société russe sous le régime de l'URSS.

Toute la société russe a été profondément touchée par la Révolution et par l'installation du nouveau régime des bolcheviks et des Soviets. L'enseignement supérieur russe a vécu entre 1917 et 1945 la continuité de la pression des pouvoirs publics et des changements – sociaux et institutionnels profonds. « Nous ne sommes rien, soyons tout » - paroles de « l'Internationale »<sup>92</sup>, proclamée hymne du Parti des

---

<sup>91</sup> WEBB Sidney, WEBB Beatrice, *Soviet Communism: A New Civilisation?* New York : C. Scribner's Sons, 1935-1936, Vol. 1, 564 p., Vol. 2, 674 p.

RAVIOT Jean-Robert, TER MINASSIAN Taline, *De l'URSS à la Russie : la civilisation soviétique : genèse, histoire et métamorphoses de 1917 à nos jours*, Ellipses, Paris, 2006.

KARA-MOURZA Sergueï, *Sovetskaia tsivilizatsiia : ot natchala do Velikoi Pobedy/ La civilisation soviétique : du début jusqu'à la Grande Victoire*, Moscou, Algoritm, 2001. Disponible sur le site officiel de l'auteur : [http://www.kara-murza.ru/books/sc\\_a/sc\\_a\\_content.htm](http://www.kara-murza.ru/books/sc_a/sc_a_content.htm), consulté le 22.05.2017.

<sup>92</sup> « Nous ne sommes rien, soyons tout », en russe : *Kto byl nīkem, tot stanet vsem* (L'Internationale, paroles d'Eugène Pottiers, musique de Pierre Degeyter, traduction en russe d'Arkady Kots).

A savoir que Lénine et d'autres bolcheviks considéraient que la Russie est un premier pays dont l'expérience politique sera suivie par les autres jusqu'au moment que tous les régimes changeaient pour devenir la société communiste mondiale. L'Internationale (dans sa version traduite en russe par

bolcheviks par son leader Vladimir Lénine, est devenue une vraie devise pour les jeunes. Cette phrase est tout-à-fait applicable à l'ingénierie sociale de la politique de l'enseignement supérieur du nouveau pouvoir public.

Parallèlement à la promotion de ces idéaux et en ouvrant l'enseignement supérieur aux classes défavorisées, les pouvoirs publics dans l'URSS effectuaient les arrestations des membres de la communauté académique, leur emprisonnement, l'exécution, le travail forcé dans les coopératives agricoles (*kolkhozes*). Dans les années 1930 et encore après la guerre, de 1945 à 1952, un grand nombre d'enseignants-chercheurs a été déraciné de leurs laboratoires et amphithéâtres universitaires et dispersé partout en Russie, notamment, dans les coins les moins peuplés et les moins développés au niveau d'agriculture, d'industrie ou encore d'infrastructure.

L'écrivain russe Alexandre Tchoudakov, dans son livre dédié aux destins des déplacées politiques, *La Brume se couche sur les vieilles marches (en russe : Lojitsia mlga na starye stoupeni)*, écrit ainsi à propos des enseignants des universités condamnés pour des raisons politiques par le nouveau régime au déplacement forcé dans les villages perdus au fond de l'URSS : « C'était, peut-être, le meilleur moyen de cultiver la Russie entière – en envoyant par la force politique tous ces académiciens au fond de la Sibérie, au nord du Kazakhstan, en Extrême Orient<sup>93</sup> », où, ne sachant pas faire autre chose, enseignaient aux enfants-villageois et donnaient des conférences aux adultes sur les sujets passionnants de toutes les sciences. Délocalisés, déracinés et parfois tout simplement affamés, ces esprits brillants parlaient aux enfants de l'espace et de la poésie médiévale, ou riraient avec eux lors de cours de mathématique amusante, ou enfin partageaient les secrets et les curiosités de la biologie. Alexandre Tchoudakov, lui-même un enfant de la famille des déplacés politiques, a reçu de nombreux prix littéraires pour ce livre ainsi que l'amour des

---

Arkady Kots est devenue l'hymne du parti social-démocratique révolutionnaire, et dès 1918 – l'hymne de l'État soviétique et puis de l'URSS jusqu'à 1943 avec l'adoption d'une nouvelle hymne national. L'internationale devient l'hymne officiel du Parti communiste et ses successeurs idéologiques, notamment le Parti communiste de la Fédération de Russie (*Kommunistitcheskaia partiia Rossiskoi Federatsii, KPRF*) présente dans la vie politique de la Russie contemporaine.

<sup>93</sup> TCHOUDAKOV Alexandre, *Lojitsia mlga na starye stoupeni / La Brume se couche sur les vieilles marches*, Moscou : Vremia, 2012, 638p., p.43.

lecteurs. Un grand nombre de personnes, surtout les descendants des déplacés politiques en Sibérie, en Extrême Orient et dans d'autres régions du pays, se reconnaissent dans *La Brume se couche sur les vieilles marches*. En effet, c'est rare de trouver une famille russe qui n'a pas été touchée par les répressions politiques de l'époque stalinienne.

La politique des pressions contre les universitaires ne peut pas être expliquée uniquement par la paranoïa du dictateur Staline ou de la politique préventive des Soviétiques ayant pour objectif d'empêcher la naissance et la diffusion des idées opposantes, mais devrait être étudiée comme le résultat des relations complexes entre l'État et les universités qui sont devenues progressivement conflictuelles et politisées avant la venue des bolcheviks au pouvoir. En analysant les ouvrages dédiés aux différents aspects des relations entre les universités et le pouvoir public de la fin du XIX<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle, on constate que la politique universitaire soviétique puise ses racines profondes dans la société russe.

Afin de fournir une analyse pertinente du cadre des relations État-universités en Russie durant cette période, nous devons étudier ces relations quelques temps auparavant pour mettre en évidence la forte politisation des universités en Russie sous les tsars, mais aussi illustrer la façon dont la politique universitaire a été suivie.

## **1. La politique universitaire impériale : leçons pour les bolcheviks**

### **1.1. Les rapports entre les pouvoirs publics et l'enseignement supérieur durant la période prérévolutionnaire**

Les relations entre l'État et le monde de l'enseignement supérieur peuvent difficilement être caractérisées en Russie impériale comme étant « une féconde collaboration ». C'est plutôt la lutte pour une féconde collaboration. L'objectif premier de la monarchie, qui se trouvait face à la croissance progressive des mouvements révolutionnaires, était de garder le pouvoir. La noblesse (*Dvoriane*) était la couche sociale principale sur laquelle le régime tsariste s'appuyait, et l'enseignement supérieur servait leur privilège et leur garantie d'accès aux hautes postes dans la bureaucratie de l'État. Progressivement, l'intelligentsia russe s'élargit aux *Raznotchintsy* (personnes sans classe sociale particulière, qui occupaient,

principalement, des postes de travail intellectuel et avait un statut proche de la classe moyenne). Les Raznotchintsy devenaient le noyau de l'intelligentsia russe et démontraient plus d'exigences envers l'État que la Noblesse. Le mouvement intellectuel se développa dans les différents sens en attirant tous ceux qui affirmaient leur implication au destin politique du pays. Bientôt, les discussions simples et théoriques évoluèrent vers le désir d'agir. L'instabilité politique au XIX<sup>e</sup> siècle et l'opposition au système tsariste rencontraient les efforts tardifs du gouvernement à s'adapter aux demandes de la société, surtout, avec la partie de la société la plus influente et la plus active politiquement. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, on note la radicalisation des idées dans la société. L'enseignement supérieur, qui évoluait en s'ouvrant de plus en plus aux jeunes issus des classes moyennes contenait en son sein au cours de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle les brasiers d'idées révolutionnaires<sup>94</sup>.

De 1860 jusqu'aux années 1910, les universités ont subi une série de réformes contradictoires démontrant la consternation des ministres qui se relayaient. Au début de 1860, quand l'état d'esprit du gouvernement était plutôt répressif, le pouvoir public interdit des corporations étudiantes (*stoudentcheskie korporatsii*, unions des fraternités étudiantes créées par analogie avec les Corps étudiants allemands – *Studentenverbindung*) et renforce les règles d'accès à ces groupes. Les manifestations étudiantes, de plus en plus fréquentes, se terminent par l'exclusion des activistes de l'université et leur envoi à l'armée. Les professeurs, qui se risquent à défendre publiquement les étudiants-fauteurs, sont expulsés. Dans les années 1860, l'État change de politique : le tsar Alexandre II décide d'élaborer un statut plus libéral pour les universités en réponse aux troubles persistants, notamment, à l'Université de Saint-Petersbourg. L'empereur souhaite utiliser l'expérience étrangère de l'organisation de la vie universitaire pour créer une nouvelle base pour les relations État-universités. Avec la réforme de 1863 les universités obtiennent une certaine autonomie : le corps professoral pouvait désormais élire les recteurs et les doyens, ainsi que choisir librement le contenu des cours. Les universités pouvaient désormais nommer leurs professeurs de manière indépendante. Grâce à ces dispositifs, l'intervention du ministère de l'Éducation nationale était faible, et, pendant quelques

---

<sup>94</sup> CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *Nicolas II. La transition interrompue*, Paris : Fayard/Pluriel, 560 p., p. 48-49.

années, la vie universitaire se développait en toute liberté. Mais le pouvoir public hésitait constamment entre consentir aux libertés et appliquer un contrôle rigide<sup>95</sup>.

Les actes violents du terrorisme contre les agents de l'État ont provoqué à nouveau des débats sur la légitimité d'une politique trop libérale. L'attentat de l'étudiant Karakozov contre le tsar en 1866 a convaincu Alexandre II qu'il fallait revoir la politique universitaire. La réponse du ministre de l'Éducation nationale Dimitri Tolstoï était de nouveau d'esprit libéral. Il a décidé de ne pas changer la Charte universitaire (*Ouniversity Oustav*<sup>96</sup>), mais d'ouvrir l'enseignement supérieur aux femmes. En 1872 l'Université de Moscou proposa donc des cours aux femmes, et quatre ans après la Charte de l'enseignement supérieur pour les femmes a vu le jour. En 1881, environ 2 500 étudiantes étaient inscrites dans les universités de la Russie<sup>97</sup>.

Selon l'historienne Hélène Carrère d'Encausse, ces réformes n'avaient aucune intention de satisfaire les demandes des étudiants ; or elles suivaient la logique du progrès. La politique du ministre Tolstoï cherchait à ouvrir l'éducation au plus grand nombre de jeunes en Russie, tout en contrôlant le flux pour éviter l'affluence trop forte des bacheliers aux universités, ainsi que le cursus pour veiller sur tout ce qui pourrait nourrir les opinions séditeuses. En contrôlant les établissements de l'enseignement supérieur, l'État espérait prendre les devants dans le développement de l'esprit oppositionnel propre à l'élite intellectuelle. Les réformes avaient pour but de créer une société plus compréhensive et loyale envers le système existant. Néanmoins, le progrès de l'enseignement supérieur s'est inévitablement accompagné par le développement d'idées oppositionnelles. Cela a conduit au dépouillement dans la politique universitaire tsariste des efforts réformateurs.

---

<sup>95</sup> CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *op.cit.*, p. 30-31.

<sup>96</sup> Charte universitaire est un document de base de la politique publique envers des universités. Elle définit les droits, les responsabilités et les libertés dans les relations État-universités en Russie des tsars. Il y a eu des éditions des Chartes universitaires en 1755, 1804, 1835, 1863, 1884).

Voir à ce propos :

SOUKHAREV Alexandre (éd), *Bol'choï Youriditcheski slovar'*/Le grand dictionnaire juridique, Moscou, Infra-M, 2003.

POSOKHOV Sergueï, « *Oustavy rossiïskikh ouniversitetov XIX veka v otsenke ikh sovremennikov i potomkov* » / « Les Chartes des universités russes du XIX<sup>e</sup> siècle vues par leurs contemporains et par leurs descendants », *Voprosy obrazovania / Les questions de l'éducation*, 2006, n° 1, p. 370-381.

<sup>97</sup> CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *op.cit.*, p. 31.

Les anarchistes, dont le nombre a progressivement grimpé au sein de l'élite intellectuelle, ont proclamé que tout le pouvoir était vicieux et que les paysans n'étaient pas prêts pour porter le changement. La force première devrait être l'intelligentsia. Les nombreuses tentatives d'assassinat du tsar Alexandre II se sont soldées par un double succès : pour ceux dans le gouvernement qui protestaient contre le libéralisme des réformes, mais aussi pour ceux dans l'intelligentsia qui voulaient des actions concrètes. Les idéologues de la Révolution et les adhérents aux actions répressives remportèrent la victoire contre les partisans des réformes et du dialogue paisible entre l'État et la société<sup>98</sup>.

Depuis le début de son règne, la politique d'Alexandre III a pris la forme d'une réaction. Le nouveau tsar a destitué les réformistes et introduit au pouvoir les personnes favorables à une politique sévère envers les universités. L'action publique avait pour objectif de réduire au maximum les possibilités de la mobilité sociale des gens par la limitation maximale d'accès aux établissements élitaires d'enseignement secondaire. Le pouvoir revenait à la politique du soutien de la classe sociale sur laquelle le tsarisme s'appuyait – la Noblesse, en réservant pour cette classe le privilège de l'enseignement supérieur et, en conséquence, des postes importants dans la fonction publique. Le deuxième objectif était d'éradiquer les idées oppositionnelles en autorisant l'expulsion des étudiants au profil jugé « mal intentionné » et la réduction d'accès des femmes aux universités. Alexandre III changea la Charte Universitaire de 1884 : les recteurs et les doyens étaient de nouveau nommés par le ministère de l'Éducation nationale ; ainsi l'autonomie diminua. En somme, la politique des contre-réformes faisait revenir en arrière la politique de l'enseignement supérieur. En même temps, le progrès politique en Russie s'est arrêté : l'idée de la Constitution a été abandonnée, et l'absolutisme rejetait toutes les tentatives de perdre une moindre part de son pouvoir<sup>99</sup>.

De nombreux politologues, historiens et sociologues trouvent que la politique du dernier tsar russe vis-à-vis des universités était plutôt démocratique et réussie. L'enseignement supérieur sous Nikolaï II se développait vite, et la Russie montrait un grand progrès dans l'augmentation des EES, dans la féminisation des études

---

<sup>98</sup> *Ibidem*, p. 47-48.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 30.

supérieures, et plus largement dans leur ouverture sociale. Selon Ivanov Anatoli, juste avant la Révolution, l'Empire possédait 120 établissements d'enseignement supérieur : 65 EES publics (*gosouдарstvenny vouz*) et 56 EES associatifs (*obchtchestvenny vouz*) et privés (*chastny vouz*), pour un total de 135 065 étudiants<sup>100</sup>. Volkov note que le nombre de personnel enseignant était environ de 6 655 en 1916, et le nombre des chercheurs s'élevait à 11 600 personnes<sup>101</sup>. Au nombre de ces établissements figuraient douze universités d'État, en majorité fondées au XIX<sup>e</sup> siècle ; certains étaient plus anciennes. Il s'agit des universités de Moscou, de Kiev, de Vladimir, de Kazan, de Dorpat, de Kharkov, de Saint-Pétersbourg, d'Odessa, de Tomsk, de Saratov, de Rostov-sur-le-Don et d'Helsingfors (l'actuelle Helsinki). A Rostov-sur-le-Don se trouvait l'Université de Varsovie, transférée là par précaution pendant la durée de la Première Guerre mondiale.

Le ministre de l'Éducation proposa la création de dix nouvelles universités en 1915, mais le temps et les ressources ne permirent d'en fonder qu'une seule (Perm) avant que tout ne s'effondre deux ans plus tard. Pour des raisons historiques et en grande partie fortuites, les universités russes – toutes d'État – se consacraient exclusivement à l'étude des sciences « pures » (histoire, droit, philosophie et philologie notamment). Il n'existait pas de faculté de théologie (sauf à Dorpat) ou de sciences appliquées (agriculture, mines, etc.) ; ceux qui désiraient étudier ces matières s'inscrivaient dans les académies de théologie (au nombre de quatre), les instituts des mines, les collèges agricoles, dont le statut s'apparentait à celui des grandes écoles françaises. Un certain nombre d'établissements secondaires disposaient de classes « spéciales », où professeurs et conférenciers dispensaient des cours de niveau universitaire. Après l'adoption de restrictions limitant l'accès des femmes à l'université, entre 1860 et 1915, quelque vingt-cinq instituts d'enseignement supérieur pour les femmes furent créés, auxquels seule manquait l'appellation officielle d'université.

---

<sup>100</sup> IVANOV Anatoli, *Vyschaia chkola Rossii kontsa XIX – natchala XX veka / L'enseignement supérieur de la Russie de la fin du XIXe siècle – début du XXe siècle*, Moscou, 1991, 392 p., p. 254 disponible sur le site officielle de l'Institut de l'histoire russe de l'Académie des sciences de la Russie, le centre de recherche sur les questions de l'histoire du pays : [www.iriran.ru/sites/default/files/Ivanov\\_High\\_school\\_1991.pdf](http://www.iriran.ru/sites/default/files/Ivanov_High_school_1991.pdf), consulté le 11. 08. 2017.

<sup>101</sup> VOLKOV Sergueï, *Intellekoul'ny sloï v sovetskom obchtchestve / La couche intellectuelle dans la société soviétique*, Moscou, 1999, chapitre 1. L'ouvrage est disponible sur le site officiel de l'auteur : <http://swolkov.org/books.htm>. Consulté le 11. 08. 2017.

A cette époque, la recherche progressait rapidement au sein des universités. Le chercheur russe Lebedev découvre l'effet de la pression de la lumière sur les solides en 1901. Ses étudiants sont devenus les fondateurs de la Société de la physique à l'Université de Moscou, qui servait de base scientifique pour la fondation par la suite de l'Institut de la recherche attaché à la faculté de la Physique-Mathématique. Joukovski et son étudiant Tchaplygin ont établi l'approche scientifique pour analyser la dynamique des fluides, et grâce à eux et à leurs étudiants, l'Europe a eu son premier Institut de recherche en aérodynamique en 1904. Zelynski, le biochimiste russe qui travaillait à l'Université de Moscou de 1893 à 1953 (sauf pendant la période du conflit entre l'Université et l'État de 1911 à 1917), a fondé la doctrine de la catalyse organique, puis a inventé dans les années de guerre un masque à gaz rendant un grand service à l'humanité.

Considérer que le mérite de tous ces avancements dans la recherche revient à l'État est discutable. En réalité, la Russie, comme d'autres pays européens, rentrait dans la période d'industrialisation, d'une part, et son développement technologique était inévitable. D'autre part, la Russie a connu dans les années 1890 une croissance économique bénéfique pour les différentes politiques sectorielles. Il est important de noter l'essor du mécénat au profit de la recherche. Cette forme de mécénat existait déjà en Russie, et les historiens remarquent qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la bourgeoisie russe commence à investir énormément dans les projets scientifiques. C'était à la mode, c'était l'esprit du temps, lié probablement au progrès technologique et aux découvertes scientifiques. Par exemple, le mécénat Ledentsov a laissé toute sa fortune au profit de la création de la fondation de la Société de l'assistance aux réussites de la recherche appliquée (*Obchtchestvo sodeïstvia ouspekham opytnykh naouk i ikh praktitcheskikh primeneni*) avec un conseil d'expert attribuant des bourses aux jeunes chercheurs<sup>102</sup>.

---

<sup>102</sup> Le concept de la fondation de Ledentsov et les principes d'attribution des bourses étaient différentes des dispositifs de la fondation d'Alfred Nobel, qui a été créée neuf ans auparavant ; la base financière de la fondation de Ledentsov était aussi supérieure à celle de Nobel. Les actives de la société de Ledentsov ont été confisquées avec les premiers décrets du pouvoir soviétique. La fondation s'est rétablie en 2002.

A ce propos voir :

CHNOL Simon, « Khristofor Semionovitch Ledentsov », *Znanie – Sila / La connaissance est une force*, 1996, n° 10, p. 154-159.

PROKHOROV Vladimir, « Blagotvoritel' iz Vologdy » / « Le mécène de Vologda », *Nauka i jizn' / La science et la vie*, 2005, n° 8, p.80-83.

Une nouveauté intéressante, lancée dans les premières années du règne de Nicolas II, consista en la création d'établissements universitaires « du peuple » ou « libres », c'est-à-dire en dehors du système officiel (*narodnye universitety*). Aux « universités du peuple » s'ajoutaient les « universités paysannes », fondées sur le modèle scandinave juste avant la Première Guerre mondiale. Cette expérience novatrice qui impliquait l'absence de contrôle de l'État fut fermée après la prise de pouvoir des bolcheviks<sup>103</sup>.

Entre 1906 et 1913, la Russie avait 62 établissements privés d'enseignement supérieur. Malgré le fait que ces écoles privées ne pouvaient pas concourir avec les universités dû à leur petite capacité d'accueil et leurs programmes académiques moins développés, elles ont offert des opportunités à ceux qui n'ont pas pu aller à l'université. Ces initiatives permettent de se rendre compte d'une certaine démocratisation dans l'enseignement supérieur qui, avec la croissance économique et scientifique, a produit un bilan positif pour la période prérévolutionnaire.

En revanche, la politique universitaire de Nikolaï II n'était pas toujours cohérente, et pour cela, elle est critiquée. Tout d'abord, le changement des ministres de l'Éducation Nationale était remarquablement fréquent. Sous Nikolaï II, entre 1900 et 1917, la Russie a vu 13 ministres de l'Éducation Nationale, et chacun est venu avec son propre projet de Charte universitaire et ses projets des réformes avec pour objectif d'annuler les initiatives du ministre précédent<sup>104</sup>.

Plusieurs politologues estiment que Nikolaï II n'accordait pas un intérêt suffisant à l'enseignement supérieur. Au début de sa gouvernance, l'empereur

---

<sup>103</sup> Une vingtaine d'établissements était disséminée dans tout le pays. Le plus célèbre était l'université Chaniavsky de Moscou, qui comptait en 1914 presque 6 000 étudiants en majorité à temps partiel, dont la moitié de femmes. Lorsque les enseignants de l'université d'État de Moscou démissionnèrent en 1911 pour protester contre les restrictions imposées par le pouvoir public, l'université Chaniavsky leur ouvrit grand les portes, rehaussant par là même sa réputation et la qualité de son enseignement. Même si elle n'était pas habilitée à délivrer des diplômes, ses certificats jouissaient d'un grand prestige.

A ce propos voir :

ZHUKOV Vasili, *Rossiïskoe obrazovanie : Istoki, traditsii, problemy / L'éducation russe : sources, traditions et problèmes*, Moscou : Édition Soyouz, 2001, 848 p., p. 183.

<sup>104</sup> IAKOVLEV Vadim, « Politika rousskogo samodervjaviia v ouniversitetskom voprose (1905-1910) » / « La politique universitaire tsariste (1905-1910) », *Vestnik Leningradskogo universiteta / Moniteur de l'Université de Leningrad*, 1969, n° 1, p. 160.

OLESEIOUK Evgeni (éd) et alii, *Otetchestvennye ouniversitety v dinamike zolotogo veka rousskoï koul'toury / Les universités du pays dans la dynamique de l'âge d'or de la culture russe*, Saint-Petersbourg : Soyouz, 2005, 370 p., p. 158-159.

réduisait progressivement les financements pour le ministère de l'Éducation nationale, en appliquant le principe « du reste » (*ostatotchny printsip*)<sup>105</sup> pour le secteur. Ensuite, pour le poste de ministre il choisissait souvent des personnes qui n'avaient pas assez d'expérience ni de poids politique pour gérer l'Éducation nationale. Par exemple, le général Glazov a été nommé au poste malgré le fait qu'il a déclaré directement à l'empereur qu'il « ne sait rien de l'éducation nationale<sup>106</sup> ».

Selon l'historien Vladimir Lechtchinski *et al.*, dans la mentalité du tsar Nikolaï « l'enseignement » équivalait à « l'éducation ». Par l'éducation, il entendait le processus dont la finalité était la vie sage d'un bon chrétien qui agit vertueusement et respecte la Couronne. Donc, selon le tsar, le critère principal de l'efficacité de l'enseignement supérieur était la participation ou non des étudiants aux manifestations antigouvernementales. Finalement, tous les ministres de l'Éducation nationale étaient condamnés à l'échec en vue de la difficulté de la tâche à accomplir et des moyens à leur disposition. Nikolaï demandait aux ministres d'arrêter les actes anarchiques des étudiants dans les rues et dans les universités, et les ministères répondaient par la réduction des heures de latin ou de mathématique. La tâche donnée exigeait la modification fondamentale des missions du ministère, mais pour aller jusqu'au bout des réformes et changer le système il manquait de volonté politique. Le ministère, en cherchant des moyens plus faciles pour accomplir la demande de l'empereur, s'est lancé dans une répression bureaucratique et dans le contrôle policier contre les EES<sup>107</sup>.

## **1.2. Le poids politique du gouvernement tsariste pour l'enseignement supérieur à l'heure de l'ascension de mouvement révolutionnaire**

En rassemblant les éléments législatifs concernant les actions de l'État envers les universités sur la période donnée, ainsi que la presse et les sources privées (lettres,

---

<sup>105</sup> Le principe « du reste » (*ostatotchny printsip*) signifie que le décideur politique attribue d'abord les financements nécessaires aux secteurs prioritaires de la politique, et puis le reste des financements est redistribué parmi les secteurs de seconde importance.

<sup>106</sup> « *Dva razgovora (iz dnevnikov V.G. Glazgova)* » / « Deux conversations (de journal intime de V. G. Glazgov) », *Dela i dni / Les affaires et les jours*, Revue historique, 1920, Volume 1, p. 212.

<sup>107</sup> LECHTCHINSKI Vladimir (éd), MOZGARIOV Lev, NEDELINA Svetlana et alii, *Kratki spravotchnik po kursou "Istoriia obrazovaniia i pedagogicheskoi mysli": Velikie pedagogi, znatchitel'nye sobytiia, fakty na osi vremeni / Le manuel du cours "Histoire de l'éducation et de la pensée pédagogique"* : grands pédagogues et événements importants à l'axe du temps, Voronej : L'Université pédagogique d'État de Voronej, 2004, 188p.

journaux intimes des professeurs, étudiants) de l'époque, nous pouvons les analyser en lien avec les événements successifs à l'échelle nationale et à l'échelle des universités de 1900 à 1917. Cette période était décisive pour les trois acteurs de la politique universitaire : pour le tsarisme et son renversement, pour les Bolcheviks et leur prise de pouvoir, ainsi que pour les EES et leur forte implication dans la vie politique et la complexification des relations avec l'État.

L'analyse du contexte historique nous révèle les enjeux politiques de la vie universitaire et les facteurs qui ont provoqué les virages politiques. Elle nous permet, dans un premier temps, de mettre en évidence les moyens de pression politique que l'État a déployé sur les universités avant 1917 et qu'il a continué à déployer après 1917 jusqu'en 1945 sous un autre régime et dans un autre cadre idéologique. Dans un deuxième temps, cette étude nous permet d'éclaircir l'imbroglio des relations politiques entre l'État et les établissements de l'enseignement supérieur en mettant en avant les forces influentes de la politique universitaire en Russie.

En ce qui concerne les moyens de pression sur la période analysée, le pouvoir public a fait preuve d'une série d'interventions dans la vie universitaire. Premièrement, l'État a effectué des rappels aux professeurs et à l'administration des EES publics qu'ils étaient avant tout des fonctionnaires au service de l'État et du régime politique actuel. En 1908, les EES ont reçu une note du Sénat leur informant que « tous les agents de la fonction publique ne peuvent pas appartenir aux partis politiques orientés contre le gouvernement ». Si les professeurs refusaient de signer, le licenciement devait être appliqué. Une autre mesure de coercition politique était le lancement des inspections non-planifiées. Les interventions d'audit, effectuées par les agents des structures ministérielles, provoquaient du ressentiment dans le collectif universitaire : une méfiance du personnel vis-à-vis de la direction et vis-à-vis du ministère, ainsi que l'inquiétude des universitaires concernant leur devenir professionnel<sup>108</sup>.

La procédure d'attribution des primes au personnel administratif universitaire était une autre possibilité pour l'État d'exercer une pression politique sur les

---

<sup>108</sup> CHAROVA Antonina, « *Ouniversitytskoe soobchtchestvo i vlast' v natchale XX veka (po materialam dnevnikovyx zapisei A. N. Savina)* » / « La communauté universitaire et le pouvoir au début du Xxe siècle (dans les notes du journal intime de Savin A.V) », *Novoe literaturnoe obozrenie / La chronique nouvelle de la littérature*, 2015, n° 191 (1), p. 142-166.

enseignants et l'administration. Pour recevoir les primes, les EES faisaient mensuellement les demandes officielles auprès du ministère qui approuvait ces demandes automatiquement et versait les crédits. Pour forcer les recteurs à prendre les mesures contre les manifestations antigouvernementales des étudiants et à convaincre les professeurs à collaborer, le ministère « jouait la montre » en retardant la confirmation de la demande de primes et la mise en paiement<sup>109</sup>.

En plus de ces actions aux effets démoralisants pour les universités, l'État mit en œuvre une série de directives dans le but de prévenir la mobilisation des étudiants contre le régime. En 1907, le Comité des ministres adopta un dispositif de « responsabilité individuelle » des membres de l'administration (des recteurs) des universités pour toutes les manifestations et les réunions des étudiants où ils exprimèrent des idées oppositionnelles. Cette mesure causa une vive réaction de la part du corps professoral. Le Conseil de l'Université de Moscou déclara le 22 décembre 1907 que « la prise en main de tout ce qui se passe aux assemblées des étudiants est possible seulement soit par la présence physique de l'administration universitaire aux réunions, ce qui est difficile, inutile et nuisible, soit par l'organisation de l'espionnage, ce qui est incompatible avec la dignité des professeurs, et même dangereux<sup>110</sup> ».

La politique coercitive continuait. A partir de 1908 le ministère, en approuvant les programmes d'enseignement des universités, a commencé à critiquer le contenu des cours, du choix de la littérature et de la qualité de manuels. Ensuite, le ministère a adopté une directive obligeant les EES à corriger le curriculum conformément à ces remarques. Cette mesure a mis en cause la Charte universitaire de 1884<sup>111</sup> en vigueur : les frontières des compétences de l'État et des universités, fixées dans la Charte, ont été déplacées. Peu de temps après, le pouvoir public a proposé le projet d'une nouvelle Charte pour les universités. Les propositions du ministère, parues dans les

---

<sup>109</sup> La même technique a été appliquée lors de la validation des paiements des EES pour les services des prestataires externes (équipement, etc). Les paiements pour les prestataires externes des universités nécessitaient également l'approbation du ministère, et en cas de retard de sa réponse, indisposait les fournisseurs vis-à-vis de la direction universitaire.

<sup>110</sup> IVANOV Anatoli, *op.cit.*, p. 308-309.

Voir aussi : les documents des réactions de la communauté universitaire à la politique de l'État des années 1906-1908 sur le site officielle de l'Université d'État de Moscou :

<http://letopis.msu.ru/content/letopis-istoriko-filologicheskogo-fakulteta>, consulté le 8.08.2017.

<sup>111</sup> L'intégralité de la Charte universitaire 1884 est disponible sur <http://letopis.msu.ru/documents/2761>, consulté le 8.08.2017.

journaux en 1908-1910, ont entraîné l'agitation des universitaires qui y voyaient une menace à l'autonomie et à la nature de la profession académique<sup>112</sup>.

Il faut constater que dans la lutte pour une « féconde collaboration », le pouvoir public a montré tout un spectre de mesures de coercition envers les établissements de l'enseignement supérieur. La communauté académique, pourrait-elle résister à la pression politique ? Y-avait-il des moyens pour défendre les intérêts de l'enseignement supérieur, et notamment, le droit de former et éduquer en autonomie, en liberté et en gardant l'esprit neutre vis-à-vis de la politique de l'État ? Avant de montrer les tentatives infructueuses des universitaires à défendre ces intérêts, il est important de noter la différence entre les EES des capitales et les EES provinciaux.

Toutes les universités du pays ont subi, en effet, le poids politique du pouvoir, mais une attention particulière a été portée sur les universités de Moscou et de Saint-Pétersbourg en vue de l'importance stratégique de ces deux établissements, à savoir le nombre d'étudiants et de professeurs, et l'autorité morale vis-à-vis d'autres universités grâce aux traditions et à la qualité de l'enseignement. Les EES des capitales attiraient traditionnellement les meilleurs professeurs du pays : les gens qui dédiaient leur vie à la recherche et à l'enseignement affluaient de tous les coins de la Russie à Moscou et à Saint-Pétersbourg. Ces grands intellectuels inspiraient et motivaient les étudiants à apprendre par la richesse de leurs personnalités et leur talent. Grâce à eux, les universités des capitales vivaient dans un esprit de fidélité à la science, et les relations avec les étudiants ainsi que l'atmosphère étaient plutôt paternalistes que formalistes, mais dans aucun cas, répressives. En outre, les universités des capitales entretenaient des relations plus étroites que les universités provinciales avec leurs collègues européens de la Prusse, de l'Autriche, de la France et de l'Angleterre.

Les universités provinciales n'avaient pas les mêmes traditions : elles étaient plus éloignées du courant international, leurs bibliothèques étaient moins riches, et l'esprit était plus formaliste y compris dans sa culture bureaucratique. Le fonctionnaire universitaire de la capitale était mieux protégé de l'arbitraire que le fonctionnaire

---

<sup>112</sup> VERNADSKI Vladimir, *Izbrannye trudy / Les ouvrages choisis*, « *Naouka i proekt ouniversitetskogo oustava A. N. Chvartsa* » / « La recherche et le projet de la Charte universitaire de Chvarts A. N. » (1908, 6 octobre), Moscou : Rosspen, 2010, p. 2.  
VYDRIN Roman, « *Nakanoune novogo ouniversitetskogo oustava* » / « A la veille de la nouvelle Charte universitaire », *Sovremenni mir / Le monde contemporain*, 1910, n° 2, section 2, p. 70-79.

provincial, et il subit donc moins de poids bureaucratique y compris dans les relations administration-étudiants. Souvent les administrations des EES provinciaux n'entraient pas en conflit avec le pouvoir public, ils suivaient les instructions de l'État sans protester. En revanche, les directions universitaires obéissantes au régime ont été mal vues par les étudiants et ont provoqué la radicalisation de leurs idées et de leurs actions<sup>113</sup>.

L'Université de Moscou, quant à elle, est devenue le centre du conflit entre l'État et le monde de l'enseignement supérieur en 1911-1917. En refusant d'exercer la politique de l'État et de transformer l'administration de l'université en organisme policier, le recteur de l'Université, Manuylov, demanda sa démission. Par solidarité avec lui, 131 enseignants-chercheurs de l'Université de Moscou et 21 professeurs émérites démissionnèrent aussi<sup>114</sup>.

Cette démarche fut une nouvelle forme de protestation des EES contre le pouvoir public. Jusqu'alors les universitaires se limitaient à l'envoi d'une délégation au ministère de l'Éducation nationale, ou des lettres ouvertes afin de se faire entendre par les décideurs politiques ou de trouver un compromis<sup>115</sup>. Mais cela n'a pas abouti au changement de la politique universitaire. Le régime montrait plutôt un intérêt à remplacer les mécontents par les enseignants et administratifs plus conciliants avec la politique actuelle. Finalement, la protestation coûtait aux universitaires leur carrière professionnelle, et le pouvoir public ne se sentait pas perdant. L'inefficacité de la

---

<sup>113</sup> FEDOSOV Ivan, DOLGIKH Elena, TOMSINOV Vladimir et al., *Rossiiski absolioutizm i biouokratija / L'absolutisme russe et la bureaucratie*, t. II, *Vlast i kouloura / Le pouvoir et la culture*, Moscou : Édition de l'Université d'État de Moscou, 2000, 480 p., p. 10-101., coll. « *Otcherki russkoi kouloury XIX veka* » / « Les essais sur la culture russe du XIX<sup>e</sup> siècle ».

<sup>114</sup> A ce propos voir :

SPERANSKI Nikolai, « *Konflikt g. Kasso s Moskovskim Ouniversitetom* » (1911) / « Le conflit de M. Kasso avec l'Université de Moscou » (1911), *Krizis rousskoï chkoly / La crise de l'école russe*, Moscou, 1913, p. 109-114.

VERNADSKI Vladimir, « *1911 god v istorii rousskoï oumstvennoï kouloury* » / « L'année 1911 dans l'histoire de la culture intellectuelle russe », *Ejegodnik gazety Retch' / Le journal annuel Retch'*, Saint-Petersbourg, 1912, p. 335-336.

NAZAR'EVA Olga, *Naoutchno-pedagogitcheskaia i obchtchestvenno-polititcheskaia deiatelnost' professora Manouïlova / L'activité scientifique, pédagogique, associative et politique du professeur Manuylov*, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en histoire, Moscou, 2009.

<sup>115</sup> IVANOV Anatoli, KOULAGINA Irina, « *Rousskaia professoura na roubeje XIX-XX vekov* » / « Le professorat russe aux confins de XIXe – XXe siècle », *Rossiiskaia istoriia / L'histoire de la Russie*, 2013, n° 2, p. 52.

démission collective en réponse à la politique de pression de l'État affirma l'absence des moyens d'influence de la direction des universités envers le pouvoir public<sup>116</sup>.

L'analyse des sources privées (lettres, journaux intimes) des professeurs et des étudiants sur la période donnée nous permet aujourd'hui de scruter le fond du problème et de relever, notamment, la difficulté du corps professoral à résister aux poids politiques de l'État et à défendre son civisme<sup>117</sup>. Les professeurs se trouvaient dans une situation contradictoire : s'exprimer et démissionner par solidarité avec des collègues, et abandonner ainsi leur responsabilité vis-à-vis des étudiants ; ou rester silencieux et suivre les instructions de l'État destructives pour l'autonomie universitaire. Ce dilemme n'avait pas de solution efficace.

Et si les universitaires participaient directement à l'élaboration de la politique de l'enseignement supérieur ? Théoriquement cela est devenu possible avec la mise en place du Parlement russe en 1905<sup>118</sup>. En effet, quelques professeurs et *privat-docents*<sup>119</sup> ont participé au travail de la Chambre basse du Parlement – de la Douma entre 1905 et 1917. Précisément, 14 enseignants des EES (3,1% du nombre total des élus de la Douma) furent élus à la première convocation, 11 à la deuxième convocation (2,2%), 10 à la troisième convocation, 6 à la quatrième. Ces députés

---

<sup>116</sup> ROMANOV Boris (éd.), *Naouka i vlast' : nasledie L.A. Kasso. Troudy naouchnoi konferensii Lomonosov-99* / La recherche et le pouvoir : l'héritage de L. A. Kasso : actes de colloque Lomonosov-99, Moscou, 1999, p.76-804, coll. « Histoire », disponible sur le site officiel de l'Université d'État de Moscou : <http://www.hist.msu.ru/Calendar/1999/Apr/lomonos99/Romanov.htm>, consulté le 12.08.2017.

<sup>117</sup> CHAROVA Antonina, *op.cit.*

ROMANOV Boris, *op.cit.*

ROSTOVTSEV Evgeni, « 1911 god v jizni ouniversitetskoï korporatsii (vlast' i Saint-Petersbourgski ouniversitet) » / « L'année 1911 dans la vie de la corporation universitaire (le pouvoir et l'Université de Saint-Petersbourg) », in DVORNITCHENKO Andreï (éd), *Troudy kafedry istorii Rossii s drevnychikh vremion do XX veka / Les ouvrages de la chaire de l'histoire de la Russie du temps ancien jusqu'à XX<sup>e</sup> siècle*, Saint-Petersbourg : l'Université de Saint-Petersbourg, 2012, p. 473-507.

<sup>118</sup> La manifeste [du tsar] sur la création de la Douma d'État du 6 août 1905 / *Manifest ob outcherejdenii Gosoudarstvennoy Doumy* disponible sur le site officiel de la base de données de la législation de la Russie GARANT : <http://constitution.garant.ru/history/act1600-1918/3081/>, consulté le 12.08.2017.

Voir également :

La manifeste [du tsar] du 20 février 1906 / *Manifest ot 20 fevralia 1906* disponible sur le site officiel de la Douma d'État <http://www.duma.gov.ru/index.jsp?t=history/gd1905.html>, consulté le 12.08.2017.

<sup>119</sup> Privat-docent est un poste dans l'enseignement supérieur russe prérévolutionnaire créé à l'aune du système allemand pour des professeurs qui donnaient des cours sans être titularisés.

À ce propos voir :

ANDREEV Andreï, « Privat-docent » in « *Imperatorski Moskovski Ouniversitet 1755-1917* » / « L'université impériale de Moscou 1755-1917 », *Le dictionnaire encyclopédique*, Moscou : Édition Rosspen, 2010.

BROCKPAUS Friedrich, EPHRON Ilia, « *Gosoudarstvennaia Douma* » / « Douma d'État », *Le petit dictionnaire en 4 volumes*, Saint-Petersbourg, 1907-1909.

issus du milieu universitaire tenaient essentiellement des positions centristes et jouaient un rôle assez important dans les discussions, selon l'historien Gribovski, mais ils n'avaient pas de pouvoir réel de vote vu leur nombre marginal. En plus, aucun de ces députés n'occupa un poste dirigeant à la Douma<sup>120</sup>.

Outre la possibilité d'être présent au sein du travail du Parlement, les universitaires – enseignants et recteurs connus et réputés, pouvaient poursuivre leur carrière dans l'appareil bureaucratique d'État et évoluer vers un poste à haut niveau des responsabilités. Parmi les politiques, il y avait souvent d'anciens professeurs des universités. Paradoxalement, ils étaient les porteurs et meneurs d'idées conservatrices envers l'enseignement supérieur. Selon l'historien Romanov, spécialiste de l'époque du dernier tsar, la communauté universitaire fournissait elle-même les politiques qui pouvaient contribuer à l'établissement d'un plus grand contrôle de l'État sur les universités<sup>121</sup>.

Etant donné les moyens limités et finalement inefficaces, la communauté universitaire n'arrivait pas à contrebalancer le poids de l'État et faire entendre le refus de subir la politique dans l'enseignement supérieur. En revanche, les étudiants se politisaient en grand nombre et à grande vitesse. Pirogov, un pédagogue russe du XIX<sup>e</sup> siècle, qualifia un jour les étudiants de « baromètre de la société<sup>122</sup> ». C'était une description fort pertinente : l'aiguille du baromètre était sur « tempête ». Dans leurs pétitions et manifestations presque quotidiennes, les étudiants vilipendaient l'ensemble de la politique gouvernementale, aussi bien intérieure qu'extérieure. Les protestations empruntaient des formes extrêmes : pas moins de quatre ministres de la Couronne furent assassinés par les étudiants entre 1900 et 1904. Le gouvernement recourait à des expulsions massives (quoique temporaires) qui poussaient à bout le

---

<sup>120</sup> GRIBOVSKI Mikhaïl, « *Ouchastie professorov i privat-docentov rossiïskikh ouниверситетов v rabote Gosouđarstvennykh Doum v natchale XX veka* » / « La participation des professeurs et des privat-docents des universités russes dans le travail des Doumas d'État au début du XXe siècle », *Vestnik Tomskogo universiteta / Le revue de l'Université de Tomsk*, 2013, n°5 (25), p. 46-51.

<sup>121</sup> ROMANOV Boris, *op.cit.*

Voir aussi :

DMITRIEV Alexandre, « *Po tou storonou ouниверситетского voprosa : pravitel'stvennaia politika i sotsialnaia jizn' vyschey chkol' (1900-1917)* » / « De l'autre côté de la "question universitaire" : la politique gouvernementale et la vie sociale de l'école supérieure russe (1900-1917) », in MAOURER Troude (éd.) et DMITRIEV Alexandre, *Ounivesitet i gorod v Rossiï nactchala XX veka / L'université et la ville en Russie au début du XXe siècle*, Moscou : NLO, 2009, p. 121-125.

<sup>122</sup> Cité de BELOVINSKI Leonid, « Stouđentchestvo » / « Étudiants », *Entsiklopedičeski slovar rossiïskoy jizni i istorii XVIII – natchalo XX veka / Le dictionnaire encyclopédique de la vie et de l'histoire russe du XVII – début XXe siècle*, Moscou : OLMA Média Group, 2003, 910p., p. 764.

sentiment d'exaspération. Le milieu étudiant était nourri par les doctrines hétérodoxes (nihilisme, populisme, *potchvennithestvo*, marxisme), et la culture déviante de l'étudiant russe évoluait ainsi vers le radicalisme. En protestant contre l'État et l'université, les étudiants mettaient encore plus en danger l'autonomie universitaire ; ainsi les actions des étudiants devenaient une force destructive pour les universités.

### 1.3. La participation des étudiants dans la Révolution

Les idées de la Révolution de février étaient proches de la population étudiante pour plusieurs raisons. L'attachement des étudiants à l'idéalisme, et même, au radicalisme dans leurs actions, leurs manifestations ouvertes, correspondait au tempérament de la jeunesse. Les jeunes, qui n'étaient pas encore « liés » moralement avec les institutions de l'État, restaient relativement libres dans la perception de nouvelles idées et ils étaient capables de mener des actions radicales. Aussi, l'appartenance des étudiants à la classe intellectuelle faisait la liaison avec tels normes morales comme la lutte pour la liberté individuelle et politique, ainsi que le service au peuple. Et puis, l'enthousiasme révolutionnaire des masses en Russie n'a pas été un hasard, écrit Simon Chnol, et l'empressement de sacrifier des millions de personnes inspirées par les idées communistes était sincère<sup>123</sup>. La volonté commune pour un changement et l'espoir ont été partagées. Les étudiants russes, saisis par l'esprit du temps, ont participé activement dans les événements de la Révolution.

En janvier et en février 1917, toutes les universités ont été marquées par les manifestations étudiantes. Presque tous les jours les étudiants se réunissaient pour discuter de la situation politique dans le pays et l'attitude qu'ils devaient adopter. Les membres des partis opposants (cadets, bolcheviks, sociaux-révolutionnaires) venaient dans les universités pour distribuer leurs tracts parmi les étudiants. Les étudiants critiquaient le travail de la Douma et son inefficacité. Presque dans chaque discours, les orateurs disaient que la Révolution était inévitable, et souvent on entendait dans les discours que les étudiants devaient être les initiateurs de la Révolution. En ce qui concerne les orientations politiques des étudiants, une tendance vers la gauche radicale fut observée pendant toutes les années de la Première Guerre mondiale. Les

---

<sup>123</sup> CHNOL Simon, *Geroi, zlodei i komformisty otetchestvennoï nauki / Les héros, les monstres et les conformistes de la science russe*, 4e édition, Moscou : Librokom, 2010, 720 p.

étudiants ont collaboré activement avec les unions des ouvriers et ont participé aux manifestations des ouvriers<sup>124</sup>.

Les manifestations étudiantes éclataient à Moscou (12 janvier 1917), à Kharkov (26 novembre 1916), à Kazan (14 février 1917), à Saratov (3 février 1917) et à Petrograd (15 février 1917). De nombreuses conférences et séminaires ont été sabordés par les étudiants. Avec les cris « Vive la Révolution ! », « Vive la liberté » la Révolution de février rentra dans les universités russes. A partir de ce moment, la frontière entre la vie intérieure des universités et le monde extérieur s'effaça. En réalité, la vie universitaire s'arrêta, car les étudiants portaient tous dans les rues avec les rubans rouges collés sur leurs vêtements pour participer à toutes les manifestations sociales. Ils s'organisaient dans des brigades de la « police étudiante » ou dans les brigades d'aide médicale. Ils aidaient à libérer les prisonniers politiques ou fournissaient la nourriture aux soldats. Les EES se transformèrent en espaces d'accueil des manifestations, des états-majors de la « police du peuple », des postes de secours et des dépôts d'armes. Elles ne fermèrent pas la nuit. Les recteurs se sont montrés très inquiets de la situation et du devenir des universités, mais ils ne pouvaient rien faire<sup>125</sup>.

A cause de leur participation active dans les affaires socio-politiques, les étudiants ont complètement abandonné leur devoir premier – faire des études. Etre étudiant est passé au deuxième plan. De nombreux efforts de la direction des EES et des professeurs pour faire revenir les étudiants aux études n'ont pas abouti. Les étudiants continuaient à occuper les universités pour les besoins publics. Ainsi, à partir de mars 1917, les étudiants n'étudiaient plus, et le corps étudiant comme couche sociale commença à se désintégrer. Elle présenta désormais une structure sociale en faillite avec ses liens sociaux interrompus. La victoire des bolcheviks dans la Révolution d'octobre amena des changements dans la vie universitaire, et l'histoire des relations État-enseignement supérieur recommence de nouveau<sup>126</sup>.

---

<sup>124</sup> MARTYNOVA Alexandra, « *Rossiïskoe stoudentchestvo i fevralskaia revolioutsia* » / « Les étudiants russes et la révolution du février », *Novy istoricheski vestnik / Le nouveau bulletin de l'histoire*, Moscou : l'Université d'État des sciences humaines et sociales, 2005, n° 2 (13), p. 134-147.

<sup>125</sup> MARTYNOVA Alexandra, *op.cit.*, p. 138.

<sup>126</sup> *Ibidem*, p. 144.

Il est possible de voir ici que l'État se trouva face à trois publics différents du monde de l'enseignement supérieur. Le premier public furent les étudiants, qui représentèrent la partie la plus active de l'intelligentsia. Ils s'exprimèrent, ils se radicalisèrent, participèrent en masse aux manifestations antigouvernementales et soutenaient le changement du régime politique. Le deuxième public fut les professeurs. Ils furent beaucoup moins nombreux, mais ils eurent, néanmoins une certaine autorité morale et une influence auprès des étudiants. Un grand nombre de professeurs refusèrent de mettre cette autorité au service de l'État pour faire leur possible afin de calmer ou de décourager les mouvements des étudiants. Dans le même temps, les professeurs ne mobilisèrent pas non plus des moyens pour empêcher l'État d'intervenir dans la vie universitaire ; les administrations des EES non plus. Le pouvoir public eut des moyens de contraintes pour la direction des universités, mais cela ne fut pas suffisant pour diminuer la protestation de la population étudiante contre le régime.

#### **1.4. Les conclusions tirées par le nouveau pouvoir**

Les leaders de nouveau régime, installés en 1917, ont bien compris les leçons de la politique universitaire du début du XX<sup>e</sup> siècle. Tout d'abord, ils ont vu que le lien entre la politique et l'enseignement supérieur était fort. Les bolcheviks savaient désormais que les mesures inadéquates du régime tsariste envers les universités ont renforcé la révolte des étudiants et la méfiance des professeurs. Si l'État a pu faire pression sur les enseignants, la pression sur les étudiants devrait se faire par d'autres méthodes - plus intelligentes, plus populaires et propagandistes, moins réactionnaires. Les bolcheviks savaient désormais que la communauté universitaire ne disposait pas de moyens adéquats pour se battre contre l'État. L'autorité morale des professeurs pour les étudiants a nourri la méfiance des bolcheviks pour les « anciens professeurs » dans les premières années du régime soviétique.

Après l'installation du nouveau régime, les bolcheviks avaient plusieurs missions concernant l'enseignement supérieur. Tout d'abord, il a fallu rompre avec le passé et construire le modèle de l'enseignement supérieur qui correspondrait aux idéaux des Soviétiques, notamment en assurant l'accessibilité de l'enseignement supérieur aux classes inférieures. Puis, le nouveau système devrait répondre aux besoins

urgents en économie et notamment rattraper le retard dans l'industrialisation. Enfin, il a fallu mener la politique universitaire de façon à garder un contrôle politique sur les EES dans l'objectif d'éradiquer toute opposition possible. Pour cela, les bolcheviks disposaient de solutions déjà expérimentées par l'Ancien régime – les mêmes moyens de contrainte : intervention directe dans un objectif de contrôle politique et idéologique, notamment en imposant le contenu pédagogique du cursus et en remplaçant des enseignants par de nouveaux cadres loyaux au régime. Pour la population étudiante la réponse a été la création d'une nouvelle idéologie pour des jeunes - le « prolétarisme ». En effet, le processus qui suivit la Révolution dans la politique des bolcheviks fut appelé la « prolétarisation » ou la « soviétisation » de l'enseignement supérieur.

## **2. L'État en cours de construction : chantier politique et chantier universitaire**

### **2.1. Les changements du contexte politique et économique russe de 1917 à 1945 et la périodisation de la politique universitaire**

En événements politiques, l'année 1917 fut l'année la plus intense en Russie de tout le XX<sup>e</sup> siècle. L'euphorie de masse après le renversement du régime tsariste a placé au sommet de la vague des changements une force politique qui a pris le cap vers une dictature de type totalitaire. Le parti politique qui n'avait pas été particulièrement remarqué au début devint la force politique principale. Le coup d'État d'octobre 1917 a laissé d'abord l'impression que la transmission du pouvoir n'avait pas encore été faite, et que la question sera résolue une fois que l'Assemblée constituante (*Outchereditel'noe sobranie*) serait mise en place. Or, les bolcheviks avaient pris les événements d'octobre comme le premier pas vers une future révolution mondiale, et avant de gagner du terrain partout dans le monde, il a fallu installer, selon eux, la dictature du prolétariat en Russie. Non seulement la

convocation de l'Assemblée constituante, mais la création d'un « gouvernement homogène socialiste » ne convenaient pas aux bolcheviks<sup>127</sup>.

Les efforts de Lénine, de Trotski et d'autres dirigeants soviétiques avaient pour objectif de créer et renforcer l'État prolétarien basé sur le principe des classes. La transformation décisive des structures politiques du vieux régime se passait par la création des bases d'une nouvelle économie socialiste dont les contours commençaient à se dessiner suite à la Révolution. Dès les premiers jours, l'expérience socialiste du pouvoir soviétique a rencontré la résistance de classes sociales diverses, mais les bolcheviks ont réussi à obtenir le soutien des paysans et éviter la perte du pouvoir. Puis, les événements à Kronstadt (*Kronschtadtskoe vosstanie*) lorsque les équipages de plusieurs navires sous l'initiative du cuirassé Petropavlovsk ont demandé le changement du gouvernement soviétique et du régime des commissaires, signalaient l'échec de l'idée d'un « communisme de guerre ».

La guerre civile 1918-1922 était l'une des plus grandes tragédies dans l'histoire de la Russie. La confrontation des différentes forces politiques, dont aucune n'avait l'objectif de restaurer la monarchie, s'est transformée en effusion de sang avec la mort de millions de gens dans les batailles, ainsi que par des actes de terrorisme, la famine et les épidémies. Environ deux millions des gens ont émigré. Le pays a été démoralisé, dévasté et ruiné. Plusieurs industries, notamment celles des matières premières, ont été endommagées ; la productivité agricole a diminué de 40%. Selon les données d'Erlikhman, le nombre des enfants-orphelins sans foyer en Russie était, en 1921, quatre millions et demi<sup>128</sup>. Selon une autre source, le nombre des orphelins était sept millions en 1922<sup>129</sup>. Les conséquences de la guerre civile ont eu un impact sur la vie politique pour des années à venir, car les vainqueurs de la guerre, les

---

<sup>127</sup> TROTSKI Léon, *Istoria rousskoï revolioutsii / L'histoire de la révolution russe*, Moscou : Terra, 1997, Volume 1, p. 455.

YOFFE Genrikh, « Potchemou Fevral' ? Potchemou Oktiabr' ? » / « Pourquoi Février ? Pourquoi Octobre ? », in VOLOBUEV Pavel (éd) et al., *Oktiabr' 1917 : Velitchaytchee sobytie veka ili sotsialnaia katastrofa ? / Octobre 1917 : Un grand événement ou une catastrophe sociale ?*, Moscou : Politizdat, 1991. Disponible sur : [http://scepsis.net/library/id\\_1503.html](http://scepsis.net/library/id_1503.html). Consulté le 30.05.2017.

<sup>128</sup> ERLIKHMAN Vadim, *Poteri narodonaseleniia v XX veke. Spravotchnik / Les pertes humaines dans le XX<sup>e</sup> siècle. Répertoire*, Moscou : Édition Rousaskaia panorama, 2004, 176 p.

<sup>129</sup> ROZHKOVA Alexandre, « Bor'ba s besprizornost'iu v pervoe sovetskoe desiatiletie » / « La lutte contre le problème des enfants-orphelins durant la première décennie soviétique », *Voprosy istorii / Les questions de l'histoire*, 2000, n° 11, p. 134.

bolcheviks ont continué durant les années post-guerre à appliquer des mesures sévères envers les menaces possibles contre leur régime.

Lénine a déclaré les réformes de l'économie pour augmenter le niveau de vie *via* la NEP (« nouvelle politique économique »). Celle-ci avait pour objectif de relever le pays, de rallier la paysannerie au régime et de restaurer la confiance, avec la fin des réquisitions, la levée d'un impôt en nature puis en argent, et la liberté de vendre les surplus. Il y avait donc au début du régime une place faite au secteur privé sous le contrôle de l'État des mécanismes essentiels. En 1924/25 la hausse de la production et de la productivité a démontré un net redressement économique dont l'ensemble de la population a pu bénéficier. La politique économique a changé avec l'engagement du pays sur la voie de l'industrialisation accélérée, de la planification et de la collectivisation dans les années 1930.

L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques fut proclamée le 30 décembre 1922 et comprenait les Républiques de Russie avec toute l'Asie centrale, l'Ukraine, la Biélorussie et la Transcaucasie. Le combat politique en URSS a pris la forme d'une lutte pour le pouvoir à l'intérieur du parti. Les confrontations des fractions au sein du Parti s'imposaient avec acharnement et l'évincement des rebelles du rang des bolcheviks. Joseph Staline, qui a pris un poste au début peu significatif – celui du Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), a réussi à rassembler autour de lui un groupe de jeunes fonctionnaires qui ont aidé Staline à installer le régime de pouvoir individuel. Après la mort de Lénine en 1924, Staline a éliminé Trotski et l'opposition de « gauche » en 1929, puis l'opposition de « droite » (Boukharine).

L'objectif du régime totalitaire était de créer une économie puissante et renforcer le rôle de l'État par le placement définitif de toute la société sous le contrôle du pouvoir public. En éradiquant la menace potentielle venant de la veille garde des bolcheviks (« génération d'octobre ») et en éliminant la plus grande partie du Comité central (élu à la XVII<sup>e</sup> session des Soviets), Staline a atteint son objectif. De 1934 à 1939, le NKVD, nouvelle police politique, instaurait la terreur *via* des emprisonnements, exécutions et déportations dans les camps de travail. Les conséquences des purges des pouvoirs publics étaient l'extermination des hétérodoxes

et des non-conformistes, ainsi que la diffusion de la peur dans la société en général. Les purges ont atteint toutes les couches sociales et toutes les régions du pays<sup>130</sup>.

Les plans quinquennaux, à partir de 1929, exigea de chaque citoyen un travail acharné et de grands sacrifices matériels. L'infrastructure et l'industrie lourde firent des progrès importants, mais les industries légères furent négligées, et le niveau de vie resta bas. Dans les campagnes, la collectivisation forcée se heurta à l'opposition des paysans aisés : les *koulaks*. La répression fut impitoyable, et le secteur agricole se trouva complètement désorganisé pour de longues années. A la fin de 1929, le rythme de la collectivisation s'accéléra, la généralisation des *kolkhozes* fut à l'ordre du jour en même temps que « la liquidation des *koulaks* en tant que classe<sup>131</sup> ». La collectivisation fut menée par la contrainte et le plus souvent par la terreur. Dans les années 1930, l'ensemble de la société soviétique fut touché par la peur d'être désigné comme des saboteurs de l'économie ou des responsables d'autres échecs. Paysans ou écrivains - tous furent pris dans le tourbillon d'arrestations et de procès expéditifs qui menèrent à la mort ou peuplèrent les camps de travail. Alors que cette pratique de terreur quotidienne renforça le pouvoir stalinien, la Constitution de 1936 attribua à l'État soviétique – « État socialiste » de type nouveau – une façade démocratique. Le rôle dirigeant du Parti et le choix d'une économie planifiée furent affirmés.

Le pouvoir soviétique, conscient déjà au milieu des années 1920 de l'impossibilité d'une révolution mondiale, commença à accorder plus d'attention aux affaires internationales. En déclarant son attachement à la paix et aux principes de bon voisinage entre les pays, l'URSS soutenait les activités de l'Internationale communiste (*Komintern*) et comptait sur les bénéfices du partage de l'Europe. En 1939, le pacte germano-soviétique prévoyant l'annexion de vastes territoires occidentaux et retardant la guerre avec l'Allemagne, a mis en évidence le primat des intérêts géostratégiques des orientations idéologiques de l'URSS. L'envahissement de la Russie par les nazis en 1941 a renversé la stratégie de la politique extérieure de Staline et Molotov, et a exigé des efforts urgents et considérables pour résister contre les envahisseurs et pour créer une coalition des alliées.

---

<sup>130</sup> LEITCHOUK Vitali, *Apogei i krakh stalinizma. Stranitsy rossiyskoï istorii / L'apogée et le désastre du stalinisme. Les pages de l'histoire russe*, Volume 1, Moscou : IRI RAN, 1998, 248 p.

<sup>131</sup> STALIN Joseph, *K voprosou o politike likvidatsii koulatchstva kak klassa / Sur la politique de la liquidation des *koulaks* en tant que classe*, Moscou : Politizdat, 1952, 8p.

La première étape de la guerre révéla la panique et l'incertitude non seulement au sein de l'armée soviétique, mais également dans le cercle des décideurs politiques du pays. L'armée russe subit des échecs et les pertes de la population furent colossales, mais la perception, que les nazis perdirent la guerre, arriva graduellement. Le moment de basculement fut la bataille de Stalingrad avec la contre-offensive de l'armée soviétique, qui assura un tournant stratégique majeur de la Seconde Guerre mondiale et décida d'avance sa suite. La sortie des troupes soviétiques des frontières de l'URSS et l'accord de principe des alliés sur l'ouverture du Front de l'Ouest en juin 1944 donna encore plus de confiance dans un dénouement de la guerre. Pendant deux ans après ce tournant stratégique l'armée russe anémiée et épuisée conduisit des opérations douloureuses pour libérer les villes de Leningrad, Novgorod, Sébastopol, Vyborg, Minsk, Vilnius, Lviv, Lublin, Varsovie, Belgrade, Riga. En conséquence, l'Allemagne fut démilitarisée, et l'Europe se divisa en deux camps antagonistes dont la confrontation déterminerait la politique mondiale pendant cinquante ans. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, de nouvelles modifications intervinrent pour les frontières de l'URSS, et furent désormais définitives.

Tous ces changements dans la vie politique du pays ont eu un impact sur l'évolution des relations entre l'État et le monde de l'enseignement supérieur. Dans les périodisations proposées par les différents chercheurs analysant la politique universitaire soviétique, nous voyons les moments dans le temps qui nous indiquent les virages de la politique générale de l'État et les changements dans le pouvoir public. Nous évoquons ici des périodisations qui mettent en évidence les axes les plus importants de la politique de l'enseignement supérieur, ainsi que les changements les plus significatifs.

La première périodisation émane de la direction politique et fait la distinction entre la période léniniste et la période stalinienne. La direction politique en URSS implique le contrôle du Politburo du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (*TsK KPSS*). C'était un organe suprême du Comité central du Parti, qui déterminait les politiques suivies par l'URSS ; ces décisions étaient obligatoires pour tous les autres organes du Parti. L'autorité du Politburo se superposait à celle du gouvernement officiel de l'URSS (successivement appelé le Conseil des commissaires du peuple, puis le Conseil des ministres). Jusqu'à 1924 le membre du Politburo le

plus influent était Lénine qui siégeait aux sessions du Politburo, sauf durant sa maladie entre 1922-1924. Entre 1922 et 1929 Staline, le Secrétaire Général du Comité Central du Parti, prenait progressivement le pouvoir au Politburo<sup>132</sup>.

En termes de changement de cadre institutionnel et normatif, il est possible de distinguer les périodes suivantes : de 1917 à 1921 – la conduite de la politique universitaire dans le cadre du système institutionnel prérévolutionnaire avec quelques structures supprimées et d'autres requalifiées ; de 1921 à 1929 – la centralisation par l'État de la gouvernance universitaire ; et de 1930 à 1945 – l'installation du contrôle total des universités par l'adoption de dispositifs réglant la vie universitaire, l'enseignement et la recherche en URSS<sup>133</sup>.

Une autre périodisation souligne le début et le développement de la politique d'ingénierie sociale d'État dont l'enseignement supérieur est devenu l'instrument principal. Selon l'historienne américaine, Sheila Fitzpatrick, la première période de 1917 à 1930 a été marquée par la discrimination positive imposée aux EES par l'État pour permettre aux différentes classes sociales d'avoir accès à l'enseignement supérieur. La deuxième période, à partir de l'année 1931, est marquée par le refus de cette approche, et par l'installation de la politique de la méritocratie vis-à-vis des étudiants entrants à l'université. Les chercheurs Dontchenko et Samolova considèrent qu'en vertu des décrets émis dans la période de 1917 à 1938, il est possible de distinguer la période de la politique de renouvellement révolutionnaire de l'enseignement supérieur (1917–1927) et la politique de la professionnalisation de l'enseignement supérieur (1928–1938)<sup>134</sup>.

## **2.2. La politique de l'enseignement supérieur de l'État en cours de construction : premiers changements sociaux et organisationnels**

---

<sup>132</sup> DONTCHENKO Alexandre, SAMOLOVA Tatiana, « *Reformirovanie vysheï shkoly sovetskogo gosudarstva v dekretakh i postanovleniiakh partii i pravitelstva (1917-1938)* » / « Les réformes de l'école supérieure de l'État soviétique au vu des décrets et des arrêtés du Parti et du Gouvernement (1917-1938) », *Vestnik KraşGAU / Moniteur de l'Université d'État de Krasnoïarsk*, Krasnoïarsk : Édition de l'Université d'État de Krasnoïarsk, 2014, n° 10 disponible sur <http://cyberleninka.ru/article/n/reformirovanie-vysshey-shkoly-sovetskogo-gosudarstva-v-dekretah-i-postanovleniyah-partii-i-pravitelstva-1917-1938-gg>, consulté 02.06.2017.

<sup>133</sup> KHOMENKO Elena, *Politiko-pravovoe regoulirovanie vyschego obrazovaniia v Sovetskom gosudarstve : oktyabr' 1917 – konets 1920 / La régularisation politique et législative de l'enseignement supérieur de l'État soviétique : octobre 1917 – fin des années 1920*, thèse de doctorat (kandidat naouk) en sciences juridiques, Nijni Novgorod, 2006, 256p.

<sup>134</sup> FITZPATRICK Sheila. *Education and Social Mobility in the Soviet Union 1921-1934*, Cambridge University Press, 2002, 368 p.

Après l'installation des bolcheviks au pouvoir, débuta en Russie une véritable révolution culturelle avec des grands changements dans le mode de vie de la société. Dans les conditions d'une reconstruction socialiste de l'économie, de la création d'une production industrielle, de la collectivisation de l'agriculture, l'État reforma aussi le système de l'enseignement supérieur. De nombreux chercheurs soulignent que depuis la création de l'État soviétique en Russie les questions de l'enseignement ont été traitées avec une attention prioritaire avec pour objectif l'alphabétisation de la population, et ensuite sa professionnalisation.

La première décennie après l'octobre 1917 fut la période des transformations les plus radicales et l'expérimentation continue pour implanter de nouvelles formes et de nouveaux concepts pour l'enseignement supérieur. L'objectif principal fut de trouver un nouveau modèle optimal correspondant aux demandes économiques et sociales du pays. Le pouvoir public fonda les réformes sur le principe de former une nouvelle population étudiante – issu des ouvriers et des paysans – les couches sociales les plus sensibles aux idées des bolcheviks. Cette politique, conduite d'octobre 1917 jusqu'à la fin des années 1920, a été appelée la « bolchevisation » (ou « prolétarisation ») des universités. Elle se caractérise par la venue des étudiants-ouvriers et des professeurs-communistes, par le départ progressif des « anciens professeurs » et par les tentatives de renforcer la présence de l'État dans la gouvernance universitaire, notamment *via* les premiers essais « d'injecter » le Parti dans la gouvernance universitaire<sup>135</sup>.

La politique de l'État en matière d'enseignement supérieur passa sous le contrôle du Parti et fut déterminée par l'objectif de construire la société socialiste, effectué essentiellement par des méthodes directives. Les décrets et les arrêtés du Parti et du gouvernement des premières années cassèrent les anciennes traditions des EES, les formes et les méthodes d'enseignement ; elles donnèrent également les droits aux étudiants de participer à la gouvernance universitaire<sup>136</sup>.

---

<sup>135</sup> AVROUS Anatoli, *Istoria Rossiiskikh Ouniversitetov : otcherki / L'histoire des universités russes : essais*, Moscou : Édition de la Fondation associative de Moscou pour la recherche / Moskovski obchtchestvenny naoutchny fond, 2001, p. 44-50.

<sup>136</sup> KOZLOVA Larissa, « Institut krasnoï professoury (1921-1938 gody) : istoritcheski otcherk » / « Le professorat rouge (1921-1938) : un essai historique », *Sotsiologitchesky journal / Le revue sociologique*, 1994, n° 1, p. 96-112.

En novembre 1917 le décret du Comité central exécutif panrusse (*Vsiesoyuzny tsentralny ispolnitelny komitet, VTsIK*<sup>137</sup>) et du Conseil des commissaires du peuple (*Soviet narodnykh kommissarov, Sovnarkom*<sup>138</sup>) fondèrent la Commission d'État pour l'éducation. Le Commissariat du peuple à l'éducation (*Narodny komissariat prosvechtchenia, Narkompros*) était un organe du travail de la Commission d'État pour l'éducation, chargé d'administrer l'éducation publique et des services en rapport avec la culture<sup>139</sup>. Au sein du Narkompros fut créé en 1918 le Conseil pour les affaires de l'enseignement supérieur et général (*Soviet po delam vyschei i srednei chkoly*) et en 1919 – le Conseil d'État de travail pour l'élaboration d'une ligne directrice unique en matière d'éducation dans la république. Le décret de Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom) « Sur la passation des établissements d'enseignement sous la tutelle unique du Commissariat du peuple à l'éducation (Narkompros) » du 05 juin 1918<sup>140</sup> fut le fondement de la politique de l'enseignement supérieur des bolcheviks, ainsi que la base de son étatisation.

Suite aux décrets prononcés en 1918 – 1919, l'enseignement est devenu gratuit pour tous, laïc et mixte. L'État s'est séparé de l'Église, et l'enseignement de toutes les doctrines religieuses était interdit, ainsi que la tenue de quelconques cérémonies religieuses. Les punitions physiques ont été interdites. Toutes les nationalités ont obtenu le droit à l'éducation dans leur langue natale. Le but de la réorganisation de l'enseignement était de rompre avec le système tsariste de l'élitisme dans

---

<sup>137</sup> Le Comité central exécutif panrusse (*Vsiesoyuzny tsentralny ispolnitelny komitet, VTsIK*) était la plus haute autorité législative et administrative de la Russie soviétique (RSFSR), entre 1917 et 1937. Il exerçait le pouvoir entre les sessions du Congrès panrusse des soviets, dont il était l'organe exécutif.

<sup>138</sup> Le Conseil des commissaires du peuple (*Soviet narodnykh kommissarov, Sovnarkom*) était la plus haute autorité gouvernementale sous le régime soviétique. Il remplace le gouvernement provisoire à la suite de la prise de pouvoir par les bolcheviks le 7 novembre (25 octobre) 1917, lors de la révolution d'Octobre. Le Conseil des commissaires du peuple est remplacé en 1946 par le Conseil des ministres de l'URSS.

<sup>139</sup> Le Commissariat du Peuple à l'éducation ou Narkompros était un commissariat soviétique chargé d'administrer l'éducation publique et la plupart des services en rapport avec la culture. En 1946, il fut renommé ministère de l'Éducation.

<sup>140</sup> Dekret Sovnarkoma SSSR ot 5 iounia 1918 o peredatche v vedenie Narodnogo komissariata prosvechtchenia outchebnykh i obrazovatelnykh outchrejdeni i zavedeni vsekhn vedomstv / Le décret de Sovnarkom de l'URSS du 5 juin 1918 relatif à la mise sous la tutelle du Commissariat du peuple pour l'éducation tous les établissements d'enseignement de toutes les agences publiques. Source : *Sobranie ouzakoneni i raspriajeni pravitelstv za 1917-1918 gody* / Le recueil des lois et des décisions du gouvernement pour 1917-1918, Moscou : L'administration de Sovnarkom, 1942, p. 558.

l'enseignement supérieur, notamment, éliminer des privilèges des castes, dont l'un était « d'être cultivé<sup>141</sup> ».

Le décret du 2 août 1918 du Conseil des commissaires du Peuple « Sur l'admission préférentielle du prolétariat et des personnes défavorisées à l'université<sup>142</sup> » annulait tous les examens d'entrée aux EES. Ensuite, dans la logique de suppression des privilèges des élèves venant des familles aisées, on annulait tous les documents (diplômes ou certificats) donnant le droit d'accès ou le droit d'avantages par le mérite académique aux études universitaires. Les principes de l'enseignement supérieur prévoyant la formation élitaires des personnes sélectionnées par le biais de concours sont entrés en contradiction avec les intentions politiques actuelles du pouvoir public. Les futurs étudiants des classes défavorisées n'avaient souvent pas de diplômes d'enseignement secondaire permettant d'accéder aux études supérieures, et étaient majoritairement illettrés. Il a fallu donc prévoir les dispositifs permettant à ces jeunes gens d'accéder aux études supérieures et aux universités, de les accueillir en grand nombre et d'éviter le décrochage en masse<sup>143</sup>.

Globalement, le décret du 2 août 1918 est considéré comme l'introduction de la politique de « discrimination positive » conduite par les bolcheviks dans les universités jusqu'à la fin des années 1920 afin d'assurer l'accès aux universités des classes défavorisées – le prolétariat. L'orientation vers la « prolétarisation » des universités a été complétée par une série d'actions supplémentaires aux fins d'établir des voies institutionnelles conduisant les pauvres et les sans-diplômes aux études supérieures. Par exemple, tous les programmes des écoles secondaires ont été unifiés afin d'assurer l'égalité des connaissances reçues au moment du baccalauréat. Aussi, un soutien financier (bourses sur critères sociaux, logement) a été mis en place, ainsi que le système d'envoi des étudiants aux EES par les entreprises soviétiques, par les

---

<sup>141</sup> KOZLOVA Larissa, « Bez zachtchity dissertatsii : statusnaia organizatsia obchtchestvennykh naouk v SSSR, 1933-1935 godv » / « Sans thèse : les statuts dans les sciences humaines et sociales en URSS, 1933-1935 », *Sotsiologichesky journal / Le revue sociologique*, 2001, n° 2, p. 145-158.

<sup>142</sup> Postanovlenie SNK RSFSR o preimouchchestvennom priïome v vyschie outchebnye zavedenia predstaviteley proletariata i bednychego krestianstva / L'arrêté de Sovnarkom RSFSR du 2 août 1918 sur l'admission prioritaire des étudiants issus de prolétariat et des paysannat aux établissements de l'enseignement supérieur.

Source : *Dekrety Sovetskoï vlasti / Les décrets du pouvoir soviétique*, Volume 3, 1964, p. 137-138.

<sup>143</sup> *Dekret o pravilakh priïoma v vyschie outchebnoe zavedenie RSFSR / Le décret sur les règles d'admission aux établissements de l'enseignement supérieur de RSFSR du 2 août 1918.*

Source : *Dekrety Sovetskoï vlasti / Les décrets du pouvoir soviétique*, Volume 3, 1964, p. 141.

syndicats et par les associations (*Komsomol*), qui se sont changés d'assurer un poste à la fin des études pour ces étudiants<sup>144</sup>.

Pour soutenir au maximum les étudiants en activité professionnelle, l'État introduit en janvier 1919 les cours du soir de préparation aux études supérieures sur un ou deux ans selon le niveau de l'élève. Les cours étaient gratuits, et les étudiants recevaient des bourses. Ensuite, pendant les études à l'Université, les étudiants pouvaient assister aux cours de soutien universitaire afin d'améliorer leur niveau académique et rattraper celui des camarades. De plus, par l'arrêté du 10 novembre 1918, les étudiants pouvaient au cours de leurs études passer leurs examens de fin d'études en accord avec un professeur à n'importe quel moment pour recevoir leur diplôme quel que soit la date de la première inscription ou la période passée à l'université<sup>145</sup>.

Les cours de préparation ont évolué en *rabfacs* (*rabotchi facultet* – la faculté ouvrière) : des cours de préparation aux études supérieures rattachés aux facultés existantes et ouverts à tous<sup>146</sup>. A l'Université de Moscou la première *rabfac* a été

---

<sup>144</sup> AMALIEVA Guzel, « Sochoustvouiou RKP (b), tak kak ona dala mne vozmojnost' outchitsia v vouze... Sotsialnaia podderjka i kontrol stouentov Kazanskogo ouniversiteta v 1920 gody » / « Je compatis au Parti communiste, parce qu'il m'a donné la possibilité d'étudier à l'université... » Le soutien social et le contrôle des étudiants de l'Université de Kazan dans les années 1920 », in ROMANOV Pavel (éd.) et IARSKAIA-SMIRNOVA Elena (éd.), *Sovetskaia sotsialnaia politika 1920-1930 godov : ideologia i povsednevnost / La politique sociale soviétique durant les années 1920-1930 : idéologie et quotidien*, Moscou : Variant-TsCPGI, 2007, p. 414-428.

<sup>145</sup> *Postanovlenie NKP ob otmene gosoudarstvennykh ekzamenov i ob izmeneniï poriadka proizvodstva vsiakogo roda ispytani stouentov v vysykh outchebnykh zavedeniakh / L'arrêté de Narkompros du 10 novembre 1918 sur la suppression des examens d'État et sur la modification des règles de toutes les épreuves pour les étudiants des établissements de l'enseignement supérieur.* Source : *Sobranie ouzakoneni i rasporiajeni pravitelstva RSFSR. 1917-1918 / Le recueil des actes législatifs et les arrêtés du gouvernement de la RSFSR 1917-1918*, Moscou, 1942, c n° 18, 1483 p., p. 885.

<sup>146</sup> *Postanovlenie NKP RSFSR ob organizatsii rabotchikh fakoultetov pri ouniversitetakh ot 11 sentiabria 1919 gova / L'arrêté de Narkompros de la RSFSR sur l'organisation des facultés ouvrières (rafaks) dans les universités du 11 septembre 1919.*

Source : *Sobranie ouzakoneni i rasporiajeni pravitelstva za 1919 / Le recueil des actes législatifs et les arrêtés du gouvernement en 1919*, Moscou, 1942, 886 p.

*Dekret SNK RSFSR o rabotchikh fakoultetakh / Le décret de Sovnarkom de la RSFSR sur les sur les facultés ouvrières du 17 septembre 1920.*

Source : *Sobranie ouzakoneni i rasporiajeni pravitelstva RSFSR za 1920 / Le recueil des actes législatifs et les arrêtés du gouvernement de la RSFSR en 1920*, Moscou, 1943, n° 80, 818 p., p. 381. CHTCHERBAKOVA Olga, *Rousskaia revolioutsia i vyschee obrazovanie. Ot Imperatorskogo vyshego tekhnicheskogo outchilichtcha k Moskovskomou mekhaniko-machinostroitelnomou institoutou / La révolution russe et l'enseignement supérieur. De l'École supérieur technique impériale à l'Institut de construction mécanique de Moscou*, actes du symposium international *Les phénomènes et les valeurs universelles de la culture*, Moscou : Ed. Université technique d'État de Moscou Bauman, 2014, p. 21-24, coll. « Société – Langue - Culture ».

inaugurée le 5 octobre 1919<sup>147</sup>. La population étudiante a considérablement changé avec les jeunes vétérans de la guerre civile (1917-1922) allant aux *rabfacs* pour se développer et améliorer leur statut social. Ces anciens défavorisés recevaient par le biais de l'enseignement supérieur un nouveau statut social et de nouvelles possibilités. L'Université pour ces étudiants était souvent considérée comme un tremplin social.

L'installation des *rabfacs* a été diversement appréciée. Selon le doyen de la faculté de Physique-Mathématique (1921-1921) de l'Université de Moscou, Vsevolod Stratonov (1896-1938), ces étudiants se croyaient de « nouveaux propriétaires », qui « empiétaient » sur les meilleures salles de cours et démontraient un « carriérisme injustifié ». D'après Stratonov, ces étudiants-communistes ne réussissaient pas dans les études, mais jouissaient des privilèges du Parti<sup>148</sup>.

Pavlov Ivan, un étudiant de l'Université de Moscou, activiste politique des années 1920 (dans le cadre « d'Opposition Gauche » sous la direction de Léon Trotski contre « la stalinisation ») et diplômé de la *rabfac* de l'Université pédagogique de Kouban n'était pas d'accord avec l'affirmation que les étudiants des *rabfacs* ne faisaient pas d'études. Il remarquait dans son ouvrage que chaque étudiant de la *rabfac* qui ne réussissait pas était exclu à la demande de la majorité de sa promotion. Il soulignait le désir sincère des jeunes ouvriers et communistes d'apprendre, mais il admettait également, que « les *rabfacs* étaient l'appui solide du pouvoir soviétique », et les étudiants communistes jouaient un rôle important dans toutes les organisations étudiantes et des commissions universitaires<sup>149</sup>.

Certes, avec la nouvelle génération d'étudiants, les EES soviétiques ne ressemblaient plus aux EES prérévolutionnaires. C'était un grand changement social pour les universités russes qui a eu pour conséquence l'augmentation de l'incohésion

---

<sup>147</sup> *Letopis' rabotchego fakulteta Moskovskogo gosudarstvennogo oouniversiteta* / La chronique de la faculté ouvrière de l'Université d'État de Moscou disponible sur le site officiel de l'Université d'État de Moscou : <http://letopis.msu.ru/facultet/rabochiy-rabfak>, consulté le 13.08.2017.

<sup>148</sup> STRATONOV Vsevolod, « *Poteria Moskovskim Oouniversitetom svobody. Vospominania o zabastovke 1922 goda* » / « La perte de la liberté de l'Université de Moscou. L'évocation de la grève de l'année 1920 », in GOURSTEIN Alexandre (éd.), *Na roublejax poznaniia Vselennoi / Aux confins de la découverte de l'Univers, t. XXIII, Istoriko-astronomicheskie issledovaniia / Les recherches en histoire et en astronomie*, Moscou, 1992, p. 419 disponible sur le site officiel de l'Institut de l'histoire naturelle et de technologie de l'Académie des sciences de la Russie : [www.ihst.ru/projects/sohist/papers/iai/23/410-455.pdf](http://www.ihst.ru/projects/sohist/papers/iai/23/410-455.pdf) consulté le 13.08.2017.

<sup>149</sup> PAVLOV Ivan, 1920 : *revolioutsia i biourokratiia. Zapiski oppozitsionera / Les années 1920 : la révolution et la bureaucratie*, Saint-Pétersbourg : Ed. Iskra, 2001, p. 28.

de la vie universitaire et la diminution de la qualité de l'enseignement en comparaison avec les universités impériales. Les universités russes dans les années 1920 sont devenues les « fabriques de socialisation<sup>150</sup> ». En revanche, la création de cette nouvelle population étudiante a aidé les bolcheviks à s'assurer contre la possibilité d'une opposition de la masse étudiante au nouveau régime.

### **2.3. La « soviétisation » de l'enseignement supérieur : la prise des leviers de la gouvernance et le contrôle idéologique**

Pendant la première décennie après octobre 1917, on peut identifier deux processus parallèles dans le développement de la perception des événements politiques par le milieu intellectuel. D'une part, la Russie expérimentait avec l'enthousiasme des masses et le moral remonté de la société suite au renversement du tsarisme. D'autre part, on ressentait le rejet des idées du communisme par un grand nombre d'intellectuels et une division dans la société, qui a finalement débouché sur la guerre civile qui mena à la victoire des bolcheviks. Les opinions des professeurs des EES sur les événements politiques de 1917 étaient partagées. Bien que l'intelligentsia tenait traditionnellement aux idées libéro-démocratiques modérées, la Révolution et le changement du régime ont créé des opinions contrariées dans l'élite intellectuelle universitaire : parmi les enseignants chercheurs il y avait des antagonistes au nouveau pouvoir, mais aussi des partisans du régime des bolcheviks et des idées du communisme.

Au moment de la construction du nouveau système, il a fallu, d'une part apprendre aux étudiants le sens de la Révolution qui venait de se passer, les objectifs du nouveau régime et les besoins de la nouvelle société. D'autre part, il fallait chercher les moyens pour convaincre le corps professoral et administratif d'adhérer au changement politique.

Afin d'assurer une majorité de loyalistes au sein du professorat universitaire, les bolcheviks ont stimulé, dès les premières années postrévolutionnaires, l'arrivée de nouvelles ressources humaines dans les universités. Les nouveaux pédagogues sont

---

<sup>150</sup> DMITRIEV Alexandre, *Evoloutsia rossiiskogo ouniversiteta pervoi treti XX veka / L'évolution de l'Université russe au première tiers du XX<sup>e</sup> siècle*. Cette conférence de l'historien est publiée le 25 juin 2014 sur le site Postnauka, l'ONG dédiée à la diffusion des recherches fondamentales : <https://postnauka.ru/video/26601>. Consulté 06.05.2015.

venus directement du Parti avec pour objectif déclaré de continuer la démocratisation des universités. L'insertion de nouveaux professeurs porteurs de l'idéologie du marxisme-léninisme passait par un appel à l'élimination de l'esprit de caste, de l'esprit corporatif dans les universités, ainsi que par un appel à donner la place aux jeunes dans l'enseignement. Pour faciliter ce processus, les grades et les échelons avec leurs privilèges et leurs droits comme les « préjugés bourgeois du passé » existant avant la Révolution ont été abolis. Le décret de Sovnarkom RSFSR du 1 octobre 1918 « Sur les modifications dans la composition et dans l'organisation des établissements publics de l'enseignement général et de l'enseignement supérieur de la République de la Russie » avait pour objectif de renouveler les cadres de l'enseignement supérieur selon le programme du Parti et « d'éliminer les obstacles artificiels entre les nouveaux chercheurs et les chaires<sup>151</sup> ».

Par le décret de Sovnarkom RSFSR du 11 février 1921<sup>152</sup> l'Institut du professorat rouge (*Institout krasnoï professoury*) a été ouvert en tant qu'établissement spécial pour former les nouveaux cadres des enseignants et des chercheurs en sciences humaines et sociales. L'institut a été rattaché au Narkompros; et l'admission aux études a été possible uniquement pour les membres du Parti communiste. En 1931, d'autres instituts du professorat rouge – agraire, littéraire, technologique et autres ont été mis en place ; ils ont tous été fermés au milieu des années 1930. En 1946, à l'aune du premier institut, le pouvoir public a fondé l'Académie des sciences sociales sous la tutelle du Comité central du Parti (TsK)<sup>153</sup>.

Parallèlement au processus du renouvellement du contingent professoral, l'action publique a renforcé le pouvoir des étudiants dans la discussion et dans la gestion des questions administratives des établissements. Le 18 novembre 1918 le Narkompros a pris la décision spéciale « Sur la gestion des affaires des étudiants et

---

<sup>151</sup> *Dekret SNK RSFSR o nekotorykh izmeneniakh v sostave i oustroïstve vyschikh outchebnykh zavedeni Rossiïskoï respoubliki* / Le décret de Sovnarkom de la RSFSR du 1 octobre 1918 sur les modifications dans la composition et dans l'organisation des établissements de l'enseignement supérieur de la République de la Russie.

Source : *Sobranie ouzakoneni RSFSR. 1917-1918* / Le recueil des actes législatifs de la RSFSR 1917-1918, Moscou, 1942, c n° 18, 1483 p., p. 999-1000.

<sup>152</sup> *Postanovlenie Sovnarkoma RSFSR ob outcherejdenii institoutov po podgotovke krasnoï professoury* / L'arrêté de Sovnarkom de la RSFSR sur l'établissement des instituts pour la formation des professeurs rouges du 11 février 1921.

<sup>153</sup> KOZLOVA Larissa, « *Komplektovanie Instituta krasnoï professoury. 1920 gody* » / « La formation de l'institut du professorat rouge, années 1921 », *Sotsiologitcheski journal / Le revue sociologique*, 1997, n° 4, p. 209-220.

sur la participation des étudiants dans la gouvernance des établissements de l'enseignement supérieur<sup>154</sup> » qui a confirmé la représentation des étudiants dans toutes les structures de l'administration des EES. Les étudiants ont obtenu le droit de participer au travail des organes d'administration universitaire. Dans le même temps, le Parti communiste a également renforcé ses positions dans tous les EES en installant en leur sein des cellules du Parti (*partiinye iatcheiki*).

Les tentatives de formaliser la présence de l'État dans l'administration s'effectuaient dès le début du régime. Lors de la réunion tenue le 8 juillet 1918 au Commissariat du peuple à l'Éducation (Narkompros) avec les représentants des établissements de l'enseignement supérieur le projet de réforme de l'enseignement supérieur, préparé par P. Chternberg et M. Reisner, prévoyait la création d'une instance suprême à l'Université – le Conseil du peuple, qui devait inclure en plus des représentants du corps professoral et du corps étudiant, également ceux du Narkompros et d'autres agences du pouvoir. L'objectif déclaré de cette nouveauté était de supprimer « l'isolement corporatif » des universités. C'était en fait une première tentative des pouvoirs publics d'introduire les agents politiques dans l'administration des universités<sup>155</sup>.

Ce projet a été critiqué par les recteurs des universités, qui continuaient à défendre l'autonomie universitaire. A la fin de trois sessions de discussion du projet, le 20 janvier 1919, les délégués ont créé une autre structure - le Conseil scientifique d'État, CSE, (*Gosouudarstvenny outcheny soviet, GUS*) rattaché au Conseil du peuple à l'éducation (l'organe d'État), avec pour objectif d'analyser et de compléter le curriculum (contenu des cours, méthodes d'enseignement, la quantité des heures dispensées et des disciplines). Le professorat rouge était particulièrement actif dans le travail du Conseil scientifique d'État ; à cause de cela, le travail de ces sessions

---

<sup>154</sup> Spetsial'noe postanovlenie Narodnogo Komissariata o zavedovanii stoudentcheskimi delami i ob outchastii stoudentov v oupravlenii vouzami / L'arrêté spéciale de Narkompros du 18 novembre 1918 sur la gestion des affaires des étudiants et sur la participation des étudiants dans la gouvernance des établissements de l'enseignement supérieur.

<sup>155</sup> Entrée « Chternberg Pavel Karlovitch » dans *Letopis' Moskovskogo Ouniversiteta / La chronique de l'Université de Moscou*, disponible sur le site officiel de la chronique : <http://letopis.msu.ru/peoples/1069>. Consulté le 07.10.2017.

disciplinaires devenait un moyen « d'intervention du pouvoir communiste dans le cursus<sup>156</sup> ».

Par le décret du 3 juillet 1922 le Sovnarkom RSFSR a adopté le « Règlement pour les établissements de l'enseignement supérieur<sup>157</sup> » élaboré par Narkompros et validé par le Politburo. Ce document était *de facto* la nouvelle Charte pour l'enseignement supérieur russe, et qui resta en vigueur jusqu'à 1930. La gouvernance collégiale des universités par les enseignants-chercheurs existant depuis l'époque tsariste a été définitivement supprimée. Le règlement a renforcé la gouvernance de l'enseignement supérieur par le Parti-État, et les EES ont perdu officiellement leur autonomie. Le règlement a établi trois catégories du personnel enseignant : les professeurs (affirmés par le CSE après avoir réussi le concours national et enseignant des cours principaux) ; les enseignants (assurant des cours auxiliaires sous la direction des professeurs) et les chercheurs. Le premier concours a eu lieu en 1922, et un grand nombre de professeurs ont perdu leurs postes suite à l'échec au concours<sup>158</sup>.

Le « Règlement des établissements de l'enseignement supérieur » de la RSFSR servait de base législative, un acte central et une référence obligatoire pour l'élaboration et l'adoption des textes réglementaires locaux de l'activité des universités. Ce règlement était au sommet de la hiérarchie et l'orientation idéologique, et les réglementations régionales ne pouvaient pas contenir des clauses qui rentraient en contradiction avec le règlement du 3 juillet 1922. Ce règlement décrivait le cadre d'un nouveau système et du nouveau EES – l'Université soviétique.

Depuis le 29 janvier 1920<sup>159</sup> la structure principale de Commissariat du peuple pour l'éducation de RSFSR (Narkompros) était le Comité central de l'enseignement professionnel et technique (*Glavny komitet professional'no-tekhnicheskogo obrazovania, Gravprofobr*). Le Gravprofobr effectuait le contrôle des administrations

---

<sup>156</sup> STRATONOV Vsevolod, *op.cit.*

<sup>157</sup> *Dekret Sovnarkoma RSFSR ot 3 ioulia 1922 goda. Poloienie o vvschikh outchebnvkh zavedeniakh RSFSR vsekh vedomstv* / Le décret de Sovnarkom de la RSFSR du 3 juillet 1922. Le règlement pour les établissements de l'enseignement supérieur de la RSFSR.

Source : *Sobranie ouzakoneni i rasporiajeni pravitelstva RSFSR za 1922* / Le recueil des actes législatifs et les arrêtés du gouvernement de la RSFSR en 1922, Moscou, 1943, n° 43, p. 518.

<sup>158</sup> DONTCHENKO Alexandre, SAMOLOVA Tatiana, *op.cit.*

<sup>159</sup> *Dekret Sovnarkoma ot 29 ianvaria 1920 goda o professionalnykh tekhnicheskikh chkolakh* / Le décret de Sovnarkom du 29 janvier 1920 relatif aux écoles techniques professionnelles.

Source : *Sobranie ouzakoneni i rasporiajeni pravitelstva RSFSR za 1920* / Le recueil des actes législatifs et les arrêtés du gouvernement de la RSFSR en 1920, Moscou, 1943, n° 6, p. 42.

de tous les EES et nommait les recteurs. Au sommet de l'administration universitaire se trouvait un comité de direction, dirigé par le recteur et incluant les professeurs, les étudiants, et les organisations intéressées. Un comité de direction a été composé par des commissions disciplinaires gérées par les étudiants et enseignants en parité. Les commissions étaient responsables de l'élaboration du cursus et de la discussion des méthodes d'enseignement. Le décret du 3 juillet 1922<sup>160</sup> fixant cela, a créé en fait le cadre légal pour la politique du contrôle rigide de la vie universitaire et des activités des enseignants.

Au début des réformes, entre 1917 et 1921, les autorités locales avaient une grande autonomie dans la gestion des rapports avec les universités étant donné le manque de distinction entre les pouvoirs. Mais à la fin des années 1920, dû à la centralisation de la gestion des universités par l'État, il y a eu une universalisation des formes et des méthodes de la gouvernance, et le système des organes locaux structurés est apparu. Ces organes locaux étaient soumis à la hiérarchie des organes centraux du Parti. La création d'un système unique de gouvernance universitaire composé des Commissaires du peuple pour l'éducation nationale (*Narodnye commissary*) et des départements (*otdely*) rattachés aux Comités militaires révolutionnaires (*Voенно-revolioutsionnye komitety*) et aux Comités exécutifs (*ispolkomy*) dans les territoires constitua l'étape finale de la formation d'une nouvelle gouvernance universitaire hiérarchisée<sup>161</sup>.

En juin 1922 le Bureau d'organisation (*Organizatsyonnoe biouro, Orgburo*<sup>162</sup>), - un organe du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique chargé de superviser le travail des comités locaux du Parti, a adopté le « Règlement pour l'organisation du corps étudiants prolétaire<sup>163</sup> ». Le rôle donné aux étudiants dans la

---

<sup>160</sup> Le décret de Sovnarkom de la RSFSR du 3 juillet 1922 : Le règlement pour les établissements de l'enseignement supérieur de la RSFSR, *op.cit.*

<sup>161</sup> KHOMENKO Elena, *op.cit.*

<sup>162</sup> Les fonctions de l'Orgburo et du Politburo étaient souvent en relation, le Politburo ayant le pouvoir final de décision. Si le Politburo s'occupait de prospective et de stratégie, l'Orgburo était chargé de l'organisation du Parti proprement dit. Il a existé de 1919 à 1952, date à laquelle ses fonctions ont été transférées au Secrétariat du Comité central.

<sup>163</sup> *Polojenie ob organizatsii proletarskogo stouudentchestva ot 26 iounia 1922 goda* / Le règlement de l'organisation pour les étudiants prolétaires du 26 juin 1922.

Source : DAVYDOV Ivan (éd.), *Direktivy VKP (b) po voprosam prosvechtchenia RSFSR* / Les directives du Parti communiste sur les questions de l'éducation, Moscou – Léninegrad : Ed. Narkomros OGIZ, 1931 disponible sur : [http://elib.gnpbu.ru/text/direktivny-vkpb--prosvescheniya\\_1931/fs,1/](http://elib.gnpbu.ru/text/direktivny-vkpb--prosvescheniya_1931/fs,1/). Consulté le 6.06.2017.

gestion de toutes les questions de la vie universitaire était important : les étudiants sont devenus « participants actifs de la réorganisation révolutionnaire de l'enseignement supérieur » et « défenseurs des intérêts matériels, académiques et culturels du corps étudiant prolétaire ». Les étudiants ont été inclus dans toutes les instances de l'administration universitaire (comités, commissions, etc.). En 1923 le Bureau central des étudiants prolétaire fut créé pour coordonner la participation des étudiants dans la vie universitaire en URSS. Les étudiants prolétaires se sont mis à la tête de la réalisation de la politique de Narkompros dans l'enseignement supérieur et sont devenus un instrument politique important<sup>164</sup>.

Dans le circulaire du Comité central du 14 décembre 1922 « Sur le travail des organisations du Parti au sein des établissements de l'enseignement supérieur et des *rabfacs* » le pouvoir public a souligné l'importance de l'enseignement supérieur pour « la construction de l'État ». « Le Parti devrait faire un pas devant dans la conquête de l'enseignement supérieur, où le chercheur bourgeois et l'idéologie bourgeoise régnaient encore ». Ainsi la tâche organisationnelle était de « participer, dans le cadre de la Charte des EES et par le biais des organes locaux et syndicats professionnels, à la sélection de la direction des EES et des *rabfacs*<sup>165</sup> ».

La « soviétisation » des universités avait pour objectif la soumission des universités au nouveau pouvoir, la transmission des fonctions administratives, la limitation maximale de l'autonomie, la modification du régime interne des universités, la réglementation de l'activité de l'enseignement et son orientation aux besoins du pouvoir, ainsi que le développement de l'économie et de la construction socio-culturelle. Les universités de Moscou et de Petrograd occupaient une place importante dans la réalisation de la stratégie universitaire des Bolcheviks et devenaient un élément central du nouveau système d'organisation de l'enseignement supérieur.

---

<sup>164</sup> IVANOVA Liudmila (éd.), *Koultournaia jizn' v SSSR. Khronika. 1917-1927 gody / La vie culturelle en URSS. La chronique. 1917-1927*, Moscou : L'Institut de l'histoire de l'URSS, 1975, p. 374.

<sup>165</sup> *Tsirkouliar TsK VKP(b) ot 14 dekabria 1922 goda o rabote partorganizatsii v vouzakh i rabfakakh / Le circulaire du 14 décembre 1922 sur le travail des organisations du parti au sein des établissements de l'enseignement supérieur et des rabfacs.*

Source : DAVYDOV Ivan (éd.), *Direktivy VKP (b) po voprosam prosvechtchenia RSFSR / Les directives du Parti communiste sur les questions de l'éducation*, Moscou – Léninegrad : Ed. Narkomros OGIZ, 1931. Disponible sur : [http://elib.gnpbu.ru/text/direktiviy-vkpb--prosvescheniya\\_1931/fs,1/](http://elib.gnpbu.ru/text/direktiviy-vkpb--prosvescheniya_1931/fs,1/). Consulté le 6.06.2017.

En réformant les universités, le pouvoir soviétique utilisait des méthodes de conviction et d'encouragement, mais aussi des méthodes de contrainte administrative et d'actions répressives afin de reprendre le dessus sur la résistance des anciens professeurs. Le gouvernement alternait entre concessions et tension avec le professorat afin d'établir le contrôle sur les universités, éliminer les éléments considérés dangereux pour le régime et garder ce qui était utile et précieux de l'ancienne structure. Par la construction du système du contrôle administratif, l'État a atteint son but – il a subordonné les universités à la politique nationale<sup>166</sup>.

Parallèlement au processus de la centralisation de la gouvernance universitaire, Lénine a lancé « la conquête politique des universités » et notamment « l'éducation politique des étudiants<sup>167</sup> ». La conquête politique des universités incluait l'éducation politique des étudiants, l'activation de la participation des étudiants prolétaires dans la vie administrative des EES, la présence des cellules du Parti au sein des EES, la subordination de la gouvernance universitaire aux pouvoirs publics et puis l'idéologisation<sup>168</sup> du cursus universitaire. Par contrôle idéologique, on entend l'évaluation par les autorités d'État et du Parti de la Russie soviétique des directions et orientations des recherches et des travaux scientifiques en vue de leur conformité à l'idéologie dominante du marxisme-léninisme et l'objectif déclaré du développement social – la construction du socialisme et du communisme<sup>169</sup>.

Le Parti cherchait le moyen pour faire accepter (par la société civile en général et par les universités en particulier) les fondations théorétiques du nouveau régime. Il a donc décidé de mettre sous contrôle idéologique les sciences humaines et sociales.

---

<sup>166</sup> KHOMENKO Elena, *op.cit.*

<sup>167</sup> En 1920, à la demande de Lénine, le Parti a conduit une réunion dédiée aux questions de l'enseignement supérieur. Dans le compte-rendu de cette réunion, on soulignait la nécessité « de la conquête politique des universités, de l'éducation politique des étudiants, et la formation d'un grand nombre de spécialistes venant du prolétariat » : Cité de KOZLOVA Larissa. « *Bez zachtchityv dissertatsii : statusnaia organizatsiia obchtchestvennykh nauk v SSSR. 1933-1935 godv* » / « Sans thèse : les statuts dans les sciences humaines et sociales en URSS, 1933-1935 », *Sotsiologicheskii journal / Le revue sociologique*, 2001, n° 2, p. 145-158.

<sup>168</sup> A propos de l'idéologisation voir :

BAJANOV Valentin, « *Idéologizatsiia nauki* » / « Idéologisation de la recherche », in KASAVIN Iliia (éd.), *Entsiklopedia epistemologii i filosofii nauki* / L'encyclopédie de l'épistémologie et de la philosophie de la science, 2009, Moscou : Canon+ROOI Reabilitatsiia. Disponible sur le site de encyclopédie : [http://epistemology\\_of\\_science.academic.ru/](http://epistemology_of_science.academic.ru/) consulté le 14.08.2017.

<sup>169</sup> LOREN R. Graham, *Science and Philosophy in the Soviet Union*, New York, 1972.

A propos du contrôle idéologique voir aussi :

CLAVAL Paul, *Les espaces de la politique*, Armand Colin, 2010, 416 p.

MAREJKO Jan, *Cosmologie et politique: l'influence de la révolution scientifique sur la formation des régimes politiques modernes, Essais*, L'AGE D'HOMME, 1989, 150 p., p. 110-113.

Une Commission fut créée, à nouveau au sein du Commissariat du Peuple à l'Éducation, pour la « révision principale de l'enseignement des sciences humaines et sociales dans les établissements d'enseignement supérieur<sup>170</sup> ». La Commission avait pour vocation de présenter à la date du 15 janvier 1921 de nouveaux plans d'enseignement pour les facultés de sciences humaines et sociales et des listes de professeurs aptes à enseigner les cours.

Après la fin de la guerre civile, entre septembre et novembre 1922, les pouvoirs publics ont expulsé du pays 225 professeurs des universités, chercheurs, et personnes d'autres professions intellectuelles dont les positions politiques ont été considérés comme contre-révolutionnaires. Cette élite intellectuelle a été embarquée dans les bateaux *Oberbürgermeister Haken* et *Preussen* à Petrograd pour un départ vers l'Europe en émigration forcée ; les autres bateaux sont partis d'Odessa et de Sébastopol, et les trains de Moscou. Cette opération politique du pouvoir soviétique a été appelée « Les bateaux des philosophes » (*Filosofski parokhod*<sup>171</sup>). Léon Trotski a commenté ainsi cet envoi : « On les a renvoyés, parce qu'il n'avait pas de raison de les exécuter, et nous ne pourrions pas les tolérer<sup>172</sup> ». Par cette action « humanitaire » (envoyer au lieu d'exécuter) le nouveau régime cherchait, entre autres, à obtenir la reconnaissance officielle des pays étrangers.

Dans les années 1920, les facultés d'histoire ont été supprimées et remplacées par les facultés de sciences humaines sans histoire en tant que spécialité. La sociologie a été consécutivement politisée, bolchevisée et, finalement, stalinisée dans les années 1930, jusqu'à devenir la sociologie marxiste jusqu'aux années 1950<sup>173</sup>. Il

---

<sup>170</sup> *Dekret SNK RSFSR o reorganizatsii prepodavania obchtchestvennykh naouk v vyschikh outchebnykh zavedeniakh RSFSR* / Le décret de Sovnarkom de la RSFSR du 19 novembre 1920 sur la réorganisation de l'enseignement des matières en sciences humaines et sociales dans les établissements de l'enseignement supérieur.

<sup>171</sup> Un grand recueil de la documentation officielle (directives de l'État, la correspondance des hauts fonctionnaires des pouvoirs soviétiques, mémoires, etc.), des ouvrages et des articles relatifs à la déportation des intellectuels en 1922 est disponible sur le site officielle de l'Institut de histoire naturelle et technologique de l'Académie des sciences de la Russie : <http://www.ihst.ru/projects/sohist/deport.htm> consulté le 15.08.2017.

<sup>172</sup> Cité de GLAVATSKI Mikhaïl (éd.), *Khrestomatia po istorii Rossii. 1917-1940* / L'anthologie de l'histoire de la Russie. 1917-1949, Moscou : Aspekt-Press, 1994, p. 265-268. Voir également : OSSORGUIN Mikhaïl, « *Kak nas ouekhali (fragment vospominani)* » / « Comment on nous a envoyé (un extrait des mémoires) », *Le temps*, Paris, 1955, p. 180-185.

<sup>173</sup> WEINBERG Elizabeth Ann, *The Development of Sociology in the Soviet Union*, Boston, Mass.: Routledge & Kegan Paul, 1974, p. 8-9, 11.

est à mentionner dans ce contexte qu'au début des années 1920 le Parti n'intervenait pas dans les sciences naturelles<sup>174</sup>.

Parallèlement au processus d'idéologisation des universités, l'État effectuait la séparation de l'enseignement et de la recherche. La première initiative de cette division a été lancée le 20 mai 1918, quand à la session de la Commission d'État de l'Éducation, Chternberg Pavel a proposé dans son rapport de séparer les universités en deux instituts : un institut scientifique (pour préparer des cadres de recherche) et un institut pratique (pour préparer des cadres de l'économie nationale et de l'appareil bureaucratique)<sup>175</sup>.

Alexandre Dmitriev lie le processus de la séparation de l'enseignement et de la recherche à la nécessité de contrôle politique. Selon lui, l'État voulait isoler les chercheurs, et notamment ceux qui étaient de la « vieille école » prérévolutionnaire, du corps étudiant, tout en voulant préserver le potentiel de production scientifique de ces chercheurs expérimentés. Les bolcheviks divisaient, donc, les enseignants-chercheurs en deux mondes : le premier, les enseignants loyaux et obéissants au système qui avaient accès aux étudiants, et le deuxième – les chercheurs qui travaillaient dans leurs laboratoires sans accès aux étudiants. Cette division permettait de garder le maximum de contrôle politique sur les universités en réduisant à minima la politisation et l'opposition au régime de la masse étudiante sous influence des enseignants-chercheurs<sup>176</sup>. Froumin, Kouzminov et Semionov considèrent que la création de deux structures – celle de l'enseignement supérieur et celle de la recherche correspond plutôt à une politique d'optimisation et de restructuration des réseaux EES : leur gouvernance était plus facile et l'interaction plus adaptée de ces deux mondes avec les acteurs socio-économiques de l'État<sup>177</sup>.

---

<sup>174</sup> La situation a changé dans la période 1930-1945, quand la génétique a été interdite dans les cursus pédagogiques.

<sup>175</sup> PETROVSKI Ivan (éd.), *Moskovski oouniversitet za 50 let Sovetskoï vlasti / L'Université de Moscou durant 50 ans du pouvoir soviétique*, Moscou : Ed. De l'Université de Moscou, 1967, 759 p., 31.

<sup>176</sup> DMITRIEV Alexandre, *Evolioutsia rossiïskogo oouniversiteta pervoï treti XX veka / L'évolution de l'Université russe au première tiers du XX<sup>e</sup> siècle*, La conférence de l'historien est publiée le 25 juin 2014 sur le site Postnauka, l'ONG dédiée à la diffusion des recherches fondamentales : <https://postnauka.ru/video/26601>, Consulté 06.05.2015.

<sup>177</sup> FROUMIN Isak, KOUZMINOV Iaroslav, SEMIONOV Dmitri, « *Nezaverchenny perekhod : ot gosplana – k master-planou* » / « La transition inachevée : de la planification par l'État à l'adoption du plan directeur (master plan) », *Otetchesvenye zapiski*, 2013, n° 4 (55) disponible sur : <http://magazines.russ.ru/oz/2013/4/7f.html>, consulté 03.05.2015.

Malgré le fait que l'importance de la liaison entre l'enseignement supérieur et la recherche a été soulignée dans plusieurs documents fondamentaux de la politique universitaire, les recherches scientifiques ont été organisées dans les instituts académiques ou des centres d'études. Les centres d'études ont été fondés au sein de quelques établissements d'enseignement supérieur, mais pour la plupart des EES c'était le processus inverse - le départ des laboratoires.

La recherche a été transférée des universités vers les instituts de l'Académie des sciences de l'URSS et le l'Académie centrale d'agriculture de l'URSS (*Vsesoiuznaia academia selskokhozyaistvennykh naouk imeni Lenina, VASKhNIL*<sup>178</sup>) et des républiques soviétiques, ainsi que dans les instituts sectoriels des ministères. Pour les universités, cette séparation signifiait leur transformation dans les centres d'enseignement pour la plupart d'entre elles et la baisse de la qualité d'enseignement. Cependant, il est à noter que la séparation de l'enseignement et de la recherche n'était pas radicale pour les universités centrales, qui embauchaient les meilleurs chercheurs en tant que pédagogues et collaboraient largement avec des instituts de recherche<sup>179</sup>.

Durant la période d'octobre 1917 jusqu'à la fin des années 1920, une vision utilitaire du pouvoir envers les universités s'affirmait, - une vision qui ignorait les valeurs et la spécificité de l'université classique. L'État soviétique a réussi à créer son propre système d'enseignement supérieur qui se caractérisait par l'accessibilité, la conviction idéologique et le contrôle de l'État. L'affirmation par le pouvoir soviétique des leviers de commande dans le système de l'enseignement supérieur est devenue la base de la formation des cadres professionnels qualifiés, fidèles au régime soviétique et aptes à conduire les missions nécessaires pour la croissance économique du pays. Les EES ont été conquis par le pouvoir politique.

#### **2.4. La professionnalisation de l'enseignement supérieur et la technocratisation de la politique universitaire**

---

<sup>178</sup> L'établissement public à caractère scientifique était un organe suprême et le coordinateur méthodologique pour l'exploitation forestière, agricole et celle de l'eau. Il existait de 1929 à 1992, dirigé par le président de l'Académie et réunissant 150 établissements publics.

<sup>179</sup> KHANIN Grigori, « *Vyschee obrazovanie i rossiïskoe obchtchestvo* » / « L'enseignement supérieur et la société russe », *ECO*, 2008, n° 8, p. 75-92.

Avec le début de l'industrialisation, la politique universitaire devenait de plus en plus pragmatique. L'État percevait les EES comme un moyen de répondre aux demandes de l'économie et de la défense nationale ; le terme « académisme » (*akademizm*) dans la presse soviétique servait d'accusation politique pendant la période stalinienne. Le nombre d'universités et de facultés technologiques a été augmenté. Puis un nombre d'universités technologiques d'excellence ont été créées dont les diplômés prenaient par la suite des postes aux responsabilités importantes dans la gouvernance de l'État. Les six universités technologiques d'excellence à Moscou créées en 1928 passaient de la juridiction des commissariats de l'Éducation à la tutelle du Conseil suprême de l'économie nationale (*Vyschi soviet narodnogo khoziaïstva*<sup>180</sup>).

Avec les objectifs fixés pour le premier quinquennat (*Pervaia piatiletka*) et les résolutions des plénums du Parti en juillet 1928 et en novembre 1929, le pays s'est engagé dans une réforme de l'enseignement supérieur d'une grande envergure. Le plenum du Comité central du Parti du 4 au 12 juillet 1928 a adopté la résolution « Sur l'amélioration de formation des nouveaux spécialistes<sup>181</sup> » pour donner le départ à une nouvelle étape de la réforme de l'enseignement supérieur – sa professionnalisation.

Par la décision du Plenum du Comité central du 10-17 novembre 1929 « Sur les cadres de l'économie<sup>182</sup> », les organes collégiaux de la gouvernance des EES ont été supprimés, et l'ordre centralisé pour la nomination des dirigeants des EES par Narkompros a été introduit. Par l'arrêté du Comité central exécutif et de Sovnarkom du 13 janvier 1930 « Sur la formation des cadres techniques pour l'économie de l'URSS<sup>183</sup> » le pouvoir public a augmenté la durée des stages professionnels

---

<sup>180</sup> Le Conseil suprême de l'économie nationale ou Vesenka (*Vysschi soviet narodnogo khoziaïstva*, VSNKh) était l'organe suprême de la politique économique de l'URSS. Deux institutions ont porté ce nom, une première fois en 1917-1932, et une deuxième fois en 1963–1965.

<sup>181</sup> *Rechenie Plenouma TsK VKP(b) ob ouloutchchenii podgotovki novykh spetsialistov* / La résolution du Plenum TsK VKP(b) du 4-12 juillet 1928 sur l'amélioration de formation des nouveaux spécialistes.

Source : *Rechenia partii i pravitelstva po khoziaystvennym voprosam (1917-1967)* / Les résolutions du parti et du gouvernement relatives aux questions de l'économie (1917-1967), Moscou, 1967, volume 2, p. 156-163.

<sup>182</sup> *Rechenie Plenouma TsK VKP(b) o kadrakh narodnogo khoziaïstva* / La décision du Plenum TsK VKP (b) du 10-14 novembre 1929 sur les cadres de l'économie.

<sup>183</sup> *Postanovlenie Sovnarkoma o podgotovke tekhnicheskikh kadrov dlia narodnogo khoziaïstva Soyouza SSR* / L'arrêté du TsIK et de Sovnarkom du 13 janvier 1930 sur la formation des cadres techniques pour l'économie de l'URSS.

obligatoires jusqu'à 40-50% du cursus. Il a été prévu d'élargir le réseau des EES, notamment des EES agraires avec des spécialisations pointues et de diminuer la durée des études à trois ans. Plusieurs EES agraires ont été transférés sous la tutelle du Commissariat du peuple pour l'agriculture (*Narodny komissariat zemledelia SSSR, Narkomzem*), et le Narkomzem était désormais responsable pour la nomination des recteurs de ces EES.

L'arrêté du Comité central exécutif et de Sovnarkom de l'URSS du 23 juillet 1930 « Sur la réorganisation des EES, des écoles professionnelles (*tekhnikoum*) et des *rabfacs*<sup>184</sup> » a ordonné le rapprochement de l'enseignement supérieur avec les besoins de l'économie, la spécialisation des établissements et la mise en œuvre du système de l'enseignement supérieur en concordance avec le zonage économique du pays, ainsi qu'avec l'organisation du système industriel, agricole, commercial. En vue de cet arrêté, tous les EES ont été mis sous la tutelle du Conseil suprême de l'économie nationale et des ministères correspondants à leur spécialisation ; les EES agraires sont restés sous la tutelle de Narkomzem. Le Narkompros préservait la coordination méthodologique et pédagogique de tous les établissements. Ce système de gouvernance a encore changé en 1932 et puis en 1936.

Le Jubilé de l'Université d'État de Moscou en 1930 a coïncidé avec la pression politique sur l'Université classique. L'Université a été présentée dans les documents administratifs comme un vestige de l'époque féodale, comme un conglomérat chaotique de différentes facultés et départements qui devaient se réinventer pour poursuivre avec l'État le cap vers l'industrialisation et l'accomplissement des tâches actuelles de l'économie. Pour cela, il a fallu, selon les réformateurs, diviser l'Université en instituts spécialisés orientés vers la réalisation de missions pratiques et de préférence techniques. L'on a donné aux fonctionnaires-activistes des agences publiques un nouvel instrument politique pour effectuer la réorganisation de l'Université – le décret du Comité central exécutif et du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS (Sovnarkom) sur la réorganisation des établissements de l'enseignement supérieur, des écoles professionnelles et des facultés des ouvriers

---

<sup>184</sup> *Postanovlenie Sovnarkoma o reorganizatsii vouzov, tekhnikoumov i rabfakov* / L'arrêté du TsIK et de Sovnarkom du 23 juillet 1930 sur la réorganisation des EES, des écoles professionnelles et des rabfacs disponible sur le site officiel de la bibliothèque électronique des actes législatifs de l'URSS : [www.libussr.ru/doc\\_ussr/ussr\\_3657.htm](http://www.libussr.ru/doc_ussr/ussr_3657.htm). Consulté le 08.06. 2017.

(*rabfacs*) du 23 juillet 1930 mentionné *supra*. Le départ définitif des facultés des sciences humaines et sociales des universités a été accompli le 13 juillet 1931 avec l'arrêté<sup>185</sup> du gouvernement.

Les facultés des universités ont été réorganisées, elles sont devenues des instituts indépendants, chacun sous la tutelle d'un Commissariat économique correspondant à sa branche d'économie. Le départ des facultés des sciences « dures » des universités multidisciplinaires vers des universités spécialisées technologiques a abouti à la décomposition de nombreuses universités et à la séparation des sciences. Les nombreuses facultés de sciences humaines étaient également réorganisées dans des instituts indépendants. Les universités d'État sont devenues des établissements à profil technique<sup>186</sup>. En effet, ces mesures ont abouti à l'accélération de l'industrialisation, note Sophia Howlett, or la science fondamentale n'a pas été soutenue d'une manière homogène<sup>187</sup>.

En raison de cette séparation et la spécialisation pointue des universités, le philosophe Georgi Fedotov a remis en doute leur existence en tant que t'elles<sup>188</sup>. Le développement des disciplines technologiques favorisé par l'État, a mené vers la création de multiples formations pointues et des sous-disciplines, ce qui a augmenté encore plus le fossé entre la formation et la recherche. Avec l'atrophie d'autres disciplines, notamment les sciences humaines et sociales, ce processus compliquait encore plus les relations entre les universités et la recherche.

---

<sup>185</sup> *O réorganisations gosoupravstvennykh universitetov/ L'arrêté du Sovnarkom de la RSFSR n° 752 du 13 juillet 1931 sur la réorganisation des universités d'État.*

<sup>186</sup> A ce propos voir :

DMITRIEV Alexandre, « *Pereizobretenie sovetskogo universiteta* » / « La réinvention de l'université soviétique », *Logos*, 2013, n° 1, p. 41-64.

BATYGIN Gennadi, KOZLOVA Larissa, « *Naouchnaia attestatsia i formirovanie sovetskogo filosofskogo obchtchestva v 1930-1940 gody* » / « L'attestation scientifique et la formation de la société philosophique soviétique » in OVTCHARENKO Viktor (éd.), *Bolchevistskaia filosofia / La philosophie des Bolcheviks*, 2008, volume 2. Disponible sur le site officiel du directeur de l'ouvrage : <https://sites.google.com/site/bolshevistphilosophy/Home/tom-2/soderzanie/batygin-kozlova>, consulté le 12.06.17.

<sup>187</sup> HOWLETT Sophia, « *Stalin and Contemporary Higher Education Change: A Short Provocation* », *International Higher Education* (revue électronique), Boston, 2011, n° 63 disponible sur le site officiel du revue <https://ejournals.bc.edu/ojs/index.php/ihe/issue/view/839>, consulté le 12.06.2017.

Voir également à ce propos :

TCHANBARISOV Chaikhoulla, *Formirovanie sovetskoi universitetskoï sistemy (1917-1938) / La formation du système universitaire soviétique*, Oufa : 2d. BKI, 1973, p. 285.

<sup>188</sup> FEDOTOV Georgi, *Soudba i grekhi Rossii / Le destin et les pêches de la Russie*, Saint-Pétersbourg, 1992, volume 2, p. 218.

Le problème de la qualité de l'enseignement a été discuté au XVII<sup>e</sup> Congrès du Parti (*XVII Partiïnaia konferentsia*) et ont été adoptés l'arrêté du Comité central exécutif de l'URSS du 19 septembre 1932<sup>189</sup> et l'arrêté du SNK SSSR et TsK VKP(b) du 23 juin 1936 « Sur le travail des établissements de l'enseignement supérieur et de la gouvernance des universités<sup>190</sup> ». Ces documents réglaient toute la vie universitaire : les procédures administratives, les plans académiques, les méthodes d'enseignement et d'évaluation, ainsi que les critères et les règles pour le recrutement des enseignants. Là encore, ces documents ont contribué à la consolidation de la responsabilité de l'État dans la gouvernance « pédagogique » universitaire. La durée des études a été diminuée de 5 ans à 3-4 ans. L'acquisition des savoirs-faire techniques a été privilégiée par rapport à l'enseignement des disciplines généralistes.

A cause de l'expérimentation avec la durée d'études dans les EES, il n'y avait aucun établissement dans le pays qui avait un cursus stable à la fin des années 1920, début des années 1930. L'analyse des documents mentionnés ci-dessus témoigne de l'incohérence et de la brièveté des premières réformes du jeune État soviétique. Dans les années 1930 le pouvoir public a réévalué sa politique universitaire, et il a rétabli certaines formes et méthodes traditionnelles d'enseignement. Il faut noter que, malgré tout, les dirigeants politiques étaient capables de reconnaître et d'analyser ses erreurs et corriger sa ligne politique.

Après l'arrêté du Comité central exécutif du 19 septembre 1932 cité *supra* la vague de réorganisation commença à s'éteindre, et vers mi-1930, les universités ont été de nouveau considérées par les décideurs publics comme des centres fondamentaux de formation des cadres. Désormais « l'approche des classes » (*klassovy podkhod*) s'est tournée vers l'idée que le régime soviétique a permis de réaliser les anciens objectifs fondamentaux de l'université classique. Le passé

---

<sup>189</sup> *Postanovlenie TsIK ob outchebnykh programmakh v vyschei chcole i tekhnikoumakh* / L'arrêté du Comité central exécutif de l'URSS du 19 septembre 1932 sur le cursus et l'organisation de la vie scolaire dans les établissements de l'enseignement supérieur et dans les écoles techniques professionnelles. Disponible sur le site officiel de la documentation législative : <http://www.consultant.ru/cons/cgi/online.cgi?req=doc&base=ESU&n=21432#0>, consulté le 16.08.2017.

<sup>190</sup> *Postanovlenie Sovnarkoma i TsK o rabote vyschikh outchebnykh zavedeni i roukovodstve vyschei chkoly* / L'arrêté du SNK SSSR et TsK VKP(b) du 23 juin 1936 sur le travail des établissements de l'enseignement supérieur et de la gouvernance de l'enseignement supérieur. Disponible sur le site officiel de la Bibliothèque des réglementations de l'URSS : [http://www.libussr.ru/doc\\_ussr/ussr\\_4080.htm](http://www.libussr.ru/doc_ussr/ussr_4080.htm), consulté le 16.08.2017.

prérévolutionnaire n'était pas présenté plus comme quelque chose d'archaïque, de bourgeoise et voué à la démolition, mais devint désormais une préhistoire nécessaire à la réussite soviétique. Les publications des fonctionnaires et les discours des nouveaux recteurs des EES, note Alexandre Dmitriev, faisaient partie intégrante du discours de l'État sur le passé de la Russie, sur la légitimité du régime. Cela a garanti à ces établissements le soutien politique, administratif et financier de la part de l'État, insiste ce chercheur<sup>191</sup>.

Les diplômes post-universitaires (*kandidat naouk, doktor naouk*) et les postes universitaires (*professeur, docent, assistant*) ont été rétablis en 1934. Cela confirma la reconnaissance par l'action publique de l'importance de la recherche scientifique pour les formations supérieures, et l'existence du doctorat (*aspirantoura*) au sein des EES comme étant nécessaire. Les principes, les formes et les méthodes de l'enseignement supérieur, stabilisés à la fin des années 1930, ont fixé le système de l'enseignement supérieur jusqu'aux années 2010. Certains dispositifs ont été revus à plusieurs reprises durant les années suivantes, mais l'essentiel restait intact et formait le modèle russe de l'enseignement supérieur.

Un nouvel organe de gouvernance pour les EES fut créé en 1936 – le Comité pan-soviétique pour les affaires de l'enseignement supérieur (*Vsesoyuzny komitet po delam vyscheï chkoly*). La particularité de celui-ci était sa responsabilité de fournir les plans stratégiques pour le développement de l'enseignement supérieur. Le planning directif et l'affiliation centralisée des diplômés sont devenus les moyens les plus importants de la politique de l'enseignement supérieur. La planification et la coordination étaient les caractéristiques fondamentales de l'organisation de l'enseignement supérieur et de la recherche soviétique.

L'arrêté du 23 juin 1936 par Sovnarkom, cité *supra*, a encore clarifié la hiérarchie des agences publiques et les normes réglementaires de la politique universitaire. Ces dispositifs principaux restaient en vigueur jusqu'aux années 1990. Le document a détaillé tous les aspects du processus de formation, de l'organisation de la vie universitaire ; il a affirmé la règle de nomination des recteurs des EES par

---

<sup>191</sup> DMITRIEV Alexandre, « *Perezobretenie sovetskogo ouniversiteta* » / « La réinvention de l'université soviétique », *Logos*, 2013, n° 1, p. 41-64.

les ministères de tutelles correspondants. L'arrêté du 20 mars 1937 a réglementé en détail les titres et les grades universitaires, ainsi que les règles de leur attribution<sup>192</sup>. Ce dernier document a été légèrement modifié le 26 avril 1938 également par un arrêté de Sovnarkom<sup>193</sup>. Le « Règlement des stages des étudiants des EES de l'URSS », adopté le 26 mars 1938<sup>194</sup>, a complété le cadre légal de la politique de l'enseignement supérieur, et la Charte unifiée pour les établissements de l'enseignement supérieur, adoptée en septembre 1938<sup>195</sup>, a finalisé la construction et la stabilisation du modèle soviétique<sup>196</sup>.

Le début des années 1930 a été marqué par l'ouverture de masse de nouveaux EES. Ce processus était sans précédent, une telle croissance du nombre des EES sera répétée que dans les années 1990. Cette croissance était d'abord obtenue par la création d'instituts spécialisés – cibles pour un tel ou un tel secteur industriel, ou par leur détachement des universités multidisciplinaires pour devenir des établissements indépendants. Par exemple, l'Académie des mines de Moscou, créée en 1918, a été réorganisée en six instituts : mines, pétrole, géologie appliquée, métaux non ferreux et d'or (transféré plus tard à Krasnoïarsk et devenu une composante de l'Université fédérale de Sibérie en 2006), tourbe (transféré en 1958 à Kalinine (Tver) et devenu l'Institut polytechnique de Kalinine en 1965) et acier. La recherche d'un modèle optimal d'intégration des EES dans la complexité économique du pays conduisait parfois aux solutions exotiques et à une évolution intéressante des établissements<sup>197</sup>.

---

<sup>192</sup> *Postanovlenie Sovnarkoma ob outchebnykh stepeniyakh i zvaniyakh / L'arrêté de Sovnarkom du 20 mars 1937 sur les grades académiques* Le recueil des lois de l'URSS.

Source : *Sobranie zakonov SSSR*, Moscou, 1937, n° 21, p. 83.

<sup>193</sup> *Postanovlenie Sovnarkoma ob outchebnykh stepeniyakh i zvaniyakh / L'arrêté de Sovnarkom du 26 avril 1938 sur les grades académiques.*

Source : *Sobranie postanovleni i rasporyajeni pravitelstva SSSR / Le recueil des lois de l'URSS*, La collection des arrêtés et des décisions du Gouvernement de l'URSS, Moscou, 15 mai 1938, n° 21.

<sup>194</sup> *Polojenie o proizvodstvennoy praktike stouidentov vyschykh outchebnykh zavedeni SSSR / Le règlement des stages des étudiants des établissements de l'enseignement supérieur de l'URSS du 26 mars 1938.*

Source : *Sobranie postanovleni provitelstva SSSR / La collection des arrêtés du Gouvernement de l'URSS*, Moscou, 1938, n° 14, p. 89.

<sup>195</sup> *Tipovoy oustav vyschego ouchebnogo zavedenia / La charte-type pour les établissements de l'enseignement supérieur adopté par Sovnarkom le 5 septembre 1938.*

Source : *Sobranie postanovleni provitelstva SSSR / La collection des arrêtés du Gouvernement de l'URSS*, Moscou, 1938, n° 41, p. 237.

<sup>196</sup> En outre, la formation supérieure par correspondance a été encadrée le 29 août 1938 avec l'arrêté de Sovnarkom sur l'enseignement supérieur par correspondance / *Postanovlenie o vyschem zaotchnom oboutchenii.*

<sup>197</sup> FROUMIN Isak, KOUZMINOV Iaroslav, SEMIONOV Dmitri, *op.cit.*

Dans les grandes villes de l'URRS, l'État créa les instituts de mines, de métallurgie, d'aviation, de mécanique, de transport, de chimie, de technologie ; les instituts polytechniques se multiplièrent partout également. Partant des universités, l'État a créé au début des années 1930 plus de quarante instituts pédagogiques, de médecine, d'économie et autres. Les cours du soir et la formation par correspondance se sont multipliés : non seulement des facultés spécifiques ont été créées au sein des universités, mais des instituts entiers de formations par correspondance ont été fondés à Moscou et dans d'autres villes.

Un des modèles de référence de l'établissement de l'enseignement supérieur soviétique, fournissant des cadres pour l'industrie, devint l'établissement technique d'enseignement supérieur (*zavod-vtouz*) lié non seulement à un secteur économique précis, mais à une entreprise concrète. C'était en effet une version d'université corporative, note Froumin *et alii*<sup>198</sup>. Le premier *vtouz* a été créé sur la base de l'Usine de métallurgie de Leningrad (*Leningradski metallitcheski zavod*) en 1930, et dans les années suivantes plusieurs *vtouz* ont été fondus dans lesquels l'on louait « la composition sociale du corps étudiant » grâce à l'intégration maximale de l'apprentissage professionnelle dans le cursus et à la réalisation du modèle des études pour un poste précis.

Le réseau des EES soviétiques s'est consolidé définitivement vers les années 1940. Il y avait trois types principaux d'établissements d'enseignement supérieur. Le premier groupe était des EES créés sur la base du principe territorial pour fournir des cadres aux secteurs du système régional économique. A ces fins, dans chaque région ou chaque groupe des régions, les instituts pédagogiques, polytechniques et de médecine ont été établis. Ils se trouvaient sous la tutelle des ministères, et ils visaient les marchés locaux du travail. Le deuxième groupe était les EES spécialisés pour fournir des cadres à un secteur spécifique de l'industrie à l'échelle nationale. Par exemple, c'était le cas de l'Institut de pétrole de Moscou au nom de Goubkine (*Moskovski neftianoï institout imeni Goubkina*) ou de l'Institut d'acier et des métaux de Moscou (*Moskovski institout stali i splavov*). Le troisième groupe était les universités classiques. Le système avait des liens verticaux bien prononcés avec

---

<sup>198</sup> FROUMIN Isak, KOUZMINOV Iaroslav, SEMIONOV Dmitri, *op.cit.*

d'autres éléments du mécanisme de l'économie planifiée, et certaines réformes dans les années suivantes ne changeraient pas l'essentiel de cette structure<sup>199</sup>.

### 3. L'enseignement supérieur soviétique à l'heure des épreuves

#### 3.1. La radicalisation de la politique envers la communauté universitaire

De point de vue des Bolcheviks, l'enseignement supérieur était, avant la Révolution, le privilège des classes « exploiteuses » et donc, ceux qui ont reçu leur diplôme à l'époque tsariste ont été perçus comme les ennemis de classe du « prolétariat ». Les anciens professeurs et chercheurs ont souvent été soupçonnés par le nouveau régime de déloyauté politique. Cette politique se radicalisa à partir de 1928 avec le lancement du Premier plan quinquennal (*Pervy piatiletni plan*) et le début de l'industrialisation.

En mars 1928, dans l'affaire Chakhtinskoe, l'État a tenu pour responsables les ingénieurs des mines du Donbass de la désorganisation systématique de la production faite, selon les pouvoirs publics, à la demande des anciens propriétaires (bourgeois) des mines et des « agents étrangers » pour saturer l'économie socialiste. Les accusés ne paraissaient pas en justice en tant qu'individus, mais en tant que représentants de la classe de l'ancienne intelligentsia. Le procès était emblématique. Après l'affaire Chakhtinskoe, des publications ont paru dans la presse sur l'activité de sabotage dans les autres entreprises. A partir de ce moment les spécialistes « bourgeois » et l'ancienne intelligentsia ont été exposés au licenciement au sein des entreprises, mais aussi des universités. La presse trouvait des exemples de « comportement antisoviétique » parmi les anciens professeurs. Ils étaient accusés d'orgueil et d'enseignement des opinions anti-communistes<sup>200</sup>.

---

<sup>199</sup> FROUMIN Isak, KOUZMINOV Iaroslav, SEMIONOV Dmitri, *op.cit.*

<sup>200</sup> CHPAKOVSKAIA Larissa, « Sovetskaia obrzovatelnaia politika : sotsialnaia injeneriia i klassovaia bor'ba » / « La politique sociale soviétique : l'ingénierie sociale et la lutte des classes », Journal issledovani sotsialnoï politiki / Le revue des recherches de la politique sociale, 2009, volume 7, n° 1, p. 39-64.

Dans son discours « Nouvelle conjoncture – nouvelles tâches pour la construction économique » en 1931<sup>201</sup>, Staline a déclaré la nécessité de constituer d'une « nouvelle intelligentsia » qui devra se composer d'ingénieurs et d'intellectuels issus de la classe ouvrière et paysanne. La nouvelle intelligentsia devait s'intégrer dans la construction socialiste et défendre ses intérêts ainsi que des ouvriers et des paysans. Le moyen de formation de la nouvelle intelligentsia était la présentation des candidats (issus des ouvriers et paysans) aux postes de gestion *via* leurs études à l'université, ce qui a amené l'introduction de changements structuraux dans les universités, et des mécanismes supplémentaires de discrimination positive au bénéfice des ouvriers. Cette décision signifiait le passage à l'étape suivante dans l'ingénierie sociale du Parti : les jeunes, qui ont eu accès aux universités grâce au nouveau régime, pouvaient, après avoir été formés, intégrer l'élite politique de l'Union soviétique. La politique universitaire soviétique, par conséquent, a solidement fusionné le Parti et les universités aux yeux des jeunes avec de nouvelles opportunités de mobilité sociale pour les classes défavorisées. La nouvelle intelligentsia était reconnaissante de cette accessibilité aux études supérieures et les possibilités d'évolution de carrière, et le pouvoir pouvait attendre en retour leur loyauté politique. La politique de la « discrimination positive », une fois effectuée, a été officiellement supprimée avec l'adoption de la Constitution de 1936 qui déclara l'égalité des personnes indépendamment de leur appartenance à une classe ou une autre. Les *rabfacs* ont été supprimées, et désormais, on n'utilisait plus les termes « rouge » ou « bourgeois » pour qualifier un universitaire ; tout le monde était devenu « soviétique ». Il est rapporté que les diplômés de *rabfacs* au pouvoir ont été destructifs comme élément, parce qu'il s'agissait d'une pseudo-élite intellectuelle qui n'avait pas de véritable esprit libéral, mais des ambitions sans talents qui participaient à la persécution de la « vraie » élite intellectuelle<sup>202</sup>.

Les années 1930 étaient les plus critiques pour les relations du pouvoir avec la communauté scientifique. Le contrôle politique augmentait : l'investigation des services secrets qui recherchaient les spécialistes politiquement mal intentionnés

---

<sup>201</sup> STALINE Joseph, « *O zadatchakh khoziaystvennikov. Novaja obstanovka – novye zadatchi khoziaystvennogo stroitelstva* » / « Sur les tâches des économistes. Nouvelle conjoncture – nouvelles tâches pour la construction économique », le discours du 23 juin 1931, *Pravda*, 5 juillet 1931, n° 183.

<sup>202</sup> RADAIEV Valeri, CHKARATAN Ovseï, *Sotsialnaia stratifikatsiia*, Moscou : Naouka, 1995, 240 p.

devenait de plus en plus répandue. La subordination de la recherche à l'appareil d'État faisait partie du Grand tournant (*Veliki perelom*<sup>203</sup>), le moment où l'autorité de l'État mobilisait les efforts des chercheurs pour les besoins de l'industrialisation et pour la création du complexe militaro-industriel.

En conséquence des réformes conduites par le Politburo TsK VKP(b)<sup>204</sup> ayant pour objectif d'organiser la gouvernance de la recherche russe, l'Académie des sciences de l'URSS a acquis un statut particulier à caractère tripartite : une communauté scientifique, une association des instituts de recherche et un établissement d'administration. Les années 1930 ont marqué la dernière étape de la constitution du système de recherche russe, laquelle était « soumise au dictat de l'État jusque dans les années 1950, lorsque celui-ci a évolué vers le paternalisme étatique<sup>205</sup> ».

La direction des études a été déterminée par l'État. Les sciences humaines, au service des doctrines du Parti, perdaient de plus en plus leur fonction de critique sociale et d'anticipation du développement social. Les productions des théoriciens du Parti servaient de base pour la formation de la connaissance en sciences sociales. La science en URSS n'avait pas de liberté ni souplesse ; elle était subordonnée.

Cependant, il est à noter dans ce contexte que la recherche était considérablement soutenue financièrement et indépendamment de sa productivité. Cela a donné la possibilité aux chercheurs de satisfaire leur curiosité intellectuelle aux frais de l'État, mais dans le cadre des problématiques fournies par l'État en lien avec ses missions économiques et politiques prioritaires. Une certaine isolation économique de l'URSS a permis de mener des recherches scientifiques sur les ressources naturelles du pays, dont l'exploration a renforcé le développement de

---

<sup>203</sup> Le Grand tournant (*Veliki Perelom*) est l'appellation de la politique de Joseph Staline entre 1927 et 1929 signifiant le lancement d'une transformation brutale et radicale de la société soviétique par les moyens de la collectivisation intégrale des terres agricoles et par l'industrialisation « à toute vapeur » agencée par les plans quinquennaux.

<sup>204</sup> Politburo (en forme longue *Politburo du Comité Central du Parti communiste de l'Union soviétique*) était le premier conseil (organe suprême) du Comité central du Parti communiste avec un rôle proche de celui du gouvernement, à savoir la définition de la ligne directrice de la politique. La fonction de Secrétaire général du Comité central, chargé de coordonner les activités du Politburo, a été créée en 1922, son premier titulaire étant Joseph Staline.

<sup>205</sup> PELIKH Alexey, *Politika sovetskogo gosudarstva po organizatsii i razvitiou naoutchnykh issledovani : 1917-1991 / La politique de l'Etat soviétique en matière de l'organisation et du développement des recherches scientifiques*, thèse de post-doctorat (doktor naouk) en histoire ; Armavir, 2007, 396 p., p. 99-100.

branches d'économie telles que l'industrie lourde, notamment la construction mécanique, l'énergie électrique, la métallurgie et l'industrie chimique. Pendant les années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale, la Russie a reçu des moyens financiers considérables grâce à la vente de ressources premières. Malgré ces conséquences jugées positives pour le développement des recherches aux usages et bénéfiques internes, le pays rentrait dans une période sombre pour toute la société, notamment la communauté universitaire et scientifique.

Le nom de Staline évoque l'installation du régime totalitaire, de la terreur et des répressions politiques. Pour la politique de l'enseignement supérieur, c'est une figure historique contradictoire. D'un côté, l'attention du Secrétaire général à l'enseignement supérieur était importante, ainsi que des moyens alloués aux EES et aux projets universitaires d'une grande échelle. D'un autre côté, l'enseignement supérieur n'a pas échappé aux répressions, à la terreur stalinienne et aux arrestations par le NKVD. Le régime totalitaire a gravement nui à l'enseignement supérieur - en dommages humains et moraux.

Les répressions politiques de l'époque stalinienne sont connues de la population russe et au-delà. En effet, de nombreux ouvrages existent qui racontent l'histoire de la terreur de cette époque. Deux historiens Vladimir Khaoustov et Lennart Samuelson ont effectué une analyse de la littérature des chercheurs russes et étrangers qui ont étudié la période de la politique des répressions de 1936 à 1938<sup>206</sup>. Les premiers ouvrages dédiés à cette réalité historique ont vu le jour à la fin des années 1930, l'intérêt pour tous les aspects de la politique dans cette période ne diminua pas avec les années, et il a logiquement augmenté avec l'ouverture des archives (ladite « révolution des archives ») dans les années 1990. L'ouvrage de Khaoustov et Samuelson prouvent avec une argumentation solide la participation personnelle de Joseph Staline dans les répressions de masse des russes dans les années 1930.

Pour la plupart des auteurs russes de ces ouvrages au sujet des répressions, mais aussi de nombreux lecteurs, la terreur stalinienne a touché directement leurs propres familles. La communauté scientifique et universitaire faisait l'objet d'actions répressives ; l'information à ce sujet est accessible et abondante. Cette question dans

---

<sup>206</sup> KHAOUSTOV Vladimir, SAMUELSON Lennart, *Stalin, NKVD i repressii 1936-1938 / Staline, NKVD et les répressions des années 1936-1938*, Moscou : ROSSPEN, 2009, 432p., p. 8-25.

le cadre de notre thèse est incontournable. Néanmoins, il est nécessaire dans l'analyse et la synthèse, de se limiter aux questions suivantes : pourquoi une telle politique envers les universités ? Quel impact cette politique universitaire a eu pour la suite ?

Les universités, à travers la poursuite des enseignants-chercheurs pour motifs politiques, étaient l'objet de répressions qui ont été appelées dans l'historiographie de la politique de la Grande terreur (*Bolchoï terreur*<sup>207</sup>). La Grande terreur a été conduite par le dirigeant politique, le Secrétaire Général Joseph Staline, dans les années 1937-1938. Cette période constituait l'acmé de la politique des répressions débutée en 1917 et terminée après la mort de Staline en 1956. La politique envers les universités était inscrite dans la politique générale de l'État ; la société soviétique de cette époque a subi des répressions à tous les niveaux y compris les hauts fonctionnaires du Parti. Il est nécessaire dans ce contexte d'invoquer les points essentiels de cette politique globale des répressions staliniennes, notamment son origine, ses caractéristiques, sa nature et ses conséquences.

Il existe de nombreux travaux sur les origines de la politique de la terreur, ainsi que plusieurs perspectives. L'historien allemand Baberowski considère que la raison de la radicalisation de la politique des répressions et sa transformation en terreur provient de l'opposition des élites régionales et locales qui ont saboté les directives du centre<sup>208</sup>. L'historien français Nicolas Werth estime que la terreur est un mécanisme de l'ingénierie sociale, de la phase terminale de la politique de la « dékoulakisation » et de la déportation des « éléments malfaisants »<sup>209</sup>. L'historien américain Shiarer situe le lancement de la Grande terreur au sein du chaos présent dans la vie économique-politique des années 1930-1935<sup>210</sup>. L'historien russe Tepliakov, en résumant plusieurs travaux, écrit qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle la plupart des chercheurs étaient convaincus que la terreur était une action préparée et planifiée,

---

<sup>207</sup> A ce propos voir :

CONQUEST Robert, *The Great Terror: A Reassessment*, 2008, Oxford University Press, 574 p.

<sup>208</sup> BABEROWSKI Jorg, *Krassny terror. Istoria Stalinisma / La terreur rouge. L'histoire de stalinisme*, Moscou : Ed. ROSSPEN, 2007, 280 p., p. 8-10 (*L'ouvrage original : Der Rote Terror: Die Geachichte des Stalinismus*, München: Deutsche Verlags-Anstalt, 2003).

<sup>209</sup> WERTH Nicolas, *L'Ivrogne et la Marchande de fleurs: Autopsie d'un meurtre de masse, 1937—1938*, Paris: Ed. Tallandier, 2009, 336 p., p. 75-128, p. 252-276.

<sup>210</sup> SHEARER David R., *Policing Stalin's Socialism. Repression and Social Order in the Soviet Union, 1924—1953*, New Haven: Yale University Press, 2009, 532 p., p. 285-320.

mais il n'existe toujours pas un consensus entre les historiens concernant les raisons véritables des purges. Tepliakov souligne également que dans la littérature contemporaine, l'on constate le développement d'une nouvelle approche de l'analyse de la politique stalinienne. Dans le cadre de cette approche, les historiens situent le maintien par la société totalitaire de la politique d'État au cœur de la culture politique qui a fait naître ce régime. Le régime s'est transformé en agressivité des masses et la méprise de l'individualisme. L'historien développe cette idée en stipulant que la terreur initiée par le pouvoir public a été utilisée par de nombreuses structures et de nombreuses personnes afin de résoudre leurs propres problèmes<sup>211</sup>.

Il faut souligner ici que la Russie a traversé au début du XX<sup>e</sup> siècle trois révolutions (1905 et deux fois en 1917) et trois guerres (la guerre russo-japonaise 1904-1905, la Première Guerre mondiale 1914-1917, la guerre civile 1918-1922) avec un nombre total de victimes (dans ces guerres) de 14 millions de morts<sup>212</sup>. Durant cette période, la vie humaine a perdu sa valeur aux yeux de la société qui était prête, au bout de tous ces événements, à une résolution radicale des problèmes par l'élimination de personnes indésirables.

A l'origine des répressions se trouve le concept du « renforcement de la lutte des classes dans le cadre de l'achèvement de la construction du socialisme<sup>213</sup> », formulé par Staline en juillet 1928. Le concept prévoyait l'utilisation de la répression autorisée contre différents éléments de la société. Le Parti a produit une chaîne de raisonnements selon laquelle l'URSS se trouvait encerclé par le capitalisme, et jusqu'à ce qu'il n'y aurait plus de danger d'intervention militaire, il était nécessaire d'éliminer les éléments « bourgeois ». Les répressions, précisément, l'isolation et l'élimination des personnes antagonistes au régime – « les ennemis du peuple » -

---

<sup>211</sup> TEPLIAKOV Alexey, « *Epokha repressii : sub'ekty i ob'ekty* » / « L'époque des répressions : les sujets et les objets », in BORDIOUGOV Gennadi (éd.), *Mejdou kanounami. Istoricheskie issledovania v Rossii za poslednie 25 let / Entre les veilles. Les recherches historiques en Russie des 25 dernières années*, Moscou : Ed. AIRO-XXI, 2013, p.1146.

<sup>212</sup> KRIVOCHEEV Grigori (éd.), *Rossia i SSSR v voïnakh XX veka : poteri vooroujennykh sil / La Russie et l'URSS dans les guerres du XX<sup>e</sup> siècle*, Moscou : Ed. Olma-Press, 2001, p. 58.  
ERLIKHMAN Vadim, *Poteri narodonaseleniia v XX veke. Spravotchnik / Les pertes humaines dans le XX<sup>e</sup> siècle. Répertoire*, Moscou, 2004, p. 132.

<sup>213</sup> STALINE Joseph, « *Ob industrializatsii i khlebnoï probleme* » / « Sur l'industrialisation et le problème du pain. Le discours du 9 juillet 1928 au Plenum TsK VKP(b) » in *Sotchinienia / Œuvres complètes*, Volume 11, Moscou : Gosudarstvennoe izdatelstvo politicheskoi literatoury, 1953, p. 168-171.

étaient devenus un besoin vital du point de vue de la conservation du régime socialiste<sup>214</sup>.

Selon Hannah Arendt, la responsabilité de l'existence du régime totalitaire ne reposa pas uniquement sur les dirigeants politiques ou sur leur fanatisme, paranoïa ou autres maladies mentales. Elle reposa aussi sur les gens constituant *la masse* qui a laissé le totalitarisme s'installer. La notion de la masse est centrale dans l'analyse d'Arendt. La masse devient le milieu nutritif pour les mouvements totalitaires : par ces actions et ces discours elle rend le régime totalitaire possible et devient son soutien. La masse se caractérise par l'absence de racines et de liens, ainsi que par l'apathie face au pouvoir politique. Les personnes cessent de ressentir des liens sociaux, des missions, des motivations, et le système totalitaire résonne chez la masse parce qu'il fournit une sorte d'identification, d'union et de liens sociaux<sup>215</sup>.

Le travail d'Hannah Arendt dans *Les origines du totalitarisme*<sup>216</sup> a contribué à l'étude du concept du totalitarisme ; la chercheur est en effet reconnue pour avoir donné un sens philosophique à ce terme politique. Certes, dans son travail Hannah Arendt a approché, dans son analyse du « mal radical » et de la « banalité du mal », au plus près de la nature humaine. Cependant, nous ne partageons pas entièrement la théorie de Hannah Arendt, notamment son concept de l'apathie de la masse. Tout d'abord, parce que nous tenons au concept d'Emmanuel Kant sur l'existence de la loi morale<sup>217</sup> à l'intérieur de l'âme de chaque humain. Décidément, la désintégration sociale a bouleversé la société russe : les liens sociaux ont en effet été interrompus après la Révolution et la guerre civile, ce qui est également le cas pour la population étudiante et enseignante. Or, l'apathie absolue vis-à-vis de la vie politique et sociale n'était pas une réalité pour la société soviétique avant et pendant l'époque totalitaire.

---

<sup>214</sup> Il est à noter que la politique stalinienne contrariait le document législatif de base – la Constitution, notamment dans la création de nombreuses instances extrajudiciaires.

Voir à propos des répressions :

STEPANOV Mikhaïl, « *Stalinskaia repressivnaia politika v SSSR (1928-1953) : vzgliad sovetskoï istoriografii* » / « La politique des répressions de Staline en URSS (1928-1953) dans l'historiographie soviétique », *Izvestia AltGU*, 2008, n° 4-1 disponible sur le site de la bibliothèque électronique Cyberleninka : <http://cyberleninka.ru/article/n/stalinskaya-repressivnaya-politika-v-sssr-1928-1953-gg-vzglyad-sovetskoy-istoriografii>, consulté 18.08.2017.

<sup>215</sup> ARENDT Hannah, *Vera v tcheovetchestvo / La foi en l'humanité*, Texte du catalogue de l'exposition de la Maison littéraire de Berlin et des Instituts de Goethe à Bucarest et à Moscou, Moscou, 2012, 124 p., p. 64.

<sup>216</sup> ARENDT Hannah, *Istoki totalitarizma / Les origines du totalitarisme*, Moscou : Ed.

Tsentrkom, 1996, 672 p.

<sup>217</sup> KANT Emmanuel, *Les fondements de la métaphysique des mœurs*, Delagrave, 1999, 210 p.

Les livres, la poésie, les mémoires et les journaux intimes témoignent d'une réflexion profonde des personnes, et notamment des universitaires, sur la vie politique et sur l'avenir du pays. L'existence d'une forme de dualisme dans le comportement et les discours de la plupart des personnes, leur conformisme ou non à la situation politique montraient que la société s'exprimait d'une façon ou une autre. C'est pour cela que la masse nous semble être plutôt un mythe, ou en termes de Weber, un « type idéal<sup>218</sup> ». Il est difficile de qualifier une société bouleversée et moralement dévastée comme étant une masse politiquement apathique. En outre, Hannah Arendt considérait que le totalitarisme commença avec les premières répressions de Staline en 1929 et s'arrêta avec sa mort en 1953, en défendant Lénine et sa bonne foi. Pourtant, la terreur rouge et des persécutions des prêtres ont eu lieu lors de la direction du pays par Lénine. L'époque stalinienne, en effet, était le pire cauchemar car autorisant la violence par le pouvoir absolu du décideur politique, et, en effet, il y a une vraie différence de poids politique entre les périodes léninienne et stalinienne, mais une certaine continuité de la violence avant et après Staline n'est pas négligeable. Elle commence dès la Révolution et elle continue après la mort de Staline, quand Khrouchtchev ordonne de calmer les mécontentements à Temirtaou en 1959 et à Krasnodar en 1961 avec l'intervention des forces de l'État et des victimes humaines.

En revanche, nous sommes d'accord avec Hannah Arendt que l'idéologie constitue une composante importante du mouvement totalitaire, et l'idéologisation de tous les aspects de la vie est vitale pour qu'un régime totalitaire existe. L'idéologie totalitaire ressort comme une série de théories incontestables avec lesquelles on peut tout expliquer, une sorte de vérité absolue. La propagande est un moyen efficace d'interpréter les événements réels en termes d'idéologie officielle en plaçant ainsi une personne dans un monde imaginaire. Un homme soviétique avait la conviction qu'il habitait dans le meilleur pays du monde, et que les peuples du reste du monde souffraient d'une oppression capitaliste insupportable<sup>219</sup>. Hannah Arendt définit à juste titre le totalitarisme comme un système de terreur, effectué à travers les

---

<sup>218</sup> WEBER Max, « Essai sur l'objectivité scientifique dans les sciences et la politique sociales », in *Essais sur la théorie de la science*, Paris : Ed. Pocket, 2000, 478 p.

<sup>219</sup> DAVYDOV Youri (éd.), « Hannah Arendt i problema totalitarizma » / « Hannah Arendt et le problème de totalitarisme », in *Novoe i staroe v teoreticheskoï sotsiologii / Le nouveau et l'ancien dans la sociologie théorique*, Moscou : Ed. Institut de la sociologie de l'Académie russe des sciences, 1999, livre 1, p.144-160.

répressions de masse qui engendrent une atmosphère de peur et permet ainsi de faire des expérimentations sociales avec le peuple. Dans les sociétés totalitaires, écrit Arendt, la violence cesse finalement d'être un moyen et devient une fin en soi<sup>220</sup>.

Nous tenons à souligner qu'il est important pour les historiens, politologues, hommes politiques et pour le grand public de connaître la vérité sur des actions publiques pour éviter, alerter et anticiper l'apparition de conditions qui mèneraient à la reconduction des tragédies du passé. Le travail des chercheurs cités ci-dessus est une contribution puissante et remarquable, et donc nous tenons à s'appuyer sur leurs explications de cet aspect de la politique publique soviétique durant la période des années 1930-1940 et puis des années 1950 pour nous aider à répondre à une partie de la question : pourquoi cette politique ? Il est également important pour nous de noter le bilan de cette politique pour le secteur d'analyse, à savoir l'impact grave sur l'état de l'enseignement supérieur et sur son évolution dans les années suivantes. Les répressions staliniennes lancées par le groupe dirigeant politique et opérées par les pouvoirs publics contre la société civile y compris la communauté universitaire, signifie une politique irrationnelle en ce qui concerne la reproduction du secteur en tant qu'institution sociale. La mission principale de l'État dans toute politique sectorielle (dans notre cas, le secteur de l'enseignement supérieur en particulier et l'éducation nationale en général) consiste à assurer « la reproduction du secteur concerné avec les objectifs plus globaux touchant la reproduction de la société toute entière<sup>221</sup> ».

Le nombre de victimes des répressions politiques, à savoir, les personnes condamnées pour crimes politiques et contrerévolutionnaires et punies par l'exécution, l'emprisonnement, la déportation se chiffre en millions. Les discussions des chercheurs sur le plan national et international à propos des chiffres exacts sont toujours d'actualité. L'analyse du chercheur Victor Zemskov, qui étudie ce problème depuis vingt-cinq ans et considère que le nombre total s'élève à 4 millions<sup>222</sup>, nous

---

<sup>220</sup> ARENDT Hannah, « *O nasiliï* » / « Sur la violence », *Moral' v politike / Le moral dans la politique*, Moscou : Ed. Université d'État de Moscou, 2004, p. 330, 334-335.

<sup>221</sup> MULLER Pierre, « Une schéma d'analyse des politiques sectorielles », *Revue française de science politique*, 1985, volume 35, n° 2, p. 165-189, p.166.

<sup>222</sup> ZEMSKOV Viktor, « K voprosou o mashtabakh repressii v SSSR » / « L'échelle des répressions en URSS », *Sotsiologicheskie issledovania / Les recherches sociologiques*, 1995, n° 9, p. 118-127. Voir également :

semble argumenté et pertinent. En ce qui concerne la communauté universitaire, selon la statistique de l'Institut de l'histoire naturelle et technologique, l'État a exécuté 315 membres de l'Académie de Sciences, 286 professeurs et 224 maîtres de conférences. Les données ne peuvent pas être complètes, car un grand nombre de documents a été détruit dans les années 1960<sup>223</sup>.

Les répressions des enseignants-chercheurs pour leurs avis politiques ont diminué considérablement le potentiel intellectuel du pays. Encore, il est impossible de mesurer la perte totale en termes de talents et d'opportunités perdus pour l'enseignement supérieur et la recherche. Les arrestations et les exécutions ont créé une atmosphère de peur dans le milieu universitaire. Les comportements changeaient dans la vie professionnelle. Dans son livre *Les héros, les monstres et les conformistes de la recherche russe*<sup>224</sup>, Simon Chnol, présente ses études de cas de chercheurs russes persécutés par le régime totalitaire en évoquant leur valeur humaine et productivité scientifique brusquement interrompues par le pouvoir politique, provoquant des dommages graves, et malheureusement immensurables pour le pays. Le titre n'est pas un hasard, car dans ce climat politique il a fallu pour les enseignants-chercheurs un certain courage personnel pour défendre leurs idées. Évidemment, les enseignants-chercheurs contraints par la peur de perdre leur travail, leur vie même, mais aussi de mettre en danger les membres de leurs familles, s'adaptaient à l'environnement politique en n'annonçant pas leurs positions. L'analyse de Chnol met en avance la complexité des relations État-universités, mais aussi le problème du choix personnel de sa position dans ce conflit.

Des répressions continuaient à avoir lieu dans les années 1940, malgré le fait que le pays était rentré dans une autre épreuve - la Seconde Guerre mondiale. La participation de l'URSS dans cette guerre commença à partir de l'attaque de

---

ZEMSKOV Viktor, « Polititcheskie repressii v SSSR (1917-1990) » / « Les répressions politiques en URSS », Russie-XXI, 1994, n° 1, 2 disponible sur le site officiel du revue Aktualnaia istoriia / L'histoire actuelle : <http://actualhistory.ru/2008060101> consulté 18.08.2017.

<sup>223</sup> Les données des publication de l'information relative aux victimes des répressions staliniennes issue de la communauté académique et scientifique sur le site officiel de Institut de l'histoire naturelle et technologique de l'Académie des sciences de la Russie:

<http://www.ihst.ru/projects/sohist/repress.htm> consulté 18.08.2017.

<sup>224</sup> CHNOL Simon, *Geroi, zlodei i komformisty otchestvennoi nauki* / Les héros, les monstres et les conformistes de la science russe, 4e édition, Moscou : Edition Librokom, 2010, 720 p.

l'Allemagne hitlérienne le 22 juin 1941 sur le sol soviétique sans déclaration de la guerre. La période du 22 juin 1941 à 9 mai 1945, jusqu'à la signature de l'acte de la capitulation sans condition de l'Allemagne à Berlin porte le nom de la Grande Guerre patriotique<sup>225</sup> en Russie. C'était une épreuve sévère pour l'enseignement supérieur soviétique, pour lequel l'action publique s'est montrée considérablement engagée.

### 3.2. L'épreuve de la guerre pour l'enseignement supérieur : 1941 à 1945

Au début de la Grande Guerre patriotique, l'enseignement supérieur soviétique présentait un système organisé avec 817 établissements (année scolaire 1940/41) et 812 000 étudiants dont 218 000 étudiants primo-arrivants chaque année. En janvier 1941, environ 909 000 diplômés d'enseignement supérieur travaillaient dans les entreprises. L'État soviétique dépensait en moyen 2,5 millions roubles par an pour l'enseignement supérieur (en 1940 – 2,9 millions de roubles). A peu près la moitié des étudiants profitaient d'un logement dans les résidences étudiantes<sup>226</sup>.

L'objectif premier du pouvoir public, dès le début de la guerre, était d'éviter à tout prix l'effondrement du système universitaire qui venait d'être construit. L'occupation par les nazis de vastes territoires occidentaux du pays a mis en danger 250 EES, et il a fallu les évacuer et les transférer à l'Est. C'était Kaftanov Sergueï, le directeur du Comité pan-soviétique pour les affaires de l'enseignement supérieur, qui coordonnait le processus. La priorité a été donnée aux EES techniques qui formaient les ingénieurs pour l'industrie de défense. Ainsi, parmi les 53 EES ayant le statut de « sauvegarde obligatoire », il y avait 43 EES au profil technique. Au total, 147 EES ont été évacués et transférés à l'Est, dont 57 de Moscou et 40 de Leningrad<sup>227</sup>.

Environ 334 EES soviétiques ont été détruits par les envahisseurs dans les zones d'occupation : les bâtiments ont été rasés complètement ou partiellement;

---

<sup>225</sup> Appellation soviétique, désigne, dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, le théâtre d'opérations qui oppose l'Allemagne nazie à l'Union soviétique de juin 1941 à mai 1945.

<sup>226</sup> *Narodnoe khoziaïstvo SSSR v Velikoï Otetchestvennoï voïne 1941-1945 goda. Statistitcheski sbornik* / L'économie de l'URSS pendant la Grande Guerre patriotique 1941-1945. Recueil statistique, Moscou : Informatsionno-izdatelski tsentr, 1990, Section 24, disponible sur le site de la bibliothèque électronique des documents de l'époque soviétique : <http://istmat.info/node/374>, consulté 19.08.2017. Voir également :

*Velikaïa Otetchestvennaïa voïna. 1941-1945 : entsiklopedia* / La Grande Guerre patriotique. 1941-1945 : encyclopédie, Moscou : Ed. Sovetskaïa nauka, 1948.

<sup>227</sup> *Sovetskaïa vyschaïa shkola v gody Velikoï Otetchestvennoï voïny* / L'enseignement supérieur russe durant les années de la Grande Guerre patriotique, Moscou : Ed. Vyschaïa shkola, 1980, p. 54.

l'équipement des laboratoires, les fonds des bibliothèques et des pièces rares des collections scientifiques ont détruits ou exportés en Allemagne. Le dommage des EES de Narkompros était estimé à 3 milliards de roubles. Même avec ces précautions, le nombre d'établissements a inévitablement diminué, en 1942-1943 seulement 460 établissements des 817 pouvaient continuer à fonctionner<sup>228</sup>.

Un grand nombre de professeurs et d'étudiants ont quitté les universités pour s'engager volontairement dans l'armée. Ce départ et la diminution des EES ont poussé les pouvoirs publics à prendre les mesures supplémentaires. Le 5 mai 1942 l'État adopte l'arrêté « Sur le plan d'admissions dans les EES en 1942 et des moyens de renforcement des EES<sup>229</sup> » introduisant de nouvelles règles d'inscription universitaire, notamment la suppression temporelle des examens d'entrée pour des bacheliers avec les mentions « très bien » et « bien » à leurs certificats de fin d'études secondaires. Un autre moyen efficace pour attirer plus de jeunes dans les EES était la propagande des métiers et des spécialités universitaires à la radio et dans la presse. De 1943 à 1944, l'action publique a entrepris encore quelques mesures pour améliorer la vie universitaire afin de garder des établissements en activité et les étudiants en études. Le décret spécial de Sovnarkom du 10 février 1943 « Sur l'amélioration d'alimentation des étudiants<sup>230</sup> » a prescrit aux collectivités locales de fournir les produits pour les cantines universitaires et aux EES de créer et faire vivre des potagers. Dès 1943, chaque année le fond de l'État pour les bourses aux étudiants augmentait. Par exemple, de 1943 à 1944 il a grimpé de 436 millions de roubles à 1

---

<sup>228</sup> KROUGLIANSKI Mikhaïl (éd.), *Vyschaia chkola SSSR v gody Velikoï Otetchestvennoï voïny / L'enseignement supérieur de l'URSS durant les années de la Grande Guerre patriotique*, Moscou : Vyschaia chkola, 1976, p. 105-140.

SPERANSKI Andreï, « *Vyschaia chkola SSSR v 1941-1945 : ekzameny voïny* » / « L'enseignement supérieur de l'URSS durant les années 1941-1945 : l'examen de la guerre », *Vestnik de l'IOGU* (Université d'État du Sud Oural), 2015, n° 3, p. 33-38.

<sup>229</sup> Postanovlenie SNK SSSR i TsK VKP(b) o plane priïoma v vouzy v 1942 godou i meropriiatiia po oukrepneniiu vyschykh outchebnykh zavedeni / L'arrêté de Sovnarkom SSSR et TsK5 du 5 mai 1942 sur le plan d'admissions dans les EES en 1942 et des moyens de renforcement des EES.

Source : *Vyschaia chkola : Osnovnye postanovleniia, prikazy i instrouktsii / L'école supérieur : Les arrêtés, les ordres et les instructions principaux*, Moscou, 1945, article 45, p. 550-551.

<sup>230</sup> Postanovlenie Sovnarkoma ob ouloutchenii pitaniia stouidentov vyschykh outchebnykh zavedeni / L'arrêté de Sovnarkom de l'URSS du 10 février 1943 sur l'amélioration d'alimentation des étudiants. Source : *Sovetskaia vyschaia chkola v gody Velikoï Otetchestvennoï voïny / L'enseignement supérieur russe durant les années de la Grande Guerre patriotique*, Moscou : Ed. Vyschaia chkola, 1980, p. 83.

milliards 636 millions de roubles. Ces actions avaient un effet positif, notamment dans la préservation du contingent d'étudiants aux EES<sup>231</sup>.

Changement du nombre d'étudiants dans les EES de l'URSS en 1940/1941-1944/45 (milles de personnes)<sup>232</sup>

L'année scolaire 1940/41	L'année scolaire 1941/42	L'année scolaire 1942/43	L'année scolaire 1943/44	L'année scolaire 1944/45
811,7	312,9	227,4	325,7	442,6

Pour soutenir les enseignants de l'enseignement supérieur, l'État a prononcé à l'automne 1942 l'arrêté de Sovnarkom de l'URSS « Sur l'augmentation du traitement pour le personnel académique<sup>233</sup> ». Le pouvoir public organisait également le déplacement du corps professoral des capitales vers des EES périphériques pour compléter les collectifs des enseignants des régions. Dès 1943, le Comité pour les affaires de l'enseignement supérieur ordonna la démobilisation des enseignants du front. Ces mesures étaient indispensables pour préserver le personnel des universités, et le résultat était positif. En 1944/45 la quantité des enseignants des EES était de 72% par rapport au niveau d'avant-guerre, et l'année suivante – de 102,5% (58,8 milles de personnes). La durée d'études supérieures a encore été réduite, mais par la diminution des périodes des vacances, des stages en entreprise et la préparation des mémoires de fin d'études, ainsi que par l'augmentation des heures de cours par semaine : de 36 à 42 heures hebdomadaires<sup>234</sup>.

<sup>231</sup> *Postanovlenie Sovnarkoma o razmerakh i poriadke naznatcheniia stipendi v vyschikh outchebnykh zavedeniiax i tekhnikoumakh i ob osvoboždenii stouidentov ot prizyva v Krasnouiou Armiiou / L'arrêté de Sovnarkom du 15 septembre 1943 n° 996 sur les montants et les règles de l'attribution des bourses dans les établissements d'enseignement supérieur et les écoles professionnelles (tekhnikoumy) et sur la libération de l'obligation du service militaire dans l'Armée rouge pour les étudiants.*

Source : *Sobranie postanovleni i rasporiajени pravitelstva SSSR / Le recueil des arrêtes et des décisions du gouvernement de l'URSS, 1943, n° 12, article 217, p. 214-224. Disponible sur le portail des documents historiques : <http://istmat.info/node/20313> consulté le 10.06.17.*

<sup>232</sup> Cité de SPERANSKI Andreï, *op.cit.*, p. 36.

<sup>233</sup> *Ibidem*, p. 37.

<sup>234</sup> *Sovetskaïa vyschaïa chkola v gody Velikoi Otetchestvennoi voïny / L'enseignement supérieur russe durant les années de la Grande Guerre patriotique*, Moscou : Ed. Vyschaïa chkola, 1980, p. 91.

Il est également nécessaire de mentionner dans ce contexte la création des écoles professionnelles militaires, ce qui a contribué au processus de différenciation professionnelle dans l'enseignement russe qui sera approfondie dans la deuxième moitié du <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle. La guerre a eu un impact considérable sur la politique universitaire. D'une part, elle a stimulé le développement des sciences appliquées, d'autre part, elle a eu un impact sur le développement des recherches fondamentales. Cependant, pendant la guerre le réseau des instituts de recherche a été élargi ; ces instituts répondaient ainsi aux ordres de l'État pour les recherches en métallurgie, armement et utilisation des ressources premières.

L'idéologie officielle limitait la liberté des idées en URSS, mais il faut noter que dans les conditions de temps de guerre, la discipline rigide et la centralisation dans toutes les sphères de la société, la réglementation effectuée par les structures du Parti avait un effet positif, à savoir, une forte mobilisation de tous les moyens du pays pour surmonter l'offensif à grande échelle. Pendant toutes les années de la Grande Guerre patriotique, les établissements de l'enseignement supérieur – les étudiants et les enseignants, fournissaient de l'aide à l'Armée rouge tels que les dons financiers pour les fondations de défense, les collectes des vêtements et l'envoi au front d'autres affaires nécessaires pour les soldats soviétiques. Force est de constater que dans les conditions de dévastation de tout le pays et les pertes humaines colossales, l'enseignement supérieur a remarquablement traversé l'épreuve de la guerre.

## **Conclusion**

Pour conclure ce chapitre, il faut souligner les points importants de la politique universitaire de 1917 à 1945. Suite aux réformes, le paysage universitaire a été considérablement modifié depuis 1917, ainsi que la population étudiante et enseignante. En constatant les changements considérables du système, de la gouvernance et du public universitaire après la Révolution, l'étude de la politique tsariste montre que les étapes de la politique universitaire russe de la première moitié du <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle - prérévolutionnaire, jeune État soviétique puis stalinien - se trouvent dans un lien indissoluble. Nous pouvons constater que l'analyse des forces influentes sur le flux de décision dans la période du jeune État soviétique, l'étude de la politique

tsariste était indispensable. La compréhension de la politisation montante des universités et les mesures appliquées envers elles nous permettent de voir la continuité de la politique universitaire de la période suivante, ainsi que d'en saisir les changements.

Ce sont des périodes où les troubles intérieurs du pays n'ont pas seulement touché le domaine de l'enseignement supérieur, mais ont aussi transformé les universités en force politique puissante et complexe à la fois. Le mouvement étudiant et le corps professoral ont participé directement aux événements politiques de 1917 dont le dénouement est la révolution et l'abolition du tsarisme. Ainsi, pour les bolcheviks, les universités constituent des institutions importantes à soumettre aux ordres afin qu'elles ne se révoltent pas contre le nouveau régime et n'osent pas diffuser les idées contre sa politique. Dans la période du jeune État soviétique (1917-1929), les bolcheviks avec un poids politique testé par le régime tsariste, ont lancé les mécanismes de contrôle de l'intérieur des universités par l'insertion de la jeunesse défavorisée, des professeurs « rouges », et d'une nouvelle organisation administrative.

La politique universitaire du nouveau régime a réalisé « la mission sociale des universités » en les rendant accessibles aux secteurs défavorisés de la population. Cela a facilité la tâche politique de remplacer une couche sociale politiquement agitée – l'élite intellectuelle – par de nouveaux arrivants venant du bas de l'échelle sociale, reconnaissants pour ces nouvelles opportunités de mobilité sociale. Le corps professoral soupçonné de déloyauté vis-à-vis du nouveau régime a été remplacé en partie par les enseignants-membres du Parti, une autre partie se consacrait uniquement à la recherche dans les laboratoires, une partie des enseignants-chercheurs ont quitté le pays, et enfin une autre partie a subi des répressions politiques sous forme de déportation, emprisonnement, interdiction d'exercer la profession académique.

Si la politique tsariste utilisait les universités pour former la classe sociale qui servait de soutien fondamental à la monarchie (les Nobles), les bolcheviks, à leur tour, utilisaient les universités pour créer leur propre classe de soutien, pour faire « l'homme soviétique ». Sans avoir une approche doctrinale pondérée et par le biais

d'expériences, le pouvoir soviétique cherchait une voie optimale pour gouverner les universités de façon à ce qu'elles répondent aux besoins du modèle politique et économique en voie de construction. Les principes du fonctionnement du système de l'enseignement supérieur, fondés dans cette période et confirmés dans les actes législatifs et les actions de l'État qui ont suivi, ont déterminé le développement des universités « de type soviétique ». Les universités soviétiques rassemblaient des éléments autrefois dispensés : la massification, l'idéologie et la qualité d'enseignement. En créant un système de contrôle administratif, l'État soviétique à la fin des années 1920 a atteint son objectif principal – il a subordonné les universités à la politique nationale.

Ce que furent les universités avant était devenu à la fin de la période analysée une structure tripartite : les universités soumises au ministère de l'Éducation, l'Académie des sciences ayant le statut du ministère, et les instituts rattachés aux branches de l'industrie. Le rattachement aux branches de l'industrie nous montre la technocratisation et l'utilitarisme de la politique universitaire : l'État liait ensemble la promotion universitaire avec la profession cible en industrie, et le nombre d'étudiants était déterminé en fonction du besoin des spécialistes de ce profil estimé par le Gosplan.

La politique universitaire du Parti a donc réussi la modification sociale et structurelle des universités et l'acquisition par le pouvoir public du rôle central dans la gouvernance des EES. L'État soulignait désormais l'égalité des chances pour tous les citoyens soviétiques comme l'une des réussites du pouvoir soviétique. Les structures institutionnelles créées durant la période 1917–1929 se cristallisaient dans le système universitaire qui a vécu plus longtemps que le pays dans lequel il est né et le pouvoir qui l'a construit. Dès le début des années 1930 a eu lieu le cadrage du système soviétique de l'enseignement supérieur qui a existé durant toute la période soviétique jusqu'après la *perestroïka*. Entre 1930 et 1950 en s'appuyant sur la toute-puissante police politique et sur la bureaucratisation croissante du régime, le dirigeant du pays Joseph Staline imposa progressivement un pouvoir personnel absolu et transforma l'URSS en un régime de type totalitaire. Les répressions du pouvoir totalitaire durant cette période, ainsi que la guerre contre les envahisseurs étrangers sur le sol propre du pays (1941-1945) ont eu un impact considérable sur la politique

universitaire : elle était, d'une part, inscrite dans la ligne générale de la politique répressive contre des individus y compris des membres de la communauté universitaire, et d'autre part, protectrice pour le système de l'enseignement supérieur durant les années de la Grande Guerre patriotique ayant pour objectif d'assurer la préservation du potentiel universitaire du pays. Dans le chapitre suivant nous analysons la suite de l'histoire des relations État-EES en URSS et nous démontrons, que les universités soviétiques se retrouvèrent face aux actions contradictoires des pouvoirs publics et répondirent d'une façon pareille à l'État : elles contribuèrent d'abord à la croissance de puissance du pays dans les années 1950-1960 et puis à son déclin politique et socio-économique dans les années 1970-1980.

## CHAPITRE 2

### LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE DE L'URSS DE 1945 A 1990 – L'ESSOR ET LE DECLIN DU REVE SOVIETIQUE

Après la Grande Guerre patriotique et la capitulation de l'Allemagne le 8 mai 1945 (le 9 mai à l'heure de Moscou) et du Japon le 3 septembre 1945, une nouvelle période de la vie de l'État soviétique commença. Malgré certains avancements dans la vie politique du pays durant les premières décennies de la période analysée, ainsi que des avancements considérables dans la vie économique, sociale et scientifique, ce temps était une période de déclin pour l'État soviétique. Il est possible de dire d'un point de vue métaphorique, que le pouvoir public soviétique « accumula des problèmes de santé », l'État devint gravement « malade » et puis les nouveaux mouvements politiques et les nouveaux dirigeants se chargèrent pour mettre fin à ces jours. La période analysée s'est terminée par le démontage pacifique du système étatique de l'URSS.

La période de 1945 à 1991 se divise en quatre étapes :

- La fin de l'époque stalinienne (1945 – 1953) ;
- Les réformes de Khrouchtchev ou le dégel (1953 – 1964) ;
- La période de stagnation ou le *zastoï* (1965 – 1985) ;

- La *perestroïka* (1985 – 1991).

Toutes ces périodes sont le reflet de quatre doctrines socio-philosophiques liées aux changements dans la société. Leurs fins ne s'expliquent pas uniquement par les courbes dans l'histoire, ni par défauts des personnalités politiques, ni par des décisions erronées mais par l'ensemble de ces différents facteurs. Chaque étape avait son vecteur politique et était en soi une expérience importante mais risquée pour la Russie.

Comment l'Union Soviétique a-t-elle réussi à triompher pendant la Seconde Guerre mondiale, tout en ne pas réussissant la compétition pacifique avec d'autres pays ? Selon le chercheur russe Simon Chnol, c'est parce que le totalitarisme n'est pas compatible avec la vie pacifique. Il est propre aux situations d'urgence, aux guerres et aux révolutions. Il y a plusieurs raisons qui expliquent la mort de l'Union soviétique, la raison la plus universelle, selon Chnol, étant l'incompatibilité entre les idées abstraites et romantiques et la nature humaine<sup>235</sup>. Nous interprétons cette idée de Chnol comme un ensemble des problèmes complexes et des conséquences graves liés au pouvoir totalitaire. Or, nous pensons aussi au poids écrasant du *collectif* sur les droits individuels des personnes au nom de l'avenir radieux. L'importance d'un effort commun, d'engagement des individus pour un projet collectif n'est pas une invention soviétique. Cette idée se trouve dans un grand nombre de concepts politiques et philosophiques, et même plus généralement, dans l'idée de l'État. En revanche, il est vrai qu'elle occupe une place importante dans les doctrines politiques du communisme. Or, ce n'est pas la seule raison « d'accumulation » du poids du projet collectif sur les droits des individus.

Pour toutes les analyses sur la Russie, il est important de comprendre que le sens du *commun/collectif* en Russie a une valeur historique et culturelle, et cela n'a pas été inventé par les bolcheviks. Cela remonte plutôt aux traditions de la vie en communauté (*obshinnost'*) et d'une communion avec l'église Orthodoxe (*sobornost'*<sup>236</sup>). C'est le philosophe russe Nicolas Berdiaev qui a souligné que les

---

<sup>235</sup> CHNOL Simon, *Geroi, zlodei i komformisty otchestvennoï nauki / Les héros, les monstres et les conformistes de la science russe*, 4e édition, Moscou : Librokom, 2010, 720 p.

<sup>236</sup> KHOMIAKOV Alexeï, « *Echtchïo neskol'ko slov pravoslavnogo khristianina o zapadnykh veroispovedaniïakh po povodou raslitchnykh sotchineni latinskikh i protestanskikh o predmetakh very* » / « Encore quelques mots d'un chrétien orthodoxe sur les confessions occidentales à l'occasion

racines de la Révolution en Russie ne se trouvent pas dans le mouvement du marxisme, mais surtout dans ces traditions de la société russe :

« Le communisme russe est difficile à saisir en raison de sa dualité. Par plus d'un aspect, il se révèle phénomène international et universel, par d'autres, phénomène russe et national. Car l'Occident doit savoir que le communisme russe a des racines nationales, qu'il est déterminé par l'Histoire de la Russie : la seule connaissance du marxisme ne suffirait pas à nous guider ici ».

Le sentiment du collectif a été promu encore plus par le pouvoir public auprès du peuple russe toute au long du XX<sup>e</sup> siècle. L'idée des « familles des peuples » était un élément important de la politique économique, politique, culturelle et sociale dans le travail des organisations étatiques et des associations soviétiques<sup>237</sup>. En effet, pour consolider la société, les dirigeants politiques de l'URSS ont toujours cultivé l'idée de la primauté du besoin collectif par rapport au besoin individuel dans la société. Effectivement, des changements tels que les révolutions, l'industrialisation, la guerre, le socialisme, et plus généralement, l'avenir radieux demande un monolithisme et une solidarité idéologique et culturelle de la population. Le soutien des masses se base sur la conscience du peuple des objectifs et la motivation collective de participer à la réalisation des tâches. Voici comment le Gensek Staline note cela le 25 juin 1945 lors de la fête pour les participants du Défilé de la Victoire : « Je lève ce verre pour les gens simples, communs, modestes, pour les 'rouages', qui tiennent en état d'activité notre grand mécanisme étatique dans tous les secteurs de la recherche, de l'économie et de la défense<sup>238</sup> ».

La victoire de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique reste l'un des événements qui a été porté par les mains de la nation des peuples, et pas par « le génie du grand chef militaire » (*polkovodtcheski geni*) comme la propagande le prétendait dans les années 1950 en URSS dans le cadre du culte de la personne. Le peuple russe a réussi à survivre à la guerre parfois avec l'aide, mais surtout malgré le pouvoir politique. Ni

---

de plusieurs publications religieuses latines et protestantes » (Leipzig, 1858), Polnoe sobranie sotchineni / Les œuvres complètes, Édition Direktmedia [Livre CD], 2016, 652 p., p. 245-370.

<sup>237</sup> BERDIAEV Nicolas, *Les sources et le sens du communisme russe*, Paris : Idées, 1951, 373p., p. 5-6.

Voir également :

KARA-MOURZA Sergueï, *op.cit.*

<sup>238</sup> Cité de PIKHOIA Roudolf, *Moskva. Kreml'. Vlast'. 40 let posle voïny. 1945-1985 / Moscou.*

*Kremlin. Pouvoir. 40 ans après la guerre. 1945-1985*, Moscou : Rus'-Olimp-Astrel, AST, 2007, 720 p., p. 27.

les crimes du pouvoir pendant la guerre, ni les crimes de guerre n'ont pas diminué l'effort humain commun consenti par un peuple russe qui a été terrorisé par son pouvoir politique durant la décennie précédente. Cet événement reste un monument de l'humanité pour ce peuple pour les générations suivantes dont la conscience commune avec le temps a évolué vers l'idée que c'était en effet le peuple qui, malgré les hommes politiques et les mécanismes politiques faillibles, a réussi à survivre et à sauvegarder la paix au prix de pertes humaines.

La guerre, note Grigori Khanin, a révélé la faiblesse du corps soviétique dirigeant quand le pouvoir a agi de manière irrationnelle pendant cette période<sup>239</sup>. Il est à mentionner dans ce contexte le travail du chercheur Prokhorov Alexandre qui a montré à travers l'analyse de l'histoire politique de la Russie, de nombreux cas démontrant que l'État russe, malgré un manque d'organisation, de rationalisation et de compétence, réussissait à mobiliser et à concentrer les ressources nécessaires afin de résoudre les problèmes politiques. Il conclut que c'est un véritable paradoxe de la gouvernance russe – l'irrationalité avec l'efficacité. Là encore, nous pourrions voir l'existence d'une bataille entre le commun et l'individuel avec la victoire du commun dans la plupart des cas<sup>240</sup>. L'hypothèse de Prokhorov se montre valable pour les cas analysés dans son ouvrage, mais en ce qui concerne la politique universitaire de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, il est difficile de montrer l'efficacité du pouvoir public : le potentiel de l'enseignement supérieur russe n'a pas été pleinement réalisé. Arrivées les années 1980, l'Université soviétique et le pays aussi se sont trouvés en déclin.

Pourtant, au milieu du siècle, l'URSS avait toutes les raisons de croire à la réalisation d'un rêve soviétique. La deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle a commencé par la victoire de l'Union soviétique dans la Seconde Guerre mondiale et par la reconnaissance de son statut international de superpuissance, avec des conséquences à l'échelle nationale, notamment dans la politique universitaire. Le pays, engagé dans une concurrence internationale sur le plan de l'équipement militaire d'un nouveau type d'armes, ainsi que dans l'exploration de l'espace et dans d'autres domaines liés

---

<sup>239</sup> KHANIN Grigori, *op.cit.*

<sup>240</sup> PROKHOROV Alexandre, *Rousskaia model' upravleniia / Le modèle russe de la gouvernance*, Moscou : ZAO Journal Expert, 2002, 376p., p. 4-9.

au développement scientifique, s'est lancé dans une réflexion sur les moyens pour atteindre ces objectifs ambitieux. Le potentiel des universités dans la production scientifique a été revu, et le dirigeant politique de l'État a effectué quelques actions aux effets positifs pour les universités, notamment la stimulation de la recherche et des investissements financiers considérables.

## **1. Les relations État-EES à la fin de l'époque stalinienne : les faiblesses de la gouvernance totalitaire de l'enseignement supérieur**

### **1.1. La nécessité d'une révision des missions de l'enseignement supérieur : la revalorisation de l'université classique**

L'instauration d'une séparation entre l'enseignement supérieur et la recherche fondamentale, domaine réservé ou, tout au moins, sous le contrôle budgétaire de l'Académie des sciences, a produit une dissociation entre ces deux activités qui est resté problématique jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la plupart des universités soviétiques avaient créé des instituts de recherche (*naoutchnie issledovatel'skie instituty, NII*) en leur sein, mais ceux-ci avaient un personnel spécifique, non-enseignant, qui faisait essentiellement de la recherche appliquée. Si quelques universités prestigieuses possédaient des laboratoires de recherche de grande valeur, les chercheurs de pointe se trouvaient dans leur quasi-totalité à l'Académie des sciences où ils avaient davantage de moyens et moins de contraintes.

Dans ses mémoires *Le regard dans le passé*<sup>241</sup>, Jdanov Youri<sup>242</sup> raconte ses conversations avec le Secrétaire général Staline sur l'état des universités et de la recherche, échanges qui ont eu lieu le 18 octobre et le 10 novembre 1947 à Sotchi pendant les vacances passées ensemble. Le Gensek évaluait l'état de la recherche soviétique comme non-satisfaisante et envisageait de stimuler le retour de la recherche dans les universités. Staline, dans son discours à Jdanov le 10 novembre, a évoqué le rôle des universités qui, selon lui, avait évolué depuis la Révolution. Selon

---

<sup>241</sup> JDANOV Youri, *Vzgliad v prochloe : vospominania otchevidt'sa / Le regard dans le passé : les mémoires d'un témoin*, Rostov-Sur-Don : Édition Feniks, 2004, 448p., p. 182-183.

<sup>242</sup> Jdanov Yuri est le fils d'un collaborateur proche de Joseph Staline – Andreï Zhdanov qui a joué un rôle important dans la vie politique de l'URSS dans les années 1930-1940. Yuri Zhdanov a été marié avec la fille de Joseph Staline Svetlana Allilueva de 1949 à 1952.

lui, les universités avaient effectué la même mission que dans la Russie tsariste – la formation des cadres ; puis à l'époque du développement rapide de l'économie et du commerce, il a fallu former les techniciens, les hommes d'affaires, et on a donc sacrifié les universités pour faire grandir des instituts spécialisés, car on a eu besoin de praticiens plus que de théoriciens. Mais « il ne faut pas diviser : soit former les enseignants soit former les chercheurs. Il ne faut pas enseigner sans faire de la recherche<sup>243</sup> ».

Staline a souligné que les jeunes diplômés étaient déjà capables de poser des questions et de formuler des problèmes à résoudre dans la vie professionnelle, mais il leur manquait la théorie et la culture scientifique pour le faire. « L'homme qui a reçu l'éducation universitaire a un esprit large, il sera plus utile pour la pratique que, par exemple, un chimiste qui connaît seulement sa discipline<sup>244</sup> ... ». Cette réflexion témoigne d'une revalorisation chez le décideur politique de l'université classique qui rassemble les missions de l'enseignement et de la recherche.

Ce changement pour une stratégie de réouverture de la recherche scientifique dans les universités, correspondait au changement de l'objectif politique à long terme. Dans les années 1920, quand les dirigeants politiques étaient occupés à résoudre les problèmes de lutte pour le pouvoir et l'industrialisation « amorcée », la recherche fondamentale n'était pas prioritaire sur l'agenda politique. Mais le temps a changé, et à l'époque du développement nucléaire, la Russie a ressenti le besoin de valoriser la recherche fondamentale.

Le déroulement d'un projet d'importance nationale – celui de la création d'une bombe atomique - a mis en évidence les difficultés dans la gestion des projets scientifiques et l'absence de culture scientifique chez les décideurs politiques qui ont coordonné ce projet. Le 25 novembre 1945, Staline a reçu une lettre de Piotr Kapitsa<sup>245</sup>, chargé sous la direction du chercheur Kourtchatov du projet de la bombe atomique. Dans sa lettre, Kapitsa exprima ses inquiétudes sur l'état de la recherche en URSS dont la qualité diminuait. Parallèlement, il critiquait ouvertement le dirigeant communiste, Lavrenti Beria, qui supervisait le déroulement du Projet, soulignant son

---

<sup>243</sup> JDANOV Youri, *op.cit.*, p. 182-183.

<sup>244</sup> *Ibidem*, p.183.

<sup>245</sup> Piotr Kapitsa était un lauréat du Prix Nobel en physique en 1978, académicien soviétique et fondateur de l'Institut des problèmes de la physique en Russie.

incompétence dans la prise de décision et son incapacité à comprendre la nécessité des savoirs scientifiques de base pour mener à bien le projet d'une telle envergure scientifique<sup>246</sup>. Ce message fut la protestation d'un chercheur contre le poids politique du pouvoir public, et notamment contre l'intervention des hommes politiques dans le domaine de compétences des chercheurs. Le conflit politique avec Beria, le chef du NKVD, assigné à diriger le travail des chercheurs soviétiques pour la création de la bombe atomique, est à l'origine du licenciement de Kapitsa du projet et la perte de son poste à l'Institut de recherche.

Les autres échanges entre le pouvoir public et les chercheurs dans les années 1940 ont montré le conflit entre l'Académie et les universités. Des sources telles que *La lettre des quatorze académiciens au président du Comité central sur les affaires d'enseignement supérieur Kaftanov* en 1944 et *La lettre de quatre académiciens<sup>247</sup> au membre titulaire du Politburo ministre Molotov<sup>248</sup>*, ont fait preuve des relations complexes et conflictuelles dans le triangle État-EES-Académie, ce qui mettait à risque à court et à long terme la réalisation des projets importants de l'URSS engagée dans la course aux armements<sup>249</sup>.

Le Gensek Staline a pris en compte des alertes comme celles-ci, sur la régression de la science dans l'URSS notamment causée par l'absence de recherche dans les EES et par la gouvernance incompétente des dirigeants du Parti dans les affaires universitaires et scientifiques. En réfléchissant à l'avenir de la recherche soviétique, Staline a décidé de changer le plan de construction d'un nouvel ensemble de logements sur la colline de Lénine (à partir de 1999 appelée « Colline des moineaux », *Vorob'evy gory*), sur les hauteurs qui dominent Moscou, pour la construction d'un ensemble universitaire avec des laboratoires de recherche à la

---

<sup>246</sup> KAPITSA Piotr, *Pis'mo Stalinou ob atomnoï bombe / La lettre à Staline au sujet de la bombe atomique*, Moscou 25 novembre, 1945 disponible sur le site de l'auteur : <http://kapitza.ras.ru/museum/letter3.htm>, consulté le 20.08.2017.

<sup>247</sup> Voi à ce propos :

ANDREEV Anatoli, *Fiziki ne choutiat : stranitsy sotsialnoï istorii NII fiziki pri MGU (1922-1954) / Les physiciens ne rigolent pas : les pages de l'histoire sociale de l'Institut de recherche de la physique de l'Université d'État de Moscou (1922-1954)*, Moscou : Progress-Traditsiia, 2000, 318 p.

<sup>248</sup> Molotov est un chef du gouvernement de l'URSS de 1930 à 1941, ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1949, membre titulaire du Politburo de 1926 à 1957, il est considéré comme le bras droit de Joseph Staline. Il demeure un membre influent du Parti communiste de l'Union soviétique jusqu'à son éviction, lors de la déstalinisation.

<sup>249</sup> ESAKOV Vladimir, « *Epizody iz istorii atomnogo proekta* » / « Les épisodes de l'histoire du projet atomique », *Priroda / Nature*, Moscou : RAN, 2003, Volume 10, p. 55-56.

pointe de la technologie<sup>250</sup>. Les nouveaux bâtiments avec toutes les facilités pour l'enseignement, la recherche, la vie des étudiants et des enseignants-chercheurs devaient accueillir principalement les facultés des sciences naturelles.

Cette construction d'une grande envergure a démarré en 1948 et s'est terminée dans un bref délai de cinq ans. Des sources financières significatives ont été mobilisées – 2,6 milliards de roubles, ce qui était égal à la somme dépensée pour la reconstruction de la ville entière de Stalingrad détruite pendant la guerre. Le campus de l'Université de Moscou sur les collines est devenu une cité universitaire gigantesque et l'un des symboles de la grandeur de la ville de Moscou<sup>251</sup>.

Une autre mesure qui démontrait l'attention de l'État pour le développement de l'enseignement supérieur était l'augmentation des salaires des professeurs des universités et des doctorants. Au début de l'année 1946, les rémunérations des enseignants-chercheurs ont triplé, et les doctorants recevaient une bourse égale à un salaire moyen dans l'URSS<sup>252</sup>.

Ces efforts ont augmenté la valeur de l'enseignement supérieur aux yeux de la population russe. Comme nous avons démontré dans le Chapitre 1, dans les années 1920-1930 les établissements de l'enseignement supérieur se sont ouverts aux classes défavorisées de la société, leur donnant la possibilité de prendre « l'ascenseur social ». De nombreux membres de l'appareil du Parti ont monté cette échelle sociale grâce à la possibilité d'avoir un diplôme de l'enseignement supérieur, et grâce à leur motivation, leur énergie et leur capacité à s'adapter au système. L'État a fait des efforts considérables durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle (et plus tard) pour promouvoir l'enseignement supérieur ; l'importance du diplôme pour l'amélioration

---

<sup>250</sup> *Postanovlenie Soveta Ministrov SSSR « O sroitelstve novogo zdaniia dlia Moskovskogo gosouarstvennogo ouniversiteta »* / L'arrêté du Conseil des ministres de l'URSS du 15 mars 1948 M803 sur la construction du nouveau bâtiment de l'Université d'État de Moscou disponible sur le site de la bibliothèque électronique : [http://www.e-reading.club/chapter.php/97864/242/Stalin\\_18\\_Tom\\_18.html](http://www.e-reading.club/chapter.php/97864/242/Stalin_18_Tom_18.html), consulté le 20.08.2017.

Voir également : *Postanovlenie Soveta Ministrov SSSR o sroitelstve v gorode Moskve mnogoetajnykh zdaniï* / L'arrêté du Conseil des ministres de l'URSS du 15 mars 1948 sur la construction des bâtiments élevés dans la ville de Moscou.

Source : STALIN Joseph, *Œuvres choisies*, Tver : IIT Soyouz, 2006, p. 430-432.

<sup>251</sup> DERGATCHIOV Vladimir, *Zona kommounizma. MGU. Stalinski Khram naouki i obrazovaniia / La zone du communisme. L'Université d'État de Moscou. Le Temple de l'enseignement et de la recherche de Staline*, disponible sur le site officiel de l'auteur : [http://dergachev.ru/Landscapes-of-life/zona\\_kommounizma/03.html](http://dergachev.ru/Landscapes-of-life/zona_kommounizma/03.html). Consulté le 20.08.2016.

<sup>252</sup> KHANIN Grigori, *op.cit.*

du statut social a été bien prise en compte par la société civile. Avec des mesures de soutien supplémentaire, le pouvoir public a contribué à l'installation chez les citoyens d'une sorte de culte de l'enseignement supérieur. Les jeunes tâchaient de rentrer dans les universités, le nombre de candidats augmentait progressivement depuis 1920 (sauf pendant le temps de la guerre), et l'État continuait à investir dans la construction des EES et des infrastructures universitaires.

Malgré ces décisions politiques aux effets positifs, les universités soviétiques se trouvaient toujours au sein d'une société totalitaire. Parallèlement aux investissements dans l'enseignement supérieur et contrairement à l'initiative d'améliorer la recherche scientifique, l'État continuait ses répressions contre la communauté universitaire. Après un court allègement du poids idéologique de sa politique pendant la guerre, les pouvoirs publics ont repris les campagnes contre certains enseignants-chercheurs, y compris notamment un certain nombre de professeurs des universités.

## **1.2. L'impact de la politique de recherche des années 1940-1950 sur l'enseignement en URSS**

Il convient ici d'évoquer deux événements qui ont eu un impact sur le développement de la recherche soviétique et l'enseignement des disciplines concernées dans les universités. Par décision de l'État, le développement des disciplines scientifiques a été déformé, et une véritable discussion scientifique pour changer la situation ne pouvait pas avoir lieu dans une société totalitaire.

Il s'agit de deux sessions de discussions au sein des établissements sur la gouvernance de la recherche et l'adéquation des disciplines scientifiques avec l'idéologie officielle de l'État du marxisme-léninisme et la détermination du développement de ces disciplines en fonction de la décision prise à la fin des discussions. Les discussions ont été organisées avec la participation des académiciens, des dirigeants politiques du Parti sous l'égide personnel du chef de l'État, Staline, qui a suivi la préparation de ces sessions. Il a également été établi que le Secrétaire général corrigerait personnellement les discours des intervenants de la partie « accusatrice » de ces discussions.

Le premier événement était la Session du mois d'août de 1948 de VASKhNIL<sup>253</sup> (connue dans les recherches francophones sous le nom « L'affaire Lyssenko ») organisée du 31 juillet au 7 août 1948 par le président de l'Académie centrale de l'agriculture, Lyssenko Trofim, et ses soutiens contre les chercheurs en génétique. Leur objectif était de déclarer la génétique comme une pseudoscience. Cet événement est considéré comme un moment-clé de la confrontation entre la « biologie mitchourinienne<sup>254</sup> » (celle développée par Mitchourine) et la génétique classique, avec pour conséquence l'interdiction de la génétique en URSS car cette « science bourgeoise contredit au marxisme-léninisme ». Le sténogramme de la session<sup>255</sup> est aujourd'hui déclassifiée et disponible, ainsi que d'autres sources documentaires<sup>256</sup>, les documents préparatifs de la session avec les notes et les corrections apportées personnellement par Staline. De nombreux ouvrages analysent la Session du mois d'août de 1948 de VASKhNIL du point de vue de son organisation, de la participation des chercheurs et du pouvoir public, des personnalités impliquées, des caractéristiques des doctrines scientifiques des parties prenantes au conflit, du rôle du chef de l'État et des conséquences graves pour le développement de la recherche et de l'enseignement supérieur soviétique<sup>257</sup>.

---

<sup>253</sup> L'Académie centrale de l'Agriculture au nom de Lénine » (*Vsesoyuznaia akademiia sel'skogo khoziaïstvennykh naouk imeni Lenina, VASKhNIL*) est organe suprême de coordination de 150 établissements de recherches scientifiques en agriculture, économie forestière et économie hydraulique de l'URSS. VASKhNIL était dirigée par un président de l'Académie.

<sup>254</sup> A propos de la biologie mitchourinienne voir :

STOLETOV Vsevolod, *Principes élémentaires de biologie mitchourinienne*, Éditions en Langues étrangères, Moscou, 1951.

<sup>255</sup> STOLETOV Vsevolod (éd.), *O položenii v biologičeskoï naouke. Stenografitcheski otchiot sessii Vsesoyuznoï akademii sel'skokhoziaïstvennykh naouk imeni Lenina / Sur l'état de la science de la Biologie. Le compte-rendu de la session de l'Académie pan-soviétique de l'agriculture de Lénine du 31 juillet au 7 août 1948*. Moscou : OGIZ-SEL'KHOZGIZ, 1948, 520 p. disponible sur le site de la bibliothèque électronique : <http://lib.ru/DIALEKTIKA/washniil.txt>, consulté 06.07.2016.

<sup>256</sup> TCHERNOBAEV Alexandre (éd.), *Na priome ou Stalina. Tetradi (journaly) zapiseï lits, priniatykh I.V. Staliny. Spravotchnik / Au rendez-vous avec Staline. Les cahiers (journaux) des notes relatives aux personnes reçues par Staline (1924-1953)*, Moscou : Novy khronograf, 2010, 784 p.  
*Iz besedy s Y. Jdanovym 18 oktiabria 1947 goda / Conversation avec Y. Jdanov du 18 octobre 1947*, p. 259-261.

<sup>257</sup> Voir à ce propos :

SOIFER Valeri, *Vlast i naouka. Istoria razgroma genetiki v SSSR / Le pouvoir et la science. L'histoire de l'écrasement de la génétique en URSS*, Moscou : Lazour, 1993, 326 p.

ESAKOV Vladimir, « *Novoe o sessii VASKhNIL 1948 goda* » / « Le nouveau sur la session de VASKhNIL 1948 », *Repressirovannaia naouka / La recherche sous les repressions*, Saint-Pétersbourg : Naouka, 1994, p. 57-75.

ROSSIIANOV Kirill, « *V. Stalin kak redaktor Lyssenko. K predystorii avgoustovskoï (1948) sessii VASKhNIL* » / « Staline était le rédacteur de Lyssenko. Sur la préparation de la session de mois d'août (1948) de VASKhNIL », *Voprosy filosofii / Les questions de la philosophie*, 1993, n° 2, p. 56.  
MEDVEDEV Jaurès, *Grandeur et chute de Lyssenko*, Paris, Gallimard, 1971, p. 40-43.

Du point de vue des relations État-enseignement supérieur il convient ici de résumer : l'État a dépassé son rôle de coordonnateur dans la détermination des sciences enseignées dans les universités en devenant le procurer et le juge ainsi dans cet échange avec des conséquences négatives pour la société civile. La communauté scientifique et universitaire était soumise et n'avait pas les moyens de défendre sa vérité scientifique. Les universités ont dû suivre les directives inhibitrices concernant ces disciplines et les idées imposées par les chercheurs finalement incompetents soutenus par le pouvoir public. L'expression le « Lyssenkisme » est devenue idiomatique pour signifier la manipulation et la substitution du processus scientifique pour arriver à une conclusion prédéterminée liée à un objectif ou à une doctrine politique.

Les bureaucrates de l'enseignement supérieur ont interprété les conclusions de la session VASKhNIL comme le soutien officiel de Lyssenko par Staline, et ils ont commencé à agir. En 1948, l'ordre fut donné par le ministre de l'Enseignement supérieur Kaftanov du 23 août 1948 n° 1208 « Sur l'état de l'enseignement des disciplines en biologie dans les universités et sur les mesures de renforcement des facultés de biologie avec les cadres qualifiés des biologistes-mitchourinistes<sup>258</sup> ». En vue de cet ordre, les commissions spéciales ont été créées au sein des EES pour vérifier le cursus en matière de conformité avec la politique de l'État et changer les thématiques des thèses. Également, de nombreux manuels en biologie ont été retirés des bibliothèques des EES. 3 000 biologistes ont été licenciés y compris des recteurs et des doyens ; les mots « gène » et « chromosome » ont été interdits à l'utilisation dans les universités. Les chercheurs-biologistes ont donc travaillé sur ces sujets en clandestins : ils se sont réfugiés dans les départements des sciences proches (chimie, physique) pour conduire des recherches en biologie, loin des chercheurs comme Lyssenko<sup>259</sup>. Chnol témoigne que cela était possible au centre de recherche Pouchtchino à 100 kilomètres de Moscou ou encore plus loin à Novossibirsk. L'Université d'État de Novossibirsk, fondée en 1958 et rattachée à la Division

---

<sup>258</sup> *Prikaz « O sostoianii prepodavaniia biologicheskikh distsiplin v ouniversitetakh i o merakh po oukrepleniou biologicheskikh fakoul'tetov kvalifitsirovannymi kadrami biologov-mitchourintsev » / L'ordre n° 1208 Sur l'état de l'enseignement des disciplines en biologie dans les universités et sur les mesures de renforcement des facultés de biologie avec les cadres qualifiés des biologistes-mitchourinistes du 23 août 1948. Disponible sur le site officiel de l'Université d'État de Moscou : <http://letopis.msu.ru/content/letopis-biologicheskogo-fakulteta>. Consulté le 20.08.2017.*

<sup>259</sup> CHNOL, *op.cit.*, p. 240-247.

sibérienne de l'Académie des sciences de Russie, était assez éloignée pour travailler avec une certaine liberté et moins de contrôle du Parti qu'à Moscou.

Ce conflit montre encore à quel point la position d'un enseignant-chercheur et même du collectif universitaire était fragile face au pouvoir. Dans la société totalitaire, le bilan de la confrontation des chercheurs avec le pouvoir public est encore plus grave. En fait, la confrontation entre la recherche fondamentale et le pouvoir public est toujours possible, parce qu'elle réside dans la nature des relations. Les acteurs des pouvoirs publics, n'étant pas des experts dans les domaines scientifiques, ont pour vocation de transmettre à une communauté scientifique les besoins de l'État. La communauté scientifique constitue un ensemble d'experts qui produisent, dans un délai difficilement défini, des choses préalablement inconnues mais probablement utiles pour l'État et pour la société civile. L'équilibre maximal et la productivité dans ces relations sont normalement garantis par la liberté de choix des méthodes de travail des chercheurs, avec la nécessité de rédiger des rapports sur les résultats acquis et sur les moyens dépensés. Dans le cas de la session de VASKhNIL, l'État s'est positionné en tant qu'expert en déterminant et en imposant les méthodes de travail pour les chercheurs, en interdisant des méthodes alternatives et des disciplines entières de recherche et d'enseignement.

La session de VASKhNIL a été un événement parmi les plus influents sur la recherche et l'enseignement de la période soviétique, mais ce n'était pas le seul épisode dans la poursuite contre les chercheurs dans les années 1950 pour des raisons de non-conformité avec la politique de l'État. L'appareil répressif de l'État continuait à lutter contre « les ennemis du peuple » dans toutes les disciplines. Parallèlement, certains chercheurs dont les directions de recherche convergeaient avec le cap du Parti, recevaient une attention particulière : le pouvoir public a stimulé et poussé « la ligne marxiste » de la recherche jusqu'au changement de fond des directions d'origine de recherche.

La session scientifique consacrée aux problèmes de la théorie physiologique de I. Pavlov de l'Académie des sciences de l'URSS et l'Académie des sciences médicales de l'URSS du 28 juin au 4 juillet 1950, et la session plénière du présidium de l'Académie des sciences médicales de l'URSS (avec l'assemblée plénière de la Société soviétique des neurologues et des psychiatres) du 11 au 15 octobre 1951, sont

connues dans l'historiographie soviétique comme les sessions de Pavlov (*Pavlovskie sessii*) ou, en singulier pour les deux sessions - la session de Pavlov (*Pavlovskaiia sessia*). Elle présente un autre événement symbolique qui illustre de façon tragique le danger qu'il y a à transposer des doctrines politiques au système de recherche et d'enseignement. La discussion, organisée lors de ces sessions sous le prétexte d'impulser le développement des théories de Pavlov pour le mémoire du chercheur dans son jubilé (100 ans après sa naissance en 1949), est devenue, sous la direction de Staline<sup>260</sup>, un débat entre un groupe d'élèves de Pavlov contre un autre pour déterminer qu'elles étaient des recherches qui s'écartaient des théories de Pavlov. Le Gensek Staline a participé à l'organisation de cette session, qui s'est terminée par l'exclusion de la physiologie soviétique du monde académique pour les années suivantes<sup>261</sup>.

Si l'on résume la discussion<sup>262</sup> qui a eu lieu lors de la session, on peut dire que certains chercheurs ont été verbalement attaqués par d'autres pour prouver qui avait le mieux compris comment poursuivre les doctrines du chercheur Pavlov. La partie soutenue par le Gensek Staline a montré un zèle particulier pour prouver que Pavlov n'a pas été influencé par les chercheurs étrangers (malgré le fait qu'il a travaillé avec Rudolf Heidenhain et Karl Ludwig), et son génie était donc propre à l'URSS. Ce groupe de chercheurs a également essayé de trouver les contradictions dans les travaux de certains élèves de Pavlov avec sa théorie et les doctrines du Parti de Lénine et de Staline. Lors de la session de nombreux chercheurs qui s'occupaient des problématiques proches de celles développées par Pavlov ont été accusés de monopolisation du savoir et du diktat scientifique<sup>263</sup>.

---

<sup>260</sup> KOSOLAPOV Richard (éd.), GRATCHIOV Mikhaïl et alii, *Staline Joseph, Polnoe sobranie sotchineni / Les œuvres complètes*, Volume 18, Tver' : Ed. Informatsionno-izdatel'ski tseñtr Soyouz, 2006, 400 p., « *Pis'mo Y. A. Jdanovou 6 oktiabria 1949* » / « La lettre [de Joseph Staline] à Youri Jdanov du 6 octobre 1949 », p. 303-305.

<sup>261</sup> SOIFER Valeri, *Staline i mochenniki v nauke / Staline et les escrocs dans la science*, 2e édition, Moscou : Ed. Dobrosvet, Gorodets, 2015, 479 p., p. 381-401.

BLOCH Sidney, REDDAWAY Peter, *Diagnosis : Political Dissident, an Abridged Version of Russia's Political Hospitals, The Abuse of Psychiatry in the Soviet Union*, London : Overseas Publications Interchange, 1981, p. 29, 220.

<sup>262</sup> ASRATIAN Ezras (éd.), *Naoutchnaia sessiia, posviachtchennaia problemam fisiologitsheskogo outcheniia akademika I. P. Pavlova : Stenografitsheski otchiot / La session scientifique dédiée aux questions de la doctrine en physiologie de l'académicien I. V. Pavlov. Le compte-rendu sténographique de la session*, M : Édition de l'Académie des sciences de l'URSS, 1950, 734p.

<sup>263</sup> ARCHAVSKI Iliia, « *O sessii dvoukh Adademi* » / « A propos de la session des deux Académies », in IAROCHEVSKI Mikhaïl (éd.), *Repressirovannaia nauka / La science sous les répressions*, Saint-Pétersbourg : Nauka, 1994, p. 239-249.

Finalement, la majorité des chercheurs critiqués ont été licenciés ou ont subi une mutation en province. Les « accusateurs », en revanche, ont obtenu des postes importants dans les structures de recherche, notamment, le rapporteur central de la session de Pavlov, A.V. Snezjnevski, qui s'est trouvé au sommet de la hiérarchie médicale en URSS. D'autres personnes « du groupe -accusateur » de la session ont également réussi à monter l'échelle sociale. K. M. Bykov est devenu directeur de l'Institut de la physiologie en 1950 et lauréat de la médaille de Pavlov en 1951 ; Ivanov-Smolenski est devenu membre de l'Académie des sciences médicales et lauréat de la Prime de Staline en 1950. Ces évolutions de carrière sont encore une preuve supplémentaire qu'au fond de la démarche des chercheurs soutenant la ligne directrice des pouvoirs publics était la lutte pour des avantages socio-économiques<sup>264</sup>.

Le président de l'association indépendante de la psychiatrie, Youri Savenko, remarqua que la session VASKhNIL de 1948 et les sessions de Pavlov en 1950 et 1951 ont freiné pour plusieurs décennies le progrès de la génétique, de la physiologie et de la psychiatrie en URSS, impactant ainsi le développement économique du pays. Elles ont empêché les enseignants à enseigner en liberté et les étudiants à connaître les conquêtes des sciences importantes, en somme, d'accéder librement au savoir<sup>265</sup>. Ces deux événements démontrent, en effet, la difficulté du développement de la recherche dans une société totalitaire qui impose des contraintes sur les enseignants-chercheurs qui ne peuvent pas exprimer leurs avis professionnels sans avoir peur de perdre leur liberté et endommager leur carrière. L'absence de dialogue ouvert, de discussion constructive, même de polémique qui est parfois nécessaire entre les enseignants-chercheurs et l'État ont eu un effet négatif sur le système universitaire et la communauté scientifique.

Les sciences qui ont eu la chance en URSS de se développer relativement librement sont la physique fondamentale et la mathématique utiles pour l'État à l'époque de la guerre froide, même si il y avait toujours un risque en cas de non-obtention de résultats nécessaires. Les mots de Staline adressés à Kourtchatov sont exemplaires : « Demandez tout ce qu'il vous faut [pour créer la bombe]. On ne

---

<sup>264</sup> ARCHAVSKI Ilia, *op.cit.*, p. 239-249.

<sup>265</sup> SAVENKO Youri, « 60-letie Pavlovskoï sessii 1951 » / « Le jubilé de 60 ans de la session de Pavlov de 1951 », *Nezavisimy prikhiatritcheski journal / Le journal indépendant de la psychiatrie*, 2011, n° 3, p. 5-7.

refusera pas<sup>266</sup> ». Ou bien une autre citation de Staline de sa conversation avec Beria : « Laissez l'équipe de Kourtchatov travailler pour l'instant...On aura toujours le temps après pour les fusiller<sup>267</sup> ».

L'État investissait dans les établissements d'enseignement supérieur où ses disciplines avaient à leur disposition les moyens nécessaires pour se développer. Les deux instituts prestigieux inaugurés dans les années 1950 à Moscou - l'Institut de physique et de technologie de Moscou et l'Institut d'ingénierie physique de Moscou - avaient des facilités pour accueillir les enseignants et les chercheurs. Ces instituts d'enseignement supérieur recevaient des subventions du ministère de la Défense, et leur base matérielle était plus riche, plus évoluée que celles des universités, à l'exception des universités d'importance nationale comme l'Université de Moscou et l'Université de Leningrad, qui avaient également des possibilités d'avoir des laboratoires, des enseignants-chercheurs honorés et un équipement moderne.

Les sciences humaines et sociales n'avaient pas de moyens pour se développer autant que la physique ou la mathématique. Le poids idéologique du marxisme-léninisme était présent pour ces nombreuses disciplines pendant toute la période dite stalinienne. L'État contrôlait toute l'expression sur la vie politique, économique et sociale des enseignants-chercheurs et des étudiants. Une telle situation pour les sciences humaines sociales a déterminé l'évolution asymétrique des disciplines et des méthodes d'enseignement. Cela a également influencé la formation supérieure et l'éducation des élites politiques en URSS.

L'ouvrage *Histoire du Parti communiste Bolchevik de l'URSS*<sup>268</sup>, rédigé en 1938 sous la direction de Joseph Staline, décrivait l'histoire mondiale comme le processus de mûrissement des conditions préalables pour la Révolution de 1917 et pour la construction d'une société communiste. Dans l'enseignement de l'économie, la place centrale était occupée par l'économie politique marxiste, et dans l'enseignement de la

---

<sup>266</sup> « *Prositate vsio, chto ougodno. Otkaza ne boudet* » cité de OUTKIN Anatoli, *Mirovaia kholodnaia voïna / La guerre froide mondiale*, Moscou : Eksmo, 2005, chapitre X : « Potsdamskaia konferentsiia » / « La conférence de Potsdam », p. 114-178.

<sup>267</sup> Cité de LOUR'E Lev, MALIAROV Leonid, *Lavrenti Beria. Krovavy pragmatik / Lavrenti Beria. Un pragmatique sanglant*, Saint-Pétersbourg : BHV-Peterbourg, 624 p., p. 518.

<sup>268</sup> Texte intégral de l'ouvrage rédigé par une commission du PC (b) de l'URSS sous la direction de Joseph Staline en 1938 et approuvé par le comité central du P.C. (b) traduite en français par Vincent Goussse à partir de la réédition de l'Institut d'Études Marxistes disponible sur : [http://www.communisme-bolchevisme.net/histoire\\_du\\_parti\\_communiste\\_russe.htm](http://www.communisme-bolchevisme.net/histoire_du_parti_communiste_russe.htm). Consulté le 02.07.2017.

philosophie, le matérialisme dialectique. Ces concepts méritaient l'attention des analystes, mais ils ont été déclarés les seuls corrects et possibles à enseigner. Les autres concepts étaient déclarés par les pouvoirs publics comme étant des recherches et enseignements obsolètes ou fausses. Par exemple, la philosophie de l'idéalisme allemande a été critiquée en 1947 comme un concept « réactionnaire ». Beaucoup d'enseignants philosophes ont émigré. L'essai de Staline *Sur le matérialisme dialectique et historique*, à l'issue de sa publication en 1938, est devenu la base de l'enseignement de la philosophie<sup>269</sup>.

En raison de cette politique, les couches importantes des connaissances en sciences humaines et sociales ont été soit absentes dans le système soviétique d'enseignement, soit versées à petites doses et uniquement dans le cadre de la critique de « la science bourgeoise ». L'histoire du Parti communiste, l'économie politique et le matérialisme dialectique étaient des cours obligatoires dans les EES soviétiques, malgré le fait qu'ils étaient dans la plupart des cas éloignés du cœur des spécialités, détachés de la réalité et complexes à étudier. Ainsi, le processus d'apprentissage de ces disciplines présentait souvent la récitation de phrases toutes faites et des énoncés idéologiques.

L'enseignement de l'histoire dans les EES se caractérisait par l'aberration des orientations et des valeurs morales du régime tsariste voire la diabolisation des périodes présoviétiques. Après la période de 1917 à 1934, quand l'enseignement de l'histoire dans les EES était supprimé dans le cadre de la lutte contre le « chauvinisme », le « patriotisme cocardier » et « l'impérialisme russe » (*velikoderjavnost'*) au nom de « l'internationalisme prolétaire », Staline a décidé de faire revenir l'histoire dans le cursus universitaire pour remonter le patriotisme des jeunes, mais l'enseignement de la science a subi des modifications politiques. De nombreux hommes d'État, des agents publics de la période impériale de la Russie, ont été déclarés comme étant les « serveurs du tsarisme », leurs noms ont été rayés des manuels de l'histoire ou commentés de façon négative. Par contre, les personnages comme Stenka Razine, le chef d'un soulèvement contre la noblesse et la bureaucratie tsariste effectué *via* des moyens quasiment du banditisme, ont été déclarés des « héros

---

<sup>269</sup> OGOURTSOV Alexandre, « *Marksistsko-leninskaia filosofii. Diskussii 1947 goda* » / « La philosophie marxiste-léniniste. La discussion de 1947 » in FROLOV Ivan (éd.) et alii, *Vvedenie v filosofiiu / L'Introduction à la philosophie*. Manuel pour les établissements d'enseignement supérieur, 3e édition, Moscou : Respoublika, 2003, 623 p., p. 300-301.

du peuple » ; les assassins d'Alexandre II, ont été appelés les « soldats de la liberté » et les « personnes progressistes ». Le résultat du poids politique sur l'enseignement de l'histoire était l'oubli de nombreuses personnalités et la perte des traditions historiques<sup>270</sup>.

### **1.3. L'échec de l'État dans la formation et l'éducation de l'élite politique**

La politique universitaire soviétique de la première moitié du XX<sup>e</sup> a assuré un progrès technique et un développement économique relativement réussie, et elle a également ouvert les EES aux couches sociales défavorisées. En revanche, avec le temps, elle a montré son imprévoyance en ce qui concerne la formation de l'élite politique intellectuelle et compétente. Pour former une élite politique, il ne suffit pas de fournir des études supérieures, mais de bâtir un système d'enseignement supérieur qui permet de cultiver chez les jeunes des qualités morales et l'esprit critique, ainsi qu'un haut niveau culturel et intellectuel. Pour cela l'enseignement dans les EES des sciences humaines et sociales est indispensable. L'intelligentsia issue des études en sciences humaines et sociales, un élément important des cercles dirigeants, était plus faible en URSS que l'intelligentsia issue de la formation d'ingénieur ou des sciences dures. Dans les années 1950, la différence entre les générations formées avant et après la Révolution a été remarquée par plusieurs analystes, notamment par Khanin et Chnol.

Les facultés des sciences humaines et sociales en URSS, restant sous le poids idéologique, ne permettaient l'ouverture d'esprit ou la réflexion critique. De plus, les pouvoirs publics continuaient la poursuite des gens montrant un esprit critique. Comment est-ce possible de cultiver ces qualités dans les universités évoluant dans un environnement de délations, d'arrestations pour des motifs politiques, des dénigrements publics des ennemis (supposés) du peuple parmi les professeurs et des étudiants ?

---

<sup>270</sup> Après le changement de régime en 1991, la même chose (dans le sens inverse) sera répétée à l'époque de la Russie postsoviétique, à savoir un réjet de l'histoire soviétique. Dans les années 2010, le pouvoir public reconnaîtra la nécessité de faire la paix entre l'histoire impériale, l'histoire soviétique et l'histoire postsoviétique pour surmonter le fossé dans l'interprétation de l'histoire du pays et pour assurer sa continuité, malgré les changements politiques.

Le chercheur-économiste Khanin distingue trois étapes dans la formation des élites à l'URSS et donne son avis à propos de compétences des dirigeants soviétiques. Dans la période de 1917 à 1929, selon lui, il y avait trois dirigeants, trois hommes politiques aux personnalités éminentes : Lénine, Staline et Trotski. Ils étaient entourés par des gens de talent, tels que Tchitcherine, Sokol'nikov et Preobrajenski, qui ont eu une formation supérieure, reçue en Russie ou à l'étranger. Dans la période de 1929 à 1938, après l'élimination de toute l'opposition à l'intérieur du Parti communiste et les purges de l'appareil de l'État, la « vieille » intelligentsia a largement diminué en nombre au sein de l'élite dirigeante. Au moment du début de la Grande Guerre patriotique, hormis quelques exceptions (Staline, Molotov, Beria, peut être Jdanov, Voznesenski et certains commissaires du peuple chargés de l'économie) le niveau d'étude, les compétences et les qualités morales du pouvoir étaient faibles<sup>271</sup>.

Le chercheur Valeri Soifer a estimé que le taux des bolcheviks au pouvoir qui avaient un niveau d'études supérieures était de 54% en 1917. Après la prolétarianisation du pouvoir effectué par Staline, ce taux était de 1% en 1927, et plus de 27% n'avaient même pas terminé l'école primaire. « Le 'lavage de cerveau' de ces gens avec l'aide des slogans primitifs pour accuser Trotski et ses alliés, et puis Boukharine, Rykov et d'autres bolcheviks éduqués en disant qu'ils 'font leur malin' et 'méprisent les intérêts de la classe ouvrière', était assez facile<sup>272</sup> ».

Staline a compris, selon Khanin, la faiblesse de l'élite dirigeante et a essayé de remédier à la situation. Des mesures ont été prises à différents niveaux et dans divers secteurs. Il est certain que la création pendant la guerre des écoles militaires (*nakhimovskoe outchilichtche, souvorovskoe outchilichtche*) avait pour objectif de former l'élite militaire avec la sélection effectuée déjà au niveau secondaire. Afin de « cultiver » l'appareil du Parti et l'appareil de l'État (qui étaient indivisibles) juste après la guerre, en 1946, l'on a créé les Hautes écoles du Parti - établissements

---

<sup>271</sup> KHANIN Grigori, « *Vyschee obrazovanie i rossiïskoe obchtchestvo* » / « *L'enseignement supérieur et la société russe* », *ECO*, 2008, n° 8, p. 75-92.

<sup>272</sup> SOIFER Valeri, conférence donnée au club « OpenRussia » à Londres le 3 juillet 2017. Le compte rendu est disponible sur le site officiel du club : <https://openrussia.org/media/700283/>, consulté le 2.09.2017.

d'enseignement supérieur qui avaient pour vocation de former les cadres dirigeants du Parti<sup>273</sup>.

Les Hautes écoles du Parti se trouvaient sous la tutelle des Comités centraux du Parti Communiste des républiques et des départements de PCUS (*oblastnoi komitet, kraevoi komitet*). La gouvernance universitaire et l'élaboration du cursus, ainsi que les programmes pédagogiques et méthodologiques, étaient centralisés. Ces écoles disposaient de résidences étudiantes et de résidences enseignantes confortables et proposaient des bourses et des salaires généreux afin d'attirer les étudiants et les meilleurs professeurs.

L'Académie des sciences humaines et sociales a été créée en 1946 avec pour objectif de former le personnel chargé des affaires culturelles et idéologiques, ainsi que des cadres de la recherche soviétique. L'Académie de la diplomatie (1934), l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (1944) et l'Académie du commerce international ont été fondés pour former les fonctionnaires de haut niveau chargés de la coopération internationale et des activités économiques extérieures. Le corps professoral de ces établissements a été composé de l'ancienne élite intellectuelle qui occupait les postes les plus importants.

Ces mesures montrent la volonté des pouvoirs publics d'améliorer la formation supérieure en sciences humaines et sociales, mais les résultats ne venaient pas. L'atmosphère de la société totalitaire ne permettait pas de faire grandir des talents capables de penser et agir librement, malgré les efforts d'inclure les « anciens » professeurs dans le processus de la formation d'une nouvelle élite politique. Même en fournissant une formation supérieure de haute qualité dans un certain nombre de nouveaux établissements prestigieux, il fallait attendre encore des années avant que cette nouvelle génération des diplômés occupe les postes dirigeants au Parti.

Dans le cadre de sa réforme politique en 1951-1952, Staline a également essayé « d'intellectualiser » le Comité central du Parti et de son nouvel organe, le Présidium, par l'injection en son sein de chercheurs, philosophes et écrivains. Cette tentative faisait partie de la stratégie globale de la restructuration de l'appareil du Parti par

---

<sup>273</sup> KABANOV Alexandre, « *Partiinye shkoly KPSS* » / « Les écoles du Parti communiste » in PROKHOROV Alexandre (éd.) et alii, *Bolchaia sovetskaia entsiklopediia / La grande encyclopédie soviétique* [en 30 volumes], 3e édition, 1969-1978, volume 19, 648 p.

Staline, qui s'est terminé, selon Youri Moukhin, par son assassinat par les membres de cet appareil désintéressés par cette réforme. C'est une vision alternative de la politique du Gensek, explorée autant par des chercheurs que des journalistes. Youri Moukhin a proposé dans son livre *L'assassinat de Staline et de Beria*<sup>274</sup> une analyse des actions effectuées par Staline dans le cadre de la réforme, dont la finalité était, selon ce chercheur, l'ostracisme de la nomenclature du Parti du pouvoir. Il est à prendre en compte, que Youri Moukhin est connu pour son grand intérêt pour les théories de conspiration, et il soutient quelques idées que l'auteur de cette thèse ne partage pas<sup>275</sup>.

Les conclusions de Moukhin sur la réforme et ses objectifs résonnent néanmoins avec les arguments d'un autre historien Youri Joukov, qui analyse les tentatives de Staline, effectuées en 1933-1937, de modifier (sans succès) le système politique pour diminuer le rôle de la nomenclature du Parti. L'hypothèse de Moukhin, selon laquelle Staline a été tué parce qu'il a entrepris des démarches pour démocratiser le système politique, obtient un soutien par des conclusions similaires tirées par Joukov. Historien russe connu, chercheur expérimenté de l'Institut de l'histoire de la Russie et spécialiste du sujet Joukov a démontré dans son analyse la continuité de la ligne politique de Staline qui s'est terminée par un changement de leader et le gel des réformes<sup>276</sup>.

Joukov analyse les réformes initiées par Staline en 1933 et son combat contre ledit « groupe dirigeant étendu », à savoir la majorité des membres du Comité central VKP(b), avec un petit nombre de collaborateurs proches. Ces tentatives de démonter la machine bureaucratique ont abouti à l'échec de Staline et au lancement des répressions de 1937. « Staline voulait destituer le Parti du pouvoir. Il a donc préparé

---

<sup>274</sup> MOUKHIN Youri, *Oubiïstvo Stalina i Beria. Naoutchno-istoritcheskoe issledovanie / L'assassinat de Staline et de Beria. Une recherche historique*, Moscou : Krymski most 9D Forum, 2002, 430 p.

<sup>275</sup> Par exemple, dans le livre cité *supra*, Moukhin estime que le culte de la personne de Staline est créé par la nomenclatura elle-même, et non pas par Staline, qui était un homme sage et laborieux. Il est juste de considérer que la nomenclatura était un cercle vicieux autour du pouvoir, dont la lutte fondait ses différentes actions. Il est également important de fournir une analyse complexe et objective de la politique de Staline et de ses actions pour faire le bilan des résultats de sa politique. Mais en vue de la gravité des crimes de totalitarisme déjà démontrée et de participation personnelle de Staline dans les répressions déjà confirmée par un grand nombre d'historiens (quel que soit les raisons des répressions), les avantages et les réussites de Staline en tant que dirigeant politique passent au deuxième voire au troisième plan, et ils ne font dans aucun cas de Staline un homme politique efficace ou sage.

<sup>276</sup> JOUKOV Youri, *Inoï Staline. Polititcheskije reformy v SSSR v 1933-1937 godakh / Un autre Staline. Les reformes politiques en URSS en 1933-1937*, Moscou : Vagrious, 2003, 512 p.

un projet de la nouvelle Constitution et des élections alternatives à sa base. Selon le projet de Staline, presque toutes les organisations et comités d'entreprises, coopératives, associations pouvaient avoir le droit de proposer des candidats politiques. Mais il a perdu, et cela lui a presque coûté la vie<sup>277</sup> ». Pour soutenir son argument, Joukov a publié le brouillon du bulletin de vote pour les élections au Conseil Suprême de l'URSS avec trois candidatures et l'obligation d'en choisir une seule<sup>278</sup>.

L'ouvrage *L'assassinat de Staline et de Beria* de Youri Moukhin est consacré à la deuxième tentative de Staline de destituer la nomenclature du Parti du pouvoir, entrepris, selon l'auteur, lors de la XIX<sup>e</sup> session du Parti communiste en automne 1952. Il a encore subi un échec et l'a payé, selon Moukhin, de sa vie. « Mon travail ne sera pas centré sur Staline et Beria, mais sur leur tentative de destituer le Parti communiste, ce géant avec une tête pourrie, de la gouvernance d'État. C'était une tentative de sauver l'État et de sauver le Parti communiste en le transformant en une force élitaires et intellectuelle du pays<sup>279</sup> ».

Les propos de Joukov et de Moukhin ont été critiqués par d'autres chercheurs pour leur volonté de « réhabiliter » Staline par ces actions réformatrices, et que le lien entre les réformes politiques et les répressions restait vague<sup>280</sup>. Malgré le fait que les tentatives des réformes démocratiques de Staline à la fin de sa direction du pays restent hypothétiques, en vue des sources disponibles, l'on se doit de constater une certaine volonté politique de changer la politique universitaire pour corriger les manques créés durant les années précédentes avec des effets non-négligeables sur la vie politique et économique dans les années 1950. Avec le changement du groupe dirigeant, l'enseignement supérieur a rencontré une nouvelle stratégie politique. Néanmoins, une certaine continuité était présente dans la politique universitaire, notamment au niveau des objectifs déclarés et au

---

<sup>277</sup> JOUKOV Youri, « *Joupel Stalina. Beseda journalista Alexandra Sabova s istorikom Youriem Joukovym* » / « Le spectre de la guerre de Staline. Une conversation du journaliste Alexandre Sabov avec l'historien Youri Joukov », *Komsomol'skaia pravda*, 2002, 5, 6 12-14, 16, 19-21 novembre.

<sup>278</sup> JOUKOV Youri, *op.cit.*, p. 207-208.

<sup>279</sup> MOUKHIN Youri, *op.cit.*, p. 6.

<sup>280</sup> Voir, par exemple :

KHLEVNIUK Oleg, *Stalin i outverjdenie stalinskoï diktatoury / Staline et l'affirmation de la dictature stalinienne*, Moscou : ROSSPEN, 2010, p. 12.

PAOUL'MAN Valeri, « *O knige Youriia Joukova 'Inoi Stalin. Politicheskie reformy v SSSR 1933-1937 godakh'* » / « L'ouvrage de Youri Joukov 'Un autre Staline. Les reformes politiques en 1933-1937' », *Alternativy*, [publication électronique] le 4.04.2011, disponible sur : <http://www.alternativy.ru/ru/node/1624>, consulté le 03/09/2017.

niveau de son inscription dans la politique économique d'État.

## 2. Le Dégel : le début du printemps pour l'enseignement supérieur

### 2.1. Les réformes de Khrouchtchev pour la vie politique et la vie universitaire

La période entre 1954 et 1964 est connue comme « le dégel » (*ottepel'*) qui marque la transition d'un système répressif au début d'une réhabilitation politique, ainsi que des changements démocratiques et du réveil de la conscience sociale dans la population. En ce qui concerne l'État et sa politique, certains historiens soulignent le caractère déclaratif de ce changement, un effort limité de rénovation légère dans le cadre d'un régime totalitaire<sup>281</sup>. D'autres trouvent que le dégel était la corrosion du fondement du système socialiste voire la trahison des intérêts nationaux<sup>282</sup>.

En effet, les historiens politiques se divisent en trois écoles d'interprétations : historico-matérialiste, libérale et moderniste. L'interprétation historico-matérialiste la période poststaliniennne, selon l'historien Alexeï Trofimov, souligne une orientation soit positive soit négative de la réforme du régime stalinien. Les adhérents d'une interprétation libérale se concentrent sur la conservation du régime stalinien par le nouveau pouvoir avec l'adoucissement de quelques aspects ; ils y voient également le début de la décadence et la destruction du système. Les modernistes placent l'époque du dégel dans le contexte de la modernisation de la Russie au XX<sup>e</sup> siècle. Ces trois approches ne sont pas définitives pour expliquer la période du dégel, mais elles permettent de saisir la question sous différents angles<sup>283</sup>.

---

<sup>281</sup> TIAN Valeri, « *Evolutsia vlasti i liberalizatsia obchtchestvennoï i koul'turnoï jizni v SSSR v period khrouchtchevskoi ottepeli* » / « L'évolution de pouvoir et la libéralisation de la vie sociale et culturelle en URSS durant la période du dégel de Khrouchtchev », *Vlast'*, 2011, n° 9, p. 139-142.

KOZLOV Vladimir, « *Kramola : inakomyslie v SSSR pri Khrouchtcheve i Brejneve. 1953-1982 gody* » / « Le non-conformisme en URSS sous Khrouchtchev i Brejnev. Les années 1953-1982 », *Otetchestvennii istoria / L'histoire russe*, 2003, n° 4, p. 43-111.

OUSTINKIN Seguei, BELOUS Vladimir, GINZBOURG Boris, « *Vlast' i obchtchestvo v period khrouchtchevskoi ottepeli* » / « Le pouvoir et la société durant la période du dégel de Khrouchtchev (1953-1964) », *Vlast'*, 2012, n° 9, p. 129-133.

<sup>282</sup> OUSTINKIN Seguei, BELOUS Vladimir, GINZBOURG Boris, *op.cit.*, p. 131.

<sup>283</sup> TROFIMOV Andreï, *Sovetskoe obchtchestvo 1953-1964 godov v otetchestvennoi istoriografii : politika i ekonomika / La société soviétique durant les années 1953-1964 au regard d'historiographie russe : la politique et l'économie*, thèse de post-doctorat (*doktor naouk*) en histoire, Ekaterinbourg : l'Université économique d'Etat d'Oural, 1999, 515 p.

Le changement de cap politique, même au niveau discursif, a été dicté jusqu'à un certain point par un facteur subjectif – la concurrence interpersonnelle pour le pouvoir, autrement dit, la lutte pour le pouvoir dans le premier échelon après la mort de Staline, notamment la disposition des forces politiques et les directions possibles des changements futurs avec les figures-clés, des candidats au rôle du nouveau Gensek (Malenkov, Beria, Khrouchtchev, Joukov). Cette rivalité politique a été largement soulignée par les historiens. Or, certains aspects ont été moins étudiés que d'autres, comme, par exemple l'influence des élites régionales, ainsi une synthèse cohérente du conflit pour le pouvoir est difficile à établir. Néanmoins, le résultat de cette lutte pour le pouvoir est connu : c'est la victoire politique de Nikita Khrouchtchev qui a maintenu les privilèges du Parti et occupé le poste de Premier secrétaire du PCUS de 1953 à 1964. D'ailleurs, le point définitif dans la lutte de Khrouchtchev pour le pouvoir était la fusion en 1958 des postes du président du Cabinet et de Premier secrétaire du Comité central du Parti. Le prix donc de cette victoire politique était la dépendance de Khrouchtchev à la nomenklatura, à l'appareil du Parti, ce qui a défini les directions de la politique de ce nouveau dirigeant politique.

Nikita Khrouchtchev était une figure ambiguë dans l'histoire politique de la Russie. D'une part, il est considéré comme un déclencheur de la sortie du pays du régime totalitaire et du culte de la personnalité. D'autre part, personnellement motivé pour la sauvegarde de son pouvoir, Khrouchtchev est soupçonné d'avoir organisé l'assassinat de Staline et d'avoir détruit des sources documentaires importantes afin de cacher sa participation dans les crimes des répressions politiques. En effet, la période pendant laquelle il était aux commandes n'a pas été analysée par les historiens, politologues, sociologues ou par les économistes autant que la période stalinienne<sup>284</sup>.

La place centrale dans les premières années après le décès du Secrétaire général Staline occupa le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS du 14 au 25 février 1956, avec ses directives sur le sixième plan quinquennal et le Rapport secret du Premier Secrétaire du Comité central du PCUS Khrouchtchev « Sur le culte de la personnalité et ses conséquences<sup>285</sup> ». Les avis sur la signification du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS étaient

---

<sup>284</sup> DMITRIEV Alexandre, « *Pereizobretenie sovetского ouniversiteta* » / « La réinvention de l'université soviétique », *Logos*, 2013, n° 1, p. 41-64.

<sup>285</sup> KHROUCHTCHEV Nikita, « *O koulte litchnosti i ego posledstviakh. Dolkad 20 s'ezdou KPSS* » / « Sur le culte de la personne et ses conséquences. Le rapport pour le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS du 25 février 1956 », *Izvestiia TsK KPSS*, 1989, n°3.

partagés : certains considéraient que son rôle était important, d'autres, qu'il n'a eu aucun impact. La prise de parole de Khrouchtchev le 25 février 1956 n'avait pas comme objectif l'intention de rétablir la justice dans toutes les sphères de la société, mais elle a été un pas tactique dans la prise du pouvoir. Les campagnes de dénigrement contre des écrivains, des chercheurs et hommes politiques, ainsi que la réaction du pouvoir soviétique aux événements en Pologne et en Hongrie, ont confirmé que le dégel était relatif et que les moyens de contraintes de l'État demeuraient<sup>286</sup>.

L'analyse des documents du xx<sup>e</sup> Congrès, des lettres du Comité central du PCUS et de ses décrets effectués par Roudolf Pikhoia dans son ouvrage *L'Union soviétique : l'histoire du pouvoir. 1945 – 1991*, montre le rôle du Comité central dans la création de l'opposition et de l'apparition des positions d'opposition dans les pays de l'Europe de l'Est. Pikhoia a montré le mécanisme de renforcement de la position de Khrouchtchev et de l'appareil du Parti dans la gouvernance du pays par l'élimination des concurrents principaux : Malenkov, Kaganocitch, Molotov et Joukov. Malgré le fait que les intentions de Khrouchtchev étaient plutôt subjectives, le xx<sup>e</sup> Congrès et le Rapport secret sont finalement devenues « la pierre » qui a généré « l'ondulation » des changements dans la conscience publique<sup>287</sup>.

Par exemple, la notion de « science prolétarienne », justification des pires excès obscurantistes du stalinisme dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, comme l'affaire Lyssenko, a été peu à peu abandonnée avec le dégel après la mort de Staline. L'autonomie des savants et des experts, même si elle n'était jamais totale, augmenta notablement à la fin des années 1950 et dans les années 1960, note Christophe Charle<sup>288</sup>. En effet, la décennie du dégel pour les EES de l'URSS a été marquée par plusieurs événements et décisions politiques qui, d'une part, ont encouragé leur croissance, mais d'autre part, ont diminué leur potentiel intellectuel. L'idée de réformer le système de l'enseignement supérieur a été exprimée par Khrouchtchev lors de la xx<sup>e</sup> Congrès du

---

<sup>286</sup> GERASIMOVA Olga, *Obchtchestvenno-polititcheskaia jizn' stoudeñtchestva MGU v 1959e - seredine 1960 / La vie socio-politique des étudiants de l'Université d'État de Moscou dans les années 1950 – mi-1960*, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en histoire, Moscou : L'Université d'Etat de Moscou, 2008, 334 p.

<sup>287</sup> PIKHOIA Roudolf, *Sovetski Soyouz : istoria vlasti. 1945-1991 / L'Union soviétique : l'histoire du pouvoir. 1945-1991*, Novossibirsk : Sibirski khronograf, 2000, 692p.

<sup>288</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *Histoire des universités. XII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Presses Universitaires de France, 2012, « Chapitre VII – La première massification, de 1945 au début des années 1980 », p. 141-200.

PCUS. Dans les résolutions du Congrès<sup>289</sup> nous trouvons quelques pistes de la future réforme de 1958 qui avait pour objectif d'instaurer « le lien étroit entre l'école et la vie ».

Les problèmes de l'enseignement supérieur que le nouveau dirigeant voulait résoudre ont été présentés dans la note « A propos du système de l'éducation nationale de l'URSS » préparé par Khrouchtchev. Il trouvait que le manque d'expérience professionnelle chez les jeunes diplômés constituait un hasard du système. Il a également souligné que la majorité des bacheliers souhaitaient rentrer à l'université, parce que, selon Khrouchtchev, les parents insistaient sur l'importance de l'étude supérieure et décourageaient leurs enfants à poursuivre un métier moins important que celui d'un cadre. Khrouchtchev souligna qu'un ouvrier fut considéré comme une personne médiocre, « de qualité inférieure », et les bacheliers accepteraient n'importe quelle spécialité juste pour obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur. La formation supérieure devint une fin en soi, et cela a résonné sur la qualité du système entier. La tâche pour les pouvoirs publics fut d'imposer des limites à l'accès aux études supérieures, et guider les autres jeunes vers un travail manuel. En même temps, l'action publique cherchait à motiver les jeunes diplômés de se diriger vers l'industrie et l'agriculture plutôt que vers les métiers d'enseignement et de recherche. Ainsi, les objectifs principaux de la nouvelle réforme étaient le changement de la composition sociale des étudiants et l'augmentation de la période d'apprentissage en entreprises pour des étudiants<sup>290</sup>.

Après discussion, le projet de la réforme a été adopté le 24 décembre 1958 par le Conseil Suprême de l'URSS et est devenu la loi « Sur le renforcement du lien de l'école avec la vie et sur le développement du système de l'éducation nationale de l'URSS ». Cette loi a apporté un changement considérable pour l'école secondaire et l'enseignement supérieur a également connu quelques modifications. Nous trouvons la partie qui concerne les EES dans les articles 27-42 de la loi. L'une des nouveautés principales était l'introduction des privilèges pour les étudiants ayant une expérience

---

<sup>289</sup> Voir : NARYCHKIN Boris (éd.), *Kommunisticheskaia partia Sovetskogo soyuza v rezoliutsiakh i recheniakh s'ezdov, konferentsi i plenoumov TsK (1898-1986)* / Le Parti communiste de l'Union soviétique dans les résolutions et les décisions des congrès, des conférences et des plenums de TsK (1898-1986) en 15 volumes, t.9, 1956-1960, Moscou, 1986, p.72-73.

<sup>290</sup> FOURSENKO Alexandre (éd.), *Presidium TsK KPSS. 1954-1964. Tchernovye protokol'nye zapisi zasedani : stenogrammy, postanovlenia* / Présidium TsK KPSS. 1954-1964. Les brouillons des réunions de travail, les protocoles, les sténogrammes et les arrêtés, en 3 volumes, Moscou, 2004-2008, t.2 « Postanovlenia, 1954-1958 » / « Les arrêtés. 1954-1958 », Moscou, 2006.

professionnelle, ainsi que pour les boursiers des entreprises industrielles et agricoles : les salariés de ces entreprises étaient envoyés aux EES pour acquérir de nouvelles compétences et pour élever leur niveau d'études. Ces candidats à l'enseignement supérieur rentrèrent aux EES pratiquement sans concours et sans examens. La plupart des articles pour l'enseignement supérieur concerna le dispositif de stage en entreprise (articles 30-35). La durée plus longue des stages pour les étudiants, selon Khrouchtchev, les aiderait à acquérir une « attitude communiste » pour le travail, de devenir laborieux pour le bien de toute la société<sup>291</sup>.

Le dispositif privilégiant l'inscription aux universités des personnes ayant une expérience professionnelle de plus de deux ans et des vétérans de la guerre 1941-1945 fut, en fait, la renaissance des *rabfacs* avec une seule différence : la nécessité d'avoir un diplôme d'études secondaires pour être accepté au cours de préparation. Cette nouvelle règle a généré des changements importants dans la population étudiante. A l'Université de Leningrad en 1956, 12 % d'étudiants avaient une expérience de deux ans et plus, et en 1960 ils étaient déjà 57 %. À l'Université de Moscou en 1959, la part des étudiants ayant une expérience professionnelle et des étudiants-vétérans de la Grande Guerre patriotique était de 69 %<sup>292</sup>.

A. Konokhova remarque que Khrouchtchev, qui a fait sa carrière dans les années 1920, a fait revenir, dans une certaine mesure quelques formes organisationnelles de la gouvernance existant avant l'époque stalinienne. La réforme de l'enseignement supérieur montra les mêmes tendances en stimulant les classes paysanne et ouvrière

---

<sup>291</sup> *Zakon ob oukrepnenii svyazi chkoly s jizn'iou i o dal'neïchem razvitii sistemy narodnogo obrazovania v SSSR* / La loi sur le renforcement du lien de l'école avec la vie et sur le développement du système de l'éducation nationale de l'URSS, *Vestnik Vyscheï chkoly*, 1959, n° 1, p. 6-13.

Voir également :

*Postanovlenie Soveta ministrov SSSR ob outchastii promychlennykh predpriatii, sovkhosov i kolkhozov v komplektovanii vouzov i tekhnikumov i v podgotovke spetsialistov dlia svoikh predpriatii* / L'arrêté du Conseil des ministres sur la participation des entreprises, des sovkhozes et des kolkhozes dans le reccomplètement des EES et des écoles techniques professionnelles pour former les spécialistes de ces organisations du 18 septembre 1956.

Selon cet arrêté, les étudiants envoyés aux EES par les entreprises industrielles et les collectivités agricoles furent appelés les « boursiers de l'industrie » (*proïzvodstvennye stipendiaty*) et il eut des avantages notamment au niveau de concours d'entrée et de bourses (à 15% plus élevées que des étudiants ordinaires, payées par les entreprises).

<sup>292</sup> GERASIMOVA Olga, *Obchtchestvenno-politicheskaïa jizn' stouidentchestva MGU v 1959e - seredine 1960* / La vie socio-politique des étudiants de l'Université d'État de Moscou dans les années 1950 – mi-1960, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en histoire, Moscou : L'Université d'Etat de Moscou, 2008, 334 p.

Voir aussi :

AVROUS Anatoli, *Istoria rossiïskikh ouniversitetov : otcherki / L'histoire des universités russes : essais*, Moscou : Édition de la Fondation associative de Moscou pour la recherche, 2001, p. 61-64.

d'accéder aux études supérieures. La chercheuse propose également que la politique de l'enseignement de Khrouchtchev a été influencée par les événements de 1956, quand lors de la répression des mouvements en Hongrie, les étudiants soviétiques se sont exprimés assez activement en manifestant leur soutien à la Hongrie et à son droit de définir elle-même son destin. Khrouchtchev avait peur de perdre le contrôle, et ses efforts pour faire venir aux EES plus d'étudiants issus des classes laborieuses avaient pour objectif de renouveler de nouveau la classe intellectuelle<sup>293</sup>.

La réforme n'a pas suscité les résultats attendus, et finalement elle a été révoquée. Dans l'Arrêté du Comité central du PCUS et de Conseil des ministres de l'URSS (*Sovmin SSSR*) « Sur la durée de formation des spécialistes de l'enseignement professionnel et supérieur<sup>294</sup> », adopté en 1964, il a été noté que, malgré le fait que les stages longs soient bénéfiques pour l'éducation des jeunes, ils aboutissaient à la baisse du niveau des connaissances théoriques chez les étudiants. L'arrêté a ordonné les stages courts pour la première et deuxième années d'études supérieures, et un stage long pour la dernière année d'études. C'était, en somme, le retour au système d'avant la réforme de 1958.

Toutes les réformes de Khrouchtchev en matière d'enseignement supérieur ont été supprimées avant l'année 1976. Le système de l'enseignement supérieur construit à la fin des années 1950 - début des années 1960 s'est montré inefficace. Les étudiants ayant une expérience professionnelle, étaient souvent moins bons au niveau de la réussite scolaire. Il fallait leur accorder plus d'attention et retarder le processus d'apprentissage pour toute la promotion. Une grande partie de la jeunesse souhaitait prolonger ses études pour échapper au travail productif et étudier dans des conditions normales. Ce souhait a été soutenu par les membres des couches privilégiées du régime, qui entendaient assurer des positions équivalentes à leurs enfants grâce aux

---

<sup>293</sup> KONOKHOVA Anastasia, « Sur le renforcement du lien de l'école avec la vie : la réforme du système de l'enseignement supérieur en URSS en 1958 », *Vestnik LGOU / Le moniteur de l'Université d'Etat de Léningrad de Pouchkine*, 2015, n° 1. Disponible sur le site de la bibliothèque électronique Cyberleninka : <http://cyberleninka.ru/article/n/ob-ukrepleni-svyazi-vysshey-shkoly-s-zhiznyu-reforma-sistemy-vysshego-obrazovaniya-sssr-v-1958-g>. Consulté le 20.06.2017.

<sup>294</sup> *Postanovlenie TsK KPSS i Sovmina SSSR o srokakh podgotovki i ovloutchenia ispol'zovaniya spetsialistov s vyschym i srednim spetsial'nym obrazovaniem* / L'arrêté de TsK KPSS et de Conseil des ministres de l'URSS sur la durée de formation des spécialistes de l'enseignement professionnel et supérieur n° 499 du 21 mai 1964. Disponible sur le site officiel de la base des données des normes juridiques Consultant : <http://www.consultant.ru/cons/cgi/online.cgi?req=doc&base=ESU&n=18923#0>. Consulté le 20.06.2016.

études prolongées. En outre, les périodes longues des stages étaient coûteuses pour les entreprises. Parfois, le travail trouvé pour les stagiaires n'était pas en concordance avec leur spécialité ou leur niveau de compétences. Le changement de la composition sociale des étudiants n'a pas amené les changements souhaités non plus. La population étudiante restait active pour exprimer leur mécontentement du niveau de vie et de la politique des pouvoirs publics, et le niveau de mécontentement des étudiants fut toujours plus élevé que le niveau d'autres groupes sociaux de la société. Tout au long des années 1960, les étudiants nourrissaient un milieu de mouvements dissidents<sup>295</sup>.

Le processus de différenciation sociale des filières et une montée en puissance des enfants des membres de l'intelligentsia ou des cadres de la société soviétique dans les établissements les plus prestigieux contrevenaient de plus en plus aux principes toujours proclamés d'égalité des chances et d'accès de tous à l'enseignement supérieur, quelle que soit l'origine sociale<sup>296</sup>.

Un autre changement qualitatif pour la population étudiante était l'augmentation du nombre d'étudiants en études supérieures par correspondance de 1950 à 1960. Le nombre d'étudiants par correspondance et en études du soir a dépassé le nombre d'étudiants du jour en 1966-1967. De nombreux fonctionnaires soviétiques, responsables du Parti ou des comités d'entreprise sans diplômes, ont fait leurs études par correspondance afin de pouvoir évoluer dans leur carrière et occuper des postes plus importants. Dans une certaine mesure, cela rappelait les années 1930 quand les cadres de l'industrie se formaient de manière accélérée. Or, la qualité de l'enseignement par correspondance était moins bonne, et l'augmentation de sa part dans l'offre de formation universitaire a été dictée principalement pour des raisons financières, parce qu'il coûtait moins cher à l'État que des études à temps plein et en présentiel.

---

<sup>295</sup> Voir à ce propos :

FOURSENKO Alexandre (éd.), *Presidium TsK KPSS. 1954-1964. Tchernovye protokol'nye zapisi zasedani : stenogrammy, postanovlenia* / Présidium TsK KPSS. 1954-1964. Les brouillons des réunions de travail, les protocoles, les sténogrammes et les arrêtés, en 3 volumes, Moscou, 2004-2008, t.1 « Sténogrammes », Moscou, 2004.

SAMOÏLOVA Irina, « *Kakaa forma podgotovki spetsialistov effektivnee ?* » / « Quelle forme de formation des spécialistes est la plus efficace ? », *Vestnik vyschei shkoly*, 1965, n° 9, p. 16-18.

CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *Histoire des universités. XII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Presses Universitaires de France, 2012, « Chapitre VII – La première massification, de 1945 au début des années 1980 », p. 141-200.

<sup>296</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *op.cit.*

L'ajout, à l'école secondaire, de stages de découverte de l'industrie et une journée de formation professionnelle par semaine pour les trois dernières années d'études n'ont pas changé la motivation des jeunes pour tenter le concours d'entrée des études supérieures. Malgré ces initiatives de l'État d'orienter les étudiants vers une insertion professionnelle directe après l'école secondaire, la plupart des bacheliers ont continué à intégrer les EES. Avec la massification de l'enseignement supérieur et la « professionnalisation » de l'école secondaire, la baisse du niveau de qualité en connaissances chez les étudiants se creusait. Par conséquent, le système des répétiteurs<sup>297</sup> qui n'existait pas auparavant, se développait rapidement.<sup>298</sup>

La qualité des enseignants des EES témoignait également d'une baisse : avec les nouvelles disciplines imposées par le Parti communiste dans les années 1950 (l'histoire du PCUS, l'économie politique, le matérialisme dialectique et historique, et depuis 1963 le communisme scientifique), les établissements d'enseignement supérieur ont dû accepter le recrutement des « experts » de ces matières : pour ces disciplines, on embauchait des fonctionnaires, des responsables du Parti et des activistes de l'Union des jeunes communistes (*Komsomol*) qui n'avaient pas d'expérience ni dans l'enseignement ni dans la recherche.

Anatoli Avrous, qui analyse l'évolution de l'université dans l'histoire de la Russie, souligne que parmi les éléments positifs de l'époque du dégel, il faut noter l'augmentation du nombre des universités « classiques », le renforcement du concours d'entrée, la croissance du rôle des enseignants dans le développement de la recherche et l'amélioration de l'équipement des universités. En 1956, en URSS, il y avait 35 universités *stricto sensu*<sup>299</sup>. Entre 1956 et 1975, 28 nouvelles universités ont été créées notamment dans les républiques autonomes et dans les villes capitales des régions et des départements. Dmitriev quant à lui, note que la création des universités d'État aida les régions et collectivités à valoriser leur statut administratif en URSS<sup>300</sup>. La plupart des universités ont été créées sur la base des anciens instituts

---

<sup>297</sup> Il s'agit d'un tutorat payant en dehors du cursus, proposé par un professeur d'école sur son temps libre pour renforcer les connaissances d'un écolier qui se prépare à passer les examens d'entrée d'un EES.

<sup>298</sup> AVROUS Anatoli, *op.cit.*, p. 61-66.

<sup>299</sup> AVROUS Anatoli, *op.cit.*, p. 61.

<sup>300</sup> DMITRIEV Alexandre, « *Pereizobretenie sovetskogo oouniversiteta* » / « La réinvention de l'université soviétique », *Logos*, 2013, n° 1, p. 41-64.

pédagogiques en gardant leurs corps professoraux. Majoritairement, les instituts pédagogiques ne faisaient pas de la recherche fondamentale, n'avaient pas d'écoles scientifiques ni l'expérience de l'implication des étudiants aux travaux de recherche. Lorsqu'une nouvelle université se créa à l'époque de la Russie impériale, les autres universités proposèrent d'engager leurs professeurs, donnèrent une partie de son équipement et des fonds des bibliothèques. Dans les années 1950-1980, cette tradition avait disparu. Le processus de création des nouvelles universités sur la base des anciens instituts pédagogiques se passait difficilement et, selon Avrous, les instituts perdaient en qualité et devenaient des universités médiocres<sup>301</sup>.

Le nombre d'étudiants universitaires augmentait, sans dépasser néanmoins le seuil de 10% par rapport au nombre total des inscrits aux autres établissements d'enseignement supérieur<sup>302</sup>. Le nombre d'étudiants des universités classiques était quatre fois moins que le nombre d'étudiants des écoles d'ingénieurs. L'accroissement quantitatif des universités après 1960, alors que l'industrie a déjà rassasié son besoin de diplômés d'études supérieures était, selon certains chercheurs, une erreur stratégique. Un autre problème pour une formation universitaire globale augmentée en nombre, était le manque de professeurs qualifiés<sup>303</sup>.

## **2.2. La vie étudiante : l'autogestion des *stroyotryads* et le souffle de démocratie**

L'inscription de la politique universitaire dans la politique agricole durant la deuxième moitié des années 1950 a contribué à la baisse de qualité du cursus, mais elle a généré un élément important de la vie universitaire pour des décennies à venir et elle a engendré un certain niveau de réveil de conscience sociale chez les étudiants,

---

<sup>301</sup> AVROUS Anatoli, *op.cit.*, p. 63.

<sup>302</sup> *Ibidem.*

<sup>303</sup> KHANIN Grigori, « *Vyschee obrazovanie i rossiïskoe obchtchestvo* » / « L'enseignement supérieur et la société russe », *ECO*, 2008, n° 8, p. 75-92.

AGRANOVSKI Anatoli, « *Rastrata obrazovania* » / « L'éducation perdue », *Izvestia*, 17 janvier 1963, n° 19.  
DROUJILOV Sergueï, *Sotsial'no-psikhologicheskie problemy ouniversitetskoï intelligentsii vo vremena reform : vzglyad prepodavatel'ia / Les problèmes socio-psychologiques de l'intelligentsia universitaire lors du temps des réformes : le regard d'un enseignant*, Montreal: Accent Graphics Communications [édition électronique], 2015, 390 p., p. 100. Disponible sur le site de l'auteur : <http://druzhilov.ru/news/социально-психологические-проблемы>, consulté le 10.10.2016.

selon certains historiens analysant le dégel<sup>304</sup>. Dans le cadre de la Campagne des terres vierges lancée par l'URSS en 1954 afin de résoudre le problème agricole, à savoir le manque de blé pour la production du pain, l'État a fait appel aux étudiants pour travailler dans les champs pendant les vacances d'été pour la récolte<sup>305</sup>.

La première sortie en masse des étudiants vers les terres vierges a été effectuée en 1956 par les étudiants de la faculté de physique de l'Université de Moscou pour aider aux groupements agricoles d'exploitation en commun (*sovkhoses*) sur place, puis la campagne a été renouvelée chaque année. En 1958, l'un des activistes des groupes d'étudiants de l'Université d'État de Moscou a eu l'idée d'avoir recours aux étudiants plutôt pour les missions de construction sur les terres vierges, car le manque d'infrastructure diminuait les bons résultats en récoltes<sup>306</sup>. Les étudiants s'organisaient alors dans les groupes appelés *stroyotryads* (détachements d'étudiants-bâisseurs) dotés d'un organe central, d'une hiérarchie de sous-organisations, d'un uniforme et même d'un langage spécifique (des slogans et autres expressions symboliques)<sup>307</sup>.

Les caractéristiques principales des *stroyotryads* étaient l'auto-gouvernance, la discipline, la distribution des rôles lors de la mission (dirigeant stratégique, organisateur, chef de cuisine, etc.). La participation dans les *stroyotryads* a fait naître

---

<sup>304</sup> EGOROV Vladislav, STOIAKINA Tatiana, « *Protsessy sotsializatsii i mobilizatsii molodeji v sovetском gosouudarstve* » / « Les processus de socialisation et de mobilisation de la jeunesse à l'État soviétique » : actes du colloque *Kooperativny sektor v innovatsii razvitia rossiiskogo obchtchestva / Le secteur coopératif de l'économie et l'évolution de la société russe*, le 19 mai 2016, Volgograd : Ed. Volgogradskoe naouchnoe izdatel'stvo, 2016, 236 p., p. 56-62. Disponible sur le site officiel de la bibliothèque numérique des ouvrages scientifiques <https://elibrary.ru/item.asp?id=27220841>, consulté le 11.10.2016.

<sup>305</sup> La campagne des « Terres vierges » (*Osvoenie tseliny*) est un plan lancé en 1953 par Nikita Khrouchtchev pour augmenter la production agricole de l'URSS afin de lutter contre la sous-alimentation de la population soviétique. Le projet consistait en mise en culture des steppes du Kazakhstan (ainsi que de la Sibérie, du sud de la région de l'Oural et du nord du Caucase). Malgré l'argumentation assez forte lors des discussions au sein du Parti pour le développement intensif de l'agriculture à la place d'un développement extensif, le groupe dirigeant sous Khrouchtchev a choisi la voie extensive, qui s'est soldée par un échec (dépendance des ressources, manque d'outils, de méthodes de gestion et de ressources humaines pour les récoltes, l'érosion des sols, inefficacité du système entièrement public dans l'exploration, l'absence de secteur privé).

Voir à ce propos : MARIE Jean-Jacques, *Khrouchtchev : La réforme impossible*, Paris, Payot, coll. « Biographie Payot », 2010, 605 p., chap. 13 « L'épopée ratée des Terres vierges ».

<sup>306</sup> LIASKIN Vladimir et alii, *SSO : stroïka, stouidenty, otriad / Les SSO : construction, étudiants, union*, Moscou : Molodaïa gvardia, 1978.

KHOVRIN Andreï, *Stouidentcheskie otriady kak soub'ekt realizatsii gosoudarstvennoï molodejnoï politiki : sotsiologo-oupravlentcheski analiz / Les stroïotriads comme étant le sujet de la réalisation de la politique étatique pour la jeunesse : l'analyse sociologique de gestion*, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en sociologie, Moscou : MATI, 2003, 199 p.

<sup>307</sup> *Polojenie o stouidentcheskom otriade / Le règlement des stroyotryads adopté par le ministère de l'Enseignement supérieur et post-secondaire de l'URSS le 28 avril 1977 n° 468.*

Source : Le recueil des documents réplémentaires de la vie économique et financière des stroyotryads, Moscou : MGCh SO MGK VLKSM, 1988, p. 9.

une production culturelle riche en chansons et en poèmes, ainsi que des « chefs » officieux parmi les étudiants. Les *stroyotryads* étaient, note Svetlana Kovaleva dans sa monographie, « le mélange du romantique et de l'entrepreneuriat<sup>308</sup> ».

La stratégie politique d'exploration des terres vierges était finalement une erreur qui a coûté sa carrière à Khrouchtchev : sa popularité baissait auprès du peuple et auprès de ses collègues au sein du Parti, soucieux de leur avenir professionnel aux côtés d'un dirigeant largement critiqué à travers la société. En revanche, les *stroyotryads* sont devenus très populaires chez les étudiants. Cette initiative politique a eu pour conséquence le développement d'une forme d'enthousiasme chez les jeunes pour l'exploration des terres du grand pays et le travail pour le bien des peuples. Cet enthousiasme sincère des jeunes est comparable à un certain degré à celui de la Révolution ou de la participation dans la Grande Guerre patriotique, comme le souligne l'historien Vladimir Tolts<sup>309</sup>. La tradition des *stroyotryads* est devenue la marque de la génération d'étudiants des années 1960, « les soixantaines » ou « les soixantards » (en russe *chestidesiatniki*). Parmi les « soixantards », il se trouvaient notamment les futurs représentants du mouvement démocratique en Russie des années 1980-1990.

L'enthousiasme des *stroyotryads* ne s'explique pas uniquement par l'altruisme et l'idéalisme des jeunes. Selon Svetlana Kovaleva, les *stroyotryads* symbolisaient le changement d'époque politique. C'était une première tentative, certes timide, de se sentir libre, d'exprimer ses ambitions, de se réaliser en quelque sorte. La chercheuse insiste sur le fait que les *stroyotryads* constituaient une réaction des étudiants contre le système totalitaire, les interdictions et la pression sur les individus<sup>310</sup>.

La participation des étudiants dans les campagnes pour atteindre des objectifs économiques nationaux prenait souvent sur leur temps d'études et perturbait le

---

<sup>308</sup> KOVALEVA Svetlana (éd.), *Ty pomnich fizfak ? K 70-letiou fizicheskogo fakoulteta MGU / Tu te souvien de la fac ? Pour 70<sup>ème</sup> anniversaire de la faculté de la physique de l'Université d'Etat de Moscou*, Moscou : Ed. Pomatour, 2003, 415 p., chapitre II : « *Tselina rodnaia, vot ved' ty kakaia !* » / « Terre vierge, la voici-toi ! » Disponible sur le site de l'association des anciens étudiants de la faculté de physique de l'Université d'Etat de Moscou : <http://guker.info/kovaleva/kov21.html>. Consulté le 13.01.2016.

<sup>309</sup> TOLTS Vladimir, « *Maloizvestnaia tselina : polouvekovoï ioubileï* » / « Terre vierge inconnue : le jubilé de demi-siècle », publié sur le site de la radio *Svoboda* le 29.02.2004 : <http://www.svoboda.org/content/transcript/24204157.html>. Consulté 13.01.2016.

<sup>310</sup> KOVALEVA Svetlana (éd.), *op.cit.*

processus d'apprentissage dans les EES. Ce n'était pas pour rien qu'au début de la campagne des terres vierges, il y avait des universitaires contre la participation des étudiants avec comme devise « Nos terres vierges sont à l'Université et elles s'appellent la Science ! ». Nombreux recteurs des universités exprimaient leur désapprobation<sup>311</sup>. Malgré les protestations, l'existence des *stroyotryads* n'a pas été entravée. Au milieu des années 1980, on comptait 12,758 millions d'étudiants qui ont participé aux *stroyotryads*<sup>312</sup>. Parmi eux, il y avait de futurs dirigeants politiques tels que Vladimir Poutine (président de la Russie de 2000 à 2008 et depuis 2012), Dimitri Medvedev (président de la Russie de 2008 à 2012 ; Premier ministre, chef du gouvernement de la Russie depuis 2012), Sergueï Lavrov (ministre des Affaires étrangères depuis 2004), Youri Loujkov (maire de Moscou de 1992 à 2010), Noursoultan Nazarbayev (président de Kazakhstan depuis 1990).

Le sentiment de liberté chez les étudiants n'a pas été entièrement apprécié par le pouvoir public. Dans les documents de la Cour Suprême et du Parquet de l'URSS, l'État estimait que les mouvements étudiants durant cette période présentaient un caractère oppositionnel. Le recueil des documents déclassifiés *La Cabale : la dissidence d'opinion en URSS sous Khrouchtchev et Brejnev (1953 – 1982)* et le catalogue des condamnés en vertu de l'article 58-10<sup>313</sup> du Code pénal de la RSFSR démontrèrent le mécanisme d'actions de l'État pour mettre en « bonne route » la conscience des étudiants. Ces documents permettent de voir également l'évolution du cadre juridique vis-à-vis des avis politiquement « inconfortables »<sup>314</sup>.

Dans ce nouveau contexte politique, les méthodes staliniennes n'étaient plus possibles à mettre en œuvre contre les manifestations des étudiants ; il a fallu trouver d'autres moyens pour influencer les jeunes. La réflexion s'est accélérée après les événements en Hongrie et en Pologne, et s'est soldée par une lettre du Comité central

---

<sup>311</sup> *Ibidem*.

<sup>312</sup> Ces données sont publiées sur le site de l'Université d'Etat de construction de Moscou : <http://www101.mgsu.ru/index.php?option=content&task=view&id=4906>, consulté le 08.10.2017.

<sup>313</sup> La propagande ou l'agitation avec un appel à la déposition, à la destruction ou à l'affaiblissement du pouvoir soviétique, ainsi qu'à la commission des crimes contre-révolutionnaires, la diffusion, la production et le dépôt de la littérature d'un tel contenu entraînent l'emprisonnement de 6 mois.

<sup>314</sup> KOZLOV Vladimir, « *Kramola : inakomyslie v SSSR pri Khroochtcheve i Brejneve, 1953-1982 gody. Po rassekretchenym dokoumentam Verkhovnogo souda i Prokouratoury SSSR* » / « La Cabale : la dissidence/l'hétérodoxie/le non-conformisme/le délit d'opinion en l'URSS sous Khrouchtchev et Brejnev. 1953 – 1982. Les documents déclassifiés de la Cour Suprême et du Parquet de l'URSS », *Otchestvennaia istoria/L'histoire russe*, 2003(n°4), p. 93-111.  
GERASIMOVA Olga, *op.cit.*

du PCUS du 19 décembre 1956 sur « Le renforcement de la lutte politique des organisations du Parti envers les masses afin d'éliminer des sorties offensives des éléments antisoviétiques ». La poursuite non-justifiée n'était plus d'actualité, les objets de la poursuite devenaient désormais des efforts des pouvoirs publics de définir clairement ce qui était une « sortie offensive » ou des « manifestations malfaisantes », des « opinions incorrectes », etc. Un rôle spécifique a été attribué au *Komsomol* pour soutenir la ligne du Parti dans les universités. A cette fin, le *Komsomol* organisait des discussions publiques à propos des « opinions incorrectes » avec les études de cas, les avertissements et même les expulsions de l'université<sup>315</sup>.

L'historienne Olga Gerasimova, en analysant toutes formes de manifestations étudiantes de l'Université de Moscou dans la période du dégel, a conclu que les étudiants qui avaient participé aux activités jugées politiques et antisoviétiques n'exprimaient pas vraiment un appel au renversement du régime et du système politique, mais à leur amélioration et aux réformes. Les étudiants exprimaient plutôt leur manque de satisfaction du niveau de l'enseignement dans certaines disciplines, des conditions d'habitat, le manque de communication avec l'administration universitaire, ou d'information sur la vie politique nationale et internationale. L'historienne Konokhova exprime la même idée : la voie des étudiants s'éleva souvent pour discuter du niveau de vie et du quotidien et pour appeler à l'amélioration des conditions de vie<sup>316</sup>.

Les étudiants, en effet, ont commencé à poser des questions à l'État, mais aussi à leurs professeurs dans les universités. Dans les propositions du *Komsomol* au projet du décret du Comité central du PCUS sur « Les mesures de l'amélioration du travail idéologues-politiques parmi les étudiants » du 10 juin 1957, on trouve le constat que « les professeurs des universités admettent qu'il est difficile de travailler » dans les conditions où au niveau officiel il n'y avait aucun changement dans le contenu des

---

<sup>315</sup> Postanovlenie Prezidiouma TsK KPSS ob ousilenii polititcheskoï raboty partiïnykh organizatsiï v massakh i presetchenii vylazok antisovetskikh, vrajdebnykh elementov / L'arrêté du Présidium du Comité central du PCUS du 19 décembre 1956 sur le renforcement de travail des organisations du Parti pour éradiquer des manifestations des éléments antisoviétiques et hostiles.

Source : *Doklad Khrouchtcheva o koul'te litchnosti Stalina na XX s'ezde KPSS : dokoumenty* / Le rapport de Khrouchtchev au XX Congrès du PCUS : les documents, Moscou, ROSPEN, 2002.

<sup>316</sup> GERASIMOVA Olga, *op.cit.*  
KONOKHOVA Anastasia, *op.cit.*

cours après le XX<sup>e</sup> congrès du Parti, mais les étudiants posaient des questions sur les réformes politiques. Parallèlement, l'absence de satisfaction des jeunes augmentait<sup>317</sup>.

### 2.3. Le début de la désidéologisation

Le processus de la désidéologisation des universités s'est accéléré dans les années 1960 avec une certaine ouverture du pays à l'international. Des liens des EES soviétiques avec les EES à l'international restaient limités : seules les universités de Moscou et de Leningrad avaient l'opportunité d'établir dans les années 1950 une collaboration permanente avec les universités en Europe, et la vie étudiante commençait à s'ouvrir petit à petit vers l'international. Au début du dégel, on a ouvert la possibilité d'avoir une correspondance internationale avec les personnes de même âge dans les autres pays.

L'Université de Leningrad a signé en 1959 son premier accord international de coopération scientifique avec l'Université de Leipzig. À l'Université de Moscou, le nombre d'étudiants étrangers (y compris des stagiaires et des doctorants) augmentait : pour l'année universitaire 1953-1954, ils étaient 636 (dont 514 étudiants) ; en 1958-1959 – 1206 (dont 759 étudiants). Les étudiants étrangers venaient des pays amis de l'URSS (Allemagne de l'Est, Pologne, Chine), mais aussi des pays capitalistes (Royaume-Uni, Italie, États-Unis) et puis des pays en voie de développement (Algérie, Afghanistan, Indonésie, Soudan, etc.)<sup>318</sup>.

Dans ce contexte, il faut noter également la décision de l'État en 1960 de la création d'une université internationale à Moscou. À l'Université de l'Amitié des Peuples, il y avait des étudiants russes (sur un concours spécifique) et des étudiants étrangers notamment venants de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique du Sud. Les étudiants étrangers recevaient donc un diplôme à Moscou et évidemment des compétences en langue russe. Nombre d'entre eux ont occupé des postes importants après l'obtention de leurs diplômes russes et au retour dans leur pays. Depuis sa création, l'Université de l'Amitié des Peuples avait des programmes de formation similaires aux programmes européens, ce qui a facilité la reconnaissance de son diplôme à l'étranger. La vitrine de l'enseignement soviétique pour des étudiants

---

<sup>317</sup> KHANIN Grigori, *op.cit.*

<sup>318</sup> GERASIMOVA Olga, *op.cit.*

étrangers a contribué également au processus d'internationalisation de la vie étudiante à Moscou.

Le Festival international de la Jeunesse et des Étudiants a été organisé à Moscou en 1957. Pour la première fois dans l'histoire de l'URSS, des dizaines de milliers d'étudiants de pays étrangers sont venus pour rencontrer les étudiants soviétiques. Un échange interculturel et les liens tissés avec les étudiants étrangers ont influencé l'état d'esprit des étudiants de l'URSS. Parmi les participants actifs du festival, il y avait de nombreux futurs dissidents.

En ce qui concerne la vie professionnelle des enseignants des universités, il faut constater que même avec une désidéologisation encore très limitée, le milieu du travail est devenu plus agréable pour les professeurs. Une nouvelle génération d'enseignants, venue après le dégel, avait plus d'indépendance dans leur jugement et une vision plus lucide sur la réalité soviétique. Un certain désaccord a été identifié entre les professeurs des années 1950, qui combattaient en faveur des orientations idéologiques présentés dans le système d'enseignement supérieur, et les professeurs des années 1960, qui essayaient de désidéologiser la connaissance dans les sciences humaines et sociales. Au final, ce conflit d'opinions dans le corps professoral générait des discussions démocratiques plus qu'autre chose, contrairement aux pratiques des années 1930. Les divergences d'opinion au sujet des activités pédagogiques et scientifiques ont commencé à avoir lieu dans des conditions normales. Malgré les discussions sur certains aspects politiques et idéologiques, il n'y avait pas encore pendant la période de dégel des expressions significatives de désaccord avec la ligne générale de l'État<sup>319</sup>.

#### **2.4. Les contraintes pour le processus de désidéologisation**

La politique de répression menée par Staline a été déjà critiquée, or le dégel n'a pas suscité le changement dans l'analyse de l'histoire. L'ampleur du problème nécessitait la participation de l'État afin de prendre des mesures qui stimuleraient la pensée libre, les recherches en histoire et les débats. Il fallait lancer les réflexions sur le rôle de la

---

<sup>319</sup> EGOROV Alexeï, *Obchtchestvenno-politicheskaia situatsia 'otepeli' (1953-1964) v vospriatii sovremennikov – prepodavatelei i stouđentov Kazanskogo gosouđarstvennogo ouniversiteta / La situation socio-politique du dégel dans la perception de ces contemporaines – des enseignants et des étudiants de l'Université d'Etat de Kazan*, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en histoire, Kazan : l'Université d'Etat de Kazan, 2010.

Révolution, de la guerre civile, sur les étapes de la construction du Parti et de l'État soviétique. Or, une telle activité n'a pas été déclenchée, car la recherche en URSS avait encore des liens forts avec l'idéologie du système soviétique.

L'espoir que le contenu du cours d'histoire dans les universités serait revu après le départ de Staline s'est dissipée au moment de la publication en 1959 d'un nouveau manuel *L'histoire du Parti*. Le seul changement avec la version de 1938 était celui du volume ; le reste a été préservé. Cette édition a posé des limites à la liberté des enseignants-chercheurs concernant le choix des formes et des moyens de présenter le contenu. La désidéologisation de savoir n'a pas été atteinte pleinement, parce que le culte de la personnalité n'a pas été surmonté définitivement y compris chez les enseignants-chercheurs. La science juridique après la déstalinisation s'est enrichie de nouveaux termes, tels que « présomption d'innocence », « instruction préliminaire », « légalité des actions », etc. L'économie politique, quant à elle, s'adaptait au contexte économique du pays dans ces directions de recherche.

Les sources documentaires telles que les comptes rendus des Congrès, des Plenums, des décrets, montrent la volonté de l'État à adopter une approche scientifique pour une politique économique, notamment d'étudier le rôle du progrès technologique, des facteurs administratifs et organisationnels. Néanmoins, la recherche des voies pour assurer le progrès de l'économie par les pouvoirs publics ne conduisait pas à mettre en cause les principes du modèle économique adopté lors de l'époque stalinienne. La direction du pays ne voyait pas la nécessité d'inclure les mécanismes du marché dans l'économie ou d'apporter d'autres changements radicaux. Dans les années 1950-1960 des problèmes réels dans l'économie de l'URSS se faisaient jour, et le système administratif et autoritaire montraient ses limites de ses possibilités en essayant de les résoudre. La course aux armes a également pesé de son prix économique. Le dégel politique n'a pas vraiment changé la continuité dans la politique économique<sup>320</sup>.

Le dégel était un changement politique considérable, mais vu l'ensemble des actions publiques, il est justifié de le considérer comme une période plutôt transitoire. C'était

---

<sup>320</sup> TROFIMOV Andreï, *Sovetskoe obščestvo 1953-1964 godov v otčestvennoï istoriografii : politika i ekonomika / La société soviétique durant les années 1953-1964 au regard d'historiographie russe : la politique et l'économie*, thèse de post-doctorat (*doktor naouk*) en histoire, Ekaterinbourg : l'Université économique d'Etat d'Oural, 1999, 515 p.

également une période stable de la vie de la société à l'intérieure de laquelle se menait la réflexion par les politiques et par les citoyens sur une meilleure organisation de la vie dans le cadre des postulats dogmatiques des dirigeants. Beaucoup de choses déclarées dans cette période sont restées illusoires et utopiques, mais des mouvements réels dans toutes les sphères de la société ont permis de voir émerger une certaine expression de besoins objectifs de la société. Trofimov insiste qu'à chaque époque les historiens ont bien capté les caractéristiques importantes du dégel sans encore révéler la vérité complète au sujet de cette période<sup>321</sup>.

L'époque du dégel s'est terminée par un changement de dirigeant politique : Khrouchtchev, devenu impopulaire, a été victime de l'appareil du Parti communiste s'acharnant à défendre son rôle et sa place au cœur du système soviétique. Le 13 octobre 1964, Khrouchtchev a été convoqué lors de ses vacances passées à Pitsounda (Abkhazie) à la session du Présidium du Comité central du PC. Lors de cette session il a été accusé de subjectivisme et de volontarisme. Sans soutien de personnes au sein du Parti, Khrouchtchev signa la lettre de démission pour motif de « départ à la retraite ». Dans la même journée le Plenum accepta sa démission et ordonna de séparer désormais les postes de Premier secrétaire du Comité central et de Président du Conseil des ministres. Léonid Brejnev devint le Premier secrétaire, et Alexeï Kossyguine devint le chef du Cabinet. Ainsi, « l'époque du XX<sup>e</sup> congrès » a été terminée.

Au niveau de la politique universitaire nous constatons le bilan suivant pour cette époque : la ligne directrice du pouvoir pour faire sortir le pays du stalinisme a porté ses fruits pour l'enseignement supérieur, surtout en déclenchant la réflexion et l'expression chez les étudiants et en accordant plus de liberté académique (encore restreinte) pour les enseignants-chercheurs. Or, le système politique se modifiait lentement, et l'absence des réformes radicales explique la continuité dans l'action publique y compris dans le secteur de l'enseignement supérieur notamment dans la réalisation des objectifs définis à l'époque d'industrialisation. Quelques réformes effectuées dans le secteur ont modifié certains aspects de la vie universitaire et elles ont formé une atmosphère particulière à cette période analysée : les EES sont devenus plus ouverts vers le monde, la population étudiante s'est encore renouvelée, la vie étudiante était riche au niveau culturelle et la vie enseignante

---

<sup>321</sup> TROFIMOV Andreï, *op.cit.*

était plus agréable. Le nom du dégel est justifié, il est même possible de dire que c'était le « printemps » pour les EES avec son esprit romantique des stroyotryads et les voyages aux « terres vierges », l'enthousiasme pour l'ouverture des nouvelles universités et pour l'amitié des peuples. C'était la période des espoirs, mais aussi de coups de vents. Un sentiment des doutes vis-à-vis des discours des dirigeants s'installait chez les jeunes, mais comme c'était encore risqué de l'exprimer durant la période du dégel et la période suivante dans la vie politique de l'URSS connu sous le nom de *zastoï*.

### **3. Le déclin du système soviétique et le secteur de l'enseignement supérieur**

#### **3.1. *Zastoï* (stagnation) pour l'URSS et des universités soviétiques**

La nouvelle époque a été appelée par la presse et dans la littérature « l'époque de stagnation » (*zastoï*) et elle a duré de la prise du pouvoir par Léonide Brejnev jusqu'à 1986, début de la *perestroïka*. Dès 1964, après la chute de Khrouchtchev, le retour à la tradition s'accéléra avec la période brejnévienne où les objectifs technocratiques d'efficacité, de développement technique et de modernisation pour rattraper le rival américain l'emportèrent sur l'idéologie égalitariste des origines du régime.

En 1970, le réseau des EES en URSS comptait : 51 universités, 201 EES spécialisés (liés à une industrie spécifique), 37 EES de transport et de communication, 98 EES agricoles, 50 EES d'économie et de droit, 216 EES de l'éducation et de la culture, 53 EES des arts plastiques et de la cinématographie. En 1975, en URSS, il y avait 856 établissements de l'enseignement supérieur, parmi lesquels 65 universités, avec 4,9 millions d'étudiants (y compris 560 000 étudiants universitaires)<sup>322</sup>.

Pour les universités, la période brejnévienne constituait un vrai déclin sur le point économique. Malgré le fait qu'en chiffres absolus les dépenses pour l'enseignement supérieur ont grimpé (de 1,1 milliards de roubles en 1959 à 2,97 milliards roubles en

---

<sup>322</sup> ZINOV'EV S., PANOV V., GORCHENEV A., « *Vyschie outchebnye zavedenia* » / « *Les établissements d'enseignement supérieur* » in ZINOVIEV PANOV V., GORCHENEV A., *Bolchaia Sovetskaia Entsiklopedia/ La grande encyclopédie soviétique* en 30 volumes, 3<sup>e</sup> édition, Moscou : Ed. Sovetskaia entsiklopedia, 1970-1981. Disponible sur le site officiel : <http://bse.sci-lib.com/article007539.html>, consulté le 7.10.2017.

1973)<sup>323</sup>, la part de l'enseignement supérieur dans le budget du pays a diminué. Les EES en l'URSS étaient entièrement subventionnés par l'État. Sans autres sources de financement, la situation des universités se dégradait. La construction des bâtiments, des laboratoires, des résidences universitaires, des salles de sport a été complètement arrêtée, il n'y avait pas de moyens pour restaurer les vieux bâtiments. Le prestige des universités commença à diminuer à la fin des années 1970 avec le système de l'économie de l'État sur l'enseignement supérieur.

Les relations État-EES se sont empirées avec l'arrivée de nouveaux cas de poursuite idéologique. Par exemple, nous pouvons citer le *Procès des quatre (Affaire de Ginsburg et Galanskov)*, les protestations des universitaires et des chercheurs qui l'ont suivi et les poursuites de manifestants par le pouvoir. Il s'agit, en fait, d'un certain nombre d'enseignants-chercheurs qui ont protesté contre les arrestations de quatre intellectuels en 1967 et contre l'absence de transparence lors du procès et du jugement, à savoir la condamnation des dissidents à l'emprisonnement en raison de propagande antisoviétique. Le procès contre quatre futurs dissidents a été appelé la « restalinisation » dans les ouvrages de l'historienne Lioudmila Alexeeva<sup>324</sup>.

Le pouvoir, impressionné par le nombre de signataires et soucieux des réactions face aux événements en Tchécoslovaquie, a commencé à poursuivre des enseignants-chercheurs de peur qu'ils influencent les étudiants et déclenchent des manifestations. Les enseignants, qui ont manifesté leur soutien aux écrivains poursuivis, ont été licenciés et une partie d'entre eux a immigré. Le procès des quatre a fait un grand écho en Sibérie, provoquant un mouvement pour la défense des droits de l'homme. Quarante-six enseignants de l'Université de Novossibirsk et des chercheurs du Département de la Sibérie de l'Académie des sciences de l'URSS ont signé une pétition, une lettre ouverte de proteste envoyée aux pouvoirs publics ; pour cela, ils ont été poursuivis par la justice. Cet événement, conclut l'historien Kouznetsov, a renforcé la stagnation dans la société civile et dans les EES<sup>325</sup>.

Les persécutés ont fui le pays, les autres ont fini dans les prisons ou dans les hôpitaux

---

<sup>323</sup> ZINOV'EV S., PANOV V., GORCHENEV A., *op.cit.*

<sup>324</sup> ALEXEEVA Lioudmila, *Istoria inakomyслия v SSSR : noveïchi period / L'histoire du non-conformisme en URSS : une nouvelle période*, 3<sup>e</sup> édition, Moscou : Moskovskaia khelsinskaia grouppa, 2012, 384 p.

<sup>325</sup> KOUZNETSOV Vladimir, *Novossibirski akademgorodok v 1968 godou : « pis'mo soroka chesti » : dokoumental'noe issledovanie / La Cité académique de Novossibirsk en 1968 : la « lettre des quarante-six » : une analyse des documents*, 2<sup>e</sup> édition, Novossibirsk : Offset-TM, 2015, 486p.

psychiatriques. L'émigration des enseignants et des chercheurs a été intensifiée par la montée de l'antisémitisme et par la censure. La pensée libre, qui avait commencé à voir le jour dans les discussions universitaires, lors de la période du dégel a dé péri. Ce processus a été aggravé par le vieillissement de la population enseignante, en progression depuis 1971. L'embauche de nouveaux enseignants se passait avec la participation des représentants du Parti qui désapproubaient certains candidats pour leurs avis politiques non conformistes. Ainsi, souvent ce fut des enseignants médiocres qui ont fait carrière, et la qualité des thèses baissait progressivement. À la stagnation économique s'ajoutait une stagnation morale<sup>326</sup>.

### 3.2. Les mécanismes du système de l'enseignement supérieur

Le déclin des universités était effectivement en marche. Et pourtant, quelques années auparavant, le système fonctionnait bien. Des décennies d'expérience soviétique dans la gestion des universités ont produit des mécanismes facilement identifiables. La gouvernance de l'enseignement supérieur s'effectuait via un pouvoir vertical clairement structuré. Les établissements d'enseignement supérieur spécialisés ont été chapeautés par les ministères des secteurs respectifs (agriculture, médecine, défense) et cela explique le fait, d'ailleurs, que leur niveau d'équipement matériel et technique était meilleur que celui des universités d'État. De plus, les établissements d'enseignement supérieur avaient des liens avec l'industrie. L'État soviétique assurait l'insertion professionnelle de chaque diplômé à travers le système d'affectation – une pratique d'embauche obligatoire pour tous les sortants des universités pour une durée minimale de trois ans. Les jeunes diplômés avaient un statut juridique spécial, et l'employeur n'avait pas le droit de les licencier sans l'autorisation spéciale du ministère de l'Enseignement supérieur et post-secondaire professionnel (*Minvous SSSR*)<sup>327</sup>.

L'affectation obligatoire des étudiants après le diplôme établissait une certaine limite à la liberté de choisir son lieu de travail, mais offrait une garantie d'insertion professionnelle pour tous les diplômés et dans tous les secteurs. La plupart des diplômés trouvaient leurs postes dans l'industrie, les écoles et les lycées professionnels ; les cadres de recherches

---

<sup>326</sup> KHANIN Grigori, *op.cit.*

<sup>327</sup> *Prikaz de Minvouz SSSR ob outverjdenii položenia o personal'nom raspredelenii molodykh spetsialistov okantchivaouchikh vyschie i srednie spetsial'nye outchebnye zavedenia SSSR* / L'ordre du ministère de l'Enseignement supérieur et post-secondaire professionnel du 18 mars 1968 n°220 sur l'affectation personnelle des jeunes diplômés des établissements d'enseignement supérieur et des écoles professionnelles post-secondaires de l'URSS.

sortaient principalement de l'Université de Moscou, de Leningrad et de la nouvelle Université de Novossibirsk. Ces universités avaient la possibilité de conduire des recherches grâce aux relations avec les instituts de recherche de l'Académie des sciences, les enseignants-chercheurs qualifiés, les systèmes développés de formation du personnel enseignant. Cependant, la plupart des universités n'avaient pas les mêmes qualités que l'Université de Moscou, de Saint-Pétersbourg ou de Novossibirsk : le pourcentage de docteurs était moins important, et une culture scientifique manquait dans les équipes des enseignants.

La Constitution de l'URSS de 1977 a assuré le droit des citoyens à la formation. Elle était gratuite de la maternelle jusqu'au l'enseignement supérieur inclus<sup>328</sup>. Les bacheliers avaient le choix de l'établissement d'enseignement supérieur en fonction de leurs capacités intellectuelles pour passer le concours d'entrée, ainsi que de leurs préférences géographiques. Faire des études dans une autre région était courant grâce au réseau des résidences étudiantes. Le système de présélection des élèves doués par le biais des olympiades, organisées chaque année pour les lycéens et donnant des notes valables pour passer le concours dans les EES, permettaient de motiver les jeunes talents à poursuivre des études supérieures. Un certain nombre de privilèges, notamment pour les candidats aux études supérieures ayant l'expérience professionnelle, a diminué la qualité de la population étudiante, mais avait un effet positif en insertion professionnelle après la diplomation.

La formulation des objectifs pour l'enseignement supérieur était une prérogative de l'État, ils étaient donc en conformité avec le cap général du groupe dirigeant du Parti. Le cursus a été élaboré par l'instance fédérale. Les établissements d'enseignement supérieur avaient une certaine autonomie dans la prise de décision dans la réalisation de la politique d'État. Malgré le fait qu'il n'y avait pas de loi fédérale unique, il y avait néanmoins un système de documents réglementaires. Un système d'organes de contrôle avec une gestion à tous les niveaux existait selon un schéma de contrôle par les organes du PCUS en parallèle. Le point positif de ce schéma de gouvernance de l'enseignement supérieur était son caractère stable. Le point négatif réside dans le fait que durant le *zastoi*, la discipline exécutive au sein des autorités publiques baissait, le volontarisme et l'arbitraire des structures grossissaient. L'on constatait que la bureaucratie devenait progressivement non-

---

<sup>328</sup> L'article 45 de la Constitution de l'URSS de 1977.

professionnelle, ayant une averse illimitée du pouvoir, partie prenante à des malversations et l'absence d'une volonté de résoudre les problèmes au quotidien<sup>329</sup>.

Il se passait également le départ de l'élite politique et économique du pays, des gens qui ont fait carrière en venant « du bas » grâce au système permettant de mettre en avant leurs talents ou leurs motivations. Les nouveaux cadres de la fonction publique n'avaient pas, dans la plupart des cas, cette expérience pour monter peu à peu l'échelle hiérarchique; souvent ils obtenaient des postes grâce aux liens familiaux et amicaux ou encore grâce à la corruption progressive du système<sup>330</sup>. La qualité des élites dirigeantes sur tous les niveaux baissait. Brejnev et ses successeurs ont mis en évidence la qualité médiocre des élites dirigeantes jusqu'au premier échelon, qui était, comme le note Hélène Carrère d'Encausse, « composé d'hommes moyens, avant tout soucieux de conserver les positions acquises et les privilèges qui en découlaient. Soucieux également d'écarter de la sphère du pouvoir tous ceux qui pourraient menacer cette gérontocratie immobile<sup>331</sup> ».

La stagnation politique du pouvoir autoritaire en l'URSS, la stagnation dans l'économie et l'insatisfaction de la société par rapport au niveau de vie, l'absence de libertés démocratiques et la fermeture du pays aboutissaient à l'accumulation d'opinions négatives. La population montrait sa méfiance vis-à-vis de l'idéologie officielle et des dirigeants du pays. La différence dans le mode de vie entre les dirigeants du Parti communiste, la nomenklatura, et la population se creusait. Les discours officiels s'efforçaient de préserver les attributs de la fierté nationale en déclarant l'URSS la grande puissance ayant des relations de parité avec les États-Unis, en rappelant au peuple soviétique leur histoire héroïque des décennies précédentes. Le pouvoir public continuait à soutenir certains domaines de la science, les études spatiales, ainsi que de promouvoir les événements artistiques et culturels pour honorer le ballet russe et la littérature classique russe. La prérogative de l'État sur la capacité défensive dominait l'économie du pays, et cela assurait le développement plus au moins satisfaisant de certains secteurs de l'industrie. Pendant les jours fériés et les défiles, les pouvoirs publics sortaient les engins militaires et

---

<sup>329</sup> IVANOVA Svetlana, « *O specifike priniatiia resheiy v otechestvennoi sisteme obrazovania s uchetom vneshnyx usloviy v 1980-1990 godakh XX veka – 2000 godakh XXI veka* » / « La spécificité de la prise de décisions pour le système de l'éducation avec la prise en compte du contexte des années 1980, 1990, 2000 », in IVANOVA Svetlana (éd.), *Priniatie resheniy v sisteme obrazovania / La prise de décisions pour le système de l'éducation*, Moscou : Edition IET, 2014, 548 p., p. 176.

<sup>330</sup> IVANOVA Svetlana, *op.cit.*, p. 176.

<sup>331</sup> CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *Six années qui ont changé le monde. 1985-1991, la chute de l'Empire soviétique*, Fayard, 2015, 432 p., p.16.

les hélicoptères pour montrer à la population l'équipement avancé de cette industrie dominante, et la force militaire russe représentait une forme de fierté nationale.

En effet, le domaine militaire exigeait des financements considérables vu la priorité donnée par l'État à la défense à l'issue de la Grande Guerre patriotique et l'engagement de l'URSS à la course aux armements, l'ensemble aboutissant à l'épuisement économique du pays. En fait, les supra-missions de l'État soviétique dans les années 1950 n'ont pas été revues dans les années 1960-1970. L'objectif premier des dirigeants politiques tels que Brejnev, Tchernenko, Oustinov, était la préservation de l'appareil du Parti au pouvoir, tandis que les intérêts nationaux n'ont pas été revisités. Enfin, la crise économique s'est aggravée par la baisse du prix du pétrole en 1985. De même, l'enseignement supérieur dans la dernière période soviétique se dégradait progressivement. Contrairement aux années 1930 et 1950, lorsque les besoins des universités obtenaient les réponses dynamiques d'État, tout au long des années 1970-1980 les pouvoirs publics ne se montraient pas active pour résoudre les problèmes de l'enseignement supérieur.

La recherche soviétique se trouvait essentiellement dans les instituts de l'Académie des sciences et considérablement moins dans les EES. La participation des universités au développement de la recherche nationale était minimale, et de nouvelles demandes de la société ne recevaient pas des réponses adéquates du système universitaire. Dans les années 1980, les EES ne recevaient pas de subventions pour la recherche, ces dernières étaient réservées aux instituts de l'Académie des sciences. Ainsi, au moment de la révolution scientifique et technique et de l'arrivée de l'ère de l'information, l'enseignement supérieur s'est trouvé sans pouvoir répondre aux nouveaux défis technologiques. Les jeunes diplômés d'études supérieures étaient surpris que leurs spécialités ne fussent plus demandées par l'industrie. Par exemple, les diplômés en psychologie ou sociologie ne trouvaient pas de travail. Dans le même temps, les projets de construction des bâtiments universitaires ont été gelés, et l'État a arrêté l'ouverture des nouvelles universités. Au Plenum du Comité central du PCUS du mois de juin 1983, on a abordé la question de l'insatisfaction de l'état de l'enseignement supérieur<sup>332</sup>.

Pendant la période difficile des années 1980, les universités comme le pays vivaient une double vie. Avec la crise alimentaire et industrielle, l'économie « grise », dite économie

---

<sup>332</sup> *Materialy Plenouma TsK KPSS / Les actes du Plénum du Comité central du PCUS du 14-15 juin 1983, Moscou : Politizdat, 1983, 80 p.*

« de l'ombre », se développa en parallèle. Dans le même temps, la pensée libre et critique se développa en cachette dans les universités. Les étudiants se posaient des questions et cherchaient des réponses dans les bibliothèques ou dans la littérature interdite et clandestine (*samizdat*). Les dissidents, qui ont exprimés ouvertement leur mécontentement des pouvoirs publics, ont subi des épreuves telles que l'emprisonnement et le placement forcé en hôpital psychiatrique<sup>333</sup>. En émigrant, ils perdaient progressivement le lien avec le peuple russe et la conscience des réalités du pays natal. Ceux qui avaient des ambitions politiques sur place, devaient s'adapter au système et à l'idéologie officielle préservée par l'appareil du Parti afin d'assurer sa primauté au pouvoir. L'un de ces apparatchiks parfaits, Mikhaïl Gorbatchev, diplômé avec honneurs de l'Université de Moscou, est devenu le leader politique capable d'apporter des changements.

### 3.3. L'accélération vers des grands changements

Les changements annoncés par Mikhaïl Gorbatchev, le nouveau Gensek dynamique (1985-1991), étaient l'accélération (*ouskorenie*) du progrès scientifique et technique, la transparence (*glasnost'*) et plus tard la transformation (*perestroïka*) du fonctionnement économique. Ces changements, trois processus innovants pour la politique soviétique, semblaient donner un rôle important à l'enseignement supérieur. Logiquement, ce sont les universités qui devaient devenir l'acteur majeur dans l'accélération du progrès scientifique et technique, dans la promotion de la transparence, dans l'établissement des liens forts entre l'industrie et la formation des cadres afin de réaliser un changement du modèle économique. Cependant, les universités passaient à côté, parce qu'elles ne produisaient ni les innovations ni des technologies, et elles perdaient progressivement les liens avec l'industrie et les besoins réels des marchés de travail. Le secteur de l'enseignement supérieur était en crise. C'est pour cela que le ministre de l'Éducation Dneprov (1990-1992) trouvait que « l'accélération était une direction dangereuse, parce qu'on nous a proposé

---

<sup>333</sup> Voir à ce propos :

DANIEL Alexandre, « *Istoki i korni dissidentskoï aktivnosti v SSSR* » / « Les sources et les racines de l'activité des dissidents en URSS », *Neprikosnovenny zapas/Réserve intangible*, 2002, n° 1(21).

Disponible sur le site de la bibliothèque numérique des revues :

<http://magazines.russ.ru/nz/2002/21/dan.html> consulté le 09.10.2017.

d'accélérer ce qui était en train de s'engouffrer<sup>334</sup> ».

En analysant le fondement de la stratégie de l'accélération, la résolution du Comité central et le Conseil des ministres du 12 juillet 1985, Hélène Carrère d'Encausse a souligné une certaine ambiguïté de cette politique des pouvoirs publics. « Ils pointent les problèmes du pays, dénotent une impatience, mais ils restent prudents sur le fond. Accélérer ce qui existe n'est pas un moyen révolutionnaire pour changer une situation peu satisfaisante<sup>335</sup> ». En effet, les premières mesures de Gorbatchev aux fins d'accélération avaient en effet un caractère administratif : elles touchaient uniquement l'économie et elles ne changeaient pas l'essentiel de la société du « socialisme développé ». L'historien Danilov Victor souligne que la *perestroïka* n'était finalement pas un changement brutal, mais plutôt quelques réorganisations des fonctions et des liens économiques<sup>336</sup>.

Lors de la première étape des réformes (mars 1985 - janvier 1987), le terme « *perestroïka* » n'était pas encore utilisé et n'était pas perçu comme étant un concept. L'État a reconnu les manquements du système socio-économique de l'URSS et s'efforçait de corriger la situation par quelques campagnes à caractère administratif - automatisation, informatisation, lutte contre l'alcool, ainsi que contre les revenus « en dehors du travail » et la corruption. La baisse des prix du pétrole et la catastrophe de Tchernobyl ont accéléré la réalisation des réformes. Durant les années 1986 et 1987, l'équipe de Gorbatchev a constaté que les mesures administratives n'étaient pas suffisantes, et a décidé de lancer des changements politiques. Ainsi, au Plénum du PCUS de 1987 la *perestroïka* a été définie en tant que nouvelle ligne politique. Parmi les résolutions, les plus osées concernaient l'autorisation d'une privatisation partielle via des coopératives qui pouvait intégrer le modèle socialiste existant, ainsi que l'autorisation de la publication de la littérature autrefois interdite et l'assouplissement des relations avec l'Occident<sup>337</sup>.

### 3.4. Quelle place pour l'enseignement supérieur dans la *perestroïka* ?

---

<sup>334</sup> DNEPROV Edouard, *Obrazovanie i politika. Noveïchaia polititcheskaia istoria rossiïskogo obrazovania / L'éducation et la politique. L'histoire moderne de l'éducation russe*, t.1., Moscou : 2006, 536 p., p. 70.

<sup>335</sup> CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *Six années qui ont changé le monde. 1985-1991, la chute de l'Empire soviétique*, Fayard, 2015, 432, pages, p. 45.

<sup>336</sup> DANILOV Viktor, « *Iz istorii perestroïki : perezhivania chestidesiatnika-krestjanoveda* » / « Quelques idées à propos de la *perestroïka* : les inquietudes d'un soixantard et analyste de l'agriculture », *Otetchestvennye zapiski*, 2004, n° 1. Disponible sur le site de la bibliothèque numérique des revues : [http://magazines.russ.ru/oz/2004/1/2004\\_1-1\\_37.html](http://magazines.russ.ru/oz/2004/1/2004_1-1_37.html), consulté le 09.10.2017.

<sup>337</sup> DANILOV Viktor, *op.cit.*

À partir de 1985, les autorités politiques étaient de plus en plus conscientes de la nécessité des réformes dans le cadre de la *perestroïka* et tentaient d'introduire la flexibilité dans les cursus, l'adaptation aux réalités locales, la simplification dans les circuits de décision, l'autonomie administrative et financière dans les établissements. En 1986, au XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS, l'objectif fut la restructuration de l'enseignement à tous les niveaux afin de résoudre les problèmes suivants dans l'enseignement supérieur : la baisse de la qualité, le manque d'enseignants et de financements. Il a été décidé de revoir la structure de l'enseignement supérieur et ses relations avec les secteurs d'économie<sup>338</sup>.

Le 1er juin 1986, le projet du Décret du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS « Les directions principales de la restructuration de l'enseignement professionnel dans le pays » a vu le jour, et les débats autour de ce projet ont duré neuf mois. Certaines présentations des membres de la communauté universitaire lors des discussions ont contribué à la prise de conscience de la crise profonde du système universitaire. Le document final a été adopté le 13 mars 1987 et publié le 23 mars 1987 dans le quotidien *Pravda*<sup>339</sup>. Ensuite, les autres arrêtés furent adoptés pour concrétiser ces directions<sup>340</sup>.

Le terme *perestroïka* a été utilisé par écrit pour la première fois dans ce document gouvernemental élaboré pour l'enseignement supérieur, ce qui a donné, au final, un nom à la période de 1985 à 1991, à cette tentative de réformer radicalement la société soviétique, à ces « six ans qui ont changé le monde ». Pour la première fois également dans l'arrêté du 13 mars 1987 on a introduit des concepts scientifiques proposés par l'Institut de recherche

---

<sup>338</sup> GORBATCHEV Mikhaïl, « *Polititcheski doklad TsK KPSS XXVII s'ezdu KPSS* » / « Le rapport politique du Comité central du PCUS au XXVII Congrès du PCUS », *Pravda*, le 26 février, 1986, quotidien.

<sup>339</sup> *Osnovnye napravleniia perestroïki vyshego i srednego spetsial'nogo obrazovania v strane. Postanovlenie TsK KPSS i Soveta Ministrov SSSR* / Les directions principales de la transformation (perestroïka) de l'enseignement supérieur et l'enseignement professionnel post-sécondaire dans le pays. L'arrêté du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS, *Pravda*, le 21 mars 1987.

<sup>340</sup> *O merakh po rechitel'nomou ouloutcheniou katchestva podgotovki i ispolzovania spetsialistov s vyschim obrazovaniem v narodnom khoziaïstve. Postanovlenie TsK KPSS i Soveta ministrov SSSR* / « Sur les mesures pour une amélioration décisive de la qualité de formation et de l'utilisatin des diplômés d'enseignement supérieur pour l'économie du pays. L'arrêté du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS, *Pravda*, le 23 mars 1987.

Voir aussi:

*O merakh po ouloutcheniou katchestva podgotovki i ispolzovania naoutchno-pedagogicheskikh i naoutchnykh kadrov. Postanovlenie TsK KPSS i Soveta ministrov SSSR* / Sur les mesures pour l'amélioration de la qualité de formation et de l'utilisatin des enseignants-chercheurs et des chercheurs. L'arrêté du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS du 13 mars 1987 n°327, *Pravda*, le 26 mars 1987.

sur les problèmes de l'enseignement supérieur soutenu par le ministre de l'Enseignement professionnel Felix Peregoudov. On a également mentionné l'intégration de l'enseignement, de l'industrie et de la recherche aux nouvelles formes d'interaction sur les principes d'autofinancement. Le document était innovant parce que les réglementations antérieures se sont limitées à l'objectif d'amélioration de la qualité de la préparation des cadres aux universités, sans dire aux établissements comment réaliser cet objectif.

Essentiellement, le décret a pris en compte la majorité des lacunes dans l'enseignement supérieur soviétique : sa croissance en nombre et pas en qualité, son lien faible avec les instituts de recherche de l'Académie et l'industrie, sa forte spécialisation des formations et son état financier lamentable. Dans l'arrêté, le développement des universités a été lié à l'accélération de l'économie du pays, au développement de la recherche, à l'intégration avec l'industrie et à l'introduction de fonds extrabudgétaires. Ces objectifs correspondaient aux tendances internationales dans le contexte de l'ère de l'information. On a également introduit l'attestation des enseignants et des étudiants, les élections des recteurs et l'auto-gestion des étudiants pour mieux atteindre les objectifs de la transparence et la démocratie<sup>341</sup>.

Les professeurs ont été autorisés à développer leur cours et à apprendre aux étudiants la pensée critique. Il était enfin possible d'aborder des sujets qui étaient interdits auparavant. Les EES se libéraient progressivement du contrôle du Parti. Le retrait du poids idéologique sur les disciplines, notamment dans les sciences humaines et sociales, a été longtemps attendu pour changer peu à peu la mentalité des jeunes. Ce changement était très attendu, mais n'était pas facile à gérer et à réaliser. Nicolas Werth a souligné de nombreuses difficultés à les quelles se heurta la volonté des intellectuels, notamment des historiens, pour démarrer le processus de réactivation des discussions ouvertes sur le passé et sur l'avenir du pays dans cette période de transition. Parmi ces difficultés nous retrouvons l'existence de « taches blanches » dans l'histoire soviétique, du fossé entre l'histoire dogmatique officielle, l'histoire universitaire et histoires privées à usage familial, ainsi que l'inaccessibilité aux archives (donc sources officielles) dans les années 1985-1986 à 1990-

---

<sup>341</sup> SITCHKARENKO Galina, « *Programma perestroïki vyshego obrazovania v SSSR i Oukraïne* » / « Le programme de transformation (perestroïka) de l'enseignement supérieur en URSS et en Ukraine », *Almanakh sovremennoï nauki i obrazovania*, Tambov : Gramota, 2013, n° 8(75), p. 162-165. Disponible sur le site officiel de l'édition Gramota : [www.gramota.net/materials/1/2013/8/54.html](http://www.gramota.net/materials/1/2013/8/54.html), consulté le 09.10.2017.

1991 pour donner un fondement solide pour les discussions ouvertes et cohérentes entre les enseignants-chercheurs<sup>342</sup>.

Les universités soviétiques provinciales ont commencé à établir des relations avec des universités étrangères. Les grandes villes auparavant fermées (Saratov, Samara, Perm, Tomsk) ont commencé à s'ouvrir et à accueillir les étudiants étrangers. L'échange international des étudiants et des enseignants a commencé, ce qui a accéléré le processus d'intégration dans le système européen d'enseignement supérieur. Or, dans une certaine mesure, la démocratisation des universités a eu un impact négatif. Sur la vague de la *perestroïka* les enseignants-chercheurs poussés parfois par des objectifs lucratifs, ont assumé des postes dans l'administration des universités. Avec la montée de l'autonomie universitaire sans contrôle de l'État, ils étaient face à des conditions favorables à la corruption et à la création de clans au sein du pouvoir universitaire. Ainsi, au lieu de renouvellement, les universités ont fait preuve de continuité de la stagnation<sup>343</sup>.

Une autre initiative de l'État perçue par de nombreux analystes comme étant négative - la transformation des écoles de l'enseignement supérieur spécialisées en universités - n'était pas vraiment bénéfique pour la société. Les écoles d'ingénieur et les instituts pédagogiques ont changé uniquement leurs titres sans embaucher de nouveaux cadres ni transformer leurs méthodes d'enseignement. Pour les établissements, cette transformation était simplement une opération cosmétique afin de gagner en prestige. Au lieu de soutenir des universités classiques pour devenir des centres d'enseignement, de recherche et de culture, l'État a privilégié la multiplication des universités qui ne correspondaient pas à cette appellation. Au final, le niveau de formation universitaire dans le pays a baissé.

Durant la *perestroïka*, au sein de la gouvernance de l'État et du Parti, beaucoup de gens venants des universités se sont fait connaître. Parmi les leaders de la *perestroïka*, on trouve les académiciens – Likhatchov, Aganbegian, Petrakov, Zaslavskaja : les chercheurs qui acquièrent finalement une partie du pouvoir. Cela ressemblait à la réalisation du rêve des années 1960 – le pouvoir « au visage humain ». En décembre 1986, le chercheur distingué Sakharov a été libéré de son exil à Gorki ; en 1987, on a libéré 140 dissidents qui se sont

---

<sup>342</sup> WERTH Nicolas, « À partir de quoi pouvait-on reconstruire ? Les turbulences de l'écriture de l'histoire dans la Russie postsoviétique », l'entretien réalisé le 17 juin 2015 par Gilles Favarel-Garrigues, Brigitte Gaïti, Boris Gobille, *Politix*, 2015/2 (n° 110), p. 111-135. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-politix-2015-2-page-111.htm>, consulté le 25.09.2017.

<sup>343</sup> KHANIN Grigori, *op.cit.*

intégrés tout de suite dans la vie politique du pays. Quelques dizaines d'associations politiques sont entrées en scène, mais présentaient encore une organisation chaotique. Parmi elles, L'Union démocratique se distinguait par ses manifestations anticommunistes en 1988. La *perestroïka* a ramené en politique des professeurs et des recteurs des universités. Parmi les plus connus : le professeur Anatoli Sobtchak (qui est devenu le premier maire de Saint-Pétersbourg ; il était également, selon Vladimir Poutine, son « maître » en politique), le recteur de l'Institut d'aviation de Moscou Youri Ryjov, le recteur de l'Université de technologie chimique de Moscou de Mendeleïev Guennadi Iagodin (devenu le ministre de l'Éducation de l'URSS), le professeur Youri Afanassiev.

Youri Afanassiev était parmi les premiers hommes politiques qui ont ouvertement critiqué Lénine au Congrès des députés du peuple, à l'époque où les discours officiels de Gorbatchev décrivaient Lénine comme dirigeant fidèle du vrai socialisme. D'ailleurs, l'une des idées de la *perestroïka* était le retour aux « normes de Lénine » pour « la construction du socialisme au visage humain », contrairement à la politique de Staline « qui avait détourné la ligne politique »<sup>344</sup>. L'historien Afanasiev s'opposait à cette idée. Il considérait qu'entre Lénine et ses successeurs, il n'y avait pas de différence principale, ni dans l'idéologie ni dans les méthodes. Afanasiev a également introduit le terme de « la majorité agressive et obéissante »<sup>345</sup>, en insistant qu'en URSS même l'intelligentsia universitaire et scientifique en faisaient partie. Cette appellation, à notre avis, résonne avec l'idée de la « masse » d'Hannah Arendt. Afanasiev a créé l'Université d'État des sciences humaines de la Russie pour permettre, selon lui, aux gens d'évoluer avec un esprit libre et le sens

---

<sup>344</sup> Voir à ce propos :

GORBATCHEV Mikhaïl, le discours du 20 avril 1990.

Source : Slovo o Lénine Prezidenta SSSR, General'nogo serretaria TsK KPSS M.S. Gorbatcheva na torjestvennom sobranii, posviatchennom 120 godovchtchine so dnia rojdenia V.I. Lenina / Le discours du président de l'URSS, du Secrétaire général du Comité central du PCUS lors de la réunion solennelle dédiée à 120<sup>ème</sup> année de la naissance de Lénine du 20 avril 1990, M : Politizdat, 1990, 31 p., p. 2.

Voir également :

SOGRIN Vladimir, « *Levaia, pravaia, gde storona ? Razmychlenia o sovremennykh polititicheskikh disoussiakh* » / « Gauche ou droite : où est mon côté ? Les réflexions sur les discussions politiques contemporaines », *Kommouniste*, 1990, n°3 (février), p. 33-34.

TSIPKŌ Alexandre, « *Perestroïka kak rousski proekt* » / « La perestroïka comme le projet russe », Moscou : Algoritm, 2014, 544 p.

SLAVIN Boris, « *Perestroïka kak opyt preodolenia totalitarisma : vyvody dlia boudoucheho* » / « La perestroïka comme la sortie de totalitarisme : les conclusions pour l'avenir », actes du colloque « Gorbatchevskie tchtenia » du 4 mars 2003, Moscou : La fondation Gorbatchev. Disponible sur : [http://www.gorby.ru/activity/conference/show\\_341/view\\_27343/](http://www.gorby.ru/activity/conference/show_341/view_27343/), consulté le 10.10.2017.

<sup>345</sup> *Pervy s'ezd narodnykh depoutatov SSSR* / La première session de travail des députés du peuple de l'URSS du 25 mai au 9 juin 1989. Compte-rendu sténographique, Moscou : Edition du Conseil suprême de l'URSS, 1989, t.2, 2987 p., p. 78.

critique afin de soutenir la nouvelle Russie. L'académicien Youri Ryjov a dit à la fin de la *perestroïka* dans son interview au journal *Znamia*, que l'enseignement supérieur s'était dégradé, et la classe intellectuelle du pays était en voie de disparition<sup>346</sup>.

Un certain nombre de professeurs et d'étudiants ont participé au processus de formation de nouveaux partis politiques et d'organisations sociales, d'associations. Certains d'entre eux ont été élus au Parlement de l'URSS et de la RSFSR, ainsi qu'aux soviets locaux. Or, beaucoup n'ont pas pu défendre les intérêts des universités efficacement. La situation financière des universités n'a pas été améliorée lors de la *perestroïka*. Le paiement des salaires tardait régulièrement, ainsi que le paiement des bourses. Le prestige des universités tombait, le nombre d'étudiants diminuait également : de 50 000 diplômés en 1980 à 45 000 diplômés en 1989. Les années de la *perestroïka* étaient une période assez difficile et contradictoire pour l'enseignement supérieur. Mais la majorité des enseignants et des étudiants ont salué la *perestroïka* et soutenu un grand nombre d'initiatives, notamment en matière de développement de la démocratie et de la transparence<sup>347</sup>.

Désormais, l'on pouvait tout lire et écrire. En 1987-1989, on a créé les premiers journaux et chaînes de télévision indépendants<sup>348</sup>. Les films, les articles dans les journaux ont révélé la corruption du pouvoir soviétique, les crimes, et le fossé entre la morale et le pouvoir de certains hommes politiques<sup>349</sup>. À la XIX<sup>e</sup> conférence du PCUS, en 1988, pour la première fois depuis 1920, les délégués se sont exprimés ouvertement en critiquant les actions de l'administration du Parti et ces interventions ont été diffusées à la télévision. Lors de cette conférence, à l'initiative de Gorbatchev, l'on a pris la décision de réformer le système politique et de conduire les élections alternatives à tous les niveaux. A la fin de 1988, cette réforme a été officialisée par la loi<sup>350</sup>.

Le statut des établissements, adopté en 1989, a timidement introduit les nouveaux principes des relations État-EES, mais bientôt la crise économique et politique ont abouti l'ensemble à une transformation beaucoup plus radicale : la transition vers l'économie de

---

<sup>346</sup> RYJOV Youri, « *Dva dialoga na odnou temou* » / « Deux dialogues à propos de même sujet », *Znamia*, 1990, n° 10 (octobre), 244 p., p.187.

<sup>347</sup> AVROUS Anatoli, *op.cit.*

<sup>348</sup> Par exemple : NIKA-Tv, ATV, TCN.

<sup>349</sup> Par exemple : OVTCHARENÓ Georgi, « *Kobry nad zolotom* » / « Les cobras sur l'or », *Pravda*, le 23 janvier 1988, quotidien.

<sup>350</sup> *Zakon ob izmeneniakh I dopolneniakh Konstitoutsii (osnovnogo zakona) SSSR* / La loi de l'URSS du 1 décembre 1988 n° 953-XI sur les changements et amendements de la Constitution de l'URSS. Disponible sur le site officiel de la base de données des actes législatifs numérisés : <http://constitution.garant.ru/history/ussr-rsfsr/1977/zakony/185466/>, consulté le 10.10.2017.

marché et la privatisation partielle de l'enseignement supérieur. Dans les années 1989-1990, une brusque déstabilisation du contexte politique a eu lieu. Après le premier Congrès des élus du peuple, l'affrontement du Parti communiste avec les nouveaux groupes politiques s'est fait jour à l'issue des réformes démocratiques. Cependant, en 1989, la croissance économique s'est ralentie et en 1990 a commencé à chuter. Les initiatives du pouvoir se heurtèrent aux difficultés économiques, l'ensemble se terminant par une crise de grande échelle. En 1990, l'idée principale des réformes n'était plus le développement du socialisme, mais la construction de la démocratie et l'économie du marché de type capitaliste. Ainsi, en 1990-1991, le régime socio-économique de l'URSS a commencé à présenter les caractéristiques du capitalisme : la propriété privée fut légalisée, le marché de change et le marché boursier furent créés, et la coopération économique se déroulait selon les pratiques occidentales. La doctrine de la « nouvelle pensée » dans les affaires étrangères se réduisait aux concessions unilatérales de l'URSS vis-à-vis de l'Occident, et au final l'URSS perdait ses positions et son statut de superpuissance. Les groupes politiques aux orientations séparatistes prenaient le pouvoir dans la RSFSR et dans d'autres républiques de l'Union et « la parade des souverainetés » a débuté<sup>351</sup>. Après ces événements, le pouvoir du PCUS a été démis du pouvoir en août - novembre 1991, et en décembre 1991 l'Union soviétique s'est disloquée.

Les événements en URSS après 1985 ont conduit de nombreux analystes à la recherche de nouvelles approches du processus historique en Russie ; la théorie marxiste dans son interprétation par les pouvoirs publics soviétiques n'a pas été réalisée sur le sol de l'URSS. La théorie marxiste des formations socio-économiques supposait un schéma universel d'évolution des pays et des peuples, notamment le changement successif des formations de la société communautaire primitive à l'esclavagisme, puis au régime féodal, passant par le capitalisme, et enfin le socialisme pour atteindre le communisme. La transition du socialisme au capitalisme contredisait ce schéma. Ceux qui sont restés fidèles à l'approche marxiste ont trouvé des explications à l'échec du socialisme par le complot des forces extérieures<sup>352</sup>. Les adeptes du marxisme occidental tels que Michael Harrington considéraient que l'interprétation de Marx en URSS était erronée, car à l'origine, Marx

---

<sup>351</sup> CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *op.cit.*, p. 184-185.

<sup>352</sup> Voir à ce propos, par exemple :

CHIRONIN Viatcheslav, KGB-TsRU. *Sekretnye proujiny perestroiki / KGB, CIA. Les ressorts secrets de la perestroïka*, Moscou : Iagoouar, 1997, 288 p.

envisageait une transition du capitalisme au socialisme seulement sous réserve de conditions préalables de bien-être matériel et moral du pays. Or, la Révolution en 1917 n'était pas conforme à ce postulat principal du marxisme, et l'échec de l'URSS était la conséquence du saut des étapes historiques dans le « mûrissement » du socialisme<sup>353</sup>.

Les adeptes d'une autre macro-théorie - celle de modernisation, insistaient que l'URSS avait épuisé toutes ses ressources pour assurer un progrès sur une base socialiste, et que le moment est venu, lors de la *perestroïka*, d'adopter les mécanismes capitalistes et démocratiques ; le socialisme était battu par le libéralisme<sup>354</sup>. La multitude des facteurs et la complexité de la question de la chute du système soviétique expliquent le nombre d'hypothèses concernant les raisons principales de ce changement politique et permettent aux historiens et aux politologues de continuer à débattre à ce sujet. Nous sommes d'accord avec les chercheurs qui insistent que c'est l'ensemble de ces facteurs qui a conduit l'URSS vers sa fin<sup>355</sup>.

Pour les universités, la *perestroïka* a signifié la désidéologisation complète des cours et l'affaiblissement du contrôle politique, ce qui a renforcé l'autonomie universitaire et la liberté académique des enseignants – éléments que la communauté universitaire devait apprendre à gérer et assumer après une longue histoire du poids politique. De 1918 à 1991, les ESS en l'URSS ont accordé un diplôme (niveau Bac+5) à environ 25 millions de personnes, c'était donc le bilan historique et social de la construction de l'enseignement supérieur soviétique. Le système de l'enseignement supérieur public préservait largement la structure organisationnelle déjà existante et construite en détails quelques décennies auparavant sous l'influence des processus d'industrialisation et de militarisation du pays dans les conditions de son isolation économique. A la base de ce système se trouvait la

---

<sup>353</sup> HARRINGTON Michael, *Socialism*, New York : Bantam books, 1973, 524 p., p. 5-9, 36-37, 42  
Voir également :

HARRINGTON Michael, *Socialism, Past & Future*, New York: Arcade Publishing, 1989, 336 p.

HARRINGTON Michael, Essai "Marxism and Democracy", *Praxis International*, avril 1981.

Disponible en format numérisé sur le site officiel de Central and Eastern European Online Library – [www.ceeol.com](http://www.ceeol.com), consulté le 10.10.2017

<sup>354</sup> FUKUYAMA Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris : Flammarion, 2009, 458 p.

<sup>355</sup> SOGRIN Vladimir, « *Teoreticheskie podkhody k rossiïskoï istorii kontsa XX veka* » / « Les approches théoriques pour analyser l'histoire de la Russie à la fin du XX siècle », *Obchtchestvennye nauki i sovremennost'*, 1994, n° 4, p. 124-134. Disponible sur :

<http://ecsocman.hse.ru/data/600/484/1216/011Sogrin.pdf>, consulté le 10/03/2017.

Voir également :

PIKHÓIA Roudolf, SOKOLOV Andreï, *Istoria sovremennoï Rossii : krizis kommunistetcheskoï vlasti v SSSR i rojdenie novoï Rossii. Konets 1970 – 1991 / L'histoire de la Russie contemporaine : la crise du pouvoir communiste en URSS et la naissance de la nouvelle Russie. Dès années 1970 à 1991*, Moscou : ROSEN, 2008, 423 p., p. 351.

commande directe de l'État pour les cadres. Ce système de l'enseignement supérieur professionnel, d'éducation sociale et culturelle bâti par les pouvoirs publics soviétiques tout au long XX<sup>e</sup> siècle s'est trouvé à la fin de la *perestroïka* au seuil de grands changements dans la vie du pays.

## Conclusion

L'enseignement supérieur soviétique, comme le pays entier, est rentré dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle avec un bilan plutôt positif en vue de tous les malheurs que le pays a traversé durant la première moitié du siècle. Malgré la conscience grandissante chez les décideurs publics de certaines lacunes du système pour réaliser toutes les missions que l'État prévoyait pour l'enseignement supérieur, la volonté politique d'apporter les changements nécessaires se heurta aux obstacles que le régime totalitaire posa. Dans les années 1950, l'enseignement supérieur a achevé sa mission économique, mais on ne lui a pas permis d'atteindre l'une de ses missions sociales - la formation d'élites dirigeantes. Dans le climat politique de la société totalitaire, la position de certaines personnes, loyales aux directives de l'État, se renforçait. Le « Lyssenkisme » est un produit de ce processus - cette campagne politique de poursuite d'un groupe de chercheurs en vertu de leur « avis politiquement incorrect » et leur travail dans une science interdite. En conséquence, les méthodes scientifiques ont été déformées, les chercheurs n'avaient pas les moyens de travailler normalement et les disciplines ont été enseignées dans les universités conformément à la ligne du Parti.

L'intervention idéologique dans tous les domaines des sciences (naturelles, humaines et sociales), la propagation du marxisme-léninisme et la séparation de la science et de l'enseignement, le refus des rapports entre les enseignants-chercheurs et le monde occidental a façonné un destin particulier pour les universités russes en dehors du courant international. En revanche, la garantie de l'État de l'accessibilité à l'enseignement supérieur tout au long de la vie et la promotion du diplôme universitaire par l'État ont conduit à la montée de la volonté des jeunes à étudier à l'université. Les efforts pour l'obtention du diplôme supérieur quel que soit l'âge, la situation familiale ou le statut d'une personne, sont devenus des éléments culturels forts de la Russie. Par contre, cela a fait de la formation supérieure un objectif en soi accompagnée d'une diminution du respect

pour les métiers manuels.

Le lancement de la déstalinisation par le Secrétaire général Nikita Khrouchtchev lors du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique n'a pas installé l'autonomie universitaire. Malgré le fait qu'un léger souffle de libéralisation universitaire s'est fait sentir dans les bibliothèques universitaires où la littérature étrangère a été autorisée jusqu'à un certain point, l'encadrement des relations État-EES n'a pas radicalement changé. La continuité de la « construction du socialisme » avec ces directives provenant de la doctrine soviétique empêchait la prise de décisions pragmatiques pour améliorer la politique universitaire. Dans les cercles dirigeants du Parti et de l'État, on n'a pas agi pour apporter des changements nécessaires et modifier le contenu de l'enseignement en fonction du progrès scientifique et technique ni anticiper la modernisation du système à l'ère de l'information. La politique universitaire incohérente et contradictoire de 1950 jusqu'à la fin de 1970 était à l'origine de la crise du système d'enseignement supérieur du début des années 1980. Les années 1980 constituaient la dernière décennie de la période soviétique qui a combiné la prise de conscience de la stagnation dans toutes les sphères y compris dans l'enseignement supérieur et une tentative de réformer sans changement radical effectué « du haut ». Toutes les tentatives de moderniser le système de l'enseignement supérieur ont été faites non par l'ouverture des circuits d'initiatives, mais par le remplacement centralisé de certains mécanismes. Comme tous les systèmes fermés, le système de l'enseignement supérieur n'assura pas l'espace nécessaire pour les innovations et initiatives, ce qui montra sa faiblesse à une époque de changement rapide des technologies et des modèles culturels. En résultat, l'enseignement supérieur soviétique n'est pas devenu le moteur du progrès de l'économie pour le pays. Ainsi, les universités soviétiques ont contribué à la floraison puis au déclin du rêve soviétique. Cela montre le rôle clé des universités dans le développement d'un pays et d'une société. Dans la période de la *perestroïka*, cet aspect-là n'a pas vraiment été pris en compte et exploré, ce qui a déterminé la continuité d'une certaine dégradation de la société dans la période postsoviétique.

### CHAPITRE 3

## L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR SOVIETIQUE DANS LE CONTEXTE INTERNATIONAL

L'évolution de la politique universitaire soviétique est rarement analysée en lien avec des tendances mondiales dans le contexte international et européen. Plus souvent, dans les ouvrages et articles de recherche, l'enseignement supérieur russe est placé en dehors de l'histoire des universités occidentales<sup>356</sup> et européens. D'une part, cela peut s'expliquer par l'envergure des événements nationaux dans la vie socio-politique nationale que la Russie a connu dans la première partie du XX<sup>e</sup> siècle : la Révolution, le renversement du tsarisme et de l'aristocratie, la guerre civile, la terreur stalinienne, l'industrialisation, les pertes humaines colossales suite à la guerre sur le sol national. Ces événements sont à l'origine de la forte mobilisation nationale de toute la société y compris la communauté universitaire – les étudiants, les professeurs et les institutions, - ainsi que des conséquences considérables sur l'évolution de la politique universitaire et des EES mêmes tout au long du siècle entier. "Ces événements ont eu lieu tout au début de la construction du système universitaire après l'installation d'un nouveau régime politique. Le nouveau pouvoir a été influencé largement par ces changements socio-politiques lors de la période de la prise de décision de la nouvelle configuration de l'enseignement supérieur dans un pays en cours de formation. D'autre part, dans la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle, l'URSS est entrée en Guerre froide, ce qui a abouti aux relations presque « gelées » avec les universités occidentales pour une période assez longue, ce qui a déterminé le développement de l'enseignement supérieur soviétique en dehors du courant international jusqu'aux années qui ont suivi le dégel.

Ainsi, un certain nombre d'historiens, de politologues et de sociologues analysent la politique universitaire soviétique - ses raisons, ses procédures et ses conséquences - dans un contexte plutôt national, insistant sur le fait que son caractère est particulier et son destin se distingue par rapport aux autres pays européens. Or, quelques ouvrages existent qui incluent l'évolution de l'enseignement supérieur soviétique dans

---

<sup>356</sup> Le terme Occident, ou le monde occidental est utilisé dans cette thèse avec la référence à l'Europe occidentale (c'est-à-dire l'Union européenne et l'AELE), le Canada et les États-Unis. Sources : *Dictionnaire Hachette*, édition 2006, entrée occident : « Ensemble des pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord ».

le panorama de l'histoire européenne et qui montrent notamment que certaines tendances internationales sont universelles, et l'Union soviétique n'est pas passée à côté. Plus que ça, il faut souligner que l'enseignement supérieur russe puise ses origines dans l'Europe. L'université russe est née de la tradition européenne, et son histoire fait partie de l'histoire européenne des universités avec ses propres caractéristiques et son évolution singulière. L'inspiration des décideurs publics soviétiques viennent de l'Europe, et le regard vers l'Occident sera toujours d'actualité en Russie malgré les périodes d'isolationnisme de l'enseignement supérieur russe lors de l'époque soviétique.

Il est important de préciser que nous ne tentons pas ici à comparer les modèles de l'enseignement supérieur qui ont évolué dans des contextes culturels et historiques différents. Nous étudions ici l'évolution du modèle soviétique dans le contexte international pour d'autres objectifs. Tout d'abord, pour étudier comment les pouvoirs publics des Soviets réagissaient aux tendances internationales dans l'enseignement supérieur. C'est particulièrement intéressant à voir dans le sens, où après l'éclatement du système politique soviétique, il semble que les tendances internationales formées dans le monde occidental en 1990 et puis répandu à travers le monde sont brusquement « tombées » sur la Russie après son ouverture à l'Occident. Pouvons-nous voir, après avoir examiné ces deux périodes de la politique universitaire, les différences des effets lors de la politique plutôt isolationniste et la politique plutôt ouverte vers le monde ?

Ensuite, placer l'enseignement supérieur soviétique dans le contexte international nous permet de mettre en évidence ses particularités imposées par la politique du Parti. Nous montrerons comment et en quoi l'université soviétique s'est séparée du chemin avec l'Europe par la politique de l'État soviétique. Ces particularités en fait détermineront le paradigme du futur encadrement de l'enseignement supérieur russe : son mode de gouvernance et son mode opératoire pour les années 1990, 2000 et 2010. Le système bâti par les pouvoirs publics communistes, qui semblait être le meilleur du monde aux yeux de la population et des dirigeants politiques et qui avait sans doute ses avantages et points forts, sera confronté à des lacunes et faiblesses mises en évidence sur le plan international durant ces années postsoviétiques.

Après avoir examiné la politique soviétique de l'enseignement supérieur « sous la loupe » dans son contexte national dans les chapitres 1 et 2, nous proposons ici d'effectuer un « dezoom » (prendre un pas en arrière) et la voir dans contexte international. L'objectif de ce chapitre est de montrer l'évolution du modèle soviétique dans le contexte international : ses origines européennes, son détachement de l'international, ses particularités. Parallèlement il est nécessaire de relever les tendances globales qui ont influencé les politiques des pays occidentaux et qui ont également touché le système soviétique, et auxquelles le modèle soviétique s'est trouvé confronté à la fin du siècle et du régime politique communiste.

## **1. L'enseignement supérieur russe dans l'espace européen avant et après la Révolution**

### **1.1. Les origines européennes de l'université russe**

L'histoire des universités européennes remonte à 800 ans. Les premières universités sont apparues au XII<sup>e</sup>-début XIII<sup>e</sup> siècle en France et en Italie, et depuis le milieu du XIV<sup>e</sup> jusqu'au début du XVI<sup>e</sup>, elles s'étendaient sur les terres de l'est de la République fédérale aristocratique formée du Royaume de Pologne et du Grand-duché de Lituanie. Les processus de la Réforme protestante et de la Contre-Réforme, ainsi que l'apparition de la Compagnie de Jésus (*Societas Jesu*) d'Ignace de Loyola avec un nouveau système d'enseignement, ont accéléré l'expansion des universités à l'ouest et à l'est. Puis, en réponse à la poussée du catholicisme, les premières écoles d'enseignement supérieur orthodoxes sont apparues. Ainsi au tournant du XVII<sup>e</sup> siècle, les lettres des tsars Ivan V (1658) et plus tard Pierre Le Grand (1701) ont confirmé l'établissement de l'Académie de Kiev (*Kievo-Mogilianskaia academia*<sup>357</sup>) et de l'Académie Slavo-Graeco-Latin<sup>358</sup> à Moscou – les premiers établissements orthodoxes de l'enseignement supérieur<sup>359</sup>.

---

<sup>357</sup> *Kievo-Mogilianskaia academia* (1701-1817) fut fondée à la base de *Kievo-Mogiliaia kollegia* (1631 – 1701).

<sup>358</sup> L'Académie Slavo-Graeco-Latin de Moscou (en latin. *Academia Slavo-Graeco-Latina*) fut fondé en 1687.

<sup>359</sup> ANDREEV Andreï, *Rossiïskie ouniversitety XVII – pervoi poloviny XIX veka v kontekste ouniversitetskoi istorii Evropy / Les universités russes au XVII – première moitié du XIX siècle dans le contexte de l'histoire européenne des universités*, Moscou : Znak, 648 p., p. 5-20.

Soutenues par l'Église orthodoxe, l'Académie moscovite et l'Académie de Kiev ont reçu simultanément l'autorisation de l'État et ont été appelées à former non seulement les gens appartenant à la communauté religieuse, mais toutes les catégories de la population. La Russie a donc participé à l'ère « pré-classique » de l'histoire universitaire mondiale avec d'autres pays de sa région. L'historien Artour Idiatoullin considère que l'orientation de l'enseignement supérieur russe vers les modèles occidentaux est l'une de ces caractéristiques et l'un de ces déterminants socio-culturels. Les autres déterminants socio-culturels, selon ce chercheur, sont la domination des intérêts de l'État et l'immaturation de la société civile, autrement dit, l'absence de la position citoyenne des individus et la dominance de l'intérêt collectif sur l'intérêt individuel<sup>360</sup>.

Dans son analyse comparative des universités russes et européennes au XVIII<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Andreï Andreev a démontré le rôle positif des liens avec les universités européennes, notamment allemandes. Selon ce chercheur, l'enseignement supérieur en Russie a traversé les mêmes étapes et rencontré les mêmes problèmes au cours de son évolution<sup>361</sup>. L'envoi des diplômés russes à l'Université de Dorpat (maintenant Tartu, Estonie) et des universités allemandes pour les stages de recherche a joué un rôle très important pour l'enseignement supérieur russe tout au long de sa période impériale, note Milioukov<sup>362</sup>.

En Europe en 1809, Wilhelm Von Humboldt a fondé l'Université de Berlin. Celle-ci devient au fur et à mesure le modèle de l'enseignement supérieur, et la référence internationale pour des années à venir- le modèle humboldtien. Voici comment Jean-Luc Meulemeester décrit le modèle de l'université de Humboldt : « le modèle humboldtien, qui est apparu au début du XIXe siècle, est considéré comme la synthèse des mutations principales de l'institution académique observées jusque-là. Ce modèle se base sur le principe de l'unité de l'enseignement et de la recherche ». Il s'agit du

---

<sup>360</sup> IDIATOUILLIN Artour, « *Traditsionnye sotsiokoul'turnye determinanty v istorii razvitiya vyshego obrazovaniya Rossii* » / « Les déterminants socio-culturels dans l'histoire de l'enseignement supérieur de la Russie », *Vestnik KAZGOUKI*, 2012, n° 2. Disponible sur officiel de la bibliothèque numérique des revues scientifique Cyberleninka : <http://cyberleninka.ru/article/n/traditsionnye-sotsiokulturnye-determinanty-v-istorii-razvitiya-vysshego-obrazovaniya-rossii>, consulté le 14.03.2017.

<sup>361</sup> ANDREEV Andreï, *op.cit.*, p.10-11.

<sup>362</sup> MILIOUKOV Pavel, *Otcherkij po istorii rousskoï koul'toury / Les essais sur l'histoire de la culture russe, t.2, Tserkov' i chkola / L'Église et l'École*, Moscou, 1969, 375 p., p. 300.

principe fondamental du modèle humboldtien. La liberté des enseignants-chercheurs qui choisissent eux-mêmes le contenu des cours, la littérature, les méthodes etc., constitue une autre caractéristique essentielle du modèle humboldtien<sup>363</sup>.

C'est remarquable qu'en même temps que la création de l'Université de Berlin, un homme politique russe Mikhaïl Speransky<sup>364</sup> a fondé en 1810 le Tsarsco-celsky Lycée du type université près de Moscou, avec le même esprit de libéralisme dans l'enseignement et l'apprentissage. Cela démontre l'influence des idées de l'époque des Lumières, ainsi que le besoin de l'élite politique de la Russie à éduquer et former ces futurs dirigeants à l'aune des civilisations « éclairées ». Parmi les diplômés du lycée, nous pouvons retrouver des diplomates brillants, des conseillers d'État, des gouverneurs, des militaires de haut niveau, des académiciens, des chercheurs, des écrivains et notamment le génie de la littérature – Alexandre Pouchkine. L'état d'esprit de ces diplômés s'est distingué par son ouverture, sa liberté. C'est important de noter ici que parmi les diplômés du Tsarsco-celsky Lycée, des jeunes hommes issus de la noblesse russe, il y a avaient des futurs dirigeants de l'opposition au régime tsariste. Plusieurs d'entre eux ont participé à l'Insurrection décembriste du 26 décembre 1825 - la tentative de coup d'État militaire qui s'est déroulée à Saint-Petersbourg ayant pour objectif d'empêcher la prise de pouvoir par le futur Empereur russe Nikolai I, de rédiger une constitution et supprimer le droit de servage (*krepostnoe pravo*). L'insurrection fut durement réprimée par le nouvel Empereur, et cet événement a eu un impact significatif sur son comportement politique les années suivantes. L'enseignement supérieur en Russie tsariste du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle, comme d'autres secteurs de la politique de l'État, a subi des vagues de réformes, soit pour donner plus de liberté soit pour la réduire.

A ce titre, Christophe Charle remarque justement que l'enseignement supérieur russe au XIX<sup>e</sup> siècle se caractérisa par des tendances contradictoires :

« D'un côté, conformément à la tradition russe du despotisme éclairé, l'État cherche à en faire un élément de la modernisation et de l'occidentalisation du pays. De l'autre, les tendances réactionnaires de l'autocratie qui reparaissent périodiquement en fonction

---

<sup>363</sup> DE MEULEMEESTER Jean Luc, « Quels modèles d'université pour quel type de motivation des acteurs ? Une vue évolutionniste », *Pyramides* [En ligne], 2011, n° 21, mis en ligne le 18 janvier 2012, disponible sur : <http://pyramides.revues.org/804>, consulté le 11 octobre 2017.

<sup>364</sup> RAEFF Marc, *Michael Speransky: Statesman of Imperial Russia 1772–1839*, Springer, 2012, 394 p.

de l'agitation révolutionnaire endémique imposent des mesures autoritaires de reprise en main des universités vues comme le foyer des idées subversives et une menace contre l'ordre social<sup>365</sup> ».

Comme tous les pays européens au début du XX<sup>e</sup> siècle, la Russie expérimentait la poussée des effectifs issus des classes moyennes et inférieures en vue du prestige montant des études supérieures, ainsi que la féminisation de l'enseignement supérieur. Avant la Première Guerre mondiale, il y avait une centaine d'EES en Russie avec 123 000 étudiants. A titre comparatif, en France, par exemple, il y avait environ 40 000 étudiants<sup>366</sup>. De nombreux ESS en Russie - militaires, commerciales, industriels, culturels, ont été créés par les différents ministères. Les études supérieures étaient payantes en Russie tsariste, mais elles étaient moins chères qu'en Angleterre ou aux États-Unis, les étudiants en difficulté financière ont été exonérés des droits de scolarité et ont eu la possibilité de recevoir une bourse<sup>367</sup>.

Dans les dernières années du régime impérial de Russie, l'inscription des étudiants venant des classes laborieuses et paysanne était en croissance. A titre comparatif, voici la différence : en 1880, les enfants d'ouvriers et d'artisans urbains ne représentaient que 12,4 % des étudiants des universités d'État, et ceux de paysans 3,3 % ; en 1914, leurs parts respectives étaient passées à 24,3 % et à 14,5 %. Issue essentiellement de familles pauvres ou miséreuses, la grande majorité des étudiants russes non seulement n'acquittait aucun droit d'inscription, mais dépendait de bourses accordées soit par l'État, soit par des sociétés ou des donateurs privés<sup>368</sup>.

## **1.2. L'enseignement supérieur prérévolutionnaire au regard des observateurs étrangers**

L'université en Russie prérévolutionnaire, qui fournissait la formation fondamentale, était un établissement égalitaire existant à côté des établissements élitaires.

---

<sup>365</sup> CHARLE Christophe, « La seconde transformation : recherche ou ouverture sociale ? (1860-1940) », dans *Histoire des universités*. Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2007, p. 87-122., p. 115-116.

<sup>366</sup> CHEVELEV Alexandre, *Otetchestvennaia chkola : istoria i sovremennye problemy / L'école russe : l'histoire et les problèmes contemporaines*, Saint-Petersbourg : KARO, 2003, 432 p.

<sup>367</sup> CHEVELEV Alexandre, *op.cit.*

<sup>368</sup> FITZLYON Kyril, BROWNING Tatiana, *Les Russes avant 1917. La Russie sous le dernier tsar*, traduit de l'anglais par BRZUSTOWSKI Geneviève Éditions Autrement, 2003, 256 p., p. 88.

« Les grandes familles de Russie », rapporte Thomas Darlington, chargé au sein du ministère britannique de l'Éducation, d'enquêter sur le système russe en 1909, « n'envoient pas, en règle générale, leurs fils à l'université, préférant confier leur éducation à des écoles d'élite à caractère aristocratique - le lycée Alexandre, l'École de droit ou le Corps des pages. Les universités n'ont donc jamais participé de quelque manière que ce soit à la formation de classes dirigeantes, comme c'est le cas d'Oxford ou de Cambridge<sup>369</sup> ».

La noblesse russe privilégiait les écoles supérieures militaires et techniques. Cela est dû à la longue histoire du régime militaire-féodal de l'Empire russe avec une forte tradition de la dominance de l'enseignement supérieur militaire. Ces écoles gardaient donc par tradition le privilège de former l'élite de la Russie, et l'université n'avait pas encore sa place d'établissement principal dans le système russe de l'enseignement supérieur, ses capacités de servir d'ascenseur social étaient réelles mais limitées. Son rôle augmentait au fur et à mesure, surtout dans le contexte du besoin de modernisation industrielle et du développement scientifique de la Russie, en retard par rapport à l'Europe<sup>370</sup>.

Il est intéressant de noter que si les Russes critiquaient volontiers leur système éducatif, en particulier le rôle qu'y jouait le gouvernement, les étrangers en avaient généralement une impression beaucoup plus favorable, comme l'a noté Maurice Baring. Cet observateur de longue date de la Russie a écrit en 1914 que « quelques années avant la Révolution un Russe appartenant aux classes moyennes instruites (...) extrêmement cultivées – tellement plus que notre Anglais moyen que la comparaison en devient idiote<sup>371</sup> ». Baring a souligné le fait d'une forte implication des étudiants russes dans la vie politique du pays<sup>372</sup>. Aux yeux d'un autre analyste, qui a étudié le tsarisme, « Tout porte à croire (...) qu'en dépit de ses échecs dans d'autres domaines (...) le tsarisme accomplissait dans l'éducation de réels efforts, productifs et intelligents, au moment où le désastre militaire le retira de l'histoire<sup>373</sup> ».

---

<sup>369</sup> DARLINGTON Thomas, « Education in Russia », Board of Education, Special Report on Educational Subjects, vol. XXIII, Londres, 1909, p. 431.

<sup>370</sup> ZADONSKAIA Irina, « *Istoria razvitiia oouniversitetskogo obrazovaniia* » / « L'histoire de la formation universitaire », in ARTEMIEVA T. et MIKECHIN M., *Filosofskiy vek, Almanakh, Vypusk 29, Istoria oouniversitetskogo obrazovaniia v Rossii i mejdunarodnye traditsii prosvechtchenia / L'époque de la philosophie, Almanach, n° 29, L'histoire de la formation universitaire en Russie et des traditions de l'éducation dans le monde*, Saint Peterburg, 2005, 321 p., p. 141-148.

<sup>371</sup> BARING Maurice, *The Mainsprings of Russia*, Londres : T. Nelson, 1914, p.191. Le livre scanné est disponible sur le site officiel de la bibliothèque Internet Archive :

<https://archive.org/details/mainspringsofrus00bariuoft>. Consulté le 12.10.2017.

<sup>372</sup> BARING Maurice, *op.cit.*, p. 258-265.

<sup>373</sup> ALSTON Patrick, *Education and the State in Tsarist Russia*, Stanford University Press, 1969, p. 248.

Kyryl Fitzlyon et Tatiana Browning considèrent que le gouvernement russe réussissait dans la réalisation de sa mission d'étendre l'accès à l'éducation à toutes les classes de la population. Ils considèrent le niveau de l'enseignement supérieur russe comme assez élevé. « Dans la sphère de la culture, de l'expérimentation et de l'accomplissement artistiques, la Russie parvint à occuper brièvement, avant d'être submergée par les flots de sa révolution, une place aux premiers rangs du monde européen, si ce n'est la première. Ce bref instant débuta, comme tant de choses semblent l'avoir fait en Russie, dans les années 1890 » témoignent ces auteurs<sup>374</sup>.

Pas de doute que l'essor de l'enseignement supérieur russe s'explique également par l'essor de l'enseignement supérieur secondaire. Puis, la croissance économique en Russie dans les années 1890 est due au développement rapide de l'enseignement supérieur<sup>375</sup>. Christophe Charle note l'avancement rapide de l'enseignement supérieur russe dans la féminisation : avant-guerre (1945-1915), les femmes représentent 30% des effectifs de l'enseignement supérieur russe alors qu'elles portaient de presque zéro en début du siècle<sup>376</sup>. Les chercheurs russes Froumin et Kouzminov considèrent qu'en 1917 le système d'enseignement supérieur russe a réuni les qualités des universités allemandes et des grandes écoles françaises. Un grand nombre d'auteurs remarquent l'essor de l'enseignement supérieur russe dans les années précédant la Révolution et l'installation des bolcheviks au pouvoir<sup>377</sup>. Certains auteurs, comme Khanin, sont plus réservés. Reconnaisant des succès, ce dernier estime que le retard de l'enseignement supérieur russe par rapport à celui de l'Europe n'a pas été rattrapé<sup>378</sup>.

La période inaugurée par la Révolution de 1917 est marquée par de nombreux changements radicaux et transformations sociales et structurelles. Néanmoins, il est possible de voir la continuité dans les variations de la population étudiante d'auparavant, ainsi que l'élargissement du secteur de l'enseignement supérieur. Le

---

<sup>374</sup> FITZLYON Kyryl, BROWNING Tatiana, *op.cit.*, p. 90.

<sup>375</sup> MILIOUKOV Pavel, *op.cit.*, p. 300.

KHANIN Grigori, *op.cit.*

<sup>376</sup> CHARLE Christophe, « La seconde transformation : recherche ou ouverture sociale ? (1860-1940) », dans *Histoire des universités*. Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2007, p. 87-122, p. 116.

<sup>377</sup> FROUMIN Isak, KOUZMINOV Iaroslav, SEMIONOV Dmitri, « *Nezaverchenny perekhod : ot gosplana – k master-planou* » / « La transition inachevée : de la planification par l'État à l'adoption du plan directeur (master plan) », *Otetchesvenye zapiski*, 2013, n° 4(55) disponible sur :

<http://magazines.russ.ru/oz/2013/4/7f.html>. Consulté le 03.05.2015.

<sup>378</sup> KHANIN Grigori, *op.cit.*

nombre d'établissements d'enseignement supérieur est passé en 1927 de 129 à 600. L'ouverture des admissions décidée par les bolcheviks fait s'envoler les effectifs jusqu'à 216 000 en 1922 (contre 127 000 en 1914) accueillis dans dix nouvelles universités et plus d'une centaine de nouveaux instituts techniques<sup>379</sup>. Lors du premier quinquennat de l'Union soviétique, la croissance du nombre d'étudiants était de 2,5 fois. Le nombre d'étudiants augmente encore en 1933-1938 de 31%<sup>380</sup>. Lors des premières décennies du nouveau siècle, le monde de l'enseignement supérieur se trouve dans la continuité, la diversification, l'expansion et la professionnalisation en URSS comme en Europe.

Outre ces tendances communes, l'interférence entre la politique et l'enseignement supérieur est à constater dans tous les pays au début du siècle, comme le souligne Christophe Charle. Les enseignants et les étudiants sont observés par les pouvoirs publics pour voir s'ils expriment des idées politiques indésirables. Malgré cela, l'élargissement de la base sociale de l'enseignement supérieur reste commun pour tous les pays occidentaux y compris la France, l'Allemagne et les États-Unis<sup>381</sup>.

### **1.3. La continuité de la référence allemande pour les réformes de l'enseignement supérieur russe après la Révolution**

En 1917, au moment de la prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie, le pays est engagé dans le cadre de la Triple-Entente dans une guerre épuisante contre la Triple Alliance. La Première Guerre mondiale avait des conséquences pour toute la géopolitique européenne et au-delà. A la fin de la guerre, quatre empires n'existent plus - allemand, russe, austro-hongrois et ottoman - et en Europe de nouveaux états se sont formés. De plus, la guerre était le détonateur des deux révolutions en Russie (en février et octobre 1917) et d'une en Allemagne en novembre 1918. Les politiques éducatives sont en pleine mutation en vue de ces changements politiques.

Dans l'entre-deux-guerres, l'enseignement supérieur, note Christophe Charle, devient même le théâtre d'affrontements politiques directement liés aux crises que traversent de nombreux pays européens. A cause de la Première Guerre mondiale la

---

<sup>379</sup> CHARLE Christophe, *op.cit.*, p.117.

<sup>380</sup> FROUMIN Isak, KOUZMINOV Iaroslav, SEMIONOV Dmitri, *op.cit.*

<sup>381</sup> CHARLE Christophe, *op.cit.*

référence allemande a perdu de son attractivité chez les voisins. Dans son article, l'historien montre l'influence de cette « déprise de l'Allemagne » et de son modèle universitaire chez les réformateurs français, même les plus fascinés par les universités germaniques. Lors de cette période, l'enseignement supérieur allemand de son côté traverse une période de crise : le renouvellement de la population étudiante changea la vocation du supérieur. Les jeunes, issus des classes moyennes et inférieures, cherchaient à obtenir une profession pratique afin de rentabiliser rapidement les années d'études supérieures et monter l'échelle sociale. Les valeurs humanistes et culturelles de l'enseignement supérieur cédaient leur place à l'utilitarisme et à la professionnalisation. Parallèlement à ces changements socio-politiques européens, l'enseignement supérieur américain, petit à petit, obtient une reconnaissance en Europe grâce à la mobilité des enseignants et des chercheurs européens et de leur témoignage sur la prospérité des universités des États-Unis. Les liens entre l'enseignement supérieur et la recherche de l'Europe continentale et les États-Unis commencent à se nouer<sup>382</sup>.

Pour l'Empire russe, le modèle allemand était la référence principale, et les universités classiques impériales, construites à l'aune du modèle humboldtien, étaient des établissements d'une grande valeur. Après la Révolution, les bolcheviks ont commencé à réorganiser le système de l'enseignement supérieur impérial : la suppression de nombreux EES, la création de nouveaux organes de gouvernance de l'enseignement supérieur, l'introduction de dispositifs permettant l'accès des classes défavorisées aux études supérieures, ainsi que des changements dans le statut des enseignants.

De nombreuses réformes menées en Russie puis l'URSS dans les années 1920 démontraient la recherche par le nouveau pouvoir de son propre modèle correspondant aux objectifs économiques et sociaux visés. Les chercheurs Kouzminov, Froumin et Semenov insistent que ces objectifs étaient économiques avant tout : l'industrialisation et la formation des cadres pour l'économie planifiée<sup>383</sup>. Dans les années 1930, les nouveaux réformateurs de l'Union soviétique se sont

---

<sup>382</sup> CHARLE Christophe, « Les références étrangères des universitaires. Essai de comparaison entre la France et l'Allemagne, 1870 - 1970 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2003/3 (n° 148), p. 8-19.

<sup>383</sup> FROUMIN Isak, KOUZMINOV Iaroslav, SEMENOV Dmitri, *op.cit.*

tournés vers son modèle initial de référence – celui d'Allemagne. Dans l'organisation des études, les bolcheviks ont choisi les écoles d'ingénieurs allemandes comme modèle, et ils ont appliqué ce modèle à tout le système d'enseignement supérieur. Ce modèle prévoit 5-6 années d'études sans découpage en deux cycles, et le diplômé s'appelle « spécialiste ». Ce modèle, selon Routkevitch, a bien aidé la Russie lors de l'époque de l'industrialisation, débutée dans les années 1930, pour rattraper le retard technologique avec l'Europe<sup>384</sup>.

La vocation utilitaire de la politique universitaire soviétique dans l'adoption du modèle allemand pour le système soviétique de l'enseignement supérieur dominait sur les dissonances idéologiques et politiques entre l'Allemagne et l'Union soviétique. En revanche, les liens entre les scientifiques russes et les scientifiques allemands ont été endommagés, d'abord par la Première Guerre mondiale et ensuite plus gravement encore par l'arrivée des nazis au pouvoir. Des rapports restaient interrompus jusqu'à leur rétablissement dans les années 1950.

#### **1.4. Les réformes dans les années 1920 – 1930 : spécialisation, diversification et rôle de l'Université**

L'industrialisation qui a commencé plutôt en Europe qu'en Russie a influencé les politiques de l'enseignement supérieur des pays occidentaux pour favoriser le développement des formations d'ingénieurs. Le développement de ces formations a débuté en Russie encore lors du tsarisme - à la fin de XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, mais le changement après l'arrivée des bolcheviks au pouvoir se trouvait dans la croissance considérable du nombre de ces formations, ainsi que l'augmentation des établissements d'enseignement supérieur spécialisés.

Les bolcheviks ont suivi l'exemple de l'Europe dans leur politique de développement des écoles spécialisées, et notamment d'ingénieurs, et ils ont établi à ces fins « des centres professionnels » aux dépens des universités classiques. Dans la même logique, les facultés des universités ont été réorganisées : les facultés de médecine et les facultés pédagogiques sont devenues des instituts indépendants. Avec

---

<sup>384</sup> ROUTKEVITCH Alexei, *Evolioutsia ouniversiteta / L'évolution de l'université*, conférence du philosophe est publiée le 12.10.2012 sur le site *Postnauka*, l'ONG dédiée à la diffusion des recherches fondamentales: <https://postnauka.ru/video/3603>, consulté le 12.07.2015.

la création d'un grand nombre de nouveaux EES mono-disciplinaires, le paysage l'enseignement supérieur soviétique s'est diversifié. Selon les auteurs de l'ouvrage fondamental, *A History of the University in Europe*, l'enseignement supérieur en Union soviétique était le plus différencié de tout l'Europe<sup>385</sup>.

La différenciation des établissements d'enseignement supérieur est la caractéristique principale du système, et un grand nombre des EES spécialisés ou les EES sectoriels (*otraslevye vouzy*) constitue un élément principal du « design soviétique de l'enseignement supérieur », notent Kouzminov, Froumin et Semenov. Ces établissements se trouvaient sous la tutelle des ministères de l'Agriculture, de Médecine, du Transport, de la Défense, ils recevaient le financement de ces ministères. La séparation disciplinaire des établissements correspondit en URSS à la gouvernance des EES par le biais des ministères compétents, mais aussi au principe de la gestion planifiée des ressources humaines. L'incorporation de l'enseignement supérieur dans l'économie du système administratif et autoritaire a abouti en Union soviétique à l'apparition d'un grand nombre de nouvelles spécialités et sous-spécialités<sup>386</sup>.

La planification s'appliqua aussi à l'enseignement supérieur et privilégia les études techniques et appliquées. La nouvelle intelligentsia soviétique sera technicienne et soumise politiquement même si, à l'inverse de l'intelligentsia tsariste, elle peut se prévaloir d'origines populaires. Avec 4,3% de la classe d'âge inscrits dans des études supérieures, la Russie soviétique aurait ainsi rattrapé en 1939 le niveau de formation supérieure des pays occidentaux tout en modifiant les origines des élites du régime<sup>387</sup>.

En Occident dans les années 1930, l'idée de la transformation des universités en centres d'éducation professionnelle était populaire. José Ortega y Gasset stipulait dans son ouvrage *La mission de l'Université* qu'on devrait choisir les professeurs parmi les pédagogues, et non pas parmi les chercheurs, puisque selon lui on n'avait

---

<sup>385</sup> RUEGG Walter (ed.), *A History of the University in Europe*, Vol. IV, *Universities Since 1945*, Cambridge University Press, 2011, p. 36.

<sup>386</sup> RUEGG Walter (ed.), *op.cit.*, p. 36.

Voir également :

AVIS G., « The Soviet Higher Education Reform: Proposals and Reactions », *Comparative Education*, Vol. 26, n° 1, 1990, p. 5-12.

<sup>387</sup> CHARLE Christophe, « La seconde transformation: recherche ou ouverture sociale ? (1860-1940) » in CHARLE Christophe, VERGER Jaques, *Histoire des universités*, Presses Universitaires de France, 2007, p. 87-122.

pas forcément besoin de faire de la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur<sup>388</sup>. Les gouvernements des états acceptèrent progressivement cette tendance en créant des établissements ou des filières liés aux nouveaux besoins de la société industrielle. En 1939, en Europe il y avait 201 universités et 301 établissements spécialisés d'enseignement supérieur. Dans les années 1940-1950, on note encore la croissance du nombre d'écoles supérieures spécialisées<sup>389</sup>.

Cette tendance et la réorganisation des universités en URSS ont influencé la position centrale de l'Université dans le système des EES en Union soviétique et aussi sa valeur. La séparation de l'enseignement et de la recherche, effectuée dans les années 1930 en URSS, a également ébranlé l'équilibre de l'Université. Nous pourrions dire qu'à partir de cette séparation le modèle universitaire en Russie a rompu avec l'Université humboldtienne, et l'Université soviétique a été créée.

Alexandre Dmitriev soutient l'idée que la politique en l'URSS dans les années 1930 avait pour objectif de séparer les étudiants et les chercheurs parce que ces derniers étaient très utiles en tant que « producteurs » de connaissances et susceptibles d'être dangereux pour le Parti communiste en tant que transmetteurs d'idées politiques d'opposition. L'objectif était d'éviter la possibilité d'influence de ces chercheurs sur les étudiants. Or, les chercheurs dans les laboratoires ont eu la liberté, sauf dans certains cas, à faire de la recherche. Mais les enseignants ont subi un poids considérable du contrôle idéologique<sup>390</sup>. Cette dichotomie, selon l'historien Kremontsov, de l'autonomie relative dans la recherche avec un contrôle strict de l'enseignement, a créé une dichotomie entre les activités d'enseignement et les activités de recherche, ce qui est devenu une autre particularité du système soviétique de l'enseignement supérieur<sup>391</sup>. Selon Khanin, les avantages de ce changement étaient la spécialisation, et le point négatif était le développement moins important de la

---

<sup>388</sup> ORTEGA Y GASSET José, *Missia ouniversiteta/ La mission de l'université* (1930), traduit de l'espagnole en russe par GOLOUBEVA Marina et KORBOUTA Andreï, Moscou : GU-VCHE, 2010, 144 p.

<sup>389</sup> RUEGG Walter (ed.), *op.cit.*, p. 12.

<sup>390</sup> DMITRIEV Alexandre, *Evolioutsia rossiïskogo ouniversiteta pervoi treti XX veka / L'évolution de l'Université russe au première tiers du XX<sup>e</sup> siècle*, La conférence de l'historien est publiée le 25 juin 2014 sur le site Postnauka, l'ONG dédiée à la diffusion des recherches fondamentales : <https://postnauka.ru/video/26601>. Consulté 06.05.2015.

<sup>391</sup> KRÉMENTSOV Nikolai, *Stalinist Science*, Princeton University Press, 1996, 392 p., p. 24.

recherche dans les universités et l'accès limité des chercheurs aux étudiants pour sélectionner les talents pour de futures recherches<sup>392</sup>.

La question de la séparation de l'enseignement et de la recherche requiert ici quelques précisions. L'idée de séparer l'enseignement et la recherche n'a pas été inventée par les bolcheviks. Les structures de recherche alternatives aux universités étaient déjà un fait aux XVII<sup>e</sup> - XVIII<sup>e</sup> siècles en Europe en réponse à la crise des universités, rappelle Khanin<sup>393</sup>. L'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg a été fondée en Russie en 1724, lors du règne du tsar Pierre Le Grand, à l'image de l'Académie de Paris. En revanche, dans la documentation du projet de l'Académie russe nous trouvons la nette distinction entre l'université et l'académie. Il fut également précisé que la volonté du tsar Pierre Le Grand était d'éviter la séparation entre les deux mondes avec comme justification que cette séparation dans le contexte russe sera inutile. Ainsi, même la première Académie russe était une structure à part, les chercheurs de l'Académie étaient également les enseignants de l'Université académique de Saint-Pétersbourg fondée la même année avec pour objectif de former les jeunes<sup>394</sup>.

Malgré les réformes chaotiques et destructives du début du nouveau régime politique, ainsi que la séparation de l'enseignement et de la recherche, les grandes universités russes continuaient à transmettre leur qualité grâce aux enseignants de la « vieille école ». Même avec une certaine baisse de qualité en vue de l'organisation de la recherche dans la structure alternative – l'Académie des sciences de l'URSS - la recherche soviétique continuait à exister dans l'enseignement supérieur. Selon les ouvrages qui abordent la question de l'organisation de la recherche en Union soviétique, il devient clair qu'il ne faut pas soutenir l'idée que la recherche scientifique n'existait pas dans les EES soviétiques, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce que les universités-phares (Université d'État de Moscou, Université d'État de Saint-Pétersbourg et puis l'Université d'État de Novossibirsk) depuis leur

---

<sup>392</sup> KHANIN, *op.cit.*

<sup>393</sup> Ibidem.

<sup>394</sup> OSTROVITIANOV Konstantin (éd.), *Istoria Akademii naouk SSSR / L'histoire de l'Académie des sciences de l'URSS*, t.1, (1724-1803), Moscou – Leningrad : Ed. Naouka, 1958, 483 p., p. 45.

Voir également :

PEKARSKI Piotr, *Istoria Imperatorskoï akademii naouk v Peterbourge / L'histoire de l'académie impériale des sciences à Pétersbourg*, t.1, Saint-Pétersbourg, 1870, 776 p.

création n'ont jamais cessé d'avoir des laboratoires équipées et soutenues par l'État. Les EES spécialisés avaient également les équipements de recherche correspondants à leurs profils. L'un des exemples est l'Université technique d'État de Moscou – Bauman, à l'époque de l'URSS nommé l'Institut mécanique de Moscou – Bauman (1930-1943) puis l'École technique supérieur de Bauman (1943-1989). Le cursus pédagogique dans les EES soviétiques de différents types prévoyait de la recherche, ce qui a été fixé dans les documents officiels de l'État. Le droit d'attribution du grade de Candidat des sciences (*kandidat naouk*, équivalent doctorat du système LMD français selon l'accord entre les gouvernements français et russe le 12 mai 2003<sup>395</sup>) après trois ans minimum d'études, et souvent plus, en doctorat (*aspirantoura*) appartenait aux instituts de l'Académie des sciences, mais aussi aux EES qui avaient des conseils scientifiques en leur sein. C'était valable également pour l'attribution du grade d'assistant (chercheur junior), de *docent* (chercheur senior). L'attribution du grade de docteur en sciences (*doktor naouk*, équivalent au post-doctorat en France) et de professeur (membre permanent d'un établissement de recherche), effectuée par la Commission suprême d'attestation (*Vyschaia attestatsionnaia komissia, VAK*) sur la base des recommandations des conseils scientifiques des EES comme des instituts de l'Académie<sup>396</sup>.

En outre, l'existence en URSS de sociétés scientifiques étudiantes (*stoudentcheskie naouchnye obchtchestva*) assurait la continuité des activités de recherche au sein des EES soviétiques. C'était une sorte d'associations des étudiants passionnés par une science ou par un domaine qui ont été organisés sous la tutelle d'un enseignant-chercheur pour suivre des cours et des travaux dirigés facultatifs. Ces sociétés scientifiques, apparues en Russie impériale durant les années 1880-1890 dans les universités, se sont développées davantage dans les années 1930-1970. Il s'agit donc

---

<sup>395</sup> Décret n° 2003-744 du 1er août 2003 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie sur la reconnaissance mutuelle des documents sur les grades et titres universitaires, signé à Saint-Petersbourg le 12 mai 2003. Disponible sur le site officiel du service public de la diffusion du droit avec Legifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2003/8/1/MAEJ0330066D/jo/texte>. Consulté le 12.10.2017.

<sup>396</sup> *Polozhenie o naouchno-issledovatel'skoï rabote stouidentov vyschykh outchebnykh zavedenii outverjdeno prikazom ministra vyschego i srednego spetsial'nogo obrazovania SSSR* / L'ordre du ministre de l'Enseignement supérieur et l'enseignement professionnel post-secondaire de l'URSS du 7 février 1974 n° 124 adoptant le Règlement de l'activité de recherche des étudiants des établissements d'enseignement supérieur.  
*Postanovlenie Sovnarkoma SSSR ob outchenykh stepeniakh i zvaniakh* / L'arrêté de Sovnarkom de l'URSS sur les grades et les titres scientifiques n° 79 du 13 janvier 1934.

d'une tradition ancienne, mais également d'une forme d'autogestion et d'initiative étudiante. Depuis 1940, les sociétés scientifiques étudiantes participent au travail scientifique des chaires et des laboratoires universitaires, et plus tard aux expéditions scientifiques. En 1950, deux cents EES soviétiques avaient des sociétés scientifiques étudiantes en leur sein, et dans les années 1960, tous les EES en avaient. Pour la coordination de l'activité scientifique étudiante, des structures étatiques ont été créées – des conseils (*sovieti*) républicains, régionaux et dans les EES. En 1974, 1,3 millions d'étudiants participaient aux activités scientifiques sous l'administration de 185 mille d'enseignants. En 1970-1972 les étudiants étaient co-auteurs de 3,5 mille inventions et de 49 mille travaux utilisés par l'industrie. Les travaux de recherche des étudiants soviétiques ont été présentés lors des expositions internationales en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, en Inde, au Canada, aux États-Unis<sup>397</sup>.

Enfin, la majorité des EES avait des liens étroits avec les instituts de l'Académie ; la coopération entre eux se présentait sous forme d'échange, de participation des enseignants et des étudiants dans les colloques scientifiques, participation des chercheurs aux travaux dirigés, l'accès aux matériaux des laboratoires des instituts de recherche, co-organisation des expéditions scientifiques etc.

En revanche, il est justifié de dire que les EES ne représentaient pas le centre de la recherche soviétique. Le centre de cette recherche était le réseau des instituts de recherche de l'Académie des sciences et de VASKHNIL, ainsi que les instituts des ministères sectoriels. Ce changement du centre de gravité de la recherche a été effectué dans les années 1930. Le système demeurait ainsi jusqu'aux réformes de l'Académie des sciences dans les années 2000, malgré plusieurs tentatives des décideurs publics d'impulser les activités scientifiques dans les universités durant les années post-Seconde Guerre mondiale et plus tard, dans les années 1990.

Après la Seconde Guerre mondiale, les problèmes de développement ultérieur des universités, leur rôle dans le système d'enseignement et dans la vie de la société, ont été revus dans tous les pays occidentaux. Les idées de Karl Jaspers exposées dans

---

<sup>397</sup> NAMESTNIKOV Boris, NEFEDOV Pavel, « *Studentcheskie naoutchnye obchtchestva* » / « Les sociétés scientifiques étudiantes », *Bol'chaia sovetskaia entsiklopedia / La grande encyclopédie soviétique*, Moscou : Sovétskaia entsiklopedia, 1969-1978. Disponible sur : <http://bse.sci-lib.com/article107134.html>, consulté le 13.10.2017.

l'ouvrage *De l'Université* ont prévalu. Jaspers considérait nécessaire de poursuivre les traditions de l'université humboldtienne, où les professeurs et les étudiants avaient pour vocation de rechercher « la vérité absolue ». « La vérité absolue » se cache dans le processus de recherche scientifique, donc la recherche scientifique est la mission principale de l'Université. La deuxième mission était l'apprentissage parce qu'il fallait transmettre la connaissance. Aussi, l'Université devait infuser un individu avec une culture générale de haut niveau – l'éduquer, le former et le civiliser. Cela constitua la troisième mission de l'Université. Les trois missions étaient liées. Se séparer d'une mission, selon Jaspers, revenait à perdre l'esprit de la formation universitaire. Pour mener à bien ces trois missions, l'Université devait maintenir et assurer la liberté académique<sup>398</sup>.

Les idées de Jaspers influençaient les dirigeants soviétiques. L'historien russe Dmitriev et le philosophe Routkevitch insistèrent que le pouvoir public fasse des efforts au début des années 1950 pour renforcer la place de l'Université dans la recherche nationale et augmenter son potentiel scientifique. Or, le système n'a pas réussi à faire des universités des centres de recherche<sup>399</sup>.

Dans les conditions du régime totalitaire et sans autonomie universitaire, accomplir les trois missions était une tâche difficile, voire impossible. L'enseignement supérieur se trouvait toujours sous le contrôle idéologique du Parti communiste. La recherche de « la vérité absolue » se passait dans le cadre prédéterminé de l'idéologie officielle qui subordonnait les sciences humaines et sociales, et, dans certains cas, les sciences naturelles. Après la session du VASKHNIL de 1948, le développement des disciplines comme la génétique et la cybernétique a été gravement étouffé. La transmission des connaissances était limitée également à ce qui était autorisé à enseigner. Un moindre pas de côté du programme agréé par l'État pouvait coûter au professeur sa carrière. L'éducation était centrée sur la formation des spécialistes « fidèles à la tâche du Parti communiste », capables d'effectuer ses directives sans avoir de doutes ni de critiques.

---

<sup>398</sup> JASPERS Karl, *De l'Université*, titre original « L'Idée d'Université » (1946), traduit de l'allemand par LACHAUSSEE Ingeburg, Lyon, réédition Parangon, 2008, 172 p., collection « Situations et critiques ».

<sup>399</sup> DMITRIEV Alexandre, *op.cit.*  
ROUTKEVITCH Alexei, *op.cit.*

Le poids de l'idéologisation auquel les universités ont été soumis en URSS et la séparation de l'enseignement et la recherche étaient deux caractéristiques du système soviétique, résultat de la stratégie politique des dirigeants, ainsi que les raisons principales du manque d'innovation au sein des universités, le tout contribuant à la faiblesse du système entier de l'enseignement supérieur russe dans le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle.

## 2. Le modèle soviétique de l'enseignement supérieur dans un monde bipolaire

### 2.1. Les regards croisés par-dessus le rideau de fer

Malgré les pertes humaines et financières sans précédent lors de la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique faisait des efforts considérables pour soutenir l'enseignement supérieur et la recherche. De nouveaux établissements étaient créés même pendant les années les plus difficiles lorsque l'Union soviétique combattait les nazis sur son propre sol. Avant, pendant et après la guerre les dépenses de l'État pour l'enseignement supérieur étaient significatives. Par exemple, en 1940, selon les calculs de l'économiste Khanin, les dépenses de l'État pour l'enseignement et la recherche atteignaient environ 5,5% du PIB<sup>400</sup>. A titre comparatif, ce chercheur estime que dans les pays occidentaux dans la même année les dépenses étaient égales en moyen à 3,3% du PIB<sup>401</sup>. Selon les données de Prokofiev Mikhaïl, l'adjoint du ministre de l'Enseignement supérieur et professionnel (1959), le nombre d'étudiants évoluait aussi : 27 000 étudiants en 1914, 812 000 en 1940, 1,247 000 en 1950, 2 150 000 en 1959<sup>402</sup>.

Les années 1940-1950 sont considérées comme l'ère de l'essor de l'enseignement supérieur soviétique. Les conquêtes de la science russe en aéronautique et énergie

---

<sup>400</sup> KHANIN Grigori, *op.cit.*

<sup>401</sup> MEL'IANSEV Vitali, *Vostok i Zapad vo vtorom tysiatcheletii : ekonomika, istoria i sovremennost' / L'Est et l'Ouest dans le deuxième millénaire : l'économie, l'histoire et l'époque contemporaine*, Moscou : L'Université d'État de Moscou, 1996, p.181.

<sup>402</sup> PROKOFIEV M., TCHILIKIN M., TIOULPANOV S., « Higher education in the URSS », *Educational studies and documents*, n° 39, 1961. Disponible sur le site de l'UNESCO : [unesdoc.UNESCO.org/images/0000/000013/001300eo.pdf](https://unesdoc.unesco.org/images/0000/000013/001300eo.pdf) consulté le 12.10.2017.

Note : Ici le nombre d'étudiants se rapporte à la totalité des établissements tertiaires : enseignement supérieur et enseignement professionnel post-secondaire.

nucléaire ont renforcé le prestige international de l'enseignement supérieur soviétique. Ironiquement, quand les pouvoirs publics soviétiques ont séparé l'enseignement et la recherche, les résultats de la recherche scientifique durant les années 1950 ont poussé les pays occidentaux à intensifier leurs activités de recherches au sein de leurs propres universités. Par exemple, le lancement par l'URSS du premier Spoutnik artificiel de la Terre (1957) a influencé la politique universitaire des États-Unis : les pouvoirs publics ont promulgué une série de lois, notamment la loi sur « L'éducation pour les intérêts de la défense nationale ». Cette loi a défini l'objectif principal de la politique des États-Unis dans le domaine de l'enseignement, à savoir le renforcement du potentiel militaire et technique du pays. Elle a également augmenté les subventions pour la recherche fondamentale dans les universités, l'amélioration de l'équipement des laboratoires et l'attraction des chercheurs pour former de nouveaux cadres professionnels.

Dans le contexte de la guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique, les pays d'Europe occidentale ont fait des efforts pour augmenter leur potentiel scientifique. À cette fin, en Allemagne (1957) et en Grande-Bretagne (1961) on a créé des agences nationales pour encadrer la recherche dans les universités et le travail des chaires. Ces agences ont assuré la liaison interuniversitaire pour le développement des projets scientifiques communs. En France, les réformes lancées en 1955 visaient la promotion de la recherche surtout pour les sciences naturelles et sociales, ainsi que la réforme des études en médecine et l'augmentation des écoles d'ingénieurs.

Les conquêtes soviétiques de l'espace ont, comme nous l'avons dit, attiré l'attention de l'Occident sur son modèle d'enseignement supérieur. Leslie W. Ross témoigne en 1960 de l'intérêt grandissant des chercheurs, journalistes, enseignants et hommes politiques américains, y compris les dirigeants de la nation, pour connaître l'organisation universitaire soviétique<sup>403</sup>. En 1964, le Bureau d'Éducation du Département de la Santé, Éducation et de l'Assistance sociale des États-Unis, a publié un manuel bibliographique dédié au système d'enseignement supérieur soviétique

---

<sup>403</sup> ROSS Leslie W, « Some Aspects of Soviet Education », *The Journal of Teacher Education*, n°11, décembre 1960. p. 539-552.

pour aider les chercheurs et des enseignants-chercheurs à appréhender le modèle soviétique<sup>404</sup>.

Le rideau de fer entre l'Occident et le bloc soviétique avait une forte influence sur l'enseignement supérieur. Comme la Seconde Guerre mondiale, la guerre froide représentait la confrontation des idéologies et des valeurs, pas une simple bataille pour des territoires. Le système d'éducation étant un premier instrument de diffusion de valeurs, il a ainsi constitué un élément crucial du conflit des idéologies. Les accords de Potsdam entre les États-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni ont confirmé deux interprétations différentes de la démocratie, des relations entre l'État et les citoyens, ainsi que des articulations entre les institutions politiques et sociales à l'égard de l'économie ; ces accords ont créé un espace pour chacun des deux concepts du monde en faisant la redistribution territoriale et reconnaissant des sphères d'influence. Les conséquences sur le monde universitaire étaient considérables<sup>405</sup>.

## 2.2. Le modèle soviétique pour l'Europe de l'Est

Le système universitaire de l'Europe de l'Est a été réorganisé à l'aune du modèle universitaire de l'URSS avec la mise de l'enseignement supérieur au service de l'économie planifiée. Le Conseil d'assistance économique mutuelle (*Soviet ekonomitcheskoī vzaïmopomochtchi*<sup>406</sup>), créé en 1949 et regroupant les pays du bloc soviétique, était un moyen d'appliquer l'imposition économique de Moscou sur l'Europe de l'Est. La soviétisation des pays de l'Europe de l'Est voyait l'établissement de l'économie planifiée, les plans centraux de l'État, la collectivisation des moyens de production, la création d'un parti unique et la fusion du Parti et de l'État. Chaque pays s'adaptait différemment à ce contexte, mais plusieurs traits étaient partagés. Tout d'abord, l'objectif principal de l'enseignement supérieur était le processus intellectuel productif national de la formation des cadres subordonné aux demandes impératives de l'économie sur le plan quantitatif et qualitatif. L'Université ainsi

---

<sup>404</sup> APANASEWICZ N., ROSEN S. *et alii*, *Soviet Education: A Bibliography of English-Language Materials*, Washington : US Department of Health, Education, and Welfare, Office of Education, US Government Printing Office, 1964, 48 p.

<sup>405</sup> RUEGG Walter, *op.cit.*, p. 31.

<sup>406</sup> Conseil d'assistance économique mutuelle ou Conseil d'aide économique mutuelle (*CAEM*, également désigné par l'acronyme anglais *Comecon*) était une organisation d'entraide économique entre différents pays du bloc communiste. Créé par Staline en 1949 en réponse à l'OECE capitaliste, il s'est dissout avec la chute du bloc soviétique le 28 juin 1991, à la fin de la guerre froide.

s'incorporait à l'appareil d'État. Le contrôle de l'État via l'administration centrale, engloba la supervision des programmes et du cursus d'un point de vue technique et idéologique.

L'incorporation du système de l'enseignement supérieur dans l'économie planifiée a réduit le rôle et le statut des universités classiques. Le rôle des établissements spécialisés d'enseignement supérieur a été augmenté dans tous les pays du bloc soviétique, les systèmes se diversifiaient progressivement en créant des EES spécialisées de nature mono-disciplinaire à l'aune du modèle des instituts soviétiques. En ce qui concerne la politique de la recherche, les pays du bloc soviétique ont également adopté l'idée de domicilier la recherche dans les académies (de sciences, d'ingénierie, de médecine, d'agriculture, des sciences sociales et de pédagogie) liées aux ministères respectifs. Les nominations ou promotions scientifiques étaient contrôlées par des comités supérieurs rattachés aux conseils des ministres et dominés par des cadres politiques de confiance. La surveillance et l'encadrement des activités étudiantes étaient également très stricts, que cela soit dans le domaine des études ou d'autres domaines. Les financements dépendaient de la planification économique et visaient à réguler le marché du travail des diplômés en fonction de priorités fixées d'en haut, si bien que le choix des études était pré-orienté par des barrières inégales déterminées par ces priorités<sup>407</sup>.

L'engagement idéologique des pays de l'Europe de l'Est a amené ces pays à adopter la politique de la « discrimination positive » pour les classes des ouvriers et des paysans, ainsi que l'effacement déclaratif de distinction intellectuelle entre la théorie et la pratique. L'Université dans ces pays est devenue, comme en URSS, un moyen d'ingénierie sociale en plus de sa mission de reconstruction économique et industrielle.

Les partis communistes au pouvoir dans les pays de l'Europe de l'Est entendaient remplacer et/ou renouveler les anciennes classes dirigeantes décimées ou épurées après la prise de pouvoir, et former de nouveaux cadres pour la « société socialiste » en construction qui se fixait comme objectif aussi de rattraper son retard économique

---

<sup>407</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *Histoire des universités. XII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Presses Universitaires de France, 2012, « Chapitre VII – La première massification, de 1945 au début des années 1980 », p. 160-161.

et technique sur l'Occident dans le cadre de la guerre froide puis d'une coexistence pacifique. Partout, l'accent était mis sur la formation d'ingénieurs et de techniciens et la croissance planifiée des formations utiles était significative de ce volontarisme universitaire de rompre avec les politiques libérales antérieures, en Europe comme ailleurs. Des quotas sociaux ou des examens basés sur des critères socio-politiques s'efforçaient de « prolétarianiser » la communauté des étudiants, avec un certain succès dans les années 1950, puis de moins en moins à mesure que les enfants des cadres du régime et des membres de l'intelligentsia, rendaient inopérantes par leurs stratégies éducatives les législations antérieures en faveur des classes populaires<sup>408</sup>.

### **2.3. La référence américaine et le processus d'intégration pour l'Europe de l'Ouest**

Si le pôle central du bloc des pays socialistes, le « grand frère », était l'Union soviétique, celui des pays capitalistes était les États-Unis. Ayant attiré l'attention sur son système original d'enseignement supérieur au début du siècle basé sur l'initiative privée et les liens étroits des établissements avec la vie locale, l'outre-Atlantique devient progressivement « le modèle » de référence pour les réformateurs européens. Les auteurs de *L'Histoire de l'Université en Europe* proposent que les trois plus grands changements de l'enseignement supérieur européen fussent : les réformes d'une grande envergure, la destruction de la « tour d'ivoire » des universités et la *provincialisation* des universités européennes sous la domination de l'Université américaine. En quoi consiste cette provincialisation ? Et quel étaient les conséquences pour les politiques d'enseignement supérieur y compris en URSS ?

L'idée de la provincialisation des universités européennes signifie pour les auteurs la perte par l'Europe de sa position de « leader » mondial dans l'enseignement supérieur face aux universités américaines. L'Europe, qui était le berceau de la « civilisation d'études supérieures » du monde entier et la source des modèles universitaires, céda sa position dominante aux États-Unis, et devint la « province » de l'enseignement supérieur mondial. Ce processus était en marche dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Suite aux réussites de la politique universitaire et

---

<sup>408</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *op.cit.*, p. 161.

scientifique américaine, dans les années 1980 l'Europe a reconnu non seulement les lacunes structurelles et fonctionnelles de ses systèmes, mais aussi la baisse de la qualité de l'enseignement par rapport aux universités américaines pour des raisons, entre autres, financières. Puis, la loi Bayh-Dole votée au Congrès américain en 1980 autorisant les universités américaines à breveter leurs découvertes et à obtenir ainsi des revenus a instauré une différence majeure de l'enseignement supérieur américain par rapport à d'autres systèmes en Occident. Cette loi a contribué à l'essor de ce que les analystes appellent le « modèle américain » et a entraîné dans les années suivantes la provincialisation des universités européennes<sup>409</sup>.

Les échanges fréquents entre les universitaires européens et américains ont débuté dès le XX<sup>e</sup> siècle, et déjà à cette époque-là, a montré aux universitaires européens le contraste, selon les universitaires européens, « avec notre étatisation étouffante, notre centralisation et la passivité atone de notre province<sup>410</sup> ». La guerre a affaibli considérablement les états européens notamment en termes de ressources financières. La fascination par l'enseignement supérieur américain a grandi après la Seconde Guerre mondiale en Europe. En France, par exemple, lors du colloque de Caen, tenu du 1<sup>er</sup> au 3 novembre 1956, Pierre Mendès France (qui venait de démissionner de son poste de ministre d'État, mais restait actif dans la vie politique française) plaida pour la démocratisation de l'enseignement, la clé, selon lui, pour la mobilité sociale, et évoqua plusieurs fois l'exemple des États-Unis. La démocratisation de l'enseignement supérieur et ces opportunités de mobilité sociale, la masse des effectifs, et encore plus, la masse des moyens financiers et la souplesse des structures ont, selon Christophe Charle, encouragé certains des réformateurs français à promouvoir le « modèle américain ». Un nombre d'universitaires et de politiques français maintenaient leurs positions et restaient adeptes de la tradition culturelle française de l'enseignement supérieur et de son organisation<sup>411</sup>.

En Allemagne de l'Ouest, occupée d'abord par des problèmes urgents (locaux, bourses, etc.), l'idée de réformer selon l'exemple américain ne fut pas retenue. En

---

<sup>409</sup> RUEGG Walter, *op.cit.*, p. 15-16.

<sup>410</sup> Cité de CHARLE Christophe, « Les références étrangères des universitaires. Essai de comparaison entre la France et l'Allemagne, 1870-1970 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2003, n°3 (148), p. 8-19.

<sup>411</sup> CHARLE Christophe, *op.cit.*

revanche, plus tard dans les années 1960, lorsque de nouvelles universités ont été créées, elles furent divisées en départements, comme les universités américaines, et l'on fonda des instituts communs à plusieurs départements qui, en principe, cassaient les frontières entre les facultés et permettaient une direction collégiale et non plus autocratique ou facultaire. La rotation de la direction au niveau des instituts, et le renforcement de l'exécutif universitaire pour recréer des fonctions communes, rappelaient également les modes d'organisation américaine<sup>412</sup>.

La communication étroite entre les universités des tous les pays de l'Occident a commencé après la Seconde Guerre mondiale avec les premiers échanges d'étudiants et d'enseignants, grâce aux programmes comme le Fulbright ou des appels aux projets internationaux des fondations comme la fondation d'Alexandre Humboldt. La création d'organisations internationales comme l'OECD en 1960 (de l'OEEC fondée en 1948) et l'UNESCO avec ces trois instituts – l'Institut international de planification de l'éducation à Paris (1963), le Centre européen pour l'enseignement supérieur à Bucarest (1973) et l'Association internationale des universités européennes, a renforcé la coopération internationale interuniversitaire. Malgré le fait que le Traité de Rome (1957) a évoqué de façon marginale les universités, le processus de l'intégration européenne des universités a pris la même vitesse que l'intégration économique<sup>413</sup>.

Dans le contexte du « déclin » de la position des universités européennes face aux universités américaines, ces premières participaient activement et rigoureusement dans le processus d'intégration européenne à partir des années 1970. D'une part, les universités européennes ont vu l'opportunité de renforcer leur position sur le plan international. D'autre part, pour les gouvernements européens, l'Université était une plate-forme idéale pour initier le dialogue politique et culturel parce que c'était déjà un lieu d'échange entre les chercheurs occidentaux avec son atmosphère d'esprit ouvert et de la recherche d'objectivité. Les universités européennes ont ainsi saisi l'opportunité de créer une atmosphère agréable faite de compréhension mutuelle, de respect réciproque et de collaboration afin d'accélérer l'échange fructueux entre les pays européens.

---

<sup>412</sup> Ibidem.

<sup>413</sup> RUEGG Walter (éd.), *op.cit.*, p. 25-27.

Rapidement, la Conférence des recteurs (présidents), des chanceliers, des vice-présidents fut créée en réunissant jusqu'à 500 EES européens<sup>414</sup>. La conférence menait des actions avec pour objectif de rapprocher les universités, de mutualiser les programmes et les cursus, d'améliorer les compétences en langues, de créer les projets de recherche et d'échange étudiants<sup>415</sup>. En 1974, à l'issue de la Conférence, l'ouvrage *L'Université de demain*<sup>416</sup> fut rédigé par un groupe d'auteurs français, belges et allemands. Selon eux, l'autorité de l'université s'affirmera dans les décennies suivantes, et les universités seront à l'avant-garde de l'imposition des normes morales et civiles pour la société civile.

La coopération internationale entre les universités européennes jouissait d'une croissance considérable, l'échange d'étudiants et d'enseignants s'installa, et les projets scientifiques communs renforçaient de plus en plus les liens. Dans la plupart des pays développés, les universités occupaient dans les années 1980-1990 une position dominante dans le système d'enseignement supérieur, et effectivement elles assuraient désormais de nouvelles missions. Les sciences techniques et humaines se sont rapprochées, se sont interpénétrées, ce qui a valorisé les universités où toutes les sciences étaient présentes. Les années 1980-début 1990 ont été marquées par le renforcement du processus d'intégration dans le système d'enseignement supérieur européen. Finalement, le programme Erasmus (programme d'échange d'étudiants lancé en 1987 par l'Union européenne) représente le plus grand succès politique de l'Europe, selon Nicolas Gachon<sup>417</sup>.

#### **2.4. Les liens internationaux de l'enseignement supérieur soviétique**

Malgré la proximité géographique, l'Université soviétique restait en dehors de l'intégration européenne. Les échanges internationaux des EES de l'Union soviétique

---

<sup>414</sup> Conférence Permanente des Recteurs, Présidents et Vice-Chanceliers (Recteurs) des Universités européennes.

<sup>415</sup> Voir à ce propos :

NYBORG Per, *The Roots of European University Association, European University Association*, [publication électronique], avril 2014. Disponible sur le site officiel de l'association : [http://www.eua.be/Libraries/eua-documents/Before\\_EUA.pdf?sfvrsn=0](http://www.eua.be/Libraries/eua-documents/Before_EUA.pdf?sfvrsn=0). Consulté le 14.10.2017.

<sup>416</sup> BERSTECHE Dieter, *L'université de demain*, Paris : Elsevier Séquoia, 1974, 220 p.

<sup>417</sup> GACHON Nicolas, « Géostratégies des dispositifs d'enseignement supérieur », *Observatoire Boivigny* [publication électronique], 2010 Disponible sur : [http://www.academia.edu/242913/G%C3%A9ostrat%C3%A9gies\\_des\\_dispositifs\\_d\\_enseignement\\_sup%C3%A9rieur](http://www.academia.edu/242913/G%C3%A9ostrat%C3%A9gies_des_dispositifs_d_enseignement_sup%C3%A9rieur). Consulté le 24.12.2016.

avec les universités occidentales des pays capitalistes étaient marginaux, ce qui était dommageable pour le développement de la science et plus généralement, pour le rapprochement socio-économique. Néanmoins, il n'est pas justifié de dire que l'enseignement supérieur soviétique resta totalement isolé.

Le soutien de la formation professionnelle des nouveaux pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et les pays socialistes de l'Europe de l'Est était une stratégie politique : celle d'assurer la cohésion du camp socialiste et les bonnes relations avec les nouveaux pays indépendants. Fournir la meilleure qualité possible en matière d'enseignement aux étudiants étrangers était la mission des EES soviétiques pour aider l'État à montrer au camp occidental que le modèle soviétique était plus efficace que le modèle capitaliste, particulièrement concernant les questions de l'enseignement supérieur.

Selon l'historien Vitali Petrik, l'URSS se trouvait à la fin des années 1980-début 1990, parmi les cinq pays avec le taux le plus important d'étudiants étrangers, occupant la troisième place après les États-Unis et la France<sup>418</sup>. Les actions pour le développement de la coopération internationale y compris par le biais de l'enseignement supérieur faisait partie de la stratégie politique dans le contexte bipolaire des affaires internationales.

En 1949, à la session du CAEM à Sofia (Bulgarie), les principes de la coopération internationale dans la formation des cadres des pays-membres furent discutés. Une session ultérieure, en juillet 1971, a fixé les objectifs dans la coopération de l'enseignement et la recherche pour intensifier des échanges. Les rencontres bilatérales entre les recteurs des EES ont également été organisées dans le cadre des pays-membres du CAEM. Entre 1966 et 1990 seize conférences des ministères de l'Éducation ont eu lieu pour discuter des lignes directrices de la politique de coopération dans l'enseignement supérieur<sup>419</sup>.

---

<sup>418</sup> PETRIK Vitali, « Vyshee obrazovanie SSSR kak faktor oukrepnenia mejdounrodnogo sotrudnichestva v oblast podgotovki spetsialistov (konets 1950-natchalo 1990) » / « L'enseignement supérieur comme étant facteur de renforcement de la coopération internationale en matière de formation professionnelle (fin des années 1950-début des années 1990) », Vestnik TPGU, 2007, n° 7 (70). Disponible sur le site de la bibliothèque électronique Cyberleninka : <http://cyberleninka.ru/article/n/vysshee-obrazovanie-sssr-kak-faktor-ukrepleniya-mezhdunarodnogo-sotrudnichestva-v-oblasti-podgotovki-spetsialistov-konets-50-h-nachalo>. Consulté le 14.10.2017.

<sup>419</sup> Voir à ce propos :

Le travail de l'Union soviétique à l'UNESCO, dont elle devient membre en 1954, avait pour objectif de montrer les avantages du système communiste, de l'économie planifiée et de la formation des cadres, ainsi que la promotion dans les pays en voie de développement du modèle soviétique d'organisation de l'enseignement supérieur. Suite aux débats avec les pays capitalistes aux sessions de l'UNESCO, un consensus a été trouvé dans l'organisation des événements UNESCO dédiés à l'élaboration des plans régionaux pour développement de l'enseignement supérieur à courtes et longues termes.

Dans les années 1950-1960, l'URSS a conclu des accords de coopération pour l'enseignement supérieur avec la République populaire de Bulgarie, la République démocratique allemande, la Hongrie et le Cuba pour l'accueil des étudiants provenant de ces pays. Au milieu des années 1970, cent six EES soviétiques avaient conclu des accords de coopération avec cent trente-six EES des pays-membres du Conseil d'aide économique mutuelle pour l'échange des enseignants et des chercheurs, ainsi que pour le travail collaboratif sur le cursus et l'organisation des séminaires et des colloques<sup>420</sup>.

Le processus de construction de nouveaux pays en Asie, Afrique, et Amérique Latine dans les années 1950-1960 faisait suite à l'éclatement du système colonial. Dans les anciennes colonies, des dizaines de nouveaux pays sont apparus. A cause du bas niveau de développement économique dans ces pays, l'on ne pouvait pas résoudre les problèmes de formation des cadres, et ces pays se sont donc tournés vers les pays développés. Dans le contexte de la guerre froide et de l'existence de deux blocs politico-militaires (l'OTAN et le Pacte de Varsovie), l'URSS et les États-Unis utilisaient cette opportunité pour intégrer ces nouveaux pays dans leur sphère d'influence. Depuis 1956, l'Union soviétique accueillait systématiquement dans les

---

BAJANOV Léonid, « *Rastiot effektivnost' sotroudnitchestva* » / « L'efficacité de coopération prend l'essor », *Vestnik vyscheï chkoly*, 1982, n° 2.

SOFINSKI Nikolai, « *Mejdounarodnye sviazi sovetskoï vyscheï chkoly v deviatoi piatiletke* » / « Les liens internationaux de l'enseignement supérieur soviétique lors du neuvième quinquennat », *Vestnik vyscheï chkoly*, 1982, n° 7.

*Vyschaia chkola v 1991. Ejegodny doklad o razvittii vyshego i srednego spetsial'nogo obrazovania* / L'enseignement supérieur en 1991. Le rapport annuel sur le développement de l'enseignement supérieur et professionnel post-secondaire, Moscou, 1992.

<sup>420</sup> SELIVANOV Alexandre, « *Krepnet sotroudnitchestvo sovetskikh i bolgarskikh vouzov* » / « La coopération entre les EES russes et bulgares se renforce », *Vestnik vyscheï chkoly*, 1972, n° 11.

SELIVANOV Alexandre, « *Sodroujestvo vouzov SSSR i VNR* » / « L'amitié des EES de l'URSS et de la République populaire de Hongrie », *Vestnik vyscheï chkoly*, 1975, n° 9.

EES soviétiques des étudiants provenant des pays décolonisés. En 1958, il y avait 134 étudiants étrangers du tiers-monde en URSS. Entre 1969 et 1979, leur nombre était déjà à 12 500 personnes, et en 1979-1980, 38 700 personnes<sup>421</sup>. En 1987, le nombre d'étudiants étrangers en Union soviétique était égal à 60 900 personnes issues des pays de l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine. En 1960 l'URSS a créé un moyen de promotion des études supérieures et d'attraction des étudiants étrangers – l'université dédiée à eux – l'Université de l'amitié des peuples à Moscou (plus tard rebaptisée « Patrice Lumumba »). De 1960 à 1985, l'Université a formé environ dix mille personnes<sup>422</sup>.

L'Union soviétique a également aidé les pays décolonisés à créer leurs propres établissements d'enseignement supérieur. Parmi les institutions construites et équipées avec l'aide soviétique se trouvent, par exemple, les écoles polytechniques à Conakry (Guinée), Kabul (Afghanistan), Baher Dar (Éthiopie), ou l'Institut national du pétrole, du gaz et de la chimie et l'Institut national de l'industrie légère à Alger (Algérie), l'Institut polytechnique de Rangoun (renommé Yangon en 1989, Birmanie), l'École supérieure nationale d'ingénieurs à Tunis (Tunisie), l'Institut technologique à Bombay et autres. L'envoi des enseignants soviétiques dans les EES du « tiers-monde » était également une pratique habituelle durant les années 1970-1980<sup>423</sup>. Au total, le nombre d'étudiants étrangers en URSS pour la période de 1958 à 1991 a augmenté de 9 000 personnes à 74 500 personnes, donc 8,2 fois. Ces jeunes provenant de 144 pays ont été formés dans 450 établissements soviétiques d'enseignement supérieur<sup>424</sup>.

La coopération avec des universités occidentales n'était pas aussi riche, néanmoins, le rideau de fer n'était pas toujours définitivement fermé. Il y avait des étudiants italiens, anglais, français, espagnols et d'autres pays venant de l'Occident. Tous ces étudiants étaient membres des partis communistes nationaux et n'arrivaient pas dans l'URSS directement, mais passaient par l'Autriche et la Hongrie. Les chercheurs

---

<sup>421</sup> SOFINSKI Nikolaï, « *Mejdounarodnye sviazi sovetskoï vyscheï chkoly v deviatoï piatiletke* » / « Les liens internationaux de l'enseignement supérieur soviétique lors du neuvième quinquennat », *Vestnik vyscheï chkoly*, 1982, n° 7.

<sup>422</sup> PETRIK Vitali, *op.cit.*

<sup>423</sup> ELIOUTIN Viatcheslav, *Razvitie vyscheï chkoly v SSSR (1966-1970) / Le développement de l'enseignement supérieur en URSS (1966-1970)*, Moscou, 1970.

<sup>424</sup> *Vyschaia chkola v 1991. Ejegodny doklad o razvitii vyschego i srednego spetsial'nogo obrazovania v SSSR / L'enseignement supérieur en 1991. Le rapport annuel sur le développement de l'enseignement supérieur et post-secondaire professionnel*, Moscou, 1992.

soviétiques participaient à certains congrès et colloques internationaux en géologie, agriculture, psychologie, mathématique, science des matériaux. Pour la première fois dans l'histoire américano-soviétique, de 1974 à 1976 une série de séminaires sur les questions actuelles de l'enseignement supérieur a eu lieu. Des échanges réguliers d'étudiants avec la France et la Grande-Bretagne ont été organisés dès l'année universitaire 1973/1974. Les pays occidentaux ont montré un intérêt croissant dans l'apprentissage de la langue russe. Cela s'est montré lors du rapprochement des États-Unis et de l'URSS dans les années 1970 après le « sommet impossible » entre Brejnev et Nixon mené dans un contexte international difficile en mai 1972 à Moscou<sup>425</sup>. Dans le communiqué de presse du sommet nous trouvons la déclaration que « les États-Unis...ont l'intention d'encourager les programmes pour l'apprentissage de la langue russe aux États-Unis ». Dans les années suivantes plusieurs groupes de travail internationaux (américano-soviétique, germano-soviétique, finno-soviétique, anglo-soviétique) ont été créés pour rédiger ensemble des manuels du russe pour ces pays étrangers<sup>426</sup>.

Finalement, nous pouvons voir que la fermeture de l'enseignement supérieur soviétique n'était pas si étanche. Son ouverture à l'extérieur concernait pour la plupart des pays socialistes et des pays décolonisés, le volume de ces échanges était incomparable aux échanges avec des pays de l'Occident. Il est important à noter dans ce contexte que tous les échanges avec les EES soviétiques se passaient sous le strict contrôle du gouvernement et des services secrets. Jusqu'aux événements des années 1989 et 1990, la mobilité sur tous les niveaux (étudiants, chercheurs, personnel) était encadrée et coordonnée en URSS par le pouvoir public.

Malgré les efforts de l'URSS à maintenir par les moyens économiques, politiques et socio-culturels le niveau de son influence en Europe de l'Est, ses relations avec les pays européens n'étaient pas idylliques. L'intervention de l'URSS lors des bouleversements politiques en Pologne et en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie et en Pologne en 1968 a renforcé la défiance entre les pays du bloc. Malgré certains

---

<sup>425</sup> Les relations politiques des États-Unis avec l'URSS de 1970 à 1991 : dossier de presse, t. 18, Paris : FNSP, Centre de documentation contemporaine.

<sup>426</sup> Joint Communiqué issued by the United States and the Soviet Union, Moscow, 29 May 1972. Disponible sur : <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/longterm/summit/archive/com1972-1.htm>. Consulté le 5.05.2017.

effets positifs de la coopération économique dans les années 1970, le système du CAEM perdait progressivement ses positions en face du développement économique graduel en Occident. Les réformes du système de coopération économique entreprises en URSS dans les années 1980 étaient vouées à l'échec. Après le changement des régimes politiques dans l'Europe de l'Est à la fin des années 1980, les nouveaux gouvernements ont radicalement réévalué leurs intérêts économiques et politiques. Avec l'indépendance politique et le commencement des réformes économiques, les pays de l'Europe de l'Est ont pris le cap vers l'incorporation rapide de leurs économies nationales dans les processus d'intégration de l'Europe occidentale. Parallèlement, la critique ouverte du CAEM a été lancée par ses ex-participants. Le 28 juin 1991 à Budapest, les pays membres du CAEM (la Bulgarie, la Hongrie, le Vietnam, Cuba, la Mongolie, la Pologne, la Roumanie, l'URSS et la Tchécoslovaquie) ont signé le Protocole de la dissolution de l'organisation en mettant fin à l'intégration économique socialiste.

### **2.5. Les conséquences de la rivalité américano-russe pour l'enseignement supérieur**

Dans le cadre de la rivalité américano-soviétique, les choix des décideurs des politiques scientifiques des deux pays apportaient des changements significatifs pour la suite du développement de l'enseignement supérieur. Aux États-Unis, l'intervention fédérale dans les activités de recherche des universités, notamment, la distribution des financements à des programmes stratégiques dans le cadre de la guerre froide, a abouti à la hiérarchisation des établissements d'enseignement supérieur et, dans une certaine manière, à la formation des EES américains qui deviendront le « modèle idéal » de l'université à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

L'investissement énorme du gouvernement fédéral dans la recherche a d'abord émané des besoins liés à la guerre : pour mettre au point les armes et les techniques les plus avancées au service de la défense nationale, l'armement atomique et bactériologique et la conquête de l'espace, en fonction des besoins de ce que le président Eisenhower lui-même a baptisé le « complexe militaro-industriel ». Une très grande partie de cet effort financier servait à fonder des instituts et des laboratoires de recherche dans les sciences physiques, chimiques, biologiques,

médicales, et ce dans les plus grandes universités, ainsi qu'à financer des programmes pour lesquels les universités étaient en compétition. En 1960, l'enseignement supérieur américain a reçu au total 1 500 millions de dollars du gouvernement de Washington. Christophe Charle souligne ici que ces actions du gouvernement américain montrent que la politique scientifique des universités les plus importantes était ainsi largement déterminée par le pouvoir fédéral, phénomène inédit à cette échelle et qui va à l'encontre de l'hypothèse de l'autonomie absolue et de la tour d'ivoire dans les universités américaines. Six universités ont reçu 57 % des crédits publics et une vingtaine, 79 %. Cette intervention de l'État fédéral renforce aussi la hiérarchie des établissements entre l'ensemble des « collèges » ou universités sans structures de recherche qui assurent une formation de premier cycle, et le sommet des institutions en phase avec les développements les plus avancés du savoir et des objectifs stratégiques de la nation qui fournissaient les *graduate students* et les docteurs. Cette injection massive d'argent public déséquilibrait profondément les relations internes et externes des universités : certains départements stratégiques (sciences, médecine, technologie) et certains professeurs étaient très favorisés, d'autres, inintéressants pour l'État américain étaient en déclin. Le clivage (symbolique et économique) entre professeurs qui pratiquaient de la recherche et enseignaient peu (ou seulement aux étudiants les plus avancés) et les professeurs et assistants « ordinaires » voués à l'enseignement aux premiers niveaux, se creusa autant que les clivages entre les établissements<sup>427</sup>.

Du côté russe, la compétition scientifique et technique avec l'Occident incita les dirigeants dans certains domaines à abandonner les critères idéologiques et politiques de recrutement des étudiants et des enseignants au profit de critères d'efficacité et de compétence. Des filières élitistes ont été créées pour détecter des talents précoces dans les disciplines les plus stratégiques (écoles spéciales, olympiades de mathématiques et de physique, etc.). Cette méritocratie soutenue par l'élite scientifique du pays dont le prestige avait augmenté grâce aux succès remportés dans le domaine spatial et militaire, profita surtout aux enfants des couches privilégiées du régime ainsi qu'aux habitants des deux capitales, l'ancienne (Leningrad) et la

---

<sup>427</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *Histoire des universités. XII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Presses Universitaires de France, 2012, Chapitre VII : « La première massification, de 1945 au début des années 1980 », p. 141-200.

nouvelle (Moscou). Cette présélection se poursuit dans l'enseignement supérieur tourné vers les études longues et la recherche dont les trois fleurons sont l'université de Moscou, celle de Leningrad et la nouvelle université de Novossibirsk (créée en 1958) qui fournissent l'élite scientifique pour les projets stratégiques du régime<sup>428</sup>.

La compétition entre les deux superpuissances dans le domaine de l'enseignement supérieur a déterminé des traits spécifiques des deux systèmes qui formeront le visage de deux modèles pour des décennies à venir et resteront fixés également pour des décennies après la fin officielle de leur rivalité. Les auteurs de *L'Histoire de l'Université en Europe* ont remarqué que parmi d'autres facteurs, la concurrence américaine et soviétique a contribué à l'évolution d'une tendance majeure dans l'enseignement supérieur européenne des années 1950-1960, à savoir la massification universitaire qui est devenue une tendance universelle. La massification a largement influencé les politiques de l'enseignement supérieur en ce qui concerne l'évolution des modèles organisationnels et financiers, et exige donc ici une attention particulière<sup>429</sup>.

### **3. Les phénomènes communs dans l'enseignement supérieur : massification et politisation**

#### **3.1. La massification comme un phénomène universel de l'enseignement supérieur des années 1960-1970**

Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle une nouvelle situation socio-culturelle apparaissait et commençait à pousser les décideurs publics vers un changement de modèles de l'enseignement universitaire. D'une part, la demande pour accéder aux études supérieures augmenta rapidement dans toutes les sociétés, et d'autre part, les gouvernements des pays se rendaient compte de la nécessité à former plus de cadres à des fins de développement socio-économique et pour gérer l'enseignement supérieur volumineux. La nouvelle étape dans la révolution scientifique et technique a exigé de nouveaux objectifs pour l'enseignement supérieur, et les pays développés avaient

---

<sup>428</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *op.cit.*, p. 167.

<sup>429</sup> RUEGG Walter (ed.), *A History of the University in Europe*, Vol. IV, *Universities Since 1945*, Cambridge University Press, 2011, p. 14.

compris que l'expansion des universités serait essentielle pour la croissance. La réponse aux nouvelles demandes socio-économiques était une transformation des systèmes de l'enseignement supérieur dans la plupart des pays du monde. En Occident, l'enseignement supérieur délaisse peu à peu son aspect élitaire pour devenir accessible au plus grand nombre des jeunes bacheliers.

L'analyste de l'évolution de l'enseignement supérieur Andreï Belotserkovski insiste sur le fait que la massification de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire l'action et l'effet de rendre massif ce qui n'était pas auparavant, a commencé aux États-Unis dans les années 1920, puis en Europe à partir des années 1950-1960. Il y a plusieurs raisons qui expliquent cette massification, et elles sont communes à différents pays. D'abord, le nombre de postes dans l'industrie a augmenté, demandant des compétences de plus haut niveau et des études plus longues que les écoles secondaires ou professionnelles pouvaient offrir. Dans ces conditions, où la situation changea souvent sur les marchés de travail, l'enseignement supérieur permit aux diplômés de changer de postes, de s'adapter aux changements<sup>430</sup>.

Christophe Charle parle, à cet égard, de l'expansion à marche forcée et du heurt des intérêts entre l'État, la nation, les groupes universitaires et les demandes des entreprises partout dans le monde, créant des tensions croissantes durant le troisième quart du XX<sup>e</sup> siècle. Le tiers de siècle qui suit la Seconde Guerre mondiale a sans doute apporté plus de bouleversements dans le paysage universitaire mondial que les trois siècles précédents, écrit l'historien. Les réponses aux processus communs dépendaient de la capacité d'adaptation des structures ou de l'autoritarisme des responsables qui conduisaient des changements. Christophe Charle et Jacques Verger démontrent avec l'aide de plusieurs tableaux que la massification est un phénomène universel dans les pays de l'Europe et ailleurs, quel que soit leur régime politique. Ce phénomène social universel était « lié à l'expansion économique de cette période de prospérité, à la croyance renouvelée dans les vertus de la science et des lieux où on la conçoit, aux idéaux d'égalité et de progrès social diffusés au niveau international

---

<sup>430</sup> BELOTSEKOVSKI Andreï, « *O 'katchestve' i 'kolitchestve' obrazovania* » / « Les questions de 'qualité' et 'quantité' de l'enseignement », *Vyschee obrazovanie v Rossii / L'enseignement supérieur en Russie*, 2011, n° 4, p. 3-10.

aussi bien par les États-providence que par les États communistes, même si les finalités et les modalités sont différentes<sup>431</sup> ».

Les effectifs de l'enseignement supérieur de 1950 à 1970 (en milliers)<sup>432</sup>

Pays	Effectifs en 1950	Effectifs en 1960	Effectifs en 1970
Autriche	24,6	39,3	54,9
Belgique	18,2	30,6	69,8
Bulgarie	-	33,4	85,3
Danemark	7,3	28,6	69,4
Espagne	55	76,4	232,1
RFA	130,1	247,2	412
RDA*	30	99,8	143
Finlande	10,4	23	58,8
France	129	240,7	694,8
Grèce	-	25,7	72,3
Royaume-Uni	103	123,5	250,6
Hongrie	-	29,8 (1959)	54
Irlande	-	20,7	27
Islande	-	0,9	2
Italie	180,1	268	682
Norvège	9,6	30,2	40,6
Pays-Bas*	-	40,7	103,4

<sup>431</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *op.cit.*, p. 147.

<sup>432</sup> Tableau reproduit de CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *Histoire des universités. XII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Presses Universitaires de France, 2012, Chapitre VII : « La première massification, de 1945 au début des années 1980 », p. 143-144.

Pologne	125	166	331
Portugal	11,5	19,5	43,6
Suède	9,7	36,9	124
Suisse	13,2	23,4	42,2
Tchécoslovaquie	38,8	48,8	145
Turquie	25	46,8	169,7
URSS	1247	2396	4600
Ens.sup*	109,7	248,9	503,5
Yougoslavie	60,6	106,3	172,6
États-Unis	2281	3640	8581
Canada	68	113,9	356,7

\* Universités seulement ; autres pays ensemble de l'enseignement supérieur.

Selon les données du Recueil statistique officiel de l'Union soviétique *Narodnoe khoziaïstvo SSSR en 1967*, l'inscription dans tous les EES a augmenté de 349 000 d'étudiants en 1950 à 593 000 en 1960 (égale 70%). La croissance de l'enseignement supérieur par correspondance et des cours du soir est importante : en 1950 c'est 34% des étudiants primo-arrivants, en 1960 – 58% de primo-arrivants. Plus tard, lors de la *perestroïka* le nombre d'étudiants a diminué. L'URSS a donc connu le processus de massification de l'enseignement supérieur dans les années 1950-1960 comme les autres pays<sup>433</sup>.

Les gouvernements ont agi différemment à la massification. Les décalages entre les réponses des différents pays comme l'écrit Christophe Charle, indiquent bien la résistance inégale à la massification des modèles universitaires hérités de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Certains pays maintenaient le caractère sélectif des études supérieures ou inventaient des voies alternatives, plus courtes ou plus spécialisées, pour préserver la rareté relative des titres académiques anciens et différencier les

---

<sup>433</sup> *Narodnoe khoziaïstvo SSSR v 1967 godou* / L'économie de l'URSS en 1967, Moscou, 1968, p. 796. *Narodnoe khoziaïstvo SSSR v 1990 godou* / L'économie de l'URSS en 1990, Moscou, 1991, p. 219.

fonctions des établissements selon les débouchés ou le niveau de généralité et de prestige. D'autres ne parvenaient ni à instaurer une sélection générale, ni à ouvrir des débouchés alternatifs appropriés et assumaient la croissance du nombre d'étudiants<sup>434</sup>.

Comme l'a noté Alfred Weber dans son ouvrage *L'Université et la situation historique*, à l'époque de la massification et ces nouveaux défis, de nouvelles organisations sont apparues pour résoudre les problèmes émergents. Dans ces conditions, l'Université devenait une structure qui ne ressemblait plus au modèle idéal de Humboldt. L'ampleur des changements sociaux a conduit à des modifications révolutionnaires dans les universités et dans la structure de la connaissance. Une spécialisation des universités était « à un degré considérable, une conséquence de renouvellement constant de l'existence propre à l'époque de la massification<sup>435</sup> ».

### **3.2. Le poids financier de la massification et l'évolution des politiques et des modèles**

C'était devenu impossible de former un grand nombre d'étudiants dans les universités de recherche, car assurer les activités de recherche pour des masses d'étudiants coûte cher pour les gouvernements, et ne produit pas des masses de chercheurs. De ce point de vue, les établissements d'enseignement supérieur avaient pour objectif que l'apprentissage et la formation professionnelle semblaient être appropriée pour absorber un nombre croissant d'étudiants. Puis, la transition progressive vers les technologies d'information imposait la nécessité d'ouvrir de nouvelles spécialités, ainsi que de nouvelles disciplines dans de nouvelles facultés. La diversité d'intérêts et de projets professionnels chez les étudiants a également poussé le développement de l'hétérogénéité des institutions d'enseignement supérieur en Occident. Malgré le fait que le concept d'interdépendance des missions d'enseignement, de recherche et de diffusion de la culture, restait un modèle de référence pour les universités occidentales, la conviction que la diversité dans l'enseignement supérieur était désirable a connu un essor en Europe<sup>436</sup>.

---

<sup>434</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *op.cit.*, p. 141-200.

<sup>435</sup> WEBER Alfred, *Izbrannoe / Œuvres choisies*, trad. Par. LEVINA M., Saint-Pétersbourg : Ouniversitetskaia kniga, 1998, p. 358-359.

<sup>436</sup> GURI-ROSENBLIT Sarah, SEBKOVA Helena, TEICHLER Ulrich, *Massification and Diversity of Higher Education Systems: Interplay of Complex Dimensions* : actes de la conférence de l'UNESCO du 14

Dans ce contexte les discussions sur l'importance des études supérieures, sur leur lien avec la société, sur la place de l'Université se renforcèrent. Le président de l'Université de Berkeley, Clark Kerr, a publié un ouvrage *Les objectifs de l'Université* en 1963, dans lequel il a proposé un nouveau schéma universitaire – *multiversité*, un complexe universitaire réunissant l'intellectualisme allemand et le pragmatisme américain. L'université devenait ainsi la locomotive de l'industrie du savoir et combinait l'idée de l'université humaniste, scientifique et liée au monde des affaires<sup>437</sup>.

L'Université de Californie a incarné ce concept. Elle est devenue ainsi une institution avec un budget de 500 millions de dollars, 40 000 personnes employées (plus que l'entreprise IBM à l'époque), cent implantations dans l'État, des relations avec cinquante pays, dix mille cours différents, des liens avec « pratiquement toutes les industries, tous les niveaux de l'administration, toutes les personnes de la région<sup>438</sup> ».

En 1969, un nouvel ouvrage fut publié – *L'idéal de l'Université* de Robert Paul Wolff dans lequel la *multiversité* constitua un des quatre modèles de l'université estimés parfaits. Le deuxième type était un temple du savoir où les jeunes se consacraient uniquement aux études. Le troisième était un centre de formation pour l'acquisition des professions précises, et le quatrième était un centre de production des fonctionnaires<sup>439</sup>. Les étudiants américains des années 1960 ont proposé, par opposition à Kerr et Wolff, l'idée de « l'antiuniversité », et ils ont appelé à la destruction de la structure existante de l'Université qui ne fournissait pas les savoirs nécessaires. Il est à noter, que dans les années 1960-1970 les universités américaines étaient de trois types : l'université de recherche, l'université complexe et le collège

---

février 2007, Paris : Ed. UNESCO, « Globalizing Knowledge: European and North American Regions and Policies Addressing the Priority Issues of Other UNESCO Regions ». Disponible sur : [http://portal.UNESCO.org/education/fr/files/53906/11858770845Massification\\_diversification.pdf](http://portal.UNESCO.org/education/fr/files/53906/11858770845Massification_diversification.pdf), consulté le 12.05.2017.

<sup>437</sup> KERR Clark, *The Uses of University*, Harvard University Press, 1963. Disponible sur le site de l'Université de Californie : <http://raley.english.ucsb.edu/wp-content/uploads/Reading/Kerr.pdf>, consulté le 2.02.2016.

<sup>438</sup> Cité de CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *op.cit.*, p. 153.

<sup>439</sup> WOLFF Robert Paul, *The Ideal of the University (1969)*, Routledge, 1992, 200p.

des humanités<sup>440</sup>. Certains établissements recevaient une attention particulière de l'État : cinquante universités prestigieuses recevaient des subventions fédérales considérables, comme cela est noté dans le point précédant de ce chapitre.

Dans les années 1970, le chercheur anglais Philip H. Coombs a publié *La crise de l'enseignement dans le monde contemporain* dans lequel il a conclu que dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle le volume des connaissances est devenu énorme ; quel que soit la durée des études, les étudiants ne pourraient pas tout diriger. De plus, la partie des connaissances perdait de sa pertinence au cours des études. Donc, il était inutile de tout apprendre : c'était plus logique de donner les bases et apprendre comment travailler avec les sources<sup>441</sup>. Le livre de Coombs a été largement discuté en URSS, le Secrétaire général Tchernenko en a également pris connaissance. Cela l'a inspiré à réformer l'école secondaire : introduire 11 ans d'études au lieu de 10, et proposer des cours facultatifs.

L'élargissement des fonctions des universités et leur insertion rapide dans la société de l'information ont renforcé la massification de l'enseignement supérieur. Le nombre d'étudiants continuait à augmenter progressivement en Occident dans les années 1970 et 1980. L'URSS a connu une baisse des effectifs lors de la décennie 1980-1989 de 50 000 étudiants en 1980 à 45 000 étudiants en 1989. Dans les pays développés, écrit Pierre Buhler, la proportion d'une classe d'âge accédant à l'université était passée, entre 1965 et 1995, de 10% à près de 45%. En France, par exemple, 2,1 millions d'étudiants étaient inscrits dans l'enseignement supérieur en 2001, contre 310 000 en 1960. Cette explosion démographique a ébranlé les institutions concernées et leur rapport à la société et à la politique, conclut Pierre Buhler<sup>442</sup>.

La transition à l'enseignement supérieur de masse s'accompagnait de l'extension d'accès aux études supérieures pour des groupes de population n'ayant pas cette possibilité auparavant (femmes, classes inférieures, les jeunes issus des groupes ethniques et religieux divers). En conséquence, la communauté étudiante représentait

---

<sup>440</sup> AVROUS Anatoli, *op.cit.* p. 62

<sup>441</sup> COOMBS Philip H., *The World Educational Crisis: a System Analysis*, Oxford : University Press, 1968, 252 p.

<sup>442</sup> BÜHLER Pierre, « Universités et mondialisation », *Commentaire*, 2004/2, n° 106, p. 345-360. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-commentaire-2004-2-page-345.htm>. Consulté le 15.10.2017.

une vraie diversité par leurs besoins et projets. L'enseignement supérieur continua à se diversifier ; c'était un processus parfois douloureux, car persistaient les frontières traditionnelles et des normes de l'éducation. Il devint difficile d'évaluer et de comparer la qualité de l'enseignement supérieur, parce que le phénomène de la massification allait de pair avec des changements sociaux et des conditions technologiques.

En Occident l'ouverture sociale de l'enseignement supérieur était en cours. Aux États-Unis, par exemple, les états établissaient des *community colleges* (formation supérieur en deux ans) afin de faciliter la coupure entre l'enseignement secondaire, de qualité très inégale selon les lieux, et l'enseignement supérieur. Des groupes défavorisés espéraient ainsi accéder à terme aux universités qui pratiquaient la sélection en fonction de leur prestige ou de la qualité de leur formation. Cette fonction de *cooling out* (élimination douce) a préservé la sélectivité des universités les plus prestigieuses, tout en maintenant la rhétorique de l'égalité des chances et de la démocratie propre au « rêve américain », écrit Christophe Charle. Ce modèle sera repris dans divers pays comme la France (avec les Instituts universitaire de technologie.), la Yougoslavie, le Canada, la Norvège et le Japon<sup>443</sup>.

Sur la même période (1960-1970) en République fédérale d'Allemagne trois types d'établissements se formaient. Le premier regroupait les universités traditionnelles, où un professeur était d'abord un chercheur et après un enseignant, et où les étudiants faisaient également de la recherche. Le deuxième regroupait les universités créées sur la base d'établissements spécialisés d'enseignement supérieur, et formaient des jeunes en sciences et techniques, en médecine, et plus tard, en sciences humaines et sociales. Le troisième type regroupait des « nouvelles » universités, apparues en 1960-1970, pour répondre aux besoins de l'économie. Les structures alternatives aux universités traditionnelles prévoyaient des études supérieures courtes. Selon l'historien de l'enseignement supérieur Avrous, les universités allemandes à cette époque avaient une telle autonomie et une telle liberté, comme aucune autre institution publique dans le pays<sup>444</sup>. Dans le modèle allemand un professeur-chercheur demeura une personne intouchable - on ne pouvait pas l'influencer même s'il diminuait sa productivité en tant

---

<sup>443</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *op.cit.*, p. 155.

<sup>444</sup> AVROUS Anatoli, *op.cit.*, p. 66-67.

qu'enseignant-chercheur. Le pouvoir soviétique ne pouvait pas se permettre cela. C'est pour cette raison que les pouvoirs publics introduisirent en URSS le contrat de 10 ans, et plus tard de 5 ans pour remplacer les contrats à vie pour les enseignants des universités, comme le souligne le sociologue Mikhaïl Sokolov<sup>445</sup>. Les réformes du début des années 1970 ont abouti en Allemagne à réduire le poids des professeurs dans les processus de décision puisque les assistants, maîtres-assistants et assimilés ainsi que les étudiants étaient désormais représentés dans les instances de décision, tandis que le gouvernement universitaire, les ministères régionaux et les organismes fédéraux assumaient des fonctions croissantes dans le financement et les choix de politique générale ou scientifique<sup>446</sup>.

Comme nous l'avons souligné, en URSS l'enseignement supérieur est devenu accessible aux classes défavorisées après la Révolution, grâce à une politique de la « discrimination positive », aux cours du soir et aux *rabfacs*, la démocratisation du système a eu lieu. Il est cependant à noter que l'accès aux études supérieures n'était pas garanti à tout le monde, mais à ceux qui ont passé des examens d'entrée et obtenu les meilleures notes pour le nombre de places fixées et financées par l'État. Comme l'indiquent les auteurs de la publication UNESCO sur les dimensions complexes du développement de l'enseignement supérieur dans le XX<sup>e</sup> - XXI<sup>e</sup> siècle, le fait que l'enseignement supérieur était gratuit dans les pays du bloc socialiste ne permettait pas un accès de masse. Dans les pays communistes, l'enseignement supérieur était un privilège basé sur la méritocratie plutôt qu'un droit, et le taux d'étudiants par rapport à la population totale variait entre 11 % à 23 %. En Union soviétique, au début des années 1970, les universités proprement dites gardaient un caractère élitiste et ne regroupaient que 11,1 % du total des inscrits dans l'enseignement supérieur<sup>447</sup>.

La plus grosse part des inscrits était orientée vers la technologie pour ce qui concerne les instituts spécialisés et vers les sciences pures et la technologie pour les universités *stricto sensu*, répartition bien différente de celle rencontrée dans les universités d'Europe occidentale. Cependant un processus de différenciation sociale

---

<sup>445</sup> SOKOLOV Mikhaïl, « *Obrazovanie : ot SSSR k Bolonskomou protsessou* » / « L'éducation : de l'URSS au processus de Bologne », *Poslednie tridsat* [publication électronique], le 25 mai 2015. Disponible sur le site officiel du projet des recherches sur le temps postsoviétique: <http://last30.ru/issue/education/research/>. Consulté le 26.05.2016.

<sup>446</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *op.cit.* p. 155.

<sup>447</sup> GURI-ROSENBLIT Sarah, SEBKOVA Helena, TEICHLER Ulrich, *op.cit.*

des filières et une montée en puissance des enfants des membres de l'intelligentsia ou des cadres de la société soviétique dans les établissements les plus prestigieux contrevenaient de plus en plus aux principes toujours proclamés d'égalité des chances et d'accès pour tous à l'enseignement avancé, quelle que soit l'origine sociale<sup>448</sup>.

En Occident, la transformation de la société post-industrielle avec la démocratisation de l'enseignement supérieur, l'ouverture de nouvelles spécialités et la massification progressive ont eu pour conséquence l'augmentation des dépenses des pouvoirs publics. Cela a commencé à peser sur les budgets des agences fédérales et régionales. La demande massive pour l'enseignement supérieur a engendré des problèmes financiers pour de nombreux pays du monde, ce qui a abouti à l'apparition et à la diffusion d'idées néolibérales concernant le rôle et la place de l'éducation dans une société contemporaine. L'idée que l'enseignement supérieur soit un droit général s'est transformée en idée que c'était plus restrictive et devait être payé par un individu lui-même. En pratique, cela a conduit à impliquer la participation directe des particuliers dans le financement de leurs propres études supérieures. Les gouvernements ont progressivement démontré que l'État ne pouvait pas porter tout seul la charge du développement de l'enseignement supérieur. A cet égard, les pouvoirs publics se lancèrent dans la recherche et la proposition de sources alternatives pour le financement des EES. Plus souvent, il s'agissait d'introduire une hausse des droits de scolarité pour couvrir au moins une partie des dépenses du coût réel des études. Des programmes divers comme des emprunts bancaires ou étatiques étaient proposés comme moyens supplémentaires. Aussi, l'État encouragea les EES à faire venir l'argent du monde socio-économique y compris par le biais de collaboration avec les industries et de proposition des services commerciaux.

C'est là encore où les États-Unis confirma la prégnance de leur système d'enseignement supérieur. Les universités américaines évoluaient dans un contexte où l'État était un acteur très important dans la vie des universités, mais il n'était pas le seul. Parallèlement à la participation de l'État américain, le secteur non-étatique contribua largement à la vie des universités. Ce secteur non étatique était représenté par les donateurs, les investisseurs privés, les entreprises et les associations

---

<sup>448</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *op.cit.*, 166.

professionnelles. La pratique de partenariats, de collaboration étroite et des relations économiques avec l'ensemble de ces acteurs issus du privé, a influencé l'établissement de la culture d'affaires et d'entrepreneuriat dans les universités américaines. De plus, ce sont des familles qui portent la charge du coût des études supérieures avec parfois l'aide d'un système des emprunts étudiants et des bourses.

La relation public-privé dans le financement de l'enseignement supérieur en URSS était très déséquilibrée en vue du poids largement supérieur de l'État. Avant la Révolution, le financement de l'enseignement supérieur était ainsi : l'État - 75 %, en droits de scolarité - 13 %, *via* les donations et d'autres sources - 12 %. Les bolcheviks ont fixé l'objectif d'assurer l'accessibilité à l'enseignement des classes défavorisées parmi les missions principales de leur politique d'éducation nationale<sup>449</sup>. Les droits de scolarité ont été introduits en URSS en 1924-1927 avec des exonérations pour les ouvriers et les paysans, ainsi que pour des personnes dans une situation difficile (par exemple, des orphelins ou personnes en difficulté financière)<sup>450</sup>. Puis, les droits de scolarité disparaissaient pour une gratuité totale d'études pour les citoyens. La Constitution de 1936 a garanti le droit de tous les citoyens de l'URSS à l'éducation, y compris l'enseignement supérieur. Les droits de scolarité ont réapparu en 1940 en vue de la mobilisation des ressources financières pour la guerre, et ils ont été maintenus jusqu'au 1956<sup>451</sup>. Néanmoins, la liste des

---

<sup>449</sup> BELIAKOV Sergueï, *Novye lektsii po ekonomike obrazovania / Les nouvelles conférences sur l'économie de l'éducation*, Moscou : Max Press, 2007, 424 p., p. 153-158.

<sup>450</sup> *Dekret Sovnarkoma o poriadke vzimania platy za aboutchenie v outcherejdeniakh narodnogo khoziaïstva / Le décret de Sovnarkom RSFSR du 22 mars 1923 sur les frais de scolarité des établissements d'enseignement rattachés au Narkompros.*

Source : la base des données des documents juridiques Consultant :

<http://www.consultant.ru/cons/cgi/online.cgi?req=doc&base=ESU&n=3845#0>. Consulté le 16.10.2017.

*Dekret Sovnarkoma RSFSR o vzimanii platy v outchebnykh i vospitatel'nykh outcherejdeniakh / Le décret de Sovnarkom RSFRS du 24 janvier 1927 sur les frais de scolarité des établissements d'enseignement et d'éducation.*

Source : la base des données des documents juridiques Consultant :

<http://www.consultant.ru/cons/cgi/online.cgi?req=doc;base=ESU;n=20883#0>. Consulté le 16.10.2017.

<sup>451</sup> *Postanovlenie Sovnarkoma ob oustanovlenii platnosti aboutchenia v starchikh klassakh srednikh chkol i vyschikh outchebnykh zavedeniakh SSSR i ob izmenenii poriadka naznatcheniï stipendii / L'arrêté de Sovnarkom n° 648 sur la création des frais de scolarité pour les dernières années d'études de l'école secondaire et pour la formation au sein des établissements d'enseignement supérieur en URSS, ainsi que sur la modification de l'ordre d'attribution des bourses du 2 octobre 1940.*

Source : *Sobranie postanovleni i rasporiajeni pravitel'stva SSSR / Le recueil des arrêtés et des décisions du gouvernement de l'URSS n° 27, 1940, p. 910.*

exonérations des droits de scolarité était très longue, incluant des établissements, des régions et des catégories de population<sup>452</sup>.

A partir de 1956, le financement des EES en URSS était entièrement assuré par l'État. Le système ne permettait pas d'avoir les financements privés jusqu'à l'éclatement de l'Union soviétique. La gratuité de l'enseignement supérieur et son accessibilité étaient les arguments du pouvoir soviétique pour souligner l'avantage de son système comparé aux pays capitalistes. Sur toute la période de son existence, l'Union soviétique affirmait, sur la scène nationale et internationale, son attachement à la valeur de l'enseignement accessible et gratuit pour tous. Par exemple, en 1961, l'UNESCO a publié trois conférences sur le modèle soviétique d'enseignement supérieur dans le numéro 39 du journal *Educational Studies and Documents*. Ces conférences ont été données en septembre 1959 au cours du séminaire international sur l'enseignement supérieur tenu à Moscou à l'Université d'État de Moscou par des personnalités suivantes : l'adjoint du ministre d'Enseignement supérieur et d'enseignement secondaire spécial M.A. Prokofiev, le directeur de l'Institut de génie énergétique de Moscou professeur A.G. Chilikin et l'adjoint du directeur de l'Université d'État de Leningrad professeur S.I. Tioulpanov. Dans la première conférence *The Soviet High School*, M. Prokofiev distingua l'accessibilité à l'enseignement supérieur comme une caractéristique principale du système<sup>453</sup>.

Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'État soviétique augmenta les dépenses pour l'enseignement supérieur : de 1,1 milliards de roubles à la fin des années 1950 (égal à environ 275 millions de dollars) à 4,8 milliards de roubles à la fin des années 1980 (égal à 7,9 milliards de dollars). Or, même avec cette hausse, elles n'étaient pas comparables aux dépenses dans les pays occidentaux. Aux États-Unis, les dépenses de l'État consacrées à l'enseignement supérieur ont grimpé de 7,1 milliards de dollars à 142 milliards de dollars sur la même période. Aux États-Unis, l'enseignement supérieur a été financé à 6,7 % du produit intérieur brut ; en URSS à 1,2 %. Les

---

<sup>452</sup> Les cas d'exemption de l'obligation de payer les droits de scolarités étaient nombreux. Voir à ce propos : les arrêtés de Sovnarkom de l'URSS n° 70 du 11 janvier 1941, n° 1539 du 12 juin 1941, n° 1803 du 2 juillet 1941, n° 1695 du 15 octobre 1942, n° 1696 du 15 octobre 1942, n° 5, 5 janvier 1943, n° 212 du 27 février 1943, n° 213 du 27 février 1943, n° 302 du 19 mars 1943, n° 528 du 15 mai 1943, n° 838 du 4 mars 1950.

<sup>453</sup> PROKOFIEV M., TCHILIKIN M., TIOULPANOV S., « Higher Education in the URSS », *Educational Studies and Documents*, n° 39, 1961. Disponible sur le site de l'UNESCO : [unesdoc.UNESCO.org/images/0000/000013/001300eo.pdf](https://unesdoc.unesco.org/images/0000/000013/001300eo.pdf), consulté le 12.10.2017.

dépenses pour un étudiant en URSS à la fin des années 1980 étaient de 960 roubles (égal à environ 1 585 dollars) contre 12 000 dollars aux États-Unis. La valeur estimée d'équipement pour un étudiant en URSS était égale à 2 500 roubles (égal à environ 4 125 dollars), alors qu'aux États-Unis, c'était 10 000 dollars en moyen, et dans les établissements de l'Ivy League, cela variait de 80 000 à 100 000 dollars. Ces chiffres de son rival idéologique ne pouvaient pas être atteints en Union soviétique en raison du déclin de l'économie planifiée et de son système politique qui ne permettaient pas des investissements privés dans l'enseignement supérieur<sup>454</sup>.

L'établissement des relations contractuelles financières entre les universités et l'État a commencé à s'étendre dans les autres pays de l'Europe. L'autonomie dans ce cas-là signifiait la gestion du déficit budgétaire qui, néanmoins, préparait les universités à un nouveau rôle d'entrepreneur avec les services d'enseignement et de recherche. De plus en plus, les regards des pays européens se tournaient vers les États-Unis, perçus comme un modèle efficace. Les états européens ont déclaré en 1973 dans un rapport de la Commission européenne *For a Common Education Policy* l'objectif de l'Européanisation des universités à l'aune du modèle américain<sup>455</sup>.

La destruction de la « tour d'ivoire » selon les auteurs de *L'Histoire de l'Université en Europe* signifiait l'ouverture des universités au monde extérieur : le développement des relations avec d'autres établissements publics, avec des établissements privés, avec les médias, mais plus encore avec « le marché » :

« Le marché était toujours important pour les universités. Depuis 1200, quand la demande des élites cléricales et religieuses a déterminé la venue du grand nombre d'étudiants à Paris et Bologne, et les agences « corporatives » ont été créées pour gérer les relations entre les étudiants et les enseignants. Le marché a également déterminé les vagues d'augmentation et de diminution du nombre d'étudiants, et il a battu toutes les tentatives d'intervenir pour changer les capacités des universités pour absorber le nombre d'étudiants dans les disciplines diverses au vu des prédictions, souvent erronées, de deviner l'évolution du marché. En revanche, la transformation de l'offre et de la demande de l'enseignement académique auparavant était très modeste. La plupart de modifications ont été provoquées par le progrès scientifique, et elles ont concerné les nouvelles disciplines et les établissements spécialisés. Un grand changement est venu avec l'université de masse dans les années 1960<sup>456</sup>».

---

<sup>454</sup> AVROUS Anatoli, *op.cit.*, p. 65-70.

<sup>455</sup> RUEGG Walter (éd.), *op.cit.*, p. 15-16.

<sup>456</sup> *Ibidem*.

Plusieurs ouvrages des années 1980-1990 abordaient la question du marché en relation avec le développement et la gouvernance de l'enseignement supérieur. Le pionnier du concept du marché est Burton Clark, un chercheur américain, expert de l'enseignement supérieur. Les débats sur la question du marché débiteront en Europe un peu plus tard, et en Russie encore bien plus tardivement qu'en Europe. Lors de l'époque soviétique, le marché resta un espace non-existant dans le secteur de l'enseignement supérieur<sup>457</sup>.

L'État soviétique lui-même définissait l'offre et la demande pour les cadres de l'économie planifiée. La concurrence des universités pour les financements d'État ne pouvait pas avoir lieu : les enjeux financiers des projets scientifiques ont été prédéfinis par les pouvoirs publics, les universités concernées n'avaient pas leur mot à dire, elles suivaient les instructions d'État. Ces décisions ne concernaient pas toutes les universités, seulement un nombre limité étant donné les particularités d'organisation de la recherche en l'URSS. La concurrence des universités pour les financements de l'enseignement existait que nominalement pour des questions de prestige, et non pour des questions d'argent : le nombre de places était déterminé par l'État. Sur le plan du marché de travail, l'État en tant que propriétaire des entreprises nationalisées coordonnait l'embauche des nouveaux diplômés encadrés par les plans également prédéterminés. « L'Union soviétique est un exemple pur du triomphe de l'État sur l'influence oligarchique et celle du marché ». Selon Clark, le système des Soviétiques était un mécanisme parfait de la production de la main-d'œuvre<sup>458</sup>.

L'absence du secteur privé ne permettait pas l'ouverture des universités sur les sources non-étatiques. En 1917, avant l'installation des bolcheviques au pouvoir, il y avait 124 EES – 65 publics et 59 non-publics<sup>459</sup> ; en 1921 les pouvoirs publics ont étatisé tous les établissements. La possibilité légale d'ouvrir les établissements privés a été créée seulement après la disparition de l'URSS, en 1992, avec la loi sur

---

<sup>457</sup> La question du « marché » sera davantage analysée dans le chapitre 9, dédiée à la politique universitaire des années 2010, quand les pouvoirs publics russes commenceront à inclure le « marché » dans l'argumentation de leurs décisions politiques.

<sup>458</sup> CLARK Burton, *The Higher Education System : Academic Organization in Cross-National Perspective (1983)*, traduite d'anglais en russe par SMIRNOV Artiom, Moscou : La maison des éditions de l'École des hautes études en sciences économiques, 2011, 360 p., p. 181.

<sup>459</sup> IVANOV Anatoli, *Vyschaia chkola Rossii kontsa XIX – natchala XX veka / L'enseignement supérieur de la Russie de la fin du XIXe siècle – début du XXe siècle*, Moscou, 1991, 392 p., p. 254 disponible sur le site officielle de l'Institut de l'histoire russe de l'Académie des sciences de la Russie, le centre de recherche sur les questions de l'histoire du pays : [www.iriran.ru/sites/default/files/Ivanov\\_High\\_school\\_1991.pdf](http://www.iriran.ru/sites/default/files/Ivanov_High_school_1991.pdf) consulté le 11. 08. 2017.

l'Éducation. En effet, l'absence du secteur privé est une autre caractéristique marquante de l'enseignement supérieur soviétique par rapport à l'enseignement supérieur dans les pays occidentaux.

En Europe occidentale, les rapports de l'enseignement supérieur avec l'État changèrent dès la fin des années 1970, et surtout au cours des années 1980 ; le rôle de « facilitation » de l'État devenait celui de « l'État interventionniste ». Dans les années 1970 et 1980, les gouvernements s'orientaient aussi vers une réflexion sur l'efficacité, d'où l'intérêt porté à la qualité, à la transparence, ainsi qu'à l'usage des contrats de résultats comme moyen de gestion. Comme les ressources étaient limitées et que l'objectif consistait à appairer la demande de main-d'œuvre avec l'éducation, les gouvernements nationaux ont mis au point divers dispositifs de planification et de contrôle pour piloter l'enseignement supérieur. Efficacité et pertinence sont devenues les maîtres mots de la politique de l'enseignement supérieur<sup>460</sup>.

Dès la fin des années 1980, une nouvelle stratégie d'autorégulation s'est mise en place au niveau national dans de nombreux pays. Il semble bien que l'on soit passé du modèle de la tutelle de l'État au modèle de la supervision par l'État. Neave parle à ce propos de la montée de « l'État évaluateur » d'autant que l'un des changements essentiels est l'adoption des « marchés conditionnels » entre l'État et l'enseignement supérieur<sup>461</sup>. Le « modèle politique » de gestion universitaire mis au point au cours des années 1970 a été remplacé dès la fin des années 1980 par des concepts tels que « la nouvelle gestion publique ». Cette « révolution dans la gestion » présente trois caractéristiques : l'État cherche à influencer les universités pour qu'elles prennent davantage en compte la société qui les entoure ; les universités souhaitent prendre la responsabilité de la gestion stratégique et acquérir un « professionnalisme de gestion » ; des pratiques habituelles observées dans le monde des affaires sont instaurées<sup>462</sup>. D'après Elzinga, l'ère de la politique scientifique pure prit fin dès les années 1970 où l'on s'est orienté pour la première fois vers une politique

---

<sup>460</sup> NEAVE Guy, « On the Cultivation of Quality, Efficiency and Enterprise : an Overview of Recent Trends in Higher Education in Western Europe, 1986-1988 », *European Journal of Education*, 1988, vol. 23, n° 1-2, p. 7-23. Disponible sur : [http://www.jstor.org/stable/1502961?origin=crossref&seq=1#page\\_scan\\_tab\\_contents](http://www.jstor.org/stable/1502961?origin=crossref&seq=1#page_scan_tab_contents). Consulté le 16.05.2017.

<sup>461</sup> NEAVE Guy, VAN VUGHT Frans (éd.), *Prometheus Bound. The Changing Relationship Between Government and Higher Education in Western Europe*, Oxford, Pergamon Press, 1991, p. 191.

<sup>462</sup> NEAVE Guy, VAN VUGHT Frans (éd.), *op.cit.*, p. 242-244.

technologique, et au cours des années 1980 la politique d'innovation apparut. Dans cette situation, l'action publique ne reposa plus sur la science, mais sur l'évolution de la technologie et de l'innovation<sup>463</sup>.

### 3.3. La politisation de l'enseignement supérieur

Les années 1960-1970 ont été marquées par des nombreuses manifestations étudiants dans plusieurs pays du monde : en Europe, aux États-Unis, en Amérique Latine, en Asie, en Afrique. Ces manifestations se sont passées pour des raisons propres à chaque pays, mais partout elles ont exprimé les demandes de changement dans la politique de l'État.

Dans plusieurs pays de l'Occident, les manifestations étudiantes ressorties étaient accompagnées de véritables crises sociales et politiques ; les mouvements étudiants ont servi d'étincelle pour embraser toute une société qui se mettait en mouvement face à un pouvoir politique imprévoyant ou excessivement répressif (France, Japon, États-Unis, Mexique, Allemagne, Italie, dans un contexte politique spécifique, Pologne, Espagne et Tchécoslovaquie, certains pays d'Afrique ou d'Asie décolonisés). Aux États-Unis, par exemple, c'était le mouvement pour les droits civiques et la lutte contre la ségrégation raciale, ainsi que la réaction contre le climat de guerre froide qui avait forcé les intellectuels en général et les universitaires en particulier au silence après les persécutions maccarthystes. En Allemagne, le point de départ des troubles est souvent lié aux événements extérieurs, comme la visite à Berlin le 2 juin 1967 du Shah d'Iran, dénoncé comme un allié de l'impérialisme américain par l'extrême gauche étudiante. La protestation s'éleva contre les mesures gouvernementales d'urgence édictées pour faire face aux troubles universitaires. Les contestataires revendiquaient une université démocratique et critique du pouvoir de l'État et/ou des professeurs dont ils dénonçaient le passé politique souvent lié au régime nazi. La France est l'un des pays où les révoltes étudiantes ont abouti à une crise systémique, non seulement de l'enseignement supérieur mais aussi des relations sociales dans divers secteurs, et à un ébranlement de l'équilibre politique du gouvernement de Georges Pompidou. Cette quasi-révolution qui a paralysé le pays

---

<sup>463</sup> ELZINGA Aant, (1985), « Research, Bureaucracy and the Drift of Epistemic Criteria », in WITTRÖCK Bjorn (éd.), ELZINGA Aant (éd.), *The University System. The Public Policies of the Home of Scientists*, Stockholm, Almqvist and Wiksell International, 1985, p. 191-220, p. 194.

via une grève générale de grande ampleur et la révolte de certains milieux stratégiques comme la télévision et autres médias, a désorganisé tout l'enseignement supérieur. Les manifestations étudiantes en Europe, dont le pic a été atteint en 1968, a entraîné des réformes politiques<sup>464</sup>.

Les universités ont commencé à jouer un rôle important dans la vie politique de certains pays européens. Il est ainsi justifié dans ce contexte de citer la réflexion en 1971 du chercheur et économiste américain, John K. Galbraith :

« Ce ne sont pas les syndicats professionnels, pas les intellectuels indépendants, pas les médias, et non pas les entreprises non plus, mais ce sont les universités qui étaient à la tête de l'opposition à la guerre au Vietnam et qui ont contribué au changement de la politique de Johnson et à l'accélération de la sortie de notre armée du Vietnam. Ce sont les universités qui mènent dans la lutte contre les grandes entreprises pour la préservation de l'environnement. Et ce sont les universités qui ont mis à la retraite lors des dernières élections au Congrès les conjoncturistes les plus avérés, les flagorneurs et les faucons (*hawks*) les plus militants<sup>465</sup> ».

Dans la zone d'influence soviétique, en Pologne et en Tchécoslovaquie, selon Christophe Charle, la contestation porte sur l'autoritarisme et le manque de liberté intellectuelle qui régnaient dans la sphère académique mais aussi plus largement dans la société puisque des pays étaient soumis à des régimes de parti unique. Le printemps de Prague, comme les manifestations de mars 1968 en Pologne, exprimèrent la critique de régimes qui ne parvenaient pas à se libéraliser, et ces manifestations mobilisèrent des étudiants, professeurs et intellectuels hors université qui voulaient renouer avec l'Europe occidentale ou avec le passé national, gommé par la soumission à l'hégémonie soviétique<sup>466</sup>.

L'année 1968 est emblématique, car dans un grand nombre de ces pays cette année concentra le sommet maximal de contestation. En URSS c'était l'année de la campagne politique du pouvoir contre les soussignés (*podpisanty*), la partie de l'intelligentsia qui protestait contre la poursuite contre les écrivains pour des raisons politiques (voir chapitre 2). Parmi les soussignés, nous trouvons un grand nombre d'enseignants des EES, notamment en sciences humaines et sociales. Les pouvoirs publics soviétiques, effrayés par ces manifestations et les événements en

---

<sup>464</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *op.cit.*, p. 188-196.

<sup>465</sup> Cité de : LADD Everett, LIPSET Seymour Martin, *Politics and the 1972 Elections*, Washington, 1972, 99 p., p. 5.

<sup>466</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *op.cit.*, p. 197.

Tchécoslovaquie, ont commencé à serrer les vises pour toutes les voies d'opposition qui se prononçaient. Les enseignants ont été licenciés afin qu'ils n'influencent pas les étudiants<sup>467</sup>.

Les vagues de manifestations des étudiants dans les années 1960-1970, leurs revendications d'agir et changer les politiques, nous permet de souligner le phénomène de *politisation* de l'enseignement supérieur. Nous avons vu dans le chapitre 1 que la mobilisation importante des étudiants a eu lieu dans les années précédant les révolutions de 1917, quand l'autonomie universitaire a été supprimée par le pouvoir public à cause d'une forte politisation des universités à la fin du XIX<sup>e</sup> début du XX<sup>e</sup> siècle. Puis, dans les années 1960, une partie de l'intelligentsia soviétique, « les soixantaines » ou « les soixantards » (*chestidesiatniki*), s'opposa à l'autoritarisme et à la bureaucratie, comme la génération des années 1860 en Russie tsariste. C'était une autre manière pour les étudiants d'exprimer leurs opinions politiques dans le cadre de leur opposition à la politique de l'État.

La politisation est entendue comme la déclaration d'un engagement politique de la population étudiante et/ou enseignante et leur participation dans les débats politiques au sein des universités, ainsi que dans les événements politiques tels que les révolutions et les manifestations contre le régime<sup>468</sup>. Nous pourrions ajouter que dans la politisation, l'engagement politique de l'administration des universités doit également être pris en compte, car le degré de ce dernier pouvait avoir un impact en interne des établissements, notamment en provoquant ou aggravant un conflit entre l'administration et les enseignants-chercheurs. Le chercheur Mikhaïl Danilov considère que la politisation arrive dans la société quand les problèmes sociaux, économiques et culturels atteignent un point critique et deviennent de véritables problèmes politiques. La Révolution, par exemple, selon ce concept, est une politisation accélérée, et le changement de régime politique est un résultat de la politisation de certains phénomènes sociaux et la dépolitisation d'autres<sup>469</sup>.

---

<sup>467</sup> KHANIN Grigori, *op.cit.*

<sup>468</sup> CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *Nikolaï II. Rasstereliannaia preemstvennost' / Nicolas II. La transition interrompue*, trad. par. BOGATYRENKO E., Moscou : OLMA Media Group, 445 p., p. 86.

<sup>469</sup> DANILOV Mikhaïl, « *Iavlénie politizatsii v sovremennom obchtchestve : postanovka issledovatel'skoi problemy* » / « Le phénomène de politisation dans la société contemporaine : la définition d'une problématique de recherche », *Izvestia Saratovskogo Ouniversiteta*, 2009, n° 1.

D'une part, le point de vue de l'expression ouverte d'opinions critiques, nous pouvons dire que les universités russes étaient très politisées jusqu'aux années 1920, puis le pouvoir soviétique les a dépolitisé par la répression d'individus critiquant le régime installé. L'une de premières actions des bolcheviks était la création de cellules du Parti dans les établissements de l'enseignement supérieur, qui ont mis sous contrôle toute l'expression d'engagement politique dans la communauté universitaire. Puis, les universités se sont de nouveau politisées dans les années 1960 avec le mouvement des dissidents, puis encore dans les années 1970 avec le mouvement de la défense des droits de l'homme.

D'autre part, l'absence d'expression ouverte d'idées d'opposition n'éradiqua pas l'existence de politisation. Parce que la propagande, les discours officiels des universitaires, obligés de déclarer et montrer leur loyauté au régime, était aussi une politisation. Cette obligation n'a pas été fixée par la loi, et certes, un grand nombre de personnes dans l'administration universitaire, dans le corps professoral et parmi les étudiants ont partagé sincèrement les idéaux du communisme et du régime soviétique. Mais ceux, qui ne partageaient pas ces idées, risquaient, dans le contexte de la poursuite judiciaire pour raisons politiques, d'être accusés d'activité « contrerévolutionnaire » ou « malfaisante ». Non seulement l'administration se trouvait face à ce risque-là, mais l'ensemble de la communauté universitaire avec les populations enseignante et étudiante aussi. A l'époque postsoviétique, de nombreuses personnes qui ont vécu leur vie étudiante ou professionnelle entre 1950 et 1990, partageaient dans les *media* leurs inquiétudes de divulguer leurs vraies positions et critiquer le régime. Il est important de comprendre qu'une part d'entre ceux, qui témoignaient à l'époque postsoviétique de leur expérience politique, avaient une volonté de montrer leur loyauté au nouveau régime, de déclarer la rupture de longue date avec l'idéologie soviétique et communiste, quoi qu'à l'ère des soviets ils faisaient partie de la nomenclature et déclaraient d'autres convictions. Même, les convictions politiques personnelles pouvaient changer et évoluer dans le temps. En

vue de cela, il est difficile d'estimer le niveau de politisation de la population universitaire quand nous prenons en compte un engagement politique non-exprimé.

Pourquoi l'enseignement supérieur devient-il politisé ? D'un côté, l'Université était considérée comme un espace politique neutre et sage, où les personnes recherchaient la vérité objective et restaient dans le processus « d'apprentissage désintéressé », comme l'a défini Veblen Thorstein (*disinterested learning*)<sup>470</sup>. Cela nous renvoie à la thèse de Max Weber, qui défendait l'idée selon laquelle « la politique n'a pas de place dans l'amphithéâtre<sup>471</sup> », que les enseignants-chercheurs, n'ont pas le droit de partager leurs avis politiques avec les étudiants eu égard leur position d'autorité, d'inégalité avec un autre étudiant qui l'écoute. La politisation contribue au renforcement de l'inégalité au sein de l'Université, ce qui est contraire à ses principes de base. La politisation est vue, dans ce cas-là, comme une chose étrangère aux universités, ramenée de l'extérieure, imposée d'ailleurs – une politisation forcée. Si la participation des acteurs traditionnels comme les syndicats ou le monde des affaires dans la politique est devenue désormais une habitude, la position politique des universités formulée ouvertement est vue comme un phénomène extraordinaire. La participation des universités dans le processus politique est présentée comme un événement causé par une situation dans laquelle les autres forces politiques ont démontré leur incapacité d'agir<sup>472</sup>. Néanmoins, les pouvoirs publics considèrent souvent que les établissements d'enseignement supérieur sont des volcans dormants de la politique des masses, comme nous le voyons dans l'exemple de l'Union soviétique.

Les dirigeants de l'État parfois traitent ou déclarent l'activité politique des universités comme une tentative de certains enseignants d'imposer ses intérêts politiques sur l'ensemble de la communauté universitaire. Cette « personnalisation » - les tentatives des pouvoirs publics à réduire le composant politique des universités à un « micro –niveau » des particularités individuelles des professeurs, a été utilisée par de nombreux hommes politiques en URSS et ailleurs. Par exemple, en Grande-

---

<sup>470</sup> VEBLEN Thorstein, *The Higher Learning in America: A Memorandum on the Conduct of Universities by Business Men* (1918), New Brunswick, 1993, p. 16

<sup>471</sup> WEBER Max, *Œuvres choisies*, trad. par PHILIPPOV A., GAIDENKO P., Moscou : Progress, 1990, p. 721.

<sup>472</sup> OUCHAKIN Sergueï, « *Ouniversity i vlast* » / « Les universités et le pouvoir », *Obschestvennye nauki i sovremennost'* / Les sciences sociales et le monde contemporain, 1999, n° 2, p. 55-65.

Bretagne, le Premier ministre Margaret Thatcher a exprimé son opinion sur la position politique de l'Université : « Certains académiciens et intellectuels... produisent quelque chose que je pourrais définir comme un poison... Les jeunes qui entrent dans les universités découvrent que les académiciens et intellectuels détruisent les valeurs<sup>473</sup> ». L'idée de la possibilité « d'abus » par les professeurs du pouvoir moral – de leur autorité pédagogique envers les étudiants pour diffuser les idées politiques qui ne correspondent pas aux valeurs de l'État résonnait également dans les discours politiques en URSS à l'époque stalinienne et à l'époque du dégel.

Dans le monde politique, il y a donc des positions partagées du potentiel des universités en tant que force politique active et mobilisable. Il est symbolique que l'adjoint du ministre Prokofiev ait appelé la communauté académique « l'armée des étudiants » dans une conférence publiée par l'UNESCO en 1960. Or, malgré le fait que l'inquiétude du pouvoir public quant à la mobilisation politique des universités soit partagée, les politiques nationales pour freiner ce potentiel sont en effet différentes et dépendent des régimes politiques entre autres. Parfois les mesures imposées par les gouvernements n'expriment pas une volonté de pression politique des universités, mais elles ont volontairement pour conséquence la mise sous contrôle de l'État des universitaires d'une façon ou l'autre.

Oushakin propose qu'il faille chercher la politisation des universités dans la nature de l'activité liée à la transmission des connaissances, ainsi que dans la nature de la connaissance elle-même. Ce chercheur souligne qu'une communauté universitaire est un groupe social soucieux du développement et de la diffusion de leurs connaissances, ainsi que de leurs interprétations<sup>474</sup>. C'est ainsi que l'Université s'est organisée institutionnellement : pour transmettre ce savoir et assurer la continuité de ce processus. L'Université et la société sont liées et interdépendantes, ce qui est plus fort finalement que les régimes et les idéologies politiques, mais l'enseignement supérieur est capable de provoquer et nourrir les mouvements ayant pour objectif de changer les régimes et les idéologies.

---

<sup>473</sup> THATCHER Margaret, *New Statesman and Society*, Statesman & Nation Publishing Company Limited, 2 octobre 1992.

<sup>474</sup> OUCHAKIN Sergueï, *op.cit.*

Outre son potentiel politique, il est important de rappeler que l'Université est née d'une volonté politique. L'État a organisé la protection de la corporation universitaire et lui a attribué des privilèges parmi lesquelles l'autonomie et la liberté académique. Friedrich Barbarossa a participé personnellement à l'établissement juridique de l'école de droit de l'Université de Bologne en créant une législation qui avait pour objectif de protéger l'Université et sa population. Paris est devenu le centre européen de l'éducation grâce au soutien du roi. À la fin de XIII<sup>e</sup> siècle, les relations entre le pouvoir étatique, le pouvoir religieux et les universités ont été encadrées : l'attribution du statut social de l'université (*studium generale*) a été effectuée par le Pape (de l'Eglise catholique) puis par l'Empereur du Saint-Empire romain germanique, le roi ou l'autorité locale. L'historien Mallet remarque à ce propos : « C'est grâce au Pape que l'Université de Paris a eu la reconnaissance de son existence indépendante et le soutien pour l'obtention de ses privilèges et de son autonomie. Grâce au légat du Pape et de son pouvoir, Oxford a eu sa charte et l'immunité juridique absolue qui a transformé la communauté des enseignants en haute société<sup>475</sup> ».

En contrepartie, l'enseignement supérieur devenait un appui pour les pays à plusieurs égards. D'abord, comme l'a écrit Pierre Buhler, l'Université était un des acteurs majeurs de la première construction politique de l'Europe<sup>476</sup>. Puis, les états se sont appuyés sur les universités pour la production des classes et des groupes sociaux, qui soutiendraient leur régime. L'État, en fait, construisait un système d'enseignement qui aidait l'État à entretenir et reproduire l'ordre existant. L'évolution de l'université vers une institution politique a été marquée en 1603 par l'attribution de James I aux universités du droit d'avoir des représentants au Parlement. Les universités en ont joui pendant 350 ans. Les rois ont fait appel aux universités pour les consultations sur les questions juridiques, pour le travail « de l'ombre » des ambassades et pour la collaboration avec le Parlement<sup>477</sup>.

---

<sup>475</sup> MALLET Charles Edward, *A History of the University of Oxford*, London, 1924, vol. 1, p. 25.

<sup>476</sup> BUHLER Pierre, « Universités et mondialisation », *Commentaire*, 2004/2, n° 106, p. 345-360. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-commentaire-2004-2-page-345.htm>. Consulté le 15.10.2017.

<sup>477</sup> LAWRENCE C.H., « The University in the State and Church », in CATTO J. (éd) *et alii, The History of the University of Oxford*, Oxford, 1984, vol.1., 742 p., p. 149.

L'histoire de l'organisation des universités témoigne qu'elles ne peuvent pas être des institutions en dehors de la politique : les liens entre les universités et les institutions du pouvoir et des relations du pouvoir sont visibles. Le rêve des savants grecs d'avoir les philosophes qui gouvernaient l'État a pris une forme différente : c'est le rêve de gouverner les processus intellectuels qui permettrait l'État de gérer son peuple. Par l'intermédiaire du système d'enseignement supérieur (et générale) l'État diffuse la culture et les objectifs de son régime politique : son idéologie ou sa base théorique, ses arguments, sa vision du développement de la société. Le potentiel politique de cette idée n'a pas pu échapper à l'attention de l'État soviétique, nous le voyons dans son histoire politique.

John Dewey, dans son ouvrage *Démocratie et éducation*, considère l'éducation comme « une possibilité d'élargir et de préciser les frontières d'une conception individuelle<sup>478</sup> ». L'apprentissage dans ce cas-là est considérée comme l'élargissement du contexte. La démocratie est basée sur le pluralisme des intérêts et des expériences, et les institutions d'enseignement supérieur représentent ce fait fondamental. On sous-entend également l'approche pédagogique démocratisée : la liberté du cursus, des méthodes d'enseignement et des objets de recherche. La démocratisation du système pourrait appliquer l'apparition de nouvelles structures et de nouvelles combinaisons, ainsi que la dé-autorisation des schémas existants, des styles ou des configurations. Dans les établissements de l'enseignement supérieur, où l'importance de la connaissance et l'esprit critique évoluent dans des conditions démocratiques, les jeunes apprennent à douter, à créer un *espace institutionnalisé d'ambiguïté* dans lequel l'innovation est possible. L'équilibre entre le contrôle et le doute n'a pas été atteint en URSS, et un certain manque de l'espace pour l'innovation au sein des EES soviétiques a été repéré par le pouvoir public russe lors de la *perestroïka*. Il fallait ainsi une longue période de réformes pour moderniser l'enseignement supérieur post-soviétique et créer les espaces favorisant la naissance libre des innovations.

---

<sup>478</sup> DEWEY John, *Democracy and Education*, New York, 1916. Disponible sur le site officiel de la bibliothèque des ouvrages numérisés : <http://library.um.ac.id/images/stories/ebooks/Juni10/democracy%20and%20education%20-%20john%20dewey.pdf>. Consulté le 2.02.2016.

## Conclusion

« La machine » de l'enseignement supérieur soviétique a été désignée par l'État pour correspondre à ces valeurs politiques et ces besoins économiques, et cet objectif dominait la politique universitaire russe dès la naissance et jusqu'à la fin juridique de l'Union soviétique. Le chercheur Leslie Rosse note à ce propos : « La place d'un élément individuel en rapport à la connaissance qu'une personne puisse acquérir était vu entièrement sous l'angle des besoins de l'État en Union soviétique. L'État était tout qui compte dans la vie soviétique, et le système de l'éducation était considéré comme une agence primaire pour réaliser les objectifs de l'État fixes dans le cadre de l'économie planifiée<sup>479</sup> ».

À l'époque soviétique, dès les années 1920, l'État déterminait ce qu'il fallait apprendre pour chaque spécialiste et chaque profession. L'enseignement supérieur de l'Union soviétique, comme tout le système programmé pour subvenir aux besoins de l'État, manquait parfois d'espace laissé à un doute, à l'initiative et à l'innovation. À l'époque post-industrielle, avec le changement des technologies et des formations culturelles, ce système est devenu dans une certaine manière, et face à l'Occident en plein développement économique, obsolète. L'URSS n'a pas assuré la position forte de son Université dans cette nouvelle époque, et l'Université n'a pas obtenu l'appui intellectuel et scientifique de l'État soviétique. Au final, le système de l'enseignement supérieur n'était pas le moteur de l'économie dans les conditions de la politique menée par les dirigeants du pays dans les années 1960-1970.

L'Université soviétique déclina dans les années 1980. Le modèle soviétique de l'enseignement supérieur qui a attiré l'attention internationale dans les années 1950-1960 perdit son attirance internationale face aux universités américaines de recherche et face aux universités européennes interconnectées dans le cadre de la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur. En vue de l'évolution de la politique soviétique de l'enseignement supérieur, il est justifié de dire qu'au moment où l'Université en Occident est devenue le lieu de l'innovation scientifique, sociale et même politique, puisque s'y préparaient les cadres de l'avenir, le système soviétique,

---

<sup>479</sup> ROSS Leslie W., « Some Aspects of Soviet Education », *The Journal of Teacher Education*, 1960, 11/ n° 4, p.539-552.

dans une certaine mesure était perdant à cause de son régime autoritaire totalitaire qui voulait modeler étroitement les hiérarchies sociales et les mouvements intellectuels.

Pour savoir comment la Russie nouvelle, héritière du modèle soviétique de l'Université dévalorisé sur la scène internationale, répondra aux défis d'une nouvelle époque, il est nécessaire d'effectuer une analyse profonde de sa politique universitaire des années 1990 – 2000, ce qui nous permettra de voir également les premiers pas effectués pour sortir du régime autoritaire totalitaire.

## CONCLUSION PARTIE I

Le nouveau régime politique du pays installé en 1917 a modifié le rôle, la place et l'échelle de l'enseignement supérieur en déterminant toute l'évolution ultérieure des universités et du système. Les EES ont accompagné l'État dans la politique des changements sociaux significatifs et la construction de l'économie orientée vers l'industrialisation accélérée. Démontrant toute la volonté politique de rompre avec l'ancien système organisationnel de l'enseignement supérieur, l'action publique a utilisé néanmoins tous les moyens de contrainte pour les trois publics essentiels de l'enseignement supérieur : étudiants, professeurs et l'administration universitaire afin d'assurer la coopération des universitaires avec les pouvoirs publics. Les politiques de prolétarisation et de soviétisation avaient pour objectif de lier étroitement le système de l'enseignement supérieur au nouveau régime politique. En conséquence, l'Université impériale, faite à l'aune du modèle allemande de l'Université de Humboldt, a évolué vers l'Université soviétique, qui vivra plus long temps que le pays dans lequel elle fut construite.

Dans les années 1930, le rôle principal de l'enseignement supérieur dans la réalisation des grands objectifs socio-économiques de l'État était lié à sa capacité à s'adapter aux besoins et aux perspectives de l'économie en développement. La spécialisation et la professionnalisation de l'enseignement supérieur soviétique était en concordance avec les tendances internationales, mais ont finalement abouti à la construction d'un réseau remarquablement diversifié des établissements. En plus, l'État soviétique a réussi à modifier le système universitaire non seulement pour atteindre ses buts économiques et d'ouvrir l'accès à l'enseignement supérieur aux classes d'appui du régime politique. Il a même réussi à assurer le fonctionnement du système universitaire pendant les années de la

Grande Guerre patriotique de 1941-1945. Cependant, la structure complexe de l'enseignement supérieur aux intérêts variés était rarement un objet d'analyse et d'interprétation philosophique : mise à part le milieu nutritif des idées d'opposition, les EES n'ont pas été considérés comme des institutions pour l'éducation des valeurs morales des élites politiques et économiques. Ce problème n'a pas été résolu par les dirigeants politiques malgré quelques initiatives entreprises à cet égard à la fin de l'époque stalinienne. L'idéologisation de l'enseignement et de la recherche et le poids politique de la société totalitaire ne permettaient pas à l'enseignement supérieur de sortir du cadre rigide afin d'accomplir l'ensemble de ces missions. Une certaine isolation internationale couplée à la course aux armements, ont eu un impact dans le déséquilibre du développement des différentes disciplines en URSS.

La déstalinisation de la politique et de l'enseignement supérieur dans les années 1950 a permis de commencer la transition du régime totalitaire vers un régime autoritaire. Les dispositifs, introduits dans les années 1960, notamment l'ouverture des établissements de l'enseignement supérieur à l'international et les activités extra-scolaires en *stroyotryads*, ont accéléré ce changement. La montée des critiques parmi les étudiants et son expression ouverte a montré au final que le climat politique avait changé. Les étudiants en tant que catégorie la plus active de la société civile, exprimaient leurs avis sur les lacunes de la vie sociale et la vie politique du pays. Ce groupe social a montré toute au long de l'histoire mondiale des universités sa politisation qui s'intensifia naturellement au moment des changements dans la société. La volonté du régime de « prolétariser » à nouveau l'enseignement supérieur en avantageant la promotion sociale des ouvriers et des paysans n'a pas abouti au résultat souhaité en termes de renouvellement des élites intellectuelles, mais a eu pour conséquence une baisse de la qualité de l'enseignement supérieur.

Les inquiétudes d'un danger réel ou potentiel de l'opposition politique lors des périodes de faiblesse politique du pouvoir soviétique ont poussé l'État à renforcer le contrôle sur les universités dans les années 1960-1970, à priver les universités de leur autonomie, à intervenir dans le cursus et à exiler les membres de la communauté universitaire. Cette politique universitaire a abouti à la dégradation du système de l'enseignement supérieur. Malgré le fait que l'enseignement supérieur se trouva dans une crise financière et morale durant les années 1980, le diplôme de l'enseignement supérieur garda sa valeur traditionnelle aux yeux des jeunes.

## **Deuxième partie**

# **De la politique universitaire soviétique à la politique universitaire de la Fédération de la Russie dans les années 1990 – 2000 : changement du contexte, des acteurs et de l’agenda politique**

---

Au cours d'un demi-siècle, l'URSS subordonnait l'enseignement et la recherche à ses objectifs politiques. Les initiatives de l'État vis-à-vis des universités et, notamment, la poursuite des acteurs universitaires, de l'élite pensante (intelligentsia) et d'autres éléments de la société jugés porteurs d'idées antisocialistes et déclarés ennemis publics, ont significativement restreint le libre développement de la recherche et ont créé un cadre rigide pour l'enseignement.

Après l'ouverture du rideau de fer, la Russie a été confrontée à de nombreux défis dans tous les domaines de la société. Les nouvelles problématiques nationales et internationales ont influencé la politique universitaire russe, notamment en termes de quête de priorités et d'un modèle à suivre. Un autre facteur important qui a conduit la Russie à un nouveau virage politique était l'arrivée des nouveaux acteurs dans la politique universitaire, c'est-à-dire, de ceux qui ont pris en charge l'élaboration et l'exécution de la politique universitaire. Suite aux recommandations de ces acteurs, de nouvelles résolutions ont eu lieu en Russie, signifiant une ouverture aux tendances internationales et une recherche de reconnaissance internationale. L'analyse de ces trois aspects de la politique universitaire entre 1990 et 2009 - facteurs d'influence, acteurs et nouvelles solutions, nous permettra de procéder à l'étude des nouveaux principes sur lesquelles se reposent les relations actuelles entre les universités et l'État de la Russie.

## CHAPITRE 4

# LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE RUSSE DANS LES ANNEES 1990 : LES ENJEUX POLITIQUES DANS LE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN RUSSIE APRES L'ECLATEMENT DE L'UNION SOVIETIQUE

Les années 1990, appelées « les folles années quatre-vingt-dix » (*likhie devianostye*), marquent une période douloureuse de transition dans le changement du régime. Pour ce chapitre nous avons pour objectif de démontrer comment l'enseignement supérieur russe a vécu de nouveau un changement du régime et une rupture avec son passé politique. La venue de la démocratie en Russie postsoviétique se passait dans des conditions économiques difficiles, ainsi que d'un certain chaos et désordre en vue de nombreux vides juridiques. Ces deux facteurs ont eu un impact considérable sur la politique universitaire, et l'analyse et la mise en lumière du contexte touchant au développement de l'enseignement supérieur est indispensable pour l'étude de la politique publique de ce secteur. Nous verrons dans ce chapitre comment les EES publics ont survécu la période d'un manque de subventions de l'État pour son développement et son fonctionnement. Nous analysons également l'apparition et l'évolution de l'enseignement supérieur privé afin mettre en lumière sa place dans le système des EES. Nous verrons aussi l'influence des différentes forces politiques et leur interaction à l'égard de la politique de l'enseignement supérieur, ainsi que les changements importants imposés par l'État dans le secteur de l'enseignement supérieur.

### 1. La rupture (à nouveau) avec le passé et les premières transformations dans la vie politique, économique et sociale en Russie postsoviétique

#### 1.1. Les difficultés économiques et la désorientation sociale

L'inadéquation des directives politiques couplée au manque de ressources matérielles, techniques et financières a mené la politique universitaire de l'URSS dans une impasse à la fin des années 1980. Les universités soviétiques n'ont pas été épargnées par la crise politique et économique que connaissait le pays. Or, la crise des valeurs était aussi grave que les crises politique et économique, voire plus grave parce qu'elle a duré plus longtemps que ces deux dernières. La chute de l'Union soviétique a emporté avec elle l'ensemble des valeurs politiques : l'État déclara renoncer à une idéologie officielle pour la démocratie et la sortie du communisme. La nouvelle Russie, engagée dans la globalisation, était alors dans la recherche de nouveaux repères. L'enseignement supérieur évoluait dans un contexte de destitution et de déplacement profond des conceptions et des valeurs, voire de leur affrontement. Ce n'était pas évident pour les personnes d'un certain âge, notamment pour la génération des combattants de la Grande Guerre patriotique, d'accepter le fait que le pays pour lequel ils s'étaient battus disparaissait, ainsi que ses valeurs d'égalité et de partage.

Dans les années 1990, l'économie russe a connu une récession accompagnée d'une poussée inflationniste ainsi qu'une baisse des investissements, l'accroissement de la dette extérieure et la diminution des revenus de la population. Au début des années 1990, L'État a conduit un certain nombre de réformes économiques, y compris la libéralisation des prix, l'ouverture plus large au commerce international et la privatisation. L'un des résultats de la réforme était la transition de l'économie planifiée vers une économie de marché. L'analyste russe de l'enseignement supérieur Routkevitch a nommé la période postsoviétique – « la période de la restauration du capitalisme » en Russie<sup>480</sup>.

Cette transition a rencontré de nombreuses difficultés, en raison du changement radical du système économique qu'elle représentait : pour les entreprises, elle était synonyme de réorganisation des structures et de changement de méthodes et de propriétaire. Pour la population, il y a eu de nombreux cas de perte d'emploi, de diminution de revenus et de changements de métier. Les parents des jeunes diplômés

---

<sup>480</sup> ROUTKEVITCH Mikhaïl, *Obrazovannost' naselenia v Rossii kontsa XIX natchala XXI vekov / Le niveau d'éducation de la population en Russie à la fin du XIX<sup>e</sup> début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Moscou : L'Institut des recherches socio-politiques de l'Académie des sciences de la Russie - ISPI RAN, 72 p., p. 47.

des années 1990 étaient frustrés de constater que l'emploi pour leurs enfants n'était plus garanti après l'obtention de leur diplôme d'enseignement supérieur.

Durant toute la décennie, le pays n'est pas parvenu à équilibrer son budget. En août 1998, le pouvoir n'avait plus de ressources pour financer la dette publique à brève échéance ni le maintien du cours du rouble. Le 17 août 1998, l'État a annoncé un défaut sur sa dette intérieure et a refusé de soutenir le cours du rouble. La crise financière a eu pour conséquences une dépréciation brusque du rouble, un déclin de l'industrie, un fort accroissement de l'inflation et la baisse du niveau de vie de la population<sup>481</sup>.

La crise économique et le brusque creusement des écarts sociaux ont provoqué chez certains l'accroissement du radicalisme dans leurs tentatives de trouver des solutions à leurs problèmes et chez d'autres une apathie sociale. Parallèlement, la commercialisation des *media* de masse émergea, et il en résulta la modification de leur rôle et la croissance de la culture de masse. Ce phénomène s'accompagna de la baisse du statut, du niveau de vie et une plus forte influence de l'intelligentsia – des personnes du milieu artistique, de l'art, de la culture, de la recherche et des professeurs. La destruction dans la société russe des stéréotypes culturels et des chaînes de transmission culturelle a abouti à la dégradation dans une certaine mesure de l'environnement culturel et éducatif. Par exemple, l'enseignement de l'histoire de la Russie a été changé dans les écoles et dans les universités en vertu du changement de la politique. L'histoire de la Russie de la période soviétique a été revue, et suite aux discours officiels antisoviétiques, de nouveaux dirigeants du pays et des reportages des journalistes sur les crimes des bolcheviks, les erreurs des dirigeants soviétiques et les politiques inefficaces du Parti communiste, les enseignants ont également adopté cette vision dans leurs cours. L'enseignement de l'histoire dans les établissements scolaires et universitaires s'est ré-politisé en renversant les couleurs : le passé communiste est devenu « noir », et tout ce qui était avant « blanc ». Pour la deuxième fois au XX<sup>e</sup> siècle, la Russie retirait et rejetait ses racines, et cela était douloureux pour le peuple russe. Comme le note l'historienne Olga Vassilieva,

---

<sup>481</sup> KOUVALIN Dmitri, *Ekonomitcheskaia politika i povedenie predpriatii : mekhanizmy vzaimnogo vliania / La politique économique et le comportement des entreprises : les mécanismes d'influence*, Moscou : MAKS Press, 2009, 320 p., p. 132-233.

nommée le 19 août 2016 au poste de ministre de l'Éducation et de la Science de la Russie :

« Notre pays est le seul dans le monde d'avoir connu deux crises socio-politiques : en 1917 et en 1991. Comme dans la période postrévolutionnaire jusqu'à 1934, puis dans la période de 1991 à 2002, nous n'avons plus parlé de patriotisme. Des notions du patriotisme, de l'amour pour la patrie, du héroïsme tout cela a été éliminé de la conscience publique<sup>482</sup> ».

Le sociologue Dziov Artour, qui analyse le système de l'enseignement supérieur comme un système qui reproduit la société, décrit la situation des années 1990 en ces termes :

« Dans les années 1990, après l'annulation de fait des instituts étatiques de l'éducation et de la sortie de l'État de l'enseignement, l'éducateur principal du pays se trouvait dans les médias de masse... La formation d'une personnalité, de l'esprit d'un jeune se passait dans les conditions d'une crise sociale sous l'impact des facteurs négatifs socio-économiques, politiques, juridiques et socio-culturels. La Russie contemporaine traverse une transformation extraordinaire des institutions de base en vue du changement donné dans la mentalité du peuple, sa psychologie, son esprit et sa structure socio-démographique. Le nouvel écart social dans la société russe se passe sur fond du conflit des générations. Le conflit des générations a touché les bases philosophiques du développement de la société, le regard sur l'économie et la vie matérielle de la société. La génération des pères s'est trouvée dans une situation où la transmission de l'expérience et de l'héritage spirituel à ses successeurs est absente<sup>483</sup> ».

## 1.2. L'instabilité politique

Aux problèmes économiques et sociaux du début des années 1990 s'ajoute la crise politique. Les revendications de souveraineté des régions ont été exprimées. Après la destruction de l'URSS, le risque d'une désintégration de la Russie, de la perte d'une identité nationale étatique se fait sentir. Avec les réformes économiques, le fossé entre le développement économique des différentes régions de la Russie s'est creusé. Dans certaines régions de la Russie, après l'éclatement de l'URSS, les mouvements séparatistes se sont renforcés. La république Tchétchène n'a pas reconnu la

---

<sup>482</sup> Cité de l'article: AKOPOV Pyotr, « *Ministerstvo obrazovania preobrazitsia v ministerstvo prosvechtchenia* » / « Le ministère de l'Éducation se transformerait en ministère de l'Instruction », *Vzglyad*, 19 août 2016, quotidien. Disponible sur : <http://vz.ru/politics/2016/8/19/827764.html>. Consulté le 9.09.2016.

<sup>483</sup> DZIOV Artour, *Vyschaia chkola kak socialny institut obschestvennogo vosproizvodstva / L'enseignement supérieur comme l'institution de reproduction sociale*, Moscou : Edition Akademia Estestvoznania, 2012, 239 p., Section II Chapitre 4 « *Itogi i ouroki reformirovania vyschei chkoly v kontekste postsovetskikh obchtchestvennykh preobrazovanii* » / « Les résultats et les leçons des réformes de l'enseignement supérieur dans le contexte des changements sociaux post-sovétiques ». La monographie est disponible sur le site officiel de l'éditeur : <https://www.monographies.ru/ru/book/view?id=160>. Consulté le 22.10.2017.

souveraineté de la Russie sur le territoire de sa région, le Tatarstan a refusé de payer les impôts du budget fédéral et a déclaré vouloir établir sa propre monnaie. La politique indépendante de la Tchétchénie qui a continué à recevoir des subventions d'État et du pétrole de 1991 à 1994 a abouti à un conflit militaire<sup>484</sup>.

La première guerre de Tchétchénie se déroula de 1994 à 1996. Elle s'est terminée par l'accord de paix de Khassaviourt. Cet accord a ouvert la voie au retrait des forces fédérales russes de la Tchétchénie en 1996 sans réussir la détermination du statut de la Tchétchénie avant le 31 décembre 2001. Cela a signifié l'indépendance *de facto* de la république de Tchétchénie pour cette période sans la reconnaissance *de jure* par la Russie et par d'autres pays. Malgré le cessez-le-feu obtenu lors de cet accord, selon Lagodski Sergueï, « Beaucoup de gens ont considéré l'accord comme un procédé traître contre la Russie<sup>485</sup> ».

Au cours des années 1990, la crise politique touchait également l'intérieur du système politique. La concurrence entre la nouvelle élite, venue au pouvoir au début des années 1990 et dont le dirigeant était Boris Eltsine et l'ancienne élite soviétique bien présente au sein du pouvoir a contribué au processus d'éclatement de l'URSS, mais a également bouleversé le système politique du pays par l'exposition des conflits entre les dirigeants et autorités publiques au cours desquels le système a fonctionné selon des décisions politiques prises rapidement dans des conditions difficiles et accompagnées de mesures de coercition face à cette instabilité politique.

Entre décembre 1992 et décembre 1993, le pouvoir a connu des tensions entre le président de la Russie, le Congrès des députés du peuple de Russie<sup>486</sup> et le Soviet suprême<sup>487</sup>, avec pour conséquence la crise constitutionnelle du pays et l'intervention militaire pour les résoudre. Une série d'événements qui se sont enchaînés, à savoir le

---

<sup>484</sup> La Russie a introduit des forces militaires en Tchétchénie suite à l'émission des décrets suivants du Président Eltsine :  
Décret « Sur les mesures pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel et juridique sur le territoire de la république Tchétchénie » du 30 novembre 1994.  
Décret « Sur les mesures pour l'élimination et la répression des groupes armés illégaux sur le territoire de la république Tchétchénie et dans la zone du conflit ossète-ingouche » du 11 décembre 1994.

<sup>485</sup> LAGODSKI Sergueï, *Zagogulina v portfele presidenta / Un crochet dans le portefeuille du président*, Moscou : Directmedia, 2014, 481 p., p. 469.

<sup>486</sup> Le principal organe de gouvernement en Russie de 1990 à 1993.

<sup>487</sup> L'organe du Congrès des députés du peuple représentait le pouvoir législatif, réglementaire et l'organe du contrôle (l'organe du Parlement permanent) du 25 décembre 1991 jusqu'au mois d'octobre 1993.

changement conflictuel du chef du gouvernement (proposé par le président), le vote sur la destitution du président par le Soviet suprême, le référendum sur la confiance accordée au président initié par le Congrès des députés, le blocage du bâtiment du Soviet suprême par les forces de police et la coupure d'eau et d'électricité ordonnés par le président, s'est terminée par un conflit armé entre Eltsine, soutenu par les forces de police et le Soviet suprême, ainsi que par la déclaration de l'état d'urgence le 3 octobre 1993.

Après l'assaut du Parlement par les chars le 4 octobre 1993, le Soviet suprême a capitulé en seulement quelques heures. Le Congrès et le Parlement ont été dissous. Le 12 décembre 1993, en vertu des décrets du président Eltsine, les élections des deux chambres du nouveau Parlement - le Conseil de la Fédération et la Douma d'État - ont eu lieu ainsi que le référendum sur le projet de la nouvelle Constitution. La nouvelle Constitution a donné des pouvoirs considérables au président de la Fédération de Russie, et les pouvoirs du Parlement ont été réduits. Après sa publication dans la *Rossiiskaia Gazeta* le 25 décembre 1993, la Constitution est entrée en vigueur. Le 11 janvier 1994, le nouveau Parlement a commencé son travail.

Oleg Smolin, l'un des experts de l'enseignement russe travaillant dans la Douma au sein du Comité sur l'enseignement, a défini l'étape de la politique globale sous Eltsine comme révolutionnaire. Or, il ajouta que les objectifs politiques déclarés par Eltsine n'ont pas été atteints : « Au lieu d'installer un régime politique démocratique lors de la première période de la présidence [d'Eltsine], le pays a pris le chemin vers l'anarchie accompagnée par l'autoritarisme et puis vers la démocratie autoritaire (autoritaire sur le fond, et démocratique sur la forme dans les mécanismes d'organisation)<sup>488</sup> ». Soutenu par la population au départ de sa prise du pouvoir, Boris Eltsine a perdu de sa popularité dans la seconde partie des années 1990. Il est entré dans l'histoire de la Russie comme le premier président élu par le peuple du pays et comme un réformateur radical du système politique, social et économique. Néanmoins, ses échecs politiques et ses actions ont été souvent critiqués par les politologues et les politiciens russes. En ce qui concerne l'opinion publique, selon les

---

<sup>488</sup> SMOLIN Oleg, *Obrazovanie. Politika. Zakon / L'éducation. La politique. La loi*, Moscou : Koul'tournaia revolioutsia, 2010, 967 p. La monographie est disponible sur le site officiel de l'auteur : [http://www.smolin.ru/read/education\\_politics/pdf/](http://www.smolin.ru/read/education_politics/pdf/). Consulté le 22.10.2017.

données de la *Fondation de l'opinion publique*, 41 % de la population interrogée dans les différentes régions de la Russie ont évalué le rôle historique d'Eltsine en 2007 comme négatif, et 40 % comme positif. La même enquête conduite par cette fondation en 2000 aussitôt après la démission d'Eltsine a montré 67 % d'avis négatifs et 18 % d'avis positifs<sup>489</sup>. Selon les données du centre d'études de l'opinion publique Levada (*Levada tsentr*), 67 % de la population interviewée a évalué les résultats de sa politique comme négatifs en 2000, et 70 % en 2006, contre 15 % d'avis positifs en 2000 et 13 % en 2006<sup>490</sup>.

Au début de sa carrière politique, Eltsine a eu la réputation d'être un réformateur jeune et dynamique qui a manifesté contre la corruption de la nomenklatura soviétique. Puis, Eltsine a été vu comme le défenseur de la souveraineté de la Russie face à l'Union soviétique en crise. Le peuple russe a ainsi choisi en 1991 ce nouveau dirigeant capable d'assurer un changement et résoudre des problèmes que la *perestroïka* n'a pas résolu. Comme l'a écrit Hélène Carrère d'Encausse - « C'était en effet la première élection au suffrage universel d'un dirigeant de premier plan ». Élu dès le premier tour avec 57,3 % des voix, Eltsine a pris son poste de premier président de la Russie avec une légitimité incontestable<sup>491</sup>.

Les débuts du président dans le domaine de l'enseignement supérieur étaient prometteurs : il s'est appuyé sur l'équipe ministérielle pour insuffler un nouvel élan vers la démocratisation et la désidéologisation de l'enseignement. Le tout premier décret que le président a signé était dédié à l'Éducation nationale - le décret n° 1 du 11 juillet 1991 « Sur les mesures prioritaires pour le développement de l'éducation en RSFSR ». Ce document a été préparé par le ministère de l'Éducation de la RSFSR sous la direction du ministre Dneprov Edouard avec pour objectif de proposer une série d'actions en soutien au système d'enseignement. Le décret a eu un écho positif dans la communauté universitaire. Puis, en mai 1992, ce fut un arrêté du gouvernement de la Russie « Sur les mesures d'urgence pour la protection économique et sociale du système d'enseignement ». L'historien Idiatoullin Artour

---

<sup>489</sup> Enquête de la population « Rôle de Boris Eltsine dans l'histoire de la Russie » conduite le 28-29 avril 2007. Publiée sur : [http://bd.fom.ru/report/cat/eltzin\\_/d071822](http://bd.fom.ru/report/cat/eltzin_/d071822). Consulté le 16 avril 2016.

<sup>490</sup> Enquête « Rôle de Boris Eltsine selon les évaluations des citoyens russes. Cité du site *Kasparov.Ru* : <http://www2.kasparov.ru/note.php?id=462DB6CB930BC>. Consulté le 16 avril 2016.

<sup>491</sup> CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *Six années qui ont changé le monde. 1985-1991, la chute de l'Empire soviétique*, Fayard, 2015, p. 223-224.

affirme que Boris Eltsine a proposé des lois populistes pour se distinguer des dirigeants soviétiques<sup>492</sup>. Une série de décrets proposés par le président a été suivie par la promulgation de la loi « Sur l'Éducation » offrant un nouveau fondement législatif au système d'enseignement. Cette loi a confirmé le modèle existant, mais elle a changé, comme le note Ivanova Svetlana, la perspective de la conception de l'enseignement : l'enseignement fourni aux individus n'était plus pour les besoins de l'État, mais pour les personnes elles-mêmes<sup>493</sup>.

La concurrence croissante entre le président et le Soviet suprême pour gagner une influence politique et une popularité, selon Idiatoullin, a incité ce dernier à proposer dans un délai court la loi « Sur l'Éducation ». À *Outchitelskaia Gazeta*, la proposition de la loi est commentée ainsi : « ...Le projet de la loi sur l'éducation épaté par sa générosité extraordinaire et son souci pour la génération suivante... Désormais, si le Soviet suprême n'hésitera pas voter cette loi, l'État assurera l'ordre prioritaire de ses missions pour l'éducation<sup>494</sup> ». Dans un contexte de lutte pour le pouvoir politique, les députés-membres au sein du Soviet suprême représentants de différents partis (*Svobodnaia Rossia*, *Levy tseñtr sotroudnichestvo*, *Soglasie radi progressa*, *Smena (Novaia politika)*, *Kommounisty Rossii*, *Rodina*, *Rabotchi soyouz reforma bez choka*) - ont tous voté en faveur de l'adoption de la loi. La loi entra en vigueur le 10 juillet 1992.

Or, aussitôt, en 1992, l'euphorie à propos de la démocratisation des relations sociales a laissé place au mécontentement de l'opinion publique en raison de l'absence des actions réelles de l'État pour réaliser les obligations prononcées pour le secteur de l'enseignement. Malgré les nouvelles initiatives et l'inclusion dans le programme du parti au pouvoir (*Vybor Rossii*<sup>495</sup>) de tels dispositifs comme « le soutien d'État », « la protection par la loi », « la priorité au développement de la recherche et d'enseignement », - la position politique réelle différait des déclarations. Au cours des années 1990, l'État diminuait sa responsabilité à l'égard du système

---

<sup>492</sup> IDIATOULLIN Artour, « *Rol' politicheskikh partiï v processe reformirovania vyshego obrazovania v Rossii v 90-e gody* » / « Le rôle des partis politiques dans les réformes de l'enseignement supérieur durant les années 1990 en Russie », *Vestnik Cheliabinskogo gosudarstvennogo universiteta / Le moniteur de l'Université d'État de Tcheliabinsk*, 2011, n° 14 (229), p.49-52.

<sup>493</sup> IVANOVA Svetlana (éd.), *Priniatie resheniy v sisteme obrazovania/La prise de décisions pour le système de l'éducation*, Moscou : Edition IET, 2014, 548 p., p. 185.

<sup>494</sup> *Outchitelskaia Gazeta*, le 5 novembre 1991.

<sup>495</sup> Ce parti politique a été fondé en 1993, deux mois avant les élections parlementaires.

d'enseignement. Cette incohérence révèle non seulement la faiblesse du fondement conceptuel des lignes réformatrices pour l'enseignement supérieur, mais également la faiblesse des mécanismes du contrôle public sur la réalisation de la politique déclarée.

Puis, mis à part des changements structurels des organes d'État dirigeants l'enseignement supérieur, le président ne s'est plus engagé pour le développement de l'enseignement supérieur. L'attention du Président Eltsine a été donnée aux questions de souveraineté du pays, de résolution des conflits territoriaux, des réformes économiques et des affaires étrangères pour assurer la continuité juridique de la participation de la Russie à la place de l'URSS dans les organisations internationales et avoir le soutien de sa politique nationale par des puissances étrangères. En vue de la dégradation de la situation économique dans le pays durant les années qui suivirent, de nombreuses mesures ordonnées n'ont pas été exécutées, par exemple, le dispositif qui prévoyait l'envoi de 10 000 étudiants, doctorants, enseignants et chercheurs à l'étranger pour les formations et les stages grâce aux subventions de l'État<sup>496</sup>. Les tentatives du gouvernement d'Eltsine d'abolir la gratuité de l'enseignement et de la médecine, ainsi que les garanties sociales, ont eu pour conséquence la forte résistance de l'opposition de gauche, des syndicats et de la population, comme Smolin conclut dans sa monographie dédiée à la politique de l'enseignement<sup>497</sup>.

### **1.3. La perte de confiance du peuple dans la nouvelle élite politique**

La politique de l'enseignement supérieur n'était pas donc prioritaire pour le président ; il avait d'autres urgences politiques et économiques à traiter, face auxquelles il a également connu des difficultés et des échecs. La prise de conscience du peuple à l'égard de certaines décisions politiques du président Eltsine a évolué avec le temps, et une décennie après son départ du pouvoir, nous pouvons souligner trois points qui reviennent dans la recherche dédiée à la présidence de Eltsine qui expliquent la chute de sa popularité : sa contribution à l'effondrement définitif de l'URSS, la guerre de Tchétchénie et la privatisation mal conduite qui a mené à une

---

<sup>496</sup> Voir le décret du président de la RSFSR « Sur les mesures prioritaires sur le développement de l'éducation en RSFSR » du 11 juillet 1991.

<sup>497</sup> SMOLIN Oleg, *op.cit.*

répartition inéquitable de la propriété nationale de la Russie avec des conséquences sociales graves.

La première raison de la perte de confiance du peuple en Eltsine était sa responsabilité dans la rupture définitive avec l'Union soviétique. En décembre 1991, sans la présence du Président de l'URSS Gorbatchev, Eltsine a conduit des négociations avec le Président de l'Ukraine Léonide Koutchma et le Secrétaire général du Soviet suprême de la Biélorussie Stanislav Chuchkevich sur la création de la Communauté des États Indépendants (CEI). Le 8 décembre 1991, ces dirigeants ont signé les accords de Belovej sur la création de la CEI et la dissociation de l'URSS : « L'URSS, en tant que sujet du droit international et en tant que réalité géopolitique, met fin à son existence<sup>498</sup> ».

Les accords ont été signés en dépit du référendum sur la sauvegarde de l'URSS qui avait eu lieu le 17 mars 1991. Malgré la crise évidente de l'URSS et la volonté croissante des pays membres de jouir de plus d'indépendance dans leurs politiques, la question de l'éclatement de l'Union soviétique n'a pas connu la résolution juridique prévue, et au final Eltsine portait la responsabilité personnelle aux yeux des protestataires, mais également aux yeux de ceux qui ont été déçus des résultats de la politique générale de Boris Eltsine. L'opinion du peuple russe a donc évolué vers une position très critique<sup>499</sup>.

Les analystes et ceux qui ont travaillé avec Eltsine au gouvernement dans les années 1990 soulignent que l'Union soviétique *de facto* n'existait plus en décembre 1991 : depuis mars 1991, les Républiques se sont prononcées indépendantes, et l'idée du Traité de l'Union (*Soyuzny dogovor*), que Gorbatchev a essayé de réaliser, n'était pas la solution adéquate pour conserver l'union politique des pays. Il a fallu faire quelque chose pour confirmer légalement la réalité politique. Eltsine avait la volonté

---

<sup>498</sup> *Soglashenie o sozdanii Sodroujestva Neavisimykh gosoudarstv* / Accord sur la création de la Communauté des états indépendants du 8 décembre 1991. Photocopie est publiée sur <http://rusarchives.ru/projects/statehood/10-12-soglashenie-sng.shtml>. Consulté le 17 avril 2016.

<sup>499</sup> « *Ob itogakh referendouma SSSR, sostoiavchegosia 17 marta 1991 goda (Iz soobchtchenia Tsentral'noi komissii referendouma SSSR)* » / « Sur les résultats du référendum de l'URSS qui a eu lieu le 17 mars 1991 : l'information de la Commission centrale du référendum de l'URSS », *Izvestia*, 27 mars 1991, quotidien.

de le faire, certes, en mode spontané et désavantageux, mais sans implication de la force militaire pour la résolution du problème de la transformation<sup>500</sup>.

Le plus grand mérite du président Eltsine est, selon Evgueni Tkatchenko le ministre de l'Éducation de 1994 à 1996, l'atténuation de la guerre civile à l'intérieur de l'Union soviétique et à l'intérieur du pays :

« L'année 1991 – c'était la vraie révolution, comme dans l'année 1917. Parce qu'il y avait le changement du régime politique et du régime économique : à la place du socialisme et du communisme – le capitalisme. En 1917 il y avait une guerre sanglante... Le plus grand mérite d'Eltsine était la prévention de la guerre civile. Tous les autres défauts ne sont rien par rapport à ça. Pourtant cela a déjà commencé : en Ouzbékistan, en Kirghizie, en Azerbaïdjan, en Arménie, à Nagorny Karabakh. En Géorgie, en Moldavie, à Transnistrie, aux pays des Baltes – les confrontations interrégionales avaient déjà commencé. Et la guerre civile aurait pu avoir lieu...

Regardez : 50 % des mariages se terminent par un divorce, et la moitié des couples en procédure de divorce saisit la justice pour partager la propriété commune. Deux personnes n'arrivent pas à copartager leurs biens ! Alors que là, nous avons un pays multinational et multiconfessionnel, incroyablement grand – de Tchoukotka jusqu'à Kaliningrad- le pays diffère absolument d'un bout à l'autre, qui repartageait tout. Et cela s'est passé sans la guerre<sup>501</sup> ».

Cependant, la guerre était en cours. Ce n'était pas la guerre civile ou la guerre des ex-républiques soviétiques. C'était la guerre à l'intérieur de la Russie : la guerre d'indépendance menée par les forces séparatistes en Tchétchénie qui menaçait l'intégrité de la Russie. Pendant cette guerre, le pouvoir s'est montré incompetent et inefficace. La politique d'Eltsine dans la guerre de Tchétchénie, et notamment son désengagement personnel dans la résolution de la crise au moment de la prise d'otages par 200 séparatistes Tchétchènes de 1 500 personnes dans un hôpital de la ville de Boudionnovsk (Russie, le kraï de Stavropol) en 1995, a précipité la chute de sa popularité. De plus, en 1996, un groupe de 93 députés de la Douma se sont tournés vers la Cour constitutionnelle de la Russie et ont sollicité la vérification de la constitutionnalité de l'accord signé à Khassaviourt, notamment de sa conformité avec

---

<sup>500</sup> PRIMAKOV Evgeni, *Minnoe pole politiki / Un champs miné de la politique*, 4<sup>e</sup> édition, M : Molodaia gvardia, 2007, 362 p.

KHAZBOULATOV Rouslan, « *Tak razbivali sovetsyi soiuz* » / « Ainsi on cassait l'Union soviétique », Entretien pour *Rousskoe voskresenie* du 17.08.2001. Disponible sur : <http://www.voskres.ru/interview/hasbulat.htm>. Consulté le 29/04/2016.

<sup>501</sup> Entretien avec le ministre de l'Éducation de la Fédération de Russie (1992 - 1996) Evgueni Tkatchenko effectué à Moscou le 25 décembre 2015.

l'article 4 de la Constitution de la Fédération de Russie sur l'unité et l'intégrité territoriale du pays<sup>502</sup>.

La perte de confiance du peuple dans le gouvernement et une forte baisse de la popularité du président Eltsine seront les plus lourds fardeaux lors de sa campagne présidentielle de 1996. Après une certaine hésitation à participer aux élections présidentielles en 1996, Eltsine a décidé d'aller jusqu'au bout et il a déployé des moyens considérables pour regagner le siège de président de la Russie. Il s'est déplacé lui-même dans les villes russes et a parlé directement à la population pour la convaincre de sa détermination à accomplir sa mission de construction de la démocratie et de la nécessité de poursuivre les réformes. Des ressources financières significatives ont été utilisées pour sa campagne électorale avec l'implication de la nouvelle élite économique dans son financement. La privatisation des grandes entreprises nationales dans la deuxième moitié des années 1990 était, selon Andreï Bounitch, « un paiement [de la part de Boris Eltsine] pour sa victoire dans les élections présidentielles de 1996<sup>503</sup> ».

Si l'on revient aux résultats des enquêtes de la *Fondation de l'opinion publique* et du *Levada tsentr* mentionnés *supra* sur le bilan de la présidence d'Eltsine, nous pourrions voir dans les commentaires de la population interrogée la perception de l'ancien président. Il est décrit comme « un saccageur de la Russie » en référence à ses réformes économiques, notamment la privatisation mal-organisée et mal-conduite qui a mené à l'aggravation de la ségrégation sociale et au pillage du pays par des hommes d'affaires se constituant en oligarchie.

L'apparition des « oligarques russes » est fortement liée dans la perception de la population, à la réforme de privatisation en Russie conduite dans les années 1990. L'objectif principal de la privatisation était l'amélioration de l'efficacité de l'économie par la création de la propriété privée des biens de production. Sans rentrer

---

<sup>502</sup> La Cour constitutionnelle a refusé d'examiner l'affaire en vue de sa compétence judiciaire exceptionnelle pour les questions du droit et non pas pour des décisions politiques.

Voir à ce propos :

*Opređenje Konstitoutsionnogo Souda RF on 26.12.1996 n° 103-o* / La décision de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie du 26 décembre 1996 n° 103-o. Disponible sur le site : [http://lawrussia.ru/texts/legal\\_338/doc338a570x252.htm](http://lawrussia.ru/texts/legal_338/doc338a570x252.htm). Consulté le 23.10.2017.

<sup>503</sup> BOUNITCH Andreï, « *Posledni oplot oligarkhii* » / « Le dernier rempart de l'oligarchie », *Argumenty i fakty*, n° 5 du 2.02.2005, hebdomadaire.

dans les détails sur le modèle économique choisi et le cadre légal pour la réforme de privatisation en Russie, il est néanmoins nécessaire de résumer les éléments de base de cette réforme pour expliquer le contexte socio-économique du développement du pays et l'impact de cette réforme sur la communauté universitaire. En somme, nous pourrions souligner trois éléments principaux qui caractérisaient la privatisation en Russie dans les années 1990<sup>504</sup>.

Premièrement, il a été établi qu'une grande partie des personnes participant à l'organisation de la privatisation étaient personnellement intéressées par l'acquisition des biens de l'État (les usines, les fabriques) et du pouvoir monopole et oligopole des entreprises-dirigeantes dans la gestion des ressources naturelles fondamentales pour l'économie russe. Ces personnes étaient, tout d'abord, les proches des personnes du premier échelon de la gouvernance d'État et de leurs familles, ainsi que les consultants officiels des réformateurs qui proposaient des modèles de privatisation leur permettant d'en tirer un bénéfice financier. Puis, on trouvait les dirigeants des banques-participantes aux enchères pour la vente des usines d'État : les dirigeants de banques ont profité de leur participation à l'organisation des enchères en tant que créiteurs de l'État pour devenir les acheteurs principaux des usines dans des conditions favorables sans concours ouvert ni de procédure déclarée. Les directeurs des usines soviétiques ont également eu l'occasion d'en devenir propriétaires grâce à l'achat de bons de privatisation appartenant aux ouvriers au prix minimal, pour un échange ensuite d'un lot d'actions contre les bons auprès de l'État. Seulement, les personnes proches du pouvoir et des centres de prise de décision avaient l'information nécessaire afin de participer à l'achat et de s'enrichir rapidement. La population est finalement devenue victime d'une injustice sociale et des actions des dirigeants politiques.

---

<sup>504</sup> MAU Vladimir «Russian Economic Reforms as Perceived by Western Critics », Bank of Finland, Institute for Economies in Transition (BOFIT), 1999, n° 12. Disponible sur le site officiel de l'Institut de Gaïdar (centre de recherches en économie) : <https://iep.ru/ru/publikacii/publication/1646.html>. Consulté le 22.10.2017.

Voir à propos du cadre juridique :

MEDOVA Elena, TISCHENKO Larissa, « Lawless Privatization? », *Issue 29 of Working paper (Cambridge Endowment for Research in Finance)*, Centre for Financial Research, Judge Business School, University of Cambridge, 2006, 37 p. Disponible sur : <http://www.cfap.jbs.cam.ac.uk/publications/downloads/wp29.pdf>. Consulté le 10.03.2016.

Deuxièmement, la privatisation en Russie se passait dans un délai très court parce qu'elle avait également un objectif politique. Les personnes initiatrices et conductrices de ces réformes, notamment l'adjoint du Chef du gouvernement chargé des questions économique (1992-1994), Anatolie Tchoubaïš<sup>505</sup>, ont confirmé à plusieurs reprises que l'objectif des réformes était l'éradication du communisme et l'installation rapide du capitalisme pour que l'ancien régime n'ait pas la possibilité de revenir<sup>506</sup>.

Tchoubaïš a souligné que le prix économique de cette opération n'était pas élevé. Or, les analystes ont conclu que le coût économique et social pour le pays et son peuple était désastreux, ce qui remet en cause le professionnalisme des réformateurs, leur volonté de défendre les intérêts de la population et d'amortir le choc des réformes pour le peuple. Vladimir Mau, économiste russe et recteur de l'Académie russe d'économie nationale et d'administration publique auprès du président de la Fédération de Russie (RANEPa), qui a conduit une analyse de la réforme, a affirmé que la privatisation en Russie se déroulait dans des conditions extrêmement difficiles du point de vue économique, financier et politique. La confrontation du Soviet suprême avec le président et le Cabinet durant les années 1992-1994 a compliqué la création d'une base juridique pour la conduite des réformes institutionnelles. Le Cabinet a subi la pression du lobbying de la part du Soviet suprême, selon Mau. Au moment de la privatisation, l'État n'était pas capable de contrôler sa propriété, provoquant la privatisation spontanée – la prise de contrôle des entreprises par ces directeurs<sup>507</sup>.

Troisièmement, dans un contexte où les instituts d'État s'affaiblissaient face à des réformes mal organisées, « la privatisation » de leurs pouvoirs par le monde des affaires et par des groupements criminels devint possible et s'opéra, comme l'a noté

---

<sup>505</sup> Anatoli Tchoubaïš est un homme politique russe qui se trouve dans le premier échelon du pouvoir depuis 1991 et jusqu'en 2017. Il a occupé des postes importants au sein du gouvernement, notamment celui de Premier vice-président du gouvernement de la Russie, ministre des Finances (deux fois), Chef d'administration du président de la Russie, membre du Conseil de sécurité de la Russie, directeur de l'agence *Goskomimouchtchestvo*, d'élu de Douma et président du conseil d'administration de la Société Unified Energy System (*RAO ES Rossii*).

<sup>506</sup> Voir à ce propos:

FROIANOV Igor, *Pogroujenie v bezdnou / L'enfoncement dans l'abîme*, Moscou: EKSMO, 607 p., p. 596.

OSTROVSKY Arkady, « Father to the Oligarchs », *The Financial Times*, 13 novembre 2004.

<sup>507</sup> MAU Vladimir, *op.cit.*

Kalabekov<sup>508</sup>. Des forces de sécurité (forces spéciales du ministère de l'Intérieur russe ; abréviation en russe *OMON*) et le parquet (*prokouratura*) étaient impliqués en tant que moyen de pression par des groupements concurrentiels. Le processus de privatisation est devenu ainsi la bataille des groupements pour la redistribution des ressources de l'État dans des conditions de gestion politique inefficace et d'un cadre juridique non-élaboré permettant le déroulement de faits frauduleux. Comme l'a avoué dans un entretien à *Financial Times* l'un des oligarques Kakha Bendoukidze : « Pour nous, la privatisation était une manne céleste. Elle a signifié que nous pouvions avancer et acheter auprès de l'État dans des conditions favorables tout ce que nous voulions...et nous avons acheté un bon morceau des forces industrielles de la Russie... Le meilleur investissement en Russie actuellement est un achat d'usines au prix bradés<sup>509</sup> ». Leonov Nikolaï cite Vladimir Kozlov, le premier adjoint du Ministre de l'Intérieur en Russie, disant en 2000 dans son entretien à *Moskovskie novosti*, que 40 % de l'économie russe était « criminalisée » au milieu des années 1990, c'est-à-dire contrôlée par des structures criminelles. « Les structures criminelles déchirent littéralement la propriété d'État<sup>510</sup> ». La privatisation des grandes entreprises industrielles a également abouti à la désorganisation de la gouvernance économique.

Finalement, dans un pays qui a reconnu l'échec de l'économie planifiée et a essayé de faire un pas vers l'économie du marché, la privatisation, censée renouveler le système et donner plus de droits économiques aux citoyens, a abouti à une faillite financière et sociale de la population ; ce qui a provoqué un changement brusque des élites avec l'arrivée d'une nouvelle élite politique incompétente et une vieille élite encore luttant pour garder le pouvoir. Le pouvoir oligarchique se formait. Il dictait la politique dans le pays et détruisait l'économie nationale. La montée de la criminalité, la délinquance et la corruption s'introduisaient dans les forces de sécurité et d'autres institutions du pouvoir public. Mark Levin et Georgi Saratov ont souligné que la corruption était la conséquence grave de la transition mal gérée et de la faiblesse de

---

<sup>508</sup> KALABEKOV I., *Rossiïskie reformy v tsifrakh i faktakh / Les reformes russes : chiffres et faits*, 2<sup>e</sup> édition, 2010. Disponible sur le site personnelle de l'auteur de l'ouvrage : <http://refru.ru/> Consulté le 24.10.2017.

<sup>509</sup> Cité de MEDVEDEV Jaurès, *Post-Sovient Russia: A Journey Through the Eltsine Era*, Columbia University Press, 2012, 394 p., p. 93.

<sup>510</sup> KOZLOV Vladimir, Entretien à *Moskovskie novosti*, n° 44, 7-14 novembre 2000.

l'État au moment des changements économiques<sup>511</sup>. Le mécontentement de la population augmentait, le fossé entre les revenus et le clivage social et économique s'aggravait brusquement, ainsi que la tension sociale - la majorité de la population tombait dans la misère. Selon les données officielles, le produit intérieur brut (PIB) de la Russie a diminué après les réformes politiques et économiques : en 1992, il était de  $\frac{3}{4}$  de celui de 1990 et en 1997 –  $\frac{1}{2}$  du PIB 1990<sup>512</sup>.

La mutation des structures étatiques a commencé. Les oligarques qui ont obtenu le contrôle des secteurs clés de l'économie ont commencé à dicter leur volonté au Kremlin. Certains d'entre eux sont rentrés dans l'élite politique : après les élections, les places importantes du gouvernement ont été données aux personnes qui ont dirigé et financé la campagne présidentielle d'Eltsine : Anatoli Tchoubaïs (chef de l'administration du Président), Vladimir Potanin (premier adjoint du chef du gouvernement), Boris Berezovski (adjoint du secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie). Ces nouveaux hommes politiques ont eu une influence considérable sur Eltsine, ce qui a permis d'affirmer qu'ils sont devenus les dirigeants du pays : en novembre 1996, le journaliste russe Andrey Fadin dans un article publié dans *Obchtchaia Gazeta* a créé le terme « *Semibankirchtchina* » (littéralement « pouvoir des sept banquiers ») pour désigner la fusion entre le pouvoir et un cercle de sept oligarques puissants en faisant référence aux sept personnes-dirigeantes des banques qui avaient le contrôle sur l'économie russe<sup>513</sup>.

Après les élections en 1996, Eltsine s'est absenté en raison de sa santé fragilisée après une crise cardiaque subie lors les élections. Officiellement, pendant son absence, le pouvoir était dans les mains du chef du gouvernement, Victor Tchernomyrdin. Après son retour, Eltsine a changé trois fois de Chef du

---

<sup>511</sup> LEVIN Mark, SATAROV Georgy, « Corruption and Institutions in Russia », *European Journal of Political Economy*, 2000, vol. 16., n° 1. Disponible sur : <https://www.hse.ru/pubs/share/direct/document/74724641>. Consulté le 31.10.2017.

<sup>512</sup> POLETAEV Andreï, *Valovoi vnoutrennii produkt Rossiiskoi Federatsii v sopostavlenii s Soedinennymi Chtatami Ameriki, 1960-2004 / Le produit intérieur brut de la Fédération de Russie en comparaison avec les Etats-Unis, 1960-2004*, Moscou : GU VCHE/ L'EHESI, 48 p.

Voir également les données du Service fédéral de la statistique d'Etat de la Russie sur le site officiel de l'agence publique : [http://www.gks.ru/free\\_doc/new\\_site/vvp/tab47.htm](http://www.gks.ru/free_doc/new_site/vvp/tab47.htm). Consulté le 24.10.2017.

<sup>513</sup> BOUNITCH Andreï, *op.cit.*

La liste des membres de « *Semibankirchtchina* » provient d'un entretien accordé à *Financial Times* par Boris Berezovsky, lors duquel ce dernier affirmait que ces sept membres détenaient plus de la moitié de l'économie russe et influençait les plus importantes décisions politiques du pays jusqu'en 1999.

gouvernement au cours de l'année 1998, puis encore trois fois en 1999. Les députés de la Douma en 1998-1999 ont mené deux tentatives infructueuses pour faire démissionner Eltsine - une demande écrite et un appel à une procédure de destitution. À la fin de l'année 1999, Eltsine a décidé de démissionner et laisser Poutine, le chef actuel du gouvernement, faire fonction de Président jusqu'aux élections.

#### **1.4. Le changement du régime : nouveaux rôles et poids politiques au sein du pouvoir ?**

A l'époque de l'URSS, le Parti communiste a joué un rôle important dans la définition et la réalisation de la politique universitaire qui avait, entre autres, la mission de l'éducation de « l'homme soviétique ». Le ministère de tutelle a joué un rôle moins important que le Parti. La faiblesse de la tutelle ministérielle était accentuée par l'existence de nombreux établissements d'enseignement supérieur rattachés directement aux ministères sectoriels (Agriculture, Affaires étrangères, Industrie) ayant une politique assez autonome de recrutement et de formation, soumise à la planification des activités de leur branche. Le point commun à tous les EES était l'affectation obligatoire (*raspredilienie*) de chaque diplômé à un poste choisi par les autorités de tutelle en fonction des besoins du plan sans qu'il lui soit demandé d'émettre le moindre avis sur la question<sup>514</sup>.

Après les décrets d'Eltsine relatifs à la suspension de l'activité du Parti communiste en Russie<sup>515</sup>, le Parti en tant que composante centrale du pouvoir public a expiré. Avec la destruction du monopole du Parti communiste, le pays est rentré dans une nouvelle phase de son développement politique que certains historiens ont appelé « la période de l'accumulation initiale du capital du multipartisme<sup>516</sup> ». Le

---

<sup>514</sup> CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *op.cit.*

<sup>515</sup> Voir :

*Oukaz o priostanovlenii deiatel'nosti Kommounistitcheskoï partii Rossii* / L'oukaz du président de la Fédération de Russie du 23 août 1991 sur la suspension de l'activité du Parti communiste de la RSFSR.

*Oukaz ob imouchchestve KPSS i Kommounistitcheskoï partiii RSFSR* / L'oukaz du président de la Fédération de Russie du 25 août 1991 sur les biens du Parti communiste de l'URSS et de la RSFSR.

*Oukaz o diatel'nosti KPSS i KP RSFSR* / L'oukaz du président de la Fédération de Russie du 8 novembre 1991 sur l'activité du PCUS et du Parti communiste de la RSFSR.

<sup>516</sup> RECHETNIKOV Oleg, « *Polititicheskie partii Rossii v 90<sup>e</sup> gody* » / « Les partis politiques russes des années 1990 », *Mejdounarodny journal prikladnykh i fundamental'nykh issledovaniï* / Revue internationale des recherches fondamentales et appliquées, 2012, n° 9, p. 58-59.

Voir également :

développement du multipartisme était un résultat légitime du processus de la démocratisation de la société russe. La démocratie, elle-même, a évolué en Russie avec l'installation des partis.

Le Parti communiste de la Fédération de Russie (abréviation en russe *KPRF*), créé en 1993, s'est déclaré l'héritier du PCUS. En termes de valeurs sauvegardées, il en a perdu autant en pouvoir : le KPRF s'est présenté comme parti d'opposition. Depuis l'adoption de la Constitution de la Russie en 1993, l'établissement du système de multipartisme et la fixation du pouvoir législatif au sein de la Douma, le KPRF a participé entre 1993 et 2017 aux élections face à d'autres partis. Pour ses premières élections à la Douma (session de travail : 1993-1995), le KPRF était parmi les partis qui ont obtenu plus de 10 % des votes. Les partis-leaders de ces élections étaient : le Parti libéral démocratique de la Russie (abréviation en russe *LDPR*) – 22,92 %, Le Choix démocratique de la Russie (*Vybor Rossii* ; le parti pro-président) 15,51 % et le KPRF – 12,40 %<sup>517</sup>.

Le rôle de tous les partis politiques a largement diminué par rapport à ce qu'a été le pouvoir PCUS dans la période soviétique. Le pouvoir réel s'est retrouvé désormais dans les mains du président et du gouvernement. Comme un nombre de pays postcommunistes, la Russie a adopté un modèle semi-présidentiel, plutôt qu'un modèle parlementaire classique<sup>518</sup>. Selon François Frison-Roche, qui analyse l'expérience de la sortie du communisme des pays européens, le choix d'un modèle semi-présidentiel s'explique par la motivation des acteurs politiques (anciens et nouveaux) d'instaurer la démocratie tout en s'assurant des parts de pouvoir<sup>519</sup>. Les élus de la Douma exerçaient le pouvoir législatif consistant en travail en comités pour

---

SKOROPISOV Igor, *Politicheskie partii Rossii v formirovanii i realizatsii gosudarstvennoi sotsial'noi politiki, konets 80 – 90<sup>e</sup> gody / La participation des partis politiques en Russie à l'élaboration et la réalisation de la politique sociale, fin des années 1980 – années 1990*, thèse de doctorat (kandidat naouk) en histoire, Moscou, 243 p.

<sup>517</sup> Dossier « *Istoria vyborov v Gosudarstvennouiu Doumou v sovremennoi Rossii* » / « L'histoire des élections à la Douma d'Etat en Russie de nos jours », TASS, l'agence d'information, publié le 30 novembre 2011 sur le site officiel de l'agence : <http://tass.ru/spravocnaya-informaciya/508433>. Consulté le 24.10.2017.

<sup>518</sup> Voir à ce propos :

FRISON-ROCHE François, *Le modèle « semi-présidentiel » comme instrument de la transition dans l'Europe post-communiste : Bulgarie, Lituanie, Macédoine, Pologne, Roumanie et Slovenie*, Bruylant, 2005, 560 p.

<sup>519</sup> FRISON-ROCHE François, « Les chefs d'Etat dans les PECO. Pouvoirs constitutionnels et poids politique », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. n° 1043, no. 3, 2004, p. 52-66.

l'élaboration des lois. En ce qui concerne le rôle des autorités de type ministériel impliquées dans la réalisation de la politique d'enseignement, force est de constater il n'y avait pas d'indication que le poids du ministère augmentait dans les années 1990. Au contraire, de nombreux changements structurels ont allégé le poids politique du ministère de tutelle pour le secteur analysé, malgré le fait qu'il a été dirigé par des personnalités remarquables.

## **2. L'évolution de la politique universitaire : nouvelles instances, nouvelles législations, nouveaux problèmes**

### **2.1. Les structures de la gouvernance de l'enseignement dans les années 1990**

Les décisions politiques du gouvernement de Boris Eltsine critiquées par la population, étaient accompagnées par un chassé-croisé des cadres et par des changements de structures administratives à l'échelle fédérale et régionale. Les agences gouvernementales impliquées dans la gestion de l'enseignement supérieur ont vécu plusieurs modifications organisationnelles, fusions, absorptions et séparations.

Depuis 1990 et jusqu'au 11 novembre 1991, le Comité d'État de RSFSR pour la recherche et l'enseignement supérieur exerçait la tutelle sur l'enseignement supérieur. Entre 1991 et 1993, la gouvernance de l'enseignement supérieur a été assurée par le ministère de la Science, de l'Enseignement supérieur et de la Politique technique de la Fédération de Russie sous la direction de Boris Saltykov. Pendant la durée de ce ministère (du 25 décembre 1991 au 25 février 1993), plusieurs réorganisations ont eu lieu à son sein à savoir la restructuration interne des comités, l'établissement de nouvelles entités et la suppression des anciennes structures<sup>520</sup>. Au sein du ministère, l'on trouvait le Comité sur l'enseignement supérieur qui s'est transformé en une instance autonome en 1993 – le Comité d'État de la Fédération de Russie de

---

<sup>520</sup> *Postanovlenie Pravitel'stva RF « Voprosy ministerstva nauki, vyschei chkoloy i tekhnicheskoi politiki RF »* / L'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie relatif au ministère de la Science, de l'Enseignement supérieur et de la Politique technique de la Fédération de Russie n° 25 du 11 janvier 1992.

*Oukaz « O strouktoure tsentral'nykh oranov ispolnitel'noi vlasti »* / L'oukaz du président de la Fédération de Russie n° 1148 du 30 septembre 1992. Disponible sur le site officiel du gouvernement de la Russie : <http://kremlin.ru/acts/bank/2106>. Consulté 24.10.2017.

l'enseignement supérieur sous la direction de Vladimir Kinelev. Le Comité a encadré l'enseignement supérieur de 1993 à 1996, et en 1996 il a été fusionné avec le ministère de l'Éducation nationale en devenant ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle de la Fédération de Russie. Ce ministère a administré l'enseignement supérieur de 1996 à 1999, et pendant cette période trois ministres se sont succédés : Vladimir Kinelev (14 août 1996 – 25 février 1998), Alexandre Tikhonov (du 28 février 1998 à 30 septembre 1998) et Vladimir Filippov (de 30 septembre 1998 au 25 mai 1999). En 1999, le ministère a encore changé de nom pour devenir le ministère de l'Éducation nationale de la Fédération de Russie et il a continué à être dirigé par Vladimir Filippov jusqu'en mars 2004.

Ainsi donc, lors de la décennie 1990-1999, cinq ministres d'Éducation se sont succédés, et chacun a entrepris des modifications structurelles et annoncé de nouvelles réformes. Il est nécessaire d'évoquer dans ce contexte les orientations principales de chaque dirigeant pour mettre en évidence une certaine continuité mais surtout un changement dans la politique d'enseignement supérieur.

Le premier ministre de l'Éducation nationale de la nouvelle Russie (1990-1992) était Edouard Dneprov. Auparavant, il dirigeait une structure de recherche Chkola, et il proposa son concept de développement du système d'enseignement à tous les niveaux de l'éducation nationale, y compris la formation professionnelle et l'enseignement supérieur. Dneprov était, selon le directeur scientifique de l'Institut des problèmes de la politique d'enseignement Evrika Alexandre Adamski, un ministre qui représentait la politique de son temps<sup>521</sup>. Le journaliste de la revue *Outchitelskaia gazeta* Pyotr Polojevets, qui a travaillé avec plusieurs ministres de l'Éducation dans les années 1990, a défini Dneprov comme « un romantique-révolutionnaire, qui a voulu changer tout et tout de suite », et a également affirmé que Dneprov avait été remplacé parce qu'Eltsine était fatigué de son réformisme<sup>522</sup>.

Sous Dneprov, on a adopté la loi « Sur l'éducation » par laquelle le système éducatif russe a pris ses distances avec l'idéologie communiste. Le ministère a

---

<sup>521</sup> ADAMSKI Alexandre, « *Jiznenny tsikl epokhi peremen zakonchilsya* » / « Le cycle de vie de l'époque des changements s'est terminée », publication sur le blog personnel de l'expert le 20 Février 2012. Disponible sur : <http://eurekanext.livejournal.com/77559.html>. Consulté le 23/04/2016.

<sup>522</sup> POLOJEVETS Pyotr, « *Pervye sto strok* » / « Les cent premiers mots », *Outchitelskaia gazeta*, n° 37 du 3 septembre 2002 <http://www.ug.ru/old/02.37/t22.htm>. Consulté le 23/04/2016.

travaillé en confrontation prononcée avec le Comité de l'Enseignement du Soviet suprême. En raison de fortes critiques de ses actions par les élus, Dneprov a quitté son poste en 1992. Comme le président Eltsine, le successeur de Dneprov, le ministre Evgueni Tkatchenko venait de la région de Sverdlovsk où il était le recteur d'un EES. Sa politique était dans une certaine mesure opposée à celle de Dneprov : il a fait revenir l'enseignement supérieur professionnel au niveau fédéral, et il s'est exprimé contre la privatisation dans l'enseignement. Pendant sa période au ministère, les régions ont reçu des dotations importantes pour le développement de l'enseignement. Tkatchenko était également actif dans l'établissement de liens entre l'enseignement russe et des organisations internationales en insistant sur le fait que le système russe présentait des points communs avec les systèmes européens. Tkatchenko a œuvré en faveur du processus de rapprochement entre les universités par la reconnaissance mutuelle des diplômes. Le départ de Tkatchenko en 1996 était lié à la nécessité de changements plus intensifs dans le secteur.

Dans la deuxième moitié des années 1990, on constate une certaine « déliquescence » de la position des autorités publiques en ce qui concerne l'enseignement, note Ivanova. Les modifications structurelles fréquentes ainsi que les changements des ministres ont révélé une crise administrative au sein du ministère d'enseignement. Les gens qui ont occupé des postes dans les administrations avaient des idées progressistes et beaucoup de rigueur. Mais ils n'avaient pas d'expérience significative dans la gestion du service public, donc ils ont fait des erreurs. La qualité du système de la gouvernance a baissé, et la population a perdu confiance dans le service public<sup>523</sup>. Quand nous plaçons l'enseignement supérieur dans le contexte socio-économique expliqué supra, nous comprenons mieux que le service public qui gérait l'enseignement supérieur se trouvait comme tous les secteurs de la vie sociale et économique en Russie, en crise. C'était une crise de valeurs de la société russe par rapport à la perception des jeunes des relations sociales et professionnelles, ainsi que des objectifs personnels et professionnelles. Il s'agissait également d'une incertitude face aux changements économiques et sociaux, ainsi qu'à la révision en permanence des structures étatiques et des voies conceptuelles pour le devenir du pays et du secteur.

---

<sup>523</sup> IVANOVA Svetlana (éd.), *op.cit.*, p. 185.

En 1996, Vladimir Kinelev était responsable de l'enseignement supérieur au sein du Comité d'État sur l'enseignement supérieur depuis sa création en 1993, et puis il a été nommé ministre de l'Éducation et de l'Enseignement professionnel. Le nouveau ministère a réuni le Comité d'État de l'Enseignement supérieur (*Goskomvouz*) et le ministère de l'Éducation nationale. Lors de son travail en tant que chef de *Goskomvouz*, Kinelev a proposé un projet de décret « Sur les nouveaux principes de l'établissement et du fonctionnement du système d'enseignement supérieur et de l'enseignement spécial professionnel de la Fédération de Russie » dont l'objectif était d'augmenter la présence la plus importante du secteur privé dans l'enseignement supérieur allant jusqu'à la privatisation des établissements<sup>524</sup>.

Le ministère Kinelev se démarque en instaurant une forte hausse du volume d'études par correspondance. Sur 3 046 500 étudiants dans les établissements publics d'enseignement supérieur en 1997-1998, près d'un millions d'étudiants faisaient leurs études par correspondance (964 400) et près de deux cent mille étaient inscrits aux cours du soir (178 000). Pour les établissements privés, sur 201 800 inscrits, la moitié (99 900) suivaient leur scolarité par correspondance et 18 600 en cours du soir<sup>525</sup>.

Sous Kinelev, les préparations de la réforme commencèrent. En collaboration avec l'ancien ministre Dneprov, Kinelev a lancé la proposition de réforme avec les « Dispositions principales de la réforme du système d'enseignement de la Fédération de Russie ». Or, selon les adjoints du ministre Kinelev – Alexandre Tikhonov et Alexandre Asmolov, le projet ne contenait pas assez de changements pour le modèle économique de l'enseignement. Les deux adjoints ont élaboré un projet alternatif intitulé le « Concept de la réforme organisationnelle économique ». Ils proposaient la majoration du financement de l'enseignement, mais aussi la prospection des sources

---

<sup>524</sup> La solution de la privatisation a été proposée aux débats lors desquels les parlementaires russes et les recteurs des EES se sont opposés. Dans le contexte de la Russie des années 1990, le décret était plus facile à mettre en œuvre : il suffisait de la signature du Président. Faire voter une loi par le Parlement était beaucoup plus difficile. C'est pour cela que la société académique et les experts de la Douma ont protesté largement contre le projet de Kinelev en vue de ceux qui a été perçu comme étant des changements radicaux et incontrôlables pour le système.

Voir à ce propos :

SMOLIN Oleg, *Obrazovanie. Politika. Zakon / L'éducation. La politique. La loi*, Moscou :

Koul'tournaia revolioutsia, 2010, 967 p. La monographie est disponible sur le site officiel de l'auteur : [http://www.smolin.ru/read/education\\_politics/pdf/](http://www.smolin.ru/read/education_politics/pdf/). Consulté le 22.10.2017.

<sup>525</sup> SOKOLIN Vladimir (dir.), *Rossiïski statisticheski ejegodnik / Le recueil annuel des données statistiques*, Moscou : *Goskomstat*, 1998, 813 p., chapitre « *Obrazovanie* » / « Education », section « *Vyschee professional'noe obrazovanie* » / « L'enseignement supérieur professionnel », p. 284-293.

de financement à l'intérieur du système. En ce qui concerne les établissements d'enseignement supérieur, les auteurs du concept ont proposé d'avoir plusieurs fondateurs (*mnogouchreditelstvo*).

Le groupe de Tikhonov-Asmolov a sollicité le jeune recteur de l'École des hautes études en sciences économiques, l'économiste Iaroslav Kouzminov, pour co-rédiger le « Concept de la réforme organisationnelle économique ». Il a apporté les idées de rationalisation du fonds des bourses pour les étudiants, des « transferts » transparents dans l'enseignement et de lutte contre la corruption universitaire. Grâce au travail de ce groupe, Kouzminov s'est fait connaître auprès des décideurs politiques universitaires en dehors du ministère et des autorités publiques. Un certain nombre de projets sera réalisé plus tard, et Kouzminov prendra une place importante parmi les concepteurs de la politique d'enseignement russe des années 2000. Mais en 1997, quand la lutte entre le concept « moderne » de Kinelev-Dneprov et le concept « radical » de Tikhonov-Asmolov s'est déplacée au sein du gouvernement et à la Douma pour être discutée, Kouzminov s'est distingué du groupe Tikhonov-Asmolov et a pris une position neutre en affirmant que les deux concepts – officiel et alternatif - pouvaient fonctionner ensemble. Cette position lui permettait d'attendre et voir quelle équipe gagnerait pour ensuite s'impliquer dans la réalisation du projet retenu<sup>526</sup>.

Lors des débats sur les projets auxquels beaucoup de personnes ont participé (600 représentants des autorités législatives et exécutives des 64 sujets de la Fédération de Russie<sup>527</sup>, 100 recteurs des EES, 27 agences de presse), deux approches de la réforme du système d'enseignement ont émergé. Le gouvernement, qui a pris la défense du concept alternatif, ainsi que les auteurs de cette approche ont mis l'accent sur la nécessité pour le système d'enseignement de s'adapter aux réalités socio-économiques et politiques de la Russie. La majorité des participants des débats (les législateurs

---

<sup>526</sup> STARTSEV Boris, « *Tchelovek-chkola* » / « L'homme-école », *Itogi*, n° 24, 15 juin 1999, hebdomadaire. Disponible sur le site de l'EHESE : <https://www.hse.ru/news/1163603/36331574.html>. Consulté le 23.04.2016.

<sup>527</sup> La Russie est une fédération constituée (en 2017) de 85 entités dénommées « sujets de la Fédération de Russie » (*soubiekty Rossiïskoï Federatsii*, sing. *soubiekt*). Ces *sujets* sont égaux en droits de la fédération de Russie, c'est-à-dire qu'ils sont égaux entre eux dans leurs rapports mutuels avec les organes fédéraux du pouvoir d'État et ont une représentation égale (deux délégués chacun) au Conseil de la Fédération (*Soviet Federatsii* - chambre haute du Parlement russe). Pour la période analysée dans ce chapitre, précisément de 1993 à 2003 le nombre de sujets était 89.

régionaux, les recteurs et les académiciens) ont souligné la nécessité de la conservation du potentiel du système hérité de l'Union soviétique et de ses qualités, ainsi que de « l'intensification de l'importance et de la qualité de la reproduction du capital humain<sup>528</sup> ».

Kinelev a perdu. Eltsine l'a démis de ses fonctions et nommé Tikhonov au poste de ministre en février 1998. Tikhonov n'est pas resté longtemps au poste et n'a pas mis en œuvre le projet proposé. Par ailleurs, ce projet a été vivement critiqué par la communauté universitaire : l'Union des recteurs a fortement dénoncé la réforme, ainsi que le Comité pour l'enseignement et la recherche à la Douma. L'une des initiatives de Tikhonov et de ses collaborateurs qui a commencé à se réaliser était le rapprochement des universités et de la recherche fondamentale dans le cadre du programme fédéral « Intégration de la recherche fondamentale et de l'enseignement supérieur ». Comme Kinelev, Tikhonov a continué à développer l'enseignement par correspondance. En août 1998, le gouvernement a changé et le ministre aussi. Vladimir Filippov a été nommé le 30 septembre 1998, et il sera porteur de nombreux changements pour le système d'enseignement dans les années 2000.

## **2.2. Le cadre légal pour l'enseignement supérieur dans les années 1990**

Le fondement des relations État-EES dans les années 1990 a été composé de plusieurs documents, et contenu dans la loi « Sur l'Éducation » n° 3223-1 votée le 10 juillet 1992. Son objectif était de réglementer le système des relations sociales qui se formaient autour de l'enseignement. Elle traitait des questions communes pour tous les éléments et tous les niveaux du système d'enseignement national russe. Depuis la promulgation de cette loi, les actes législatifs fédéraux ont apporté des modifications et des compléments à 22 reprises, notamment elle a été amendée par la loi fédérale du 13 janvier 1996 dans un sens plus étatiste, et puis par la loi fédérale du 22 août 2004. La loi fédérale « Sur l'enseignement supérieur et l'enseignement post-universitaire professionnel », adoptée le 22 août 1996 sous le numéro 125-FZ, est le deuxième élément important après la loi « Sur l'éducation » et concerne directement le secteur

---

<sup>528</sup> *Stenogramma parlamentskikh sluchanii « O kontseptsii reformirovaniia sistemy obrazovaniia Rossiiskoi Federatsii » / Compte-rendu des débats parlementaires au sujet du Concept de la réforme du système éducatif de la Fédération de Russie du 20 janvier 19998 [texte], Alma mater, 1998, n° 1-2, p. 3-37.*

du système d'enseignement supérieur. Malgré le fait que cette loi contenait en grande quantité les normes d'orientation (c'est-à-dire des normes avec les références à d'autres lois et réglementations), elle concrétisa les normes de la loi fondamentale « Sur l'éducation » et elle introduisit un certain nombre de nouveaux dispositifs définissant le caractère et les directions principales de la politique de l'enseignement supérieur<sup>529</sup>.

Le premier chapitre de la loi « Sur l'Éducation » est consacré aux normes et aux principes de base dans la sphère de l'éducation : les principes de la politique de l'État, les tâches des instances, des garanties proposées par l'État pour assurer les droits des citoyens à l'éducation et à la formation. Le deuxième chapitre définit l'ensemble des composantes du système d'enseignement supérieur, les formes et les types de programmes d'études et d'établissements de formation. Dans le chapitre 3 de la loi, « La gouvernance du système d'éducation nationale », nous trouvons des normes qui régularisent les relations entre l'État, les collectivités régionales et locales, ainsi que des établissements de formation et leurs compétences respectives. Le chapitre 4, « Économie du système d'éducation nationale », est dédié aux sources principales du financement pour les besoins de l'éducation nationale. Les garanties sociales pour les droits des citoyens à l'éducation sont écrites au chapitre 5 avec la précision des droits et des obligations des étudiants, des parents, des établissements, etc. Le chapitre 6 est consacré aux activités économiques et à la coopération internationale des établissements d'enseignement.

Rédigée en termes suffisamment vagues et consensuels, la loi « Sur l'Éducation » s'est prêtée à des interprétations multiples, voire contradictoires, par les différents acteurs selon les époques. La loi fédérale a posé un cadre assez souple sur lequel le système éducatif russe actuel s'est construit. Les principales innovations sont introduites dès 1992 et concernent l'autonomie des établissements : autonomie financière d'abord, commandée par la volonté de l'État de diminuer les dépenses, pédagogique ensuite, nécessaire pour adapter les cursus aux besoins nouveaux de la

---

<sup>529</sup> *Zakon « Ob obrazovanii »* / La loi « Sur l'Education » n° 3266-1 du 10 juillet 1992. Disponible sur le site officiel de la base des données juridiques Consultant : [https://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_1888/](https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_1888/). Consulté le 12.05.2016.  
*Zakon « O vyschem i poslevuzomskom professionalnom obrazovanii »* / La loi « Sur l'enseignement supérieur et post-universitaire professionnel » n° 125-FZ du 22 août 1996. Disponible sur : [http://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_11446/](http://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_11446/). Consulté le 12.05.2016.

société. Élaborée par les libéraux, elle a été très influencée par le credo du début de l'ère Eltsine sur le désengagement de l'État, et correspond à un impératif financier évident, mais incarne également la démocratisation du pays et son cheminement vers l'économie de marché.

Malgré son potentiel démocratique reconnu par l'UNESCO, la mise en œuvre de la loi a été compliquée par la détérioration du fonctionnement de la gouvernance du système d'enseignement. Le mécanisme de communication entre les EES et les structures administratives concernant la mise en place des nouvelles normes juridiques se détruisait, puis le système de la formation professionnelle dans les établissements publics trébuchait, enfin le système de contrôle de la gouvernance de l'Éducation disparaissait faute de moyens, ce qui a abouti à la montée des infractions dans le secteur public, notamment dans l'enseignement supérieur.

C'est au cours de cette période, quand la juridiction a tout juste commencé à évoluer, mais elle n'était pas encore appliquée, que les infractions devenaient un problème grave du système de l'enseignement supérieur - la corruption. La modification des règles pour les examens d'entrée aux EES et la complication progressive de ces épreuves ont conduit à une forte demande pour les cours payants de préparation. Ces cours ont été donnés par des particuliers (par des professeurs des écoles et des EES) et organisés également au sein des EES-mêmes. Les cas de corruption ont commencé à avoir lieu lors des examens d'entrée pour faire passer des candidats qui ont payé les cours préparatoires ou les pots-de-vin versés aux personnes impliquées dans l'organisation des examens<sup>530</sup>. L'État n'avait pas encore des moyens développés pour agir contre la corruption, et ce problème devint urgent dans les années 2000 et sera traité avec une importance prioritaire<sup>531</sup>.

---

<sup>530</sup> GALLITSKI Efim, LEVIN Mark, « *Korrupsia v sisteme obrazovania* » / « La corruption dans l'éducation », *Bulletin d'information*, Moscou : GU – VSHE, 2004.

Voir également :

SAZONOV Dmitri, *Korrupsia v sfere vysshego obrazovania: regionalnyi aspekt I tendentsii razvitiia (na primere Saratovskoi oblasti)* / La corruption dans l'enseignement supérieur : l'aspect régional et les tendances (le cas d'oblast de Saratov), Saratov: Edition GOU VPO "Saratovskaia gosudarstvennaia akademiia prava", 2007.

<sup>531</sup> AVANESOV Vadim, « *Kompleksny podkhod k protivodeistviu korrupsii v obrazovatelnoi sfere* » / « L'approche systémique pour la lutte contre la corruption dans le domaine d'éducation », actes de colloque pan-russe du 6 juin 2007 *Gosudarstvennaia politika protivodeistvia korrupsii i tenevoi ekonomike v Rossii / La politique d'Etat contre la corruption et l'économie « de l'ombre » en Russie*, Moscou : Naouchny ekspert, 2007.

Par l'arrêté n° 13 du 13.03.1992 du Comité sur l'enseignement supérieur du ministère de la Science, de l'Enseignement supérieur et de la Politique technique de la Fédération de Russie, l'État a proposé aux EES un système multi-niveau de l'enseignement supérieur. A la place du programme traditionnel de cinq ans (*spécialiste*) pour avoir un diplôme d'enseignement supérieur, il a proposé le programme de quatre ans (*bakalavr*) et un programme de six ans (*magistratura*). Le programme de *magistr* était censé compléter les études de *bakalavr* (équivalent Bac+4) et de *spécialiste* (équivalent Bac+5) par le développement des compétences de recherche et d'analyse<sup>532</sup>.

Ce système a été confirmé en 1996 par loi fédérale « Sur l'enseignement supérieur et l'enseignement post-universitaire professionnel ». Le travail sur la loi a duré quatre ans avec une collaboration du *Goskomvouz* et du Parlement. En 1993, le travail d'élaboration des dispositifs de la loi a été interrompu par le conflit entre le Parlement (Soviet suprême) et le président de la Russie. La nouvelle Douma (1993-1995) a pris le relais, et puis la deuxième Douma (1995-1999) a terminé le travail sur la loi.

Le dispositif le plus discuté et le plus débattu était l'introduction dans la loi du système multi-niveaux proposé par le *Goskomvouz*. L'argument des auteurs de cette initiative était la motivation d'entrer dans l'espace global d'enseignement supérieur, s'harmoniser avec le monde au niveau des programmes et former les diplômés compétitifs sur le marché international de travail. Le deuxième argument était l'économie des ressources financières avec l'extension des programmes de *bakalavr* à quatre ans au lieu du titre de spécialiste attribué après 5 ans d'études. Le système a été adopté après de longs débats<sup>533</sup>.

Le premier niveau était incarné par des programmes d'études de 2 à 3,5 ans avec la possibilité de recevoir une qualification (et un métier) à la fin. Le deuxième niveau consistait en des programmes de 4 ans d'études avec un degré de *bakalavr* (de

---

<sup>532</sup> *Postanovlenie Minnaouki RF « O vvedenii mnogoourovnevoï strouktoury vyschego obrazovania v Rossiïskoï Federatsii »* / L'arrêté du ministère de la Science, de l'Enseignement supérieur et de la Politique technique de la Fédération de Russie du 13.03.1992 n°13. Disponible sur : <http://www.consultant.ru/cons/cgi/online.cgi?req=doc&base=EXP&n=401487&dst=100001/>. Consulté le 25.10.2017.

<sup>533</sup> SMOLIN Oleg, *Znanie - svoboda. Rossiyskaia gosudarstvennaia obrazovatelnaia politika i federalnoe zakonodatelstvo 90 godov / Le savoir est une liberté. La politique de l'Etat russe en matière d'éducation et la législation fédérale*, Moscou : Logos VOS, 1999, p. 115-123.

*Bachelor* en anglais). Le troisième niveau était composé par deux types d'études : les formations de 5-6 ans après la diplomation de l'école secondaire, et l'obtention d'un diplôme d'État d'enseignement supérieur à la fin ; les formations qui sont proposées après la diplomation de deuxième niveau (*bakalavr*) pour devenir un spécialiste après 1-3 ans d'études ou un *magistr* (équivalent Master) après 2-3 ans d'études. Ce système a pris en compte la classification internationale de l'éducation adoptée par l'UNESCO dans les années 1970 qui servait à collecter les informations pour les statistiques internationales dans le domaine de l'éducation.

Nous pouvons constater que le pouvoir fédéral, qui s'est mis volontairement en retrait sur certains aspects depuis 1992, a renforcé sa fonction tutélaire et unificatrice en 1994-1996. L'arrêté gouvernemental du 12 août 1994 n° 940 a ajouté quelques nouvelles normes pour préserver l'unité de l'espace éducatif fédéral et mettre de l'ordre dans la multiplication des nouveaux diplômes. Ces normes présentaient 80 % de composantes fédérales incompressibles et 20 % de composantes régionales et locales (cette possibilité était rarement mise à profit). Pour chaque discipline, la norme précise le contenu minimum et le volume horaire des cours généraux et de spécialité, la répartition des heures entre formation théorique et pratique, la durée des périodes de congé et les dates des examens. Ces normes s'orientaient vers l'apprentissage d'une masse de connaissances factuelles et l'énumération du nombre d'heures de cours, sans rien dire des compétences attendues des étudiants à ce niveau<sup>534</sup>.

### **2.3. L'autonomie sans moyens : les universités postsoviétiques en « mode survie »**

Malgré le fait que l'époque des années 1990 a ouvert de nombreuses possibilités d'évolution d'idées pour le progrès de l'enseignement supérieur, des nouvelles formes et de nouveaux concepts, force est de constater que le contexte économique de cette période était néfaste pour l'enseignement supérieur public. Tout d'abord, leurs revenus ont diminué radicalement. La réduction de l'initiative de l'État dans la

---

<sup>534</sup> *Postanovlenie Pravitel'stva RF « Ob outverjdenii gosudarstvennogo obrazovatel'nogo standarta vyshego professional'nogo obrazovania »* / L'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie n° 940 du 12.08.1994 relatif à l'adoption du standard d'Etat pour l'éducation appliqué à l'enseignement supérieur professionnel. Disponible sur : [http://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_4325/](http://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_4325/). Consulté le 25.10.2017.

distribution des ressources financières était le résultat de la chute de sa capacité de paiement. Tout le service public a été touché, y compris la communauté universitaire. Avec les réformes du marché - la privatisation, la libéralisation des prix fixés autrefois par l'État, et d'autres dispositifs de la « thérapie de choc » de la politique économique - les universités russes se trouvaient désorientées. Dans son article Alex Usher écrit : « Peut-être la chose la plus étonnante avec le système de l'enseignement supérieur russe aujourd'hui est le fait qu'il existe. Combien de gens travailleront dans les universités ailleurs si leurs salaires n'étaient pas versés pendant des mois ? C'était ce qui s'est passé en Russie<sup>535</sup> ».

Début 1990, les universités, qui étaient entièrement subventionnées par l'État, n'avaient plus les moyens financiers pour fonctionner normalement. Le financement fédéral s'est assez vite limité aux salaires du personnel et aux bourses des étudiants, les versements étant dérisoires et irréguliers. Les régions ou les municipalités accordaient parfois des subsides, aggravant les inégalités entre les établissements des différentes régions. La réduction du financement des universités a abouti à la compression des effectifs, ainsi qu'à la dégradation de l'état des bâtiments, des résidences universitaires, de l'équipement et du contenu des bibliothèques. Une grande partie des infrastructures étaient vétustes<sup>536</sup>.

Sur toute la décennie, l'État ne finançait pas suffisamment les établissements d'enseignement supérieur. Ce déficit de financement a menacé de nombreux établissements. Il devenait évident que ces problèmes accumulés pendant plusieurs années ne pouvaient pas être résolus dans le court terme par l'État. Les conditions étaient critiques pour assurer les financements de l'État sur plusieurs niveaux (fédéral, régional, municipal), mais encore plus urgent pour trouver des sources alternatives de financement, d'élargir des services payants des EES et de stimuler le développement des activités de recherche et d'innovation.

---

<sup>535</sup> USHER Alex, « Better Know a Higher Ed System : the Russian Federation », Publié le 7 novembre 2014 sur le site *Higher Education Strategy Associates* : <http://higherstrategy.com/better-know-a-higher-education-system-russia>. Consulté le 1.05.2015.

<sup>536</sup> ANDROUSCHAK Grigory, « Evolution of Higher Education Policy: From National Renovation Towards Global Competitiveness of Russian Universities », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, n° 1, 2014, p. 10. Disponible sur le site officiel de la revue : <https://herb.hse.ru/en/>. Consulté le 25.10.2017.

Sur la période de 1990 à 1993, le volume des investissements dans le système d'enseignement du pays a baissé de 55 %. En 1994, le système d'enseignement a été financé à 73 % des sommes prévues dans le budget. La part des dépenses fédérales dédiée à l'éducation à tous les niveaux a diminué de 5,85 % en 1992 à 3,6 % en 1996 et 3,45 % en 1998<sup>537</sup>. La garantie de l'État de la priorité de l'éducation, écrite dans la loi « Sur l'Éducation » de 1992 et déterminant l'allocation pour son développement d'au moins 10 % du revenu national, n'a pas été respectée. Les dépenses pour l'enseignement supérieur fixé à 3 % de toutes les dépenses fédérales n'ont pas été respectées non plus. La part des dépenses dans l'éducation du produit intérieur brut (PIB) représentait 3,4 % en 1994, 0,6 % en 1997 et 0,5 % en 1998<sup>538</sup>.

En 1992, le Comité d'enseignement supérieur a fixé à 2 167 500 de roubles la limite budgétaire pour les EES. Le financement réel au final était de 2 605 000 de roubles, y compris la subvention fédérale - 1 642 700 de roubles ; le reste provenait de financements locaux et des revenus propres des EES (147 200 de roubles). Les moyens ont été alloués principalement pour la finalisation des constructions commencées<sup>539</sup>.

Dès 1992, le droit budgétaire a commencé à évoluer, ce qui s'est traduit par la hausse du niveau d'autonomie des sujets des relations budgétaires. De nouvelles caractéristiques sont apparues en vue de la transition à l'économie du marché. La recherche d'un mécanisme d'une stimulation économique du développement de l'enseignement supérieur a été faite dans des différentes directions. L'État a proposé l'introduction du financement à plusieurs échelons et le développement de la vie commerciale et économique des EES. À partir de 1992, le système multicanal du financement des EES a commencé à se former. La plus grande source de financements supplémentaires était la prestation de services payants aux particuliers

---

<sup>537</sup> FILIPPOV Vladimir, *Rossiiskoe obrazovanie : sostoyanie, problemy, perspektivy : doklad* / Le rapport « L'éducation en Russie : l'état de lieu, problèmes et perspectives » faite lors de la réunion pan-russe des employés de l'éducation à Moscou (du 14 au 15 janvier 2000) et publié en intégralité à *Molodějnye izvestia*, avril 2000. Disponible sur le site du mensuel : [http://gaudeamus.ru/mi/2000\\_03/main.htm](http://gaudeamus.ru/mi/2000_03/main.htm). Consulté le 25.10.2017.

<sup>538</sup> MECHTCHAGINA Elena, « Osnovnye napravlenia razvitiia materialno-tekhnicheskoi bazy vouzov Rossii v 90-e gody 20 veka » / « La base matérielle et technique des EES en Russie dans les années 1990 », *Teoria i praktika obchtchestvennogo razvitiia* / La théorie et la pratique du développement humain, 2014, n° 5, p. 136-139.

<sup>539</sup> MECHTCHAGINA Elena, *op.cit.*, p. 136.

et aux organisations ainsi que des activités non liées à l'enseignement (création d'entreprises, location de bâtiments).

Donc, six ans après la *perestroïka*, seulement en 1992 avec la loi « Sur l'éducation », les universités ont été autorisées à ouvrir de nouveaux programmes et à proposer des services payants. Toutes les possibilités offertes par la loi de 1992 ont donc été explorées par les recteurs et leurs équipes pour trouver de nouvelles ressources. Elles sont variées allant du troc, du bénévolat, du mécénat en passant par toutes sortes d'activités plus ou moins lucratives selon les établissements. Le patrimoine immobilier a été rentabilisé par la location de bâtiments ou de bureaux à des entreprises privées (avec parfois, l'échange de services comme, par exemple, le cas d'un cabinet dentaire installé dans un institut pédagogique qui soignait à prix réduit les étudiants de l'établissement), ou encore la transformation des résidences universitaires en hôtels. Les établissements ont également utilisé le potentiel technique ou scientifique des formations qu'ils offraient en créant des sociétés de conseil, d'expertise, mais également des garages ou encore des auto-écoles<sup>540</sup>.

La source la plus faisable pour les EES était leur compétence première – l'enseignement qui désormais générait des revenus. Cela est devenu possible par l'introduction du dispositif des places payantes pour les formations avec les étudiants et leurs parents qui ont assuré les frais de scolarité des EES à la place de l'État. Donc, une partie des étudiants était admise par le biais de concours d'entrée et exemptés des frais de scolarité (c'est l'État qui payait l'intégralité du coût des études), et une autre partie des étudiants devait payer elle-même les frais, parce que les notes qu'ils avaient obtenu aux examens d'entrée ne permettaient pas de passer le concours et obtenir une « place gratuite » (financée par l'État). Il est à noter que ce dualisme d'accès à l'enseignement – l'existence dans les EES publics des places complètement gratuites ainsi que des places entièrement payantes - constitue une spécificité d'une partie des pays postsocialistes. Ce mécanisme a finalement contribué à la concurrence entre EES pour attirer les étudiants issus des familles ayant la capacité de financer les études payantes.

---

<sup>540</sup> HAAKENSTAD BIANQUIS Arielle, « L'enseignement supérieur russe : un immense chantier », *Regard sur l'est*, dossier n° 31 01 octobre 2002. Disponible sur : [http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=638](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=638). Consulté le 25/04/2016.

Ainsi, les places payantes sont devenues une activité très importante pour les EES. Si dans les cursus classiques, il ne fallait pas dépasser un certain quota de places payantes, des filières nouvelles étaient créées sans limitation d'accès aux étudiants. Une année préparatoire au concours d'entrée, payante, était créée dans la plupart des établissements. La préparation d'un deuxième diplôme était systématiquement payante. Tous ces frais d'inscription étaient fixés librement par les universités. Ils étaient souvent plus élevés dans le public, qui bénéficiait toujours d'un certain prestige, que dans le nouveau secteur privé. De même, les autorités n'exerçaient pas autant de contrôle sur les dépenses effectuées avec les subventions d'État que pour les dépenses correspondantes aux revenus venus de l'activité commerciale des universités, y compris des places payantes pour les études. Les financements publics ont été assignés pour des dépenses strictement définies. Les revenus venant du privé ont pu servir pour d'autres dépenses nécessaires, note Grigory Androuschak dans son article<sup>541</sup>.

En plus des activités commerciales et du développement des programmes payants, les établissements publics se sont multipliés en créant des filiales « commerciales » au sein de leurs établissements, mais aussi dans d'autres villes ou d'autres régions. Le prestige des grands établissements publics servait de marque de qualité, alors que les enseignants n'étaient pas souvent que des transfuges du secondaire local reconvertis à la va-vite.

Les revenus générés de tous les services payants fournis par les EES, dit « revenus du marché », ont aidé les établissements à suppléer le manque du financement par l'État. D'autant plus que toute l'année 1994 le Ministère des Finances n'a pas alloué de financements pour l'équipement. Fin 1994, la construction et la rénovation des bâtiments ont été quasiment toutes arrêtées. Les financements nécessaires pour la conservation des objets non finalisés étaient également trop élevés pour l'État, comme les financements nécessaires pour leur finalisation. En 1995, les dépenses pour l'Éducation dans le budget consolidé du pays ont couvert 60-65% du besoin réel du système d'enseignement. Le nombre de bâtiments présentant une nécessité urgente de rénovation a augmenté et a atteint au total 30-35%. En 1996, le budget pour la

---

<sup>541</sup> ANDROUSCHAK Grigory, *op.cit.*, p. 10.

finalisation de la construction des bâtiments des EES était de 85,1 milliards de roubles, cela a permis de terminer la construction de 127 bâtiments pour les EES. Ces sommes ont été assurées par des fonds dites « extrabudgétaires » - venant des activités commerciales des EES, ainsi que des fonds d'investisseurs, et des mécènes. En 1997, la loi sur le budget fédéral du 26.02.1997 n° 29-FZ a établi la somme de 57 milliards de roubles pour la construction des 39 bâtiments pour les EES<sup>542</sup>.

Les années 1990 ont montré que malgré la situation économique difficile dans le pays, les EES ont réussi à attirer des financements privés : en 1999, le montant des revenus des EES venant des sources non-étatiques a atteint 9 milliards de roubles, ce qui était égal à 40 % des subventions de l'État. Dans ce contexte, une mission urgente pour l'État était l'élaboration du cadre légal permettant de stimuler l'arrivée des investissements privés dans l'enseignement supérieur en introduisant notamment des régimes fiscaux privilégiés<sup>543</sup>.

La recherche de sources supplémentaires dans un contexte de difficultés financières était accompagnée par l'absence du contrôle de l'État, faute de mécanismes efficaces, sur l'utilisation responsable des ressources financières. L'administration des universités utilisait les ressources financières pour son propre enrichissement. En effet, la corruption est devenue la maladie des universités des années 1990. Lors de différentes étapes de la vie étudiante - l'inscription à l'Université et le passage des épreuves d'entrée ; les examens intersemestriels et de fin d'année, les mémoires et les dissertations - les étudiants en difficulté achetaient leurs bonnes notes aux enseignants.

La corruption, qui existe à l'Université depuis le Moyen âge<sup>544</sup>, est assez difficile à mesurer. De nombreux cas sont difficiles à prouver faute de témoignage. La

---

<sup>542</sup> MECHTCHAGINA Elena, *op.cit.*, p. 138.

<sup>543</sup> *Ob itogakh ispolnenia federal'nogo bioudjeta v 1999 godou i zadatchakh organov finansovoï sistemy na 2000 god* / Le rapport du ministère des Finances du 15 mars 2000 sur l'exécution du budget fédéral pour l'année 1999 et les tâches du système des finances pour l'année 2000. Le document est disponible sur le site officiel du ministère des Finances : [https://www.minfin.ru/ru/document/?id\\_4=5060](https://www.minfin.ru/ru/document/?id_4=5060). Consulté le 25.10.2017.

Voir également à ce propos :

VANKINA Irina, EGORCHIN Alexandre, KOUTCHERENKO Vladimir, *Marketing obrazovania / La marketing de l'éducation, manuel universitaire*, Moscou : Ouniversitetskaia kniga-Logos, 2007, 338 p., p. 195-196.

<sup>544</sup> OSIPIAN Ararat, « Corruption As a Legacy of the Medieval University », *Financial affairs*, 1 novembre 2004. Disponible sur : <http://files.eric.ed.gov/fulltext/ED499955.pdf>. Consulté le 18.04.2016.

corruption existait à l'époque soviétique, mais à l'époque postsoviétique elle devenait systématique. Dans les années 1990, l'État n'a pas assuré le cadre légal pour la prévention de la corruption dans les EES russes, et il n'a pas réagi à son augmentation dans toutes les sphères des relations étatiques (institutions) avec la population (individus)<sup>545</sup>.

Iaroslav Kouzminov explique dans son article publié en novembre 1999 les racines du problème de la corruption dans la fonction publique à l'époque postsoviétique. Selon lui, la méthode de la privatisation en forme de vente aux enchères hypothécaires en Russie a proposé *de facto* la distribution à grande échelle de la propriété de l'État aux particuliers par le choix du gouvernement. C'est ainsi que le pouvoir public s'est trouvé sous la pression violente de la corruption, et c'est à ce moment-là que les groupes financiers se sont formés et se sont liés à l'appareil d'État. Le financement réduit et insuffisant des autorités publiques a poussé les ministères et des administrations à chercher des ressources financières supplémentaires et à se mettre en concurrence avec d'autres ministères, administrations et départements pour les ressources. Ils ont formé à ces fins des institutions affiliées – publiques ou privées, afin de fournir les services payants. Les revenus dans la plupart de ces cas n'étaient pas dévoués à l'utilisation de l'administration, mais à sa direction et à la direction de l'institution affiliée. L'absence des organes de contrôle sur l'exécution des lois, leur dépendance du pouvoir exécutif, a joué un rôle important dans l'expansion de la corruption, selon Kouzminov<sup>546</sup>.

Khanin voit dans les raisons de la corruption universitaire en Russie la faiblesse de l'État, l'immoralité de l'administration des universités et l'impuissance civique du corps professoral qui a obtenu à l'époque des droits importants, y compris le droit

---

<sup>545</sup> Voir à propos de la corruption :

CHACHKOVA Anna, « *Korruptsia kak problema politicheskoi teorii i praktiki* » / « La corruption comme le problème de la théorie et pratique politique », *Mirovaia politika / La politique mondiale*, n° 6 (45), 2015. Disponible sur : <http://www.vestnik.mgimo.ru/razdely/mirovaya-politika/korruptsiya-kak-problema-politicheskoy-teorii-i-praktiki>. Consulté le 13.09.2016.

SOUKHANOV Vladislav, « *Korruptsia v organakh gosudarstvennoi vlasti kak globalnaia problema* » / « La corruption dans les autorités publiques comme un problème global », *Politologia / Science politique*, n° 4(31), 2013. Disponible sur : <http://www.vestnik.mgimo.ru/sites/default/files/pdf/suhanov.pdf>. Consulté le 13.09.2016.

<sup>546</sup> KOUZMINOV Iaroslav, « *Slabost' gosudarstva porojdaet korruptsiou* » / « La faiblesse de l'État engendre la corruption », *Nezavisimaia gazeta*, rubrique « Économie politique », 23 noyabrya 1999, quotidien.

d'élire les recteurs. Les équipes universitaires ont pu jouir enfin de leurs droits à l'autonomie qui existaient sur le papier, mais qui n'étaient pas possibles à exercer auparavant. A l'époque soviétique, les élections dites « démocratiques » d'un recteur se passaient sous le contrôle de la nomenclature du Parti, alors que dans les années 1990, les recteurs et les doyens des facultés sont devenus des politiques démocratiques en quelque sorte, en concurrence pour les votes des électeurs. Le pouvoir universitaire s'est enfin trouvé dans les mains des collectives académiques, ce qui a renforcé la position des enseignants à l'égard de l'administration universitaire. Néanmoins, ce changement important dans l'équilibre des forces au sein des EES n'a pas eu l'effet positif dans la lutte contre la corruption<sup>547</sup>.

Dans ce contexte, il faut noter qu'après la *perestroïka*, il s'ouvrit l'opportunité pour les EES d'organiser des associations et l'intégration horizontale des établissements. L'Association des universités de l'URSS a été créée en 1989 sous l'avis favorable du Chef du Comité pour l'Éducation de l'Union soviétique, Iagodin Gennadi. En 1992, cette organisation fut appelée l'Association eurasiatique des universités. Dans la même année, l'association professionnelle l'Union des recteurs fut créée sous la direction de Victor Sadovnitshi, le recteur de l'Université d'État de Moscou. Cette association joua un rôle important dans les années 1990 et encore plus dans les années 2000-2010 dans la « correction » des lignes des politiques universitaires des pouvoirs publics.

Dans les années 1990, l'Association et l'Union ont proclamé l'existence dans l'espace universitaire russe, d'« universités classiques », c'est-à-dire, des universités qui portaient les traditions anciennes de l'enseignement supérieur russe et qui pouvaient donc prétendre à une attention particulière de l'action publique et à certains privilèges par rapport aux autres établissements. Malgré (ou grâce à) le fait que les critères de la notion d'« université classique » étaient flous, l'idée de l'université classique a servi pour installer un mécanisme non-officiel de distribution du pouvoir et des ressources<sup>548</sup>. Ainsi, le système de la prééminence, de la priorité, des

---

<sup>547</sup> KHANIN Grigori, *op.cit.*

<sup>548</sup> Voir à ce propos :

DMITRIEV Alexandre, « *Pereizobretenie sovetskogo oouniversiteta* » / « La réinvention de l'université soviétique », *Logos*, 2013, n° 1, p. 41-64.

« anciennes » universités dans le processus de la définition du cadre pédagogique et des paramètres de la vie étudiante en Russie s'est installé dans les années 1990. Il a été confirmé par le Comité pour les affaires de l'enseignement supérieur du ministère de la Science de la Russie le 6 mai 1992<sup>549</sup> et reconfirmé plus tard en 2001 par le ministère de l'Éducation et de la Science de la Russie.

### **3. Les changements principaux dans le secteur de l'enseignement supérieur au vu des nouvelles orientations politiques**

#### **3.1. L'apparition du secteur privé dans l'enseignement supérieur**

Après l'adoption de la loi « Sur l'Éducation » en 1992, des amendements ont été présentés à la Constitution de la Fédération de la Russie permettant la création des établissements d'enseignement supérieur privés. Pour connaître la place des EES privés dans la politique de l'État en matière d'enseignement supérieur, nous nous sommes tâchées d'étudier le rôle des EES privés dans le secteur analysé en nous appuyant sur les analyses des chercheurs, ainsi que sur les données du Recueil de la statistique « La formation à la Fédération de la Russie » (*Obrazovanie v Rossiïskoi Federacii*) sur la période de 1993 à 2003. En résultat, nous avons constaté que ce segment (des EES privés) du secteur de l'enseignement supérieur était, d'un côté, le générateur des idées innovantes (en pédagogie et gestion) dans ce secteur et l'absorbant du volume important des étudiants qui ne réussissaient pas à rentrer dans les EES publics ; de l'autre côté, il contenait un nombre des EES qui n'étaient pas à la hauteur de leur capacité d'enseignement ni de recherche, ce qui a abouti à une mauvaise réputation pour ce segment et une baisse de qualité pour tout le secteur.

---

ALEXEEVA Liudmila, CHABLYGINA Natalia, *Processy oouniversititsatsii vouzov Rossii i nekotorye podkhody k otsenke ikh deiatel'nosti / Les processus d'« universitisation » des EES russes et les approches d'analyse de leurs activités*, Moscou : NIIVO, 1999, 60 p.

VICHLENKOVA Elena (éd.), SAVEL'EVA Irina (éd.), *Soslovie roussskikh professorov. Sozdateli statousov i smyslov / La caste des professeurs russes. Les createurs des statuts et des valeurs*, Moscou : La maison des éditions de l'EHESE, 2013, 580 p.

Voir également :

Site officielle de l'Association des universités classiques : [www.acur.msu.ru](http://www.acur.msu.ru). Consulté le 26.10.2017.

<sup>549</sup> *Postanovlenie « O sozdanii naoutchno-metodicheskikh sovetov Komiteta po vyschei chcole Minnaouki Rossii » / L'arrêté n° 141 du 6 mai 1992 relatif à la création des conseils scientifiques et méthodiques au sein du Comité pour les affaires de l'enseignement supérieur du ministère de la Science de la Russie.*

Tout d'abord, il est important de comprendre que l'apparition et le développement rapide de l'enseignement supérieur privé dans le contexte de la Russie postsoviétique était en réponse à une forte demande exprimée de la part des bacheliers et de leurs parents. Cette demande des familles pour les études supérieures surpassait « l'offre » de l'enseignement supérieur proposé par l'État. Les données des enquêtes<sup>550</sup> témoignent que la plupart des familles étaient prêtes à payer pour les études supérieures soit dans un établissement public, soit dans un établissement privé si le bachelier ne réussissait pas le concours pour une place « gratuite » dans un EES public. Cela souligne, notamment, la valeur des études supérieures aux yeux de la population russe de l'époque postsoviétique, ce qui était, au final, le résultat de la politique universitaire soviétique portant sur la valorisation de l'enseignement supérieur en tant qu'un « ascenseur social » et un statut privilégié d'un homme cultivé.

L'arrivée du secteur privé dans l'enseignement supérieur a constitué un des facteurs d'innovation pédagogique pour l'ensemble de l'enseignement supérieur. Il s'est orienté vers les nouveaux créneaux porteurs. Les structures lourdes des universités publiques ont eu plus de difficultés à s'adapter à cette importante demande qui apparaissait notamment pour les études de droit, d'économie, de langues et en sciences humaines. Par contre, les nouvelles structures, très légères et souvent sans passé méthodologique, se sont inspirées des expériences étrangères. Payantes, elles ont pu offrir aux enseignants, en plus d'une certaine liberté pédagogique, une rémunération décente. Elles ont attiré dans un premier temps d'excellents enseignants des universités traditionnelles.

Cette concurrence pour les enseignants a joué un rôle moteur dans la rénovation du secteur public qui s'est très rapidement approprié cette nouvelle demande. Il a bénéficié pour cela d'un personnel très compétent, très solide qui a, dans sa grande majorité, fait preuve d'une réelle capacité d'adaptation en s'initiant très rapidement à

---

<sup>550</sup> Voir par exemple :  
FILATOVA Elena, « *Problemy chastnogo vyschego obrazovania v promychlennom sibirskom gorode* » / « Les problèmes de l'enseignement supérieur privé dans une ville industrielle en Sibérie », *Sovremennye problemy nauki i obrazovania / Les problèmes actuels de l'enseignement et de recherche*, 2006, n° 4, p. 90-91.

de nouvelles méthodes, voire à de nouvelles disciplines, sans parler du contenu même de certaines spécialités qui a été radicalement renouvelé.

Dans un pays où pendant plus de la moitié du siècle, l'enseignement supérieur appartenait à l'État, l'enseignement supérieur privé a éveillé une certaine curiosité et un intérêt. Or, on ne savait pas encore ce qu'on pouvait attendre de ces établissements en termes de qualité, donc la population restait vigilante. Les familles ont privilégié les universités historiques et prestigieuses, les établissements privés étaient un deuxième choix. D'abord, le bachelier tentait le concours d'entrée pour une place gratuite, et en cas d'échec, la famille, selon leurs moyens choisissait une université publique avec une bonne réputation ; sinon elles se sont tournées vers un établissement privé.

Les études effectuées par le collectif d'auteurs de la monographie *L'enseignement supérieur en Russie : les règles et la réalité*, notamment leurs enquêtes faites auprès des chefs d'établissements privés d'enseignement supérieur dans les trois régions de la Russie, relèvent la prise de conscience de l'administration des EES privés de leur position inférieure par rapport aux établissements publics. Les administrations des EES privés soutenaient qu'elles étaient obligées d'établir des frais de scolarité plus bas que ceux des programmes payants dans les EES publics, car les EES privés étaient moins reconnus et moins prestigieux, ils occupaient une niche inférieure « sur un marché très concurrentiel<sup>551</sup> ».

En effet, la qualité de l'enseignement dans les EES privés était estimée, en général, moins bonne en Russie par rapport à l'enseignement supérieur public. Les partisans de l'enseignement supérieur croyaient que les EES privés seraient capables d'assurer les standards internationaux de qualité, que l'enseignement supérieur privé serait intéressé par l'utilisation de technologies de pointe pour attirer plus d'étudiants et plus de bons étudiants. L'enseignement supérieur privé, à leur avis, devrait répondre plus rapidement aux besoins de la société pour préparer des spécialistes de haute

---

<sup>551</sup> ZABOROVSKAIA Alina, CHYCHKIN Vladimir (dir.) et alii, *Vyshee obrazovanie v Rossii : pravila i real'nost / L'enseignement supérieur en Russie : les règles et la réalité*, Moscou : L'Institut indépendant de la politique sociale, 2004, p. 293-317.

qualification qui seraient capables de s'adapter à l'évolution de la situation politique, économique et sociale et de « survivre » professionnellement au moment des crises<sup>552</sup>.

Cependant, juridiquement, le système n'était pas prêt pour assurer le bon fonctionnement des EES privés, il n'y avait pas de lois-régulatrices. Lors d'un entretien avec Evgueni Tkatchenko, le ministre de l'Éducation de 1992 à 1996, le recteur d'un EES à Sverdlovsk (Ekaterinbourg) de 1985 à 1992 et membre du Présidium de l'Académie de l'éducation depuis 1996, décrit la situation dans l'enseignement supérieur privé durant les années 1990:

« Je suis participant à ce processus, parce que j'étais sur cette exacte frontière : du passage de l'enseignement supérieur purement public au mélange de l'enseignement supérieur public privé. L'enseignement supérieur privé est allé sans frein, et c'est devenu la folie. Il était incontrôlable - le marché c'est le marché. C'était facile d'y entrer, parce que le diplôme d'enseignement supérieur a été demandé. Vous vous souvenez des concours ? Et le secteur privé a poussé vite. Le principe de l'État était : on ne barre pas la route [pour les EES privés]. Les EES privés étaient contrôlés par le Service fédéral de l'inspection dans l'enseignement et la recherche (*Rosobrnadzor*). À l'époque, ce service se contentait juste de vérifier ponctuellement la conformité des programmes d'études aux standards fédéraux (un nombre de disciplines à enseigner obligatoirement pour chaque spécialité)<sup>553</sup> et la qualité de l'enseignement par quelques examens. Mais comment un EES est créé, avec quel argent, quels sont les frais de scolarité – ce n'était pas l'affaire de l'État. Il y a des EES privés exceptionnels avec des bibliothèques magnifiques, des professeurs remarquables. Ils payent les impôts à l'État, ils gagnent de l'argent, ils ont des équipements pour les laboratoires. Tout ce qu'il leur manque c'est la recherche : les EES privés n'ont pas de Conseils de thèses ni de programmes doctoraux. Ils (EES privés) se distinguent en cela des EES publics. Mais sur le marché, ils sont libres.

Est-ce que l'État vous fait des difficultés ? Non. Comment vous interagissez avec l'État ? Nous participons aux appels d'offres de l'État et nous gagnons. Voici une collaboration réelle du secteur public avec le secteur privé. Le reste dépend de la gouvernance. Si l'administration (d'un EES privé) est honnête, tout va bien. Mais il y a des établissements sans vrai collectif académique, où il n'existe que sur le papier, et réellement, ce sont des employés qui cumulent plusieurs emplois.... Les locaux ne sont pas aux normes... Qui ouvre ces universités ? Le marché a ramené dans l'enseignement des malfaiteurs qui ont organisé une vente des diplômés.

Avant, on avait 900 EES pour 280 millions de personnes. Et maintenant, nous avons 140 millions de personnes pour 3 000 d'EES. Nous avons des établissements excellents, des établissements médiocres, mais aussi des vrais barboteurs, des escrocs, qui vous signent des documents sans les cours, sans rien. C'est ça, le marché. L'enseignement supérieur est rentré dans les relations du marché incontrôlables. Nous

---

<sup>552</sup> FILATOVA Elena, *op.cit.*, p. 90-91.

<sup>553</sup> Voir à propos des standards de l'éducation sur site du ministère de l'Éducation et de la Science : <http://минобрнауки.рф/документы/336>. Consulté le 30.10.2017.  
Spécifiquement pour l'enseignement supérieur : <http://минобрнауки.рф/документы/925>. Consulté le 30.10.2017.

avons déjà réalisé que cela dépasse la mesure, mais ce n'est pas facile à fermer juridiquement<sup>554</sup>».

L'apparition des EES privés a contribué à l'augmentation du nombre d'EES russes. Pour l'année universitaire, 1990-1991 avait 514 EES, ils étaient tous publics. Pour l'année universitaire 2000-2001, il y avait 965 établissements d'enseignement supérieur, dont 1/3 était des EES privés. Les filiales des universités ont augmenté de 250 en 1993 jusqu'au 1 400 en 1999. Le nombre d'étudiants a augmenté de 2 763 000 en 1991-1992 (pour une population totale de 148 273 746 personnes en 1991) jusqu'au 4 073 000 en 1999-2000 (pour une population totale de 147 539 426 personnes en 1999)<sup>555</sup>.

Cette hausse s'explique principalement par la forte demande pour le diplôme de l'enseignement supérieur. Un aspect non négligeable à cet égard : le financement fédéral était alloué aux EES publics en fonction du nombre d'étudiants inscrits par concours pour étudier gratuitement, donc en fonction du nombre de places « gratuites » appelés également « budgétaires ». D'où vient l'intérêt des établissements d'avoir un nombre maximal de ces places pour assurer un maximum du financement fédéral. Ainsi, le nombre de places budgétaires augmentait chaque année suite au lobbying des recteurs des EES publics auprès de l'État. De même, il augmentait avec l'apparition de l'enseignement supérieur privé au vu de la demande qui ne cessait pas de croître.

Pour contrôler la croissance des EES, l'État a élaboré un certain nombre de mesures. Un établissement d'enseignement supérieur public ou privé en cours de création devait se faire enregistrer comme organisme à but non lucratif. Cet enregistrement (*reguistratsia*) lui donnait la personnalité morale, étape nécessaire pour obtenir une autorisation (*litsenzia*) qui définissait les formations et les diplômes qu'il pouvait délivrer ainsi que le nombre maximal d'étudiants. Cette autorisation était accordée selon des critères matériels : le respect des normes sanitaires et de sécurité, l'équipement, l'effectif et la qualification des enseignants. Cette première

---

<sup>554</sup> Entretien avec Evgueni Tkatchenko effectué à Moscou le 25 décembre 2015.

<sup>555</sup> Le recueil des données statistiques *Rossia v tsifrakh / La Russie en chiffres*, Moscou: Goskomstat Rossii, 2002.

Le recueil des données statistiques *Obrazovanie v Rossii / L'éducation en Russie*, Moscou : TSISN, 2003, 255p.

Le recueil des données statistiques *Tchislennost' postoiannogo naselenia / Le chiffre de la population (résidents permanents) 1990-2010*. Disponible sur le site de la statistique de l'Etat EMISS : <https://www.fedstat.ru/indicator/31557.do> Consulté le 29/04/2016.

étape était relativement facile à franchir. En revanche, très peu d'établissements obtenaient l'attestation (*attestatsia*) qui certifiait la conformité du cursus et la qualité de la formation aux normes du ministère de l'Education. Elle était valable cinq ans et nécessaire pour obtenir l'habilitation de l'établissement (*akkreditatsia*). Cette dernière était, elle, attribuée par l'administration sur recommandation d'une commission. Elle permettait la délivrance du diplôme d'État et l'attribution du statut d'établissement d'État. Les deux stades étapes - *attestatsia* et *akkreditatsia* - conditionnaient l'obtention de subventions publiques. Or, les membres des commissions de certification étaient majoritairement issus de ou liés au secteur public, et donc peu désireux de partager des subsides déjà bien modestes<sup>556</sup>.

### 3.2. Les changements dans les ressources humaines universitaires

Trois tendances ont marqué les années 1990 dans l'évolution de la profession d'enseignant, principalement dues au contexte économique : le cumul des postes dans plusieurs établissements, la fuite des enseignants et des chercheurs de la communauté universitaire et le retour des chercheurs aux EES. Grâce à l'ouverture des nouvelles EES, les enseignants aux salaires bas, ont commencé à cumuler des postes dans plusieurs établissements. Le cumul de 4 ou 5 postes n'était pas rare pour un enseignant de l'Université dans les années 1990. La qualité de l'enseignement dans ce cas-là baissait, et les enseignants n'avaient pas le temps pour pratiquer la recherche. De nombreux chercheurs et enseignants de cette époque, témoignaient de leur insatisfaction à l'égard du niveau intellectuel et scientifique des thèses.

Avec l'apparition de nouvelles opportunités professionnelles dans d'autres secteurs d'activités (commerce, etc.), de nombreux cadres de la communauté universitaire partaient des universités pour trouver un travail mieux payé. L'exode concernait, en grande partie, les nouvelles générations d'enseignants, qui ont pris leurs postes avec le début de la *perestroïka*<sup>557</sup>.

La transition à l'économie du marché était également forcée et brusquée pour les instituts de recherche. Sans financement, les chercheurs les plus actifs, notamment les

---

<sup>556</sup> HAAKENSTAD BIANQUIS Arielle, *op.cit.*

<sup>557</sup> SOKOLOV Mikhaïl, VOLOKHONSKI Vladimir, « *Polititicheskaia ekonomia postsovetskogo vouza* » / « L'économie politique de l'EES postsoviétique », *Otetchestvennye zapiski*, n° 55 (4), 2013, p. 31-48.

mathématiciens et les physiciens des EES prestigieux russes, ont abandonné soit la science, soit la Russie, où les deux. L'ouverture du système de l'enseignement à l'international a fait venir, d'une part, les valeurs occidentales et des modèles étrangers pour la gestion et le financement en Russie et, d'autre part, des possibilités d'émigration. Des milliers d'enseignants chercheurs ont émigré à l'étranger. Selon les données de Lakhtin et Mindeli, le nombre de chercheurs qui ont quitté le pays de 1992 à 1998 s'élevait à 14 300 personnes<sup>558</sup>. De nombreux autres effectuaient la migration pendulaire entre l'Occident et la Russie afin de mieux gagner leur vie. Dmitri Livanov, le ministre de l'Éducation et de la Science de 2012 à 2016 a dit dans son interview au *Washington Post* en décembre 2015 que « dans les années 1990 la Russie était probablement le plus grand fournisseur des intellectuels pour les pays étrangers<sup>559</sup> ».

Beaucoup de ceux qui ne sont pas partis à l'étranger ont abandonné l'Académie pour d'autres secteurs d'activité plus attractifs en termes de salaire. La fuite des cerveaux de la recherche russe était le dommage le plus considérable pour l'enseignement supérieur de la Russie pendant la première décennie après la chute du système soviétique<sup>560</sup>.

Le rassemblement de l'enseignement et de la recherche dans les universités a été, d'une part, forcée par les conditions économiques et, d'autre part, stimulée par la politique de l'État vers la fin de la décennie. Premièrement, ce sont les chercheurs de l'Académie qui sont venus aux EES pour trouver un travail supplémentaire. L'arrivée de ces chercheurs au sein de l'enseignement supérieur correspondait au début de la crise qu'a connue l'Académie des sciences avec la terrible baisse de ses fonds et commandes publiques. Les chercheurs furent dans l'obligation de trouver d'autres sources de revenus, certains émigrèrent, d'autres changèrent de profession, mais nombreux prirent un contrat à mi-temps dans une université, tout en gardant leur activité de recherche au sein de l'institut. Si certains d'entre eux enseignaient déjà du temps de l'Union soviétique, ils étaient très peu nombreux après. Ce fut seulement au

---

<sup>558</sup> LAKHTIN Georgi, MINDELI Levan, « *Naouka v obnovlennoi strane* » / « La science dans le pays renouvelé », *Vestnik Rossiyskoï akademii nauk*, n° 71 (11), 2001, p. 980-987.

<sup>559</sup> ROTH Andrew, « 'Political scrutiny of education is 'reasonable,' Russia's education chief says », entretien avec Dmitri Livanov, *Washington Post*, 1 décembre 2015, quotidien.

<sup>560</sup> STERLIGOV Ivan, « Leading Russian Universities: A Scientometric Perspective », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, n° 1, Spring 2014, p. 18-20.

milieu des années 1990 que le gouvernement incita à une plus grande intégration de la recherche et de l'enseignement supérieur, rompant avec le cloisonnement relativement étanche de l'ancien régime. Les chercheurs se tournèrent vers l'enseignement avant tout pour des raisons financières : bien que mal payés, les emplois à l'université apportaient en effet un complément de salaire très appréciable. Certains instituts de recherche essayèrent de créer leurs propres établissements d'enseignement, ce qui donna lieu à de nombreux échecs<sup>561</sup>.

La formule qui a connu sans doute le plus grand succès fut la création de nouveaux établissements, en coopération avec différentes institutions déjà existantes. Ainsi, l'Université européenne de Saint-Pétersbourg a été créée grâce à la collaboration de l'Académie des sciences, de l'Université d'État de Saint-Pétersbourg et de la municipalité. Accueillant de petits effectifs d'étudiants, uniquement pour le doctorat et ayant essentiellement recruté comme enseignants des chercheurs de différents instituts de l'Académie des sciences, elle ne concurrençait pas directement l'Université de la ville. Le principe qui a prévalu à sa création était d'offrir des disciplines dont l'enseignement connaissait un retard réel par rapport à l'Occident, comme la science politique, la sociologie, l'ethnologie, l'économie et l'histoire<sup>562</sup>.

L'Europe et les États-Unis ont participé activement à la mise en place de nouveaux cursus par l'attribution de bourses, de subventions, de contrats de recherche, de projets de coopération, de moyens matériels et par toute une politique d'expertise et de conseil. Ils ont aussi créé des filières au sein des grands établissements pour préparer leurs diplômes nationaux sur le territoire russe, favorisant un peu plus l'emprise des modèles pédagogiques étrangers sur le nouveau système éducatif en formation. L'intérêt de ces pays était parfois contradictoire : il s'agissait d'être en relation avec les meilleurs enseignants et étudiants pour les utiliser à leur profit localement en les faisant venir, mais également pour favoriser l'éclosion de structures démocratiques, enclines à permettre la modernisation du pays. Ceci explique l'apparition de nombreuses réactions de rejet ou de repli nationaliste, engendrées par une impression de pillage ou de soumission à un modèle étranger. Outre la

---

<sup>561</sup> HAAKENSTAD BIANQUIS Arielle, « De l'Académie des sciences de Russie à l'Université : itinéraires inédits », *Regard sur l'Est*, dossier n° 31, publié le 1.10.2002. Disponible sur : [http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=336](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=336). Consulté le 26.10.2017.

<sup>562</sup> HAAKENSTAD BIANQUIS Arielle, *op.cit.*

contestation pédagogique se posait la question de la dépendance, par rapport aux financements étrangers, de certains EES russes<sup>563</sup>.

Les fondations internationales (occidentales majoritairement) qui sont venues en Russie au début des années 1990 ont influencé la dynamique du développement de l'enseignement et de la recherche. Grâce à elles, des formes institutionnelles innovantes sont apparues, par exemple, l'École russe de l'économie. Auparavant, l'État avait le monopole de ce rôle de créateur des formes organisationnelles des établissements d'enseignement supérieur et les fondations occidentales ont commencé à prendre une partie dans ce processus. Ce fait a été pris en compte par l'État, et les fondations fonctionnaient avec de plus en plus de restrictions en Russie dans les années 2000 avec l'apogée du conflit État-fondations étrangères en 2014 quand certaines entre elles ont été appelées « des agents des pays étrangers » qui souhaitaient influencer le développement de la science en Russie.

Parmi les jeunes enseignants des EES dans les années 1990 figuraient ceux qui ont reçu des bourses étrangères et avaient donc effectué tout ou partie de leurs études supérieures à l'étranger. Pour ceux qui revenaient et parvenaient à intégrer une université, leur volonté de changement et la nouveauté de leur démarche scientifique et pédagogique ont impulsé des innovations. Cela a favorisé dans les années 2000 une compréhension par des autorités de tutelle d'une nécessité d'homogénéiser l'offre éducative et de la rendre plus lisible à l'international.

### **3.3. Les premières transformations dans le réseau des EES**

À mesure que le ministère s'orientait vers les pays occidentaux et leurs modèles d'établissements pour faire évoluer les universités russes à la fin des années 1990, ces dernières, ainsi que les instituts de l'Académie, se retrouvaient face à une nouvelle forme de contrôle et au risque d'être restructurés, fusionnés ou abolis. Un grand débat sur les réformes de l'Académie commença dans les années 2000, mais déjà à la fin de 1990 l'État s'était montré favorable pour encourager le retour de la recherche au sein des EES. Il est à noter que cette volonté de l'État apparue en 1990 n'avait pas les

---

<sup>563</sup> HAAKENSTAD BIANQUIS Arielle, « L'enseignement supérieur russe : un immense chantier », *Regard sur l'Est*, dossier n° 31 01 octobre 2002. Disponible sur : [http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=638](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=638) Consulté le 25/04/2016.

ressources ni la légitimité pour conduire de vastes réformes impopulaires pour changer l'Académie des sciences jusqu'en 2005-2006, quand la nouvelle élite politique s'est confrontée à l'élite de l'Académie dont les membres de l'administration étaient en poste depuis l'époque soviétique. Avec le lent renouvellement des élites dans la recherche, cette confrontation repréenta d'une certaine façon, la confrontation des générations – celle « du marché » et celle « des Soviets ».

Dans un premier temps, à la fin les années 1990, la migration des instituts de recherche vers l'enseignement a suscité un certain enthousiasme. Tout était à construire et à repenser, le travail avec les étudiants était très stimulant, les possibilités de coopération internationale et donc de financements semblaient inépuisables. Puis sont venus des temps plus difficiles où les nouveaux enseignants ont compris qu'ils n'avaient plus de temps pour la recherche, que les financements commençaient à se tarir, que les nouveaux cursus rencontraient beaucoup de difficultés administratives pour être accrédités et avaient du mal à trouver des débouchés. Malgré ce désenchantement, qui peut être rapproché à celui qui gagna parfois leurs homologues occidentaux, une dynamique d'interpénétration de ces deux mondes que sont la recherche et l'enseignement s'est mise en place.

En vue de l'évolution de la politique de l'enseignement supérieur à l'époque postsoviétique, Kouzminov, Froumin et Semionov ont proposé leur vision de l'évolution des formes principales des EES. Les EES de type « régional-infrastructure » se sont diversifiés (sauf des EES spécialisés en médecine) sous la pression de la demande de la population et ils sont entrés en concurrence avec des universités classiques et ont perdu progressivement leurs liens avec des employeurs spécialisés. Dans la plupart de ces EES, un grand nombre de spécialités populaires telles que la gestion, l'économie et les services (pour les divers secteurs) sont apparues. Les EES spécialisés ont vécu des changements en dépendance directe avec l'évolution de leur domaine d'activité économique et/ou industrielle. Le lien fort avec l'industrie de base a limité le développement des EES spécialisés qui se sont identifiés à une industrie qui s'est affaiblie avec l'apparition des relations marchandes et la concurrence. Par exemple, l'Université textile de Moscou (*Moskovski tekstilny ouniversitet*) a traversé une période difficile avec le déclin de l'industrie de textile

dans les années 1990, elle a terminé en fusionnant avec l'Université d'État de Moscou de design et de technologie (*Moskovski gosoudarstvenny ouniversitet dizaïna i tekhnologii*) en 2012. Certains EES spécialisés parmi ceux qui avaient perdu leurs liens avec l'industrie suite au déclin de celle-ci ont pu se reformer à l'aune de l'université classique. Par exemple, l'Université d'État de Moscou de l'industrie forestière (*Moskovski ouniversitet lesa*) a ouvert des spécialités, telles que la traduction et l'interprétariat (1992), l'économie mondiale (1993), la comptabilité et l'audit (1992)<sup>564</sup>.

Les EES dont l'industrie n'a pas connu de difficultés, ont bénéficié de la croissance de la nouvelle économie russe. Ces EES n'ont pas seulement renforcé leur position en tant que centres de formation des cadres de l'industrie, mais également comme des centres de recherche et de développement. Ils se sont diversifiés aussi, mais ils ont maintenu leur identité fondamentale. C'est, entre autres, l'exemple de l'Université du gaz et du pétrole de Tioumen. Au cours des années 1990, concluent Froumin *et al.*, pratiquement tous les EES qui étaient liés aux usines se développaient progressivement en universités « normales ». Certains d'entre eux se sont dégradés et se sont finalement rattachés aux universités plus florissantes, certains ont pu trouver de nouveaux employeurs pour leurs diplômés et réussir leur développement dans le nouveau contexte. L'un des exemples de cette survie est l'Université industrielle d'État de Moscou qui produisait les cadres pour l'usine *La Zavod Imeni Likhatchiova (ZIL)*, un constructeur automobile soviétique, puis russe. Cette université a pu trouver de nouveaux candidats pour ces diplômés et de nouvelles ressources pour développer la recherche<sup>565</sup>.

Un autre aspect important qui a influencé la politique de l'enseignement supérieur, notamment le besoin de réformer le modèle des EES et de restructurer leur réseau était la conscience de la non-reconnaissance de l'enseignement supérieur russe sur la scène internationale. L'enseignement supérieur russe – après une période difficile suite à l'effondrement de l'Union soviétique et l'épuisement économique, la

---

<sup>564</sup> FROUMIN Isak, KOUZMINOV Iaroslav, SEMIONOV Dmitri, « *Nezaverchenny perekhod : ot gosplana – k master-planou* » / « La transition inachevée : de la planification par l'État à l'adoption du plan directeur (master plan) », *Otetchesvenye zapiski*, 2013, n° 4 (55) disponible sur : <http://magazines.russ.ru/oz/2013/4/7f.html>, consulté 03.05.2015.

<sup>565</sup> FROUMIN Isak, KOUZMINOV Iaroslav, SEMIONOV Dmitri, *op.cit.*

désorientation politique et sociale – se pensait néanmoins comme incarnant l'esprit d'un grand pays avec une forte conviction de son haut potentiel scientifique et intellectuel. Malgré les difficultés économiques, le nouvel État russe avait l'espoir et la volonté d'être parmi les leaders dans tous les domaines, y compris dans l'enseignement supérieur. Cet espoir est lisible dans toutes les déclarations des dirigeants politiques : le président, les dirigeants des partis, le gouvernement ; c'était également inscrit dans l'esprit des documents (lois, décrets) de la politique d'enseignement supérieur. Pendant toute la moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'Union soviétique a montré des résultats remarquables dans la recherche mondiale, notamment, dans les domaines de l'aéronautique, le spatial, le militaire, alors qu'entre les années 1990 et 1999 la Russie s'est rendu compte qu'elle n'était plus considérée comme un pôle, comme une puissance intellectuelle mondiale, malgré sa taille, ses ressources naturelles et son potentiel militaire. Cette décennie était douloureuse pour la société russe. Elle devait accepter l'idée que son système d'enseignement supérieur et de recherche n'était plus à la pointe ni reconnu mondialement. La déclaration de Bologne signée en Europe en 1999 est venue comme une opportunité pour la Russie de se joindre à l'intégration avec des avantages politiques et socio-économiques. Enfin, l'augmentation du prix mondial du pétrole permettait à la Russie d'envisager une politique de restructuration et de modernisation des universités.

#### **3.4. Le passé rencontre le présent en attendant l'avenir...**

Dans les années 1990, la question de l'identité de l'enseignement supérieur est restée en suspens : sans forme définitive et sans concept solide. Alors que l'enseignement était auparavant considéré comme une branche de l'économie du pays, elle ne semblait plus préoccuper les politiques. Dans les années 1990, le ministère utilisait plutôt une notion mixte, l'enseignement était perçu comme un moyen de réponse aux besoins d'un individu d'acquérir des connaissances, un moteur de la modernisation de l'économie et un sujet du prestige national.

Le concept technocratique de l'enseignement supérieur adopté dans les années 1930 et utilisé pendant près d'une moitié de siècle a été supprimé à l'époque postsoviétique. Le plan commun de régulation de la formation des spécialistes de toutes les sphères a été annulé. Le nombre de places pour les spécialités a été

renouvelé chaque année par inertie. Après la chute de l'URSS, l'État a poursuivi sa politique de planification du nombre de places selon les spécialités. L'État restait formellement une ordonnée principale de la politique dans le secteur (et seul donneur d'ordre pour les places « gratuites » dites budgétaires dans les EES publics), mais il a cessé de transmettre l'information aux établissements de l'enseignement supérieur. Dans les chiffres de la commande publique pour les cadres (*gosoudarstvenny zakaz*), l'État ne réagissait pas dans les années 1990 à la demande des nouvelles activités économiques de la société (nouvelles branches économiques), ni au changement brusque de l'infrastructure de l'industrie soviétique. Néanmoins, l'apparition de nouvelles demandes dans l'enseignement supérieur s'est progressivement fait sentir dans les années 1990. Tout d'abord, elles ont été exprimées par les familles, mais aussi par les employeurs. Or, ce n'est pas l'État qui a réagi face à ces demandes, mais les universités et les écoles privées qui ont pu satisfaire ces demandes du marché de travail en proposant des programmes payants.

La transition de l'économie planifiée à l'économie du marché a-t-il signifié la transition de la main-mise de l'État dans l'enseignement supérieur au profit des cadres de l'industrie et du marché ? La réponse n'est pas évidente. D'une part, parce que l'État était prêt à céder son rôle d'unique investisseur. Les universités et les EES ont essayé de s'adapter à ce contexte, mais en pratique tous les acteurs du processus de la transition n'ont pas pu éviter les difficultés d'une telle transition. L'État n'a pas assuré le cadre légal pour prévenir la corruption dans l'enseignement supérieur avec l'ouverture de la possibilité d'activités commerciales pour les universités.

Au final, la transformation des EES dans la nouvelle Russie avait un caractère spontané avec une combinaison étrange de planification rigide de l'État et « d'une débauche » du marché pour tout ce qui était en dehors de la composante budgétaire de l'enseignement supérieur. Cette situation du marché qui pénétrait le secteur de l'enseignement supérieur a été appelé « le bazar » par le Premier ministre Tchernomyrdine en 1992 en raison de l'information insuffisante et de l'absence des garanties de qualité<sup>566</sup>.

---

<sup>566</sup> « Nous avons besoin d'un marché, et non pas un bazar ! » : Le discours de Victor Tchernomyrdine le 14 décembre 1992 lors de son inauguration en tant que Premier ministre.

## Conclusion

En somme, les années 1990 constitua l'une des périodes les plus complexes pour la Russie combinant curieusement l'écroulement de la structure de l'État, la chute de l'économie et une série des réformes innovantes dans le système de l'enseignement.

Plusieurs aspects ont influencé la prise des décisions dans le système d'enseignement dans les années 1990 :

- les conditions socio-économiques brusquement aggravées, la destruction de l'économie et du pays ;
- la désorientation axiologique à la suite de l'abolition de l'idéologie officielle d'État;
- l'inertie du système, qui a subi pendant des décennies précédentes le poids du Parti communiste et de l'État ;
- les changements fréquents des dirigeants, le niveau de leur professionnalisme n'étant pas souvent à la hauteur ;
- l'envie de correspondre et de s'adapter aux conditions économiques et socio-politiques suite aux demandes de la société : la société a exprimé ouvertement et de manière de plus en plus solidaire ces demandes ;
- le poids des mécanismes du marché qui a mené à la montée de la corruption et à l'abus, à l'apparition de l'économie de l'ombre dans l'enseignement ;
- « le retrait » de l'État de l'enseignement, l'absence d'autorité directe et permanente sur la résolution des problèmes dans l'enseignement. Le système d'enseignement supérieur a été abandonné à lui-même.

La plupart des travaux de recherche de la période des années 1990 mettent l'accent sur les difficultés financières, sur l'augmentation de l'offre de formation universitaire, et sur l'apparition du secteur privé dans l'enseignement supérieur. Dans son analyse de la politique de l'enseignement supérieur russe de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, Kostiuhenko Inna considère que la privatisation a joué un rôle majeur dans l'activité de l'enseignement supérieur à cette période. Cela avait pour conséquence le changement des relations de propriété dans les universités. Isak

Froumin *et al.* pense que le facteur principal qui a déterminé la transformation de l'enseignement supérieur russe dans les années 1990 constitue la demande montante de la population pour l'accès à l'enseignement supérieur. Cette tendance s'est poursuivie dans les années 2000. En vue des facteurs majeurs, des tendances politiques et des résultats de la politique de l'enseignement supérieur, une triple évolution caractérise le développement du secteur : la chute des financements publics, la multiplication de cursus payants et la massification<sup>567</sup>.

Le changement de cap politique au début des années 1990 a eu un effet colossal sur toutes les sphères de la société en Russie, notamment sur l'enseignement supérieur. Malgré les résultats positifs de la démocratisation et l'ouverture à la possibilité de financement privé et à la collaboration internationale plus large pour les universités, la situation s'est compliquée en raison de la crise économique, sociale et politique. Étant dans la phase de transition, les EES comme d'autres institutions sociales ont vécu les conséquences de l'instabilité sociale. Le bas niveau du financement d'État, le manque de cadre législatif, la fuite des cadres d'enseignement et de recherche à l'étranger et d'autres raisons mentionnées ci-dessus ont conduit le système d'enseignement supérieur à un état de crise.

Les solutions que l'État avait mises en place pour l'enseignement supérieur n'étaient pas toujours rationnelles, c'est-à-dire, qu'elles ne pouvaient pas objectivement être réalisées dans les conditions existantes. Il y avait un nombre de solutions volontaristes, populistes, et des solutions subjectives soutenant des idées inefficaces ou des schémas de corruption (par exemple, l'accréditation des établissements d'enseignement supérieur inéligibles). Un certain nombre de solutions politiques avait un caractère monétaire : elles ont permis soit de préserver la situation, soit de réagir aux infractions dans les conditions d'absence d'un système de contrôle et l'abstention des agences du maintien de l'ordre pour empêcher ces infractions. Il y avait également les solutions d'avenir qui ont créé un cadre légal pour le développement du système dans des années à venir.

---

<sup>567</sup> KOSTIOUTCHENKO Inna, *Istoricheski opyt razrabotki i realizacii gosudarstvennoï politiki SSSR i Rosssiyskoï Federacii v sfere narodnogo obrazovania vo vtoroi polovine XX veka / L'élaboration et de la mise en place de la politique d'Etat en matière d'éducation dans la deuxième moitié du XX siècle : l'expérience de la Fédération de Russie*, la thèse de post-doctorat (*doctor naouk*) en histoire, Moscou, 2004, 411 p.

Les solutions aux effets positifs n'étaient souvent pas interconnectées et n'assuraient pas la cohérence et la continuité de la politique. Une volonté de réformer l'ensemble du système éducatif est apparue dès la seconde moitié des années 1990. De multiples projets se sont succédés sans qu'aucun ne soit réellement mis en œuvre<sup>568</sup>.

Or, malgré un certain degré d'inefficacité et d'incohérence de la politique universitaire des années 1990, les EES ont pu jouir de l'octroi d'une certaine autonomie de gestion, et le système a vu les nouveaux venus dans le champ de l'éducation. L'État, par la loi de 1992, a ouvert la voie à de multiples initiatives, privées ou publiques, économiques ou pédagogiques : sans toutefois renoncer à ses prérogatives.

La suppression des anciens moyens de légitimation des décisions d'État à savoir, le pouvoir du Parti et l'idéologie officielle, et l'inachèvement des nouveaux moyens démocratiques, un caractère « hybride » du pouvoir qui combinait les principes démocratiques avec les principes autoritaires de fonctionnement, ainsi que la priorité des besoins économiques avant d'autres orientations de la géopolitique ont abouti à une contradiction entre les nouvelles tendances pour le développement du système d'enseignement supérieur. À la fin des années 1990, le cap déclaré d'une marche vers la modernisation du pays basée sur l'économie de l'innovation a quand même ravivé la priorité du développement de la politique universitaire avec le soutien de la recherche et de l'innovation dans les EES.

## **CHAPITRE 5**

### **LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR RUSSE DANS LES ANNEES 2000 : MODERNISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DANS LE CONTEXTE DE « LA DEMOCRATIE DIRIGEE »**

---

<sup>568</sup> IVANOVA Svetlana (éd.), *Priniatie resheniy v systeme obrazovania / La prise de décisions pour le système de l'éducation*, Moscou : Édition IET, 2014, 548 p., p. 185.

La période difficile des années 1990 et la sortie de la crise économique en Russie à la fin des années 1999, ainsi que l'arrivée d'un nouveau dirigeant politique, l'ensemble de ces facteurs déterminent un grand changement politique en Russie, à savoir l'installation d'un nouveau modèle de régime démocratique - la « démocratie dirigée » (*oupravliaemaia demokratiia*)<sup>569</sup>. L'État reprend le contrôle de l'enseignement supérieur et de la recherche et s'efforce de créer une nouvelle approche pour la politique universitaire qui peut aider à résoudre de vieux problèmes et de relever les nouveaux défis. Les nouveaux projets de l'enseignement supérieur mènent au nouveau modèle de l'enseignement supérieur, et à la fin des années 2000, il est possible de voir à travers des programmes de l'État les contours d'un nouveau système universitaire en cours de construction.

## **1. Le contexte économique et politique en Russie dans les années 2000**

### **1.1. L'évolution de la situation économique et démographique**

À partir de 1999, la croissance économique de la Russie a augmenté essentiellement grâce à la conjoncture favorable des prix mondiaux du pétrole, dont la Russie est l'un des plus grands exportateurs. Après une baisse brutale de son PIB durant les années 1990, celui-ci est revenu en 2005 à un niveau proche de celui de l'année 1990. Entre 1999 et 2005, la Russie a connu une forte croissance économique (de 6,7 % par an en moyen). Bien que la crise économique mondiale née aux États-Unis en 2008 ait entraîné une courte période de récession en Russie (-7,8 % en 2009), l'économie russe a vu le retour de la croissance l'année suivante (+4 % en 2010)<sup>570</sup>.

---

<sup>569</sup> Le terme « démocratie dirigée » (« guided democracy » en anglais) a été utilisé pour la première fois par Bertrand de Jouvenel (« démocratie totalitaire ») et par Edward Hallett Carr (« guided democracy ») et connu grâce aux travaux de Jacob Talmon sur le totalitarisme. La notion collective de démocratie dirigée comprend donc le pouvoir autoritaire (ou dans certains cas, totalitaire) avec les signes extérieurs du régime démocratique (élections, etc.). Elle est caractérisée par les répressions ponctuelles et individuelles contre certains opposants sans imposer des poids politiques contre des groupes de populations comme sous régimes autoritaires et totalitaires. Aussi, elle se caractérise par l'utilisation de masse media par des pouvoirs afin d'influencer l'opinion publique, par les infractions lors les élections, et par le respect partiel des droits des citoyens.

<sup>570</sup> Les données sur le PIB et sur le taux de croissance sont collectées sur les sites de *CIA* (the World Factbook : <https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/>) et de la Banque mondiale (<https://data.worldbank.org/country/russian-federation> ; <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=RU>). Consulté le 26.10.2016.

Après avoir assisté pendant plus d'une décennie à la dégradation des conditions dans les différents secteurs, l'État russe a commencé à reprendre progressivement la main dans les années 2000. Le Fonds de stabilisation (*Stabilizatsionny fond*) a été créé en 2004 pour assurer un développement économique stable. Grâce aux ressources financières accumulées dans le Fonds de stabilisation en 2005, l'État a lancé quatre projets nationaux prioritaires pour « la croissance du capital humain » dans quatre domaines : éducation, santé publique, logement et agriculture<sup>571</sup>.

Le facteur démographique a joué un rôle important dans le développement de la politique sociale du pays dans plusieurs domaines : la médecine, les finances, l'éducation, l'enseignement supérieur. Selon les données du recensement 2002, la population russe a diminué de 1,8 millions entre 1989 et 2002, alors que la tendance mondiale était inverse. À la fin des années 1990, le taux de décroissance naturelle de la population a dépassé 900 000 personnes<sup>572</sup>. Alors que le taux de décroissance naturelle baissait progressivement de (2001 à 2009), la crise démographique en Russie persistait selon le rapport de la Fondation de l'UNO sur la population du monde 2004<sup>573</sup>.

Certaines mesures ont été ajoutées aux projets nationaux prioritaires pour améliorer la situation démographique en Russie. Le Conseil du président de la Fédération de Russie sur la réalisation des projets nationaux prioritaires a été créé en 2005. En 2006, il a changé de nom et est devenu le Conseil du président de la Fédération de Russie sur la réalisation des projets nationaux prioritaires et de la politique démographique nationale. Grâce à l'attention particulière portée à la politique démographique, mais également à l'afflux des immigrants venant des pays

---

<sup>571</sup> Le fonds de stabilisation de la Fédération de Russie est un fonds créé le 1<sup>er</sup> janvier 2004 qui gère les excédents budgétaires commerciaux liés aux exportations des ressources naturelles.

Voir : *Postanovlenie Pravitel'stva Rossiïskoï Fédératsii « Ob outverjdenii pravil peretchislenia v Stabilizatsionny fond Rossiïskoï Fédératsii dopolnitel'nykh dokhodov federal'nogo bioudgeta, ostatkov sredstv federal'nogo bioudgeta na natchalo finansovogo goda i dokhodov ot razmetchenia sredstv Stabilizatsionnogo fonda Rossiïskoï Fédératsii »* / L'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie du 23.01.2004 n° 31 relatif à l'adoption du règlement sur la version des revenus supplémentaires, des financements restant après la clôture de l'année financière et des financements générés suite aux opérations avec les moyens du Fond de stabilisation. Disponible sur le site officiel du ministère des Finances : <https://www.minfin.ru/ru/search/>. Consulté le 26.10.2016.

<sup>572</sup> Les données sur l'accroissement naturel de la population sont disponibles sur le site de Rosstat (La statistique de la Russie) :

<http://web.archive.org/web/20100222223827/http://www.gks.ru/dbscripts/Cbsd/DBInet.cgi?pl=2401054>. Consulté le 31.05.2016.

<sup>573</sup> Le rapport de l'UNO sur la population du monde, édition 2004. Disponible sur le site officiel de l'organisation. <http://www.un.org/ru/development/surveys/docs/population2004.pdf>. Consulté le 31.05.2016.

anciens des républiques de l'URSS en 2009, pour la première fois depuis quinze ans, l'accroissement naturel (la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès sur un territoire au cours d'une période) de population a atteint 1 000 personnes<sup>574</sup>.

## **1.2. Changement et continuité dans la vie politique russe dans les années 2000**

La victoire de Vladimir Poutine aux élections présidentielles en 2000 a marqué une période de début de stabilisation et de réforme du régime politique. Oleg Smolin analyse et divise la première décennie des années 2000 en quatre périodes : de janvier 2000 au printemps 2001 – la période de la réformation du système politique ; du printemps 2001 à la fin 2003 – la période de l'achèvement du régime de « la démocratie dirigée » et de la création du multipartisme avec néanmoins le monopole du parti dominant ; du début 2004 à mai 2008 – la période de transition du régime autoritaire avec l'apparition de quelques éléments de démocratie ; à partir de mai 2008 jusqu'à mai 2012 – la période de la quasi-libéralisation du régime politique, de la pseudo-dualité du pouvoir (Poutine-Medvedev) et de la crise économique.

La première période se caractérise par l'accroissement de l'influence de certaines structures des pouvoirs publics, notamment les structures fédérales de sécurité, ainsi que par la répartition des pouvoirs - des régions au centre. La centralisation du pouvoir a été marquée par la création du système des districts fédéraux et le changement de la règle de composition du Conseil de la Fédération (*Soviet Federatsii*) de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie. En effet, après l'élection de Poutine à la présidence de la Russie en 2000, l'élargissement de la base politique du régime a amorcé un changement vers le renforcement du rôle de l'État dans toutes les politiques sectorielles. Le soutien de la majorité des groupes politiquement actifs s'est stabilisé, et l'apathie politique de la majorité de la population s'est renforcée.

---

<sup>574</sup> *Poslanie Prezidenta Rossii Dmitriia Medvedeva Federal'nomou Sobraniou RF* / Le Message du président de la Russie Dmitri Medvedev au Parlement 12 novembre 2009. Disponible sur le site officiel du président de la Russie : <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/5979>. Consulté le 26.10.2017.

Les élections parlementaires (décembre 2003 – mars 2004) marquent la dernière étape de la création du régime appelé par certains analystes « démocratie dirigée » (*oupravliaemaia demokratia*<sup>575</sup>) en raison de l'accroissement des tendances autoritaires et du refus partiel d'utiliser les institutions démocratiques. Le changement de la procédure électorale par la nomination des chefs des sujets de la Fédération de Russie et du président de la Cour des comptes, le rejet du système majoritaire des élections à la Douma, la continuité du renforcement du rôle des forces de sécurité (*siloviki*) dans le système politique et dans le monde des affaires ont tous participé à la consolidation du pouvoir du président de la Russie et de son administration ainsi qu'à la formation d'une élite politique fermée. L'échec des partis de droite et l'échec des partis de gauche aux élections à la Douma, la formation du nouveau gouvernement avec un Premier ministre qui ne présentait pas un poids d'équilibre face au président, mais qui était plutôt un exécutif technique de la volonté du président, ont signifié une nouvelle étape de la formation du régime politique.

La restructuration du gouvernement de l'État s'est effectuée entre 2003-2004. Cette « perestroïka » des autorités publiques avait pour objectif de mettre en place une structure plus claire à trois échelons : ministères en tant que premier échelon pour la réalisation des fonctions politiques et la rédaction des régulations dans leurs domaines ; puis, les services fédéraux qui exercent des fonctions de contrôle et de surveillance ; puis des agences fédérales qui travaillent avec les « clients » (les établissements, les entreprises, la population, etc.). De nombreux postes d'adjoints du Premier ministre ont été supprimés ainsi que de nombreux comités sectoriels au sein des ministères. Ces mesures ont été vues par certains politologues comme le renforcement du rôle de l'État et des tendances autoritaires au sein des pouvoirs publics. Néanmoins, une analyse plus poussée permet de voir la volonté de l'État de renforcer les institutions des pouvoirs afin de diminuer l'influence personnelle sur les politiques sectorielles, bien forte et visible dans les années 1990. « En Russie postsoviétique, les changements se sont passés de façon chaotique. Et ils ont été

---

<sup>575</sup> KARGALITSKI Boris, *Opravliaemaia demokratia : Rossia, kotorouïou nam naviazali / La démocratie dirigée : la Russie qu'on nous a imposé*, Ekaterinbourg : Ultra.Koultoura, 2005, 576 p.

conduits par des personnes concrètes, et non pas par les institutions du pouvoir<sup>576</sup> », dit en 2004 Alexeï Makarkin, analyste du Centre des technologies politiques :

« De nouveaux gens sont venus au pouvoir avec pour objectif d'obtenir un poste important. Le nombre d'adjoints au Premier ministre a progressivement augmenté, il était trop grand sous Tchernomyrdine, par exemple. Puis, il y avait un phénomène de lobbying sectoriel : chaque groupe d'intérêt avait son comité dans les ministères (Comité de la pêche, Comité de la cinématographie, etc.). Et les industries, et les gens portant des projets souhaitaient que le financement passe par leur propre comité et non par l'autre pour contrôler leur secteur. De plus, ce contrôle était également assez personnalisé ».

La réforme structurelle a donc permis d'éliminer les lobbyistes sectoriels et des hommes politiques qui cherchaient à recevoir « de grosses cagnottes ». La réforme était rationnelle et logique pour mettre fin à un certain chaos issu des années 1990. En revanche, elle a diminué le potentiel d'équilibre des pouvoirs.

Pendant la deuxième période, les changements ont affecté la politique des affaires étrangères. La Russie a soutenu l'opération militaire des États-Unis en Afghanistan et elle est restée loyale à l'introduction des troupes américaines en Irak. L'État n'a pas activement protesté contre l'élargissement de l'OTAN à l'Est, et il n'était pas actif dans le développement de l'union avec la Biélorussie. La Russie était d'accord pour la sortie des États-Unis du Traité ABM, et pourtant, à l'époque soviétique et à l'époque postsoviétique des années 1990, le Traité ABM a été considéré comme la clé de voûte du système de sécurité du pays. Ce changement politique a été dicté par deux tendances principales. Premièrement, la nouvelle élite politique a adopté une ligne rigide dans sa lutte contre le terrorisme en raison de son expérience douloureuse dans la guerre de Tchétchénie : elle a donc soutenu officiellement les actions contre le terrorisme international. Deuxièmement, et plus important, la nouvelle élite a décidé d'être plus pragmatique dans sa politique extérieure et d'entreprendre des actions servant des intérêts nationaux actuels plutôt que de chercher à s'accrocher aux mécanismes anciens.

Le durcissement de la politique sociale, notamment la suppression des aides sociales pour certaines catégories de la population et l'augmentation des charges

---

<sup>576</sup> MAKARKIN Alexeï, « *Ou pravitelstva – impovizirovanno vystroennaia golova* » / « Le gouvernement a une tête construite de façon improvisée », Entretien, Politika i Ekonomika, n° 10 (13) du 22 mars 2004. Disponible sur <http://www.politjournal.ru/index.php?action=Articles&dirid=82&tek=832&issue=22>. Consulté le 31.05.2016.

(électricité, etc.), a conduit à la baisse du soutien de la population et à l'activation de forces d'opposition. Or l'influence de l'opposition restait faible. Avant les élections parlementaires 2007, il y a eu une tentative de créer un bipartisme à la place du système de parti unique, puis l'intérêt pour ce projet a diminué. Les tentatives de réunir les efforts des partis de gauche et des partis de droite afin de se battre pour les libertés politiques et civiles n'ont pas abouti à la création ni d'un bloc uni ni d'instances coordinatrices.

La structure du pouvoir et du processus politique dans la Russie des années 2000-2010 se sont formés définitivement vers l'automne 2007, après l'accord du président Poutine de prendre la tête du parti La Russie unie (*Edinaia Rossiia*) aux élections parlementaires, et son accord de travailler comme chef du gouvernement à condition que la candidature qu'il proposait au poste de président soit acceptée. Il est possible, selon certains politologues, de considérer ce moment comme un point de départ d'une nouvelle ère politique. Or, des avis divergents existent : la politique n'a pas changé avec le changement du président.

En effet, le changement de président en 2008 n'a pas été synonyme d'une nouvelle époque historique, mais a marqué une nouvelle étape de l'époque politique débutée en 2000. Tout d'abord, la politique économique n'a pas changé. Notamment, le budget qui avait pour objectif de donner un cadre à la politique économique pour les années 2008-2010 a été adopté en 2007, avant les élections présidentielles. Selon plusieurs politologues<sup>577</sup>, c'était un signe de la volonté de l'ancien Président de limiter la liberté d'action du nouveau président en politique économique. Deuxièmement, les changements dans la politique sociale ont également été programmés auparavant (dispositifs de la politique favorisant la natalité, à savoir l'introduction d'une allocation maternelle et l'augmentation des allocations pour l'éducation des jeunes enfants ; nouvelle réforme de retraite conduite en 2010)<sup>578</sup>.

---

<sup>577</sup> Voir, par exemple :

IAKOUNIN Vladimir *et alii*, *Problemy sovremennogo gosudarstvennogo upravleniia v Rossii* / *Les problèmes de la gouvernance actuelle de la Russie*, Moscou : Naoutchny ekspert, 2009, 104 p., coll. « Le problème d'évaluation de qualité de la gouvernance ».

<sup>578</sup> MOISEEV Vladimir, *Sistema gosudarstvennogo i munitsipal'nogo upravleniia* / *Le système de la gouvernance fédérale et municipale*, manuel universitaire, Moscou-Berlin : Direktmedia, 2015, 603 p., p. 534.

Le libéralisme démontré par le président Medvedev dans ses discours ne l'a pas empêché d'adopter des solutions politiques autoritaires, par exemple, l'ajout dans la Constitution de la possibilité d'être réélu pour une troisième et quatrième fois, ainsi que le changement de modalités de recrutement du président de la Cour constitutionnelle, désormais nommé par le président du Conseil de la Fédération. Ces mesures n'ont jamais été proposées par les précédents présidents, et les politologues estiment que le groupe dirigeant politique a confié cette mission au président, perçu comme un libéral aux yeux d'une partie de l'intelligentsia et du monde des affaires. Or, des réformes démocratiques ont également eu lieu : l'introduction du droit du contrôle parlementaire du Cabinet et l'obligation du Cabinet de présenter son bilan d'activité à la Douma annuellement. La diminution en 2010 du nombre obligatoire des membres des partis pour se présenter aux élections avait aussi un caractère démocratique, mais elle était plus symbolique qu'autre chose (de 10 %).

La continuité a été également visible dans la politique extérieure. Les déclarations assez raides lors du Message présidentiel prononcé à l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie le 5 novembre 2008, le jour de l'élection de Barack Obama en tant que président des États-Unis, mais avant tout le conflit de la Russie avec la Géorgie, ont montré cette continuité de la ligne politique précédente, avec une volonté prononcée de jouer un rôle plus important sur la scène internationale, rôle qui s'était affaibli depuis l'éclatement de l'URSS<sup>579</sup>. Néanmoins, force est de constater que « presque tous les leaders de la Russie dans la même situation ont fait la même chose<sup>580</sup> ».

## **2. La politique de l'enseignement supérieur en Russie après la transition**

### **2.1. Les grandes lignes de la politique russe de l'enseignement supérieur dans les années 2000**

---

<sup>579</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Le Message du président de la Russie Dmitri Medvedev au Parlement du 5 novembre 2008 à Moscou. Disponible sur le site officiel du président de la Russie : <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/1968> Consulté le 7 mai 2016.

<sup>580</sup> SMOLIN Oleg, *Obrazovanie. Politika. Zakon / L'éducation. La politique. La loi*, Moscou : Koul'tournaia revolioutsia, 2010, 967 p. La monographie est disponible sur le site officiel de l'auteur : [http://www.smolin.ru/read/education\\_politics/pdf/](http://www.smolin.ru/read/education_politics/pdf/). Consulté le 22.10.2017.

La politique de l'enseignement supérieur s'est stabilisée après une période d'ébullition dans la première moitié des années 1990 : les autorités de tutelle ont amorcé un virage vers le renforcement de leur contrôle et vers des initiatives en vue d'une modernisation à long terme du système éducatif russe. Des déclarations des hommes politiques ont de plus en plus montré la volonté de fortifier le potentiel de l'enseignement supérieur russe sur le plan national et international.

La situation économique de l'enseignement supérieur s'est améliorée dans les années 2000. Si la politique est une représentation concentrée de l'économie, alors le budget est une représentation concentrée de la politique. Le taux minimal des dépenses pour l'enseignement supérieur à 3 % des dépenses fédérales n'a pas été respecté de 1997 à 2004. Néanmoins, ce dispositif n'a jamais été revu. En 2005, ce minimum a été franchi :

2005	3,3 %
2006	3,61 %
2007	3,39 %
2008	3,39 %

Source : Le recueil des données statistique « *Obrazovanie v Rossii* » / « L'éducation en Russie », Moscou : Goskomstat, 2003.

Suite aux réformes des années 1990, l'enseignement supérieur reposait sur deux composantes : des ressources d'origine publique, dont une partie provient du budget fédéral et l'autre des budgets régionaux et locaux et des ressources propres, assurées par les frais d'inscription et les revenus des activités commerciales et para-commerciales. En 2003 47,6 % des étudiants au total payaient pour leurs études supérieures et 40,7 % de ces étudiants étaient inscrits dans les EES public<sup>581</sup>.

De 1998 à 2004, le ministre de l'Éducation nationale était Vladimir Filippov. Il est venu au ministère au moment du gouvernement de centre gauche sous la direction de Evgueni Primakov. La candidature de Filippov a été proposée au gouvernement par le

---

<sup>581</sup> ZABOROVSKAIA Alina, CHYCHKIN Vladimir (dir.) et alii, *Vyshee obrazovanie v Rossii : pravila i real'nost' / L'enseignement supérieur en Russie : les règles et la réalité*, Moscou : L'Institut indépendant de la politique sociale, 2004, p. 123.

recteur de l'Université d'État de Moscou Viktor Sadovnitshi et par le président du Comité pour l'enseignement et la recherche de la Douma Ivan Melnikov. Le ministre Vladimir Filippov décrit ce temps de changement du contexte pour l'évolution de la politique de l'enseignement au milieu des années 2000 :

« J'ai travaillé dans quatre gouvernements différents en tant que ministre, et puis dans le cinquième en tant qu'adjoint du Premier ministre, de 1998 à 2004. Quand nous sommes venus au gouvernement sous Primakov en septembre 1998 après le défaut de paiement du mois d'août 1998, c'était un temps très difficile. Mais après 2004 et avant la crise 2008-2009, l'État a bénéficié des pétrodollars, et il a eu l'argent pour réaliser un nombre de projets dans l'enseignement supérieur<sup>582</sup> ».

Vladimir Filippov avait la réputation d'être un excellent fonctionnaire qui lisait tous les documents qui passaient par lui. Il avait un contact étroit avec le Vice-Premier ministre Valentina Matvienko et un vrai talent de débateur, notamment avec les recteurs. Le ministre Filippov réussissait à obtenir le soutien à ses idées de réformes de la part d'un grand nombre de décideurs politiques, y compris de la communauté universitaire.

Au début des années 2000, Filippov a organisé l'élaboration de la « Doctrine nationale d'enseignement en Russie » en collaboration avec les représentants des différents comités de l'Assemblée fédérale, avec l'Académie russe de l'Éducation, et avec un nombre d'associations publiques. Sous Filippov un certain nombre de conseils et de groupes de travail ont été créés au sein du ministère pour effectuer l'expertise des documents normatifs et des solutions proposées par le ministère. Cela a permis à des acteurs hors ministère d'influencer dans une certaine mesure ses décisions. Le ministre a communiqué activement avec la presse. Il est légitime de conclure qu'au début des années 2000 le ministère a joué un rôle important dans la politique d'enseignement supérieur, il y avait même un certain degré d'autonomie par rapport aux lignes directrices du gouvernement. De même, le ministre Filippov n'hésitait pas à impliquer des recteurs dans les discussions, ce qui donnait au ministère et au gouvernement plus de légitimité morale d'avancer dans sa politique grâce à un certain consensus obtenu avec la communauté universitaire.

Or le ministère de l'Éducation nationale faisait partie de l'équipe gouvernementale, et, après le départ du Premier ministre Primakov Evgueni en 1999, la politique de

---

<sup>582</sup> Entretien avec Vladimir Filippov effectué par téléphone le 2 décembre 2015.

centre-gauche ne pouvait pas perdurer longtemps en raison de changements politiques fondamentaux au sein du gouvernement. Le nouveau chef du gouvernement a montré une orientation de droite dans la politique de l'enseignement supérieur. À partir du printemps 2000 et jusqu'à l'été 2001, les programmes et les concepts se sont confrontés. D'un côté, il y avait le Programme de German Gref et sa composante pour l'enseignement, d'un autre côté il y avait le projet de la doctrine nationale et le document adopté par le Conseil d'État<sup>583</sup> en 2001 - « La politique actuelle de l'éducation en Russie<sup>584</sup> ».

De l'automne 2001 à décembre 2001, l'orientation centre-droite s'est imposée dans le gouvernement, et le projet du Conseil d'État retenu par le gouvernement a été retravaillé et modifié en fonction des orientations du Programme de German Gref. Le Programme de la modernisation d'enseignement russe a été adopté en 2001 pour dix ans. Depuis décembre 2001 et jusqu'en mars 2004, l'équipe ministérielle a suivi l'orientation centre-droite dans la politique d'enseignement. Néanmoins, sous la pression de la politique de droite, le ministre Filippov a réussi à transformer des propositions politiques impopulaires (programmes pilotes). Cela a diminué le nombre d'erreurs lors de la mise en place finale des changements, mais aussi la confrontation avec la société. Un exemple d'une telle solution était la mise en place de l'Examen d'État unifié (EGE) - un examen que chaque élève devait passer après l'obtention du diplôme de l'école pour entrer dans une université ou un collège professionnel. La phase d'expérimentation avant la mise en place de l'EGE en 2009 pour tout le pays a duré 9 ans (depuis décembre 2001).

La composition des forces politiques à l'issue des élections à la quatrième Douma et la proportion des partis ont souligné la formation définitive du multipartisme avec une position dominante d'un Parti, et ont influencé la politique législative en général et la politique de l'enseignement en particulier. Avec le renforcement dans les instances législatives des positions de la nouvelle élite dirigeante durant la deuxième

---

<sup>583</sup> Le Conseil d'État est une instance consultative rattachée au Président de la Russie créée en 2000. *Le Conseil donne son avis au Président, mais il n'a pas de compétences d'autorité.*

<sup>584</sup> *Doklad rabochei grouppi prezidiuma Gosudarstvennogo soveta Rossiyskoi Federatsii po voprosam reformy obrazovania « Obrazovatelnaia politika Rossii na sovremennom etape »* / Le rapport du groupe de travail du Présidium du Conseil d'Etat de la Fédération de Russie relatif à la réforme de l'éducation « La politique actuelle de l'éducation en Russie. Le document est disponible sur le site officiel du président de la Russie : <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/21905>. Consulté le 7.05.2016.

moitié des années 2000, les décisions du gouvernement ne rencontraient plus une force considérable d'opposition, et le travail législatif s'est confirmé en matière d'enseignement du gouvernement ou, selon Oleg Smolin, « un département juridique du gouvernement ». Il ajoutait que les initiatives législatives qui ne venaient pas du président, du gouvernement ou des élus-membres du parti du pouvoir, n'avaient pas de chance de devenir des lois<sup>585</sup>.

Dans les années 2000, l'arrivée des nouveaux partis était accompagnée d'orientations pas claires. Comme le souligne le politologue et le président de la fondation Indem Grigori Satarov, il est possible de considérer que, dans le sens strict de la science politique, le parti du pouvoir La Russie unie présentait « une clientèle » aux ordres du Cabinet du président qui n'avait pas de visage politique<sup>586</sup>. En réalité, la politique conduite du parti La Russie unie, notamment la politique de l'enseignement supérieur, démontrait des éléments d'un conservatisme de droite : par exemple, les initiatives d'introduction de nouveaux mécanismes financiers dans la gestion de l'enseignement proposées en 2005-2006 (formule/méthode, « l'argent qui suit l'étudiant »), l'annulation des avantages fiscaux pour les EES (pour l'impôt foncier et l'impôt sur la fortune) en 2006, la réduction des ajournements pour l'appel au service militaire aux jeunes hommes étudiants en 2006, la réduction du nombre des places budgétaires de 2004 à 2008 (13,7 %) <sup>587</sup>.

En 2004, le ministère de l'Enseignement général et professionnel de la Fédération de Russie est devenu ministère de l'Éducation et de la Science, et il a regroupé sous sa tutelle plusieurs agences fédérales, notamment l'Agence fédérale pour l'enseignement (*Rosobrazovanie*) et le Service fédéral du contrôle sur l'enseignement et la recherche (*Rosobrnadzor*). Le Programme de la modernisation a été mis à jour par une nouvelle équipe ministérielle sous la direction du ministre Andreï Foursenko. Les raisons de remplacement de Filippov par Foursenko restent une énigme pour tous, a écrit Alexandre Adamski dans son blog dédié à l'analyse de la politique du système

---

<sup>585</sup> SMOLIN Oleg, *op.cit.*

<sup>586</sup> SATAROV Grigori, entretien du 8 septembre 2016 à la radio Echo de Moscou. L'enregistrement est disponible sur : <https://echo.msk.ru/programs/personalnovash/1834200-echo/>. Consulté le 27.10.2017.

<sup>587</sup> Voir la communication officielle du ministère de l'Éducation et de la Science du 06.03.2008 adressée au Comité pour l'éducation de la Douma d'Etat. La photocopie du document est disponible sur : <http://www.smolin.ru/sites/default/files/content/duma/orders05/pictures/2008-02-06-02.gif>. Consulté le 27.10.2017.

de l'enseignement<sup>588</sup>. Foursenko a même avoué que sa nomination au poste de ministre de l'Éducation et de la Science était une surprise. Il a ajouté que les domaines de l'industrie étaient beaucoup plus accessibles pour lui que les domaines de l'enseignement, mais a souligné qu'il ferait des efforts<sup>589</sup>.

Pourquoi changer un ministre expérimenté, conciliant, doté d'une autorité dans le gouvernement pour une nouvelle figure qui n'avait pas d'expérience confirmée ni dans le domaine de l'enseignement, ni dans l'administration universitaire, ni une réputation politique ? La réponse réside, peut-être, dans le fait que Foursenko était proche du président Poutine : ils se connaissaient depuis leur travail collaboratif à Saint-Pétersbourg en 1993-1996. Il est possible de considérer que le président a travaillé avec le ministre Filippov sous le gouvernement de son prédécesseur Primakov dans le Cabinet d'Eltsine, parce que c'était un professionnel qui cherchait et trouvait une solution conceptuelle et opérationnelle pour le secteur important de la politique, malgré beaucoup de difficultés, notamment financières. De plus, Poutine a voulu éviter des changements fréquents dans le gouvernement. Il a donc gardé cet homme politique expérimenté bénéficiant de beaucoup de soutien de la part de la communauté universitaire et des recteurs. Une fois la ligne politique de l'enseignement clarifiée et définie à long terme, le président a mis « le sien » à ce poste important pour mener à bien cette ligne sans hésitation malgré les protestations possibles de la part de la communauté universitaire et scientifique. Néanmoins, Vladimir Filippov a été nommé président de la Commission haute d'attestation (*Vyschaia attestatsionnaia komissia*), l'un des organes principaux de la gouvernance de la recherche. Ainsi, l'ancien ministre a partagé des sphères d'influence avec le ministre Foursenko.

Avec la participation active du ministre Foursenko, la réforme de l'Académie des sciences de la Russie et des académies sectorielles (l'Académie de la médecine, l'Académie de l'agriculture, l'Académie de l'éducation, l'Académie de l'architecture et

---

<sup>588</sup> ADAMSKI Alexandre, « *Jiznenny tsikl epokhi peremen zakonchilsya* » / « Le cycle de vie de l'époque des changements s'est terminée », publication sur le blog personnel de l'expert le 20 février 2012. Disponible sur : <http://eurekanext.livejournal.com/77559.html>. Consulté le 23/04/2016.

<sup>589</sup> L'Entretien du ministre Andreï Foursenko à Sergei Petukhov le 22.03.2004, *Kommerstant-vlast*, 2004, n° 11, hebdomadaire.

Voir également:

KACHOUROVSKAIA Anna, KACHIN Oleg, « *Minobrazovania postavili na naoutchnuiu osnovou* » / « Le ministère de l'Éducation est devenu de la Science », *Kommersant*, 10.03.2004, quotidien.

des sciences de la construction, l'Académie des arts plastiques) s'est achevée. En novembre 2006, la Douma a adopté des amendements à la loi « Sur la recherche et la politique technique de l'État » selon lesquels le président de l'Académie des sciences est approuvé par le Président de la Russie, et les présidents des académies sectorielles par le gouvernement. Aussi, le gouvernement approuvait désormais la charte des académies. Pratiquement, cela signifiait une perte d'indépendance pour les académies. Le rôle de l'État s'est renforcé, le gouvernement a pris le contrôle des administrations des académies et de leur politique.

Foursenko n'était pas un ministre populaire : il était un « étranger » pour les écoles, pour les universités et il était évidemment mal aimé par la communauté scientifique qui a perdu son indépendance. Les recteurs des universités se sont battus pour annuler l'installation d'un examen fédéral unifié proposé dans les années 2001 afin de conserver leurs propres examens d'entrée. L'examen est néanmoins devenu obligatoire à travers tout le pays en 2009. Paradoxalement, Foursenko a été mal aimé en raison des réformes qu'il n'avait pas initié pour la plupart, mais qu'il a dû mener à bien.

Au début de sa nomination en tant que ministre, plusieurs analystes ont prédit un changement possible de la direction que devait prendre la politique de l'enseignement supérieur. Or, les années suivantes ont démontré la continuité de la politique. Le ministre Filippov confirma que la politique de Foursenko s'est poursuivie dans la logique de la continuité de la politique de la première moitié des années 2000 :

Vladimir Filippov :

« Je suis reconnaissant à Andreï Foursenko : il a prolongé des positions principales, les a développées et les a menées à leurs termes. Je voudrais souligner que l'EGE (examen fédéral unifié) était un projet-pilote de 2001 à 2008, et en 2009 (sous Foursenko) la loi a confirmé l'EGE comme un examen obligatoire. J'ai signé la déclaration de Bologne à Berlin en 2003 quand nous avons commencé à nous adapter au système LMD, mais c'est en 2010 que la norme a été inscrite dans la loi, donc grâce au ministre Foursenko. Je pense que pour le développement de l'autonomie universitaire il a fait même beaucoup plus. Le contexte était favorable pour réaliser un tel projet ambitieux et révolutionnaire comme « Le développement de l'enseignement en Russie ». Foursenko a dû faire face à la réticence particulière contre l'adoption définitive de l'EGE et du système LMD, mais il a continué la politique malgré les mécontentements<sup>590</sup> ».

---

<sup>590</sup> Entretien avec Vladimir Filippov effectué par téléphone le 2 décembre 2015.

Les initiatives et les décisions du président, du gouvernement et des élus dans ces années ont favorisé l'orientation de la politique de l'enseignement supérieur vers un renforcement du rôle de l'État, avec la participation des parents et d'autres investisseurs dans le financement des établissements, ainsi que le développement de l'enseignement supérieur élitaire accessible pour ceux qui avaient des talents ou des moyens financiers. De plus, dans le cadre du « nouveau management public », l'État a commencé à explorer de nouveaux modes de répartition des financements, mettant les établissements d'enseignement supérieur en compétition. D'une part, cette politique a mené à une différenciation croissante entre les établissements et, d'autre part, elle a creusé les inégalités sociales. « C'est normal » - dit Filippov, - « Quand l'État a commencé à donner plus d'argent aux EES, il a décidé de mieux contrôler les EES. Et ce principe de contrôle s'est renforcé dans les années suivantes. Je voudrais souligner que ce processus n'est pas propre à la Russie, mais il se passe dans beaucoup de pays<sup>591</sup> ».

En 2006, quand les dettes dues au club de Paris et au club de Londres ont été payées, le Fonds de stabilisation a été scindé en deux : le Fonds de réserve et le Fonds du développement. C'est le Fonds de développement avec un budget de 32 milliards de dollars à l'année de sa création qui a pris en compte la réalisation de quatre programmes présidentiels : l'enseignement, la santé publique, le logement et l'agriculture. C'est à ce moment-là que les décisions concernant l'enseignement ont été prises avec une certaine fermeté et sans résistance au sein des pouvoirs publics. Une partie des décisions a été inscrite dans la continuité des approches adoptées auparavant, une autre partie des décisions montra une inclinaison à droite vers la réduction de l'accès à l'enseignement supérieur et vers plus de responsabilités financières de la population et des investisseurs. Selon Mikhaïl Sokolov,

« L'État s'est senti assez riche pour utiliser la carotte et assez légitime pour utiliser le bâton. La nouvelle phase dans le développement de la politique de l'enseignement supérieur s'est caractérisée par les deux priorités – le renforcement de la force douce et le contrôle technocratique sur le développement de recherche pour le bien de l'économie nationale. Ces thématiques se sont substituées au précédent humanisme libéral, ce que l'enseignement supérieur a ressenti de suite<sup>592</sup> ».

---

<sup>591</sup> *Ibidem.*

<sup>592</sup> SOKOLOV Mikhaïl, « *Obrazovanie : ot SSSR k Bolonskomou protsessou* » / « L'éducation : de l'URSS au processus de Bologne », *Poslednie tridsat* [publication électronique], le 25 mai 2015.

La formule de « l'État social » est inscrite dans la Constitution de la Russie, mais elle n'est pas respectée, écrivait Routkevitch en 2007. Au contraire, dit-il, on observe un creusement des écarts sociaux et un accès inégal à l'enseignement. Dans les conditions de la diminution de l'accès à l'enseignement supérieur et de la croissance de la commercialisation de l'enseignement, les dépenses principales sur l'enseignement sont portées par la population<sup>593</sup>. Le constat de virage de la politique de l'enseignement supérieur à droite est juste. Or malgré cette orientation de l'État pour développer le système des EES qui sont devenus moins accessibles aux étudiants et plus responsables financièrement et opérationnellement, l'État a néanmoins fait des efforts pour le soutien financier des établissements, mais aussi du corps professoral, notamment par la révision du système de rémunération des enseignants. Des salaires plus attractifs ont été proposés, en vue de favoriser la venue de jeunes spécialistes dans l'ensemble des EES. Cela n'a pas marché, car même avec cette hausse le niveau de salaire restait encore bas par rapport aux autres secteurs d'activités. Le vieillissement du corps enseignant inquiétait les pouvoirs publics. Face aux limites des résultats atteints, le gouvernement russe a fait de l'éducation nationale l'objet de l'une des quatre orientations prioritaires. L'objectif était en effet d'introduire dans les établissements et la culture de travailler « en mode projet ».

La crise économique de 2008 a diminué la demande de la population pour l'enseignement supérieur. Il a également gelé l'augmentation des salaires pour les enseignants-chercheurs payés du budget fédéral. Le risque de chômage pour les nouveaux diplômés a augmenté. La forte dévaluation du rouble et l'effondrement du prix du pétrole rendaient l'avenir incertain pour la politique de l'enseignement supérieur. Comme l'avouait l'ancien ministre Filippov :

«... dans les conditions de la crise 2008-2009, l'économie a demandé l'optimisation et l'augmentation de l'efficacité. Le contexte financier-économique est un facteur objectif qui influence la politique de l'enseignement supérieur et qui ne dépend ni de l'État ni des universités. Nous le voyons dans les universités européennes également, lors des crises économiques, les budgets des universités sont rognés. Aussi, avec la

---

Disponible sur le site officiel du projet des recherches sur le temps postsoviétique:  
<http://last30.ru/issue/education/research/>. Consulté le 26.05.2016.

<sup>593</sup> ROUTKEVITCH Mikhaïl, *Obrazovannost' naselenia v Rossii kontsa XIX natchala XXI vekov / L'instruction de la population en Russie à la fin du XIX<sup>e</sup> début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Moscou : L'Institut des recherches socio-politiques de l'Académie des sciences de la Russie - ISPI RAN, 72 p., c. 13-21.

crise économique que traverse le pays, on observe une baisse de la production. L'industrie n'est pas prête pour aider les EES ou investir, prendre des stagiaires et embaucher beaucoup de diplômés. Cela influence la politique universitaire et le développement des universités<sup>594</sup> ».

Néanmoins, les concepts de la réforme de l'enseignement supérieur n'ont pas été remis en cause, mais le manque de ressources différerait sa mise en œuvre et altérerait son efficacité. La crise financière a touché de plein fouet la Russie. Le ministre Foursenko, qui a lancé les réformes sous la présidence de Vladimir Poutine et poursuit son travail dans le gouvernement actuel (à la date de l'année 2017), a reconnu lors de crise de 2008 qu'il s'attendait à deux ou trois années « particulièrement difficiles » pour le système d'enseignement russe, mais a assuré que le financement ne serait pas réduit. Selon lui, il n'était pas question, même dans le contexte des difficultés temporelles de renoncer au rêve choyé par le recteur de l'Université d'État de Moscou, Viktor Sadovnitchi, d'« avoir le meilleur système éducatif au monde<sup>595</sup> ».

## **2.2. Les centres décisionnels de la politique de l'enseignement supérieur et leur poids politique**

Si l'essence du système politique est représentée par les besoins de la société, la pratique est représentée par des lois et autres actes réglementaires des autorités publiques, ainsi que dans les résolutions des congrès et des plénums, des associations, des recommandations des parlementaires. Les questions de la gouvernance du système d'enseignement supérieur et de la prise de décisions montrent la nature des relations entre l'État et la société civile.

Dans les années postsoviétiques, il était possible de distinguer deux groupes de participants au processus politique de la gouvernance de l'enseignement supérieur : un groupe institutionnel représenté par les pouvoirs publics et un groupe associatif représenté par les partis et les associations. Il était également possible de considérer les établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche comme un participant du processus politique soit dans le cadre de la collaboration de la

---

<sup>594</sup> Entretien avec Vladimir Filippov effectué par téléphone le 2 décembre 2015.

<sup>595</sup> SADOVNITCHI Viktor, l'entretien du 23.05.2015. Disponible sur le site de l'Université de Moscou : <https://www.msu.ru/info/struct/rectintv/sadovnichiy-rasskazal-pochemu-rf-ne-podkhodyat-inostrannye-sistemy-obrazovaniya.html>. Consulté le 27.10.2017.

communauté universitaire avec les pouvoirs publics en tant qu'experts dans les groupes de travail au ministère, par exemple ; soit dans le cadre du travail des associations telles que l'Union russe des recteurs. Le rôle principal appartenait aux autorités fédérales : au pouvoir législatif (l'Assemblée fédérale et ses deux chambres : le Conseil de la Fédération et la Douma) et exécutif (gouvernement et le ministère de l'Éducation) avec une domination du dernier.

La politique de l'enseignement supérieur et de la recherche était donc déterminée au niveau fédéral par les grandes orientations définies par le président. Le rôle du président était et reste puissant dans la définition des orientations de la politique de l'enseignement supérieur, mais aussi déterminant pour la réalisation de la politique : tous les ministres (sauf le Chef du gouvernement dont la candidature est approuvée par la Douma) sont nommés et libérés de leurs fonctions exclusivement par le président. L'analyse des orientations du président et des solutions proposées par le gouvernement montre que la ligne du président et celle du gouvernement dans la politique de l'enseignement supérieur ne se contredisent pas sur le fond. Le Parlement intervient dans les domaines législatifs et budgétaires. Le ministère de l'Éducation et de la Science coordonne la totalité du processus décisionnel et assure, avec l'Académie des sciences de Russie, la tutelle sur le Centre pour la recherche scientifique et de statistiques, ainsi que sur d'autres organismes (Rosobrnadzor, par exemple).

Plusieurs instances interviennent dans les décisions et la mise en œuvre de la politique publique de la recherche. C'est d'abord les pouvoirs publics mentionnés *supra*, l'Académie des sciences de Russie et la Commission gouvernementale pour la politique en matière de sciences et technologies, compétente pour la recherche et le développement civil, la conversion de la recherche de défense et la promotion des technologies d'utilisation duale, ainsi que les fondations publiques pour la recherche et l'innovation, notamment la Fondation russe pour la recherche fondamentale (organisme d'État indépendant), le Fonds de soutien aux petites entreprises innovantes représentées dans 24 régions de la Russie, la Fondation russe pour les sciences humaines qui soutient les équipes scientifiques par des bourses sur la base de concours ouverts. Les partis, qui sont inclus dans le mécanisme de la gouvernance et dans la structure de la société civile agrègent l'ensemble des intérêts (coordination,

harmonisation et regroupement des demandes, l'élaboration d'une stratégie d'actions lors de la prise des décisions). Les fractions des partis à la Douma influencent réellement la prise des décisions les plus importantes – les lois. Elles impliquent également un cercle plus large des participants à la discussion des questions via la procédure des auditions parlementaires.

La troisième Douma de la Russie (janvier 2000 - décembre 2003) a montré le rapprochement et la solidarité des partis KPRF (gauche) et Yabloko (centre droit) dans le soutien du renforcement de la politique sociale dans l'enseignement (garantie par l'État d'accès à l'enseignement). Les représentants des fractions d'autres partis (*Soyouz pravyykh sil* / L'Union des forces droites, *Regiony Rossii* / Les régions de la Russie, *Narodny deputat* / L'Élu du peuple) ont voté individuellement pour des dispositifs divers. L'influence des élus du Parti libéral-démocrate de la Russie (*LDPR*) et du parti La Russie unie (créé en 2001 en résultat de fusion de deux partis *Edinstvo* et *Otchestvo – vsia Rossia*) fut très importante pour l'adoption des lois concernant l'enseignement et certains dispositifs notamment financiers. Un nouveau parti - L'Union des gens pour l'enseignement et la recherche (*SLON*) - a été créé en 2002<sup>596</sup>. Il a existé jusqu'en 2007 sans avoir une influence importante sur la politique de l'enseignement<sup>597</sup>.

En comparant les procédures d'élaboration des actes réglementaires du ministère de l'Éducation et des lois, on constate que le travail législatif révèle une procédure plus transparente, se déroule ouvertement et publiquement et offre plus de possibilités de discussion et de correction via des experts, d'introduction des amendements par les élus et par les assemblées législatives des sujets de Fédérations. Cela augmente la qualité du résultat final en rendant des documents plus équilibrés, consensuels, adaptés à différentes forces politiques, mais ce travail collaboratif prend plus de temps. La procédure de discussion des actes du ministère avait d'antan un caractère formel et bureaucratique, le travail sur les documents portant sur des décisions importantes était assuré par les groupes de travail du ministère, et il était ignoré du

---

<sup>596</sup> Voir le site officiel du parti SLON : <http://www.slon-party.ru/>. Consulté le 27.10.2017.

<sup>597</sup> AKHTAMZIAN Nalia, *Process priniatia politicheskikh rechenii po upravleniu sistemoi obrazovaniya sovremennoi Rossii / Le processus de la prise de décisions pour la gouvernance du système éducatif de la Russie actuelle*, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en science politique, Moscou, 2005, 197 p. 163-174.

grand public dans les années 2000. Rarement, les projets des documents du gouvernement ont été fournis aux comités sectoriels du Parlement pour une discussion finale. La connaissance de ces documents des parlementaires est intervenue dans la majorité de cas après leur signature<sup>598</sup>.

Les sources Internet de la Douma contiennent tous les documents qui concernent le passage du projet de la loi à la Douma (note d'intention, exposé des motifs, conclusions, la liste des amendements, etc.), ainsi que des résolutions du Comité pour l'éducation (*Komitet po obrazovaniou*) de la Douma et des comptes-rendus des auditions parlementaires. L'adoption des documents du ministère ou du gouvernement se passe différemment - dans un cercle fermé de dirigeants sans grande ouverture aux autres acteurs de la politique universitaire, les comptes-rendus des discussions ne sont pas toujours disponibles au public.

Le ministère conduisait des expériences pour tester de nouveaux projets provenant des décrets du gouvernement. En collaboration avec l'Académie russe de l'éducation, le ministre lui-même dirigeait le processus, mais aussi analysait les résultats des expériences et les discutait en interne. Les règlements des expériences ne prévoyaient ni la participation d'autres instances ou établissements, ni une évaluation publique indépendante des résultats. Le rapport sur le déroulement des expériences et ses résultats se passait verticalement : des enseignants à la direction des établissements, des établissements à l'autorité administrative, des autorités administratives au ministère, du ministère au gouvernement. Selon cette logique, les expériences étaient en réalité les projets qui se développaient lentement en préparant la société aux changements. C'était la réalité des années 2000 qui devenait un empêchement pour le ministère de travailler efficacement au vu de la société civile qui était en demande de transparence concernant les initiatives en matière d'enseignement. Cette demande sera entendue durant les années 2000 et traitée par l'État à la fin de la décennie : ainsi les projets « Le gouvernement ouvert » et « Le ministère ouvert de l'Education et de la Science » ont été mis en œuvre<sup>599</sup>.

---

<sup>598</sup> АКХТАМЗИАН Nalia, *op.cit.* 172-173.

<sup>599</sup> Voir les sites du gouvernement et du ministère :

<http://open.gov.ru/opengov/>

[http://минобрнауки.рф/открытое\\_министерство](http://минобрнауки.рф/открытое_министерство). Consulté le 27.10.2017.

Quelques associations, qui regroupent des professionnels de la communauté universitaire et scientifique, exercent des fonctions d'articulation des intérêts de son groupe, donc transforment ses besoins en demandes adressées à l'État. La plus puissante parmi elles pour défendre les intérêts des établissements de l'enseignement supérieur est l'Union russe des recteurs. Malgré le caractère démocratique de la formation de ces organisations et leur reconnaissance officielle, dans les années 2000, leur influence n'était pas assez forte. Les pouvoirs publics, le président, le gouvernement et le ministère, n'avaient pas de pratique confirmée d'être à l'écoute des associations. Le canal de communication le plus efficace des associations consistait en rencontres entre les dirigeants des associations avec ces pouvoirs.

Certaines personnalités venant de la communauté universitaire et des associations se sont rapprochées du pouvoir et sont devenues de vrais décideurs de la politique universitaire, mais plutôt à titre individuel et non pas associatif. Les exemples les plus marquants d'influence personnelle sont Viktor Sadovnitshi (recteur de l'Université d'État de Moscou) et Iaroslav Kouzminov (recteur de l'École des hautes études en sciences économiques, EHESSE). Viktor Sadovnitshi est à la tête de l'université la plus prestigieuse de la Russie depuis 1992, il a toujours été reçu et écouté par les dirigeants du haut échelon du pouvoir. De son côté, il a également montré sa bonne volonté de collaborer avec le pouvoir et accepté certains dispositifs de la politique de l'enseignement supérieur peu populaires parmi ces collègues. Cependant, il était très actif pour porter la voix de ses collègues jusqu'aux hommes politiques et pour faire entendre les craintes de la communauté universitaire face à certains virages de la politique de l'enseignement supérieur. Grâce au leadership de Viktor Sadovnitshi dans l'Union des recteurs et grâce à son influence au sein du pouvoir, l'Union des recteurs a pu transmettre et faire accepter les amendements ou générer des discussions supplémentaires sur les questions particulièrement sensibles. L'influence de l'association augmenterait progressivement durant les années 2000.

Iaroslav Kouzminov, qui a déjà participé à l'élaboration du concept pour le ministère dans les années 1990 (projet Tikhonov-Asmolov analysé dans le chapitre 4), a joué un rôle important dans la politique de l'enseignement dans les années 2000, grâce à ses liens avec le gouvernement établis durant les années 1990. Iaroslav Kouzminov a participé à l'élaboration du programme de modernisation de

l'enseignement et il était également l'un des auteurs du projet de l'Examen d'État unifié (EGE) : « On pense qu'il faut arrêter cette moquerie outrageuse sur les bacheliers. Il faut détruire ce système de double standard - de la méfiance à l'égard de la formation secondaire et du double stress pour les bacheliers, et cela sera bénéfique pour les EES, pour les écoles et, plus important encore, pour les enfants<sup>600</sup> ».

Kouzmanov a plaidé en faveur de l'augmentation du financement pour l'enseignement supérieur et pour le renforcement du contrôle de l'État des EES. Ses collègues témoignent que Kouzmanov préférait l'approche de Filippov et le renforcement du rôle de l'État dans la gouvernance de l'enseignement supérieur aux idées libérales d'Asmolov au côté duquel Kouzmanov est entré en politique<sup>601</sup>. Son influence au ministère a été nourrie par le potentiel scientifique de l'établissement d'enseignement supérieur qu'il a dirigé, et qui servait de *think tank* à la politique économique et sociale, notamment à la politique de l'enseignement grâce aux centres de recherche sur les sujets installés au sein de son établissement. Les experts de l'École des hautes études en sciences économiques (EHESSE) ont fourni des études au gouvernement pour asseoir les idées innovantes et les nouveaux mécanismes qu'ils proposaient afin de moderniser et rationaliser le système russe. Par exemple, en 2001, ils ont calculé que les familles dépensaient environ 1 milliard de dollars pour faire entrer leurs enfants dans les établissements d'enseignement supérieur par les voies informelles, autrement dit *via* la corruption, pour convaincre le gouvernement d'adopter des mesures de réorganisation du processus d'inscription dans les universités. « Ce que nous avons mis au centre de la réforme n'est pas l'économie de l'éducation, mais le rétablissement de la morale commune et de la justice sociale » expliqua Kouzmanov en 2001<sup>602</sup>.

Kouzmanov était également le responsable de l'idée des bons d'État pour les études supérieures. Mais cette idée a été abandonnée en 2005 par le ministère après une expérience mal réussie. De 1998 à 2004, Kouzmanov a été considéré comme « une

---

<sup>600</sup> KOUZMINOV Iaroslav, « *Modernizatsia ekonomiki – reforma 2000* » / « La modernisation de l'économie – la réforme 2000 », *Pervoe sentiabria*, n° 50, 6 juillet 2000, bi-mensuel.

<sup>601</sup> STARTSEV Boris, « *Tchelovek-chkola* » / « L'homme-école », *Itogi*, n° 24, 15 juin 1999, hebdomadaire. Disponible sur le site de l'EHESSE : <https://www.hse.ru/news/1163603/36331574.html>. Consulté le 23.04.2016.

<sup>602</sup> KOUZMINOV Iaroslav, « *Nach posledni chans* » / « Notre dernière opportunité », *Trud*, n° 154, 23 août 2001, hebdomadaire : [http://www.trud.ru/article/23-08-2001/28776\\_nash\\_poslednij\\_shans.html](http://www.trud.ru/article/23-08-2001/28776_nash_poslednij_shans.html). Consulté le 31.05.2016.

éminence grise » du ministre Filippov. Dans les couloirs, Kouzminov était considéré comme l'auteur des réformes de l'enseignement supérieur. Néanmoins, Kouzminov a infirmé ces propos dans un entretien à Lenta.ru :

« Nous ne sommes pas derrière Filippov, ni Foursenko, ni Livanov. Ce sont des hommes politiques et des experts indépendants. Ils ont leurs propres idées qui sont parfois proches de nos idées, mais aussi des idées d'autres experts. Les ministres écoutent les avis d'un cercle beaucoup plus large que le cercle d'experts de l'École des hautes études en sciences économiques<sup>603</sup> ».

Cependant, hormis les experts de l'EHESE, il n'y avait pas de centres organisés d'expertise ou de recherche qui ont marqué en tant que *think tank* par leur influence sur la politique de l'enseignement supérieur. Enfin, en ce qui concerne les étudiants et les parents, ils n'étaient pas associés au processus d'élaboration de la politique ou de la prise de décision. Mise à part de la procédure législative dans laquelle la société civile participe représentée par les élus, ils n'avaient pas d'autres moyens d'influence sur la politique universitaire de la part des familles.

### **2.3. La recherche d'un concept pour une politique universitaire adaptée au contexte économique et politique**

Afin d'expliquer les changements principaux apportés par la politique de l'enseignement supérieur des années 2000, mais aussi d'illustrer l'évolution de cette politique avec l'implication des différentes forces politiques, il convient de fournir des détails sur les programmes principaux de la politique universitaire de la période analysée.

Les années 1990 ont construit les premiers pavés d'une base juridique pour développer l'enseignement supérieur et faire évoluer ses relations avec l'État pour la décennie à venir. Le manque de ressources financières pour mettre en œuvre les changements nécessaire connu durant les années 1990 a été surmonté dans les années 2000 pour enfin réaliser les dispositifs proposés. Dans la continuité de la politique de l'enseignement supérieur, la « Doctrine de l'enseignement » a donc revitalisé, d'une

---

<sup>603</sup> Entretien de Kouzminov Iaroslav à *Lenta.ru* le 23 décembre 2013. Disponible sur le site officiel de l'agence d'information : <https://lenta.ru/articles/2013/12/27/Kouzminov/> Consulté le 31.05.2016.

certaine façon, les normes existantes dans les années 1990 qui n'avaient pas encore été réalisées<sup>604</sup>.

Pour suivre l'évolution des lignes directrices de la politique de l'enseignement et l'évolution des priorités, il est important d'étudier les Messages annuels du président à l'Assemblée fédérale (*Ejegovnoe Poslanie Prezidenta Federalnomou Sobraniou*). Certains Messages annuels contenaient un paragraphe spécial dédié aux questions de l'enseignement (2001, 2004, 2006). Dans d'autres, le président mentionnait l'enseignement supérieur dans le contexte d'explication des directives pour d'autres politiques publiques (2002, 2003, 2005, 2007).

Dans le Message 2001, le président a largement parlé du système de l'enseignement, et il a proposé de consolider les normes de l'État dans l'enseignement et d'introduire une nouvelle approche dans le financement des services d'enseignement. En 2002 et 2003, le Président a brièvement mentionné l'enseignement dans le contexte de l'amélioration de la compétitivité de la Russie sur les marchés internationaux et la question du service militaire. En 2005, le président a parlé de l'enseignement dans le cadre de la politique sociale en insistant sur l'augmentation des salaires pour les enseignants et les chercheurs. Il a conseillé en outre de suivre les orientations données dans le programme de modernisation de l'enseignement « avec précaution » pour éviter « la réorganisation avec comme unique objectif de réorganiser. L'important c'est la qualité des services d'enseignement et leur accessibilité aux citoyens et leur influence sur le progrès économique et social du pays<sup>605</sup> ». Le président a rappelé également que dans les meilleures traditions de la Russie tsariste, le système de l'enseignement ne peut pas fonctionner pleinement sans certaines valeurs morales. Ce rappel aux traditions tsaristes est symbolique pour cette époque postsoviétique, mais il est également considéré comme symptomatique de la ligne plus autoritaire dans la conduite des

---

<sup>604</sup> *Natsional'naia doktrina obrazovania Rossiïskoï Fédératsii* / La doctrine nationale de la Fédération de Russie adopté par l'arrêté gouvernemental n° 751 du 4 octobre 2000.

Source : *Sobranie zakonodatel'stva Rossiïskoï Federatsii* / Le recueil des actes législatifs de la Fédération de Russie, 2000, n° 41, p. 4089.

<sup>605</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Le Message du président de la Russie au Parlement pour l'année 2005, *Rossiïskaia gazeta*, 26 avril 2005. Disponible également sur le site officiel du président de la Russie : <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/22931>. Consulté le 06/07/2017.

politiques publiques. Cela représente également la volonté politique de revenir à la mission traditionnelle éducative de l'enseignement.

En 2004, le président s'est exprimé sur les examens d'entrée dans les EES en faisant appel au développement d'un système plus objectif et plus transparent, y compris en ce qui concerne les cours préparatoires proposés au sein des EES. Aussi, il a proposé l'existence de contrats de travail avec les jeunes diplômés qui devaient travailler sur une période déterminée à des postes correspondant à leur spécialité, ou alors rembourser à l'État les sommes dépensées pour ses études supérieures. Ce dispositif a fait revenir (dans une certaines mesures) le système soviétique d'affectation obligatoire après la diplomation (*raspredelenie*). Cette mesure pourrait être considérée comme une orientation sociale dans un contexte de chômage, avec la nécessité de revoir néanmoins des salaires minimaux dans plusieurs secteurs pour éviter la transformation de la mesure proposée en travail forcé. Dans le Message 2004, le président a également posé la question de la nécessité de la massification progressive de l'enseignement supérieur : «... en comparaison avec la période soviétique, le nombre d'étudiants entrant dans les universités a triplé et, aujourd'hui, il est presque égal au nombre de bacheliers. Qui a besoin de ça ? <sup>606</sup>» Effectivement, le nombre d'étudiants est presque le seul coefficient social qui montre que la Russie a pris le pas sur son passé soviétique. Pour 10 000 habitants, il y avait 221 étudiants en 1980 (tous sur les places budgétaires), et en 2004, quand le président a posé cette question, - 450 étudiants (parmi lesquels 204 étudiants sur les places budgétaires)<sup>607</sup>.

En 2005, le président a complété son Message par un document important sur la politique de l'enseignement, élaboré en automne 2005 : «La liste des tâches au gouvernement données par le président de la Fédération de Russie suite à la session du Conseil du Président sur la recherche, les technologies et l'enseignement du 25 octobre 2005<sup>608</sup> ». Parmi ces tâches, il faut souligner une proposition faite au

---

<sup>606</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Le Message du président de la Russie au Parlement pour l'année 2004, *Rossiiskaia gazeta*, 11 mai 2004.

<sup>607</sup> Le recueil des données statistiques *Statistika Rossiiskogo obrazovaniia* / *La statistique de l'Éducation russe*, publié sur le site de l'agence fédérale l'Institut public de recherche *Informika* : [http://stat.edu.ru/scr/db.cgi?act=listDB&t=2\\_6\\_1a&ttype=2&Field=All](http://stat.edu.ru/scr/db.cgi?act=listDB&t=2_6_1a&ttype=2&Field=All), consulté le 12.09.2017.

<sup>608</sup> *Peretchen' poroutcheni Prezidenta Rossiiskoi Federatsii po itogam zasedania Sovieta pri Prizedente RF po nauke, tekhnologiam i obrazovaniou* / La liste des tâches au gouvernement

gouvernement et au ministère de collaborer avec les partenaires socio-économiques dans l'objectif d'élaborer un pronostic des besoins de cadres au regard des demandes réelles du marché de travail et des perspectives du développement de l'économie. Aussi, le président a proposé de collaborer avec les ministères des Affaires étrangères des pays-voisins pour la promotion de l'offre de l'enseignement supérieur russe chez les États-membres de la Communauté des États indépendants et d'élargir le nombre de places budgétaires pour les étudiants venant de ces pays.

En 2006, le président a largement évoqué dans son Message à l'Assemblée fédérale la question de la compétitivité de l'enseignement supérieur. « Il faut soutenir prioritairement les établissements d'enseignement supérieur qui réalisent des programmes innovants et leur fournir l'équipement moderne dont ils ont besoin ». Ce Message du président a été pris en compte par plusieurs instances, notamment par la Douma (ce qui est visible dans les comptes-rendus de ces auditions), par le ministère de l'Éducation et de la Science, ainsi que par les EES dans l'organisation d'une série de conférences et de séminaires autour du sujet de la compétitivité. Une autre orientation qui a attiré l'attention des pouvoirs législatif et exécutif était la proposition du président dans le Message 2006 de réfléchir sur les dispositifs stimulant des investissements des entreprises dans les universités – les fondations et les systèmes des crédits<sup>609</sup>. Dans le Message présidentiel de l'année 2007, le président a proposé un programme pour développer le système des bibliothèques dans le pays<sup>610</sup>.

Dans le Message de 2009, le président Medvedev a souligné la nécessité de développer la recherche et les nouvelles technologies, notamment dans les secteurs où la Russie a pris du retard. Il a mentionné l'enseignement supérieur et l'enseignement professionnel principalement dans le contexte du développement de la recherche. Le président a confirmé également la volonté de l'État à soutenir les universités modernes, efficaces, qui ont des projets concrets et des stratégies claires par

---

données par le président de la Fédération de Russie après la session du Conseil du Président sur la recherche, les technologies et l'enseignement du 25 octobre 2005 approuvée le 10 décembre 2005.

<sup>609</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomouu sobraniou* / Le Message du président de la Russie au Parlement pour l'année 2006, *Rossiïskaia gazeta*, 27 mai 2006.

<sup>610</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomouu sobraniou* / Le Message du président de la Russie au Parlement pour l'année 2007, *Rossiïskaia gazeta*, 27 avril 2007.

l'intermédiaire des appels à projets. Il a appelé à l'invitation en Russie de chercheurs nommés, d'experts internationaux dans les universités russes et au développement des mesures qui permettront de faciliter l'arrivée et l'embauche de ces chercheurs et experts internationaux. Il a également invité les entreprises à participer au financement des projets innovants dans les universités en demandant au gouvernement d'assurer l'évolution du cadre légal pour inclure de plus nombreux avantages fiscaux pour ces entreprises-investisseurs. Le développement des fondations pour les organisations publiques (y compris les EES publics) a également été soutenu. En outre, le président a proposé que les instituts et les universités pédagogiques deviennent des composantes des universités classiques et/ou des centres de formation continue pour les enseignants. Il a soutenu l'idée de l'organisation des incubateurs<sup>611</sup> pour la création d'entreprise et pour le soutien des projets innovants des étudiants au sein des EES russes. Enfin, sur le plan global, le président a montré la volonté de continuer la lutte contre la corruption<sup>612</sup>.

Il est à noter que les messages du président sur la période 2000-2009 ont aussi maintenu l'appel à l'optimisation et à la rationalisation des dépenses publiques. Progressivement, l'État a fait comprendre qu'il ne pouvait pas résoudre tout seul les problèmes de financement, d'investissement et de vétusté technologique dans certains domaines en appelant à l'initiative des entreprises, à la participation et à la responsabilité sociale aussi bien des grandes groupes que des individus. Plusieurs propositions du président dans ces messages annuels ont été réalisées à la suite des réformes des années 2000, mais aussi plus tard, dans les années 2010.

Afin de donner un cadre aux propositions et aux demandes du président, le gouvernement a élaboré un projet de développement de l'enseignement au début des années 2000. Le Conseil d'État, un nouvel organe consultatif recréé par le président Poutine en 2000 à l'aune du Conseil d'État qui existait en Russie impériale pour conseiller le chef de l'État sur des différentes politiques sectorielles, a également travaillé sur ce projet de l'enseignement supérieur. Il est possible d'observer une

---

<sup>611</sup> Un incubateur voulait dire un dispositif d'accompagnement et des étudiants qui mènent une réflexion sur la création d'entreprise. Le service des incubateurs comprend des conseils juridiques, des formations en comptabilité, en gestion des ressources humaines, en recherche de fonds etc.

<sup>612</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Le Message du président de la Russie au Parlement du 12 novembre 2009. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/5979>. Consulté le 27 mai 2016.

certaine opposition entre le du gouvernement et le Conseil d'État au cours de ce travail.

Le concept gouvernemental pour le développement de l'enseignement supérieur a été énoncé dans trois documents : la décision du gouvernement du 26.06.2000 n° 1072-r (Chapitre « Réforme de l'éducation ») ; le Plan d'actions du gouvernement dans le domaine de la politique sociale et de la modernisation de l'économie pour 2000-2001 (Chapitre « Réforme de l'éducation ») et le Programme du Centre des études stratégiques présenté à la Douma. L'ensemble de ces documents, connu sous le nom du Programme de German Gref, avançait plusieurs objectifs dont les principaux concernaient directement l'enseignement supérieur : l'augmentation du financement, le développement de la participation de la société dans le système d'enseignement *via* la création de conseils de tutelle et d'autres formes d'implication des parents, des étudiants et des enseignants dans la gouvernance ; l'intégration des établissements d'enseignement et des établissements de recherche ; la création du système de contrôle de la qualité d'enseignement ; la création des complexes universitaires, l'introduction de l'Examen d'État unifié, l'introduction des bons d'État nominatifs pour l'enseignement supérieur, le changement de statut des établissements d'État en établissements d'enseignement.

L'introduction des bons d'État nominatifs pour l'enseignement supérieur signifiait l'obtention d'une place gratuite à un EES en fonction du résultat de l'Examen d'État unifié. Si les résultats des examens étaient excellents, l'État payait l'intégralité des études universitaires, sinon juste une partie, le reste étant à charge de l'étudiant et de ses parents. Autrement dit, c'est le financement entier ou partiel pour les places gratuites ou budgétaires (non payantes) assuré par l'État. Dans ce cas-là, les places gratuites ne sont pas complètement gratuites pour tous, seulement pour les meilleurs. Cela a pu conduire, d'un côté, à l'accès aux études supérieures pour des élèves excellents et d'un autre côté pour des élèves de familles aisées qui pouvaient payer les tuteurs et les classes préparatoires. Dans ce dernier cas, l'on augmentait le risque d'inégalité d'accès aux études supérieures pour les bons et les moyens élèves issus de familles qui n'avaient pas la possibilité de payer des cours préparatoires. L'idée des bons d'État nominatifs pour l'enseignement supérieur a été abandonnée quelques années plus tard.

Le programme du Conseil d'État « La politique de l'enseignement de la Russie actuelle » préparé en 2001 était un document plus protecteur de l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur et en faveur du maintien du statut des EES. Le groupe de travail créé pour élaborer le programme a rassemblé plusieurs recteurs et élus des partis de gauche. Au sein du groupe, donc, il y a eu une confrontation entre les adhérents au programme de German Gref et les adhérents à la politique sociale dans l'enseignement supérieur. Les représentants de la communauté universitaire ont réussi par ce document à transmettre le message à l'État de ne pas réformer brusquement le système de l'enseignement supérieur, mais d'aller doucement pour pouvoir conserver les meilleurs éléments en stimulant l'évolution « naturelle » du système par son ouverture, son soutien, sa responsabilité, sa motivation, son entrepreneuriat, etc. Ainsi, il est possible de voir dans le programme que le principe politique de l'égalité sociale pour satisfaire aux besoins de l'enseignement s'est uni à l'objectif que tout individu parvienne à la réalisation de ses compétences. Le programme a proposé des mesures concrètes dans l'attestation et l'optimisation structurelle des EES pour l'adaptation des programmes pédagogiques au marché du travail national et international, et l'amélioration de la qualité des établissements au niveau pédagogique, organisationnel et technique. Ces mesures ont montré la volonté de la communauté universitaire d'avoir un système ouvert et de passer du modèle paternaliste au modèle de la responsabilité mutuelle dans les relations avec l'État<sup>613</sup>.

Il est à souligner ici que le Conseil d'État est un organe d'influence et de conseil pour le Président, mais il n'a pas de statut constitutionnel. Les documents élaborés par le Conseil d'État n'ont pas de caractère obligatoire jusqu'au moment qu'ils ne sont pas transformés en actes réglementaires émis par les instances du pouvoir législatif et exécutif. Le programme du Conseil d'État s'est transformé en décision du gouvernement n° 1756-r du 29.12.2001 après avoir été retravaillé par le gouvernement. La décision du gouvernement a inclut les dispositifs du programme de

---

<sup>613</sup> *Doklad rabotchei groupy prezidiouma Gosoudarstvennogo soveta Rossiiskoi Federatsii po voprosam reformy obrazovania « Obrazovatel'naia politika Rossii na sovremennom etape »* / Le rapport du groupe du Présidium du Conseil d'Etat de la FR sur la réforme de l'éducation « La politique d'enseignement de la Russie actuelle ». Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/21905>. Consulté le 7.05.2016.

Gref et celles du programme du Conseil d'État, aboutissant au « Programme gouvernemental de la modernisation de l'enseignement<sup>614</sup> ».

C'est au document du Conseil d'État, « La politique d'enseignement de la Russie actuelle », que fait référence Vladimir Filippov lors de l'entretien en décembre 2015 pour expliquer les changements principaux dans la politique de l'enseignement supérieur :

« Ce programme était complexe, cohérent. Les trois mesures principales ont été proposées. D'abord, l'annulation des examens d'entrée dans les EES et l'introduction d'un examen unifié à la fin des études secondaires qui fait foi pour l'inscription aux EES en fonction de la note. Ce qui a été fait. Deuxièmement, il a été décidé d'attribuer plus d'autonomie pour les universités notamment en termes de gestion financière : pour que le ministère ne détaille plus des dépenses pour un EES, comme cela a été le cas dans les années 1990, et pour qu'une université puisse décider comment dépenser l'argent. Et la troisième décision importante a été l'adhésion au processus de Bologne et la confirmation du système multi-niveau (LMD), ce qui a été réalisé également. En outre, l'État a introduit le projet d'une bourse basée sur les critères sociaux pour les étudiants<sup>615</sup> ».

Le programme retravaillé adopté par le gouvernement et présenté à la presse en février 2002, porta sur la modernisation de l'éducation russe jusqu'en 2010. Il illustra également la détermination du gouvernement de rapprocher le système éducatif de la Fédération de Russie à ceux en vigueur dans les pays occidentaux, notamment des états européens. Le texte prévoyait l'allongement de la durée de la scolarité générale jusqu'à 12 ans, mais pas avant 2006-2007. Il proposa également une spécialisation à partir de la 10<sup>e</sup> classe (10<sup>e</sup> année d'études à l'école secondaire). Ces normes portées sur l'enseignement secondaire ont eu un impact sur l'enseignement supérieur en instaurant une période plus longue de préparation à « l'après-école » et la possibilité d'orientation grâce à la professionnalisation. Un paragraphe du programme attire notre attention : « Les mesures de soutien de l'enseignement par l'État seront accompagnées d'un renforcement du rôle du pouvoir public et de la gouvernance de l'enseignement pour assurer une haute qualité de travail des établissements

---

<sup>614</sup> *Kontseptsia modernizatsii rossiiskogo obrazovania na period do 2010* / Le concept de modernisation de l'Éducation russe jusqu'à l'année 2010 adopté par l'arrêté gouvernemental du 29 décembre 2001 n° 1756-r.

Source : Bulletin du ministère de l'Éducation, 2002, n° 2.

<sup>615</sup> Entretien avec Vladimir Filippov effectué par téléphone le 2 décembre 2015.

d'enseignement moderne indépendamment de leur forme organisationnelle<sup>616</sup> ». Ce renforcement est progressif donc depuis le début des années 2000.

### **3. Le fondement d'un nouveau chantier universitaire**

#### **3.1. Les mesures pour corriger les problèmes de l'enseignement supérieur postsoviétiques : instauration d'un examen unique d'entrée à l'université, diminution et optimisation du réseau des EES**

Jusqu'en 2009, les étudiants russes entraient dans les établissements d'enseignement supérieur à 17 ans, généralement sur concours, après 11 années d'études primaires et secondaires. Dès 2002, les résultats des concours devaient tenir compte également des notes obtenues à l'Examen d'État unifié (l'EGE [légue], diplôme de fin d'études secondaires unique), une série de tests destinée à unifier l'évaluation des élèves à l'issue des études secondaires. Cet examen restait facultatif de 2001 à 2008 et s'étendait lentement sur l'immense territoire russe, freiné par la réticence d'une partie non négligeable du corps enseignant. Imposé à l'échelle fédérale en 2009, l'EGE sanctionne désormais la fin des études secondaires dans deux disciplines au minimum (russe et mathématiques), mais il est possible d'ajouter quelques autres épreuves, selon les choix des candidats et des facultés d'accueil.

Malgré une contestation forte contre ce changement radical au début de la réforme, les avantages de l'EGE ont finalement été reconnus par la communauté universitaire. Tout d'abord, la pratique internationale d'un examen unifié a déjà été testée dans de nombreux pays, où il existe depuis des années. En effet, le remplacement de deux examens (à l'école et à l'EES) par un seul examen diminue le stress pour les bacheliers. Ensuite, la mobilité académique augmente, l'examen est plus objectif pour évaluer les bacheliers et la qualité d'enseignement des écoles. Enfin, l'examen centralisé avec l'épreuve écrite anonyme diminue les possibilités de corruption. Les opposants à l'EGE ont protesté essentiellement contre la forme de l'examen qui

---

<sup>616</sup> *Kontseptsia modernizatsii rossiiskogo obrazovania na period do 2010* / Le concept de modernisation de l'Éducation russe jusqu'à l'année 2010 adopté par l'arrêté gouvernemental du 29 décembre 2001 n° 1756-r.  
Source : Bulletin du ministère de l'Éducation, 2002, n° 2.

changeait les traditions russes des épreuves orales qui permettaient aux étudiants d'apprendre et de se préparer à s'exprimer sur un sujet et à argumenter oralement leur propos en se basant sur des connaissances acquises ; et aux épreuves écrites en forme d'essai qui est un travail plus créatif que de cocher les réponses courtes aux questions. Des infractions pendant la période d'essai de l'EGE (fuite des réponses aux tests ou l'utilisation des *smartphones* pour trouver les réponses sur Internet) ont mis en évidence quelques lacunes et des possibilités d'une triche, ce qui a finalement permis d'améliorer l'organisation de l'examen avant son imposition au niveau fédéral en 2009.

Le ministre Filippov explique :

« L'objectif principal de l'introduction de l'EGE était d'assurer l'accessibilité de l'enseignement supérieur, l'objectivité et l'impersonnalité d'inscription des bacheliers dans les EES. Quand les EES ont organisé eux-mêmes des examens, il y avait beaucoup de dérogations et de corruption. De plus, les bacheliers des régions éloignées du centre devaient acheter leurs billets, se déplacer à Moscou ou dans les autres grandes villes pour tenter leur chance dans un ou deux établissements. L'EGE permet d'éviter les déplacements et des séjours coûteux et d'envoyer les résultats de l'examen dans un nombre souhaité des EES par voie électronique. Cela a largement augmenté l'accessibilité à l'enseignement supérieur pour les bons élèves, pour les bacheliers excellents. Désormais nous voyons un changement dans la proportion de la population des EES de Moscou où il y a de plus en plus de bacheliers qui viennent de la province<sup>617</sup> ».

Quoi qu'il en soit, le résultat tangible de cet examen, que les universités de l'élite russe accusaient d'avoir fait chuter le niveau des étudiants entrant à l'université, est le brassage assez marquant de l'accueil des étudiants dans les universités qui tendaient auparavant à ne recevoir qu'auprès d'une liste de lycées bien identifiés. Contre l'avis des universités de l'élite de l'enseignement supérieur russe, le ministère de l'Éducation a affirmé que le niveau de recrutement des étudiants n'a pas baissé, et que les meilleurs candidats de l'EGE ont dans l'ensemble réalisé au cours de leur première année d'université des performances en conformité avec celles réalisées au cours de l'examen fédéral unique. En outre, une baisse naturelle du nombre d'étudiants inscrits aux EES grâce à l'examen plus objectif sert plutôt à la stratégie de l'État dans l'adaptation du système de l'enseignement au contexte économique, notamment financier et démographique.

---

<sup>617</sup> Entretien avec Vladimir Filippov effectué par téléphone le 2 décembre 2015.

Le problème concernant la qualité insatisfaisante de l'enseignement supérieur a été largement discuté par les pouvoirs publics et dans la communauté universitaire. En effet, le nombre d'EES en Russie a augmenté d'une manière exponentielle depuis la chute de l'URSS, profitant de la liberté d'entreprendre et d'une demande solvable des ménages. Il a plus que doublé entre 1990 et 2008, passant de 514 à 1 108 (plus de 3 000 avec des filiales) dont certains ne délivrent pas une formation de qualité requise. L'absence de contrôle sur la qualité de l'enseignement dans les EES et des filiales ouvertes au cours des années 1990 et 2000 a été reconnue comme la source principale de ce problème. Afin de rationaliser et optimiser le système de l'enseignement supérieur, il a été prévu de fermer progressivement une partie des établissements. La volonté politique de résoudre le problème de la qualité des établissements de l'enseignement supérieur n'a pas rencontré d'opposition virulente au sein de la communauté universitaire dont les dirigeants représentent les universités prestigieuses avec des traditions et une qualité confirmée d'enseignement.

Le deuxième problème concerne le nombre d'étudiants qui ne correspond pas aux besoins de l'économie. La volonté de l'État de mener une politique contre la surproduction des diplômés a reçu des avis partagés de la part des décideurs des pouvoirs publics et des administrations des EES. Les universités voulaient avoir un grand nombre d'étudiants pour assurer un budget maximal. L'étude conduite par l'École des hautes études en économie sur le modèle économique des EES a montré que 88 % de leur financement provenaient des subventions de l'État allouées essentiellement pour financer les places « gratuites ». Les étudiants ramènent l'argent directement quand ils payent leurs études en places « payantes », mais aussi ils contribuent au financement des EES indirectement quand ils occupent les places « gratuites » (payées par l'État). Chaque année, les recteurs des EES publics ont plaidé devant le ministère pour l'ouverture de nouvelles places budgétaires en montrant une forte compétition dans certaines spécialités en soulignant une disproportion marquante entre le nombre de candidats (par exemple, 500-600 personnes) et le nombre de places budgétaires pour une spécialité (20-25). En réussissant à obtenir des places supplémentaires, les EES augmentaient leur budget. L'augmentation du nombre d'étudiants et du nombre de spécialités des EES privés

s'est faite plutôt par le bas - par la demande des étudiants et des parents et la satisfaction de cette demande par les administrations.

Entre 2000 et 2004, on a pu observer une croissance du nombre d'étudiants de 45,2 %<sup>618</sup>. Le ministre Filippov a commenté cette hausse ainsi :

« L'Europe et nous, nous avons traversé ensemble ce que nous appelons aujourd'hui l'enseignement supérieur de masse. Si dans les années 1980, seulement 30 % des bacheliers sont rentrés dans les universités, dans les années 2000, plus de 80 % des bacheliers sont devenus étudiants des EES. La massification de l'enseignement supérieur a eu lieu. Et maintenant, il est temps de revoir cette politique. Maintenant, l'État n'a plus besoin autant des diplômés des universités. Il faut développer la formation professionnelle des techniciens, des ouvriers. Il se passe donc une restructuration de la formation post-secondaire<sup>619</sup> ».

Le ministre Foursenko avait déclaré en 2006 que l'État avait besoin chaque année de 175 000 nouveaux diplômés. Cela suppose un nombre total de la population étudiante d'environ d'un million. En réalité, en 2005, il y avait 5 985 000 étudiants dans les EES publics et 1 079 000 étudiants dans les EES privés avec un nombre total de 7 millions d'étudiants et 1 152 000 de diplômés par an<sup>620</sup>.

À partir de 2006, la forte concurrence pour les places budgétaires des spécialités populaires n'a plus été acceptée au ministère de l'Éducation comme un argument en faveur de l'augmentation du nombre de ces places. Au contraire, le ministre Foursenko a déclaré que le nombre des places budgétaires devrait être réduit en raison de la diminution de la population et de la superproduction des cadres qui sont moins demandés sur le marché du travail. En revanche, l'État s'est efforcé de maintenir un nombre de places budgétaires dans les formations d'ingénieur qui attiraient peu de candidats dans les années 1990-2000 en raison de perspectives salariales peu attrayantes. Les formations les plus populaires parmi les étudiants dans les années 2000 étaient l'économie, le management, le droit et la finance, et logiquement la majorité des places payantes dans les EES publics et dans les EES privées concernaient ces spécialités. La massification de l'enseignement supérieur combinée à la diffusion des services payants a permis aux universités publiques de survivre

---

<sup>618</sup> Les données du Centre de recherches et de statistiques de la science sont disponibles sur : <http://stat.edu>. Consulté le 27.10.2017.

<sup>619</sup> Entretien avec Vladimir Filippov effectué par téléphone le 2 décembre 2015.

<sup>620</sup> *Socialno-ekonomicheskoe polozhenie Rossii / Le rapport « L'état socio-économique de la Russie »*, Moscou : Gosstat, 2006, p. 265. Voir le site officiel de Gosstat : [http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat\\_main/rosstat/ru/statistics/publications/catalog/doc\\_1140086922125](http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat_main/rosstat/ru/statistics/publications/catalog/doc_1140086922125). Consulté le 27.10.2017.

pendant les années difficiles de la décennie 1990. Paradoxalement, cette opportunité s'est transformée en piège au fil des années. D'une part, même un candidat faible pouvait accéder aux études supérieures ; d'autre part, il était difficile de le renvoyer même en cas d'échec, parce que les droits d'inscription sont devenus une source de revenus importante pour les universités russes<sup>621</sup>.

La politique de diminution du nombre d'étudiants par la réduction des places budgétaires et des établissements d'enseignement supérieur dont la qualité était inférieure par rapport aux autres établissements s'est inscrite dans un grand chantier de construction d'un nouveau « modèle russe » de l'enseignement supérieur qui s'est poursuivie durant la deuxième partie des années 2000.

### 3.2. L'adaptation du cadre légal aux directions de la réforme

L'énumération des spécificités des trois types d'établissements d'enseignement supérieur (université, académie, institut) a été faite dans un décret gouvernemental du 5 avril 2001 (n° 264 article 12), « Statuts des établissements d'enseignement professionnel supérieur (*Vouz*) de la Fédération de Russie<sup>622</sup> ». Les universités sont déclarées être les établissements d'excellence, offrant le plus grand nombre de cursus et le plus haut niveau de formation scientifique ; les instituts offriraient, quant à eux, des spécialisations plus étroites ; alors que les académies occuperaient une position intermédiaire.

En 2002, la loi de 1996 « Sur l'enseignement supérieur et post-universitaire professionnel » a été modifiée. Essentiellement, les modifications contenaient des nouvelles normes pour l'enseignement à distance intégrant les nouvelles technologies. Une autre norme importante relative à l'élection des recteurs est apparue en 2006 pour compléter la loi de 1996. La nouveauté ne prévoyait pas la nomination directe des recteurs par les pouvoirs publics (prévue dans la première

---

<sup>621</sup> MALAKHOVA Anastasia, « *Guljai student !* » / « Sois libre, l'étudiant ! », *Novye izvestia*, 22 mai 2006, quotidien.

KOUTLOVSKAIA Elena, « *Ouniversityy Viktora Sadovnichiego* » / « Les universités de Viktor Sadovnichî », *Nezavisimaia Gazeta*, 12 juin 2006, quotidien.

<sup>622</sup> *Tipovoe polojenie ob obrazovatel'nom outchrejenii vyschego professional'nogo obrazovanie (vyschem outchebnom zavedenii)* / Le règlement sur l'établissement d'enseignement supérieur professionnel adopté par l'arrêté gouvernemental n° 264 du 5 avril 2001. Disponible sur le portail fédéral dédié à l'information sur l'éducation russe: [http://www.edu.ru/db/portal/e-library/00000049/zacon/zacon\\_06.pdf](http://www.edu.ru/db/portal/e-library/00000049/zacon/zacon_06.pdf). Consulté le 18.05.2016.

édition du projet de la loi), mais elle a donné la possibilité d'agir en amont des élections afin d'écartier des candidats non désirables. Auparavant (depuis la loi 1996), les recteurs ont été élus par le Conseil académique (*Outcheny soviet*) de l'établissement et approuvés par l'instance fédérale, tutelle de l'établissement. En 2006, des amendements ont été rédigés pour que l'agence du ministère, la Commission de classement, approuve la liste des candidats au poste de recteur. Une fois les candidats approuvés par l'État, les élections étaient organisées<sup>623</sup>.

Pour de nombreux analystes, ce dispositif incarne la limite de l'autonomie universitaire, ce qui est néanmoins logique dans le contexte de la « démocratie dirigée ». Les candidats au poste de recteur en Russie ont désormais intérêt à être en bons termes avec le pouvoir pour rester sur la liste des candidats. La Commission de classement du ministère d'enseignement et de recherche n'a pas besoin de justifier l'élimination des candidats de la liste, elle les informe seulement de la décision. À long terme, cette norme, introduite en 2006, peut avoir une influence sur le poids politique de l'Union russe des recteurs, qui était dans les années 1990 et les années 2000 le porte-parole principal des intérêts collectifs de la communauté universitaire devant le gouvernement. Avec les élections des candidats « du pouvoir » aux postes des recteurs, l'Union perdra sa force d'opposition dans les discussions avec le pouvoir.

Une mesure allant dans le sens du changement du mécanisme de financement des établissements et de la gestion financière en leur sein a été particulièrement contestée par la communauté universitaire. Les élus de la Russie unie à la Douma ont proposé en 2006 une loi sur les organisations autonomes qui prévoyait un statut particulier pour certains EES et des changements organisationnels en leur sein pour plus d'indépendance financière. La réaction de la communauté académique était plutôt négative. Selon les recteurs, le changement de statut des EES était un pas vers la privatisation de l'enseignement supérieur. Les associations de la communauté académique ont protesté contre ce dispositif. Par exemple, dans une lettre destinée au président de la Douma Boris Gryzlov le président de l'Union des recteurs Viktor Sadovnitshi a exprimé le souhait collectif de revoir certains dispositifs de la loi et

---

<sup>623</sup> La loi fédérale n° 113-FZ sur les amendements des articles 12 et 20 de la loi fédérale « Sur l'enseignement supérieur et post-universitaire professionnel » du 18.07.2006.

retarder donc le vote. L'Union des recteurs a proposé 21 amendements à la loi, dont la majorité ont été acceptée par les élus de la Douma. La présidente du syndicat Fédération de l'Éducation nationale Merkoulouva G. a également exprimé une inquiétude collective à l'égard de cette loi pendant la discussion. Selon elle, l'État instaurait les relations du marché dans le domaine de l'enseignement, ce qui faisait évoluer l'objectif des établissements d'enseignement d'une mission sociale à une mission lucrative. Les risques de commercialisation de l'enseignement supérieur et sa privatisation dans l'avenir ont inquiété de nombreux acteurs de la politique de l'enseignement supérieur<sup>624</sup>.

Après des discussions tendues au sein des pouvoirs publics, et largement au-delà, la loi « Sur les établissements autonomes » a été adoptée en novembre 2006<sup>625</sup>. La rédaction finale du document ne représenta pas de risques évidents de privatisation du secteur. En revanche, les EES étaient désormais dotés du pouvoir d'établir ou de participer au capital d'autres organisations. La loi a élargi l'autonomie des EES dans la gestion financière. Dans le même temps, la loi a augmenté les responsabilités des EES et diminué leurs libertés dans la gouvernance universitaire : les conseils de surveillance sont devenus obligatoires pour les EES au statut autonome, et les recteurs n'étaient plus élus par les Conseils scientifiques comme auparavant ; les pouvoirs du recteur et du Conseil scientifiques ont été réduits. Cette dualité a provoqué la question suivante : la création de ce statut était-il un pas vers le marché, dans lequel les établissements sont de vrais acteurs du monde socio-économique et peuvent gérer indépendamment leur politique économique ? Ou bien est-ce que ce sont des nouvelles organisations publiques dans le secteur de l'enseignement ? La réponse à ce moment était « oui », les deux aspects étaient réels. D'autant plus que le statut d'établissement autonome n'était pas attribué à tous les EES, mais à ceux que l'État approuvait. En 2008, l'État a reçu 40 demandes d'obtenir ce statut, et il a été attribué à 7 établissements en 2010. La liste des EES autonomes sera élargie dans la décennie suivante.

---

<sup>624</sup> La lettre du président de l'Union des recteurs, du recteur de l'Université d'État de Moscou V. Sadovnitchev au président de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale B. Gryzlov du 30 mai 2006 enregistré sous le n° 35-138.

<sup>625</sup> Loi fédérale « Sur les établissements autonomes » votés par la Douma d'État le 11.10.2006 et approuvés par le Conseil de la Fédération le 27.10.2006. Le document est disponible : [http://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_63635/](http://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_63635/). Consulté le 27.10.2017.

Vladimir Filippov note à cet égard :

« L'État contrôle les EES auxquels il ne fait pas confiance, les EES qui ne sont pas forts. Un nombre d'EES ont obtenu le statut d'établissement autonome. Ce sont des EES forts à qui l'État accorde ce statut et un droit. Les autres sont contrôlés, l'État veille à la manière dont ils dépensent les subventions d'État<sup>626</sup> ».

Une deuxième session du Conseil d'État dédiée aux questions de la politique de l'enseignement a eu lieu en mars 2006. Le résultat fut le rapport « Sur le développement de l'enseignement à la Fédération de Russie : de la compétitivité de l'enseignement à la compétitivité de la Russie » qui a été transmis au gouvernement. Mais cette fois-ci, ni le gouvernement ni le nouveau ministre n'ont transformé le rapport du Conseil d'État en décision politique. Le rapport du Conseil d'État ne suivait pas la politique actuelle du gouvernement libellée dans le document stratégique adopté le 14 décembre 2004 « Sur les orientations prioritaires du développement du système de la Fédération de Russie<sup>627</sup> ». Selon l'avis de l'ancien ministre Dneprov, au départ le document du Conseil d'État répondait à un besoin de stratégie sociale pour le système de l'enseignement contrairement à la politique « de droite » du gouvernement orientée vers la création d'un système élitiste avec la diminution du rôle de l'État et l'augmentation du rôle du marché. Dans la logique de cette dernière approche soulignée par Dneprov, la loi fédérale n° 275-FZ « Sur l'ordre de composition et d'utilisation du capital à l'affectation déterminée des organisations non commerciales » a été adoptée le 30.12.2006 pour que les EES puissent organiser des fondations universitaires de type *endowment*.

### 3.3. La réforme du système de la recherche

Le rapprochement de l'enseignement et de la recherche était également un axe important de la politique universitaire dans les années 2000. Lors de ces premières années, un EES sur huit seulement faisait de la recherche en Russie. Dans les dépenses totales de R&D, le secteur de l'enseignement supérieur ne représentait que 6,1 % (soit 0,08 % du PIB). L'Université d'État de Moscou Lomonossov et l'Université d'État de Saint-Petersbourg étaient les plus grands « producteurs » de la

---

<sup>626</sup> Entretien avec Vladimir Filippov effectué par téléphone le 2 décembre 2015.

<sup>627</sup> *Prioritetnye napravlenia razvitiia obrazovatel'noi sistemy RF* / Les orientations prioritaires du développement du système de la Fédération de Russie adoptées lors de la session du Cabinet le 9 décembre 2004, Protocol n° 47, Section I.

recherche scientifique parmi tous les EES russes. La transformation du ministère de l'Éducation en ministère de l'Éducation et de la Science a souligné la priorité affichée du gouvernement d'accélérer le rapprochement des deux mondes<sup>628</sup>.

Le système de la recherche avait ses propres problèmes de fonctionnement, aggravés dans les années 1990, mais aussi ses propres mécanismes de gouvernance que l'État souhaitait changer depuis l'installation d'une nouvelle élite politique. À partir du milieu des années 2000, l'État a forcé les réformes du système de recherche, ce qui a complètement changé sa structure, sa gouvernance, son financement et en quelque sorte sa culture. Il convient ici d'évoquer les difficultés principales que l'État a connu pour réformer le système de recherche et réaliser sa fusion avec l'enseignement et les EES.

Selon les décideurs de la politique universitaire, il y avait plusieurs obstacles principaux au développement efficace de la recherche universitaire. Premièrement, la structure institutionnelle et disciplinaire de la R&D russe restait presque la même dans les années 2000 qu'à l'époque de l'économie planifiée de l'ère de la Guerre froide, et ne correspondait pas aux besoins réels de l'économie russe évoluée depuis le changement du modèle économique du pays. Deuxièmement, la R&D et le système d'enseignement supérieur étaient encore très éloignés du monde des affaires, ils ne collaboraient pas avec les entreprises pour s'orienter ensemble vers l'innovation technologique. La R&D russe était déconnectée de l'économie nationale, et la part du monde des affaires qui y contribuait à l'innovation technologique était encore minimale (10,6 % en 2000 et 9,9 % en 2012 comparés à 55 % en 2012 en France<sup>629</sup>).

En outre, le paysage scientifique russe dans beaucoup de disciplines était dominé par des chercheurs âgés de 60-70 ans. Malgré le salaire attractif introduit en 2000 et l'arrivée des jeunes chercheurs, il manquait encore un grand nombre de chercheurs de l'âge jugé le plus « productif » pour les chercheurs – entre 35 et 55 ans<sup>630</sup>. Il a fallu trouver des moyens pour motiver les jeunes chercheurs et de nouveaux talents pour

---

<sup>628</sup> KASTOUEVA-JEAN Tatiana, « Russie : la réforme de l'enseignement supérieur », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 2009, n° 50, p. 14-16.

<sup>629</sup> GOKHBERG Leonid, *Rossiïski innovatsionny indeks / L'Index de l'innovation russe*, Moscou : Éditions de l'EHESE, 2011, 84 p.

<sup>630</sup> Voir la déclaration du Conseil pour la science (*Soviet po nauke*) du ministère de l'Éducation et de la Science du 05.02.2015 relative aux problèmes de la production scientifique et de la croissance des cadres scientifiques. Disponible sur le site du Conseil : <http://sovet-po-nauke.ru/info/05022015-declaration-kadry>. Consulté le 27.10.2017.

rejoindre la recherche, mais aussi équiper les universités afin de créer un environnement de travail attractif, ce qui n'était pas possible financièrement pour la Russie dans les années 1990.

En octobre 2009, de nombreux scientifiques russes expatriés ont signé une lettre ouverte au président russe Dimitri Medvedev et au Premier ministre Vladimir Poutine, mettant en garde contre la menace d'un effondrement de la recherche scientifique. Les chercheurs ont attiré l'attention sur un certain nombre de facteurs les incitant à tirer une nouvelle fois la sonnette d'alarme : financement insuffisant, manque d'organisation et de planification stratégique, déclin du prestige de la profession de chercheur, ou encore chute du niveau requis pour l'enseignement. La lettre préconisait un meilleur financement de la recherche fondamentale, l'identification et le soutien de domaines critiques ainsi qu'un appel au soutien international des projets scientifiques russes. Le dommage causé par la fuite des cerveaux a été largement évoqué<sup>631</sup>.

L'élite politique, déterminée à avancer dans les changements nécessaires menait la réforme du système de recherche depuis mi-2000, et les grands changements concernaient l'Académie des sciences et les EES. L'État a changé la gestion du système de recherche : ce dernier se trouvait brusquement en dehors de la « tour d'ivoire » et devait désormais être productif, visible à l'international, collaboratif, efficace et surtout à rendre comptes. En ce qui concerne les EES, l'approche dans l'élite politique russe à l'égard de la gestion de la recherche au sein des EES a été inspirée des modèles des universités étrangères, notamment des établissements prestigieux américains, ainsi que des politiques universitaires des pays européens. Avec la parution au milieu des années 2000 des palmarès universitaires, les décideurs politiques se sont aperçus que les universités russes étaient mal évaluées en raison de leurs activités de recherche limitées. Cela a stimulé l'avancement dans le projet d'augmentation du potentiel scientifique des EES russes. Les EES ont été invités à s'entourer d'une centaine d'entreprises innovantes, des *start-up* et des incubateurs pour commercialiser les résultats de leur recherche fondamentale et, surtout,

---

<sup>631</sup> La lettre ouverte au président et au Chef du gouvernement de la Russie « *Foundamental'naiia nauka i boudouchchee Rossii* » / « La recherche fondamentale et l'avenir de la Russie », *Rossiiskaia gazeta*, 9 décembre 2009.

appliquée. Grâce aux commandes du secteur industriel, les EES seraient ainsi capables de générer les revenus supplémentaires. Les retombées externes attendues de la fusion des EES avec la recherche étaient l'impulsion au développement de l'économie des régions, d'une part, mais aussi la croissance de la part russe dans les exportations mondiales de hautes technologies, d'autre part. Il s'agissait là d'une vraie révolution du schéma mental par rapport à l'époque soviétique et même à celle dite « de transition »<sup>632</sup>.

La volonté de réformer le système de recherche a rencontré les protestations de l'élite de l'Académie qui n'acceptait pas les propositions des nouveaux gestionnaires de la politique universitaire russe. Les scientifiques de l'Académie considéraient que le système soviétique de recherche d'antan avait de grands avantages qui pouvaient disparaître avec sa réorganisation, et que les dirigeants politiques n'étaient pas compétents dans les questions de recherche pour décider de son organisation. Par la réorganisation des instituts de l'Académie, l'optimisation, la rationalisation, mais aussi par la fusion avec les EES, l'Académie craignait le risque de perdre à la fois son identité morale et matérielle. Avant la réforme, les mécanismes de la gouvernance et de la gestion de l'Académie des sciences étaient assez fermés, et le pouvoir public n'avait pas de moyens d'imposer des changements brusques à l'élite académique. Les canaux de distribution financière centralisée et du contrôle de la qualité se trouvaient dans les mains de l'administration de l'Académie. Elle contrôlait la Commission haute d'attestation (l'organe d'État qui attribue des grades scientifiques - *VAK*), l'Union sur l'enseignement et les méthodes (l'organe d'État pour l'élaboration des standards fédéraux dans l'enseignement et la recherche - *UMO*), et les deux fondations d'État pour la distribution des subventions pour la recherche – *RGNF* et *RFFI*. Les élections dans l'administration de l'Académie, ses instituts, ainsi que dans les structures au soutien de la recherche russe (*UMO*, *VAK* et les fonds *RGNF* et *RFFI*) étaient organisées de façon telle que l'État ne pouvait pas intervenir dans une grande partie de prise de décisions.

Entre le pouvoir public et l'Académie, c'était également la bataille des deux époques : soviétique et postsoviétique. L'administration des universités et les instituts

---

<sup>632</sup> KASTOUEVA-JEAN Tatiana, *op.cit.*, p. 14-16.

de l'Académie ont gardé majoritairement les personnes qui occupaient les postes depuis l'époque soviétique en raison de la lente rotation des élites académiques. Les personnes qui gardaient encore des souvenirs de la Grande Guerre patriotique et des réussites de la recherche russe dans les années 1950-1970 ne « parlaient pas la même langue » que les décideurs politiques qui ont vécu leur jeunesse lors des années 1960 et de la *perestroïka*.

Outre la volonté de la nouvelle élite politique de prendre en charge la gestion des biens immobiliers de l'Académie, cela a été vue comme le « partage des biens communs » entre les membres du clan politique comme cela a été fait dans les années 1990. Pendant que le ministre Foursenko et le gouvernement expliquaient que les réformes changeraient la gouvernance inefficace des biens et des subventions pour la recherche, le président de l'Académie des sciences Youri Osipov suggérait en 2005 que l'objectif principal de ces réformes était l'enlèvement des biens possédés par la communauté scientifique. Cet argument avait du sens pour de nombreux acteurs du monde de la recherche, car l'Académie disposait d'un grand nombre de biens immobiliers au centre de Moscou dont la valeur immobilière a connu une hausse considérable dans les années 2000<sup>633</sup>. Le manque de confiance en gestion par l'élite politique de la redistribution des pouvoirs pour les biens publics existait depuis la réforme de privatisation des années 1990 et ce sentiment sera toujours d'actualité dans les décennies à venir.

### **3.4. La nouvelle hiérarchie des établissements d'enseignement supérieur**

Depuis le milieu des années 2000, des processus de sélection aboutissent à la création d'une nouvelle hiérarchie entre les universités russes. Ce processus a commencé avec le choix sur concours de 57 EES « innovants » (soit 10 % des ESS publics) dans le cadre du projet national « Éducation » lancé en 2005. Il s'agit du plus grand projet de soutien financier public aux EES de l'histoire postsoviétique. Au total, 30 milliards de roubles (750 millions d'euros) budgétaires ont été déboursés, destinés essentiellement à moderniser l'infrastructure matérielle et technique des

---

<sup>633</sup> Voir à ce propos :

« *Gosdouma priniata popravki v zakon O nauke i gosudarstvennoi nauchno-tekhnicheskoi politike* » / « La Douma d'Etat a voté les amendements pour la loi sur la Science et la politique scientifique technique russe », *RBK*, 18.10.2006.  
« *RAN protiv Foursenko* » / « L'Académie des sciences contre Foursenko », *Gazeta.ru*, 30.06.2005.

établissements et à améliorer la qualification professionnelle du personnel. Les écarts de financement entre les EES-*leaders* et les autres se sont creusés. Par la suite, il a été décidé de restructurer le paysage existant selon trois types d'établissements : les universités fédérales, les universités nationales de recherche et une catégorie à part ne concernant que les deux établissements d'enseignement supérieur les plus importants et prestigieux de la Russie : MGU (Université d'État de Moscou-Lomonossov) et SPbGU (Université d'État de Saint-Pétersbourg). Trois nouveaux « labels d'excellence » ont été créés progressivement de 2005 à 2010.

Les sept universités fédérales (une par district fédéral) – les centres de formation d'excellence disposant de moyens financiers sensiblement accrus – ont été créées dans cette période afin d'inciter l'innovation et les talents humains pour le développement de la région. L'expérience a commencé dans deux régions - dans le Sud, autour de l'université d'État de Rostov, et en Sibérie à l'Université d'État de Krasnoïarsk. Cette expérience a montré que le développement d'un cadre légal était nécessaire afin de clarifier le statut des universités fédérales et de réglementer leurs activités. Le 7 mai 2008, le Président Medvedev a signé un oukaz n° 716 « Sur les universités fédérales » prévoyant la création d'un réseau des universités fédérales au nombre de 16 à 20. Le 11 février 2009, la loi fédérale N 18-FZ a été promulguée pour confirmer ce nouveau type d'établissement et cette nouvelle catégorie « université de recherche distinguée » dans le groupe d'établissements du type « université ». La loi prévoit la présence obligatoire d'un programme stratégique approuvé par le gouvernement et d'un conseil de surveillance pour des universités fédérales. Le recteur d'une université fédérale est nommé par le gouvernement. L'université fédérale est créée soit par la décision du gouvernement en tant qu'établissement autonome, soit par la demande d'un établissement existant de se restructurer en une université fédérale et d'acquérir un statut d'établissement autonome. L'université fédérale a le droit d'adopter ses propres standards d'enseignement<sup>634</sup>.

La loi a suscité 20 demandes des EES pour obtenir le statut d'université fédérale. En 2009, cinq universités fédérales ont été créées : à Rostov, Krasnoïarsk,

---

<sup>634</sup> La loi fédérale n° 18-FZ du 11 février 2009.

Voir à propos de l'évolution du cadre légal:

L'entretien avec SENTIOURIN Youri, l'adjoint au ministre de l'Éducation et de la Science de la Russie à *Garant.ru* : <http://www.garant.ru/interview/10230/#ixzz4AQ0ONLqm>. Consulté le 2.06.2016.

Arkhangelsk, Kazan, Ekaterinbourg, Iakoutsk et Vladivostok. Elles ont une vocation socio-économique d'aménagement du territoire et doivent permettre la formation des élites locales, surtout dans leur région d'origine. Les études régionales y sont fortement soutenues. Ainsi, « le remodelage universitaire suit le maillage des districts fédéraux, à une exception. Le pouvoir russe a choisi de créer deux centres universitaires sur son district de l'Extrême-Orient (Iakoutsk et Vladivostok). Pour la Russie, cette région est la plus sensible (recoupant de nombreux enjeux stratégiques), dans l'optique des prochaines décennies<sup>635</sup> ».

Pour des raisons stratégiques également, l'État a créé en 2010 l'Université baltique fédérale à Kaliningrad, la plus grande ville dans la région de Kaliningrad « coupée » de la Russie, son point le plus à l'ouest de la Russie qui avoisine la Pologne et la Lituanie. Évidemment, l'Université baltique fédérale est un avant-poste de l'enseignement supérieur russe à la frontière avec l'Occident. Pour des raisons politiques et stratégiques, l'État a créé plus tard (2012) une université fédérale dans la région de Stavropol, en Caucase du Nord. Les neuf universités ont été créées par la fusion des 40 EES existants pour former des groupes de coordination (*umbrella organizations*) qui ont pour objectif de former une communauté des meilleurs établissements afin de prendre le rôle de *leader* dans la région. Chacune a reçu 5 milliards de roubles du budget fédéral, soit 125 millions d'euros sur 5 ans, outre le financement annuel de base.

Le deuxième groupe se compose des « universités de recherche nationales », de taille plus réduite, qui seront appelées à servir les besoins des secteurs de pointe comme le nucléaire et la métallurgie ainsi qu'en recherches innovantes, et à être compétitives au niveau mondial sans être soumises aux besoins des régions. Ces universités ont pour vocation le développement de passerelles entre la recherche scientifique, la formation et l'innovation afin de rendre l'université russe à la fois compétitive sur le plan international et plus proche des besoins de l'entreprise. Elles sont créées sur la base d'un seul établissement (et ses succursales), considéré comme *leader* dans son domaine. Pour sélectionner les membres de ce deuxième « club », un

---

<sup>635</sup> VIDAL Florian, « Virage universitaire en Russie », *Le Monde de demain*, 29.10.2009. Disponible sur : <http://lemondededemain.wordpress.com/2009/10/29/virage-universitaire-en-russie/> Consulté le 2.06.2016.

appel d'offre très sélectif a eu lieu en 2009. Quatorze établissements ont été choisis fin octobre 2009 auxquels sont venues s'ajouter, à la suite d'un nouvel appel d'offre fédéral, 15 nouvelles universités le 30 avril 2010. À condition d'apporter 20 % de participation financière, ces établissements sélectionnés ont reçu 1,8 milliard de roubles (45 millions d'euros) sur cinq ans, ce qui leur permet de renforcer leur potentiel en finançant des équipements de pointe et des formations pour les professeurs<sup>636</sup>.

Enfin, le troisième groupe ne comprend que deux *leaders* nationaux, l'Université d'État de Moscou et celle de Saint-Petersbourg. En 2009, on a promulgué la loi « Sur l'Université d'État de Moscou Lomonossov et l'Université d'État de Saint-Petersbourg ». Elle détermine un statut particulier pour ces deux établissements qui sont désormais sous la tutelle du gouvernement, et les recteurs sont nommés et relevés de leurs fonctions par le président de la Russie. C'est également le président de la Fédération de Russie qui leur attribue un budget. Le statut particulier qu'elles ont reçu en novembre 2009 n'apporte pas de changement majeur à leur fonctionnement, mais leur consacre une place historiquement privilégiée dans le système russe : elles sont financées par une ligne spécifique du budget fédéral<sup>637</sup>.

Tous les autres EES qui sont incités à troquer le statut d'établissement public contre celui d'établissement autonome appartiendront toujours juridiquement à l'État, mais ne bénéficieront plus de financements publics suffisants, ce qui les obligera à des opérations permanentes de recherche de financements. Les nouveaux pôles d'excellence profitent d'injections financières importantes, ce qui augmente l'écart entre eux et d'autres établissements<sup>638</sup>.

Ce modèle hiérarchique des EES russe montre le choix définitif de l'État de son rôle dans le développement de l'enseignement supérieur à long terme. L'ancien ministre Filippov a résumé à juste titre l'objectif de la politique universitaire en liaison avec ce chantier de nouvelle structuration des EES par le soutien de l'État qui apporte plus d'attention à certains qu'à d'autres :

---

<sup>636</sup> KASTOUEVA-JEAN Tatiana, *op.cit*, p. 14-16.

<sup>637</sup> La loi fédérale n° 259-FZ du 10 novembre 2009.

<sup>638</sup> KASTOUEVA-JEAN Tatiana, *op.cit*, p. 14-16.

« Le modèle de stratification choisie en Russie établit le modèle de l'enseignement supérieur russe : en haut, deux universités nationales, puis des universités de recherche, les universités fédérales, puis vingt EES qui se distinguent dans le projet 5top100 (projet lancé en Russie en 2013, analysé dans le Chapitre 7) –, ils sont tous des EES de base, d'appui dans les régions de la Russie. Ce modèle est particulier. Ce modèle nous dit que l'État a compris qu'il ne peut pas traiter tous les EES de la même façon. Il faut choisir des *leaders* selon certains critères et les soutenir. C'est le principe majeur de la stratification dans le système de l'enseignement supérieur russe <sup>639</sup> ».

En octobre 2009, le président Medvedev a annoncé une nouvelle réforme à mener sur une dizaine d'années, plus ambitieuse et plus profonde que les précédentes. Le pouvoir russe souhaite en effet améliorer la compétitivité de ses établissements, en les rendant plus efficaces et plus visibles sur le plan international. L'objectif avoué est bien de donner aux établissements d'enseignement supérieur russes les moyens de lutter dans un secteur universitaire mondial plus concurrentiel où de nouveaux acteurs comme l'Inde ou la Chine deviennent incontournables. Ce virage de la politique universitaire prendra de l'ampleur dans les années 2010 avec un nouveau programme ambitieux « 5-100 » et la création ainsi d'un nouvel échelon dans le système de l'enseignement supérieur russe.

## Conclusion

Le système d'enseignement supérieur russe a subi dans les années 2000 une véritable mutation. Grâce au contexte économique favorable et à une certaine stabilité politique, l'État s'est lancé dans la modernisation de l'enseignement supérieur. Au début des années 2000, la société russe a ressenti la nécessité de l'élaboration et de la réalisation d'une politique efficace de l'enseignement supérieur qui serait en conformité avec les besoins pragmatiques du pays. La nouvelle politique pour l'enseignement supérieur devrait prendre en compte adéquatement, d'une part les besoins de la société, d'autre part des réalités sociopolitiques, juridiques et économiques, ainsi que l'intérêt d'intégrer l'enseignement supérieur russe dans l'espace international. Dans les années 2000-2005, la politique de l'enseignement supérieur était à la recherche d'une forme organisationnelle efficace, mais il lui a fallu trouver le contenu. Les différentes forces politiques ont participé à l'élaboration

---

<sup>639</sup> Entretien avec Vladimir Filippov effectué par téléphone le 2 décembre 2015.

du contenu des réformes : des concepts, des mécanismes, des formes de gouvernance de l'enseignement supérieur et de la modernisation du système.

C'est avec les nouveaux dirigeants politiques et leur capacité d'influencer sur les décisions, les projets, leur durée et leur finalité, que l'État s'orienta donc vers l'inscription du système de l'enseignement supérieur dans la politique du développement de l'économie de l'innovation. La décennie entre 2000 et 2010 dans l'enseignement supérieur russe a été marquée par de nombreuses réformes afin de restructurer le système d'enseignement supérieur russe selon le modèle conçu pendant les cinq ou six premières années de la décennie.

Le projet national « Éducation » lancé en 2005 nous indique à la fois deux aspects de la nouvelle politique de l'enseignement supérieur. Premièrement, l'État a hissé l'enseignement au niveau des intérêts nationaux prioritaires. Deuxièmement, l'État modifie désormais en permanence sa politique sans toucher à la finalité prévue en termes d'objectif et de résultat des réformes, ce qui démontre la conscience de l'État d'avoir une stratégie qui change en fonction du contexte et des conditions évolutives, ainsi qu'en fonction des résultats intermédiaires pour pouvoir changer de tactique. Troisièmement, bien que dans le projet nous ne trouvons pas l'idée que nous pourrions appeler « systématique » ou « centrale » du programme, mais plutôt une mosaïque qui englobe de nombreuses mesures. En outre, il est possible de constater à travers les projets lancés, que les appels d'offres deviennent une méthode privilégiée de l'État dans les années 2000 pour assurer le financement stratégique, planifié et au final plus efficace.

Le travail collaboratif des pouvoirs publics avec les EES et les associations les représentant, ainsi que des partis (autres que le parti du pouvoir), a montré que l'État consulte ces acteurs sans néanmoins changer considérablement sa politique. Dans les années 2000 et encore à l'heure actuelle le système universitaire de la Fédération de Russie présente des réminiscences de l'URSS. Il a fallu donc une certaine volonté pour imposer des changements à une communauté dont la structure et les méthodes pédagogiques étaient stables depuis plus de cinquante ans. L'instauration, à l'époque soviétique, d'une séparation entre l'enseignement supérieur et la recherche fondamentale, domaine réservé et sous le contrôle budgétaire de l'Académie des sciences, a produit une dissociation entre ces deux activités qui a montré sa faiblesse

après la tombée du rideau de fer. La modernisation décidée par le pouvoir est destinée à rendre l'enseignement supérieur utile à la nation et compétitif à l'international.

Les réformes du système de l'enseignement supérieur n'ont pas changé le rôle de l'État, qui garde le contrôle de la définition de la politique de l'enseignement supérieur et possède toujours les mécanismes du contrôle financier. Dans le triangle des pouvoirs « président-gouvernement-Parlement », c'est le gouvernement qui reste un acteur actif dans l'orientation élitiste de la politique de l'enseignement supérieur. Une autre particularité de la politique de l'enseignement supérieur est le surassement des différences majeures entre le gouvernement et le Parlement, plus précisément la majorité du Parlement. Cela a été visible lors de la Troisième Douma avec le rapprochement des positions des fractions des quatre partis (Unité – La Russie unie, La Patrie – La Russie unie, L'élu du peuple et Les régions de la Russie) et le soutien ponctuel de leur position par les partis LDPR et L'Union des forces droites. Cette tendance s'est confirmée lors de la Quatrième Douma, quand « le parti du pouvoir » a obtenu 22 sièges après les élections et a réussi à former une coalition avec 300 élus (plus de deux tiers de la Douma). La troisième particularité de la politique de l'enseignement supérieur des années 2000 est qu'elle a achevé sa recherche de concepts pour assurer le fondement de sa politique et éradiqué une forme de nihilisme juridique et la proposition des mesures populistes. Les décideurs ont désormais procédé à la réalisation de concepts validés, notamment au travail législatif et exécutif du ministère de tutelle dans la déclinaison opérationnelle des orientations données.

À la fin des années 2000, le vaste chantier de l'enseignement supérieur démarré en 2005-2006 est loin d'être terminé. Pour tenir le cap, la continuité de la volonté politique et de l'effort financier sont nécessaires. Les impératifs économiques des années 2008-2009 ont limité à un certain degré les possibilités de modernisation rapide et uniforme. De plus, il est difficile de dégager une direction claire tant les conflits d'intérêts sont importants. Or, la volonté politique est indéniable. Pourtant, le poids des autorités de tutelle sur ce secteur est bien réel et montre sa détermination à continuer d'augmenter sous l'impulsion du pouvoir actuel.

## CHAPITRE 6

## LA RUSSIE ET L'UNIVERSITE POSTSOVIETIQUE FACE AU MONDE ET AUX TENDANCES INTERNATIONALES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES ANNEES 1990-2010

Les deux décennies 1990-2010 furent une période de perpétuelles évolutions dans les événements mondiaux, ce qui a eu bien évidemment des conséquences sur l'évolution des politiques de l'enseignement supérieur. Durant cette période, nous observons de grands changements sur le plan géopolitique et des évolutions décisives dans les politiques sectorielles, mais également la continuité des tendances internationales dans l'enseignement supérieur influençant des politiques universitaires nationales. Ces tendances, amorcées dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, se renforcèrent. Après l'éclatement de l'Union soviétique, la Russie s'est ouverte au monde et a subi une forte influence de l'international, surtout des pays occidentaux, notamment l'Europe et les États-Unis. Dans les années 1990, la politique russe de l'enseignement supérieur, en tant qu'élément de la politique générale, avait pour ambition de tirer parti de l'évolution économique, politique et sociale. L'élite politique russe s'est souvent tournée vers les pays occidentaux pour trouver les clés du développement de son système d'enseignement supérieur afin d'améliorer son potentiel scientifique. Dans les années 2000, à partir de 2005-2006, la stratégie a changé en ce qui concerne l'orientation internationale : la politique de l'enseignement supérieur, toujours inscrite dans la grande politique, montra les ambitions du pays de se positionner parmi les puissances émergentes, sa politique *multivectorielle*<sup>640</sup> et sa prise en compte des nouveaux enjeux internationaux dans l'enseignement supérieur. La Russie construisit donc sa propre identité dans l'espace

---

<sup>640</sup> La politique multivectorielle est une appellation de la stratégie politique qui consiste à contrebalancer l'influence des puissances mondiales par la diversification des partenariats avec d'autres du monde, notamment à l'Est – parmi les pays émergents d'Asie et de Moyen Orient, mais aussi en Amérique Latine et en Afrique. Il s'agit également, dans un objectif d'équilibre et de vision pragmatique des affaires internationales, d'avoir plusieurs cercles de partenaires pour des projets différents qui permettent de couvrir dans leur ensemble les intérêts nationaux principaux du pays. Cette politique correspond à une vision d'un monde multipolaire.

Plus sur la politique multivectorielle voir :

VARDANYAN Lilit, « La Russie de Vladimir Poutine et l'intégration économique de l'espace postsoviétique », *Études arméniennes contemporaines*, 2013, n°2, p. 27-42.

VIDAL Dominique, BADIE Bertrand, *Puissances d'hier et de demain*, La Découverte, 2013, coll. « État du Monde ».

Kuchkumbaev Sanat, « Astana après 2014 : un test pour la politique multivectorielle », *Outre-Terre*, 2016, n° 3 (48), p. 137-142.

mondial universitaire tout en veillant sur les tendances internationales de l'enseignement supérieur. Cette évolution n'a pas été liée uniquement au changement des élites politiques au pouvoir, elle s'explique aussi par la nouvelle place qu'occupe la Russie dans le monde, par son nouveau pouvoir économique et politique.

Dans ce chapitre, nous élargissons notre analyse de la politique de l'enseignement supérieur russe, encore très marquée par son héritage soviétique, pour situer cette dernière dans le contexte mondial qui évolue sous l'emprise des événements géopolitiques et des tendances internationales. Cela nous permettra de mesurer l'influence externe sur la politique universitaire russe, mais aussi d'identifier les particularités du développement de l'enseignement supérieur russe entre 1990 et 2010. Quatre étapes de la politique universitaire russe peuvent être distinguées durant cette période démontrant les changements de la stratégie du pays dans sa politique universitaire. Notre objectif est d'analyser ces étapes en lien avec les tendances et les événements internationaux.

## **1. Les enjeux politiques et économiques des années 1990 et détermination des orientations de la politique russe**

### **1.1. La perte de la place géopolitique et la recherche de nouveaux repères dans les années 1990**

Le plus grand événement géopolitique des années 1990 sur la scène internationale fut sans doute l'éclatement de l'Union soviétique. La disparition de l'une des deux superpuissances mondiales a changé l'équilibre des pouvoirs qui existait pendant le XX<sup>e</sup> siècle avec des conséquences inconnues au début de la période et des questions laissées en suspens. Le monde sera-t-il différent ? Sera-t-il plus démocratique, plus sécurisé ? Le capitalisme regagnera-t-il les anciens pays du bloc soviétique ? Les réflexions sur l'avenir de la politique globale dans un nouveau monde sont apparues dans les années 1990-2000. De nombreux politologues ont essayé de faire des pronostics sur l'avenir du monde après la chute de l'URSS. Deux approches ont reçu l'attention d'un grand nombre d'analystes et du grand public, et sont devenues les essais géopolitiques les plus commentés des années 1990 : celui de Francis Fukuyama et de Samuel Huntington.

Dans son livre<sup>641</sup>, Fukuyama soutient l'idée de la victoire du modèle occidental de la démocratie libérale en tant qu'ultime forme de gouvernement, ce qui signifie donc pour lui la fin de l'évolution socio-culturelle de l'humanité et la fin du siècle des oppositions idéologiques, des guerres et des révolutions dans le monde. De nombreux analystes ont largement critiqué le concept de Fukuyama, en se basant, essentiellement, sur le fait que la démocratie libérale n'existe pas dans sa forme idéale et accomplie, et sur le fait que l'opposition du fondamentalisme islamique à l'expansion des valeurs occidentales présente un conflit réel en progression. Malgré les critiques des chercheurs, l'analyse de Fukuyama a eu une influence sur la politique mondiale des années 1990 et au début des années 2000. Le politologue Tod Lindberg a écrit en 2006 que les idées de Fukuyama avaient largement influencé l'orientation de la politique étrangère de l'Administration du président George W. Bush<sup>642</sup>. Le professeur Charles Mayens a également stipulé que les idées de Fukuyama ont constitué le fondement conceptuel de la politique internationale des États-Unis pour la promotion active de la démocratie et du marché libre partout dans le monde ; cela avait pour conséquence des changements considérables sur la scène internationale des années 2000<sup>643</sup>.

Le projet de Huntington décrit différemment le fonctionnement des relations internationales après la chute de l'URSS et fait des pronostics sur l'avenir des affaires internationales. Il s'appuie sur le concept fondé non plus sur des clivages idéologiques « politiques », mais sur des oppositions culturelles plus floues, qu'il appelle « civilisationnelles », dans lesquelles le substrat religieux tient une place centrale, et sur leurs relations souvent conflictuelles<sup>644</sup>. Selon Jim Cohen, la pensée de Huntington joua un rôle important dans le paysage stratégique étatsunien, mais elle n'est qu'un élément parmi d'autres d'une constellation dominante d'idées non dépourvues de contradictions internes. La tentative de Huntington de retracer la carte

---

<sup>641</sup> FUKUYAMA Francis, *The End of History and the Last Man*, Free Press, 1992, 418 p.

<sup>642</sup> LINDBERG Tod, « In Full Pursuit of Democracy », *The Washington Times*, 20 mars 2006, quotidien. L'article est disponible sur : <http://www.washingtontimes.com/news/2006/mar/20/20060320-093054-6746r/>. Consulté le 29.10.2017.

<sup>643</sup> MAYENS Charles William, « Squandering Triumph: The West Botched the Post-Cold War World », *Foreign Affairs*, 1999, vol. 78, n° 1, p. 15-22.

<sup>644</sup> HUNTINGTON Samuel P., *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York : Simon & Schuster, 1998.

du monde après la guerre froide passe pour être l'une des plus austères et pessimistes : on la range souvent dans la thèse d'un monde d'« anarchie » ou de « chaos » – courant avec lequel Huntington ne refuse pas la comparaison. Connue en science politique pour sa critique ravageuse des schémas théoriques de la modernisation sociale harmonieuse, Huntington n'est décidément pas un prophète de la « mondialisation heureuse », conclut Cohen<sup>645</sup>.

Dans les deux concepts phares des années 1990, la position de la Russie ne pouvait être comparée à la position de l'URSS sur le plan du poids politique et de l'influence sur la scène internationale. Les déclarations ambitieuses faites par Mikhaïl Gorbatchev en décembre 1988 à l'Assemblée de l'ONU sur la participation de son pays à la création du nouvel ordre mondial à l'ère de la « désidéologisation des relations internationales<sup>646</sup> ». La forte influence de son pays dans la géopolitique a changé. L'enthousiasme de Gorbatchev pour la fin des deux blocs économiques et pour l'instauration d'un système unique de l'économie mondiale n'a pas sauvé l'Union soviétique d'une grande crise économique. La guerre du Golfe (1990-1991) a mis en évidence que l'URSS n'avait plus les moyens politiques de participer aux changements internationaux. Le processus de dissolution de l'URSS, commencé en 1990, et les réformes économiques conduites ensuite, ont largement diminué la position de la Russie dans les affaires internationales. Le monde, selon les uns, est devenu unipolaire, selon les autres, multipolaire. Les deux approches sont discutables, et les avis des politologues sont partagés. Or, en tous cas, la place de la Russie sur la scène internationale ne correspondait plus à celle que Gorbatchev projetait pour son pays<sup>647</sup>.

Au début des années 1990, la Russie était déboussolée. Nous constatons une modification de sa conceptualisation de la politique internationale, sur sa place et ses intérêts nationaux chez l'élite politique russe. L'inertie et l'envie de rester un acteur

---

<sup>645</sup> COHEN Jim, « Samuel Huntington dans l'univers stratégique américain », *Mouvements*, vol. n°30 (5), 2003, p. 21-30.

<sup>646</sup> Voir à propos de désidéologisation des relations internationales :

REY Marie-Pierre, *Les Russes: De Gorbatchev à Poutine*, Armand Colin, 2005, 240 pages.

CHEVARNADZE Édouard, *L'Avenir s'écrit liberté*, Odile Jacob, 1991, 356 p., coll. « Histoire et document ».

<sup>647</sup> KRAUTHHAMMER Charles, « The Unipolar Moment », *Foreign affairs*, 69/5, Winter 1990/91, p. 23. Disponible sur : <https://www.foreignaffairs.com/articles/1991-02-01/unipolar-moment>.

Consulté le 10.06. 2016.

LAIDI, Zaki. « Vers un monde multipolaire? », *Études*, vol. tome 399, n° 10, 2003, p. 297-310.

puissant dans le monde ont poussé le pays à s'accrocher aux mécanismes de l'époque soviétique (ABM Treaty, la rétention de l'expansion de l'OTAN à l'est, etc.). Or, dans le même temps, la faillite du système politique soviétique a dirigé la Russie vers l'acceptation de valeurs occidentales, l'abandon du communisme et la précipitation vers l'économie capitaliste. Cette orientation de l'élite politique russe vers la démocratie et l'économie du marché est bien visible dans les discours et dans les actions du premier président de la Russie, Boris Eltsine, et de ses ministres<sup>648</sup>. La politique russe des années 1990 représentait également la recherche de repères, l'hésitation, la confusion et l'absence du centre de gravité dans les actions politiques : tout cela est un reflet évident d'un pays en transition.

La bienveillance des dirigeants russes à l'égard de la participation des États-Unis dans la transformation économique et politique de la Russie a permis aux États-Unis d'influencer ouvertement la politique interne de son ancien adversaire<sup>649</sup>. Lors du conflit entre Eltsine et le Parlement russe, l'Administration américaine de Clinton a soutenu publiquement le président russe. Lors de son discours du sommet à Vancouver (1993), le président Clinton déclare : « La possibilité que notre nation possède aujourd'hui c'est une réponse au défi courageux des réformes russes – au reflet de nos propres valeurs, c'est notre investissement dans la sécurité et l'épanouissement »<sup>650</sup>. Cette prise de position a été perçue par l'élite politique russe et par certains politologues comme une sorte de « feu vert » de l'extérieur pour une résolution coercitive du conflit entre le président Eltsine et le Soviet suprême<sup>651</sup>. Ce soutien exprimé du président Clinton a démontré la différence entre lui et son prédécesseur – le président Bush – qui n'est pas intervenu auparavant ni sur la

---

<sup>648</sup> CLINTON Bill, *My Life. The Presidential Years*, New York : First Vintage Books Edition, 2005, 696 p.

<sup>649</sup> TALBOTT Strobe, *The Russia Hand: A Memoir of Presidential Diplomacy*, New York : Random House, 2002.

SIMES Dmitry, *After the Collapse: Russia Seeks Its Place as a Great Power*, New York, 1999, p. 15-20.

<sup>650</sup> « After a phone call to Yeltsin, Clinton gives Russian leader his full support », *Baltimoresun, Washington Bureau*, 22 septembre 1993. Disponible sur : [http://articles.baltimoresun.com/1993-09-22/news/1993265213\\_1\\_president-yeltsin-christopher-clinton](http://articles.baltimoresun.com/1993-09-22/news/1993265213_1_president-yeltsin-christopher-clinton) Consulté le 10.06.2016.

<sup>651</sup> L'assaut du Soviet suprême a été largement couvert par les médias américains. Par exemple, dans la période du 22 septembre au 5 octobre 1993, le journal *New York Times* a publié une cinquantaine d'articles à ce sujet en commençant par l'article « Opposition à Moscou : les États-Unis soutiennent les actions du leader russe pour l'élimination de la crise », les autres journaux (*Los Angeles Times*, *Washington Post*, etc.) ont aussi largement traité le sujet.

« parade des souverainetés » des anciennes républiques, ni sur le conflit entre Eltsine et Gorbatchev.

Plus tard, le président Clinton sera critiqué de s'être trop impliqué pour résoudre les problèmes internes de la Russie et d'avoir soutenu uniquement Eltsine et non pas d'autres forces politiques. Cela étant dit, au début des années 1990, le Congrès américain était solidaire avec le président Clinton, car il voyait en Eltsine un homme politique pro-occidental, tout comme son équipe. Cette perception du Président Eltsine par l'élite politique américaine – une sorte de « meilleur des pires » – a été confirmée par plusieurs hommes politiques dans l'administration des États-Unis<sup>652</sup>.

Eltsine et Kozyrev (ministre des Affaires étrangères en 1990-1996) ont accepté de faire des concessions dans la politique extérieure russe à la demande des États-Unis en réponse au soutien politique et financier du président Clinton<sup>653</sup>. Strobe Talbott, le secrétaire d'État des États-Unis de 1994 à 2001, a évoqué dans ses mémoires cette période :

« Clinton voyait en Eltsine un leader politique concentré sur sa grande mission – 'ficher un pieu' dans le cœur du vieux système soviétique. C'était important pour Clinton d'aider Eltsine à accomplir cette mission... L'amitié entre Clinton et Eltsine a permis aux États-Unis d'atteindre ses propres objectifs : la liquidation des armes atomiques en Ukraine, la sortie des troupes russes des pays baltiques, l'accord de la Russie pour l'élargissement de l'OTAN, l'implication de la Russie dans la mission de maintien de la paix au Balkans<sup>654</sup> ».

Eltsine a fait ces concessions pour avoir le soutien moral et financier des États-Unis pour sa politique intérieure. En ce qui concerne la politique extérieure, l'élite politique russe cherchait à regagner sa place parmi les puissances mondiales, ce qui

---

<sup>652</sup> Voir à ce propos :

Dossier « Bill Clinton, Boris Yeltsin, and U.S.-Russian relation. Milestones : 1993–2000 » publié dans le portail gouvernemental des États-Unis dédié à l'histoire politique :

<https://history.state.gov/milestones/1993-2000/clinton-yeltsin>. Consulté le 10.06.2016.

Voir également l'entretien de Wayne Merry, le diplomate américain assigné à Moscou lors de la période de la crise politique en Russie en 1993 :

MERRY Wayne, « Moments in U.S. Diplomatic History. Yeltsin Under Siege — The October 1993 Constitutional Crisis », l'entretien effectué par Chris Sibilla et disponible sur :

<http://adst.org/2014/10/yeltsin-under-siege-the-october-1993-constitutional-crisis/>. Consulté le 29.10.2017.

<sup>653</sup> L'extrait d'un article dans le *Los Angeles Times* concernant l'aide financière pour la Russie au vu des actions politiques de Boris Eltsine :

« Secretary of State Warren Christopher, praising Yeltsin for trying to end the parliamentary gridlock that was blocking further reform, urged Congress to approve a pending Administration request for \$2.5 billion in new economic aid for Moscow and its neighbors: " Support for Russian reform at this time is an investment in the national security of the United States and the prosperity of the Russian people." » , *Los Angeles Times*, 22.09.1993, quotidien. Disponible [http://articles.latimes.com/1993-09-22/news/mn-37874\\_1\\_president-yeltsin](http://articles.latimes.com/1993-09-22/news/mn-37874_1_president-yeltsin). Consulté le 10.06.2016.

<sup>654</sup> TALBOTT Strobe, *op.cit.*

était impossible compte tenu de sa situation économique désastreuse. Cependant, le président Clinton a fait entrer la Russie dans quelques regroupements des pays développés malgré sa situation économique. Dans le même temps, la volonté de Boris Eltsine de concéder à Clinton certaines choses sur le plan politique a été mal vu par la population russe, non seulement parce que les États-Unis étaient considéré comme l'ancien ennemi, mais aussi parce que souvent les actions de Eltsine étaient jugées ni pragmatiques ni servant les vrais intérêts nationaux. À la déception de la population russe face à la politique intérieure du président Eltsine et de l'économie dégradante, s'est ajoutée l'idée que l'importance de la Russie dans le monde ainsi que son indépendance concernant les affaires étrangères étaient perdues.

## **1.2. La recherche d'un soutien externe et de références pour les réformes dans le secteur de l'enseignement**

La Russie cherchait à obtenir un soutien financier de la Banque mondiale, du Fonds Monétaire International, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement afin d'avancer dans ses réformes dans tous les secteurs de la politique. C'est dans le même moment, à l'époque de la faillite financière des EES russes dans les années 1990, que le gouvernement les a encouragés à chercher de l'argent à l'étranger, notamment auprès des fondations internationales. L'encouragement des ministères pour une collaboration avec des fondations étrangères sous-entendait la réforme du système selon les exigences des investisseurs. Le recteur de l'Université humanitaire de Moscou, Igor Ilinski, a critiqué l'élite politique russe des années 1990 et leur « obéissance » aux ordres des conseillers étrangers dans la politique de l'enseignement supérieur et de recherche. Les rapports avec la Banque mondiale ont été perçus comme « des lois d'action directe » et critiqués par ceux qui opposaient à la politique du président Eltsine<sup>655</sup>.

En octobre 1997, une convention a été conclue entre le gouvernement russe et la Banque mondiale pour le Projet du développement innovant de l'enseignement en

---

<sup>655</sup> ILINSKI Igor, « *Zapadou ne noujen obrazovanny rousski narod. Reforma obrazovania Rossii vedetsia po rekomentatsiam Vsemirnogo banka* » / « L'Occident ne veut pas avoir un peuple russe cultivé. La réforme de l'éducation est conduite selon les recommandations de la Banque mondiale », article publié le 13.04.2011 sur le site du parti KPRF: [https://kprf.ru/rus\\_soc/90357.html](https://kprf.ru/rus_soc/90357.html). Consulté le 29.10.2017.

Russie avec un crédit de 68 millions de dollars pour la période de 1998 à 2004. Un fonds national spécifique a été créé pour la coordination de la réalisation du projet et pour l'encadrement des ressources financières. Une autre structure qui servait de liaison entre les pouvoirs publics et les agences internationales est le Centre des études stratégiques créé au sein de l'École supérieure d'études économiques. Ce centre, selon l'historienne et l'enseignante-chercheuse de l'Institut des relations internationales (MGIMO) Olga Tchétverikova, transmettait les idées des experts étrangers de la Banque mondiale à l'élite politique russe au cours des deux décennies en détruisant la base et les valeurs du système russe d'enseignement supérieur<sup>656</sup>. Ces deux opinions exprimées n'étaient pas représentatives pour tous universitaires mais pour une partie minimale d'entre eux. Or, malgré le fait que les opinions négatives sur le rôle des collaborateurs étrangers n'étaient pas dominantes dans la société russe, une certaine méfiance de la part des universitaires existait vis-à-vis des changements imposés par des acteurs n'ayant pas nécessairement une compréhension profonde des spécificités du système éducatif russe.

Il est possible que les chercheurs de *think tanks* russes aient été influencés par les idées occidentales concernant les réformes de l'enseignement supérieur, et notamment celles des experts de la Banque mondiale. Mais il faut admettre que le rôle de ces *think tanks* dans l'élaboration de la politique de l'enseignement supérieur russe était en fait limité. D'une part, la culture des conseils venant des *think tanks* n'est pas vraiment adaptée à la Russie : les différents centres de recherche russes fournissaient régulièrement leurs études et conseils au gouvernement et à la Douma, mais seulement ceux dont les experts étaient « proches » du ministère et/ou du cercle dirigeant avaient réussi à être pris en compte par l'élite politique. Ces individus influents n'étaient pas nombreux. D'autre part, les orientations de la majorité de ces *think tanks* russes vont changer vers les années 2005-2006, en suivant et accompagnant les positions des hommes politiques russes<sup>657</sup>.

---

<sup>656</sup> TCHETVERIKOVA Olga, *Rasrouchenie boudouchtchego. Kto i kak ounichtojaet souverennoe obrazovanie v Rossii / La destruction de l'avenir. Qui et comment démolit l'éducation russe*, Moscou, 120 p.

<sup>657</sup> SOUSLOVA Darya, « *Rol' ekspertno-analitcheskikh strouktour v razrabotke gosouarstvennoï politiki (na primere gosouarstvennoï obrazovatel'noï politiki)* » / « Le rôle des structures analytiques dans l'élaboration de la politique d'État (le cas de la politique d'État en matière d'éducation) », *Vlast'*, 2010, n° 4, p. 21-26.

Au début des années 1990, nous pouvons constater une certaine confusion et même une certaine lutte des valeurs chez l'élite universitaire et les décideurs de la politique d'enseignement supérieur concernant le système universitaire russe et sa place dans le monde. Il y avait ceux qui considéraient que la recherche russe était inférieure en raison de sa dépendance à l'égard du complexe militaro-industriel ; que la culture russe avait comme lourd héritage le soutien des prétentions idéologiques du Parti communiste de l'époque soviétique ; que le système d'enseignement supérieur était imparfait à cause de sa priorité mise sur l'éducation idéologique au détriment de la formation des individus ; bref que la Russie avait pris du retard dans le développement de son enseignement supérieur dans l'espace mondial en raison de son passé historique.

Parmi les personnes qui considéraient que la Russie devait prendre l'exemple des pays occidentaux dans la modernisation de son système universitaire il y avait des hommes politiques du premier échelon. Par exemple, après l'ouverture à l'extérieur, les dirigeants politiques (le ministre de la Science Saltykov et le Premier ministre Gaïdar) sont allés aux États-Unis pour observer comment l'enseignement supérieur et la recherche étaient organisés et dirigés ; ils ont conclu que la science russe n'était plus efficace et qu'il fallait donc réorganiser complètement les instituts de recherche à l'aune du « modèle américain » en appliquant les critères de productivité aux chercheurs pour définir leur place, leur rémunération, etc. Le ministre de l'Éducation Kinelev a étonné ses interlocuteurs américains en manifestant un grand enthousiasme lors de la conclusion de l'accord de coopération du ministère avec quelques universités américaines pas très connues du grand public, et son admiration du système américain de l'enseignement supérieur. Or, une partie de ses collègues russes et notamment les recteurs des universités n'acceptaient pas facilement les valeurs étrangères et croyaient davantage à l'enseignement supérieur soviétique, à son mode opératoire et ses valeurs : que sa recherche fondamentale, même militarisée, restait de haut niveau mondial ; que sa culture, même sous le poids de l'idéologie politique, a donné au monde des exemples brillants de la pensée humaine ; et que son

enseignement supérieur a réussi à produire des cadres même sous le poids politique du Parti<sup>658</sup>.

La vérité se trouve au milieu de ces deux positions extrêmes : le système russe d'enseignement supérieur, face au monde, a pris conscience de ses faiblesses, mais la transmission des mécanismes étrangers dans ce système, construit sous l'emprise de ses propres circonstances historiques, n'a pas été possible. De même, sans gestion pragmatique, cela a pu aggraver les problèmes majeurs du système russe. Le manque d'enthousiasme de la communauté universitaire et de leurs propres collègues conservateurs pour des changements radicaux a freiné les réformes. Après la chute de l'URSS au cours des années 1990, la perte de repères idéologiques dans la politique universitaire russe a poussé l'élite politique à lancer des réformes, mais plus important encore, à générer une réflexion, des débats sur l'avenir du système universitaire. Ce processus s'est aussi enclenché dans les autres pays avec les transformations de leurs systèmes politiques, économiques et sociaux dans un espace de plus en plus globalisé, mais la particularité première russe était la désorientation vis-à-vis les valeurs idéologiques et la recherche d'un modèle à suivre.

### 1.3. Les enjeux de la globalisation

Le deuxième facteur qui a influencé l'évolution de la politique de l'enseignement supérieur russe est sans doute la globalisation. La globalisation est apparue sur l'horizon politique, économique et social dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et les réalités du XXI<sup>e</sup> siècle ont amplifié l'importance du contexte mondial dans le secteur de l'enseignement supérieur. Il existe de nombreuses définitions de la globalisation. Dans le contexte de cette thèse, nous définissons la globalisation comme la réalité d'une économie mondiale de plus en plus intégrée, les nouvelles technologies d'information et de communication, l'émergence du réseau international du savoir, le rôle de la langue anglaise et d'autres forces en dehors du contrôle des institutions universitaires<sup>659</sup>. La globalisation a ouvert de nouvelles opportunités pour étudier et

---

<sup>658</sup> KINELEV Valdimir, « Rossiiskaia sistema obrazovania obladaet ounikal'nym potentsialom » / « Le système de l'enseignement russe a un potentiel unique », *Outcheny soviet*, 2009, n° 8, p. 8-9.

<sup>659</sup> ALTBACH Philip G., REISBERG Liz, RUMBLEY Laura E., *Trends in Global Higher Education: Tracking an Academic Revolution. A report prepared for the UNESCO World Conference on higher Education*, 2009, 278 p. Disponible sur :

faire de la recherche sans frontières. D'un autre côté, la culture et l'autonomie nationale en Russie, s'en sont retrouvées menacées.

À l'échelle internationale, de nombreuses réunions des décideurs nationaux au cours des deux décennies nous indiquent un intérêt général et un effort commun pour relever ensemble les différents enjeux de la politique de l'enseignement supérieur à l'époque de la globalisation. En 1990, à Jomtien (Thaïlande), lors d'une conférence mondiale, l'UNESCO adopta la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous. Les pays ont exprimé leur volonté collective à résoudre ensemble les problèmes liés à l'enseignement avec un plan stratégique à mener jusqu'en 2015. Dix ans plus tard, le 26-27 avril 2000, à Dakar (Sénégal), le Forum mondial sur l'éducation a évalué les résultats des efforts internationaux et les manques, les problèmes non résolus, révisé le plan d'action et redéfini les missions prioritaires à accomplir avant 2015. Le rapport sur le travail des différentes agences de l'UNESCO et des gouvernants des 164 pays signataires de la Déclaration a été publié sur le site de l'organisation. Il est à noter que cinq missions sur six de la stratégie « Éducation pour tous » concernent plutôt l'enseignement secondaire. Or, les efforts des gouvernements dans la lutte contre la corruption et les actions pour améliorer la qualité de l'enseignement ont un effet sur l'enseignement supérieur à long terme et renforçaient le partenariat mondial dans la sphère de l'enseignement à tous les niveaux<sup>660</sup>. En outre, tous les deux ans, l'UNESCO publie le Rapport mondial sur l'éducation dans lequel nous trouvons l'analyse des tendances internationales pour l'enseignement, des tableaux comparatifs, des statistiques, des tableaux et des études dont une partie concerne l'enseignement supérieur et professionnel.

Plus spécifiquement, pour l'enseignement supérieur, l'UNESCO a conduit une série d'actions et a présenté un nombre d'initiatives et de documents stratégiques à l'échelle mondiale et régionale. En 1998, l'UNESCO adopta la Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur au XXI<sup>e</sup> siècle avec un cadre d'actions prioritaires à

---

[http://www.cep.edu.rs/public/Altbach\\_Reisberg\\_Rumbley\\_Tracking\\_an\\_Academic\\_Revolution\\_UNESCO\\_2009.pdf](http://www.cep.edu.rs/public/Altbach_Reisberg_Rumbley_Tracking_an_Academic_Revolution_UNESCO_2009.pdf). Consulté le 30.10.2017.

<sup>660</sup> Le rapport de l'UNESCO « Éducation pour tous 2000-2015 : progress et enjeux », UNESCO, 2015. Disponible sur : <http://fr.UNESCO.org/gem-report/report/2015/%C3%A9ducation-pour-tous-2000-2015-progr%C3%A8s-et-enjeux#sthash.GYJak2M8.dpbs>. Consulté le 21.06.2016.

mener à l'échelle internationale et nationale pour les pays signataires<sup>661</sup>. La conférence mondiale sur l'enseignement supérieur a eu lieu en 2009<sup>662</sup>. En outre, plusieurs agences établies par l'UNESCO, par exemple l'Association internationale des universités ou le Centre européen pour l'enseignement supérieur (UNESCO-Cepes) dans l'objectif de promouvoir la coopération académique, ont mené des actions et des études permettant aux systèmes nationaux de l'enseignement supérieur de se retrouver, se positionner dans l'espace global et de dialoguer autour de problématiques communes. Ainsi, plusieurs dispositifs ont été créés au niveau international pour pouvoir échanger avec des pouvoirs publics d'autres pays et adapter la politique de l'enseignement supérieur en fonction de tendances mondiales dans le secteur.

La Russie a participé activement aux événements de l'UNESCO durant la période analysée. Depuis 1991, la Russie est un successeur juridique<sup>663</sup> de l'URSS à l'UNESCO et, en 1992, elle a créé une Commission de la Fédération de Russie pour les affaires de l'UNESCO. La Commission réunit en son sein les chefs des ministères (y compris le ministre de l'Éducation et de la Science), les dirigeants des régions, les chefs des organisations non gouvernementales, les chercheurs honorés et des personnalités du monde de l'art et de la culture. Cinquante Chaires de l'UNESCO ont été fondées au sein des établissements de l'enseignement supérieur russe.

En effet, pour la Russie, l'UNESCO est une organisation très importante parce qu'elle permet d'affirmer les positions de la Russie sur la scène internationale, promouvoir son système d'enseignement supérieur et développer sa politique d'enseignement supérieur. Selon le site du ministère des Affaires étrangères de la Russie,

« Pour la Russie, cela ouvre en effet l'accès illimité aux partenariats et aux sources d'information scientifique, mais constitue aussi l'opportunité d'influencer le climat intellectuel international... Les chaires de l'UNESCO sont

---

<sup>661</sup> La Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur au 21<sup>e</sup> siècle, le 9 octobre 1998. Disponible sur : [http://www.UNESCO.org/education/educprog/wche/declaration\\_fre.htm](http://www.UNESCO.org/education/educprog/wche/declaration_fre.htm). Consulté le 21.06.2016.

<sup>662</sup> La communiqué de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur : la nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur et de la recherche au service du progrès social et du développement. UNESCO, Paris, 5-8 juillet 2009 : <http://unesdoc.UNESCO.org/images/0018/001832/183277f.pdf>; [http://ifgu.auf.org/media/document/enseignement\\_superieur\\_21\\_e\\_siecle.pdf](http://ifgu.auf.org/media/document/enseignement_superieur_21_e_siecle.pdf). Consulté le 30.10.2017.

<sup>663</sup> C'est-à-dire que la Russie a hérité le statut, les droits et les obligations de l'URSS au sein d'organisations internationales.

un mécanisme important d'implication des établissements d'enseignement russes dans l'infrastructure mondiale et dans le marché des services de l'enseignement<sup>664</sup> ».

La Russie fut signataire des déclarations, des conventions et des recommandations de l'UNESCO pour l'éducation et pour l'enseignement supérieur. Elle participa activement aux conférences en accueillant certaines entre elles, notamment celle des 19-20 juin 2008 dédiées aux questions du perfectionnement de la politique d'enseignement et du système d'enseignement en amont de la 48<sup>e</sup> session de la Conférence mondiale sur l'éducation.

La Russie s'intéresse également aux autres organisations internationales qui s'occupent des questions de l'enseignement supérieur, notamment l'OCDE et la Banque mondiale. Mais la place de la Russie n'est pas la même qu'à l'UNESCO où la présence de la Russie est traditionnellement forte. La feuille de route de l'adhésion de la Russie à l'OCDE a été adoptée en 2007. Malgré le fait que l'adhésion de la Russie à l'OCDE a été interrompue en 2014<sup>665</sup>, les préconisations de l'OCDE qui appliquent la « théorie du capital humain » ont été bien enregistrées par l'élite politique russe à la fin des années 2000 début des années 2010. Selon la « théorie du capital humain », l'enseignement supérieur est considéré comme un investissement dont il faut assurer la meilleure rentabilité pour atténuer les charges publiques en faisant basculer le financement de l'État vers les « usagers » ou les clients. Cette politique, largement avancée dans plusieurs pays d'Europe comme l'Angleterre, les Pays-Bas, les pays de l'ex-Europe de l'Est où se multiplient les universités privées<sup>666</sup>, a trouvé ses adhérents parmi quelques décideurs de la politique universitaire russe.

La politologue russe Marina Lebedeva note à ce propos que la « théorie du capital humaine » est liée à la diffusion de la culture « davoisienne<sup>667</sup> » chez les décideurs

---

<sup>664</sup> Dossier « Russie-UNESCO : l'histoire et les perspectives ». Disponible sur le site officiel du ministère des Affaires étrangères : [http://www.UNESCO.mid.ru/old/65UNESCO\\_02.html](http://www.UNESCO.mid.ru/old/65UNESCO_02.html).

Voir également :

<http://www.UNESCO.org/fr/university-twinning-and-networking/access-by-domain/education/higher-education/>. Consulté le 21.06.2016.

<sup>665</sup> Voir à ce propos :

Statement by the OECD regarding the status of the accession process with Russia & co-operation with Ukraine : <http://www.oecd.org/russia/statement-by-the-oecd-regarding-the-status-of-the-accession-process-with-russia-and-co-operation-with-ukraine.htm>. Consulté le 21.06.2016.

<sup>666</sup> CHARLE Christophe, « La loi LRU dans une perspective européenne », *Mouvements*, 2008/3 (n° 55-56), p. 94-101.

<sup>667</sup> En référence au Forum économique global à Davos.

politique. Selon elle, cette culture s'est installée chez les décideurs russes vis-à-vis les EES en raison des réseaux d'influence de l'élite économique du monde. L'expansion de cette culture rentre dans la logique de l'espace mondial de l'enseignement supérieur et du rapprochement de la formation universitaire et du monde professionnel, mais cette culture diffusée dans un espace réservé au regroupement des pays développés ne favorise pas un véritable dialogue inter-civilisationnel, conclut Lebedeva<sup>668</sup>. La crainte que l'État russe importera et imposera la culture « davoisienne » sans calculer les pertes des avantages et traits spécifiques de son système universitaire sera souvent exprimée par les universitaires russes notamment aux sessions de l'Union des recteurs et aux rencontres avec le pouvoir public.

Lebedeva souligne une autre tendance en liaison avec la globalisation des universités – l'aggravation de l'inégalité d'accès à l'enseignement supérieur. Le problème entre le Nord et le Sud s'aggrave, le fossé se creuse, y compris à l'intérieur des pays<sup>669</sup>. Les études de l'UNESCO confirment effectivement que l'inégalité entre les systèmes nationaux de l'enseignement supérieur s'est empirée lors des deux décennies analysées et la tension au sein de la dynamique centre-périphérie est montée<sup>670</sup>.

#### 1.4. L'internationalisation de l'enseignement supérieur

Un aspect visible de la globalisation qui jouait un rôle important pour les politiques nationales de l'enseignement supérieur était la croissance de la mobilité étudiante internationale. À la fin de la décennie 2000, il y avait 2,7 millions d'étudiants effectuant leurs études supérieures en dehors de leur pays d'origine<sup>671</sup>. L'augmentation du flux d'étudiants venant d'Asie pour intégrer les EES de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et de l'Australie était notamment visible au cours de cette période. La mobilité croissante des étudiants internationaux a

---

<sup>668</sup> LEBEDEVA Marina, « Rol' obrazovania v dialoge tsivilizatsiï » / « Le rôle de l'éducation dans le dialogue des civilisations », *Vestnik MGIMO*, 2009, n° 2 (5), p. 135-157.

<sup>669</sup> LEBEDEVA Marine, *op.cit.* p. 138.

<sup>670</sup> ALTBACH Philip G., REISBERG Liz, RUMBLEY Laura E., *op.cit.*

<sup>671</sup> Les données de l'OCDE pour 2007.

stimulé le processus d'internationalisation des politiques de l'enseignement supérieur qui a encore renforcé les flux d'étudiants.

Les relations internationales interuniversitaires sont un phénomène ancien qui existe depuis l'apparition des premiers EES dans le monde. Comme le note Frolich, on aperçoit ces relations à trois niveaux : macro, meso et micro. Au niveau macro, l'internationalisation concerne le changement des milieux. Au niveau meso, l'internationalisation concerne les efforts des EES d'intégrer la dimension internationale de leurs activités. Au niveau micro, l'internationalisation concerne les activités précises comme, par exemple, la coopération internationale, les publications collaboratives et la mobilité des étudiants et du personnel<sup>672</sup>.

Pour la période analysée, il est cohérent de définir l'internationalisation comme un ensemble de politiques et de programmes que les universités et les gouvernements mettent en œuvre pour répondre à la globalisation. Les universités et les gouvernements des pays ont ainsi développé différentes stratégies afin de bénéficier de la venue d'étudiants étrangers. Certaines universités des pays non-anglophones ont proposé des programmes en anglais pour attirer les étudiants étrangers. De nombreuses universités ont établi des partenariats avec des EES dans les pays étrangers afin de faciliter l'échange d'étudiants, construire des double-diplômes et/ou développer des projets de recherche. Les campus ou des programmes délocalisés, les consortia académiques, les chaires académiques internationales, les filiales étrangères, sont des exemples des composantes d'une stratégie d'internationalisation.

L'internationalisation est à la fois la raison et le produit des initiatives comme celles du Processus de Bologne et la Stratégie de Lisbonne avec un engagement de 40 pays dans un processus volontaire de construire l'Espace européen de l'enseignement supérieur. Cette politique est devenue la référence pour d'autres régions qui ont fait des efforts similaires : par exemple, ENLACES en Amérique latine, la Communiqué de Brisbane lancé par vingt-sept pays de la région de l'Asie Pacifique, une élaboration de la stratégie commune et harmonieuse en l'Union de l'Afrique, etc.<sup>673</sup>

---

<sup>672</sup> FROLICH Norman, « Still Academic and National – Internationalisation in Norwegian Research and Higher Education », *Higher Education*, 2006, n° 52 (3), p. 405-420.

<sup>673</sup> ALTBACH Philip G., REISBERG Liz, RUMBLEY Laura E., *op.cit.*

Les pays comme le Royaume-Uni, l’Australie et le Canada ont ajusté leurs politiques d’immigration pour attirer plus d’étudiants étrangers, motivés d’obtenir un diplôme reconnu internationalement et prêts à payer des frais de scolarité considérables. L’autre tendance était la mobilité académique à l’intérieur des pays de l’Union européenne grâce aux nouveaux programmes et dispositifs pour encourager des séjours académiques à tous les niveaux d’études, et facilitant la reconnaissance des niveaux et des notes (systèmes communs de crédits, choix de cycles communs, etc.). Le marché du travail pour les universitaires a été progressivement globalisé avec une mobilité croissante des enseignants-chercheurs. De nombreux pays ont mis en place des politiques d’attractivité pour les enseignants-chercheurs étrangers.

Il est à noter que quand d’autres grands pays cherchaient à promouvoir leur culture et leurs langues à l’étranger et à renforcer leur *soft power*<sup>674</sup> durant les années 1990, la Russie n’avait pas les moyens financiers de faire pareil. L’objectif premier pour l’enseignement supérieur russe dans les années 1990 était de survivre, c’est-à-dire ne pas perdre ses ressources matérielles et intellectuelles à l’époque de la brusque privatisation des biens publics et de la dévalorisation humiliante de la profession d’enseignant-chercheur. Le succès des universités en 1990 consistait en leur survie en s’adaptant à une nouvelle économie de marché, note Grégory Androuschak, chargée du Département du développement stratégique au ministère de l’Enseignement supérieur<sup>675</sup>.

Malgré le fait que la Russie n’avait pas les moyens pour développer les actions en internationalisation de l’enseignement supérieur, le pays a tout-à-fait réussi la transition des EES « fermés » et « contrôlés » dans leur relations internationales à « ouverts » et « libres » pour la coopération internationale. Or le bagage du passé soviétique a freiné ce processus d’ouverture de l’enseignement supérieur russe à l’international : souvent, c’était un problème linguistique et d’infrastructure pour l’accueil des étudiants étrangers lié aussi au manque de financement. Ce dernier

---

<sup>674</sup> Voir à propos du concept de *soft power* :  
NYE Joseph S. Nye, *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, New York: Public Affairs, 2004.

<sup>675</sup> ANDROUSCHAL Grigory, *op.cit.*, p. 10.

facteur déterminait également une faible mobilité sortante des étudiants, chercheurs et enseignants russes<sup>676</sup>.

Dans les années 2000, quand la situation économique de la Russie s'est améliorée, l'élite politique ne s'est pas encore lancée dans l'élaboration d'une véritable politique d'internationalisation, car le système universitaire russe était en pleine mutation et la stratégie internationale n'était pas encore définie. En dépit d'une longue tradition, mais essentiellement à cause de la chute de l'enseignement de la langue russe dans les pays occidentaux, le défaut d'infrastructure d'accueil et l'absence de formations intégrées aux circuits européens et mondiaux, la Russie n'a pas suivi la tendance d'internationalisation. La mobilité entre les pays européens et la Russie était faible sur cette période. Le pourcentage des étudiants russes faisant leurs études à l'étranger était parmi les plus faibles d'Europe centrale et orientale<sup>677</sup>. Quant aux étudiants européens, ils ne représentaient que 8,1 % des étudiants étrangers en Russie (données 2003)<sup>678</sup>. Au niveau mondial, la Russie n'accueillait en 2004, par exemple, que 3,1 % des flux internationaux d'étudiants. En comparaison, les États-Unis en accueillaient 23,5 %, le Royaume-Uni 12,2 %, l'Allemagne 10,6 % et la France 9,7 %<sup>679</sup>.

Cependant, la crainte première de la Russie dans les années 1990-2000 n'était pas la venue de nouveaux étudiants étrangers, mais plutôt le risque de perdre ses « usagers » traditionnels venant de « l'étranger proche » - des pays ex-membres de l'Union soviétique. « L'étranger proche », note François Frison-Roche, signifie un pays qui doit rester de gré ou de force dans l'orbite de la puissance tutélaire, la Russie<sup>680</sup>. L'espace postsoviétique, comme le remarque Thomas Gomart, resta une zone d'attention prioritaire sub-régionale ou encore nationale, voire infra-nationale pour la Russie. Les liens entre les anciennes républiques soviétiques, hérités de la division internationale du travail, ne se limitent pas à l'imbrication des infrastructures énergétiques ou celles de défense, mais se traduisent surtout par une interdépendance

---

<sup>676</sup> MAXIMOVA-MENTZONI Tatiana, *The Changing Russian University : From State to Market.*, Routledge, 2012. p.4, coll. « Routledge Contemporary Russia and Eastern Europe Series ».

<sup>677</sup> KASTOUEVA-JEAN Tatiana, « La Russie et le processus de Bologne. Européenne par éducation ? », *Politique étrangère*, 2007, n° 2 (Ete), p. 411-423.

<sup>678</sup> Le recueil des données statistiques « Obrazovanie v Rossii » / « L'éducation en Russie », Moscou : Goskomstat Rossii, 2003, p. 285.

<sup>679</sup> Le recueil de données mondiales sur l'éducation 2006, Paris : Institut de statistiques de l'UNESCO, p. 40-47.

<sup>680</sup> FRISON-ROCHE François, « L'Ukraine après les élections », *Commentaire*, vol. numéro 121, no. 1, 2008, p. 245-250.

des marchés, notamment financiers (en dépit de l'abolition de la zone rouble en 1993) et par le poids des diasporas, souligne le chercheur<sup>681</sup>.

Sur les quinze États issus de l'éclatement de l'URSS à la fin de 1991, onze ont participé dans la foulée à la formation de la Communauté des États indépendants (CEI), un douzième, la Géorgie, l'ayant rejointe à la fin de 1993. Les objectifs des pays-membres n'ont pas toujours été identiques, et les collaborations n'ont pas toujours été fructueuses. Or, que la CEI se perpétue ou non, note Margot Light, la Russie considérait toujours les États issus de l'URSS comme une zone d'intérêt vital pour elle. Le président Poutine a été plus explicite sur ce point que son prédécesseur, mais de toute façon, aucun dirigeant russe ne pouvait se permettre d'être indifférent au sort de ses compatriotes vivant dans les autres États de la CEI et aux vecteurs des politiques de ces pays<sup>682</sup>.

Sur le plan géographique, les pays de la CEI représenteraient les uns pour les autres un passage obligé pour l'accès à une voie de communication, à une mer et/ou à un marché. Cette zone qui s'étend sur 22 millions de km<sup>2</sup> ne pouvait se concevoir sans la Fédération de Russie (17 millions de km<sup>2</sup>) dont la langue était encore largement répandue. La Russie utilisa les infrastructures de transport comme levier d'influence, sans doute un des outils les plus efficaces à sa disposition. La coopération militaire demeura un autre moyen utilisé par Moscou pour exercer son influence dans l'espace postsoviétique<sup>683</sup>. Les médias permettaient à la Russie d'exercer une forme de *soft power* à la base duquel se trouve la langue russe. Si la période Eltsine est caractérisée par une inaction dans le domaine linguistique et culturel, au cours des années 2000, les autorités russes ont démontré la prise de conscience de l'importance de leur langue comme vecteur d'influence. Elles menèrent, par conséquent, des actions auprès des gouvernements de la CEI pour encourager le maintien ou la réintroduction de l'enseignement du russe comme langue étrangère dans l'ensemble du système scolaire, tout en veillant à l'existence de filières de formation en russe dans tous les domaines. Dans le supérieur, le système

---

<sup>681</sup> GOMART Thomas, « Quelle influence russe dans l'espace postsoviétique ? », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/3 (n° 1055), p. 4-13.

<sup>682</sup> LIGHT Margot, « La galaxie CEI 1991-2006 », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/3 (n° 1055), p. 14-25.

<sup>683</sup> GOMART Thomas *op.cit.*

russe continua à attirer des étudiants des ex-républiques soviétiques avec néanmoins des chutes d'effectifs considérables<sup>684</sup>.

La diminution progressive du nombre d'étudiants internationaux venant de CEI dans les années 1990 a montré la baisse de l'attractivité de l'enseignement supérieur de la Russie et la baisse de son *soft power* dans la région de l'Eurasie. Voici l'évolution du nombre d'étudiants venant des pays CEI, des anciennes républiques soviétiques, où l'on constate une forte baisse entre 1993/1994 et 1999/2000 :

Pays	Nombre d'étudiants en Russie pour l'année universitaire 1993/1994	Nombre d'étudiants en Russie pour l'année universitaire 1999/2000
Azerbaïdjan	3 957	996
Arménie	3 558	818
Géorgie	7 553	748
Tadjikistan	2 124	218
Turkménistan	1 577	306
Ukraine	23 170	4 703

Source : Le recueil de la statistique « *Obrazovanie v Rossiïskoï Federatsii* » / « L'éducation à la Fédération de la Russie », Moscou : TsISN, 2003, 255 p. Disponible sur : <http://ecsocman.hse.ru/text/19199482/>. Consulté le 08.07.2016.

Dans la majorité de ces pays, cette baisse est expliquée en partie par une situation économique difficile, et donc des possibilités diminuées pour les parents de financer les études de leurs enfants en Russie, mais également par la baisse de l'intérêt des familles aisées pour l'enseignement supérieur russe à l'époque de l'ouverture de leurs

<sup>684</sup> TEURTRIE David, « La langue russe. Un enjeu dans les relations entre la Russie et son étranger proche », *Le courrier des pays de l'Est*, n 1043, mai-juin 2004, p. 70-71.

pays à l'Occident et l'opportunité d'étudier en Europe, aux États-Unis ou au Canada avec peut-être une chance d'immigration définitive. Progressivement, la langue russe dans les pays de CEI devenait une langue étrangère, malgré le fait que, concernant les décennies analysées, la majorité de la population dans les anciennes républiques de l'Union soviétique parlaient russe. Au vu de cela, le flux des étudiants venant en Russie de l'Ukraine, de Kazakhstan, de Biélorussie a diminué.

L'influence de la Russie se heurta donc non seulement à des obstacles internes à l'espace postsoviétique, mais aussi aux influences exercées par des puissances cherchant à prendre pied, selon des modalités différentes, dans tout ou partie de la zone. Par exemple, en Asie centrale, la Russie s'efforça de contrecarrer ou de se réorienter vers d'autres cibles d'influence exercée par les deux puissances de premier plan (les États-Unis et la Chine), par deux acteurs inexistantes militairement, mais actifs économiquement (le Japon et l'Union européenne) et par des acteurs régionaux proches (Turquie, Iran, Inde et Pakistan). Les révolutions « de couleur » durant les années 2000 : en Géorgie (2003), en Kirghizie (2005) et en Ukraine (2004), ont abouti aux changements des élites politiques dans ces pays. Les nouveaux dirigeants et leurs équipes se sont montrés pro-occidentaux et peu nostalgiques de l'URSS et pour une amitié avec la Russie. Cela a renforcé la perte d'influence et de contrôle de la Russie sur son territoire historique d'influence.

L'envie de regagner le terrain se manifesta aussi au travers de l'enseignement supérieur. Les Présidents russes ont répété à plusieurs reprises, y compris dans les Messages annuels présidentiels, qu'il était important d'attirer les étudiants étrangers venant des pays de la CEI. En 1997, le Conseil sur la coopération dans le domaine de l'enseignement a été créé à Moscou établissant la Convention de partenariat pour la construction de l'espace commun d'enseignement par huit États-membres de la CEI (Azerbaïdjan, Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Russie, Tadjikistan) sous la tutelle du Comité exécutif de la CEI. Le Conseil était assez actif dans les années 2000, il a adopté une trentaine de résolutions sur les projets communs de développement de l'enseignement supérieur, de coordination des actions, mais

aussi sur la labélisation de certains EES de la CEI en tant qu'établissement-clé pour une discipline donnée ou un domaine particulier des sciences<sup>685</sup>.

Attirer les étudiants des pays de la CEI afin de préserver les liens avec les anciennes républiques soviétiques – du fait de la langue russe, elles constituaient une « pépinière » naturelle – était une ambition reconnue au plus haut niveau. En 2003, au Congrès de l'Union des recteurs des universités de la Russie, le président Vladimir Poutine qualifia de « mission absolument prioritaire » la formation de spécialistes étrangers dans les établissements d'enseignement supérieur russes. En effet, la Russie a fait des efforts considérables pour rester le *hub*, le centre régional de l'enseignement supérieur pour les pays de la Communauté des États indépendants<sup>686</sup>.

Dans le cadre des conventions intergouvernementales, la Russie a établi des quotas pour des places gratuites ouvertes aux étudiants de la CEI au sein des universités russes *via* les concours. Suite à une discussion avec la communauté universitaire, dès 2011 les étudiants de la CEI pouvaient passer l'EGE dans les ambassades de Russie et envoyer leurs résultats aux EES russes<sup>687</sup>. Tatiana Tchétverina, l'adjointe du recteur de l'École des hautes études en sciences économiques (EHESÉ), témoigne : « Si l'enseignement supérieur est demandé, le prestige du pays est haut. Les universités ont tout intérêt à attirer des jeunes de la CEI, aussi pour des raisons financières. » Les universités russes étaient également intéressées à ce que les étudiants boursiers étrangers des programmes nationaux (comme par exemple le programme présidentiel Bolachak à Kazakhstan pour le financement de l'enseignement supérieur dans les meilleures universités du monde) choisissent la Russie<sup>688</sup>.

En termes de bénéfices financiers liés à la mobilité étudiante internationale, les gains de la Russie restent modestes. Si les étudiants étrangers apportent aux États-

---

<sup>685</sup> Voir à ce propos :

Le Passeport du Conseil sur la coopération dans le domaine de l'enseignement des pays-membres CEI. Disponible sur : <http://www.e-cis.info/page.php?id=19412>. Consulté le 30.06.2016.

<sup>686</sup> KASTOUEVA-JEAN Tatiana, « La Russie et le processus de Bologne. Européenne par éducation ? », *Politique étrangère*, 2007/2 (Ete), p. 411-423.

<sup>687</sup> *Poriadok priema inostrannykh grazhdan v obrazovatelnye uchrezhdenia vyshego professionalnogo obrazovania utverzhdenyi prikazom Ministerstva obrazovania i nauki Rossiyskoi Federatsii* / Le règlement sur l'accueil des étudiants étrangers aux EES russes adopté par l'arrêté du ministère de l'Éducation et de la Science n° 2895 du 28 décembre 2011.

<sup>688</sup> « Nous devons faire plus d'efforts pour attirer les étudiants de la CEI », *Novosti obrazovania*, 30.03.2011, [http://www.rmataf.ru/news/3003/studentov\\_iz\\_sng\\_nado\\_aktivnee\\_privlekat\\_vuzam\\_rossii.html](http://www.rmataf.ru/news/3003/studentov_iz_sng_nado_aktivnee_privlekat_vuzam_rossii.html). Consulté le 30.06.2016.

Unis 18 milliards de dollars par an, la Russie n'en retire que 300 à 400 millions de dollars. Consciente que de tels bénéfices financiers à long terme sont impossibles sans réformes ayant pour objectif la modernisation, harmonisation et amélioration de l'image internationale, la Russie a choisi d'adhérer au processus de Bologne.

## **2. La position de la Russie sur la scène mondiale, ses choix de références et partenaires étrangers pour le développement de l'enseignement supérieur**

### **2.1. Les opportunités du processus de Bologne**

L'intégration européenne, amorcée dans les années 1970, s'est concrétisée avec le Traité de Maastricht en 1993. L'Union européenne, représentant la réussite politique, économique et sociale des pays développés, a conclu la déclaration de Bologne en 1999 qui signifiait la création d'un espace commun de l'enseignement international supérieur en Europe. Le processus de Bologne est largement analysé dans de nombreuses recherches. Dans le contexte de cette thèse, il est important de souligner deux aspects liés à l'influence du processus de la politique mondiale et de l'enseignement supérieur. Ensuite, il est nécessaire d'analyser l'intérêt de la Russie de se joindre au processus de Bologne et l'évolution de sa politique universitaire après cette décision politique.

Le lancement du processus de Bologne est un événement politique important dans l'espace européen, mais aussi dans l'espace mondial. Dans le processus du rapprochement régional, c'est un point de marquage, voire un point d'appui, qui fait croire à la possibilité de l'intégration réelle au-delà de l'économie et de la politique. Pour l'Europe et pour le monde, la signature de la déclaration de Bologne signifiait le lancement d'un beau projet au bénéfice des acteurs du monde universitaire - mobilité académique et employabilité internationale des étudiants, échange des pratiques et échange des enseignants entre les EES, coopérations scientifiques entre les pays ayant comme finalités le développement du capital humain, des connaissances, de la recherche et de l'innovation. Tout cela se réalisait progressivement au cours des années 2000. En outre, le processus de Bologne a déclenché une nouvelle direction dans l'espace global de l'enseignement supérieur : le rapprochement des systèmes des

autres régions et l'adhésion à des mesures pratiques du processus de Bologne, comme l'introduction des systèmes de crédits et de cycles communs au sein des systèmes nationaux.

La Russie s'intéressait au processus de Bologne pour plusieurs raisons. Premièrement, c'était l'opportunité de faire partie d'une communauté internationale qui connaissait une réussite remarquable dans le développement économique et social. L'image de l'Europe unie était perçue comme étant très positive à travers le monde, les complexités et les risques des engagements européens n'étaient pas encore révélés. La possibilité de se joindre à ce cercle de pays développés promettait à la Russie de bonnes perspectives et des bénéfiques politiques potentielles.

Dans les années 1990, la Russie était exclue de beaucoup de regroupements (« clubs ») privilégiés (G-7, Organisation mondiale du Commerce créé en 1995, etc.) et il a fallu chercher une porte d'entrée auprès des décideurs pour influencer les décisions ayant, dans le contexte de la globalisation, des effets mondialement importants. La Russie cherchait également la reconnaissance de sa puissance intellectuelle et le rétablissement de son statut international. Enfin, l'enseignement supérieur russe a eu besoin d'échanges scientifiques car les laboratoires et les facultés russes, en raison de leur fermeture à l'extérieur et de leur équipement ancien avaient pris un retard technologique dans plusieurs domaines scientifiques. Après une période durant laquelle elle a été l'objet d'aides techniques et financières, la Russie visait à établir des coopérations internationales plus équilibrées, à attirer des étudiants, enseignants et chercheurs étrangers, à exporter ses services éducatifs et à promouvoir une image positive.

Au cours des premières années du XXI<sup>e</sup> siècle, la stratégie du ministère de l'Éducation russe a consisté à se rapprocher de l'Europe et de son système d'enseignement supérieur. En 2002, afin d'étudier l'expérience européenne, un groupe de travail a été créé au sein de l'Université de Saint-Petersbourg avec le soutien du ministère de l'Éducation. Dès le début de la réflexion sur l'adhésion de la Russie au processus de Bologne, le choix était posé par le ministère en termes binaires : soit la Russie arrivait à maintenir sa place sur le « marché éducatif » et à valoriser ses avantages comparatifs par son intégration (dans la mesure du possible) à

l'espace éducatif européen, soit elle restait à l'écart et finissait par être marginalisée. Cette position du ministre de l'Éducation de l'époque, Vladimir Filippov, a été critiquée à plusieurs reprises par les représentants d'une communauté pédagogique beaucoup plus réticente, voire opposée, à l'adhésion de la Russie au processus de Bologne.

En adhérant à ce processus en 2003, le pays s'est ainsi engagé à faire évoluer ses diplômes pour atteindre une meilleure cohérence avec l'ensemble du système européen d'enseignement supérieur. Elle adopta deux niveaux de formation *bakalavriat* (bac+4) et *magistratura* (Bac+5-6), qui se sont ajoutés à *specialitet* (Bac+5) et *aspirantoura* (Bac+7-8). Ainsi donc, un compromis a été trouvé pour la coexistence des deux systèmes : *bakalavriat-magistratura-aspirantoura* à l'instar du LMD, et *specialitet-aspirantoura* (format traditionnel de l'époque soviétique). Le diplôme de « spécialiste » avait vocation à disparaître dans les années 2010 au profit du cursus *bakalavriat* et *magistratura*<sup>689</sup>.

La volonté politique de se rapprocher du processus de Bologne a rencontré de nombreuses oppositions. Pour Viktor Sadovnitshi, recteur de l'Université d'État de Moscou, l'UE et la Russie avaient des objectifs éducatifs différents. L'Europe avait besoin de spécialistes à échelon intermédiaire, détenteurs du premier niveau de diplômes dans le système de Bologne (licence), alors que la Russie avait besoin de spécialistes de haut niveau et de chercheurs pour maintenir son potentiel scientifique et développer les sciences fondamentales. Le résultat de l'adhésion au processus de Bologne pouvait être, selon lui, un nivellement par le bas de l'enseignement supérieur russe<sup>690</sup>. Oleg Smolin a également évoqué le problème de la réduction de la durée d'études supérieures de 20-40%, et donc la baisse de sa qualité à la sortie.<sup>691</sup>

Tatiana Kastouéva-Jean voit une double confusion installée en Russie à propos du processus de Bologne. D'une part, ce processus était confondu avec les réformes internes de l'enseignement supérieur peu populaires dans la population, comme l'Examen d'État unifié (EGE). Selon elle, le ministère semblait justifier des mesures impopulaires en les portant au débit des exigences de Bologne. D'autre part, le

---

<sup>689</sup> KASTOUEVA-JEAN Tatiana, *op.cit.*

<sup>690</sup> Entretien avec Viktor Sadovnitshi, recteur de l'Université d'État de Moscou à *Nezavisimaia Gazeta*, 16 janvier 2004, quotidien.

<sup>691</sup> SMOLIN Oleg, *op.cit.*

processus de Bologne a été interprété comme un processus d'uniformisation, de subordination à un standard européen de contenus des formations (jusqu'ici définis par les standards de l'État russe). Cela faisait peur à ceux qui souhaitaient garder les avantages et les traditions du système russe, malgré le fait que l'objectif déclaré du processus fut d'harmoniser (et ne pas uniformiser) les normes en les rendant plus lisibles dans une architecture commune<sup>692</sup>.

Cette confusion ne reflétait pas uniquement les craintes de perte d'identité nationale, mais elle exprimait surtout les contradictions dans les objectifs déclarés du processus en 1999 avec les finalités approuvées en 2000. Ces contradictions ont été argumentées par Christophe Charle. Il souligne le changement du contenu du processus de Bologne effectué en 2000 avec la signature de la stratégie de Lisbonne. Les mots d'ordre de la stratégie étaient la qualification de la main-d'œuvre pour s'adapter aux transformations économiques en direction d'une économie de services et du savoir, la préparation à une recherche ayant prise sur les besoins économiques, la coopération internationale entre les diplômés européens ayant bénéficié de séjours à l'étranger et donc pouvoir s'adapter à des environnements nationaux et culturels différents à mesure que les entreprises s'internationalisaient. Loin de préserver la diversité culturelle et l'échange entre des traditions intellectuelles, conclut Christophe Charle, ces nouveaux objectifs aboutissaient à une normalisation rigide qui ne tenaient compte ni des spécificités disciplinaires, ni des particularités régionales ou nationales, ni de la diversité des rapports des individus à la demande d'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur se trouva soumis aux principes généraux et économiques de l'Europe : marché ouvert, concurrence, compétitivité<sup>693</sup>.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, Christophe Charle voit un conflit entre deux conceptions de l'université, entre les disciplines adaptées à la demande économique et sociale et les disciplines traditionnelles, ces dernières sommées de s'aligner sur les premières. Pour ce qui est de la politique publique, le conflit entre les pouvoirs et les établissements qui faisaient des efforts pour protéger l'autonomie académique de la pression économique était palpable<sup>694</sup>. Quant à l'application du

---

<sup>692</sup> KASTOUEVA-JEANTatiana, *op.cit.*

<sup>693</sup> CHARLE Christophe, « La loi LRU dans une perspective européenne », *Mouvements*, 2008/3 (n° 55-56), p. 94-101.

<sup>694</sup> CHARLE Christophe, *op.cit.*

LMD dans les EES russes, il faut constater que dans la période analysée, peu d'EES s'y sont engagés pleinement. Quelques EES ont adopté le système LMD pour certaines spécialités, mais de nombreux établissements ont gardé le format traditionnel. L'ancien système du niveau de diplôme à cinq ans est resté largement majoritaire en Russie, malgré le fait qu'après l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 24.10.2007 n° 232-FZ « Sur les modifications des actes législatifs de la Fédération de Russie »<sup>695</sup>, le *specialitet* est devenu une exception, possible seulement sous réserve de la validation par les pouvoirs fédéraux.

Le diplôme de *bakalavr* était mal compris sur le marché du travail : les employeurs le voyaient comme une formation supérieure incomplète, ils considéraient que les diplômés de *bakalavriat* n'étaient pas aptes à occuper des postes de cadres, ni d'un point de vue théorique ni pratique. C'est également pour cette raison que de nombreux recteurs, ainsi que des syndicats du système de santé, du complexe de la défense, des formations d'ingénieurs et des formations des enseignants, se sont manifestés contre la suppression du niveau *specialitet* et son remplacement définitif par *bakalavriat*.

L'autre crainte des universitaires à propos de ce changement concernait la fuite des cerveaux. Les jeunes diplômés russes ayant un diplôme « convertible » pouvaient être séduits par des salaires plus attractifs qu'en Russie. Les niveaux de salaires en Russie et dans les pays développés de l'Europe sont largement différents. Un jeune diplômé en médecine ou un jeune professeur d'école recevait en Russie au milieu des années 2000, en moyenne, 50 euros par mois. En Allemagne ou au Royaume-Uni - plus de 1 000 euros par mois. L'opportunité de trouver un travail mieux payé en Europe avec un diplôme russe reconnu et valorisé faisait que la Russie risquait d'investir dans le capital humain de l'Europe et non pas dans le sien.

## **2.2. L'attractivité de l'alliance économique, politique et intellectuelle avec les pays émergents**

---

<sup>695</sup> *Federal'ny zakon « O vnesenii izmeneni v ot del'nye zakonodatel'nye akty RF »* / La loi fédérale n° 232-FZ du 24 octobre 2007 relative aux modifications des actes législatifs de la Fédération de Russie, Rossiiskaia gazeta, n° 4504, 27 octobre 2007. Disponible sur : <https://rg.ru/2007/10/27/obrazovanie-dok.html>. Consulté le 08/07/17.

Voir également :

L'Article 6 de la loi fédérale « Sur l'enseignement supérieur et post-universitaire professionnel ».

À partir du milieu des années 2000, chez l'élite politique russe, le concept de développement de l'enseignement supérieur russe amorça un changement d'orientation. Moscou entendait désormais profiter de l'expérience européenne, mais ne voyait plus l'Europe comme un modèle. Vladimir Poutine tenta de valoriser le passé impérial et soviétique de son pays, de faire renaître la fierté nationale par la mise en avant de ces points forts. Dans ce contexte, les modèles étrangers paraissaient peu pertinents<sup>696</sup>. Le concept de « démocratie souveraine » de l'adjoint au chef de l'administration présidentielle depuis 2004, Vladislav Sourkov, synthétisa cette approche centrée sur le droit du peuple russe à décider en toute souveraineté de son avenir, ainsi que sur le refus de toute ingérence extérieure de modèles imposés. Le processus de Bologne restera donc un appui pour relancer la modernisation et les réformes, affirmer sa position de *leader* dans l'espace éducatif de la CEI et accéder aux projets financés par la Commission européenne, mais la Russie déclara désormais sa volonté de construire son propre modèle. C'est en effet un changement dans la perception de son propre système, du fait qu'il pouvait tout à fait importer certaines pratiques pour la résolution de ses problèmes internes et pour une meilleure visibilité à l'international, mais que la Russie devrait afficher, comme d'autres pays émergents, son propre visage et suivre ses propres intérêts<sup>697</sup>.

Deux priorités ont été mises en avant par l'affirmation du *soft power* international et le contrôle technocratique de l'efficacité du développement de la recherche pour l'économie nationale. Ces deux thématiques ont « supplanté l'humanisme libéral des années 1990 », selon Mikhaïl Sokolov, et la politique universitaire russe est passée de « l'occidentophilisme humilié à l'épochalisme optimiste-triomphant<sup>698</sup> ». L'objectif, selon Sokolov, était d'utiliser les nouvelles ressources pour gagner la partie avec l'Occident dans la compétition politique et économique, et cela, par ses propres méthodes. D'un côté, l'Occident n'était pas un adversaire principal, de l'autre côté, la Russie cherchait sa reconnaissance.

---

<sup>696</sup> KASTOUEVA-JEAN Tatiana, *op.cit.*

<sup>697</sup> SOURKOV Vladislav, « *Natsionalizatsia boudouctchhego* » / « La nationalisation de l'avenir », *Expert*, n° 43 (537), 20 novembre 2006. Disponible sur : [http://expert.ru/expert/2006/43/nacionalizaciya\\_buduschego/](http://expert.ru/expert/2006/43/nacionalizaciya_buduschego/). Consulté le 29.06.2016.

<sup>698</sup> SOKOLOV Mikhaïl, « *Obrazovanie : ot SSSR k Bolonskomou protsessou* » / « L'éducation : de l'URSS au processus de Bologne », *Poslednie tridsat* [publication électronique], le 25 mai 2015. Disponible sur le site officiel du projet des recherches sur le temps postsoviétique : <http://last30.ru/issue/education/research/>. Consulté le 26.05.2016.

Le développement rapide des pays en Asie, les « miracles économiques » de la Chine et de l'Inde notamment, ont confirmé la possibilité de suivre leur propre chemin économique et politique vers le succès. Pour la Russie, dont l'économie était en pleine croissance grâce à l'exportation des matières premières (le prix du pétrole a continué à augmenter, atteignant son maximum historique en 2008), la reconnaissance internationale de la réussite des pays en Asie était la preuve de la possibilité d'un autre modèle, d'un autre chemin de réussite, différent de celui de l'Europe ou des États-Unis.

Les pays émergents démontraient la croissance de leur potentiel scientifique également. La géographie du « club spatial », c'est-à-dire des pays qui développaient leurs propres moyens d'aller dans l'espace, s'est élargie également avec l'envoi dans l'espace par la Chine de son premier astronaute en 2003, ainsi qu'avec le lancement du premier satellite iranien en 2009. Les nouveaux centres émergents de la politique mondiale ont été pris en compte rapidement, et le vecteur de la politique générale russe, centrée auparavant sur l'Europe et les États-Unis, a changé en vue de plus de collaborations avec les nouvelles puissances économiques émergentes. De manière croissante, les dirigeants politiques russes évoquaient dans les années 2000 les exemples des pays en Asie stipulant que les modèles occidentaux n'étaient ni idéaux ni universels. La Russie a participé activement aux rencontres de haut niveau avec les pays émergents, ainsi que dans la création formelle du regroupement (« club ») des pays BRIC<sup>699</sup> (BRICS à partir de 2011) qui s'est créé lors du Forum international économique à Saint-Petersbourg en 2006.

---

<sup>699</sup> BRICS: le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (en anglais : *Brazil, Russia, India, China, South Africa*). Pays émergents avec une forte population, une vaste superficie et une croissance économique rapide.

Selon l'encyclopédie Universalis :

« La notion de « pays émergent » vient du monde de la finance. Au lendemain de la crise de la dette, au début des années 1990, on a d'abord parlé de « marchés émergents » pour désigner les pays qui connaissaient une croissance rapide et présentaient des opportunités d'investissement pour les pays riches – Mexique, Argentine, Indonésie, Turquie ont par exemple été inclus dans cette nouvelle catégorie. Puis, il est apparu que la croissance de ces pays était durable, contrairement à ce qu'on avait observé dans les décennies précédentes, et qu'elle changeait progressivement la géographie de l'économie mondiale – et non pas seulement celle des arbitrages financiers. Enfin, au début des années 2000, l'économiste de la banque Goldman Sachs Jim O'Neili a introduit la notion de B.R.I.C. pour désigner le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine – devenue en avril 2011 B.R.I.C.S. avec l'entrée de l'Afrique du Sud. Ces cinq États se distinguent des autres pays émergents tout d'abord par leur poids économique et démographique, et aussi par leur capacité à peser sur la scène politique internationale, à la différence du Chili et de la Pologne, par exemple, qui affichent pourtant de meilleures performances économiques depuis vingt ans. Ainsi, les B.R.I.C.S. sont à la fois des

La politique *multivectorielle* ne s'est pas manifestée seulement comme une réaction à la conjoncture économique internationale. Cela faisait un moment que la Russie souhaitait affirmer sa position face à l'Occident : depuis 1999, quand le Chef du gouvernement Eugeni Primakov (plus populaire à l'époque que le président Eltsine) a fait demi-tour dans l'avion en plein milieu de l'océan Atlantique en réponse aux attaques de la Yougoslavie par l'OTAN. Cette action a été appelée « le détour au-dessus de l'Atlantique » et signifiait le changement de politique de la Russie envers l'Occident et envers le monde, à savoir le virage de la Russie vers une politique extérieure multivectorielle, le début de la renaissance de la structure de l'État russe et la première démonstration au monde qu'il ne fallait pas provoquer la Russie en position de force<sup>700</sup>.

### **3. Les enjeux globaux dans le monde de l'enseignement supérieur et l'évolution des politiques universitaires à la fin du XX<sup>e</sup> - début du XXI<sup>e</sup> siècle**

#### **3.1. La continuité de la massification et le problème d'accès à l'enseignement supérieur**

Les changements de vecteurs dans la stratégie internationale de la Russie n'enlèvent rien à la continuité des tendances globales et européennes qui se sont manifestées dans une forme ou une autre au sein de la Fédération de Russie. Il s'agit de processus qui s'opèrent en même temps dans la majorité des systèmes nationaux et qui modifient ou contribuent, dans une certaine mesure, à la modification des relations entre les pouvoirs publics et les établissements de l'enseignement supérieur.

---

économies émergentes et des acteurs politiques de premier plan : au G20 et au sein du Fonds monétaire international (F.M.I.), sur les questions du nucléaire iranien et de l'environnement ». Disponible sur : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/bresil-russie-inde-chine-afrique-du-sud-ex-b-r-i-c/> Consulté le 28.09.2016.

<sup>700</sup> « Réunissant deux époques : quelle empreinte a laissé Primakov dans l'histoire du pays », *RBK*, 26 juin 2015. Disponible sur le site officiel de l'agence d'information : <http://www.rbc.ru/politics/26/06/2015/558d47ba9a79475ab48cabb0>. Consulté le 20.10.2017.  
« Le détour au-dessus de l'Atlantique », *RIA*, le 21.03.2011. Disponible sur le site officiel de l'agence d'information : [http://ria.ru/history\\_comments/20110321/356280998.html](http://ria.ru/history_comments/20110321/356280998.html). Consulté le 20.10.2017.

Dans ce contexte, il est possible de synthétiser les processus principaux et montrer comment ils se passent en Russie.

La massification globale de l'enseignement supérieur s'est manifestée en plusieurs vagues au XX<sup>e</sup> siècle. Globalement, le pourcentage de la cohorte d'âges de personnes inscrites en études supérieures a grimpé de 20 % en 2000 jusqu'à 50 % en 2007 ; la hausse de la population étudiante dans les pays développés était le plus spectaculaire. Malgré le fait que le taux de population a été décroissant en Russie dans les années 1990-2000, la demande d'accès à l'enseignement supérieur a également connu une hausse sans précédent<sup>701</sup>.

L'idée qu'un pays développé devait avoir un grand nombre de personnes formées était valorisée à la fin du XX<sup>e</sup> siècle à travers tout l'Europe, y compris en Russie. L'enseignement supérieur était considéré comme un moteur majeur du développement de l'économie. Cette idée résonnait dans les déclarations des hommes politiques, et elle était un argument pour la politique de gauche contre la suppression des EES quand l'expansion du système de l'enseignement supérieur était progressivement mise sous le contrôle de l'État dans les années 2000. Une partie de la communauté universitaire soutenait également l'idée de l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur aux groupes sociaux défavorisés dans un objectif social et économique : formation en études supérieures d'un plus grand nombre de personnes en vue du développement de l'économie.

L'élargissement des possibilités d'accès à l'enseignement supérieur pour des groupes issus de milieu défavorisé était une tendance internationale dans le développement de l'enseignement supérieur qui fait partie d'un processus plus large appelé « démocratisation de l'enseignement supérieur ». La démocratisation dans le

---

<sup>701</sup> GURI-ROSENBLIT Sarah, SEBKOVA Helena, TEICHLER Ulrich, *Massification and Diversity of Higher Education Systems: Interplay of Complex Dimensions* : actes de la conférence de l'UNESCO du 14 février 2007, Paris : Ed. UNESCO, « Globalizing Knowledge: European and North American Regions and Policies Addressing the Priority Issues of Other UNESCO Regions ». Disponible sur : [http://portal.UNESCO.org/education/fr/files/53906/11858770845Massification\\_diversification.pdf](http://portal.UNESCO.org/education/fr/files/53906/11858770845Massification_diversification.pdf) Consulté le 12.05.2017.

Voir également :

CALDERON Angel, « Massification Continues to Transform Higher Education », *University World News*, 02 September 2012, Issue n° 237. Disponible sur :

<http://www.universityworldnews.com/article.php?story=20120831155341147>. Consulté le 12.05.2017.

*Education at a Glance*, 2007, OECD. <https://www.oecd.org/education/skills-beyond-school/40701218.pdf>. Consulté le 12.05.2017.

système de l'enseignement se manifesta à travers les différents éléments structurels et différentes formes : l'accès plus large à l'enseignement supérieur de la population, la participation des étudiants à la gestion de la vie universitaire, l'implication de la population à la gouvernance et aux discussions sur le contenu des enseignements, l'enseignement des méthodes d'acquisition des connaissances au lieu de l'enseignement direct des connaissances.

Les mécanismes de garantie d'accès à l'enseignement supérieur sont divers. En France et en Allemagne, une grande partie des programmes d'enseignement dans les EES est gratuite. Au Royaume-Uni, il s'agit d'augmenter le prix de l'enseignement universitaire associé à l'élargissement des crédits sociaux et certaines places gratuites pour les formations. Selon l'étude de l'UNESCO, dans la plupart des pays, malgré leurs initiatives d'améliorer l'accès, les classes privilégiées ont davantage accès aux études supérieures<sup>702</sup>.

En Russie postsoviétique, la situation était complexe. Dans les années 1990 et 2000, deux orientations s'opposaient – l'une, vers le développement de l'enseignement supérieur de masse et l'autre vers l'enseignement supérieur élitiste. La deuxième orientation a pris le dessus sur la première. Les adhérents de la première orientation considéraient que l'accès à l'enseignement supérieur devait être le même pour tous les groupes sociaux, et l'État devait élaborer et adopter des dispositifs facilitant l'accès pour les groupes sociaux défavorisés. Les adhérents de la deuxième orientation considéraient que l'enseignement supérieur devait être accessible pour ceux qui avaient du talent ou des moyens. Dans les années 1990, la confrontation entre ces deux orientations a eu lieu entre le gouvernement et le Parlement. Puis, dans les années 2000, plus spécifiquement après les élections dans la Quatrième Douma, une lutte s'est livrée entre les partis de gauche du Parlement et les partis de droite. L'association puissante de l'Union des recteurs s'est également manifestée contre quelques initiatives du gouvernement appuyant le développement de l'enseignement supérieur élitiste. La tendance élitiste était exprimée dans les propositions des hommes politiques aux postes importants dans le gouvernement, au ministère de l'Éducation et au Parlement : la privatisation des EES, la fermeture de 1/3 à 4/5 des

---

<sup>702</sup> ALTBACH Philip G., REISBERG Liz, RUMBLEY Laura E., *op.cit.*

EES, le financement de l'enseignement supérieur par les bons de l'État couvrant qu'une partie du coût des études supérieures, l'introduction des frais autres que des frais de scolarité (paiement pour des services collectifs, pour l'eau, l'électricité, etc.), le changement de statut des EES.

Les initiatives des gouvernements des différents pays pour élargir l'accès à l'enseignement supérieur ont abouti à la diversification de la gamme des institutions d'études supérieures (établissements privés, établissements qui forment à distance, universités d'entreprise, etc.). Cela a eu un impact sur la structure du système de l'enseignement supérieur, et de nombreux pays se sont lancés dans la hiérarchisation des EES nationaux<sup>703</sup>.

### **3.2. L'évolution des stratégies étatiques pour attirer les capitaux privés dans le système de l'enseignement supérieur**

La croissance du nombre d'étudiants a représenté un défi pour les systèmes dans lesquels traditionnellement l'enseignement supérieur était gratuit. Les taxes et les impôts d'État n'ont pas tenu le rythme des coûts en pleine ascension. Le temps était venu pour les systèmes de restructurer « le contrat social » entre l'enseignement supérieur et la société en général. La prise en charge des frais de scolarité devait progressivement être assumée par les parents. Les études payantes apparaissent en Europe, le bastion de l'enseignement supérieur public et gratuit. Le changement de paradigme du financement a soulevé la question du bien commun et du bien privé : le savoir appartenait à tout le monde, mais son acquisition était bénéfique pour les individus qui devaient donc payer une partie du coût de ses études. Ce débat s'est intensifié avec les projections politiques vers la privatisation des services de l'enseignement supérieur, fournis jusque-là par l'État. Les solutions politiques ont intégrés des stratégies de partage des coûts. Les bourses étudiantes ont été réduites dans un certain nombre de pays avec l'introduction des frais de scolarité dans d'autres (Royaume-Uni en 1998, Autriche 2001, etc.)<sup>704</sup>.

L'introduction du financement aux ressources multiples (fédéral, régional, local, frais de scolarité, revenus des services, etc.), le remplacement des bourses et des

---

<sup>703</sup> GURI-ROSENLIT Sarah, SEBKOVA Helena, TEICHLER Ulrich, *op.cit.*

<sup>704</sup> ALTBACH Philip G., REISBERG Liz, RUMBLEY Laura E., *op.cit.*

subventions par des crédits de l'État, l'établissement des avantages fiscaux sont d'autres exemples de la gestion financière évolutive des EES. Or, l'introduction de ces nouveaux dispositifs du financement et des nouveaux participants aux financements des EES ne diminuaient pas le financement de l'État dans les pays développés en Europe.

En Russie, le financement à ressources multiples devenait le synonyme d'une augmentation du poids financier assumé par la population (étudiants et parents) et d'une diminution du financement de l'État. En effet, l'État russe essayait de faire venir l'argent qui constituait « les dépenses de l'ombre », c'est-à-dire les dépenses que les parents des étudiants effectuaient en payant des pots-de-vin aux professeurs dans le jury des examens d'entrée pour faire rentrer leurs enfants dans les EES<sup>705</sup>. De plus, l'élargissement de l'autonomie des EES et le renforcement de leur responsabilité, c'est-à-dire de leur obligation de rendre des comptes à la société constituait une tendance globale qui se trouvait également en Russie dans les années 2000. La loi sur les établissements autonomes promulguée en 2006 avait pour objectif de donner plus d'autonomie financière aux EES. En revanche, le statut d'un établissement autonome n'était pas attribué automatiquement, seul un nombre limité d'universités ont réussi à l'obtenir dans le cadre de la hiérarchisation nationale des universités et du contrôle de l'expansion de l'enseignement supérieur russe<sup>706</sup>.

Dans les pays européens, les établissements d'enseignement public ne payaient pas d'impôts, au moins pour la partie qui sera réinvestie dans la formation. En Russie, ce fut le cas à l'époque soviétique et durant la première décennie postsoviétique. Dans les années 2000, l'État a décidé de supprimer les avantages fiscaux pour les EES pour mettre toutes les organisations à l'égalité. Or, le projet adopté par le gouvernement russe pour l'établissement des conseils de tutelle avec des fondations dans l'objectif de faire participer les partenaires du monde socio-économique au développement de

---

<sup>705</sup> TCHEPYJOVA Olga, « *Gosoudarstvennoe finansirovanie vyschego obrazovania : sovremennye tendentsii* » / « Le financement étatique de l'enseignement supérieur : les tendances actuelles », *Vestnik MGUPI*, 2012, n° 39, p. 201-210.

Voir également :

ROMANOVA Vera, MATSKEVITCH Aliona, *Pokazateli bioudjednykh raskhodov v obrazovanii / Les indicateurs des dépenses budgétaires dans le secteur de l'éducation*, Moscou : Edition de l'EHESE, 2012, 58 p. Disponible sur : <https://www.hse.ru/pubs/share/direct/document/64231646>. Consulté le 22.06.2016.

<sup>706</sup> La loi fédérale n° 174-FZ du 3.11.2006 relative aux établissements autonomes.

l'enseignement supérieur, n'était pas vivable dans un contexte où les EES dépensaient 24 % des revenus pour payer l'impôt sur le revenu. Aussi, dans plusieurs pays, les taxes spécifiques pour le développement de l'éducation ont été introduites. En Russie, cette taxe a été supprimée en 1999.

Le développement (en volume) du secteur privé de l'enseignement supérieur dans le monde a été remarquable pendant les décennies analysées. À la fin des années 2000, 30 % de l'enseignement supérieur mondial était privé. Les EES privés s'étendaient vite à travers l'Europe centrale et l'Europe de l'est, ainsi que chez les ex-républiques de l'URSS. Dans les pays de l'ancien bloc socialiste le secteur privé offrait l'accès aux étudiants qui n'étaient pas assez qualifiés pour les établissements publics. Les EES privés qui ont réussi à acquérir une bonne réputation et qui étaient extrêmement sélectifs constituaient plutôt une exception parmi de nombreux EES privés. La direction des EES privés était souvent organisée à l'instar du modèle socio-économique des entreprises où un pouvoir considérable appartenait à l'administration (conseil, directeur général) et où les enseignants-chercheurs avaient peu de pouvoir et d'influence<sup>707</sup>. En Russie, la croissance du volume de l'enseignement supérieur privé a également été remarquable, comme l'offre payante des études supérieures en général. En absence de la surveillance de l'État, les programmes payants d'enseignement supérieur se sont multipliés au sein des établissements publics, ainsi qu'au sein des nouveaux établissements privés. Le nombre d'établissements privés a presque triplé sur la période analysée<sup>708</sup>.

En raison de la croissance explosive des nouveaux « fournisseurs » d'études supérieures dans la continuité de massification du secteur, la qualité de l'enseignement supérieur est devenue l'une des priorités des agendas politiques universitaires pour beaucoup de pays. Partout dans le monde, les différentes agences gouvernementales ont fait des efforts pour définir leurs objectifs concernant la qualité et adopter des standards de la qualité. La qualité est un concept multidimensionnel et subjectif, et chaque pays avait sa propre méthode d'évaluation. Dans les décennies analysées, des nouvelles méthodes sont apparues avec une tendance globale à

---

<sup>707</sup> ALTBAACH Philip G., REISBERG Liz, RUMBLEY Laura E., *op.cit.*

<sup>708</sup> Recueil de la statistique « La formation à la Fédération de la Russie sur la période de 1993 à 2003 », Moscou : TsISN, 2003. Disponible sur : <http://ecsocman.hse.ru/text/19199482/>. Consulté le 08.07.2016.

compter plutôt sur les évaluations des pairs (*peers*) que sur l'évaluation des autorités gouvernementales. Les établissements d'enseignement supérieur étaient de plus en plus évalués sur les résultats des missions qu'ils ont définissaient eux-mêmes que sur les critères du « modèle institutionnel » élaboré par une agence régulatrice<sup>709</sup>.

### **3.3. Les problèmes de qualité, de transparence et de gouvernance partagée rencontrés par l'enseignement supérieur**

La globalisation, l'intégration régionale et la mobilité internationale étudiante croissante ont créé une demande urgente d'établir des standards de qualité reconnues internationalement. Or, dans les années 2000, les mécanismes développés pour mesurer la comparabilité des différents pays étaient encore nouveaux et non testés pour fournir des études sérieuses. Les évaluateurs se sont lancés dans la recherche de données pouvant montrer les résultats et les accomplissements des études supérieures pour un étudiant. Par exemple, l'OCDE a élaboré un projet en 2006, *Assessment of Higher Education Learning Outcomes*, qui a mis l'accent sur les interactions entre les étudiants et les enseignants, les attentes en matière de carrière, la compétition et le succès d'insertion professionnelle. Avec la création d'une structure commune et un cadre de qualifications, le processus de Bologne a été l'un des meilleurs exemples d'avancement dans l'uniformité et de la garantie de la qualité partout en Europe, avec la promotion de la transparence, l'employabilité et l'apprentissage centré sur l'étudiant. L'Association européenne d'assurance de la qualité en enseignement supérieur a rassemblé de nombreux agents nationaux et créé un forum pour engager des pays-membres dans des projets transnationaux d'assurance-qualité. L'UNESCO et la Banque mondiale ont été également très actifs à ce sujet, notamment avec leur Initiative globale pour la capacité d'assurance qualité (*Global Initiative for Quality Assurance Capacity*)<sup>710</sup>.

La question de la qualité était également importante dans la politique des années 2000 en Russie. L'élite politique russe exprima sa préoccupation à ce sujet et évoqua les réformes nécessaires pour atteindre ses objectifs. Les discussions autour de l'amélioration et de la garantie de la qualité de l'enseignement furent menées au

---

<sup>709</sup> ALTBACH Philip G., REISBERG Liz, RUMBLEY Laura E., *op.cit.*

<sup>710</sup> Site officiel de l'organisation <http://www.enqa.eu/> Consulté le 09.07.2017.

niveau du président, du gouvernement, du ministère de l'Éducation et de la Science, des Chefs des sujets de Fédération. Ces discussions se renforcèrent au milieu des années 2000. Les nouveaux décideurs, armés de ressources financières et de nouveaux dispositifs juridiques ont adopté la stratégie de lutte contre « les diplômés à vendre sans connaissances ». L'introduction de dispositifs de veille de la qualité a abouti en Russie à l'augmentation du traitement des documents. Les enseignants universitaires russes se plaignaient, comme leurs collègues européens, de l'augmentation de la charge du travail administratif au détriment de leur travail d'enseignants-chercheurs.

Dans l'espace mondial universitaire, sur la période analysée, s'effectua la séparation des fonctions des responsabilités entre les différents niveaux du pouvoir public – municipal, régional et fédéral. Les autorités fédérales se concentraient généralement sur l'élaboration de la stratégie pour la politique de l'enseignement supérieur, l'approvisionnement et la coordination des ressources ; les plus bas échelons du pouvoir étaient sollicités pour prendre en charge d'autres fonctions. Malgré les tendances de centralisation ou de décentralisation qui évoluaient, dans tous les pays occidentaux, l'État continuait à jouer le rôle principal dans l'état de l'enseignement supérieur et son développement. En ce qui concerne l'expérience de la Russie postsoviétique, le nombre de réformes mais aussi d'initiatives dans les années 2000 confirma la tendance de centralisation. En même temps, les autorités fédérales ne démontraient pas de grands changements dans les fonctions de coordination<sup>711</sup>.

Outre le financement par des ressources privées, une tendance s'est manifestée dans l'espace mondiale de l'enseignement supérieur : le financement de l'enseignement supérieur devenait un levier pour la gouvernance de la part d'acteurs non étatiques – les entreprises et autres partenaires du monde socio-économique.

L'implication des entreprises dans la gouvernance des EES prit la forme de conseils de tutelle, de conseils consultatifs auprès des administrations des EES, de groupes d'experts sur les questions spécifiques, mais aussi de l'accréditation

---

<sup>711</sup> FILIPPOV Vladimir (dir.), *Reformy obrazovania : Analiticheskiy obzor / Les réformes de l'éducation : un aperçu analytique*, Moscou : Tsentri sravnitelnoï obrazovatelnoï pedagogiki/Le centre de la pédagogie comparative, 2003, p. 5.

professionnelle du cursus. En Russie, cette tendance s'est manifestée pendant les deux décennies postsoviétiques lors des discussions au sein des pouvoirs publics sur le caractère de la gouvernance de l'enseignement supérieur, mais aussi à travers certains projets des lois. Par exemple, le projet de loi fédérale n° 399898-3 « Sur les changements et amendements dans la loi n° 3266-1<sup>712</sup> » a été proposé par l'élu de la Douma A. Chichlov en 2003, et la loi n° 309-FZ « Sur l'introduction des changements dans certains actes législatifs de la Fédération de Russie sur la modification de la notion et de la structure du standard fédéral d'enseignement » a été votée le 1<sup>er</sup> décembre 2007.

Depuis la loi fondamentale « Sur l'Éducation », un cadre législatif s'est construit afin d'impliquer la société et le monde professionnel dans la gouvernance des EES via des conseils de tutelle. L'article 3 de la loi fédérale sur l'enseignement supérieur et professionnel établit le principe de l'autonomie des EES dans leurs relations avec le monde socio-économique. Dans la majorité des cas, cette implication concernait les entreprises-recruteurs avec comme objectif l'insertion professionnelle des étudiants. Or, cette implication n'a pas été suffisamment stimulée durant les décennies 1990-2000, ni par l'État ni par les EES. La pratique soviétique des liens étroits des EES avec les entreprises par l'intermédiaire de contrats obligatoires en fin de cursus universitaire n'a pas été restaurée à cause de l'absence de confiance dans les mécanismes anciens, du formalisme des relations de collaboration, du non-financement des programmes analogues et de l'absence de volonté politique.

Plusieurs analystes indiquent qu'à côté du concept de la gouvernance partagée et de la gouvernance participative, une nouvelle forme de gouvernance a émergé : la gouvernance « corporative » (comme la gouvernance d'entreprise), qui est devenue l'approche dominante dans la gestion de l'enseignement supérieur<sup>713</sup>. Selon Lapworth, la montée de l'idée de la gouvernance corporative, le déclin de la gouvernance partagée et le déclin de la gouvernance consensuelle peuvent être considérés comme

---

<sup>712</sup> Loi « Sur l'Éducation » de 1992.

<sup>713</sup> KEZAR Adrianna Kezar, ECKEL Peter D., « Meeting Today's Governance Challenges: A Synthesis of the Literature and Examination of a Future Agenda for Scholarship », *The Journal of Higher Education*, 2004, n° 75(4), p. 371-399.

Voir également :

MIDDLEHURST Robin, « Changing Internal Governance: A Discussion of Leadership Roles and Management Structures in UK Universities », *Higher Education Quarterly*, 2004, vol. 58, Issue 4, pages 258-279.

une conséquence du déclin de la participation académique, ainsi qu'une tendance à une attention accrue du « managérialisme » et donc d'un nouvel environnement dans lequel les universités fonctionnaient<sup>714</sup>.

Oleg Smolin, élu de la Douma et expert russe de l'enseignement supérieur, a alerté la population quant à la gouvernance d'entreprise appliquée aux universités russes et à la hausse possible du « managérialisme » dans l'enseignement supérieur russe<sup>715</sup>. Dans les années 2000, cette tendance s'est manifestée par l'introduction d'une nouvelle approche du financement – des appels d'offres, pour lesquelles les EES concourraient et fournissaient les rapports détaillés sur les résultats des projets réalisés.

### **3.4. Les palmarès académiques internationaux et les politiques publiques**

Les palmarès des universités sont apparus au début du XX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis avec l'ouvrage d'Alick Maclean *Where We Get Our Best Men* (1900)<sup>716</sup>. L'auteur a fourni une première liste des universités américaines où les personnalités célèbres ont été formées. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les palmarès académiques sont devenus internationaux et ont un impact tangible sur les acteurs principaux de l'enseignement supérieur : les étudiants, les universités et les politiques publiques.

Les palmarès académiques sont des classifications qui comparent les établissements. Les gouvernements les consultent pour attribuer les financements aux EES. Les chercheurs ont largement débattu sur les défauts des palmarès mondiaux, et la plupart d'entre eux reconnaissent des problèmes méthodologiques, notamment le fait que les palmarès dépendent d'informations peu fiables et mesurent un nombre très limité des variables : par exemple la productivité de la recherche est mesurée par l'analyse des publications référencées internationalement dans les bases de données telles que Science Citation index, qui comprend un petit nombre de revues, etc. Les

---

<sup>714</sup> LAPWORTH Susan, « Arresting Decline in Shared Governance: Towards a Flexible Model for Academic Participation », *Higher Education Quarterly*, 2004, vol. 58, Issue 4, p. 299–314.

<sup>715</sup> SMOLIN Oleg, *op.cit.*

<sup>716</sup> MACLEAN Alick Henry Herbert, *Where We Get Our Best Men. Some Statistics Showing their Nationalities, Counties, Towns, Schools, Universities, and other Antecedents: 1837-1897, Unknown Binding*, 1900.

critiques des palmarès sont justes ; cependant, les palmarès sont devenus populaires et influents pour les politiques d'enseignement supérieur<sup>717</sup>.

Le premier palmarès académique mondial était le classement de Shanghai (*Academic Ranking of World Universities*) publié par l'université de Shanghai JiaoTong en Chine. Au début, ce classement avait pour objectif d'établir la place internationale des universités chinoises après le lancement de l'initiative gouvernementale de création des universités de niveau mondial (*world-class universities*). Le classement de Shanghai a bientôt été suivi par le classement *QS Times Higher Education*. L'existence de ces listes des meilleures universités du monde consultables par tous les étudiants a encouragé les établissements et les gouvernements à veiller sur leurs positions dans les classements. Finalement, les classements sont devenus un instrument parmi d'autres utilisés par les gouvernements pour prendre des décisions politiques. Selon Christine Musselin, étant donné que le milieu politique ne comprend pas très bien l'univers de l'enseignement supérieur, le classement académique donne des indicateurs qui permettent de situer, de classer et bien souvent de faire passer ou justifier des réformes<sup>718</sup>.

L'un après l'autre les gouvernements des pays émergents ont lancé des programmes de modernisation de leur enseignement supérieur prenant en compte des classements internationaux. Le gouvernement brésilien a lancé un programme d'envoi de 100 000 étudiants et chercheurs dans les meilleures universités du monde pour des stages de recherche en se basant sur les classements. La Commission des subventions universitaires d'Inde (*India's University Grants Commission*) a exigé que tout établissement d'enseignement supérieur étranger qui souhaitait conclure un accord de partenariat avec une université indienne ne soit pas au-dessous des 500 premières positions dans les classements mondiaux. Si nous analysons les politiques de l'enseignement supérieur des pays émergents dans les années 2000, nous verrons un grand nombre de liens avec les classements mondiaux, notamment avec les trois classements les plus consultés par les étudiants internationaux (ARWU, OS, Times Higher Education).

---

<sup>717</sup> ALTBACH Philip G., REISBERG Liz, RUMBLEY Laura E., *op.cit.*

<sup>718</sup> WILKIN Luc, « Entretien avec Christine Musselin, auteure de La longue marche des universités », *Pyramides*, 2007, n° 14, p. 137-152.

Partout dans le monde, les gouvernements ont exprimé leur désir de créer plusieurs universités de niveau mondiale (*world class universities*). En effet, les classements ont initié, en effet, une « course aux armements » académique qui pousse les établissements et les gouvernements dans une quête éternelle de ressources, parce qu'une université de niveau mondiale coûte cher – 1-1,5 billion dollars par an, et même plus si il s'agit d'une école de médecine. Peu de pays peuvent se permettre ce niveau d'investissement sans sacrifices économiques ou sociaux. Ainsi, les classements contribuaient à l'augmentation du fossé entre l'enseignement supérieur élitiste et l'enseignement supérieur de masse, à la stratification nationale des EES et à la concentration de la recherche dans les EES. Les EES qui n'arrivaient pas à remplir les exigences des classements étaient dévalorisées par leurs gouvernements<sup>719</sup>.

Les premières publications des classements (*Shanghai JiaoTong, Times Higher Education World University Ranking, Webometrics, Newsweek*) ont choqué les décideurs politiques russes et toute la communauté universitaire russe. L'élite politique et académique russe supposait sans se poser de questions que les meilleures universités russes étaient très compétitives, mais seules les universités d'État de Moscou (Lomonossov) et de Saint-Petersbourg ont été mentionnées dans les classements. Pour la première fois, les universités nationales ont été comparées à l'échelle mondiale et elles ont reçu de mauvaises notes signifiant l'évaluation pareille pour leurs modèles de gouvernance et leurs politiques de l'enseignement. Les classements internationaux du système russe démontrent l'isolement du pays étant donné le nombre relativement faible d'étrangers sur son sol, mais plus important encore la mauvaise productivité scientifique. L'élite politique russe s'est trouvée face au déclin de la réputation de son système d'enseignement supérieur et de recherche.

Au début, l'élite politique et académique russe a critiqué les classements internationaux et leur incompatibilité avec le système russe de l'enseignement supérieur. Or, l'idée d'inventer un nouveau classement international en Russie, qui serait plus adapté à son système, n'a pas perduré. Finalement, la reconnaissance internationale était plus importante que la reconnaissance par un classement russe.

---

<sup>719</sup> L'étude de l'OCDE « How Do Rankings Impact on Higher Education? », OECD, IMHE Info, décembre 2007. Disponible sur ; <https://www.oecd.org/edu/imhe/39802910.pdf> Consulté le 30.06.2016.

Progressivement, la politique de l'enseignement supérieur russe s'est tournée vers les critères des palmarès internationaux existants – les plus populaires parmi les étudiants internationaux. Plusieurs processus ont été déclenchés par des palmarès dans la politique universitaire russe.

Tout d'abord, la Russie, comme d'autres pays, est entrée dans la concurrence internationale des universités. Christophe Charle note que les pays les plus avancés sont concurrencés au niveau mondial par des pays à bas coûts de production : ils doivent donc se situer de plus en plus dans les secteurs les plus avancés, employant une main-d'œuvre très qualifiée ou dans le secteur des services haut de gamme moins faciles à délocaliser. Cela implique l'adaptation de l'enseignement supérieur à ces objectifs et donc la capacité d'évolution des établissements en fonction de cette perspective. L'exécutif universitaire se renforce au détriment des souhaits des enseignants-chercheurs désireux de maintenir leur autonomie intellectuelle par rapport à cette demande sociale externe. En parlant de l'expérience française dans ce contexte de concurrence internationale, Christophe Charle évoque la tendance de la hiérarchisation nationale des universités selon les critères des palmarès internationaux (ou leur prise en compte partielle) et la tendance d'attribuer des financements publics par le biais des appels d'offres technocratiques orientés vers les priorités du moment<sup>720</sup>. Cela ressemble beaucoup à la politique de l'enseignement supérieur russe à partir du milieu des années 2000.

L'initiative gouvernementale qui avait pour objectif d'améliorer la compétitivité internationale des EES russes a été annoncée en 2009 (21 novembre) par le Premier ministre Vladimir Poutine qui a demandé que :

« Le budget fédéral prévoit des financements supplémentaires pour le soutien ciblé des université-*leaders*, concrètement pour la rénovation des laboratoires, des programmes d'échanges scientifiques, l'attraction des meilleurs chercheurs, y compris nos compatriotes de l'étranger. En conséquence, ces universités devront prendre des positions dignes dans les classements mondiaux et devenir la chaîne importante du système national de l'innovation<sup>721</sup> ».

---

<sup>720</sup> CHARLE Christophe, « La loi LRU dans une perspective européenne », *Mouvements*, 2008/3 (n° 55-56), p. 94-101.

<sup>721</sup> Disponible sur le site ancien du ministère de l'Éducation et de la Science : [www.old.mon.gov.ru/ved/](http://www.old.mon.gov.ru/ved/). Consulté le 15.10.2015.

Cette initiative a défini les lignes du soutien de l'État des "universités-clés" pour se maintenir face à la compétitivité internationale : l'Université d'État de Moscou, l'Université d'État de Saint-Pétersbourg, les universités fédérales, les universités nationales de recherche<sup>722</sup>. Le pouvoir public a choisi les EES les plus compétitifs internationalement (selon les critères des palmarès internationaux) et a soutenu ces établissements pour renforcer leur potentiel et leur réputation internationale, ainsi que leur contribution à la croissance de l'économie nationale. Différents programmes ont été financés dès les années 2000 pour développer la coopération des universités avec l'industrie et les entreprises, attirer des chercheurs internationaux qualifiés et réputés dans les établissements russes d'enseignement supérieur, améliorer l'équipement et l'infrastructure des universités, lancer des projets de recherche en collaboration avec des universités internationales les mieux classées dans les palmarès internationaux, etc.<sup>723</sup>

Les nouveaux mécanismes de pilotage et de gestion de l'enseignement supérieur imposés par l'État ont eu un impact sur la structure des systèmes, notamment la politique des primes et des sanctions imposée d'en haut. Cela a été justifié par les gouvernements comme un moyen d'améliorer l'efficacité de l'enseignement supérieur. Les avocats les plus passionnés de ce type de gouvernance soutenaient que la diversification verticale et horizontale chez les EES résultait de la compétition pour le succès. Cette politique, notent les chercheurs, présente des risques à long terme : la compétition peut avoir un impact sur la diversité des EES, et l'accent mis sur les primes et les sanctions peut saper la motivation interne et aboutir au conflit entre l'administration et la communauté académique. Tout cela peut provoquer des changements incontrôlables dans le système de l'enseignement supérieur<sup>724</sup>.

Malgré ces critiques, les palmarès académiques ont fourni aux politiques un « plan d'action » pour répondre aux critères du modèle de l'université idéale du XX<sup>e</sup> siècle : les professeurs honorés, une forte capacité de recherche interne (*in-house research*),

---

<sup>722</sup> Voir les programmes de soutien des universités fédérales et de recherche sur : [http://old.mon.gov.ru/pro/niu/KONKURS\\_2009-2010/](http://old.mon.gov.ru/pro/niu/KONKURS_2009-2010/) . Consulté le 15.10.2015.

<sup>723</sup> Voir les appels d'offres du ministère de l'Éducation et de la Science durant les années 2000 : <http://old.mon.gov.ru/pro/ved/koop/> . Consulté le 22.06.2016.

<http://old.mon.gov.ru/pro/ved/uch/> . Consulté le 22.06.2016.

<http://old.mon.gov.ru/pro/ved/infr/> . Consulté le 22.06.2016.

<sup>724</sup> GURI-ROSENBLIT Sarah, SEBKOVA Helena, TEICHLER Ulrich, *op.cit.*

les meilleurs étudiants, une bonne insertion professionnelle des diplômés, la favorisation d'une atmosphère générale de créativité sur le campus et de nombreuses ressources financières. Comme les universités américaines étaient les mieux notées dans les top-20 des différents palmarès internationaux, « l'université idéale » était associée au système américain de l'enseignement supérieur, ou du moins dans les discours des décideurs favorables au « modèle américain de l'enseignement supérieur ». Or, la vision du modèle américain reflétait par les classements ne correspondait en rien à la réalité des universités américaines. Les réformateurs nationaux, note Christophe Charle, inspirés du succès des universités d'Ivy League, construisaient un modèle idéal à partir d'un petit segment de l'enseignement supérieur américain et croyaient pouvoir le transposer dans un cadre national. Pourtant, ce segment ne représente que vingt grandes universités de réputation internationale qui ne consistait qu'à une fraction minime des milliers d'établissements américains et des millions d'étudiants<sup>725</sup>.

Ces « universités idéales » évoluaient dans une culture entrepreneuriale ayant des liens étroits avec le monde socio-économique. Les palmarès ont donc souligné l'idée de la nécessité pour un EES de chercher des ressources auprès du monde socio-économique et d'impliquer ce monde dans la vie et la gestion de l'université. Or, cela demande une stratégie, une vision et des actions qui accompagnent l'université dans ses démarches auprès des entreprises, ainsi que des mécanismes (fondations, services des contrats, juristes, services pour répondre aux appels d'offres, etc.), des événements permettant d'entretenir les relations avec les entreprises et des professionnels au sein des universités travaillant sur la stratégie *marketing* universitaire et gèrent ses relations avec les entreprises. Avant 2010, la Russie n'appliquait pas encore cette politique d'encourager des EES à adopter une culture entrepreneuriale dans la promotion de leur vocation première (enseignement et recherche). Si dans les années 1990, les EES ont été autorisés à générer leurs propres revenus pour pallier au manque de ressources financières, le cadre légal est devenu plus rigide dans les années 2000, limitant l'activité commerciale des EES afin d'éviter les abus et la corruption chez les administrations universitaires. Ainsi, vers la fin de

---

<sup>725</sup> CHARLE Christophe, « La loi LRU dans une perspective européenne », *Mouvements*, 2008/3 (n° 55-56), p. 94-101.

la décennie 2000-2010, les discussions au sein des pouvoirs publics se sont activées pour aider les EES russes à mettre en route les collaborations avec les entreprises sous le contrôle de l'État.

Le processus de rapprochement de la recherche et des universités s'est également renforcé avec l'apparition des palmarès internationaux dans lesquels l'activité scientifique des universités représentait l'un des critères. Les EES de recherche ont été placés au sommet des systèmes nationaux de l'enseignement supérieur et le soutien gouvernemental pour le développement de la recherche au sein des universités a augmenté. Dans les pays de l'OCDE, 72 % de la recherche universitaire était financée par l'État. La promotion par les gouvernements des relations triangulaires universités-gouvernement-industrie pour des projets coopératifs de recherche a eu pour conséquence des changements organisationnels dans les universités. Cela a également encouragé certains systèmes à diversifier le paysage des EES (ceux de la recherche et ceux de l'enseignement). Par ailleurs, les pays en développement poursuivaient des agendas ambitieux pour remonter le nombre et la qualité de leurs activités de recherche dans les EES<sup>726</sup>.

Conséquence de la politique du rideau de fer, les chercheurs russes publiaient principalement dans journaux scientifiques russophones. Parmi les 3 500 journaux scientifiques russes, 170 sont indexés par le Web of Science (WoS). Selon les données du *Journal Citation Reports*, seulement 9 de ces journaux ont un *Impact Factor*(IF) au-dessus de 1, et seulement 3 d'entre eux ont un IF au-dessus de 2. En outre, il y a une disproportion entre les disciplines en ce qui concerne la publication dans les journaux anglophones. Par exemple, les chercheurs russes en sciences sociales et en médecine publient beaucoup moins en anglais que ceux en physique, mathématique et chimie. Les 2/3 des chercheurs russes (auteurs) qui ont publié au moins 10 articles dans le Web of Science sont physiciens<sup>727</sup>.

Le rapport de l'agence Thomson Reuters paru en janvier 2010 indique que l'enseignement supérieur russe a produit 127 000 articles sur les cinq années précédentes, soit moins que l'Australie (144 000) et l'Inde (150 000), et à peine plus que la Hollande (125 000). L'étude qualifie ainsi de « morose » la situation de la

---

<sup>726</sup> ALTBACH Philip G., REISBERG Liz, RUMBLEY Laura E., *op.cit.*

<sup>727</sup> STERLINGOV Ivan, *op.cit.*

recherche russe et évoque une « réelle usure » de ses « fiefs traditionnels » : les sciences physiques et les sciences de l'espace. La recherche russe est focalisée sur ces domaines mais a perdu du terrain par rapport à d'autres pays, en termes de volume de publications<sup>728</sup>. L'État a décidé de changer le système de subventions de recherche, qui a été instauré dans les années 1990, quand le pays ne pouvait pas attribuer de financements supplémentaires aux recherches « prometteuses ». À partir de 2005, l'État augmente les subventions, mais il insiste sur la réorganisation du système de distribution en favorisant le mécanisme des appels d'offres. La création des universités nationales de recherche en 2008-2009 fera partie de la stratégie de l'amélioration de l'état de la science russe, ainsi que de son image internationale<sup>729</sup>.

## Conclusion

Après l'éclatement de l'Union soviétique, la Russie et ses universités se sont trouvées face à un monde en pleine mutation. En axant sa politique universitaire autour de nouvelles problématiques - le capitalisme et la démocratie - la Russie cherchait la sortie de crise tout en espérant retrouver son rang dans l'ordre mondial. Perdant dans la guerre des idéologies et des systèmes politiques, la Russie s'est tournée vers l'Occident, son ancien adversaire idéologique et politique. L'élite politique russe s'orientait vers des modèles occidentaux dans sa politique globale et ses politiques sectorielles, notamment la politique universitaire. La Fédération de la Russie recherchait des pratiques gagnantes, mais aussi du soutien financier international pour entreprendre ses réformes internes. Comme le remarque le ministre de l'Éducation des années 1991-1992, la Russie vivait un « changement d'époque dans l'enseignement et les traditions de l'éducation en vue de son internationalisation ».

N'ayant pas les moyens financiers de développer et promouvoir son système universitaire au début des années 1990, l'État encourageait les universités à retrouver leur autonomie, notamment dans la recherche de financements pour s'adapter aux

---

<sup>728</sup> « Global Research report : Russie », Thomson Reuters, janvier 2010, Disponible sur: <http://researchanalytics.thomsonreuteurs.com/m/pdfs/grr-russia-jan10.pdf>. Consulté le 30.10.2017.

<sup>729</sup> FROUMIN Isak, POVALKO Alexander, « Lessons from the National Excellence Initiatives in Russia », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, Issue 01, Spring 2014.

nouvelles réalités politiques, économiques et sociales. Le processus de diversification des sources financières s'opérait également dans d'autres pays sous le poids de la massification ayant pour conséquence la modification de la gouvernance de l'enseignement supérieur et l'apparition de nouveaux mécanismes de gestion financière par les pouvoirs publics des établissements de l'enseignement supérieur. Le défi partagé de la veille de qualité de l'enseignement supérieur et des débats de plus en plus nombreux sur le système public-privé dans la sphère des connaissances ont guidé les pays du monde à dialoguer régulièrement autour des problématiques communes de l'enseignement supérieur à l'échelle internationale. La Russie a participé activement au processus, notamment dans le cadre de l'UNESCO et dans le cadre des projets du développement de l'OCDE et de la Banque mondiale.

La déclaration de Bologne signée en Europe en 1999 a fait figure d'opportunité pour la Russie pour se joindre à l'intégration, avec des avantages politiques et socio-économiques. Ensuite, l'augmentation du prix mondial du pétrole permettait à la Russie d'envisager une politique de restructuration et de modernisation des universités. Encore marqué par l'héritage soviétique, l'enseignement supérieur russe peine à trouver sa voie dans le processus d'harmonisation de son système avec les dispositifs de Bologne. La réticence de la communauté universitaire de changer le système russe en vue du processus de Bologne et le renforcement de l'idée de fierté nationale et du pragmatisme dans la politique du cercle dirigeant du pays ont modifié l'opinion sur l'adhésion au processus de Bologne pour privilégier, à sa place, la construction de modèle propre d'enseignement supérieur. Comme le note Tatiana Kastouéva-Jean : « L'époque des adhésions 'romantiques' aux instances internationales était révolue pour passer aux actes pragmatiques, caractéristiques de la politique poutinienne. Elle correspond à la quête d'une légitimité internationale et d'une influence, à la volonté de faire entendre sa voix dans les enceintes internationales et d'en tirer des bénéfices<sup>730</sup> ».

La construction du modèle russe d'enseignement supérieur s'effectuait sous l'influence des processus globaux dans l'enseignement supérieur dans le cadre de la

---

<sup>730</sup> KASTOUEVA-JEAN Tatiana, « La Russie et le processus de Bologne. Européenne par éducation ? », *Politique étrangère*, 2007, vol. Été, n° 2, p. 411-423.

diffusion de la théorie de « l'économie des connaissances<sup>731</sup> » et du « capital humain ». Toutes les universités devenaient de plus en plus interdépendantes avec des forces externes, mais les politiques publiques aussi, reconnaissent Philip Altbach, l'expert international de l'enseignement supérieur. Les politiques publiques universitaires ont été influencées par l'apparition des palmarès académiques internationaux. Ces palmarès ont renforcé les processus de hiérarchisation des universités nationales et ont stimulé l'entrée des pays dans une concurrence internationale pour obtenir de bons classements – un miroir (parfois déformant) de la réussite des pays.

Dans les décennies analysées, la Russie a participé à la globalisation de l'enseignement supérieur, et elle est aujourd'hui, comme d'autres pays, largement influencée par ce processus. Or, la Russie intègre tous les processus mondiaux de l'enseignement supérieur international avec une particularité nationale – un fort pouvoir étatique (le pouvoir exécutif principalement) qui décide sur la forme, le contenu et le vecteur des changements dans la politique d'enseignement supérieur.

## CONCLUSION PARTIE II

A cheval sur le XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècle, la Russie « galopait » vers des grands changements. Ces changements politiques, économiques et sociaux ont déterminé l'évolution de la politique universitaire du pays. La période analysée portant dans ces caractéristiques les références au passé : *postsoviétique* et (encore) *postrévolutionnaire*, était une véritable période de transition, quand le pays se trouvait entre les deux régimes politiques, deux modèles économiques et deux systèmes de valeurs. Les changements étaient attendus, mais les solutions politiques étaient parfois menées brusquement ce qui avait pour conséquences les perturbations profondes de la vie de la société russe. Cela a largement touché le secteur de l'enseignement supérieur.

---

<sup>731</sup> Par l'économie des connaissances, l'on entend la valorisation du lien qui unit progrès économique, innovation et recherche, a placé les universités au cœur des préoccupations gouvernementales et suscité de nombreuses mesures. Cité de MUSSELIN Christine, « Vers un marché international de l'enseignement supérieur ? », *Critique internationale*, 2/2008 (n 39), p. 13-24. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2008-2-page-13.htm>. Consulté le 4.11.2017.

La politique de la rupture avec le passé menée dans les années 1990 concernait les structures organisationnelles de la politique de l'enseignement supérieur, son cadre légal, le cursus universitaire et l'approche pédagogique, notamment en enseignement de l'histoire du pays. Les pouvoirs publics se sont lancés dans la recherche de nouveaux concepts pour l'enseignement supérieur afin d'assurer son progrès et épanouissement à l'échelle nationale et internationale. Faute de moyens économiques et financiers dans le contexte d'une crise économique, cette recherche était plus une réflexion qu'une action durant les années 1990. En arrivant à la fin de la première décennie postsoviétique, les pouvoirs publics se sont dotés d'un véritable concept de modernisation pour l'enseignement supérieur qui permettait d'envisager l'alignement de la Russie avec les pays occidentaux qui démontraient de plus en plus leur engagement dans le développement des systèmes nationaux de l'enseignement supérieur en conformité des tendances internationales socio-économiques.

Le contexte économique des années 1990 a abouti à la dégradation des conditions de travail et de vie pour la communauté universitaire : les enseignants-chercheurs ne recevaient pas leurs salaires à l'heure, le niveau de salaire n'était pas à jour dans les conditions d'un taux important d'inflation, l'infrastructure des EES détériorait. Les EES russes sont entrés dans le nouveau siècle « en guenilles » et démoralisés. Parallèlement, un secteur privé de l'enseignement supérieur est apparu et s'est vite développé dans l'absence d'un cadre légal rigide. Parmi les EES privés il y avait ceux qu'apportaient des innovations pédagogiques et technologiques dans l'enseignement supérieur et ceux qu'apportaient tout simplement des revenus à ses fondateurs en fournissant de la formation médiocre qui n'était pas à la hauteur exigé pour l'enseignement supérieur. Les EES publics ont également obtenu le droit d'exercer des activités commerciales, sauf qu'ils étaient mieux encadrés par l'Etat. Ces activités concernaient la vocation première du secteur – la formation des cadres, mais toutes autres possibilités de générer les revenus, comme par exemple, la location des bâtiments.

La situation a changé dans les années 2000, quand les pouvoirs publics ont déclaré la prise de conscience au niveau de l'Etat d'une dégradation du secteur de l'enseignement supérieur et d'une baisse de qualité du système universitaire, et ils ont prononcé la volonté politique de résoudre des problèmes accumulés. La réforme

annoncée et menée concernait l'amélioration du cadre légal, la réorganisation du système de recherche et la construction d'une nouvelle hiérarchie des établissements. Les mesures entreprises dans les années 2000 étaient au fondement du système universitaire dans les décennies à venir qu'auraient permis à la Russie de renforcer son potentiel économique et politique face au monde de plus en plus concurrentiel.

## Troisième partie

### Les relations entre l'État et les universités dans les années 2010

---

Dans cette partie, nous analysons les programmes de l'État pour les universités, qui ont démarré ces dernières années – de 2010 à 2017. L'étude des changements récents dans la politique de l'enseignement supérieur nous permet de déterminer les missions principales que l'État accorde aux établissements de l'enseignement supérieur, et de montrer comment ces missions s'inscrivent dans la politique nationale et internationale de la Russie. Cette analyse de la stratégie politique nous aidera à comprendre comment l'État souhaite modifier son système de l'enseignement supérieur, quel mécanisme il vise à construire dans l'avenir et pour quels objectifs. Etant donné l'attention particulière que l'État porte à la compétitivité, à l'efficacité de l'enseignement supérieur, à son autonomie, son rapprochement avec l'industrie et à sa productivité scientifique, il est nécessaire de comprendre quelle place dans la gouvernance de l'enseignement supérieur l'État réserve pour les pouvoirs publics et quelle place pour d'autres acteurs : les universités, les entreprises, les particuliers. Tout cela nous permet de faire le bilan sur la continuité et les changements dans la politique universitaire russe contemporaine.

Le chapitre 7 est dédié aux nouveaux dispositifs de la politique de l'enseignement supérieur, notamment aux changements dans le cadre légal, la gestion financière, les principes de la réorganisation des établissements, les nouveaux projets. Dans le chapitre 8 nous étudierons les missions principales de l'enseignement supérieur pour la politique russe des années 2010. Le chapitre 9 est dédié à l'analyse de l'évolution du rôle de l'État en vertu des nouveaux principes sur lesquels reposent des relations État-universités.

## **CHAPITRE 7**

### **LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE RUSSE DE 2010 A 2017 : LES PROJETS D'AVENIR**

Quel est l'avenir de l'enseignement supérieur russe ? Les hommes politiques russes démontrent, par leurs actions menées durant les années 2010, leur confiance en l'avenir du système universitaire. La politique des années 2010 s'inscrit dans la continuité des décisions politiques prises dans les années 2000, les changements concernent plutôt les méthodes de la mise en œuvre de la politique déjà validée. Ces changements touchent la gestion administrative et financière du réseau des EES russes : l'État soutient généreusement l'enseignement supérieur et il demande aux EES de rendre comptes à la société civile. A travers les exigences de l'État exprimées aux universités russes dans les années 2010 nous pouvons détecter les contours du système universitaire que l'État russe souhaite à construire.

Pour connaître l'architecture et le projet de l'enseignement supérieur de l'État russe pour les décennies du XXI<sup>e</sup> siècle, il est nécessaire d'étudier la politique universitaire 2010. Dans ce chapitre nous présentons tout d'abord le contexte politique et économique dans lequel se réalise la politique en matière d'enseignement supérieur, ensuite nous accordons notre attention aux programmes d'État, aux aspects juridiques et financiers de la gouvernance de l'enseignement supérieur et au projet-phare du ministère de l'Education et de la Science des années 2010, le programme 5-100.

#### **1. Le contexte politique, économique et social**

##### **1.1. Un visage humain de la démocratie dirigée**

Dans la période analysée de l'histoire politique russe, le pays a connu deux présidents – Dmitri Medvedev (jusqu'en 2012) et Vladimir Poutine (à partir de 2012 jusqu'au présent) – et deux Premiers ministres – Vladimir Poutine et Dmitri

Medvedev. En raison de l'absence de changements dans la stratégie initialement prévue par ses dirigeants concernant leurs postes au pouvoir et annoncée au peuple avant les élections présidentielles 2008, la situation politique à l'intérieur du pays a été stable dans les années 2010. Ce tandem politique a maintenu les objectifs déclarés dans les années 2000 dans la plupart des politiques sectorielles avec une intensification de certaines d'entre elles en s'adaptant aux problèmes nationaux, ainsi qu'au contexte géopolitique et économique global.

Quelques réformes politiques au début des années 2010 ont incité certains politologues à affirmer que le président Medvedev était plus libéral et moins autoritaire que le président Poutine. Le nouvel ordre de la composition du Conseil de la Fédération (*Soviet Federatsii*) avec des candidats filtrés par les élections locales, régionales et fédérales ainsi que des règles plus souples pour l'enregistrement des partis ont souligné un certain adoucissement de la ligne directrice, sans pour autant apporter de changements radicaux au système politique. Depuis la réforme constitutionnelle de 2008, le président russe est élu pour six ans au lieu des quatre ans auparavant, et les députés de la Douma le sont pour cinq ans au lieu des quatre ans d'antan. Cela renforce le pouvoir exécutif et législatif dans les années 2010. Désormais, le gouvernement est obligé de présenter devant la Douma un rapport en fin de chaque année. Cette dernière obligation a été « adoucie » dans les années 2000-2010 par la majorité du parti au pouvoir au Parlement et par le leadership de Poutine au sein du parti, mais, à long terme, cela peut réellement renforcer le pouvoir législatif.

Depuis 2011, l'État s'oriente vers la répartition des pouvoirs aux régions et aux municipalités en matière de gestion financière, avec une stimulation parallèle des sources de revenus des budgets régionaux et municipaux. Comme partout dans le monde, le passage à la numérisation des démarches administratives a été effectué : la population russe reçoit un grand nombre de services à distance *via* des portails internet, y compris l'utilisation de cartes électorales électroniques<sup>732</sup>.

---

<sup>732</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Message du président à l'Assemblée fédérale du 30 novembre 2010, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/9637> Consulté le 15.07.2016.

Une campagne prononcée contre la corruption a été lancée en 2010-2011 par le président Medvedev : pour la première fois dans le pays une stratégie nationale contre la corruption a été adoptée ainsi que des lois anticorruption importantes. Cela concerne surtout la corruption au sein des pouvoirs publics, aggravée en Russie par la confusion dans les responsabilités entre les différents niveaux du pouvoir – fédéral, régional et local – et par le vide juridique qui régna dans les années 1990<sup>733</sup>. La Russie s'est également jointe aux conventions « anti-corruption » internationales. En 2011, par exemple, plus de trois mille fonctionnaires russes ont été sanctionnés pour des infractions à la loi anti-corruption. Quelques discussions au plus haut niveau du pouvoir se sont tenues sur le degré critique de la corruption universitaire. Plusieurs travaux en sociologie et en droit sur le sujet ont été publiés, ainsi que la conduite de quelques enquêtes au sein des EES pour estimer la gravité du problème de la corruption universitaire, difficilement mesurable<sup>734</sup>.

En 2010, le président Medvedev formalise la procédure des discussions ouvertes sur les projets de lois lors des auditions ouvertes aux experts et au grand public. Ce fut notamment le cas des projets de lois sur la police (promulguée en 2011) et sur l'éducation (promulguée en 2013). Les communautés professionnelles ont pu participer à la discussion de ces lois et ont transmis leurs commentaires du grand public, notamment *via* les réseaux sociaux et blogs populaires. Ces initiatives ont démontré la volonté politique de dialoguer avec la société civile pour faire participer la population dans la discussion des projets politiques avant leur mise en œuvre. Cela signifie également la prise de conscience par le pouvoir public de la nécessité de communiquer et d'expliquer ses actions à la société civile afin de la préparer aux changements, comme les bolcheviks l'ont fait à l'époque soviétique et ce que les hommes politiques des années 1990 n'ont pas fait assez en aggravant la méfiance de

---

<sup>733</sup> POUTIN Vladimir, « La conversation avec la Russie », un compte-rendu de la ligne directe avec le président de la Russie le 18 décembre 2003, Moscou : Olma Press, 126p.

<sup>734</sup> KLEIN Édouard Klein, « *Korrouptsia v rossiïskikh vouzakh* » / « La corruption dans les EES russes », *Terra Economics*, 2011, Volume 9, n° 1, p. 60-70.

TCHAPLYGINA Alina, « *Korrouptsia v obrazovatelnykh outchrezhdeniakh: problema kvalifikatsii deianii* » / « La corruption dans les établissements d'enseignement : le problème de qualification des délicts », *Gosudarstvennaia vlast i mestnoe samoupravlenie / Le pouvoir public et l'administration des collectivités territoriales*, 2011, n° 1, p. 41-45.

BOUKHARINA Nadejda, « *Korrouptsia v obrazovatelnykh organisatsiakh: poniatie i priznaki* » / « La corruption dans les organismes d'enseignements : le terme et les caractéristiques », *Les questions actuelles du droit russe*, 2016, n° 12, p. 133-144.

la population vis-à-vis du pouvoir et des réformes. Le pouvoir public des années 2000-2010 a démontré la volonté de s'appuyer fortement sur les outils de communication avec la société civile, car à l'ère de l'information il devient quasiment impossible de cacher les échecs politiques et économiques.

## 1.2. Le facteur géopolitique de la politique russe dans les années 2010

En ce qui concerne le facteur géopolitique de la Russie, des changements significatifs ont eu un effet considérable. Depuis le début de la décennie, le pays se préparait à affronter la concurrence internationale pour l'exploitation des ressources. Les présidents Medvedev et Poutine ont souligné dans leurs discours que les années 2010 seraient déterminantes pour les affaires globales, que le monde entier entrait dans une époque de changements radicaux. De nouveaux conflits économiques, géopolitiques et ethniques naissent en raison de la concurrence pour accaparer ou exploiter les ressources naturelles, comme le pétrole, le gaz et les métaux, ainsi que pour les ressources intellectuelles.

« Le pays », remarque Poutine en 2012, « qui ne réussira pas à rentrer dans le cercle des producteurs des innovations et des nouvelles technologies sera dépendant des autres, sa part du gâteau sera beaucoup plus petite que celle de pays-leaders... La Russie devra non seulement préserver sa compétitivité géopolitique, mais aussi la renforcer, elle devra être indispensable pour ses voisins et partenaires. C'est important pour nous tous. Cela concerne notre économie, notre culture, notre science et notre enseignement. Cela concerne notre diplomatie, notre capacité de construire des actions collectives sur l'arène internationale. Cela concerne notre potentiel militaire, qui reste le garant de la sécurité et de l'indépendance<sup>735</sup> ».

La Russie affiche une approche pragmatique dans la coopération internationale sur le principe de l'intérêt mutuel. La géographie des partenariats visés inclut l'Europe (la France, l'Allemagne, l'Italie, la Finlande), l'Asie (la Chine, l'Inde, la Corée, le Singapour, le Japon), l'Amérique latine (le Brésil) et l'Amérique du Nord (le Canada) et des pays de la CEI. L'attention aux pays de BRICS est particulière. De plus en plus, la rhétorique de l'élite politique reflète la préférence du regroupement BRICS au Groupe de huit, et se positionne en tant que membre actif de BRICS. En 2015, la Russie organise un sommet de BRICS, ainsi que le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai. En 2016, la Russie organise un autre sommet Russie-

---

<sup>735</sup> *Poslanie Prezidenta Rossii Federal'nomou Sobraniou RF* / Le Message du président de la Russie au Parlement le 12 décembre 2012, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/17118>. Consulté le 15.07.2016.

ASEAN, et encore un sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai pour montrer sa volonté de renforcer les liens avec les pays émergents et nouer des partenariats stratégiques. La collaboration avec l'Union européenne garde néanmoins une valeur importante pour la Russie. Cette collaboration s'est renforcée avec l'entrée de la Russie dans l'Organisation mondiale de commerce en 2011, après 18 ans des négociations<sup>736</sup>.

Dans la zone de la CEI, il a été décidé de développer et renforcer les structures organisationnelles telles que la Communauté économique eurasiatique (*Ebraziiskoe ekonomitcheskoe soobchtchestvo, EvrAzEs*), l'organisation intergouvernementale de coopération économique, commerciale, technologique, monétaire, industrielle, financière, humanitaire, scientifique, agricole et énergétique regroupant des États issus de la CEI ; l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC ; *Dogovor o kollektivnoi bezopasnosti*), l'organisation à vocation politico-militaire ; et l'union douanière. L'ambition de l'Union économique eurasiatique, créée en 2015 pour remplacer la Communauté économique eurasiatique, était de formuler les lignes directrices collectives de la zone CEI afin d'influencer les processus de l'économie mondiale et d'établir une liaison entre les régions de l'Europe et de l'Asie.

En 2012, le président Poutine a déclaré que le monde était multipolaire :

« La concurrence économique, militaire-politique et d'information se renforce dans le monde. Et les autres centres d'influence veillent attentivement sur la Russie. Nous avons toujours été fiers de notre pays. Nous ne prétendons pas au statut d'une superpuissance, d'une force prédominante mondiale ou régionale, nous n'attentons pas aux intérêts des autres, nous n'imposons pas notre patronage, nous n'apprenons pas aux autres pays la manière dont ils doivent vivre. Mais nous avons pour ambition d'être parmi les leaders... Et c'est absolument objectif et justifié pour un pays tel que la Russie avec sa grande histoire et sa culture, avec son expérience multiséculaire et la coexistence des différents peuples au sein d'un pays<sup>737</sup> ».

En 2014, un événement politique a changé beaucoup de choses pour la Russie sur le plan international et national y compris pour la stratégie de l'État dans le système

---

<sup>736</sup> *Poslanie Prezidenta Rossii Federal'nomou Sobraniou RF* / Le Message du président de la Russie au Parlement le 22 décembre 2011, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/14088> Consulté le 15.07.2016.

Il est à noter dans ce contexte que les ressources allouées pour la modernisation des armements de l'armée et de la flotte s'élevaient à 23 trillions de roubles en 2013. Source : *Poslanie Prezidenta Federal'nomou sobraniou RF* / Le Message du président de la Russie au Parlement, le 12 décembre 2013, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/19825> Consulté le 15.07.2016

<sup>737</sup> *Poslanie Prezidenta Rossii Federal'nomou Sobraniou RF* / Le Message du président de la Russie au Parlement le 12 décembre 2012, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/17118>. Consulté le 15.07.2016.

de l'enseignement. Après la crise politique en Ukraine en 2013-2014, il y a eu un référendum en Crimée, lors duquel les habitants de la presqu'île ont exprimé leur volonté d'être rattachés à la Russie. Cette décision a été confirmée par le Parlement de la Crimée (élu en 2010) et a donné l'indépendance à la Crimée et affirmé son attachement à la Russie. Cet acte a été mal vu par l'Europe et les États-Unis. Pour ces derniers, la Russie avait tout simplement annexé le territoire de la presqu'île contre les règles internationales, et des sanctions contre la Russie furent appliquées. La Russie, qui insista sur le fait que la décision du Parlement de la Crimée était légale et en conformité avec le principe du droit de la libre disposition du peuple, défendit le droit de gouverner la Crimée et prit des mesures pour diminuer l'impact négatif des sanctions sur son économie nationale.

### **1.3. L'économie et l'industrie russe : la stabilité malgré les changements**

Sur le plan économique, le contexte du début des années 2010 a été favorable pour la Russie, mais il a commencé à se dégrader à cause des sanctions internationales ; s'en est suivi la chute du rouble et la baisse du prix du pétrole. Ce dernier reste un facteur significatif du développement économique du pays. Après la crise économique globale des années 2008-2009, le déficit budgétaire était encore considérable en Russie, mais la croissance économique était de 4 %<sup>738</sup>. En 2011, la Russie est revenue à des indices économiques d'avant-crise 2008, et le pays s'est hissé au 6<sup>e</sup> rang mondial des économies<sup>739</sup>. Les premières années de la décennie ont été dédiées au renforcement de la modernisation de l'économie. Le projet Skolkovo a été lancé. Il s'agit d'un espace collaboratif de l'enseignement, de la recherche et des entreprises potentiellement productives en innovation et technologie. En 2010, trente milliards de roubles ont été investis par l'État dans une activité collaborative de recherche des universités avec les entreprises. Le projet de création d'un centre international financier à Moscou a été annoncé<sup>740</sup>.

---

<sup>738</sup> Les données de la Banque mondiale sont disponible sur : <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>. Consulté le 15.07.2016.

<sup>739</sup> *Ibidem*.

<sup>740</sup> *Poslanie Prezidenta Rossii Federal'nomou Sobraniou RF* / Le Message du président de la Russie au Parlement le 30 novembre 2010, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/9637>. Consulté le 15.07.2016.

L'élite politique des années 2010 a reconnu que le modèle économique fondé sur les ressources premières était épuisé. La Russie avait pour ambition une croissance de son PIB d'au moins 5-6 % par an, et cela ne pouvait pas être assuré par le modèle économique existant. Elle devait tendre à l'amélioration du climat des affaires pour le développement des secteurs traditionnels de l'industrie, des PME et des TPE sur la base de l'économie du marché et de la concurrence et non plus sur la base du capitalisme étatique. L'entrée de la Russie dans les premiers vingt pays ayant le meilleur climat économique permettrait, selon les conseillers du président, d'augmenter le PIB de 2,5 %<sup>741</sup>. Le fonds de réserve et le fonds de la richesse nationale ont excédé ensemble 9 % du PIB, et il a été ainsi décidé d'investir, à partir de 2013, 100 milliards de roubles dans les titres de placement russes liés aux projets de développement de l'infrastructure. Il est remarquable que, depuis 1999, le PIB se soit presque multiplié par deux; et les dépenses du budget fédéral consolidé ont augmenté de 2,6 fois. Le déficit budgétaire a diminué, ainsi que le rythme d'inflation<sup>742</sup>.

En 2014, la Russie a connu une récolte importante de céréales, et cela a renforcé sa position de pays d'exportation agricole. Avec la politique active de soutien de l'agriculture depuis les années 2000 et le développement des grandes entreprises agricoles, des exploitations agricoles et de l'infrastructure, cela a pu répondre aux espoirs de la Russie de générer des revenus sur le marché international agricole et investir encore plus dans l'agriculture nationale. Néanmoins, les sanctions européennes ont changé la donnée. Avant les sanctions, en 2014, la Russie a gagné 20 milliards de dollars grâce à l'exportation agricole : plus que pour l'exportation des armes, et un tiers de l'exportation du gaz. Avec les sanctions, le secteur agricole, comme quelques autres secteurs industriels, a dû se réorienter vers le marché national. Le pays s'orientait donc vers l'autoconsommation et vers la substitution des importations. La baisse du prix du pétrole et l'accès limité aux autres marchandises d'exportation russe, ainsi que la fermeture de certains marchés financiers pour les

---

<sup>741</sup> *Poslanie Prezidenta Rossii Federal'nomou Sobraniou RF* / Le Message du président de la Russie au Parlement le 12 décembre 2012, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/17118>. Consulté le 15.07.2016.

<sup>742</sup> *Ibidem*.

établissements russes ont créé une situation économique difficile. La tension s'accrut dans la population.

#### **1.4. La démographie russe dans les années 2010**

La situation démographique est en effet un autre facteur important pour le développement de l'économie nationale et de la politique universitaire. La génération qui naît dans les années 1990 rentrera dans les EES vers 2018–2020. Autrement dit, dans les années 2020-2025, l'économie russe et l'Université russe devront ressentir les effets de la crise démographique des années 1990 et la gérer. La démographie s'annonce comme un problème à anticiper et à traiter en urgence pour diminuer l'impact négatif sur les systèmes concernés. Pendant 8 à 9 ans, le taux d'étudiants avait baissé, donc le poids sur le budget fédéral aussi.

Or, en ce qui concerne la situation des années 2010, il est à noter que les données démographiques (naissance, durée de vie, mortalité) commençaient à s'améliorer et montraient une bonne dynamique dans les années 2011-2015. Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la population russe (avec la Crimée) était de 146 544 710 personnes<sup>743</sup>. Le pronostic de l'ONU en 2009 indiqua 136 millions de Russes en 2015<sup>744</sup>. Cela s'explique par les effets de la politique démographique lancée en 2000, notamment les subventions considérables pour le deuxième et troisième enfants, les logements sociaux et la mise à disposition gratuite des terrains pour les familles avec trois enfants, l'augmentation du nombre de places aux crèches, mais aussi par l'augmentation du flux des migrants et grâce à l'arrivée en 2014 de deux nouveaux sujets de la Fédération – la république de Crimée et la ville de Sébastopol<sup>745</sup>.

## **2. Les décideurs de la politique de l'enseignement supérieur russe dans les années 2010, leurs objectifs et les orientations principales de la politique**

---

<sup>743</sup> Les données statistiques de Rosstat. Disponible sur : <http://www.statdata.ru/russia>. Consulté le 21/08/2016.

<sup>744</sup> Le rapport de l'UNO sur la population du Monde, mars 2009. Disponible sur : <http://www.un.org/ru/development/surveys/docs/population2009.pdf>. Consulté le 21/08/2016.

<sup>745</sup> La ville de Sébastopol a obtenu le statut administratif territorial du sujet de Fédération comme la ville de Moscou et la ville de Saint-Petersbourg.

## 2.1. Le changement de postes et la continuité des décideurs

Traditionnellement, la politique universitaire en Russie postsoviétique était décidée au niveau du haut échelon du pouvoir en fonction des problèmes et questions urgents de la politique globale à l'aide des concepts proposés par les experts et conseillers proches du cercle dirigeant. Cela ne change pas dans les années 2010. La politique de l'enseignement supérieur est définie par l'appareil du président et par le cercle de ses conseillers. Alexandre Adamski, qui analyse régulièrement dans *Novaia Gazeta* la hiérarchie « des puissances » au pouvoir dans la sphère de l'éducation, confirma en 2015 que, selon ses sources, les membres du gouvernement, les ministres qui sont impliqués dans la politique de l'enseignement recevaient certaines informations déjà signées et validées, sans discussion auparavant avec eux. Il a donc conclu que l'enseignement était une sphère des projets de l'État lancés par l'administration du président, et que le ministère de tutelle restait un organe exécutif et peu consultatif<sup>746</sup>.

Plusieurs actions des pouvoirs publics russes nous indiquent que dans les années 2010, le haut échelon du pouvoir a été particulièrement préoccupé par l'enseignement supérieur. Ce sont notamment l'adoption de la nouvelle loi fondamentale sur l'Éducation, l'augmentation du budget fédéral pour le financement des EES, le lancement du programme spécifique, ambitieux et coûteux visant à modifier certains EES russes à l'aune des universités reconnues par les classements internationaux afin d'améliorer l'image internationale de l'enseignement supérieur russe, le changement du mécanisme financier dans l'éducation, ainsi que l'adoption de nouvelles règles de gouvernance. Le nombre de rencontres du président et du Premier ministre avec les recteurs des EES, ainsi que la nomination d'un recteur en tant que ministre de l'Éducation et de la Science en 2012, témoignent également de l'intérêt véritable des dirigeants du pays pour l'enseignement supérieur.

Une nouvelle décennie dans l'histoire de la politique russe de l'enseignement supérieur fut ouverte par la session du Conseil de l'État le 31 août 2010 avec la participation de la Commission du président de la Fédération de Russie sur la

---

<sup>746</sup> ADAMSKI Alexandre, « *Polittekhologii prichli v obrazovanie* » / « Les technologies politiques sont venues dans la sphère de l'éducation », *Novaia Gazeta*, n° 129, 23 novembre 2015, quotidien. Disponible sur : <http://www.novayagazeta.ru/society/70848.html>. Consulté le 15.07.2016.

modernisation et le développement technologique de l'économie (*Komissia pri prezidente Rossijskoï Federatsii po modernizatsii i tekhnologičeskomou razvitiou ekonomiki Rossii*). La thématique de cette session jubilaire (dix ans depuis la création du Conseil d'État) était « Les priorités du développement de l'enseignement professionnel en Russie »<sup>747</sup>. Lors de cette session, le président a rappelé les réformes récentes de l'enseignement supérieur, notamment la création de 7 universités fédérales et la nomination de 29 universités nationales de recherche en tant que les EES-clés, c'est-à-dire, les EES de référence pour le système universitaire russe, ainsi que l'adoption du principe de cofinancement de l'enseignement professionnel en collaboration avec des entreprises<sup>748</sup>.

## 2.2. Les orientations principales de l'État pour l'enseignement supérieur : le regard vers l'avenir

Le président Medvedev rappela que l'État a investi considérablement dans l'enseignement supérieur (le budget consolidé pour tout le système de l'enseignement était d'1 trillion 750 milliards de roubles, les prévisions pour l'année 2011 était d'1 trillion 850 milliards roubles), et il souhaite que l'enseignement supérieur contribue à la modernisation de l'économie en référence aux lois principales constituant les fondements législatifs du système russe modernisé – la loi sur les établissements autonomes, la loi sur l'Examen d'État unifié, la loi sur la transition au modèle de l'enseignement supérieur de deux niveaux (*bakalavriat, magistratoura*) et sur la création d'entreprises innovantes au sein des EES. Ainsi, le Président a résumé le fondement du système de l'enseignement supérieur et le résultat de la politique universitaire de modernisation lancée dans les années 1990. « Mais, ces solutions ne sont pas suffisantes. La modernisation d'une grande envergure demande de nouvelles démarches », déclare le président. Parmi les démarches à entreprendre, Medvedev a noté la demande aux entreprises d'exprimer leurs besoins actuels en cadres aux universités et de renforcer la collaboration entre les EES, l'industrie et les

---

<sup>747</sup> *Rasporiajenie Prezidenta RF* / L'ordre du président de la Fédération de Russie n° 551-RP du 23 août 2010 relative à l'ordre du jour de la session du Conseil d'État du 31 août 2010.

<sup>748</sup> « *Razvitie professionalnogo obrazovania dolžno stat tchastju processa modernizatsii ekonomiki* » / La discussion « Le développement de l'enseignement professionnel doit faire partie du processus de modernisation de l'économie » du 31 août 2010 à la session du Conseil d'État. Sténogramme disponible sur : <http://special.kremlin.ru/events/president/transcripts/8786>. Consulté le 20/08/2016.

laboratoires de recherche (fondamentale et appliquée). Il a appelé également à la création de canaux réels de communication entre les lycées, les collèges<sup>749</sup> et les universités qui permettraient d'améliorer l'orientation professionnelle des étudiants.

Medvedev a souligné que l'enseignement supérieur russe n'était pas compétitif en comparaison avec les universités étrangères et au vu des classements internationaux. La dépense des ressources financières publiques, conclut Medvedev, n'était pas encore efficace : pour preuve, un grand nombre de diplômés Bac+5 étaient au chômage ou réorientés vers des formations de niveau inférieur, ce qui dévaluait finalement l'enseignement supérieur. « La demande pour l'enseignement supérieur devra être clairement définie, il nous faut des pronostics pour tous les secteurs et les régions, la réponse devra être formulée par l'État et la communauté socio-économique ». Le président a également remarqué le retard de la Russie par rapport aux pays de l'OCDE dans le développement de la formation tout au long de la vie, de la formation continue pour les adultes, ainsi que la forte nécessité de toute sorte d'échanges internationaux, notamment l'embauche d'enseignants-chercheurs étrangers.

À cette session du Conseil de l'État le 31 août 2010, le ministre de l'Éducation et de la Science, Andreï Foursenko, a annoncé une nouvelle étape dans la politique de l'enseignement supérieur : de la transition des mesures anti-crise à la modernisation complexe de l'économie russe, processus dans lequel l'enseignement supérieur russe devrait jouer un rôle principal pour intégrer l'innovation et devenir sa locomotive ; autrement dit, la force principale des changements dans l'économie. La politique de l'enseignement supérieur sera dans les prochaines années orientée vers des priorités définies par la Commission de la modernisation qui les détermine en fonction du pronostic du développement socio-économique et technologique et des besoins du marché de travail. La coopération renforcée du système de l'enseignement supérieur avec les laboratoires de recherche et des structures socio-économiques devient le vecteur le plus important de l'évolution du système des EES. Le Message du président et du ministre : si les diplômés d'un EES ne sont pas demandés sur le marché de travail, l'EES devra être réorganisé ou fermé. Le ministre Foursenko a

---

<sup>749</sup> Collèges sont des écoles professionnelles postsecondaires formant au niveau Bac+2.

souligné qu'au début des années 2010, seuls 100-150 EES répondaient aux besoins actuels du marché, ainsi qu'aux autres critères d'efficacité. Le « client » principal est l'étudiant ; les autres « clients » sont les régions, les secteurs de l'économie, la recherche et les entreprises. Dans la session du Conseil de l'État, le ministre Foursenko a proposé de limiter la durée d'un poste de recteur à deux ou trois mandats pour qu'il puisse transmettre son expérience à un autre EES et faire évoluer de nouveaux cadres<sup>750</sup>.

Ainsi, à la session du Conseil de l'État, la politique de l'enseignement supérieur fut inscrite dans une plus large stratégie socio-économique du pouvoir public : l'utilisation efficace des moyens financiers pour surpasser au moins partiellement la dépendance de l'économie sur des matières premières et assurer le passage à l'économie innovante, l'économie des connaissances. Cette direction prise pour favoriser le développement de l'enseignement supérieur est présente dans tous les messages présidentiels annuels à l'Assemblée fédérale de 2010 à 2016. Elle est également visible dans la Stratégie 2020 (*Strategia 2020*)<sup>751</sup> – le document élaboré par les chercheurs de l'École des hautes études en sciences économiques à la demande du gouvernement russe pour construire le fondement conceptuel des politiques sectorielles inscrites dans la politique globale du développement économique et social du pays.

En 2012, Vladimir Poutine fut réélu pour six ans en tant que président de la Fédération de Russie, selon la Constitution modifiée. Dmitri Medvedev est devenu Premier ministre. La politique de l'enseignement supérieur s'est trouvée dans la continuité malgré un changement à la tête de l'État en 2012. La politique de

---

<sup>750</sup> « *Razvitie professionalnogo obrazovania dolzhno stat tchastju processa modernizatsii ekonomiki* » / La discussion « Le développement de l'enseignement professionnel doit faire partie du processus de modernisation de l'économie » du 31 août 2010 à la session du Conseil d'Etat. Le compte-rendu est disponible sur : <http://special.kremlin.ru/events/president/transcripts/8786>. Consulté le 20/08/2016.

<sup>751</sup> Il s'agit de la stratégie nationale du développement qui a pour l'objectif global d'assurer la modernisation du système russe pour répondre effectivement aux demandes du développement économique, sociale et politique. Les actions touchant à l'enseignement supérieur ont été élaborées et planifiées dans cette conception du développement socio-économique russe de longue durée. Cette conception a été élaborée après la demande du Président de la Russie en 2006-2007 par la société académique, et elle a été révisée en 2011 après le changement de l'environnement économique et financier mondial à cause de la crise de l'année 2008 et la nécessité de s'adapter à la nouvelle situation.

Le site officiel du projet avec tous les documents relatifs à la Stratégie 2020 : <http://2020strategy.ru/>. Consulté le 11/07/2017.

l'enseignement supérieur resta globalement fidèle aux objectifs énoncés au début de la décennie.

### **2.3. Les changements de ministres et d'accents de la politique d'État**

Le ministère de tutelle – l'Éducation et la Science – a connu deux changements de dirigeants et d'équipe au cours des années 2010. Le premier changement a eu lieu en 2012, quand le ministre Andreï Foursenko a été remplacé par le ministre Dmitri Livanov, et le deuxième en 2016, quand le ministre Livanov a été remplacé par le ministre Vassilieva. L'analyse de ces deux remplacements des chefs de ce ministère-clé nous permet d'éclaircir plusieurs aspects importants de la politique russe de l'enseignement supérieur : d'abord, comprendre les raisons des changements des ministres en vue de la modification des priorités de la politique d'enseignement. Enfin, cette analyse nous permet de clarifier la place du ministère de l'Éducation et de la Science dans la hiérarchie des décideurs de la politique universitaire.

Au début des années 2010, le ministre Foursenko connut le pire taux de popularité de tous les ministres du Cabinet. Il était un étranger inconnu des recteurs des universités, ce qui rendait difficile la mise en place de la politique de l'enseignement supérieur, Foursenko n'était pas non plus populaire parmi les étudiants : plusieurs fois, il a été sifflé et même victime d'un œuf jeté sur lui lors des manifestations étudiantes pendant ses visites aux universités régionales. L'Académie des sciences le jugeait incompetent et inefficace à cause des réformes du système de la recherche sous sa direction et mal perçues par la communauté scientifique. Or, il était proche du Premier ministre de l'époque, Vladimir Poutine, et il a mené des changements nécessaires sans hésitation avec la confiance de Poutine. Malgré le fait que le ministre Foursenko fut extrêmement impopulaire auprès de la communauté universitaire dans les années 2011-2012, durant la période pré-électorale, le candidat au poste présidentiel Vladimir Poutine ne changera pas son ministre impopulaire. Selon certains experts, cela signifiait la confirmation de la participation et de la

responsabilité de Poutine dans la politique du ministre de l'Éducation menée durant les huit dernières années<sup>752</sup>.

Malgré le soutien du Chef du gouvernement, Foursenko déclara en février 2012 qu'il quitterait son poste après les élections présidentielles et le changement de gouvernement. Son départ signifie, selon l'analyste Adamski, la fin d'une époque dans l'histoire de l'enseignement : l'époque de la construction de nouveaux instituts, de la nouvelle politique de l'enseignement, l'époque du changement des normes et des règles qui existaient dans ce secteur de la politique. Cette époque s'achève par l'adoption de la nouvelle loi sur l'Éducation pour confirmer les fondations de la politique universitaire de l'avenir<sup>753</sup>.

L'ancien ministre de l'Éducation et de la Science, Andreï Foursenko, devint en 2012 l'assistant et le conseiller du président<sup>754</sup>. À ces deux hautes fonctions importantes, s'ajouta en 2013 un poste de Chef du Conseil de tutelle du Fond russe de la Science. Foursenko gardait donc une forte influence dans la politique de l'enseignement supérieur, concernant notamment la recherche, l'innovation et les relations de l'enseignement supérieur avec les entreprises, le domaine d'expertise de Foursenko.

La nomination du ministre Dmitri Livanov, recteur d'une université prestigieuse de la Russie – L'Université nationale de recherche et de technologie MISIS – illustre l'attention toute particulière accordée à l'enseignement supérieur par le pouvoir. Effectivement, si nous analysons les initiatives du ministère entre 2012 et 2016, nous constatons que la politique universitaire est à l'avant-garde de la politique d'enseignement. Le ministère accorde beaucoup d'attention au programme d'amélioration de la compétitivité des EES russes, créé par la mise en application des décrets du Président en mai 2014 (*maïskie oukazy*) avec la demande que cinq EES en 2020 montent au sommet des palmarès académiques internationaux reconnus.

---

<sup>752</sup> « Les postes 'suicidaires' », *RBK*, 19 avril 2012. Disponible sur le site officiel de l'agence d'information : <http://www.rbc.ru/society/19/04/2012/5703f64c9a7947ac81a671da>. Consulté le 11.07.2017.

<sup>753</sup> ADAMSKI Alexandre, « *Jiznenny tsikl epokhi peremen zakonchilsya* » / « Le cycle de vie de l'époque des changements s'est terminée », publication sur le blog personnel de l'expert le 20 Février 2012. Disponible sur : <http://eurekanext.livejournal.com/77559.html>. Consulté le 23/04/2016.

<sup>754</sup> Les conseillers et les assistants du président Poutine : <http://kremlin.ru/structure/administration/members>. Consulté le 11.07.2017.

Lors de ses discours publics, le ministre Livanov évoquait souvent l'état de l'enseignement supérieur, ses problèmes, les objectifs du ministère à l'égard des EES, et les programmes de l'État pour le développement des universités. Il a repris ainsi les lignes directrices conçues au milieu des années 2000 pour terminer la construction de la hiérarchie des EES dans le cadre du « modèle » russe de l'enseignement supérieur, plus « efficace » au niveau national et plus visible au niveau international. Dans ce cadre, le ministre s'est montré déterminé à continuer le « nettoyage » du système de l'enseignement supérieur des établissements « de mauvaise qualité » : lors de son mandat, le ministère adopta des indicateurs de l'efficacité des EES qui n'existaient pas auparavant. Ce dernier projet a provoqué le mécontentement des recteurs des établissements évalués « inefficaces » pendant la période 2012-2016. De même, de nombreux membres de la communauté universitaire n'étaient pas d'accord avec la politique de réorganisation et de suppression des EES opérée par le ministre.

Livanov rentra également en conflit avec les élus de la Douma qui s'opposèrent aux mesures proposées par le ministère pour lutter contre les thèses « achetées » par les hauts fonctionnaires, afin de faire évoluer leur carrière. Lorsque plusieurs élus de la Douma sont soupçonnés d'avoir plagié leurs thèses, la critique du ministre Livanov bat son plein au sein de la Douma<sup>755</sup>. Livanov n'était pas populaire non plus dans le pays. Selon l'enquête de l'Institut WCIOM, qui étudie l'opinion publique, en 2013, 36 % des interviewés étaient pour la démission du ministre Livanov qui occupait alors son poste depuis moins d'un an, et 25 % des interviewés étaient contre sa démission. En avril 2016, Livanov s'est trouvé en bas du classement des ministres, à la 30<sup>e</sup> place, autrement dit la dernière place<sup>756</sup>.

Pourquoi les ministres de l'Éducation sont-ils si impopulaires dans les années 2010 ? Tout d'abord, la société civile n'est pas satisfaite de la politique menée dans la sphère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche : les changements proposés et menés inquiètent la population et les effets positifs de ces changements ne sont pas visibles. La société reste sceptique quant à l'utilité de l'EGE,

---

<sup>755</sup> « Le ministre Livanov doit être licencié ! » :

Voir le discours de Vladimir Jirinovskiy (dirigeant du parti LDPR) à la Douma le 22 mars 2013 : Sténogramme du discours est disponible sur le site du parti LDPR : [http://ldpr.ru/events/Minister\\_Livanov\\_resign/](http://ldpr.ru/events/Minister_Livanov_resign/). Consulté le 15.09.2013.

<sup>756</sup> Voir les données des enquêtes d'opinion publique de WCIOM : [Http://wciom.ru/index.php?id=459&uid=114016](http://wciom.ru/index.php?id=459&uid=114016). Consulté le 20.07.2016.

contrariée par l'optimisation du système de l'enseignement, la réforme de l'Académie des sciences et les salaires des enseignants du second degré. Selon le professeur de science politique de l'Académie russe de l'économie nationale, Vladimir Slatinov, le système des normes de qualité dans l'enseignement supérieur reste chaotique, et sa bureaucratisation s'aggrave<sup>757</sup>.

Le 24 avril 2013, lors de « La ligne directe avec le président » (télécommunication annuelle du président Poutine avec des citoyens), le président Poutine a déclaré que le poste du ministre de l'Éducation et de la Science était le plus « suicidaire » (*rasstrelnaia dolzhnost*), car le domaine de l'éducation est vaste, important et concerne chaque citoyen. Les changements que le ministère entreprend sont ainsi difficiles à faire accepter. Le destin des ministres de l'Éducation et de la Science est souvent d'être rejeté par les citoyens. Alexandre Abramov insiste que cette réalité relève du problème général du système politique russe dans lequel les personnalités, les individus ont traditionnellement plus de poids que les institutions politiques. Dans le système, qui est gouverné « à la main » - par les hommes plutôt que par des institutions ; « c'est toujours la faute du chef » parce que le chef, le ministre, « a tout le pouvoir », malgré le fait que le pouvoir réel se trouve plus haut<sup>758</sup>.

Dans sa critique du système de la prise de décision de la politique de l'enseignement, Alexandre Abramov évoque le problème de la verticalité du pouvoir. Selon lui, cette verticalité du pouvoir apparaît comme un moyen de renforcement du contrôle de l'État. La verticalité du pouvoir est un système hiérarchique à plusieurs niveaux qui comprend tous les secteurs de la politique publique. Dans chaque secteur, les décisions sont prises par la personne qui possède le monopole sur la prise de décision, et puis son délégué ou son premier subordonné direct l'exécute de manière inconditionnelle. La politique des ressources humaines est construite sur la base du « copinage » : les postes sont distribués parmi « les siens » (camarades d'école, de l'université, compatriotes, ex-collègues, etc.), qui ont la confiance des chefs et exécutent dans une obéissance absolue. Toutes les personnes du premier échelon de

---

<sup>757</sup> MAKEEVA Anna *et alii*, « O skol'ko nam otstavok toudnykh... » / « O, combien des démissions merveilleuses... [nous prépare l'esprit de l'Instruction] », *Kommersant*, 20 août 2016, quotidien : <http://www.kommersant.ru/doc/3069383>. Consulté le 20.08.2016.

<sup>758</sup> ABRAMOV Alexandr, « Novaia obrazovatel'naia politika » / « La nouvelle politique de l'éducation », *Expert online*, 6 juin 2012 : <http://expert.ru/2012/06/6/novaya-obrazovatel'naya-politika/>. Consulté le 20.07.2015.

L'axe vertical contrôlent toutes les ressources du secteur en question. Les leaders du domaine ne sont pas forcément experts dans ce domaine, mais ils sont des « gestionnaires efficaces » et des exécuteurs loyaux. Le monopole confié aux non-professionnels, conclut Abramov, pourrait être dangereux : les politiques peuvent prendre de mauvaises directions, les décisions peuvent être erronées et les vrais problèmes non traités. Nous avons, ajoute Abramov, un nouveau modèle de dirigisme qui est plus primitif que celui de l'époque soviétique, parce que les assistants des nouveaux dirigeants ne sont plus autant qualifiés. Les hauts fonctionnaires passent la majorité de leur temps à participer à des événements publics pour assurer la représentation et ils sont souvent accompagnés de leurs « délégués », donc les décideurs n'ont pas vraiment le temps de s'appliquer dans leur travail<sup>759</sup>.

« Ces méthodes du dirigisme ne sont pas adaptées aux sphères intellectuelles et créatives qui demandent un haut niveau de professionnalisme, de responsabilité civique et une véritable passion et un engagement pour l'objectif », ajoute Abramov. « Il est difficile de changer le système, de le démocratiser, parce que les mécanismes de communication avec la population et avec la réalité des EES ne sont pas vraiment établis. Le démontage du dirigisme arrive quand les décisions mûrissent 'en bas' et viennent 'du bas' de la communauté universitaire. Le rôle des dirigeants est de choisir une solution optimale et de lancer les projets<sup>760</sup> ».

L'image du pouvoir public décrit par Abramov a du sens en ce qui concerne la centralisation de la prise de décision. Or, il faut prendre en compte le poids historique du système politique russe et le facteur géographique de ce vaste pays où chaque région connaît ses propres difficultés. Dans l'histoire de la Russie, la centralisation des ressources et du pouvoir a prouvé qu'elle était un moyen plus ou moins sûr pour les pouvoirs publics de résoudre la diversité des problèmes répandus à travers le pays. Il faut également souligner que des mécanismes de communication évoluent dans le système de l'enseignement supérieur russe. Notamment dans les années 2010, le ministre de l'Éducation et de la Science a réussi à lancer l'initiative du « ministère ouvert » avec la publication de données sur des dossiers du ministère, par exemple, budgétaires et opérationnels. De nombreuses discussions sur les projets du ministère sont conduites publiquement, le ministre et ses adjoints sont accessibles à tout citoyen sur rendez-vous, et le nombre de groupes de travail avec des experts invités (recteurs et autre personnel des EES) augmente considérablement durant les années 2010.

---

<sup>759</sup> *Ibidem.*

<sup>760</sup> *Ibid.*

Donc, certains pas vers la démocratisation du système ont été effectués. L'analyste Alexandre Adamski remarque également les changements effectués au milieu des années 2010 : « Après avoir vu l'échec de la gouvernance autoritaire dans la politique de l'enseignement, le gouvernement commence à réfléchir sur la gouvernance en mode projet, sur le rôle des organisations non commerciales, sur l'importance de la participation de la communauté des experts dans la prise des décisions<sup>761</sup> ». En revanche, le propos d'Abramov sur le fait que les ministres sont, dans certains cas, les « délégués » et qu'ils ne sont pas tout à fait libres dans leurs actions car ils servent essentiellement à exécuter des ordres, se confirme par le remplacement fréquent des ministres de l'Éducation et de la Science. Viatcheslav Nikonov, le Chef du Comité pour l'éducation de la Douma, a dit à propos du ministre Livanov, que ce dernier a toujours été plus un *manager* qu'un élaborateur de concepts pour la politique de l'enseignement. Il a déjà fait tout ce qui était impopulaire : il a réuni certains EES, supprimés des licences pour certains et poursuivi la réforme douloureuse de l'Académie des sciences, notamment en donnant le contrôle sous la propriété de l'Académie des sciences à l'Agence fédérale des organisations scientifiques (*Fedrralnoe agentstvo naouchnykh organizatsii, FANO*) malgré la critique prononcée par la communauté scientifique<sup>762</sup>.

L'idée que les ministres de l'Éducation sont des exécuteurs plutôt que des décideurs est également exprimée par Alexandre Adamski, qui analyse les poids d'influence des décideurs dans la politique de l'éducation, et a publié ses conclusions dans *Novaia Gazeta*. Selon lui, le ministre de l'Éducation et de la Science et ses adjoints sont des « cartes faibles »<sup>763</sup>.

D'autres analystes considèrent que le départ de Dmitri Livanov du poste du ministre est « un cadeau » du président Poutine pour le parti La Russie unie. Comme Livanov était impopulaire auprès de la population, sa démission aida le parti à augmenter ses chances lors des élections législatives. Olga Vassilieva fut nommée

---

<sup>761</sup> ADAMSKI Alexandre, « *Polittekhologii prichli v obrazovanie* » / « Les technologies politiques sont venues dans la sphère de l'éducation », *Novaia Gazeta*, n° 129, 23 novembre 2015, quotidien. Disponible sur : <http://www.novayagazeta.ru/society/70848.html>. Consulté le 15.07.2016.

<sup>762</sup> MAKEEVA Anna *et alii*, « *O skol'ko nam otstavok tcoudnykh...* » / « O, combien des démissions merveilleuses... [nous prépare l'esprit de l'Instruction] », *Kommersant*, 20 août 2016, quotidien : <http://www.kommersant.ru/doc/3069383>. Consulté le 20.08.2016.

<sup>763</sup> ADAMSKI Alexandre, *op.cit.*

ministre de l'Éducation et de la Science par le président Poutine le 19 août 2016 – à un mois des élections législatives du 18 septembre. Le parti du gouvernement pouvait, après cette démission, se joindre à l'opposition dans la critique de l'ancien ministre lors de la campagne électorale critiquant certaines mesures impopulaires du ministère. Le parti Russie Unie attendait cette démission, car, en février 2016, Livanov est exclu de son organe dirigeant – le conseil supérieur. Et le 4 août, le parti convoqua Livanov pour faire un rapport sur le bilan des activités du ministère, lors duquel le ministre fut critiqué par ses collègues du parti de l'objectif annoncé de supprimer jusqu'à 40 % le nombre de places financées par l'État dans les EES publics. Oleg Smolin remarqua également dans la presse que le changement de ministre était bénéfique pour la popularité du président et du Premier ministre<sup>764</sup>.

Nous pouvons donc conclure que l'une des raisons du changement du ministre de l'Éducation et de la Science en 2016 est la politique électoraliste. Il s'agit également de la volonté de changer les priorités dans la politique de l'enseignement. Olga Vassilieva, diplômée d'histoire et spécialiste de l'Église orthodoxe, a occupé de nombreux postes dans l'enseignement et la recherche, ainsi que dans l'administration. Avant de devenir ministre, elle était chef adjointe de l'administration du président de projets publics. Sa candidature a été proposée par Dmitri Medvedev, qui soulignait l'importance de l'intensification du travail sur les projets prioritaires dans l'éducation : « Pour réaliser des idées déjà formulées, il nous faut de nouvelles approches et parfois de nouvelles personnes ». Peu après la nomination au poste de ministre, Olga Vassilieva déclara qu'elle allait commencer par analyser les réformes entreprises par le ministère des dernières années<sup>765</sup>.

Une source proche du ministère interrogée par le journal libéral *Vedomosti* l'a qualifiée de « conservatrice extrême en faveur de l'éducation religieuse ». Au Conseil de Fédération, la nomination de Vassilieva fut liée au changement de paradigme dans l'enseignement qui se concentrait désormais sur l'éducation du patriotisme et la citoyenneté chez les jeunes. Lorsque le ministre Livanov était au pouvoir, l'importance prioritaire a été donnée à la politique universitaire, et notamment à la

---

<sup>764</sup> « Poutine a accepté la démission du ministre Livanov », RIA, 19 août 2016. Disponible sur : <http://ria.ru/politics/20160819/1474785506.html>. Consulté le 20/08/2016.

<sup>765</sup> *Ibidem*.

compétitivité, l'efficacité et *l'approche compétence*<sup>766</sup> dans la culture de l'éducation. Avec Vassilieva, le ministère mettra plutôt l'accent sur l'enseignement général et l'éducation civique et patriotique. Le sénateur Serguei Chtcheblygin remarqua par ailleurs que Vassilieva maîtrisait tous les processus de l'enseignement et de la recherche, c'était un « manager » expérimenté, bien connue de l'élite politique et de la communauté scientifique<sup>767</sup>.

Plusieurs personnalités des pouvoirs publics ont proposé que le changement soit lié également aux qualités personnelles de Livanov et Vassilieva. Livanov était vu comme un technocrate, directe en communication, déterminé pour accomplir ses missions dans la politique éducative. Vassilieva est un professeur d'école, expérimentée, conservatrice d'esprit, mais ouverte au dialogue avec des différents acteurs du système. Vladimir Slatinov, professeur de science politique à l'Académie russe de l'économie nationale, considérait aussi que Vassilieva était un bon *manager*. Les orientations fondamentales dans l'enseignement supérieur et la recherche n'ont pas été formulées par Livanov, mais par les dirigeants dans le haut échelon ; Vassilieva restera l'exécutrice des commandes, mais elle était également appelée pour proposer des solutions plus efficaces et pour supprimer les mauvaises méthodes. Il n'y aura pas de changements radicaux dans les concepts, mais peut-être une transformation en douceur des mécanismes adoptés<sup>768</sup>.

#### 2.4. Les autres acteurs de la politique de l'enseignement supérieur

Si ces ministres de l'Éducation sont des *managers* plus que des créateurs de concepts, qui sont les créateurs de la politique universitaire russe dans les années 2010 ? Alexandr Abramov écrit dans la revue *Expert* en juin 2012 que l'École des hautes études en sciences économiques maintenait le monopole de la prise de

---

<sup>766</sup> Voir à ce propos :

BOUTIN Gérard, « L'approche par compétences en éducation : un amalgame paradigmatique », *Connexions*, 2004, vol.81, n° 1, p. 25-41.

<sup>767</sup> « On nous explique au Conseil de Fédération à quoi liée la nomination de Vassilieva », *RIA*, 19 août 2016 : <http://ria.ru/politics/20160819/1474804454.html>. Consulté le 20/08/2016.

<sup>768</sup> « L'avis des experts : Vassilieva adoucira les tensions autour des problèmes du système d'enseignement », *RIA*, le 20 août 2016 : <http://ria.ru/society/20160819/1474825090.html> Consulté le 20/08/2016.

décision dans la politique de l'enseignement<sup>769</sup>. En effet, ce sont les experts de l'École des hautes études en sciences économiques qui élaborent à la demande du gouvernement russe, un document conceptuel *Stratégie 2020 : nouveau modèle de la croissance – nouvelle politique sociale (Strategia 2020 : novaia model rosta, novaia sotsialnaia polikita)* pour aider l'État à s'engager sur le long terme vers le développement socio-économique de la Russie de 2008 à 2020 en fonction des ressources et des difficultés actuelles et présumées et en vue des tendances nationales et internationales<sup>770</sup>.

La Stratégie 2020 est un document de vingt-trois chapitres dont un est consacré à l'enseignement professionnel, y compris supérieur avec un bilan de la situation actuelle et des scénarios pour l'évolution du domaine avec l'analyse des impacts possibles sur le développement socio-économique du pays en général. La Stratégie était revue en 2011 à l'aune des nouvelles conditions économiques. En 2016, l'État a annoncé que la Stratégie devait être retravaillée prochainement pour réévaluer les options accessibles au développement de la politique socio-économique<sup>771</sup>.

Dès la fin des années 2000 et jusqu'en 2013, Serguei Guriev, chercheur-économiste et recteur de l'École russe d'économie (*Rossiiskaia ekonomicheskaja shkola*), un EES privé, joua un rôle important dans la politique socio-économique russe. Dans la presse, Guriev est appelé « le cardinal gris » de la politique économique de Medvedev. Dans la période mentionnée, Guriev était membre du Conseil du président pour la science, les technologies et l'enseignement (*Soviet pri Prezidente Rossiiskoi Federatsii po nauke, tekhnologii i obrazovaniiu*)<sup>772</sup>, de la Commission du président pour la réalisation des projets nationaux prioritaires et pour la politique démographique (*Komissia pri Prezidente Rossiiskoi Federatsii po prioritnym natsionalnym proektam i po demograficheskoi politike*)<sup>773</sup>, du Conseil du gouvernement pour les subventions de l'État pour la recherche sous la direction des

---

<sup>769</sup> ABRAMOV Alexandr, « *Novaia obrazovatel'naia politika* » / « La nouvelle politique de l'éducation », *Expert online*, 6 juin 2012 : <http://expert.ru/2012/06/6/novaya-obrazovatel'naya-politika/>. Consulté le 20.07.2015.

<sup>770</sup> *Strategia 2020 : novaia model rosta, novaia sotsialnaia polikita* / Stratégie 2020 : nouveau modèle de la croissance – nouvelle politique sociale, 2013. Disponible sur : [http://2020strategy.ru/data/2013/11/08/1214321112/Стратегия-2020\\_Книга1.pdf](http://2020strategy.ru/data/2013/11/08/1214321112/Стратегия-2020_Книга1.pdf). Consulté le 16.09.2016.

<sup>771</sup> Voir le site officiel dédié à la Stratégie 2020 : <http://2020strategy.ru/> Consulté le 16.09.2016.

<sup>772</sup> Voir l'oukaz du président de la FR du 16.09.2008 n° 1363.

<sup>773</sup> Voir l'oukaz du président de la FR du 20.09.2010 n° 1142.

chercheurs distingués au sein des établissements d'enseignement supérieur (*Soviet po grantam pravitelstva Rossiiskoi Federatsii gosudarstvennoi podderjki naoutchnykh issledovaniï, provodimykh pod roukovodstvom veduchtchikh outchenykh v rossiiskikh obrazovatelnykh ouchrezhdeniakh vyschego professionalnogo obrazovania*), ainsi que du « gouvernement ouvert » (*Otkrytoe pravitelstvo*) de Dmitri Medvedev<sup>774</sup>.

Durant cette période, Guriev exprima souvent publiquement sa vision de la politique d'enseignement supérieur et de recherche en évoquant notamment l'expérience américaine. Ses articles dans la presse à ce sujet étaient souvent publiés en collaboration avec d'autres experts et/ou avec des décideurs de la politique universitaire, y compris le ministre Livanov. En avril 2013, Guriev quitta la Russie, persuadé que sa liberté était menacée à cause de ses propos anti-gouvernement dans le cadre de sa participation (à la demande de l'État) à l'examen du dossier de l'affaire Ioukos et de ses dirigeants Mikhaïl Khodorkovskiy et Platon Lebedev. Depuis mai 2013, Guriev ne participe plus à l'élaboration des projets de l'État ni à la politique universitaire russe.

Selon Adamski, Andreï Foursenko, avait tout au long des années 2010 une influence significative dans la sphère de l'éducation et de la science, mais Pavel Zenkovitch, le Chef de la Direction générale des affaires du président pour des projets publics et conseiller du président, devint à cette période une figure également importante. Il existait, ajouta Adamski, une confrontation latente entre ceux qui étaient chargés du développement de la thématique du capital humain et ceux qui supervisaient la direction socio-politique. Autrement dit, il y avait une certaine concurrence entre les agences publiques pour le projet global de l'enseignement supérieur. Pour les uns, c'était une question d'efficacité, de compétitivité, de croissance de l'économie, et pour les autres, c'était une question de stabilité politique et des résultats des élections<sup>775</sup>.

L'École des études supérieures Skolkovo participa également à la réalisation de l'ordre du ministère pour apprendre aux dirigeants des EES à s'approprier de nouveaux mécanismes dans la gouvernance de l'enseignement supérieur : comprendre l'espace global de compétition, ses enjeux, les nouvelles approches (comme l'approche compétence, par

---

<sup>774</sup> Voir l'arrêté du gouvernement de la FR du 09.04.2010 n° 517-R.

<sup>775</sup> ADAMSKI Alexandre, *op.cit.*

exemple), l'actualité de la gouvernance universitaire à l'étranger, etc. Pour ses cours, ateliers et séminaires, Skolkovo invita des experts du monde socio-économique (dirigeants des entreprises innovantes), des professeurs et chercheurs en sciences humaines et sociales (en management stratégique, démographie, politique sociale, etc.), y compris des professeurs étrangers, mais aussi de nombreux hauts fonctionnaires venaient de différents ministères, y compris le ministère de l'Éducation et de la Science<sup>776</sup>. Pavel Loukcha, un professeur de « Skolkovo » qui promeut son *concept de Foresight* (anticipation) dans l'enseignement supérieur, selon Adamski, aura une influence sur la politique universitaire russe au milieu des années 2010<sup>777</sup>.

Les élus de la Douma participèrent à la validation législative de la politique de l'enseignement supérieur, et servit de contrepoids au pouvoir exécutif : les élus-membres des partis d'opposition n'hésitaient pas à critiquer les lignes directrices du gouvernement et les actions du ministère. À l'avant-garde se trouva le Comité pour l'éducation avec ses membres-dirigeants – O. Smolin, V. Bourmantov, A. Archinova. Le chef de l'agence Rosobznadzor, Sergueï Kravtsov, faisait des efforts pour concilier le système avec des règles proposées par les pouvoirs publics. Dans la communauté des experts, la direction fut tenue par Asmolov A. et Froumin Isak. Froumin Isak participa à la préparation des rapports du ministère pour le Conseil de l'État et fut conseiller principal du ministre Livanov pour l'enseignement secondaire.

Dans la politique de l'enseignement, il y avait des personnalités brillantes, des dirigeants qui s'exprimaient et qui débattaient de leurs positions publiquement. Or, cette communauté d'experts n'était pas consolidée, il n'y avait pas beaucoup d'associations influentes. En Russie il n'existe pas de consortium ou de *holding* qui peut avantager le développement des EES et servir d'outils pour la politique d'enseignement supérieur, notamment pour résoudre le problème du rapprochement de l'enseignement et de la recherche, ainsi que de leur gestion commune. L'Union des recteurs, avec son leader Viktor Sadovnitshi est toujours une association dominante dans la politique universitaire. L'Union des recteurs est une association bâtie sur le principe d'une gestion autonome, et pour cela, l'Union a des compétences nécessaires : elle est dotée d'organes de gouvernance qui peuvent

---

<sup>776</sup>La liste des programmes avec un descriptif du contenu des cours et l'information sur les experts-intervenants est disponible sur : <http://www.skolkovo.ru/public/ru/research/sedec/sedec-completed/> Consulté le 20/08/2016.

<sup>777</sup> ADAMSKI Alexandre, *op.cit.*

commissionner aux membres de l'Union, qui doivent s'acquitter des missions attribuées par les pouvoirs de l'Union. Aujourd'hui, l'Union des recteurs, en pointant les bonnes et les mauvaises pratiques dans les EES, se limite à la diffusion d'information et à l'envoi des demandes au ministère de l'Éducation et de la Science pour faire fructifier de bonnes pratiques au sein des EES. Aussi, les membres de l'Union des recteurs réagissent à toutes les initiatives législatives de la Douma quand cela concerne l'enseignement supérieur. Dès années 2010, l'Union communiqua de plus en plus avec les pouvoirs publics grâce à l'attention particulière du président pour la politique universitaire<sup>778</sup>.

Quant à l'Académie russe de l'éducation, elle ne participe pas réellement à l'élaboration de la politique de l'enseignement supérieur et n'exprime pas une opinion collective des académiciens sur les problèmes actuels des universités. L'Académie de l'éducation est censée être « l'état majeur » des sciences pédagogiques, mais en réalité elle n'est pas efficace. L'âge moyen des chercheurs de l'Académie est très élevé, l'arrivée de nouveaux cadres est faible. Les centres de réflexion sur les différents aspects du développement des EES, d'échange d'idées innovantes, du personnel, de l'information, n'influencent pas vraiment la politique de l'enseignement supérieur. Dans les années 2010, l'expertise des décisions de la politique de l'enseignement supérieur est limitée à la voix de l'Union des recteurs et aux experts de la Douma et du ministère. Dans l'idéal, le système des pouvoirs publics qui décide de la gouvernance universitaire devrait être sous contrôle permanent de la société : à tous les niveaux du pouvoir, il faut présenter les rapports annuels sur le travail fait et sur l'état du système. Le système de l'enseignement supérieur est encore gigantesque si on le compare au système de formation professionnelle non-supérieur (avec des formations équivalentement du Bac+1 à Bac+3).

Lors des sessions de l'Union des recteurs, les universitaires expriment des propositions concrètes pour la politique de l'enseignement supérieur. Par exemple, en 2014 Gafourov Ilchat, recteur de l'université fédérale de Kazan a proposé de réunir les instituts de l'Académie des sciences et des EES qui se trouvent dans la même zone géographique. Cela est plus raisonnable que de supprimer l'Académie des sciences et

---

<sup>778</sup> L'Union des recteurs est une association russe avec un statut d'organisation publique. Elle réunit 700 dirigeants des établissements d'enseignement supérieur, et elle a des filiales dans 72 régions du pays.

de bâtir à nouveau la science chez les EES. Intégrer les académies de médecine dans les universités classiques pourrait être bénéfique pour la recherche (biomédecine) et pour l'image internationale des EES russes au vu de l'importance de cette dernière dans la stratégie des décideurs politiques<sup>779</sup>.

### **3. Le nouveau cadre légal et nouveaux mécanismes financiers de la politique de l'enseignement supérieur**

Evoqué dans tous les messages présidentiels des années 2010, l'enseignement supérieur fait figure d'un élément de la stratégie économique, comme un moteur de la productivité et de l'économie russe dans les années à venir. Cela confirme le concept-cadre Stratégie 2020 et les décrets du président de mai 2014, ledit *maïskie oukazy*<sup>780</sup>, qui forment les contours de la politique universitaire russe des années 2010 dans le cadre du plan de développement socio-économique du pays. Dans ces *maïskie oukazy*, le président exige également que le salaire minimal du personnel enseignant et du corps professoral des EES atteigne, en 2018, 200 % du salaire moyen de la région dans laquelle l'EES fonctionne, avec l'espoir que cette mesure renforcera le prestige de la profession d'enseignant. La surveillance de l'avancement du travail des recteurs dans cette direction est particulièrement rigide : en septembre 2015, le ministre

---

<sup>779</sup> Session de l'Union des recteurs du 30 octobre 2014 à Moscou. Sténogramme est disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/46892> Consulté le 3.10.2016.

<sup>780</sup> Les 11 oukazes du président émis au mois de mai 2014 :

n° 596 « Sur la politique économique de l'Etat à long terme » ;

n° 597 « Sur les actions pour la mise en œuvre de la politique sociale de l'Etat »,

n° 598 « Sur l'amélioration de la politique de l'Etat en matière de santé publique »,

n° 599 « Sur les actions pour la mise en œuvre de la politique en matière d'enseignement et de recherche »,

n° 600 « Sur les mesures d'approvisionnement des citoyens de la Fédération de Russie de logement accessible et confortable, ainsi que d'amélioration de la qualité des services relatifs au logement »,

n° 601 « Sur les directions principales de la politique d'amélioration du système de la gouvernance publique et des services publics »,

n° 602 « Sur la garantie de la paix intranationale »,

n° 603 « Sur la mise en œuvre des programmes de construction et de développement de l'Armée de la Fédération de Russie et d'autres services militaires, ainsi que la modernisation du complexe militaro-industriel »,

n° 604 « Sur la continuité de l'amélioration du service militaire en Fédération de Russie »,

n° 605 « Sur la réalisation de la politique étrangère de la Fédération de Russie »,

n° 606 « Sur les actions pour la mise en œuvre de la politique démographique en Fédération de Russie ».

Livanov a licencié les recteurs qui n'avaient pas fait assez d'efforts pour réaliser la tâche attribuée<sup>781</sup>.

### 3.1. La nouvelle rédaction de la loi fondamentale « Sur l'Éducation »

La rédaction 2012 de la loi « Sur l'Éducation » a fait le bilan des vingt ans de réformes entreprises dans le domaine de l'enseignement et a confirmé les résultats de ces réformes ; ainsi la période de réflexion pour réformer l'enseignement supérieur russe était terminée, maintenant il fallait passer de la discussion à l'exécution, à la réalisation des projets approuvés. La loi « Sur l'Éducation » entra en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2013, et elle remplaça la loi « Sur l'Éducation » de 1992 et la loi « Sur l'enseignement supérieur et postuniversitaire professionnel » de 1996.

Il convient ici de faire une brève analyse comparative des versions de la loi fondamentale pour le système de l'enseignement russe sur l'Éducation : celle de 1992 et celle de 2013. En 1992, l'éducation a été interprétée comme un processus et non pas comme un résultat. Dans la loi de 2013, l'éducation est d'abord un processus de formation et d'enseignement orienté vers un objectif précis. Deuxièmement, l'éducation est un bien commun acquis dans les intérêts des individus, des familles, de la société et de l'État. Troisièmement, l'éducation est un ensemble de connaissances, de compétences, de savoir-faire, d'orientations axiologiques, d'expériences d'un certain volume et d'une certaine complexité. Dans la version de 2013, le système de l'éducation est divisé en deux niveaux : l'éducation générale, comprenant l'éducation préscolaire (de 0 à 6/7 ans), l'enseignement élémentaire (de l'âge de 6/7 ans jusqu'à l'âge de 10 ans), l'enseignement général principal (de l'âge de 10 ans à l'âge de 14 ans) et l'enseignement général secondaire (de l'âge de 15 ans à l'âge de 17 ans) ; et l'enseignement professionnel comprenant l'enseignement professionnel secondaire, l'enseignement supérieur- *bakalavriat*, *specialitet*, *magistratura* et l'enseignement supérieur de haute qualification – *aspirantoura* (équivalent doctorat en France), *adjouinctoura* (doctorat pour les militaires),

---

<sup>781</sup> Page officielle du ministère de l'Éducation et de la Science dans le média social Facebook, vidéo: Licencement des recteurs qui n'ont pas répondu à leur obligation d'assurer une hausse de salaire pour les enseignants : <https://www.facebook.com/minobrнауки/videos/973712352691915/>. Consulté le 13.01.2017.

*ordinatoura* (doctorat pour les médecins), *assistentoura-staguirovka* (doctorat pour les professionnels de l'art et de la culture).

Le dispositif qui retient notre attention est celui relatif aux principes de la politique publique de l'enseignement assuré par la loi. La loi 1992 fixa la priorité de l'enseignement et donna une courte liste des principes de la politique de l'État de l'enseignement, en laissant la possibilité aux élites politiques de fournir le contenu de cette politique dans le cadre du Programme fédéral pour le développement de l'enseignement (*Federalnaia tselevaia programma razvitia obrazovania*). En revanche, la loi 2013 précise que le Programme fédéral se trouve sous l'autorité du pouvoir fédéral, et elle fixe les principes auxquels il doit correspondre, parmi lesquels figurent notamment le principe de l'intégration du système russe à d'autres systèmes d'enseignement sur la base de la parité et la collaboration mutuellement bénéfique ; le principe de la transparence d'information et de l'évaluation publique des établissements d'enseignement de leurs activités ; le principe de la concurrence ouverte et transparente des établissements ; le principe de la fusion de la gouvernance publique et privée. L'Article 3 de la loi 273-FZ prévoit une nouvelle mission pour les politiques publiques : la création de conditions favorables pour l'enseignement des étudiants étrangers<sup>782</sup>.

Avec cette nouvelle version (2013) de la loi « Sur l'Éducation » la surveillance de l'efficacité devient annuelle et obligatoire pour les établissements publics et privés d'enseignement supérieur. Les résultats de l'EGE durent cinq ans au lieu d'un an (avant 2013) pour permettre aux bacheliers d'avoir plus de chances d'accéder aux études supérieures. La loi conserve le statut particulier des universités les plus importantes – l'Université d'État de Moscou et l'Université d'État de Saint-Pétersbourg, ainsi que le centre de recherche Skolkovo et ses établissements. Les trois organisations sont placées sous la tutelle directe du gouvernement.

Zuev et Gretchenko soulignent que dans la loi « Sur l'Éducation » 2013, il n'y a pas d'interprétation claire et formelle de la place et du rôle de l'État dans la sphère de l'enseignement supérieur, ainsi que des mesures de responsabilités de l'État pour le

---

<sup>782</sup> La loi fédérale n° 273-FZ « Sur l'Éducation » votée à la Douma d'Etat le 21 décembre 2012 et approuvée par le Conseil de Fédération le 26 décembre 2012. Publiée sur le portail de *Rossiiskaia gazeta* : <https://rg.ru/2012/12/30/obrazovanie-dok.html>. Consulté le 2.08.2016.

soutien de l'enseignement supérieur. Les fonctions de l'État sont dispersées dans les différents articles de la loi, ce qui rend difficile la perception de l'État comme sujet principal de la gouvernance de l'enseignement supérieur et garant central des droits constitutionnels des citoyens à l'enseignement supérieur. Cela rend flou, selon Zuev et Gretchenko, les contours de la responsabilité de l'État, et par conséquent, les possibilités du contrôle de l'État et de ses actions par la société. En outre, Zuev et Gretchenko soulignent le fait que le travail sur le projet de loi démarré en 2009 s'effectua dans un contexte de débats publics intenses entre la communauté académique, les pouvoirs publics et la population russe, ce qui a abouti au changement de perception de l'enseignement supérieur comme étant un élément de l'infrastructure de l'économie du marché<sup>783</sup>.

Le président Poutine déclara en 2012 que « le contrat effectif », l'accréditation des spécialistes, le financement par étudiant (*podouchevoe finansirovanie*), les privilèges pour les meilleurs fournisseurs de l'enseignement et la concurrence réelle constitueraient désormais la base des relations entre l'État et les universités. En ce qui concerne la recherche au sein des universités, le président proposa en 2013 que le gouvernement, en fonction des ressources disponibles, donne la priorité au ministère de tutelle et aux fonds spécifiques, comme le Fonds russe de la science (*Rossiiski naoutchny fond*). Ce fonds a été créé en 2013 pour soutenir les recherches fondamentales et des programmes de recherche de longue durée. Les recherches appliquées devraient être financées, selon le président, par l'État et par les entreprises. Pour avancer sur la question de la qualité des formations, le président proposa en 2013 de créer le Conseil national des qualifications professionnelles (*Natsionalny fond professionalnykh kvalifikatsii*) pour réunir des associations et des fédérations professionnelles afin d'approuver les nouvelles normes professionnelles.

---

<sup>783</sup> ZUEV Valeri, GRETCHENKO Anatoli, « *Problemy vyshego obrazovania v svete novogo zakona 'Ob obrazovanii v Rossijskoï Federatsii'* » / « Les problèmes de l'enseignement supérieur à la lumière de la nouvelle loi sur l'Éducation en Fédération de la Russie », *Ekonomika obrazovania / l'Économie de l'éducation*, 2013, n° 2, p. 48-54. Disponible sur : <http://cyberleninka.ru/article/n/problemy-vysshego-obrazovaniya-v-svete-novogo-zakona-ob-obrazovanii-v-rossiyskoy-federatsii>. Consulté le 19.09.2016.

Selon ces normes, d'après Poutine, il fallait restructurer le système de l'enseignement supérieur, notamment faire renaître les EES rattachés aux usines et aux entreprises<sup>784</sup>.

En conformité avec la loi « Sur l'Éducation », le Programme fédéral du développement de l'éducation (PFDE) constitue le modèle organisationnel de la politique de l'enseignement supérieur. Le programme fédéral du développement de l'éducation pour les années 2011-2015 est approuvé par l'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie du 07.02.2011 n° 61. Le PFDE 2016-2020 est approuvé par l'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie du 23.05.2015 n° 497. La mise en place du programme est assurée par les budgets de tous les niveaux du système budgétaire russe, ainsi que par des sources « non budgétaires » (non étatiques)<sup>785</sup>. Le schéma actuel de financement du réseau des EES présente durant les années 2010 un mécanisme stable et transparent.

### **3.2. Le dispositif financier de l'enseignement supérieur russe dans les années 2010**

Dans la continuité de la politique universitaire, le financement de l'enseignement supérieur est principalement assuré par le budget fédéral (476 195,4 millions de roubles en 2014), avec une participation des régions (13 099,4 millions de roubles en 2014) et des collectivités territoriales (356,3 millions de roubles en 2014). Les grandes lignes de dépenses pour l'enseignement supérieur sont le financement des activités des EES, y compris leurs masses salariales, la construction de bâtiments universitaires, les bourses étudiantes et autres frais sociaux<sup>786</sup>.

En 2015, il y avait 950 EES en Russie (sans leurs filiales). Les EES se distinguent par l'organisme de tutelle et par un statut, et leur financement dépend de ces deux caractéristiques. Comme nous l'avons vu, en termes d'organisme de tutelle on distingue plusieurs types d'EES. Il y a des EES fédéraux de l'État qui se trouvent sous la tutelle du gouvernement ou des autorités exécutives fédérales et ils sont

---

<sup>784</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Message du président à l'Assemblée fédérale du 12 décembre 2013, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/19825>. Consulté le 15.07.2016.

<sup>785</sup> Voir le site officiel du Programme fédéral pour le développement de l'éducation <http://фундо.рф/sites/default/files/ФЦПРО2016-20.pdf>. Consulté le 20.09.2016.

<sup>786</sup> Voir le site officiel du budget pour le système d'enseignement et de recherche : <http://budget.edu.ru/graphics/univer/04-10>. Consulté le 20.09.2016.

financés par le budget fédéral. Il y a des EES régionaux de l'État qui se trouvent sous la tutelle des sujets de la Fédération et sont financés par les budgets régionaux. Il y a des EES municipaux de l'État qui se trouvent sous la tutelle des collectivités locales et sont financés par les budgets locaux. Enfin, il y a des EES privés, fondés par des particuliers ou des organisations privées, qui peuvent recevoir des aides financières de l'État, mais vivent principalement de leurs propres budgets. En termes de statut, les EES sont divisés selon les statuts suivants : celui d'importance nationale pour l'Université d'État de Moscou (MGU) et l'Université d'État de Saint-Petersbourg, celui des universités fédérales, celui des universités nationales de recherche (statut attribué pour dix ans) et les autres EES sans statut particulier.

Aussi, tous les établissements d'enseignement sont financés par leurs établissements de tutelle. Par exemple, le ministère de la Santé publique et de l'Industrie médicale effectue le financement des EES de médecine et le ministère de l'Agriculture – les EES agricoles. Le niveau de financement a été défini dans les années 2010 par la somme nécessaire pour les études supérieures calculé par un étudiant pour chaque spécialité et pour chaque type d'établissement. Les normes du financement fédéral sont approuvées annuellement par la loi fédérale lors de l'adoption du budget pour l'année à venir.

Le financement fédéral de l'enseignement supérieur a augmenté entre 2012 à 2017 : 448 127,0 millions de roubles en 2012 ; 495 586,0 millions de roubles en 2013 ; 476 195,4 millions de roubles en 2014 ; 491 624,0 millions de roubles en 2015 ; 527 951,3 millions de roubles en 2016 (plan) ; 551 999,8 millions de roubles en 2017 (plan). Conformément à la demande du président Poutine, faite en 2012-2013, d'augmenter le salaire moyen des enseignants des établissements publics à hauteur de 200 % du salaire moyen dans la région en 2016, le Programme fédéral du développement de l'éducation inclut une ligne budgétaire spécifique pour cet objectif. En 2014, les allocations se sont élevées à 38,3 milliards de roubles, en 2016 à 66,1 milliards de roubles<sup>787</sup>.

---

<sup>787</sup> La loi fédérale du 01.12.2014 N384-FZ sur le budget fédéral pour l'année 2015 et pour la période planifiée 2016 et 2017. Les données ouvertes de la Trésorerie de la Fédération de Russie « Budget fédéral ».

Le financement venant du budget de l'État pour la sphère de l'éducation peut être considéré comme stable durant les années 2010. L'État tente de développer l'enseignement supérieur et en assume la responsabilité en attribuant la majorité des dépenses. C'est remarquable également que depuis 2005 et jusqu'au milieu des années 2010, la part des dépenses de l'État pour l'enseignement supérieur et postuniversitaire était la plus importante par rapport aux autres niveaux du système de l'éducation russe (plus de 70 %, avant 2013, plus de 85 % en 2014). Cela étant dit, la part très importante de ces dépenses est expliquée non seulement par l'attention portée par l'État à l'enseignement supérieur, mais également par le changement dans la subvention de l'éducation générale (école primaire, école secondaire) et l'enseignement professionnel postsecondaire (non-supérieur). Pour ces subventions, l'État déplace la proportion des dépenses du budget fédéral au budget régional et local. Au total, les dépenses pour le Programme fédéral du développement de l'éducation augmentent chaque année parallèlement à l'augmentation du PIB. Pour l'année 2014, il était égal à 13 960,1 milliards de roubles (0,6 % du PIB, 3,3 % de toutes les dépenses du budget fédéral), pour l'année 2016 17 088,7 milliards de roubles (0,5 % du PIB, 2,8 % de toutes les dépenses du budget fédéral)<sup>788</sup>.

Les outils principaux du financement étatique sont les suivants : le financement des EES par étudiant en vue de « l'ordre de l'État » (*gosoustarstvenny zakaz*), le financement du développement des EES sur la base des programmes spécifiques pour l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche d'une durée de 3 à 5 ans et aussi, grâce aux autres programmes de l'État, au soutien des régions ou projets socio-économiques en partie liée à la sphère de l'enseignement supérieur.

---

<sup>788</sup> Voir à ce propos :

Les directions principales de la politique budgétaire pour l'année 2015 et des plans budgétaires pour 2016 et 2017. Disponible sur le site officiel du ministère des Finances : [http://minfin.ru/common/upload/library/2014/07/main/ONBP\\_2015-2017.pdf](http://minfin.ru/common/upload/library/2014/07/main/ONBP_2015-2017.pdf). Consulté le 08.08.2016.

ALACHKEVITCH Mikhaïl, « Les approches du soutien financier pour les établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de la politique budgétaire pour l'année 2015 et des plans budgétaires pour 2016 et 2017 », la présentation du directeur de Département des finances du ministère de l'Éducation et de la Science. Publié le 25.12.2014 et disponible sur le site officiel du ministère : [http://минобрнауки.рф/новости/4669/файл/3752/1\\_pptx.pdf](http://минобрнауки.рф/новости/4669/файл/3752/1_pptx.pdf). Consulté le 08.08.2016.

Voir également :

ROMANOVA Vera, MATSKEVITCH Aliona, Pokazateli bioudjetnykh raskhodov v sfere obrazovania / Les indicateurs des dépenses budgétaires dans l'éducation, Moscou : Ed. de l'EHESI, 2012, 58 p.

« L'ordre de l'État » (*gosoudarstvenny zakaz*) pour un établissement d'enseignement supérieur signifie donc un nombre de places budgétaires dans cet établissement. L'ordre de l'État est négocié entre un EES et le ministère de tutelle, puis il est approuvé par la Trésorerie de la Russie, qui alloue ensuite une subvention aux établissements d'enseignement supérieur. Les places payantes ne sont pas financées par l'ordre de l'État. En 2015, le nombre de places budgétaires représentait 421 301 pour *bakalavriat, spécialité et magistratura*, et 25 474 pour l'enseignement supérieur du troisième cycle. 5,3 % des EES (MGU, SPbGU, EHESE, l'Académie russe de l'économie nationale et de la fonction publique du Président de la Fédération de Russie, l'Université des finances du gouvernement de la Fédération de Russie, l'Académie russe des arts plastiques) sont financés par le gouvernement (22 415 places budgétaires), 73,2 % de toutes les places budgétaires (308 508) des EES publics sont financées par le ministère de l'Éducation et de la Science, 7,3 % des places budgétaires (30 880) sont financées par le ministère de l'Agriculture, 5,3 % des places budgétaires (22 524) sont financées par le ministère de la Santé publique et 8,8 % des places (36 974) sont financées par d'autres ministères<sup>789</sup>.

Durant la décennie précédente (années 2000), pour déterminer l'ordre de l'État pour un établissement, les pouvoirs publics évaluaient un nombre d'éléments permettant d'identifier la capacité d'un EES de fournir une formation pour un nombre d'étudiants défini. Ces éléments incluaient les qualifications du personnel enseignant, l'infrastructure matérielle et informatique, le niveau des recherches scientifiques, le taux d'insertion professionnelle des diplômés et l'approvisionnement en résidences étudiantes. Ces critères évoluaient durant les années 2000 en fonction du changement du marché national du travail, des tendances internationales dans l'enseignement supérieur et de la hiérarchisation des EES russes en cours. Les critères restaient les mêmes dans les années 2010, mais ils sont rediscutés d'une année sur l'autre par les pouvoirs publics avec la communauté universitaire.

Dans les années 2000, un encadrement législatif important a été créé pour confirmer les trois nouveaux statuts des universités : établissement autonome, établissement budgétaire et établissement public (*kazionnoe outchrezhdenie*). Pour les

---

<sup>789</sup> Voir le site officiel du budget pour le système d'enseignement et de recherche : <http://budget.edu.ru/graphics/univer/04-10>. Consulté le 08.08.2016.

établissements budgétaires et les établissements autonomes, deux types de subventions sont prévus : une subvention pour la réalisation de l'ordre de l'État et une subvention pour d'autres objectifs. Les premiers établissements autonomes d'enseignement supérieur ont vu le jour dans les années 2010. Les subventions de l'État pour tous les établissements autonomes ont évolué de 12,6 milliards de roubles en 2010 à 34,9 milliards de roubles en 2014. La plupart des établissements publics d'enseignement supérieur restent sous le statut d'établissement budgétaire. Les dépenses de l'État pour tous les établissements budgétaires passèrent de 336,1 milliards de roubles en 2010 à 274 milliards de roubles en 2014<sup>790</sup>. Dans le cadre de l'ordre de l'État, les subventions des établissements autonomes et budgétaires au total se présentent ainsi : 288,9 milliards de roubles en 2014 ; 256,2/230,6 milliards de roubles en 2015 ; 258,9/233,0 milliards de roubles en 2016 ; 2017 – 255,4/228,9 milliards de roubles en 2017<sup>791</sup>.

Dans les années 2010, la Russie a introduit un nouveau principe dans le placement de « l'ordre de l'État » – les appels d'offres. Indépendamment du statut juridique de l'établissement (privé ou public) ou de son organisation (établissement autonome, public ou de l'État), les EES peuvent désormais concourir pour le soutien de l'État. C'est un progrès considérable dans les relations État-EES privés : les EES privés étaient jusqu'alors exclus de « l'ordre de l'État ». Néanmoins, il existe un risque pour les EES privés, étant donné que le financement de l'État pour son ordre peut être plus bas que le coût fixe habituel des études dans ces établissements, et cela peut avoir un impact négatif sur la qualité de l'enseignement. Aussi, la réduction de l'ordre de l'État pour les juristes, en économie et en sciences humaines et sociales, en raison du grand nombre de diplômés de ces spécialités sur le marché de travail, peut avoir des conséquences négatives sur les EES privés, car ces spécialités représentent la majorité de leurs programmes d'enseignement. Dans tous les messages présidentiels durant les

---

<sup>790</sup> Voir à ce propos:

*Zakon « Ob avtonomnykh outchrejeniakh »* / La loi fédérale n° 174-FZ relative aux établissements autonomes.

*Zakon « O vnesenii izmeneni v odel'nye zakonodatel'nye akty Rossiïskoï Federatsii v sviazi s sovechenstvovaniem pravovogo poloïenia godoudarstvennykh mounitsipal'nykh outchrejenii »* / La loi fédérale n° 83-FZ du 08.05.2010 № 83-ФЗ relative à la modification de certains actes législatifs au vu du perfectionnement du cadre légal pour les établissements d'Etat et municipaux.

ROMANOVA Vera, MATSKEVITCH Aliona, *Pokazateli bioudjetnykh raskhodov v sfere obrazovania* / Les indicateurs des dépenses budgétaires dans l'éducation, Moscou : Ed. de l'EHESE, 2012, 58 p.

<sup>791</sup> ALACHKEVITCH Mikhail, *op.cit.*

années 2010, nous avons clairement entendu que l'économie russe avait plus besoin d'ingénieurs que d'économistes et de juristes. Nous avons également entendu que le pays avait besoin de techniciens, et que l'enseignement supérieur n'était pas pour tous les citoyens. Les pouvoirs publics annonçaient l'objectif de réduire l'ordre de l'État pour certaines spécialités et pour l'enseignement supérieur en général. Même au début des années 2010, par exemple, le nombre de places en première année d'études a diminué en 2010 par rapport à 2009 à 10,1 % dans les EES publics ; le nombre de places dans les EES privés a diminué également (de 6,4 %) <sup>792</sup>.

Au-delà de « l'ordre de l'État », l'enseignement supérieur, comme susmentionné, profite des subventions supplémentaires dans le cadre des programmes spécifiques de l'État pour le développement des régions. Ce sont des programmes réguliers avec une durée déterminée. Par exemple, le Programme de l'État pour le développement économique et social de l'Extrême-Orient et de la région de Zabaïkal'e (terminé en 2013) inclut des subventions supplémentaires pour l'Université fédérale de l'Extrême-Orient. Autre exemple, le financement spécifique du développement des universités fédérales de la République de la Crimée et de la ville de Sébastopol a commencé en 2015 avec une allocation de 6,7 milliards de roubles et continue en 2016 (7,2 milliards de roubles) et en 2017 (7,5 milliards de roubles) <sup>793</sup>.

D'autres programmes ayant des objectifs sociaux prévoient également un financement pour les EES, par exemple le Programme du soutien de l'État au développement de l'infrastructure de l'innovation des établissements d'enseignement et le Programme de la construction d'infrastructures sociales. L'achèvement de ces programmes a entraîné une certaine diminution du budget fédéral alloué à l'enseignement supérieur. Par exemple, en 2013, cette diminution a été de 12,2 milliards de roubles. Dans ce cas de figure, le gouvernement augmente la part de la subvention de l'État pour les établissements de l'enseignement supérieur en dehors de ces programmes. Ainsi, en 2014, l'État a augmenté son allocation principale (en dehors des programmes spécifiques de financement) de 2,1 milliards de roubles parce que certains programmes se sont terminés en 2013, et le budget global avait diminué. D'autres programmes se terminaient en 2014, et avec la réduction de « l'ordre de

---

<sup>792</sup> *Rossiïski statisticheski ejegodnik* / L'annuel russe de la statistique, Moscou: Rosstat, 2011.

<sup>793</sup> ALACHKEVITCH Mikhaïl, *op.cit.*

l'État » pour l'enseignement supérieur, et on constate ainsi une certaine réduction progressive du budget durant les années 2010<sup>794</sup>.

La politique universitaire a mis le cap de transformer le régime de subvention de l'enseignement supérieur en régime d'investissement dans l'enseignement supérieur. Les investisseurs sont les particuliers, les entreprises et l'État (les pouvoirs fédéraux, régionaux et locaux). Conformément aux projets promus par le président, le gouvernement et les ministres, l'État invite et encourage de plus en plus le monde socio-économique à investir dans l'enseignement supérieur. Dans le même temps, il diminue petit à petit sa participation. Par exemple, la partie des dépenses budgétaires de l'État en 2013 était 437,9 milliards de roubles, et en 2014 – 431,7 milliards de roubles (- 1 %). La part des financements non-étatiques, y compris les revenus des EES générés par leurs propres activités commerciales, augmentent<sup>795</sup>.

### 3.3. Le soutien sélectif de l'État pour les universités russes

Dans le contexte d'une lente récession de l'économie globale, la question de la cible privilégiée des ressources se posa pour de nombreux pays. Dans les pays de l'Union européenne, par exemple, l'enseignement supérieur est financé par l'État à 80 %, 6 % proviennent des organisations non commerciales, et 12 % des frais de scolarisation<sup>796</sup>. Ainsi, la tendance vers une réduction des dépenses de l'État pour l'enseignement supérieur s'explique soit en raison de la diminution des revenus, soit dans le cadre de la politique économique et des réformes qui ont pour objectif de réduire les financements de l'État et d'augmenter la prise en charge financière par les étudiants et leurs parents. La diminution du budget pour l'enseignement supérieur exige de l'État de faire un choix : la réduction proportionnelle de toutes les lignes de dépenses pour l'enseignement supérieur ou le financement sélectif. Le financement sélectif concerne non seulement le financement par étudiant dans le cadre de l'ordre de l'État, mais aussi le financement sélectif des établissements dans le cadre des

---

<sup>794</sup> ROMANOVA Vera, MATSKEVITCH Aliona, *op.cit.*

<sup>795</sup> GOKHBERG Leonid (éd.), *Obrazovanie v tsifrah : 2013 / L'éducation en chiffres : 2013*. Le recueil statistique, Moscou : L'EHESE, 2013, 80 p.

<sup>796</sup> DELHAXHE Arlette (éd.), *Modernization of Higher Education in Europe : Funding and Social Dimension*. Education, Audiovisual and Culture Agency, European Union, Brussels : Eurydice, 2011, 120 p.

appels d'offres pour les programmes spécifiques du développement de l'enseignement supérieur.

En Russie, le gouvernement prend le chemin du soutien ciblé des EES publics, c'est-à-dire qu'un certain nombre des universités, notamment les EES ayant le statut d'université de recherche ou d'université fédérale choisis par l'État en vue de leur potentiel plus élevé d'accomplir les missions que l'État attribue à l'enseignement supérieur, auront des financements plus importants que les autres EES. L'évolution du financement des universités fédérales dans les années 2010 nous montre que l'État aide les universités-clés à devenir plus autonomes en montant, grâce aux financements supplémentaires de l'État, ses propres mécanismes pour développer leurs activités commerciales et recueillir de l'argent venant du privé : 6,8 milliards de roubles en 2014 ; 3,0 milliards de roubles en 2015 ; 2,5 milliards de roubles en 2016 ; 1,2 milliard de roubles en 2017. Ainsi l'État aide à trouver « les points forts » chez les EES pour soutenir, développer et favoriser l'autosuffisance des EES<sup>797</sup>.

La politique qui semble possible est de diversifier les sources de financement, utiliser les frais de scolarité pour 15-20 % des programmes et chercher d'autres sources de financement notamment dans le cadre de fonds de dotation créés à l'instar du système américain *endowment fund*.<sup>798</sup> En effet, les fonds de dotation sont largement utilisés dans le système américain de l'enseignement supérieur. Ils sont essentiellement constitués par les moyens financiers venant de particuliers, d'entreprises, d'organisations de bienfaisance, d'associations des anciens étudiants et d'associations professionnelles. C'est un système de dons et de dotations, et leur utilisation est d'habitude strictement régie par le cadre légal fiscal.

En Russie, la pratique des fonds de dotation, qui se présente d'ailleurs sous le nom d'*endowment*, n'est pas encore très répandue, mais elle gagne du terrain depuis les années 2010. Initiée en 2006 par l'Association russe des industriels et des entrepreneurs, l'affectation de fonds ayant un objectif précis a été prise en compte par l'État russe, et la loi « Sur l'ordre de formation et d'utilisation du capital à l'affectation à un but des organisations non commerciales » a été promulguée en 2006

---

<sup>797</sup> ALACHKEVITCH Mikhaïl, *op.cit.*

<sup>798</sup> Endowment fund ou fonds de dotation est un outil de financement émane de la philanthropie et du mécénat.

pour réduire la charge fiscale du revenu de ces capitaux<sup>799</sup>. Au début des années 2010, seulement quatre ou cinq établissements d'enseignement supérieur possédaient de gros fonds d'*endowment* de plus de trois cent millions de roubles. En 2014, selon les données de l'organisation « Forum des donateurs », il y avait 130 fonds en Russie, et 71 % d'entre eux ont été créés en vue de développer l'enseignement et la recherche. La moitié des fonds créés ont réussi à accumuler du capital, les autres étaient encore à la recherche de donateurs. La somme totale au 30 mai 2014 représentait 25 milliards de roubles<sup>800</sup>. Pour créer et développer les fondations, les EES doivent faire des efforts pour établir des relations avec leurs anciens étudiants, les entreprises et autres donateurs potentiels, et doivent également développer de nouveaux moyens de communication vis-à-vis de ces groupes. Les pouvoirs publics, qui souhaitent faire évoluer le système de financement pour l'enseignement supérieur et pousser les EES vers la recherche de sources supplémentaires, doit également tenir compte que cette activité – la recherche de financiers – n'est pas la mission principale des universités.

Les activités commerciales des EES sont imposables, mais des crédits sont prévus : dans le cas d'un réinvestissement des revenus dans l'enseignement, les charges fiscales sont supprimées<sup>801</sup>. Les revenus commerciaux des EES russes étaient en augmentation dans les années 2010, notamment par rapport aux années 2000. Par exemple en 2000, le volume des services payants des EES russes représentait 41 530 millions de roubles ; en 2011, ce chiffre a augmenté 8,4 fois pour s'élever à 347 350 millions de roubles<sup>802</sup>.

En analysant le dispositif du financement cible et sélectif, Tchepyjova rappelle que l'éducation est un bien mixte : un bien commun en ce qui concerne la connaissance scientifique, l'information et la préparation des cadres dans l'objectif du progrès et de la sécurité ; mais aussi un bien privé en ce qui concerne l'acquisition des services pour satisfaire les demandes des individus. Autrement dit, quand l'État finance le

---

<sup>799</sup> *Zakon o poriadke formirovania i ispol'zovania tselevogo kapitala nekommertcheskikh organizatsii* / Loi fédérale n° 275-FZ du 30 décembre 2006 relative à l'ordre de formation et d'utilisation du capital à l'affectation à un but des organisations non commerciales.

<sup>800</sup> Dossier « *Tselevye kapitaly. Informatsionnaia spravka* » / « Les fonds aux objectifs précis. Fiche de référence ». Disponible sur le site officiel du Forum des donateurs : <http://endowment.donorsforum.ru/wp-content/uploads/2014/06/info-endowment-2014.pdf>. Consulté le 31.05.2017.

<sup>801</sup> Voir à ce propos : Le Code budgétaire de la Fédération de Russie 2012, Moscou : Omega-L, 2012, 217 p.

<sup>802</sup> GOKHBERG Leonid (éd.), *op.cit.*

bien commun, il finance également le bien privé des individus. Le financement *per capita*, selon Tchepyjova, permet de préciser et cibler le financement du bien commun. Le financement sélectif des établissements correspond à deux tâches de l'État : fournir les cadres et les spécialistes de haut niveau pour les secteurs prioritaires de l'économie et encourager la concurrence entre les EES pour l'obtention de l'ordre de l'État. En revanche, le financement sélectif n'est pas un moyen de démocratiser l'accès à l'enseignement supérieur, donc, élargir l'accès ne faisait pas partie des missions prioritaires de l'État dans les années 2010<sup>803</sup>.

Les analystes de l'enseignement supérieur cités dans ce chapitre admettent que dans les années 2010 l'enseignement supérieur gratuit devenait de moins en moins possible, et qu'il fallait inciter la société civile à plus de responsabilités, à valoriser l'enseignement supérieur comme un service « suprême ». Or, dans le contexte de la diversification des ressources financières pour l'enseignement supérieur, on ne peut se contenter d'évoquer la diminution ou l'augmentation des subventions. La diversification demande une réflexion sur les profils des EES, les technologies qui sont à leur disposition pour assurer l'excellence dans les secteurs de l'industrie et de l'innovation. La complexité des politiques publiques émane du fait que l'objectif de la gouvernance étatique porte une double fonction : d'une part, il est transmetteur de connaissances et de l'enseignement, d'autre part, il est porteur de la gouvernance des connaissances, un levier de l'économie. La nouvelle phase du développement économique demande des changements dans la gouvernance de l'État, des formes organisationnelles flexibles et de la souplesse dans la définition des objectifs en fonction des profils des EES et des coûts des programmes d'enseignement dans les différentes régions.

Depuis la fin des années 1990 le ministère de l'Éducation et de la Science propose, quand la charge financière augmente pour les étudiants et les familles, de résoudre cette situation par l'utilisation des crédits bancaires d'études. L'une des options possibles est le paiement par l'employeur avec certaines obligations pour le jeune diplômé et l'entreprise-employeur. Néanmoins, les crédits bancaires pour les études

---

<sup>803</sup> TCHEPYJOVA Olga, « Gosou darstvennoe finansirovanie vyshego obrazovania : sovremennye tendentsii » / « Le financement du secteur de l'enseignement supérieur par l'Etat : les tendances actuelles, *Vestnik MGUPI*, 2012, n° 39, p. 201-210.

dans leurs formes diverses et aux conditions différentes n'ont jamais été vraiment appréciés en Russie. La mauvaise expérience des crédits de consommation, largement utilisés en Russie, et les taux d'intérêt très élevés pour toute sorte d'emprunt (crédits de consommation, crédits immobiliers) par rapport aux pays européens témoignent d'une culture « non-familière » de la gestion financière des emprunts par la population, d'une part, et, d'autre part, de l'incapacité du système bancaire de développer et de cultiver une telle culture et de proposer des solutions financières adaptées aux besoins et aux possibilités de la population. Puis, dans le contexte économique et géopolitique des années 2010, autrement dit, le conflit militaire en Ukraine, les sanctions économiques de l'Europe imposées à la Russie et la chute du rouble (par rapport au dollar et à l'euro sur le marché financier), les banques ne sont pas en capacité de proposer des crédits pour financer les études supérieures dans des conditions avantageuses pour un emprunteur.

#### **4. L'avenir du système universitaire russe : nouvelle gestion, nouvelles exigences et nouvelles ambitions**

##### **4.1. « L'efficacité » - nouveau principe dans les relations entre l'État et les universités**

En 2013-2014, le ministère de l'Éducation et de la Science a introduit et adopté le principe de l'efficacité des dépenses budgétaires. Ce principe signifie que pendant l'élaboration et la mise en œuvre du budget, les participants au processus budgétaire dans le cadre des pouvoirs budgétaires établis doivent accepter la nécessité d'accomplir des objectifs donnés avec l'utilisation du volume minimal des moyens financiers et /ou d'attendre un meilleur résultat avec l'utilisation du volume budgétaire déterminé. Après l'adoption de ce principe, le système d'évaluation de la qualité de la gestion financière commença à se former. À la fin de 2014, parmi 283 établissements d'enseignement supérieur qui se trouvaient sous la tutelle du ministère de l'Éducation et de la Science, 212 EES ont été soumis à une évaluation détaillée du ministère sur l'efficacité de leur gestion financière.

Parallèlement, dans le même esprit de la gestion efficace, l'État lança en 2015 un programme de modernisation des campus universitaires avec pour objectif d'améliorer

la gouvernance de l'infrastructure matérielle et technologique des EES. Un conseil d'experts a été créé au sein du ministère de l'Éducation et de la Science, et 15 EES ont été sélectionnés pour piloter le programme de la modernisation du campus. En outre, après l'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie du 12 avril 2013 n° 349, un contrat de travail spécifique a été conclu, à partir de 2015, avec les dirigeants des EES sous le nom de « contrat effectif ». Ce contrat prévoit de nouveaux dispositifs pour le calcul du salaire des recteurs – un plafond pour des primes a été établi et une nouvelle formule adoptée pour calculer des primes motivantes en fonction des résultats du travail de l'EES pendant un trimestre. Ce type de contrat, selon les décisions gouvernementales, a été appliqué à un petit groupe de recteurs - des universités fédérales, des universités capitales (MGU et SPbGU), des EES du programme 5-100 et quelques autres – c'est-à-dire des EES qui occupent une position particulière dans le système russe de l'enseignement supérieur.

Suite à la proposition de l'évaluation de l'efficacité des EES prononcée lors de la session du Conseil de l'État en 2010, et à la demande du président Poutine faite en 2012, le ministère de l'Éducation et de la Science annonça qu'il introduisait des critères d'après lesquels tous les EES sont évalués pour déterminer s'ils sont efficaces, afin de prendre ensuite une décision concernant leur réorganisation, fusion ou suppression. En fonction des résultats d'évaluation des EES, le ministère élabore ainsi et présente au président un programme de réorganisation de l'enseignement supérieur<sup>804</sup>.

Dans le même temps, en 2012, le ministre Livanov annonça que durant trois ans l'État devait supprimer 20 % des EES et 30 % de leurs filiales<sup>805</sup>. « L'objectif de l'évaluation de l'efficacité des EES est l'amélioration de leur efficacité en ce qui

---

<sup>804</sup> Voir à ce propos :

Le règlement de la mise en oeuvre de la surveillance (monitoring) de l'activité des EES et de leurs filiales dans le cadre de la réalisation de l'oukaz du président de la FR n° 599 du 7 mai 2012 « Sur les actions pour la mise en oeuvre de la politique en matière d'enseignement et de recherche ». Le document est disponible sur le site officiel du ministère de l'Éducation et de la Science : <http://минобрнауки.рф/документы/2521>. Consulté le 12/08/2016.

Voir également :

La lettre officielle du ministère de l'Éducation et de la Science aux recteurs des EES « Sur la réalisation de la surveillance des EES fédérales » : <http://минобрнауки.рф/документы/2521>. Consulté le 12/08/2016.

<sup>805</sup> « Livanov : le nombre des EES sera réduit de 20%, et le nombre de leur filiales – de 30% », *RIA*, 26 juillet 2012. Disponible sur le site officiel de l'agence d'information : <https://ria.ru/education/20120726/709840939.html>. Consulté le 11.08.2016.

concerne le perfectionnement de leur processus d'enseignement, l'élargissement de leur coopération internationale, l'accroissement de leur compétitivité », selon un document officiel publié sur le portail des Standards fédéraux de l'enseignement supérieur<sup>806</sup>. La réorganisation annoncée par le Ministre Livanov en 2016 prévoyait des suppressions encore plus sévères pour la période 2016-2020 : 80 % pour les filiales et 40 % pour des EES<sup>807</sup>.

Les critères présentés par le ministère concernent plusieurs catégories. Le premier groupe de critères a pour objectif d'évaluer l'activité de l'enseignement : le ministère prend en compte la note moyenne de l'EGE parmi les nouveaux inscrits, le nombre d'étudiants boursiers d'excellence et le taux d'insertion professionnelle pendant les premières années après l'obtention du diplôme. Le deuxième groupe de critères évalue l'activité de recherche et consiste, entre autres, en dépenses effectuées pour les travaux de recherche et de développement et en nombre de publications. Le troisième groupe de critères concerne la coopération internationale : le nombre d'étudiants étrangers (sauf les étudiants venant de la CEI, des pays baltiques, de la Géorgie, de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud) ainsi que le nombre d'étudiants russes ayant participé aux programmes d'échanges sont pris en compte. Le quatrième groupe de critères concerne l'activité économique et financière des EES et se calcule en fonction du montant total de revenu divisé par le nombre de salariés et en fonction de la proportion du salaire moyen d'un enseignant au salaire moyen dans la région<sup>808</sup>.

L'Union des recteurs a réagi vivement à la publication de ces critères d'efficacité en proposant des clarifications et des ajustements. « Le processus de suppression et de fusion des EES doit se passer naturellement, sans dirigisme », a noté Boris Dereviaguin, directeur du Service analytique de l'Union des recteurs. « Nous faisons des propositions constructives pour chaque groupe de critères, et elles sont faciles à

---

<sup>806</sup> La liste des critères (première rédaction) publiée par le ministère de l'Éducation et de la Science : <http://fgosvo.ru/news/7/174>. Consulté le 12/08/2016.

<sup>807</sup> « Livanov : la réduction du nombre des EES concernera les EES non-étatiques et non-efficaces », TASS, 27 mars 2015. Disponible sur le site officiel de l'agence d'information : <http://tass.ru/obschestvo/1860782>. Consulté le 12/08/2016.

<sup>808</sup> La liste des critères d'évaluation de l'efficacité de l'activité des EES et de leurs filiales publiée le 9.03.2012 sur le portail du ministère de l'Éducation et de la Science : <http://минобрнауки.рф/документы/2521>. Consulté le 12/08/2016.

accepter »<sup>809</sup>. Particulièrement pour le premier groupe de critères, l'Union des recteurs proposait de prendre en considération la part des lauréats des différents concours et la part de diplômés travaillant en tant qu'agents d'État. Pour le deuxième groupe, il était proposé de tenir compte du nombre de brevets et de manuels pédagogiques publiés par le ministère de l'Éducation et de la Science dont les auteurs sont issus de l'EES évalué, le nombre de réponses aux appels d'offres publics et privés, etc. En somme, en analysant les critères proposés par l'Union des recteurs, il est évident que l'association tentait d'adapter l'instrument d'évaluation à tous les profils des EES, et non seulement aux universités dotées d'un haut potentiel de recherche en sciences « dures », mais aussi pour d'autres EES russes. Cela voulait dire également que les critères originaux du ministère étaient principalement basés sur les palmarès internationaux et sur le fonctionnement des « universités idéales » situées en haut des classements.

Les propositions de l'Union des recteurs ont été prises en compte par le ministère de l'Éducation et de la Science, et les critères furent officiellement adoptés en 2013 avec des seuils pour chaque critère. Ils furent publiés dans le Protocole de la Commission inter-agence pour la conduite du *monitoring* des établissements publics de l'enseignement supérieur (*Mejvedomstvennaia komissia po provedeniou monitoringa deiatel'nosti godoudarstevennykh obrazovatelnykh outchrejdanii*). Cette Commission est composée de hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation et de la Science, du ministère de l'Agriculture, du ministère du Transport, du ministère de la Culture, des associations, des élus de la Douma. Pour chaque profil des EES russes (publics), le document confirma sept à huit groupes de critères.

En 2014, la Commission a réétudié les critères pour faire en tout neuf groupes : activité d'enseignement, activité de recherche, activité internationale, activité économique et financière, infrastructure, insertion professionnelle, population étudiante, personnel et autres. Pour être reconnu « efficace », un EES devait satisfaire quatre groupes de critères sur neuf. La rhétorique du ministère de l'Éducation sur la réorganisation et la suppression s'est donc adoucie : il a été proposé aux EES non

---

<sup>809</sup> « Le ministère de l'Éducation et de la Science a élaboré les critères d'évaluation de l'efficacité de l'activité des EES, RIA 30.07.2012 : <https://ria.ru/education/20120730/712748694.html>. Consulté le 12/08/2016.

efficaces de déterminer leur propre destin, de proposer une solution d'optimisation de leur travail. En 2014, 1 006 EES n'avaient pas encore confirmé leur efficacité<sup>810</sup>.

En 2015 et en 2016, les critères d'efficacité ont encore évolué. Pour évaluer l'insertion professionnelle, le ministère de l'Éducation décida de consulter les données du ministère du Travail et de la Caisse commune des pensions. L'évaluation de l'infrastructure a été supprimée. C'est une décision juste parce qu'en Russie l'infrastructure actuelle des EES a été formée assez spontanément dans les années 1990 dans l'absence d'un cadre légal approprié, et plutôt en fonction des opportunités, des relations personnelles des dirigeants des EES et du favoritisme des différentes administrations publiques qu'en fonction de la qualité des EES. À sa place, le critère des salaires moyens des enseignants-chercheurs a été pris en compte<sup>811</sup>.

Plusieurs aspects sont à souligner par rapport aux systèmes d'évaluation des EES des années 2010. Premièrement, les critères d'efficacité ne sont pas liés aux critères demandés aux EES pour le processus d'accréditation et d'attribution d'une licence. Autrement dit, un EES peut être accrédité et avoir une licence pour fournir des services d'enseignement, mais être jugé non efficace. Deuxièmement, les objectifs ne sont pas clairement définis, que cela soit l'objectif de compétitivité internationale de l'enseignement supérieur russe, de renforcement du rôle de l'enseignement supérieur dans le développement scientifique et innovant ou celui de la contribution accrue de l'enseignement supérieur au développement de l'économie russe. Si l'objectif est la compétitivité internationale, comme le demande l'État (président, gouvernement), alors les critères adoptés ne correspondent pas aux caractéristiques des universités étrangères reconnues dans l'espace international de l'enseignement supérieur en tant que meilleurs établissements d'enseignement supérieur. Les critères d'efficacité, inspirés des palmarès universitaires, sont largement adaptés au paysage russe de l'enseignement supérieur et à l'utilisation interne. Ces deux aspects, ainsi que le fait que les critères changent au fil du temps, permettent de conclure que l'objectif reste principalement la réduction du nombre des EES. Cette réduction est « douce » : elle

---

<sup>810</sup> Voir l'actualité du ministère pour la date du 22 décembre 2014 :

[минобрнауки.рф/новости/ајах/4759](http://минобрнауки.рф/новости/ајах/4759). Consulté le 1.11.2017.

<sup>811</sup> Le Protocol de la réunion de la Commission interagence pour la conduite du monitoring des établissements publics de l'enseignement supérieur du 29 avril 2015 à Moscou. Le document est disponible sur : [http://минобрнауки.рф/3354/файл/2223/13.05.14-Протокол\\_ДЛ-12\\_05.pdf](http://минобрнауки.рф/3354/файл/2223/13.05.14-Протокол_ДЛ-12_05.pdf). Consulté le 12/08/2016.

est ouverte aux discussions, elle n'est pas fatale pour les EES, mais elle leur demande d'agir et de se conformer aux nouvelles règles. C'est également une tentative de créer un environnement concurrentiel parmi les EES à l'intérieur du pays avec la prise en compte des conditions historiques de la formation et du fonctionnement des EES russes. Finalement, il s'agit d'opérer un compromis entre les critères des classements et les conditions intérieures pour moderniser le système.

Une autre nouveauté dans la gouvernance de l'enseignement supérieur est l'évaluation formalisée des enseignants, liée aux indicateurs de l'évaluation de l'efficacité des EES. Parallèlement à cette évaluation, les quotas sont introduits concernant la proportion du nombre d'étudiants et du personnel enseignant. Dans le Programme du perfectionnement du système de la rémunération dans les établissements publics pour 2012-2018, l'État demanda aux établissements d'élaborer un système d'évaluation et des indicateurs de l'activité des enseignants qui sont pris en compte tout au long de leur activité professionnelle : lors du recrutement et des discussions sur leur avancement en grade et l'attribution de primes. Les professeurs, conscients désormais que les indicateurs pouvaient influencer leur carrière, travaillent avant tout en fonction des indicateurs plus que pour leur satisfaction professionnelle ou leur salaire, etc. Les experts pensent que cela limite réellement la liberté académique (qui est néanmoins garantie par l'État dans l'Article 47 de la loi fédérale « Sur l'Éducation » de 2013), puisque les règles formalisées sont imposées aux universités. Or, cela va dans le sens des changements de la nature institutionnelle des établissements de l'enseignement supérieur et de l'évolution de leur mission et de relations avec les pouvoirs publics. Si pour les universités les standards et des normes étaient auparavant impulsés par la communauté universitaire, aujourd'hui les EES, en tant qu'organisations orientées vers la « clientèle », subissent des standards et des normes imposés de l'extérieur.

Par ailleurs, la nature des relations de la gouvernance des universités dans les années 2010, le *New Public Management*, ressemble de plus en plus à la gestion des entreprises. Isak Froumin, conseiller du ministre de l'Éducation et de la Science dans les années 2010, considère que les universités russes ont beaucoup à apprendre pour avoir une gouvernance efficace. Selon lui, il leur manque une évaluation externe sur le plan stratégique qu'il faut corriger déjà à l'étape de pré-projet. Selon lui, les EES

russe ont encore des attentes irréalistes, et sont incapables d'effectuer une analyse préliminaire des opportunités différentes et d'impliquer des intervenants extérieurs (entreprises, État, étudiants) dans la discussion des objectifs et des moyens. Les universités, dit Froumin, ne comprennent pas encore le rôle de l'ouverture et de la transparence dans le développement institutionnel pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage. Les projets scientifiques des universités restent en dehors des évaluations indépendantes par des pairs ou des experts, et cela ne facilite pas la reconnaissance nationale et internationale. Les universités russes sous-estiment l'importance de l'évaluation comparative (*benchmarking*), elles n'arrivent pas à construire une image institutionnelle globale et viser la réussite dans les classements internationalement reconnus. Les EES, et même les universités de recherche, n'ont pas encore pris conscience de l'importance des partenariats nationaux : leurs liens avec l'Académie des sciences, avec les entreprises ou les collectivités territoriales pour la croissance de leur productivité scientifique. Enfin, selon Froumin, la prise de décision n'est pas assez forte pour effectuer de vrais changements dans la gouvernance qui impliquent plus de coopération internationale, de nouvelles tâches, de nouveaux agents et même de nouveaux métiers<sup>812</sup>.

Afin que les EES s'orientent vers une gouvernance efficace selon les normes internationales, et dans le cadre de la hiérarchisation des universités russes pour construire un modèle efficace, productif et compétitif de l'enseignement supérieur, l'État va lancer dans les années 2010 un programme ambitieux qui s'appelle 5-100.

#### **4.2. Les projets d'avenir pour l'enseignement supérieur russe : le programme 5-100**

Ce nouveau projet a connu le jour *via* un appel d'offres lancé aux établissements de l'enseignement supérieur pour recevoir une subvention de l'État par la création de conditions indispensables à la promotion de l'université dans les palmarès académiques internationaux, spécifiquement *Times Higher Education*, QS et Shanghai JiaoTong (ARWU). Le ministère de l'Éducation et de la Science a choisi

---

<sup>812</sup> FROUMIN Isak, POVALKO Alexandre, « Lessons from the national excellence initiatives in Russia », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, Issue 01, Spring 2014.

ces palmarès parce qu'ils ce sont les plus consultés non seulement par les étudiants, mais aussi par les pouvoirs publics des différents pays.

Le lancement du nouveau projet 5-100 attire l'attention des médias dédiés aux questions de la gestion de l'enseignement supérieur qui remarquent dès le début du programme que la Russie a enfin « une stratégie claire pour son enseignement supérieur<sup>813</sup> ». Le cadre légal du projet 5-100 consiste en l'oukaz du président n° 599 du 7 mai 2012 et en plusieurs arrêtés du gouvernement qui apparaissent successivement pour donner suite à ces directives. Cet oukaz du président contient un dispositif concernant la politique de la Russie sur le « marché international de l'enseignement supérieur » et la stratégie de soutien des universités russes vis-à-vis de la compétition internationale. Le paragraphe 3 du point 1 du décret détermine cette mission comme suit : « L'État soutient la promotion des universités russes pour qu'au moins 5 d'entre elles entrent dans les 100 premières universités internationales dans les classements mondiaux prépondérants<sup>814</sup> ».

Pour accomplir cette mission, le gouvernement adopte le Plan des mesures de soutien et de développement des meilleures universités russes pour améliorer leur compétitivité parmi les meilleurs centres mondiaux de recherche et de formation. Ce plan est encadré par l'arrêté gouvernemental (*Rasporjajenie Pravitelstva*) du 29 octobre 2012 n° 2006-p. Un autre arrêté gouvernemental du 6 avril 2013 n° 529-p valide la composition d'un organisme spécial créé sous la tutelle du ministère de l'Éducation et de la Science pour la coordination de la réalisation du programme – le Conseil pour l'amélioration de la compétitivité (*Soviet po povycheniou konkourentnosposobnosti vedouchikh ounversitetov Rossiïskoï Federatsii*).

La subvention de l'État, proposée aux EES-gagnants, a pour vocation de les aider à la réalisation d'avancement de leurs positions dans les palmarès internationaux. Toutes les universités étaient éligibles à répondre à l'appel d'offre, quelle que soit leur taille, leur affiliation ou la situation géographique, mais seulement 15 universités

---

<sup>813</sup> Voir, par exemple, le journal Icef Monitor (Market intelligence resource for the international education industry, publication du 19 mars 2013: <http://monitor.icef.com/2013/03/russia-begins-to-implemment-new-higher-education-strategy>. Consulté le 1.11.2017.

<sup>814</sup> Voir l'oukaz du président du 7 mai 2012 n° 599 « *O merax po realizacii gosudarstvennoi politiki v oblasti obrazovania i naouki* »/ « Sur les actions pour la mise en œuvre de la politique en matière d'enseignement et de recherche ». Disponible sur le site officiel de *Rossiïskaia Gazeta* : <https://rg.ru/2012/05/09/nauka-dok.html>. Consulté le 1.11.2017.

ont reçu la subvention. La sélection fut le résultat d'un audit mené par le Conseil pour l'amélioration de la compétitivité (CAC). L'audit effectué par le CAC a permis au gouvernement de revenir vers les universités avec des propositions auxquelles les universités devaient adhérer afin de correspondre aux exigences des palmarès. Notamment, les universités devaient « mettre à jour » leurs méthodes de gestion afin de créer les conditions pour d'attirer les enseignants-chercheurs russes et étrangers mondialement réputés, ainsi que de jeunes talents de la recherche et dans l'administration.

Selon les données du Ministère de l'Éducation et de la Science, le financement du programme 5-100 se présente ainsi :

Financement du Programme 5-100<sup>815</sup>

2014	10,9 milliards de roubles
2015	12,0 milliards de roubles
2016	12,5 milliards de roubles
2017	13,1 milliards de roubles

Quinze universités sur cinquante-quatre candidatures (trente-six présélectionnées) ont été sélectionnées en 2013. En octobre 2015, le CAC a ajouté encore six établissements pour faire vingt et un participants au total. Le critère majeur était, selon les concepteurs du programme, la faisabilité d'un EES d'atteindre l'objectif de rentrer dans les premières lignes des classements. La réalisation du projet 5-100 permettrait, selon ses concepteurs et grâce à l'expérience des participants, de moderniser le système d'enseignement supérieur russe. Le projet avait également pour objectif d'améliorer le potentiel scientifique de ces universités et de faire apparaître ainsi une nouvelle génération d'universités en Russie avec une recherche productive, une structure d'administration efficace et une réputation académique internationale.

---

<sup>815</sup> Source : ALACHKEVITCH Mikhaïl, *op.cit.*

Grâce au soutien de l'État dans leur modernisation selon les critères des palmarès internationaux, leur réputation atteindrait un niveau international.

Le calendrier du projet a prévu plusieurs étapes : la sélection des universités par le biais d'un appel d'offres (juillet 2013), l'élaboration par les EES sélectionnés de « feuilles de route » (avant octobre 2013), la mise en œuvre de ces « feuilles de route » (début décembre 2013) et l'évaluation des activités des EES par le CAC (tous les ans de 2014 à 2018). L'évaluation peut engendrer des amendements dans la feuille de route ou d'autres modifications jusqu'à l'élimination du projet.

Le projet est supervisé par le ministère de l'Éducation et de la Science. Le département ministériel responsable de la coordination du projet est celui de la Stratégie, d'analyse et de pronostique<sup>816</sup>. Le rôle du CAC est d'aider les dirigeants des universités à maximiser leur capacité compétitive dans l'environnement académique global et assurer qu'au moins cinq d'entre elles rentrent dans les 100 meilleurs EES des classements mondiaux des universités pour l'année 2020.

Le CAC examine les propositions des EES et des mesures qui peuvent améliorer leur compétitivité et prépare ensuite son avis pour le ministère de l'Éducation et de la Science sur la réalisation de l'objectif visé par les établissements sélectionnés (leurs feuilles de route). Il examine également les rapports des universités sur l'avancement dans la réalisation de leurs feuilles de route, et il prépare annuellement les recommandations au ministère sur la pertinence de la continuité des subventions destinées aux établissements-lauréats des appels d'offres. Afin d'accomplir ces missions, le CAC siège deux fois par an. Lors de sa première réunion en 2013 le CAC a élaboré le cadre général du projet et déterminé son rôle propre. Lors de la deuxième réunion, le CAC a examiné les réponses à l'appel d'offres et nommé les lauréats. Nous pouvons donc constater que le CAC est un organe décisif du projet parce qu'il pilote le programme, il sélectionne les participants, et il évalue leurs programmes et leurs actions<sup>817</sup>.

---

<sup>816</sup> La page du département ministériel de la Stratégie, d'analyse et de pronostique du site du ministère : [www.miobr.rf/proekti/5-100](http://www.miobr.rf/proekti/5-100). Consulté le 1.11.2017.

<sup>817</sup> ALEXEEV Oleg, « First Steps of Russia Universities to Top-100 Global University Rankings », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, 2014, Issue 01, Spring.

Le Conseil est composé de représentants de la communauté universitaire et scientifique, de hauts fonctionnaires, d'experts internationaux des problèmes de l'enseignement supérieur et de dirigeants des universités étrangères. Précisément, il y a le ministre de l'Éducation et de la Science, l'ancien ministre de l'Économie et le dirigeant de la banque centrale, le président du centre de recherche Skolkovo, le Vice-président de l'Académie des sciences, deux personnes qui sont impliquées à la fois dans les activités politiques et socio-économiques (dirigeants des entreprises publiques) et six experts internationaux. Les six membres internationaux viennent des quatre régions du monde : la Chine, Hong Kong, le Royaume-Uni et les États-Unis. Tous sauf un sont des dirigeants des universités jouissant d'une réputation internationale.

Selon l'un des experts du Conseil, Philip Altbach, le projet 5-100 a plusieurs objectifs : aider les universités russes à se développer pour que quelques-unes d'entre elles réussissent à avoir une position dans les classements académiques internationaux, et plus important se réformer considérablement afin d'obtenir une place parmi les meilleures universités du monde. À son avis, la Russie est un cas unique, car les universités russes et le secteur académique en général sont en dessous de leurs capacités comparées aux meilleures universités dans les autres pays. Or, un nombre important de talents existe parmi les étudiants russes et les professions académiques, car la Russie a une excellente tradition universitaire, selon Altbach. Les limites du système soviétique, les problèmes de l'ère postsoviétique de financement et bien d'autres problèmes, souligne Altbach, ont sérieusement affaibli le système d'enseignement supérieur. La séparation de la formation et de la recherche, selon lui, ont affecté les deux - la science russe et l'enseignement. Dans les années 2010, ces défis ont été reconnus et le programme 5-100 constitue un des efforts pour améliorer le système russe d'enseignement supérieur. D'une part, c'est un moyen d'accorder des ressources supplémentaires au secteur d'enseignement supérieur afin de s'approcher (dans le cadre d'un segment d'établissement), du montant que la plupart des pays développés dépensent par étudiant. D'autre part, le programme tente de proposer de nouvelles idées et des projets innovants pour les universités russes. L'objectif est que

les universités ne soient pas seulement subventionnées, mais qu'elles apprennent à utiliser leurs fonds stratégiquement<sup>818</sup>.

Le rôle des experts consiste en un regard extérieur qui aide à souligner les éléments qui sont incompréhensibles pour les évaluateurs internationaux et les étudiants internationaux. Ils sont invités à participer au projet pour donner leurs expertises et partager leurs expériences dans la gestion de l'enseignement supérieur. Ils sont appelés pour expliquer aux universitaires russes leurs modèles financiers, leurs modèles de gestion et aider à appliquer leurs méthodes efficacement. L'adjoint du ministre Alexandre Povalko, qui coordonne le travail du département de la Stratégie, a avoué dans un entretien qu'il admirait personnellement l'expert du CAC, Michael Crow, et sa capacité à attirer des financements privés pour l'université qu'il dirigeait<sup>819</sup>.

Les experts internationaux peuvent être utiles, remarque Philip Altbach, pour l'enseignement supérieur russe qui est resté fermé pendant longtemps. La perspective extérieure peut aider à évaluer objectivement des problèmes et des choix complexes. Les experts internationaux reconnaissent, bien sûr, que les améliorations doivent prendre en compte les réalités russes. Par exemple, pendant la réunion du Conseil dédiée à l'évaluation des feuilles de route, le problème majeur des universités russes était d'expliquer au jury pourquoi leur programme était unique et de présenter explicitement leur stratégie. Les membres internationaux du Conseil passaient beaucoup de temps à comprendre les particularités de chaque université. Ils essayaient de traduire les compétences des EES russes pour les observateurs internationaux, ainsi que d'apprendre aux EES russes comment appliquer les ressources disponibles pour leur développement, comme les universités « modèles » des palmarès internationaux l'auraient fait<sup>820</sup>.

Cet appel à l'aide internationale des experts, porteurs de cultures différentes, est une nouveauté pour la politique de l'enseignement russe. Cet espace était jusqu'alors toujours réservé aux experts russes ou aux experts de la zone postsoviétique, et

---

<sup>818</sup> ALTBACH Philip, « The Value of the 'Top 100' Program », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, 2014, Issue 01, Spring.

<sup>819</sup> L'entretien d'Alexander Povalko à *Gazeta.ru* le 27.06. 2014

<http://www.gazeta.ru/social/2014/06/27/6088809.shtml>. Consulté le 22.09.2016.

<sup>820</sup> ALTBACH Philip, *op.cit.*

hormis l'expérience du pouvoir russe avec des conseillers étrangers pour les réformes économiques des années 1990, c'est un exemple plutôt inhabituel de collaboration. Rarement, les experts internationaux étaient invités lors des prises de décision. Leur rôle dans la politique universitaire est de guider l'enseignement supérieur russe vers l'espace global et de conseiller pour le développement et la modernisation d'un segment de la société russe.

Les universités-participantes réalisent leurs « feuilles de route » et soumettent annuellement les données requises par les organisateurs des classements mondiaux. Les participants sont appelés à présenter également les résultats de leur travail devant leurs collègues d'autres universités-porteurs du projet 5-100 pendant des sessions régulières organisées dans chaque université successivement. Les consultations des universités avec le Conseil pour l'évaluation des résultats se tiennent séparément en réunions fermées<sup>821</sup>. De même, plusieurs événements sont organisés pour les universités-porteurs du projet par le ministère en collaboration avec l'école Skolkovo : sessions de formation pour le personnel des universités-participants, réunions avec les acteurs du monde socio-économique (entreprises, fondations, etc.) et d'autres événements permettant notamment de stimuler l'internationalisation des EES-porteurs du projet. Pour former une nouvelle génération de *managers* des universités, le Bureau d'études (organe de soutien administratif du programme) organise régulièrement des séminaires sur différents aspects de la gouvernance « moderne » de l'enseignement supérieur : par exemple, *Management des établissements d'enseignement supérieur*, *Organisation de la recherche universitaire*, *Changements de la méthodologie*, *E-éducation*, *Stratégies des classements et la science*, etc. L'administration des universités apprend comment passer à un calendrier international de recrutement et des inscriptions pour les étudiants étrangers, ou comment améliorer la visibilité des programmes en anglais (séminaires *Construction de la fonction du marketing international efficace et de l'attraction des étudiants étrangers*, *comment renforcer le potentiel de l'équipe universitaire multinationale*

---

<sup>821</sup> Voir les actualités du programme sur le site officiel du projet : [5-100.ru/news/2433](http://5-100.ru/news/2433). Consulté le 1.11.2017.

*dans les périodes des transformations, Contrat unique pour le recrutement international)*<sup>822</sup>.

Ces formations sont à l'origine d'une nouvelle culture au sein des universités : la culture de la compétitivité. Afin de favoriser les rencontres entre les universités et le monde socio-économique, les organisateurs des événements invitent des dirigeants d'entreprises et des fondations comme intervenants, ainsi que d'autres structures qui financent des projets innovants et avec lesquelles les universités peuvent commencer un dialogue de coopération<sup>823</sup>. La plupart des formations et des séminaires ont lieu à Skolkovo, un centre de recherche et de développement à proximité de Moscou.

Les universités d'autres pays, notamment, les pays de BRICS, sont également invitées à participer à ces séminaires et aux ateliers organisés dans le cadre du programme 5-100 dans l'objectif que « l'élite » des universités russes se mélange avec et côtoie l'élite universitaire d'autres pays. Cela favorise le réseautage, les échanges, les projets communs, l'internationalisation des universités russes et leur place dans l'enseignement supérieur mondial parmi les pays émergents, riches et innovants. Enfin, les concepteurs des palmarès académiques (*Times Higher Education*, QS, Shanghai JiaoTong) sont également appelés à participer aux événements du projet 5-100 en tant qu'intervenants aux ateliers. L'information sur ces événements est diffusée sur les supports de communication du ministère, du site web du projet 5-100, ainsi que sur les sites des universités.

Mis à part ces formations et ces rencontres, le Bureau d'études 5-100 élabore et fournit la liste des événements internationaux « fortement recommandés » (dépense éligible pour le budget dans le cadre du programme) aux universités pour leur participation, notamment à la direction des universités, afin d'échanger avec les experts, s'informer des tendances du marché, du développement de l'enseignement supérieur. Ce sont des congrès internationaux organisés par les associations internationales et européennes (*European Association for International Education*, *Association of International Education Administrators*, *European University Association*, *National Association of International Educators*), des symposiums

---

<sup>822</sup> Voir les actualités du programme sur le site officiel du projet : [www.5-100.ru/news/4952/](http://www.5-100.ru/news/4952/). Consulté le 1.11.2017.

<sup>823</sup> Ce sont, par exemple, le Forum des donateurs, USRF, qui soutient des projets de la recherche, la Fondation de Potanin, la Fondation Dinastia ou encore la Fondation Timchenko.

(*American Marketing Association*), des forums (*IREG – Observatory on Academic Rankings and Excellence* – produit de l'UNESCO), des salons internationaux (*China Education Association for International Exchange*, *QS*, *Apple*, *European Quality Assurance Forum*), ainsi que des séminaires organisés à travers le monde par les acteurs de l'enseignement supérieur international sur différents sujets : création des universités de niveau mondial, *fundraising* des universités, attractivité pour les étudiants étrangers, développement des programmes MBA, gestion des universités, qualités et certifications, *marketing* et *web-marketing* des universités. Au cours de ces rencontres, les universités du monde proposent leurs modèles et échangent leurs bonnes pratiques, s'informent sur les stratégies pédagogiques et l'utilisation des technologies, partagent l'expérience des modifications institutionnelles, enfin tout ce que le monde de l'enseignement supérieur vit aujourd'hui. L'État russe encourage ces vingt-et-une universités choisies pour le programme 5-100 à être dans cette mouvance : à faire partie de l'enseignement supérieur international, ce qui était jusqu'à présent quelque chose d'inabordable financièrement pour la majorité entre elles.

Le projet 5-100 ne vise pas que la place des universités sur le « marché international ». L'ancien ministre de l'Éducation et de la Science Dmitri Livanov a déclaré plusieurs fois à la presse : « Nous comprenons que les classements fournissent une certaine évaluation de la performance de l'université... mais entrer dans les classements ne peut pas être un objectif en soi ». Le chercheur de l'Institut de l'éducation, chargé du laboratoire « Développement des universités » à l'École des hautes études en sciences économiques, Dmitri Semenov, analyse les réponses à l'appel d'offres 5-100 et constate que toutes les 36 universités présélectionnées proposent de suivre « le modèle de l'université de recherche », qui pour elle est le plus attractif et le plus efficace dans le monde de l'enseignement supérieur des années 2010<sup>824</sup>.

Concrètement, l'effort premier demandé aux universités russes par l'État est de faire revenir la recherche aux universités. Le deuxième effort est celui d'introduire une nouvelle culture dans l'université qui est proche de la culture d'entreprise pour apprendre à trouver des financements et financer ses projets de recherche en

---

<sup>824</sup> SEMYONOV Dmitry, « Russian Excellence Initiative in a Post-Soviet Context », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, 2014, Issue 01, Spring.

collaboration avec l'industrie. Gregory Androuschak, le chef du département de la Stratégie, d'analyse et de pronostic au ministère de l'Éducation et de la Science : « Peu d'universités peuvent dire que nos diplômés sont recherchés par les chasseurs de têtes, ou bien dire que notre recherche est financée par les entreprises ». L'adjoint du ministre Alexander Povalko développe cette idée en déclarant à la presse que les universités russes doivent comprendre et s'adapter au « marché » pour apprendre à gagner de l'argent et, d'après lui, « être une université réputée aide à gagner de l'argent<sup>825</sup> ».

La question qui se pose est la suivante : l'État apprend-il aux universités à gagner de l'argent et à se rapprocher du monde socio-économique pour qu'il se retire de la gouvernance et la budgétisation des universités ? Est-ce l'objectif de l'État de changer son rôle d'investisseur principal (et presque unique jusqu'aux années 1990) ? La réponse est plutôt non, parce que cela semble impossible dans le contexte du système de l'enseignement supérieur russe en raison de son poids historique et du rôle central et indispensable de l'État dans la politique et le financement du système. De plus, les participants de 5-100 ne sont qu'un segment de l'enseignement supérieur russe, l'impact de la politique sélective vers ce segment ne peut pas changer le système dans son ensemble. En réalité, par lancement du programme 5-100, l'État continue sa politique de hiérarchisation des EES russes, sa politique de diversification du paysage universitaire russe et notamment de son avant-garde – des universités-clés – porteuses des nouvelles missions que l'État souhaite réaliser avec l'enseignement supérieur.

## Conclusion

La tendance la plus évidente durant les années 2010 est la confirmation d'une nouvelle hiérarchie des EES (réseaux des universités fédérales, regroupement des universités de recherche, sélection et soutien des EES dans leur compétitivité internationale et leur positionnement parmi les meilleures universités du monde). Cette hiérarchie n'a pas été établie par une décision directe des pouvoirs publics, mais à la suite d'appels d'offres, d'une concurrence et sélection. Cette hiérarchisation a

---

<sup>825</sup> L'entretien d'Alexander Povalko à *Gazeta.ru* le 27.06. 2014. Disponible sur: <http://www.gazeta.ru/social/2014/06/27/6088809.shtml>. Consulté le 22.09.2016.

permis à tous les EES russes de se comparer entre eux et de se comparer aux EES étrangers. Elle a eu des conséquences sur le mode d'analyse de la stratégie du développement, de la conscience des nouvelles missions. Ce processus a eu un impact sur toute la communauté universitaire et au-delà, sur toute la société.

Le programme 5-100 est inscrit dans la stratégie globale de la Russie sur le plan politique, économique et social, tout comme d'autres initiatives gouvernementales au cours des années 2010 : le nouveau cadre légal de la politique de l'éducation, les nouveaux mécanismes, le système de financement normatif (par étudiant), le système de rémunération des enseignants-chercheurs, le système d'évaluation de l'efficacité des établissements d'enseignement supérieur. L'étude de ces dispositifs de la politique universitaire nous permet de constater la détermination des nouvelles missions que l'État accorde à l'enseignement supérieur.

La volonté de supprimer et de réorganiser une partie des établissements d'enseignement supérieur jugés inefficaces afin d'améliorer la qualité du système signifie également que l'État ne s'engage pas dans une mission de formation auprès de tous les demandeurs de l'enseignement supérieur, mais seulement auprès d'une partie d'entre eux. Dans le nouveau « modèle » de l'enseignement supérieur en cours de construction, la massification de l'enseignement supérieur n'est plus une mission ou une tendance.

La tendance de l'élargissement du nombre de participants dans la politique de l'enseignement supérieur, leur participation plus active et plus imposante dans la discussion et dans la proposition des approches alternatives inclus désormais dans la politique russe. Malgré le fait que « la verticalité du pouvoir » reste présente et solide dans le système politique russe, l'État souhaite que la population et les entreprises s'investissent plus dans les universités, donc il les implique dans le processus décisionnel et/ou consultatif de la politique universitaire par le biais des initiatives comme « Gouvernement ouvert », « Ministère ouvert », Conseil public (*Obchtchestvenny soviet*), Conseil pour l'amélioration de la compétitivité globale, des groupes de travail au ministère avec les experts invités, etc.

Ces changements dans les forces politiques mettent en évidence les vrais rôles des différents centres de décision dans la politique universitaire. Étant lié à un certain

degré soit au processus électoral, comme le départ du ministre Livanov, soit à la position personnelle d'opposition à la décision de l'État, comme le départ de l'économiste Guriev, ces changements signifient néanmoins une certaine stabilité de la ligne directrice de la politique de l'enseignement supérieur, parce que la politique centrale ne change pas principalement après le départ de certains décideurs de la politique universitaire. L'arrivée de nouveaux décideurs, comme le ministre Vassilieva, signifie également une attention particulière donnée à l'une des missions du système d'enseignement, dans ce cas concret, l'éducation scolaire et le projet de rétablissement du civisme-patriotisme chez les jeunes, par exemple.

Le programme 5-100 montre par ailleurs que les palmarès académiques internationaux ne sont pas seulement pris en compte dans la politique, ils sont désormais un élément constitutif de cette politique. Le *New Public Management* est un autre élément que les décideurs de la politique universitaire russe introduisent dans les années 2010. Ces éléments « importés » dans la politique russe, ainsi que l'implication des experts et consultants internationaux dans les projets nationaux, signifient que le système devient de plus en plus ouvert vers le monde non seulement en vue d'un modèle à suivre, mais aussi dans un dialogue professionnel plus fréquent.

Enfin, tous les dispositifs analysés nous indiquent qu'il y a une vision stratégique chez les pouvoirs publics russes concernant la réalisation des missions de l'enseignement supérieur. Cette stratégie évolue en s'adaptant au contexte qui change également. Les missions de l'Université évoluent aussi en fonction des orientations politiques exprimées par les pouvoirs publics au travers des initiatives entreprises dans les années 2010 ; il devient possible de formuler ces missions, qui sont déterminantes à la fois pour la politique russe de l'enseignement supérieur actuel et pour l'avenir des établissements de l'enseignement supérieur en tant qu'objet et sujets de la politique de l'État. Il est désormais possible, dans le cadre de cette thèse, de présenter les nouvelles missions de l'enseignement supérieur et d'analyser chacune d'entre elles.

## CHAPITRE 8

# **LES NOUVELLES MISSIONS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

Les orientations de l'État et les nouveaux mécanismes présents dans la gouvernance de l'enseignement supérieur permettent de détecter les nouvelles missions que l'État détermine pour les établissements de l'enseignement supérieur dans le cadre de sa politique générale. Ces missions, qui viennent compléter les deux missions principales (enseignement et recherche) posent de nouvelles questions et de nouveaux défis pour les universités russes, mais aussi pour les pouvoirs publics. Dans ce chapitre, nous analysons ces nouvelles missions, les défis, opportunités et enjeux qui sont liés à chaque mission.

Lors de la réunion de l'Union des recteurs, le président Poutine déclara en 2014 que l'État avait fait beaucoup d'efforts dans les années 2010 pour que les universités se développent conformément à la demande de l'époque, qu'elles deviennent compétitives et établissent des orientations vers le progrès technologique dans les secteurs de l'économie. Ici, nous mettons en avance les missions qui sont liées aux nouvelles initiatives de l'État et qui distinguent cette période des autres.

## **1. La mission de renforcement de la visibilité internationale de l'enseignement supérieur russe**

### **1.1. La stratégie internationale des EES comme un élément de la stratégie internationale de l'État**

Dans tous ces messages prononcés au Parlement dans les années 2010 le président de la Russie a parlé de l'enseignement supérieur en lien avec les affaires internationales ou de la compétitivité mondiale :

« Notre mouvement tournant vers l'océan Pacifique, le développement dynamique de nos territoires de l'Est nous ouvre de nouveaux horizons et nous donne les nouveaux instruments pour une politique internationale active. Il faut utiliser le potentiel de nos meilleures universités... Nous devons accroître l'exportation des services de l'enseignement, créer des conditions pour l'accueil des étudiants étrangers, surtout

venant des pays de la CEI. C'est un instrument très sérieux de renforcement de l'influence culturelle et intellectuelle de la Russie dans le monde<sup>826</sup> ».

Une première tâche dans le cadre de ces missions est de permettre aux meilleures universités russes d'être internationalement visibles en représentant le pays et sa puissance intellectuelle. La deuxième tâche principale est d'attirer les étudiants étrangers, notamment ceux issus des pays ex-soviétiques, pour renforcer la position de la Russie dans la zone « d'intérêts vitaux ». Pour réaliser la première tâche, le programme 5-100 peut être considéré comme un projet phare, avec une cible claire et des objectifs précis. Pour effectuer la deuxième tâche, le président a demandé au gouvernement en 2012 de mettre en place le dispositif d'enseignement supérieur à distance en langue russe, ainsi que le dispositif d'organisation des centres d'examens, l'EGE et des olympiades pour les étudiants de la CEI<sup>827</sup>, ce qui a été mis en place dans les années suivantes.

Une autre initiative, le programme Éducation globale (*Globalnoe obrazovanie*), se distingue des autres programmes : au lieu d'attirer les étudiants ou les chercheurs étrangers, il a pour objectif d'envoyer les étudiants russes dans les universités à l'étranger pour l'acquisition d'enseignement supérieur de deuxième et/ou troisième cycle. Le programme est créé afin de stimuler les échanges académiques et scientifiques internationaux avec des universités étrangères ayant l'expertise dans les spécialités qui sont stratégiquement importantes pour le développement de l'économie russe. Deux cent vingt-sept (227) EES étrangers sont sélectionnés par l'État russe pour participer au programme en tant qu'établissement d'accueil. L'un des critères d'éligibilité des candidats (jeunes diplômés de *bakalavriat*, *specialitet* ou de *magistratura*) est une publication dans les journaux des bases de données Scopus et Web of Science. Les étudiants-participants doivent rentrer en Russie à la fin de leurs études et travailler pendant trois ans au sein d'une entreprise russe qui figure dans une liste dressée par l'État. Le programme est coordonné par le ministère de l'Éducation et de la Science et mis en œuvre par l'École Skolkovo. Ce programme permet, selon les concepteurs, de compléter la stratégie d'internationalisation de l'éducation par

---

<sup>826</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Le Message du président à l'Assemblée fédérale du 12 décembre 2013, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/19825>. Consulté le 15.07.2016.

<sup>827</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Le Message du président à l'Assemblée fédérale du 12 décembre 2012, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/17118>. Consulté le 15.07.2016.

l'acquisition des compétences stratégiques par les jeunes intellectuels russes afin de faire bénéficier ensuite leur expérience internationale et leur expertise dans leur pays natal<sup>828</sup>.

La « mission internationale » des universités russes est inscrite dans la politique des affaires internationales de la Russie, elle se renforce dans les années 2010 au travers des efforts de la diplomatie russe. Cette mission des EES correspond au concept de *soft power* de Joseph Nye – la « capacité de l'État d'atteindre des objectifs dans la politique internationale sans recours à la force ou à la coercition, mais par l'attractivité qui donne la capacité d'influencer des préférences des interlocuteurs<sup>829</sup> ».

Dans le contexte du renforcement de la puissance « douce » d'un État, l'enseignement supérieur sert d'instrument facilitateur de liens entre les communautés académiques, mais il crée aussi une certaine impression positive et favorable chez les collaborateurs étrangers à long terme. Cette conception favorable reflète des valeurs d'un État d'accueil et pourrait assurer la bienveillance des interlocuteurs à l'avenir. Les milliers d'étudiants étrangers sont des sources potentielles de loyauté et de soutien à la politique du pays d'accueil, encore plus intéressantes si parmi ces étudiants étrangers il y a de futurs dirigeants de leur pays natal. Pour viser les talents et les futurs dirigeants, les pays d'accueil créent des appels d'offres et des subventions spécifiques, à l'instar du programme Fulbright aux États-Unis<sup>830</sup>.

Les études des jeunes à l'étranger impliquent la connaissance du modèle politique et économique du pays d'accueil, l'initiation à sa vie culturelle. Leur regard sur ce pays n'est plus extérieur et superficiel, mais profond et compréhensif. En outre, l'éducation est, par définition, non seulement l'acquisition des connaissances et des compétences, mais aussi la formation d'un individu dans un environnement donné

---

<sup>828</sup> Le 28 décembre 2013 le président de la Russie a signé l'oukaz n° 967 « O merakh po ukrepleniou kadrovogo potentsiala Rossiïskoï Federatsii » / « Sur les mesures de renforcement des ressources humaines de la FR » qui a fourni les principes sur lesquels repose le Programme de soutien social des citoyens russes qui se sont inscrits dans les EES étrangers du grand prestige et de leur insertion professionnelle en Russie après l'obtention du diplôme. Ce programme a été approuvé par l'arrêté gouvernemental de la Fédération de Russie n° 568 du 20 juin 2014.  
Voir le site officiel du programme : <http://www.educationglobal.ru/>. Consulté le 04.10.2016.

<sup>829</sup> NYE Joseph S. Jr., *The Paradox of American Power : Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*, Oxford University Press, 2002, 240 p., p. 69.

<sup>830</sup> PANOVA Elena, « Vyshee obrazovanie kak potentsial miagkoï vlasti gosudarstva » / « L'enseignement supérieur comme une puissance douce de l'État », *Vestnik MGIMO*, 2011, n° 2, p. 157-161. Disponible sur : <http://cyberleninka.ru/article/n/vyshee-obrazovanie-kak-potentsial-miyagkoy-vlasti-gosudarstva#ixzz4M7gxi0xL>. Consulté le 4.10.16.

avec un certain régime politique, économique et social, et influençant la conception du monde de l'individu. Dans cette perspective, l'enseignement supérieur attractif est en effet un atout considérable de la politique internationale.

## 1.2. La place de la Russie sur la carte géopolitique

Comme mentionné dans le chapitre 6, la Russie est à la recherche d'opportunités propices à renforcer sa position politique parmi les pays les plus puissants en vue de son rôle historique dans les relations internationales, notamment au XX<sup>e</sup> siècle, et en vue de ses ressources géographiques, naturelles, militaires et économiques. Toujours à cheval entre l'Occident et l'Est, la Russie voit l'opportunité d'affirmer sa position en tant que leader dans les pays du BRICS afin de pouvoir, d'une part, établir des partenariats pragmatiques et bénéfiques dans le domaine économique et politique, et, d'autre part, de montrer sa position indépendante vis-à-vis de l'Occident dans les différentes affaires internationales. Selon les dirigeantes politiques russes, c'est la position indépendante dans les affaires internationales qui distingue le club du BRICS en comparaison avec d'autres alliances des pays qui s'alignent avec la politique des puissances mondiales. De manière générale, les BRICS plaident pour une refondation des organisations internationales comme le Conseil de Sécurité de l'ONU et les organisations de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale) dans un sens qui reflète mieux l'émergence des nouvelles puissances et le caractère multipolaire du monde au XXI<sup>e</sup> siècle, concept privilégié de la politique étrangère de la Russie.

Les pays du BRICS sont devenus considérablement plus compétitifs sur le plan économique dans les années 2010 malgré une certaine instabilité économique globale. Selon le *World Competitiveness Yearbook* 2011, la Chine devance désormais le Royaume-Uni, le Japon, la France et l'Italie dans la compétitivité économique globale. La Chine est solidement au deuxième rang derrière les États-Unis sur le plan économique selon les données du *Center for Economics and Business Research*, CEBR<sup>831</sup>. La Russie est à la 11<sup>e</sup> place dans le tableau de la Ligue de l'économie mondiale en 2010, à la 9<sup>e</sup> place - en 2011, à la 8<sup>e</sup> en 2013, à la 10<sup>e</sup> en 2014, à la 14<sup>e</sup> en 2015. Selon les prédictions de l'évaluateur, dans les années 2019-2024 et 2029-

---

<sup>831</sup> World Economic League Table (WELT), CEBR. <https://www.cebr.com/welt-2/>. Consulté le 26.09.2016.

2030, la Russie restera dans les dix premières économies<sup>832</sup>. En 2001, une étude publiée par la banque HSBC classait la Russie au 15<sup>e</sup> rang des plus grandes économies du monde avec un PIB de 1 878 milliards dollars en 2050. En 2014, la Russie a déjà dépassé ces prédictions puisqu'elle affiche un PIB de plus de 2 000 milliards dollars, soit le 8<sup>e</sup> plus important au monde<sup>833</sup>.

Néanmoins il faut souligner que la question de la Russie en tant que pays émergent a longtemps été source de controverses selon certains analystes<sup>834</sup>. Malgré le fait que la Russie fait partie des pays les plus influents de la planète et est l'un des cinq pays du monde à occuper un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, il est évident pour les politologues et pour les économistes qu'à la suite de l'éclatement de l'URSS en 1991, la Russie a perdu son rang et, si elle est encore aujourd'hui considérée comme une grande puissance mondiale, elle n'est plus, selon l'avis de la plupart des spécialistes, une superpuissance comme elle a pu l'être par le passé<sup>835</sup>.

Sur le plan économique, la Russie bénéficie d'une croissance économique respectable (3,5 % en 2012), dispose de la troisième réserve monétaire mondiale (après la Chine et le Japon) et fait figure de championne du désendettement (la dette russe présente un faible taux à hauteur de 10 % du PIB, soit un des plus faibles au monde). La croissance économique en Russie reste pourtant modeste en comparaison des 6 % qu'a connu le Brésil et des 10 % de la Chine et l'Inde. D'après certains analystes, la présence russe au sein des BRICS serait donc assez artificielle et relèverait plus d'aspects géopolitiques qu'économiques, étant donné que l'économie

---

<sup>832</sup> *Ibidem*.

<sup>833</sup> *Le monde en 2050. Études économiques internationales*, HSBC, le 4 janvier 2011. Disponible sur : [https://www.hsbc.ca/1/PA\\_ES\\_Content\\_Mgmt/content/canada4/pdfs/business/hsbc-bwob-theworldin2050-fr.pdf](https://www.hsbc.ca/1/PA_ES_Content_Mgmt/content/canada4/pdfs/business/hsbc-bwob-theworldin2050-fr.pdf). Consulté le 30.09.2016.

<sup>834</sup> Voir, par exemple :

DEMIDOFF Maureen, « La Russie est-elle toujours un pays émergent? », Interview dans *Russieinfo* le 07/04/2012 Disponible sur : <http://www.russieinfo.com/la-russie-est-elle-toujours-un-pays-emergent> Consulté le 30.09.2016.

Voir également :

« La Russie n'est plus tout à fait un pays développé, mais elle n'est pas non plus un pays émergent », Lettre du 1er novembre 2010 du *Coe-Rexecode*, Centre d'observation économique et de recherche pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises.

<sup>835</sup> DE TINGUY Anne, « Russie : le syndrome de la puissance », *CERISCOPE Puissance*, 2013, [en ligne]. Disponible sur : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part4/russie-le-syndrome-de-la-puissance>. Consulté le 30.09.2016.

de la Russie, bien que croissante, n'a pas connu le dynamisme spectaculairement effréné qui caractérise les autres membres du groupe<sup>836</sup>.

En réalité, la comparaison avec les autres BRICS n'est pas aussi défavorable à la Russie qu'il n'y paraît. Durant la dernière décennie, la Russie a réussi à avoir une croissance d'environ 4,3 % en moyenne, en passant de la 16<sup>e</sup> puissance économique mondiale en 2002 à la 10<sup>e</sup> place, juste devant l'Inde, en à peine dix ans. Le marché de la consommation russe est l'un des plus grands en Europe et démontre, dans les années 2000-2010, l'existence d'une classe moyenne dont le pouvoir d'achat augmente rapidement. En termes de PIB par habitant (et non de PIB nominal), la Russie est le leader incontesté des grands pays émergents : selon la Banque mondiale, le PIB par habitant de la Russie représente près de 2 fois celui du Brésil, 2,5 fois celui de la Chine et près de 6 fois le PIB par habitant indien<sup>837</sup>. Pour ce qui est des échanges extérieurs, la Russie s'est hissée en 2011 au rang de 9<sup>e</sup> puissance exportatrice mondiale devant le Royaume-Uni. Avec ses réserves de charbon, d'hydrocarbures et d'uranium, la Russie est le troisième producteur mondial d'énergie, derrière la Chine et les États-Unis. Tout cela permet de dire que la Russie est bel et bien une puissance économique et que sa place au sein des BRICS est justifiée<sup>838</sup>.

Eurostat a effectué en 2012 une étude sur les pays du BRICS et a conclu que :

« Dans les économies BRICS, la disponibilité d'une main-d'œuvre plus instruite semble cruciale pour le développement économique. Bien que les BRICS ont d'autres ressources (travail relativement pas cher, des grands marchés internes, des niveaux élevés d'industrialisation, et, dans le cas de la Russie, de grandes réserves de ressources naturelles), la croissance soutenue à moyen et à long terme sera, dans une certaine mesure, selon que les pays peuvent développer et utiliser leur capital humain pour l'organisation et l'innovation nécessaires dans les sociétés modernes<sup>839</sup> ».

---

<sup>836</sup> TEURTRIE David, « BRIC: les paradoxes russes », *Fondation Res Publica*, 8 Mars 2013. Disponible sur : [http://www.fondation-res-publica.org/BRIC-les-paradoxes-russes\\_a707.html](http://www.fondation-res-publica.org/BRIC-les-paradoxes-russes_a707.html) Consulté le 30.09.2016.

<sup>837</sup> CÉSAR Gérard, CORNU Gérard, LAMURE Élisabeth, LE CAM Gérard, Jean-Claude, MERCERON *et alii*, « Russie : puissance ou interdépendance énergétique ? » Rapport d'information n° 182 (2009-2010) au Sénat de la France, fait au nom de la commission de l'économie, déposé le 17 décembre 2009. Disponible sur : <http://www.senat.fr/rap/r09-182/r09-182.html> Consulté le 30.09.2016.

<sup>838</sup> [Classement] Les 10 pays les plus riches. Étude de Nouvelle Observateur publiée le 15 février 2011. Disponible sur : <http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20110214.OBS7997/classement-les-10-pays-les-plus-riches.html> Consulté le 30.09.2016.

<sup>839</sup> « L'Union européenne et les pays du BRIC », Eurostat, Communiqué de presse n° 80, 2012. Disponible sur : <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/5158006/1-31052012-BP-FR.PDF/a8fe1050-a0ca-4aec-a615-a753c42a5571?version=1.0> Consulté le 26.09.2016.

Les pays émergents de BRICS gagnent progressivement le terrain scientifique et académique mondial. Il est remarquable que dans les années 2010 la Chine est devenue le deuxième contributeur mondial à l'activité scientifique mesurée en nombre de publications. La Chine a plus que quadruplé ses effectifs annuels de nouveaux diplômés universitaires et collégiaux entre 1999 et 2009, tandis que les chiffres du Brésil de nouveaux diplômés ont plus que triplé sur la même période<sup>840</sup>. Alors que la Chine, le Brésil et l'Inde s'empressent d'améliorer leurs « économies des connaissances », souvent *via* d'énormes investissements, à certains égards, la Russie également tente de rattraper les années « de vaches maigres » en investissant dans l'enseignement supérieur et en s'accordant aux efforts des pays émergents. Grâce à son passé soviétique et ses conquêtes scientifiques au XXI<sup>e</sup> siècle, la Russie reste un pays doté d'un potentiel scientifique reconnu dans certains domaines. De plus, selon le Rapport de Thomson Reuters sur les BRICS, « la Russie... a une plus grande proportion de diplômés dans sa population que n'importe quel autre pays étudié... [et] une grande proportion de chercheurs dans son effectif ». Des BRICS, la Russie a le plus grand taux d'alphabétisation (près de 99,5 %), soit plus que la Chine (95 %), le Brésil (90 %), l'Afrique du Sud (88 %) et l'Inde (77 %). Sur ce point, elle compte même parmi les pays les plus développés au monde, devant l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni ou encore les États-Unis<sup>841</sup>.

La Russie est souvent présentée comme le géant parmi les pays du BRICS en termes de richesse en matières premières (gaz naturel, pétrole, charbon), et l'État russe fait des efforts pour participer activement à la construction du dialogue entre les pays du BRICS, à sa communication régulière en organisant des forums, des réunions et des rencontres. Les universités russes participant au Programme 5-100 sont encouragées par le ministère à collaborer avec les universités des pays du BRICS : organiser des échanges entre étudiants et entre enseignants-chercheurs, signer des accords de coopération, participer aux salons de l'enseignement supérieur ayant lieu dans les pays de BRICS. Dans le cadre du BRICS, un Conseil des experts pour la

---

<sup>840</sup> BULARD Martine (dir.), GRESH Alain (dir.), ARVANITIS Rigas *et alii*, « L'Atlas des Mondes émergents », *Le Monde diplomatique*, 2012, 194 p., p. 72-80.

<sup>841</sup> ADAMS Jonathan, PENDLEBURY David, STEMBRIDGE Bon, « Building BRICKs : Exploring the Global Research and Innovation Impact of Brazil, Russia, India, China, and South Korea », *Thomson Reuter*, 2013. Disponible sur : <http://sciencewatch.com/sites/sw/files/sw-article/media/grr-brick.pdf>. Consulté le 26.09.2016.

coopération scientifique et technologique a été créé en 2014 avec pour objectif de coordonner les actions communes des pouvoirs publics nationaux qui définissent et réalisent les politiques nationales scientifiques dans les pays de BRICS<sup>842</sup>.

### 1.3. Les inspirations internationales de la politique universitaire russe

Les concepteurs du Programme 5-100 confirment que leur programme fut inspiré par des projets similaires lancés dans d'autres pays, notamment en Chine et en Allemagne<sup>843</sup>. Les programmes chinois 985 (lancé en 1998) et 211 (lancé en 1995) ont pour objectif d'améliorer la compétitivité internationale des universités-clés chinoises pour que ces établissements contribuent efficacement au développement économique et social de la Chine au XXI<sup>e</sup> siècle. Ces programmes, selon Philip Altbach, réussissent en créant des universités de recherche en Chine, mais peu d'entre elles sont devenues vraiment compétitives à l'échelle internationale.

En Allemagne, le programme Initiatives d'excellence lancé en 2005-2006 (*Exzellenzinitiative*, titre complet : *Exzellenzinitiative des Bundes und der Länder zur Förderung von Wissenschaft und Forschung an deutschen Hochschulen*) a également connu le jour dans l'objectif de soutenir l'avant-garde des universités allemandes dans leur performance internationale, notamment au sein des palmarès universitaires internationaux, où le rang des bonnes universités allemandes est inférieure à celui des universités américaines, britanniques et néerlandaises. La compétition ouverte soutenue par les fonds significatifs aboutit en Allemagne, selon Altbach, à la sélection des universités qui promettent une innovation majeure. Comme en Russie, les fonds allemands ne sont pas « transformateurs », mais lentement les universités se sont orientées vers l'innovation avec la recherche intensive émergente en Allemagne. Comme l'Allemagne, la Russie invite les experts internationaux pour la sélection et pour le comité de contrôle de son programme pour le soutien des universités d'avant-garde<sup>844</sup>.

---

<sup>842</sup> Site officiel de la plateforme de BRICS pour la coopération scientifique et technologique : <http://brics-ttn.org/index.php/en/>. Consulté le 26.09.2016.

<sup>843</sup> ALTBACH Philip, « The Value of the 'Top 100' Program », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, Issue 01, Spring 2014.

<sup>844</sup> ALTBACH Philip, *op.cit.*

Nous pourrions constater que le programme 5-100 reflète les tendances internationales dans la politique de l'enseignement supérieur. Non seulement les pays de l'Occident ou les pays émergents font des efforts pour améliorer la visibilité internationale de leurs universités et pour augmenter leur capacité à produire des innovations, d'autres pays montrent également leurs tentatives d'avoir une stratégie de développement et de promotion de l'enseignement supérieur en fonction des outils à leur disposition. Par exemple, Dmitry Semenov propose la classification des stratégies de promotion de l'enseignement supérieur des pays de la zone ex-soviétique<sup>845</sup>. Selon Semenov, la stratégie pourrait s'appeler « La stratégie d'amélioration de tout l'environnement de l'enseignement supérieur », quand le gouvernement fait des efforts pour le financement des mécanismes et des opportunités pour tous les établissements d'enseignement supérieur, donc, en tentant de « nourrir » tout l'environnement de l'enseignement supérieur, toutes les universités sans distinction. Ici, il n'y a pas d'investissements de masse dans un segment particulier, mais tous les EES sont encouragés à voir et à agir globalement afin d'être visibles. Sur la scène des ex-pays de l'Union soviétique, cette approche est commune aux pays de la Baltique qui sont sur la voie de l'intégration européenne. En donnant aux universités plus d'autonomie, en abandonnant l'académie nationale des sciences, en attribuant aux universités la fonction de recherche, les pays contribuent à la transition vers un système d'enseignement supérieur plus proche des principes européens adoptés dans le cadre du processus de Bologne.

La deuxième méthode est une approche « sélective », quand le gouvernement vise volontairement les universités les plus prometteuses en ce qui concerne leurs capacités compétitives selon les tendances internationales globales, notamment selon les critères des palmarès académiques. Sur la scène postsoviétique, Dmitry Semenov souligne que le Kazakhstan et le Kyrgyzstan suivent cette approche. D'autres pays ex-soviétiques ne suivent pas entièrement les deux approches et choisissent plutôt une stratégie « mixte » en fonction des ressources financières disponibles. Le cas de la Biélorussie reste particulier parce que l'internationalisation de l'enseignement supérieur n'est pas sur l'agenda de son gouvernement.

---

<sup>845</sup> SEMENOV Dmitry, *op.cit.*

Dmitry Semenov met le programme 5-100 dans la catégorie « modèle sélectif ». Il souligne que cette politique de segmentation fait partie d'une évaluation nationale des établissements d'enseignement supérieur afin de relever le niveau des établissements de mauvaise qualité. L'évaluation annuelle effectuée par le ministère aboutit à un rattachement des établissements faibles aux établissements forts. Le projet de surveillance (*monitoring*) avec les appels d'offres révèle un segment des EES « de bonne qualité » et permet de cibler les efforts. Dans tous les cas, conclut Semenov, toutes ces actions modifient à long et à court terme le paysage russe des EES<sup>846</sup>.

Le Programme 5-100 est lancé depuis 2012-2013. En 2017, il est encore tôt pour évaluer les résultats. En ce qui concerne le rang des universités russes dans les palmarès visés, elle reste modeste : seule l'Université d'État de Moscou (qui ne participe pas dans le programme de 5-100) est dans les 100 premières universités du classement de Shanghai. Cependant, les EES-participants du programme 5-100 démontrent un certain progrès dans les classements, malgré le fait qu'ils sont encore assez loin du sommet.

Par exemple, pour le classement QS<sup>847</sup>, la situation se présente ainsi pour des EES russes (deux EES d'importance nationale et deux EES régionaux qui participent au programme 5-100):

L'Université d'État de Moscou :

Année	Place
2010	93 <sup>e</sup>
2011	112 <sup>e</sup>
2012	116 <sup>e</sup>
2013	n/a
2014	120 <sup>e</sup>

<sup>846</sup> *Ibidem.*

<sup>847</sup> Source : Classement QS : <https://www.topuniversities.com/>. Consulté le 2.11.2017.

2015	114 <sup>e</sup>
2016	108
2017	108

L'Université d'État de Saint-Petersbourg :

Année	Place
2010	210 <sup>e</sup>
2011	251 <sup>e</sup>
2012	253 <sup>e</sup>
2013	n/a
2014	240 <sup>e</sup>
2015	233 <sup>e</sup>
2016	256 <sup>e</sup>
2017	258 <sup>e</sup>

L'Université de Tomsk :

Année	Place au niveau
2010	401-450
2011	451-500
2012	551-600
2013	n/a
2014	551-600

2016	481
2017	377

L'Université de Kazan :

Année	Place au niveau
2010	501-550
2011	601
2012	601
2013	n/a
2014	601-650
2015	551-600
2016	551-600
2017	441-450

En ce qui concerne l'attractivité internationale, le nombre d'étudiants étrangers augmente depuis le lancement des mesures pour l'amélioration de l'attractivité des universités russes, et plusieurs sources le démontrent. Par exemple, voici les données du Service fédéral de la statistique de l'État<sup>848</sup> :

Année universitaire	Nombre d'étudiants étrangers
2009/2010	145 900

<sup>848</sup> Les données du site officielle du Service fédéral de la statistique de l'État : Les étudiants étrangers inscrits dans les EES russes au début d'année universitaire. Disponible sur : [http://www.gks.ru/bgd/regl/b11\\_13/IssWWW.exe/Stg/d2/07-64.htm](http://www.gks.ru/bgd/regl/b11_13/IssWWW.exe/Stg/d2/07-64.htm). Consulté le 2.10.2016.  
Les étudiants étrangers inscrits aux programmes de bakalavriat, spetsialitet et magistratura au début d'année universitaire. [http://www.gks.ru/bgd/regl/b14\\_13/IssWWW.exe/Stg/d01/07-55.htm](http://www.gks.ru/bgd/regl/b14_13/IssWWW.exe/Stg/d01/07-55.htm). Consulté le 2.10.2016.

2010/2011	153 800
2012/2013	164 800
2013/2014	205 700

Selon les données de l'OCDE publiées en 2016, 3 % des étudiants étrangers du monde, c'est-à-dire des étudiants qui sont inscrits dans les EES dans un pays dont ils ne sont pas ressortissants, étudient dans les universités russes<sup>849</sup>. En 2016, l'entreprise QS a publié un classement « des pays avec les plus forts systèmes d'enseignement supérieur ». La Russie se trouve à la 26<sup>e</sup> place parmi les 50 pays les plus attractifs pour les étudiants internationaux : elle est au milieu du classement après les États-Unis (1<sup>re</sup> place), le Royaume-Uni (2<sup>e</sup> place), l'Allemagne (3<sup>e</sup> place), la France (6<sup>e</sup> place) et la Chine (8<sup>e</sup> place), mais très près des pays de BRICS - du Brésil (22<sup>e</sup> place) et de l'Inde (24<sup>e</sup> place)<sup>850</sup>.

Le Centre de recherches en sociologie du ministère de l'Éducation et de la Science révèle que les EES les plus populaires sont les grandes universités comme l'Université d'État de Moscou, l'Université d'État de Saint-Pétersbourg, l'Université de l'Amitié des Peuples, les universités polytechniques de Saint-Pétersbourg et de Tomsk. La majorité des étudiants étrangers choisissent les formations en sciences naturelles, en médecine et en philologie. En ce qui concerne le niveau d'études, la plupart des étudiants étrangers sont inscrits à *bakalavriat*, puis en *specialitet* et enfin à *magistratura*. 51,9 % d'étudiants viennent des pays de CEI (Kazakhstan, Turkménie, Tadjikistan, etc.), 26,6 % d'autres pays de l'Asie (Chine, Inde, Vietnam) et le reste – de partout dans le monde (Amérique du Nord, Afrique, Europe, Océanie)<sup>851</sup>.

<sup>849</sup> *Regards sur l'Éducation, les indicateurs de l'OCDE 2016*. Publié le 15 septembre 2016. Disponible sur : <http://www.oecd.org/fr/edu/regards-sur-l-education-19991495.htm> Consulté le 2.10.2016.

<sup>850</sup> *QS Higher education system strength rankings 2016*. Le classement et des explications de la méthodologie du classement sont publiés sur : <http://www.topuniversities.com/system-strength-rankings/2016#sorting=rank+custom=rank+order=desc+search=> Consulté le 2.10.2016.

<sup>851</sup> *Oboutchenie inostannykh grazhdan v vyschykh uchebnykh zavedeniakh Rossiyskoi Federatsii. Statisticheskiy sbornik / L'éducation des étrangers dans les établissements russes d'enseignement supérieur. Le recueil statistique, n° 12*, Centre de recherche en sociologie, ministère de l'Éducation et

Pour les universités russes, les étudiants internationaux sont également une source de revenu supplémentaire. Dans les années 2010, les frais de scolarité pour les étudiants étrangers étaient équivalents à ceux des étudiants russes pour les places payantes. Il y a une possibilité pour les étrangers de postuler pour des places budgétaires également, mais les quotas existent. En 2013, le ministère de l'Éducation et de la Science adopta un quota de 15 000 places budgétaires pour les étudiants étrangers, ce quota ne changea pas jusqu'en 2016. En 2016, pour une place budgétaire, il y a 4,5 candidats étrangers, note le site officiel de l'Agence fédérale pour les affaires de CEI, des compatriotes habitant à l'étranger et pour la collaboration humanitaire internationale Rossotroudnitchestvo (*Federalnoe agenstvo po delam Sodrouzhestva nezavisimyykh gosoudaystv, sootchetstvennikov, prozhivaïouchtchikh za rubezhom, i po mejdounarodnomou goumanitarnomou sotroudnitchestvou*)<sup>852</sup>.

Les étudiants étrangers, qui partagent leurs impressions dans la presse et *via* les réseaux sociaux, apprécient leur vie étudiante en Russie malgré certaines difficultés, parmi lesquelles les démarches administratives pour l'obtention du visa d'entrée et du titre de séjour, la corruption et même le racisme. Mais le plus grand défi pour les étudiants étrangers reste l'acquisition de la langue russe : les programmes d'enseignement en anglais sont encore peu nombreux, et il faut dédier un certain temps et des efforts pour apprendre le russe afin de trouver une formation et s'inscrire à l'université choisie. Le Conseil russe pour les affaires étrangères (*Rossiïski soviet po mejdounarodnym delam*) a publié en 2016 l'étude « Internationalisation électronique des établissements d'enseignement supérieur » basée sur l'analyse des sites Web anglophones des universités russes qui sont la source première d'information pour les étudiants étrangers. L'étude montre qu'il manque des éléments importants sur les sites Web, notamment concernant l'insertion professionnelle ou les perspectives d'emploi après l'obtention du diplôme dans le descriptif des formations. Il manque également des informations sur les bibliothèques, les facultés, les

---

de la Science, Moscou, 2015. Disponible sur : [http://socioprognoz-ru.1gb.ru/files/File/2015/Arefiev\\_Sb12\\_2015\\_001\\_200\\_ispr2.pdf](http://socioprognoz-ru.1gb.ru/files/File/2015/Arefiev_Sb12_2015_001_200_ispr2.pdf) Consulté le 3.10.2016.

<sup>852</sup> Site officiel de Rossotrudnitchestvo géré par l'Agence pour coopération dans l'éducation (*Agenstvo po sotrudnichestvu v obrazovanii*) : <http://russia.study/>. Consulté le 2.10.2016.

formations, les indicateurs-clés des EES pour avoir une vision globale d'un établissement afin de prendre la décision d'y postuler<sup>853</sup>.

Les étudiants qui réussissent à surmonter les difficultés linguistiques évoquent la richesse de la vie culturelle en Russie, l'amitié chaleureuse qui se forme au cours des années d'études et l'attractivité des différentes villes de la Russie : les grandes (Moscou, Saint-Petersbourg) et les petites (Koursk, Volgograd, etc.)<sup>854</sup>

Un autre résultat positif du soutien de l'État pour l'amélioration de la visibilité internationale des EES russes est l'animation de la vie scientifique dans les universités. Cela concerne non seulement la mission du renforcement de la position et de la représentation internationale de l'enseignement supérieur russe, mais également une autre mission dont l'État fait sa priorité pour les EES dans les années 2010-2020 : la mission de productivité scientifique et d'innovation. Cette mission sera analysée *infra*, mais dans le contexte de la « mission internationale », l'on peut d'ores et déjà mentionner que les EES russes font plus attention aux indicateurs WoS et Scopus dans leur travail et aux langues étrangères qu'à la publication en anglais. Les programmes comme 5-100 et autres n'ont pas d'effet sur le nombre total de publications russes, mais grâce à eux, les universités augmentent leur part dans la production d'articles et notamment dans les revues internationales. Ivan Sterligov a calculé que le nombre de publications des universités russes dans les journaux internationaux est de 45 % en 2008 à 56 % en 2013<sup>855</sup>. Cette tendance peut attirer les chercheurs internationaux dans les universités russes.

Ces résultats sont également le fruit de la coopération des universités avec l'Académie russe de sciences. Les universités sollicitent les chercheurs de l'ARS afin d'ajouter à leurs publications le nom de l'université où ils travaillent à temps partiel en tant qu'enseignants. L'université offre un bonus allant jusqu'à 50 000 dollars pour les auteurs de publications dans le WoS si le nom de l'université est clairement indiqué. Ces bonus sont financés par le programme 5-100. Cela veut dire que les

---

<sup>853</sup> L'étude *Internationalisation électronique des établissements d'enseignement supérieur*. Publié sur : <http://russiancouncil.ru/digital-universities>. Consulté le 2.10.2016.

<sup>854</sup> DOLGOPOLOVA Maria, « Inostrannie studenti v Rossii : kto oni i zachem priekhali? » / « Les étudiants étrangers en Russie : qui sont ils et pourquoi ils sont venus ? », *Teorii i praktiki / Les théories et les pratiques*, publié le 21 mars 2011. Disponible sur : <http://theoryandpractice.ru/posts/1597-inostrannye-studenty-v-rossii-kto-oni-i-zachem-priekhali>. Consulté le 2.10.2016.

<sup>855</sup> STERLIGOV Ivan, *op.cit.*

initiatives comme 5-100 peuvent stimuler la migration des chercheurs de l'ARS vers les universités, ce qui n'augmente pas les publications à court terme mais peut créer une base solide pour la production scientifique des universités à l'avenir<sup>856</sup>.

Nous pouvons constater que dans les années 2010 les EES russes ont intégré l'importance de la concurrence et de la visibilité internationale pour obtenir des subventions de l'État. Viktor Sadovnitshi, recteur de l'Université d'État de Moscou déclara à la session de l'Union des recteurs en 2014 :

« Nous nous sommes déjà habitués à l'Index de Hirsch, aux impacts facteurs, aux noms des journaux reconnus par les palmarès universitaires. Évidemment, il faut savoir jouer sur le terrain étranger (même quand il pleut), mais les juges doivent être objectifs. Il ne faut pas conclure, si notre chercheur n'a pas publié sa recherche ou son invention, qu'en Russie il n'y a pas de science ni d'enseignement supérieur de qualité. Les classements mondiaux doivent prendre en compte la spécificité et les réalités de la vie universitaire en Russie », ajoute-t-il. « Et il ne faut pas s'orienter vers les règles du jeu des autres et se fustiger à cause de ces règles<sup>857</sup> ».

Oleg Smolin, l'élu de la Douma du Parti communiste travaillant au sein du Comité pour l'éducation considère que la mission de l'État pour inclure « en 2020 au moins cinq universités russes dans les cent meilleures universités des classements mondiaux est discutable du point de vue de l'objectif et critiquable du point de vue des moyens consacrés à la mise en place d'une telle politique universitaire<sup>858</sup> ». Les dépenses pour mener ces mesures sont incomparables, selon lui, avec les revenus potentiels générés par l'arrivée des étudiants étrangers. Donc, cette politique est peu pragmatique, elle est même au-dessus de ses moyens. En outre, Smolin pointe une inégalité de la politique universitaire orientée vers la mission du renforcement de la position internationale. Effectivement, après l'oukaz du président n° 599, le ministère de l'Éducation et de la Science a conduit une étude des universités publiques sur leur efficacité et éligibilité pour la concurrence internationale selon les critères des classements. Les résultats de cette étude provoquèrent une vague de mécontentement public et des manifestations étudiantes. Parmi les EES inefficaces figuraient 30 universités pédagogiques, 24 EES agricoles, 5 EES d'ingénieurs, 17 EES de culture,

---

<sup>856</sup> Le programme 5-100 et autres programmes du ministère de l'Éducation et de la Science prévoient des financements importants pour le recrutement des chercheurs internationaux : de 3 à 5 millions dollars. Il faut néanmoins souligner, que le nombre de subventions attribuées pour ces recrutements reste faible, et la productivité ne se montre pas encore dans les années 2010.

<sup>857</sup> Session de l'Union des recteurs du 30 octobre 2014. Le compte-rendu est disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/46892>. Consulté le 3.10.2016.

<sup>858</sup> SMOLIN Oleg, « *Obrazovanie i prosvechtchenie : Rus, kuda je nesechsia ty ?* » / « L'éducation et l'instruction : O, Russie, où cours-tu? », *Svobodnaia mysl*, 2012 n°1/2, p. 7-23.

parmi lesquels 20 EES adaptés pour accueillir les personnes en situation de handicap. Si l'adaptation en fonction des classements mondiaux permet de voir les tendances principales du développement international de l'enseignement supérieur et de recherche, conclut Smolin, cela n'enlève pas l'intérêt des missions liées aux intérêts nationaux et à la mission sociale des universités<sup>859</sup>.

Les inquiétudes des différents acteurs de la politique universitaire concernant la capacité des pouvoirs publics de distinguer les vrais objectifs dans la réalisation de la « mission internationale » pour les universités, c'est-à-dire des objectifs qui vont au-delà de simples chiffres ou indicateurs, sont justifiées : les universités méritent une analyse profonde de leur situation, cas par cas, si elles sont jugées non efficaces. Notamment, une vérification devra être faite concernant leur « place » régionale et locale, leur utilité pour la région afin de lancer une réorganisation ou suppression d'un EES « inefficace ».

« Le monde contemporain est de plus en plus globalisé, mais il ne faut pas être hypnotisé par les standards imposés de l'extérieur », déclare Viktor Sadovnichki. « Nous sommes la Russie, nous avons notre propre histoire, notre mentalité et nos objectifs. Nous devons apprendre tout ce qui est meilleur et moderne, mais rester nous-mêmes forts, indépendants et capables d'assurer un avenir digne pour nos futures générations<sup>860</sup> ».

## **2. La mission de l'éducation patriotique et civique dans le cadre de la politique sociale**

### **2.1. Le renforcement du patriotisme et du civisme chez les jeunes comme un projet de l'État**

La politique de l'enseignement supérieur est inscrite traditionnellement dans la politique de l'État envers la jeunesse en général. Cela a été noté dans les discours du président de la Russie dans les années 2010, ainsi que dans les discours des élus de la Douma et des hauts fonctionnaires du ministre de l'Éducation et de la Science ;

---

<sup>859</sup> SMOLIN Oleg, *op.cit.*

<sup>860</sup> Session de l'Union des recteurs du 30 octobre 2014. Le compte-rendu est disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/46892>. Consulté le 3.10.2016.

*l'éducation civique* de la jeunesse devenait l'une des priorités de l'État dans le cadre de sa politique universitaire. De plus en plus, le président et le ministère appelaient les établissements d'enseignement supérieur à participer à la formation chez les jeunes d'une culture patriotique, sportive, scientifique et d'une culture de solidarité. La mission de l'éducation dans les établissements d'enseignement supérieur s'est renforcée lorsque l'État a demandé, dans les années 2010, l'enseignement des valeurs traditionnelles russes, le patriotisme et le civisme<sup>861</sup>.

Pourquoi ? Les réponses se trouvent dans les caractéristiques principales de la jeunesse – telles que la position sociale active, la vive réaction aux événements politiques et économiques, la mobilisation. La jeunesse a une valeur particulière pour les pouvoirs publics. Cette valeur est la même qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, à l'époque de la Révolution, comme tout au long du XX<sup>e</sup> siècle durant l'époque soviétique. La jeunesse est une catégorie socialement et politiquement active, mais aussi capable, par sa participation, d'influencer l'issue de différents événements politiques. D'une part, la jeunesse, et surtout, la jeunesse diplômée (d'enseignement supérieur) représente les futurs décideurs politiques et économiques sur le plan national, voire international. D'autre part, la jeunesse représente une masse électorale qui accepte ou n'accepte pas la politique du régime actuel. Les pouvoirs publics de toutes les époques souhaitent établir des relations de confiance avec la jeunesse pour faire comprendre ses actions, ses réformes et sa politique. Pour établir ces relations de confiance, les pouvoirs publics ont besoin de mécanismes de transmission de l'information et d'instruments de communication avec la jeunesse.

Ainsi, nous observons deux motivations principales pour enseigner le civisme et le patriotisme à la jeunesse. La première, plutôt idéaliste, est pour le bien de la population. Dans un contexte de menace terroriste internationale mettant à mal la sécurité des pays et des peuples, qu'elle que soit leur nationalité ou leur religion, les pouvoirs publics cherchent à « vacciner » la jeunesse contre l'influence des idées violentes et destructives *via* une politique d'éducation, notamment dans l'enseignement supérieur. L'État cherche à cultiver non seulement les compétences

---

<sup>861</sup> Le discours du ministre Livanov devant la jeunesse lors du forum « Teritoria smyslov » / « Le territoire des sens » à Kliazma le 5 juillet 2016. Vidéo publiée sur le site du ministère de l'Éducation et de la Science : <http://минобрнауки.рф/видео/176>. Consulté le 15.07.2016.

professionnelles des jeunes, mais leur maturité et responsabilité civique, leur bonne volonté et leur esprit d'initiative, faire grandir des jeunes capables de prendre des décisions responsables pour le bien-être de toute la société. La deuxième raison, plutôt réaliste, est l'éducation des jeunes pour le bien des pouvoirs publics : sur fond de valeurs communes, renforcer chez les jeunes leur loyauté envers l'État.

Poutine a déclaré en 2012 le retour aux valeurs de la Russie et aux orientations morales, qui ont été, selon lui, perdues dans les années 1990, afin d'éviter l'indifférence, l'absentéisme, l'adhésion à la corruption et même l'extrémisme parmi les jeunes. L'absence de références spirituelles, le déficit de compassion et de sympathie dans une société moderne menacent à long terme l'unité du pays. Poutine, en soulignant que « l'État ne peut pas dicter la morale aux citoyens sinon l'on serait face à un système totalitaire », a donc fait appel à la création d'associations sportives, de loisirs collectifs, du volontariat. Il a déclaré en 2012 qu'il ne fallait pas « oublier les différentes époques historiques de la Russie, au contraire, il faut reconnaître que la Russie n'est pas née en 1917 et que la force de la Russie repose dans son histoire longue et riche<sup>862</sup> ».

La crise ukrainienne de 2014 a provoqué une nouvelle vague de discours patriotiques. En décembre 2015 un programme d'État a été adopté le programme L'Éducation patriotique des citoyens de la Fédération de Russie pour 2016-2020. Ce programme s'applique à tous les niveaux des études (de l'enseignement général et l'enseignement supérieur)<sup>863</sup>, à toutes les classes sociales, et il encourage la consolidation des efforts « des familles, de la société et de l'État ». La politique publique pour l'éducation du patriotisme est vue comme

« la création des conditions pour la remontée d'une responsabilité citoyenne vis-à-vis du pays, la consolidation de la société afin de résoudre ses problèmes, la garantie de la sécurité nationale et le développement durable de la Fédération de Russie, le renforcement du lien d'appartenance des citoyens à la grande histoire et culture de la

---

<sup>862</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Message du président à l'Assemblée fédérale de la Russie, le 12 décembre 2012, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/17118> Consulté le 15.07.2016.

<sup>863</sup> GLADKHIKH Valentina, *Grajdansko-patriotitcheskoe vospitanie molodeji v polikoul'tournoï srede vouza / L'éducation patriotique et civique de la jeunesse dans un milieu multi-culturelle des EES*, thèse de post-doctorat (*doktor naouk*) en sciences pédagogiques, Tambov, 2011, 435 p.

Russie, l'assurance de la continuité des générations des russes, l'éducation d'un citoyen qui aime son pays et qui a une position sociale active<sup>864</sup> ».

Pour l'enseignement supérieur il s'agit de promouvoir des pratiques telles que l'organisation des clubs d'histoire, des jeux intellectuels sur l'histoire du pays, des quêtes historiques et culturelles, des cours d'orientations, des colonies de vacances pour les étudiantes avec comme thèmes la civilité et le patriotisme.

Il est évident que ces activités ne concernent pas les deux missions principales de l'Université (l'enseignement et la recherche), mais concerne plutôt la vie étudiante, la vie du *campus* et l'organisation de loisirs des étudiants par les étudiants-mêmes et par les instances universitaires chargées de la vie culturelle des EES. Le programme propose de développer et de promouvoir dans les établissements d'enseignement des travaux créatifs orientés vers le réveil de l'intérêt pour l'histoire de la Russie et le respect du passé de son pays natal, ses pages héroïques, l'approfondissement des connaissances des citoyens sur les événements qui ont donné naissance aux fêtes de la nation, des symboles et des monuments.

Les discours sur le patriotisme se renforcent également au ministère de l'Éducation et de la Science avec le changement du ministre en 2016. Selon certains chercheurs, le ministre Livanov a servi à réaliser les projets impopulaires du Président dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur quand la compétitivité, la suppression des EES et la réorganisation finale de l'Académie des sciences étaient à l'ordre du jour du gouvernement. Ensuite, il a été remplacé par le ministre Vassilieva qui s'occuperait de l'éducation patriotique. Comme le remarque Oleg Smolin, en Russie contemporaine, traversant la situation historique post-révolutionnaire, il émerge chez l'élite politique « une tendance en faveur d'une transition de l'athéisme militant vers une religiosité démonstrative<sup>865</sup> ».

L'écrivain russe du XIX<sup>e</sup> siècle Léon Tolstoï parlait du patriotisme en donnant le sens à ce terme qui n'est pas celui de « l'amour pour la patrie ». Selon lui, « pour les gouverneurs le patriotisme est un instrument pour attendre les objectifs du pouvoir. Et pour les gouvernés, c'est l'obéissance à ceux qui sont au pouvoir. Le patriotisme est

---

<sup>864</sup> *Postanovlenie pravitel'stva RF « O gosoudarstvennoï programme Patriotitsheskoe vospitanie grajdan RF na 2016-2020 gody » / L'arrêté du gouvernement n° 1493 du 30 décembre 2015 »* Sur le programme L'éducation patriotique des citoyens de la Fédération de Russie pour 2016-2020.

<sup>865</sup> SMOLIN Oleg, *op.cit.*

une forme d'esclavage<sup>866</sup>». En effet, les tentatives d'imposer les « bons » sentiments aux jeunes ne sont pas toujours perçues positivement dans la société civile, mais aussi au sein des pouvoirs publics.

La politique de rétablissement des valeurs a enclenché une polémique entre les décideurs politiques. Les initiatives pour inclure des cours d'éducation religieuse dans le cursus scolaire ainsi que des sanctions contre la critique des croyances religieuses n'ont pas été accueillies favorablement par les élus du Parlement qui soutenaient l'idée de transparence, la priorité à la popularisation des sciences naturelles et l'esprit scientifique chez les jeunes (comme c'était le cas à l'époque de l'Union soviétique) plutôt que l'idée d'éducation religieuse. L'argument des conservateurs qui affirmaient que la société soviétique athéiste était un échec sur le plan moral, et qu'il fallait donc rétablir la tradition de l'Église orthodoxe chez les jeunes, a été fortement critiqué dans la presse et dans les discussions publiques sur Internet (blogs, médias sociaux, etc.)<sup>867</sup>.

La politique de l'éducation civique et patriotique signifiait-elle le retour à la religion dans la société ou plutôt un tournant vers la « Christianisation » et l'injection de la spiritualité dans l'éducation nationale et l'enseignement supérieur ? Était-ce le retour à une autre idéologie, différente de celle de l'URSS mais avec les mêmes objectifs politiques : le contrôle sur la jeunesse. Pour répondre à ces questions de manière pondérée, il est nécessaire d'effectuer une analyse de la fonction de l'*idée nationale* russe dans le contexte de la politique universitaire des années 2010 et d'analyser la notion de l'idée nationale dans une perspective historique.

## 2.2. L'idée nationale russe et la politique de la Russie

---

<sup>866</sup> TOLSTOI Léon, *Les œuvres complètes*, t. 39, essai « *Khristianstvo i patriotizm* » / « La christianité et le patriotisme », Moscou, 1992.

<sup>867</sup> Voir par exemple :

« La critique par le juriste Barchtchevski du cours 'L'initiation à la culture orthodoxe' menace le civisme de la Russie, -déclare l'Union des citoyens orthodoxes », *Interfax*, 25 mai 2007. Disponible sur le site de l'agence d'information : <http://www.interfax-religion.ru/?act=news&div=18449>. Consulté le 15.06.2017.

« On introduit le cours 'L'initiation à la culture orthodoxe aux éeves du primaire », *Kommersant*, 03.02.2015, quotidien. Disponible sur : <https://www.kommersant.ru/doc/2659690>. Consulté le 15.06.2017.

IVANOVA-GLADILCHTCHIKOVA Natalia, « Pourquoi l'orthodoxie à l'école a perdu face à l'éthique de laïcité », *Russian journal*, 29.03.12. Disponible sur : <http://russ.ru/Mirovaya-povestka/Pochemu-pravoslavie-v-shkole-proigralo-svetskoj-etike>. Consulté le 15.06.2017.

Dans ces discours concernant l'éducation du patriotisme chez la jeunesse, les pouvoirs publics évoquent souvent l'idée nationale et soulignent sa nécessité pour la société contemporaine. Que signifie l'idée nationale, quelle définition ? Le philosophe Soloviev Vladimir définit l'idée nationale en ces termes : « L'idée de la nation, ce n'est pas ce que la nation pense d'elle-même dans le temps, mais c'est ce que Dieu en pense dans l'éternité<sup>868</sup> ». Autrement dit, l'idée nationale sert à répondre à un certain nombre de questions pour caractériser un peuple : les questions sur l'histoire et l'origine d'une nation, sur son rôle, sa mission et son sens d'existence.

Le 12 décembre 2012, le président Poutine a affirmé que « l'idée nationale ne devra pas être imposée du haut », parce qu'elle doit « mûrir » dans la société<sup>869</sup>. Le 3 février 2016, à la réunion du Président avec le Club des jeunes leaders, Vladimir Poutine a déclaré que le patriotisme était une idée nationale russe et a souligné que :

« Cette idée n'est pas l'idéologie, elle n'est pas liée à un parti politique ou à une classe sociale dans le pays... Quand vous dites 'travailler pour le pays', nous n'entendons pas quelque chose d'amorphe comme c'était le cas à l'époque soviétique : d'abord 'pour le pays' et après 'pour le peuple'. Le pays est un peuple, et 'pour le pays' égal 'pour le peuple'. Et nous ne trouverons pas une autre idée, elle est là. Il faut juste comprendre comment la formuler et la lancer<sup>870</sup> ».

Les tentatives des pouvoirs publics à formuler et à lancer l'idée nationale ne sont pas nouvelles dans la politique russe. La recherche d'une idée nationale en Russie postsoviétique a été initiée par le président Eltsine en 1996, quand il a appelé publiquement aux intellectuels russes de trouver « l'idée pour la Russie ». Un concours national pour trouver cette idée a été organisé par la revue *Rossiiskaia Gazeta* en 1996-1997. Dans la même période, les discussions relatives à l'idée nationale se sont intensifiées dans d'autres revues russes. Le besoin d'idée nationale a

---

<sup>868</sup> SOLOVIEV Vladimir, *L'idée russe* (1911), Respoublika, 1992, p. 187. Le texte est également disponible sur le site officiel de la bibliothèque *Vekhi* :

<http://www.vehi.net/soloviev/russianidea.html>. Consulté le 12.10.2016.

<sup>869</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Message du président à l'Assemblée fédérale de la Russie, le 12 décembre 2012, Moscou. Disponible sur :

<http://kremlin.ru/events/president/news/17118>. Consulté le 15.07.2016.

<sup>870</sup> La rencontre du président de la Russie Vladimir Poutine avec les activistes du Club des leaders, association des entrepreneurs, le 3 février 2016. Sténogramme disponible sur :

<http://kremlin.ru/events/president/news/51263#sel=233:28,234:46>. Consulté le 12.10.2016.

été également exprimé par le Parti communiste<sup>871</sup>, par des démocrates de droite et par des patriotes radicaux dans les années 1990<sup>872</sup>.

Or, en pratique les actes des autorités politiques ne sont pas des recherches d'idée nationale, elles se limitent à la création d'information et de communication avec un cadre optimal et convenable pour les pouvoirs publics<sup>873</sup>. Par exemple, le projet de l'identité russe, présenté par le parti La Russie unie et analysé par l'historien Orlov Igor, met l'idée de loyauté envers l'État au centre de la conception. Cela, souligne le chercheur, contient le risque, d'un côté, d'activer l'apologétique du régime au pouvoir, et de l'autre, la « renaissance » nationale, selon Orlov, n'est pas possible sans l'idée commune, qui est utile pour sortir des crises sociales, économiques et politiques<sup>874</sup>.

L'idée nationale en Russie est apparue pour la première fois au XIX<sup>e</sup> siècle, et à ce moment-là a été appelée « l'idée russe ». Le développement de l'idée russe est associé à Soloviev V., Khomiakov A., Dostoïevski F., Berdiaev N., Rozanov V., Iljin I., Florenski P. et autres philosophes russes. Malgré le fait que ces philosophes ont saisi les différents aspects de l'idée russe, l'idée nationale de la Russie n'a jamais été formulée de façon complète et concrète, et aucune des visions n'a été adoptée par l'État.

Certains analystes contemporains déclarent que l'idée nationale est une mythologème<sup>875</sup> qui ne peut pas être interprétée de manière définitive et englobant (comme toutes les mythologèmes), parce qu'elle comprend des significations différentes. Certains chercheurs considèrent que l'idée nationale ne peut pas exister, d'autres pensent qu'elle est inutile, ou même dangereuse. Le philologue et l'analyste

---

<sup>871</sup> ZIOUGANOV Gennadi, *Sovremennaia rousaskaia ideia i gosoudarstvo / L'idée russe contemporaine et l'Etat*, Moscou : RAU-Korporatsia, 1995, p. 12-35.

<sup>872</sup> Voir, par exemple :

NOVODVORSKAIA Valeria, *Po tou storonou otchaiania / De l'autre côté de la désespération*, Moscou : Novosti, 1993.

DOUGIN Alexandre, *Absolioutnaia rodina / La patrie absolue*, Moscou : Artgoraia-tsent, 1999.

<sup>873</sup> BOLCHAKOV Sergueï, *Discours natsional'noi identitchnosti v ousloviakh globalizatsii / Les discours sur l'identité nationale dans le contexte de globalisation, les actes de colloque du 20-21 octobre 2006 à Moscou 'L'identité nationale de la Russie et la crise démographique'*, Moscou, 2007, p. 544-546.

<sup>874</sup> ORLOV Igor, « *Natsionalnaia ideia Rossii v istorii mysli* » / « L'idée nationale de la Russie dans l'histoire de la pensée » in SOULACHKIN Stepan (dir.), *Natsionalnaia ideia Rossii / L'idée nationale de la Russie*, t.1, Moscou : *Naoutchny ekspert*, 2012, p. 59-79.

<sup>875</sup> Le terme mythologème signifie une unité de signification minimale commune à plusieurs mythes, chaque mythe naissant de l'association de divers mythologèmes. Source: [bbouillon.free.fr](http://bbouillon.free.fr). Consulté le 24.07.2016.

de la littérature Kojinov Vadim, en analysant les idées nationales russes dans la perspective historique depuis Pierre Le Grand et jusqu'à l'époque communiste, constate que ces idées ne sont pas vraiment nationales, qu'elles sont « au-dessus » de la nation, et qu'elles ont un sens supranational<sup>876</sup>. E. Tchepournykh et V. Gouchtchin estiment que les discussions sur l'idée nationale sont davantage infructueuses, car l'idée même est une invention des conseillers politiques pour des campagnes électorales<sup>877</sup>.

Orlov Igor conclut que les sciences humaines et sociales démontrent des approches différentes de l'interprétation de la notion d'idée nationale : politique, géopolitique, religieuse, philosophique, artistique et administrative<sup>878</sup>. En 1997, le centre Idem a mené une analyse linguistique, et a mis en évidence quinze types d'interprétation de la notion d'idée nationale, dont les principales sont : la démocratie, la renaissance de la Russie, la doctrine de l'État, l'idéologie, la culture, l'incertitude, le messianisme, l'unification, l'orthodoxie, la priorité de l'individu, la priorité nationale, la monarchie, le socialisme, le communisme, l'intégrité, les valeurs, le facteur économique. Cela indique que l'idée nationale représente pour la population un certain mécanisme de communication entre la population et les pouvoirs publics avec pour objectif la formation de la société démocratique en Russie<sup>879</sup>.

De nombreux chercheurs pensent que l'État doit trouver l'idée nationale parce qu'elle permet de renforcer l'intégration des peuples de la Russie, de diminuer la tension sociale, d'enraciner les valeurs communes, de mobiliser, de stimuler l'activité sociale, de réformer, d'orienter la société vers l'avenir. Sur le fond, écrit Ivanova, l'idée nationale présente une formule qui donne un concept de base pour la vie d'un État, de la société et des citoyens à long terme. L'idée nationale devrait être tournée vers l'avenir de la nation dans un contexte mondial<sup>880</sup>. Soulakchin Stepan a proposé une définition de l'idée nationale dans la recherche russe en sciences administratives.

---

<sup>876</sup> KOJINOV Vadim, entretien à *Rossiiskoe analititcheskoe obozrenie*, 1998, n° 7. Disponible sur : [http://www.patriotica.ru/religion/kozhinov\\_idea.html](http://www.patriotica.ru/religion/kozhinov_idea.html). Consulté le 12/10.2016.

<sup>877</sup> GOUCHTCHIN Valeri, « *Otchizna-mat' v predvokouchenii novogo moutchenika* » / « La mère-Patir en attendant d'un nouveau martyr », *Nezavisimaia Gazeta*, 12 novembre 1999, quotidien.

<sup>878</sup> ORLOV Igor, *op.cit.*, p. 78-79.

<sup>879</sup> SITNIKOV Alexeï, « *K voprosou o natsional'noi' idee* » / « A propos de l'idée nationale », publié par *Image-Contact Library*, le 21 mai 2002. Disponible sur : <http://www.image-contact.ru/ru/library/articles/?id=35&f=29>. Consulté le 12/10.2016.

<sup>880</sup> IVANOVA Sventlana, *Natsional'naia idea v koul'toure sovremennoï Rossii / L'idée nationale dans la culture de la Russie actuelle*, les actes de colloque du 20-21 octobre 2006 à Moscou 'L'identité nationale de la Russie et la crise démographique', Moscou, 2007, p. 630.

Selon lui, l'idée nationale est « une conception ferme du passé, du présent et de l'avenir de son pays pour un individu, le concept qui mobilise l'individu pour faire des efforts et qui permet de générer une adhésion sociale » autour d'une action ou d'une politique de l'État<sup>881</sup>. En vue de cette approche, l'idée nationale a comme objectif la préservation d'un pays et de son entité. Ainsi, l'idée nationale est l'une des fonctions principales d'un organisme social et étatique, et elle a trois attributs – le territoire, la population et les pouvoirs publics. À cet égard, l'idée nationale se présente comme « un programme actif de la vie et des actions de chaque citoyen, pour la société, pour le pays », dont un élément important est la sécurité du pays.

Cette définition et ce raisonnement ouvrent de nombreuses possibilités d'interprétation et de traduction de l'idée nationale en langage d'administration publique et des politiques publiques. Orlov I. note que le besoin d'idée nationale apparaît en Russie lors d'un danger externe ou d'un défi, c'est-à-dire quand cette idée doit jouer un rôle intégrant et mobilisant. L'idée nationale est liée à la fois aux valeurs et aux intérêts nationaux. Si par « valeurs » nous entendons un ensemble de concepts et de sens utilisés par la société sur une certaine période du temps, nous pourrions dire que l'idée nationale est un ensemble de valeurs et de symboles unifiant les citoyens, ainsi que l'articulation des principes qui sont à la base des intérêts nationaux<sup>882</sup>.

Il faut à cet égard tenir compte qu'en Russie, pendant des siècles, lors des discussions sur le progrès social, les rapports avec l'Occident ont toujours été compliqués : la Russie se compare aux pays occidentaux, et elle cherche à se distinguer et à s'affirmer en Europe. Le rétablissement de l'identité de la société russe peut être expliqué l'idée de « revanche constructive » dans un contexte de concurrence globale<sup>883</sup>. L'idée nationale se forme en même temps que la nation. Elle est liée au processus de construction de l'État et de l'institutionnalisation des relations nationales et internationales<sup>884</sup>.

---

<sup>881</sup> SOULAKCHIN Stepan (éd.) et alii, *Natsionalnaia ideia Rossii / L'idée nationale de la Russie*, t.1, Moscou : Naoutchny ekspert, 2012, 752 p.

<sup>882</sup> ORLOV Igor, *op.cit.*, p. 70-79.

<sup>883</sup> IGRITSKI Youri, « *Rossia i Zapad. K filosofsko-politicheskomou osmysleniou problemy* » / « La Russie et l'Occident : les réflexions politico-philosophiques », *Svolobnaia mysl*, 2000, n° 5, p. 74.

<sup>884</sup> Voir à ce propos :

En outre, l'idée nationale russe est liée à la tradition de l'Église orthodoxe, pour laquelle la question la plus importante n'est pas celle des droits de l'homme (comme en Occident), mais la recherche du sens de la vie<sup>885</sup>. D'ailleurs, note Veronika Alekseeva, l'idée nationale contient souvent un aspect religieux, parce que la religion est un facteur puissant d'unification du peuple. Donc, forcément, les appels aux valeurs et aux traditions de la religion ont lieu dans la recherche d'une idée nationale<sup>886</sup>. Il est important de tenir compte, comme souligne justement A. Mitrofanova, que pour la majorité des Russes, l'Orthodoxie n'est pas une religion mais un symbole du caractère propre de la Russie et de sa valeur spirituelle ; c'est l'un des marqueurs d'identité culturelle et ethnique russe. Alors qu'ils ne pratiquent pas la religion, c'est-à-dire ne suivent pas les rites orthodoxes et ne vont pas à l'église régulièrement (ou même pas du tout), les russes reconnaissent tout de même le rôle de l'Église orthodoxe dans la culture et dans l'histoire du pays, et ils s'identifient à cette religion en acceptant ses caractéristiques principales comme une partie de leur identité nationale<sup>887</sup>. L'idée du pouvoir de Dieu est liée ici, selon le philosophe russe Berdiaev, à l'idée des pouvoirs publics, où le Tsar représente la justice et la vérité, car il est le gouverneur général de Dieu sur terre - d'où vient le rapport sacré entre le peuple russe et l'État, et les intérêts de l'État en tant que valeur suprême<sup>888</sup>. La défense des intérêts de l'État est l'un des traits du processus politique contemporain, insiste Tsymbourski<sup>889</sup>. L'identité nationale s'entend ici comme l'interprétation et l'acceptation de l'expérience historique de la nation.

---

DANILEVSKI Igor, *Drevniaia Rus glazami sovremennikov / La Rus' ancienne aux yeux de ces contemporains*, Moscou, 2001, p. 189.

SALMİN Alexeï, « *Mif istorii i istoria mifa* » / « Le mythe d'une histoire et l'histoire d'un mythe », in SEMIGIN Gennadi (dir.), *Natsionalnaia ideia : istoria, ideologia, mif / L'idée nationale : l'histoire, l'idéologie, le mythe*, Moscou : RAN, 2004, 598 p., p. 4.

<sup>885</sup> SOLJENITSYN Alexandre, « *Rousski vopros k knotsou XX veka* » / « La question russe à la fin du XX<sup>e</sup> siècle », *Novy mir*, 1994, n° 7, p. 174.

<sup>886</sup> ALEXEEVA Veronika, « *Natsional'naia ideia* » / « L'idée nationale », *L'encyclopédie philosophique*. Disponible sur : <http://terme.ru/dictionary/183/word/nacionalnaja-ideja>. Consulté le 12.10.2016.

<sup>887</sup> MITROFANOVA Anastasia, *Rossia i slavianstvo – pravoslavny mir : ot illiuzii k real'nosti / La Russie et les Slaves, le monde orthodoxe : de l'illusion à la réalité*, les actes de colloque du 20-21 octobre 2006 à Moscou « L'identité nationale de la Russie et la crise démographique », Moscou, 2007, p. 178-179.

<sup>888</sup> BÉRDIAEV Nikolaï, *Le destin de la Russie (1914-1917)*, Moscou, 2004, p. 543-544.

<sup>889</sup> L'entretien de Tsymbourski Vadim à Rousski Arkhipelag en décembre 2002. Disponible sur : <http://www.antropotok.archipelag.ru/text/a120.htm>. Consulté le 12.10.2016.

Un autre repère des valeurs russes est le patriotisme qui sert l'un des mécanismes principaux de la succession entre les générations. Le patriotisme joue un rôle important dans le positionnement de la Russie dans le monde. Le philosophe et critique littéraire Vissarion Belinski écrivait : « Aimer son pays natal, c'est avoir envie de voir en elle la réalisation de l'idéal de l'humanité et de contribuer à cette réalisation<sup>890</sup> ».

La notion de patriotisme doit être assimilée à l'affirmation de l'humanisme social. Il peut être défini également comme « une position qui reflète la fierté et l'esprit des individus par rapport à leur patrie, leur société et au monde<sup>891</sup> ». Seul le patriotisme peut assurer une consolidation de la société, la stabilité socio-politique, le rétablissement de l'économie nationale, et renforcer le potentiel de défense de l'État. Par la réactualisation de l'idée nationale, la société maintient un sens de confort psychologique et de sécurité. Il est remarquable d'ailleurs que diverses forces politiques fassent appel aux idées du patriotisme dans les différentes périodes de la politique russe<sup>892</sup>. Ainsi, sous l'égide du patriotisme se trouvent les idées des divers courants politiques avec une diversité d'interprétations. Enfin, les particularités et les préférences culturelles et axiologiques<sup>893</sup> des citoyens russes, écrit Popov M., montrent également les mêmes orientations identificatoires qu'à l'époque soviétique. Ces orientations sont présentes en Russie au début du XXI<sup>e</sup> siècle, et même si elles se sont modifiées, elles restent visibles. Cela veut dire que nous pourrions conclure que la société russe en transformation tend à synthétiser l'identité russe et l'identité soviétique<sup>894</sup>.

Cette union complexe des orientations d'identification de l'idée nationale russe nous permet de dire qu'il est possible de « décortiquer » la notion d'idée nationale, de la décrire et la saisir dans une perspective historique, mais il est très difficile de lui

---

<sup>890</sup> BELINSKI Vissarion, *Les œuvres choisies*, t. 4, Moscou, 1954, p. 489.

<sup>891</sup> Voir à ce propos :

ZDEREVA Galina, *Sovremennaja kontseptsia patriotizma – osnova idejnogo pozitsionirovanija v mejdounarodnom soobchtchestve / Le concept actuel du patriotisme est un fondement de positionnement sur la scène internationale*, les actes de colloque du 20-21 octobre 2006 à Moscou « L'identité nationale de la Russie et la crise démographique », Moscou, 2007, p. 672.

<sup>892</sup> SOLJENITSYN Alexandre, *op.cit.*, p. 174.

<sup>893</sup> Une chose axiologique signifie celui qui concerne l'axiologie, la théorie des valeurs philosophiques, morales, métaphysiques.

<sup>894</sup> POPOV Maxim, *Metamorfozy nad 'etnitcheskoï identitchnosti : sovetskost', etnitchnost' i rossijskaia grajdanskaia pozitsia / Les métamorphoses de l'identité supra-ethnique : la soviéticité, l'ethnique et la nation civique russe*, les actes de colloque du 20-21 octobre 2006 à Moscou 'L'identité nationale de la Russie et la crise démographique', Moscou, 2007, p. 607-617.

donner une définition simple et complète. Il semble que l'idée nationale est un processus plus qu'un concept. En fait, l'histoire de la Russie est aussi l'histoire de son idée nationale. Or, il est évident que les pouvoirs publics voient l'utilité d'une idée nationale dans sa politique universitaire, l'idée nationale y existe toujours et se renforce avec l'objectif d'obtenir l'adhésion du peuple autour d'une politique menée dans une situation de crise, d'une décision politique difficile et contradictoire, ou d'une menace pour l'intégrité ou la sécurité nationale.

### **2.3. Le patriotisme et les EES**

Les décideurs publics ont finalement saisi la nécessité de réunir le passé, le présent et l'avenir de la Russie. L'État fait donc des efforts dans le cadre de la politique universitaire pour stimuler l'attitude positive à l'égard de l'histoire de la Russie et ces différentes périodes, ainsi que sur la nécessité de faire la paix avec le passé communiste et postsoviétique, de réunir les traditions de la Russie des tsars et la Russie communiste avec la Russie contemporaine. L'État stimule la réflexion sur l'idée nationale de la Russie en vue de son histoire et de sa position géopolitique particulière qui oblige, selon les pouvoirs publics, à agir et à résister à l'influence étrangère. Dans le même temps, l'État ne donne pas et n'impose pas une définition stricte de l'idée nationale ; il propose de le faire ensemble avec la population et avec la jeunesse.

Y a-t-il un risque dans tout cela que l'enseignement supérieur soit politisé ? Dans les efforts des pouvoirs publics d'initier l'idée nationale afin d'obtenir la loyauté de la jeunesse pour sa politique, l'État peut-il aller jusqu'à la limitation de la liberté des EES et de la population étudiante ? C'était effectivement un risque pour la politique universitaire des années 2010. L'expérience soviétique et même pré-soviétique indique que l'équilibre entre la non-politisation et la politisation était difficile à garantir ; les effets d'une politisation des EES peuvent en effet être négatifs.

« Aujourd'hui, en Russie, il est difficile de trouver un recteur d'université avec de vraies convictions démocratiques », écrit un journaliste dans la revue *Gazeta.ru* en 2014 - « La loyauté politique dans ce milieu est maintenant l'un des critères

principaux pour l'évolution de carrière<sup>895</sup> ». Cet avis n'est pas partagé par la plupart des analystes de la politique universitaire, mais il présente une alerte pour les pouvoirs publics concernant sa mission d'éducation civique et patriotique de la jeunesse dans le cadre de la politique d'enseignement supérieur. Le conflit entre les étudiants des EES russes et un enseignants-chercheur qui souhaitait leur donner une conférence au sujet de patriotisme en imposant son avis politique en 2015<sup>896</sup> a démontré à quel point la balance entre politisation et non-politisation était fragile.

### **3. La mission d'une productivité scientifique dans le cadre du développement de l'économie de la connaissance**

L'une des plus importantes missions de l'Université contemporaine est la stimulation de la recherche au sein des établissements d'enseignement supérieur. La politique de l'État dans cette direction date des années 1990 et l'attention portée à ce problème augmente avec le temps et avec les possibilités financières de l'État d'investir dans la recherche universitaire.

#### **3.1. Les objectifs de la politique de l'État pour le renforcement de l'activité scientifique des EES**

Les raisons du renforcement d'une telle mission sont nombreuses. Il convient ici d'en souligner quelques-unes. Tout d'abord, les décideurs politiques ont conscience que l'essentiel de la croissance économique russe est l'exportation des matières premières, et ils estiment que la dépendance de l'économie nationale de la production et des prix mondiaux de ces matières dans le contexte des marchés financiers non stables et d'une forte concurrence internationale, présentent un risque à long terme. Les discussions sur la nécessité de rompre avec la dépendance pétrolière ou de se « détoxifier » du pétrole sont d'actualité depuis 2000 dans les administrations publiques, dans la presse et dans la société en général. Le besoin de faire fructifier l'économie innovante en Russie augmente avec les années, et l'État accorde une place

---

<sup>895</sup> « Les agressifs et les obéissants. Pourquoi c'est difficile de surmonter l'instinct d'un esclave », *Gazeta.ru*, le 14 septembre 2015. Disponible sur : [https://www.gazeta.ru/comments/2015/09/14\\_e\\_7755275.shtml](https://www.gazeta.ru/comments/2015/09/14_e_7755275.shtml). Consulté le 14.10.2016.

<sup>896</sup> « Le scandale à RGGU », publié sur le portail *Politonline* le 22 mai 2015 : <http://www.polygonline.ru/interpretation/22881809.html>. Consulté le 3.11.2017.

particulière à l'enseignement supérieur dans ce processus. Les EES sont appelés à stimuler la recherche à la demande de l'État avec les subventions publiques considérables.

Tout d'abord, l'État poursuit la politique de soutien des universités de recherche depuis les années 2000. En 2012, le Président a présenté les secteurs prioritaires pour la conduite des recherches fondamentales et des recherches appliquées : l'espace, l'énergie nucléaire, l'ingénierie aérienne, navale et l'industrie mécanique de précision. Ces secteurs, d'une part, faisaient partie des forces scientifiques de la Russie à l'époque soviétique, donc il y avait déjà un socle scientifique existant. D'autre part, ces secteurs restent privilégiés pour les pays puissants, et la concurrence pour ces technologies est importante. Le président a proposé le lancement de « feuilles de route » pour les recherches universitaires afin d'avoir un outil lisible pour suivre leur avancement dans l'accroissance de leurs activités scientifiques.

Depuis 2010, les discours présidentiels, notamment les Messages annuels au Parlement, mettent l'accent sur le développement du potentiel militaire, y compris sur le plan scientifique. La recherche militaire intéresse la Russie traditionnellement dès la fin de la Grande Guerre patriotique et de l'époque de la guerre froide. La militarisation de l'économie lors de la course aux armements et l'existence de nombreuses entreprises productrices de l'équipement et des machines militaires font du pays un exportateur important dans le secteur militaire. En outre, les pouvoirs publics soulignent souvent le besoin pour un grand pays, multinational et multiconfessionnel d'avoir un potentiel militaire suffisant pour protéger son intégrité et sa sécurité. Ce besoin augmente dans les situations de crise avec d'autres pays, notamment avec l'Occident, et la rhétorique se renforce. « Personne ne devra avoir des illusions concernant la possibilité d'avoir la suprématie militaire sur la Russie. Nous ne laisserons pas faire cela. La Russie répondra politiquement et technologiquement. Nous avons tous les moyens pour le faire », a déclaré le président Poutine dans son Message à l'Assemblée fédérale en 2013<sup>897</sup>. Il ne faut pas oublier, néanmoins, l'aspect pragmatique de la volonté de développer la recherche militaire,

---

<sup>897</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Le Message du président à l'Assemblée fédérale le 12 décembre 2013, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/19825>. Consulté le 15.07.2016.

car ce secteur bénéficie d'une ligne budgétaire importante pour les exportations russes pour la Russie. Le fonds spécial des recherches perspectives a été créé pour le développement des technologies militaires. Les fonds spécifiques ont également été créés pour soutenir les recherches en sciences proches du complexe militaire-industriel. Cela ne concerne pas directement les établissements non-militaires d'enseignement supérieur, mais certaines disciplines et thématiques de recherche au sein des universités qui sont concernées plus que d'autres par les subventions de l'État.

La deuxième raison principale de l'attention de l'État à l'égard de la mission de recherche universitaire dans les années 2010 est la volonté d'accélérer le processus de rapprochement de l'enseignement et de la recherche, deux mondes séparés à l'époque soviétique, et dont le rapprochement est difficile à effectuer. Ce changement décisif est un vrai défi pour le système d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi que pour les pouvoirs publics. L'État a opéré un certain nombre de réformes et de changements organisationnels et financiers pour atteindre cet objectif. Les objectifs fixés par l'État aux EES sont les suivants : le lancement de projets innovants en partenariat avec l'industrie, l'ouverture de départements Recherche et Développement (R&D) soutenus par les entreprises, le rapprochement et l'intégration avec l'Académie des sciences de Russie, l'établissement de nouveaux laboratoires pour la recherche fondamentale et la recherche appliquée, la création de centres de prototypes et des *fablabs*<sup>898</sup>. L'État encourage également les universités à avoir des comités

---

<sup>898</sup> Un Fab Lab (contraction de l'anglais fabrication laboratory, « laboratoire de fabrication ») est un lieu ouvert au public où il est mis à sa disposition toutes sortes d'outils, notamment des machines-outils pilotées par ordinateur, pour la conception et la réalisation d'objets. La caractéristique principale des Fab Labs est leur « ouverture ». Ils s'adressent aux entrepreneurs, aux designers, aux artistes, aux bricoleurs, aux étudiants ou aux hackers en tout genre, qui veulent passer plus rapidement de la phase de concept à la phase de prototypage, de la phase de prototypage à la phase de mise au point, de la phase de mise au point à celle de déploiement, etc. Ils regroupent différentes populations, tranches d'âge et métiers différents. Ils constituent aussi un espace de rencontre et de création collaborative qui permet, entre autres, de fabriquer des objets uniques: objets décoratifs, objets de remplacement, prothèses, orthèses, outils..., mais aussi de transformer ou réparer des objets de la vie courante.

Source : <http://carrefour-numerique.cite-sciences.fr/fablab/wiki/doku.php?id=charte>. Consulté le 3.11.2017.

Voir également : <http://www.fablab.fr/>

consultatifs présidés par les membres influents de la société et à commencer à construire les fonds de dotations<sup>899</sup>.

De nombreux programmes ont été lancés pour attribuer des subventions supplémentaires à la recherche universitaire. Il y a notamment un programme pour le développement de la recherche « Projet 220 » qui prévoit un budget de 400 millions de dollars pour construire les laboratoires russes de niveau mondial (*world class*) pour les années 2010-2012 et stimuler leur ouverture à l'internationale. Le gouvernement attribue également des subventions à 40 universités de recherche afin de revitaliser leur potentiel scientifique. Les participants au projet 5-100, par exemple, sont tous (sauf Samara Université Aérospatial) issus de ces 40 universités. La stimulation de l'activité scientifique est également l'une des demandes de l'État aux EES dans le cadre du programme 5-100, car selon des orientations du ministère, la globalisation et l'internationalisation jouent un rôle d'accélérateur dans le processus du rapprochement de l'enseignement et de la recherche<sup>900</sup>.

Troisièmement, en stimulant l'activité scientifique, l'État continue à lutter contre un autre handicap du passé dans la recherche : la fuite des cerveaux des années 1990. Dans la période « jeune » postsoviétique, les conditions de recherches russes avaient changé pour le meilleur avec la chute du rideau de fer, quand la population russe a obtenu un accès large à la littérature scientifique étrangère et à la possibilité de rencontrer les collègues internationaux. Puis, les moyens de communication ont évolué avec l'Internet en ouvrant rapidement les frontières. Dans les universités où la recherche était présente, la croissance du nombre d'étudiants dans les années 1990-2000 signifiait l'arrivée de nouveaux talents dans les laboratoires pour le troisième cycle d'études. Or, dans le même temps, la recherche est devenue une activité impopulaire, notamment parmi les jeunes chercheurs ou les chercheurs expérimentés, ce qui a eu pour résultat la diminution du nombre des intellectuelles : de 1 900 000

---

<sup>899</sup> ALEXEEV Oleg, « First Steps of Russia Universities to Top-100 Global University Rankings », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, 2014, Issue 01, Spring.

<sup>900</sup> ANDROUSCHAK Gergory, *op.cit.*, p. 10.

personnes en 1990 à 770 000 personnes en 1999<sup>901</sup>. Selon une autre source, la diminution était de 1532,6 mille personnes en 1992 à 870,9 mille en 2002<sup>902</sup>.

Selon l'estimation de Sergueï Stepachin, le chef de la Cour des comptes, lors des dernières années (fin 2000-début 2010), 1 250 000 personnes ont quitté la Russie, dont beaucoup de jeunes diplômés économiquement et socialement actifs. Selon les données de Levada-centre, cette tendance s'accroît de 2009 à 2013 ; le nombre de personnes de nationalité russe souhaitant quitter le pays a augmenté de 13 % à 22 %<sup>903</sup>. Cela a constitué un dommage considérable pour la science russe. Selon le président de l'Association des EES privés russes, Vladimir Zernov, les pertes de cette fuite de cerveaux durant des dernières années soviétiques et la période postsoviétique sont estimées à plus d'un trillion de dollars<sup>904</sup>.

Plusieurs initiatives gouvernementales ont tenté dans les années 2010 de changer la situation. En vertu de la décision (*rasporyajenie*) du gouvernement de la Fédération de Russie n° 262-r du 30 décembre 2012 adoptant le Plan d'action pour le changement dans les secteurs de la sphère sociale pour l'amélioration de l'efficacité de l'enseignement et de recherche, le nombre des chercheurs devrait atteindre 728,5 mille personnes pour 2018. L'État a créé l'Agence des initiatives stratégiques qui s'est chargée d'organiser la collaboration entre les universités, les centres de recherche, l'Académie russe et les unions professionnelles<sup>905</sup>.

Enfin, le gouvernement a annoncé des appels d'offres en faveur de la mobilité académique visant à attirer les scientifiques installés à l'étranger à venir en Russie. Par cela, non seulement l'État comptait embaucher des chercheurs venant d'autres cultures et d'autres écoles scientifiques pour apporter des nouvelles pratiques et méthodes aux équipes dans les laboratoires russes, mais aussi pour stimuler le retour des scientifiques russes travaillant à l'étranger en leur proposant de meilleures conditions de travail.

---

<sup>901</sup> Les données de l'OCDE : [www.oecd.org](http://www.oecd.org). Consulté le 3.11.2017.

<sup>902</sup> NIKOLAEV Igor (éd.), *Skol'ko stoit Rossia, Combien coût la Russie*, Moscou, 2004, p. 220.

<sup>903</sup> Voir l'étude sur le site officiel de Levada centre : <http://www.levada.ru/06-06-2013/mechty-ob-emigratsii>. Consulté le 20.07.2015.

<sup>904</sup> L'entretien de Vladimir Zernov à *Rosnaouka*. Disponible sur : <http://rosnauka.ru/publication/540> Consulté le 20.07.2016.

<sup>905</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Le Message du président à l'Assemblée fédérale du 4 décembre 2014, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/47173> Consulté le 15.07.2016.

### 3.2. Les défis pour la réalisation de la mission donnée

La réalisation d'une meilleure productivité scientifique des EES russes rencontre des obstacles. Comme le note Viktor Sadovnitshi, « Malheureusement, le lien sacré entre l'enseignement, la recherche fondamentale, le résultat scientifique et la mise en application de la technologie dans l'industrie a été rompu<sup>906</sup> ». Une bonne solution, selon lui, était peut-être de créer des vallées scientifiques au sein des EES, les *clusters*, les parcs technologiques, les liens forts avec les entreprises. Or, cela n'est pas encore tout à fait réalisé dans la vie des universités et les résultats se font attendre. Pour le moment, les mécanismes clairs de collaboration entre les entreprises innovantes (même publiques) et les EES sont absents. Ici, les conseils de surveillance peuvent jouer un rôle positif. « Depuis de longues années, l'État invite l'enseignement supérieur à s'unir avec la recherche, mais dans les années 1990 l'inverse s'est produit : la recherche fondamentale a été extraite des budgets des EES pour rester dans quelques établissements seulement », dit Sadovnitshi. En outre, selon lui, le système de financement basé actuellement sur le principe du remboursement (sans avancement) complique le travail de la recherche<sup>907</sup>.

Svetlana Ivanova a également émis un avis prudent concernant les résultats attendus suite aux initiatives gouvernementales qui avaient pour objectif de faire épanouir recherche universitaire :

« Les universités nationales dans lesquelles l'État a été investi, n'ont pas encore renforcé leurs muscles scientifiques. Elles ont un potentiel, évidemment. Or, selon la scientométrie, elles ne montrent pas encore de bons résultats, comme ceux des instituts de l'Académie des sciences. Le corps enseignant universitaire n'est pas encore orienté vers la recherche ; et il ne le fera pas très prochainement<sup>908</sup> ».

Dans les années 2010, la recherche russe commence à s'habituer au système de distribution des subventions *via* des appels d'offres, mais ce processus peine à s'installer. « Les vrais chercheurs », remarque Simon Chnol, « ne répondent pas aux appels, car ils sont occupés par la recherche scientifique et non pas par la recherche d'argent. Ils n'ont pas de culture de marché... Or ils risquent de devenir les victimes

---

<sup>906</sup> Session de l'Union des recteurs du 30 octobre 2014. Le compte-rendu est disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/46892>. Consulté le 3.10.2016.

<sup>907</sup> *Ibidem*.

<sup>908</sup> Entretien avec Svetlana Ivanova effectué le 24 décembre 2015 à Moscou.

du marché, d'être virés, car les autres, plus médiocres dans la recherche, mais plus entreprenants auront les financements<sup>909</sup>». Autrement dit, les scientifiques ont du mal à s'adapter au système qui évolue rapidement sous les directives du ministère de l'Éducation et de la Science. Le système s'oriente vers le « marché », selon certains analystes, composé par des chercheurs « *pro-marché* » et des recherches « *pro-marché* ». Or, les recherches non-connectées à un projet lucratif précis (mais potentiellement utiles à l'avenir) deviendront le privilège des systèmes diversifiés et/ou riches.

Selon Ivan Sterligov, la stratégie du développement des universités de recherche par l'introduction de subventions sur la base d'une compétition signifie l'occidentalisation de la science russe et de l'enseignement supérieur. Les indicateurs de bibliométrie de WoS ou Scopus sont utilisés par le gouvernement russe comme des indicateurs clés de la performance. En 2012, le Président a annoncé un objectif scientométrique pour le gouvernement : la part des publications russes dans le WoS devrait atteindre 2,44 % en 2015. Cet objectif est impossible à atteindre, selon Ivan Sterligov, car la tendance des publications russes dans le WoS était plutôt à la baisse. Entre 1999 et 2013, le nombre total des articles dans le WoS a augmenté de 80 % : les articles des chercheurs chinois ont montré une hausse spectaculaire de 821 %, les chercheurs allemands ont augmenté le volume de publications de 51 % et les chercheurs russes - seulement de 6 %. Tout cela, malgré le fait que pendant cette période le gouvernement russe a augmenté quatre fois les dépenses pour la Recherche et Développement civile<sup>910</sup>.

La réticence des enseignants-chercheurs à s'initier à cette nouvelle culture des indicateurs est bien évidente. Selon eux l'index de citation et l'impact facteur ne montrent pas la qualité réelle d'un chercheur. « Les résultats des expériences de longue durée peuvent être obtenus par un seul chercheur, mais la recherche est faite par plusieurs. Les chercheurs peuvent travailler trente ans sur une seule théorie pour montrer les résultats ou pour savoir que cette théorie n'est pas valable - comme

---

<sup>909</sup> Conférence au sujet de l'histoire de la science russe donné par CHNOL Simon le 2 novembre 2006 dans les locaux de *Polit.ru*. La retranscription est disponible sur : <http://polit.ru/article/2006/11/02/shnol/>. Consulté le 18.10.2016.

<sup>910</sup> STERLIGOV Ivan, *op.cit.* p. 12.

Einstein<sup>911</sup> ». Le terme « chercheur distingué » (*vydaiouschiisia outchiony*), écrit Simon Chnol, n'est pas correct, car c'est un concept strictement collectif.

En outre, à l'heure actuelle la recherche publique ne produit pas de profit économique direct en Russie. L'Académie des sciences a accumulé un nombre des problèmes durant les années 1980-1990. L'élite de l'Académie changea lentement, les jeunes n'étaient plus attirés par la recherche à cause des salaires très bas, l'équipement des laboratoires n'était pas à la pointe. De plus, pendant une longue période l'élite de l'Académie était responsable elle-même de son renouvellement. Les académiciens éalisaient ceux qui n'étaient pas dangereux en termes de concurrence pour l'évolution de carrière : les candidats ne devaient pas être trop intelligents ni querelleurs. Ainsi, l'Académie des sciences, à cause de ses lacunes et de son caractère suranné, n'est pas encore un partenaire réactif et efficace pour tous les établissements d'enseignement supérieur qui sont au niveau exigé par l'État. Or, c'est le fondement de la recherche russe, sa base historique et scientifique dont la disparition peut être un dommage catastrophique pour la communauté scientifique russe.

Cette dernière n'est pas d'accord non plus avec l'introduction par l'État des directions prioritaires de la recherche, car cela peut conduire à la fermeture d'autres directions de recherche, qui pourraient devenir prioritaires, par exemple, dans 10 ans. L'augmentation des salaires des enseignants qui font de la recherche en vertu d'oukaz du président n° 597 du 7.05.2012 est une bonne chose pour les uns, mais cela signifie le licenciement des collègues moins « productifs » et moins entrepreneurs.

La communauté universitaire (notamment les enseignants-chercheurs issus des sciences humaines et sociales) est inquiète de ne pas avoir l'attention de l'État. Les recherches en sciences humaines et sociales sont, en Russie, en vue de son passé soviétique, plus tournées vers les sujets nationaux que vers l'international. Donc, ils n'attendent ni investissements ni bonnes évaluations de la part des classements internationaux, comme l'indique Gafourov, le recteur de l'Université fédérale de Kazan. « Il ne faut pas oublier », note-il, « que nous sommes des universités différentes sur le fond et sur la forme des universités occidentales. Le soutien

---

<sup>911</sup> La conférence au sujet de l'histoire de la science russe donné par CHNOL Simon le 2 novembre 2006 dans les locaux de *Polit.ru*. La retranscription est disponible <http://polit.ru/article/2006/11/02/shnol/>. Consulté le 18.10.2016.

financier sélectif dans la recherche universitaire peut avoir un impact négatif sur les sciences non prioritaires exclu de soutien de l'État<sup>912</sup> ».

Dans les années 2010, l'État a fait un effort financier pour équiper les laboratoires des universités. Grâce à cela, les chercheurs universitaires ont obtenu des outils, mais l'environnement scientifique n'existe pas encore dans la plupart des universités comme à l'Académie des sciences : il fallait former le personnel, adapter le cadre légal de la gestion des ressources humaines, ce qui n'était pas encore bien programmé. En outre, l'équipement de recherche dans lequel l'État a investi dans les années 2010 pourrait devenir obsolète après 3-5 ans, donc les efforts pour leur achat et renouvellement devraient être maintenus au même niveau et plus pour les décennies prochaines.

La pression que le pouvoir public met sur les fondations étrangères et les fondations russes pour accéder aux financements et à la gouvernance des établissements de recherche pour des raisons de sécurité nationale et d'indépendance stratégique des établissements constitue également un obstacle pour atteindre les objectifs d'une meilleure productivité scientifique, car les investissements se réduisent. « Dans des conditions, quand l'État interdit à la fondation Dinastia de soutenir la recherche russe<sup>913</sup>, le monde socio-économique ne va pas non plus s'investir dans la science russe », affirme Eugeni Onichtchenko, chercheur en physique, « Ainsi il y aura encore des licenciements des chercheurs<sup>914</sup> ».

### **3.3. Skolkovo : une nouvelle vitrine de la science russe en cours de construction**

Le cas du Centre de recherche et d'innovation Skolkovo illustre la difficulté de stimuler la productivité scientifique malgré les financements importants de l'État. Le projet lancé en 2010 avec un plan stratégique de 30 ans visait à devenir un lieu unique

---

<sup>912</sup> Session de l'Union des recteurs du 30 octobre 2014. Le compte-rendu est disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/46892>. Consulté le 3.10.2016.

<sup>913</sup> Fondation Dinastia est une première fondation russe non commerciale créée par Dmitriy Zimin avec pour objectif de soutenir et de développer la recherche fondamentale en Russie. En 2015 cette fondation a été classée par le gouvernement russe en tant « qu'organisation effectuant des fonctions d'agent étranger ». À cause de cela, la fondation a arrêté ses financements de la recherche depuis le 5 juillet 2015.

<sup>914</sup> « L'égalité avec tous les inconnus », *Kommersant*, 30.05.2015, quotidien. Disponible sur : <http://www.kommersant.ru/doc/2738179>. Consulté le 18.10.2016.

d'enseignement et de recherche et la vitrine de l'innovation russe pour l'international. La construction de l'université technologique (Skoltech) au sein du centre a été lancée et de nombreux contrats avec de grands groupes ont été signés pour l'installation des centres Recherche et Développement et Recherche et Innovation au sein de Skolkovo. En 2011, 300 entreprises s'y sont installées, et le Skoltech a conclu un accord-cadre avec le *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) pour recevoir des conseils des collègues américains sur le développement du centre. Selon l'accord entre le MIT et la fondation Skolkovo, l'institut américain recevait 302,5 dollars au total pour l'aide (consultations) à la création de Skoltech. Le conseil scientifique de Skoltech a protesté à plusieurs reprises contre la coopération avec le MIT, parce que, selon le professorat de Skoltech, le prix d'une telle coopération était trop élevé pour le service demandé. Les dépenses pour la construction des bâtiments du centre Skolkovo étaient également impressionnantes, les coordinateurs engagés étaient des architectes étrangers de réputation internationale. « J'avais l'impression que ces gens (de la fondation Skolkovo) avaient décidé de dépenser beaucoup d'argent pour les architectes les plus chers du monde, et seulement après ont-ils commencé à réfléchir à comment adapter ce projet aux objectifs visés », remarque Evere Verhagen, l'architecte néerlandais qui a participé aux conseils d'urbanisme de Skolkovo<sup>915</sup>.

En 2013, les autorités ont commencé à vérifier les dépenses de Skolkovo en soupçonnant un gaspillage d'argent public pour des activités non productives et incohérentes. Des inspections des commissaires aux comptes et des fouilles des services de l'ordre ont eu lieu dans les bureaux du centre. Cela a affecté la réputation internationale du centre Skolkovo, y compris en termes d'investissements. La crise ukrainienne avec les sanctions internationales et la dévaluation du rouble ont empiré la situation. De plus, il y avait un problème de propriété privée sur les surfaces projetées pour Skolkovo. Les inspections du Commissariat des comptes ont remarqué des rémunérations élevées du personnel. Le nombre de vice-présidents a donc été réduit, et la grille de rémunération a été changée pour supprimer les primes « exagérées ». Le dirigeant de Skolkovo, Viktor Vekselberg, a confirmé que les

---

<sup>915</sup> Dossier *RBK* « Que se passe-t-il avec Skolkovo ? » publié le 23 mars 2015 sur le site de l'agence d'information : <http://www.rbc.ru/special/business/23/03/2015/5509710a9a7947327e5f3a18>. Consulté le 20.10.2016.

salaires étaient « exagérés », et la situation a donc été changée sous la pression de l'État et des inspections des auditeurs<sup>916</sup>.

Les conditions que l'État prévoyait pour les entreprises résidentes de Skolkovo étaient favorables notamment au niveau des privilèges fiscaux. Cela a attiré un grand nombre d'entreprises, elles étaient 793 à la fin de 2012. La fondation Skolkovo a soutenu 150 projets innovants d'entreprises résidentes pendant 4 ans (2011-2015) pour une somme totale de 9,9 milliards de roubles, or plusieurs projets n'ont finalement pas abouti à la production des technologies. Après les inspections des auditeurs au début de 2013, le financement de l'État a été gelé, selon l'agence de l'information *RBK*, jusqu'à l'automne, quand le ministère des Finances a établi des critères d'efficacité pour le centre avec un système de financement trimestriel<sup>917</sup>.

Le financement de l'Université Skoltech prévoyait une participation des grandes entreprises publiques à hauteur de 1 % du budget de leurs programmes annuels de développement des innovations dans la formation du fond-*endowment* de l'université. Or, au lieu des 30 milliards de roubles pronostiqués, les dirigeants de Skoltech n'ont récolté que 3 milliards 944 millions de roubles auprès des entreprises publiques telles que Rosneftgaz, RZHD, Rosatom, Rostekh, etc. En 2016, il y avait environ 200 étudiants à Skoltech en deuxième et troisième cycle d'études (*magistratura* et *aspirantoura*) dans les formations suivantes : technologies d'information, biomédecine, énergie et technologies spatiales. Tous les étudiants avaient des projets innovants et partaient à MIT en mobilité académique ou en stage. Le personnel enseignant était constitué de 56 professeurs, mais la plupart d'entre eux avait un autre employeur principal et vivait à l'extérieur de Skoltech, y compris à l'étranger. Le salaire moyen d'un professeur de Skoltech était de 800 000 roubles par mois. Le salaire était attractif même pour ceux qui venaient enseigner des États-Unis et d'Europe, mais les sanctions économiques imposées à la Russie depuis la crise ukrainienne de 2014 et la chute de la valeur du rouble ont eu un impact négatif sur la politique du recrutement de l'université phare de l'innovation en Russie. « À cause de la valeur du dollar qui monte, il devient difficile de travailler », a noté Ilya Dubinski, le directeur du Centre de l'entrepreneuriat et de l'innovation de Skoltech, « Les

---

<sup>916</sup> *Ibidem.*

<sup>917</sup> *Ibidem.*

sanctions nous ont touchés indirectement assez péniblement ». Un autre dirigeant de Skoltech avoue qu'« il est impossible de gouverner une université créée en partenariat avec les États-Unis, quand vous êtes sous sanctions des États-Unis ». Pour cette raison, le directeur du Conseil de tutelle, Vladislav Sourkov, homme politique russe, a démissionné de son poste. Il a subi les sanctions des États-Unis personnellement, comme plusieurs hommes politiques russes après la crise ukrainienne, et il est parti de Skoltech pour éviter « des difficultés potentielles » pour le projet de Skoltech en vue de sa situation<sup>918</sup>.

Le ministère des Finances a demandé en 2015 de réduire le budget alloué à Skolkovo, mais le ministère du Développement économique continua à défendre la nécessité de poursuivre. Les grandes entreprises sont devenues prudentes dès 2015-2016 en ce qui concerne leurs projets de construction des centres Recherche&Développement et Recherche&Innovation à Skolkovo, parce qu'elles ne voulaient pas risquer de construire ces centres avec leurs propres revenus, et comptaient sur les crédits. La volonté de l'État d'allouer des crédits pour le projet Skolkovo ne se manifesta pas à cette époque. Le projet « de la modernisation de Medvedev » qui avait pour objectif l'instauration de « l'hégémonie de la classe créative en Russie » a subi un échec. Environ 75 milliards de roubles ont été dépensés depuis 2010. Au milieu des années 2010, le projet était sur le point de perdre son statut de projet national et donc des investissements considérables de l'État. En 2016, le Vice-Premier ministre Arkadi Dvorkovitch a mentionné la possibilité de fermeture ou de fusion de plusieurs instituts d'innovation, parmi lesquelles figure Skolkovo, à cause de son inviabilité<sup>919</sup>.

Boris Chmelev, le directeur du Centre d'études politiques de l'Institut d'économie de l'Académie russe des sciences, commente ainsi l'échec de Skolkovo :

« L'opinion publique est telle, que la productivité de ce projet est trop petite par rapport aux ressources dépensées... Le pays qui est dans un état de crise économique ne peut pas se permettre de gaspiller des milliards sur n'importe quoi. Peut-être, dans

---

<sup>918</sup> *Ibidem.*

Voir également :

Site officielle de l'Université Skoltech : <http://www.skoltech.ru/o-nas/disclosures/>. Consulté le 20.10.2016.

<sup>919</sup> « Quel avenir pour Skolkovo, Rosnano et d'autres projets ? », *BBC*, 28 janvier 2016. Disponible sur : [http://www.bbc.com/russian/business/2016/01/160128\\_qd\\_skolkovo\\_rosnano\\_future](http://www.bbc.com/russian/business/2016/01/160128_qd_skolkovo_rosnano_future). Consulté le 20.10.2016.

l'avenir lointain, nous pourrions transformer ces établissements en structures fiables, mais cela demandera du temps et de l'argent. Et il n'y a pas d'argent pour le moment... Malheureusement, dans notre pays la pratique est que les personnes influentes créent des structures différentes, sollicitent les pouvoirs publics pour le financement de ces projets et puis cherchent à atteindre leurs objectifs personnels. Quand l'État avait beaucoup d'argent grâce aux prix élevés du pétrole, cela était possible. Maintenant, il va avoir la réduction du personnel et des financements... Les projets comme ça devront avoir une vision du retour sur investissement. Peut-être 90 sur 100 (entreprises et startups) a été fait pour rien, mais 10 % ou 5 % ont dû rapporter les revenus pour couvrir les dépenses effectuées pour le fonctionnement du centre<sup>920</sup>».

Viktor Ivanov, l'adjoint du directeur de l'Institut des problèmes du développement de la science de l'Académie des sciences, a ajouté :

« Je peux vous donner un exemple simple. À l'URSS, nous avons créé une bombe atomique en sept ans. Avec la bombe, nous avons créé l'économie, l'industrie et l'enseignement. Et Skolkovo ? Qu'est-ce que nous avons créé avec ? Était-il possible de créer quelque chose à partir d'une page blanche ? On peut toujours essayer, mais cela est cher et inefficace. Ce que nous voyons aujourd'hui<sup>921</sup>».

Skolkovo a été conçu par les pouvoirs publics avec pour objectif de devenir indépendant et fort en innovation et en production des technologies qui substitueront à l'avenir les technologies « exportées ». L'Université Skoltech devait être le conducteur de l'innovation : ces diplômés devaient être la nouvelle génération des spécialistes en commercialisation des hautes technologies russes produites par les scientifiques et les entreprises innovantes autour de Skoltech dans le centre Skolkovo. Dans le même temps, Skoltech se positionnait comme alternative au départ des jeunes chercheurs à l'étranger : à la différence des instituts de recherche de l'Académie des sciences, Skoltech avait des financements importants et des opportunités d'échanger avec les enseignants-chercheurs renommés.

Comme l'a noté Alexeï Filimonov :

« Skoltech est une tentative de cloner le MIT, une tentative d'implanter la structure et les méthodes de fonctionnement du MIT, qui est une partie organique du système américain, et le système russe est différent. Pourquoi avons-nous besoin d'un expert américain d'aéronautique (Edouard Crowley, recteur de Skoltech) si ce secteur est traditionnellement fort en écoles scientifiques en Russie même ? Alors, Skoltech, dès son début, existe en dehors du contexte de la science russe, et l'État tente d'en faire un point de départ d'une nouvelle science russe<sup>922</sup> ».

Svetlana Ivanova note qu'elle ne voit pas encore la valeur réelle de Skolkovo pour l'enseignement supérieur russe :

---

<sup>920</sup> *Ibidem.*

<sup>921</sup> *Ibidem.*

<sup>922</sup> NOSYREV Ilya, « Skoltech n'est par pour tous ? », publication du 18 août 2015 sur le portail de *Rousskaia planeta* : <http://rusplt.ru/society/skolteh--ne-dlya-teh-18407.html>. Consulté le 20.10.2016.

« Les projets d'enseignement qui ont été proposés à Skolkovo, n'ont rien apporté au système de l'enseignement supérieur. Juste parce que les gens se sont réunis pour le X raison et ont reçu beaucoup d'argent ne fournit pas l'accroissance de la connaissance scientifique en ce qui concerne la gestion efficace des EES. Ce sont des écoles scientifiques qui fournissent l'accroissance de la connaissance scientifique. Les nouveaux gens, ces néophytes, viennent [à Skolkovo] juste pour se former... Ils pensent que leurs idées sont neuves, que tout est neuf, mais non ! Ces idées ne sont pas neuves, et nous les connaissons déjà, ces idées qui sont déjà publiées i y a longtemps. C'est juste qu'ils [les néophytes] ne les aient pas lues<sup>923</sup> ».

Skolkovo imite les qualités des centres de recherche, mais, en fait elle n'a pas de contenu essentiel – l'environnement scientifique. Cela manque à un grand nombre d'établissements d'enseignement supérieur qui sont chargés par l'État d'une mission de production scientifique. Malgré l'opinion partagée des chercheurs, des enseignants, des recteurs et des autorités politiques, selon laquelle, l'union de l'enseignement supérieur et de la recherche est nécessaire pour le développement de ces deux systèmes et de l'économie nationale, le processus rencontre de nombreux obstacles que l'État devra surmonter dans les années à venir.

#### **4. La mission de rapprochement avec les entreprises**

L'État stimule le rapprochement des EES avec des entreprises pour atteindre plusieurs objectifs : renforcer le lien de l'enseignement supérieur avec le marché de travail, impliquer les entreprises dans le financement de l'enseignement supérieur et favoriser le développement économique des régions via la coopération universités-entreprises.

##### **4.1. Les initiatives de l'État**

Tout d'abord, *via* d'appels d'offres, l'État accorde des financements dans le cadre de la mission du rapprochement des EES avec des entreprises. Les financements sont alloués pour les mesures d'amélioration de la coopération entre les universités et l'industrie (arrêté gouvernemental n° 218) et pour le développement de l'infrastructure de l'innovation chez EES (arrêté gouvernemental n° 219). Par l'arrêté gouvernemental n° 218 l'État propose de co-financer à hauteur de 50% la R&D commune entre une entreprise et une université. Cette démarche est sans précédent en

---

<sup>923</sup> Entretien de Svetlana Ivanova effectué le 24.12.2015 à Moscou.

Russie, écrit Tatiana Kastouéva-Jean : l'État assume ainsi une partie des risques, en stimulant simultanément la demande et l'offre de R&D. Au total, 158 projets sont actuellement financés ainsi, à hauteur de plus de 28 milliards de roubles (700 millions d'euros) du budget fédéral. La politique volontariste de l'État dans le secteur fait l'objet d'interprétations multiples. Pour les uns, elle est justifiée et il n'existe aucune alternative à cette impulsion par le haut. Pour d'autres, il y a un risque de dépendance par rapport aux ressources budgétaires, qui peut nuire au développement naturel des liens horizontaux entre universités et entreprises<sup>924</sup>.

En 2011, le président de la Russie a annoncé la transition vers un modèle d'enseignement supérieur orienté vers la pratique, vers les compétences et vers l'insertion professionnelle. Afin de diriger les étudiants vers des professions qui ont perdu leur attractivité à cause des salaires bas, l'État a déclaré sa volonté d'augmenter les salaires des professeurs, des médecins, des chercheurs<sup>925</sup>. Puis, en 2013, le président Poutine a exprimé son soutien aux grandes universités d'importance régionale qui collaborent avec l'industrie. Il a souligné l'importance de l'implication du monde socio-économique dans la gouvernance des EES<sup>926</sup>. L'adjoint du ministre Livanov Alexandre Povalko a ensuite affirmé en 2014 dans un entretien à *Gazeta.ru* que « Les conseils de tutelle créés au sein des EES autonomes, ont des droits considérables, y compris de déterminer le destin du recteur d'une EES ». Les dirigeants d'entreprise avec leur expérience de la gouvernance des sociétés économiques, à son avis sont « capables de poser les objectifs plus ambitieux que les recteurs<sup>927</sup> ».

En 2010 l'État continue à faire des efforts pour gérer « la migration des talents » (étudiants et jeunes diplômés) afin d'équilibrer la répartition des ressources humaines dans le pays. L'introduction définitive de l'EGE en 2009 comme examen d'entrée dans les EES russes a permis aux bacheliers des régions lointaines d'intégrer les

---

<sup>924</sup> KASTOUEVA-JEAN Tatiana, « Entre contrôle étatique et développement d'un marché », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n° 65, 2014, p. 69-77.

<sup>925</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Le Message du président à l'Assemblée fédérale du 22 décembre 2011, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/14088>. Consulté le 15.07.2016.

<sup>926</sup> *Poslanie Prezidenta Federalnomou sobraniou* / Le Message du président à l'Assemblée fédérale 12 décembre 2012, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/17118>. Consulté le 15.07.2016.

<sup>927</sup> Entretien avec l'adjoint du ministre de l'Éducation et de la Science Alexandr Povalko à *Gazeta.ru* du 27 juin 2014. Disponible sur : <http://www.gazeta.ru/social/2014/06/27/6088809.shtml>. Consulté le 23.10.2016.

meilleures universités dans la capitale. Cela a transformé au fur et à mesure la population universitaire et a eu un impact sur le nombre et la qualité des étudiants dans les EES provinciaux. L'État commença à exprimer, dans les années 2010, son inquiétude pour le développement des régions en vue de la mobilité renforcée des talents vers Moscou. La migration des diplômés vers les grandes villes a requis un travail systématique au niveau du gouvernement : l'élaboration de la politique et des instruments de consolidation du diplômé en début de carrière professionnelle par des subventions, des privilèges, des primes et des obligations pour que l'étudiant reste dans la région. Les mesures d'affectation ou d'attraction des diplômés dans les régions sont restés dans les années 2010 les mêmes qu'auparavant (primes pour les salariés des villages, logement de fonction, etc.) et n'ont pas introduit de nouveaux dispositifs. En revanche, certaines mesures ont été initiées pour garder les talents dans le pays en général. Le président a créé en 2015 des bourses exceptionnelles pour les bacheliers excellents pour toute la durée de leurs études supérieures à condition que les futurs diplômés restent travailler en Russie pour une durée déterminée<sup>928</sup>. En 2015, le Président a proposé de créer le club « Jeune professionnel » afin de stimuler les échanges et la transition d'information pour une meilleure insertion professionnelle. Ce club a été créé à la fin de l'année 2015 à la base d'une association existante *Worldskills* (filiale russe)<sup>929</sup>.

Durant les années 2010, de plus en plus de décideurs de la politique d'enseignement supérieur insistaient sur l'adoption de l'approche des compétences dans les EES : c'est-à-dire qu'une formation universitaire devait fournir des compétences autant que des connaissances. Comme le résume Viktor Sadovnichy à la session de l'Union des recteurs en 2014 : « le défi pour les universités dans les années 2010 et pour la qualité de l'enseignement est d'apprendre à apprendre. Les anciennes approches qui consistaient à étudier les faits sans analyser les raisonnements et les liens profonds entre les sciences ne sont plus d'actualité<sup>930</sup> ».

---

<sup>928</sup> *Oukaz o merakh gosudarstvennoï podderjki lits, proiavivchikh vydaïouchtchiesia sposobnosti / L'oukaz du président n° 607 du 7 décembre 2015 N 607 « Sur les mesures du soutien de l'État aux personnes ayant des réussites académiques exceptionnelles »*. Disponible sur : <http://www.kremlin.ru/acts/bank/40269>. Consulté le 21.10.2016.

<sup>929</sup> Voir le site officiel de l'organisation : <http://worldskills.ru/o-nas/dvizhenie-worldskills/istoriya/>. Consulté le 3.11.2017.

<sup>930</sup> Session de l'Union des recteurs du 30 octobre 2014. Sténogramme est disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/46892>. Consulté le 3.10.2016.

Lors de sa présentation devant la jeunesse russe au forum « Territoire des sens » à Kliazma le 5 juillet 2016, le ministre Livanov a souligné que la connaissance des sujets devenait moins actuelle que le développement des compétences, des capacités d'agir dans les différentes situations, y compris des situations complexes<sup>931</sup>.

L'idée du *bakalavriat appliqué* avec 50 % du temps d'études passé sur le lieu de travail pour favoriser la pratique des connaissances (équivalent de la Licence professionnelle en France) est devenue populaire chez les dirigeants de l'État. Il a donc été prévu que le programme soit financé par les différents budgets. L'idée des *consortia* devenait attractive également pour réunir les EES et les acteurs du monde socio-économique dans un travail collaboratif sur des projets innovants et pour des démarches de commercialisation de ces projets. Des unions structurelles des employeurs étaient également envisagées. Une attention particulière a été portée sur l'amélioration de l'insertion professionnelle des étudiants<sup>932</sup>.

Durant les années 2010 le *bakalavriat* de 4 ans a évolué vers un programme qui a finalement réuni l'enseignement général professionnel et l'enseignement spécialisé, profilé et qualifié pour être complet et différent du *specialitet* à la fois. La *magistratura*, en revanche, a encore quelques aspects qui ne sont pas clairs quant à sa différence du *specialitet*. L'évolution des niveaux d'études doit aussi aboutir à la clarification des fonctions évolutives des établissements d'enseignement supérieur.

En 2015 le ministère de l'Éducation et de la Science a déclaré l'intention d'amender la loi Sur l'Éducation afin d'introduire un nouveau dispositif : la création des chaires des EES au sein des entreprises. Ces unités structurelles appelées « les chaires de base » (*bazovye kafedry*) existaient déjà : les entreprises avaient le droit de créer des chaires au sein des établissements d'enseignement supérieur afin de participer à la formation des étudiants pour ses besoins et les établissements pouvaient créer les chaires dans les entreprises afin d'assurer un échange collaboratif plus étroit impliquant étudiants, stagiaires, enseignants-chercheurs et cadres de l'industrie. En revanche les EES pouvaient coopérer de telle manière seulement avec les entreprises

---

<sup>931</sup> Le vidéo de ce discours est disponible sur le site du ministère : <http://минобрнауки.рф/видео/176>. Consulté le 21.10.2016.

<sup>932</sup> Voir la décision du président de la Fédération de Russie n° 551-RP du 23 août 2010. Voir également :

Le compte-rendu de la session du Conseil d'Etat du 31 août 2010 à Moscou. Disponible sur : <http://special.kremlin.ru/events/president/transcripts/8786>. Consulté le 20/08/2016.

de leur municipalité. Une collaboration avec les entreprises plus ciblées aux formations mais localisées dans une autre région n'était pas encore possible au niveau juridique. Les recteurs des EES exprimaient leur volonté de travailler plus étroitement avec les entreprises dans le cadre des chaires. Nikolaï Koudriavtsef, recteur de l'Institut de physique et de technologies de Moscou, témoigne :

« Le sens de ces chaires [chez les entreprises] est d'être proche de l'industrie - de la compétence dont nous apprenons aux étudiants et de l'endroit où ils appliqueront ces compétences après leurs études. L'avantage de l'accès des jeunes à l'industrie est aussi dû à leur âge très productif - scientifiquement et technologiquement parlant. Les jeunes de 20-21 qui commencent déjà leur travail de recherche en production, c'est un grand avantage. Et puis, après leurs études, ils n'auront pas besoin d'une période d'adaptation après l'embauche car ils connaîtront déjà le lieu, les pratiques et les collègues. Et c'est un avantage pour l'entreprise<sup>933</sup> ».

Le recteur de MFTI proposa également aux pouvoirs publics de réfléchir sur des différents modèles de ces chaires : dans les années 2010 ce sont des entreprises de petite taille, des *startups*, qui ont plus de production d'innovations, mais elles n'ont pas toujours les moyens pour accueillir une chaire chez elles. « L'organisation à l'aune du *cluster* est possible – avec une chaire partagée par plusieurs petites entreprises<sup>934</sup> ».

La détermination du nombre total des places budgétaires dans les EES pour l'année universitaire 2017-2018, a été faite (en 2015) avec la participation des pouvoirs publics régions, des grands groupes et des associations professionnelles. Les régions ont transmis les besoins des marchés régionaux de travail, ainsi que des lignes stratégiques pour le développement des régions et des besoins anticipés pour les spécialistes à ces fins. Ainsi le nombre de places budgétaires pour des formations en économie, droit et gestion ont été diminués, car les régions et les entreprises ont signalé la sursaturation du marché de travail dans ces spécialités<sup>935</sup>.

L'implication des régions dans la politique de l'enseignement supérieur dans les années 2010 constitue l'une des conditions nécessaires pour la réussite de la politique fédérale dans la formation des EES « efficaces ». Les pouvoirs publics des régions pouvaient faciliter la coopération entre l'enseignement supérieur et l'industrie en fournissant

---

<sup>933</sup> «Les EES pourront établir des chaires industrielles partout en Russie », *Izvestia*, 15 septembre 2015. <http://izvestia.ru/news/591160>. Consulté le 6.01.2017.

<sup>934</sup> *Ibidem*.

<sup>935</sup> Voir à ce propos les actualités du ministère de l'Éducation et de la Science sur le site officiel : <http://минобрнауки.рф/новости/7444>. Consulté le 3.11.2017.

l'information actuelle sur les marchés locaux de travail et les acteurs socio-économiques. C'est pourquoi l'importance particulière dans les années 2010 a été portée à la recherche des mécanismes efficaces de gouvernance de l'enseignement supérieur avec l'utilisation du potentiel des pouvoirs régionaux. Le président Poutine a encouragé cette participation active lors de la réunion du Conseil de tutelle de l'Université de Moscou du 25 janvier 2017<sup>936</sup>.

#### 4.2. Un rapprochement à petits pas

La mission de l'Université pour se rapprocher des entreprises afin de produire des innovations et des technologies ensemble rencontra des défis. Selon l'OCDE, la part de financement de l'enseignement supérieur par les entreprises représente en Russie 8%, l'essentiel étant assuré par le budget fédéral (64,6%) et les ménages (27,4%). De plus, la crise financière a donné un sérieux coup de frein aux coopérations avec les universités : selon l'institut de sondage Levada, la part des entreprises qui déclarent vouloir coopérer avec les EES s'est réduite entre 2008 et 2012, de 44% à 33%<sup>937</sup>.

Les entreprises sont encore réticentes à se lancer dans la recherche et l'innovation avec les EES. Il y a certaines directions de recherche qui ne sont pas avantageuses à financer à court et moyen terme. Le monde socio-économique n'est pas prêt à payer pour ces recherches. Par exemple, la recherche de prospection : certaines thématiques de recherche ne sont pas demandées aujourd'hui, mais elles seront peut-être significatives à l'avenir. Les entreprises sont très prudentes dans la projection à long terme pour des projets de recherche, la plupart d'entre elles, sauf quelques grands groupes dotés de moyens financiers abondants, sont prêtes à financer un produit précis ou une solution précise, et non pas une idée abstraite. Par conséquent, les universités doivent apprendre à vendre des idées, ou dans certains cas à formuler une nouvelle demande, un nouveau marché pour de nouvelles idées concernant leur production. Cela pourrait se faire dans le cadre des parcs technologiques des universités et des incubateurs d'entreprises. Or ici, il y a plusieurs difficultés dans la création de ces parcs et incubateurs : ils sont créés nominalement, mais les EES n'ont pas encore grande chose à leur transmettre mis à part des locaux. Aussi, le mécanisme

---

<sup>936</sup> Voir la sténogramme de la réunion sur le site officiel du président de la Fédération de Russie : <http://kremlin.ru/events/president/news/53770>. Consulté le 3.11.2017.

<sup>937</sup> KASTOUEVA-JEAN Tatiana, *op.cit.*, p. 69-77.

juridique de la participation des EES dans la création et la gestion des parcs technologiques n'est pas encore élaboré pour que les relations avec des entreprises des parcs technologiques ne reposent pas seulement sur les relations personnelles entre les dirigeants des entreprises et les dirigeants des EES<sup>938</sup>.

Les centres d'ingénierie, dont la création et le développement au sein des EES sont soutenus par l'État dans les années 2010<sup>939</sup>, ont le titre de « EES-fondateurs », mais en réalité la participation de l'EES est limitée : la part dans le capital social d'un centre d'ingénierie est seulement de 1 %. Donc, ces centres restent des unions d'entreprises sans implication véritable des universités dans leur travail. Actuellement, il n'y a pas de communication ni de collaboration étroite entre les acteurs-fondateurs des centres, et le rôle des EES n'est pas encore très important.

En outre, les appels d'offres publics exigent que les EES apportent des fonds propres de 20% à 40% pour stimuler encore plus « la pêche » des EES au capital privé. Il devient de plus en plus évident pour les EES qu'il faut avoir leurs propres modèles économiques, de production expérimentale et industrielle, et des instruments de commercialisation de ces recherches. Les universités russes essaient de réfléchir aux solutions organisationnelles possibles et elles n'hésitent pas à signaler les difficultés dans la réalisation de la politique d'enseignement supérieur et de ces priorités exprimées par l'État. Par exemple, les recteurs sollicitent l'État pour plus de souplesse concernant leurs droits à la propriété et leur possibilité de bénéficier financièrement de la vente des produits et des services. Les EES demandent plus de réduction d'impôt, plus de privilèges fiscaux pour les entreprises partenaires afin de stimuler les investissements privés<sup>940</sup>. Dans les années 2010, le Code fiscal prévoyait qu'un EES devait justifier auprès du gouvernement que 90 % des activités commerciales étaient des activités d'enseignement et de recherche pour bénéficier

---

<sup>938</sup> Session de l'Union des recteurs du 30 octobre 2014. Le compte-rendu est disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/46892>. Consulté le 3.10.2016.

<sup>939</sup> Voir à ce propos :

Le programme *Développement de l'industrie et l'amélioration de sa compétitivité*, adopté par l'arrêté gouvernemental du 15 avril 2014 n° 328, et le Plan d'action (feuille de route) pour le développement de l'engineering et le design industriel, adopté le 23 juin 2013 par l'arrêté n° 1300-r prévoyant une collaboration entre le ministère de l'Éducation et de la Science et le ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'organisation de l'appel d'offre afin de recevoir les subvention jusqu'à 40 millions de roubles en 2016, et jusqu'à 60 millions en 2017. Disponible sur : [http://minpromtorg.gov.ru/common/upload/files/docs/preza\\_1.pdf](http://minpromtorg.gov.ru/common/upload/files/docs/preza_1.pdf). Consulté le 11.08.2016.

<sup>940</sup> Session de l'Union des recteurs du 30 octobre 2014. Le compte-rendu est disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/46892>. Consulté le 3.10.2016.

d'un impôt à 0 % et des fonds de dotation, des revenus des brevets, ainsi que d'autres formes de commercialisation des produits de recherche<sup>941</sup>. Néanmoins, c'est difficile, même pour un EES public, de justifier de 90 % parce qu'il doit également fournir les services de logement et de restauration qui ne rentrent pas dans la catégorie de l'enseignement et de recherche.

Nous voyons ici que l'État encourage les établissements de l'enseignement supérieur pour qu'ils deviennent des acteurs socio-économiques des régions et du pays en général, et les EES tentent d'agir conformément à la demande de l'État :

« Le programme 5-100 prendra fin en 2020, mais les universités existeront beaucoup plus longtemps. Elles doivent apprendre, grâce à ces programmes, de nouvelles compétences : se positionner, se valoriser, être autonomes et attirer un financement suffisant. Maintenant, nous investissons en elles, comme en Chine et en Allemagne. En huit ans de programme il a coûté environ 96 milliards de roubles, c'est-à-dire 3 milliards de dollars. Si les EES à la sortie du programme 5-100 n'arrivent pas à s'autofinancer, elles feront faillite à cause des obligations prises lors du programme. Nous devons faire en sorte que le flux de l'argent de l'État soit remplacé par d'autres sources de financement. Quand les EES auront des équipes de recherche de qualité, elles vont gagner des appels d'offres plus facilement. Là, encore, c'est l'argent de l'État, mais les EES devront néanmoins trouver l'argent ailleurs<sup>942</sup> ».

## Conclusion

Durant la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle l'État demanda aux EES d'être internationalement visibles et compétitifs pour contribuer à la croissance de la puissance économique et politique du pays. Il demanda également à ce qu'ils participent au projet politique de réactualisation du mouvement de patriotisme chez les jeunes par l'activation des échanges sur l'histoire de la Russie et sur l'idée nationale russe. L'État continua à propulser les activités scientifiques dans les EES, ainsi que les échanges entre les EES et des entreprises pour aider les EES à devenir partenaires du monde socio-économique et d'en récolter des bénéfices financières.

L'idée d'autosuffisance de l'enseignement supérieur peut être attractive pour l'État, car cela permet de diminuer sa participation financière. Or, cette perspective inquiète certains analystes de la politique universitaire russe. De plus en plus, les politologues

---

<sup>941</sup> L'Article 284 du Code fiscal de la Fédération de Russie.

<sup>942</sup> L'entretien avec l'adjoint du ministre de l'Éducation et de la Science Alexandr Povalko à Gazeta.ru, le 27 juin 2014. Disponible sur : <http://www.gazeta.ru/social/2014/06/27/6088809.shtml>. Consulté le 23.10.2016.

posent la question de la libéralisation de l'enseignement supérieur : de la volonté de l'État d'inscrire les établissements d'enseignement supérieur dans un marché économique, de permettre à l'État de déléguer une partie de sa responsabilité vers les EES. Ces analystes commencent à se demander si les pouvoirs publics russes sont prêts à laisser, selon le triangle de Burton Clark<sup>943</sup>, le « marché » prendre une partie de la régularisation et même la gouvernance de l'enseignement supérieur. Ce « marché » existe-t-il ? Quand les concepteurs et les réalisateurs utilisent le mot « marché » dans leur discours officiel, quelle signification donnent-ils à ce terme ?

Ces questions nous conduisent à la nécessité de comprendre l'inscription de ce terme de « marché » dans la stratégie des décideurs politiques pour la construction du modèle de l'enseignement supérieur russe ; notamment quel est le lien entre le marché et le modèle en cours de construction ? Quel est le modèle de l'Université qui est mis en avant-garde du système russe de l'enseignement supérieur ? Quelles sont les qualités qui permettent à l'Université de survivre à la politique des indicateurs, des classements et à la réduction du nombre d'établissements d'enseignement supérieur ? Quel est le modèle des relations État-EES qui se construit dans les années 2000-2010 pour déterminer le devenir de l'enseignement supérieur en Russie ?

Il est possible, en vue des fonctions de l'État déclarées et démontrées lors des années 2000-2010 pour le développement de l'enseignement supérieur, de faire une analyse de ces trois aspects : marché, modèle, relations État-EES dans le chapitre suivant. Cela nous permettra de donner quelques réponses aux questions posées ci-dessus et de compléter la vision globale sur la politique actuelle de l'enseignement supérieur russe.

## CHAPITRE 9

### LES RELATIONS ÉTAT-UNIVERSITÉS DANS LA RUSSIE CONTEMPORAINE

---

<sup>943</sup> CLARK Burton, *The Higher Education System : Academic Organization in Cross-National Perspective (1983)*, traduite d'anglais en russe par SMIRNOV Artiom, Moscou : L'École des hautes études en sciences économiques (EHESI), 2011, 360 p.

L'histoire de la politique universitaire russe au XX<sup>e</sup> siècle montre que la présence de l'État dans la gouvernance de l'enseignement supérieur a été très forte et difficile à modifier. Or, à la fin des années 2000 et dans les années 2010, l'action publique a démontré la volonté de l'État de prendre plus en compte les « besoins des usagers » et y répondre. Le nouvel objectif est de chercher des financements et des partenariats durables auprès du monde des affaires. De plus, la rhétorique des décideurs politiques introduit des termes tels que le « marché de l'enseignement supérieur » et les « services de l'enseignement supérieur ». Au travers des discours admiratifs du « modèle américain d'enseignement supérieur » et son appui sur le « marché », les pouvoirs publics donnent l'impression de vouloir se retirer du contrôle et de la gouvernance de l'enseignement supérieur à la faveur de ce qu'on appelle le « marché ».

L'idée du marché fait son chemin en raison de l'inscription de la politique de l'enseignement supérieur dans la politique économique de la construction de « l'économie des connaissances ». L'influence des tendances globales et des politiques du processus de Bologne – du consensus européen qui vise à maximiser la contribution de l'enseignement et de la recherche à la compétitivité économique – est très visible. Le retard technologique de la Russie par rapport aux pays développés pousse l'élite politique russe à mettre à l'agenda la question de la réforme du système de l'enseignement supérieur à l'aune des « modèles » de réussite et en adéquation avec la réorientation vers des normes européennes dans l'enseignement supérieur afin de réaffirmer la qualité du potentiel humain et d'améliorer la compétitivité de l'économie russe sur le marché international.

De plus, depuis les dernières vingt-cinq années en Russie, comme sur tout l'espace postsoviétique, le système économique et les relations économiques se forment autour de l'idée de la libre concurrence. Le système de l'enseignement supérieur se transforme comme tous les autres systèmes des relations sociales. Certains analystes voient cette évolution comme la formation d'un « marché des services de l'enseignement » ou du « marché de l'enseignement supérieur ». Le contenu de ce processus, selon le concept libéral, mène à une transition du dirigisme à la réglementation du marché. Par conséquent, dans une certaine mesure l'État devra

perdre sa position d'acteur principal dans la gouvernance de l'enseignement supérieur.

Est-ce que ce processus fait partie de la politique de l'État russe ? Est-ce la volonté actuelle des autorités politiques d'effectuer le retrait de l'État dans la gouvernance de l'enseignement supérieur et laisser « la main invisible » prendre les leviers ? Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de comprendre de quel marché il s'agit et quel est son rôle dans la politique de l'enseignement supérieur en Russie contemporaine.

## **1. L'enseignement supérieur et les concepts du « marché »**

Malgré l'abondance d'ouvrages consacrés au « marché », la question de la légitimité de ce terme dans son application à la politique de l'enseignement supérieur n'est pas encore évidente. La question du « marché » en relation avec les politiques publiques apparaît dans les recherches des politologues, sociologues, philosophes et économistes à partir des années 1980. Au début et tout au long des années 2000 et des années 2010, l'attention portée à cette problématique augmente progressivement. L'étude de la « main invisible » qui influence et détermine dans une certaine mesure le développement de l'enseignement supérieur, pousse les analystes à utiliser des notions telles que « marché de l'enseignement supérieur », « marché des services d'enseignement », « marché international ou global de l'enseignement supérieur » et « marchandisation de l'enseignement supérieur ».

Pourquoi ces termes résonnent-ils de plus en plus dans le secteur des connaissances considérées comme un bien public ? La réponse se trouve, en grande partie, dans le développement progressif de l'économie de marché dans de nombreux pays, notamment dans les anciens pays communistes. Le philosophe Nikolski note :

« L'Université, dans sa forme actuelle originaire de la pensée philosophique allemande, a traditionnellement des liens étroits avec l'État et des relations moins prononcées avec le marché. Maintenant, les relations de l'État avec le marché évoluent avec la globalisation, et l'Université se trouve, tout à coup, dans une situation où l'État perd, avec certaines exceptions, sa puissance alors que le marché augmente son

influence. L'identité de l'Université comme acteur majeur du secteur public est remise en question, et ses missions sociales et culturelles sont devant des défis<sup>944</sup> ».

Parallèlement au développement de l'économie de marché durant ces dernières décennies, la politique de l'enseignement supérieur varie entre les pays développés autant que dans les pays émergents. Là encore, l'un des éléments de la gouvernance néolibérale, de la nouvelle gestion publique (*new managerialism*), est l'utilisation des méthodes de marché dans l'administration des secteurs publics divers – de la médecine à l'enseignement.

Les services sociaux sont désormais perçus comme des possibles sources de profit, une culture concurrentielle du résultat s'est instaurée et les citoyens ont été transformés en consommateurs actifs. Des concepts tels que la liberté des marchés, la privatisation, l'orientation vers les résultats, l'efficacité, l'utilitarisme, la concurrence, la flexibilité et la libre entreprise renvoient à des phénomènes très répandus qui relèvent du néolibéralisme. Dans ce « nouvel ordre politique », le rôle de l'État a changé : de « la prestation de services », il est passé à « la régulation de l'offre »<sup>945</sup>.

Il est même possible dans ce contexte d'évoquer une redéfinition de l'État. La position de l'Université et sa légitimité sont en crise, ce qui alerte les chercheurs. Les principes de base de la politique éducative, de même que l'encouragement de la commercialisation et la coopération accrue avec le monde des affaires, se retrouvent souvent dans les finalités adoptées pour améliorer la capacité concurrentielle nationale. Les politiques de l'éducation et de la recherche ont tendance à concentrer leurs ressources dans un petit nombre d'universités, à désigner quelques domaines de recherche essentiels, à encourager la concurrence entre les établissements au nom des principes du marché, à appliquer le principe de l'utilisateur payeur, à mettre l'accent sur les activités entrepreneuriales et à créer des réseaux pour transférer les connaissances<sup>946</sup>.

---

<sup>944</sup> NIKOLSKI Vladimir, *Filosofskie osnovania akademitcheskoï svobody / Les fondations philosophique de la liberté académique*, thèse de post-doctorat (*doktor naouk*) en philosophie, Moscou, 2011.

<sup>945</sup> GIROUX Henry, « Selling out Higher Education », *Policy Futures in Education*, vol. 1, n° 1, 2003, p. 179-200.

<sup>946</sup> Voir à ce propos:

DEEM Rosemary, « Globalisation, New Managerialism, Academic Capitalism and Entrepreneurialism in Universities : Is the Local Dimension Still Important ? », *Comparative Education*, vol. 37, n° 1, 2001, p. 7-20.

GIROUX Henry, *op.cit.*, p. 179-200.

Ce sont des tendances visibles et réelles dans l'économie et à travers les actions des politiques publiques, mais le phénomène appelé « marché » reste un objet d'étude et de recherche assez flou pour appliquer à la politique de l'enseignement supérieur étant donné la complexité des liens socio-économiques, institutionnels et opérationnels dans ce domaine. Les analyses de l'enseignement supérieur – que ce soit en science économique ou sociologie économique, science de l'éducation, sociologie de l'éducation – fournissent des études qui focalisent sur les aspects concrets du phénomène de « marché ». L'analyse en science politique demande une vision plus interdisciplinaire. Non seulement il est nécessaire de comprendre ce que signifie le terme « marché de l'enseignement supérieur », mais il faut saisir le phénomène de « marché » dans les relations évolutives entre l'enseignement supérieur et les pouvoirs publics.

### 1.1. Le phénomène du « marché » et le défi d'une définition

Quand nous parlons de « marché » dans l'enseignement supérieur, la référence à Burton Clark, chercheur américain et expert reconnu de l'enseignement supérieur, est indispensable. L'analyse de Burton Clark est considérée comme un travail fondamental sur le phénomène du « marché » dans la gouvernance de l'enseignement supérieur. Malgré des critiques<sup>947</sup> et la révision entreprise par Burton Clark lui-même

---

HAZELKORN Ellen, *Accessing the Knowledge Society: Intended and Unintended Consequences of HE Policy Reviews*, actes du Forum Higher Education, Research and Higher Education Policy, 1-3 décembre 2004, UNESCO, Paris.

<sup>947</sup> A propos des critiques voir par exemple :

Zachary Maggio note que le modèle de Clark devient obsolète trente ans après sa publication en vue de la complexité des relations d'autorités du monde contemporain de l'enseignement supérieur (établissements, organisations, individus). Voir : MAGGIO Zachary, *Exploring Burton Clark's Triangle of Coordination in the Context of Contemporary Relationships Between States and Higher Education Systems*, New York University, 2011.

Nicolas Gachon est d'accord sur le fait que le triangle de Clark devient obsolète au vu des nouvelles géométries universitaires, géométries notamment modifiées par l'implication de plus en plus fréquente de nouveaux opérateurs supranationaux, intergouvernementaux, non gouvernementaux, etc., dans les politiques d'enseignement supérieur : tels opérateurs que l'UNESCO, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, l'Union européenne. Voir : GACHON Nicolas, « Géostratégies des dispositifs d'enseignement supérieur », *Observatoire Boivigny* [publication électronique ], 2010  
Disponible sur :

[http://www.academia.edu/242913/G%C3%A9ostrat%C3%A9gies\\_des\\_dispositifs\\_d\\_enseignement\\_sup%C3%A9rieur](http://www.academia.edu/242913/G%C3%A9ostrat%C3%A9gies_des_dispositifs_d_enseignement_sup%C3%A9rieur). Consulté le 24.12.2016.

Daniel Lang critique le triangle de Clark sur l'exemple du « marché » des financements au Canada. L'auteur note que finalement, le gouvernement agit en tant que substitut du marché, parce que c'est l'État qui utilise son autorité pour déterminer si les initiatives d'un établissement correspondent aux besoins de la société. Voir : LANG Daniel, « Clark's Triangle, Fiscal Incentives, and a New

de son propre travail, la majorité d'autres travaux, s'appuient sur le raisonnement de Clark paru dans son ouvrage publié en 1983.

Avant Clark, l'enseignement supérieur a été considéré comme une sphère coordonnée principalement par une machine bureaucratique de l'État et par un processus politique. Barton Clark, en partant d'étude comparative des systèmes nationaux de l'enseignement supérieur, propose en 1983 un « triangle de coordination » dans lequel l'État n'est pas le seul acteur dans la gouvernance universitaire. Les trois autorités principales incluent l'État, le *marché* et l'*oligarchie académique*. Le « triangle de coordination » est une tentative d'illustrer simplement le processus de la gouvernance de l'enseignement supérieur. Les angles du triangle sont constitués de trois groupes d'intérêts qui sont à la fois dans l'interaction et dans la concurrence. Le système d'enseignement supérieur évolue, ainsi l'équilibre change entre l'État, le marché et l'oligarchie académique. Selon Clark, le système de coordination dominé par l'État, qui cherche à se modifier, se dirige forcément vers une plus forte influence du marché ou de l'oligarchie académique. Clark ne donne pas une définition précise du marché, mais exprime plutôt le sens large qu'il accepte de donner à ce terme : « Le marché est synonyme de non-étatique et non-gouvernable ». Puis, en se basant sur la recherche de Lindblom<sup>948</sup>, Clark décrit trois types de marchés dans l'enseignement supérieur : le marché des consommateurs, le marché du travail et le marché institutionnel<sup>949</sup>.

Le marché des consommateurs est un espace où les futurs étudiants choisissent leurs établissements. Pour le chercheur, c'est une opération d'échange - l'argent contre une prestation. Selon Clark, ce marché existe même dans les pays autoritaires avec un enseignement supérieur entièrement ou majoritairement public, parce que le pays finance les EES en fonction du choix des étudiants. Les établissements de premier choix, ceux convoités par les étudiants et qui profitent des financements importants grâce au nombre élevé des étudiants inscrits, ainsi que d'une réputation, sont les

---

Relationship Between State and Universities », *Comparative and international Higher Education*, Numéro 6, 2014.

<sup>948</sup> LIDBLOM Charles E., *Politics and Markets: The World's Political Economic Systems*, Basic Books Inc., U.S., 1980, 416 p.

<sup>949</sup> CLARK Burton, *op.cit.*, p. 176.

*leaders* du marché. Le marché du travail est la concurrence des diplômés pour le meilleur emploi. Le marché institutionnel est la concurrence entre les établissements pour des financements ou pour un meilleur statut dans la hiérarchie nationale des EES<sup>950</sup>.

Ainsi présenté, nous voyons qu'il existe trois types de concurrences dans le marché, et nous constatons que ces espaces existent en Russie. Le premier espace où les EES concourent pour les étudiants est plus visible chez les EES privés ou chez les EES publics pour l'obtention des places payantes. Dans ces cas, un étudiant accorde directement son argent à un EES choisi en vue de sa qualité et de sa réputation et aussi en conformité avec les moyens de sa famille. Avec le nouveau système de financement des places gratuites chez les EES publics, mise en œuvre au début des années 2010, les établissements publics reçoivent l'argent de l'État en fonction du nombre d'étudiants déjà inscrits (le système qui est décrit en anglais *money follows the student*)<sup>951</sup>. Plus un EES public attire d'étudiants, plus il recevra une aide financière de l'État. Le marché du travail fonctionne en Russie comme dans les autres pays ; la concurrence est libre. Les diplômes de certaines universités sont plus prestigieux aux yeux des employeurs que ceux d'autres universités. Avec l'introduction des appels d'offres et des contrats publics dans les années 2010, la Russie présente aujourd'hui ce que Clark appelle un « marché institutionnel », où les EES concourent et interagissent entre eux.

Mise à part ces trois marchés, Clark distingue le « marché du pouvoir » en tant qu'autre forme de coordination de l'enseignement supérieur et la concurrence entre les administrations des pouvoirs publics qui a un effet sur la politique universitaire<sup>952</sup>. En Russie des années 2010, une telle compétition pour le pouvoir peut concerner le ministère de l'Éducation et de la Science et l'Agence des initiatives stratégiques. Selon les experts cités dans le chapitre 7, le ministre de l'Éducation et de la Science a moins de poids politique que des dirigeants de l'Agence des initiatives stratégiques. Il

---

<sup>950</sup> CLARK Burton, *op.cit.*, p. 204-215.

<sup>951</sup> « Le financement des EES doit se baser sur le principe 'l'argent suit l'étudiant' », *RIA*, 14 septembre 2011. Disponible sur le site de l'EHESI : <https://www.hse.ru/news/35370074.html>. Consulté le 4.11.2017.

<sup>952</sup> «Ainsi l'enseignement supérieur dépend de ceux que nous pouvons appeler les marchés du pouvoir. Les marchés composés des unités qui se battent entre eux dans les structures des pouvoirs publics. C'est aussi une forme de coordination ». CLARK Burton, *op.cit.*, p.205.

a même moins de poids que certains recteurs influents, qui entrent plutôt dans la catégorie « oligarchie académique ».

Par « oligarchie académique », Clark entend les voies par lesquelles les universitaires peuvent se faire entendre et influencer les décisions politiques et le développement de l'enseignement supérieur en général. Il affirme que dans certains systèmes, l'oligarchie académique peut être le ministère national de l'Éducation, mais dans la plupart des pays ce sont des agences intermédiaires qui opèrent dans l'espace entre l'État et les institutions académiques, par exemple, les *Boards of Trustees* aux États-Unis, ou les Conseils administratifs en France. Dans ce sens, en Russie, l'Union des recteurs et des personnalités concrètes, par exemple Iaroslav Kouzminov, Viktor Sadovnitshi, ou encore les universitaires, qui participent soit au travail du Conseil pour l'amélioration de la compétitivité du Programme 5-100, soit au travail des groupes d'experts du gouvernement – tous constituent l'oligarchie académique. Le ministère de l'Éducation peut dans certains cas servir d'intermédiaire entre l'État et les EES, mais en tant qu'institution, il représente l'État et met en œuvre la politique du Président et du gouvernement du pays.

Selon Clark, quand le marché devient de plus en plus influent dans la coordination de l'enseignement supérieur, les autres forces – l'État et l'oligarchie académique – perdent de leur pouvoir ; c'est-à-dire quand le marché détermine de plus en plus les changements dans l'enseignement supérieur, et le rôle de l'État se modifie voire diminue. De nombreux auteurs ont utilisé le triangle de Clark comme point de départ de leurs propres analyses. Becher et Kogan (1992), Van Vught (1989), Jongbloed (2003) et Pusser (2008) ont décrit les systèmes nationaux, leurs dynamiques évolutives et les spécificités de leurs oligarchies académiques. Sheila Slaughter et Larry Leslie proposent en 1997 le terme *capitalisme académique*, largement référencé dans les travaux postérieurs des recherches du phénomène de « marché » et de concurrence. Ce terme offre un autre cadre d'analyse des relations entre l'État, les marchés et les établissements<sup>953</sup>.

Le « capitalisme académique » est un produit de la politique publique encourageant les EES publics à rechercher des financements extérieurs et

---

<sup>953</sup> SLAUGHTER Sheila, LESLIE Larry L., *Academic Capitalism : Politics, Policies and the Entrepreneurial University*, Baltimore, MD : John Hopkins University Press, 1999, 296 p.

concurrentiels. Cela conduit également au « cadrisme » en vue de la dépendance à l'égard des ressources<sup>954</sup>. Le concept de « cadrisme » fait entrer les idées et les méthodes du secteur privé dans le secteur public. Se basant sur l'analyse des changements dans les universités du Royaume-Uni, des États-Unis, de l'Australie et du Canada, Slaughter et Leslie concluent que : « Malgré les différences de fond dans les cultures politiques dans ces quatre pays, les politiques sont communes en ce qui concerne le croisement de l'enseignement supérieur avec la globalisation de l'économie politique postindustrielle » ; ces politiques consistent en un « passage à la politique scientifique-technologique dans l'enseignement tertiaire » qui renforce le capitalisme académique au détriment de la recherche fondamentale. À la fin de l'ouvrage, Slaughter et Leslie proposent que le capitalisme académique ait une politique d'enseignement supérieur portant sur la transformation des centres de sciences humaines et sociales (que les EES étaient à la fin du XX<sup>e</sup> siècle) en « périphérie entrepreneuriale », où les recherches sont faites dans un but exclusivement lucratif. Soit l'Université, qui entre dans les relations marchandes, est directement intéressée par le profit, soit elle concourt sans objectif de profit – dans les deux cas, elle est contrainte par les valeurs marchandes et la compétitivité.

C'est remarquable que la plupart des auteurs analysant le phénomène de « marché » se focalisent sur l'un des trois marchés identifiés par Clark : soit le marché des étudiants, soit le marché des diplômés (marché du travail), soit le marché des financements, et rarement sur la totalité du concept. Il n'est effectivement pas évident de fournir un concept clair, compréhensif et précis du « marché » au sens large. Par exemple, Jongbloed énumère beaucoup plus de « marchés » que Clark : le marché des étudiants (du premier, deuxième et de troisième cycle), le marché des chercheurs, le marché des enseignants, le marché pour obtenir des crédits de recherche et des bourses d'études, le marché des donations, le marché des diplômés, le marché des stages, etc. Jongbloed s'interroge sur les raisons et la manière dont l'État intervient dans cette multitude de marchés<sup>955</sup>.

---

<sup>954</sup> SLAUGHTER Sheila, LESLIE Larry L., *op.cit.*, p. 68.

<sup>955</sup> JONGBLOED Ben, « Marketisation in Higher Education, Clark's Triangle and the Essential Ingredients of Markets », *Higher Education Quarterly*, Volume 57, n° 2, April 2003, p. 110-135.

Le « marché », selon Jongbloed, est une expression symbolique pour désigner le processus par lequel les décisions des individus (ou des foyers) sur la consommation des produits, les décisions des entreprises sur le produit à fournir, les décisions des salariés sur les employeurs et les salaires à choisir sont réconciliées pour ajuster les prix. Si, note Jongbloed, l'État n'intervient pas dans ce processus, le marché est libre. Avec l'exemple de l'enseignement supérieur néerlandais, le chercheur montre comment les mécanismes marchands s'introduisent dans la politique universitaire du pays. Dans son analyse, l'État ne se retire pas finalement, ne laisse pas son pouvoir au marché. L'État contrôle et facilite la compétitivité, mais il coopère aussi avec les établissements. Jongbloed décrit le passage du contrôle de l'État à la supervision par l'État dans la gouvernance de l'enseignement supérieur. L'auteur insiste sur le fait que ce passage représente une tendance globale pour les gouvernements dans le nouveau paradigme de la gouvernance de l'enseignement supérieur<sup>956</sup>.

Cette tendance semble être vraie pour les relations État-EES en Russie dans les années 2010 (dès la fin des années 2000) avec les efforts d'accorder une autonomie à certains établissements et de les initier à la gestion responsable, à la stratégie d'attractivité et d'internationalisation. De plus, la compétitivité entre les établissements est, en effet, créée et facilitée par l'État qui, en réorganisant la hiérarchie des établissements, gère la concurrence entre eux.

L'État intervient dans le « marché », écrit Jongbloed, pour éviter les « fautes du marché » : pour vérifier l'information sur les produits et les services du « marché » afin d'assurer les meilleures décisions des « acheteurs », pour éviter l'apparition d'un monopole sur le « marché », pour assurer la meilleure redistribution des revenus du « marché » par imposition ou non-imposition, et pour garantir l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur aux citoyens. La « marchandisation » (*marketisation*), selon Ben Jongbloed, est une politique publique avec pour objectif de renforcer le choix des étudiants et de libéraliser le « marché » afin d'améliorer la qualité et la variété des services proposés par les fournisseurs de l'enseignement supérieur. Jongbloed pense que « le vrai marché » n'existe pas dans un certain nombre de pays, malgré le fait qu'ils ont des « politiques de marchandisation », car les pouvoirs publics empêchent

---

<sup>956</sup> *Ibidem.*

les vrais marchés d'émerger. Même dans les pays où le « marché » de l'enseignement supérieur est très « libéralisé », l'État intervient pour fixer les prix ou fournir plus d'information et/ou changer l'équilibre dans le « marché » : il intervient sur le marché, puis il se retire, et il coopère en même temps.

Selon Weimer et Vining, plusieurs gouvernements ont adopté des politiques dérégulatrices et des schémas de privatisation pour « faciliter et libérer les marchés<sup>957</sup> ». Michael Spence, chercheur en économie et lauréat du Prix Nobel en 2010, parle, lors de son discours de lauréat, des marchés *imparfaits* de l'enseignement supérieur<sup>958</sup>. Nous pouvons donc entendre ici, que les marchés de l'enseignement supérieur ne sont pas perçus comme des marchés libérés du contrôle de l'État, mais au contraire, la présence de l'État est nécessaire pour le bon fonctionnement.

Ces définitions du « marché », ainsi que les éléments composant la notion, mettent en évidence le fait que le « marché » de l'enseignement supérieur diffère d'un simple marché économique basé sur la notion d'offre et demande. La multitude des acteurs, des décideurs et des décisions qui sont à la fois institutionnelles, stratégiques, financières, politiques, sociales, ne permet pas de décrire l'intervention non-étatique dans la gouvernance de l'enseignement supérieur comme un simple échange économique.

Simon Marginson, quant à lui, analyse la compétition entre les universités du monde. Pour lui, le « marché de l'enseignement supérieur » est un espace où les EES concurrent pour les meilleurs étudiants, les financements et le meilleur statut dans la hiérarchie nationale ou mondiale. Le chercheur théorise la *compétition sociale* dans l'enseignement supérieur et dessine une stratification universitaire. Il insiste sur le fait que l'enseignement supérieur est un produit statuaire (*status goods*) ou un produit positionnel (*positional goods*)<sup>959</sup>.

Marginson donne plusieurs définitions qui sont à la base de son analyse. Pour lui, l'enseignement supérieur est à la fois un espace d'enseignement et d'apprentissage, de

---

<sup>957</sup> WEIMER David Leo, VINING Aidan R., *Policy Analysis: Concepts and Practice*, Prentice Hall, 1999, 486 p.

<sup>958</sup> SPENCE Michael, Signaling in Retrospect and the Information Structure of Markets. Nobel Prize Lecture, in FRANGSMYR Tore (éd.), *Les Prix Nobel. The Nobel Prizes 2001*, Stockholm: Nobel Foundation, 2002. Disponible sur: [http://www.nobelprize.org/nobel\\_prizes/economic-sciences/laureates/2001/spence-lecture.html](http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/economic-sciences/laureates/2001/spence-lecture.html). Consulté le 29.12.2016.

<sup>959</sup> MARGINSON Simon, « Competition and Markets in Higher Education: a 'Glonacal' Analysis », *Policy Futures in Education*, Volume 2, n° 2, 2004, p. 175-244.

production intellectuelle et culturelle, un espace où le statut social est produit et réglementé ; un espace d'échange économique où un profit économique est réalisé et où le capital est accumulé. La « compétition, dans le sens simple, est un concours structuré socialement entre les différentes agences (particuliers, organisations ou nations) pour un avantage individuel ». Le marché est un processus d'échange économique qui est aussi structuré socialement. « Ce processus n'est pas seulement économique, mais il a des aspects sociaux, politiques et culturels ». Marginson souligne que l'application du terme de « marché » diffère de celle faite dans le monde économique : le mot marché dans l'expression « marché de l'enseignement supérieur » n'a pas le même sens que celui donné dans « l'économie du marché » ou dans le « marché autorégulateur ». Dans tous les secteurs, souligne Marginson, et tout particulièrement dans le secteur de l'enseignement supérieur coordonné par l'État, les marchés sont partiellement formés par les actions des gouvernements et ils sont toujours conditionnés par les besoins de la société.

La compétition sociale, insiste Marginson, est « beaucoup plus invasive que les mécanismes du marché en tant que tel. La compétition dans le marché économique prend une forme particulière de la compétition sociale dans le secteur de l'enseignement supérieur. Plus précisément, c'est un ensemble de formes, car la compétition économique peut prendre différentes formes ». Marginson rappelle que dans toutes les sociétés les EES jouent un rôle central dans la production et l'allocation d'un statut social, et cette lutte pour obtenir un statut favorable est une force puissante pour motiver à la fois les étudiants et les établissements d'enseignement supérieur – la demande ainsi que l'offre<sup>960</sup>.

En analysant le flux d'étudiants internationaux, Marginson réfléchit sur la compétition globale et introduit la notion de « marché global » de l'enseignement supérieur avec une hiérarchie des pays dominée par les États-Unis<sup>961</sup>. Marginson note que les mécanismes marchands, et plus généralement l'approche marchande sont adaptés dans plusieurs pays, et précise que dans ces pays l'enseignement supérieur est entendu en tant qu'une marchandise, un bénéfice individuel. Ces pays deviennent

---

<sup>960</sup> MARGINSON Simon, *op.cit.*

<sup>961</sup> MARGINSON Simon, « Dynamics of National and Global Competition in Higher Education », *Higher Education*, n° 52, Springer, 2006, p. 1-39.

alors une terre fertile pour la mise en œuvre d'une politique néolibérale dans les réformes économiques de l'enseignement supérieur<sup>962</sup>. Ainsi Marginson note à juste titre que les politiques sont différentes en fonction de l'approche de l'enseignement supérieur des sociétés, notamment de la vision économique et du poids de l'État dans la gouvernance de l'enseignement supérieur. Cela est lié à la culture et à la philosophie des relations entre l'État et l'enseignement supérieur, leur évolution historique et les réseaux nationaux dans la gouvernance universitaire. Cet aspect culturel a un effet sur la conduite de la politique universitaire.

En Russie, dans les années 2010, les décideurs publics ont fait des efforts pour convaincre la société que l'enseignement supérieur n'était pas indispensable pour réussir dans la vie. Les pouvoirs publics ont promu les études moins longues - de niveau Bac + 1, Bac+2/3 afin de satisfaire la demande de l'économie et diminuer la surabondance sur le marché du travail des diplômés d'enseignement supérieur. Le Vice-Premier ministre Olga Golodets a déclaré en 2016 que 65% des citoyens russes n'avaient pas besoin de l'enseignement supérieur<sup>963</sup>. Cependant, la valeur de l'enseignement supérieur resta forte. L'ambition et la perception de la nécessité d'envoyer ces enfants à l'Université était exprimée par 90% des familles<sup>964</sup>. Ce chiffre témoigne que l'intérêt pour l'enseignement supérieur était en croissance continue. Comme l'avait remarqué Iaroslav Kouzminov concernant le besoin de la population russe de tenter à tout prix de faire entrer leurs enfants à l'université face à l'incapacité des pouvoirs publics de cesser la massification de l'enseignement supérieur : « Il est difficile de remettre la viande hachée dans le hache-viande<sup>965</sup> ». Ainsi, pour mieux comprendre ce que Marginson ou d'autres auteurs mettent dans la notion de « marché », il faut approfondir l'analyse, prendre en compte toutes les remarques et toutes les réserves. Selon Marginson et d'autres, finalement le « marché » n'est pas un marché économique, et si l'enseignement supérieur est une

---

<sup>962</sup> MARGINSON Simon, « Competition and Markets in Higher Education: a 'Glonacal' Analysis », *Policy Futures in Education*, Volume 2, n° 2, 2004, p. 175-244.

<sup>963</sup> « Golodets considère que 65% de citoyens russes n'ont pas besoin d'avoir une formation supérieure », Interfax, 15 juillet 2016. Disponible sur le site officiel de l'agence d'information : [www.interfax.ru/business/518708](http://www.interfax.ru/business/518708). Consulté le 4.11.2017.

<sup>964</sup> CHEVTCHENKO Dmitri, « *Sovremenny rynek vyschego professional'nogo obrazovania Rossii : sostoianie i perspektivy razvitiia* » / « Le marché contemporain de l'enseignement supérieur professionnel de la Russie », *Marketing en Russie et à l'étranger*, 2013, n° 3, p.109-122. Disponible sur : <http://shevchenko.rggu.ru/?p=435>. Consulté le 4.01.2016.

<sup>965</sup> L'entretien de Iaroslav Kouzminov à *Izvestia*, le 27 juillet 2016. Disponible sur <http://izvestia.ru/news/623942#ixzz4FhocTI86>. Consulté le 30.09.2016

marchandise, c'est une marchandise spécifique – il a une nature complètement différente des autres marchandises. Les clauses et les réserves nous conduisent finalement aux notions qui sont loin des notions classiques de ce terme de « marché ».

## 1.2. Les tendances « marchandes » internationales et la politique universitaire russe

L'intérêt de la communauté académique européenne pour les questions concernant le « marché » dans l'enseignement supérieur augmente depuis les années 2000. Des colloques et des congrès ont été organisés pour entreprendre un effort collectif d'analyse des différents aspects du « marché ». De même, les études ont été menées pour examiner le niveau d'orientation d'un système ou d'une politique de l'enseignement supérieur vers le « marché » ou bien du niveau de la marchandisation des systèmes universitaires<sup>966</sup>.

Christine Musselin analysa en 2008 l'apparition du marché international de l'enseignement supérieur. En étudiant les déclarations des dirigeants politiques, des ministres de l'Enseignement supérieur, les documents officiels des organisations internationales, des réformes et les travaux des chercheurs, Christine Musselin a identifié cinq *scripts* qui caractérisent les tendances concurrentes dans l'enseignement supérieur global dont certaines sont d'actualité en Russie<sup>967</sup>.

---

<sup>966</sup> Par exemple:

Le symposium international Academia EUROPAEA-Wenner-Gren Foundations *The University in the Market*, 1-3 novembre 2007, Stockholm, Sweden.

La conférence annuelle du DIM IS2-IT 2013 *L'irrésistible ascension du capitalisme académique ?* 18 et 19 avril 2013, Paris, France.

Publications:

BEKHRADNIA Bahram, « The English Experiment in Market-Based Higher Education – Ideology and Reality Disconnected », *Higher Education in the UK and the US*, Volume 1, Social Sciences E-Books Online, Collection 2014, p. 79-87.

HALSEY John, O'BRIEN Kenneth, « Education markets in English and American universities », *Higher Education in the UK and the US*, Volume 1, Social Sciences E-Books Online, Collection 2014, p. 35-58.

Voir aussi:

DOBBINGS Michael, « How market-oriented is French higher education ? » *French Politics*, Volume 10, Numéro 2. Juin 2012. p. 134-159.

GARETH Williams, LIU Sandra S ; SHI Quiheng. « Marketization of Higher Education in the People's Republic of China », *Higher Education Policy*, Volume 10, Numéro 2, Juin, 1997, p. 151-157.

<sup>967</sup> MUSSELIN Christine, « Vers un marché international de l'enseignement supérieur ? », *Critique internationale*, 2/2008 (n 39), p. 13-24. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2008-2-page-13.htm>. Consulté le 4.11.2017.

Le premier *script* souligné par Musselin est la modification du rôle de l'État dicté par la volonté de transformer les relations État-universités. Elle souligne que dans de nombreux pays les schémas normatifs ont entraîné l'introduction de nouveaux instruments de pilotage de l'enseignement universitaire, plus centrés sur les résultats que sur les apports, plus ouverts à la négociation et ménageant des marges de manœuvre plutôt que de fixant des directives dans les moindres détails. Les gouvernements recourent de plus en plus aux contrats, à une allocation des ressources selon la performance, aux budgets globaux, etc. Pour la Russie, le changement du schéma normatif est vrai en ce qui concerne les allocations des financements aux EES publics après la réforme de 2010, et la focalisation sur les résultats après la mise en place du système d'évaluation de l'efficacité des EES.

Le deuxième *script* selon Musselin est une transformation des universités en organisations. L'État laisse les EES définir et mettre en œuvre leurs propres stratégies, il intervient uniquement pour évaluer les résultats obtenus et pour redresser les dérives éventuelles. Cette autonomisation accompagne un transfert des compétences et des responsabilités aux universités. L'État incite les EES à développer leur propre identité, ainsi que des formes de rationalisation et de logiques organisationnelles et institutionnelles. Cela est vrai pour la Russie. En revanche, les pouvoirs publics conseillent la nouvelle gestion universitaire qu'à une petite partie des EES russes. Dans le cadre des séminaires organisés par le ministère de l'Éducation et de la Science au centre Skolkovo, seule l'élite des universités, les établissements de l'enseignement supérieur du premier rang dans la hiérarchie nationale forment les recteurs et les administratifs de haut niveau. Ces EES peuvent financer des sessions de formation pour leur personnel grâce aux programmes de subventions et aux appels d'offres dont ils sont lauréats. L'autonomisation concerne également seulement une partie des EES qui ont réussi à obtenir un statut d'établissement autonome.

Le troisième *script* identifié par Musselin consiste en une mission pour les universités à accroître le rôle des parties prenantes (*stakeholders*). Les EES doivent articuler leurs intérêts académiques, voire les subordonner aux enjeux que poursuivent les acteurs qui sont concernés par les activités universitaires : les partenaires externes (entreprises, administrations publiques) et internes (étudiants,

salariés des EES). Les pays européens comptent l'implication des personnalités extérieures dans le travail des instances universitaires ou la création de comités d'orientation stratégiques à l'instar des *Boards of Trustees* américains. Dans ce *script*, Musselin inclut la demande de l'État aux EES de valoriser la recherche « pertinente » - celle qui peut être utile et correspond aux besoins actuels de la société, et non seulement la recherche académique qui vise à satisfaire les intérêts scientifiques.

La rhétorique des décideurs russes au début des années 2010 s'est fortement orientée dans cette voie. De même, la réforme de l'Académie des sciences (voir chapitre 5), débutée mi-2000 et achevée mi-2010, avait pour objectif principal la mise à jour de la recherche russe aux besoins actuels de la société. Les discours changent un peu à partir de 2016. Dans la Stratégie du développement scientifique et technologique adoptée à la fin de l'année 2016, l'État met en avant la volonté de soutenir la recherche fondamentale sans prendre en compte à chaque instant les changements des intérêts conjoncturels et évolutifs de l'économie. L'esprit du document reflète le changement du discours global des pouvoirs publics concernant la vocation utilitaire de la recherche sans modification significative de l'action publique et les thématiques des appels d'offres encore très orientés vers la recherche « pertinente ».

Le quatrième *script* est celui de la privatisation, précisément l'encouragement de la création d'EES privés, l'initiation aux universités des modes de gouvernance et de gestion issus du privé, l'encouragement des EES par les autorités publiques, confrontées aux restrictions budgétaires, à diversifier leurs ressources et à attirer des fonds privés (*via* le mécénat, contrats de recherche, droits d'inscription des étudiants). De plus en plus, note Musselin, les décideurs publics recourent au vocabulaire de gestionnaire, prônant l'introduction de mécanismes marchands ou quasi-marchands dans la gestion des établissements et le pilotage des systèmes d'enseignement supérieur. L'idée d'un système national relativement indifférencié a été remplacée par celle d'établissements concurrents, luttant pour acquérir des ressources rares et cherchant à créer des niches stratégiques.

En ce qui concerne la création des EES privés, il faut noter que le processus en Russie est plutôt l'inverse. La politique universitaire a pour objectif de réduire le nombre des EES par la suppression des EES de mauvaise qualité dont beaucoup se

trouvent parmi les EES privés créés à l'époque du vide juridique des années 1990. Les établissements privés en Russie sont des organisations commerciales. L'objectif principal des EES privés était de gagner de l'argent, c'était une activité commerciale. Pour assurer le volume d'inscriptions et de réinscriptions suffisamment bénéfiques au fondateur, les établissements privés ont été amenés à baisser le niveau des exigences académiques lors du contrôle des connaissances.

La concurrence croissante entre les EES privés dans les années 2000 les a poussés à développer leurs propres stratégies « marchandes ». La meilleure tactique était de baisser les prix et de se rapprocher géographiquement des futurs étudiants en établissant des filiales dans les moyennes et petites villes des régions. Au début des années 2010, pour une population de 70 000 - 100 000 habitants il y avait environ 8-10 filiales qui proposaient les mêmes formations – en économie, gestion et droit. La sursaturation de ces formations a provoqué une certaine déformation dans la structure de la demande de la population, ainsi qu'une certaine disproportion entre les demandes de la population et celles du marché du travail. Dans une certaine mesure, cela a diminué l'efficacité de l'enseignement supérieur que l'État souhaitait pourtant améliorer.

En 2015 le président et le gouvernement russe avaient pour objectif de bâtir l'économie de l'innovation en déclarant que la structure de l'enseignement supérieur ne correspondait plus à cette mission et nécessitait des réformes. Les EES privés, selon la majorité des décideurs publics qui se sont exprimés, ne pouvaient pas accomplir cette mission car ils pratiquaient des prix bas pour attirer les étudiants, ce qui induisait un effet néfaste sur la qualité de l'enseignement. Par exemple, si le coût réel d'une année d'études pour un étudiant dans un EES public était égal à 112 000 roubles pour l'État, le coût (et donc la dépense) chez certains EES privés atteignait de 15 000 à 20 000 roubles par an. Au vu de cette différence et doutant de la qualité d'enseignement de ces EES privés, l'État a lancé la réorganisation du système de l'enseignement supérieur et annoncé la transformation des EES privés en établissements d'études professionnelles du niveau Bac+1/2.

Paradoxalement, les indicateurs de scientométrie ont montré que certains EES privés russes étaient plus compétitifs que les EES publics. Par exemple, l'Université privée à Dubna a eu de très bons coefficients de scientométrie. Certains EES privés

réussissaient également à valoriser les innovations. En revanche, ils ne recevaient pas le soutien financier de l'État nécessaire à l'amélioration de leur compétitivité internationale comme les EES publics. Dans ce cas, où des EES publics étaient privilégiés par rapport aux EES privés de qualité, l'État dépensait des ressources financières pour les EES moins efficaces avec une moindre garantie de rentabilité. Économiquement, l'exclusion de bons EES privés de l'attention de l'État peut être considérée comme une politique à courte vue. Dans les autres pays, le revenu de l'activité commerciale et du montant de fonds de dotation étaient considéré comme un argument en faveur du soutien de l'État. En Russie, ce fut l'inverse : l'État soutenait les établissements les moins rentables, les plus coûteux. C'est au vu de cet aspect que certains décideurs publics commencèrent à défendre l'idée de soutien d'enseignement supérieur privé.

Dans les années 2010, une grande polémique est née au sein des pouvoirs publics sur la question du soutien ou non des EES privés. Doit-on les traiter comme des EES publics ? Isak Froumin, chercheur en enseignement supérieur à l'EHESE et conseiller du ministre Livanov, a situé ces questions parmi les cinq grands points qui divisaient les décideurs de la politique universitaire. Parmi les experts qui faisaient partie des groupes de travail au ministère de l'Éducation et de la Science, « il y a des gens qui considèrent que nous devons significativement aider les établissements d'enseignement supérieur privés, les autres pensent que nous ne devons pas faire attention à eux », témoigne Isak Froumin<sup>968</sup>.

La logique de ceux qui étaient contre le soutien étatique de l'enseignement supérieur privé était la suivante : comment l'État, alors que les EES publics avec leur grande histoire et potentiel de recherche mais qui ne sont pas encore au niveau désiré, pourrait-il les laisser se dégrader et subventionner les EES privés ? C'était également une question de contrôle des ressources. En effet, l'État ne faisait pas encore confiance à l'ensemble des EES privés, hormis quelques exceptions qui se trouvent, majoritairement dans les villes capitales du pays, à Moscou et à Saint-Pétersbourg.

Certains EES privés ont réussi à avoir une bonne réputation grâce à leurs capacités financières à évoluer, à effectuer les transformations pédagogiques en utilisant des

---

<sup>968</sup> L'entretien d'Isak Froumin effectué le 28.11.2015 *via* video-conférence.

technologies modernes et en ayant un corps professoral éminent. L'opinion des décideurs publics qui observent ces changements positifs va changer, comme en témoigne Evgueni Tkatchenko en décembre 2015 :

« Nous avons visité hier un établissement privé. Après de telles visites, je change mon avis sur l'enseignement supérieur privé. Par exemple, quand j'étais à l'Université des associations professionnelles (*Ouniversitet profsoyouzov*) à Saint-Petersbourg, j'ai compris que les EES publics sont loin d'être au niveau... La bibliothèque est fantastique, l'infrastructure informatique est magnifique, les enseignants invités sont des chercheurs distingués... Le rêve!<sup>969</sup> »

Enfin, depuis les années 2010, les EES privés ont obtenu le droit de répondre aux appels d'offres à l'instar des EES publics pour des places budgétaires. Quand l'État a publié en 2011 un appel à projets pour la distribution des places budgétaires ouvert aux EES privés, 90 établissements ont participé au concours, 54 établissements ont réussi à avoir 2 % du nombre total des places budgétaires. Nous pouvons conclure que la politique des années 1990-2000, décrite par Evgueni Tkatchenko, « nous [l'État] ne vous aidons pas et nous ne vous barrons pas, si vous réussissez tout seul - vous pouvez exister », change progressivement. L'aide financière devient possible, et les exigences de l'État envers des EES privés augmentent.

En ce qui concerne le processus de privatisation des EES publics, cela n'a jamais eu lieu en Russie contemporaine, malgré les propositions de certains décideurs exprimées à plusieurs reprises à l'époque postsoviétique – dans les années 1990 et 2000. L'idée reste impopulaire pour la majorité des hommes politiques et pour la société en général. La privatisation a une mauvaise réputation en Russie depuis les réformes économiques douloureuses des années 1990. Voici comment Elvira Nabioullina, la présidente de la Banque centrale de la Fédération de Russie, ex-ministre du Développement économique, membre du conseil de tutelle de l'Université d'État de Moscou, décrit son ressenti à ce propos :

« Peut-être la plus grande question que je me pose concernant les réformes de Gaïdar : la privatisation devait-elle s'entreprendre rapidement ? - Oui. Il a fallu créer une classe de propriétaires du privé. Mais le résultat de cette privatisation est que nous avons créé une atmosphère de méfiance envers la propriété privée. Et ce problème nous suivra pendant de très nombreuses années<sup>970</sup> ».

---

<sup>969</sup> L'entretien d'Evgueni Tkatchenko effectué le 25.12.2015 à Moscou.

<sup>970</sup> L'entretien d'Elvira Nabioullina à la première chaîne russe de la télévision du 27 janvier 2014.

Le cinquième *script* identifié par Musselin est celui de l'internationalisation. Le chercheur souligne la demande de l'État faite aux EES de valoriser tout ce qui n'est pas national. Musselin évoque le problème de changements culturels, symboliques et normatifs dans les systèmes d'enseignement supérieur nationaux en vue de l'internationalisation, et elle s'interroge également sur la vérité de la thèse selon laquelle le mouvement hégémonique tend à généraliser le modèle américain à l'ensemble des systèmes universitaires.

S'appuyant sur différents travaux de recherche, Christine Musselin conclut qu'avec la privatisation et l'internationalisation, le désengagement de l'État n'est pas tout à fait réel : l'État utilise des mécanismes marchands ou quasi-marchands pour renforcer ses capacités de pilotage. Pour Christine Musselin, ce sont les liens entre l'État et le marché qui constituent l'originalité des transformations dans le secteur de l'enseignement supérieur. Aussi, le passage du financement public au financement privé ne s'effectue pas directement, mais plutôt par l'accroissement de la sphère d'intervention du premier *via* la mobilisation et le renforcement du second<sup>971</sup>.

L'internationalisation a été encouragée chez les EES par les décideurs de la politique universitaire russe. De nombreuses initiatives citées dans le chapitre 7 et 8 pour attirer les étudiants et les chercheurs internationaux n'ont pas encore apporté de résultats significatifs qui peuvent témoigner d'un vrai changement, le progrès est encore minime. En revanche, les relations internationales des universités russes, et surtout celles du premier échelon, ont bien évolué. Lors de la réunion du Conseil de tutelle de l'Université d'État de Moscou le 25 janvier 2017, Viktor Sadovnitshi a présenté le bilan des initiatives de l'université à l'étranger qui montre l'accroissement solide du *soft power* de l'université partout dans le monde, notamment dans la zone de la CEI et des pays de BRICS, ce qui était la volonté prononcée de l'État tout au cours des années 2000-2010.

Aucun des cinq *scripts* identifiés, note Musselin, n'est spécifique à l'enseignement supérieur, mais ils sont présents dans les transformations en cours dans d'autres secteurs publics. Musselin, en s'interrogeant sur l'apparition d'un marché international de l'enseignement supérieur, note, comme Clark, qu'avec la force

---

<sup>971</sup> MUSSELIN Christine, *op.cit.*

prétendue marchande, le rôle de l'État se modifie, sans néanmoins manifester un véritable désengagement dans la plupart des pays occidentaux, à l'exception des États-Unis<sup>972</sup>.

Nicolas Gachon, qui étudie « l'ajustement de l'enseignement supérieur aux normes du marché », fait le point sur l'inscription de l'enseignement supérieur dans les géostratégies des gouvernements. Selon lui, les enjeux économiques, politiques, sociétaux, liés à la recherche et à l'enseignement supérieur sont d'une grande importance pour les États. Les gouvernements sont donc intéressés à conserver leur pouvoir de pilotage des grandes orientations de la politique universitaire. Le positionnement des systèmes de l'enseignement supérieur à l'échelle internationale dépasse très largement, écrit Gachon, les questions de gouvernance institutionnelle et même de relations internationales entre des établissements. Selon chercheur, au niveau bilatéral et a fortiori multilatéral, les dynamiques, les enjeux et par conséquent les pratiques sont de nature extrêmement protéiforme et conjoncturelle, relevant davantage de positionnements et de repositionnements géostratégiques, que de géométries institutionnelles, fussent-elles variables. Les dynamiques transfrontalières, bilatérales et multilatérales entre les différents dispositifs d'enseignement supérieur sont en réalité très variablement, voire inégalement, ajustées aux normes du marché.

Gachon souligne, qu'il ne s'agit pas à proprement parler de transactions dans la mesure où ces dispositifs, contrairement à ceux qui peuvent être les préoccupations ponctuelles de tel ou tel établissement, répondent à des considérations régionales ou nationales et n'ont par conséquent pas vocation à « transiger », ce qui, au niveau systémique, équivaudrait à une capitulation devant les forces du marché et à un renoncement à ses intérêts particuliers. Les enjeux sont tantôt politiques, tantôt économiques, tantôt liés au développement, voire à l'importation ou à la reproduction de modèles existants<sup>973</sup>.

Dès lors, certains systèmes, généralement ceux dont les préoccupations sont les plus politiques, se révèlent beaucoup plus vulnérables que d'autres sur le marché transfrontalier du savoir, résume Gachon. L'ajustement aux normes du marché reste fragmentaire et déséquilibré, même à l'heure de la mondialisation et d'une prétendue

---

<sup>972</sup> *Ibidem.*

<sup>973</sup> GACHON Nicolas, *op.cit.*

uniformisation, puisque les différents échanges sont généralement bornés de manière très hétéroclite, par exemple entre un dispositif dont les préoccupations sont majoritairement politiques et un dispositif à des impératifs strictement économiques<sup>974</sup>. Gill Wyness, chercheur en politique d'enseignement, insiste sur le fait que le vrai « marché » n'existera jamais dans l'enseignement supérieur, parce que le gouvernement aura toujours besoin d'intervenir pour l'intérêt de l'égalité d'accès<sup>975</sup>.

### 1.3. La vision économique de l'enseignement supérieur et sa résonance en politique

Les chercheurs russes en économie utilisent aisément le mot « marché » dans leurs analyses de l'enseignement supérieur. Ils proposent des études de marché de l'enseignement supérieur et analysent les « marques » des universités. Par exemple, la recherche collective conduite par la Chaire du marketing de l'Université d'État des sciences humaines de Russie (*Rosiiski gosoudarstvenny goumanitarny ouniversitet*) propose les différents « segments du marché » de l'enseignement supérieur russe. Pour les « marques », les chercheurs distinguent les grands établissements (*brand leaders*), les établissements prestigieux (*strong brands*), et des établissements moins prestigieux<sup>976</sup>.

L'économiste russe, Chevtchenko Dmitri va jusqu'à classer les établissements russes d'enseignement supérieur sur le « marché ». Les processus de restructuration de l'enseignement supérieur, les fusions et acquisitions, rappellent les processus de concentration du capital dans le monde socio-économique qui s'opèrent dans l'économie russe. Sauf, ajoute-t-il, dans l'enseignement supérieur, ce sont des

---

<sup>974</sup> *Ibidem*.

<sup>975</sup> WYNESS Gill, « Higher education in 2013 : the year of marketisation – but to what extent ? », *The Guardian*, 23 décembre 2013, quotidien. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/higher-education-network/blog/2013/dec/23/higher-education-policy-2013-marketisation>. Consulté le 16.12.2016.

<sup>976</sup> Voir, par exemple :

BELOVA Anna, « *Obrazovanie. Kakoi vouz samyi elitnyi ?* » / « L'enseignement supérieur : quel EES est le plus prestigieux », L'Université d'État des sciences humaines et sociales (RGGU), [publication électronique] : [http://rsuh.ru/press\\_centra/press/40032/](http://rsuh.ru/press_centra/press/40032/). Consulté le 19.01.2017.

FILATOVA Lioudmila, « *Tendentsii izmeneniia sprosa na vyschee obrazovanie : predposylki, vozmozhnosti, riski* » / « Les tendances de changement de la demande pour l'enseignement supérieur : conditions, opportunités et risques », *Ekonomika obrazovania / L'économie de l'éducation*, 2014, n° 5.

SIDOROVA Alexandra, *Strategia upravleniia sistemoi obrazovania kak element gosudarstvennoi politiki / La stratégie de gouvernance de l'enseignement supérieur comme un élément de la politique de l'Etat*, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en économie, Moscou, 2012.

processus planifiés par l'État en raison des problèmes économiques et démographiques, notamment la diminution du nombre des bacheliers<sup>977</sup>.

Filatova Lioudmila remarque que le marché de l'enseignement supérieur russe était en développement extensif de 1995 à 2005, puis, à cause de la chute démographique et de la crise financière, ce marché s'est atrophié. Chevtchenko estime que le « marché de l'enseignement supérieur » est un marché complexe par son caractère et son contenu. « Ce marché a des traits spécifiques propres aux établissements publics (sous la tutelle de l'État) et non commerciaux, dont la propriété est privée et/ou municipale ». L'économiste considère que le « marché de l'enseignement supérieur » se développe à l'aune du marché des consommateurs - analogiquement aux marchés immobiliers ou marchés de télécommunication. L'objectif des « opérateurs » est d'adapter leur « offre » en conformité avec les demandes des « clients » et des segments du « marché » en utilisant tous les moyens contemporains de communication (réseaux sociaux, blogs, sites, marketing customisé, etc.). L'État force la création « des conditions économiques pour le développement d'un marché autour des EES comptant sur l'amélioration des avantages concurrentiels des EES russes ». Étant donné l'économie « transitoire » et ses ressources abondantes, la Russie a des raisons de soutenir le secteur de l'enseignement supérieur à un niveau assez haut, pense Chevtchenko. « Pour les économies en cours de rattrapage, les EES doivent jouer un rôle important, servant d'institutions sociales, de phares de *management* de l'éducation et de la recherche<sup>978</sup> ».

Pour le philosophe Sergueï Dioujikov, la conception néolibérale de l'économie s'étend au système de l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur est désormais un élément des relations de marché ; et le marché de l'enseignement supérieur est un instrument qui stimule le développement des professions et des connaissances demandées par la société. « Le marché de l'enseignement supérieur, étant un sous-système du système économique de la société, est lié au marché de travail. Il réagit à tous les changements de la situation macroéconomique. Ces fluctuations reflètent la dynamique courante de la vie de société<sup>979</sup> ». Un autre

---

<sup>977</sup> CHEVTCHENKO Dmitri, *op.cit.*

<sup>978</sup> *Ibidem.*

<sup>979</sup> DIOUJIKOV Sergueï, *Sovremennoe rossiïskoe gosoudarstvo na rynke obrazovatel'nykh ousloug : opyt sistemnogo sotsialno-filosofskogo analiza / L'Etat russe contemporain sur le marché des*

philosophe, Vladimir Nikolski, estime qu'avec « l'expansion globale de l'économie de marché, l'enseignement supérieur devient une marchandise » au vue de la dépense mondiale totale relative à l'enseignement supérieur qui dépasse un billion de dollars. Nikolski stipule que pendant des siècles, le « marché » n'avait aucune influence sur l'enseignement. La plupart des universités dans le monde ont été fondées et financées par l'État. La plupart des étudiants sont allés dans des établissements publics de l'enseignement supérieur, et la plupart des professeurs y ont travaillé. Aujourd'hui, les forces du marché pénètrent l'enseignement supérieur dans le monde entier. La forme et la vitesse peuvent être différentes selon les pays, mais le processus s'effectue indépendamment de l'avis des décideurs, note Nikolski. Il est inutile pour les décideurs de l'enseignement supérieur, selon le philosophe, de tenter d'arrêter cette tendance<sup>980</sup>.

Gregory Androuschak, haut fonctionnaire au ministère de l'Éducation et de la Science, directeur du département de la Stratégie, d'analyse et du pronostic (2012-2016) souligne que l'approche du « marché » est progressive et moderne. Androuschak estime que « le modèle de la main invisible » présente beaucoup d'avantages, notamment le choix des « services fournis par les établissements d'enseignement supérieur ». Et puis il note que « le système du patronat politique et financier » de l'État est remplacé par le « partenariat contractuel » qui est fondé sur l'application des procédures de budgétisation, des indicateurs des résultats d'activité et des méthodes d'évaluation et du *benchmarking*<sup>981</sup>.

À la lecture de toutes les analyses abondantes sur l'aspect du « marché » dans l'enseignement supérieur des différents pays<sup>982</sup>, nous pourrions conclure que cette

---

*services d'enseignement : une analyse systémique socio-philosophique*, thèse de post-doctorat (*doktor naouk*) en philosophie, Rostov-sur-Don, 2010.

<sup>980</sup> NIKOLSKI Vladimir, *op.cit.*

<sup>981</sup> ANDROUSCHAK Gregory, « *Kvazi-rynki v ekonomike obchtchestvennogo sektora* » / « Les quasi-marchés de l'économie du secteur social », *Voprosy obrazovania / Les questions de l'éducation*, n° 4, 2005, p. 346-364.

<sup>982</sup> Voir, par exemple:

KRULL Wilhelm, « *Stimulirovanie konkurentsii i kreativnosti v sphere vyshego obrazovania Germanii i Evropy* » / « La stimulation de la concurrence et de la créativité dans la sphère de l'enseignement supérieur d'Allemagne et d'Europe », *Voprosy obrazovania / Les questions de l'éducation*, n° 2, 2011, p. 152-162.

LE GRAND J., *Drougaia nevidimaia ruka : predostavlenie obschestvennyx uslug na osnove vybora I konkurentsii / Une autre main invisible : l'offre des services sociaux dans les conditions de la concurrence et du choix libre*, Moscou : Ed. de l'Institut de Gaïdar, 2011, 240 p.

ouverture plus large de l'enseignement supérieur mondial aux influences externes (autres que l'État) sur la détermination de son développement, de sa gouvernance et de la politique publique en matière d'enseignement supérieur, a été impulsée par les États-Unis, puis renforcée et accélérée par le processus de la mondialisation. Les discussions académiques sur l'influence du « marché » se sont progressivement installées en Europe au début des années 2000, puis ces discussions et débats se sont poursuivis après les réformes de l'enseignement supérieur entreprises dans plusieurs pays européens. À la fin des années 2000, et notamment les années 2010, ces idées arrivent en Russie chez les décideurs politiques russes qui sont déterminés à rattraper le retard technologique avec l'Occident par la stimulation du développement de « l'économie des connaissances » et des mécanismes modernes de la gouvernance de l'enseignement supérieur.

## **2. Le concept du « marché de l'enseignement supérieur » chez les décideurs de la politique universitaire russe**

L'action publique russe à l'égard de l'enseignement supérieur comprend plusieurs axes que certains analystes appellent la politique « pro-marché ». Ce sont le soutien financier sélectif, l'introduction du concept d'efficacité et d'inefficacité pour les universités, l'encouragement de la concurrence par les leviers financiers, budgétaires et législatifs (appels d'offres et contrat de recherche, programmes de soutien sélectif, financement des places budgétaires en fonction du nombre d'inscriptions) avec la politique de suppression des universités « inefficaces », l'implication des entreprises dans la gouvernance universitaire (conseils de tutelle et conseil de surveillance), l'appel à la commercialisation des résultats de recherche auprès des entreprises. Ces actions sont accompagnées par les discours sur la méritocratie, le pragmatisme et la cohérence avec les besoins réels du pays.

Zuev *et al.* insistent sur le fait que la mise en œuvre de l'approche de l'efficacité avec la sélectivité selon les critères de l'État plaît aux adhérents de l'idée de « marché libre » dans la sphère de l'éducation afin de lutter contre « l'assistanat social » dans les relations État-universités par la diminution du secteur du bien commun et la stimulation en parallèle du développement du bien privé et du bien mixte (privé et

public)<sup>983</sup>. La responsabilité est ainsi partagée : « les usagers » payent une partie de son coût ou de son intégralité. Margarita Kourbatova et Elena Kagan notent à ce propos que l'État a fait un effort pour introduire les structures marchandes dans le secteur de l'enseignement supérieur dans l'esprit de remplacer l'administration bureaucratique par des mécanismes de concurrence et des instruments de gestion moderne<sup>984</sup>.

## 2.1. Le marché qui n'est pas simple, ni singulier

Lors des entretiens avec les décideurs publics tenus dans le cadre de cette thèse, les questions sur le « marché » ont été posées afin de connaître le sens qu'ils donnent à ce terme. Voici comment Sergueï Guriev (SG) décrit ce qu'il appelle un marché de l'enseignement supérieur :

« Dans la situation idéale, je pense que l'enseignement supérieur peut vendre ses services et peut fournir des bourses, des réductions des frais, *et cetera*. Que l'enseignement supérieur peut se financer non seulement par le biais des frais de scolarité, mais aussi par le biais des donations, y compris par des subventions de l'État et par les contrats avec l'État. Le marché existe dans le sens que les étudiants ont le choix de s'inscrire où ils le souhaitent et que les bourses de l'État pour les étudiants leur permettent de subvenir à leurs besoins. L'État considère que vous méritez des études supérieures gratuites ou une réduction des frais des scolarités, et vous pouvez apporter de l'argent à un EES de votre choix. L'État a ainsi un rôle important : il doit forcer les EES à révéler l'information sur leurs activités et notamment les données sur l'insertion professionnelle des étudiants ; publier l'information ; montrer à la société qui sont les enseignants et ce qu'ils enseignent. L'État ne devrait pas lui-même effectuer les accréditations et accorder les licences, mais assurer que les organismes indépendants le fassent bien. Les EES devront concourir pour les enseignants, pour les chercheurs, mais c'est un marché beaucoup plus simple, c'est un marché commun de travail.

Darya Loyola (DL) : Alors vous avez cité plusieurs marchés, si je comprends bien, ce sont : le marché des futurs étudiants (*abituriety*), et puis...

SG : Oui, le marché des candidats, le marché des professeurs, et aussi le marché des contrats de recherche – des appels d'offres, oui.

DL : Et chacun de ces marchés a un certain prix ?

---

<sup>983</sup> ZUEV Valeri, GRETCHENKO Anatoli, « *Problemy vyshego obrazovaniya v svete novogo zakona 'Ob obrazovanii v Rossijskoï Federatsii'* » / « Les problèmes de l'enseignement supérieur à la lumière de la nouvelle loi sur l'Éducation en Fédération de la Russie », *Ekonomika obrazovaniya / l'Économie de l'Éducation*, 2013, n° 2, p. 48-54. Disponible sur : <http://cyberleninka.ru/article/n/problemy-vysshego-obrazovaniya-v-svete-novogo-zakona-ob-obrazovanii-v-rossiyskoy-federatsii>. Consulté le 19.09.2016.

<sup>984</sup> KOURBATOVA Margarita, KAGAN Elena, « *Otsenka stepeni znachimosti effektivnoy vnechnego kontrolya deiatel'nosti prepodavateley vuzov* » / « L'évaluation de l'impact du contrôle externe de l'activité des enseignants des EES », *L'économie et les sciences économiques*, 2015, n° 15. Disponible sur : <https://cyberleninka.ru/article/n/otsenka-stepeni-znachimosti-effektivnoy-vnechnego-kontrolya-deyatelnosti-prepodavateley-vuzov>. Consulté le 4.11.2017.

SG : Oui<sup>985</sup> ».

Plus tard, la question du système enfermé et de son l'isolationnisme est posée à Guriev, qui précise :

« ... Quand je parle des mécanismes marchands, je n'entends pas la privatisation... Cela ne veut pas dire que l'enseignement doit devenir un secteur où on gagne de l'argent. L'enseignement doit être un secteur qui cherche les meilleurs étudiants, concourt pour les meilleurs enseignants, répond aux appels d'offres et rend des comptes à la société. Il y a des secteurs dans l'éducation où on peut gagner de l'argent : l'enseignement des langues, de compétences spécifiques, de professions spécifiques... Les écoles de commerce peuvent gagner de l'argent, mais les meilleures écoles de commerce ne sont pas des entreprises *full-profit*. Ce sont également des organisations non commerciales ».

Isak Froumin (IF) n'a pas fourni une définition du « marché » car pour lui « c'est un terme scientifique avec des travaux de recherche correspondants ». Puis, en répondant à d'autres questions, il précise :

« DL : Sur quel marché de l'enseignement supérieur – on en propose plusieurs – l'État doit-il s'appuyer lors d'élaboration de la politique de l'enseignement ?

IF : C'est une bonne question. Sur les demandes des employeurs et les demandes de la population... Vous savez, population... C'est comme l'achat des produits : certains achètent pour manger, et certains achètent pour montrer qu'ils achètent. Donc, une partie de la population a une idée qu'ils investissent, et les autres exercent une 'consommation démonstrative' de l'enseignement supérieur<sup>986</sup>».

Alexandre Povalko, adjoint du ministre de l'Éducation et de la Science (2012-2016), explique sa vision du marché en décortiquant le concept :

« Le marché de l'enseignement supérieur, hmm... La prestation des services d'enseignement et le marché des enseignants sont des marchés différents. Le marché de l'enseignement supérieur existe, bien sûr. La moitié de nos étudiants payent leurs études supérieures. Dans ce sens, les universités sont intéressées à ce que leurs services soient plus attractifs.

... En ce qui concerne le marché des services d'enseignement, il existe. En conséquence, la politique de l'Université s'oriente vers cette situation. La situation avec le marché des enseignants est beaucoup plus compliquée. Dans notre pays, ce marché n'existe pratiquement pas<sup>987</sup> ».

Vladimir Filippov, le ministre de l'Éducation des années 1998-2004, est lui persuadé que le marché existe :

« Bien sûr (le marché existe). Parce que les EES prennent un nombre important d'étudiants qui payent leurs études. Je peux dire qu'à l'Université de l'amitié des peuples, 2/3 d'étudiants payent leurs études et 1/3 ont des places gratuites. Donc le budget de l'Université est composé à 2/3 de ces financements dits 'non budgétaires'.

---

<sup>985</sup> L'entretien avec Serguei Guriev effectué le 09.12.2015 à Paris.

<sup>986</sup> L'entretien avec Isak Froumin a été effectué le 28.11.2015 *via* vidéo-conférence.

<sup>987</sup> L'entretien avec Alexandre Povalko a été effectué le 25.12.2015 à Moscou.

Nous sommes alors en concurrence, bien sûr, avec d'autres EES qui font payer les frais...<sup>988</sup>»

Il souligne que les EES élitaires se concurrencent entre elles, et les EES régionaux évoluent dans une concurrence d'un autre niveau :

« Comme tout autre marché, il est structuré non seulement par le principe régional, mais aussi par niveau des EES. Le niveau est différent, par exemple, à Moscou ou à Khabarovsk. La question n'est pas dans les villes, mais dans les EES eux-mêmes. Le prix est différent dans les EES capitales et des EES régionaux ».

Le marché, selon Filippov,

« C'est d'abord, le marché des candidats aux étudiants (*abiturienty*). Surtout quand on parle des frais de scolarité des élèves. Deuxièmement. C'est la recherche – maintenant, elle est très liée à l'activité de l'Université. Les EES sont évalués en fonction des ressources qu'ils reçoivent pour leurs activités de recherche, et donc, c'est une concurrence pour des contrats ».

Au vu des discours des hommes politiques et des entretiens effectués nous pouvons constater que le concept du « marché » exprimé par les décideurs publics finalement se décline en plusieurs espaces plus concrets et plus compréhensibles: le marché du travail pour les diplômés et pour les enseignants-chercheurs ; le marché des futurs étudiants (*abituriентов*) qui paient leurs études, le marché des appels d'offres ou, plus largement, le marché des financements avec la concurrence pour les obtenir. Or, les explications, réserves et précisions sont toujours nécessaires quant au concept du « marché ».

Evgueni Tkatchenko et Svetlana Ivanova, par exemple, considèrent que l'utilisation du terme « marché » chez les décideurs actuels est profondément incorrecte.

Svetlana Ivanova :

« Le marché du travail est un marché des professions. Ce sont les gens qui occupent les professions. Les gens ne sont pas un produit marchand... Le service peut exister, mais ce n'est pas un service marchand en tant que tel. Le service marchand veut dire 'je vends, tu achètes'. Mais l'enseignement n'est pas un service qui est donné dans un seul sens. Je peux vous le donner, mais, peut-être vous ne le recevrez pas, n'arrivez pas à apprendre pour certaines raisons. Vous pouvez recevoir cette connaissance d'une autre personne, ou par le biais d'Internet ou d'un livre, puis élargir et compléter cette connaissance. Ce n'est pas un échange direct vente-achat, ce n'est pas un marché dans tous les sens du mot. Il ne faut pas dire marché de l'enseignement supérieur, ce n'est pas un terme légitime. Votre excellent exemple – le fait que chacun entend ce qu'il veut montrer que cela n'est pas un terme. Un terme – ça veut dire que tout le monde entend la même chose<sup>989</sup> ».

---

<sup>988</sup> L'entretien avec Vladimir Filippov a été effectué le 02.12.2015 *via* conversation téléphonique.

<sup>989</sup> L'entretien avec Svetlana Ivanova effectué le 24.12.2017 à Moscou.

Oleg Smolin, acteur de la politique universitaire au niveau législatif, écrit dans son ouvrage qu'en réalité, la notion de compétitivité rassemble deux sens qui sont interdépendants mais qui ne sont pas pareils. Le premier sens est la compétitivité sur le marché des services d'enseignement (notamment vis-à-vis des établissements à l'étranger), c'est-à-dire l'attractivité des établissements d'enseignement supérieur pour les différents groupes de la population, leur choix de payer les études supérieures dans un EES, le prestige du diplôme, etc. Le deuxième sens est la compétitivité des diplômés sur le marché du travail, c'est-à-dire la qualité de l'enseignement d'un EES et ses missions fondamentales de la transmission des savoirs. La notion de compétitivité s'applique à l'enseignement supérieur et aux systèmes d'enseignement avec les différentes études internationales (TIMSS, PIRILS, PISA, etc.). Or, quand on parle de compétitivité, rappelle Smolin, il ne faut pas oublier la mission éducative de l'enseignement supérieur, à savoir le développement d'un individu pour la réalisation de soi. Faire de la compétitivité un objectif de la politique d'enseignement supérieur risque de diminuer la priorité des valeurs de l'enseignement supérieur à l'égard des valeurs hors du « marché ».

## **2.2. Le triangle « Etat-enseignement supérieur-marché » : le regard d'un politologue**

La rhétorique du « marché » s'éteint pour une courte période en 2016 au sein des pouvoirs publics russes, quand le ministre Vassilieva déclara que l'utilisation du terme « services d'enseignement » n'est pas acceptable dans la politique de l'éducation. Malgré le fait que l'idée de relations marchandes a été populaire au début des années 2010, les discours changent en vue des nouvelles tâches politiques – la nécessité de la mobilisation pour éviter la division de la société dans les conditions de sanctions économiques et politiques, ainsi que de l'instabilité économique due aux changements du prix du pétrole. L'arrivée du nouveau ministre permet d'adoucir les discours destinés aux dirigeants des EES et au grand public. Ce changement reflète

également la volonté des pouvoirs publics d'entendre la voix des recteurs qui considèrent que l'approche marchande officialisée est dangereuse pour l'Université<sup>990</sup>.

Dans ce sens, prenons appui sur Christine Musselin qui publie en 2010 un article important dans lequel elle interroge la bonne utilisation du mot « marché ». La sociologue trace l'évolution de l'enseignement supérieur sur le plan mondial comme le résultat de plusieurs changements dans la société. Le premier de ces changements c'est la transformation de la nature des produits fournis par l'enseignement supérieur et notamment de la connaissance qui était auparavant un bien commun et non concurrentiel, c'est-à-dire sa « consommation » par les uns n'empêchait pas sa « consommation » par les autres. L'accès libre à l'enseignement supérieur a généré la massification, et les conquêtes scientifiques étaient une propriété commune et publique dans la plupart des pays du monde, sauf quelques exceptions. En revanche, l'accès libre à la connaissance n'a pas favorisé la démocratisation, et le fait que les classes moyenne et populaire ont payé les études des enfants des classes supérieure et moyenne supérieure a abouti à l'introduction des frais de scolarité dans les systèmes nationaux de l'enseignement supérieur à travers le monde. L'idée qu'un gain collectif attendu par la société d'un individu dont les études sont financées par la société est moins importante que son gain personnel a mené à l'idée qu'un individu doit payer pour l'investissement en lui par un capital humain<sup>991</sup>.

Parallèlement, la transformation des produits de la recherche fondamentale en innovations et produits industriels a conduit à la contractualisation de la recherche et à l'arrivée de la concurrence. Les produits de recherche ne sont plus non concurrents ni non exclusifs : leur accès peut être limité par les brevets et licences. Cette évolution du concept de formation et recherche a abouti à l'idée que l'enseignement supérieur traversait un processus de marchandisation à l'époque où le capitalisme académique est en expansion. Selon Musselin, ceux qui défendent l'hypothèse de la réalité de ces changements poussent à adopter de nouveaux comportements et normes économiques dans l'enseignement supérieur. Musselin propose d'étudier plus

---

<sup>990</sup> « Olga Vassilieva : il faut abandonner le terme 'services d'enseignement' », publié par *Ria-novosti* le 30.08.2016, disponible sur le site officiel de l'agence d'information : <https://ria.ru/society/20160830/1475622923.html> Consulté le 02.03.2017.

<sup>991</sup> MUSSELIN Christine, « Universities and Pricing on Higher Education Markets », in MATTHEOU Dimitris (éd.), *Changing Educational Landscapes*. Springer Netherlands, 2010, p. 75-90.

profondément ces processus et ces réalités avant de dire tout de suite qu'il y a un « marché » de l'enseignement supérieur. Malgré le fait qu'il est peut-être utile et pertinent d'utiliser le mot « marché » en tant que métaphore, il est nécessaire de vérifier si cela est adapté et convenable analytiquement. Elle insiste sur le fait que la notion de « marché » ne devra pas être confondue avec la notion de compétition et la notion d'échange.

Il nous semble que cette prudence dans l'utilisation du terme « marché » est raisonnable. Dans ce chapitre, nous avons évoqué deux contextes dans lesquels le mot marché est utilisé. La première utilisation fait la référence à la force non-étatique, une force qui peut exister à côté de la force bureaucratique de l'État et peut influencer, dans une certaine mesure, l'évolution de l'enseignement supérieur et la politique universitaire. Cette force est évidemment réelle. En revanche, il s'agit d'autre chose que le marché, dans le sens utilisé habituellement, celui qui vient de l'économie. Il est utilisé selon un concept différent plein de nuances et de réserves. Donc, à chaque utilisation du terme « marché », il faut préciser le sens et indiquer de quelle force ou de quel espace il s'agit. Les chercheurs décrivent les différents aspects de ce phénomène complexe et donnent chacun une vision différente au terme, et les précisions semblent être non exhaustives.

Or, quand nous visons le sens large, « tout ce qui non-étatique », des questions restent en suspens. Pouvons-nous séparer clairement les besoins du marché des besoins de l'État ? Pouvons-nous séparer précisément le poids du secteur privé sur le développement de l'enseignement supérieur et la force étatique ? Surtout que l'État est censé représenter la société et articuler l'ensemble des intérêts des citoyens, y compris du secteur privé. Idéalement, la politique universitaire de l'État est menée pour satisfaire les besoins de la société – le particulier, le monde des affaires, les marchés de travail, etc. Pourquoi alors ces besoins sont accumulés dans l'espace appelé « marché » et sont-ils opposés à l'espace appelé État ? Puis, les financements privés et les financements publics servent normalement les mêmes objectifs : fournir des ressources aux EES afin qu'ils puissent former la jeunesse et faire de la recherche. Les financements de l'État, comme l'avait remarqué Serguei Guriev, « ne viennent

pas de Mars, c'est l'argent des contribuables<sup>992</sup> ». Les frontières du marché sont floues.

La deuxième utilisation du mot marché est relative au concept du « marché de l'enseignement supérieur ». Cette notion est discutable. Le « marché de l'enseignement supérieur » ne peut pas vraiment servir comme concept solide pour la science politique et pour l'analyse de la politique universitaire. Nous ne pouvons pas décrire les relations entre l'État, les pouvoirs publics et les établissements de l'enseignement supérieur avec l'aide de l'expression « marché de l'enseignement supérieur ». Cela ne diminue pas la qualité et l'utilité des analyses des espaces de compétition présentées par des chercheurs de différentes disciplines. En effet, les recherches portées sur les enjeux économiques et financiers de l'enseignement supérieur sont indispensables pour mieux comprendre les enjeux politiques. Cela étant dit, la difficulté dans l'utilisation du concept de « marché » repose sur le fait que la nature de la *connaissance* (l'essence de l'enseignement autour de laquelle tout est organisé) est abstraite. Il est difficile de déterminer exactement comment la connaissance est consommable, vendable et achetable, même si les études supérieures ont un coût. Certains éléments composant la connaissance, comme les méthodes pédagogiques, peuvent prendre une forme tangible (dans une publication, par exemple) et utilisable pour atteindre les mêmes objectifs en termes d'acquisition des compétences. Cependant, la connaissance en soi reste une substance abstraite et non matérialisable.

Le fait que la bonne réputation d'une université peut être monnayable en sorte que l'établissement prestigieux obtienne plus facilement les financements de l'État et lui donne plus de chance de réussite auprès des appels d'offres publics et privés, représente une substance abstraite elle aussi. La réputation est fondée non seulement sur la politique active de communication, le *marketing* sur les réseaux Facebook et Twitter, mais aussi sur la culture académique de l'établissement - ses traditions et ses réussites toute au long de son histoire. Il est évident que les pouvoirs publics dans de nombreux pays incluent l'enseignement supérieur dans leur politique économique nationale et internationale, et ils peuvent initier, stimuler et favoriser la concurrence

---

<sup>992</sup> L'entretien avec Serguei Guriev effectué le 09.12.2015 à Paris.

nationale. La compétitivité et les mécanismes du marché libre appliqués à l'enseignement supérieur créent un environnement spécifique, mais cet environnement d'interaction des EES n'est pas un marché, parce que leur mission globale ne se réduit pas à générer des profits, ou à gagner un statut, ni même à rester en vie en tant qu'établissement. La mission principale est d'éduquer la société, une mission qui dépasse les objectifs lucratifs.

L'enseignement supérieur est un élément d'un système plus large et plus macrocosmique que l'économie et les relations marchandes. C'est un système socio-culturel qui englobe également une certaine tradition culturelle des relations avec l'État, du rôle de l'État dans l'imbrication des liens sociaux et relations sociales, mais aussi une conception culturelle de l'enseignement et de l'éducation adoptée par une société donnée. Le rôle de l'État dans la politique de l'enseignement supérieur russe est avant tout un rôle gnoseologique, autrement dit c'est l'État qui définit la politique de l'enseignement, fournit des orientations aux universités et définit les objectifs pour leur développement.

### **2.3. La position de l'Etat face à la progression des relations marchandes dans la gouvernance de l'enseignement supérieur**

L'enseignement supérieur, note Tchepyjova, est un secteur avec une part élevée de charges et de coût du travail. Le perfectionnement permanent du processus de l'enseignement n'a pas pour objectif de diminuer les charges ou de réduire le coût des résultats, mais plutôt d'améliorer la qualité. L'enseignement supérieur reste coûteux comparé à la croissance des charges dans d'autres secteurs. Les dépenses pour l'enseignement dépassent la vitesse de la montée d'inflation, comme c'est toujours le cas des secteurs qui nécessitent une réflexion de qualité et un haut potentiel scientifique et créatif. Autrement dit, il est inopportun de compter sur une économie considérable des charges pour l'enseignement supérieur et sur la réduction du coût de l'enseignement supérieur<sup>993</sup>. Même dans un contexte politique et économique incertain, la diminution des financements publics dans l'enseignement supérieur en Russie n'est pas tout à fait la ligne directrice du gouvernement. En fait, ce sont la

---

<sup>993</sup> TCHEPYJOVA Olga, « *Gosou darstvennoe finansirovanie vyshego obrazovania : sovremennye tendentsii* » / « Le financement du secteur de l'enseignement supérieur par l'Etat : les tendances actuelles, *Vestnik MGUPI*, 2012, n° 39, p. 201-210.

rationalisation des dépenses de l'État dans le secteur de l'enseignement, la participation des entreprises dans le développement des EES et l'encouragement de la croissance technologique qui sont les lignes directrices bien exprimées par le gouvernement à la communauté universitaire et à la population.

L'État russe participe à la composition du budget universitaire. En imposant des quotas de places « payantes », il contrôle le flux des financements privés avec les sources des financements privés. L'État définit des quotas d'étudiants qui payent les droits de scolarité. Mis à part la liberté limitée de l'université dans la procuration des recettes pour son service de formation initiale, les droits de l'université à disposer du patrimoine sont également limités<sup>994</sup>. Le président Poutine a déclaré à la session de l'Union des recteurs en 2014 :

« La thèse que l'Université doit être le centre du développement des régions devra avoir un contenu concret... [Mais] Nous ne pouvons pas tout autoriser aux EES, parce que leur propriété est une propriété fédérale. Si nous lâchons tout le contrôle, que va-t-il en résulter ? Nous créerons les conditions pour des abus ? Sous le nom d'un EES, quelqu'un va vendre n'importe quoi. Il faut agir en prudence. Il faut créer une formule qui permettra de libéraliser sans créer d'abus<sup>995</sup> ».

Ainsi, l'État reste un investisseur principal dans l'enseignement supérieur, et il veille à la bienveillance des entreprises qui investissent et participent à la gouvernance de l'enseignement supérieur dans le cadre des conseils de tutelle et conseils de surveillance. Voici le propos de l'Adjoint du ministre de l'Éducation et de la Science Alexandre Povalko relatifs aux conseils et au pouvoir de l'État :

« Notre législation prévoit les conseils de tutelle pour des établissements autonomes. Les conseils sont créés dans un certain nombre de cas. Mais ils sont considérés plutôt comme une aide-mercenaire de l'Université. Le conseil de surveillance joue un autre rôle, où [dans les EES] ils [conseils] existent réellement. Ce sont des organes stratégiques de la gouvernance. C'est un processus très intéressant, complexe et intéressant. Parce que c'est une tentative d'apporter un élément du schéma corporatif de la gouvernance, un peu inattendu pour l'Université. Nous avons même ajouté des conditions supplémentaires aux pouvoirs qui sont inscrits dans la loi : que le conseil de surveillance nomme un recteur, évalue son activité et même le licencie. Oui, les conseils où il y a des gens du monde des affaires, travaillent beaucoup plus vivement. Une autre vitesse, mais, à vrai dire, leur expérience culturelle s'affronte à la culture conservatrice de l'Université.

DL : Y a-t-il des mécanismes de protection de la liberté académique, les recteurs peuvent-ils être victimes des intérêts du conseil ? Si les membres du conseil de

---

<sup>994</sup> Voir l'arrêté du Soviet Suprême n° 3020-1 du 27 décembre 1991 au sujet de la propriété étatique, fédérale, régionale et municipale.

<sup>995</sup> Session de l'Union des Recteurs du 30 octobre 2014. Le compte-rendu est disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/46892> Consulté le 3.10.2016.

surveillance font du lobbying, est-ce que cela peut mener à des décisions qui vont à l'encontre la politique académique d'un EES ?

AP : Le conseil de surveillance ne détermine pas la politique économique d'un EES. Pour dire si cette orientation scientifique est bien ou mal, il faudra avoir certaines compétences. Cela aura été très présomptueux de dire aux chercheurs qu'ils ont des mauvaises activités. Ici, il faut au moins bien connaître la discipline. Le conseil de surveillance n'a pas d'objectif d'arrêter l'activité scientifique ou la subordonner entièrement aux besoins économiques, à la vente des résultats de l'activité scientifique... Les conseils qui vont dans une direction incorrecte, ils peuvent être corrigés. Nous avons un organe du pouvoir public qui est fondateur, il a le droit de prendre la décision. Dans ce sens, tout est plutôt bien équilibré. Je ne connais pas des cas d'ingérence<sup>996</sup> ».

Enfin, c'est également l'État qui évalue les établissements de l'enseignement supérieur et la qualité de l'enseignement. L'accréditation des établissements d'enseignement supérieur est effectuée par l'agence fédérale Rosobrnadzor sous la tutelle du ministère de l'Éducation et de la Science<sup>997</sup>.

Ainsi, l'État russe sauvegarde les leviers principaux de la gouvernance et sa fonction de contrôle, malgré l'apparition des mécanismes marchands, du rôle renforcé de la concurrence et des interactions plus étroites avec le secteur privé dans l'enseignement supérieur. Puisque l'enseignement supérieur est une sphère particulière : elle est stratégique pour le développement et l'évolution de la société, alors l'État ne peut pas s'absenter ou perdre la possibilité d'administrer l'enseignement supérieur, malgré la présence des forces non-étatiques. En gardant les leviers principaux de la gouvernance de l'enseignement supérieur, l'État rencontre constamment la nécessité d'interagir avec les acteurs non-étatiques en qualité de contrôleur normatif. Si l'État partage, dans une certaine mesure, le rôle de mono-régulateur de l'enseignement supérieur, alors il reste un macro-acteur de la politique universitaire.

### **3. L'enseignement supérieur russe et ses « modèles »**

L'État, en répondant aux demandes actuelles construit un modèle d'enseignement supérieur qui correspond au mieux aux besoins de la société. Les pouvoirs publics ont leur propre vision de la manière dont le modèle de l'enseignement supérieur doit et

---

<sup>996</sup> L'entretien avec Alexandre Povalko effectué le 25.12.2015 à Moscou.

<sup>997</sup> Voir le site officiel de Rosobrnadzor : [http://www.obrnadzor.gov.ru/ru/about/general\\_information/](http://www.obrnadzor.gov.ru/ru/about/general_information/). Consulté le 4.11.2017.

peut évoluer, et à quel degré l'État doit et peut participer pour que les demandes de la société soient satisfaites dans l'avenir proche. Selon Zapesotski, la formation des différents modèles de l'enseignement supérieur est un processus historique à caractère cyclique<sup>998</sup>. Ce processus se passe à l'échelle nationale et il est influencé, comme l'ensemble des éléments composants de la politique universitaire, par un nombre de facteurs y compris le facteur international.

### **3.1. Des modèles étrangers et leur attractivité pour les décideurs politiques**

Les systèmes nationaux existent et évoluent dans différents contextes et conditions, mais les pouvoirs publics s'inspirent souvent des modèles des pays étrangers, surtout des pays développés sur le plan économique et social. Les décideurs nationaux sont attirés par les réussites des établissements étrangers d'enseignement supérieur et leur réputation internationale, ainsi que par les idées de réformes de mode de gouvernance ou des mécanismes de financement. Parfois, les réussites de certains établissements « d'excellence » sont considérées comme étant la réussite de tout le système national étranger.

Le « modèle anglo-saxon » ou « anglo-américain », le « modèle européen », le « modèle allemand », « modèle français » – ce sont des termes largement utilisés par les décideurs politiques des différents pays pour démontrer les qualités des systèmes étrangers qui manquent, à leur avis, aux systèmes nationaux, sans forcément entrer dans les spécificités des systèmes étrangers, leurs problèmes ou le contexte historique particulier de leur évolution. Souvent, les pays dont les « modèles » attirent l'admiration et l'inspiration ont des mécanismes de gouvernance et des bases de financement très différents de celui avec qu'ils sont comparés. Les possibilités économiques peuvent être inégales ; par exemple, le budget total de tout le système russe d'enseignement supérieur est plus petit que le budget de la grande université américaine de Harvard.

Les modèles étrangers restent une grande source d'inspiration, malgré le fait que la perception de ces modèles est souvent le reflet d'une vision partielle. Parlant du

---

<sup>998</sup> ZAPESOTSKI Alexandre, *Obrazovanie : filosofia, koultuurologia, politika / L'éducation : sa philosophie, culture et politique*, Moscou : Naouka, 2003, 556 p.

modèle européen, par exemple, il est à noter, écrit Gachon, qu'il n'existe aucun modèle parfaitement monolithique. Le modèle européen, insiste le chercheur, n'est pas réel. « Le modèle européen d'enseignement supérieur reste éminemment politique tandis que l'Union européenne reste perpétuellement en quête d'un consensus politique. L'immense succès du programme Erasmus est celui d'un idéal politique, celui du rapprochement indispensable de la jeunesse des divers États membres pour construire un avenir commun ». Nous pouvons presque dire que le modèle européen ressemble à l'idée du communisme qui existe comme idéal à atteindre. Il est plus justifié de diviser l'Europe en plusieurs modèles - occidental, continental, central et oriental, sud européen et nordique<sup>999</sup>.

Le politologue américain David Dill rappelle que les divers pays tiennent volontiers les États-Unis pour modèle à suivre dans l'élaboration de la politique de l'enseignement supérieur, bien que rien ne prouve de façon irréfutable que les forces du « marché » améliorent le niveau de l'enseignement supérieur ou soient bénéfique pour la société<sup>1000</sup>. Burton Clark souligne que le système américain d'enseignement supérieur se distingue de tous les autres systèmes nationaux par son échelle architecturale, avec une gouvernance extrêmement décentralisée, une grande diversité de types d'établissements, une forte concurrence institutionnelle et une hiérarchie prononcée. Or, sa qualité la plus importante dans le cadre d'une analyse politique est, selon lui, la distribution radicale des pouvoirs et des compétences des autorités. C'est un système qui se compose d'un grand secteur privé – environ deux mille universités et « collèges » privés de toute taille. Chaque établissement privé occupe, selon Clark, sa niche sur le « marché », et grâce à cela, il peut exercer efficacement son activité. Il y a aussi un grand secteur public de mille six cents établissements d'enseignement supérieur gouverné essentiellement par les États fédérés<sup>1001</sup>.

L'inspiration qui suscite l'enseignement supérieur américain explique l'abondance des recherches à ce sujet<sup>1002</sup>. Sans répéter les dangers des approches simplistes et des

---

<sup>999</sup> GACHON Nicolas, *op.cit.*

<sup>1000</sup> DILL David D., « Allowing the Market to Rule : the Cas of the United States », *Higher Education Quarterly*, vol.57, n° 2, 2003, p. 136-157.

<sup>1001</sup> CLARK Burton, *Sustaining Change in Universities*, Open University Press, 2004, 232 p., p.133.

<sup>1002</sup> Voir par exemple :

BORGHANS Lex, CORVERS Frank, « The Americanization of European Higher Education and Research », in CLOTFELTER Charles T. (éd.), *American Universities in a Global Market*, University of Chicago Press, 2010, p. 231-267.

références erronées de ce qui est nommé « modèle américain », nous soulignons ici que ledit « modèle » a inspiré un certain nombre d'hommes politiques russes, ce qui est visible dans les références faites par les décideurs dans leurs discours. Néanmoins, les décideurs russes de la politique universitaire partagent l'opinion qu'il est inutile dans les réalités russes de suivre le modèle américain, quel que soit le contenu du « modèle américain ».

### **3.2. Le modèle national de l'enseignement supérieur comme un grand projet de construction pour l'Etat russe**

Les décideurs politiques russes ont des positions différentes au sujet du modèle russe de l'enseignement supérieur. À la session de l'Union des recteurs le 30 octobre 2014, Vladimir Poutine déclara que le modèle national russe de l'enseignement supérieur a été formé et était stable. L'ex-ministre de l'Éducation et de la Science Dmitri Livanov, au contraire, estima que le modèle unique ne peut pas exister en Russie, en soulignant par cela sa diversité.

Voici les propos de Serguei Guriev sur le modèle russe en cours de construction :

DL : « Quelle est la différence entre le modèle des années 2000 et le modèle des années 2010 ? »

SG : Il y a une grande différence. Pendant ce temps, l'État a pu dépenser beaucoup d'argent pour l'enseignement supérieur, mais il n'a pas réussi à formuler, au moins verbalement, de bonnes priorités. L'État russe a dit : nous avons besoin des EES-clés, les meilleurs, qui peuvent concourir sur l'arène internationale. Finalement, cette initiative a été réalisée dans le programme 5-100. Mais, même, au milieu et à la fin des années 2000, les initiatives étaient différentes. D'abord, les EES exprimaient leurs stratégies, et l'État donnait de l'argent. Maintenant, le modèle est formé ainsi : quelques EES doivent tenter de devenir des EES internationaux, et l'État est prêt à les soutenir. Les autres EES doivent faire ce qu'ils peuvent. L'État n'est pas prêt à les financer éternellement. Il y a eu une séparation entre l'élite et les EES. De plus, dans les années 2010, la suppression des EES de mauvaise qualité a finalement débuté.

---

MA Wanhua, « The Prospects and Dilemmas in Americanizing Chinese Higher Education », *Asia Pacific Education Review*, 2009, vol. 10, Issue 1, p.117-124.

BALYKHINA Tatiana, « *Soud'ba roussskogo iazyka v ousloviakh amerikanizatsii vyschego obrazovaniya : prognozy i fakty* » / « Le destin de la langue russe dans le contexte de l'américanisation de l'enseignement supérieur », *Vestnik RUDN*, 2011, n° 4. Disponible sur le site de la bibliothèque Cyberleninka : <http://cyberleninka.ru/article/n/sudba-russkogo-yazyka-v-usloviyah-amerikanizatsii-vysshego-obrazovaniya-prognozy-i-fakty>. Consulté le 24.02.2017.

SALKOV Nicolaï, « *Rezoul'taty amerikanizatsii rossiïskogo obrazovaniya* » / « Les résultats de l'américanisation de l'éducation russe », *Le journal des recherches pédagogiques*, 2016, t.1., n° 6, p. 7.

L'État a commencé à révoquer des accréditations, etc. Ce qui est utile, parce que si l'État s'occupe de l'accréditation, cela ne devrait pas être profanation ».

« Il [le nouveau modèle russe] va plutôt ressembler à un modèle européen continental, parce qu'en Europe continentale se passe également une séparation desdits centres d'excellence ; certaines universités reçoivent des financements majeurs et tentent d'être plus compétitives au niveau international. Cela se passe en Allemagne, cela s'est passé en Suisse, cela commence en Italie. En France, un nombre d'initiatives a été pris dans les années 2000 sous la présidence de Sarkozy : Labex, Idex, etc.<sup>1003</sup> »

Voici comment Isak Froumin répond aux questions sur le modèle russe :

DL : « À l'issue des réformes et des nouveaux programmes, le nouveau modèle russe sera différent du modèle américain ?

IF : Bien sûr que oui. Il sera obligatoirement différent. Il ressemblera plutôt au modèle européen qu'américain, ils sont très différents<sup>1004</sup> ».

Alexandre Povalko, quant à lui, exprime l'espoir que le modèle russe sera unique :

« J'espère qu'elles [universités] poursuivront leur propre chemin et formeront un modèle unique. De plus, comme les universités américaines et européennes, elles auront un développement financier durable, seront attractives pour les gens de partout dans le monde, diplômeront des cadres demandés non seulement par l'économie russe, mais aussi par l'économie globale. Comment seront-elles organisées ? J'espère qu'on trouvera notre propre solution. Répéter les solutions étrangères dans un autre milieu culturel, ce n'est pas une bonne voie<sup>1005</sup> ».

Vladimir Filippov confirme cette idée, en rappelant que le fondement du modèle russe, est différent :

« Nous avons des traditions dans l'enseignement supérieur qui sont à la base du système soviétique de l'enseignement supérieur. Et je pense que cela sera conservé. Par exemple, en Russie, il y a un nombre d'EES publics spécialisés qui sont excellents – des instituts d'aviation, l'Institut du pétrole et de gaz, l'Université d'acier et d'alliages. Et la Russie gardera cette spécificité. Néanmoins, le processus d'agglomération et de restructuration s'opère, et il introduit encore un terme – « l'université d'appui » dans chacun des sujets de Fédération de Russie. Je souligne le modèle de stratification choisi en Russie : au-dessus, il y a deux universités nationales, puis, des universités de recherche, des universités fédérales, un groupe de 20 EES du programme 5-100 et les universités d'appui dans les régions. Il [modèle] est spécifique. L'État a compris qu'il ne peut pas traiter tous les EES de la même manière, il faut déterminer des meilleurs et les soutenir. C'est un principe fondamental de la stratification du système de l'enseignement supérieur<sup>1006</sup> ».

Maria Koudinova a proposé en 2008 un modèle de gouvernance de l'enseignement supérieur russe dans le contexte de sa modernisation. Ce modèle rassemble plusieurs

---

<sup>1003</sup> L'entretien de Serguei Guriev effectué le 9.12.2015 à Paris.

<sup>1004</sup> L'entretien d'Isak Froumin effectué le 28.11.2015 *via* vidéo-conférence.

<sup>1005</sup> L'entretien d'Alexandre Povalko effectué le 26.12.2015 à Moscou.

<sup>1006</sup> L'entretien de Vladimir Filippov effectué le 02.12.2015 par téléphone.

éléments de l'enseignement supérieur, et ils sont casés dans les catégories d'*objets de la gouvernance*<sup>1007</sup>.

Le premier groupe d'*objets gouvernés* sont les institutions : universités fédérales, EES constitutif du système (*systemoobrazuiuschie*), EES classique, EES innovant ; EES budgétaire EES autonome. Le deuxième groupe comprend des programmes éducatifs : *bakalavriat*, *magistrat* et des programmes du troisième cycle. Le troisième groupe comprend des projets du gouvernement : le projet national prioritaire « Éducation » et le passage au financement normatif des EES par le nombre réel d'étudiants entrants (*podouchevoe bioudjetnoe finansirovanie*). Le quatrième groupe concerne les *objets infrastructurels* : fusions et associations des EES, organisation et conduite de l'EGE, système de publication de l'information ministérielle, l'ouverture des données publiques, système d'évaluation de la qualité de l'enseignement, l'infrastructure de l'espace éducative unie et système de formation professionnelle des cadres de l'enseignement supérieur.

Ce modèle est intéressant. Comme la modernisation est toujours en cours, en 2017, nous pouvons ajouter au modèle proposé par Koudinova les nouvelles catégories d'établissements (universités de recherche, universités d'appui), les nouveaux projets (projet 5-100 et autres projets et programmes fédéraux mentionnés dans le chapitre 7), ainsi que des documents stratégiques qui constituent le fondement conceptuel de la politique universitaire, par exemple la Conception du développement socio-économique à long terme (version 2011) ou la Stratégie de développement scientifique et technologique adoptée en 2016.

Les analystes de l'enseignement supérieur distinguent les différents « modèles » des établissements de l'enseignement supérieur propres aux années 2010. Par exemple, Chibanova E. propose les modèles suivants : EES au rang mondial, EES prestigieux, EES traditionnel, EES de formation à deux ou trois cycles, EES de réseau (association des EES), EES virtuel et EES entrepreneuriaux<sup>1008</sup>. Ici, nous pouvons

---

<sup>1007</sup> KOUDINOVA Maria, « *Soverchenstvovanie sistemy upravleniya vyschim obrazovaniem v ousloviakh ego modernizatsii* » / « L'amélioration de la gouvernance de système de l'enseignement supérieur dans le contexte de sa modernisation », *Ouniversityetskoe upravlenie : praktika i analiz / La gouvernance universitaire : la pratique et l'analyse*, n° 3 (55), 2008.

<sup>1008</sup> CHIBANOVA Ekaterina, « *Modelirovanie sistemy vyschego obrazovania : zarybeznyy opyt i rossiyskie tendentsii* » / « La modernisation du système de l'enseignement supérieur : l'expérience des pays étrangers et les tendances russes », *Sovremennyye problemy nauki i obrazovania / Les*

remarquer que le chercheur a utilisé plusieurs critères pour distinguer ces catégories. Par exemple, un EES du rang mondial est distingué par un statut spécifique dans le système national de l'enseignement supérieur et au-delà, tout comme un EES prestigieux. Les EES de réseau, les EES virtuel et les EES entrepreneuriaux sont des établissements qui se distinguent par leur mode opératoire. Selon ce dernier critère et selon l'objectif de l'établissement, l'analyste Prokhorov A.V. distingue les modèles suivants : les EES de recherche, les EES entrepreneuriaux, les EES régionaux, les EES orientés vers des projets, les EES virtuels et les EES corporatifs<sup>1009</sup>.

Regardons de plus près les différents « modèles » des EES que l'État russe fait évoluer. Nous sommes intéressés ici par la mise en avant des modèles que les pouvoirs publics ont choisi pour la mise à jour de son système à court terme. Malgré la déclaration de l'ex-ministre de l'Éducation et de la Science Andreï Foursenko qu'il n'apprécie pas les modèles universels pour l'enseignement supérieur, les modèles clairement identifiés par les pouvoirs publics sont : les universités d'une importance nationale, les universités fédérales, les universités nationales de recherche et les universités qui tendent à devenir des universités du rang mondial. Ces modèles choisis soulignent le statut national, le rôle d'un EES dans le système, sa fonction, son objectif et sa finalité. C'est l'avant-garde du système russe ; les autres EES n'ont pas de statut spécifique et ne profitent pas des mêmes subventions.

Vladimir Filippov : « Effectivement, en Russie, s'opère une stratification de l'enseignement supérieur. D'abord, on a introduit des universités fédérales, elles sont neuves. Elles sont formées par la fusion de plusieurs EES régionaux. Puis, 29 universités de recherche ont été introduites en deux étapes. Après, on a adopté la loi sur l'Université d'État de Moscou et l'Université d'État de Saint-Pétersbourg. Ainsi, nous avons 39 universités qui sont distinguées. Puis, nous avons quelques universités, quatre, qui sont autorisées par l'oukaz du président de la Fédération de Russie à élaborer leurs cursus – pas celui de l'État, du standard étatique, mais leurs propres programmes... Ce sont des EES spécialisés (aéronautiques, de médecine, techniques, etc.). Et la question s'est posée sur la manière de rivaliser avec les meilleures universités du monde dans les palmarès universitaires mondiaux, donc, il a fallu définir

---

*problèmes actuels de recherche et d'enseignement*, 2015, n° 4. Disponible sur : <https://www.science-education.ru/ru/article/view?id=20877> Consulté le 6.02.2017.

<sup>1009</sup> PORKHOROV Alexandre, « *Modeli ouniversiteta v ousloviakh globalizatsii* » / « Les modèles d'université dans le contexte de la globalisation », *Isvestia vyschykh outchebnykh zavedenii. Povoljski region. Goumanitarnye nauki / Les actualités des EES. La région de Povoljie. Les sciences humaines et sociales*, 2013, n° 3 (27), p. 56-66. Disponible sur le site de la bibliothèque Cyberleninka : [cyberleninka.ru/.../modeli-universiteta-v-usloviyah-globalizatsii.pdf](http://cyberleninka.ru/.../modeli-universiteta-v-usloviyah-globalizatsii.pdf). Consulté le 4.11.2017.

un autre type d'Université à l'aune de l'université classique, comme en Occident, qui peut être compétitive sur le plan global. Il a fallu déterminer certains principes propres aux meilleures universités<sup>1010</sup> ».

### **3.3. Les étapes de la construction du modèle russe de l'enseignement supérieur**

La construction du nouveau « modèle » russe a commencé au milieu des années 2000 avec la création des universités fédérales comme centres de développement de la formation et de la recherche dans le cadre du développement socio-économique des districts fédéraux. L'adjoint du ministre de l'Éducation et de la Science Khlounov A. a souligné que l'université fédérale est créée par l'État pour des objectifs géopolitiques ; elle a pour vocation de former le potentiel professionnel et scientifique dans le cadre du développement socio-économique des régions de la Russie. L'idée est de créer, à la base de plusieurs EES existants, une « méga-université » qui, en vue de l'effet de synergie et des financements significatifs publics et privés, devient un point d'appui pour la région<sup>1011</sup>.

La deuxième étape était la formation du système des universités nationales de recherche. Les 29 universités ont été sélectionnées. Ensuite, l'Université de l'État de Moscou et l'Université de l'État de Saint-Pétersbourg ont constitué une autre classe – classe supérieure avec leur propre ligne dans le budget fédéral, leur propre loi et leur propre système de nomination des recteurs. L'État leur a confirmé le meilleur statut national qui découle, en effet, de l'histoire de l'enseignement supérieur russe. Ce sont des établissements avec les meilleures capacités de recherche, le meilleur corps professoral, les meilleurs étudiants et le meilleur soutien de l'État. Ensuite, une autre communauté d'EES spéciales est apparue – les universités qui reçoivent des subventions de l'État pour entrer dans la première centaine des palmares les plus populaires. Les décideurs politiques appellent ce modèle des EES « universités du rang mondial » à l'aune du terme popularisé dans les travaux de Philip Altbach et Jamil Salmi (*world-class universities*). Isak Froumin précise à ce propos :

---

<sup>1010</sup> L'entretien de Vladimir Filippov effectué le 02.12.2015 par téléphone.

<sup>1011</sup> Le discours de l'adjoint du ministre de l'Éducation et de la Science de la Fédération de Russie Khlounov Alexandre à la réunion de la communauté scientifique et pédagogique du 26 au 27 novembre 2008 à Belgorod.

« Elles [les universités du rang mondial] compléteront le modèle universitaire, parce qu'en Russie traditionnellement, depuis le temps soviétique, il n'y avait pas d'universités globales de recherche, sauf peut-être l'université d'État de Moscou. Et leur apparition devient un facteur nouveau. Elles n'existaient pas auparavant, mais maintenant elles verront le jour – les universités de recherche du vecteur global<sup>1012</sup> ».

Plus tard, en plus des universités fédérales, l'État a implanté dans les régions les EES d'appui (*opornye vouzy*). Les EES d'appui ont pour objectif de devenir les centres de la vie économique, sociale et culturelle des régions. En 2016, il y a 11 EES d'appui. Le ministre Vassilieva a déclaré à la conférence de presse le 24 janvier 2017 que l'État peut investir plus particulièrement dans le programme des EES d'appui – 1 milliard 250 millions de roubles. Le ministère de l'Éducation et de la Science espère avoir 30 EES d'appui en 2017, 40 – en 2018 et 50 – en 2019<sup>1013</sup>.

L'objectif de la création des universités fédérales et des EES d'appui semble être identique, il s'agit de l'union des EES pour une meilleure efficacité et synergie dans la région. « Dans l'histoire mondiale, il y avait toujours une forte croissance économique, sociale et culturelle, où un grand centre de formation et de recherche apparaissait », disait au début du lancement des universités fédérales le gouverneur de la région de Krasnoïarsk Alexandre Khloponin. Mais les subventions pour le projet de création des universités fédérales ont été beaucoup plus généreuses que pour les universités d'appui. Puis, les universités d'appui apparaissaient dans les mêmes régions et les mêmes villes que les universités fédérales, par exemple à Krasnoïarsk. Quelle est donc la finalité attendue<sup>1014</sup> ?

En fait, l'objectif de la nouvelle réorganisation des EES régionaux est la continuité de *profilisation* des EES russes dans le cadre de la réforme régionale de l'enseignement supérieur. En somme, la profilisation veut dire que chacun fait ce qu'il fait de mieux en vue de revitaliser l'activité scientifique dans les EES régionaux. Les uns seront des *leaders* sur le plan régional, les autres sur le plan global. La création

---

<sup>1012</sup> L'entretien d'Isak Froumin effectué le 28.11.2015 *via* vidéo-conférence.

<sup>1013</sup> Une grande conférence de presse du ministre de l'Éducation et de la Science Olga Vassilieva du 24 janvier 2017. La vidéo de la conférence est disponible sur : [https://www.periscope.tv/tass\\_agency/1vAxRdwjrARGI](https://www.periscope.tv/tass_agency/1vAxRdwjrARGI). Consulté le 26.01.2017.

Voir également :

L'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie n° 497 du 23 mai 2015.

L'ordre du ministère de l'Éducation et de la Science n° 811 du 7 août 2015.

Disponibles sur le portail officiel des documents juridiques Garant :

<http://www.garant.ru/article/701532/#ixzz4ZhaEG67c>. Consulté le 26.01.2017.

<sup>1014</sup> « Chacun a le sien », Expert.ru [publication électronique] 2016. Disponible sur : <http://expert.ru/siberia/2016/14/kazhdomu-svoe/>. Consulté le 25.02.2017.

des EES d'appui est, en effet, la deuxième étape de la réforme de consolidation des EES régionaux après la création des universités fédérales.

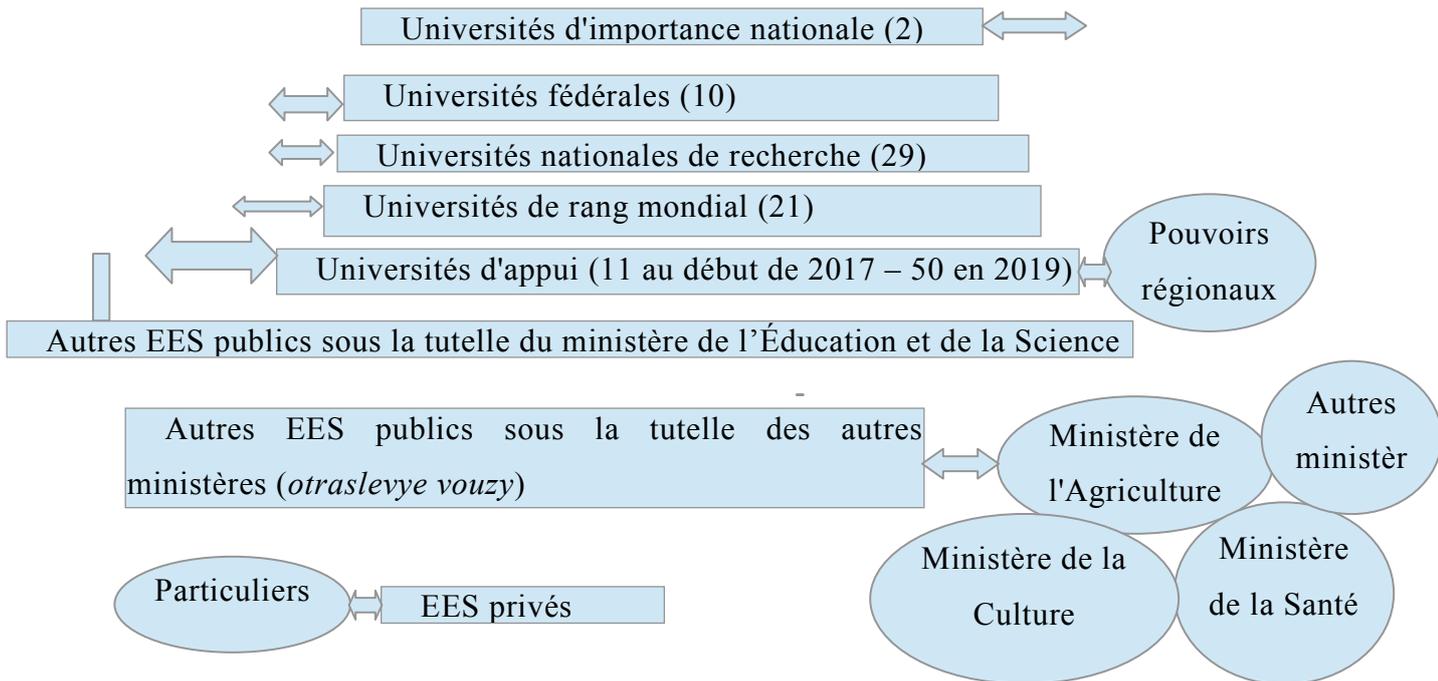
À la fin de la réforme de reconstruction du paysage universitaire, qui n'a pas vraiment une date butoir déclarée, la Russie aura un système comprenant entre 100 et 120 d'établissements de l'enseignement supérieur de référence, des *concentrés* de la formation, des innovations et de la recherche. La création du réseau des EES d'appui allégera également la charge de travail administratif du ministère de l'Éducation et de la Science, car il est plus facile pour les pouvoirs publics de gérer le réseau des EES. De plus, il est prévu que la gouvernance des EES d'appui soit déléguée aux pouvoirs régionaux. L'importance du projet des universités d'appui a été soulignée par le ministre Vassilieva en 2016 et 2017 : étudier scrupuleusement les demandes des marchés régionaux de travail et adapter le cursus est aussi difficile que concourir pour le leadership dans les palmarès internationaux<sup>1015</sup>.

En vue de ces réformes et des types principaux des EES promus par l'État, nous pouvons présenter ainsi le modèle russe de l'enseignement supérieur des années 2010 :

Ministère  
de  
l'Éducation et  
de la Science

opinion du ministre Dmitri Livanov et du professeur de Skolkovo Andreï Volkov, 2015. Disponible sur : <http://www.vedomosti.ru/opinion/articles/2015/03/23/zachem-rossiiskim-regionalnim-universitetov>. Consulté le 25.02.2017.

Président,  
gouvernement



Tous les modèles phares, selon les appels d'offres correspondant, prévoient la recherche par les EES de leur positionnement, à savoir la détermination et la démonstration de leur profil et de leur spécialisation, ou en langage marchand, leur « niche ». Cela demande un travail sur leur image publique, sur l'attractivité pour les étudiants, les enseignants-chercheurs et le monde des affaires. Tous les établissements sont encouragés à chercher des partenaires dans le secteur privé et à créer leurs fondations. L'État demande à tous les établissements d'accomplir les missions mentionnées dans le chapitre 8. Cela nous conduit à « la troisième mission universitaire », une caractéristique propre à *l'université entrepreneuriale* – le concept de l'université lié aux concepts de « marché » et de « capitalisme académique ». Pouvons-nous alors considérer que l'idée de « l'université entrepreneuriale » populaire chez les chercheurs occidentaux dans les années 2000 s'impose comme une caractéristique souhaitée des modèles principaux des établissements ?

## 4. L'université entrepreneuriale, la vocation utilitaire de l'enseignement supérieur et l'autonomie universitaire

### 4.1. Les modèles de l'université dans l'histoire universitaire

En effet, certains modèles sont transnationaux, et même, trans-temporels, comme l'université de Humboldt. Dans la tradition occidentale, on distingue également les modèles bolognais, napoléonien et newmanien. Au XX<sup>e</sup> siècle, c'est l'université de masse qui est devenue la réalité du paysage universitaire partout dans le monde. L'université élitiste et l'université égalitaire sont également des modèles qui correspondent aux différentes missions sociales et politiques.

Dans son analyse publiée en 2012, Claude Lessard distingue quatre modèles principaux des universités dans une perspective historique : l'université libérale (newmanienne), l'université scientifique, l'université de service public et l'université entrepreneuriale. L'université libérale se caractérise par l'enseignement en petits groupes, propice aux discussions ouvertes ; l'objectif en soi est d'acquérir le savoir. La distance à l'égard du monde est nécessaire à sa compréhension. L'université scientifique ne fait pas que transmettre des connaissances, elle en produit et les soumet au débat pour validation. La liberté du chercheur est une condition essentielle de sa créativité ; elle n'est limitée que par les règles de la méthode scientifique et par celles qui régissent le débat entre pairs. L'université du service public est celui qui doit être accessible à ceux qui ont le talent et la motivation requise, en toute équité. Elle doit former les cadres dont l'État a besoin, puis elle doit rendre des services à la collectivité, que ces services soient de nature sociale, culturelle ou économique qu'ils soient nationaux ou régionaux. Sa recherche est plus contextualisée et comprend des activités de transfert<sup>1016</sup>. Le quatrième modèle est l'université entrepreneuriale, que nous abordons *infra*.

Les quatre modèles, note Lessard, peuvent se regrouper en deux catégories : deux modèles académiques (l'université libérale, l'université scientifique) et deux modèles dits « utilitaires » (l'université du service public, l'université entrepreneuriale). Les trois premiers modèles ont eu au cours de l'histoire des incarnations relativement réussies. Ils ont cohabité et cohabitent toujours de manières diverses. Le quatrième modèle est en émergence. Il peut être saisi soit comme une extension du modèle du

---

<sup>1016</sup> LESSARD Claude, Modèles d'universités et conceptions de la qualité : pour une université plurielle et capable d'en témoigner, Québec (Province), Conseil supérieur de l'éducation. 29 novembre 2012. Disponible sur : <https://www.cse.gouv.qc.ca/fichiers/documents/publications/Avis/cl-sommet-final-2.pdf>. Consulté le 2.02.2017.

service public, soit comme l'amorce d'une révolution académique qui bouscule les modèles plus traditionnels. En Russie contemporaine, en vue des missions des EES sur lesquelles l'État insiste, ainsi qu'en vue de la rhétorique des décideurs, l'université entrepreneuriale est devenue l'un des modèles-clés à la fin des années 2000 et dans les années 2010.

L'expression « université entrepreneuriale » a été popularisée par Burton C. Clark. Il a publié en 1998 une étude sur cinq universités européennes (Warwick, Twente, Strathclyde, Chalmers, Joensuu), et il a pointé cinq caractéristiques qui constituent une configuration entrepreneuriale : un noyau de direction renforcé, des relations étroites des unités de recherche avec le secteur privé et le gouvernement, un financement diversifié, un centre académique fort et une culture entrepreneuriale intégrée. L'entrepreneuriat représente ici une capacité prospective : voir venir les bonnes questions, les bonnes pistes de développement, les bons partenariats, les bonnes innovations. Ce modèle exige la prudence des gestionnaires universitaires et une vision au sens entrepreneurial du terme et non au sens académique traditionnel : l'« entrepreneuriat académique » devient l'idée centrale. Les universités entrepreneuriales valorisent les résultats de la recherche. Pour rester à jour, les universités entrepreneuriales changeront leur cursus tous les deux ou trois ans. C'est une université auto-pilotée qui possède la volonté et les moyens qu'il lui faut pour mettre en œuvre ces changements<sup>1017</sup>. La définition de l'entrepreneuriat universitaire donnée par Harvard Business School - « un mode de direction qui revient à exploiter au mieux les possibilités bien au-delà des moyens disponibles » – semble être un bon concentré des idées de ce nouveau modèle<sup>1018</sup>.

Un excellent résumé des travaux de recherche sur l'université entrepreneuriale est présenté par Risto Rinne et Jenni Koivula dans leur article publié en 2005<sup>1019</sup>. Cet article est intéressant également du point de vue de l'application du modèle entrepreneuriale à l'Université dans l'espace européenne. D'autres auteurs ont fourni une analyse d'une université entrepreneuriale notamment Clark, Shattock, Curie,

---

<sup>1017</sup> LESSARD Claude, *op.cit.*

<sup>1018</sup> « California dreamin' : Harvard Business School adds Silicon Valley to its syllabus », *The New York Times*, 18 juin 2000, quotidien, p.1-16.

<sup>1019</sup> RINNE Risto, KOIVULA Jenni, « La place nouvelle de l'université et le choc des valeurs. L'Université entrepreneuriale dans la société européenne du savoir : aperçu sur les publications », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, 3/2005 (n° 17), p. 99-132.

Sporn, Cummings, Marginson, Hay, Etzkowitz, et autres. Sans aller dans les détails de l'organisation interne de ce type d'université, nous nous contentons ici de dessiner quelques lignes principales des changements organisationnels soulignés par les chercheurs afin de voir la place de l'État dans le paradigme des relations de l'université entrepreneuriale.

#### **4.2. Comment l'université devient-elle entrepreneuriale ?**

L'idée principale du modèle entrepreneurial est le changement du mode d'organisation et de la gouvernance universitaire : transition du financement par l'État au financement diversifié sur la base de la recherche par soi-même des sources supplémentaires. Il est à noter que l'activité entrepreneuriale n'est pas une activité commerciale (dont le but est la maximalisation du profit) – il s'agit des moyens réinvestis dans le développement de l'université, de ses formations et de sa recherche. Une forte dépendance des universités publiques russes de l'État a montré dans les années 1990 le haut risque de cette dépendance. Dépendre en très grande partie d'une source unique de financement, de la possibilité et de la volonté des dirigeants publics n'est pas un bon moyen pour bâtir une université autonome. Les intérêts des pouvoirs publics sont nombreux et fluctuants. Si, par exemple, le financement de l'enseignement supérieur se retrouve tout en bas de la liste des priorités dans le contexte de la continuité des sanctions économiques de l'Occident contre la Russie, la diversification des revenus paraît indispensable pour réussir toutes les missions actuelles de l'Université. Alors, l'adaptation de l'attitude entrepreneuriale peut être une bonne voie pour les EES russes.

Or, avec l'apparition d'autres parties prenantes dans le financement et la gouvernance, nous revenons à l'autre bout de la question de l'autonomie. En effet, ceux qui financent les EES peuvent insister sur le droit de diriger, et peuvent demander aux universitaires une certaine allégerance. De plus, au lieu d'une seule entreprise, divers groupes d'intérêts peuvent se manifester, chacun présentant ses propres exigences. Neave parle de la « société des parties prenantes » dans laquelle il y a interaction entre les divers intérêts et les universités<sup>1020</sup>. Les universités vivent

---

<sup>1020</sup> NEAVE Guy, *The Stakeholder Perspective Historically Explored*, *Higher Education in a Globalising World*, Dordrecht/Boston/London, 2002, p. 17-37.

donc à « l'âge de la supercomplexité<sup>1021</sup> » dans l'incertitude, et elles sont obligées de faire face à des demandes contradictoires.

Les entreprises industrielles qu'on souhaite comme partenaires principaux de l'Université, exigent des dépenses responsables et expriment souvent des souhaits bien précis. La collaboration entre les EES et les entreprises suppose des négociations ardues au sujet des contrats et des compromis sur la priorité à donner aux intérêts des uns et des autres. En effet, la contradiction du nouveau mode de gouvernance, dit nouveau managérialisme, est liée au dilemme « gouvernance efficace – liberté académique », qui reflète les objectifs des administrateurs dans le premier cas et ceux de la communauté universitaire dans le deuxième cas. Le nouveau managérialisme touche non seulement le mode opératoire de l'Université, mais également le fondement du fonctionnement des EES. Dans les années 2010, en Russie, on voit le pouvoir public prôner la nécessité pour les universités de rendre des comptes tandis que des mécanismes centraux se créent au nom de cet impératif, ce qui ébrèche sérieusement l'autonomie universitaire.

On s'oriente ainsi, écrit Jean-Luc Meulemeester, vers un modèle qui suppose une motivation « extrinsèque » en vue d'un contrôle par le haut ; celui du « marché » ou celui du dirigisme. Le problème principal des pouvoirs publics dans ce contexte consiste à assurer que l'intérêt public soit bien représenté<sup>1022</sup>. Selon Maasen, une telle situation incite l'État à émettre plus de directives au lieu de réduire la réglementation antérieure afin de parvenir à remédier aux bouleversements de l'enseignement supérieur par de nombreuses parties prenantes<sup>1023</sup>.

### **4.3. L'Etat et la « tour d'ivoire » : assiéger ou protéger ? La continuité de cette question éminemment politique**

Sophia Howlett note que cela fait déjà trente ans que l'université est poussée à sortir de sa tour d'ivoire, à introduire des innovations et à être plus pratique. Pour

---

<sup>1021</sup> BARNETT Ronald, *Realizing the University in an Age of Supercomplexity*, Buckingham, SRHE / Open University Press, 2000, p. 6.

<sup>1022</sup> DE MEULEMEESTER Jean Luc, « Quels modèles d'université pour quel type de motivation des acteurs ? Une vue évolutionniste », *Pyramides* [En ligne], 2011, n° 21, mis en ligne le 18 janvier 2012, disponible sur : <http://pyramides.revues.org/804>, consulté le 11 octobre 2017.

<sup>1023</sup> MAASEN P., « Shifts in Governance Arrangements. An Interpretation of the Introduction of New Management Structures in Higher Education », in AMARAI A., MEEK V., LARSEN M. (éd), *The Higher Education Managerial Revolution?*, Dordrecht: Kluwer Academic Publishers, 2003, p. 33-51.

prévenir des risques associés à cette politique, Howlett rappelle le cas de l'URSS sous Staline, quand le dirigeant du pays, dans un but d'industrialisation rapide, voulait que les universités deviennent les instruments de la politique de l'État. Aujourd'hui, affirme cette chercheuse, les universités européennes se trouvent dans la même situation à cause du contrôle direct et indirect<sup>1024</sup>.

En résultat de cette politique, l'URSS avait un contrôle étatique total des universités, la séparation de la recherche et de l'enseignement, l'élaboration des cours conçus comme un ensemble de compétences techniques, l'affaiblissement des disciplines, l'écrasement de la liberté académique et morale des universitaires à l'égard de l'État. Selon Howlett, la politique de Staline se répète [à l'échelle mondiale]: l'évolution vers des programmes de courte durée basé sur le développement des compétences, la promotion des disciplines techniques, l'exigence des relations étroites avec l'industrie et la demande de correspondre aux intérêts de l'État. Finalement, la politique contemporaine de l'enseignement supérieur devient petit à petit un dogme, selon Howlett. Si le corps professoral accepte cette situation sans poser de questions, alerte-elle, l'enseignement supérieur sera capturé par la main de l'État<sup>1025</sup>.

Staline a-t-il atteint ses objectifs politiques ? Certes, l'industrialisation était rapide, mais non-homogène. La recherche a été impactée sur le long terme. L'État a capturé le secteur, mais il est en partie responsable de la destruction du développement technologique du pays. L'exemple de la politique universitaire stalinienne montre le fait que la tour d'ivoire n'existe pas en réalité, ni la rhétorique des « innovations ». L'enseignement supérieur a toujours fait partie de la politique de l'État. Parfois, les EES étaient aux ordres et au service de l'État, comme à l'époque de Staline, et parfois, comme à l'époque de Humboldt, il y avait une sorte d'accord entre l'État et l'université<sup>1026</sup>.

Inévitablement, quand nous parlons du poids de l'État et des autres forces sur l'enseignement supérieur, la question de l'autonomie se présente à nouveau.

---

<sup>1024</sup> HOWLETT Sophia, « Stalin and Contemporary Higher Education Change: A Short Provocation », *International Higher Education* (revue électronique), Boston, 2011, n° 63 disponible sur le site officiel du revue <https://ejournals.bc.edu/ojs/index.php/ihe/issue/view/839>, consulté le 12.06.2017.

<sup>1025</sup> HOWLETT Sophia, *op.cit.*

<sup>1026</sup> *Ibidem.*

L'autonomie est un élément indispensable de l'identité de l'université à l'égard des pouvoirs, et un sujet de discussion significatif quant à la politique de l'enseignement supérieur. La loi fédérale russe définit l'autonomie des établissements de l'enseignement supérieur comme « la liberté d'action dans le recrutement et la nomination des cadres, dans la réalisation de l'activité d'enseignement, de recherche, de l'activité financière et économique en conformité avec la législation et la charte de l'établissement validé<sup>1027</sup> ». La liberté académique est également précisée dans la loi « Sur l'Éducation » :

« Le personnel enseignant du corps professoral, les chercheurs et les étudiants sont dotés des libertés académiques, y compris la liberté d'enseigner librement, libres de choisir des sujets de recherche et de la conduire selon les méthodes choisies, ainsi que la liberté de l'étudiant à recevoir les connaissances en fonction de ses capacités et ses besoins ».

Les décideurs publics interrogés sur le véritable état de l'autonomie universitaire donnent des réponses différentes. Isak Froumin et Serguei Guriev s'accordent sur le fait que l'autonomie se réduit, mais ils ne partagent pas la même opinion sur la liberté académique :

Serguei Guriev : « L'autonomie universitaire se rétrécit *de facto*... Il est évident que l'État est une source importante de financement pour les EES, et un recteur craint de se quereller avec les pouvoirs publics... En effet, il n'y a pas d'autonomie administrative ni de liberté académique<sup>1028</sup> ».

Isak Froumin : « Elle [autonomie universitaire] se rétrécit, bien sûr.

DL : En quoi exactement ?

IF : Le poids administratif des critères pour l'accréditation et pour l'attribution d'une licence devient de plus en plus lourd. L'État est plus rigide dans la définition des règles de jeu pour les EES, mais n'intervient toujours pas dans leur activité opérationnelle, ce qui est bien.

DL : Et la liberté académique existe-t-elle ?

IF : Oui, oui, elle existe bien<sup>1029</sup> ».

Vladimir Filippov considère que le renforcement du contrôle de l'État est une tendance qui n'est pas propre à la Russie, cela est vrai aussi dans d'autres pays :

« ...l'État [russe] aujourd'hui veut, dans une grande mesure, contrôler l'argent qu'il accorde aux EES. Je dirais que l'État maintenant fait un effort pour contrôler plus l'activité des universités. Je souligne, cela a lieu non seulement en Russie, mais partout, compte tenu de l'insuffisance de l'argent pour financer des universités<sup>1030</sup> ».

---

<sup>1027</sup> La loi fédérale « Sur l'Éducation » dans la rédaction de 2013.

<sup>1028</sup> L'entretien avec Serguei Guriev effectué le 09.12.2015 à Paris.

<sup>1029</sup> L'entretien d'Isak Froumin effectué le 28.11.2015 *via* vidéo-conférence.

<sup>1030</sup> L'entretien de Vladimir Filippov effectué le 02.12.2015 par téléphone.

En revanche, Alexandre Povalko considère la grande autonomie universitaire comme l'un des principes sur lesquels reposent des relations État-EES en Russie des années 2010. Selon Povalko, l'autonomie s'agrandit.

DL : « Quels sont des principes sur lesquels reposent aujourd'hui les relations entre l'État et les EES ?

AP : Premièrement, c'est la grande autonomie des EES dans la prise de décision. Cela concerne le cursus et les décisions financières. Deuxièmement, c'est le contrôle de la qualité des services d'enseignement et la demande de la réponse aux obligations. Et aussi, c'est la différenciation des EES en fonction des résultats de leurs activités. Les EES qui ne correspondent pas aux exigences sont considérés comme non efficaces, ayant des indications/indices d'inefficacité<sup>1031</sup> ».

## Conclusion

La situation actuelle de l'enseignement supérieur russe pourrait être caractérisée comme la continuité de la modernisation en vue de deux objectifs importants. D'abord, c'est de rattraper le retard technologique de la Russie par rapport aux pays développés. Les économies des pays occidentaux sont devenues « des économies de connaissances », ce qui pousse l'élite politique russe à mettre à l'agenda la question de la réforme du système de l'enseignement supérieur à l'aune des universités de rang mondial et des universités de recherche et de les ériger comme les deux modèles principaux. L'action publique s'engage dans la réorientation vers des standards et technologies européens dans l'enseignement avec pour objectif de réaffirmer la qualité du potentiel humain et d'améliorer la compétitivité de l'économie russe sur le marché international.

Nous assistons dans les années 2010 à une transformation du monde de l'enseignement supérieur en Russie liée à la construction d'un nouveau modèle d'enseignement supérieur et à la différence croissante entre les statuts des établissements. L'État renforce la position de certains établissements pour qu'ils soient productifs en recherche, attractifs internationalement, et dans l'idéal autosuffisants ou assez entreprenants pour l'établissement de leurs budgets. En encourageant l'arrivée du privé dans l'enseignement supérieur, les décideurs publics se trouvent dans la nécessité de réfléchir et de développer des moyens de prévoir les impacts négatifs et des risques d'aggraver l'instabilité et la réduction d'une possibilité

---

<sup>1031</sup> L'entretien d'Alexandre Povalko effectué le 26.12.2015 à Moscou.

pour l'État d'intervenir. Un autre risque se présente dans le renforcement de l'approche utilitaire de l'enseignement supérieur. Donc, au lieu de s'absenter et laisser le secteur privé prendre les leviers, l'État renforce sa position en tant que régulateur, et l'autonomie universitaire se réduit pour la majorité des établissements.

Il est probable que la spécificité de la gouvernance de l'Université russe en cours déterminera le degré de son autonomie académique. Il est utile de noter avec S. Fuller dans ce contexte que malgré les changements profonds qui se sont produits au cours des siècles, l'Université avec ses traditions anciennes est l'une des rares institutions à avoir préservé ses caractéristiques de base et sa position dans la société. D'ailleurs, deux autres institutions de même ancienneté existent bel et bien : ce sont l'Église et l'État<sup>1032</sup>.

L'Université a vécu les grands changements au cours de l'histoire de la Russie. Au même rythme que l'État, l'Université a vécu les révolutions, l'industrialisation, la terreur, la guerre, l'isolation, le dégel, la *perestroïka* et la modernisation. Même la mondialisation et la société du savoir n'ont pas encore réussi à renverser la position de l'Université, malgré les changements des modèles. Il est impossible que l'Université soit soudain battue en brèche sous prétexte de réaliser des objectifs venus de l'extérieur ni de l'État. L'autonomie universitaire et la liberté académique peuvent souffrir au moment des changements dans l'histoire des relations de l'enseignement supérieur et de l'État, le pouvoir public reste un acteur principal de la politique universitaire, et l'Université participe à la grande politique de l'État.

### CONCLUSION PARTIE III

Toujours à cheval sur l'Europe et l'Asie, la Russie déclare une détermination à poursuivre son propre chemin. Son chemin politique et socio-économique prévoit évidemment l'application du potentiel intellectuel du pays qui est représenté, entre autres, par son système universitaire. La politique universitaire est inscrite dans la politique générale de la Russie qui se trouve dans la continuité des efforts pour renforcer la puissance économique et la position géopolitiques du pays.

---

<sup>1032</sup> FULLER S. « What Makes Universities Unique ? Updating the Ideal for an Entrepreneurial Age », Communication présentée à l'atelier EUEREK, 12-13 février 2005.

La politique des années 2010 représente la continuité de la politique des années 2000 : les décisions politiques ont été prises et les pouvoirs publics suivent le plan adopté. Une réflexion politique chez les décideurs russes devient stratégique, c'est-à-dire, que l'Etat fait une tentative d'anticiper les obstacles possibles à sa politique et prévoit des solutions faisables et des scénarios éventuels pour arriver plus au moins de près de résultats fixés lors la planification initiale.

Les décisions concernant la planification des résultats de la politique universitaire, ainsi que de l'avenir du secteur de l'enseignement supérieur appartiennent à l'Etat, malgré le fait que l'Etat autorise et favorise la présence des relations et des mécanismes marchands dans le secteur. Ces mécanismes, entre autres, permettent à l'Etat de détecter les EES qui présentent des caractéristiques nécessaires et un bon potentiel pour mener à bien les missions que l'Etat détermine pour ce secteur de l'enseignement supérieur. Ces établissements sont mis au sommet d'hierarchie des EES russes pour être à l'avant-garde de la représentation et la (re)production du système universitaire russe.

Le grand chantier d'une nouvelle hiérarchie des EES russe n'est pas encore terminé, mais son image construite par l'Etat se réalise décidément. Les programmes de l'Etat lancés durant les années 2010 permettront de mettre en avance une centaine des EES dotés d'une forte culture scientifique, internationale et entrepreneuriale, ainsi que des capacités de répondre aux demandes régionales et aux défis mondiaux. Ce n'est pas une exigence nouvelle aux EES exprimée par l'Etat, en effet, c'est une histoire ancienne qui est néanmoins toujours d'actualité.

## Conclusion

---

L'objectif de notre travail de recherche était la mise en lumière, à travers l'étude de la politique de l'enseignement supérieur russe de 1917 à 2017, du rôle de l'État dans ses rapports avec le secteur de l'enseignement supérieur en Russie. En étudiant l'évolution des relations État-EES lors des grands changements dans la vie politique du pays, nous avons tenté de mettre en évidence les sources et les évolutions de la politique universitaire russe. Enfin, notre analyse nous permettait de répondre à la question « qu'est-ce que l'État pour l'enseignement supérieur » ainsi qu'à celle de « qu'est-ce que l'enseignement supérieur pour l'État ».

### Qu'est-ce que l'État pour l'enseignement supérieur?

La politique de l'enseignement supérieur est déterminée par l'histoire de son pays et donc ne reste pas statique et immuable. L'État réforme le système universitaire au regard des conditions dans lesquelles se trouve le pays et en fonction des besoins en formation des cadres afin de développer l'économie et faire grandir les futurs leaders de la vie politique nationale. Au niveau international, l'État assure et affirme, avec l'aide de son réseau des EES, sa puissance intellectuelle et scientifique. L'accroissement de ce potentiel, ainsi que la « reproduction du secteur<sup>1033</sup> » de l'enseignement supérieur sont des missions centrales des pouvoirs publics de l'État. L'action publique en matière de l'enseignement supérieur est influencée par les facteurs objectifs (circonstances historiques) qui se mêlent aux facteurs subjectifs, tels que les tâches stratégiques et tactiques du parti au pouvoir et les intérêts des divers groupes sociaux représentés par les partis politiques et les mouvements sociaux. En ce qui concerne les intérêts des différentes forces politiques, leur lutte

---

<sup>1033</sup> MULLER Pierre, « Un schéma d'analyse des politiques sectorielles », *Revue française de science politique*, 1985 Volume 35 Numéro 2, p. 165-189, p. 166, 170.

pour l'acquisition du pouvoir ou pour sa conservation se trouvent également parmi les facteurs subjectifs qui marquent la politique universitaire.

Nous avons observé, tout au long de la période étudiée, l'évolution du *référentiel global*<sup>1034</sup> de l'État russe et sa dialectique avec le secteur de l'enseignement supérieur. Le référentiel global était élaboré par les pouvoirs publics, et la politique de l'enseignement supérieur était, dans toutes les étapes de son évolution, inscrite et subordonnée à l'objectif central de l'État russe : la préservation de la puissance économique et politique du pays.

Après 1917 et dans les années 1920, le référentiel global de l'action publique était la reconstruction politique de l'État post-révolutionnaire. L'abandon et l'écrasement des anciennes structures politiques ont marqué le système de l'enseignement supérieur par un changement rapide des normes et des instances de tutelle pour le secteur. L'État, en constituant son modèle économique et sociale, « prolétarisait » et « soviétisait » l'enseignement supérieur, stimulant le renouvellement la population étudiante et enseignante. En favorisant l'arrivée dans les EES des jeunes issus des classes sociales inférieures et en poursuivant les efforts des pouvoirs publics à diffuser les idéaux du communisme à l'intérieur des universités (par le biais du professorat rouge, des *rabfacs* et des cellules du parti), le nouveau régime a résolu le problème de la conservation du pouvoir dans les mains des bolcheviks.

En 1929 le dirigeant de l'Union soviétique, le Gensek Staline, a commencé son plan ambitieux d'industrialisation. Pour réaliser ce nouveau projet global des années 1930, l'État soviétique s'appuyait sur l'enseignement supérieur, et le secteur fut encore reformé au service de l'État. Pour l'industrialisation, il a fallu créer une classe spécifique de personnes qualifiées et assurer la croissance rapide du nombre des diplômés, notamment dans les disciplines techniques. En résultat de la politique des années 1930, l'enseignement supérieur soviétique s'est massifié et s'est diversifié. Les études ont été raccourcies en durée ; le développement des compétences spécifiques a été privilégié. Selon le plan des dirigeants politiques, les diplômés devaient

---

<sup>1034</sup> Le *référentiel global* est une politique générale de l'État, le grand projet de la société formulé par l'Etat autour duquel vont s'ordonner, se hiérarchiser les différentes représentations sectorielles. Source : MULLER Pierre, « Un schéma d'analyse des politiques sectorielles », *Revue française de science politique*, 1985, Volume 35 Numéro 2, p. 165-189, p. 172

également être prêts pour travailler tout de suite après la diplomation. C'est pourquoi les écoles allemandes d'ingénieurs ont été prises comme modèle de référence pour les EES soviétiques. L'État soviétique a soutenu le développement des alternatives aux universités – les instituts, collèges pédagogiques, et écoles techniques qui ont assumé une fonction pratique en fournissant la formation professionnelle pour des besoins économiques. De nombreux établissements ont été liés à un ministère spécifique (Défense, Agriculture, Transport) ou à une entreprise. Ce que nous appelons aujourd'hui les universités de recherche est devenu une petite partie du secteur. Sauf quelques exceptions, la recherche a été déplacée des universités aux instituts de recherche de l'Académie des sciences<sup>1035</sup>.

Dans la continuité du développement de la société postrévolutionnaire, l'État soviétique des années 1930 poursuivait le renouvellement de la classe intellectuelle. Ce processus a été aggravé par les répressions politiques qui ont touché la communauté universitaire et scientifique. « La grande terreur » stalinienne, causée entre autres par la lutte pour la conservation du pouvoir, avait pour conséquence grave les pertes humaines et l'instauration d'une atmosphère de peur dans un secteur universitaire fragilisé. Le contrôle idéologique de l'enseignement supérieur et de la recherche a provoqué des dommages considérables pour le secteur en retardant le progrès de la recherche dans certaines disciplines. La politique répressive du régime totalitaire s'est éteinte dans une certaine mesure pendant la Grande Guerre patriotique de 1941 à 1945, mais elle s'est poursuivie après la guerre jusqu'au décès de Staline en 1953. Durant les années de guerre, la mission principale de l'État était la sauvegarde du système de l'enseignement supérieur afin d'assurer la vitalité de l'État-même, anémié par les pertes humaines et par la destruction de la vie économique et sociale. Grâce à la mobilisation sans précédent du peuple russe, l'État a réussi à survivre et à préserver ses universités. Grâce aux mesures entreprises toute au long de la guerre pour soutenir le secteur de l'enseignement supérieur, le réseau des établissements continuaient à fonctionner malgré les pertes colossales.

Dans les années 1950, le projet global soviétique était l'avancement dans l'ingénierie et dans l'exploration de l'espace, ainsi que la course aux armements et le

---

<sup>1035</sup> HOWLETT Sophia, *op.cit.*

développement de l'économie dans des conditions d'isolation internationale. Le soutien de l'État aux sciences « dures », notamment la mathématique, la physique et la chimie, ont abouti aux réussites de la recherche soviétique dans les conquêtes de l'espace et au développement de la puissance militaire de l'URSS. L'école scientifique russe en mathématique et le succès de la physique soviétique ont consolidé une réputation internationale prestigieuse pour les scientifiques russes dans ces matières, ainsi que l'attention des pays étrangers pour le modèle soviétique de l'enseignement supérieur. Dans les années 1950 en URSS, malgré une différence déjà installée entre l'Université soviétique et l'Université humboldtienne, l'université classique fut revalorisée dans les discours politiques dans le but d'activer l'esprit scientifique chez les étudiants soviétiques. Cela était motivé non seulement par le besoin ressenti de poursuivre la réussite dans la recherche, mais aussi par la nécessité de faire grandir les nouveaux leaders politiques d'un haut niveau intellectuel et améliorer ainsi la qualité de l'élite politique du pays.

Dans les années 1960 et les années 1970, le cercle dirigeant de l'Union soviétique cherchait par le biais de l'enseignement supérieur à reproduire le système économique et politique, ainsi qu'à affirmer leur stabilité. Le projet global de Khrouchtchev incluait également la rupture démonstrative avec les crimes du régime totalitaire et la politique répressive. Pour le secteur de l'enseignement supérieur, cela a signifié une diminution partielle du contrôle idéologique et une ouverture plus large à l'international. Le facteur subjectif, notamment la lutte de la vieille nomenklatura pour la conservation du pouvoir, a joué un rôle majeur dans les politiques sectorielles qui sont restées relativement stables jusqu'aux années 1980. En 1980, un mécanisme fixe et continu de l'enseignement supérieur était en vigueur en URSS, construit majoritairement par les processus d'industrialisation et de militarisation du pays doté d'une économie planifiée. La crise économique et politique à la fin des années 1980 - début des années 1990 est parvenue à un deuxième changement du régime politique en Russie. En 1991, avec de nouveaux leaders russes aux pouvoirs, le grand projet du <sup>e</sup>XX siècle, le projet « Union soviétique », s'est terminé, et la politique de l'enseignement supérieur a recommencé sur une page blanche.

Dans les années 1990 l'État, tout comme en 1917, devait construire à nouveau son système politique, économique et social, sauf que cette fois-ci l'enseignement

supérieur n'a pas été autant pris en compte qu'en 1917. Le référentiel global de l'État – le passage à l'économie du marché et l'installation du régime démocratique, a connu des complications et des erreurs causant la faillite économique, la baisse de la qualité de vie et la corruption. Ces marqueurs de la période transitoire ont affecté l'enseignement supérieur. Dans les décennies suivantes (mi-2000-2010) la Russie, engagée dans des réformes dans le cadre de la « démocratie dirigée » et de l'économie du marché, a repris le volant de la politique de l'enseignement supérieur pour réparer ces défauts et adapter le secteur de l'enseignement supérieur à la stratégie globale de l'État en voie de regagner sa puissance géopolitique.

De 1917 à 2017, nous avons donc observé que l'État est, avant tout, un garant de la reproduction du système de l'enseignement supérieur : la mission centrale de l'État est d'assurer le fonctionnement de ce secteur. L'enseignement supérieur russe ainsi ne peut pas se passer de l'État, l'État est une exigence fonctionnelle de l'enseignement supérieur. La Russie a traversé plusieurs périodes sombres quand l'État a frôlé l'échec de sa mission centrale soit par des raisons objectives soit subjectives. Lors des années 1990, « les années folles » (*likhie devianostye*), l'enseignement supérieur a survécu grâce au dévouement des universitaires à leur profession. C'était également une période pendant laquelle l'État déployait majoritairement la *politique d'adaptation*<sup>1036</sup> en vue d'un changement brusque du modèle économique et politique, ainsi que des repérés socio-culturelles. Des conditions de vie se dégradèrent dans la société en général et au sein du secteur de l'enseignement en particulier. Depuis les années 2000, et notamment, dès l'apparition chez les pouvoirs publics d'une réflexion stratégique pour tous les secteurs économique-sociaux menée en collaboration avec la communauté universitaire (Stratégie 2020, Stratégie du développement scientifique et technologique), nous constatons la mutation vers la *politique d'anticipation*, qui a permis, entre autres, de traverser les crises, notamment en 2008 (la crise économique internationale) et en 2014 (l'imposition des sanctions politiques et économiques par un certain nombre des pays occidentaux).

---

<sup>1036</sup> MULLER Pierre, *op.cit.*, p. 181-182.

A travers l'évolution de la politique publique analysée, nous concluons que l'État russe est un émetteur principal du projet collectif national en vertu duquel il adapte ses politiques sectorielles y compris la politique de l'enseignement supérieur. Ce projet évolue, et il devient, à un moment donné, le centre des conflits. Cela a été le cas en Russie dans les années 1930, mais également dans les années 1950 et 1980. Comme nous avons montré, les affrontements des pouvoirs ont eu des retentissements sur la politique universitaire et provoqué des effets néfastes pour le fonctionnement et le développement du secteur.

Tout au long de l'histoire soviétique, le facteur international a eu sa place dans la détermination de la politique de l'enseignement supérieur, malgré une certaine isolation du pays. Les pouvoirs publics russes modifiaient le cap de la politique universitaire en vertu de la situation internationale, qui a souvent influencé l'évolution du projet global et contribué, dans certains cas, à l'arrivée de nouveaux dirigeants politiques au pouvoir. La Première guerre mondiale a contribué entre autres facteurs à la chute du tsarisme, et elle a montré également la nécessité de l'accélération de l'industrialisation en Russie. Cette dernière, étant une tendance internationale, a poussé les pouvoirs publics à chercher des modèles efficaces pour l'enseignement supérieur, et enfin c'est cette politique de l'État en voie d'industrialisation rapide qui a façonné le système soviétique pour de longues années dans l'histoire soviétique et postsoviétique.

La Seconde guerre mondiale a gravement touché l'État russe et son enseignement supérieur, et la division du monde en deux blocs après la guerre a entraîné la spécialisation de l'enseignement supérieur russe en physique et mathématique. Malgré un certain antagonisme entre l'URSS et l'Occident dans la sphère de la politique, les pratiques et les réussites de l'enseignement supérieur de l'un et de l'autre éveillaient la curiosité et étaient source d'inspiration pour les deux adversaires. Force est de constater que la Russie n'était pas vraiment condamnée à affronter l'Occident, surtout dans la sphère de l'enseignement et la recherche civile où le partage des pratiques et connaissances était bénéfique pour tous. Nous avons illustré (dans les chapitres 3, 6, 9) que l'évolution de l'enseignement supérieur russe était en effet inséparable de l'histoire des universités européennes et ce malgré l'existence des spécificités nationales propres.

La perte par la Russie de sa position de superpuissance après 1991 a significativement marqué la politique de l'État russe pour les années 2000 et 2010. Les dirigeants russes ont démontré le refus d'accepter une position de perdant dans la guerre froide et la chute de la position de la Russie sur le plan international. La politique de l'enseignement supérieur s'est dotée d'une stratégie de modernisation dans les années 2000 et d'une politique d'attractivité à l'international dans les années 2010 avec l'arrivée du programme 5-100.

Au début de XXI<sup>e</sup> siècle, les relations État-universités en Russie sont rentrées dans la phase d'une nouvelle forme de gouvernance de l'enseignement supérieur par les pouvoirs publics. Cette forme est également inspirée par des tendances internationales (*new public management*) et par des nouveaux vecteurs des politiques des pays étrangers (par exemple, celles de l'Allemagne et de la Chine). Le soutien sélectif des EES et la modification de la gestion financière et institutionnelle dans l'objectif d'apprendre aux EES comment dépenser rationnellement et à prendre l'initiative de trouver des sources financières non-étatiques, ont amené à l'idée que les dirigeants de l'État russe avaient mis le cap vers le retrait de l'État de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire, la diminution de son rôle dominant dans la gouvernance de l'enseignement supérieur, ainsi que dans l'élaboration et la réalisation de la politique universitaire, en laissant cela aux forces non-étatiques, appelées par certains chercheurs « le marché ».

Effectivement, l'action publique russe a prodigué de nouveaux mécanismes dans la réalisation de sa politique universitaire, mais l'État ne cédera pas son rôle au marché précisément à cause de l'importance stratégique du secteur de l'enseignement. Les décideurs politiques russes ont soutenu la réforme du système d'enseignement supérieur et l'adaptation du système aux nouveaux mécanismes de gouvernance. En effet, la gouvernance bureaucratique, centralisée et hiérarchique, celle héritée de l'époque soviétique, ne prenait pas en compte les besoins réels de l'économie ni de la société en général. Or, l'État russe n'a jamais tout laissé dans les « mains du marché ».

La nouvelle approche de la politique universitaire implique la construction par les universités-phares de leurs propres modèles économiques. Elle implique

notamment les relations plus étroites des EES avec le monde des affaires jusqu'à la participation des entreprises à la gouvernance universitaire. Cependant, dans le même temps, l'État renforce son contrôle sur les autres établissements - ceux qui n'attestent pas d'une qualité exigée de l'enseignement et de la recherche et ceux qui ne sont pas en capacité de coopérer avec d'autres EES régionaux. Ainsi, l'État ne laisse pas aux forces non-étatiques le soin de corriger la situation de l'offre et la demande sur le marché de travail, bien au contraire, il participe à la régularisation et favorise l'échange de l'information du marché de travail.

L'information sur l'action publique est devenue également plus accessible. Dans les années 2010, le ministère de l'Éducation et de la Science a lancé le projet «Ministère ouvert» avec les données publiées en libre accès et la possibilité de communication directe avec le ministère. La transparence est devenue importante dans la réalisation de la politique universitaire. Le grand public est désormais au courant du travail ministériel sur les indicateurs et les coefficients des programmes du développement de l'enseignement supérieur. Nous apprenons également par la lecture des règlements des appels d'offres pour les EES, qu'afin de postuler et recevoir une aide financière supplémentaire de l'État pour des projets divers, les universités, elles aussi, doivent obligatoirement diffuser une information claire et exhaustive concernant leur capacité d'enseignement et de recherche, ainsi que les données sur l'employabilité des leurs diplômés. L'État facilite la communication entre les différentes parties prenantes impliquées dans le processus d'évolution du système de l'enseignement supérieur, tout en restant l'acteur principal de la politique universitaire.

La politique de l'État n'évolue pas en effet en politique soumise au marché, l'État demeure l'acteur central dans sa définition, sa réalisation et planification. Certains aspects de la politique universitaire sont ouverts aux discussions publiques, certains projets invitent les entreprises à coopérer avec les EES, certains EES sont encouragés à être à l'initiative de leurs stratégies de développement, mais toutes les décisions clés appartiennent à l'État. Les experts de l'enseignement supérieur et les universitaires participent à l'élaboration de la stratégie de l'État et débattent avec les pouvoirs publics autour des projets de réformes qui sont, en fin de compte, également approuvées par le haut échelon du pouvoir.

Dans les années 2010, l'État russe change le système de financement et de gestion financière de l'enseignement supérieur afin de fournir une réponse adéquate à la demande des étudiants pour l'offre de formation supérieure. Or, ce n'est pas la politique du marché qui domine. C'est une politique qui va dans la continuité du changement de paradigme de toutes les politiques sociales de l'État qui a démarré en 2005 avec la réforme douloureuse de la monétisation des avantages sociaux (*monetisatsiia l'got*)<sup>1037</sup>. La réforme mentionnée est symbolique parce que pour la première fois, l'État « paternaliste et protecteur » a intégré « la notion de coût à un service public que des dizaines de millions de Russes avaient pris l'habitude de considérer comme gratuit<sup>1038</sup> ».

Aux yeux de la population, l'État s'était occupé des citoyens pendant trois quarts du siècle, et tout d'un coup, il change la politique. Auparavant, l'enseignement supérieur était gratuit et accessible, et le premier emploi était assuré grâce à l'affectation obligatoire (*raspredelenie*) après la diplomation. Maintenant l'État donnait l'impression qu'il laissait ces diplômés à l'abandon. Il est vrai qu'auparavant, l'État s'était substitué au marché de travail, fournissant lui-même l'offre et la demande. Néanmoins, cela ne veut pas dire qu'en passant à l'économie du marché, l'État laissait aux forces non-étatiques la possibilité de prendre la main sur l'enseignement supérieur. En réalité, l'État russe se tâche désormais d'aider l'enseignement supérieur (*via* différents programmes) à coopérer avec les entreprises pour mieux connaître le marché du travail. L'État insiste sur une communication efficace entre les EES et les entreprises afin de veiller sur le marché du travail pour éviter l'accumulation de profils non-demandés par celui-ci. Ces changements, poussés par le contexte économique depuis les années 1990 (et même avant), sont initiés et réalisés par l'État.

« Le rapport de l'État à l'université se décline en une palette de formes différentes, qui vont de la fonction d'ordonnateur direct d'un service public financé pour l'essentiel sur fonds publics à celle de partie prenante, parmi d'autres, d'une activité sociale parmi d'autres, en passant par la position d'arbitre des conditions

---

<sup>1037</sup> Voir à ce propos :

WENGLE Susanne, RASELL Michael, « The Monetisation of L'goty : Changing Patterns of Welfare Politics and Provision in Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 60, n° 5, 2008, p. 739-756.

<sup>1038</sup> MENDRAS Marie, *Russie. L'envers du pouvoir*, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 228.

dans lesquelles ce service est rendu » écrit Pierre Bühler<sup>1039</sup>. Cela résume bien la complexité des fonctions de l'État envers l'enseignement supérieur, mais également cela signifie que l'enseignement supérieur représente pour l'État une multitude d'intérêts. Quels sont ces intérêts au juste ? Qu'elle est la spécificité du secteur pour la politique globale de l'État ? Qu'est-ce que c'est l'enseignement supérieur pour l'État russe ? C'est à travers l'analyse de la politique universitaire que nous avons trouvé la réponse.

### **Qu'est-ce que l'enseignement supérieur pour l'État ?**

Pour comprendre la politique de l'enseignement supérieur il faut d'abord décrypter la place et le rôle de l'enseignement supérieur dans la société russe des différentes époques. Avant la Révolution de 1917 l'enseignement supérieur servait à assurer pour une classe sociale aisée la préservation du statut et l'accès à la source des revenus. Dès les premières années postrévolutionnaires, l'enseignement supérieur devient accessible aux classes défavorisées. Cela a permis aux jeunes ouvriers d'envisager l'avancement de leur statut social et d'espérer améliorer leur situation économique en accédant aux professions intellectuelles. L'enseignement supérieur s'est présenté clairement dans l'esprit de la société comme un ascenseur social, et cette perception était solide tout au long de l'histoire soviétique. De plus, l'adhésion aux idées du prolétariat et du communisme permettait aux étudiants de participer dans une certaine mesure à la gouvernance universitaire et de réaliser l'ambition de la direction au niveau de la gestion de la vie étudiante. Certains « chefs » du Komsomol issus des familles modestes sont devenus les chefs d'État. C'était le cas de Nikita Khrouchtchev : un jeune bolchevik issu d'une famille modeste, diplômé de *rabfac* et puis de l'Académie de l'industrie à Moscou, a réussi d'obtenir le poste au sommet du système politique soviétique.

Grâce aux réussites des chercheurs de l'Union soviétique après la Grande Guerre patriotique, notamment dans le domaine aérospatial et celui de l'énergie

---

<sup>1039</sup> BUHLER Pierre, « Universités et mondialisation », *Commentaire*, 2004/2, n° 106, p. 345-360. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-commentaire-2004-2-page-345.htm>. Consulté le 15.10.2017.

nucléaire, le pays « est devenu fou de la science<sup>1040</sup> ». Les clubs scientifiques des étudiants (*stoudentcheskie naouchnye obchtchestva*) fleurissaient dans les EES soviétiques. L'État soutenait de grands projets dans la sphère de l'enseignement et de la recherche. Dans l'objectif d'avoir plus d'attention et de soutien de l'État, les pouvoirs régionaux lançaient l'ouverture de grandes universités sur leurs territoires<sup>1041</sup>. Les professeurs des écoles passionnés par leurs matières, les clubs thématiques pour les écoliers (échecs, mécanique, ingénierie, radio), les émissions de télévision dédiées à la science contribuaient à la formation du « culte » des études et de la recherche. Le fait que ces dispositifs ont disparu dans les années 1990 faute de moyens et d'attention de l'État a souvent été souligné par les dirigeants publics, notamment par le président du pays dans ces messages annuels au Parlement. Les pouvoirs publics actuels cherchent à restaurer ces pratiques utiles afin d'éveiller l'intérêt professionnel des jeunes dès leur enfance et adolescence et faciliter le processus du choix des études et du métier.

La perception de l'enseignement supérieur comme une condition vitale pour la réussite sociale en Russie avait pour conséquence la surdiplomation et la surqualification. Déjà à l'époque de l'Union soviétique, l'un des objectifs des réformes de Khrouchtchev en matière de l'enseignement dans le cadre de son programme « Rapprochement de l'école et de la vie » était la réorientation des bacheliers vers des professions manuelles et des formations non-supérieures. Cette initiative a connu un échec, comme le même projet initié par les pouvoirs publics dans les années 2000. Le changement de la perception de l'enseignement supérieur ne venait pas par un simple changement de politique, au moins, pas tout de suite. L'étude de Wtsiom (Le Centre panrusse des études de l'opinion publique) démontre notamment que l'opinion sur l'importance de l'enseignement supérieur chez les jeunes russes (âgé de 18 ans et plus) n'a pas changé depuis 10 ans. A la question « Quel niveau de formation vous considérez suffisant pour vos enfants/petits enfants » 66% interrogés en 2011 ont choisi « l'enseignement supérieur », tout

---

<sup>1040</sup> « *Strana zaboleta naukoï* » / « Le pays est devenu fou amoureux de la science » : CHNOL Simon, Le cycle des conférences « De 0 à 80 » réalisé par la chaîne *Koultura* en 2011, disponible sur le site officiel de la chaîne : [http://tvkultura.ru/brand/show/brand\\_id/32437/](http://tvkultura.ru/brand/show/brand_id/32437/) consulté le 28.08.2017

<sup>1041</sup> DMITRIEV Alexandre, « *Pereizobretenie sovetskogo oouniversiteta* » / « La réinvention de l'université soviétique », *Logos*, 2013, n° 1, p. 41-64.

comme en 2002 (65%)<sup>1042</sup>. Or, l'action publique, qui n'a pas encore réussi à « diminuer » l'envie des jeunes à rentrer à tout prix à l'université, a donc procédé à l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur. Le système de surveillance (*monitoring*) de l'efficacité a été adopté dans les années 2010, et le contrôle des EES ayant une réputation des « vendeurs des diplômes » a été renforcé par l'agence publique Rosobrnadzor.

L'analyse des travaux de recherche, des discours des hommes politiques et des documents officiels met en évidence que le contenu de la notion de « l'enseignement » évolue en Russie en concordance avec les tendances internationales. Le mouvement se passe de l'approche formelle à l'approche contextuelle, qui consiste en accentuation par l'État de ces fonctions spécifiques contemporaines et ses missions conjoncturelles. Ce mouvement signale une volonté politique de l'État russe à entrer dans les processus globaux et y être un participant à part entière. Néanmoins, la rhétorique du marché et les relations marchandes, qui a eu un certain essor en Russie dans les années 2000 et 2010, a diminué en vue des nouvelles tâches politiques de l'action publique, notamment la nécessité de la mobilisation interne et le surpassement de la division de la société dans les conditions de sanctions économiques et politiques, ainsi que l'instabilité économique liée à la fluctuation du prix du pétrole.

En outre, la rhétorique économique qui avait gagné du terrain dans les discours politiques, n'apparaissait pas nécessairement dans les pratiques locales. Les pratiques institutionnelles sont plus pertinentes et les changements plus difficiles que les discours qui mettent en valeur l'université entrepreneuriale voudraient nous le faire croire. Les universités acceptent avec souplesse les changements de situation ; ils acceptent les réformes qui leur conviennent et refusent ou façonnent celles qui leur dépassent<sup>1043</sup>.

L'Union russe des recteurs (*Rossiïski soyouz rektorov*) a pour vocation de faire le contrepois de l'autorité publique dans les changements qui menacent

---

<sup>1042</sup> « *Vyshee obrazovanie v Rossii : kachestvo, tsennost', potrebovannost'* » / « L'enseignement supérieur en Russie : la qualité, la valeur et la demande », Sondage de Wtsiom, Moscou, 2011, disponible sur le site : [https://wciom.ru/fileadmin/file/reports\\_conferences/2011/2011-12-14-obrazovanie.pdf](https://wciom.ru/fileadmin/file/reports_conferences/2011/2011-12-14-obrazovanie.pdf) consulté le 28.08.2017. Les interrogés avaient la possibilité de choisir plusieurs variantes de réponses.

<sup>1043</sup> RINNE Risto, KOIVULA Jenni, *op.cit.*

l'organisation universitaire, ses traditions<sup>1044</sup> et ses missions historiques. Depuis sa création dans les années 2000 dans le but de formuler les intérêts collectifs du secteur, cette association a gagné en puissance face à l'État, et elle est devenue à la fois la tribune de l'administration universitaire russe et l'aréopage des conseillers pour la politique universitaire grâce à quelques personnalités influentes parmi les recteurs.

En effet, l'Université russe peut débattre avec le pouvoir et défendre son autonomie. Les risques de perturber cette matière fragile surgissent parfois en Russie postsoviétique : comme l'idée prononcée en 2005 (et partiellement réalisée pour un petit nombre des EES) de remplacer l'élection des recteurs par leur nomination par les pouvoirs publics. Or, les décisions mûrissent dans les débats, et la communauté universitaire arrive à se défendre. L'autonomie reste une frontière centrale entre l'État et l'enseignement supérieur. Elle permet à l'Université ne pas devenir le pouvoir public. L'administration des EES est un service public, mais avant tout, les recteurs sont des représentants du collectif universitaire. L'autonomie permet à l'enseignement supérieur de rester objectif dans ces activités de recherche et d'enseignement, et surtout d'éviter l'altération, la décomposition et la falsification de la connaissance par l'autorité politique, ce qui s'est passé avec la génétique en URSS (affaire Lyssenko), quand les pouvoirs publics ont dépassé leur rôle et franchi largement la zone de l'autonomie. Dans les conditions du régime totalitaire, les EES n'avaient pas les moyens de désobéir, mais à la fin l'État devenait victime de sa propre politique.

La transition à la « démocratie dirigée » a permis en Russie l'émergence du statut d'*établissement autonome* attribué aux EES ayant des qualités confirmées et une valeur reconnue par l'État. Dans le cadre de ce statut, les EES ont reçu des droits supplémentaires, notamment plus de liberté dans leurs actions. Dans le même temps, ce statut n'est pas attribué à tous les EES, seulement à une petite partie d'entre eux. Alors, est-ce que l'autonomie s'est élargie, où diminuée ? Les décideurs de la politique de l'enseignement supérieur interviewés dans le cadre de notre recherche

---

<sup>1044</sup> Quoique, note Dmitriev « les traditions universitaires ont des durées de vie variables, ainsi que des périodes de renouvellement. Nous pourrions confirmer qu'il n'y pas d'une tradition unie et universelle, elle est toujours hétérogène et formée de l'ensemble des traditions ». DMITRIEV Alexandre, *op.cit.*, p. 62.

offrent des réponses différentes. En vue des nouveaux dispositifs de la politique universitaire 2010 et notamment la surveillance de l'efficacité, nous pourrions qualifier l'autonomie universitaire dans son état actuel comme « autonomie contrôlée ».

L'autonomie permet à l'enseignement supérieur russe de réaliser sa vocation principale (l'enseignement et la recherche), mais elle ne permet pas de se dissocier de l'État. Le référentiel global évolue, les styles politiques changent, mais l'État et l'enseignement supérieur restent fermement liés à travers le temps et les changements. Le bagage historique joue un rôle décisif dans ce tandem. Il est pertinent à ce propos d'évoquer l'hypothèse de l'historien Trofimov qui considère que l'histoire de l'économie soviétique n'est pas encore terminée. « C'est encore l'État en Russie qui définit les règles de l'activité économique. C'est l'État qui modifie ces règles à l'époque postsoviétique comme il change les vecteurs de l'évolution de la Russie centrés autrefois sur l'idée de l'eurocentrisme », conclut ce chercheur<sup>1045</sup>.

Il est donc évident que la posture de l'État dans ces rapports économico-sociaux influence la politique en matière d'enseignement supérieur. Pour l'État l'enseignement supérieur est un moyen de réaliser son projet (référentiel) global. En vue de cela, malgré le conservatisme du secteur, les pouvoirs publics arrivent à mener des changements difficilement acceptés par la communauté universitaire. C'est notamment le cas de l'EGE. L'introduction de ce test des connaissances valable à la fois pour obtenir le certificat scolaire (*attestat*, équivalent du Bac) et passer le concours d'entrée à l'université était une vraie révolution. Après 15 ans de l'existence de cet examen la société s'est habituée à l'EGE, mais un nombre de personnes sont encore convaincues que « la génération EGE » étudient moins bien, et que le ministre Andreï Foursenko est le destructeur du « bon » système soviétique.

Par ailleurs, le système existant de l'enseignement supérieur en Russie a été créé essentiellement dans les années 1920 selon le concept de profilisation des EES. C'est à ce moment-là, où une multitude d'établissements spécialisés (en médecine,

---

<sup>1045</sup> TROFIMOV Andreï, *Sovetskoe obchtchestvo 1953-1964 godov v otetchestvennoï istoriografii : politika i ekonomika / La société soviétique durant les années 1953-1964 au regard d'historiographie russe : la politique et l'économie*, thèse de post-doctorat (*doktor naouk*) en histoire, Ekaterinbourg : l'Université économique d'Etat d'Oural, 1999, 515 p., p. 486.

économie, transport, géodésie, agriculture, etc.) est née à partir d'un petit nombre d'universités classiques dans la plupart des cas par un détachement de leurs facultés. À l'époque c'était une expérience plus radicale que celle de l'EGE, et malgré cela, après une assez courte période (dans les termes de l'histoire universitaire), le système est perçu comme un fait accompli.

Le processus inverse, ladite « universitisation » des EES russes a eu lieu en Russie dans les années 1990. Les établissements profilés se sont transformés en universités afin de se mettre en valeur auprès des pouvoirs publics et les étudiants, et essentiellement pour recevoir une attention et un soutien supplémentaire de l'État<sup>1046</sup>. Les anciens EES spécialisés ont ouvert de nouvelles facultés, notamment en sciences humaines et sociales. Ce changement, malgré le fait qu'il a signalé une revalorisation de l'université classique dans la société, avait un effet négatif : la baisse de la qualité de l'enseignement supérieur. La fermeture par ces nouvelles universités de formations étant le cœur de leur profil leur a privé de leur vraie expertise. La perte de l'expertise et le développement des nouvelles formations conjecturelles sans équipe enseignante solide et expérimentée et sans activités de recherche ont rendu ces universités médiocres. En reprenant la main sur l'enseignement supérieur en mi-2000, les dirigeants publics ont exprimé le besoin « d'arrêter l'hémorragie » et changer le système des universités médiocres. Malgré une certaine réticence des universitaires, l'État a procédé dans les années 2010 au *monitoring* et à la restructuration du système de l'enseignement supérieur.

L'enseignement supérieur est un secteur bien spécifique, c'est un secteur qui influe tous les autres secteurs de l'État. Autrement dit, la politique dans le secteur de l'enseignement supérieur fait partie d'autres politiques sectorielles (agricole, santé, industrie, etc.) ; elle constitue leur composante incontournable. « L'enseignement supérieur n'est pas responsable de la production des biens matériels, ni de la défense, ni de la sécurité sociale, ni du salut de l'âme, ni du maintien de l'ordre public, malgré

---

<sup>1046</sup> Voir, par exemple, DMITRIEV Alexandre, *op.cit.*  
KRASNOJENOVA Galina, *Vyschaia chkola Rossii (problemy sokhrneniia intellektoual'nogo potentsiala) / L'école supérieure russe (les problèmes de la préservation du potentiel intellectuel)*, Moscou : Edition Mysl, 1998, 258 p., p.125.

le fait qu'il influence tout cela<sup>1047</sup> ». En vue de l'importance stratégique du secteur de l'enseignement, il est peu probable que dans un avenir proche l'État russe cédera sa place à une autre partie prenante dans l'administration de ce secteur. Mais est-ce que l'enseignement supérieur peut devenir une véritable force qui engendre les changements de l'État ?

C'est la dernière question que nous nous sommes posés tout au long de cette recherche : quel est le rôle de l'enseignement supérieur dans le changement du régime politique ? C'était effectivement possible de tracer, à travers l'analyse de la politique universitaire, la participation de l'enseignement supérieur dans les événements politiques qui ont précédés, conditionnés ou suivis de l'arrivée du régime communisme dans le pays et sa sortie. Pour cela, nous devons donc décortiquer l'enseignement supérieur en ces différentes composantes pour voir sa force politique dans l'ensemble.

En ce qui concerne l'action, nous constatons qu'au cœur de la force politique de l'enseignement supérieur se trouve la jeunesse étudiante. Pour des raisons dues à l'âge, ainsi que de l'absence de liens sociaux solides avec différentes institutions, les étudiants réagissent précipitamment aux changements et rejoignent avec enthousiasme les mouvements sociaux et politiques. C'était le cas de la Révolution de 1917, mais aussi dans certaine mesure, des années 1960 et des années 1980. La Révolution a révélé que l'engagement actif du corps étudiant dans les événements politiques pouvait menacer la sauvegarde institutionnelle de l'enseignement supérieur : quand les étudiants sont absents, les établissements arrêtent leurs activités jusqu'au retour des étudiants dans les amphithéâtres. De même, les soixantards (*chestidesiatniki*) ont formulé une sorte d'opposition latente au régime soviétique en soutenant des dissidents, en participant à la reproduction et la diffusion de *samizdat* (littérature clandestine) ou encore en se joignant au sous-culture *styliagi* pour montrer leur refus des normes vestiaires et comportementaux du régime soviétique. Puis, à la fin des années 1980, les étudiants ont voté en masse aux élections législatives en soutenant les nouveaux leaders politiques qui promouvaient des idéaux

---

<sup>1047</sup> MOODIE Graeme C., EUSTACE Rowland, *Power and Authority in British Universities*, London : Allen and Unwin, 1974. 254 p., p. 20.

démocratiques<sup>1048</sup> en chantant les paroles de la chanson emblématique de Viktor Tsoï :

« Peremen ! - trebouiout nachi serdtsa. / Les changements ! – sont demandés par nos cœurs.

Peremen ! – trebouiout nachi glaza. / Les changements ! – sont demandés par nos yeux.  
V nachem smekhe i v nachikh serdtsakh, i v poulatsii ven : / Dans notre rire et nos larmes, dans la pulse de nos veins :

Peremen ! My jdem peremen ! » / Les changements ! On attend les changements !

Le corps professoral agit différemment. Dans la majorité des cas, les professeurs des universités en Russie ont privilégié l'exercice de leur profession à l'expression ouverte de leurs convictions politiques. Des formes d'action telles que la protestation ou les manifestations ont coûté trop cher aux universitaires avant et pendant l'époque soviétique. Simon Chnol a trouvé les mots justes pour le titre de son livre *Les héros, les monstres et les conformistes de la science russe*, car cela reflète l'ambiguïté de ces termes et la difficulté du questionnement interne d'un universitaire : est-ce que je proteste et deviens un héros en mettant en risque ma profession ? Ou est-ce que je mens, je trahis mes collègues et je deviens un monstre ? Ou est-ce que je reste silencieux, je m'adapte et je continue à poursuivre ma vocation principale ? Ce n'est pas évident à choisir. Le sacrifice est colossal et démesuré pour toutes les options présentes. Le départ de la profession brise la dignité morale d'un enseignant devant ceux qui lui ont transmis la connaissance et devant ceux à qu'il doit la transmettre. Or, le mensonge ou le mensonge par omission va à l'encontre de l'éthique humaine. Ce dilemme concerne également les dirigeants des EES, les recteurs, parce qu'ils sont à l'avant-garde de la communauté universitaire dans la communication directe avec les pouvoirs publics.

La participation des universitaires directement dans la politique se montre parfois efficace et parfois inefficace. Force est de constater que lorsqu'un universitaire devient un homme politique, il rentre dans des affrontements divers et pléthores, dépassant les intérêts de son groupe socio-professionnel, et finalement, il

---

<sup>1048</sup> Voir à ce propos :

TIN'KOV Oleg, *Ia takoi kak vse / Je suis pareil que les autres*, Moscou : Al'pina Publisher, 2017, 374p., p. 97.

Dossier « *Pervye svobodnye vybory narodnykh deputatov v SSSR* » / « Les premières législatives libres en URSS (1989) » de *RIA Novosti*, publié le 26 mars 2009, disponible sur le site officielle de l'agence d'information : <https://ria.ru/politics/20090326/166106064.html> consulté le 29.08.2017.

devient un homme d'État plus qu'un homme de l'université. Néanmoins, un certain nombre d'universitaires ont marqué la politique de l'enseignement supérieur, et il ont inscrit leur nom dans l'histoire de la politique universitaire russe: Alexandre Manuylov, Anatoli Lounatcharki, Andreï Boubnov, Vladimir Potemkine, Alexandre Voznesenski, Alexandre Danilov, Viatcheslav Elioutin, Gennadi Iagodin, Boris Saltykov, Edouard Dneprov, Evgueni Tkatchenko, Youri Afanassiev, Oleg Smolin, Vladimir Filippov, Dmitri Livanov, Iaroslav Kouzminov.

Il est nécessaire dans ce contexte de souligner un autre rôle de l'enseignement supérieur pour l'État : le rôle incontournable de l'éducation de l'élite politique. Khanin note que dans les résolutions des questions dans la sphère des sciences exactes et techniques, les universités ont joué un rôle positif, alors que dans la formation des élites dirigeantes, où la mission des sciences humaines et sociales était importante, le rôle des EES soviétique a été négatif à cause de la politique des pouvoirs publics notamment durant l'époque totalitaire<sup>1049</sup>.

Alors, est-ce qu'un régime politique démocratique garantit le modèle optimal de l'enseignement supérieur, un qui assure toutes les missions vitales pour l'État et qui s'adapte mieux aux changements globaux ? L'histoire mondiale universitaire de 800 ans est probablement encore courte pour nous apporter une réponse définitive à cette question. Notre travail met en évidence des difficultés des régimes totalitaire et autoritaire à permettre à l'enseignement supérieur d'assurer ses missions importantes pour la société civile et pour l'État, ainsi que des défis que la Russie devait surmonter après l'installation du régime démocratique. L'État démocratique perd-il le contrôle des universités ? La réponse est non. Nous avons démontré que l'État n'a pas l'intention de se retirer de la gouvernance des universités, ni en Russie ni dans d'autres pays démocratiques.

« Car, même dans les systèmes politiques les plus libéraux, l'enseignement supérieur demeure une fonction qui, touchant à l'intérêt national et au bien-être général, intéresse au premier chef l'État. Ce qui diffère dans ces modèles est le mode d'administration, et l'enseignement supérieur est un des domaines où les théoriciens de la « troisième voie » ont tenté de redéfinir l'action de l'État dans une articulation plus efficace avec le marché et la société civile, à une époque où les ressources de l'État-providence atteignent ces limites<sup>1050</sup> ».

---

<sup>1049</sup> KHANIN Gergori, *op.cit.*

<sup>1050</sup> BUHLER Pierre Bühler, *op.cit.*

Même dans le contexte économique difficile et ayant des moyens financiers limités, l'État a des outils politiques à sa disposition afin de diriger le développement des universités et avancer la réalisation du référentiel global. En Russie dans les années 1990, malgré les conditions d'une faillite fatale de l'économie nationale, l'État a adopté la loi « Sur l'éducation » (1992) dont les dispositifs étaient en avance par rapport à leur époque et anticipaient les changements significatifs.

Actuellement en Russie, l'État a une posture dominante et un rôle gnoséologique vis-à-vis de l'enseignement supérieur, et cela est largement dû à son histoire. Dans les années 2010, les pouvoirs publics, en prenant en compte le passé, ont mis en place des dispositifs favorisant la transparence, la communication et la coopération des universitaires avec l'État. Ainsi, l'État invite l'enseignement supérieur à collaborer : il donne les orientations et propose à l'enseignement supérieur de trouver des solutions cohérentes et acceptables. L'Union des recteurs, les législateurs et les universitaires qui participent au travail des groupes des experts au sein du ministère de l'Éducation et de la Science jouent un rôle décisif dans l'effort pour faire entendre l'Université auprès de l'État et assurer que les changements se passent bien.

« L'équilibre entre continuité et changement est important. Lorsque l'on analyse le changement, il convient de prêter l'attention non seulement aux politiques imposées d'en haut, mais aussi au 'changement cumulatif' qui s'instaure quand les acteurs s'adaptent aux situations nouvelles, et qui est considéré comme une adoption progressive par l'université des nouveaux modes d'actions. Quand le changement est lent, on peut s'assurer que ce sont bien les valeurs universitaires qui l'orientent <sup>1051</sup>», écrit Risto Rinne.

L'équilibre entre continuité et changement est essentielle. C'est un travail collaboratif d'un État et de son système d'enseignement supérieur qui l'accompagne toute au long de sa vie politique, économique et sociale. La Russie a connu au cours du siècle analysé tant d'événements bouleversants qui ont renouvelé la société, alors nous pourrions dire, qu'entre 1917 et 2017 elle a vécu plusieurs vies. Le plus important, à notre avis, en ce qui concerne la politique publique de la Russie est que malgré les erreurs et les pertes du passé, la vie humaine a réussi à garder et regagner sa valeur dans ce grand pays. Nous osons dire que cela était possible grâce à la mémoire collective, et au-delà, à la vitalité de la *connaissance*, à la fidélité des

---

<sup>1051</sup> RINNE Risto, KOIVULA Jenni, *op.cit.*

universitaires à la transmission des connaissances et dans leur dévouement à la recherche. La recherche de la vérité. C'est la valeur à la fois cachée est évidente de l'enseignement supérieur que les dirigeants de ce pays ne peuvent pas se permettre d'oublier.

## Bibliographie

---

### 1. Ouvrages généraux de science politique, manuels

- ALCAUD David, BOUVET Laurent (dir.), *Dictionnaire de sciences politiques et sociales*, Dalloz, 2010, 520 p.
- BADIE Bertrand, HERMET Guy, *Politique comparée*, Paris, Armand Colin, 2001, 313 p.
- BADIE Bertrand, BERG-SCHLOSSER Dirk, MORLINO Leonardo (dir.), *International Encyclopedia of Political Science*, 2011, Vol. 4, SAGE Publications, 4302 p.
- BAUDOIN Jean, *Introduction à la science politique*, 8ème édition, Paris, Dalloz, 2007, 160 p.
- BRAUD Philippe, *Science politique. Etat*, Paris, Editions du Seuil, 1997, 245 p.
- BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, Paris, L.G.D.J., 9ème édition, 2008, 817 p.
- CLAVAL Paul, *Les espaces de la politique*, Armand Colin, 2010, 416 p.
- CHEVALLIER, Jacques. *Science administrative*. 5e éd. Paris : PUF, 2013, 640 p.
- COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, p. 311-325, 2009.
- COLAS Dominique, *Sociologie politique*, Paris, PUF, Coll. Quadrige Manuels, 2006, 568 p.
- FAURE, Alain, POLLET, Gilles WARIN, Philippe (dir.). *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*. Paris : L'Harmattan, 1995, 191 p.
- LABORIER, Pascale, TROM, Danny. *Historicités de l'action publique*. Paris : Presses universitaires de France, 2003, 540 p.
- LAGROYE Jacques, BASTIEN François, SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique, 6e édition*, Paris : Dalloz, 2012, 624 p.
- LAMBERT Frédéric, LEFRANC Sandrine, *50 fiches pour comprendre la science politique*, Éditions Bréal, 2007, 223 p., p. 91.
- LIPSET Seymour Martin, *Political Man : the Social bases of Politics*, Anchors Books edition, 1963, 477 p.
- MOISEEV Vladimir, *Sistema godoudarstvennogo i mounitsipal'nogo oupravlenia / Le système de*

- la gouvernance fédérale et municipale, manuel universitaire, Moscou-Berlin : Direktmedia, 2015, 603 p., p. 534.
- MULLER, Pierre. *Les politiques publiques*. 10e éd. Paris : PUF, 2013, 128 p.
- MULLER, Pierre, SUREL, Yves. *L'analyse des politiques publiques*. Paris : Montchrestien, 2000, 156 p.
- PFERSMANN Otto, TIMSIT Gérard, *Raisonnement juridique et interprétation*, Publications de la Sorbonne, 2001, 189 p., p. 51-52.
- SCHEMEIL Yves, *Introduction à la science politique. Objet, méthodes, résultats*, 2ème édition, Paris, Dalloz, 2012, 605 p.
- SINGLY François (de), *Le questionnaire. L'enquête et ses méthodes*, 3ème édition, Paris : Armand Colin, 2012, 128 p.
- SUREL Yves, *La science politique et ses méthodes*, Paris : Armand Colin, 2015, 272 p.
- WEIMER David Leo, VINING Aidan R., *Policy Analysis: Concepts and Practice*, Prentice Hall, 1999, 486 p.

## **2. L'Etat, les régimes politiques et économiques, le néo-institutionnalisme historique**

### ***Ouvrages***

- ARENDRT Hannah, *Istoki totalitarizma / Les origines du totalitarisme*, Moscou : Ed. Tsentrkom, 1996, 672 p.
- ARENDRT Hannah, « *O nasilii* » / « Sur la violence », *Moral' v politike / Le moral dans la politique*, Moscou : Ed. Université d'État de Moscou, 2004, p. 330, 334-335.
- BADIE Bertrand, *Culture et politique*, Paris, Economica, 1993, 163 p.
- BADIE, Bertrand, BIRNBAUM, Pierre. *Sociologie de l'État*, Paris : Hachette Littérature, 1983, 238 p.
- BOUDON Raymond, BOURRICAUD François, *Dictionnaire critique de la sociologie*, 7<sup>e</sup> édition, Paris : PUF, 2011, 714 p.
- BRAUD, Philippe. *Penser l'État*, Paris : Seuil, 2004, 148 p.
- CEFAI Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 527 p.
- CHEVALLIER, Jacques. *L'État post-moderne*, 4e éd. Paris : LGDJ, 2014, 266 p.
- DAHL Robert, *Who governs ? – Democracy and Power in the American City*, 2<sup>e</sup> édition, Yale

- University Press, 2005, 384 p.
- DAVYDOV Youri (éd.), *Novoe i staroe v teoreticheskoï sotsiologii / Le nouveau et l'ancien dans la sociologie théorique*, Moscou : L'Institut de la sociologie de l'Académie russe des sciences, 1999, livre 1, p. 144-160.
- DELOYE Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2007, 209 p.
- ECKSTEIN Harry, *Regarding Politics : Essays on Political Theory, Stability and Change*, Berkeley, Los Angeles, Oxford, University of California press, 1992, 403 p.
- GAMAN-GOLOUTVINA Oksana, *Elity i obchtchestvo v sravnitel'nom izmerenii / Les élites et la société dans une dimension de comparaison*, Moscou : ROSSPEN, 2011, 430 p.
- HARRINGTON Michael, *Socialism*, New York : Bantam books, 1973, 524 p., p. 5-9, 36-37, 42
- HARRINGTON Michael, *Socialism, Past & Future*, New York: Arcade Publishing, 1989, 336 p.
- HERDER von, Johann Gottfried, *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité*, Paris: Ed. Presses-Pocket, 1991.
- KANT Emmanuel, *Les fondements de la métaphysique des mœurs*, Delagrave, 1999, 210 p.
- KORNAI János, *Le système socialiste. L'économie politique du communisme*, traduit du hongrois, Grenoble : PUG, 1996, 767 p.
- KOTT Sandrine, MESPOULET Martine (dir.), *Le postcommunisme dans l'histoire*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2006, 209 p.
- LABORIER Pascale, TROM Danny, *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003, 535 p.
- LADD Everett, LIPSET Seymour Martin, *Politics and the 1972 Elections*, Washington, 1972, 99 p.
- LIDBLOM Charles E., *Politics and Markets: The World's Political Economic Systems*, Basic Books Inc., U.S., 1980, 416 p.
- MAREJKO Jan, *Cosmologie et politique: l'influence de la révolution scientifique sur la formation des régimes politiques modernes, Essais*, L'AGE D'HOMME, 1989, 150 p.
- NORTH Douglass, *Le processus du développement économique*, traduit de l'anglais, Paris : Editions d'Organisation, 2005, 240 p.
- POLANYI Karl, *La Grand Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, traduit de l'anglais, Paris : Gallimard, 1983, réimpression 2012, 468 p.
- PYE Lucian, VERBA Sidney (dir.), *Political culture and Political Development*, Princeton, Princeton University Press Books, 1965, 584 p.
- RADAEV Valeri, CHKARATAN Ovseï, *Sotsialnaia stratifikatsiia*, Moscou : Naouka, 1995, 240 p.

TSYGANKOV Andreï, *Sovremennye politicheskie regimy : strouktoura, tipologia, dinamika / Les régimes politiques contemporains : leurs structures, typologie et dynamique*, Moscou : Interpraks, 1995, p. 152.

WEBER Alfred, *Izbrannoe / Œuvres choisies*, trad. par LEVINA M., Saint-Pétersbourg : Ouniversitetskaia kniga, 1998, p. 358-359.

WEBER Max, *Œuvres choisies*, trad. par PHILIPPOV A., GAIDENKO P., Moscou : Progress, 1990, p. 721.

### *Articles*

CHEVALLIER Jacques, « L'état régulateur », *Revue française d'administration publique*, 2004, n° 3 (111), p. 473-482.

COHEN Élie, « Dirigisme, politique industrielle et rhétorique industrialiste », *Revue française de science politique*, 42<sup>e</sup> année, n°2, 199, p. 197-218.

DANILOV Mikhaïl, « Iavlenie politizatsii v sovremennom obchtchestve : postanovka issledovatel'skoi problemy » / « Le phénomène de la politisation dans la société contemporaine : la définition d'une problématique de recherche », *Izvestia Saratovskogo Ouniversiteta*, 2009, n° 1. Disponible sur : <http://cyberleninka.ru/article/n/yavlenie-politizatsii-v-sovremennom-obschestve-postanovka-issledovatel'skoy-problemy>

DUMEZ Hervé, JEUNEMAITRE Alain, L'État et le marché en Europe. Vers un État de droit économique ?, *Revue française de science politique*, 42<sup>e</sup> année, n°2, 1992, p. 263-274.

HARRINGTON Michael, Essai "Marxism and Democracy", *Praxis International*, avril 1981. Disponible en format numérisé sur le site officiel de Central and Eastern European Online Library – [www.cceol.com](http://www.cceol.com)

JOBERT Bruno, « Représentations sociales, controverses et débats dans la conduite des politiques publiques », *Revue française de science politique*, 42<sup>e</sup> année, n°2, 1992, p. 219-234.

LECA, Jean, « L'État entre *politics*, *policies* et *polity* ou peut-on sortir du triangle des Bermudes ? », *Gouvernement et action publique*, 2012/1, n°1, pp. 59-82.

LE GALÈS, Patrick. « Le desserrement du verrou de l'état ? », *Revue internationale de politique comparée*, 1999, vol. 6, n°3, pp. 627-653.

MULLER Pierre, « Un schéma d'analyse des politiques sectorielles », *Revue française de science politique*, 1985 Volume 35 Numéro 2, p. 165-189.

RIVERO Jean, « L'État libéral et la démocratie gouvernée », *Revue française de science politique*, 5<sup>e</sup> année, n°1, 1955. pp. 152-161. Disponible sur : [www.persee.fr/doc/rfsp\\_0035-](http://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-)

2950\_1955\_num\_5\_1\_402601

RUSCH Pierre, « Qu'est-ce que c'est le politique », *Annales Médico-psychologiques, Revue psychiatrique*, Volume 172, Issue 1, février 2014, p. 37-40. Disponible sur :

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0003448713003880>

WACQUANT Loïc, « La fabrique de l'État néolibéral », *Civilisations*, n° 59 (1), 2010, p. 151-174.

### 3. L'histoire de la Russie

#### 3.1. La Russie impériale et prérévolutionnaire

##### *Ouvrages*

BARING Maurice, *The Mainsprings of Russia*, Londres : T. Nelson, 1914, p.191. Le livre scanné est disponible sur le site officiel de la bibliothèque Internet Archive :

<https://archive.org/details/mainspringsofrus00bariuoft>

BELINSKI Vissarion, *Les œuvres choisies*, t. 4, Moscou, 1954, p. 489.

BERDIAEV Nikolaï, *Le destin de la Russie (1914-1917)*, Moscou, 2004, p. 543-544.

BERDIAEV Nicolas, *Les sources et le sens du communisme russe*, Paris : Idées, 1951, 373p.

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *Nicolas II. La transition interrompue*, Paris : Fayard/Pluriel, 560 p.

DANILEVSKI Igor, *Drevniaia Rus glazami sovremennikov / La Rus' ancienne aux yeux de ces contemporains*, Moscou, 2001, p. 189.

FEDOSOV Ivan, DOLGIKH Elena, TOMSINOV Vladimir et alii, *Rossiïski absolioutizm i biourokratia / L'absolutisme russe et la bureaucratie, t. II, Vlast i koultoura/ Le pouvoir et la culture*, Moscou : Édition de l'Université d'État de Moscou, 2000, 480 p., p. 10-101., coll. « *Otcherki russkoi koultoury XIX veka* » / « Les essais sur la culture russe du XIX<sup>e</sup> siècle ».

FITZLYON Kyril, BROWNING Tatiana, *Les Russes avant 1917. La Russie sous le dernier tsar*, traduit de l'anglais par BRZUSTOWSKI Geneviève Éditions Autrement, 2003, 256 p.

JDANOV Youri, *Vzgliad v prochloe : vospominania otchevidtza / Le regard dans le passé : les mémoires d'un témoin*, Rostov-Sur-Don : Édition Feniks, 2004, 448p.

KHOMIAKOV Alexeï, *Polnoe sobranie sotchineni / Les œuvres complètes*, Édition Direktmedia [Livre CD], 2016, 652 p., p.245-370.

- MILIOUKOV Pavel, *Otcherki po istorii rousskoï koul'toury / Les essais sur l'histoire de la culture russe, t.2, Tserkov' i chkola / L'Église et l'École*, Moscou, 1969, 375 p.
- RAEFF Marc, *Michael Speransky: Statesman of Imperial Russia 1772–1839*, Springer, 2012, 394 p.
- ROUTKEVITCH Mikhaïl, *Obrazovannost' naselenia v Rossii kontsa XIX natchala XXI vekov / Le niveau d'éducation de la population en Russie à la fin du XIX<sup>e</sup> début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Moscou : L'Institut des recherches socio-politiques de l'Académie des sciences de la Russie (ISPIRAN), 72 p.
- SEMIGIN Gennadi (dir.), *Natsionalnaia ideia : istoria, ideologia, mif / L'idée nationale : l'histoire, l'idéologie, le mythe*, Moscou : RAN, 2004, 598 p., p. 4.
- YOFFE Genrikh, « Potchemou Fevral' ? Potchemou Oktiabr' ? » / « Pourquoi Février ? Pourquoi Octobre ? », in VOLOBUEV Pavel (éd) et alii, *Oktiabr' 1917 : Velitchaytchee sobytie veka ili sotsialnaia katastrofa ? / Octobre 1917 : Un grand événement ou une catastrophe sociale ?*, Moscou : Politizdat, 1991. Disponible sur : [http://scepsis.net/library/id\\_1503.html](http://scepsis.net/library/id_1503.html)
- SOLOVIEV Vladimir, *L'idée russe* (1911), Respoublika, 1992, p. 187. Le texte est également disponible sur le site officiel de la bibliothèque *Vekhi* : <http://www.vehi.net/soloviev/russianidea.html>
- TOLSTOI Léon, *Les œuvres complètes*, t. 39, Moscou, 1992.

### **Articles**

- « Dva razgovora (iz dnevnikov V.G. Glazgova) » / « Deux conversations (de journal intime de V. G. Glazgov) », *Dela i dni / Les affaires et les jours*, Revue historique, 1920, Volume 1, p. 212.
- MITROFANOVA Anastasia, « *Rossia i slavianstvo – pravoslavny mir : ot illiuzii k real'nosti* » / « La Russie et les Slaves, le monde orthodoxe : de l'illusion à la réalité », les actes de colloque du 20-21 octobre 2006 à Moscou 'L'identité nationale de la Russie et la crise démographique', Moscou, 2007, p. 178-179.
- VERNADSKI Vladimir, « *1911 god v istorii rousskoï oumstvennoï koul'toury* » / « L'année 1911 dans l'histoire de la culture intellectuelle russe », *Ejegovodnik gazety Retch' / Le journal annuel Retch'*, Saint-Pétersbourg, 1912, p. 335-336.
- ZDEREVA Galina, « *Sovremennaia kontseptsia patriotizma – osnova ideïnogo pozitsionirovania v mejdounarodnom soobchtchestve* » / « Le concept actuel du patriotisme est un fondement de positionnement sur la scène internationale », les actes de colloque du 20-21 octobre

2006 à Moscou « L'identité nationale de la Russie et la crise démographique », Moscou, 2007, p. 672.

### 3.2. La Russie soviétique

#### *Ouvrages*

- ALEXEEVA Lioudmila, *Istoria inakomyслия v SSSR : noveïchi period / L'histoire du non-conformisme en URSS : nouvelle période*, 3<sup>e</sup> édition, Moscou : Le Groupe de Helsinki de Moscou, 2012, 384 p.
- BABEROWSKI Jorg, *Krassny terror. Istoria Stalinisma / La terreur rouge. L'histoire de stalinisme*, Moscou : Ed. ROSSPEN, 2007, 280 p.
- BLOCH Sidney, REDDAWAY Peter, *Diagnosis : Political Dissident, an abridged version of Russia's Political Hospitals, The Abuse of Psychiatry in the Soviet Union*, London : Overseas Publications Interchange, 1981, p. 29, 220.
- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *Six années qui ont changé le monde. 1985-1991, la chute de l'Empire soviétique*, Fayard, 2015, 432.
- CHIRONIN Viatcheslav, *KGB-TsRU. Sekretnye proujiny perestroïki / KGB, CIA. Les ressorts secrets de la perestroïka*, Moscou : Iagouar, 1997, 288 p.
- CONQUEST Robert, *The Great Terror: A Reassessment*, 2008, Oxford University Press, 574 p.
- ERLIKHMAN Vadim, *Poteri narodonaseleniia v XX veke. Spravotchnik / Les pertes humaines dans le XX<sup>e</sup> siècle. Répertoire*, Moscou, 2004, p. 132.
- FEDOTOV Georgi, *Soudba i grekhi Rossii / Le destin et les péchés de la Russie*, Saint-Pétersbourg, 1992, volume 2, p. 218.
- GLAVATSKI Mikhaïl (éd.), *Khrestomatia po istorii Rossii. 1917-1940 / L'anthologie de l'histoire de la Russie. 1917-1949*, Moscou : Aspekt-Press, 1994, p. 265-268.
- IVANOVA Lioudmila (éd.), *Koultournaia jizn' v SSSR. Khronika. 1917-1927 gody / La vie culturelle en URSS. La chronique. 1917-1927*, Moscou : L' Institut de l'histoire de l'URSS, 1975, p. 374.
- Iz besedy s Y. Jdanovym 18 oktiabria 1947 goda / Conversation avec Y. Jdanov du 18 octobre 1947*, p. 259 – 261.
- JOUKOV Youri, *Inoi Staline. Polititcheskie reformy v SSSR v 1933-1937 godakh / Un autre Staline. Les reformes politiques en URSS en 1933-1937*, Moscou : Vagrious, 2003, 512 p.

- KARA-MOURZA Sergueï, *Sovetskaia tsivilizatsiia : ot natchala do Velikoï Pobedy/ La civilisation soviétique : du début jusqu'à la Grande Victoire*, Moscou, Algoritm, 2001. Disponible sur le site officiel de l'auteur : [http://www.kara-murza.ru/books/sc\\_a/sc\\_a\\_content.htm](http://www.kara-murza.ru/books/sc_a/sc_a_content.htm)
- KHAOUSTOV Vladimir, SAMUELSON Lennart, *Stalin, NKVD i repressii 1936-1938 / Staline, NKVD et les répressions des années 1936-1938*, Moscou : Ed. ROSSPEN, 2009, 432p.
- KHLEVNIOUK Oleg, *Stalin i outverjdenie stalinskoï diktatoury / Staline et l'affirmation de la dictature stalinienne*, Moscou : ROSSPEN, 2010
- KOSOLAPOV Richard (éd.), GRATCHIOV Mikhaïl et alii, *Staline Joseph, Polnoe sobranie sotchineni / Les œuvres complètes*, Volume 18, Tver' : Ed. Informatsionno-izdatel'ski tsestr Soyouz, 2006, 400 p., « Pis'mo Y. A. Jdanovou 6 oktiabria 1949 » / « La lettre [de Joseph Staline] à Youri Jdanov du 6 octobre 1949 », p. 303-305.
- KRIVOCHEEV Grigori (éd.), *Rossia i SSSR v voïnakh XX veka : poteri vooroujennykh sil / La Russie et l'URSS dans les guerres du XX<sup>e</sup> siècle*, Moscou : Ed. Olma-Press, 2001, p. 58.
- LELTCHOUK Vitali, *Apogei i krakh stalinizma. Stranitsy rossiyskoï istorii / L'apogée et le désastre du stalinisme. Les pages de l'histoire russe*, Volume 1, Moscou : IRI RAN, 1998, 248 p.
- LOUR'E Lev, MALIAROV Leonid, *Lavrenti Beria. Krovavy pragmatik / Lavrenti Beria. Un pragmatique sanglant*, Saint-Pétersbourg : BHV-Peterbourg, 624 p., p. 518.
- MARIE Jean-Jacques, *Khrouchtchev : La réforme impossible*, Paris, Payot, coll. « Biographie Payot », 2010, 605 p., chap. 13 « L'épopée ratée des Terres vierges ».
- MOUKHIN Youri, *Oubiïstvo Stalina i Beria. Naoutchno-istoritcheskoe issledovanie / L'assassinat de Staline et de Beria. Une recherche historique*, Moscou : Krymski most 9D Forum, 2002, 430 p.
- OGOURTSOV Alexandre, « Marksistsko-leninskaia filosofiia. Diskoussiia 1947 goda » / « La philosophie marxiste-léniniste. La discussion de 1947 » in FROLOV Ivan (éd.) et al., *Vvedenie v filosofiou / l'Introduction à la philosophie : manuel pour les établissements d'enseignement supérieur*, 3e édition, Moscou : Respoublika, 2003, 623p., p. 300-301.
- OVTCHARENKO Viktor (éd.), *Bolchevistskaia filosofia / La philosophie des Bolcheviks*, 2008, volume 2.
- PAVLOV Ivan, *1920 : revolioutsia i biourokratiia. Zapiski oppozitsionera / Les années 1920 : la*

- révolution et la bureaucratie*, Saint-Pétersbourg : Ed. Iskra, 2001, p. 28.
- PIKHOIA Roudolf, *Moskva. Kreml'. Vlast'. 40 let posle voïny. 1945-1985 / Moscou. Kremlin. Pouvoir. 40 ans après la guerre. 1945-1985*, Moscou : Rus'-Olimp, Astrel', AST, 2007, 720 p., p. 27.
- PIKHOIA Roudolf, *Sovetski Soyouz : istoria vlasti. 1945-1991 / L'Union soviétique : l'histoire du pouvoir. 1945-1991*, Novossibirsk : Sibirski khronograf, 2000, 692p.
- PIKHOIA Roudolf, SOKOLOV Andreï, *Istoria sovremennoï Rossii : krizis kommunistetcheskoi vlasti v SSSR i rojdenie novoï Rossii. Konets 1970 – 1991 / L'histoire de la Russie contemporaine : la crise du pouvoir communiste en URSS et la naissance de la nouvelle Russie. Dès années 1970 à 1991*, Moscou : ROSEN, 2008, 423 p.
- RAVIOT Jean-Robert, TER MINASSIAN Taline, *De l'URSS à la Russie : la civilisation soviétique : genèse, histoire et métamorphoses de 1917 à nos jours*, Ellipses, Paris, 2006.
- ROMANOV Pavel (éd.) et IARSKAIA-SMIRNOVA Elena (éd.), *Sovetskaia sotsialnaia politika 1920-1930 godov : ideologia i povsednevnost / La politique sociale soviétique durant les années 1920-1930 : idéologie et quotidien*, Moscou : Édition Variant, TsCPGI, 2007, p. 414-428.
- SHEARER David R., *Policing Stalin's Socialism. Repression and Social Order in the Soviet Union, 1924—1953*, New Haven: Yale University Press, 2009, 532 p.
- SLAVIN Boris, « *Perestroïka kak opyt preodolenia totalitarisma : vyvody dlia boudouchego* » / « La perestroïka comme la sortie de totalitarisme : les conclusions pour l'avenir », actes du colloque « Gorbatchevskie tchtenia » du 4 mars 2003, Moscou : La fondation Gorbatchev. Disponible sur : [http://www.gorby.ru/activity/conference/show\\_341/view\\_27343/](http://www.gorby.ru/activity/conference/show_341/view_27343/)
- STALINE Joseph, « *Ob indoustrilizatsii i khlebnoi probleme* » / « Sur l'industrialisation et le problème du pain. Le discours du 9 juillet 1928 au Plenum TsK VKP(b) » in *Sotchinienia / Œuvres complètes*, Volume 11, Moscou : Gosoudarstvennoe izdatelstvo polititcheskoï literatoury, 1953, p. 168-171.
- STALINE Joseph, *K voprosou o politike likvidatsii koulatchstva kak klassa / Sur la politique de la liquidation des koulaks en tant que classe*, Moscou : Politizdat, 1952, 8p.
- TCHOUDAKOV Alexandre. *Lojitsia mlga na starye stoupeni / La Brume se couche sur les vieilles marches*, Moscou : Vremia, 2012, 638p.
- TEPLIAKOV Alexey, « *Epokha repressi : sub'ekty i ob'ekty* » / « L'époque des repressions : les

- sujets et les objets », in BORDIOUGOV Gennadi (éd.), *Mejdou kanounami. Istoritcheskije issledovania v Rossii za poslednie 25 let / Entre les veilles. Les recherches historiques en Russie des 25 dernières années*, Moscou : Ed. AIRO-XXI, 2013, p.1146.
- TROFIMOV Andreï, *Sovetskoe obchtchestvo 1953-1964 godov v otetchestvennoi istoriografii : politika i ekonomika / La société soviétique durant les années 1953-1964 au regard d'historiographie russe : la politique et l'économie*, thèse de post-doctorat (doktor naouk) en histoire, Ekaterinbourg : l'Université économique d'Etat d'Oural, 1999, 515 p.
- TROTSKI Léon, *Istoria rousskoï revolioutsii / L'histoire de la révolution russe*, Moscou : Terra, 1997, Volume 1, p. 455.
- TSIPKO Alexandre, *Perestroïka kak rousski proekt / La perestroïka comme le projet russe*, Moscou : Algoritm, 2014, 544 p.
- WEBB Sidney, WEBB Beatrice, *Soviet Communism: A New Civilisation?* New York : C. Scribner's Sons, 1935-1936, Vol. 1, 564 p., Vol. 2, 674 p.
- WERTH Nicolas, *L'Ivrogne et la Marchande de fleurs: Autopsie d'un meurtre de masse, 1937—1938*, Paris: Ed. Tallandier, 2009, 336 p., p. 75-128, p. 252-276.

### **Articles**

- CHPAKOVSKAIA Larissa, « *Sovetskaia obrzovatelnaia politika : sotsialnaia injeneriia i klassovaia bor'ba* » / « La politique sociale soviétique : l'ingénierie sociale et la lutte des classes », *Revue des recherches en politique sociale*, 2009, volume 7, n° 1, p. 39-64.
- DANIEL Alexandre, « *Istoki i korni dissidentskoï aktivnosti v SSSR* » / « Les sources et les racines de l'activité des dissidents en URSS », *Neprikosnovenny zasap / Reserve intangible*, 2002, n° 1(21). Disponible sur le site de la bibliothèque numérique des revues : <http://magazines.russ.ru/nz/2002/21/dan.html>
- DANILOV Viktor, « *Iz istorii perestroiki : perezhivania chestidesiatnika-krestjanoveda* » / « Quelques idées à propos de la perestroïka : les inquietudes d'un soixantard et analyste de l'agriculture », *Otetchestvennye zapiski*, 2004, n° 1. Disponible sur le site de la bibliothèque numérique des revues : [http://magazines.russ.ru/oz/2004/1/2004\\_1-1\\_37.html](http://magazines.russ.ru/oz/2004/1/2004_1-1_37.html)
- DONTCHENKO Alexandre, SAMOLOVA Tatiana, « *Reformirovanie vyscheï chkoloy sovetskogo gosoudarstva v dekretakh i postanovleniakh partii i pravitelstva (1917-1938)* » / « Les reformes de l'école supérieur de l'État soviétique au vu des décrets et des arrêtés du Parti et du Gouvernement (1917-1938) », *Vestnik KrasGAU / Moniteur de l'Université d'État de Krasnoïarsk*, 2014, n° 10, disponible sur <http://cyberleninka.ru/article/n/reformirovanie->

vyshey-shkoly-sovetskogo-gosudarstva-v-dekretah-i-postanovleniyah-partii-i-pravitelstva-1917-1938-gg

- KOZLOV Vladimir, « *Kramola : inakomyслиe v SSSR pri Khrouchtcheve i Brejneve. 1953-1982 gody* » / « Le non-conformisme en URSS sous Khrouchtchev i Brejnev. Les années 1953-1982 », *Otetchestvennia istoria / L'histoire russe*, 2003, n° 4, p.43-111.
- OUSTINKIN Seguei, BELOUS Vladimir, GINZBOURG Boris, « *Vlast' i obchtchestvo v period khrouchtchevskoi ottepli* » / « Le pouvoir et la société durant la période du dégel de Khrouchtchev (1953-1964) », *Vlast'*, 2012, n° 9, p. 129-133.
- OVTCHARENO Georgi, « *Kobry nad zolotom* » / « Les cobras sur l'or », *Pravda*, le 23 janvier 1988.
- PAOUL'MAN Valeri, « *O knige Youriia Joukova 'Inoi Stalin. Politicheskie reformy v SSSR 1933-1937 godakh'* » / « L'ouvrage de Youri Joukov 'Un autre Staline. Les reformes politiques en 1933-1937' », *Alternativy*, [publication électronique] le 4.04.2011, disponible sur : <http://www.alternativy.ru/ru/node/1624>.
- POPOV Maxim, *Metamorfozy nad'etnitcheskoi identitchnosti : sovetskost', etnitchnost' i rossiiskaia grajdanskaia pozitsia* / Les métamorphoses de l'identité supra-ethnique : la soviéticité, l'ethnique et la nation civique russe, les actes de colloque du 20-21 octobre 2006 à Moscou « L'identité nationale de la Russie et la crise démographique », Moscou, 2007, p. 607-617.
- ROJKOV Alexadre, « *Bor'ba s besprizornost'iou v pervoe sovetskoe desiatiletie* » / « La lutte contre le problème des enfants-orphelins durant la première décennie soviétique », *Voprosy istorii / Les questions de l'histoire*, 2000, n° 11, p. 134.
- RYJOV Youri, « *Dva dialoga na odnou temou* » / « Deux dialogues à propos de même sujet », *Znamia*, 1990, n° 10 (octobre), 244 p., p.187.
- SOLJENITSYN Alexandre, « *Rousski vopros k knotsou XX veka* » / « La question russe à la fin du XX<sup>e</sup> siècle », *Novy mir*, 1994, n° 7, p. 174.
- SOGRIN Vladimir, « *Levaia, pravaia, gde storona ? Razmychlenia o sovremennykh politicheskikh disoussiakh* » / « Gauche ou droite : où est mon côté ? Les réflexions sur les discussions politiques contemporaines », *Kommouniste*, 1990, n°3 (février), p. 33-34.
- STEPANOV Mikhaïl, « *Stalinskaia repressivnaia politika v SSSR (1928-1953) : vzgliad sovetskoi istoriografii* » / « La politique des répressions de Staline en URSS (1928-1953) dans l'historiographie soviétique », *Izvestia AltGU*, 2008, n° 4-1 disponible sur le site de la

bibliothèque électronique Cyberleninka : <http://cyberleninka.ru/article/n/stalinskaya-repressivnaya-politika-v-sssr-1928-1953-gg-vzglyad-sovetskoy-istoriografii>

- TIAN Valeri, « *Evolutsia vlasti i liberalizatsia obchtchestvennoï i koul'turnoï jizni v SSSR v period khrouchtchevskoi ottepli* » / « L'évolution de pouvoir et la libéralisation de la vie sociale et culturelle en URSS durant la période du dégel de Khrouchtchev », *Vlast'*, 2011, n° 9, p. 139-142.
- TOLTS Vladimir, « *Maloizvestnaia tselina : polouvekovoï ioubileï* » / « Terre vierge inconnue : le jubilé de demi-siècle », publié sur le site de la radio *Svoboda* le 29.02.2004 : <http://www.svoboda.org/content/transcript/24204157.html>
- ZEMSKOV Viktor, « K voprosou o mashtabakh repressi v SSSR » / « L'échelle des répressions en URSS », *Les recherches sociologiques*, 1995, n° 9, p. 118-127.
- ZEMSKOV Viktor, « *Politicheskie repressii v SSSR (1917-1990)* » / « *Les répressions politiques en URSS* », Russie-XXI, 1994, n° 1, 2 disponible sur le site officiel de la revue *Aktualnaia istoriia / L'histoire actuelle* : <http://actualhistory.ru/2008060101>

### 3.3. La Russie post-soviétique

#### *Ouvrages*

- CHEVARNADZE Édouard, *L' Avenir s'écrit liberté*, Odile Jacob, 1991, 356 p., coll. « Histoire et document ».
- DOUGIN Alexandre, *Absolioutnaia rodina / La patrie absolue*, Moscou : Artgoraia-tsentr, 1999.
- GOUDKOV Lev, DOUBIN Boris, « *Posttotalitarny sindrom : upravliaemaia demokratiia i apatiia mass* » / « Le syndrome post totalitaire : “la démocratie dirigée” et l’apathie des masses », in LIPMAN Maria, RIABOV Andreï (ed.), *Pouti rossiïskogo postkommounizma / Les voies du postcommunisme en Russie*, Moscou : Editions R. Elinina, 2007, p. 8-64.
- FROIANOV Igor, *Pogroujenie v bezdnou / L'enfoncement dans l'abîme*, Moscou: EKSMO, 607 p., p. 596.
- IAKOUNIN Vladimir et alii, *Problemy sovremennogo gosoudarstvennogo upravlenia v Rossii / Les problèmes de la gouvernance actuelle de la Russie*, Moscou : Naoutchny ekspert, 2009, 104 p., coll. « Le problème d'évaluation de qualité de la gouvernance ».
- KALABEKOV I., *Rossiïskie reformy v tsifrakh i faktakh / Les reformes russes : chiffres et faits*, 2<sup>e</sup> édition, 2010. Disponible sur le site personnelle de l’auteur de l’ouvrage : <http://refru.ru/>
- KARGALITSKI Boris, *Opravliaemaia demokratiia : Rossia, kotorouïou nam naviazali / La*

- démocratie dirigée : la Russie qu'on nous a imposé*, Ekaterinbourg : Ultra.Koultoura, 2005, 576 p.
- KOUVALIN Dmitri, *Ekonomitcheskaja politika i povedenie predpriatiï : mekhanizmy vzaimnogo vliania / La politique économique et le comportement des entreprises : les mécanismes d'inter-influence*, Moscou : MAKS Press, 2009, 320 p.
- LAGODSKI Sergueï, *Zagoulina v portfele presidenta / Un crochet dans le portefeuille du président*, Moscou : Directmedia, 2014, 481 p.
- MEDVEDEV Jaurès, *Post-Sovient Russia: A Journey Through the Eltsine Era*, Columbia University Press, 2012, 394 p.
- MENDRAS Marie, *Russie. L'envers du pouvoir*, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 228.
- NIKOLAEV Igor (éd.), *Skolko stoit Rossia, Combien coût la Russie*, Moscou, 2004, p. 220.
- NOVODVORSKAIA Valeria, *Po tou storonou otchaiania / de l'autre côté de la désespération*, Moscou : Novosti, 1993.
- PRIMAKOV Evgeni, *Minnoe pole politiki / Un champs miné de la politique*, 4<sup>e</sup> édition, M : Molodaia gvardia, 2007, 362 p.
- REY Marie-Pierre, *Les Russes: De Gorbatchev à Poutine*, Armand Colin, 2005, 240 p.
- SKOROPISOV Igor, *Polititcheskie partii Rossii v formirovanii i realizatsii gosoudarstvennoï sotsial'noï politiki, konets 80 – 90<sup>e</sup> gody / La participation des partis politiques en Russie à l'élaboration et la réalisation de la politique sociale, fin des années 1980 – années 1990*, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en histoire, Moscou, 243 p.
- SOULAKCHIN Stepan (éd.) et alii, *Natsionalnaia ideia Rossii / L'idée nationale de la Russie*, t.1, Moscou : Naoutchny ekspert, 2012, 752 p.
- TCHERNOBAEV Alexandre (éd.), *Na priïome ou Stalina. Tetradi (journaly) zapiseï lits, priniatykh I.V. Stalinym. Spravotchnik / Au rendez-vous avec Staline. Les cahiers (journaux) des notes relatives aux personnes reçues par Staline (1924-1953)*, Moscou : Novy khronograf, 2010, 784 p.
- ZIOUGANOV Gennadi, *Sovremennaia rousskaia ideia i gosoudarstvo / L'idée russe contemporaine et l'Etat*, Moscou : RAU-Korporatsia, 1995, p. 12-35.

### **Articles**

- BOLCHAKOV Sergueï, *Discours natsional'noï identitchnosti v ousloviakh globalizatsii / Les discours sur l'identité nationale dans le contexte de globalisation*, les actes de colloque du 20-21 octobre 2006 à Moscou 'L'identité nationale de la Russie et la crise démographique',

Moscou, 2007, p. 544-546.

CHACHKOVA Anna, « *Korrouptsia kak problema politicheskoi teorii i praktiki* » / « La corruption comme le problème de la théorie et pratique politique », *Mirovaia politika / La politique mondiale*, N 6 (45), 2015. Disponible sur :

<http://www.vestnik.mgimo.ru/razdely/mirovaya-politika/korruptsiya-kak-problema-politicheskoy-teorii-i-praktiki>

IDIATOULLIN Artour, « *Rol' politicheskikh partii v processe reformirovania vyshego obrazovania v Rossii v 90-e gody* » / « Le rôle des partis politiques dans les réformes de l'enseignement supérieur durant les années 1990 en Russie », *Vestnik Cheliabinskogo gosudarstvennogo universiteta / Le moniteur de l'Université d'État de Tcheliabinsk*, 2011, n° 14 (229), p.49-52.

IVANOVA Sventlana, *Natsional'naia idea v koul'toure sovremennoi Rossii / L'idée nationale dans la culture de la Russie actuelle*, les actes de colloque du 20-21 octobre 2006 à Moscou 'L'identité nationale de la Russie et la crise démographique', Moscou, 2007, p. 630.

KHAZBOULATOV Rouslan, « *Tak razbivali sovetsyi soiuz* » / « Ainsi on cassait l'Union soviétique », Entretien pour *Rousskoe voskresenie* du 17.08.2001. Disponible sur :

<http://www.voskres.ru/interview/hasbulat.htm>

LEVIN Mark, SATAROV Georgy, « Corruption and institutions in Russia », *European Journal of Political Economy*, 2000, vol. 16., n° 1. Disponible sur :

<https://www.hse.ru/pubs/share/direct/document/74724641>

MAU Vladimir « Russian Economic Reforms as Perceived by Western Critics », Bank of Finland, Institute for Economies in Transition (BOFIT), 1999, n° 12. Disponible sur le site officiel de l'Institut de Gaïdar (centre de recherches en économie) :

<https://iep.ru/ru/publikacii/publication/1646.html>

MEDOVA Elena, TISCHENKO Larissa, « Lawless Privatization? », *Issue 29 of Working paper (Cambridge Endowment for Research in Finance)*, Centre for Financial Research, Judge Business School, University of Cambridge, 2006, 37 p. Disponible sur :

<http://www.cfap.jbs.cam.ac.uk/publications/downloads/wp29.pdf>

RECHETNIKOV Oleg, « *Politicheskii partii Rossii v 90e gody* » / « Les partis politiques russes des les années 1990 », *Revue international des recherches fondamentales et appliquées*, 2012, n° 9, p. 58-59.

SHEVTSOVA, Lilia, LOMIDZE Svetlana, « La Russie de Vladimir Poutine : un virage vers le

- passé ? », *Politique étrangère*, vol. Hors-série, no. 5, 2007, p. 75-88.
- SITNIKOV Alexeï, « *K voprosou o natsional'noi idee* » / « A propos de l'idée nationale », publié par *Image-Contact Library*, le 21 mai 2002. Disponible sur : <http://www.image-contact.ru/ru/library/articles/?id=35&f=29>
- SMOLIN Oleg, « *Rus', kuda nesech'sia ty ? (Nekotorye sotsialno-filosofskie et politiko-obrazovatel'nye problemy)* » / « O, Russie, Russie, où cours-tu ? (Quelques questions socio-philosophiques et politico-éducatives) Partie 4 », *Les recherches philosophiques*, 2014, n° 2, p. 7-22.
- SOGRIN Vladimir, « *Teoreticheskie podkhody k rossiïskoi istorii kontsa XX veka* » / « Les approches théoriques pour analyser l'histoire de la Russie à la fin du XX siècle », *Obtchestvennye nauki i sovremennost'*, 1994, n° 4, p. 124-134. Disponible sur : <http://ecsocman.hse.ru/data/600/484/1216/011Sogrin.pdf>
- SOUKHANOV Vladislav, « *Korrupsia v organakh gosudarstvennoi vlasti kak globalnaia problema* » / « La corruption dans les autorités publiques comme un problème global », *Politologia / Science politique*, N 4(31), 2013. Disponible sur : <http://www.vestnik.mgimo.ru/sites/default/files/pdf/suhanov.pdf>
- VARDANYAN Lilit, « La Russie de Vladimir Poutine et l'intégration économique de l'espace post-soviétique », *Études arméniennes contemporaines*, 2013, n°2, p. 27-42.
- WENGLÉ Susanne, RASELL Michael, « The Monetisation of L'goty : Changing Patterns of Welfare Politics and Provision in Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 60, n° 5, 2008, p. 739-756.

### **3.4. La Russie dans l'espace international**

#### ***Ouvrages***

- ALBRIGHT Madeleine, *Madam Secretary. Mémoires de Madeleine Albright*, trad.par LISOVSKIA. Et al., Moscou : Alpina Business Books, 688 p.
- BULARD Martine (dir.), GRESH Alain (dir.), ARVANITIS Rigas et al., *L'Atlas des Mondes émergents*, Paris : Le Monde diplomatique, 2012, 194 p.
- CLINTON Bill, *My Life. The Presidential Years*, New York : First Vintage Books Edition, 2005, 696 p.
- FUKUYAMA Francis, *The End of History and the Last Man*, Free Press, 1992, 418 p.
- HUNTINGTON Samuel P., *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Ordre*, New

- York : Simon & Schuster, 1998.
- KISSINGER Henry, *Diplomacy*, New York-London-Toronto-Sydney : Simon&Schuster Paperbacks, 1994, 911p.
- LEGRAND Vincent, *Prise de décision en politique étrangère et géopolitique : le triangle "Jordanie-Palestine-Israël" et la décision jordanienne de désengagement de Cisjordanie (1988)*, Bruxelles : Peter Lang, 2009, p. 23.
- MEL'IANITSEV Vitali, *Vostok i Zapad vo vtorom tysiatcheletii : ekonomika, istoria i sovremennost' / L'Est et l'Ouest dans le deuxième millénaire : l'économie, l'histoire et l'époque contemporaine*, Moscou : L'Université d'État de Moscou, 1996, p.181.
- NYE Joseph S. Nye, *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, New York: Public Affairs, 2004.
- NYE Joseph S. Jr., *The Paradox of American Power : Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*, Oxford University Press, 2002, 240 p., p. 69.
- OBAMA Barack, *The Audacity of Hope*, New York : Crown Publishers, 2006, 376 p.
- OUTKIN Anatoli, *Mirovaia kholodnaia voïna / La guerre froide mondiale*, Moscou : Eksmo, 2005.
- SIMES Dmitry, *After the Collapse: Russia Seeks Its Place as a Great Power*, New York, 1999, p. 15-20.
- SPENCE Michael, *Signaling in Retrospect and the Information Structure of Markets. Nobel prize lecture*, in FRANGSMYR Tore (éd.), *Les Prix Nobel. The Nobel Prizes 2001*, Stockholm: Nobel Foundation, 2002. Disponible sur:  
[http://www.nobelprize.org/nobel\\_prizes/economic-sciences/laureates/2001/spence-lecture.html](http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/economic-sciences/laureates/2001/spence-lecture.html).
- TALBOTT Strobe, *The Russia Hand: A Memoir of Presidential Diplomacy*, New York : Random House, 2002.
- VIDAL Dominique, BADIE Bertrand, *Puissances d'hier et de demain*, La Découverte, 2013, coll. « État du Monde ».

### *Articles*

- COHEN Jim, « Samuel Huntington dans l'univers stratégique américain », *Mouvements*, vol. no30 (5), 2003, p. 21-30.
- DE TINGUY Anne, « Russie : le syndrome de la puissance », *CERISCOPE Puissance*, 2013, [en ligne]. Disponible sur : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part4/russie-le->

### [syndrome-de-la-puissance](#)

- FRISON-ROCHE François, « L'Ukraine après les élections », *Commentaire*, vol. numéro 121, no. 1, 2008, p. 245-250.
- GOMART Thomas, « Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique ? », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/3 (n° 1055), p. 4-13.
- IGRITSKI Youri, « *Rossia i Zapad. K filosofsko-polititcheskomou osmysleniou problemy* » / « La Russie et l'Occident : les réflexions politico-philosophiques », *Svolobnaia mysl*, 2000, n° 5, p. 74.
- KASTOUEVA-JEAN Tatiana, « La Russie et le processus de Bologne. Européenne par éducation ? », *Politique étrangère*, 2007, n° 2 (Ete), p. 411-423.
- KRAUTHHAMMER Charles, « The Unipolar Moment », *Foreign affairs*, 69/5, Winter 1990/91, p. 23. Disponible sur : <https://www.foreignaffairs.com/articles/1991-02-01/unipolar-moment>
- LAIDI Zaki, « Vers un monde multipolaire? », *Études*, vol. tome 399, n° 10, 2003, p. 297-310.
- LEBEDEVA Marina, « *Rol' obrazovania v dialoge tsivilizatsii* » / « Le rôle de l'éducation dans le dialogue des civilisations », *Vestnik MGIMO*, 2009, n° 2 (5), p. 135-157.
- LIGHT Margot, « La galaxie CEI 1991-2006 », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/3 (n° 1055), p. 14-25.
- MAYENS Charles William, « Squandering Triumph: The West Botched the Post-Cold War World », *Foreign Affairs*, 1999, vol. 78, n° 1, p. 15-22.
- TEURTRIE David, « La langue russe. Un enjeu dans les relations entre la Russie et son étranger proche », *Le courrier des pays de l'Est*, n 1043, mai-juin 2004, p. 70-71.
- TEURTRIE David, « BRIC: les paradoxes russes », *Fondation Res Publica*, 8 Mars 2013. Disponible sur : [http://www.fondation-res-publica.org/BRIC-les-paradoxes-russes\\_a707.html](http://www.fondation-res-publica.org/BRIC-les-paradoxes-russes_a707.html)

## **4. L'enseignement supérieur et la recherche**

### **4.1. L'évolution de l'enseignement supérieur russe**

#### ***Ouvrages***

- ALEXEEVA Lioudmila, CHABLYGINA Natalia, *Processy ouniversititsatsii vouzov Rossii i nekotorye podkhody k otsenke ikh deiatel'nosti / Les processus d'« universitisation » des*

- EES russes et les approches d'analyse de leurs activités*, Moscou : NIIVO, 1999, 60 p.
- ANDREEV Andreï, *Rossiïskie ouniversitety XVII – pervoi poloviny XIX veka v kontekste ouniversitetskoï istorii Evropy / Les universités russes au XVII – première moitié du XIX siècle dans le contexte de l'histoire européenne des universités*, Moscou : Znak, 648 p., p. 5-20.
- APANASEWICZ N., ROSEN S. *et alii*, *Soviet Education : A Bibliography of English-Language Materials*, Washington : US Departement of Health, Education, and Welfare, Office of Education, US Gouvernement Printing Office, 1964, 48 p.
- ARTEMIEVA T. et MIKECHIN M., *Filosofskiy vek, Almanakh, Vypusk 29, Istoria ouniversitetskogo obrazovania v Rossii i mejdunarodnye traditsii prosvechtchenia / L'époque de la philosophie, Almanach, n° 29, L'histoire de la formation universitaire en Russie et des traditions de l'éducation dans le monde*, Saint Peterburg, 2005, 321 p.
- AVROUS Anatoli, *Istoria rossiïskikh ouniversitetov : otcherki / L'histoire des universités russes : essais*, Moscou : Édition de la Fondation associative de Moscou pour la recherche / Moskovski obchtchestvenny naoutchny fond, 2001, p. 44-50.
- BELIAKOV Sergueï, *Novye leksii po ekonomike obrazovania / Les nouvelles conférences sur l'économie de l'éducation*, Moscou : Max Press, 2007, 424 p., p. 153-158.
- CHEVELEV Alexandre, *Otchestvennaia chkola : istoria i sovremennye problemy / L'école russe : l'histoire et les problèmes contemporaines*, Saint-Petersbourg : KARO, 2003, 432 p.
- DARLINGTON Thomas, « Education in Russia », Board of Education, Special Report on Educational Subjects, vol. XXIII, Londres, 1909, p. 431.
- DMITRIEV Alexandre, *Evolioutsia rossiïskogo ouniversiteta pervoi treti XX veka / L'évolution de l'Université russe au première tiers du XX<sup>e</sup> siècle*. La conférence de l'historien est publiée le 25 juin 2014 est disponible sur le site *Postnauka*, l'ONG dédiée à la diffusion des recherches fondamentales : <https://postnauka.ru/video/26601>
- DZIOV Artour, *Vyschaia chkola kak socialny institut obschestvennogo vosproizvodstva / L'enseignement supérieur comme l'institution de reproduction sociale*, Moscou : L'Académie des sciences naturelles, 2012, 239 p. Disponible sur : <https://www.monographies.ru/ru/book/view?id=160>
- ELIOUTIN Viatcheslav, *Razvitie vyscheï chkoly v SSSR (1966-1970) / Le développement de l'enseignement supérieur en URSS (1966-1970)*, Moscou, 1970.
- FILIPPOV Vladimir, KIRABAEV Nour, TLOSTANOVA M., « *Osnovnye napravleni integratsii*

- Rossii v edinoe evropeïskoe prostranstvo* » / « Les directions principales d'intégration de la Russie dans l'espace européen » in Filippov Vladimir (dir.) *Filosofia obrazovania v polikoul'tournom obchtchestve XXI veka / La philosophie de l'éducation dans une société policulturelle*, Vol. 2, Moscou : RUDN, 2010, p. 7-16.
- FITZPATRICK Sheila, *Education and Social Mobility in the Soviet Union 1921-1934*, Cambridge University Press, 2002, 368 p.
- GOKHBERG Leonid, *Rossiïski innovatsionny indeks / L'Index de l'innovation russe*, Moscou : Éditions de l'EHESE, 2011, 84 p.
- IVANOV Anatoli, *Vyschaia chkola Rossii kontsa XIX – natchala XX veka / L'enseignement supérieur de la Russie de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle – début du XX<sup>e</sup> siècle*, Moscou, 1991, 392 p. Disponible sur le site officielle de l'Institut de l'histoire russe de l'Académie des sciences de la Russie, le centre de recherche sur les questions de l'histoire du pays : [www.iriran.ru/sites/default/files/Ivanov\\_High\\_school\\_1991.pdf](http://www.iriran.ru/sites/default/files/Ivanov_High_school_1991.pdf)
- KOVALEVA Svetlana (éd.), *Ty pomnich fizfak ? K 70-letiou fizitcheskogo fakoulteta MGU / Tu te souvien de la fac ? Pour 70<sup>ème</sup> anniversaire de la faculté de la physique de l'Université d'Etat de Moscou*, Moscou : Ed. Pomatour, 2003, 415 p. Disponible sur le site de l'association des anciens étudiants de la faculté de physique de l'Université d'Etat de Moscou : <http://guker.info/kovaleva/kov21.html>
- KRASNOJENOVA Galina, *Vyschaia chkola Rossii (problemy sokhrneniia intellektoual'nogo potentsiala) / L'école supérieure russe (les problèmes de la préservation du potentiel intellectuel)*, Moscou : Mysl, 1998, 258 p.
- KROUGLIANSKI Mikhaïl (éd.), *Vyschaia chkola SSSR v gody Velikoï Otetchestvennoï voïny / L'enseignement supérieur de l'URSS durant les années de la Grande Guerre patriotique*, Moscou : Vyschaia chkola, 1976, p. 105-140.
- MAXIMOVA-MENTZONI Tatiana, *The Changing Russian University : From State to Market.*, Routledge, 2012. p.4, coll. « Routledge Contemporary Russia and Eastern Europe Series ».
- OLESEIOUK Evgeni (éd) et alii, *Otetchestvennyye ouniversity v dinamike zolotogo veka rousskoï koul'toury / Les universités du pays dans la dynamique de l'age d'or de la culture russe*, Saint-Pétersbourg : Soyouz, 2005, 370 p.
- PETROVSKI Ivan (éd.), *Moskovski ouniversitet za 50 let Sovetskoï vlasti / L'Université de Moscou durant 50 ans du pouvoir soviétique*, Moscou : L'Université de Moscou, 1967, 759 p., 31.

- PROKOFIEV M., TCHILIKIN M., TIOULPANOV S., « Higher Education in the URSS », *Educational Studies and Documents*, n° 39, 1961. Disponible sur le site de l'UNESCO : [unesdoc.UNESCO.org/images/0000/000013/001300eo.pdf](https://unesdoc.unesco.org/images/0000/000013/001300eo.pdf)
- ROMANOVA Vera, MATSKEVITCH Aliona, *Pokazateli bioudjednykh raskhodov v obrazovanii / Les indicateurs des dépenses budgétaires dans le secteur de l'éducation*, Moscou : L'EHESE, 2012, 58 p. Disponible sur : <https://www.hse.ru/pubs/share/direct/document/64231646>
- ROSTOVTSEV Evgeni, « 1911 god v jizni ouniversitetskoï korporatsii (vlast' i Saint-Petersbourgski ouniversitet) » / « L'année 1911 dans la vie de la corporation universitaire (le pouvoir et l'Université de Saint-Pétersbourg) », in DVORNITCHENKO Andreï (éd), *Troudy kafedry istorii Rossii s drevneychikh vremion do XX veka / Les ouvrages de la chaire de l'histoire de la Russie du temps ancien jusqu'à XX<sup>e</sup> siècle*, Saint-Pétersbourg : Éditions de l'Université de Saint-Pétersbourg, 2012, p. 473-507.
- ROZANOV Vassili, *Soumerki prosvechtchenia / Le crépuscule de l'éducation* (1899), Moscou : Pedagogika, 624 p.
- SAZONOV Dmitri, *Korroutpsia v sfere vysschego obrazovania: regionalnyi aspect I tendentsii razvitia (na primere Saratovskoi oblasti) / La corruption dans l'enseignement supérieur : l'aspect régional et les tendances (le cas d'oblast de Saratov)*, Saratov: GOU VPO L'Académie des sciences juridiques d'Etat de Saratov, 2007.
- SMOLIN Oleg, *Obrazovanie. Politika. Zakon / L'éducation. La politique. La loi*, Moscou : Koul'tournaia revolioutsia, 2010, 967 p. La monographie est disponible sur le site officiel de l'auteur : [http://www.smolin.ru/read/education\\_politics/pdf/](http://www.smolin.ru/read/education_politics/pdf/)
- SMOLIN Oleg, *Znanie - svoboda. Rossiyskaia gosudarstvennaia obrazovatelnaia politika i federalnoe zakonodatelstvo 90 godov / Le savoir est une liberté. La politique de l'Etat russe en matière d'éducation et la législation fédérale*, Moscou : Logos VOS, 1999, p. 115-123.
- Sovetskaia vyschaia chkola v gody Velikoi Otetchestvennoi voïny / L'enseignement supérieur russe durant les années de la Grande Guerre patriotique*, Moscou : Ed. Vyschaia chkola, 1980, p. 54.
- TCHANBARISOV Chaikhoulla, *Formitovanie sovetskoï ouniversitetskoï sistemy (1917-1938) / La formation du système universitaire soviétique*, Oufa : 2d Bachkirsoe knijnoe izdatelstvo, 1973, p. 285.

- TCHETVERIKOVA Olga, *Rasrouchenie boudouchtchego. Kto i kak ounitchtojaet souverennoe obrazovanie v Rossii / La destruction de l'avenir. Qui et comment démolit l'éducation russe*, Moscou, 120 p.
- VANKINA Irina, EGORCHIN Alexandre, KOUTCHERENKO Vladimir, *Marketing obrazovania / La marketing de l'éducation. Manuel universitaire*, Moscou : Ouniversitetskaia kniga-Logos, 2007, 338 p., p. 195-196.
- VICHLENKOVA Elena (éd.), SAVEL'EVA Irina (éd.), *Soslovie rousskikh professorov. Sozdateli statousov i smyslov / La caste des professeurs russes. Les createurs des statuts et des valeurs*, Moscou : L'EHESE, 2013, 580 p.
- ZABOROVSKAIA Alina, CHYCHKIN Vladimir (dir.) *et alii, Vyschee obrazovanie v Rossii : pravila i real'nost / L'enseignement supérieur en Russie : les règles et la réalité*, Moscou : Nezavisimyi institut socialnoi politiki / L'institut indépendant de la politique sociale, 2004, p. 293-317.
- ZHUKOV Vasili, *Rossiïskoe obrazovanie : Istoki, traditsii, problemy / L'éducation russe : sources, traditions et problèmes*, Moscou : Soyouz, 2001, 848 p.

### **Articles**

- AKOPOV Pyotr, « *Ministerstvo obrazovania preobrazitsia v ministerstvo prosvechtchenia* » / « Le ministère de l'Éducation se transformera en ministère de l'Instruction », *Vzglyad*, 19 août 2016, quotidien. Disponible sur : <http://vz.ru/politics/2016/8/19/827764.html>.
- ALEXEEV Oleg, « *First Steps of Russia Universities to Top-100 Global University Rankings* », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, 2014, Issue 01, Spring.
- ALTBACH Philip, « *The Value of the 'Top 100' Program* », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, 2014, Issue 01, Spring.
- ANDROUSCHAK Grigory, « *Evolution of Higher Education Policy: From National Renovation Towards Global Competitiveness of Russian Universities* », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, n° 1, 2014, p. 10. Disponible sur le site officiel de la revue : <https://herb.hse.ru/en/>
- ANDROUSCHAK Grigory, « *Kvazi-rynki v ekonomike obchtchestvennogo sektora* » / « Les quasi-marchés de l'économie du secteur social », *Voprosy obrazovania / Les questions de l'éducation*, n° 4, 2005, p. 346-364.
- AVANESOV Vadim, « *Kompleksny podkhod k protivodeïstviu korruptsii v obrazovatelnoi sfere* » / « L'approche systémique pour la lutte contre la corruption dans le domaine d'éducation »,

- actes de colloque pan-russe du 6 juin 2007 *Gosudarstvennaia politika protivodeïstvia korrupsii i tenevoi ekonomike v Rossii / La politique d'Etat contre la corruption et l'économie « de l'ombre » en Russie*, Moscou : Naoucthny ekspert, 2007.
- AVIS G., « The Soviet Higher Education Reform: Proposals and Reactions », *Comparative Education*, Vol. 26, n° 1, 1990, p. 5-12.
- BAJANOV Léonid, « *Rastiot effektivnost' sotroudnichestva* » / « L'efficacité de coopération prend l'essor », *Vestnik vyscheï chkolı*, 1982, n° 2.
- BELOTSEKOVSKI Andreï, « O 'katchestve' i 'kolitchestve' obrazovania » / « Les questions de 'qualité' et 'quantité' de l'enseignement », *Vyschee obrazovanie v Rossii / L'enseignement supérieur en Russie*, 2011, n° 4, p. 3-10.
- BALYKHINA Tatiana, « *Soud'ba roussskogo iazyka v ousloviakh amerikanizatsii vyshego obrazovania : prognozy i fakty* » / « Le destin de la langue russe dans le contexte de l'américanisation de l'enseignement supérieur », *Vestnik RUDN*, 2011, n° 4. Disponible sur le site de la bibliothèque Cyberleninka : <http://cyberleninka.ru/article/n/sudba-russkogo-yazyka-v-usloviyah-amerikanizatsii-vysshego-obrazovaniya-prognozy-i-fakty>
- BOUKHARINA Nadeïda, « *Korrupsia v obrazovatelnykh organisatsiakh : poniatie i priznaki* » / « La corruption dans les organismes d'enseignements : le terme et les caractéristiques », *Les questions actuelles du droit russe*, 2016, n° 12, p. 133-144.
- CHEVTCHENKO Dmitri, « *Sovremennyi rynok vyshego professional'nogo obrazovania Rossii : sostoianie i perspektivy razvitiia* » / « Le marché contemporain de l'enseignement supérieur professionnel de la Russie », *Marketing en Russie et à l'étranger*, 2013, n° 3, p.109-122. Disponible sur : <http://shevchenko.rggu.ru/?p=435>
- DERGATCHIOV Vladimir, *Zona kommounizma. MGU. Stalinski Khram naouki i obrazovaniia / La zone du communisme. L'Université d'État de Moscou. Le Temple de l'enseignement et de la recherche de Staline*, disponible sur le site officiel de l'auteur : [http://dergachev.ru/Landscapes-of-life/zona\\_kommounizma/03.html](http://dergachev.ru/Landscapes-of-life/zona_kommounizma/03.html)
- DMITRIEV Alexandre, « *Perezobretenie sovet'skogo ouniversiteta* » / « La réinvention de l'université soviétique », *Logos*, 2013, n° 1, p. 41-64.
- FILATOVA Elena, « *Problemy chastnogo vyshego obrazovania v promychlennom sibirskom gorode* » / « Les problèmes de l'enseignement supérieur privé dans une ville industrielle en Sibirie », *Sovremennye problemy nauki i obrazovania / Les problèmes actuels de l'enseignement et de recherche*, 2006, n° 4, p. 90-91.

- FILATOVA Lioudmila, « *Tendentsii izmenenia sprosa na vyschee obrazovanie : predposylki, vozmozhnosti, riski* » / « Les tendances de changement de la demande pour l'enseignement supérieur : conditions, opportunités et risques », *Ekonomika obrazovania / L'économie de l'éducation*, 2014, n° 5.
- FROUMIN Isak, KOUZMINOV Iaroslav, SEMIONOV Dmitri, « Nezaverchenny perekhod : ot gosplana – k master-planou » / « La transition inachevée : de la planification par l'État à l'adoption du plan directeur (master plan) », *Otetchesvenye zapiski*, 2013, n° 4 (55) disponible sur : <http://magazines.russ.ru/oz/2013/4/7f.html>
- FROUMIN Isak, POVALKO Alexander, « Lessons from the national excellence initiatives in Russia », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, Issue 01, Spring 2014.
- GALLITSKI Efim, LEVIN Mark, « *Korrouptsia v sisteme obrazovania* » / « La corruption dans l'éducation », *Bulletin d'information*, Moscou : GU – VSHE, 2004.
- HAAKENSTAD BIANQUIS Arielle, « De l'Académie des sciences de Russie à l'Université : itinéraires inédits », *Regard sur l'Est*, dossier n° 31, publié le 1.10.2002. Disponible sur : [http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=336](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=336)
- HAAKENSTAD BIANQUIS Arielle, « L'enseignement supérieur russe : un immense chantier », *Regard sur l'est*, dossier n° 31 01 octobre 2002. Disponible sur : [http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=638](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=638)
- IAKOVLEV Vadim, « Politika rousskogo samodervjaviia v ouniversitetskom voprose (1905-1910) » / « La politique universitaire tsariste (1905-1910) », *Vestnik Leningradskogo universiteta / Moniteur de l'Université de Leningrad*, 1969, n° 1, p. 160.
- IDIATOULLIN Artour, « *Traditsionnye sotsiokoultournye determinanty v istorii razvitia vyshego obrazovania Rossii* » / « Les déterminants socio-culturels dans l'histoire de l'enseignement supérieur de la Russie », *Vestnik KAZGOUKI*, 2012, n° 2. Disponible sur officiel de la bibliothèque numérique des revues scientifique Cyberleninka : <http://cyberleninka.ru/article/n/traditsionnye-sotsiokoultournye-determinanty-v-istorii-razvitiya-vysshego-obrazovaniya-rossii>
- IVANOV Anatoli, KOULAGINA Irina, « *Rousskaia professoura na roubeje XIX-XX vekov* » / « Le professorat russe aux confins de XIXe – XXe siècle », *Rossiiskaia istoriia / L'histoire de la Russie*, 2013, n° 2, p. 52.
- KASTOUEVA-JEAN Tatiana, « Russie : la réforme de l'enseignement supérieur », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 2009, n° 50, p. 14-16.

- KHANIN Grigori, « *Vyschee obrazovanie i rossiiskoe obchtchestvo* » / « L'enseignement supérieur et la société russe », EKO, 2008, n° 8, p. 75-92.
- KINELEV Valdimir, « *Rossiiskaia sistema obrazovania obladaet ounikal'nym potentsialom* » / « Le système de l'enseignement russe a un potentiel unique », *Outcheny soviet*, 2009, n° 8, p. 8-9.
- KLEIN Édouard Klein, « *Korrouptsia v rossiiskikh vouzakh* » / « La corruption dans les EES russes », *Terra Economics*, 2011, Volume 9, ne° 1, p. 60-70.
- KONOKHOVA Anastasia, « *Sur le renforcement du lien de l'école avec la vie : la réforme du système de l'enseignement supérieur en URSS en 1958* », *Vestnik LGOU / Le moniteur de l'Université d'Etat de Léningrad de Pouchkine*, 2015, n° 1. Disponible sur le site de la bibliothèque électronique Cyberleninka : <http://cyberleninka.ru/article/n/ob-ukrepleniisvyazi-vysshey-shkoly-s-zhiznyu-reforma-sistemy-vysshego-obrazovaniya-sssr-v-1958-g>
- KOURBATOVA Margarita, KAGAN Elena, « *Otsenka stepeni znatchimosti effektivnoy kontrolya deyatelnosti prepodavateley vuzov* » / « L'évaluation de l'impact du contrôle externe de l'activité des enseignants des EES », *L'économie et les sciences économiques*, 2015, n° 15. Disponible sur : <https://cyberleninka.ru/article/n/otsenka-stepeni-znachimosti-effektivnoy-kontrolya-deyatelnosti-prepodavateley-vuzov>
- KOZLOVA Larissa, « *Bez zachtchity dissertatsii : statousnaia organizatsia obchtchestvennykh nauk v SSSR, 1933-1935 gody* » / « Sans thèse : les statuts dans les sciences humaines et sociales en URSS, 1933-1935 », *Sotsiologichesky journal / Le revue sociologique*, 2001, n° 2, p. 145-158.
- KOZLOVA Larissa, « *Institut krasnoï professoury (1921-1938 gody) : istoricheski otcherk* » / « Le professorat rouge (1921-1938) : un essai historique », *Sotsiologichesky journal / Le revue sociologique*, 1994, n° 1, p. 96-112.
- KOZLOVA Larissa, « *Komplektovanie Instituta krasnoï professoury, 1920 gody* » / « La formation de l'institut du professorat rouge, années 1921 », *Sotsiologicheski journal / Le revue sociologique*, 1997, n° 4, p. 209-220.
- MECHTCHAGINA Elena, « *Osnovnye napravleniya razvitiya materialno-tekhnicheskoï bazy vuzov Rossii v 90-e gody 20 veka* » / « La base matérielle et technique des EES en Russie dans les années 1990 », *Teoria i praktika obchtchestvennogo razvitiya / La théorie et la pratique du développement humain*, 2014, n° 5, p. 136-139.
- OSIPIAN Ararat, « *Corruption As a Legacy of the Medieval University* », *Financial affairs*, 1

- novembre 2004. Disponible sur : <http://files.eric.ed.gov/fulltext/ED499955.pdf>
- PETRIK Vitali, « *Vyshee obrazovanie SSSR kak faktor oukreplenia mejdounrodnogo sotroudnitchestva v oblast podgotovki spetsialistov (konets 1950-natchalo 1990)* » / « L'enseignement supérieur comme étant facteur de renforcement de la coopération internationale en matière de formation professionnelle (fin des années 1950-début des années 1990) », *Vestnik TPGU*, 2007, n° 7 (70). Disponible sur le site de la bibliothèque électronique Cyberleninka : <http://cyberleninka.ru/article/n/vysshee-obrazovanie-sssr-kak-faktor-ukrepleniya-mezhdunarodnogo-sotrudnichestva-v-oblasti-podgotovki-spetsialistov-konets-50-h-nachalo>
- POLOJEVETS Pyotr, « *Pervye sto strok* » / « Les cent premiers mots », *Outchitelskaia gazeta*, n° 37 du 3 septembre 2002 <http://www.ug.ru/old/02.37/t22.htm>
- POSOKHOV Sergueï, « *Oustavy rossiïskikh ouниверситетов XIX veka v otsenke ikh sovremennikov i potomkov* » / « Les Chartes des universités russes du XIX<sup>e</sup> siècle vues par leurs contemporains et par leurs descendants », *Voprosy obrazovania / Les questions de l'éducation*, 2006, n° 1, p. 370-381.
- ROSS Leslie W., « *Some Aspects of Soviet Education* », *The Journal of Teacher Education*, n°11, décembre 1960. p. 539-552.
- SALKOV Nicolaï, « *Rezoul'taty amerikanizatsii rossiïskogo obrazovania* » / « Les résultats de l'américanisation de l'éducation russe », *Le journal des recherches pédagogiques*, 2016, t.1., n° 6, p. 7.
- SAMOÏLOVA Irina, « *Kakaia forma podgotovki spetsialistov effektivnee ?* » / « Quelle forme de formation des spécialistes est la plus efficace ? », *Vestnik vyscheï chkol'y*, 1965, n° 9, p. 16-18.
- SELIVANOV Alexandre, « *Krepnet sotroudnitchestvo sovetskikh i bolgarskikh vouzov* » / « La coopération entre les EES russes et bulgares se renforce », *Vestnik vyscheï chkol'y*, 1972, n° 11.
- SELIVANOV Alexandre, « *Sodroujestvo vouzov SSSR i VNR* » / « L'amitié des EES de l'URSS et de la République populaire de Hongrie », *Vestnik vyscheï chkol'y*, 1975, n° 9.
- SEMYONOV Dmitry, « *Russian Excellence Initiative in a Post-Soviet Context* », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, 2014, Issue 01, Spring.
- SIGMAN Carole, « *Les transformations de l'enseignement supérieur en Russie. Évolution du secteur public et stratégies d'établissements* », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*,

- 2014, vol. 45, no. 1, p. 21-54.
- SIGMAN Carole, « « Retour de l'État » et formes de domination en Russie. Le cas de l'enseignement supérieur », *Revue française de science politique*, 2016, vol. vol. 66, no. 6, p. 915-936.
- SITCHKARENKO Galina, « *Programma perestroïki vyschego obrazovania v SSSR i Oukraïne* » / « Le programme de transformation (perestroïka) de l'enseignement supérieur en URSS et en Ukraine », *Al'manakh sovremennoi naouki i obrazovania*, Tambov : Gramota, 2013, n° 8(75), p. 162-165. Disponible sur le site officiel de l'édition Gramota : [www.gramota.net/materials/1/2013/8/54.html](http://www.gramota.net/materials/1/2013/8/54.html)
- SMOLIN Oleg, « *Obrazovanie i prosveshchenie : Rus, kuda je nesechsia ty ?* » / « L'éducation et l'instruction : O, Russie, où cours-tu? », *Svobodnaia mysl*, 2012 n°1/2, p. 7-23.
- SOFINSKI Nikolai, « *Mejdounarodnye sviazi sovetskoï vyscheï chkoï v deviatoi piatiletke* » / « Les liens internationaux de l'enseignement supérieur soviétique lors du neuvième quinquennat », *Vestnik vyscheï chkoï*, 1982, n° 7.
- SOKOLOV Mikhaïl, « *Obrazovanie : ot SSSR k Bolonskomou protsessou* » / « L'éducation : de l'URSS au processus de Bologne », *Poslednie tridsat* [publication électronique], le 25 mai 2015. Disponible sur le site officiel du projet des recherches sur le temps post-soviétique: <http://last30.ru/issue/education/research/>.
- SOKOLOV Mikhaïl, VOLOKHONSKI Vladimir, « *Polititcheskaia ekonomia postsovetskogo vouza* » / « L'économie politique de l'EES post-soviétique », *Otetchestvennye zapiski*, n° 55 (4), 2013, p. 31-48.
- SPERANSKI Andreï, « *Vyschaia chkola SSSR v 1941-1945 : ekzameny voïny* » / « L'enseignement supérieur de l'URSS durant les années 1941-1945 : l'examen de la guerre », *Vestnik de l'IOrgU* (Université d'État du Sud Oural), 2015, n° 3, p. 33-38.
- STERLIGOV Ivan, « *Leading Russian Universities: A Scientometric Perspective* », *Higher Education in Russia and Beyond (HERB)*, n° 1, printemps 2014, p. 18-20.
- TCHAPLYGINA Alina, « *Korroutpsia v obrazovatelnykh outchrezhdeniakh: problema kvalifikatsii deianii* » / « La corruption dans les établissements d'enseignement : le problème de qualification des délits », *Gosudarstvennaia vlast i mestnoe samoupravlenie / Le pouvoir public et l'administration des collectivités territoriales*, 2011, n° 1, p. 41-45.
- USHER Alex, « *Better Know a Higher Ed System : the Russian Federation* », Publié le 7 novembre 2014 sur le site *Higher Education Strategy Associates* :

<http://higheredstrategy.com/better-know-a-higher-education-system-russia>

VYDRIN Roman, « *Nakanoune novogo ouniversitetskogo oustava* » / « A la veille de la nouvelle Charte universitaire », *Sovremenni mir / Le monde contemporain*, 1910, n° 2, section 2, p. 70-79.

ZUEV Valeri, GRETCHENKO Anatoli, « *Problemy vyschego obrazovania v svete novogo zakona 'Ob obrazovanii v Rossiïskoï Federatsii'* » / « Les problèmes de l'enseignement supérieur à la lumière de la nouvelle loi sur l'Éducation en Fédération de la Russie », *Ekonomika obrazovania / l'Économie de l'éducation*, 2013, n° 2, p. 48-54. Disponible sur : <http://cyberleninka.ru/article/n/problemy-vysshego-obrazovaniya-v-svete-novogo-zakona-ob-obrazovanii-v-rossiyskoy-federatsii>

## 4.2. L'évolution de l'enseignement supérieur européen et mondial

### *Ouvrages*

ALTBACH Philip, BERDAHL Robert, GUMPORT Patricia, *American Higher Education in the Twenty-First Century : Social, Political and Economic Challenges*, 2e édition, Baltimore : The John Hopkins University Press, 2005, 568 p.

ALTBACH Philip G., REISBERG Liz, RUMBLEY Laura E., « Trends in Global Higher Education: Tracking an Academic Revolution ». Report prepared for the UNESCO World Conference on higher Education, 2009, 278 p. Disponible sur : [http://www.cep.edu.rs/public/Altbach\\_Reisberg\\_Rumbley\\_Tracking\\_an\\_Academic\\_Revolution\\_UNESCO\\_2009.pdf](http://www.cep.edu.rs/public/Altbach_Reisberg_Rumbley_Tracking_an_Academic_Revolution_UNESCO_2009.pdf)

ALTBACH Philip G (éd.), SALMI Jamil (éd.), *The Road to Academic Excellence : The Making of World-Class Research Universities. Directions in Development ; Human Development*. Washington DC : World Bank., 2012, 219 p. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/584591468324279676/The-road-to-academic-excellence-the-making-of-world-class-research-universities>

BARNETT Ronald, *Realizing the University in an Age of Supercomplexity*, Buckingham, SRHE / Open University Press, 2000, p. 6.

BEKHRADNIA Bahram, « The English Experiment in Market-Based Higher Education – Ideology and Reality Disconnected. Higher Education in the UK and the US », Volume 1, Social Sciences E-Books Online, Collection 2014, p. 79-87.

BERSTECHER Dieter, *L'université de demain*, Paris : Elsevier Séquoia, 1974, 220 p.

- BORGHANS Lex, CORVERS Frank, « The Americanization of European Higher Education and Research », in CLOTFELTER Charles T. (éd.), *American Universities in a Global Market*, University of Chicago Press, 2010, p. 231-267.
- CARNOY Martin, *Mondialisation et réforme de l'éducation : ce que les planificateurs doivent savoir*, Paris, UNESCO/IPE, 1999.
- CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *Histoire des universités. XII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Presses Universitaires de France, 2012, 352 p.
- CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *Histoire des universités*, Presses Universitaires de France, 2007.
- CLARK Burton, *The Higher Education System : Academic Organization in Cross-National Perspective (1983)*, trad. par. SMIRNOV Artiom, Moscou : École des hautes études en sciences économiques, 2011, 360 p.
- CLARK Burton, *Sustaining Change in Universities*, Open University Press, 2004, 232 p.,
- COOMBS Philip H., *The World Educational Crisis: a System Analysis*, Oxford : University Press, 1968, 252 p.
- DELHAXHE Arlette (éd.), *Modernization of Higher Education in Europe : funding and Social Dimension*, Education, Audiovisual and Culture Agency, European Union, Brussels : Eurydice, 2011, 120 p.
- HAZELKORN Ellen, *Accessing the Knowledge Society: Intended and Unintended Consequences of HE policy Reviews*, UNESCO, actes du Forum Higher Education, Research and Higher Education Policy, 1-3 décembre 2004, UNESCO, Paris.
- HUMBOLDT von. Wilhelm, « Sur l'organisation interne et externe des établissements scientifiques supérieurs à Berlin », trad. en russe par CHAMKHALOVA Sevrina, *Neprikosnovenny zapas / NZ*, 2002, n° 2 (22) disponible sur le site de la bibliothèque électronique des revues *Journal'ny zal* : <http://magazines.russ.ru/nz/2002/22>.
- JASPERS Karl, *De l'Université*, titre original « L'Idée d'Université » (1946), traduit de l'allemand par LACHAUSSEE Ingeburg, Lyon, réédition Parangon, 2008, 172 p., collection « Situations et critiques ».
- KERR Clark, *The Uses of University*, Harvard University Press, 1963. Disponible sur le site de l'Université de Californie : <http://raley.english.ucsb.edu/wp-content/uploads/Reading/Kerr.pdf>
- LE GRAND J., *Drougaia nevidimaia ruka : predostavlenie obschestvennyx uslug na osnove*

- vybora I konkurentsii / Une autre main invisible : l'offre des services sociaux dans les conditions de la concurrence et du choix libre*, Moscou : Ed. de l'Institut de Gaïdar, 2011, 240 p.
- LESSARD Claude, *Modèles d'universités et conceptions de la qualité : pour une université plurielle et capable d'en témoigner*, Québec (Province), Conseil supérieur de l'éducation. 29 novembre 2012. Disponible sur :  
<https://www.cse.gouv.qc.ca/fichiers/documents/publications/Avis/cl-sommet-final-2.pdf>
- LAWRENCE C.H., « The University in the State and Church », in CATTO J. (éd) *et alii*, *The History of the University of Oxford*, Oxford, 1984, vol.1., 742 p., p. 149.
- MAASEN P., « Shifts in Governance Arrangements. An Interpretation of the Introduction of New Management Structures in Higher Education », in AMARAI A., MEEK V., LARSEN M. (éd), *The Higher Education Managerial Revolution?*, Dordrecht: Kluwer Academic Publishers, 2003, p. 33-51.
- MACLEAN Alick Henry Herbert, *Where We Get Our Best Men. Some Statistics Showing their Nationalities, Counties, Towns, Schools, Universities, and other Antecedents: 1837-1897*, Unknown Binding, 1900.
- MAGGIO Zachary, *Exploring Burton Clark's Triangle of Coordination in the Context of Contemporary Relationships Between States and Higher Education Systems*, New York University, 2011
- MALLET Charles Edward, *A History of the University of Oxford*, London, 1924, vol. 1, p. 25.
- MAOURER Troude (éd.) et DMITRIEV Alexandre, *Ounivesitet i gorod v Rossiï nactchala XX veka / L'université et la ville en Russie au début du XXe siècle*, Moscou : NLO, 2009, p. 121-125.
- MOODIE Graeme C., EUSTACE Rowland, *Power and Authority in British Universities*, London : Allen and Unwin, 1974. 254 p.
- MUSSELIN Christine, « Universities and Pricing on Higher Education Markets », in MATTHEOU Dimitris (éd.), *Changing Educational Landscapes*. Springer Netherlands, 2010, p. 75-90.
- ORTEGA Y GASSET José, *Missia ouuniversiteta/ La mission de l'université* (1930), trad. par GOLOUBEVA Marina et KORBOUTA Andreï, Moscou : GU-VCHE, 2010, 144 p.
- NEAVE Guy, VAN VUGHT Frans (éd.), *Prometheus Bound. The Changing Relationship Between Government and Higher Education in Western Europe*, Oxford, Pergamon Press, 1991, p.

191.

- ROUTKEVITCH Alexei, *Evoloutsia ouniversiteta / L'évolution de l'université*, conférence du philosophe est publiée le 12.10.2012 et disponible sur le site *Postnauka*, l'ONG dédiée à la diffusion des recherches fondamentales: <https://postnauka.ru/video/3603>
- RUEGG Walter (éd.), RIDDER-SYMOENS Hilde (éd.), *A History of the University in Europe*, Cambridge University Press, 1992-2010, 4 vol.
- SLAUGHTER Sheila, LESLIE Larry L., *Academic Capitalisme : Politics, Policies and the Entrepreneurial University*, Baltimore, MD : John Hopkins University Press, 1999, 296 p.
- VEBLEN Thorstein, *The Higher Learning in Amercia: A Memorandum on the Conduct of Universities by Business Men (1918)*, New Brunswick, 1993, p. 16.
- WITTRICK Bjorn (éd.), ELZINGA Aant (éd.), *The University System. The Public Policies of the Home of Scientists*, Stockholm, Almqvist and Wiksell International, 1985, p. 191-220, p. 194.
- WOLFF Robert Paul, *The Ideal of the University (1969)*, Routledge, 1992, 200p.

### *Articles*

- BEILLEROT Jacky, et SANDRINE Collette, « Les politiques d'éducation et de formation (1989-2002). Première partie », *Carrefours de l'éducation*, vol. 15, no. 1, 2003, pp. 160-202, p. 163.
- BUHLER Pierre, « Universités et mondialisation », *Commentaire*, 2004/2, n° 106, p. 345-360.  
Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-commentaire-2004-2-page-345.htm>
- BOUTIN Gérald, « L'approche par compétences en éducation : un amalgame paradigmatique », *Connexions*, 2004, vol.81, n° 1, p. 25-41.
- CALDERON Angel, « Massification Continues to Transform Higher Education », *University World News*, 02 September 2012, Issue n° 237. Disponible sur :  
<http://www.universityworldnews.com/article.php?story=20120831155341147>
- CHARLE Christophe, « La loi LRU dans une perspective européenne », *Mouvements*, 2008/3 (n° 55-56), p. 94-101.
- CHARLE Christophe, « Les références étrangères des universitaires. Essai de comparaison entre la France et l'Allemagne, 1870 - 1970 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2003/3 (n° 148), p. 8-19.
- DAKOWSKA Dorota, « Competitive universities ? The impact of international and European trends on academic institutions in the 'New Europe' », *European educational research*

- journal, 14 juin 2017, vol.16, n°5, p. 588-604.
- DE MEULEMEESTER Jean Luc, « Quels modèles d'université pour quel type de motivation des acteurs ? Une vue évolutionniste », *Pyramides* [En ligne], 2011, n° 21, mis en ligne le 18 janvier 2012, disponible sur : <http://pyramides.revues.org/804>
- DEEM Rosemary, « Globalisation, New Managerialism, Academic Capitalisme and Entrepreneurialisme in Universities : Is the Local Dimension Still Important ? » , *Comparative Education*, vol. 37, n° 1, 2001, p. 7-20.
- DILL David D., « Allowing the Market to Rule : the Case of the United States », *Higher Education Quarterly*, vol.57, n° 2, 2003, p. 136-157.
- FROLICH Norman, « Still Academic and National – Internationalisation in Norwegian Research and Higher Education », *Higher Education*, 2006, n° 52 (3), p. 405-420.
- FILIPPOV Vladimir, « Le dialogue interculturel sur les campus universitaire », Série "Enseignement supérieur du Conseil de l'Europe", n°11, 2009, p. 123-128.
- FULLER S. « What Makes Universities Unique ? Updating the Ideal for an Entrepreneurial Age », Communication présentée à l'atelier EUEREK, 12-13 février 2005.
- GACHON Nicolas, « Géostratégies des dispositifs d'enseignement supérieur », *Observatoire Boivigny* [publication électronique], 2010 Disponible sur : [http://www.academia.edu/242913/G%C3%A9ostrat%C3%A9gies\\_des\\_dispositifs\\_d\\_enseignement\\_sup%C3%A9rieur](http://www.academia.edu/242913/G%C3%A9ostrat%C3%A9gies_des_dispositifs_d_enseignement_sup%C3%A9rieur)
- GARETH Williams, LIU Sandra S ; SHI Qiheng. « Marketization of Higher Education in the People's Republic of China », *Higher Education Policy*, Volume 10, Numéro 2, Juin, 1997, p. 151-157.
- GIROUX Henry, « Selling out Higher Education », *Policy Futures in Éducation*, vol. 1, n° 1, 2003, p. 179-200.
- GURI-ROSENBLIT Sarah, SEBKOVA Helena, TEICHLER Ulrich, *Massification and Diversity of Higher Education Systems: Interplay of Complex Dimensions* : actes de la conférence de l'UNESCO du 14 février 2007, Paris : Ed. UNESCO, « Globalizing Knowledge: European and North American Regions and Policies Addressing the Priority Issues of Other UNESCO Regions ». Disponible sur : [http://portal.UNESCO.org/education/fr/files/53906/11858770845Massification\\_diversification.pdf](http://portal.UNESCO.org/education/fr/files/53906/11858770845Massification_diversification.pdf)
- HALSEY John, O'BRIEN Kenneth, « Education Markets in English and American Universities »

- Higher Education in the UK and the US », Volume 1, Social Sciences E-Books Online, Collection 2014, p. 35-58.
- JONGBLOED Ben, « Marketisation in Higher Education, Clark's Triangle and the Essential Ingredients of Markets », *Higher Education Quarterly*, Volume 57, n° 2, April 2003, p. 110-135.
- KRULL Wilhelm, « Stimoulirovanié konkurentsii i kreativnosti v sphere vyschego obrazovania Germanii i Evropy » / « La stimulation de la concurrence et de la créativité dans la sphère de l'enseignement supérieur d'Allemagne et d'Europe », *Voprosy obrazovania / Les questions de l'éducation*, n° 2, 2011, p. 152-162.
- LANG Daniel, « Clark's Triangle, Fiscal Incentives, and a New Relationship Between State and Universities », *Comparative and international Higher Education*, Numéro 6, 2014.
- MA Wanhua, « The Prospects and Dilemmas in Americanizing Chinese Higher Education », *Asia Pacific Education Review*, 2009, vol. 10, Issue 1, p.117-124.
- MARGINSON Simon, « Competition and Markets in Higher Education : a 'Glonacal' Analysis ». *Policy Futures in Éducation*, Volume 2, n° 2, 2004, p. 175-244.
- MARGINSON Simon, « Dynamics of National and Global Competition in Higher Education », *Higher Education*, Springer, n° 52, 2006, p.1-39.
- MUSSELIN Christine, « Vers un marché international de l'enseignement supérieur ? », *Critique internationale*, vol. 39, no. 2, 2008, p. 13-24.
- NEAVE Guy, « On the Cultivation of Quality, Efficiency and Enterprise : an Overview of Recent Trends in Higher Education in Western Europe, 1986-1988 », *European Journal of Education*, 1988, vol. 23, n° 1-2, p. 7-23. Disponible sur : [http://www.jstor.org/stable/1502961?origin=crossref&seq=1#page\\_scan\\_tab\\_contents](http://www.jstor.org/stable/1502961?origin=crossref&seq=1#page_scan_tab_contents)
- NEAVE Guy, « The Stakeholder Perspective Historically Explored », *Higher Education in a Globalising World*, Dordrecht/Boston/London, 2002, p. 17-37.
- NYBORG Per, *The Roots of European University Association, European University Association*, [publication électronique], avril 2014. Disponible sur le site officiel de l'association : [http://www.eua.be/Libraries/eua-documents/Before\\_EUA.pdf?sfvrsn=0](http://www.eua.be/Libraries/eua-documents/Before_EUA.pdf?sfvrsn=0)
- PORKHOROV Alexandre, « Modeli ouniversiteta v ousloviakh globalizatsii » / « Les modèles d'université dans le contexte de la globalisation », *Isvestia vyschykh outchebnykh zavedeniï. Povoljski region. Goumanitarnye naouki / Les actualités des EES. La région de Povoljje. Les sciences humaines et sociales*, 2013, n° 3 (27), p. 56-66. Disponible sur le

site de la bibliothèque Cyberleninka : [cyberleninka.ru/.../modeli-universiteta-v-usloviyah-globalizatsii.pdf](http://cyberleninka.ru/.../modeli-universiteta-v-usloviyah-globalizatsii.pdf).

RINNE Risto, KOIVULA Jenni, « La place nouvelle de l'université et le choc des valeurs. L'Université entrepreneuriale dans la société européenne du savoir : aperçu sur les publications », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, 3/2005 (n° 17), p. 99-132.

## **5. Les relations entre l'Etat et l'enseignement supérieur : la politique universitaire et scientifique**

### ***Ouvrages***

ALSTON Patrick, *Education and the State in Tsarist Russia*, Stanford University Press, 1969, p. 248.

AKHTAMZIAN Nalia, *Process priniatia politicheskikh rechenii po upravleniu sistemoi obrazovania sovremennoi Rossii / Le processus de la prise de décisions pour la gouvernance du système éducatif de la Russie actuelle*, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en science politique, Moscou, 2005, 197 p. 163-174.

ANDREEV Anatoli, *Fiziki ne choutiat : stranitsy sotsialnoi istorii NII fiziki pri MGU (1922-1954) / Les physiciens ne rigolent pas : les pages de l'histoire sociale de l'Institut de recherche de la physique de l'Université d'État de Moscou (1922-1954)*, Moscou : Edition Progress-Traditsiia, 2000, 318p.

BEZES Philippe et al, *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la Ve République*, La Découverte, 2005, 384 p.

BLEIKLIE Ivar (ed.), HENKEL Mary (éd.), *Governing Knowledge, A Study of Continuity and Change in Higher Education*, Springer, 2005, Volume 9, coll. « Higher Education Dynamics », 259 p.

BORDIOUGOV Gennadi (éd.), *Mejdou kanounami. Istoricheskie issledovania v Rossii za poslednie 25 let / Entre les veilles. Les recherches historiques en Russie des 25 dernières années*, Moscou : Ed. AIRO-XXI, 2013, p.1146.

CHARLE Christophe, « Élités politiques et enseignement supérieur, sociologie historique d'un divorce et d'un échec (1968-2011) », in COLANTONIO Laurent, FAYOLLE Caroline, *Genre et utopie. Avec Michèle Riot-Sarcey*, Presses universitaires de Vincennes, 2014, p.

349-376.

CHNOL Simon, *Geroi, zlodei i komformisty otetchestvennoï naouki / Les héros, les monstres et les conformistes de la science russe*, 4e édition, Moscou : Edition Librokom, 2010, 720 p.

CHNOL Simon, conférence au sujet de l'histoire de la science russe donné le 2 novembre 2006 dans les locaux de *Polit.ru*. Retranscription est disponible  
<http://polit.ru/article/2006/11/02/shnol/>

CHTCHERBAKOVA Olga, *Rousskaïa revolioutsia i vyschee obrazovanie. Ot Imperatorskogo vyschego tekhnitcheskogo outchilichtcha k Moskovskomou mekhaniko-machinostroitelnomou institoutou / La révolution russe et l'enseignement supérieur. De l'École supérieur technique impériale à l'Institut de construction mécanique de Moscou*, actes du symposium international *Les phénomènes et les valeurs universelles de la culture*, Moscou : Ed. Université technique d'État de Moscou Bauman, 2014, p. 21-24, coll. « Société – Langue - Culture ».

DEWEY John, *Democracy and Education*, New York, 1916. Disponible sur le site officiel de la bibliothèque des ouvrages numérisés:

<http://library.um.ac.id/images/stories/ebooks/Juni10/democracy%20and%20education%20-%20john%20dewey.pdf>

DIOUJIKOV Sergueï, *Sovremennoe rossiïskoe gosoudarstvo na rynke obrazovatel'nykh ousloug : opyt systemnogo sotsialno-filosofskogo analiza / L'Etat russe contemporain sur le marché des services d'enseignement : une analyse systémique socio-philosophique*, thèse de post-doctorat (doktor naouk) en philosophie, Rostov-sur-Don, 2010.

DNEPROV Edouard, *Obrazovanie i politika. Noveïchaia polititicheskaïa istoria rossiïskogo obrazovania / L'éducation et la politique. L'histoire moderne de l'éducation russe*, t.1., Moscou : 2006, 536 p.

DROUJILOV Sergueï, *Sotsial'no-psikhologiticheskie problemy ouniversitetskoï intelligentsii vo vremena reform : vzglyad prepodavatelïa / Les problèmes socio-psychologiques de l'intelligentsia universitaire lors du temps des réformes : le regard d'un enseignant*, Montreal: Accent Graphics Communications [édition électronique], 2015, 390 p., p. 100. Disponible sur le site de l'auteur : <http://druzhilov.ru/news/социально-психологические-проблемы>

DURKHEIM Émile, « L'élite intellectuelle et la démocratie », *Revue bleu*, 5<sup>e</sup> série, t.1, 1904, p.

705-706. Reproduite dans l'édition électronique est disponible sur le site officiel de la bibliothèque numérique "Les classiques des sciences sociales" :

[http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim\\_emile/sc\\_soc\\_et\\_action/texte\\_3\\_11/elite\\_intellectuelle.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/sc_soc_et_action/texte_3_11/elite_intellectuelle.html)

EGOROV Alexeï, *Obchtchestvenno-politicheskaia sitouatsia 'ottepeli' (1953-1964) v vospriatii sovremennikov – prepodavatelei i stouentov Kazanskogo gosoudarstvennogo ouniversiteta* / La situation socio-politique du dégel dans la perception de ces contemporains – des enseignants et des étudiants de l'Université d'Etat de Kazan, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en histoire, Kazan : l'Université d'Etat de Kazan, 2010.

EGOROV Vladislav, STOIAKINA Tatiana, « *Protsessy sotsializatsii i mobilizatsii molodeji v sovetskom gosoudarstve* » / « Les processus de socialisation et de mobilisation de la jeunesse à l'Etat soviétique » : actes du colloque *Kooperativny sektor v innovatsii razvitia rossiïskogo obchtchestva* / Le secteur coopératif de l'économie et l'évolution de la société russe, le 19 mai 2016, Volgograd : Ed. Volgogradskoe naoutchnoe izdatel'stvo, 2016, 236 p., p. 56-62. Disponible sur le site officiel de la bibliothèque numérique des ouvrages scientifiques <https://elibrary.ru/item.asp?id=27220841>

ESAKOV Vladimir, « *Epizody iz istorii atomnogo proekta* » / « Les épisodes de l'histoire du projet atomique », *Priroda / Nature*, Moscou : Édition de l'Académie russe des sciences, 2003, Volume 10, p. 55-56.

ESAKOV Vladimir, « *Novoe o sessii VASKhNIL 1948 goda* » / « Le nouveau sur la session de VASKhNIL 1948 », *Repressirovannaia naouka / La recherche sous les repressions*, Saint-Pétersbourg : Naouka, 1994, p. 57-75.

FILIPPOV Vladimir (dir.), *Reformy obrazovania : Analiticheskiy obzor / Les réformes de l'éducation : un aperçu analytique*, Moscou : Tsentr sravnitelnoï obrazovatelnoï pedagogiki/Le centre de la pédagogie comparative, 2003, p. 5.

GAMAN-GOLOUTVINA Oksana, « *Rossiïskaia intelligentsia i vlast'* » / « L'intelligentsia russe et le pouvoir » in IOUDIN Boris (éd.) et alii, *Tchelovetcheski potentsial Rossii : intellektoual'noe, sotsial'noe, koulturnoe izmerenia / Le potentiel humain de la Russie et ses dimensions : intellectuelle, sociale et culturelle*, Moscou : L'Institut de l'homme de l'Académie des sciences de la Russie, 266 p.

GERASIMOVA Olga, *Obchtchestvenno-politicheskaia jizn' stouentchestva MGU v 1959e - seredine 1960 / La vie socio-politique des étudiants de l'Université d'État de Moscou dans*

- les années 1950 – mi-1960*, thèse de doctorat (kandidat naouk) en histoire, Moscou : L'Université d'Etat de Moscou, 2008, 334 p.
- GLADKHIKH Valentina, *Grajdansko-patriotitcheskoe vospitanie molodeji v polikoul'tournoi srede vouza / L'éducation patriotique et civique de la jeunesse dans un milieu multi-culturelle des EES*, thèse de post-doctorat (*doktor naouk*) en sciences pédagogiques, Tambov, 2011, 435 p.
- IVANOVA Svetlana (éd.), *Priniatie resheniy v sisteme obrazovania/La prise de décisions pour le systèlme de l'éducation*, Moscou : Edition IET, 2014, 548 p., p. 176.
- KAPITSA Piotr, *Pis'mo Stalinou ob atomnoi bombe / La lettre à Staline au sujet de la bombe atomique*, Moscou 25 novembre, 1945 disponible sur le site de l'auteur : <http://kapitza.ras.ru/museum/letter3.htm>
- KHOMENKO Elena, *Politiko-pravovoe regoulirovanie vyschego obrazovaniia v Sovetskom gosoudarstve : oktyabr' 1917 – konets 1920 / La régularisation politique et législative de l'enseignement supérieur de l'État soviétique : octobre 1917 – fin des années 1920*, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en sciences juridiques, Nijni Novgorod, 2006, 256p.
- KHOVRIN Andreï, *Stroudentcheskie otriady kak soub'ekt realizatsii gosoudarsvennoi molodejnoï politiki : sotsiologo-oupravlentcheski analiz / Les stroïotriads comme étant le sujet de la réalisation de la politique étatique pour la jeunesse : l'analyse sociologique de gestion*, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en sociologie, Moscou : MATI, 2003, 199 p.
- KOSTIOUTCHENKO Inna, *Istoricheski opyt razrabotki i realizacii gosoudarstvennoi politiki SSSR i Rosssiyskoï Federacii v sfere narodnogo obrazovania vo vtoroi polovine XX veka / L'élaboration et de la mise en place de la politique d'Etat en matière d'éducation dans la deuxième moitié du XX siècle : l'expérience de la Fédération de Russie*, la these de post-doctorat (*doctor naouk*) en histoire, Moscou, 2004, 411 p.
- KOUZNETSOV Vladimir, *Novossibirski akademgorodok v 1968 godou : « pis'mo soroka chesti » : dokoumental'noe issledovanie / La Cité académique de Novossibirsk en 1968 : la « lettre des quatante-six » : une analyse des documents*, 2<sup>e</sup> édition, Novossibirsk : Offset-TM, 2015, 486 p.
- KREMENTSOV Nikolaï, *Stalinist Science*, Princeton University Press, 1996, 392 p., p. 24.
- LIASKIN Vladimir et alii, *SSO : stroïka, stoudenty, otriad / la construction, les étudiants, l'union*, Moscou : Molodaïa gvardia, 1978.
- LOREN R. Graham, *Science and Philosophy in the Soviet Union*, New York, 1972.

- MARTYNOVA Alexandra, « *Rossiïskoe stoudentchestvo i fevral'skaia revolioutsia* » / « Les étudiants russes et la révolution du février », *Novy istoricheski vestnik / Le nouveau bulletin de l'histoire*, Moscou : Édition de l'Université d'État des sciences humaines et sociales, 2005, n° 2 (13), p. 134-147.
- MEDVEDEV Jaurès, *Grandeur et chute de Lyssenko*, Paris, Gallimard, 1971, p. 40-43.
- NAZAR'EVA Olga, *Naoutchno-pedagogitcheskaia i obchtchestvenno-polititicheskaia deiatelnost' professora Manouïlova / L'activité scientifique, pédagogique, associative et politique du professeur Manouïlov*, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en histoire, Moscou, 2009.
- NIKOLSKI Vladimir, *Filosofskie osnovania akademitcheskoi svobody / Les fondations philosophique de la liberté académique*, thèse de post-doctorat (*doktor naouk*) en philosophie, Moscou, 2011.
- OSTROVITIANOV Konstantin (éd.), *Istoria Akademii naouk SSSR / L'histoire de l'Académie des sciences de l'URSS*, t.1, (1724-1803), Moscou – Leningrad : Ed. Nauka, 1958, 483 p., p. 45.
- PELIKH Alexeï, *Politika sovetskogo gosouidarstva po organizatsii i razvitiou naoutchnykh issledovani : 1917-1991 / La politique de l'Etat soviétique en matière de l'organisation et du développement des recherches scientifiques*, thèse de post-doctorat (*doktor naouk*) en histoire ; Armavir, 2007, 396 p.
- PROKHOROV Alexandre, *Rousskaia model' upravleniia / Le modèle russe de la gouvernance*, Moscou : ZAO Journal Expert, 2002, 376p., p.4-9.
- ROMANOVA Vera, MATSKEVITCH Aliona, *Pokazateli bioudjetnykh raskhodov v sfere obrazovania / Les indicateurs des dépenses budgétaires dans l'éducation*, Moscou : Ed. de l'EHESE, 2012, 58 p.
- SIDOROVA Alexandra, *Strategia upravlenia systemoi obrazovania kak element gosudarstvennoi politiki / La stratégie de gouvernance de l'enseignement supérieur comme un élément de la politique de l'Etat*, thèse de doctorat (*kandidat naouk*) en économie, Moscou, 2012.
- SOIFER Valeri, *Staline i mochenniki v nauke / Staline et les escrocs dans la science*, 2e édition, Moscou : Ed. Dobrosvet, Gorodets, 2015, 479 p., p. 381-401.
- SOIFER Valeri, *Vlast i nauka. Istoria razgroma genetiki v SSSR / Le pouvoir et la science. L'histoire de l'écrasement de la génétique en URSS*, Moscou : Lazour ', 1993, 326 p.
- SOIFER Valeri, « La Russie soviétique a perdu trois prix Nobel », conférence publique donnée au club « OpenRussia » à Londres le 3 juillet 2017. Le compte rendu est disponible sur le site

officiel du club : <https://openrussia.org/media/700283/>

- SPERANSKI Nikolaï, *Krizis rousskoï chkolıy / La crise de l'école russe, Moscou, 1913*, « *Konflikt g. Kasso s Moskovskim Ouniversitetom* » (1911) / « Le conflit de M. Kasso avec l'Université de Moscou » (1911), p. 109-114.
- STRATONOV Vsevolod, « *Poteria Moskovskim Ouniversitetom svobody. Vospominania o zabastovke 1922 goda* » / « La perte de la liberté de l'Université de Moscou. L'évocation de la grève de l'année 1920 », in GOURSTEIN Alexandre (éd.), *Na rubejax poznaniia Vselennoi / Aux confins de la découverte de l'Univers, t. XXIII, Istoriko-astronomicheskie issledovaniia / Les recherches en histoire et en astronomie*, Moscou, 1992, p. 419 disponible sur le site officiel de l'Institut de l'histoire naturelle et de technologie de l'Académie des sciences de la Russie : [www.ihst.ru/projects/sohist/papers/iai/23/410-455.pdf](http://www.ihst.ru/projects/sohist/papers/iai/23/410-455.pdf)
- VERNADSKI Vladimir, *Izbrannye trudy / Les ouvrages choisis*, Moscou : Édition Rosspen, 2010, « *Naouka i proekt ouniversitetskogo oustava A. N. Chvartsa* » / « La recherche et le projet de la Charte universitaire de Chvarts A. N. » (1908, 6 octobre), p. 2.
- VOLKOV Sergueï, *Intellekoualny sloï v sovetskom obchtchestve / La couche intellectuelle dans la société soviétique*, Moscou, 1999, chapitre 1. L'ouvrage est disponible sur le site officiel de l'auteur : <http://swolkov.org/books.htm>
- WEBER Max, *Le Savant et la politique* (1919), Paris : Union Générale d'Éditions, 1963, 186 p., Collection « Le Monde en 10/18 ». Reproduite dans l'édition électronique est disponible sur le site officiel de la bibliothèque numérique « Les classiques des sciences sociales » : [http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant\\_politique/Le\\_savant.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant_politique/Le_savant.html)
- WEBER Max, « Essai sur l'objectivité scientifique dans les sciences et la politique sociales », in *Essais sur la théorie de la science*, Paris : Ed. Pocket, 2000, 478 p.
- WEINBERG Elizabeth Ann, *The Development of Sociology in the Soviet Union*, Boston, Mass.: Routledge & Kegan Paul, 1974, p. 8-9, 11.
- ZAPESOTSKI Alexandre, *Obrazovanie : filosofia, koulturologia, politika / L'éducation : sa philosophie, culture et politique*, Moscou : Naouka, 2003, 556 p.

### **Articles**

- ARCHAVSKI Iliia, « *O sessii dvoukh Adademi* » / « A propos de la session des deux Académies », in IAROCHEVSKI Mikhaïl (éd.), *Repressirovannaia naouka / La science sous les répressions*, Saint-Pétersbourg : Naouka, 1994, p. 239-249.

- CHAROVA Antonina, « *Ouniversitetskoe soobchtchestvo i vlast' v natchale XX veka (po materialam dnevnikovykh zapisei A. N. Savina)* » / « La communauté universitaire et le pouvoir au début du Xxe siècle (dans les notes du journal intime de Savin A.V) », *Novoe literaturnoe obozrenie / La chronique nouvelle de la littérature*, 2015, n° 191 (1), p. 142-166.
- CHIBANOVA Ekaterina, « *Modelirovanie systemy vyschego obrazovania : zarybeznyy opyt i rossiyskie tendentsii* » / « La modernisation du système de l'enseignement supérieur : l'expérience des pays étrangers et les tendances russes », *Sovremennye problemy nauki i obrazovania / Les problèmes actuels de recherche et d'enseignement*, 2015, n° 4.  
Disponible sur : <https://www.science-education.ru/ru/article/view?id=20877>
- CHNOL Simon, « Khristofor Semionovitch Ledentsov », *Znanie – Sila / La connaissance est une force*, 1996, n° 10, p. 154-159.
- GRIBOVSKI Mikhaïl, « *Ouchastie professorov i privat-docentov rossiiskikh ouниверситетов v rabote Gosoudarstvennykh Doum v natchale XX veka* » / « La participation des professeurs et des privat-docents des universités russes dans le travail des Doumas d'État au début du Xxe siècle », *Vestnik Tomskogo universiteta / Le revue de l'Université de Tomsk*, 2013, n°5 (25), p. 46-51
- HOWLETT Sophia, « Stalin and Contemporary Higher Education Change: A Short Provocation », *International Higher Education* (revue électronique), Boston, 2011, n° 63 disponible sur le site officiel du revue <https://ejournals.bc.edu/ojs/index.php/ihe/issue/view/839>
- KASTOUEVA-JEAN Tatiana, « Entre contrôle étatique et développement d'un marché », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n° 65, 2014, p. 69-77.
- KEZAR Adrianna, ECKEL Peter, « Meeting Today's Gouvernance Challenges », *The Journal of Higher Education*, n° 75 (4), 2004, p. 371-398.
- KOUDINOVA Maria, « *Soverchenstvovanie sistemy oupravlenia vyschim obrazovaniem v ousloviakh ego modernizatsii* » / « L'amélioration de la gouvernance de système de l'enseignement supérieur dans le contexte de sa modernisation », *Ouniversitetskoe oupravlenie : praktika i analiz / La gouvernance universitaire : la pratique et l'analyse*, n° 3 (55), 2008.
- LAKHTIN Georgi, MINDELI Levan, « *Naouka v obnovlennoi strane* » / « La science dans le pays renouvelé », *Vestnik Rossiyskoï akademii naouk*, n° 71 (11), 2001, p. 980-987.
- LAPWORTH Susan, « Arresting Decline in Shared Governance: Towards a Flexible Model for

- Academic Participation », *Higher Education Quarterly*, 2004, vol. 58, Issue 4, p. 299–314.
- MIDDLEHURST Robin, « Changing Internal Governance: A Discussion of Leadership Roles and Management Structures in UK Universities », *Higher Education Quarterly*, 2004, vol. 58, Issue 4, pages 258–279.
- MIGNOT-GERARD Stéphanie, « Le “Leadership” et le “gouvernement” dans l'analyse des organisations universitaires : deux notions à déconstruire », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, vol. n° 15, no. 2, 2003, p. 147-177.
- OUCHAKIN Sergueï, « *Ouniversity i vlast* » / « Les universités et le pouvoir », *Obschestvennye nauki i sovremennost' / Les sciences sociales et le monde contemporain*, 1999, n° 2, p. 55-65.
- OSSORGUIN Mikhaïl, « *Kak nas ouekhali (fragment vospominani)* » / « Comment on nous a envoyé (un extrait des mémoires) », *Le temps*, Paris, 1955, p. 180-185.
- PANOVA Elena, « *Vyshee obrazovanie kak potentsial miagkoï vlasti gosudarstva* » / « L'enseignement supérieur comme une puissance douce de l'Etat », *Vestnik MGIMO*, 2011, n° 2, p. 157-161. Disponible sur : <http://cyberleninka.ru/article/n/vysshee-obrazovanie-kak-potentsial-myagkoy-vlasti-gosudarstva#ixzz4M7gxi0xL>
- PROKHOROV Vladimir, « *Blagotvoritel' iz Vologdy* » / « Le mécène de Vologda », *Nauka i jizn' / La science et la vie*, 2005, n° 8, p.80-83.
- ROMANOV Boris (éd.), *Naouka i vlast' : nasledie L.A. Kasso. Troudy naouchnoï konferensii Lomonossov-99 / La recherche et le pouvoir : l'héritage de L. A. Kasso : actes de colloque Lomonossov-99*, Moscou, 1999, p.76-804, coll. « Histoire », disponible sur le site officiel de l'Université d'État de Moscou : <http://www.hist.msu.ru/Calendar/1999/Apr/lomonos99/Romanov.htm>
- ROSSIIANOV Kirill, « *V. Stalin kak redaktor Lyssenko. K predystorii avgoustovskoï (1948) sessii VASKhNIL* » / « Staline était le rédacteur de Lyssenko. Sur la préparation de la session de mois d'août (1948) de VASKhNIL », *Voprosy filosofii / Les questions de la philosophie*, 1993, n° 2, p. 56.
- SAVENKO Youri, « *60-letie Pavlovskoï sessii 1951* » / « Le jubilé de 60 ans de la session de Pavlov de 1951 », *Nezavisimy prikhiatritcheski journal / Le journal indépendant de la psychiatrie*, 2011, n° 3, p. 5-7.
- SOUSLOVA Darya, « *Rol' ekspertno-analitcheskikh strouktour v razrabotke gosudarstvennoï politiki (na primere gosudarstvennoï obrazovatel'noï politiki)* » / « Le rôle des structures

analytiques dans l'élaboration de la politique d'État (le cas de la politique d'Etat en matière d'éducation) », *Vlast'*, 2010, n° 4, p. 21-26.

TCHEPYJOVA Olga, « *Gosoustarstvennoe finansirovanie vyschego obrazovania : sovremennye tendentsii* » / « Le financement étatique de l'enseignement supérieur : les tendances actuelles », *Vestnik MGUPI*, 2012, n° 39, p. 201-210.

ZUEV Valeri, GRETCHENKO Anatoli, « *Problemy vyschego obrazovania v svete novogo zakona 'Ob obrazovanii v Rossiïskoï Federatsii'* » / « Les problèmes de l'enseignement supérieur à la lumière de la nouvelle loi sur l'Éducation en Fédération de la Russie », *Ekonomika obrazovania / l'Économie de l'éducation*, 2013, n° 2, p. 48-54. Disponible sur : <http://cyberleninka.ru/article/n/problemy-vysshego-obrazovaniya-v-svete-novogo-zakona-ob-obrazovanii-v-rossiyskoy-federatsii>

## Sources

---

### 1. Sources primaires

#### 1.1. Les textes réglementaires : lois, décrets, arrêtés, chartes, codes, manifestes, oukasez

*Dekret Sovnarkoma SSSR o peredatche v vedenie Narodnogo komissariata prosvechtchenia outchebnykh i obrazovatelnykh outchrejdeni i zavedeni vseh vedomstv* / Le décret de Sovnarkom de l'URSS du 5 juin 1918 relatif à la mise sous la tutelle du Commissariat du peuple pour l'éducation tous les établissements d'enseignement de toutes les agences publiques. Source : *Sobranie ouzakoneni i rasporiajeni pravitelstv za 1917-1918 gody* / Le recueil des lois et des décisions du gouvernement pour 1917-1918, Moscou : L'administration de Sovnarkom, 1942, p. 558.

*Dekret o pravilakh priïoma v vyschee outchebnoe zavedenie RSFSR* / Le décret sur les règles d'admission aux établissements de l'enseignement supérieur de RSFSR du 2 août 1918. Source : *Dekrety Sovetskoy vlasti* / Les décrets du pouvoir soviétique, Volume 3, 1964, p. 141.

*Dekret SNK RSFSR o rabotchikh fakoultetakh* / Le décret de Sovnarkom de la RSFSR sur les sur les facultés ouvrières du 17 septembre 1920. Source : *Sobranie ouzakoneni i rasporiajeni pravitelstva RSFSR za 1920* / Le recueil des actes législatifs et les arrêtés du gouvernement de la RSFSR en 1920, Moscou, 1943, n° 80, 818 p., p. 381.

*Dekret SNK RSFSR ot 1 oktiabria 1918 goda o nekotorykh izmeneniakh v sostave i oustroïstve vyschikh outchebnykh zavedeni Rossiïskoï respoubliki* / Le décret de Sovnarkom de la RSFSR du 1 octobre 1918 sur les modifications dans la composition et dans l'organisation des établissements de l'enseignement supérieur de la République de la Russie. Source : *Sobranie ouzakoneni RSFSR. 1917-1918* / Le recueil des actes législatifs de la RSFSR 1917-1918, Moscou, 1942, c n° 18, 1483 p., p. 999-1000.

*Dekret Sovnarkoma RSFSR ot 3 ioulia 1922 goda. Polojenie o vyschikh outchebnykh zavedeniakh*

- RSFSR vsekh vedomstv* / Le décret de Sovnarkom de la RSFSR du 3 juillet 1922. Le règlement pour les établissements de l'enseignement supérieur de la RSFSR. Source : *Sobranie ouzakoneni i rasporiajeni pravitelstva RSFSR za 1922* / Le recueil des actes législatifs et les arrêtés du gouvernement de la RSFSR en 1922, Moscou, 1943, n° 43, p. 518.
- Dekret Sovnarkoma ot 29 ianvaria 1920 goda o professionalnykh tekhnicheskikh chkolakh* / Le décret de Sovnarkom du 29 janvier 1920 relatif aux écoles techniques professionnelles. Source : *Sobranie ouzakoneni i rasporiajeni pravitelstva RSFSR za 1920* / Le recueil des actes législatifs et les arrêtés du gouvernement de la RSFSR en 1920, Moscou, 1943, n° 6, p. 42.
- Dekret SNK RSFSR o reorganizatsii prepodavania obchtchestvennykh naouk v vychikh outchebnykh zavedeniakh RSFSR* / Le décret de Sovnarkom de la RSFSR du 19 novembre 1920 sur la réorganisation de l'enseignement des matières en sciences humaines et sociales dans les établissements de l'enseignement supérieur.
- Décret n° 2003-744 du 1er août 2003 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la reconnaissance mutuelle des documents sur les grades et titres universitaires, signé à Saint-Petersbourg le 12 mai 2003. Disponible sur le site officiel du service public de la diffusion du droit avec Legifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2003/8/1/MAEJ0330066D/jo/texte>
- Dekret Sovnarkoma o poriadke vziaania platy za aboutchenie v outcherejdeniakh narodnogo khoziaïstva* / Le décret de Sovnarkom RSFSR du 22 mars 1923 sur les frais de scolarité des établissements d'enseignement rattachés au Narkompros. Source : la base des données des documents juridiques Consultant : <http://www.consultant.ru/cons/cgi/online.cgi?req=doc&base=ESU&n=3845#0>
- Dekret Sovnarkoma RSFSR o vziaanii platy v outchebnykh i vospitatel'nykh outcherejdeniakh* / Le décret de Sovnarkom RSFRS du 24 janvier 1927 sur les frais de scolarité des établissements d'enseignement et d'éducation. Source : la base des données des documents juridiques Consultant : <http://www.consultant.ru/cons/cgi/online.cgi?req=doc;base=ESU;n=20883#0>
- Décret « Sur les mesures pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel et juridique sur le territoire de la république Tchétchénie » du 30 novembre 1994.
- Décret « Sur les mesures pour l'élimination et la répression des groupes armés illégaux sur le territoire de la république Tchétchénie et dans la zone du conflit ossète-ingouche » du 11

décembre 1994.

*Federal'ny zakon « O vnesenii izmeneni v ot del'nye zakonodatel'nye akty RF »* / La loi fédérale n° 232-FZ du 24 octobre 2007 relative aux modifications des actes législatifs de la Fédération de Russie, Rossiïskaia gazeta, n° 4504, 27 octobre 2007. Disponible sur :  
<https://rg.ru/2007/10/27/obrazovanie-dok.html>

Joint Communiqué issued by the United States and the Soviet Union, Moscow, 29 May 1972.  
Disponible sur : <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/longterm/summit/archive/com1972-1.htm>

*Kontseptsia modernizatsii rossiïskogo obrazovania na period do 2010* / Le concept de modernisation de l'Éducation russe jusqu'à l'année 2010 adoptée par l'arrêté gouvernementale du 29 décembre 2001 n° 1756-r. Source : Bulletin du ministère de l'Éducation, 2002, n° 2.

L'arrêté gouvernemental de la Fédération de Russie n° 568 du 20 juin 2014  
L'arrêté du Soviet Suprême n° 3020-1 du 27 décembre 1991 au sujet de la propriété étatique, fédérale, régionale et municipale.

L'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie n° 497 du 23 mai 2015.

La Charte universitaire 1884 est disponible sur <http://letopis.msu.ru/documents/2761>

La Constitution de l'URSS de 1977.

La Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur au 21<sup>e</sup> siècle, le 9 octobre 1998. Disponible sur : [http://www.UNESCO.org/education/educprog/wche/declaration\\_fre.htm](http://www.UNESCO.org/education/educprog/wche/declaration_fre.htm)

La décision du président de la Fédération de Russie n° 551-RP du 23 août 2010.

La loi fédérale n° 273-FZ du 29 décembre 2012 « Sur l'éducation en Fédération de la Russie ».

La loi fédérale n° 174-FZ du 3 novembre 2006 « Sur les établissements autonomes ».

La loi fédérale n° 125-FZ « Sur l'enseignement supérieur et post-supérieur professionnel » du 22 août 1996 (dans sa rédaction 2011). Disponible sur le site officiel du ministère de l'Éducation et de la Science : <http://минобрнауки.рф/документы/885>

La loi fédérale n° 113-FZ sur les amendements des articles 12 et 20 de la loi fédérale « Sur l'enseignement supérieur et post-universitaire professionnel » du 18.07.2006.

La loi fédérale « Sur les établissements autonomes » votés par la Douma d'État le 11.10 2006 et approuvé par le Conseil de la Fédération le 27.10.2006. Le document est disponible :  
[http://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_63635/](http://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_63635/)

La loi fédérale n° 18-FZ du 11 février 2009.

La loi fédérale n° 259-FZ du 10 novembre 2009.

La loi fédérale n° 273-FZ « Sur l'Education » votée à la Douma d'Etat le 21 décembre 2012 et approuvée par le Conseil de Fédération le 26 décembre 2012. Publiée sur le portail de *Rossiïskaia gazeta* : <https://rg.ru/2012/12/30/obrazovanie-dok.html>

La loi fédérale du 01.12.2014 N384-FZ sur le budget fédéral pour l'année 2015 et pour la période planifiée 2016 et 2017. Les données ouvertes de la Trésorerie de la Fédération de Russie « Budget fédéral ».

La manifeste [du tsar] sur la création de la Douma d'État du 6 août 1905 / *Manifest ob outcherejdenii Gosoudarstvennoy Doumy* disponible sur le site officiel de la base de données de la législation de la Russie GARANT : <http://constitution.garant.ru/history/act1600-1918/3081/>

La manifeste [du tsar] du 20 février 1906 / *Manifest ot 20 fevralia 1906* disponible sur le site officiel de la Douma d'État <http://www.duma.gov.ru/index.jsp?t=history/gd1905.html>

Le Code budgétaire de la Fédération de Russie 2012, Moscou : Omega-L, 2012, 217 p.

Le décret du président de la RSFSR « Sur les mesures prioritaires sur le développement de l'éducation en RSFSR » du 11 juillet 1991.

L'ordre du ministère de l'Education et de la Science n° 811 du 7 août 2015. Disponibles sur le portail officiel des documents juridiques Garant : <http://www.garant.ru/article/701532/#ixzz4ZhaEG67c>

L'oukaz du président du 7 mai 2012 n° 599 « *O merax po realizacii gosudarstvennoi politiki v oblasti obrazovania i naouki* »/ « Sur les actions pour la mise en œuvre de la politique en matière d'enseignement et de recherche ». Disponible sur le site officiel de Rossiïskaia Gazeta : <https://rg.ru/2012/05/09/nauka-dok.html>

L'oukaz n° 967 « *O merakh po ukrepleniou kadrovogo potentsiala Rossiïskoï Federatsii* » / « Sur les mesures de renforcement des ressources humaines de la FR » du 28 décembre 2013.

L'oukaz du président de la FR du 16.09.2008, n° 1363.

L'oukaz du président de la FR du 20.09.2010, n° 1142.

L'oukaz n° 596 « Sur la politique économique de l'Etat à long terme ».

L'oukaz n° 597 « Sur les actions pour la mise en œuvre de la politique sociale de l'Etat ».

L'oukaz n° 598 « Sur l'amélioration de la politique de l'Etat en matière de santé publique ».

L'oukaz n° 599 « Sur les actions pour la mise en œuvre de la politique en matière d'enseignement et de recherche ».

L'oukaz n° 600 « Sur les mesures d'approvisionnement des citoyens de la Fédération de Russie de logement accessible et confortable, ainsi que d'amélioration de la qualité des services relatifs au logement ».

L'oukaz n° 601 « Sur les directions principales de la politique d'amélioration du système de la gouvernance publique et des services publics ».

L'oukaz n° 602 « Sur la garantie de la paix intranationale ».

L'oukaz n° 603 « Sur la mise en œuvre des programmes de construction et de développement de l'Armée de la Fédération de Russie et d'autres services militaires, ainsi que la modernisation du complexe militaro-industriel ».

L'oukaz n° 604 « Sur la continuité de l'amélioration du service militaire en Fédération de Russie ».

L'oukaz n° 605 « Sur la réalisation de la politique étrangère de la Fédération de Russie ».

L'oukaz n° 606 « Sur les actions pour la mise en œuvre de la politique démographique en Fédération de Russie ».

Le règlement de la mise en œuvre de la surveillance (*monitoring*) de l'activité des EES et de leurs filiales dans le cadre de la réalisation de l'oukaz du président de la FR n° 599 du 7 mai 2012 « Sur les actions pour la mise en œuvre de la politique en matière d'enseignement et de recherche ». Le document est disponible sur le site officiel du ministère de l'Éducation et de la Science : <http://минобрнауки.рф/документы/2521>

*Natsional'naia doktrina obrazovania Rossiiskoi Fédératsii* / La doctrine nationale de la Fédération de Russie adopté par l'arrêté gouvernemental n° 751 du 4 octobre 2000. Source : *Sobranie zakonodatel'stva Rossiiskoi Federatsii* / Le recueil des actes législatifs de la Fédération de Russie, 2000, n° 41, p. 4089.

*O réorganisatsii gosudarstvennykh universitetov* / L'arrêté du Sovnarkom de la RSFSR n° 752 du 13 juillet 1931 sur la réorganisation des universités d'État.

*Osnovnye napravleniia perestroiki vyschego i srednego spetsial'nogo obrazovania v strane. Postanovlenie TsK KPSS i Soveta Ministrov SSSR* / Les directions principales de la transformation (*perestroïka*) de l'enseignement supérieur et l'enseignement professionnel post-sécondaire dans le pays. L'arrêté du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS, Pravda, le 21 mars 1987.

*O merakh po rechitel'nomu ouloutcheniou katchestva podgotovki i ispolzovania spetsialistov s vyschim obrazovaniem v narodnom khoziaïstve. Postanovlenie TsK KPSS i Soveta*

*ministrov SSSR / Sur les mesures pour une amélioration décisive de la qualité de formation et de l'utilisatin des diplômés d'enseignement supérieur pour l'économie du pays. L'arrêté du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS, Pravda, le 23 mars 1987.*

*O merakh po ouloutcheniou katchestva podgotovki i ispolzovania naoutchno-pedagogicheskikh i naoutchnykh kadrov. Postanovlenie TsK KPSS i Soveta ministrov SSSR / Sur les mesures pour l'amélioration de la qualité de formation et de l'utilisatin des enseignants-chercheurs et des chercheurs. L'arrêté du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS du 13 mars 1987 n°327, Pravda, le 26 mars 1987.*

« *Ob itogakh referendouma SSSR, sostoiavchegosia 17 marta 1991 goda (Iz soobchtchenia Tsentral'noi komissii referendouma SSSR) » / « Sur les résultats du référendum de l'URSS qui a eu lieu le 17 mars 1991 : l'information de la Commission centrale du référendum de l'URSS », Izvestia, 27 mars 1991, quotidien.*

*Ob itogakh ispolnenia federal'nogo bioudjeta v 1999 godou i zadatchakh organov finansovoï sistemy na 2000 god / Le rapport du ministère des Finances du 15 mars 2000 sur l'exécution du budget fédéral pour l'année 1999 et les tâches du système des finances pour l'année 2000. Le document est disponible sur le site officiel du ministère des Finances : [https://www.minfin.ru/ru/document/?id\\_4=5060](https://www.minfin.ru/ru/document/?id_4=5060)*

*Opredelenie Konstitoutsionnogo Souda RF on 26.12.1996 n° 103-o / La décision de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie du 26 décembre 1996 n° 103-o. Disponible sur le site : [http://lawrussia.ru/texts/legal\\_338/doc338a570x252.htm](http://lawrussia.ru/texts/legal_338/doc338a570x252.htm)*

*Oukaz o priostanovlenii deiatel'nosti Kommounistitcheskoï partii Rossii / L'oukaz du président de la Fédération de Russie du 23 août 1991 sur la suspension de l'activité du Parti communiste de la RSFSR.*

*Oukaz ob imouchtchestve KPSS i Kommounistitcheskoï partiii RSFSR / L'oukaz du président de la Fédération de Russie du 25 août 1991 sur les biens du Parit couuministe de l'URSS et de la RSFSR.*

*Oukaz o diatel'nosti KPSS i KP RSFSR / L'oukaz du président de la Fédération de Russie du 8 novembre 1991 sur l'activité du PCUS et du Parti communiste de la RSFSR.*

*Oukaz « O strouktoure tsentral'nykh oranov ispolnitel'noi vlasti » / L'oukaz du président de la Fédération de Russie n° 1148 du 30 septembre 1992. Disponible sur le site officiel du gouvernement de la Russie : <http://kremlin.ru/acts/bank/2106>*

*Oukaz o merakh gosouudarstvennoï podderjki lits, proiavivchikh vydaïouchtchiesia sposobnosti /*

L'oukaz du président n° 607 du 7 décembre 2015 N 607 « Sur les mesures du soutien de l'État aux personnes ayant des réussites académiques exceptionnelles ». Disponible sur : <http://www.kremlin.ru/acts/bank/40269>

*Polojenie ob organizatsii proletarskogo stouidentchestva ot 26 iounia 1922 goda /* Le règlement de

l'organisation pour les étudiants prolétaires du 26 juin 1922. Source : DAVYDOV Ivan (éd.), *Direktivy VKP (b) po voprosam prosvechtcheniia RSFSR /* Les directives du Parti communiste sur les questions de l'éducation, Moscou – Léningrad : Ed. Narkomos OGIZ, 1931 disponible sur : [http://elibrary.gnpbu.ru/text/directivy-vkpb--prosvescheniya\\_1931/fs,1/](http://elibrary.gnpbu.ru/text/directivy-vkpb--prosvescheniya_1931/fs,1/)

*Polojenie o proizvodstvennoy praktike stouidentov vyschykh outchebnykh zavedeni SSSR /* Le

règlement des stages des étudiants des établissements de l'enseignement supérieur de l'URSS du 26 mars 1938. Source : *Sobranie postanovleni provitelstva SSSR /* La collection des arrêtés du Gouvernement de l'URSS, Moscou, 1938, n° 14, p. 89.

*Polojenie o stouidentcheskom otriade /* Le règlement des stroyotryads adopté par le ministère

de l'Enseignement supérieur et post-sécondaire de l'URSS le 28 avril 1977 n° 468. Source : Le recueil des documents réplémentaires de la vie économique et financière des stroyotryads, Moscou : MGCh SO MGK VLKSM, 1988, p. 9.

*Polojenie o naoutchno-issledovatel'skoï rabote stouidentov vyschykh outchebnykh zavedeniï*

*outverjdeno prikazom ministra vyshego i srednego spetsial'nogo obrazovania SSSR /* L'ordre du ministre de l'Enseignement supérieur et l'enseignement professionnel post-secondaire de l'URSS du 7 février 1974 n° 124 adoptant le Règlement de l'activité de recherche des étudiants des établissements d'enseignement supérieur.

*Poriadok priema inostrannykh grazhdan v obrazovatelnye uchrezhdenia vyshego*

*professionalnogo obrazovania utverzhdennyi prikazom Miniserstva obrazovania i nauki Rossiyskoi Federatsii /* Le règlement sur l'accueil des étudiants étrangers aux EES russes adopté par l'arrêté du ministère de l'Éducation et de la Science n° 2895 du 28 décembre 2011.

*Postanovlenie pravitel'stva RF « O gosouudarstvennoï programme Patriotitsheskoe vospitanie*

*grajdan RF na 2016-2020 gody » /* L'arrêté du gouvernement n° 1493 du 30 décembre 2015 « Sur le programme L'éducation patriotique des citoyens de la Fédération de Russie pour 2016-2020 ».

*Postanovlenie Pravitel'stva RF « Voprosy ministerstva naouki, vyschei chkoly i tekhnicheskoi politiki RF » / L'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie relatif au ministère de la Science, de l'Enseignement supérieur et de la Politique technique de la Fédération de Russie n° 25 du 11 janvier 1992.*

*Postanovlenie Sovnarkoma SSSR ob outchenykh stepeniakh i zvaniakh / L'arrêté de Sovnarkom de l'URSS sur les grades et les titres scientifiques n° 79 du 13 janvier 1934.*

*Postanovlenie Sovnarkoma o reorganizatsii vouzov, tekhnikoumov i rabfakov / L'arrêté du TsIK et de Sovnarkom du 23 juillet 1930 sur la réorganisation des EES, des écoles professionnelles et des rabfacs disponible sur le site officiel de la bibliothèque électronique des actes législatifs de l'URSS : [www.libussr.ru/doc\\_ussr/ussr\\_3657.htm](http://www.libussr.ru/doc_ussr/ussr_3657.htm)*

*Postanovlenie SNK RSFSR o preimouchtchestvennom priïome v vyschie outchebnye zavedenia predstaviteley proletariata i bedneychego krestianstva / L'arrêté de Sovnarkom RSFSR du 2 août 1918 sur l'admission prioritaire des étudiants issus de prolétariat et des paysannat aux établissements de l'enseignement supérieur. Source : *Dekrety Sovetskoï vlasti / Les décrets du pouvoir soviétique*, Volume 3, 1964, p. 137-138.*

*Postanovlenie NKP ob otmene gosoudarstvennykh ekzamenov i ob izmeneniï poriadka proizvodstva vsiakogo roda ispytaniï stoudentov v vyschykh outchebnykh zavedeniakh / L'arrêté de Narkompros du 10 novembre 1918 sur la suppression des examens d'État et sur la modification des règles de toutes les épreuves pour les étudiants des établissements de l'enseignement supérieur. Source : *Sobranie ouzakoneni i rasporiajeni pravitelstva RSFSR. 1917-1918 / Le recueil des actes législatifs et les arrêtés du gouvernement de la RSFSR 1917-1918*, Moscou, 1942, c n° 18, 1483 p., p. 885.*

*Postanovlenie NKP RSFSR ob organizatsii rabotchikh fakoultetov pri ouniversitetakh ot 11 sentiabria 1919 gova / L'arrêté de Narkompros de la RSFSR sur l'organisation des facultés ouvrières (rafaks) dans les universités du 11 septembre 1919. Source : *Sobranie ouzakoneni i rasporiajeni pravitelstva za 1919 / Le recueil des actes législatifs et les arrêtés du gouvernement en 1919*, Moscou, 1942, 886 p.*

*Postanovlenie Sovnarkoma RSFSR ob outcherejdenii institoutov po podgotovke krasnoi professoury ot 11 fevralia 1921 / L'arrêté de Sovnarkom de la RSFSR sur l'établissement des instituts pour la formation des professeurs rouges du 11 février 1921.*

*Postanovlenie Sovnarkoma o podgotovke tekhnicheskikh kadrov dlia narodnogo khoziaystva Soyouza SSR / L'arrêté du TsIK et de Sovnarkom du 13 janvier 1930 sur sur la formation*

des cadres techniques pour l'économie de l'URSS.

*Postanovlenie Sovnarkoma o reorganizatsii vouzov, tekhnikoumov i rabfakov / L'arrêté du TsIK et de Sovnarkom du 23 juillet 1930 sur la réorganisation des EES, des écoles professionnelles et des rabfacs disponible sur le site officiel de la bibliothèque électronique des actes législatifs de l'URSS : [www.libussr.ru/doc\\_ussr/ussr\\_3657.htm](http://www.libussr.ru/doc_ussr/ussr_3657.htm)*

*Postanovlenie TsIK ob outchebnykh programmakh v vyschei chcole i tekhnikoumakh/ L'arrêté du Comité central exécutif de l'URSS du 19 septembre 1932 sur le cursus et l'organisation de la vie scolaire dans les établissements de l'enseignement supérieur et dans les écoles techniques professionnelles. Disponible sur le site officiel de la base de données de la documentation législative :*

<http://www.consultant.ru/cons/cgi/online.cgi?req=doc&base=ESU&n=21432#0>

*Postanovlenie Sovnarkoma i TsK o rabote vyschikh outchebnykh zavedeni i roukovodstve vyschei chkoly / L'arrêté du SNK SSSR et TsK VKP(b) du 23 juin 1936 sur le travail des établissements de l'enseignement supérieur et de la gouvernance de l'enseignement supérieur. Disponible sur le site officiel de la Bibliothèque des réglementations de l'URSS : [http://www.libussr.ru/doc\\_ussr/ussr\\_4080.htm](http://www.libussr.ru/doc_ussr/ussr_4080.htm)*

*Postanovlenie Sovnarkoma ob outchebnykh stepeniakh i zvaniakh / L'arrêté de Sovnarkom du 20 mars 1937 sur les grades académiques. Source : *Sobranie zakonov SSSR / Le recueil des lois de l'URSS.*, Moscou, 1937, n° 21, p. 83.*

*Postanovlenie Sovnarkoma ob outchebnykh stepeniakh i zvaniakh / L'arrêté de Sovnarkom du 26 avril 1938 sur les grades académiques. Source : *Sobranie postanovleni i rasporiajeni pravitelstva SSSR/ Le recueil des lois de l'URSS, La collection des arrêtés et des décisions du Gouvernement de l'URSS, Moscou, 15 mai 1938, n° 21.**

*Postanovlenie SNK SSSR i TsK VKP(b) o plane priioma v vouzy v 1942 godou i meropriiatiia po oukrepniiou vyschikh outchebnykh zavedeni / L'arrêté de Sovnarkom SSSR et TsK5 du 5 mai 1942 sur le plan d'admissions dans les EES en 1942 et des moyens de renforcement des EES. Source : *Vyschaia chkola : Osnovnye postanovleniia, prikazy i instrouktsii / L'école supérieur : Les arrêtés, les ordres et les instructions principaux, Moscou, 1945, article 45, p. 550-551.**

*Postanovlenie Sovnarkoma ob ouloutchenii pitaniia stouidentov vyschikh outchebnykh zavedeni / L'arrêté de Sovnarkom de l'URSS du 10 février 1943 sur l'amélioration d'alimentation des étudiants. Source : *Sovetskaia vyschaia chkola v gody Velikoi Otetchestvennoi voïny /**

L'enseignement supérieur russe durant les années de la Grande Guerre patriotique,  
Moscou : Ed. Vyschaia chkola, 1980, p. 83.

*Postanovlenie Sovnarkoma o razmerakh i poriadke naznatcheniia stipendi v vyschikh outchebnykh zavedeniakh i tekhnikoumakh i ob osvobojudenii stouentov ot prizyva v Krasnouiou Armiou* / L'arrêté de Sovnarkom du 15 septembre 1943 n° 996 sur les montants et les règles de l'attribution des bourses dans les établissements d'enseignement supérieur et les écoles professionnelles (*tekhnikoumy*) et sur la libération de l'obligation du service militaire dans l'Armée rouge pour les étudiants. Source : *Sobranie postanovleni i rasporiajeni pravitelstva SSSR* / Le recueil des arrêtes et des decisions du gouvernement de l'URSS, 1943, n° 12, article 217, p. 214-224. Disponible sur le portail des documents historiques : <http://istmat.info/node/20313>

*Postanovlenie Soveta Ministrov SSSR « O sroitelstve novogo zdaniia dlia Moskovskogo gosoudarstvennogo ouniversiteta »* / L'arrêté du Conseil des ministres de l'URSS du 15 mars 1948 M803 sur la construction du nouveau bâtiment de l'Université d'État de Moscou disponible sur le site de la bibliothèque électronique : [http://www.e-reading.club/chapter.php/97864/242/Stalin\\_18\\_Tom\\_18.html](http://www.e-reading.club/chapter.php/97864/242/Stalin_18_Tom_18.html)

*Postanovlenie Soveta Ministrov SSSR o sroitelstve v gorode Moskve mnogoetajnykh zdaniï* / L'arrêté du Conseil des ministres de l'URSS du 15 mars 1948 sur la construction des bâtiments élevés dans la ville de Moscou. Source : STALIN Joseph, *Œuvres choisies*, Tver : Informationsno-izdetel'ski tsentr Soyouz, 2006, p. 430-432.

*Postanovlenie Soveta ministrov SSSR ob outchastii promychlennykh predpriatii, sovkhosov i kolkhozov v komplektovanii vouzov i tekhnikoumov i v podgotovke spetsialistov dlia svoikh predpriatii* / L'arrêté du Conseil des ministres sur la participation des entreprises, des sovkhoses et des kolkhozoes dans le reccomplètement des EES et des écoles techniques professionnelles pour former les spécialistes de ces organisations du 18 septembre 1956.

*Postanovlenie TsK KPSS i Sovmina SSSR o srokakh podgotovki i ouloutchenia ispol'zovania spetsialistov s vyschym i srednim spetsial'nym obrazovaniem* / L'arrêté de TsK KPSS et de Conseil des ministres de l'URSS sur la durée de formation des spécialistes de l'enseignement professionnel et supérieur n° 499 du 21 mai 1964. Disponible sur le site officiel de la base des données des normes juridiques Konsultant : <http://www.consultant.ru/cons/cgi/online.cgi?req=doc&base=ESU&n=18923#0>

*Postanovlenie Prezidiouma TsK KPSS ob ousilenii polititcheskoï raboty partiïnykh organizatsii v*

*massakh i presetchenii vylazok antisovetskikh, vrajdebnykh elementov* / L'arrêté du Présidium du Comité central du PCUS du 19 décembre 1956 sur le renforcement de travail des organisations du Partie pour éradiquer des manifestations des éléments antisoviétiques et hostiles.

*Postanovlenie Sovnarkoma ob oustanovlenii platnosti aboutchenia v starchikh klassakh srednikh chkol i vyschikh outchebnykh zavedeniakh SSSR i ob izmenenii poriadka naznatcheniï stipendiï* / L'arrêté de Sovnarkom n° 648 sur la création des frais de scolarité pour les dernières années d'études de l'école secondaire et pour la formation au sein des établissements d'enseignement supérieur en URSS, ainsi que sur la modification de l'ordre d'attribution des bourses du 2 octobre 1940. Source : *Sobranie postanovleni i rasporiajeni pravitel'stva SSSR* / Le recueil des arrêtés et des décisions du gouvernement de l'URSS n° 27, 1940, p. 910.

*Postanovlenie Minnaouki RF « O vvedenii mnogoourovnevoï strouktoury vyschego obrazovania v Rossiïskoï Federatsii »* / L'arrêté du ministère de la Science, de l'Enseignement supérieur et de la Politique technique de la Fédération de Russie du 13.03.1992 n°13. Disponible sur :  
<http://www.consultant.ru/cons/cgi/online.cgi?req=doc&base=EXP&n=401487&dst=100001/>

*Postanovlenie Pravitel'stva RF « Ob outverjdenii gosoudarstvennogo obrazovatel'nogo standarta vyschego professional'nogo obrazovania »* / L'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie n° 940 du 12.08.1994 relatif à l'adoption du standard d'Etat pour l'éducation appliqué à l'enseignement supérieur professionnel. Disponible sur :  
[http://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_4325/](http://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_4325/)

*Postanovlenie « O sozdanii naoutchno-metoditcheskikh sovetov Komiteta po vyscheï chcole Minnaouki Rossii »* / L'arrêté n° 141 du 6 mai 1992 relatif à la création des conseils scientifiques et méthodiques au sein du Comité pour les affaires de l'enseignement supérieur du ministère de la Science de la Russie.

*Postanovlenie Pravitel'stva Rossiïskoï Fédératsii « Ob outverjdenii pravil peretchislenia v Stabilisatsionny fond Rossiïskoï Fédératsii dopolnitel'nykh dokhodov federal'nogo bioudgeta, ostatkov sredstv federal'nogo bioudgeta na natchalo finansovogo goda i dokhodov ot razmetchenia sredstv Stabilisatsionogo fonda Rossiïskoï Fédératsii »* / L'arrêté du Gouvernement de la Fédération de Russie du 23.01.2004 n° 31 relatif à l'adoption du

règlement sur la version des revenus supplémentaires, des financements restant après la clôture de l'année financière et des financements générés suite aux opérations avec les moyens du Fond de stabilisation. Disponible sur le site officiel du ministère des Finances :

<https://www.minfin.ru/ru/search/>

*Peretchen' poroutcheni Prezidenta Rossiïskoï Federatsii po itogam zasedania Sovieta pri Prizedente RF po nauke, tekhnologiam i obrazovaniou* / La liste des tâches au gouvernement données par le président de la Fédération de Russie après la session du Conseil du Président sur la recherche, les technologies et l'enseignement du 25 octobre 2005 approuvée le 10 décembre 2005.

*Prikaz de Minvouz SSSR ob outverjdenii polojenia o personal'nom raspredelenii molodykh spetsialistov okantchivaïouchikh vyschie i srednie spetsial'nye outchebnye zavedenia SSSR* / L'ordre du ministère de l'Enseignement supérieur et post-secondaire professionnel du 18 mars 1968 n°220 sur l'affectation personnelle des jeunes diplômés des établissements d'enseignement supérieur et des écoles professionnelles post-secondaires de l'URSS.

*Prikaz « O sostoianii prepodavaniia biologicheskikh distsiplin v ouniversitetakh i o merakh po oukrepleniou biologicheskikh fakoul'tetov kvalifitsirovannymi kadrami biologov-mitchourintsev »* / L'ordre n° 1208 Sur l'état de l'enseignement des disciplines en biologie dans les universités et sur les mesures de renforcement des facultés de biologie avec les cadres qualifiés des biologistes-mitchourinistes du 23 août 1948. Disponible sur le site officiel de l'Université d'État de Moscou : <http://letopis.msu.ru/content/letopis-biologicheskogo-fakulteta>

*Prioritetnye napravlenia razvitia obrazovatel'noi sistemy RF* / Les orientations prioritaires du développement du système de la Fédération de Russie adoptées lors de la session du Cabinet le 9 décembre 2004, Protocol n° 47, Section I.

*Rechenie Plenouma TsK VKP(b) ob ouloutchchenii podgotovki novykh spetsialistov* / La résolution du Plenum TsK VKP(b) du 4-12 juillet 1928 sur l'amélioration de formation des nouveaux spécialistes. Source : *Rechenia partii i pravitelstva po khoziaystvennym voprosam (1917-1967)* / Les résolutions du parti et du gouvernement relatives aux questions de l'économie (1917-1967), Moscou, 1967, volume 2, p. 156-163.

*Rechenie Plenouma TsK VKP(b) o kadrakh narodnogo khoziaystva* / La décision du Plenum TsK VKP (b) du 10-14 novembre 1929 sur les cadres de l'économie.

*Soglachenie o sozdanii Sodroujestva Neavisimykh gosoudarstv* / Accord sur la création de la

Communauté des états indépendants du 8 décembre 1991. Photocopie est publiée sur

<http://rusarchives.ru/projects/statehood/10-12-soglashenie-sng.shtml>

*Spetsial'noe postanovlenie Narodnogo Komissariata ot 18 noiabria 1918 goda o zavedovanii stouudentcheskimi delami i ob outchastii stouudentov v oupravlenii vouzami* / L'arrêté spéciale de Narkompros du 18 novembre 1918 sur la gestion des affaires des étudiants et sur la participation des étudiants dans la gouvernance des établissements de l'enseignement supérieur.

*Tipovoy oustav vyschego ouchebnogo zavedenia* / La charte-type pour les établissements de l'enseignement supérieur adopté par Sovnarkom le 5 septembre 1938. Source : *Sobranie postanovleni provitelstva SSSR* / La collection des arrêtés du Gouvernement de l'URSS, Moscou, 1938, n° 41, p. 237.

*Tipovoe polojenie ob obrazovatel'nom outchrejenii vyschego professional'nogo obrazovanie (vyschem outchebnom zavedenii)* / Le règlement sur l'établissement d'enseignement supérieur professionnel adopté par l'arrêté gouvernemental n° 264 du 5 avril 2001.

Disponible sur le portail fédéral dédié à l'information sur l'éducation russe:

[http://www.edu.ru/db/portal/e-library/00000049/zacon/zacon\\_06.pdf](http://www.edu.ru/db/portal/e-library/00000049/zacon/zacon_06.pdf)

*Tsirkouliar TsK VKP(b) ot 14 dekabria 1922 goda o rabote partorganizatsii v vouzakh i rabfakakh* / Le circulaire du 14 décembre 1922 sur le travail des organisations du parti au sein des établissements de l'enseignement supérieur et des rabfacs. Source : DAVYDOV Ivan (éd.), *Direktivy VKP (b) po voprosam prosvechtcheniia RSFSR* / Les directives du Parti communiste sur les questions de l'éducation, Moscou – Léninegrad : Ed. Narkomros OGIZ, 1931. Disponible sur : [http://elib.gnpbu.ru/text/direktivy-vkpb--prosvescheniya\\_1931/fs,1/](http://elib.gnpbu.ru/text/direktivy-vkpb--prosvescheniya_1931/fs,1/)

*Zakon ob oukreplenii sviazi chkoly s jizn'iou i o dal'neïchem razvitii sistemy narodnogo obrazovania v SSSR* / La loi sur le renforcement du lien de l'école avec la vie et sur le développement du système de l'éducation nationale de l'URSS, *Vestnik Vyscheï chkoly*, 1959, n° 1, p. 6-13.

*Zakon ob izmeneniakh I dopolneniakh Konstitoutsii (osnovnogo zakona) SSSR* / La loi de l'URSS du 1 décembre 1988 n° 953-XI sur les changements et amendements de la Constitution de l'URSS. Disponible sur le site officiel de la base de données des actes législatives numérisés : <http://constitution.garant.ru/history/ussr-rsfsr/1977/zakony/185466/>

*Zakon « Ob obrazovanii »* / La loi « Sur l'Education » n° 3266-1 du 10 juillet 1992. Disponible sur le site officiel de la base des données juridiques Consultant :

[https://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_1888/](https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_1888/)

*Zakon « O vyschem i poslevuzomskom professionalnom obrazovanii »* / La loi « Sur l'enseignement supérieur et post-universitaire professionnel » n° 125-FZ du 22 août 1996.

Disponible sur : [http://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_11446/](http://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_11446/)

*Zakon « Ob avtonomnykh outchrejeniakh »* / La loi fédérale n° 174-FZ relative aux établissements autonomes.

*Zakon « O vnesenii izmeneni v odel'nye zakonodatel'nye akty Rossiïskoï Federatsii v sviazi s sovechenstvovaniem pravovogo polozenia godoudarstvennykh mounitsipal'nykh outchrejeniï »* / La loi fédérale n° 83-FZ du 08.05.2010 № 83-Φ3 relative à la modification de certains actes législatifs au vu du perfectionnement du cadre légal pour les établissements d'Etat et municipaux.

*Zakon o poriadke formirovania i ispol'zovania tselevogo kapitala nekommertcheskikh organizatsiï* / Loi fédérale n° 275-FZ du 30 décembre 2006 relative à l'ordre de formation et d'utilisation du capital à l'affectation à un but des organisations non commerciales.

## 1.2. Les discours

CHURCHILL Winston, Le discours à Londres le 1 octobre 1939, BBC Broadcast

ELTSINE Boris, Le discours à Moscou le 31 décembre 1999 disponible sur :

<https://www.youtube.com/watch?v=Tp9FS3OdoAQ>

GORBATCHEV Mikhaïl, Le discours du 20 avril 1990. Source : *Slovo o Lénine Presidenta SSSR, General'nogo serretaria TsK KPSS M.S. Gorbatcheva na torjestvennom sobranii, posviatchennom 120 godovchtchine so dnia rojdenia V.I. Lenina* / Le discours du président de l'URSS, du Secrétaire général du Comité central du PCUS lors de la réunion solennelle dédiée à 120<sup>e</sup> année depuis la naissance de Lénine du 20 avril 1990, M : Politizdat, 1990, 31 p., p. 2.

Le Message du président de la Russie au Parlement du 5 novembre 2008 à Moscou. Disponible sur le site officiel du président de la Russie :

<http://kremlin.ru/events/president/transcripts/1968>

Le Message du président de la Russie au Parlement 12 novembre 2009. Disponible sur le site officiel du président de la Russie : <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/5979>.

Le Message du président de la Russie au Parlement pour l'année 2005, *Rossiïskaia gazeta*, 26 avril 2005. Disponible également sur le site officiel du président de la Russie :

<http://kremlin.ru/events/president/transcripts/22931>

Le Message du président de la Russie au Parlement pour l'année 2004, *Rossiiskaia gazeta*, 11 mai 2004.

Le Message du président de la Russie au Parlement pour l'année 2006, *Rossiiskaia gazeta*, 27 mai 2006.

Le Message du président de la Russie au Parlement pour l'année 2007, *Rossiiskaia gazeta*, 27 avril 2007.

Le Message du président à l'Assemblée fédérale du 30 novembre 2010, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/9637>

Le Message du président de la Russie au Parlement le 12 décembre 2012, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/17118>.

Le Message du président de la Russie au Parlement le 22 décembre 2011, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/14088>

Le Message du président de la Russie au Parlement, le 12 décembre 2013, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/19825>

Le Message du président à l'Assemblée fédérale du 4 décembre 2014, Moscou. Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/47173>

LIVANOV Dmitri, Le discours du ministre devant la jeunesse lors du forum « Teritoria smyslov » / « Le territoire des sens » à Kliazma le 5 juillet 2016. Vidéo publiée sur le site du ministère de l'Éducation et de la Science : <http://минобрнауки.рф/видео/176>

STALINE Joseph, « *O zadatchakh khoziaystvennikov. Novaia obstanovka – novye zadatchi khoziaystvennogo stroitelstva* » / « Sur les tâches des économistes. Nouvelle conjoncture – nouvelles tâches pour la construction économique » discours du 23 juin 1931, Pravda, 5 juillet 1931, n° 183.

### 1.3. Les comptes-rendus et les retranscriptions

ASRATIAN Ezras (éd.), *Naoutchnaia sessiia, posviachtchennaia problemam fiziologiticheskogo outcheniia akademika I. P. Pavlova : Stenografitcheski otchiot / La session scientifique dédiée aux questions de la doctrine en physiologie de l'académicien I. V. Pavlov. Le compte-rendu sténographique de la session*, M : l'Académie des sciences de l'URSS, 1950, 734p.

*Pervy s'ezd narodnykh depoutatov SSSR / La première session de travail des députés du peuple*

de l'URSS du 25 mai au 9 juin 1989. Compte-rendu sténographique, Moscou : Edition du Conseil suprême de l'URSS, 1989, t.2, 2987 p., p. 78.

POUTIN Vladimir, « La conversation avec la Russie », un compte-rendu de la ligne directe avec le président de la Russie le 18 décembre 2003, Moscou : Olma Press, 126p.

Rencontre du président de la Russie Vladimir Poutine avec les activistes du Club des leaders, association des entrepreneurs, le 3 février 2016. Sténogramme disponible sur :

<http://kremlin.ru/events/president/news/51263#sel=233:28,234:46>

Session de l'Union des recteurs du 30 octobre 2014 à Moscou. Sténogramme est disponible sur :

<http://kremlin.ru/events/president/news/46892>

*Stenogramma parlamentskikh sluchanii « O kontseptsii reformirovania sistemy obrazovania Rossiiskoi Federtsii » / Compte-rendu des débats parlementaires au sujet du Concept de la réforme du système éducatif de la Fédération de Russie du 20 janvier 1998 [texte], Alma mater, 1998, n° 1-2, p. 3-37.*

STOLETOV Vsevolod (éd.), O polojenii v biologitcheskoï nauke. Stenografitcheski otchiot sessii Vsesoyuznoï akademii sel'skokhoziaïstvennykh nauk imeni Lenina / Sur l'état de la science de la Biologie. Le compte-rendu de la session de l'Académie pan-soviétique de l'agriculture de Lénine du 31 juillet au 7 août 1948. Moscou : OGIZ-SEL'KHOZGIZ, Gosoudarstvennoe izdatelstvo sel'skokhoziaïstvennoï literatoury, 1948, 520 p. disponible sur le site de la bibliothèque électronique : <http://lib.ru/DIALEKTIKA/washniil.txt>

#### **1.4. Les rapports officiels des pouvoirs publics**

ALACHKEVITCH Mikhaïl, « Les approches du soutien financier pour les établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de la politique budgétaire pour l'année 2015 et des plans budgétaires pour 2016 et 2017 », la présentation du directeur de Département des finances du ministère de l'Education et de la Science. Publié le 25.12.2014 et disponible sur le site officiel du ministère : [http://минобрнауки.рф/новости/4669/файл/3752/1\\_pptx.pdf](http://минобрнауки.рф/новости/4669/файл/3752/1_pptx.pdf).

CÉSAR Gérard, CORNU Gérard, LAMURE Élisabeth, LE CAM Gérard, Jean-Claude, MERCERON *et alii*, « Russie : puissance ou interdépendance énergétique ? » Rapport d'information n° 182 (2009-2010) au Sénat de la France, fait au nom de la commission de l'économie, déposé le 17 décembre 2009. Disponible sur : <http://www.senat.fr/rap/r09-182/r09-182.html>

*Doklad Khrouchtcheva o koul' te litchnosti Stalina na XX s'ezde KPSS : dokoumenty / Le rapport*

de Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS : les documents, Moscou, ROSPEN, 2002.

*Doklad rabotcheï groupy prezidiouma Gosoudarstvennogo soveta Rossiïskoï Federatsii po voprosam reformy obrazovania « Obrazovatel'naia politika Rossii na sovremennom etape »* / Le rapport du groupe du Présidium du Conseil d'Etat de la FR sur la réforme de l'éducation « La politique d'enseignement de la Russie actuelle ». Disponible sur : <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/21905>

FILIPPOV Vladimir, *Rossiïskoe obrazovanie : sostoyanie, problemy, perspektivy : doklad* / Le rapport « L'éducation en Russie : l'état de lieu, problèmes et perspectives » faite lors de la réunion pan-russe des employés de l'éducation à Moscou (du 14 au 15 janvier 2000) et publié en intégralité à *Molodejnye izvestia*, avril 2000. Disponible sur le site du mensuel : [http://gaudeamus.ru/mi/2000\\_03/main.htm](http://gaudeamus.ru/mi/2000_03/main.htm).

GORBATCHEV Mikhaïl, « *Polititcheski doklad TsK KPSS XXVII s'ezdu KPSS* » / « Le rapport politique du Comité central du PCUS au XXVII Congrès du PCUS », *Pravda*, le 26 février, 1986, quotidien.

KHROUCHTCHEV Nikita, « *O kulte lichnosti i ego posledstviakh. Dolkad 20 s'ezdu KPSS* » / « Sur le culte de la personne et ses conséquences. Le rapport pour le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS du 25 février 1956 », *Izvestiia TsK KPSS*, 1989, n°3.

Les Rapport sur les directions principales de la politique budgétaire pour l'année 2015 et des plans budgétaires pour 2016 et 2017. Disponible sur le site officiel du ministère des Finances : [http://minfin.ru/common/upload/library/2014/07/main/ONBP\\_2015-2017.pdf](http://minfin.ru/common/upload/library/2014/07/main/ONBP_2015-2017.pdf)

## **1.5. Les rapports et études des organisations nationales et internationales**

« Bill Clinton, Boris Yeltsin, and U.S.-Russian relation. Milestones : 1993–2000 » publié dans le portail gouvernemental des États-Unis dédié à l'histoire politique :

<https://history.state.gov/milestones/1993-2000/clinton-yeltsin>

« Education at a Glance, 2007 », OECD. <https://www.oecd.org/education/skills-beyond-school/40701218.pdf>

« Éducation pour tous 2000-2015 : progrès et enjeux », UNESCO, 2015. Disponible sur : <http://fr.UNESCO.org/gem-report/report/2015/%C3%A9ducation-pour-tous-2000-2015-progr%C3%A8s-et-enjeux#sthash.GYJak2M8.dpbs>.

« Global Research Report : Russie », Thomson Reuters, janvier 2010, Disponible

sur: <http://researchanalytics.thomsonreuteurs.com/m/pdfs/grr-russia-jan10.pdf>

« How Do Rankings Impact on Higher Education ? », OECD, IMHE Info, décembre 2007.

Disponible sur ; <https://www.oecd.org/edu/imhe/39802910.pdf>

« Internationalisation électronique des établissements d'enseignement supérieur ». Publié sur :

<http://russiancouncil.ru/digital-universities>

Le rapport de l'UNO sur la population du Monde, mars 2009. Disponible sur :

<http://www.un.org/ru/development/surveys/docs/population2009.pdf>

Le rapport de l'UNO sur la population du monde, édition 2004. Disponible sur le site officiel de

l'organisation. <http://www.un.org/ru/development/surveys/docs/population2004.pdf>

PENDLEBURY David, ADAMS Jonathan, STEMBRIDGE Bon, « Building BRICKs :

Exploring the Global Research and Innovation Impact of Brazil, Russia, India, China, and South Korea », *Thomson Reuter*, 2013. Disponible sur :

<http://sciencewatch.com/sites/sw/files/sw-article/media/grr-brick.pdf>

« Regards sur l'Éducation, les indicateurs de l'OCDE 2016 ». Publié le 15 septembre 2016.

Disponible sur : <http://www.oecd.org/fr/edu/regards-sur-l-education-19991495.htm>

## 1.6. Les recueils statistiques et documentaires

*Education en Russie – 2011. Le bulletin statistique*, Moscou : L'Université d'État de Moscou de l'Ingénierie et de l'Informatique MGUPI, 2011, 580 p.

FOURSENKO Alexandre (éd.), *Presidium TsK KPSS. 1954-1964. Tchernovye protokol'nye zapisi zasedani : stenogrammy, postanovlenia* / Présidium TsK KPSS. 1954-1964. Les brouillons des réunions de travail, les protocoles, les sténogrammes et les arrêtés, en 3 volumes, Moscou, 2004-2008, t.2 « Postanovlenia, 1954-1958 » / « Les arrêtés. 1954-1958 », Moscou, 2006.

FOURSENKO Alexandre (éd.), *Presidium TsK KPSS. 1954-1964. Tchernovye protokol'nye zapisi zasedani : stenogrammy, postanovlenia* / Présidium TsK KPSS. 1954-1964. Les brouillons des réunions de travail, les protocoles, les sténogrammes et les arrêtés, en 3 volumes, Moscou, 2004-2008, t.1 « Sténogrammes », Moscou, 2004.

GOKHBERG Leonid (éd.), *Obrazovanie v tsifrakh : 2013 / L'éducation en chiffres : 2013*. Le recueil statistique, Moscou : L'EHESE, 2013, 80 p.

*Indikatoriy obrazovaniia : 2016 / Les indicateurs de l'éducation : 2016*, Recueil des données statistique, Moscou : École supérieur des sciences économiques, 2016 Disponible sur :

[www.hse.ru/primarydata/io2016](http://www.hse.ru/primarydata/io2016)

*Materialy Plenouma TsK KPSS / Les actes du Plénum du Comité central du PCUS du 14-15 juin 1983*, Moscou : Politizdat, 1983, 80 p.

*Narodnoe khoziaïstvo SSSR v Velikoï Otetchestvennoï voïne 1941-1945 goda. Statisticheski sbornik / L'économie de l'URSS pendant la Grande Guerre patriotique 1941-1945. Recueil statistique*, Moscou : Informatsionno-izdatelski tsentr, 1990, Section 24, disponible sur le site de la bibliothèque électronique des documents de l'époque soviétique :

<http://istmat.info/node/374>

*Narodnoe khoziaïstvo SSSR v 1967 godou / L'économie de l'URSS en 1967*, Moscou, 1968, p. 796.

*Narodnoe khoziaïstvo SSSR v 1990 godou / L'économie de l'URSS en 1990*, Moscou, 1991, p. 219.

NARYCHKIN Boris (éd.), *Kommounistitcheskaia partia Sovetskogo soyouza v rezoliutsiakh i recheniakh s'ezdov, konferentsi i plenoumov TsK (1898-1986) / Le Parti communiste de l'Union soviétique dans les résolutions et les décisions des congrès, des conférences et des plenums de TsK (1898-1986) en 15 volumes, t.9, 1956-1960*, Moscou, 1986, p.72-73.

« *Oboutchenie inostannykh grazhdan v vyschykh uchebnykh zavedeniakh Rossiyskoi Federatsii.*

*Statisticheskiy sbornik* » / L'éducation des étrangers dans les établissements russes d'enseignement supérieur. Recueil statistique. Numéro 12. Centre de recherche en sociologie, ministère de l'Éducation et de la Science, Moscou, 2015. Disponible sur :

[http://socioprognoz-ru.lgb.ru/files/File/2015/Arefiev\\_Sb12\\_2015\\_001\\_200\\_ispr2.pdf](http://socioprognoz-ru.lgb.ru/files/File/2015/Arefiev_Sb12_2015_001_200_ispr2.pdf)

POLETAEV Andreï, *Valovoi vnoutrennii produkt Rossiïskoï Federatsii v sopostavlenii s Soedinennymi Chtatami Ameriki, 1960-2004 / Le produit interieur brut de la Fédération de Russie en comparaison avec les Etats-Unis, 1960-2004*, Moscou : GU VCHE/ L'EHESI, 48 p.

Recueil des données statistiques *Obrazovanie v 2016 godu / L'éducation en 2016*, Moscou :

Federal'naia sloujba gosouarstvennoï statistiki / Le service fédéral de la statistique de l'État, 2017, disponible sur :

[http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat\\_main/rosstat/ru/statistics/population/education](http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat_main/rosstat/ru/statistics/population/education)

Recueil des données statistiques *Statistika Rossiïskogo obrazovaniia / La statistique de*

*l'Éducation russe*, publié sur le site de l'agence fédérale l'Institut public de recherche

*Informika* : [http://stat.edu.ru/scr/db.cgi?act=listDB&t=2\\_6\\_1a&ttype=2&Field=All](http://stat.edu.ru/scr/db.cgi?act=listDB&t=2_6_1a&ttype=2&Field=All)

Recueil des données statistiques *Rossia v tsifrakh / La Russie en chiffres*, Moscou: Goskomstat

Rossii, 2002.

Recueil des données statistiques *Obrazovanie v Rossii / L'éducation en Russie*, Moscou : TSISN, 2003, 255p.

Recueil des données statistiques *Tchislennost' postoiannogo naselenia / Le chiffre de la population (résidents permanents) 1990-2010*. Disponible sur le site de la statistique de l'Etat EMISS : <https://www.fedstat.ru/indicator/31557.do>

Recueil des données statistiques *Obrazovanie v Rossii / L'éducation en Russie*, Moscou : Goskomstat Rossii, 2003, p. 285.

Recueil de données mondiales sur l'éducation 2006, Paris : Institut de statistiques de l'UNESCO, p. 40-47.

Recueil de la statistique « La formation à la Fédération de la Russie sur la période de 1993 à 2003 », Moscou : TsISN, 2003. Disponible sur : <http://ecsocman.hse.ru/text/19199482/>

*Rossiïski statisticheski ejegodnik / L'annuel russe de la statistique*, Moscou: Rosstat, 2011.

SOKOLIN Vladimir (dir.), *Rossiïski statisticheski ejegodnik / Le recueil annuel des données statistiques, Moscou : Goskomstat, 1998, 813 p.*, chapitre « *Obrazovanie* » / « Education », section « *Vyschee professional'noe obrazovanie* » / « L'enseignement supérieur professionnel », p. 284-293.

*Socialno-ekonomicheskoe polozhenie Rossii / Le rapport « L'état socio-économique de la Russie »*, Moscou : Gosstat, 2006, p. 265. Voir le site officiel de Gosstat : [http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat\\_main/rosstat/ru/statistics/publications/catalog/doc\\_1140086922125](http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat_main/rosstat/ru/statistics/publications/catalog/doc_1140086922125)

*Vyschaia chkola v 1991. Ejegodny doklad o razvitii vyschego i srednego spetsial'nogo obrazovania / L'enseignement supérieur en 1991. Le rapport annuel sur le développement de l'enseignement supérieur et professionnel post-secondaire*, Moscou, 1992.

## 2. Sources, suite

### 2.1. Les sondages

Enquête de la population « Le rôle de Boris Eltsine dans l'histoire de la Russie » conduite le 28-29 avril 2007. Publiée sur : [http://bd.fom.ru/report/cat/eltzin\\_/d071822](http://bd.fom.ru/report/cat/eltzin_/d071822)

Sondage de l'opinion publique au sujet de la Grande guerre patriotique réalisée dans la période de 2000 à 2016 par Wtsiom, le Centre sur l'étude de l'opinion publique qui mène des

enquêtes depuis 1989) dans la période de 2000-2016, publié à Moscou, 2016. Disponible sur le site officiel du centre : <https://konkurs.wciom.ru/fileadmin/file/konkurs/ts/2016-06-28-vov.pdf>

« *Vyschee obrazovanie v Rossii : kachestvo, tsennost', vostrebovannost'* » / « L'enseignement supérieur en Russie : la qualité, la valeur et la demande », Sondage de Wtsiom, Moscou, 2011, disponible sur le site :

[https://wciom.ru/fileadmin/file/reports\\_conferences/2011/2011-12-14-obrazovanie.pdf](https://wciom.ru/fileadmin/file/reports_conferences/2011/2011-12-14-obrazovanie.pdf)

## 2.2. Autres documents officiels

La communication officielle du ministère de l'Éducation et de la Science du 06.03.2008 adressée au Comité pour l'éducation de la Douma d'État. La photocopie du document est disponible sur : <http://www.smolin.ru/sites/default/files/content/duma/orders05/pictures/2008-02-06-02.gif>

La lettre du président de l'Union des recteurs, du recteur de l'Université d'État de Moscou V.Sadovnichki au président de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale B. Gryzlov du 30 mai 2006 enregistré sous le n° 35-138.

La lettre ouverte au président et au gouvernement de la Russie « *Foundamental'naiia nauka i boudouchchee Rossii* » / « La recherche fondamentale et l'avenir de la Russie », *Rossiïskaia gazeta*, 9 décembre 2009.

La déclaration du Conseil pour la science (*Soviet po nauke*) du ministère de l'Éducation et de la Science du 05.02.2015 relative aux problèmes de la production scientifique et de la croissance des cadres scientifiques. Disponible sur le site du Conseil : <http://sovet-po-nauke.ru/info/05022015-declaration-kadry>

Les actes de la présentation du ministre de l'Éducation et de la Science Dmitri Livanov à la réunion du Cabinet de la Fédération de Russie du 21 août 2013 au sujet du soutien des établissements d'enseignement supérieur qui jouent un rôle-clé dans le développement socio-économique des régions. Disponible sur le site officiel du ministère: <http://минобрнауки.рф/пресс-центр/3568>

La lettre officielle du ministère de l'Éducation et de la Science aux recteurs des EES « Sur la réalisation de la surveillance des EES fédérales » : <http://минобрнауки.рф/документы/2521>.

La liste des critères (première rédaction) publiée par le ministère de l'Education et de la Science :

<http://fgosvo.ru/news/7/174>.

La liste des critères d'évaluation de l'efficacité de l'activité des EES et de leurs filiales publiée le 9.03.2012 sur le portail du ministère de l'Education et de la Science :

<http://минобрнауки.рф/документы/2521>.

Le Protocol de la réunion de la Commission interagence pour la conduite du monitoring des établissements publics de l'enseignement supérieur du 29 avril 2015 à Moscou. Le document est disponible sur : [http://минобрнауки.рф/3354/файл/2223/13.05.14-Протокол\\_ДЛ-12\\_05.pdf](http://минобрнауки.рф/3354/файл/2223/13.05.14-Протокол_ДЛ-12_05.pdf).

*Letopis' rabotchego fakoulteta Moskovskogo gosoudarstvennogo ouниверситета* / La chronique de la faculté ouvrière de l'Université d'État de Moscou disponible sur le site officiel de l'Université d'État de Moscou : <http://letopis.msu.ru/facultet/rabochiy-rabfak>

Le passeport du projet prioritaire « *Rasvitie eksportnogo potentsiala rossiïskoï sistemy obrazovania* » / « Le développement du potentiel du système éducatif russe pour l'exportation » adopté le 30 mai 2017. Document est disponible sur le site officiel du gouvernement russe <http://government.ru/news/28013/>

Le Passeport du Conseil sur la coopération dans le domaine de l'enseignement des pays-membres CEI. Disponible sur : <http://www.e-cis.info/page.php?id=19412>.

« L'Union européenne et les pays du BRIC », Eurostat, Communiqué de presse n° 80, 2012.

Disponible sur : <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/5158006/1-31052012-BP-FR.PDF/a8fe1050-a0ca-4aec-a615-a753c42a5571?version=1.0>

Le programme *Développement de l'industrie et l'amélioration de sa compétitivité*, adopté par l'arrêté gouvernemental du 15 avril 2014 n° 328, et le Plan d'action (feuille de route) pour le développement de l'engineering et le design industriel, adopté le 23 juin 2013 par l'arrêté n° 1300-r [http://minpromtorg.gov.ru/common/upload/files/docs/preza\\_1.pdf](http://minpromtorg.gov.ru/common/upload/files/docs/preza_1.pdf)

*Rasporiajenie Prezidenta RF* / L'ordre du président de la Fédération de Russie n° 551-RP du 23 août 2010 relative à l'ordre du jour de la session du Conseil d'Etat du 31 août 2010.

« *Razvitie professionalnogo obrazovania dolzhno stat tchastju processa modernizatsii ekonomiki* » / La discussion « Le développement de l'enseignement professionnel doit faire partie du processus de modernisation de l'économie » du 31 août 2010 à la session du Conseil d'Etat. Sténogramme disponible sur :

<http://special.kremlin.ru/events/president/transcripts/8786>.

« Russie-UNESCO : l'histoire et les perspectives ». Disponible sur le site officiel du ministère des Affaires étrangères : [http://www.UNESCO.mid.ru/old/65UNESCO\\_02.html](http://www.UNESCO.mid.ru/old/65UNESCO_02.html).

Statement by the OECD regarding the status of the accession process with Russia & co-operation with Ukraine : <http://www.oecd.org/russia/statement-by-the-oecd-regarding-the-status-of-the-accession-process-with-russia-and-co-operation-with-ukraine.htm>

*Strategia 2020 : novaia model rosta, novaia sotsialnaia polikita* / Stratégie 2020 : nouveau modèle de la croissance – nouvelle politique sociale, 2013. Disponible sur :

[http://2020strategy.ru/data/2013/11/08/1214321112/Стратегия-2020\\_Книга1.pdf](http://2020strategy.ru/data/2013/11/08/1214321112/Стратегия-2020_Книга1.pdf)

« *Tselevye kapitaly. Informatsionnaia spravka* » / « Les fonds aux objectifs précis. Fiche de référence ». Disponible sur le site officiel du Forum des donateurs :

<http://endowment.donorsforum.ru/wp-content/uploads/2014/06/info-endowment-2014.pdf>

### **2.3. Les entretiens des décideurs politiques, universitaires, chercheurs dans les médias**

BOUCHERON Patrick, l'entretien à France inter le 1 juin 2017. Disponible sur :

<https://www.franceinter.fr/emissions/boomerang/boomerang-01-juin-2017>

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, « L'Europe a délaissé et humilié la Russie », entretien publié par Challenges.fr le 16.01.2015 disponible sur : [https://www.challenges.fr/tribunes/l-europe-a-delaissé-et-humilie-la-russie\\_93906](https://www.challenges.fr/tribunes/l-europe-a-delaissé-et-humilie-la-russie_93906)

[https://www.challenges.fr/tribunes/l-europe-a-delaissé-et-humilie-la-russie\\_93906](https://www.challenges.fr/tribunes/l-europe-a-delaissé-et-humilie-la-russie_93906)

DEMIDOFF Maureen, « La Russie est-elle toujours un pays émergent? », Interview dans *Russieinfo* le 07/04/2012 Disponible sur : <http://www.russieinfo.com/la-russie-est-elle-toujours-un-pays-emergent>

FOURSENKO L'Entretien du ministre Andreï Foursenko à Sergei Petukhov le 22.03.2004, *Kommerstant-vlast*, 2004, n° 11, hebdomadaire.

JOUKOV Youri, « *Joupel Stalina. Beseda journalista Alexandra Sabova s istorikom Youriem Joukovym* » / « Le spectre de la guerre de Staline. Une conversation du journaliste Alexandre Sabov avec l'historien Youri Joukov », *Komsomol'skaia pravda*, 2002, 5, 6 12-14, 16, 19-21 novembre.

KOUZMINOV Iaroslav, l'entretien à Izvestia, le 27 juillet 2016. Disponible sur

<http://izvestia.ru/news/623942#ixzz4FhocTI86>

- KOUZMININOV Iaroslav, l'entretien à *Lenta.ru* le 23 décembre 2013. Disponible sur le site officiel de l'agence d'information : <https://lenta.ru/articles/2013/12/27/Kouzminov/>
- KOZLOV Vladimir, Entretien à *Moskovskie novosti*, n° 44, 7-14 novembre 2000.
- LIVANOV Dmitri, l'entretien du ministre Dmitri Livanov et du professeur de Skolkovo VOLKOV Andreï à *Vedomosti*, 22 mars 2015. Disponible sur : <http://www.vedomosti.ru/opinion/articles/2015/03/23/zachem-rossii-sotnya-silnih-regionalnih-universitetov>
- LIVANOV Dmitri, « 'Political scrutiny of education is 'reasonable,' Russia's education chief says », l'entretien à Andrew Roth, *Washington Post*, 1 décembre 2015, quotidien.
- LIVANOV Dmitri et VOLKOV Andreï, l'entretien à la radio Echo de Moscou (*Ekho Moskvy*) le 3 septembre 2012 disponible sur : <http://echo.msk.ru/programs/beseda/925495-echo/>
- MAKARKIN Alexei, « *Ou pravitelstva – impovizirovanno vystroennaia golova* » / « Le gouvernement a une tête construite de façon improvisée », l'entretien, *Politika i Ekonomika*, n° 10 (13) du 22 mars 2004. Disponible sur <http://www.politjournal.ru/index.php?action=Articles&dirid=82&tek=832&issue=22>.
- MERRY Wayne, « Moments in U.S. Diplomatic History. Yeltsin Under Siege — The October 1993 Constitutional Crisis », l'entretien effectué par Chris Sibilla et disponible sur : <http://adst.org/2014/10/yeltsin-under-siege-the-october-1993-constitutional-crisis/>.
- MUSSELIN Christine, WILKIN Luc, « Entretien avec Christine Musselin, auteure de *La longue marche des universités* », *Pyramides*, 2007, n° 14, p. 137-152.
- NABIOULINA Elvira, l'entretien à la première chaîne de la télévision russe du 27 janvier 2014.
- POVALKO Alexander, l'entretien à *Gazeta.ru* le 27.06. 2014  
<http://www.gazeta.ru/social/2014/06/27/6088809.shtml>
- SADOVNITCHI Viktor, l'entretien du 23.05.2015. Disponible sur le site de l'Université de Moscou : <https://www.msu.ru/info/struct/rectintv/sadovnichiy-rasskazal-pochemu-rf-ne-podkhodyat-inostrannye-sistemy-obrazovaniya.html>
- SADOVNITCHI Viktor, l'entretien à *Nezavisimaia Gazeta*, 16 janvier 2004, quotidien.
- SATAROV Grigori, entretien du 8 septembre 2016 à la radio Echo de Moscou. L'enregistrement est disponible sur : <https://echo.msk.ru/programs/personalnovash/1834200-echo/>
- SENTIOURIN Youri, l'adjoint au ministre de l'Éducation et de la Science de la Russie, l'entretien à *Garant.ru* : <http://www.garant.ru/interview/10230/#ixzz4AQ0ONLqm>

TSYMBOLSKI Vadim, l'entretien à *Rousski Arkhipelag* en décembre 2002. Disponible sur : <http://www.antropotok.archipelag.ru/text/a120.htm>

WERTH Nicolas, « À partir de quoi pouvait-on reconstruire ? Les turbulences de l'écriture de l'histoire dans la Russie post-soviétique », Entretien avec Nicolas Werth réalisé le 17 juin 2015 par Gilles Favarel-Garrigues, Brigitte Gaïti, Boris Gobille, *Politix*, 2015/2 (n° 110), p. 111-135. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-politix-2015-2-page-111.htm>

VASSILIEVA Olga, une grande conférence de presse du ministre de l'Éducation et de la Science Olga Vassilieva du 24 janvier 2017. La vidéo de la conférence est disponible sur : [https://www.periscope.tv/tass\\_agency/1vAxRdwjrARGI](https://www.periscope.tv/tass_agency/1vAxRdwjrARGI)

ZERNOV Vladimir, l'entretien à *Rosnaouka*. Disponible sur : <http://rosnauka.ru/publication/540>

## 2.4. Publications dans les médias

ABRAMOV Alexandr, « *Novaia obrazovatel'naia politika* » / « La nouvelle politique de l'éducation », *Expert online*, 6 juin 2012 : <http://expert.ru/2012/06/6/novaya-obrazovatel'naya-politika/>

ADAMSKI Alexandre, « *Jiznenny tsikl epokhi peremen zakonchilsya* » / « Le cycle de vie de l'époque des changements s'est terminée », publication sur le blog personnel de l'expert le 20 Février 2012. Disponible sur : <http://eurekanext.livejournal.com/77559.html>

ADAMSKI Alexandre, « *Polittekhnologii prichli v obrazovanie* » / « Les technologies politiques sont venues dans la sphère de l'éducation », *Novaia Gazeta*, n° 129, 23 novembre 2015, quotidien. Disponible sur : <http://www.novayagazeta.ru/society/70848.html>

AGRANOVSKI Anatoli, « *Rastrata obrazovania* » / « L'éducation perdue », *Izvestia*, 17 janvier 1963, n° 19.

BOUNITCH Andreï, « *Posledni oplot oligarkhii* » / « Le dernier rempart de l'oligarchie », *Argumenty i fakty*, n° 5 du 2.02.2005, hebdomadaire.

GOUCHTCHIN Valeri, « *Otchizna-mat' v predvkouchenii novogo moutchenika* » / « La mère-Patir en attendant d'un nouveau martyr », *Nezavisimaia Gazeta*, 12 novembre 1999, quotidien.

IVANOVA-GLADILCHTCHIKOVA Natalia, « Pourquoi l'orthodoxie à l'école a perdu face à l'éthique de laïcité », *Russian journal*, 29.03.12. Disponible sur : <http://russ.ru/Mirovaya-povestka/Pochemu-pravoslavie-v-shkole-proigralo-svetskoj-etike>.

- KACHOUROVSKAIA Anna, KACHIN Oleg, « *Minobrazovania postavili na naoutchnuiu osnovou* » / « Le ministère de l'Éducation est devenu de la Science », *Kommersant*, 10.03.2004, quotidien.
- KOUTLOVSKAIA Elena, « *Ouniversity Viktora Sadovnichiego* » / « Les universités de Viktor Sadovnichchi », *Nezavisimaia Gazeta*, 12 juin 2006, quotidien.
- KOUZMINOV Iaroslav, « *Modernizatsia ekonomiki – reforma 2000* » / « La modernisation de l'économie – la réforme 2000 », *Pervoe sentiabria*, n° 50, 6 juillet 2000, bi-mensuel.
- KOUZMINOV Iaroslav, « *Nach posledni chans* » / « Notre dernière opportunité », *Troud*, n° 154, 23 août 2001, hebdomadaire : [http://www.trud.ru/article/23-08-2001/28776\\_nash\\_poslednij\\_shans.html](http://www.trud.ru/article/23-08-2001/28776_nash_poslednij_shans.html)
- KOUZMINOV Iaroslav, « *Slabost' gosoudarstva porojdaet korrouptsiou* » / « La faiblesse de l'État engendre la corruption », *Nezavisimaia gazeta*, rubrique « Économie politique », 23 noyabrya 1999, quotidien.
- LINDBERG Tod, In full pursuit of democracy, *The Washington Times*, 20 mars 2006, quotidien.  
L'article est disponible sur:  
<http://www.washingtontimes.com/news/2006/mar/20/20060320-093054-6746r>
- MAKEEVA Anna *et alii*, « *O skol'ko nam otstavok tcoudnykh...* » / « O, combien des démissions merveilleuses... [nous prépare l'esprit de l'Instruction] », *Kommersant*, 20 août 2016, quotidien : <http://www.kommersant.ru/doc/3069383>
- MALAKHOVA Anastasia, « *Guliai student!* » / « Sois libre, l'étudiant ! », *Novye izvestia*, 22 mai 2006, quotidien.
- NOSYREV Ilya, « Skoltech n'est par pour tous ? », publication du 18 août 2015 sur le portail de *Rousskaia planeta* : <http://rusplt.ru/society/skolteh--ne-dlya-teh-18407.html>
- OSTROVSKY Arkady, « Father to the Oligarchs », *The Financial Times*, 13 novembre 2004.
- POUTINE Vladimir, « *Stroitel'stvo spravedlivosti. Sotsial'naia politika dlia Rossii* » / « La construction de la justice. La politique sociale pour la Russie », *Komsomol'skaia pravda*, 13.02.2012. Disponible sur le site officiel du quotidien :  
<https://www.kp.ru/daily/25833/2807793/>
- SOURKOV Vladislav, « *Natsionalizatsia boudoutchhego* » / « La nationalisation de l'avenir », *Expert*, n° 43 (537), 20 novembre 2006. Disponible sur :  
[http://expert.ru/expert/2006/43/nacionalizaciya\\_buduschego/](http://expert.ru/expert/2006/43/nacionalizaciya_buduschego/)

STARTSEV Boris, « *Tchelovek-chkola* » / « L'homme-école », *Itogi*, n° 24, 15 juin 1999, hebdomadaire. Disponible sur le site de l'EHESE : <https://www.hse.ru/news/1163603/36331574.html>

THATCHER Margaret, *New Statesman and Society*, Statesman & Nation Publishing Company Limited, 2 octobre 1992.

VIDAL Florian, « Virage universitaire en Russie », *Le Monde de demain*, 29.10.2009. Disponible sur : <http://lemondededemain.wordpress.com/2009/10/29/virage-universitaire-en-russie/>

WOLFF Francis, « La politique divise, le politique ressemble », *Le Monde*, le 11.02.2015. Disponible sur le site : [http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/02/11/la-politique-divise-le-politique-rassemble\\_4574280\\_3232.html#deRhYVOOcAWXijLT.99](http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/02/11/la-politique-divise-le-politique-rassemble_4574280_3232.html#deRhYVOOcAWXijLT.99)

WYNESS Gill, « Higher education in 2013 : the year of marketisation – but to what extent ? », *The Guardian*, 23 décembre 2013, quotidien. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/higher-education-network/blog/2013/dec/23/higher-education-policy-2013-marketisation>

### 3. Ressources électroniques

#### 3.1. Les sites institutionnels

Le site du président de la Fédération de Russie <http://kremlin.ru>

Le site du Premier ministre <http://premier.gov.ru>

Le moteur de recherche des comptes rendus intégraux des débats à la Douma <http://ntc.duma.gov.ru>

L'archive des comptes rendus intégraux des débats dans la Douma <http://transcript.duma.gov.ru/>

Le ministère de l'Education et de la Science : <http://минобрнауки.рф>

L'ancien site du ministère de l'Education : <http://old.mon.gov.ru>

Site officiel de *Rosstroudnitchestvo* géré par l'Agence pour coopération dans l'éducation : <http://russia.study/>

*Rosobrnadzor* <http://www.obrnadzor.gov.ru/>

L'agence fédérale des archives <http://www.rusarchives.ru/>

L'archive des messages annuels des Présidents de la Fédération de Russie au Parlement (années 1990) <http://www.intelros.org/>

Services d'accès aux actes juridiques de la Fédération de Russie :

- *Consultant* <http://www.consultant.ru> ;
- *Garant* <http://www.consultant.ru> ;

Les sites des partis politiques

- *Edinaia Rossiia / La Russie unie* <http://er.ru/>
- *Kommunisticheskaia Partia Rossiiskoi Federatsii (KPRF) / Le Parti communiste de la Fédération de Russie* <http://www.kprf.ru>
- *Yabloko / Pomme* <http://www.yabloko.ru/>
- *Spravedlivaia Rossiia / La Russie Juste* <http://www.spravedlivo.ru/>
- *Soyouz lioudeï za obrazovanie i naoukou (SLON) / L'Union des gens pour l'éducation et la science* : <http://www.slon-party.ru/>
- *Liberal'no-demokraticheskaia partia Rossii (LDPR) / Le Parti libéral-démocratique de la Russie* : [www.ldpr.ru](http://www.ldpr.ru)

*Rossiiskaia Akademiia Naouk / L'Académie des sciences de la Fédération de Russie*

<http://www.ras.ru/>

*Rossiiskoe istoricheskoe soobshchestvo / La société historique russe* <http://www.ria.ru>

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) : [Www.oecd.org](http://www.oecd.org)

Le Centre de recherches et de statistiques : <http://stat.edu>

Le Service fédéral de la statistique de l'État <http://www.gks.ru>

### 3.2. Les projets de l'Etat

Budget pour le système d'enseignement et de recherche : <http://budget.edu.ru/graphics/univer/04->

Plateforme de BRICS pour la coopération scientifique et technologique : <http://brics-ttn.org/index.php/en/>

Programme 5-100 [www.5-100.ru](http://www.5-100.ru).

Programme fédéral pour le développement de l'éducation <http://фундо.рф/>

Programme Education globale : <http://www.educationglobal.ru/Stratégie 2020> :  
<http://2020strategy.ru/>

### 3.3. Les associations, les ONG et les acteurs privés

L'Union des recteurs : <http://rsr-online.ru/>

L'Association des universités classiques : [www.acur.msu.ru](http://www.acur.msu.ru)

L'Association européenne d'assurance de la qualité en enseignement supérieur :  
<http://www.enqa.eu/>

L'ONG « *Mémorial* » <http://www.memo.ru/>

WTSIOM / Le Centre Panrusse des études de l'opinion publique <http://www.wciom.ru>

*Levada – Tsentr* / Le Centre Levada <http://www.levada.ru>

Classement QS : <https://www.topuniversities.com/>

### 3.4. Les sites d'information et les revues en ligne

Les sites d'information

- *Lenta.ru* <http://lenta.ru>
- *Observateur russe* <http://www.rus-obr.ru/>
- *Slon.ru* <http://www.slon.ru>
- *Gazeta.ru* <http://www.gazeta.ru/>
- *Polit.ru* <http://www.polit.ru/>
- *RIA-Novosti* <http://ria.ru>
- *NewsRu.com* <http://newsru.com/>
- *BBC Russie* <http://www.bbc.co.uk/russian/>
- *RBK* : <http://www.rbk.ru>
- *TASS* : <http://www.tass.ru>
- *Interfax* : <http://www.interfax.ru>

Les revues en ligne

- *Sotsiologitcheskie issledovaniia* / Etudes sociologiques <http://www.isras.ru/socis.html>
- *Sotsiologiia vlasti* / Sociologie du pouvoir <http://socofpower.rane.ru/>
- *Polis* <http://www.politstudies.ru/>
- Higher Education Management and Policy [http://www.oecd-ilibrary.org/education/higher-education-management-and-policy\\_17269822](http://www.oecd-ilibrary.org/education/higher-education-management-and-policy_17269822)
- Higher Education in Russia and Beyond (HERB) <https://herb.hse.ru>

- *Monitoring obschestvennogo mnenniia* / La veille de l'opinion publique <http://wciom.ru/journal/>
- *Neprikosnovennii Zapas* / Reserve Intangible <http://magazines.russ.ru/nz/>
- *Komsomolskaya Pravda* / La vérité de komsomol <http://www.kp.ru/>
- Kommersant <http://www.kommersant.ru/>
- *Novaia Gazeta* [www.ng.ru](http://www.ng.ru)
- *Novosti obrazovania* <http://www.rmataf.ru>
- *Outchetelskaia Gazeta* [www.ug.ru](http://www.ug.ru)
- University world news <http://www.universityworldnews.com>
- Vlast [www.isras.ru](http://www.isras.ru)
- *Voprosy Istorii* / Les questions de l'histoire, archive numérique complet 1945-2012  
<http://Annales.info/sbo/contens/vi.htm>
- *Rossiiskaia gazeta* <http://www.rg.ru>

### 3.5. Autres

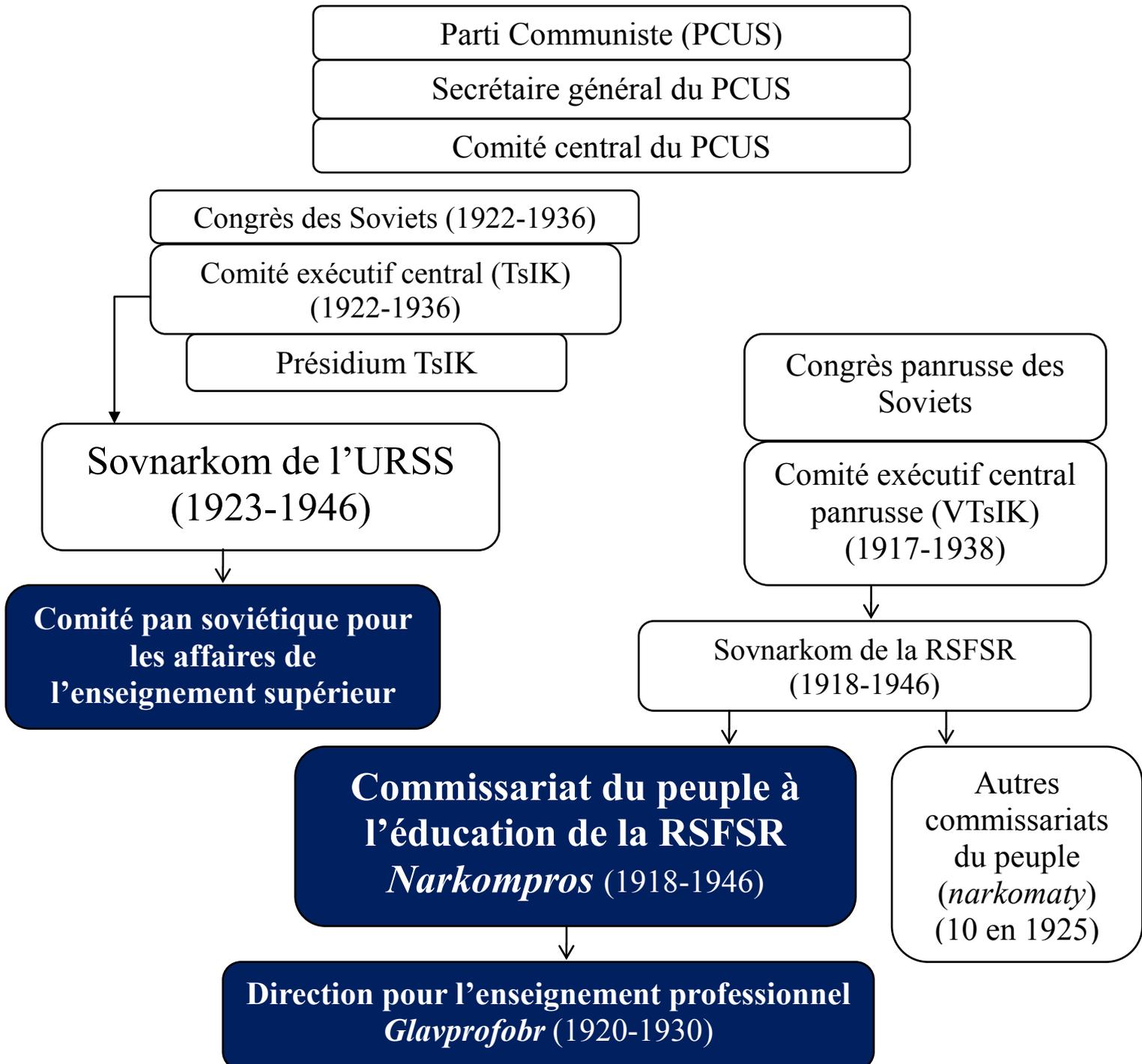
- *Bolchaia Sovetskaia Entsiklopediia* / La Grande Encyclopédie Soviétique en ligne  
<http://dic.academic.ru/>
- YouTube <http://www.youtube.com>
- Facebook <https://www.facebook.com/minobrnauki/>

## Table des annexes

---

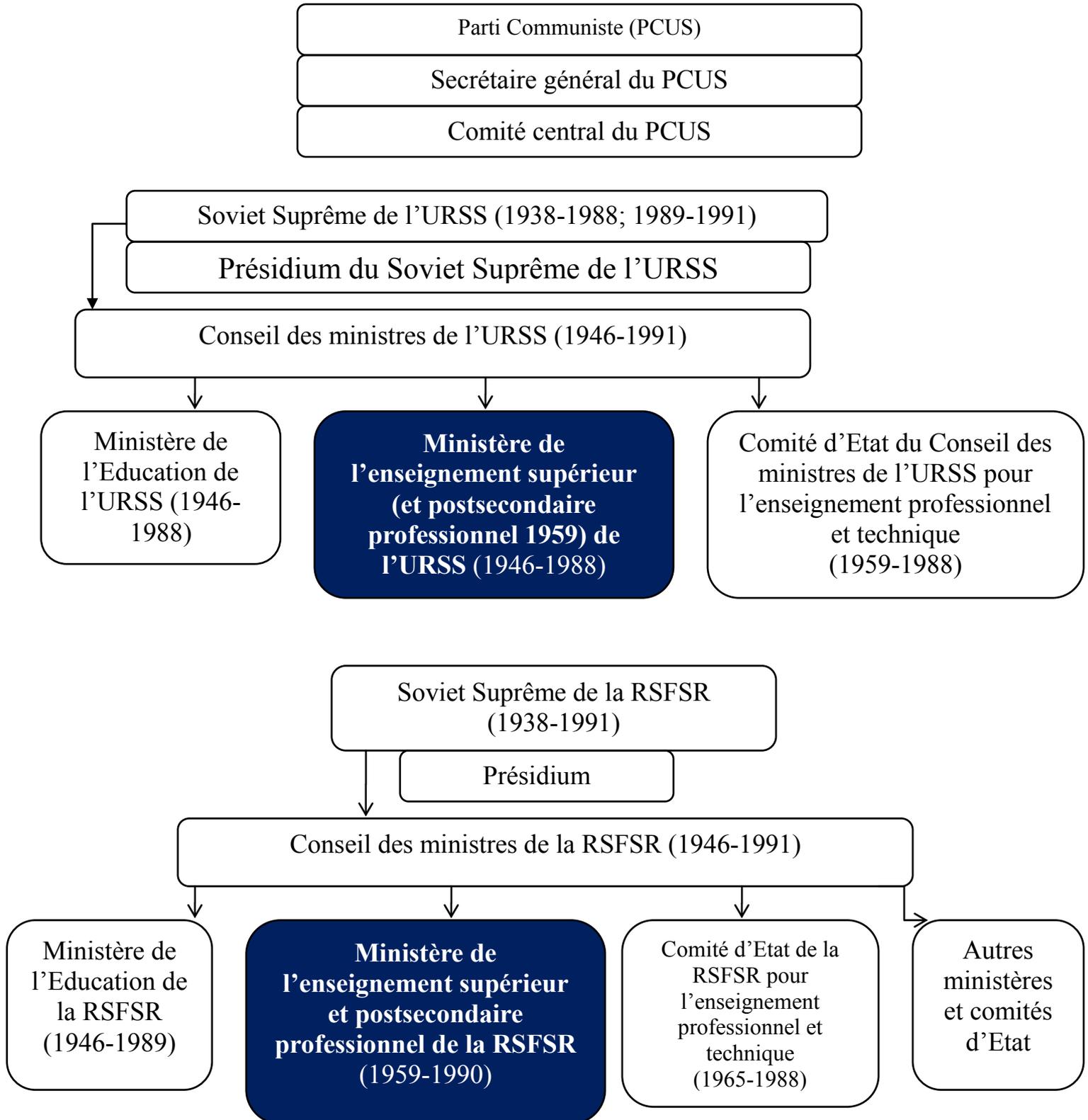
<i>Annexe 1 Tableau1. Gouvernance de l'enseignement supérieur russe dans les années 1920-1930.....</i>	<i>6330</i>
<i>Annexe 1 Liste des entretiens .....</i>	<i>633</i>
<i>Annexe 1 Liste des entretiens .....</i>	<i>633</i>
<i>Annexe 1 Liste des entretiens .....</i>	<i>633</i>
<i>Annexe 1 Liste des entretiens .....</i>	<i>633</i>
<i>Annexe 1 Liste des entretiens .....</i>	<i>633</i>
<i>Annexe 1 Liste des entretiens .....</i>	<i>633</i>
<i>Annexe 1 Liste des entretiens .....</i>	<i>633</i>

### **Annexe 1. Gouvernance de l'enseignement supérieur soviétique dans les années 1920-1930**



Sources : Constitution de la RSFSR de 1918 ; Accord sur la création de l'URSS du 29 décembre 1922 ; Constitution de l'URSS de 1924 ; Constitution de la RSFSR de 1925 ; Loi de l'URSS du 15 mai 1946 ; Arrêté du TsIK de l'URSS du 19 septembre 1932 ; Arrêté du Présidium du TsIK du 17 octobre 1933 ; Arrêté du TsIK de l'URSS du 26 décembre 1935 ; Arrêté du TsIK de l'URSS du 21 mai 1936.

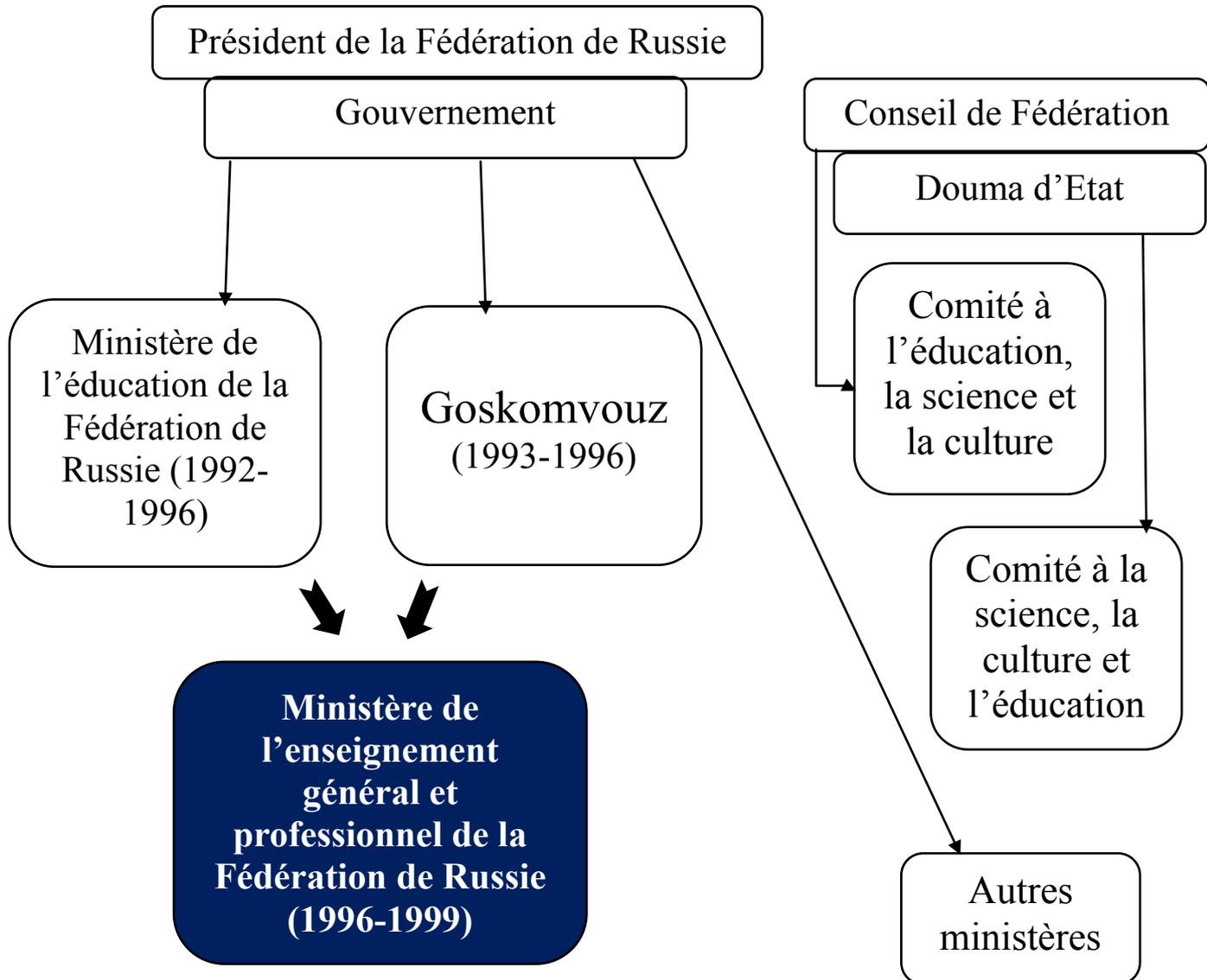
## **Annexe 2. Gouvernance de l'enseignement supérieur soviétique dans les années 1950-1980**



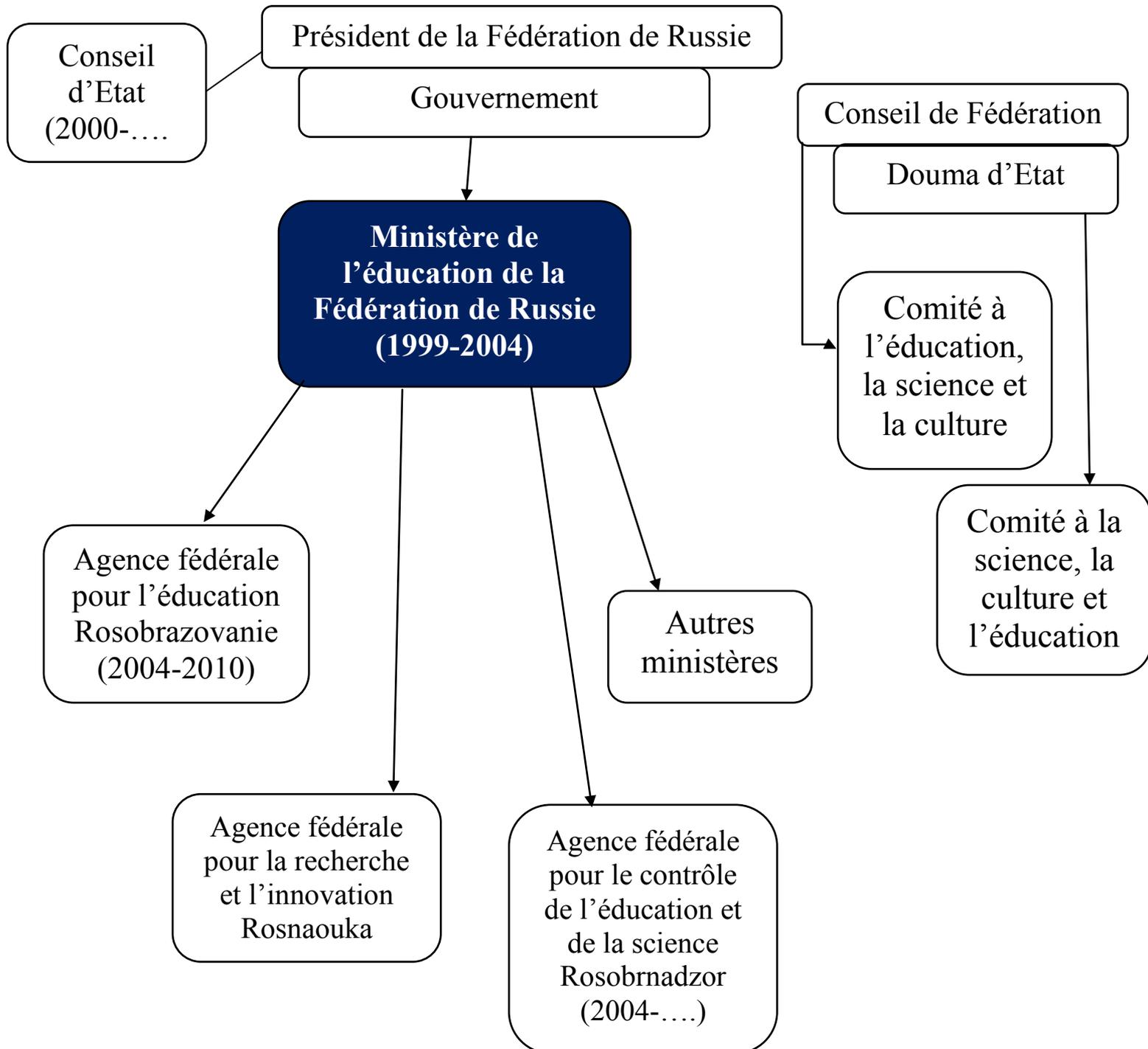
**Sources:** Constitution de l'URSS de 1936, Constitution de la RSFSR de 1937, Oukaz du Présidium du Soviet Suprême de la RSFSR du 23 mars 1946, Loi de l'URSS du 15 mars 1946, Loi de la RSFSR du 26 novembre 1959, Loi de la RSFSR du 3 août 1979, Loi de l'URSS du 15 juillet 1978, loi de la RSFSR du 3 août 1979, Arrêté du Conseil des ministres du 11.07.1959.



### **Annexe 4. Gouvernance de l'enseignement supérieur russe de 1996 à 1999**

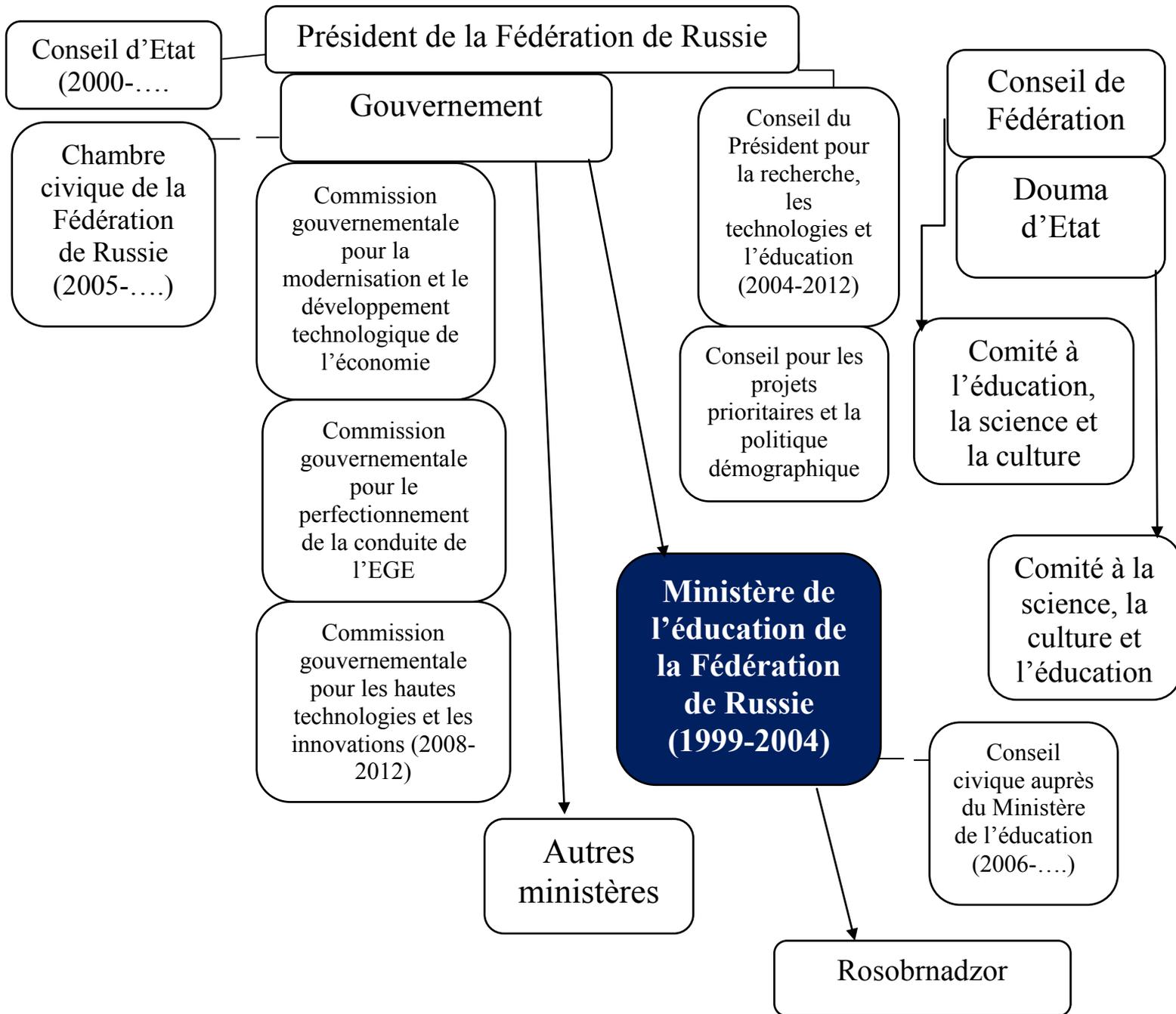


## **Annexe 5. Gouvernance de l'enseignement supérieur russe dans les années 2000**



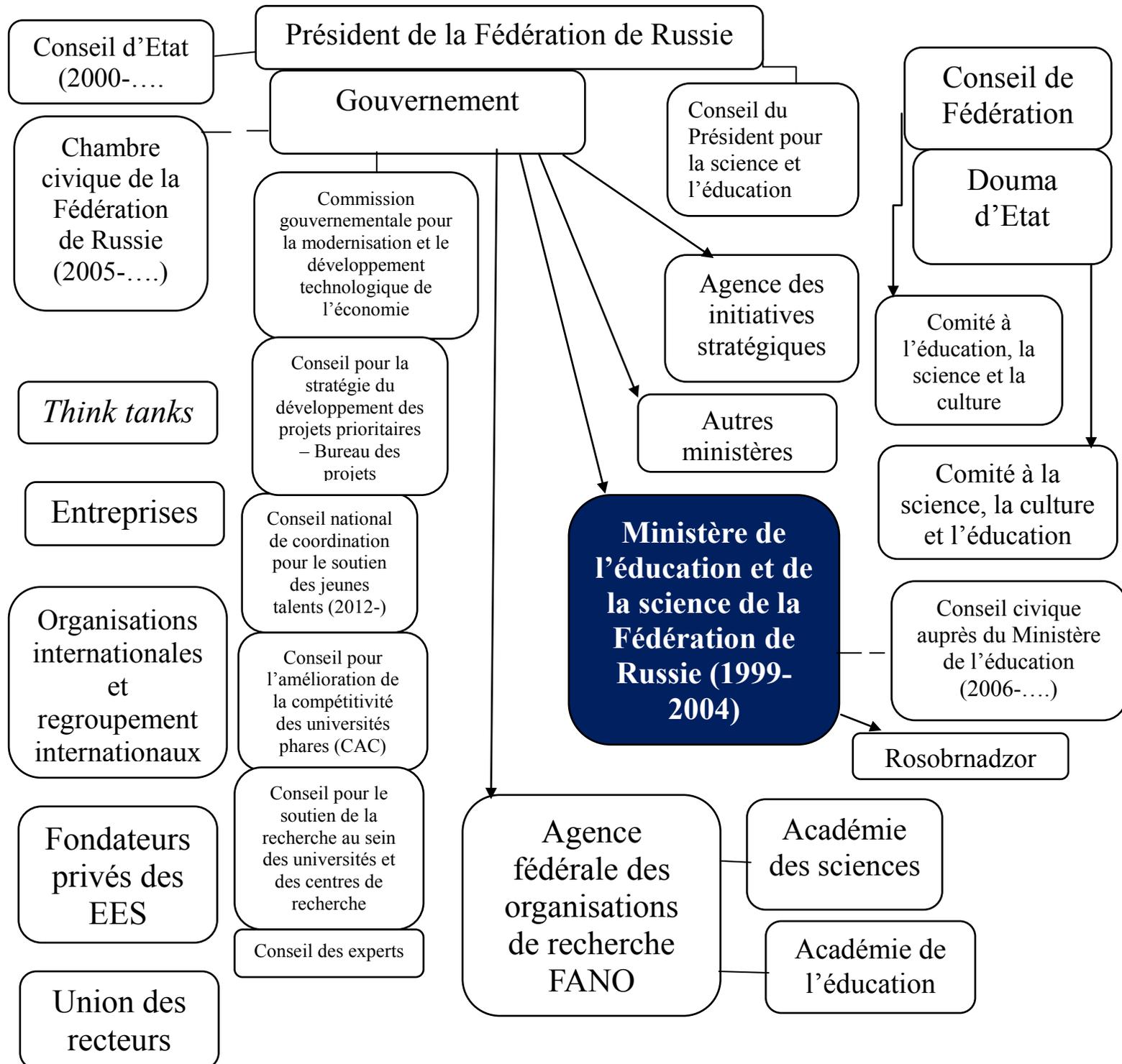
**Sources:** Arrêté du Gouvernement de la Fédération de Russie du 24.03.2000 n°258, Oukaz du Président de la Fédération de Russie du 17.05.2000 n° 867, Oukaz du Président de la Fédération de Russie du 9.03.2004 n°314, Constitution de la Fédération de Russie 1993,

## **Annexe 6. Gouvernance de l'enseignement supérieur russe dans les années 2010**



Sources: <http://gouvernement.ru>

## Annexe 7. Gouvernance de l'enseignement supérieur et les acteurs principaux de la politique universitaire russe en 2017



### **Annexe 8. Liste des entretiens**

Nom et profession	Date et durée de l'entretien	Lieu
<p>Christophe CHARLE, Docteur en histoire, docteur ès lettres, chercheur, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, spécialiste d'histoire sociale, d'histoire culturelle et d'histoire comparée. Il a publié de nombreux livres sur l'histoire des intellectuels et des universitaires.</p>	<p>23 avril 2013, 25 minutes</p>	<p>Paris</p>
<p>Jean-Marc BONNISSEAU Docteur ès sciences mathématiques, chercheur, professeur de mathématiques à l'Université Paris I, Vice-président chargé des relations internationales à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne de 2012 à 2016, Président de l'établissement public Campus Condorcet élu en juin 2016.</p>	<p>21 juin 2013, 24 minutes</p>	<p>Paris</p>
<p>Jean-Pierre FAUGERE Docteur d'Etat ès sciences économiques, professeur de sciences économiques, à l'Université Paris-Sud, Vice-président de l'Université Française d'Egypte(2008-2012), Vice- président des Relations Internationales à l'Université Paris Sud (2012-2016).</p>	<p>24 juin 2013, 37 minutes</p>	<p>Orsay</p>
<p>Michèle CAMBRA Directrice des partenariats internationaux à l'Université Paris-Descartes (à la date de l'entretien).</p>	<p>26 juin 2013, 35 minutes</p>	<p>Paris</p>
<p>Isak FROUMIN Docteur (<i>doktor naouk</i>) en sciences pédagogiques, professeur, directeur scientifique de l'Institut du développement de l'éducation de l'EHESE, conseiller du ministre de l'Education et de la Science, membre du Conseil des experts du gouvernement de la Fédération de Russie, membre du Conseil des experts de l'Agence des initiatives stratégiques de la Fédération de Russie, expert du Groupe de travail du Conseil national des qualifications professionnelles du président de la Fédération de Russie.</p>	<p>28 novembre 2015, 20 minutes</p>	<p>L'entretien est effectué <i>via</i> vidéo-conférence</p>
<p>Vladimir FILIPPOV Docteur (<i>doktor naouk</i>) en sciences physiques et</p>	<p>2 décembre</p>	<p>L'entretien</p>

<p>mathématiques, professeur, ministre de l'Education de la Fédération de Russie de 1998 à 2004, recteur de l'Université de l'Amitié des peuples, doyen de la Chaire UNESCO sur la politique comparée de l'enseignement, membre permanent de l'Académie de l'éducation de la Fédération de Russie, Vice-président de l'Association des EES russes, Vice-président de l'Association des EES de l'Eurasie, chef de la Commission suprême de l'attestation (<i>VAK</i>) depuis 2011.</p>	<p>2015, 42 minutes</p>	<p>est effectué par téléphone</p>
<p>Sergueï GURIEV</p> <p>Docteur (<i>doktor naouk</i>) en sciences économiques et <i>kandidat naouk</i> en sciences physique-mathématiques, chercheur, recteur de l'Ecole russe de l'économie (<i>Rossiïskaia ekonomitcheskaia chkola</i>), membre du Conseil du président de la fédération de Russie pour la science, les technologies et l'éducation (2008-2013), membre de la Commission du président de la Fédération de Russie pour la réalisation des projets nationaux prioritaires et de la politique démographique, professeur de l'économie à l'Institut d'études politiques de Paris, économiste principal de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement depuis 2016.</p>	<p>9 décembre 2015, 43 minutes</p>	<p>Paris</p>
<p>Svetlana IVANOVA</p> <p>Docteur en philosophie et <i>kandidat naouk</i> en sciences pédagogiques, professeur, conseiller d'Etat de classe I, directrice de l'Institut de stratégie de développement de l'éducation de l'Académie de l'éducation de la Russie. Pendant son travail au sein du ministère de l'Education et de la Science (1996-2004), elle supervisait des projets de modernisation d'une grande échelle et participait à l'élaboration du Concept de modernisation de l'éducation pour 2000-2010.</p>	<p>24 décembre 2015, 66 minutes</p>	<p>Moscou</p>
<p>Evgueni TKATCHENKO</p> <p>Docteur (<i>doktor naouk</i>) en chimie, chercheur, professeur, recteur de l'Institut pédagogique d'ingénieurs de Sverdlovsk, ministre de l'Education de la Fédération de Russie (1992-1996), membre du Présidium de l'Académie de l'éducation de la Russie, membre du Conseil des experts de la Commission suprême de l'attestation (<i>VAK</i>).</p>	<p>25 décembre 2015, 138 minutes</p>	<p>Moscou</p>
<p>Alexandre POVALKO</p> <p>Adjoint du ministre de l'Education et de la Science</p>	<p>25 décembre 2015,</p>	<p>Moscou</p>

<p>(2012-2016), membre du Groupe de travail de la Commission du président de la fédération de Russie pour la surveillance de la réalisation des indicateurs fixés pour le développement socio-économique de la Russie, membre de la Commission inter agence pour la surveillance (<i>monitoring</i>) de l'efficacité des EES russes, conseiller d'Etat de la classe II, directeur de l'agence publique <i>Russian Venture Company</i> depuis 2016.</p>	<p>22 minutes</p>	
--	-------------------	--

## Index alphabétique des matières

---

<b>A</b>	<b>B</b>	<b>D</b>
Académie des sciences, 36, 44, 61, 84, 86, 92, 94, 104, 111, 117, 122, 129, 130, 131, 136, 158, 159, 161, 186, 187, 188, 218, 233, 273, 274, 275, 294, 297, 299, 322, 323, 328, 391, 394, 396, 402, 423, 427, 455, 466, 469, 470, 471, 475, 476, 500, 541, 563, 576, 577, 578, 581, 593, 595, 596, 614, 627	<i>bakalavriat</i> , 352, 354, 388, 404, 410, 437, 447, 448, 479, 480, 524 Berdiaev Nicolas, 119, 458, 461 Blocs politiques, 23 Bolcheviks, 7, 17, 26, 36, 55, 56, 57, 63, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 80, 81, 82, 85, 93, 116, 119, 135, 180, 181, 182, 183, 184, 186, 214, 222, 234, 381, 540 BRICS, 28, 357, 382, 430, 438, 439, 440, 441, 442, 448, 504, 629	Dégel, 18, 118, 139, 141, 146, 148, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 158, 173, 224, 537, 568, 569, 592 Démocratie, 8, 10, 11, 19, 27, 44, 52, 147, 165, 168, 169, 192, 211, 227, 232, 233, 237, 243, 249, 282, 283, 285, 286, 316, 331, 332, 333, 355, 373, 379, 459, 543, 552, 562, 570, 592 Démocratie dirigée, 10, 11, 19, 52, 282, 283, 285, 286, 316, 379, 543, 552, 570 Déstalinisation, 22, 124, 154, 172, 229 Douma d'État, 43, 49, 69, 70, 71, 237, 242, 245, 248, 249, 253, 254, 255, 258, 286, 289, 290, 292, 293, 294, 299, 300, 301, 307, 308, 317, 323, 328, 329, 337, 360, 365, 366, 380, 393, 396, 401, 402, 405, 420, 451, 452, 602, 603, 620, 626, 630
Affaire Lyssenko, 21, 127, 141, 551 <i>Aspirantoura</i> , 99, 187, 352, 404, 474 Autonomie universitaire, 10, 13, 20, 23, 33, 41, 42, 58, 60, 67, 69, 71, 87, 88, 89, 90, 141, 159, 164, 166, 170, 172, 186, 189, 203, 212, 216, 221, 225, 230, 256, 259, 261, 265, 282, 291, 295, 311, 316, 318, 339, 354, 361, 365, 369, 374, 378, 444, 494, 529, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 551, 552	<b>C</b>	
	Charte universitaire, 59, 63, 66, 67, 584, 596, 602 Commissariats des peuples narkomaty, 36 Communisme, 20, 22, 29, 37, 75, 85, 91, 119, 120, 125, 132, 146, 169, 223, 233, 245, 333, 459, 521, 540, 545, 548, 554, 563, 580	

## E

EES d'appui (*opornye vouzy*), 527  
 EES privés, 37, 267, 269, 270, 314, 315, 362, 376, 399, 408, 411, 467, 491, 500, 501, 502, 503  
 EES publics, 37, 38, 61, 65, 232, 262, 267, 269, 270, 271, 278, 307, 314, 315, 377, 397, 410, 412, 414, 491, 492, 499, 501, 502, 503, 523  
 Élite intellectuelle, 20, 44, 59, 60, 85, 92, 103, 116, 136, 592

## G

*Goskomvouz*, 252, 257, 258  
 Grande Guerre patriotique, 20, 112, 113, 114, 115, 118, 120, 135, 149, 229, 233, 322, 465, 541, 549, 577, 578, 609, 618, 627  
 Guerre froide, 23, 54, 131, 132, 191, 192, 194, 200, 202, 220, 332, 465, 545, 574

## H

Homo sovecticus, 26

## I

intelligentsia. См. Élite intellectuelle

## L

Loi « Sur l'Éducation », 32, 34, 239, 255, 256, 261, 267, 365, 404, 405, 407, 422  
 Loi « Sur l'enseignement supérieur et postuniversitaire professionnel », 42, 404

## M

*Magistratura*, 258, 352, 388, 404, 410, 437, 447, 448, 474, 480  
 Marchandisation, 17, 487, 494, 498, 514  
 Marché, 12-17, 29-31, 38, 51, 52, 53, 154, 169, 193, 217, 218, 233, 246, 256, 258, 259, 261, 263, 269-272, 276, 279, 280, 297, 306, 310, 315, 317-319, 332, 333, 341, 344-346, 352, 354, 375, 385, 390, 406, 410, 411, 417, 424, 430-432, 440, 469, 477, 481, 482, 485-498, 501, 504-517, 521, 529, 533, 536, 542, 543, 545-547, 550, 557, 562, 580, 590, 592, 597  
 Ministère de l'Éducation et de la Science, 27, 37, 43, 45, 50, 267, 299, 307, 319, 320, 364, 391, 401, 402, 410, 416, 417, 418,

420, 424, 426, 432, 437, 448, 450, 455, 480, 483, 491, 499, 502, 508, 519, 527, 528, 546, 557, 618, 620

Ministre de l'Éducation et de la Science, 15, 235, 273, 293, 324, 341, 388, 389, 392, 394, 395, 396, 397, 423, 427, 431, 452, 478, 484, 491, 511, 518, 522, 525, 526, 527, 624

Modèle soviétique de l'enseignement supérieur, 9, 24, 190, 228, 542

## N

*Narkompros*, 81, 83, 86, 87, 88, 90, 95, 113, 215, 601, 607, 612  
 Néolibéralisme, 17, 29, 488

## O

Occident, 23, 24, 30, 120, 164, 169, 173, 174, 185, 191, 192, 194, 195, 196, 201, 202, 204, 205, 206, 209, 210, 211, 219, 228, 273, 274, 325, 336, 348, 356, 357, 374, 438, 443, 460, 465, 509, 526, 532, 544, 575

<b>P</b>	<b>R</b>	<b>U</b>
Pays postcommunistes, 17, 23, 30, 194, 198, 201	<i>Rabfacs</i> , 20, 36, 83, 84, 90, 96, 103, 143, 213, 540, 607, 608, 612	119, 121, 189, 190, 192, 195, 196, 206
<i>Perestroïka</i> , 8, 18, 117, 119, 156, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 208, 227, 238, 261, 266, 272, 286, 322, 537, 565, 567, 568, 583, 604	Recteur, 15, 36, 68, 89, 167, 245, 251, 253, 265, 266, 269, 290, 298, 302, 316, 317, 318, 324, 336, 349, 352, 353, 387, 390, 392, 399, 402, 450, 463, 471, 476, 478, 480, 481, 518, 535, 620	<i>Sovnarkom</i> , 36, 81, 82, 83, 86, 88, 89, 92, 95, 96, 97, 99, 100, 113, 114, 187, 215, 600, 601, 604, 607, 608, 609, 610, 612
Politique d'attractivité de l'enseignement supérieur, 23, 545	Référéntiel global, 30, 46, 540, 542, 552, 557	Specialitet, 352, 354
Première Guerre mondiale, 23, 61, 63, 71, 107, 178, 181, 182, 183	Régime politique, 17, 19, 20, 23, 54, 65, 73, 173, 175, 186, 206, 222, 226, 228, 229, 237, 242, 285, 286, 438, 542, 554, 556	Stratégie 2020, 390, 399, 403, 543, 621, 629
Processus de Bologne, 11, 29, 212, 296, 311, 345, 349, 350, 351, 352, 353, 355, 356, 363, 374, 375, 444, 486, 575, 584	Répressions politiques, 57, 105, 110, 111, 116, 140, 541, 570	Stratégie du développement scientifique et technologique, 44, 500, 543
Programme 5-100, 12, 15, 51, 379, 418, 423, 425, 427, 430, 431, 432, 433, 434, 436, 443, 444, 445, 450, 466, 484, 523, 545	Révolution, 7, 8, 9, 14, 19, 26, 36, 55, 60, 61, 71, 72, 74, 75, 85, 86, 102, 108, 115, 120, 122, 132, 134, 149, 154, 170, 173, 175, 179, 180, 181, 182, 212, 214, 222, 453, 548, 554	Union des recteurs, 44, 266, 302, 317, 342, 349, 360, 401, 402, 403, 419, 420, 435, 450, 451, 452, 468, 471, 479, 483, 492, 518, 522, 557, 615, 620
Programme fédéral pour le développement de l'enseignement, 405	<i>Rosobrnadzor</i> , 270, 299, 519, 550, 629	Université d'État de Moscou, 37, 50, 66, 68, 69, 84, 96, 110, 124, 125, 128, 141, 143, 148, 187, 190, 215, 266, 276, 290, 298, 302, 317, 323, 325, 352, 370, 405, 408, 444, 445, 448, 450, 503, 504, 525, 560, 563, 574, 580, 591, 593, 598, 609, 611, 617, 620, 629
Programme politique, 16		Université de l'Amitié des Peuples, 24, 153
<b>Q</b>	<b>S</b>	
Qualité de l'enseignement supérieur, 38, 230, 363, 550, 553	Seconde Guerre mondiale, 23, 78, 105, 111, 112,	

Université de Moscou. <i>См.</i>	Universités fédérales, 323,	<b>V</b>
Université d'État de	324, 326, 370, 388, 408,	<i>Vouz</i> , 34, 61, 506
Moscou	412, 414, 418, 433, 523,	
Université	524, 525, 526, 527, 528	<b>X</b>
entrepreneuriale, 529,	Universités nationales de	XX <sup>e</sup> Congrès du Parti
530	recherche, 323, 370,	communiste, 22
Université humboldtienne,	388, 408, 525, 526	
185, 542	Universitisation, 35, 266,	
Université soviétique, 23,	553, 575	
88, 121, 185, 198, 228,		
229, 542		

## Index alphabétique de noms

---

### A

Altbach Philip, 339, 375,  
442, 443, 526, 585  
Avrous Anatoli, 212

### B

Berdiaev Nicolas, 119, 458,  
461

### C

Carrère d'Encausse Hélène,  
28, 59, 160, 163, 238  
Charle Christophe, 141,  
178, 180, 181, 182, 196,  
203, 206, 208, 211, 221,  
353, 354, 369, 371  
Chnol Simon, 3, 71, 111,  
119, 469, 555  
Clark Burton, 209, 217, 218,  
485, 489, 490, 491, 492,  
493, 494, 504, 521, 530,  
531, 586, 587, 589, 590

### D

Dneprov Edouard, 163, 251,  
253, 254, 319, 556

### E

Elt sine Boris, 26, 236, 237,  
238, 239, 240, 241, 242,  
243, 246, 247, 248, 250,  
251, 255, 256, 294, 333,

### F

Filippov Vladimir, 251, 255,  
290, 291, 292, 293, 294,  
295, 296, 297, 303, 310,  
311, 312, 313, 314, 318,  
326, 352, 512, 523, 525,  
526, 535, 576  
Foursenko Andreï, 293, 294,  
295, 298, 304, 314, 315,  
322, 323, 389, 390, 391,  
392, 400, 525, 553, 622  
Frison-Roche François, 251,  
348

Froumin Isak, 93, 101, 180,  
183, 184, 276, 277, 280,  
401, 423, 502, 511, 523,  
526, 527, 535

### G

Gorbatchev Mikhail, 50,  
162, 163, 167, 168, 241,  
333, 334, 571

### H

Humboldt von Wilhelm, 35

### I

Ivanova Svetlana, 27, 239,  
252, 459, 469, 476, 512,  
513

### K

Khanin Grigori, 121, 134,  
135, 180, 186, 190, 265,  
556  
Khrouchtchev Nikita, 8, 22,  
109, 118, 139, 140, 141,

142, 143, 144, 148, 149,  
150, 151, 155, 156, 172,  
542, 549, 566, 568, 569,  
615

Kinelev Vladimir, 250, 252,  
253, 254, 255, 338

## L

Livanov Dmitri, 15, 38, 273,  
304, 391, 392, 393, 396, 397,  
398, 400, 401, 404, 419, 431,  
434, 452, 455, 478, 479, 502,  
522, 528, 556, 620, 623

## M

Musselin Christine, 367,  
498, 499, 500, 504, 514,  
515, 623  
Margison Simon, 33, 495, 496,,  
497, 531  
Medvedev Dmitri, 285, 289,  
379, 380, 391, 397, 400  
Muller Pierre, 43, 46

## P

Pikhoia Roudolf, 141  
Pouchkine Alexandre, 177  
Poutine Vladimir, 16, 18,  
150, 167, 285, 288, 294,  
298, 308, 320, 330, 333,  
346, 349, 355, 370, 379,  
380, 382, 383, 391, 392,  
394, 397, 406, 407, 408,

Kouzminov Iaroslav, 180, 183,  
184, 253, 254, 265, 276, 302,  
303, 304, 492, 497, 556, 623

418, 435, 453, 456, 457,  
465, 478, 481, 518, 522,  
571, 572, 573

Povalko Alexandre, 428,  
432, 478, 484, 511, 512,  
518, 519, 523, 535

## R

Rozanov Vassili, 40, 458

## S

Sadovnitchi Victor, 266,  
298, 315, 317, 352, 353,  
402, 450, 468, 479, 492,  
504, 620, 625  
Smolin Oleg, 26, 237, 240,  
285, 292, 353, 366, 397,  
401, 451, 455, 513, 556

## T

Tkatchenko Evgeni, 242,  
251, 252, 269, 270, 503,  
512, 556

## V

Vassilieva Olga, 235, 391,  
397, 398, 434, 455, 513,  
514, 527, 528, 624

## W

Weber Max, 18, 40, 109,  
208, 223, 596  
Werth Nicolas, 165

### **Résumé (1700 caractères) :**

*Le présent travail met en lumière la dialectique des relations entre l'État et le système de l'enseignement supérieur en Russie sur une période de cent ans : de 1917 à 2017. S'appuyant sur une multitude des sources hétérogènes véhiculant les raisons et les causes des changements dans la politique publique russe, nous révélons l'évolution du rôle de l'État dans la gouvernance du secteur de l'enseignement supérieur lors de deux époques : soviétique et postsoviétique.*

*L'analyse de cette politique sectorielle est effectuée en lien avec la politique générale de l'État russe afin de mettre en évidence leurs interactions déterminées par le contexte et les grands objectifs de l'État, mais aussi par le poids du passé soviétique, l'hérédité institutionnelle et le besoin de se moderniser face au monde qui évolue vite. Nous démontrons que malgré des grands changements apportés par les événements politiques nationaux et des nouvelles tendances mondiales dans l'enseignement supérieur, l'État russe demeure un acteur principal du processus de la détermination de la politique universitaire russe et de la stratégie du développement de ce secteur.*

**Descripteurs :** *enseignement supérieur russe, politique universitaire, Russie, poids du passé soviétique, histoire des universités russes, modèle russe de l'enseignement supérieur, réformes de l'éducation.*

### **Title and Abstract (1700 characters):**

*The present work brings into focus the dialectic relations between the State and the higher education system in Russia from 1917 to 2017. Based on various and heterogeneous sources conveying the reasons and the causes of changes in Russian public policy, this work throws light upon the evolution of the State's role in the governance of higher education sector in Soviet and post-Soviet Russia.*

*The sector-specific policy is analysed together with the general policy of the Russian State in order to reveal their interactions determined by the context and the main goals of the State as well as its past legacy, an institutional inheritance and a constant need for modernisation in the face of a changing and highly competitive world. We argue that despite significant changes brought on by national political events and by international trends in higher education, the State in Russia remains a main actor in establishing higher education policy and strategy for its development.*

**Keywords:** *Russian higher education, academic policy, Russia, Soviet legacy, history of Russian universities, Russian model of higher education, education reforms.*

